Code d'instruction criminelle et code pénal, annotés d'après la doctrine et la jurisprudence, avec renvois aux ouvrages

[...]

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Vergé, Charles Henri,Dalloz. Code d'instruction criminelle et code pénal, annotés d'après la doctrine et la jurisprudence, avec renvois aux ouvrages de MM. Dalloz (13e édition, revue, corrigée et augmentée) publiés sous la direction de MM. Gaston Griolet,... Charles Vergé,... avec la collaboration de M. Henry Bourdeaux,.... 1913.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

PETITE COLLECTION DALLOZ

CODE
D'INSTRUCTION CRIMINELLE
ET
CODE PÉNAL

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R.F.

PARIS.
LIBRAIRIE DALLOZ
11, RUE SOUFFLOT

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

LA LIBRAIRIE DALLOZ

La Librairie Dalloz, située 11, rue Soufflot, à proximité du Palais et de l'École de Droit, au centre du mouvement intellectuel le plus vivant qui soit dans l'ordre juridique, est à même de fournir, non seulement les *Publications DALLOZ,* mais tous les ouvrages, documents et renseignements de toute nature, se rattachant aux questions juridiques.

Un **Guide Bibliographique**, aussi complet que pratique, est envoyé franco à toute personne qui en fait la demande.

LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, PARIS

Petits Codes Dalloz

(In-8° 10 × 16)

ÉDITION 1913

Code des accidents du travail.
Code administratif.
Code des assurances.
Code des boissons.
Code civil.
Code de commerce.
Code forestier et Code rural.
Code d'instruction criminelle et Code pénal.
Code de la presse.
Code de procédure civile.
Code des prud'hommes.
Code du travail.

Prix de chacun de ces Codes :

Broché, net : 3 fr. 50. — Relié peau souple, net : 4 fr. 50

Code de l'enregistrement

Broché, net : 5 fr. 75. — Relié peau souple, net 6 fr. 75

Lois usuelles

ÉDITION TRIPIER ET MONNIER

UN BEAU VOLUME DE PRÈS DE 1500 PAGES, RELIÉ PEAU SOUPLE

Prix net : 7 francs.

Spécimens sur demande.

LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, PARIS

Nouveau
Code civil annoté

avec

Additions au 1er octobre 1912

6 VOLUMES IN-4°

Prix de l'ouvrage avec les Additions :

Au comptant : Broché, **130** fr.; Relié, **147 fr. 50**

A terme : Broché, **140** fr.; Relié, **157 fr. 50**

Additions seules, brochées. . . . . **9** fr.

Le prix des Additions est réduit à 4 fr. 50 pour les Abonnés au Recueil ou au Bulletin Dalloz.

Le Nouveau Code civil annoté constitue un véritable répertoire de droit civil contenant; sous chaque article du Code, l'historique législatif complet, l'ensemble des solutions de jurisprudence, l'interprétation doctrinale et l'opinion des auteurs.

Les Additions très complètes, qui forment le sixième volume, mettent l'ouvrage à jour jusqu'au 1er octobre 1912.

Spécimens sur demande.

LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, PARIS

Nouveau Code de procédure civile annoté

EN SOUSCRIPTION

4 VOLUMES IN-4° à **25** fr. l'un.

Les tomes 1 et 2 ***(art. 1 à 473)*** **sont en vente.**

Cet ouvrage, rédigé suivant la même méthode et sur le même plan que le Nouveau Code civil annoté, est destiné à offrir une égale utilité pour la pratique judiciaire.

Il contient l'ensemble des règles de la procédure civile et des dispositions relatives à l'organisation judiciaire; sur chaque question on y trouve les plus récents documents de jurisprudence, ainsi que l'analyse des traités généraux et principaux ouvrages de doctrine.

Pour la reliure : 3 fr. 50 en plus par volume.

Spécimens sur demande.

LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, PARIS

Les Codes annotés

D'APRÈS LA JURISPRUDENCE ET LA DOCTRINE

Code de commerce (1878).

Un volume in-4° divisé en 2 livraisons. . . . 30 fr.

Supplément au Code de commerce (1905)

avec Additions complémentaires.

Un volume in-4°. . . . . 20 fr.
Les Additions complémentaires seules. . . . 5 fr.

Code pénal (1886)

avec les Lois sur la Presse, la Récidive, etc.

Un volume in-4° divisé en 2 livraisons. . . . 30 fr.

Supplément au Code pénal (1899).

Un volume in-4°. . . . . 15 fr.

Code d'instruction criminelle (1901).

Un volume in-4° divisé en 2 livraisons. . . . 30 fr.

Code de l'enregistrement, du timbre, etc. (1878).

Un volume in-4°. . . . . *Épuisé.*

Code forestier (1884)

suivi des Lois sur la Chasse et la Pêche.

Un volume in-4°. . . . . *Épuisé.*

*Pour la reliure : **3** fr. **50** en plus par volume.*

Spécimens sur demande.

LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, PARIS

Code
des Lois politiques et administratives
annotées

ONZE LIVRAISONS FORMANT SIX VOLUMES

Prix de chacun des tomes I (sans le Supplément), II, III et V. . . . . 30 fr.
Prix du tome IV . . . . . 40 fr.
Prix du Supplément au tome Ier . . . . . 10 fr.

TOME Ier et son SUPPLÉMENT (1888-1905) : Lois constitutionnelles ; — Séparation des pouvoirs et Conflits ; — Conseil d'État ; — Organisations départementale et communale ; — Élections législatives, départementales et communales ; — Élections des Prud'hommes.

TOME II (1893) : Culte ; — Sépulture ; — Enseignement ; — Institut de France ; — Archives ; — Bibliothèques ; — Beaux-Arts ; — Établissements de bienfaisance et de prévoyance ; — Établissements publics et d'utilité publique ; — Dons et legs ; — Ordres civils et militaires ; — Noms et titres de noblesse ; — Honneurs et Préséances.

TOME III (1896) : Salubrité ; — Agriculture ; — Commerce et Industrie ; — Travaux publics ; — Marchés de fournitures ; — Mines ; — Voirie.

TOME IV (1904) : Contributions directes ; — Comptabilité publique ; — Douanes ; — Contributions indirectes ; — Octrois.

TOME V (1900) : Eaux ; — Organisation militaire ; — Organisation maritime ; — Pensions ; — Postes et Télégraphes.

Pour la reliure : 3 fr. 50 en plus par volume.

Spécimens sur demande.

LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, PARIS

Le

Dictionnaire Dalloz

DICTIONNAIRE PRATIQUE DE DROIT

Avec Additions au 1er Octobre 1912

5 LIVRAISONS IN-4°

Prix de l'ouvrage avec les Additions :

Au comptant. . . . . 40 fr.

A terme . . . . . 44 fr.

Reliure : 7 fr.

Additions seules, brochées : 9 fr.

Le prix des Additions est réduit à 4 fr. 50 pour les Abonnés au Recueil ou au Bulletin Dalloz.

Simple mémento pour l'homme d'affaires, le Dictionnaire pratique est un ouvrage se suffisant très largement à lui-même pour celui qui, sans être initié à la science du Droit, veut connaître pratiquement la solution d'une difficulté juridique.

Spécimens sur demande.

CODE

D'INSTRUCTION CRIMINELLE

ET

CODE PÉNAL

R.F.
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
IMPRIMÉS

8F
23462

La dernière édition officielle du Code d'instruction criminelle et du Code pénal est du 28 avril 1832 ; c'est celle dont nous donnons ici le texte.

PETITE COLLECTION DALLOZ

CODE
D'INSTRUCTION CRIMINELLE

ET

CODE PÉNAL

ANNOTÉS D'APRÈS LA DOCTRINE ET LA JURISPRUDENCE

Avec renvois aux ouvrages de MM. Dalloz

Publiés sous la direction de MM.

Gaston GRIOLET
Docteur en droit.

Charles VERGÉ
Maître des requêtes honoraire.

Avec la collaboration de

M. Henry Bourdeaux
Juge d'Instruction au Tribunal de la Seine.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R. F.
IMPRIMÉS

TREIZIÈME ÉDITION
REVUE, CORRIGÉE ET AUGMENTÉE

PARIS
LIBRAIRIE DALLOZ
11, rue Soufflot, 11
R. de RIGNY, Administrateur.

1913

BIBLIOTHÈQUE RÉGIONALE IMPRIMÉS R.F.

AVERTISSEMENT.

Il nous a paru utile de créer, à côté de nos *Codes annotés,* qui restent sur le bureau du magistrat, de l'avocat, de l'homme d'affaires, de l'étudiant, de petits Codes faciles à transporter sur le théâtre de leurs opérations.

Les *Petits Codes Dalloz,* en même temps qu'ils peuvent, dans une certaine mesure, servir de clef à l'ensemble des publications de la Jurisprudence générale de MM. Dalloz, sont appelés, par eux-mêmes, à rendre de très grands services à tous ceux qui, par profession ou autrement, ont besoin de connaître la loi et d'en avoir sous les yeux le texte éclairé par la jurisprudence.

Chaque article y est suivi d'un historique législatif. On sait combien, en effet, sont nombreuses celles des dispositions de nos lois qui ont été modifiées, quelquefois à plusieurs reprises. On trouvera toujours, immédiatement après l'article lui-même, s'il a subi quelque modification, le texte intégral de l'article primitif, l'indication de la loi, ou des lois successives qui l'ont modifié, avec, pour chacune d'elles, les renvois à la jurisprudence; enfin, si la loi n'est pas incorporée au Code, nos *Petits Codes* reproduisent sous l'article qu'elle intéresse le texte même de cette loi. Citons, parmi les lois ainsi rapportées textuellement dans notre *Petit Code d'instruction criminelle,* pour nous borner à quelques exemples tout récents ou particulièrement importants à raison de leur intérêt pratique : sous le livre Ier, la loi du 8 décembre 1897, *sur l'instruction contradictoire,* avec la circulaire du 10 décembre pour l'application de cette loi; sous le titre Ier du livre II, la loi du 20 mai 1863, *sur l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels;* sous l'art. 310, la loi du 9 septembre 1835, *sur les cours d'assises;* sous le titre II du livre II, la loi du 21 novembre 1872, *sur le*

jury, modifiée par celle du 31 juillet 1875; sous le chapitre Ier du titre VII, du livre II, la loi du 5 août 1899, *sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit,* modifiée par la loi du 11 juillet 1900. — Nous citerons encore pour notre *Petit Code pénal,* sous l'art. 15, la loi du 30 mai 1854, *sur l'exécution de la peine des travaux forcés;* la loi du 8 juin 1850, *sur la déportation,* modifiée par celles du 23 mars 1872 et du 9 février 1895; sous l'art. 40, la loi du 5 juin 1875, *sur le régime des prisons départementales,* et la loi du 4 février 1893, *relative à la réforme des prisons pour courtes peines;* sous l'art. 53, la loi du 22 juillet 1867, *relative à la contrainte par corps*, modifiée par celle du 19 décembre 1871; sous l'art. 58, la loi du 27 mai 1885, *sur les récidivistes,* modifiée par celles du 10 juillet 1901, du 3 avril 1903, du 31 mars 1904 et du 19 juillet 1907; la loi du 14 août 1885, *sur la libération conditionnelle;* sous l'art. 294, les lois du 30 juin 1881 et du 28 mars 1907, *sur les réunions publiques;* sous l'art. 314, les lois du 24 mai 1834, du 14 juillet 1860, du 14 août 1885, etc., *sur la détention et la fabrication des armes de guerre;* sous l'art. 353, la loi du 19 avril 1898, *sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants;* sous l'art. 410, la loi du 21 mai 1836, *sur les loteries;* la loi du 2 juin 1891, *sur les courses de chevaux,* modifiée par celle du 1er avril 1900, et la loi du 15 juin 1907, *réglementant le jeu dans les cercles et casinos des stations balnéaires, thermales ou climatériques;* sous l'art. 423, la loi du 1er août 1905, *sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles;* les lois du 29 juin et du 15 juillet 1907, *tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage,* etc.

Nous avons complété chacun de nos *Petits Codes d'instruction criminelle et pénal* par un **Appendice** comprenant, notamment pour le *Petit Code d'instruction criminelle,* le décret du 18 juin 1811, *sur le tarif des frais de justice,* avec les nombreux décrets qui l'ont modifié ou complété; la loi du 22 janvier 1851, *sur l'assistance judiciaire;* le décret du 24 octobre 1870,

organisant le jury et les cours d'assises en Algérie, modifié par la loi du 30 juillet 1901 et complété par les lois du 30 décembre 1902 et du 14 février 1903 ; — pour le *Petit Code pénal,* la loi du 15 février 1898, *relative au commerce de brocanteur ;* la loi du 15 juillet 1845 suivie de l'ordonnance du 15 novembre 1846 et du décret du 1er mars 1901, *sur la police des chemins de fer ;* la loi du 17 juillet 1880, *sur les débits de boissons ;* la loi du 23 janvier 1873, *sur l'ivresse publique ;* la loi du 30 novembre 1892, *sur l'exercice de la médecine ;* la loi du 30 mai 1851 et le décret du 10 août 1852, *sur la police du roulage ;* le décret du 10 mars 1899, modifié par celui du 10 septembre 1901, et la loi du 17 juillet 1908, *sur la circulation des automobiles ;* la loi du 29 juillet 1881, *sur la presse,* avec les nombreuses lois qui l'ont modifiée ou complétée ; la loi du 19 juillet 1845 et l'ordonnance du 29 octobre 1846, *sur la vente des substances vénéneuses ;* la loi du 19 décembre 1850, *sur l'usure ;* la loi du 9 décembre 1905, modifiée par celle du 13 avril 1908, et la loi du 2 janvier 1907, *sur la séparation des Églises et de l'État,* etc.

Nous négligerions un des avantages, et non des moindres, des *Petits Codes Dalloz,* si nous ne signalions à nos lecteurs les tables qui les complètent. Le succès que le public a bien voulu faire aux *Tables* de nos diverses publications, nous permet de dire que nous avons, en cette matière, une longue habitude et une grande expérience. Nous les avons mises à profit pour l'établissement des tables de nos *Petits Codes.* Elles couronneront un travail qui, nous en avons la conviction, correspond aux besoins actuels et comble véritablement une lacune.

Explication des abréviations.

R. Répertoire alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence Dalloz.
S. Supplément au Répertoire alphabétique Dalloz.
T. (87-97). Troisième table alphabétique de dix annees du Recueil périodique Dalloz (1887 à 1897).
N. C. civ. ann. Nouveau Code civil annote Dalloz,
C. pr. civ. ann. Code de procédure civile annote Dalloz.
N. C. pr. civ. ann. Nouveau Code de procédure civile annoté Dalloz, t. 1er, art. 1er à 251.
C. com. ann. Code de commerce annoté Dalloz.
C. instr. crim. ann. Code d'instruction criminelle annoté Dalloz.
C. pén. ann. Code pénal annoté Dalloz.
C. for. ann. Code forestier annoté Dalloz.
C. enreg. ann. Code de l'enregistrement annoté Dalloz.
C. adm. ann. Code des lois politiques et administratives annotées Dalloz.
C. civ. Petit Code civil Dalloz.
C. pr. civ. Petit Code de procédure civile Dalloz.
C. com. Petit Code de commerce Dalloz.
C. instr. Petit Code d'instruction criminelle Dalloz.
C. pén. Petit Code penal Dalloz.
C. for. Petit Code forestier Dalloz.
C rural. Petit Code rural Dalloz.
C. travail. Petit Code du travail Dalloz
C. enreg. Petit Code de l'enregistrement Dalloz.
C. adm. Petit Code administratif Dalloz.
C. presse. Petit Code de la presse Dalloz.
C. accidents. Petit Code des accidents du travail Dalloz.
C. assurances. Petit Code des assurances Dalloz.
D. P. Recueil périodique Dalloz (1re *Partie*, Cour de cassation ; — 2e *Partie*, Cours d'appel, Tribunaux de première instance, Tribunaux de commerce, Tribunaux de paix, et juridictions etrangères ; — 3e *Partie*, Conseil d'État et Tribunal des conflits ; — 4e *Partie*, Législation ; — 5e *Partie*, Sommaires d'arrêts et de jugements ; — *Tables générales* des matieres contenues dans les trois premieres et cinquième parties du Recueil).
Bull. Dalloz. Bulletin hebdomadaire Dalloz.
Dall. Comm. Dalloz des Communes.
Req. Arrêt de la Chambre des requêtes de la Cour de cassation.
Civ. c. Arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation qui casse.
Civ. r Arrêt de la Chambre civile de la Cour de cassation qui rejette.
Cr. c. Arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation qui casse.
Cr. r. Arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation qui rejette.
Ch. réun. r. Arrêt des Chambres réunies de la Cour de cassation qui rejette.
C. cass. de Belgique. Cour de cassation de Belgique.
Cons. d'Ét. Arrêt du Conseil d'État.
Trib. Jugement d'un tribunal.
Trib. civ. Jugement d'un tribunal, chambre civile.
Trib corr. Jugement d'un tribunal, chambre correctionnelle.
Trib. com. Jugement d'un tribunal de commerce.
Trib. confl. Décision du tribunal des conflits.
Instr. adm. enreg. Instruction de l'administration de l'Enregistrement.
Sol. adm. enreg. Solution de l'administration de l'Enregistrement.
Art. Article.
Civ. Code civil.
Pr. Code de procédure civile.
Com. Code de commerce.
Instr. Code d'instruction criminelle.
Pén. Code pénal.
For. Code forestier.
T. civ. Tarif en matière civile.
T. cr. Tarif en matière criminelle.
L Loi.
Décr. Décret.
Contrà. Solution contraire.
Conf. Solution conforme.
Sol. impl. Solution implicite.
Comp. Comparez.
V. Voyez.
eod. vo. Même mot que celui qui vient d'être cité.
p. Page.
s. et suivants.
t. Tome.
no. Numéro.
vo ou **vis.** Verbo ou verbis.

Exemples des renvois cités au cours de l'ouvrage et explication des abréviations :

R. vo *Instr. crim.*, 22 s. — Signifie : Répertoire alphabétique de législation, de doctrine et de jurisprudence Dalloz, au mot « Instruction criminelle », numéros 22 et suivants.

S. vo *Jugement*, 226 s. — Signifie : Supplément au Répertoire alphabetique Dalloz, au mot « Jugement », numéros 226 et suivants.

T. (87-97), vo *Témoin*, 1 s. Signifie : Troisième Table de dix annees du Recueil périodique Dalloz, années 1887 à 1897, au mot « Temoin », numéros 1 et suivants.

Cr. c. 4 juin 1892, D. P. 93. 1. 511. Signifie : Arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation du 4 juin 1892, qui casse, rapporté au Recueil périodique Dalloz, année 1893, première partie, page 511.

Bordeaux, 5 juill. 1893, D. P. 94. 2. 177. Signifie : Arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux, du 5 juillet 1893, rapporté au Recueil périodique Dalloz, année 1894, deuxième partie, page 177.

Loi du 6 avril 1897, D. P. 97. 4. 25. Signifie : Loi du 6 avril 1897, avec sa discussion à la Chambre des deputés et au Sénat, rapportee au Recueil périodique Dalloz, année 1897, quatrième partie, page 25.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE IMPRIMÉS R.F.

CODE

D'INSTRUCTION CRIMINELLE

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Loi décrétée le 17 novembre 1808, promulguée le 27 du même mois.

Art. 1er. L'action pour l'application des peines n'appartient qu'aux fonctionnaires auxquels elle est confiée par la loi.

L'action en réparation du dommage causé par un crime, par un délit ou par une contravention, peut être exercée par tous ceux qui ont souffert de ce dommage. — *Instr.* 19, 22, 145, 165, 167, 182, 217, 273, 373; *Civ.* 1382.

R. v° *Instr. crim*, 22 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 38 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 1er, nos 1 s.

1. Les tribunaux (de repression) ne peuvent même pas, *par une voie indirecte,* obliger le ministère public à poursuivre... notamment en déclarant surseoir a statuer sur la prevention dont ils sont regulièrement saisis jusqu'à ce que le ministère public ait fait statuer sur un autre crime ou delit, au sujet duquel il n'y a pas d'information requise par le ministere public. — Cr. c. 4 juin 1892, D. P. 93. 1. 511.

2. L'action du ministère public ne peut jamais être repoussee par une exception tirée de la maxime *Unâ viâ electâ, non datur recursus ad alteram*, puisque le ministère public n'a jamais d'option à faire entre deux voies de poursuites et qu'il a agi en vertu des droits que lui confère la loi. — Cr. r. 12 juin 1890, D. P. 90. 1. 489-490.

3. En matière d'usure, l'action ne pouvant être intentee au correctionnel que pour habitude, les emprunteurs ne sont pas recevables à intenter l'action civile ni à intervenir comme partie civile pour reclamer réparation du préjudice que leur auraient cause des stipulations usuraires. — Cr. r. 20 janv. 1888, D. P. 88. 1. 329.

4 Celui qui, dans une instance civile, a déféré le serment a son adversaire, n'etant pas admissible à prouver la fausseté de ce serment, ne peut, dès lors, se porter partie civile dans la poursuite criminelle intentee par le ministère public a raison dudit serment argué de faux. — Paris, 18 févr. 1890, S. v° *Obligations*, 2239.

5. Une personne morale ne saurait répondre d'un délit. — Trib. corr. de Nancy, 5 août 1890, D. P. 91. 2. 375. — Comp. Req. 4 juin 1888, D. P. 89. 1. 248.

6. Une compagnie de chemins de fer a qualité pour poursuivre directement devant le tribunal correctionnel le voyageur qui, sans autre motif que celui de ramasser son chapeau tombé sur la voie, a fait fonctionner le signal d'alarme mis a la disposition des voyageurs et contrevenu ainsi aux prescriptions reglementaires. — Toulouse, 17 mai 1889, D. P. 91. 2. 88.

7. L'action en réparation d'un crime ou d'un delit n'appartient qu'a celui qui justifie d'un interêt soit materiel, soit tout au moins moral. — Paris, 11 dec. 1890, D. P. 91. 5. 59. — Civ. r. 1er févr. 1893, D. P. 93. 1. 241. — Bordeaux, 5 juill. 1893, D. P. 94. 2. 177.

Art. 2. L'action publique pour l'application de la peine s'éteint par la mort du prévenu.

L'action civile pour la réparation du dommage peut être exercée contre le prévenu et contre ses représentants.

L'une et l'autre action s'éteignent par la prescription, ainsi qu'il est réglé au livre II, titre VII, chapitre V, *De la prescription.* — *Instr.* 635 *à* 643; *Civ.* 1382 *à* 1386; *L.* 29 *juill.* 1881, *art.* 44; *L.* 16 *mars* 1893.

R. v° *Instr. crim.*, 202 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 338 s.

1. L'action publique est eteinte si le deces survient *pendant l'instance d'appel.* — Cr. c. 12 juin 1886, D. P. 87. 1. 41.

2 L'action civile n'est point éteinte par l'amnistie, en ce sens que celle-ci laisse subsister le droit de la partie lesee a reclamer une indemnite pour le prejudice qui lui a été causé par le délit amnistie. — Poitiers, 7 août 1889, D. P. 91. 2. 27. — Paris, 15 nov. 1889, D. P. 90. 2. 116.

3. La prohibition du cumul des peines ecrites dans l'art. 365 ne fait pas obstacle au cumul des poursuites. — Cr. c. 16 mars 1889 (motifs), D P. 89. 1. 485-486. — Cr. c. 29 mars 1889 (motifs), D. P. 89. 1. 486. — V. la note de M. Sarrut, D. P. 89. 1. 483.

4. Bien qu'aucun texte n'ait formellement déroge, en matiere d'adultère, a la règle suivant laquelle le deces de l'auteur principal d'un delit n'arrête pas l'action publique contre les complices, il est generalement admis que le deces de la femme survenant au cours des poursuites en adultère éteint l'action publique à l'egard du complice. — Limoges, 23 fevr. 1888, D. P. 90. 2. 124.

Art. 3. L'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique.

Elle peut aussi l'être séparément : dans ce cas, l'exercice en est suspendu tant qu'il n'a pas été prononcé définitivement sur l'action publique intentée avant ou pendant la poursuite de l'action civile. — *Instr.* 66 *à* 68, 145, 182, 258, 479, 483; *Civ.* 235, 327; *L.* 29 *juill.* 1881, *art.* 46.

R. v° *Instr. crim.*, 138 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 277 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 3, n°s 1 s.

1. La maxime *una via electa* n'est pas opposable au ministère public, même lorsqu'il a agi sur la plainte d'une partie civile qui avait antérieurement saisi la juridiction civile. — Cr. r. 12 juin 1890, D. P. 90. 1. 489.

2. En cas d'appel, par la partie civile seule, d'un jugement correctionnel rendu sur sa poursuite et prononçant le relaxe du prévenu, si cette partie civile vient à être déclarée par la cour non recevable pour défaut de qualité, l'extinction de l'action publique, résultant du defaut d'appel de la part du ministère public, fait obstacle à ce que le prévenu soit de nouveau cité en police correctionnelle par la partie civile agissant avec qualité. — Bourges, 3 avr. 1890, D. P. 91. 2. 78.

3. La maxime *una via electa* ne peut être opposee lorsque la demande portée devant le tribunal de répression procede d'une autre cause et tend à un autre objet que la demande dont la juridiction civile a eté antérieurement saisie. — Cr. r. (sur ce moy.) 19 mai 1893, D. P. 95. 1. 405-406. — Cr. r. 20 dec. 1895, D. P. 96. 1. 335.

4. La partie lesée qui poursuit devant la juridiction correctionnelle la reparation du dommage causé par un delit ne peut être repoussée par l'application de la maxime *una via electa* que dans le cas où l'action portée d'abord par elle devant la juridiction civile avait pour *objet* la reparation du même délit. — Mêmes arrêts.

5. L'action civile, lorsqu'elle est intentee separément de l'action publique, conserve son caractère et doit être portee devant la juridiction qui lui est propre, suivant la nature civile ou commerciale des faits sur lesquels elle est fondée ; spécialement, l'action civile intentée par une compagnie de chemin de fer en payement de surtaxes reclamées à la suite de fausses déclarations sur la nature des marchandises et à l'occasion du transport des objets relatifs au commerce de l'expéditeur, etant commerciale, la juridiction commerciale est compétente pour en connaître. — Paris, 12 mai 1899, D. P. 1901. 2. 344.

En ce qui concerne les questions préjudicielles, **V. C. instr. crim. ann.**, p. 49 s. — V. aussi **R.** v° *Question préjud.*, 1 s.; **S.** *eod. v°*, 1 s.; **T.** (87-97), *cod. v°*, 1 s.

Art. 4. La renonciation à l'action civile ne peut arrêter ni suspendre l'exercice de l'action publique. — *Civ.* 2046; *Pr.* 249.

R. v° *Instr. crim.*, 133, 218 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 270 s.

Art. 5. (*L.* 26 *février* 1910.) Tout Français qui, hors du territoire de la

France, s'est rendu coupable d'un crime puni par la loi française, peut être poursuivi et jugé en France.

Tout Français qui, hors du territoire de la France, s'est rendu coupable d'un fait qualifié délit par la loi française, peut être poursuivi et jugé en France, si le fait est puni par la législation du pays où il a été commis.

Il en sera de même si l'inculpé n'a acquis la nationalité française qu'après l'accomplissement du crime ou du délit.

Toutefois, qu'il s'agisse d'un crime ou d'un délit, aucune poursuite n'a lieu si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger, et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

En cas de délit commis contre un particulier français ou étranger, la poursuite ne peut être intentée qu'à la requête du ministère public; elle doit être précédée d'une plainte de la partie offensée ou d'une dénonciation officielle à l'autorité française par l'autorité du pays où le délit a été commis.

Aucune poursuite n'a lieu avant le retour de l'inculpé en France, si ce n'est pour les crimes énoncés en l'article 7 ci-après. — *Instr.* 24; *Civ.* 3.

Art. 6. (*L.* 27 *juin* 1866.) La poursuite est intentée à la requête du ministère public du lieu où réside le prévenu ou du lieu où il peut être trouvé.

Néanmoins, la cour de cassation peut, sur la demande du ministère public ou des parties, renvoyer la connaissance de l'affaire devant une cour ou un tribunal plus voisin du lieu du crime ou du délit. — *Instr.* 24.

Art. 7. (*L.* 27 *juin* 1866.) Tout étranger qui, hors du territoire de la France, se sera rendu coupable, soit comme auteur, soit comme complice, d'un crime attentatoire à la sûreté de l'État, ou de contrefaçon du sceau de l'État, de monnaies nationales ayant cours, de papiers nationaux, de billets de banque autorisés par la loi, pourra être poursuivi et jugé d'après les dispositions des lois françaises, s'il est arrêté en France, ou si le Gouvernement obtient son extradition.

(*L.* 3 *avril* 1903.) Aucune poursuite ne peut être dirigée contre un étranger pour crime ou délit commis en France, si l'inculpé justifie qu'il a été jugé définitivement à l'étranger et, en cas de condamnation, qu'il a subi ou prescrit sa peine, ou obtenu sa grâce. — *Pén.* 76 s., 132 s., 139 s.

Ancien art. 5. — *Tout Français qui se sera rendu coupable, hors du territoire de France, d'un crime attentatoire à la sûreté de l'État, de contrefaçon du sceau de l'État, de monnaies nationales ayant cours, de papiers nationaux, de billets de banque autorisés par la loi, pourra être poursuivi, jugé et puni en France, d'après les dispositions des lois françaises.*

Ancien art. 6. — *Cette disposition pourra être étendue aux étrangers qui, auteurs ou complices des mêmes crimes, seraient arrêtés en France, ou dont le Gouvernement obtiendrait l'extradition.*

Ancien art. 7. — *Tout Français qui se sera rendu coupable, hors du territoire du royaume, d'un crime contre un Français, pourra, à son retour en France, y être poursuivi et jugé, s'il n'a pas été poursuivi et jugé en pays étranger, et si le Français offensé rend plainte contre lui.*

R. v[is] *Agent diplomatique*, 126 s.; *Compét. crim.*, 106 s.; *Consuls*, 59, 89 s.; *Instr. crim.*, 166 s. — **S.** v[is] *Agent diplomatique*, 29; *Compét. crim.*, 63 s.; *Consuls*, 23 s.; *Proc. crim.*, 314 s. — **T.** (87-97), v° *Action publique*, 9 s., 17 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 5-7, n[os] 1 s.

Loi du 27 juin 1866 : **D. P.** 66. 4. 75.

Loi du 3 avril 1903 : **D. P.** 1903. 4. 54.

Loi du 26 février 1910 : **P. P.** 1910. 4. 35; — **Bull. Dalloz**, 1910, p. 250.

1. La juridiction compétente pour juger le fait principal est compétente pour juger le complice, quelle que soit sa nationalité, quel que soit le lieu où les actes de complicite se sont accomplis. — Cr. c. 19 avr. 1888 (sol. impl.), D. P. 88. 1. 284-285.

2. Juge, par application de ce principe, qu'un delit commis sur le territoire français donne compétence a la juridiction française à l'egard des complices, alors même que ceux-ci sont de nationalité etrangere et que les actes de complicite se sont accomplis sur le territoire etranger. — Cr. c. 13 mars 1891, D. P. 92. 1. 76. — Cr. r. 17 fevr. 1893, D. P. 94. 1. 32.

3. Spécialement, la juridiction française est compétente pour connaître, même à l'egard d'un etranger, des faits de recel se rattachant à un vol commis en France, encore bien que ces faits aient ete commis et constates a l'étranger. — Mêmes arrêts.

4. Jugé, par application du même principe, que le recel en France d'objets voles a l'etranger par un etranger ou par un individu resté inconnu, dont la nationalité n'a pu être determinee, échappe à la competence des tribunaux français. — Cr. c. 19 avr. 1888, D. P. 88. 1. 284, et le rapport de M. le conseiller Poulet.

5. Mais l'étranger prévenu d'avoir présenté en France au guichet d'un établissement financier les coupons de titres soustraits à l'etranger, et d'avoir tente de s'en faire remettre la valeur en employant des manœuvres frauduleuses propres a faire croire à l'existence d'un credit imaginaire, ne peut décliner la compétence des tribunaux français sous pretexte que le fait a lui impute constituerait le recele en France par un etranger d'objets voles à l'étranger. — Cr. r. 8 nov. 1888, D. P. 89. 1. 123.

6. La prévenue qui, ayant embauche et livre en France des jeunes filles mineures à des tenanciers d'une maison de tolerance situee a l'etranger, et qui est condamnee pour ce fait par un tribunal français comme coupable d'excitation de mineures a la debauche, ne saurait exciper de l'incompétence de ce tribunal sous le prétexte que la débauche des jeunes filles s'est accomplie a l'etranger. — Cr. r. 10 fevr. 1900, D. P. 1902. 1. 207.

7. Le Français qui se rend coupable, en Belgique, d'un ou de plusieurs attentats à la pudeur, qualifies crimes par la loi française, peut être poursuivi et jugé en France, lorsqu'il y est de retour, alors même qu'il aurait été poursuivi en Belgique a raison du même fait considere comme delit par la loi belge, si le jugement rendu dans ce dernier pays par defaut n'est pas devenu *définitif* et n'est pas susceptible d'exécution. — Cr. r. 17 oct 1889, D. P. 90. 1. 138.

8. Pour qu'un delit commis par un Français en pays etranger puisse être poursuivi en France, il faut que le *ministère public* se charge de la poursuite, et la partie lesée n'a pas ici le droit de citation directe. — Cr. r. 15 juin 1893, D. P. 95. 1. 496.

I. — Contraventions et délits spéciaux commis par des Français à l'étranger.

Loi du 27 juin 1866, *concernant les crimes, les délits et les contraventions commis à l'étranger* (**D. P.** 66. 4. 75). — Art. 1er. Les articles 5, 6, 7 et 187 du Code d'instruction criminelle sont abroges et seront remplacés ainsi qu'il suit : — *V. ces articles.*

2. Tout Français qui s'est rendu coupable de délits et de contraventions en matiere forestière, rurale, de pêche, de douanes ou de contributions indirectes sur le territoire de l'un des États limitrophes, peut être poursuivi et jugé en France, d'apres la loi française, si cet État autorise la poursuite de ses régnicoles pour les mêmes faits commis en France.

La réciprocité sera légalement constatée par des conventions internationales ou par un décret publié au *Bulletin des lois.*

S. v° *Compét. crim.*, 89 s.

II. — Extradition.

En ce qui concerne 1° *la doctrine et la jurisprudence en matière d'extradition,* 2° *les traités d'extradition conclus par la France et les conventions échangées par elle avec les nations qui ne lui sont pas liées par des traités,* **V. C. instr. crim. ann.,** p. 79 s. — V. aussi **R.** v° *Traité international*, 263 s.; **S.** *eod. v°*, 23 s., **T.** (87-97), v° *Extradition*, 1 s.

LIVRE PREMIER.

DE LA POLICE JUDICIAIRE, ET DES OFFICIERS DE POLICE QUI L'EXERCENT.

Suite de la loi du 17 novembre 1808.

CHAPITRE PREMIER.

De la police judiciaire.

Art. 8. La police judiciaire recherche les crimes, les délits et les contraventions, en rassemble les preuves et en livre les auteurs aux tribunaux chargés de les punir.

R. v° *Instr. crim.*, 230 s.

Art. 9. La police judiciaire sera exercée, sous l'autorité des cours royales [*des cours d'appel*], et suivant les distinctions qui vont être établies,

Par les gardes champêtres et les gardes forestiers,

Par les commissaires de police,

Par les maires et les adjoints de maire,

Par les procureurs du Roi [*les procureurs de la République*] et leurs substituts,

Par les juges de paix,

Par les officiers de gendarmerie,

Par les commissaires généraux de police,

Et par les juges d'instruction. — *Instr.* 11, 14, 16, 22, 48, 49, 50, 55, 59, 61, 235, 279; *For.* 160.

R. v° *Instr. crim.*, 237 s. — **S.** v° *Proc. crim*, 376 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 9, n°s 1 s.

1. Les rapports des agents de police n'ont par eux-mêmes aucune force probante; ils ne valent que comme simples renseignements, et n'ont d'autorite devant les tribunaux que lorsqu'ils sont appuyes par des preuves legales. — Cr. c. 28 fevr. 1891, D. P. 91. 1. 444.

2. En l'absence de toute incapacité légale, un tribunal ne saurait, sans excès de pouvoir, refuser d'admettre au serment un garde particulier agree par le sous-préfet de l'arrondissement, par le motif que ce garde ne réunirait pas toutes les conditions de moralite exigées par le décret du 20 mess. an III. — Req. 13 juill. 1885, D. P. 85. 1. 276-277.

3. ... Sur ce que notamment il aurait été condamne a 200 francs d'amende pour coups volontaires. — Req. 30 juin 1890, D. P. 91. 1. 169. — Req. 23 dec. 1890, D. P. 91 1. 172.

4. L'acte par lequel un tribunal aurait refusé de proceder a une réception de serment n'est pas un acte de juridiction qui, en cas de cassation, doive faire renvoyer devant un autre tribunal. — V. le rapport de M. le conseiller Ballot-Beaupre *in fine*, D. P. 91. 1. 172. — Comp. Cr. r. 29 avr. 1892, D. P. 92. 1. 528.

5. Par suite, lorsqu'un arrêt de la cour de cassation a annule pour exces de pouvoir la decision ou, plus exactement, l'*acte*

par lequel un tribunal a refusé de recevoir une prestation de serment, le tribunal ne peut plus, sans porter atteinte à l'autorité dudit arrêt, refuser de recevoir ce serment, sous prétexte que sa juridiction est épuisée. — Req. 5 déc. 1831, R. v° *Serment*, 90.

6. A plus forte raison, le tribunal qui délibère à nouveau sur les mêmes faits et maintient, au mépris de la chose jugée par la chambre des requêtes, sa decision annulée, commet un nouvel et double excès de pouvoir, qu'il y a lieu de réprimer en conformite de l'art. 80 de la loi du 27 vent. an VIII. — Req. 23 déc. 1890, D. P. 91. 1. 172-173.

7. En cet etat, il appartient à la chambre des requêtes, sans se borner à annuler l'acte incrimine, d'ordonner impérativement, par une décision expresse, l'exécution de son propre arrêt. — Même arrêt.

Décret du 28 mars 1852, *sur les commissariats de police* (**D. P.** 52. 4. 111). — Art. 1er. Dans tout canton où il existe un ou plusieurs commissaires de police, la juridiction de ces magistrats pourra être étendue à tout ou partie des communes composant ce canton.

. . . . . .

3. Le commissaire de police pourra requérir, au besoin, les gardes champêtres et les gardes forestiers de son canton. Ces gardes devront l'informer de tout ce qui intéressera la tranquillité publique.

4. (*Décr.* 12 *octobre* 1897.) Il pourra exercer ses fonctions hors de son ressort dans les seuls cas prevus par les articles 464 du Code d'instruction criminelle et 237 de la loi du 28 avril 1816.

Décret du 23 décembre 1893, *relatif à la juridiction des commissaires spéciaux de police* (**D. P.** 95. 4 5). — Art. 1er. Les commissaires spéciaux de police exerceront, dans toute l'étendue du département de leur résidence, la police judiciaire, conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle.

Décret du 20 mai 1903,

Portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie.

. . . . . .

CHAPITRE II. — RAPPORTS DE LA GENDARMERIE AVEC LES AUTORITÉS LOCALES.

SECTION I. — *Règles générales.*

Art. 66. En plaçant la gendarmerie auprès des diverses autorités pour assurer l'exécution des lois et règlements émanés de l'administration publique, l'intention du Gouvernement est que ces autorités, dans leurs relations et dans leur correspondance avec les chefs de cette force publique, s'abstiennent de formes et d'expressions qui s'écarteraient des règles et des principes posés dans les articles ci-dessus, et qu'elles ne puissent, dans aucun cas, prétendre exercer un pouvoir exclusif sur cette troupe, ni s'immiscer dans les détails intérieurs de son service.

Les militaires de tout grade de la gendarmerie doivent également demeurer dans la ligne de leurs devoirs envers lesdites autorités, en observant constamment avec elles les égards et la déférence qui leur sont dus.

SECTION II. — *Dispositions préliminaires.*

67. L'action des autorités civiles, administratives et judiciaires sur la gendarmerie ne peut s'exercer que par des réquisitions, en ce qui concerne son emploi, c'est-à-dire quand il s'agit, soit d'exécuter un service déterminé ne rentrant pas expressément dans ses attributions (transport de pièces, communications urgentes, etc.), soit d'aller assurer le maintien de l'ordre sur des points où il est menacé, soit enfin de prêter main-forte aux diverses autorités.

Les militaires de cette arme doivent, dans ce cas, se conformer aux prescriptions de l'article 68 ci-après.

68. Les réquisitions sont adressées, en principe, au commandant de la gendarmerie de l'arrondissement dans lequel est le lieu où elles doivent recevoir

leur exécution. Ce n'est qu'en cas d'urgence qu'elles sont adressées directement à un commandant de brigade.

Elles ne peuvent être données ni exécutées que dans la circonscription administrative ou judiciaire de celui qui les donne et dans la circonscription de gendarmerie de celui qui les exécute.

69. Dans le cas où une réquisition paraîtrait abusive ou illégale et, soit que son exécution comporte un délai de temps, soit qu'elle puisse être différée sans inconvénient pour en référer à l'autorité militaire supérieure, le chef de brigade demande à l'autorité requérante de s'adresser à l'officier sous les ordres duquel il est placé.

Dans les mêmes circonstances, un commandant d'arrondissement demanderait que la réquisition soit adressée au commandant de la compagnie.

Dans le cas où le commandant de compagnie croirait à un abus ou à une illégalité, et toujours si le temps ou un motif impérieux n'était une cause d'empêchement à surseoir à l'exécution de la réquisition, il en informerait le chef de légion.

Si le chef de légion ne prescrit pas d'obtempérer à la réquisition, toujours dans les mêmes circonstances, il rend compte au commandant du corps d'armee qui soumet la question au ministre.

Dans le cas où l'autorité compétente qui a formulé la réquisition déclare formellement, sous sa responsabilité, que son exécution est urgente, il doit être obtempéré immédiatement à cette réquisition.

70. Les militaires du corps de la gendarmerie qui refusent d'obtempérer aux réquisitions légales de l'autorite civile peuvent être réformés, d'après le compte qui en est rendu au ministre de la guerre, sans préjudice des peines dont ils sont passibles si, par suite de leur refus, la sûrete publique a été compromise.

Pour la garde républicaine, les réquisitions sont adressees au colonel commandant la légion, qui en rend compte au gouverneur militaire de Paris.

71. La main-forte est accordée toutes les fois qu'elle est requise par ceux à qui la loi donne le droit de requérir.

72. Les cas où la gendarmerie peut être requise sont tous ceux prévus par les lois et les règlements, ou spécifies par les ordres particuliers relatifs à son service.

Les ordres pour les services d'honneur, tels qu'ils sont réglementés par le décret portant règlement sur le service dans les places de guerre et les villes ouvertes, sont donnés dans toute ville de garnison par le commandant d'armes, dans les autres localités par le commandant de la subdivision.

Il en est de même des services d'honneur que des circonstances particulières peuvent motiver dans la capitale.

73. Les réquisitions doivent énoncer la loi qui les autorise, le motif, l'ordre, le jugement ou l'acte administratif en vertu duquel elles sont faites.

74. Les réquisitions sont faites par écrit, signées, datees et dans la forme ci-après :

« RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

« AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

« Conformément à la loi... en vertu de... (loi, arrêté, règlement), nous requérons le... (grade et lieu de résidence) de commander, faire... se transporter... arrêter, etc., et qu'il nous fasse part (si c'est un officier) et qu'il nous rende compte (si c'est un chef de brigade) de l'exécution de ce qui est par nous requis au nom du peuple français. »

Dans les cas urgents, les autorités administratives et judiciaires peuvent em-

ployer exceptionnellement le télégraphe pour requérir la gendarmerie; mais, dans ce cas, il est mentionné dans la dépêche télégraphique qu'elle va être immédiatement suivie de l'envoi d'une réquisition écrite, libellée conformément aux termes ci-dessus.

75. Les réquisitions ne doivent contenir aucun terme impératif, tel que: *ordonnons, voulons, enjoignons, mandons*, etc., ni aucune expression ou formule pouvant porter atteinte à la considération de l'arme, et au rang qu'elle occupe parmi les corps de l'armée.

76. Lorsque la gendarmerie est légalement requise pour assister l'autorité civile dans l'exécution d'un acte ou d'une mesure quelconque, elle ne doit pas être employée hors de la présence de cette autorité et elle ne doit l'être que pour assurer l'effet de la réquisition, et faire cesser, au besoin, les obstacles et empêchements.

77. La gendarmerie ne peut être distraite de son service, ni détournée des fonctions qui font l'objet principal de son institution, pour porter les dépêches des autorités civiles ou militaires, l'administration des postes devant expédier des estafettes extraordinaires, à la réquisition des agents du Gouvernement, quand le service ordinaire de la poste ne fournit pas des moyens de communication assez rapides.

Ce n'est donc que dans le cas d'extrême urgence, et quand l'emploi des moyens ordinaires amènerait des retards préjudiciables aux affaires, que les autorités peuvent recourir à la gendarmerie pour la communication d'ordres et d'instructions qu'elles ont à donner. Toutefois, lors des élections, la gendarmerie doit obtempérer aux réquisitions qui ont simplement pour but le transport du relevé sommaire du dépouillement ou des procès-verbaux eux-mêmes des opérations électorales.

Hors de ces circonstances exceptionnelles et très rares, il ne leur est point permis d'adresser des réquisitions abusives, qui fatiguent inutilement les hommes et les chevaux.

Quand, dans ce cas, une réquisition est faite par écrit, et si l'urgence est indiquée, la gendarmerie est tenue d'y obtempérer; mais la copie de cette réquisition est adressée par la voie hierarchique au chef de la légion, qui rend compte immédiatement du déplacement au ministre de la guerre (modèle nº 11).

78. La gendarmerie doit communiquer sans délai aux autorités civiles les renseignements dont la connaissance lui est parvenue et qui intéressent l'ordre public ou la sûreté générale. Les autorités civiles lui font les communications qu'elles reconnaissent utiles au bien du service et à la sûreté générale. Les renseignements fournis à l'autorité administrative, et qui ne peuvent avoir d'autre objet que la stricte exécution des lois et règlements, ne doivent être accompagnés d'aucune appréciation ni d'aucun rapport étranger aux attributions de la gendarmerie, cette arme n'ayant, en particulier, à s'immiscer, en aucune circonstance, dans les questions qui touchent à la politique.

Les communications verbales ou par écrit sont, en principe, comme les réquisitions, adressées au commandant de l'arrondissement, et ce n'est qu'en cas d'urgence, notamment en matière d'espionnage et de sûreté générale, qu'elles sont adressées directement au commandant de brigade. Les autorités ne peuvent s'adresser à l'officier supérieur en grade que dans le cas où elles auraient à se plaindre de retard ou de négligence.

Les communications écrites entre les magistrats, les administrateurs et la gendarmerie doivent toujours être signées et datées.

79. Le président de la haute cour de justice, les premiers présidents des cours d'appel et les procureurs généraux, les préfets peuvent appeler auprès d'eux, par écrit, le commandant de la gendarmerie du département, pour conférer sur des objets de service. Il en est de même des présidents des cours d'as-

sises et des procureurs de la République près ces mêmes cours pour les affaires ressortissant à la session des assises.

Lorsque la haute cour de justice, les cours d'appel et les cours d'assises ne siègent point au chef-lieu du département, ces magistrats et fonctionnaires ne peuvent appeler auprès d'eux que l'officier commandant la gendarmerie de l'arrondissement.

Cet officier, pour des objets de service, peut être mandé, par écrit, auprès des sous-préfets et des procureurs de la République près les tribunaux de première instance.

Pour l'entérinement des lettres de grâce, les commandants de compagnie font en sorte de se rendre à l'invitation que peuvent leur adresser les procureurs généraux; en cas d'impossibilité, ils sont remplacés par le commandant d'arrondissement.

80. Les communications verbales ou par écrit, entre les autorités judiciaires ou administratives et la gendarmerie, doivent toujours avoir un objet déterminé de service, et n'imposent nullement aux militaires de cette arme l'obligation de se déplacer chaque jour pour s'informer du service qui pourrait être requis. Dans les cas extraordinaires, les officiers de gendarmerie doivent se rendre chez les autorités aussi fréquemment que la gravité des circonstances peut l'exiger, sans attendre des invitations de leur part.

Toutes les fois qu'ils ont à conférer avec les autorités locales, les officiers de gendarmerie doivent être en tenue militaire.

SECTION III. — *Rapports de la gendarmerie avec les autorites judiciaires civiles.*

81. Les commandants d'arrondissement reçoivent du procureur de la République et du juge d'instruction de leur arrondissement les réquisitions, demandes de renseignements, signalements, mandats et autres pièces que ces magistrats jugent utiles de leur adresser pour enquête ou exécution. Ils les transmettent aux chefs de brigade intéressés en y joignant, s'il y a lieu, les instructions nécessaires.

En cas d'urgence seulement, les procureurs de la République et juges d'instruction s'adressent directement aux brigades. Ils reçoivent en tout cas, directement des brigades, la première expédition des procès-verbaux qui leur sont destinés.

Les commandants d'arrondissement adressent au procureur de la République de leur arrondissement une expédition des rapports concernant les événements graves survenus dans l'arrondissement dans les conditions indiquées aux articles 52 et 53. Il appartient au procureur de la République d'aviser le procureur général et le ministre de la justice.

Ils lui adressent, en outre, les 1er et 15 de chaque mois, un relevé analytique sommaire des contraventions constatées par la gendarmerie de l'arrondissement pendant la quinzaine précédente (modèle nº 17).

Les chefs de brigade informent le juge de paix de leur canton des événements graves survenus dans la circonscription de la brigade. Ils transmettent les procès-verbaux dressés par la brigade en matière de simple police au commissaire de police ou au maire remplissant les fonctions de ministère public près le tribunal de simple police du canton.

82. Les procureurs de la République, même au chef-lieu de département, traitent les questions de service avec les commandants d'arrondissement. Les commandants de compagnie n'ont à intervenir qu'en cas d'infraction au présent règlement ou lorsque les procureurs de la République croient avoir à se plaindre du fonctionnement du service.

Les chefs de brigade et les commandants d'arrondissement ne sont pas tenus à des rapports négatifs.

83. Les mandats de justice peuvent être notifiés aux prévenus et mis à exécution par la gendarmerie.

84. La gendarmerie ne peut être employée à porter des citations aux témoins appelés devant les tribunaux civils que dans le cas d'une nécessité urgente et absolue. Il importe que les militaires de cette arme ne soient point détournés de leurs fonctions pour ce service, lorsqu'il peut être exécuté par les huissiers et autres agents.

Chaque fois que la gendarmerie est requise pour l'extraction de détenus, le magistrat requérant doit spécifier sur les réquisitions les motifs qui nécessitent l'intervention de la gendarmerie.

85. La notification des citations adressées aux jurés appelés à siéger dans les hautes cours de justice et dans les cours d'assises est une des attributions essentielles de la gendarmerie. Cette notification a lieu sur la réquisition de l'autorité administrative.

La gendarmerie peut être chargée de la remise de significations ou notifications en matière d'expropriation.

86. Les détachements de gendarmerie, requis lors des exécutions des criminels condamnés par les cours d'assises, sont uniquement préposés pour maintenir l'ordre, prévenir ou empêcher les émeutes, et protéger, dans leurs fonctions, les officiers de justice chargés de mettre à exécution les arrêts de condamnation.

SECTION IV. — *Rapports de la gendarmerie avec les autorités administratives.*

87. Le commandant d'un arrondissement externe envoie, toutes les fois qu'il y a lieu, et d'urgence au besoin, au sous-préfet, le rapport de tous les événements qui peuvent intéresser l'ordre public; il lui communique également tous les renseignements que lui fournit la correspondance des brigades, lorsque ces renseignements ont pour objet le maintien de l'ordre et qu'ils peuvent donner lieu à des mesures de précaution ou de répression.

Le commandant d'arrondissement du chef-lieu de département envoie son rapport au commandant de la compagnie, qui le fait parvenir au préfet ou relate, pour ce fonctionnaire, les faits que le rapport contient dans un rapport d'ensemble établi pour plusieurs arrondissements. Les rapports concernant les événements extraordinaires parviennent aux sous-préfets et au préfet dans les conditions indiquées à l'article 52. Le prefet les transmet au ministre de l'intérieur s'il le juge convenable.

En dehors des rapports que les circonstances exceptionnelles peuvent motiver, ceux que le commandant de la légion de la garde républicaine doit adresser au préfet de police sont déterminés par le service intérieur de la garde.

88. Les officiers commandants d'arrondissement adressent, en outre, tous les cinq jours, aux sous-préfets, un tableau sommaire de tous les délits et de toutes les arrestations dont la connaissance leur est parvenue par les rapports des brigades.

Ce tableau, en ce qui concerne l'arrondissement du chef-lieu de chaque département, est transmis au préfet par le commandant de la compagnie (modèle n° 12).

89. Les officiers de gendarmerie ne sont pas tenus à des rapports négatifs lorsque les correspondances des brigades ne donnent lieu à aucune communication.

90. Si les rapports de service font craindre quelque émeute populaire ou attroupement séditieux, les préfets, après en avoir conféré avec le commandant

de la gendarmerie du département, peuvent requérir de cet officier la réunion, sur le point menacé, du nombre de brigades nécessaires au rétablissement de l'ordre.

Il en est rendu compte, sur-le-champ, au ministre de l'intérieur par le préfet, et au ministre de la guerre par le chef de légion.

91. Lorsque la tranquillité publique est menacée, les officiers ou chefs de brigade de gendarmerie ne sont point appelés à discuter l'opportunité des réquisitions que les autorités administratives compétentes croient devoir formuler pour assurer le maintien de l'ordre; mais il est de leur devoir de désigner les points qui ne peuvent être dégarnis sans danger, et de communiquer à ces fonctionnaires tous les renseignements convenables, tant sur la force effective des brigades et leur formation en détachements, que sur les moyens de suppléer au service de ces brigades pendant leur absence.

92. Lorsque les autorités administratives ont adressé leurs réquisitions aux commandants de la gendarmerie, conformément à la loi, elles ne peuvent s'immiscer en aucune manière dans les opérations militaires ordonnées par ces officiers pour l'exécution desdites réquisitions. Les commandants de la force publique sont dès lors seuls chargés de la responsabilité des mesures qu'ils ont cru devoir prendre, et l'autorité civile qui a requis ne peut exiger d'eux que le rapport de ce qui aura eté fait en conséquence de sa réquisition.

93. Aux termes de l'article 10 du Code d'instruction criminelle, les préfets des départements et le préfet de police à Paris peuvent requérir les officiers de la police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir.

Les attributions des officiers de gendarmerie à ce sujet sont déterminées par le présent décret.

La réquisition du prefet peut s'appliquer aux perquisitions à faire dans les domiciles où l'on soupçonne qu'il se trouve des engins meurtriers ou des explosifs.

94. Dans les cas urgents, les sous-préfets, après s'être concertés avec les officiers commandant la gendarmerie de leur arrondissement, peuvent requérir de ces officiers le rassemblement de plusieurs brigades, à charge d'en informer sur-le-champ le préfet qui, pour les mesures ultérieures, se conforme à ce qui est prescrit à l'article 90.

95. Les commissaires de police et les commissaires spéciaux de police, dans l'exercice de leurs fonctions, peuvent requérir la gendarmerie, en se conformant aux dispositions des articles 67 et suivants du présent décret.

96. Dans aucun cas, ni directement, ni indirectement, la gendarmerie ne doit recevoir de missions occultes de nature à lui enlever son caractère véritable.

Son action s'exerce toujours en tenue militaire, ouvertement et sans manœuvres de nature à porter atteinte à la considération de l'arme.

Dans tout service exécuté en troupe, en vue du maintien de l'ordre ou de la tranquillité publique, les gendarmes ou gardes à pied sont toujours armés de la carabine ou du fusil.

97. Les chefs de légion sont tenus de rendre compte au ministre de la guerre de toute infraction aux dispositions contenues dans les sections I, II et III du présent chapitre, notamment en ce qui concerne la régularité des réquisitions.

Ils rendent compte également de l'emploi abusif qui est fait de la gendarmerie, quand il y aurait lieu d'utiliser d'abord les fonctionnaires ou employés chargés spécialement de surveiller et d'assurer l'exécution de certaines lois ou plus particulièrement désignés, par leurs fonctions et leurs aptitudes, pour donner des

renseignements en plus parfaite connaissance de cause et même avec plus d'autorité que la gendarmerie.

Ces comptes rendus doivent faire connaître les représentations adressées par les commandants de compagnie et les chefs de légion aux auteurs des réquisitions, ainsi que les réponses faites par ces derniers.

. . . . . .

TITRE III. — POLICE JUDICIAIRE.

CHAPITRE I. — DES OFFICIERS ET DES CHEFS DE BRIGADE DE GENDARMERIE CONSIDÉRÉS COMME OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE CIVILE.

SECTION I. — *Des attributions de la police judiciaire.*

110. La police judiciaire a pour objet de rechercher les crimes, délits et contraventions, d'en rassembler les preuves et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir.

Les officiers de gendarmerie de tout grade sont officiers de police judiciaire, auxiliaires du procureur de la République, dans la circonscription où ils exercent habituellement leurs fonctions.

Sont également officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur de la République :

1° Les chefs de brigade en Tunisie;

2° Les sous-officiers de gendarmerie à la Guyane, dans la Nouvelle-Calédonie et en général dans les colonies où cette attribution leur est donnée par décret spécial.

En Algérie, les commandants de brigade sont officiers de police judiciaire auxiliaires du procureur de la République, dans toute l'étendue du territoire civil compris dans leurs circonscriptions et du général commandant la division pour la partie du territoire militaire comprise dans les mêmes circonscriptions : ils transmettent sans délai au procureur de la République ou au général de division, suivant le cas, les procès-verbaux, actes, pièces et instruments dressés ou saisis par eux, et, en cas de l'arrestation de l'inculpé, ils le mettent à leur disposition.

111. Dans le cas de flagrant délit et dans celui de requisition de la part d'un chef de maison, les officiers de gendarmerie et les sous-officiers ou commandants de brigade officiers de police judiciaire ont qualité pour dresser les procès-verbaux, recevoir les plaintes, les dénonciations et les déclarations des témoins; faire les visites de lieux et les autres actes qui, dans lesdits cas, sont de la compétence des procureurs de la République (*C. instr. crim.*).

112. Le procureur de la République exerçant son ministère dans les cas spécifiés en l'article précédent peut, dans les conditions prévues à l'article 62, en lui adressant une commission rogatoire, charger un officier de gendarmerie ou un commandant de brigade lorsqu'il est officier de police judiciaire, de tout ou partie des actes de sa compétence (*C. instr. crim.*).

113. Les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade agissant soit en leur qualité d'officiers de police judiciaire, soit directement en cas de flagrant délit, soit en vertu d'une commission rogatoire, peuvent se transporter dans toute la circonscription où ils exercent leurs fonctions habituelles. Ils constatent les délits et les crimes, et recueillent tous les indices qui peuvent en faire connaître les auteurs; mais, pour se renfermer exactement dans le cercle de leurs attributions et dans les dispositions précises de la loi, ils doivent bien se pénétrer des caractères qui distinguent les crimes, les délits et les simples contraventions de police.

L'infraction que les lois punissent de peines de police est une contravention.

L'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un délit (emprisonnement à temps dans un lieu de correction; interdiction à temps de certains droits civiques, civils et de famille; amende).

L'infraction que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante est un crime. Les peines afflictives sont: la mort, les travaux forcés à perpétuité, la déportation, les travaux forcés à temps, la détention et la reclusion. Les peines infamantes sont le bannissement et la dégradation civique.

A ces trois catégories d'infractions correspondent les tribunaux de simple police, les tribunaux correctionnels et les tribunaux criminels.

114. Toutes les fois que la peine prononcée par la loi pour une infraction n'excède pas cinq jours d'emprisonnement et quinze francs d'amende, c'est une simple contravention de police (*C. pén.*).

Les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, ne peuvent, à raison de leur qualité d'officiers de police judiciaire, recevoir les plaintes ou les dénonciations de ces sortes d'infractions; ils doivent renvoyer les plaignants ou les dénonciateurs par-devant le commissaire de police, le maire ou l'adjoint du maire, qui sont les officiers de police chargés de recevoir les plaintes et les dénonciations de cette nature (*C. instr. crim.*).

115. Lorsque les infractions sont punissables de peines correctionnelles, afflictives ou infamantes, les officiers de gendarmerie, et les commandants de brigade lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, reçoivent, en cette dernière qualité, les plaintes ou les dénonciations qui leur sont faites de ces infractions, mais seulement lorsque les délits ou les crimes ont eté commis dans l'étendue de la circonscription où ils exercent leurs fonctions habituelles.

S'il s'agit d'une plainte, ils ne peuvent la recevoir qu'autant que la partie plaignante est effectivement celle qui souffre du délit ou du crime.

Si c'est une denonciation, tous ceux qui ont vu commettre le délit ou le crime, ou qui savent qu'il a été commis, ont pouvoir de le dénoncer (*C. instr. crim.*).

116. La plainte ou la dénonciation doit être redigée par le plaignant, par le dénonciateur, ou par un fondé de procuration spéciale, ou par les officiers de gendarmerie ou les commandants de brigade lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, s'ils en sont requis.

La plainte ou la dénonciation doit toujours être signée, à chaque feuillet, par celui qui la reçoit, et par le plaignant, le dénonciateur ou le fondé de pouvoir.

L'officier de police judiciaire parafe et fait parafer les renvois et les ratures par le plaignant, le dénonciateur ou le fondé de pouvoir.

Si le plaignant, le dénonciateur ou le fondé de pouvoir ne sait ou ne veut pas signer, il en est fait mention.

La procuration est toujours annexée à la plainte ou à la dénonciation (*C. instr. crim.*).

117. Les officiers de gendarmerie ou les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, ne peuvent recevoir une plainte ou une dénonciation qui leur est présentee par un fondé de pouvoir qu'autant que la procuration dont il est porteur exprime, d'une manière expresse et positive, l'autorisation de dénoncer le délit qui fait l'objet de la plainte ou de la dénonciation (*C. instr. crim.*).

118. Lorsque la plainte ou la dénonciation est remise toute rédigée à l'officier de police judiciaire, il ne peut rien ajouter ni faire ajouter, et il doit se borner à la signer à chaque feuillet, ainsi qu'il est dit à l'article 116 ci-dessus.

Si la plainte ou la dénonciation est présentée signée, l'officier de gendarmerie s'assure que la signature est bien celle du plaignant, du dénonciateur ou du fondé de pouvoir.

119. L'officier de gendarmerie ou le commandant de brigade, lorsqu'il est officier de police judiciaire, qui est requis de rédiger lui-même une plainte

ou une dénonciation, doit énoncer clairement le délit, avec toutes les circonstances qui peuvent l'atténuer ou l'aggraver, et faire découvrir les coupables. Il signe et fait signer cette plainte ou dénonciation, comme il est dit à l'article 116.

120. Les officiers de gendarmerie ou les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, sont tenus de renvoyer, sans délai, au procureur de la République de l'arrondissement, les plaintes et les dénonciations qu'ils ont reçues en leur qualité d'officiers de police judiciaire. Leur compétence ne s'étend pas au delà : ils ne peuvent faire aucune instruction préliminaire que dans le cas de flagrant délit, ou lorsque, s'agissant d'un crime ou délit, même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de cette maison les requiert de le constater (*C. instr. crim.*).

SECTION II. — *Des mandats. De la contrainte par corps. Des perquisitions.*

121. Il y a quatre sortes de mandats : le mandat de comparution, le mandat d'amener, le mandat de dépôt et le mandat d'arrêt.

Le mandat de comparution est une citation à comparaître librement au jour indiqué, devant le juge mandant.

Le mandat d'amener est l'ordonnance par laquelle il est enjoint aux agents de la force publique d'amener un inculpé, même par contrainte, devant le magistrat mandant qui doit l'interroger.

Le mandat de dépôt est l'ordonnance par laquelle le procureur de la République, en cas de flagrant délit, le juge d'instruction, en tout autre cas, prescrivent le dépôt à la maison d'arrêt d'un prévenu déjà sous la main de la justice.

Le mandat d'arrêt est l'ordonnance délivrée par le juge d'instruction, sur les conclusions conformes du procureur de la République, par laquelle il est enjoint aux agents de la force publique d'arrêter et d'écrouer préventivement et définitivement l'individu accusé d'un crime ou prévenu d'un délit comportant emprisonnement.

Pour que ce mandat puisse être délivré, il faut que le fait incriminé soit puni d'une peine d'emprisonnement.

Les mandats de comparution, d'amener, de dépôt et d'arrêt doivent être signés par le magistrat ou l'officier de police qui les décerne et munis de son sceau : ils doivent être datés ; le prévenu doit être nommé et désigné le plus clairement possible.

De plus, le mandat d'arrêt contient l'énonciation du fait pour lequel il est décerné et l'énonciation de la loi qui déclare que ce fait est un crime ou un délit.

Tout mandat doit être décerné par écrit. Il en est donne lecture et laissé copie à l'intéressé. Cependant, en cas d'urgence, la gendarmerie peut exécuter des mandats expédiés par dépêche télégraphique.

122. Les extraits de jugements, revêtus du réquisitoire du procureur de la République, sont mis à exécution dans la même forme que les mandats d'arrêt, sans qu'il en soit laissé copie.

123. La contrainte par corps a pour objet, soit de forcer un condamné solvable à payer les amendes ou restitutions dues à l'Etat, soit d'exercer, dans l'intérêt de la répression, une sorte de recours contre le condamné, que son insolvabilité exonère du payement d'une peine pécuniaire.

Elle s'applique donc à des condamnés solvables et à des condamnés insolvables.

Les réquisitions pour les contraintes par corps sont adressées à la gendarmerie par le procureur de la République. Les individus arrêtés sont conduits devant lui. Toutefois, ils peuvent demander soit à être amenés devant le per-

cepteur pour s'acquitter, soit à aller en référé devant le president du tribunal civil.

124. Les sous-officiers, brigadiers et gendarmes n'ont pas qualité pour faire des perquisitions domiciliaires ; ils ne peuvent qu'accompagner l'officier de police judiciaire, juge d'instruction ou procureur de la République, ou le juge de paix, le maire, l'adjoint ou le commissaire de police.

SECTION III. — *Du flagrant délit et des cas assimilés au flagrant délit.*

125. Il y a flagrant délit :

Lorsque le crime ou le délit se commet actuellement ;

Lorsqu'il vient de se commettre ;

Lorsque le prévenu est poursuivi par la clameur publique ;

Lorsque, dans un temps voisin du délit, le prévenu est trouvé muni d'instruments, d'armes, d'effets ou de papiers faisant présumer qu'il en est auteur ou complice (*C. instr. crim.*).

126. L'inculpé est l'individu soupçonné d'une contravention, d'un délit ou d'un crime.

Le prévenu est l'individu poursuivi comme présumé coupable d'un fait qualifié délit par la loi.

L'accusé est l'individu poursuivi comme présumé coupable d'un fait qualifié crime par la loi.

127. Les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, ne sont pas autorisés à faire, en cas de flagrant délit, des instructions préliminaires pour la recherche des infractions qui ne sont punissables que des peines correctionnelles.

Ils ne doivent procéder, comme officiers de police judiciaire, que lorsqu'il s'agit d'une infraction contre laquelle une peine afflictive ou infamante est prononcée, c'est-à-dire d'un crime.

128. Lorsqu'il y a flagrant délit, les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, se transportent sans retard sur le lieu pour y dresser les procès-verbaux, à l'effet de constater le corps de délit, son état, l'état des lieux, et pour recevoir les déclarations des habitants, des voisins et même des parents et domestiques, enfin de toutes les personnes qui ont des renseignements à donner (*C. instr. crim.*).

Ils informent aussitôt de leur transport le procureur de la République de l'arrondissement (*C. instr. crim.*).

Ils peuvent se faire assister d'un écrivain qui leur sert de greffier ; ils lui font prêter serment d'en bien et fidèlement remplir les fonctions.

Leur procès-verbal en fait mention (*C. instr. crim.*).

129. Les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, signent et paraphent les déclarations qu'ils ont reçues, ils les font signer et parapher par les personnes qui les ont faites. Si elles refusent de signer, il en est fait mention dans le procès-verbal.

Ils peuvent défendre que qui que ce soit sorte de la maison ou s'éloigne du lieu jusqu'après la clôture du procès-verbal. Ils font saisir et déposer dans la maison d'arrêt ceux qui contreviennent à cette défense, mais ils ne peuvent prononcer contre eux aucune peine ; ils en réfèrent sur-le-champ au procureur de la République.

Ils se saisissent aussi des effets, des armes et de tout ce qui peut servir à la découverte et à la manifestation de la vérité ; ils doivent les représenter au prévenu, l'interpeller de s'expliquer, lui faire signer le procès-verbal, ou faire mention de son refus (*C. instr. crim.*).

130. Si la nature du crime est telle, que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers ou autres pièces et effets en la possession du prévenu, les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, se transportent de suite dans son domicile pour y faire la perquisition des objets qu'ils jugent utiles à la manifestation de la vérité; mais il leur est formellement interdit d'y pénétrer pendant le temps de nuit réglé par l'article 169 du présent décret.

Ils doivent se borner à prendre les mesures de précaution prescrites ci-après.

131. S'il existe dans le domicile du prevenu des papiers ou effets qui puissent servir à conviction ou à decharge, ils en dressent procès-verbal et se saisissent de ces effets ou de ces papiers.

Ils doivent clore ou cacheter les objets qu'ils ont saisis; et, si ces objets ne sont pas susceptibles de recevoir l'empreinte de l'écriture, ils sont mis dans un vase ou dans un sac, sur lequel ils attachent une bande de papier qu'ils scellent de leur sceau, et du cachet du prévenu, si ce dernier le demande.

Si les objets sont d'un trop gros volume pour être à l'instant deplacés, les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, peuvent les mettre sous la surveillance d'un gardien auquel ils font prêter serment.

132. Il est expressément défendu aux officiers de gendarmerie et aux commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, de s'introduire dans une maison autre que celle où le prévenu a son domicile, à moins que ce ne soit une auberge, un cabaret ou tout autre lieu ouvert au public, où ils sont autorisés à se transporter, même pendant la nuit, jusqu'à l'heure où ces lieux doivent être fermés d'après les règlements de police.

133. Dans le cas où les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, soupçonnent qu'on puisse trouver dans une maison autre que celle du domicile du prévenu les pièces ou effets de nature à servir à conviction ou à décharge, ils doivent en instruire aussitôt le procureur de la République de l'arrondissement.

134. Lorsque la maison d'un prévenu est située hors de l'arrondissement où ils exercent leurs fonctions habituelles, les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, ne peuvent y faire de visites; ils se bornent à en informer le procureur de la République.

135. Toutes les opérations dont il est ci-dessus question sont faites en présence du prévenu, s'il a été arrêté, ou en presence d'un fondé de pouvoir, si le prévenu ne veut ou ne peut y assister. Les objets lui sont présentés à l'effet de les reconnaître ou de les desavouer, et de les parapher, s'il y a lieu; en cas de refus, il en est fait mention dans le procès-verbal. A défaut de fondé de pouvoir, l'assistance de deux témoins devient indispensable.

136. S'il existe des indices graves contre le prévenu, les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, le font arrêter; si le prevenu n'est pas présent, ils rendent une ordonnance pour le faire comparaître. Cette ordonnance s'appelle mandat d'amener, et elle doit désigner le plus exactement possible le prévenu pour en assurer l'arrestation et pour éviter les méprises.

La dénonciation ou la plainte ne constitue pas seule une présomption suffisante pour décerner un mandat d'amener contre un individu ayant domicile. Il ne doit être arrête, s'il est présent, et l'ordonnance pour le faire comparaître, s'il est absent, ne doit être rendue que lorsque des présomptions fortes s'élèvent contre lui.

Si le prevenu est absent, le mandat d'amener doit porter l'ordre de le conduire, en cas d'arrestation, devant le juge d'instruction ou le procureur de la

République. La loi n'autorise pas l'officier de police judiciaire à continuer l'instruction après l'instant du flagrant délit.

Quant aux vagabonds, gens sans aveu ou repris de justice, la plainte ou la dénonciation peut suffire pour les faire arrêter, ou faire décerner contre eux des mandats d'amener.

137. Les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, doivent interroger sur-le-champ le prévenu amené devant eux.

SECTION IV. — *Des formes à observer dans les instructions judiciaires.*

138. Dans toutes les opérations mentionnées aux articles 125 et suivants, les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, se font assister par le commissaire de police du lieu, ou, à défaut, par le maire ou son adjoint, et, en cas de leur absence, par deux habitants domiciliés dans la même commune.

Ils n'en dressent pas moins leurs procès-verbaux sans l'assistance de témoins, s'ils n'ont pas eu la possibilité de s'en procurer.

Ils doivent signer et faire signer leurs procès-verbaux, à chaque feuillet, par les personnes qui ont assisté aux opérations; en cas de refus ou d'impossibilité de la part de ces personnes, il en est fait mention.

139. S'il s'agit d'un crime qui exige des connaissances particulières pour être constaté, tel qu'une effraction, une blessure grave, une mort violente, etc., les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, doivent appeler les personnes présumées, par leur art ou leur profession, capables d'en apprécier la nature et les circonstances; ils leur font prêter serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience. Ils ne doivent négliger aucune des mesures ci-dessus prescrites, et ils recueillent avec soin tous les renseignements qui peuvent conduire à la découverte de la vérité.

140. Toutes les fois que les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, sont requis de constater un crime ou un délit, même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, ils procèdent aux recherches et à l'instruction dans les mêmes formes que ci-dessus pour le flagrant délit, mais avec cette distinction que, dans ce cas, il n'est pas besoin que l'infraction qu'ils sont appelés à constater dans l'intérieur d'une maison soit punissable d'une peine afflictive ou infamante; il suffit qu'elle soit soumise à une peine correctionnelle.

141. Les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, déférent à la réquisition qui leur est faite, soit par le propriétaire de la maison, soit par le principal locataire ou par le locataire d'un appartement.

142. Les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, n'etant, dans l'exercice des fonctions judiciaires, que des officiers de police auxiliaires du procureur de la République, si ce magistrat se présente dans le cours de leurs opérations pour la recherche d'un flagrant délit, ou d'un crime ou délit commis dans l'intérieur d'une maison, c'est lui qui doit continuer les actes attribués à la police judiciaire.

Le procureur de la République, s'il a été prévenu, peut autoriser les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, à continuer la procédure, et, si lui-même l'a commencée, il peut les charger d'une partie des actes de sa compétence.

143. Lorsque les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, ont terminé les actes d'instruction

préliminaire qu'ils sont autorisés à faire dans le cas de flagrant délit, ou de crime ou délit commis dans l'intérieur d'une maison, ils doivent transmettre sur-le-champ au procureur de la République les procès-verbaux et tous les actes qu'ils ont faits, les papiers et tous les effets qu'ils ont saisis, et lui donnent avis des mesures prises pour la garde et la conservation des objets.

144. Les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade, lorsqu'ils sont officiers de police judiciaire, en ce qui concerne l'exercice de la police judiciaire, sont placés par la loi sous la surveillance des procureurs généraux près les cours d'appel.

. . . . . .

TITRE IV. — DU SERVICE SPECIAL DE LA GENDARMERIE.

Dispositions preliminaires.

147. Le service de la gendarmerie dans les départements se divise en service ordinaire et en service extraordinaire.

Le service ordinaire est celui qui s'opère journellement ou à des époques déterminées, sans qu'il soit besoin d'aucune réquisition de la part des officiers de police judiciaire et des diverses autorités.

Le service extraordinaire est celui dont l'exécution n'a lieu qu'en vertu d'ordres ou de réquisitions.

148. L'un et l'autre ont essentiellement pour objet d'assurer constamment, sur tous les points du territoire, l'action directe de la police judiciaire, administrative et militaire.

CHAPITRE Ier. — SERVICE ORDINAIRE DES BRIGADES.

SECTION I. — *Police judiciaire et administrative.*

149. Les fonctions habituelles et ordinaires des brigades sont de faire des tournées, courses ou patrouilles, sur les grandes routes, chemins vicinaux, dans les communes, hameaux, fermes et bois, enfin dans tous les lieux de leur circonscription respective.

150. Chaque commune doit être visitée au moins deux fois par mois de jour et une fois de nuit, et explorée dans tous les sens.

151. Dans leurs tournées, les sous-officiers, brigadiers et gendarmes cherchent à savoir s'il a été commis quelque crime ou delit dans les communes qu'ils traversent. Ils se renseignent à ce sujet auprès des maires ou de leurs adjoints et, quand ils en ont l'occasion, auprès des gardes champêtres, des gardes forestiers, des douaniers, des agents des contributions indirectes, des facteurs ruraux, des cantonniers, des éclusiers, des gardes de la navigation fluviale, etc.

Ces divers agents sont d'ailleurs les auxiliaires des commissaires spéciaux pour la surveillance du territoire au point de vue national.

152. Ils tâchent de connaître les noms, signalements, demeures ou lieux de retraite de ceux qui ont commis des crimes ou délits; ils reçoivent les déclarations qui leur sont faites volontairement par les témoins, et les engagent à les signer, sans cependant pouvoir les y contraindre.

Ils se mettent immédiatement à la poursuite de ces malfaiteurs pour les joindre, et, s'il y a lieu, pour les arrêter au nom de la loi.

153. Après s'être assurés de l'identité de ces individus, par l'examen de leurs papiers ou de leur livret militaire, s'ils en sont nantis, et par les questions qu'ils leur font sur leurs noms, leur métier ou profession, leurs moyens de subsistance, leur situation militaire, leur domicile, les lieux d'où ils viennent et l'emploi de leur temps, ils se saisissent de ceux qui demeurent prevenus de crimes, delits ou vagabondage, et ils en dressent procès-verbal; mais ils relâchent immediatement ceux qui, étant désignés comme vagabonds ou gens sans aveu, se jus-

tifient par le compte qu'ils rendent de leur conduite, ainsi que par le contenu de leurs certificats et pièces d'identité.

Les procès-verbaux d'arrestation doivent mentionner que les prévenus ont été fouillés minutieusement (les femmes par une personne de leur sexe) au moment de l'arrestation et contenir l'inventaire exact des papiers, objets et effets trouvés sur eux; ils sont signés par ces individus et, autant que possible, par deux habitants les plus voisins du lieu de la capture; s'ils déclarent ne vouloir ou ne pouvoir signer, il en est fait mention; les sous-officiers, brigadiers et gendarmes conduisent ensuite les prévenus par-devant le procureur de la République de l'arrondissement auquel ils font la remise des papiers et effets.

Cet officier de police judiciaire indique, s'il y a lieu, l'autorité devant laquelle certains prévenus doivent être conduits.

154. Ils saisissent également les assassins, voleurs et délinquants, surpris en flagrant délit ou poursuivis par la clameur publique, ainsi que ceux qui sont trouvés avec des armes ensanglantées ou d'autres indices faisant présumer le crime: le flagrant délit est défini par l'article 125.

155. Ils dressent également des procès-verbaux des effractions, assassinats et de tous les crimes qui laissent des traces après eux.

156. Dans le cas de danger grave et imminent, comme inondation, rupture de digues, incendie, avalanche, éboulement de terres ou de rochers, accidents naturels, ils se rendent sur les lieux au premier avis ou signal qui leur est donne, et télégraphient, avant de se mettre en route, au commandant d'arrondissement.

S'il ne s'y trouve aucun officier de police ou autre autorité civile, les officiers, et même les commandants de brigade, ordonnent et font exécuter toutes les mesures d'urgence; ils font tous leurs efforts pour sauver les individus en danger: ils peuvent requerir le service personnel des habitants, qui sont tenus d'obtempérer sur-le-champ à leur sommation, et même de fournir les chevaux, voitures et tous autres objets nécessaires pour secourir les personnes et les propriétés; les procès-verbaux font mention des refus ou retards qu'ils éprouvent à cet égard. Ils se conforment d'ailleurs aux prescriptions contenues dans le règlement sur le service dans les places de guerre et les villes ouvertes, et aux consignes existant dans chaque place ou ville de garnison pour le cas d'incendie.

Ils se conforment de même aux dispositions prises pour le cas d'inondation dans les villes exposées au débordement periodique des rivières.

157. Lors d'un incendie, le commandant de la brigade prend, dès son arrivee, toutes les mesures possibles pour le combattre; il distribue ses gendarmes, de manière qu'ils puissent empêcher le pillage des meubles et effets qu'ils font évacuer de la maison incendiée; il ne laisse circuler dans les maisons, greniers, caves et bâtiments, que les personnes de la maison et les ouvriers appelés pour eteindre le feu; il protège l'evacuation des meubles et effets dans les dépôts qui ont été désignés par les propriétaires ou intéressés.

158. Les sous-officiers, brigadiers et gendarmes s'informent ensuite, auprès des proprietaires et des voisins, des causes de l'incendie, s'il provient du défaut d'entretien des cheminées, de la négligence ou de l'imprudence de quelques personnes de la maison, qui auraient porte et laissé du feu près des matières combustibles, ou par suite d'autres causes qui peuvent faire présumer qu'il y a eu malveillance.

159. Si les déclarations inculpent quelques particuliers, et s'ils sont sur les lieux, le commandant de la brigade les fait venir sur-le-champ et les interroge; si leurs réponses donnent à croire qu'ils ont participé au crime de l'incendie, il s'assure de leurs personnes et attend l'arrivée de l'officier de police judiciaire ou

du commandant de l'arrondissement, auquel il remet le procès-verbal qu'il a dressé de tous les renseignements parvenus à sa connaissance, pour être pris ensuite telles mesures qu'il appartiendra.

Dans le cas d'absence du juge de paix et du commandant de l'arrondissement, les prévenus sont conduits devant le procureur de la République.

160. Les brigades qui se sont transportées sur les lieux où un incendie a éclaté ne rentrent à la résidence qu'après l'extinction du feu, et après s'être assurées que leur présence n'est plus nécessaire pour la conservation des propriétés, pour le maintien de la tranquillité publique et pour l'arrestation des délinquants.

161. La gendarmerie constate, par procès-verbal, la découverte de tous cadavres trouvés sur les chemins, dans les campagnes, ou retirés de l'eau; elle en prévient le maire et, s'il y a présomption de crime, avise immédiatement le juge de paix et télégraphie au procureur de la République et au commandant d'arrondissement. Ce dernier se rend de sa personne sur les lieux, s'il s'agit d'un crime particulièrement grave.

162. Elle indique avec soin, dans ce procès-verbal, l'état et la position du cadavre au moment de son arrivée, les vêtements dont il est couvert, la situation et l'état des armes ensanglantées ou d'autres instruments faisant présumer qu'ils ont servi à commettre le crime, les objets ou papiers trouvés près du cadavre ou dans un lieu voisin; elle empêche que qui que ce soit n'y touche, jusqu'à l'arrivée de la justice ou de l'officier de gendarmerie.

Elle appréhende les individus qui paraissent suspects, et s'en assure, de manière qu'ils ne puissent s'évader, pour les remettre entre les mains de l'autorité compétente.

163. En attendant l'arrivée de l'officier de police judiciaire ou du commandant de l'arrondissement, les sous-officiers, brigadiers et gendarmes doivent recueillir les déclarations qui leur sont faites, par les parents, amis, voisins ou autres personnes qui sont en état de leur fournir des preuves, renseignements ou indices sur les auteurs ou complices du crime, afin qu'ils puissent être poursuivis.

164. Dans ses tournées, rencontres, patrouilles et service habituel à la résidence, la gendarmerie exerce une surveillance active et persévérante sur les repris de justice, sur les condamnés libérés; elle s'assure que ceux auxquels la défense a été signifiée, et dont elle a été informée par l'autorité administrative, ne séjournent pas dans les lieux qui leur sont interdits.

165. Elle s'assure de la personne des étrangers et de tout individu circulant dans l'intérieur de la France sans pièces constatant leur identité, à la charge de les conduire sur-le-champ devant le maire ou l'adjoint de la commune la plus voisine; en conséquence, les militaires de tout grade de la gendarmerie se font représenter les pièces constatant leur identité, et nul ne peut en refuser l'exhibition, lorsque l'officier, sous-officier, brigadier ou gendarme qui en fait la demande est revêtu de son uniforme et décline ses qualités.

Il est enjoint à la gendarmerie de se comporter, dans l'exécution de ce service, avec politesse, et de ne se permettre aucun acte qui puisse être qualifié de vexation ou d'abus de pouvoir.

166. L'exhibition des pièces constatant l'identité est une mesure salutaire laissée à la prudence et au discernement de la gendarmerie, et non une consigne qu'il n'est pas permis de modifier ou d'interpréter.

Elle ne peut, sous le simple prétexte de visiter les pièces constatant l'identité d'un individu, pénétrer dans la chambre où il est logé; elle doit attendre, pour faire cet examen, le moment de son départ ou de son stationnement dans la salle ouverte aux voyageurs, si c'est une auberge ou hôtellerie.

A moins de circonstances extraordinaires ou d'ordres spéciaux, les pièces constatant l'identité des personnes voyageant en voiture particulière ne doivent être demandées que dans les auberges, hôtelleries et relais de poste.

167. Les signalements des malfaiteurs, voleurs, assassins, perturbateurs du repos public, anarchistes, évades des prisons, ainsi que ceux d'autres personnes contre lesquelles il est intervenu des mandats d'arrêt, sont délivrés à la gendarmerie, qui, en cas d'arrestation de ces individus, les conduit, de brigade en brigade, jusqu'à la destination indiquée par lesdits signalements.

La mise en circulation dans les brigades des signalements ou mandats, rendant le plus souvent illusoires les prescriptions de la justice ou de l'autorité administrative, et portant le plus grave préjudice à la sécurité publique, ces signalements ou mandats sont, autant que possible, envoyés à la gendarmerie en autant d'expéditions qu'il peut y avoir de brigades chargées de leur exécution, non compris les expéditions qui doivent rester entre les mains des officiers. En vue d'éviter à la gendarmerie des pertes de temps préjudiciables au service, il en est de même des bulletins de cessation de recherches.

Les signalements ou les fiches sont classés, dans les brigades, par ministères (ministère de l'intérieur et ministère de la justice) et par catégories (recherches, mandats, individus expulsés ou résidant à l'étranger, recherches dans l'intérêt des familles, anarchistes, etc.). Les signalements ou fiches devenus sans objet sont mis à part dans les archives de la brigade; on joint à chacun de ces documents, s'il y a lieu, le bulletin de cessation de recherches ou toute autre pièce qui s'y rapporte.

168. Pour faire la recherche des personnes signalées ou dont l'arrestation a été légalement ordonnée, les sous-officiers, brigadiers et gendarmes visitent les auberges, cabarets et autres maisons ouvertes au public; ils se font présenter, par les propriétaires ou locataires de ces établissements, leurs registres d'inscription des voyageurs; ces registres ne peuvent leur être refusés, et les gendarmes les visent et les datent de façon qu'on ne puisse pas faire de nouvelles inscriptions pour séjour antérieur à la date du visa. Ces registres sont tenus sans aucun blanc et présentent les noms, qualités, domicile habituel, date d'entrée et de sortie, de toute personne qui aurait couché ou passé une nuit dans leurs maisons.

S'ils remarquent des oublis ou négligences dans la tenue de ces registres, ils en dressent procès-verbal pour être remis à l'officier du ministère public près le tribunal de simple police du canton.

Le refus d'exhibition de ces registres est puni conformément à l'article 475 du Code pénal.

169. La maison de chaque citoyen est un asile où la gendarmerie ne peut pénétrer sans se rendre coupable d'abus de pouvoir, sauf les cas déterminés ci-après :

1° Pendant le jour, elle peut y entrer pour un motif formellement exprimé par une loi, ou en vertu d'un mandat spécial de perquisition décerné par l'autorité compétente;

2° Pendant la nuit, elle ne peut y pénétrer que dans les cas d'incendie, d'inondation ou de réclamations venant de l'intérieur de la maison.

Dans les autres cas, elle doit prendre seulement, jusqu'à ce que le jour ait paru, les mesures indiquées à l'article 171.

Le temps de nuit est ainsi réglé :

Du 1er octobre au 31 mars, depuis six heures du soir jusqu'à six heures du matin;

Du 1er avril au 30 septembre, depuis neuf heures du soir jusqu'à quatre heures du matin.

170. Hors le cas de flagrant délit défini par l'article 125, la gendarmerie ne peut s'introduire dans une maison malgré la volonté du maître.

171. Lorsqu'il y a lieu de supposer qu'un individu déjà frappé d'un mandat d'arrestation, ou prévenu d'un crime ou délit pour lequel il n'y aurait pas encore de mandat décerné, s'est réfugié dans la maison d'un particulier, la gendarmerie peut seulement garder à vue cette maison ou l'investir, en attendant les instructions nécessaires pour y pénétrer, ou l'arrivée de l'autorité qui a le droit d'exiger l'ouverture de la maison pour y faire l'arrestation de l'individu réfugié.

172. Lorsque les sous-officiers, brigadiers et gendarmes arrêtent des individus en vertu des dispositions ci-dessus, ils sont tenus de les conduire aussitôt devant l'officier de police judiciaire le plus à proximité, et de lui faire le dépôt des armes, papiers, effets et autres pièces de conviction. Les articles 272 et suivants indiquent la responsabilité de la gendarmerie dans les diverses arrestations qu'elle est appelée à faire dans son service ordinaire et extraordinaire.

173. Elle dissipe les rassemblements de toutes personnes s'opposant à l'exécution d'une loi, d'une contrainte, d'un jugement; elle réprime toute émeute populaire dirigée contre la sûreté des personnes, contre les autorités, contre la liberté absolue du commerce des subsistances, contre celle du travail et de l'industrie; elle disperse tout attroupement armé ou non armé formé pour la délivrance des prisonniers et condamnés, pour l'invasion des propriétés publiques, pour le pillage et la dévastation des propriétés particulières.

L'attroupement est armé :

1° Quand plusieurs individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées;

2° Lorsqu'un seul de ces individus, porteur d'armes apparentes, n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement par ceux-là mêmes qui en font partie.

En cas d'attroupement sur la voie publique, le rôle qui incombe pour l'emploi de la force des armes au maire ou à l'un de ses adjoints, à leur défaut, au commissaire de police ou tout autre agent de la force publique et du pouvoir exécutif, est défini par le décret sur le service dans les places de guerre et les villes ouvertes.

174. Les officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes ne peuvent, en l'absence de l'autorité judiciaire ou administrative, déployer la force des armes que dans les deux cas suivants : le premier, si des violences ou voies de fait sont exercées contre eux; le second, s'ils ne peuvent défendre autrement le terrain qu'ils occupent, les postes ou les personnes qui leur sont confiés, ou, enfin, si la résistance est telle qu'elle ne puisse être vaincue autrement que par la force des armes.

175. Lorsqu'une émeute populaire prend un caractère et un accroissement tels, que la gendarmerie, après une intervention énergique, se trouve impuissante pour vaincre la résistance par la force des armes, elle dresse un procès-verbal, dans lequel elle signale les chefs et fauteurs de la sédition; elle prévient immédiatement l'autorité locale, ainsi que le commandant de la compagnie et celui de l'arrondissement, afin d'obtenir des renforts des brigades voisines, et, suivant le cas, de la troupe.

176. Dans aucun cas, les brigades ne doivent quitter le terrain ni rentrer à leur résidence avant que l'ordre soit parfaitement rétabli. Elles doivent se rappeler que force doit toujours rester à la loi. Le procès-verbal qu'elles rédigent contient le détail circonstancié des faits qui ont précédé, accompagné ou suivi la formation de ces attroupements.

Quant aux prisonniers qu'elles ont faits, et dont elles ne doivent se dessaisir à aucun prix, ils sont immédiatement conduits, sous bonne escorte, devant le procureur de la République.

177. Elles conduisent devant le procureur de la République tout individu arrêté par ordre de l'autorité militaire comme ayant, soit dans les casernes ou autres établissements militaires, soit sur les terrains de manœuvres et autres lieux de réunion d'une troupe en service, été surpris en flagrant délit de provocation à l'indiscipline par discours, cris ou menaces, écrits, imprimés, vendus, distribués, mis en vente ou exposés, par placards ou affiches exposés aux regards du public.

178. Elles opèrent des arrestations ou dressent procès-verbal, suivant le cas, lorsque des individus portent atteinte à la tranquillité publique en troublant les citoyens dans l'exercice de leur culte ou exercent des violences contre les personnes.

179. Tout individu qui outrage les militaires de la gendarmerie dans l'exercice de leurs fonctions, est immédiatement arrêté et conduit devant l'officier de police de l'arrondissement, pour être jugé et puni suivant la rigueur des lois.

180. La gendarmerie surveille le colportage des livres, gravures et lithographies; elle réprime la contrebande en matière de douanes et saisit les marchandises transportées en fraude; elle dresse des procès-verbaux de ces saisies, arrête et conduit, devant les autorités compétentes, les contrebandiers et autres délinquants de ce genre, en précisant les lieux où l'arrestation a été faite, les moyens employés et la résistance qu'il a fallu vaincre.

181. Afin d'assurer à la repression de la contrebande toute l'efficacité désirable, les officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes entretiennent des relations suivies avec les receveurs, officiers et chefs de poste des douanes, ainsi qu'avec les employés des contributions indirectes. Specialement dans leurs tournées, ils recueillent auprès de ces fonctionnaires ou agents tous les renseignements propres à s'éclairer sur les agissements des contrebandiers, sur les dépôts frauduleux, ainsi que sur les opérations de fraude qui pourraient être tentés dans la région.

En matière de contributions indirectes, la gendarmerie constate par procès-verbal le colportage et la vente des tabacs, des poudres à feu, des allumettes, du phosphore et des cartes à jouer de contrebande. Elle saisit réellement ces objets. Elle arrête les delinquants.

La gendarmerie relève également les contraventions aux lois sur la circulation des boissons, qu'elle ne saisit reellement que si le contrevenant est réputé insolvable. En matière de boissons, il n'y a lieu à arrestation que dans les cas de fraude prévus par les articles 46 de la loi du 28 avril 1816 et 12 de la loi du 21 juin 1873.

182. Elle constate les infractions aux lois sur les affiches, le timbre en matière de quittances, de connaissements, de marques de fabrique, de valeurs mobilières étrangères, sur la taxe des opérations de bourse et sur les patentes des marchands ambulants. C'est souvent par l'exhibition des patentes que la gendarmerie découvre les agissements les plus coupables de la part d'individus qui ont une profession plus apparente que réelle, qui sont même l'objet de recherches soit parce qu'ils ont commis quelques méfaits ou n'ont pas accompli toutes les obligations de la loi de recrutement.

183. Elle est autorisée à faire directement, ou en prêtant main-forte aux directeurs départementaux, receveurs et employés des postes, des visites et perquisitions sur les messagers et commissionnaires allant habituellement d'une ville à une autre ville, sur les voitures des messageries et autres de cette espèce portant les dépêches, et à saisir tous les objets transportés en fraude, au préjudice des droits de l'administration des postes.

184. Afin de ne pas retarder la marche de celles de ces voitures qui trans-

portent des voyageurs, les visites et perquisitions n'ont habituellement lieu qu'à l'entrée ou à la sortie des villes ou aux relais.

185. Il n'est fait de visites sur les routes qu'autant qu'une réquisition de l'administration des postes le prescrit.

186. Toutes visites et perquisitions doivent, quand bien même elles ne sont suivies d'aucune saisie, être constatées par un procès-verbal conforme au modèle fourni par l'administration des postes.

Lorsque ce procès-verbal ne donne lieu à aucune poursuite devant les tribunaux, il n'a pas besoin d'être timbré ni enregistré; il en est donné copie au particulier qui a été soumis à la visite, s'il le requiert.

187. Si les visites ou perquisitions ont fait découvrir des lettres transportées en fraude, le procès-verbal, dressé à l'instant de la saisie, doit contenir l'énumération de ces lettres, en reproduire l'adresse, et mentionner, autant que possible, le poids de chaque lettre.

188. Les procès-verbaux de saisie doivent être visés pour timbre et enregistrés dans les quatre jours qui suivent la saisie. Ces formalités s'accomplissent soit dans le lieu de résidence des gendarmes qui ont procédé aux saisies, soit dans le lieu même où le procès-verbal a été dressé.

Deux expéditions de ce procès-verbal, avec les lettres ou objets saisis, sont adressées au bureau de poste le plus voisin, qui acquitte les frais de timbre et d'enregistrement.

189. La gendarmerie ne peut, dans l'intérêt de l'administration des postes, faire des perquisitions sur des voyageurs étrangers au service des postes et n'exerçant pas l'une des professions spécifiées à l'article 183. La saisie opérée sur eux dans cet intérêt est nulle.

190. Le voiturier trouvé porteur de lettres cachetées contenues dans des boîtes fermées ne peut être excusé de la contravention, sous prétexte que les lettres avaient été renfermées dans ces boîtes à son insu, la bonne foi n'étant pas admissible comme excuse aux contraventions à l'arrêté du 27 prairial an IX.

191. Tout commissionnaire ou messager portant une lettre cachetée qui n'est pas exclusivement relative aux commissions dont il est chargé, est passible des peines portées par la loi, en vertu des articles 1, 2 et 5 de l'arrêté du 27 prairial an IX; la gendarmerie doit donc verbaliser contre lui et faire saisie de la lettre.

192. Les lettres et papiers uniquement relatifs au service personnel des entrepreneurs de voitures ne peuvent être saisis par la gendarmerie, qui ne dresse procès-verbal de contravention que lorsqu'elles sont fermées et cachetées, alors même qu'elles seraient en effet relatives à ce service.

SECTION II. — *Police des routes et des campagnes.*

193. Un des devoirs principaux de la gendarmerie est de faire la police sur les grandes routes, et d'y maintenir la liberte des communications; à cet effet, elle dresse des procès-verbaux de contravention en matière de grande voirie, telles qu'anticipations, dépôts de fumiers ou d'autres objets, et constate toutes espèces de détériorations commises sur les grandes routes, sur les arbres qui les bordent, sur les fossés, ouvrages d'art et matériaux destinés à leur entretien.

Elle dresse également des procès-verbaux de contravention, en matière de grande voirie, contre quiconque, par imprudence ou involontairement, a dégradé ou détérioré, de quelque manière que ce soit, le matériel des lignes télégraphiques ou téléphoniques.

194. Elle surveille l'exécution des règlements sur la police des fleuves et des rivières navigables ou flottables, des bacs et bateaux de passage, des canaux de navigation ou d'irrigation, des desséchements généraux ou particuliers, les

plantations pour la fixation des dunes, des ports maritimes de commerce; elle constate par procès-verbal les infractions à ces règlements.

195. Suivant la gravité des faits, elle arrête ou dénonce par procès-verbal ceux qui sont surpris coupant ou dégradant d'une manière quelconque les arbres plantés sur les chemins, promenades publiques, fortifications et ouvrages extérieurs des places, ou détériorant les monuments qui s'y trouvent.

Elle saisit et conduit immédiatement devant le procureur de la République quiconque est surpris détruisant ou déplaçant les rails d'un chemin de fer, ou déposant sur la voie des matériaux ou autres objets, dans le but d'entraver la circulation, ainsi que ceux qui, par la rupture des fils, par la dégradation des appareils, ou par tout autre moyen, tentent d'intercepter les communications ou la correspondance télégraphique ou téléphonique.

196. Les chefs de brigade signalent les travaux entrepris dans la zone frontière et qui sont de nature à influer sur la défense du territoire, tels que chemins vicinaux de toutes classes, chemins forestiers, communications de terre ou d'eau, toutes les fois que ces travaux ne sont pas exécutés directement par l'État ou à ses frais, ponts établis sur les cours d'eau navigables ou flottables par des communes, des compagnies ou des concessionnaires.

Le commandant de la compagnie en informe le préfet et le général commandant la subdivision. Il en avise en outre le chef de légion par une mention au rapport journalier.

197. Elle dresse des procès-verbaux contre ceux qui commettent des contraventions de petite voirie dans les rues, places, quais et promenades publiques, hors du passage des grandes routes et de leur prolongement, sur les chemins vicinaux, ainsi que les canaux ou ruisseaux flottables appartenant aux communes.

198. Elle dresse des procès-verbaux contre les propriétaires de voitures automobiles, cycles ou autres moyens de transport, et les entrepreneurs de messageries publiques qui sont en contravention aux lois et règlements d'administration sur la police du roulage, aux arrêtés des préfets et des maires.

199. Elle contraint les voituriers, charretiers et tous conducteurs de voitures à se conformer à la loi et aux arrêtés concernant la police du roulage.

200. Suivant le cas, elle dénonce par procès-verbal ou arrête les individus qui, par imprudence, par négligence, par la rapidité de leurs chevaux, ou de toute autre manière, ont blessé quelqu'un ou commis quelques dégâts sur les routes, dans les rues ou voies publiques.

201. Elle dresse procès-verbal contre ceux qui exercent publiquement et abusivement de mauvais traitements envers les animaux domestiques.

Elle transmet ce procès-verbal à l'officier de police près le tribunal de simple police du canton chargé de la poursuite, et elle doit avoir soin d'indiquer s'il y a récidive, parce que, dans ce cas, la peine de la prison est toujours appliquée.

202. Elle veille à ce que les conducteurs d'animaux féroces suivent les grands chemins, sans jamais s'en écarter; elle leur interdit d'entrer dans les bois et de se trouver sur les routes avant le lever ou après le coucher du soleil; elle évite que tout danger puisse exister pour la sécurité publique.

En cas de désobéissance, elle les conduit devant le maire de la commune la plus voisine, qui requiert, s'il y a lieu, leur transfèrement devant le procureur de la République. Dans ce cas, il appartient à l'autorite locale d'assurer le logement et la nourriture des animaux.

203. La gendarmerie est chargée de protéger l'agriculture et de saisir tous individus commettant des dégâts dans les champs et les bois, dégradant la clôture des murs, haies ou fossés, lors même que ces délits ne seraient pas accom-

pagnés de vols; de saisir pareillement tous ceux qui sont surpris commettant des larcins de fruits ou d'autres productions d'un terrain cultivé.

Elle dresse des procès-verbaux contre ceux qui auront causé des dégâts en allumant du feu dans les champs, près des maisons, jardins, bruyères, vergers, meules, etc., aux distances prohibees.

204. En cas de necessité, elle dresse procès-verbal contre ceux qui ont abandonné dans les rues, chemins, places, lieux publics et dans les champs les coutres de charrue, pinces, barres, barreaux, instruments aratoires, échelles ou autres objets dont peuvent abuser les malfaiteurs.

205. Il est expressément ordonne à la gendarmerie, dans ses tournées, courses ou patrouilles, de porter la plus grande attention sur ce qui peut être nuisible à la salubrité, afin de prévenir, autant que possible, les ravages de maladies contagieuses; elle est tenue, à cet effet, de surveiller l'execution des mesures de police prescrites par les règlements, et de dresser procès-verbal des contraventions pour que les poursuites soient exercées par qui de droit contre les délinquants.

206. Lorsqu'elle trouve des animaux morts sur les chemins et dans les champs, elle en prévient les autorites locales et les requiert de les faire livrer à un atelier d'équarrissage régulierement autorise, ou enfouir ou détruire par un procédé chimique ou par combustion, si le propriétaire, après un délai de douze heures, est resté inconnu; elle se porte, au besoin, de nouveau sur les lieux pour s'assurer que les ordres donnés à cet égard par les autorités ont été exécutés; en cas de refus ou de négligence, elle dresse procès-verbal, dont une expédition est adressee directement et d'urgence aux préfets ou sous-préfets, afin qu'il soit pris des mesures à cet egard.

207. Les mêmes precautions sont prises par la gendarmerie, dans les cantons où des maladies contagieuses se sont manifestées; elle veille, de plus, à ce que les cadavres des animaux morts ou abattus comme atteints de ces maladies soient, au plus tard dans les vingt-quatre heures, détruits par un procédé chimique ou par combustion ou enfouis, préalablement recouverts de chaux vive, et de telle sorte que la couche de terre au-dessus du cadavre ait au moins un mètre d'epaisseur. Elle veille, en particulier, à ce que les cadavres des animaux morts de maladie charbonneuse, ceux des animaux morts ou ayant été abattus comme atteints de peste bovine ne soient enfouis qu'avec leur peau tailladée, conformement aux dispositions du Code rural et des arrêtés préfectoraux organisant la police sanitaire dans les departements.

208. Elle signale les épidémies contagieuses qui se declarent dans les communes, tant sur les hommes que sur les animaux, à l'autorité administrative, et par la voie hiérarchique, au général commandant le corps d'armée.

Elle veille à ce que les mesures de police sanitaire soient observées et dresse des procès-verbaux à cet égard, quand il y a lieu.

209. Elle dresse des procès-verbaux contre tous ceux qui, dans les temps prescrits, ont négligé d'écheniller, ainsi que ceux qui sont en contravention aux règlements de police rurale donnés par les préfets, sous-préfets et maires des communes dont ils ont la surveillance.

210. La gendarmerie dresse procès-verbal contre tous individus trouvés en contravention aux lois et règlements sur la chasse et la pêche, conformément aux règles spéciales en vigueur à cet égard et contre ceux qui commettent des delits forestiers.

Elle reçoit des préfets ou sous-préfets, au moyen d'etats nominatifs, communication des listes de permis de chasse.

211. La gendarmerie doit toujours se tenir à portée des grands rassemblements d'hommes, tels que foires, marchés, fêtes et cérémonies publiques, pour

y maintenir le bon ordre et la tranquillité et, sur le soir, faire des patrouilles sur les routes et chemins qui y aboutissent, pour protéger le retour des particuliers et marchands.

212. Elle arrête et conduit devant le maire ou le juge de paix ceux qui tiennent, dans ces rassemblements, des jeux de hasard et autres jeux défendus par les lois et règlements de police. Elle saisit les tables, instruments, appareils de jeux ou de loteries, ainsi que les enjeux, les fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs, etc. (*Art. 477 C. pén.*)

213. Elle surveille les mendiants, vagabonds et gens sans aveu parcourant les communes et les campagnes.

Elle arrête ceux qui ne sont pas connus de l'autorité locale et qui ne sont porteurs d'aucun papier constatant leur identité, mais surtout les mendiants valides, qui peuvent être saisis et conduits devant l'officier de police judiciaire, pour être statué, à leur égard, conformément aux lois sur la repression de la mendicité :

1° Lorsqu'ils mendient avec violences ou menaces;
2° Lorsqu'ils mendient avec armes;
3° Lorsqu'ils mendient nuitamment ou s'introduisent dans les maisons;
4° Lorsqu'ils mendient plusieurs ensemble;
5° Lorsqu'ils mendient avec de faux certificats ou faux passeports, ou infirmités supposées, ou déguisement;
6° Lorsqu'ils mendient après avoir été repris de justice;
7° Et enfin lorsque d'habitude ils mendient hors du canton de leur domicile.

Contrairement à la mendicité, qui n'est un délit que dans des cas determines, le vagabondage est toujours un delit. Le vagabond est celui qui n'a ni domicile certain ni moyen de subsistance et qui n'exerce habituellement ni métier ni profession. La réunion de ces trois conditions etant exigée pour constituer le délit, il est essentiel que les procès-verbaux precisent l'existence de chacune d'elles.

Les maires signalent la présence des mendiants et vagabonds dans leurs communes et la direction prise par eux en les quittant chaque fois que, par suite du défaut ou de l'insuffisance des agents municipaux, il a été impossible de se saisir des délinquants et de les livrer à la gendarmerie.

La gendarmerie prend, en outre, à leur sujet, d'une manière incessante, des renseignements auprès des agents dénommés à l'article 151.

214. Lorsqu'on présume que, par suite d'une grande affluence à des assemblées publiques, l'ordre peut être menacé, le commandant de l'arrondissement, après s'être concerté avec le sous-préfet, ou sur sa réquisition, peut réunir et envoyer sur les lieux plusieurs brigades; il les commande lui-même si sa présence est jugée nécessaire, et il en est toujours ainsi dans les diverses circonstances où plusieurs brigades sont réunies pour un service de ville ou de campagne.

Les brigades ne rentrent à leur residence que lorsque leur présence n'est plus jugée nécessaire, et elles se retirent assez lentement pour observer ce qui se passe et empêcher les rixes qui ont lieu fréquemment à la suite de ces assemblées.

215. En tout temps, les sous-officiers, brigadiers et gendarmes doivent faire des patrouilles de nuit pour protéger le commerce intérieur, en procurant la plus parfaite sécurité à tous les individus que leur commerce, leur industrie et leurs affaires obligent à voyager.

. . . . . .

CHAPITRE II. — DES RENCONTRES ET DES TRANSFÈREMENTS DE PRISONNIERS.

SECTION Ire. — *Transfèrement de prisonniers civils.*

239. Les rencontres ont pour principal objet le transfèrement des prisonniers de brigade en brigade et la remise des pièces les concernant, si leur nombre, leur poids et leur volume le permettent.

Les points de rencontre sont toujours assignés, autant que possible, à égale distance des brigades qui doivent s'y rendre, et dans les lieux où les sous-officiers, brigadiers et gendarmes chargés de ce service peuvent trouver un abri momentané pour eux-mêmes et pour les individus confiés à leur garde, pendant le temps nécessaire à la remise des personnes et des objets.

Sauf impossibilité absolue d'agir autrement, cet abri ne doit pas être choisi dans les auberges ou cabarets.

Les gradés et gendarmes profitent, s'il y a lieu, des rencontres pour se communiquer réciproquement les renseignements et avis qu'ils ont pu recevoir dans l'intervalle d'une rencontre à l'autre, sur tout ce qui intéresse la tranquillité publique et pour concerter leurs opérations relativement à la recherche des malveillants de toute espèce dont ils auront connaissance.

. . . . . .

CHAPITRE III. — SERVICE EXTRAORDINAIRE DES BRIGADES.

SECTION UNIQUE. — *Service légalement requis.*

290. Le service extraordinaire des brigades consiste à prêter main-forte :

1° Aux préposés des douanes, pour la perception des droits d'importation et d'exportation, pour la répression de la contrebande, ou de l'introduction sur le territoire français de marchandises prohibées ;

2° Aux agents de l'administration, pour la répression du maraudage, dans les forêts et sur les fleuves, lacs ou rivières ;

3° Aux inspecteurs, receveurs des deniers de l'État, et autres préposés, pour la rentrée des contributions directes et indirectes.

Les commandants de brigade ne doivent pas acquiescer aux demandes d'escorte que leur font directement les percepteurs des communes ; mais, dans le cas où ces fonctionnaires ont de justes raisons de craindre une attaque sur les fonds existant entre leurs mains, ils s'adressent au maire, et le prient de requérir cette escorte ;

4° Aux huissiers, et autres exécuteurs de mandements de justice, porteurs de réquisitions ou de jugements spéciaux dont ils doivent justifier ;

5° Aux commissaires de surveillance, gardes-barrières et autres agents préposés à la surveillance des chemins de fer.

291. La gendarmerie fournit les escortes légalement demandées, notamment celles pour la sûreté des recettes générales, convois de poudre, de munitions de guerre, de dynamite ou autres explosifs voyageant par terre ou eau.

Sa participation à la garde et à l'escorte des convois de poudre, de dynamite et autres explosifs est réglée par des instructions spéciales.

CHAPITRE IV. — DES PROCÈS-VERBAUX.

292. Toutes les fois que la gendarmerie est requise pour une opération quelconque, elle en dresse procès-verbal, même en cas de non-réussite, pour constater son transport et ses recherches (modèle n° 16).

Il en est ainsi notamment lorsque, en dehors du service courant, elle est spécialement chargée de notifier à un particulier une décision prise par le ministre de la guerre lui-même ou un de ses délégués du ministère. Dans ce cas, elle laisse une copie de la décision entre les mains de l'intéressé et elle constate l'accomplissement de cette formalité dans le procès-verbal.

293. Elle dresse également procès-verbal des crimes, délits et contraventions de toute nature qu'elle découvre, des crimes et délits qui lui sont dénoncés, de tous les événements importants dont elle a été témoin, de tous ceux qui laissent des traces après eux et dont elle va s'enquérir sur les lieux, de toutes les déclarations qui peuvent lui être faites par les fonctionnaires publics et les citoyens

qui sont en état de fournir des indices sur les crimes ou délits qui ont eté commis, enfin de toutes les arrestations qu'elle opère dans son service.

La rédaction des procès-verbaux doit être claire, précise, et offrir un exposé des faits dégagé de tout événement ou de toute interprétation étrangère à leur but, qui est d'éclairer la justice sans chercher à l'influencer.

294. Un gendarme peut verbaliser seul, et son procès-verbal est toujours valable; mais il n'en est pas moins à désirer que tous les actes de la gendarmerie soient constatés par deux gendarmes au moins, afin de leur donner toute la force possible en opposant en justice leurs témoignages aux dénégations des délinquants.

295. Les sous-officiers, brigadiers et gendarmes, requis de prêter main-forte aux fonctionnaires et agents de l'autorite administrative ou judiciaire, peuvent signer les procès-verbaux dressés par ces fonctionnaires et agents, après en avoir pris connaissance; mais ils ne dressent pas de procès-verbaux de ces opérations; ils en font seulement mention sur les feuilles de service.

296. Les procès-verbaux des sous-officiers, brigadiers et gendarmes, sont faits sur papier libre; ceux de ces actes qui sont de nature à donner lieu à des poursuites judiciaires sont visés pour timbre et enregistrés en débet, ou gratis, suivant les distinctions établies par les lois de finances ou règlements spéciaux.

Ils sont présentés à cette formalité par les gendarmes dans le delai de quatre jours, lorsqu'il se trouve un bureau d'enregistrement dans le lieu de leur résidence; dans le cas contraire, l'enregistrement a lieu à la diligence du ministère public chargé des poursuites.

La formalité du timbre et de l'enregistrement doit être donnée au comptant toutes les fois que le procès-verbal constate soit une saisie en matière de poste (ainsi qu'il est dit à l'article 162 ci-dessus), soit une contravention en matière de timbre ou de contributions indirectes. L'avance des droits est faite par les agents des régies intéressees, conformément aux règles concertees entre ces administrations et celle de l'enregistrement.

Lorsque, au lieu de faire directement leurs procès-verbaux dans la forme qui leur est propre, les capteurs se rendent au bureau des douanes le plus rapproché du lieu de la saisie, ils y rédigent leurs procès-verbaux sur papier timbré et dans les conditions édictées par les dix premiers articles de la loi du 9 floréal an VII. Le papier timbré est mis à leur disposition par le receveur qui les assiste dans la rédaction de l'acte et qui reste d'ailleurs chargé des suites de l'affaire. L'original du procès-verbal, avec une copie qui leur est destinée, est remis aux gendarmes chargés de le faire parvenir avec le ou les prisonniers au procureur de la République.

Les procès-verbaux constatant les contraventions et les délits concernant la police de la grande voirie, du roulage et des messageries publiques doivent être enregistres en débet dans les trois jours de leur date à peine de nullité. Les procès-verbaux relatifs à la pêche doivent l'être dans le délai de quatre jours.

Dans le cas où il n'y a pas de bureau d'enregistrement dans la residence, les procès-verbaux sont adressés au commandant d'arrondissement, qui est chargé de les transmettre au sous-préfet, après les avoir fait enregistrer.

297. Les procès-verbaux constatant des contraventions du ressort des tribunaux de simple police sont essentiellement soumis à la double formalité du timbre et de l'enregistrement en débet.

Il en est de même de ceux constatant des faits intéressant l'État, les communes et les établissements publics, enfin de ceux rédigés pour mort violente, lorsqu'ils contiennent l'inventaire des effets trouvés sur le décédé ou près de lui.

Lorsque les procès-verbaux de contravention en matière de douanes ont élé rédigés sans l'intervention d'un receveur de cette administration, ils sont tim-

brés et enregistres dans les conditions spécifiées aux deux premiers paragraphes de l'article 296.

Les procès-verbaux de contravention en matière de contributions indirectes sont remis ou envoyés au receveur de l'enregistrement du canton qui les soumet à la formalité du timbre et de l'enregistrement au comptant. Avis de ce depôt, ou de cet envoi, est donné au receveur des contributions indirectes dans la circonscription duquel la constatation a eté faite.

298. Tous les procès-verbaux dressés par les brigades sont généralement établis en double expédition, dont l'une est remise ou adressée sans délai à l'autorité compétente, et l'autre est adressée au commandant de l'arrondissement. Cet officier, après avoir examiné ce qui peut se trouver de défectueux ou d'omis dans la rédaction de ces procès-verbaux, les transmet, avec ses observations, au commandant de la compagnie. Le commandant de la compagnie les renvoie, revêtus de ses observations, s'il y a lieu, pour qu'ils soient conservés dans les brigades.

Les procès-verbaux d'arrestation des forçats ou transportés de toutes catégories, évadés, des contumax ou des insoumis ou des déserteurs de l'armée de terre ou de mer sont établis en quadruple expédition. Une expédition suit l'homme, les trois autres sont adressées au commandant de la compagnie.

Le signalement des individus arrêtés doit toujours être inscrit au bas du procès-verbal. Ce dernier doit mentionner en outre, pour les individus qui par leur âge ne sont pas dégagés de toute obligation militaire, leur classe, le canton où ils ont tiré au sort et leur numéro de tirage.

Les procès-verbaux en matière de roulage et de grande voirie doivent être faits en triple expédition; deux expéditions sont remises au préfet ou sous-préfet, et la troisième est adressée au commandant de la compagnie, avec indication que cette formalité a été remplie.

Ceux constatant des contraventions qui sont du ressort des tribunaux correctionnels ou des tribunaux de simple police sont faits en deux expéditions seulement; l'une est remise au procureur de la République ou à l'officier du ministère public près le tribunal de simple police du canton, l'autre est adressée au commandant de compagnie.

Il est fait exception pour les procès-verbaux en matière de pêche, dont une troisième expédition est adressée à l'inspecteur des eaux et forêts.

Les procès-verbaux relatifs à la contrebande sont en triple expedition, dont deux sont adressés au directeur des douanes, lorsqu'ils ont ete rédiges dans les conditions spéciales specifiées aux deux premiers paragraphes de l'article 296, ou au directeur des contributions indirectes.

Les procès-verbaux, relatifs à des incidents auxquels sont mêlés des militaires ou dont ils sont les auteurs (rixes, ivresse, etc.), sont etablis en triple expedition, dont une pour l'autorité judiciaire compétente et une autre à conserver aux archives de la brigade. La troisième expédition est adressee au général commandant la subdivision, s'il s'agit d'un militaire en permission ou en congé. S'il s'agit d'un militaire présent à son corps, elle est envoyee au chef de corps interessé. Dans les deux cas, l'envoi est fait par l'intermediaire du commandant d'armes si les incidents ont eu lieu dans une ville de garnison.

Il appartient aux chefs directs de l'homme ou au général commandant la subdivision, suivant le cas, de donner à l'affaire la suite qu'elle comporte au point de vue militaire.

D'une manière générale, les procès-verbaux doivent mentionner les prenoms, le lieu de naissance, l'âge, le domicile et la profession des inculpés non arrêtes. En cas de crime ou delit, les militaires de la gendarmerie y indiquent le degre d'instruction des inculpes par l'une des trois mentions suivantes :

L'inculpé est complètement illettré;
Il sait lire et écrire;
Il a reçu une instruction supérieure.

299. Les procès-verbaux de la gendarmerie font foi en justice jusqu'à preuve contraire; ils ne peuvent être annulés, sous prétexte de vice de forme, ou pour défaut d'enregistrement, les droits pouvant être perçus avant ou après le jugement.

Lorsque les procès-verbaux en matière de douanes sont rédigés et affirmes dans les conditions indiquées au quatrième paragraphe de l'article 296, ils font foi en justice jusqu'à inscription de faux.

300. Les gendarmes étant chargés par les lois et règlements de police de constater les contraventions qui peuvent être commises, peuvent, comme tous les officiers de police judiciaire, être entendus à l'appui de leurs procès-verbaux, sauf lorsque ceux-ci ont été rédigés en matière de timbre ou en matière de douanes, dans les conditions spécifiées au quatrième paragraphe de l'article 296.

. . . . . .

TITRE V. — DEVOIRS GENÉRAUX ET DROITS DE LA GENDARMERIE DANS L'EXÉCUTION DU SERVICE.

CHAPITRE UNIQUE.

302. Une des principales obligations de la gendarmerie étant de veiller à la sûreté individuelle, elle doit assistance à toute personne qui réclame son secours dans un moment de danger. Tout militaire du corps de la gendarmerie qui ne satisfait pas à cette obligation, lorsqu'il en a la possibilite, se constitue en état de prévarication dans l'exercice de ses fonctions.

303. Tout acte de la gendarmerie qui trouble les citoyens dans l'exercice de leur liberté individuelle est un abus de pouvoir : les officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes qui s'en rendent coupables encourent une peine disciplinaire, indépendamment des poursuites judiciaires qui peuvent être exercées contre eux.

304. Hors le cas de flagrant délit déterminé par les lois, la gendarmerie ne peut arrêter aucun individu, si ce n'est en vertu d'un ordre ou d'un mandat décerné par l'autorité compétente : tout officier, sous-officier, brigadier ou gendarme qui, en contravention à cette disposition, donne, signe, execute ou fait exécuter l'ordre d'arrêter un individu, ou l'arrête effectivement, est puni comme coupable de détention arbitraire.

305. Est puni de même, tout militaire du corps de la gendarmerie qui, même dans le cas d'arrestation pour flagrant délit, ou dans tous les autres cas autorisés par les lois, conduit ou retient un individu dans un lieu de détention non légalement et publiquement désigné par l'autorité administrative pour servir de maison d'arrêt, de justice ou de prison.

Toutefois, la gendarmerie empêche la divagation des fous dangereux, s'en saisit, ainsi que de ceux qui lui seraient signalés comme evadés des établissements d'aliénés, et les remet sur-le-champ a l'autorité civile locale.

Là s'arrête le rôle de la gendarmerie. En aucun cas, les aliénés ne doivent être déposés dans les chambres de sûreté.

306. Tout individu arrête en flagrant délit par la gendarmerie, dans les cas determinés par le présent décret, et contre lequel il n'est point intervenu de mandat d'arrêt ou un jugement de condamnation à des peines, en matiere correctionnelle ou criminelle, est conduit à l'instant même devant le procureur de la République; il ne peut être transféré ensuite dans une maison d'arrêt ou de justice qu'en vertu du mandat délivré par l'officier de police judiciaire.

307. Dans le cas seulement où, par effet de l'absence du procureur de la

République, le prévenu arrêté en flagrant délit ne peut être entendu immédiatement après l'arrestation, il est déposé dans l'une des salles de la mairie, où il est gardé à vue, ou dans la chambre de sûreté de la caserne, jusqu'à ce qu'il puisse être conduit devant l'officier de police; mais, sous aucun prétexte, cette conduite ne peut être différée au delà de vingt-quatre heures.

L'officier, sous-officier, brigadier ou gendarme qui a retenu plus longtemps le prévenu, sans le faire comparaître devant l'officier de police, est poursuivi comme coupable de détention arbitraire.

308. La gendarmerie constate par procès-verbal les infractions à la loi sur l'ivresse. Si un ivrogne cause du scandale sur la voie publique, elle le conduit ou aide la police locale, s'il y a lieu, à le conduire au violon municipal. A défaut de violon municipal, elle se borne à aviser l'autorité locale qui prendra telles mesures qu'elle jugera convenables.

Les ivrognes ne doivent être déposés dans les chambres de sûreté des casernes que s'il existe contre eux de réels motifs d'arrestation, par exemple dans le cas d'outrages à la gendarmerie, de rébellion ou de vagabondage.

309. La gendarmerie ne peut opérer en dehors de la circonscription qu'elle est normalement chargée de surveiller, à moins d'ordres spéciaux ou en cas de force majeure, par exemple quand elle est à la poursuite de malfaiteurs.

310. Si la gendarmerie est attaquée dans l'exercice de ses fonctions, elle requiert, de par la loi, l'assistance des citoyens présents à l'effet de lui prêter main-forte, tant pour repousser les attaques dirigées contre elle que pour assurer l'exécution des réquisitions et ordres dont elle est chargée.

311. Les gardes forestiers étant appelés à concourir, au besoin, avec la gendarmerie, pour le maintien de l'ordre ou de la tranquillité publique, et les brigades de la gendarmerie devant les seconder et leur prêter main-forte pour la répression des délits forestiers, les inspecteurs ou sous-inspecteurs des eaux et forêts et les commandants de la gendarmerie se donnent réciproquement connaissance des lieux de résidence des gardes forestiers et des brigades et postes de gendarmerie, pour assurer, de concert, l'exécution des mesures et des réquisitions, toutes les fois qu'ils doivent agir simultanément.

En ce qui concerne la sûrete générale, les gardes forestiers peuvent apporter le concours le plus efficace à la gendarmerie, soit par les renseignements que leur service leur permet de recueillir, soit même en livrant à la gendarmerie les coupables d'un attentat à cette sûreté générale, arrêtés par eux dans le cas de flagrant délit nettement et absolument caractérisé.

Du reste, il est essentiel, à ce sujet, que les militaires de la gendarmerie des différents grades soient en rapport permanent avec les agents ou fonctionnaires des administrations des eaux et forêts, des douanes et des contributions indirectes, de manière à combiner leur action avec celle de ces agents ou fonctionnaires, dans les conditions specifiées par les instructions privatives à ces trois services.

Enfin, au point de vue de la sûrete générale, des renseignements recueillis aupres des gardes champêtres, facteurs ruraux et cantonniers peuvent être d'une grande utilité.

312. Les gardes champêtres des communes sont placés sous la surveillance des commandants de brigades de gendarmerie; ces derniers inscrivent, sur le registre à ce destiné, les noms, âge et domicile de ces gardes champêtres, avec des notes sur leur conduite et leur manière de servir.

313. Les officiers, sous-officiers et brigadiers de gendarmerie s'assurent, dans leurs tournées, si les gardes champêtres remplissent bien les fonctions dont ils sont chargés; les commandants de compagnie ou d'arrondissement,

selon le cas, donnent connaissance aux préfets ou sous-préfets de ce qu'ils ont appris sur la moralité et le zèle de chacun d'eux.

314. Dans les cas urgents ou pour des objets importants, les sous-officiers et brigadiers de gendarmerie peuvent mettre en réquisition les gardes champêtres d'un canton, et les officiers ceux d'un arrondissement, soit pour les seconder dans l'exécution des ordres qu'ils ont reçus, soit pour le maintien de la police et de la tranquillité publique; mais ils sont tenus de donner avis de cette réquisition aux maires et aux sous-préfets, et de leur en faire connaître les motifs généraux.

315. Les officiers, sous-officiers et brigadiers de gendarmerie adressent, au besoin, aux maires, pour être remis aux gardes champêtres, le signalement des individus qu'ils ont l'ordre d'arrêter.

316. Les gardes champêtres sont tenus d'informer les maires, et ceux-ci les officiers ou sous-officiers et brigadiers de gendarmerie, de tout ce qu'ils découvrent de contraire au maintien de l'ordre et de la tranquillité publique; ils leur donnent avis de tous les délits qui ont été commis dans leurs territoires respectifs.

La gendarmerie, de son côté, les met à même par tous les renseignements utiles, donnés en temps opportun, de concourir avec elle à la répression des crimes et des délits, en cherchant à développer dans la plus large mesure leur initiative et leur bonne volonté.

317. Les cantonniers doivent obtempérer à toutes les demandes et réquisitions qui leur sont faites par la gendarmerie.

318. Dans le cas de soulèvement armé, mais seulement après entente avec le préfet ou le sous-préfet, les commandants de la gendarmerie peuvent mettre en réquisition les agents subalternes de toutes administrations publiques et des chemins de fer; ces réquisitions sont adressées aux chefs de ces administrations, qui sont tenus d'y obtempérer, à moins d'impossibilité dont ils devront justifier sous leur responsabilité.

319. Les officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes dans l'exercice de leurs fonctions et revêtus de leur uniforme ont le droit de s'introduire dans les enceintes, gares et débarcadères des chemins de fer, d'y circuler et stationner, en se conformant aux mesures de précautions déterminées par le ministre des travaux publics.

Ce droit est limité aux cas où les nécessités du service l'exigent, et ils doivent s'abstenir de suivre à pied les voies ferrées pour rentrer à leur résidence.

320. Les officiers, sous-officiers, brigadiers et gendarmes sont exempts des droits de péage et de passage des bacs, ainsi que les voitures, chevaux et personnes qui marchent sous leur escorte.

321. Les militaires de tout grade de la gendarmerie qui, d'après les règlements, jouissent de la franchise et du contre-seing des lettres et qui abusent de cette franchise pour une correspondance étrangère à leurs fonctions, seront punis disciplinairement.

322. Le corps de la garde républicaine conserve, en raison de la spécialité de son service, la constitution particulière qui lui a été donnée par les décrets d'organisation.

Instruction du 24 juin 1903,

Sur les réquisitions de la force armée.

. . . . . .

CHAPITRE II. — RECOMMANDATIONS SPÉCIALES.

Art. 16. Conformément à l'article 18 du décret du 4 octobre 1891, des instructions écrites, préparées par les commandants d'armes et approuvées par le com-

mandant de la région, doivent être données à l'avance, dans chaque place, en prévision des réquisitions de l'autorité civile pour le cas de troubles intérieurs.

Des plans d'ensemble peuvent être aussi préparés par les commandants des régions, avec l'approbation du ministre, ou peuvent être prescrits par le ministre de la guerre, s'il y a lieu, après accord avec les autres ministres intéressés, en vue de certaines éventualités d'un caractère général ou d'une gravité particulière.

17. En dehors des cas où la réquisition peut être exécutée par la simple mise en jeu des mesures préparées à l'avance, l'autorité militaire, saisie d'une réquisition, doit choisir les troupes à y employer parmi celles qui conviennent le mieux à son objet.

S'il s'agit d'une émeute, il sera généralement préférable de faire intervenir la cavalerie et l'on devra tout au moins faire appuyer l'infanterie par quelques troupes à cheval (cavalerie, gendarmerie ou à défaut artillerie).

S'il y a des obstacles matériels à briser, des ouvriers d'art des corps ou des détachements du génie ou d'artillerie seront adjoints aux troupes; même dans certains cas, des soldats sans fusil, mais néanmoins toujours munis de leur épée-baïonnette, pourront être commandés pour marcher en seconde ligne.

On évitera toujours de placer de faibles effectifs en présence d'agglomérations nombreuses.

Toute troupe appelée à marcher pour une réquisition doit être pourvue d'un tambour ou d'un clairon; les cartouches sont emportées, à moins d'ordre contraire donné par l'autorité militaire qui a reçu la réquisition.

18. En principe, tout détachement de troupe désigné pour l'exécution d'une réquisition doit être commandé par un officier.

Tout officier désigné pour ce servive doit, aux qualités d'énergie et de sang-froid indispensables à l'emploi d'une troupe dans ces circonstances délicates, joindre le tact nécessaire dans les rapports avec les autorités civiles, et doit veiller avec soin à ce qu'il ne soit porté aucune atteinte à la dignité en même temps qu'au prestige de la force armée dont il a la direction.

19. Dans l'exécution des réquisitions, les troupes requises doivent avoir pour règle de se renfermer exactement dans le mandat tracé par la réquisition et d'agir ouvertement, comme il convient à leur caractère.

Le commandant des troupes doit éviter, autant que possible, tout contact des troupes avec la population.

Il ne doit accepter que des cantonnements suffisamment resserrés et à l'abri d'une surprise. Il doit interdire aux militaires de tout grade l'entrée des lieux publics fréquentés par les perturbateurs ou les manifestants, ainsi que toute acceptation d'invitation chez les habitants.

Lorsqu'un conflit est à prévoir, il est indispensable qu'un représentant de l'autorité civile se trouve avec la troupe pour procéder aux arrestations et pour faire, s'il y a lieu, les sommations prescrites par la loi.

A défaut de représentants de l'autorité civile, les troupes doivent être assistées de la gendarmerie, pour que celle-ci procède aux arrestations; mais la gendarmerie n'ayant pas qualité pour faire, le cas échéant, les sommations légales, le commandant de la troupe ne doit pas appliquer l'article 3 de la loi du 7 juin 1848, sans la présence d'un magistrat civil.

Instruction du 20 août 1907,

Relative à la participation de l'armée au maintien de l'ordre public.

I. — PRINCIPES GÉNÉRAUX.

Art. 1er. Le maintien de l'ordre sur le territoire de la République incombe à l'autorité civile.

Il est assuré par la police, la gendarmerie et, subsidiairement, par les troupes de ligne (1).

L'autorité militaire ne peut agir qu'en vertu d'une réquisition de l'autorité civile (2).

II. — AUTORITÉS CIVILES QUI PEUVENT EXERCER LE DROIT DE RÉQUISITION.

2. Les autorités civiles qui sont en droit de faire des réquisitions de troupes de ligne, sont :

Les préfets, les sous-préfets, les maires, les adjoints aux maires, les procureurs généraux près les cours d'appel, les procureurs de la République près les tribunaux de première instance et leurs substituts, les présidents de cours ou de tribunaux, les juges d'instruction, les juges de paix et les commissaires de police (3).

3. Les pouvoirs conférés par l'article précédent aux magistrats de l'ordre judiciaire civil, s'appliquent aux magistrats de la justice militaire, présidents des conseils de guerre, commissaires du Gouvernement, rapporteurs et officiers de police judiciaire dans l'exercice de leurs fonctions.

Dans les cas urgents, les officiers et commandants de brigade de gendarmerie peuvent requérir directement l'assistance de la troupe qui est tenue de leur prêter main-forte.

4. Les présidents du Sénat et de la Chambre des députes ont, au point de vue des réquisitions, des droits spéciaux résultant de l'article 5 de la loi du 22 juillet 1879, ainsi conçu :

« Les présidents du Sénat et de la Chambre des députés sont chargés de veiller à la sûreté intérieure et extérieure de l'Assemblée qu'ils président.

« A cet effet, ils ont le droit de requérir la force armée et toutes les autorités dont ils jugent le concours nécessaire.

« Les réquisitions peuvent être adressées directement à tous les officiers, commandants ou fonctionnaires, qui sont tenus d'y obtempérer immédiatement sous les peines portées par les lois.

« Les présidents du Sénat et de la Chambre des députés peuvent déléguer leur droit de réquisition aux questeurs ou à l'un d'eux. »

5. Les réquisitions ne peuvent être données et exécutées que dans la circonscription de celui qui les donne et de celui qui les exécute (4).

6. Quand l'autorite militaire ne peut satisfaire à la fois aux réquisitions de plusieurs autorités civiles, elle obéit à celle qui émane de l'autorite hiérarchiquement la plus élevée (5). Si ces autorités sont de même rang, elle obéit à la réquisition qui lui paraît présenter le plus grand caractère d'urgence.

III. — AUTORITÉS MILITAIRES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE REQUISES.

7. Ces autorités sont :

Les chefs de postes et les commandants des gardes, piquets et patrouilles, dans les cas et conditions prevus par les articles 63 et 64 du décret du 4 octobre 1891 (6) ;

Les commandants d'armes, lorsque les troupes doivent agir sur place ou être employées dans un rayon maximum de dix kilomètres de leur garnison ;

(1) Ces mots, dans le sens de la loi du 26 juillet-3 août 1791, d'où ils sont extraits s'entendent des troupes de toutes armes.
(2) Art. 20 de la loi du 26 juillet-3 août 1791.
(3) Art. 64 du décret du 4 octobre 1891.
(4) Art. 19 de la loi du 26 juillet-3 août 1791.
(5) Art. 17 de la même loi.
(6) Art. 16 et 63 du décret du 4 octobre 1891.

Les généraux de brigade et de division commandant les subdivisions de region (1);

Les généraux commandant les régions ou les gouvernements militaires de Paris et de Lyon.

Et, dans les cas d'urgence, tous autres commandants de la force publique.

IV. — PRÉLIMINAIRES DE LA RÉQUISITION.

8. L'autorité civile est seule juge du moment où la force armée doit être requise.

Toutefois, elle a le devoir, sauf impossibilité absolue, dès que la tranquillite publique se trouve menacée, d'aviser de la situation, verbalement ou par écrit, par télégraphe ou téléphone, l'autorité militaire susceptible d'être requise, de la tenir au courant des phases diverses que présentent les événements et de lui fournir tous les éléments d'appréciation utiles pour que le secours qui sera requis puisse arriver en temps opportun et dans les conditions jugées nécessaires par l'autorité requérante.

9. L'autorité militaire, à son tour, prépare les mesures d'exécution qui sont la conséquence de ces communications en signalant, s'il y a lieu, à l'autorite requerante les difficultés d'ordre matériel qui paraîtraient s'opposer à la réalisation complète de ces mesures.

10. Afin d'éviter tout retard ou confusion, l'autorité civile ne fait connaître ses besoins qu'aux autorites militaires dénommées dans l'article 7. Elle ne doit s'adresser au ministre de la guerre ni directement ni par l'entremise du ministre de l'intérieur.

11. Lorsque les autorités civiles et militaires jugent à propos de se reunir pour se concerter et qu'elles ne sont pas d'accord sur le lieu de réunion, elles se rencontrent de droit à la mairie si la réquisition émane d'un magistrat municipal, et, dans tous les autres cas (2), chez celui des représentants de l'une ou de l'autre autorité dont le rang est le plus éleve dons l'ordre des préséances.

V. — FORME ET ENVOI DE LA RÉQUISITION.

12. Toute réquisition doit, sous peine d'être annulée, être faite par écrit, datée et signée et redigee dans la forme ci-après (3

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS,

« Nous, , requérons, en vertu de la loi, M. , commandant de prêter le secours des troupes de ligne nécessaires pour (indiquer d'une façon claire et precise l'objet de la réquisition et l'étendue de la zone dans laquelle la surveillance doit être exercée).

« Et pour la garantie dudit commandant, nous apposons notre signature.

« Fait à , le .

(*Signature*).

13. Si la réquisition établie dans la forme ci-dessus n'est pas remise en mains propres au représentant de l'autorite requise, elle peut lui être adressée sous pli postal ou par télegramme officiel.

Sous quelque forme qu'elle soit reçue, elle est executoire dès sa réception. Toutefois, lorsqu'elle est adressée par voie télégraphique, elle doit être suivie d'une confirmation ecrite par le plus prochain courrier.

Le chef militaire qui, avant d'avoir reçu cette confirmation, procède à l'exe-

(1) Art. 9 de la loi du 8-10 juillet 1791.
(2) Art. 17 de la loi du 26 juillet-3 août 1791.
(3) Art 22 de la même loi.

cution de la requisition, est couvert par la présente instruction qui lui tiendra lieu d'ordre par écrit.

14. Indépendamment de la remise ou de l'envoi de la réquisition, l'autorité requerante peut adresser à l'autorité requise une communication écrite, télégraphique ou verbale, lui faisant connaître ses appreciations personnelles sur les dispositions à prendre, notamment sur les points suivants :

Moment le plus favorable pour l'arrivée des troupes ;
Points à occuper ;
Modes d'accès de la troupe à ces points ;
Conduite générale à tenir par la troupe à l'arrivée ;
Effectifs et nature des troupes à employer.

VI. — OBLIGATIONS RESPECTIVES DE L'AUTORITÉ REQUÉRANTE ET DE L'AUTORITÉ REQUISE.

15. L'autorité requise fait connaître d'urgence et par la voie la plus rapide, à l'autorité requérante, la date et l'heure auxquelles lui sera parvenu, soit l'écrit, soit le télégramme qui aura porté la réquisition à sa connaissance.

16. Si la réquisition n'est pas faite dans les conditions indiquées aux articles 12 et 13, l'autorité militaire signale, par les voies les plus rapides, à l'autorité civile, l'irrégularité qu'elle contient et lui notifie l'impossibilité dans laquelle elle se trouve d'y obtempérer en l'état.

17. Si la réquisition est régulière en la forme, l'autorité militaire en assure l'exécution sans en discuter l'objet ni la teneur (1). Elle procède à cette execution sans en référer à l'autorité qui lui est hierarchiquement supérieure et immédiatement après réception de l'écrit ou du télégramme qui constate la réquisition.

18. Tant que dure l'effet de la requisition, l'autorité militaire reste seule juge des moyens de son exécution (2). Il lui appartient notamment de fixer définitivement les effectifs et la nature des troupes à employer. Elle les détermine en tenant compte des ressources dont elle peut disposer dans l'étendue de son commandement et dans celle de la zone de renforcement qui lui est attribuée par le ministre de la guerre.

19. Toutefois, l'autorité militaire, en vue de maintenir la continuite de son entente avec l'autorité civile, assure l'exécution de la réquisition dans les conditions suivantes :

Au cours de la période de préparation, elle tient le plus grand compte possible des avis qui ont pu lui être donnes par l'autorité civile dans la communication mentionnée à l'article 14.

Au cours de la période d'exécution, elle doit, à moins de cas de force majeure, consulter l'autorité civile sur la convenance et l'opportunité des moyens d'action qu'elle se propose d'employer (3).

20. De son côté, l'autorité civile doit transmettre à l'autorité militaire toutes les informations de nature à l'intéresser et se tenir constamment prête à repondre aux demandes d'avis qui peuvent lui être adressées.

21. Les représentants des autorités civile et militaire, sur l'initiative de l'un d'eux, ont toujours la faculté de se réunir en vue de délibérer sur les difficultes qui peuvent se présenter en cours d'execution (4).

(1) Art. 9 du titre III de la loi du 8-10 juillet 1791.
(2) Art. 17 du titre III de la loi du 8-10 juillet 1791 et art. 23 de la loi du 26 juillet-3 août 1791.
(3) Art. 9 du titre III de la loi du 8-10 juillet 1791, et art. 16 du même titre de la même loi.
(4) Art. 16 du titre III de la loi du 8-10 juillet 1791.

D'une façon générale, il leur est expressément recommandé de se pénétrer constamment de cette pensée qu'ils ont pour devoir supérieur de s'unir et de s'aider en vue d'assurer le maintien de l'ordre public, et ne s'inspirer que des interêts généraux dont la charge leur est confiée.

22. Dans tous les cas, soit que des circonstances imprévues viennent à modifier l'objet primitif de la réquisition, soit qu'un désaccord vienne à se produire sur son interprétation et sa portée, l'autorité requérante peut toujours substituer une réquisition nouvelle à la réquisition primitive.

VII. — DE L'USAGE DES ARMES.

23. Conformément à l'article 25 de la loi du 3 août 1791, les troupes requises font usage de leurs armes dans les cas suivants :

1° Si des violences ou voies de fait sont exercées contre elles ;

2° Si elles ne peuvent défendre autrement le terrain qu'elles occupent ou les postes dont elles sont chargées.

Dans tous les autres cas, elles ne peuvent agir que sur la réquisition de l'autorité civile.

En cas d'attroupement sur la voie publique, s'il n'y a pas d'officier civil sur les lieux, le commandant de la troupe doit aviser immédiatement l'officier civil le plus voisin, et l'on procède ensuite conformément à l'article 3 de la loi du 7 juin 1848 lequel est ainsi conçu :

« Lorsqu'un attroupement armé ou non armé se sera forme sur la voie publique, le maire ou l'un de ses adjoints, à leur défaut le commissaire de police ou tout autre agent ou dépositaire de la force publique et du pouvoir exécutif, portant l'écharpe tricolore, se rendra sur les lieux de l'attroupement.

« Un roulement de tambour (1) annoncera l'arrivée du magistrat.

« Si l'attroupement est armé, le magistrat lui fera sommation de se dissoudre et de se retirer.

« Cette première sommation restant sans effet, une seconde sommation précédée d'un roulement de tambour (1) sera faite par le magistrat.

« En cas de résistance, l'attroupement sera dissipe par la force.

« Si l'attroupement est sans armes, le magistrat, après le premier roulement de tambour (1), exhortera les citoyens à se disperser. S'ils ne se retirent pas, trois sommations seront successivement faites.

« En cas de resistance, l'attroupement sera dissipé par la force. »

Mais si la force armée en présence de l'attroupement se trouve dans l'un des deux premiers cas prévus par le présent article, elle fera usage de ses armes encore bien que les formes prescrites par l'article 3 de la loi du 7 juin 1848 n'aient pu être observées. Néanmoins le commandant de la troupe, lorsque la soudaineté de l'attaque ne lui en enlèvera pas les moyens, devra avertir les assaillants soit par un ou plusieurs roulements de tambour, soit par une ou plusieurs sonneries de « garde à vous », soit par des avis répétés à haute voix que l'emploi des armes va être ordonné.

Avant d'agir il laissera s'écouler autant de temps que le permettra la sécurité de sa troupe ou la conservation des postes confiés à son honneur militaire.

VIII. — FIN DE LA RÉQUISITION.

24. Le concours des troupes ne prend fin que lorsque l'autorité requérante a notifie à l'autorité requise, par écrit ou par télégramme officiel, la levée de sa réquisition.

Lorsque sa mission est ainsi terminée, le commandant des troupes accuse

(1) Si la troupe n'a pas de tambour, le roulement de tambour peut être remplacé par une sonnerie de « garde à vous ».

réception à l'autorité requérante de la levée de sa réquisition et informe ses chefs hiérarchiques.

IX. — SANCTIONS.

25. Les responsabilités des autorités des divers ordres dans les réquisitions sont définies par les articles suivants du Code pénal. — V. *infrà*, C. pén., art. 114, 188, 189, 190, 191 et 234.

L'article 234 du Code pénal s'applique aux autorités militaires qui ont été saisies directement d'une réquisition.

Quant à celles qui ont reçu d'une autorité militaire supérieure des ordres relatifs à l'exécution d'une réquisition et qui ne se sont pas conformées à ces ordres, elles sont passibles de l'article 218 du Code de justice militaire.

X. — RÉQUISITIONS INDIVIDUELLES.

26. En vertu de l'article 106 du Code d'instruction criminelle, tout dépositaire de la force publique, et par conséquent tout militaire, est en état de réquisition légale et permanente, sans qu'il soit besoin d'une réquisition écrite de l'autorité civile, lorsqu'en cas de crimes ou de délits flagrants, il s'agit de s'assurer de la personne du prévenu.

En conséquence, et conformément à l'article 168 du décret du 4 octobre 1891, tout militaire en uniforme doit prêter spontanément main-forte, même au péril de sa vie, à la gendarmerie, ainsi qu'aux autres agents de l'autorité, lorsque ceux-ci sont en uniforme ou revêtus de leurs insignes.

En outre, s'il n'y a pas d'officier de police présent sur les lieux, tout militaire doit se saisir du malfaiteur et le remettre à la gendarmerie ou à l'autorité de police la plus voisine.

XI. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

27. Sont abrogées toutes les instructions et circulaires contraires à la présente instruction, notamment l'instruction du 24 juin 1903, sauf les articles 16 à 19 de cette dernière instruction.

V. *la circulaire du ministre de la guerre du* 31 *août* 1907 *pour l'application de l'Instruction du* 20 *août* 1907 (*Journ. off. du* 31 *août* 1907).

Art. 10. Les préfets des départements, et le préfet de police à Paris, pourront faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne, de faire tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir, conformément à l'article 8 ci-dessus.

R. v° *Instr. crim.*, 252 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 383 s. — **T.** (87-97), v° *Instr. crim.*, 1 s.

Le préfet peut charger un commissaire de police de saisir des lettres à la poste hors le cas de flagrant délit, alors que par lui-même ce commissaire ne pourrait y procéder que si le délit était flagrant. — Trib. confl. 25 mars 1889 (3 arrêts), D. P. 90. 3. 65.

CHAPITRE II.

Des maires, des adjoints de maire et des commissaires de police.

Art. 11. Les commissaires de police, et, dans les communes où il n'y en a point, les maires, au défaut de ceux-ci les adjoints de maire, rechercheront les contraventions de police, même celles qui sont sous la surveil-

lance spéciale des gardes forestiers et champêtres, à l'égard desquels ils auront concurrence et même prévention.

Ils recevront les rapports, dénonciations et plaintes qui seront relatifs aux contraventions de police.

Ils consigneront, dans les procès-verbaux qu'ils rédigeront à cet effet, la nature et les circonstances des contraventions, le temps et le lieu ou elles auront été commises, les preuves ou indices à la charge de ceux qui en seront présumés coupables. — *Instr.* 16, 20, 48 s., 154, 279.

Art. 12. Dans les communes divisées en plusieurs arrondissements, les commissaires de police exerceront ces fonctions dans toute l'étendue de la commune où ils sont établis, sans pouvoir alléguer que les contraventions ont été commises hors de l'arrondissement particulier auquel ils sont préposés.

Ces arrondissements ne limitent ni ne circonscrivent leurs pouvoirs respectifs, mais indiquent seulement les termes dans lesquels chacun d'eux est plus spécialement astreint à un exercice constant et régulier de ses fonctions.

Art. 13. Lorsque l'un des commissaires de police d'une même commune se trouvera légitimement empêché, celui de l'arrondissement voisin est tenu de le suppléer, sans qu'il puisse retarder le service pour lequel il sera requis, sous prétexte qu'il n'est pas le plus voisin du commissaire empêché, ou que l'empêchement n'est pas légitime ou n'est pas prouvé.

Art. 14. Dans les communes où il n'y a qu'un commissaire de police, s'il se trouve légitimement empêché, le maire, ou, au défaut de celui-ci, l'adjoint de maire, le remplacera tant que durera l'empêchement. — *Instr.* 9, 11.

Art. 15. Les maires ou adjoints de maire remettront a l'officier par qui sera rempli le ministère public près le tribunal de police, toutes les pièces et renseignements, dans les trois jours au plus tard, y compris celui où ils ont reconnu le fait sur lequel ils ont procédé. — *Instr.* 18, 20, 144.

R. v° *Instr. crim.*, 280 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 411 s.

CHAPITRE III.

Des gardes champêtres et forestiers.

Art. 16. Les gardes champêtres et les gardes forestiers, considérés comme officiers de police judiciaire, sont chargés de rechercher, chacun dans le territoire pour lequel ils auront été assermentés, les délits et les contraventions de police qui auront porté atteinte aux propriétés rurales et forestières.

Ils dresseront des procès-verbaux à l'effet de constater la nature, les circonstances, le temps, le lieu des délits et des contraventions, ainsi que les preuves et les indices qu'ils auront pu en recueillir.

Ils suivront les choses enlevées dans les lieux où elles auront été transportées, et les mettront en séquestre : ils ne pourront néanmoins s'introduire dans les maisons, ateliers, bâtiments, cours adjacentes et enclos, si ce n'est en présence, soit du juge de paix, soit de son suppléant, soit du commissaire de police, soit du maire du lieu, soit de son adjoint; et le procès-

verbal qui devra en être dressé sera signé par celui en présence duquel il aura été fait.

Ils arrêteront et conduiront devant le juge de paix ou devant le maire tout individu qu'ils auront surpris en flagrant délit ou qui sera dénoncé par la clameur publique, lorsque ce délit emportera la peine d'emprisonnement ou une peine plus grave.

Ils se feront donner, pour cet effet, main-forte par le maire ou par l'adjoint du maire du lieu, qui ne pourra s'y refuser. — *Instr.* 9, 11, 17, 154; *Pen.* 184; *For.* 5, 160, 188; *T. cr.* 37.

Décret du 19 juillet 1791, *relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle* (**R.** v° *Lois codifiées*, p. 229).

TITRE Ier. — POLICE MUNICIPALE.

Règles à suivre pour les officiers municipaux ou les citoyens commis par la municipalité pour constater les contraventions de police.

Art. 9. A l'égard des lieux ou tout le monde est admis indistinctement, tels que cafés, cabarets, boutiques et autres, les officiers de police pourront toujours y entrer, soit pour prendre connaissance des desordres et contraventions aux reglements, soit pour verifier les poids et mesures, le titre des matières d'or et d'argent, la salubrite des comestibles et medicaments.

10. Ils pourront aussi entrer en tout temps dans les maisons où l'on donne habituellement a jouer des jeux de hasard, mais seulement sur la designation qui leur en aurait eto donnee par deux citoyens domicilies.

Ils pourront également entrer en tout temps dans les lieux livrés notoirement a la debauche.

Constitution de la République française du 22 frimaire an VIII (**R.** v° *Droit constitutionnel*, p. 314).

TITRE VII. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 76. La maison de toute personne habitant le territoire français est un asile inviolable.

Pendant la nuit, nul n'a le droit d'y entrer que dans le cas d'incendie, d'inondation, ou de reclamation faite de l'intérieur de la maison.

Pendant le jour, on peut y entrer pour un objet special determine ou par une loi, ou par un ordre emané d'une autorite publique.

Lorsqu'il s'agit de pénétrer dans le domicile des citoyens, le temps de nuit doit se déterminer d'après l'article 1037 *du Code de procédure civile, et s'entendre conséquemment de l'espace compris entre six heures du soir et six heures du matin du* 1er *octobre au* 31 *mars, et entre neuf heures du soir et quatre heures du matin du* 1er *avril au* 30 *septembre. — Mais, malgré la détermination de l'heure légale du commencement du temps de nuit, une perquisition commencée pendant le jour ne doit pas cesser à l'instant même où cette heure légale vient à sonner.*

R. vis *Garde champêtre*, 1 s.; *Instr. crim.*, 290 s.; *Procès-verbal*, 572 s. — **S.** vis *Garde champêtre*, 1 s.; *Proc. crim.*, 427 s.; *Procès-verbal*, 157 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art 16-17, nos 1 s.

Art. 17. Les gardes champêtres et forestiers sont, comme officiers de police judiciaire, sous la surveillance du procureur du Roi [*du procureur de la République*], sans préjudice de leur subordination à l'égard de leurs supérieurs dans l'Administration. — *Instr.* 9.

R. v° *Garde champêtre*, 13 s. — **S.** *eod.* v°, 13

Art. 18. Les gardes forestiers de l'Administration, des communes et des établissements publics, remettront leurs procès-verbaux au conservateur, inspecteur ou *sous-inspecteur* forestier, dans le délai fixé par l'article 15.

L'officier qui aura reçu l'affirmation sera tenu, dans la huitaine, d'en donner avis au procureur du Roi [*au procureur de la République*]. — *Instr.* 15, 22, 182; *For.* 170; *Ordonn.* 1er *août* 1827, *art.* 27, 181.

R. Vo *Procès-verbal*, 572 s. — **S.** *eod.* vo, 157 s.

Art. 19. (*L.* 31 *décembre* 1906.) Le conservateur, inspecteur ou inspecteur adjoint, fera citer les prévenus ou les personnes civilement responsables devant le tribunal correctionnel ou le tribunal de simple police. — *Instr.* 179, 182; *For.* 159, 206; *T. cr.* 71-1° *et* 2°.

Ancien art. 19. — *Le conservateur, inspecteur ou* sous-inspecteur, *fera citer les prévenus ou les personnes civilement responsables devant le tribunal correctionnel.*

Art. 20. Les procès-verbaux des gardes champêtres des communes, et ceux des gardes champêtres et forestiers des particuliers, seront, lorsqu'il s'agira de simples contraventions, remis par eux, dans le délai fixé par l'article 15, au commissaire de police de la commune chef-lieu de la justice de paix, ou au maire dans les communes où il n'y a point de commissaire de police; et lorsqu'il s'agira d'un délit de nature à mériter une peine correctionnelle, la remise sera faite au procureur du Roi [*au procureur de la République*]. — *Instr.* 15, 22, 144, 182; *T. cr.* 90.

R. Vo *Procès-verbal*, 280.

Art. 21. Si le procès-verbal a pour objet une contravention de police, il sera procédé par le commissaire de police de la commune chef-lieu de la justice de paix, par le maire, ou, à son défaut, par l'adjoint de maire, dans les communes où il n'y a point de commissaire de police, ainsi qu'il sera réglé au chapitre Ier, titre Ier, du livre II du présent Code. — *Instr.* 137 *à* 178.

Sur les formes de procéder visées par l'art. 21, V. *infrà*, art. 137 s.

Loi du 28 septembre 1791, *concernant les biens et usages ruraux et la police rurale* (**R.** Vo *Droit rural*, p. 208).

TITRE Ier. — DES BIENS ET DES USAGES RURAUX.

. . . . . .

SECTION VII. — *Des gardes champêtres.*

Art. 1er. Pour assurer les propriétés et conserver les récoltes, il pourra être établi des gardes champêtres dans les municipalités, sous la juridiction des juges de paix, et sous la surveillance des officiers municipaux. Ils seront nommés par le conseil général de la commune, et ne pourront être changés ou destitués que dans la même forme. (V. *infrà*, *L.* 5 *avr.* 1884, *art.* 102.)

2. Plusieurs municipalités pourront choisir et payer le même garde champêtre, et une municipalité pourra en avoir plusieurs. Dans les municipalités où il y a des gardes établis pour la conservation des bois, ils pourront remplir les deux fonctions. (V. *infrà*, *L.* 5 *avr.* 1884, *art.* 102.)

3. Les gardes champêtres seront payés par la communauté ou les communautés, suivant le prix déterminé par le conseil général; les gages seront prélevés sur les amendes qui appartiendront en entier à la communauté. Dans le cas où elles ne suffiraient pas aux salaires des gardes, la somme qui manquerait serait répartie au marc la livre de la contribution foncière, mais serait à la charge de l'exploitant; toutefois les gages des gardes des bois communaux seront prélevés sur le produit de ces bois, et séparés des gages de ceux qui conservent les autres propriétés rurales.

4. Dans l'exercice de leurs fonctions, les gardes champêtres pourront porter toutes sortes d'armes qui seront jugées leur être nécessaires par le directoire du département. Ils auront sur le bras une plaque de métal ou d'étoffe, où seront inscrits ces mots : *La loi*, le nom de la municipalité, celui du garde.

5. Les gardes champêtres seront âgés au moins de vingt-cinq ans; ils seront recon-

nus pour gens de bonnes mœurs, et ils seront reçus par le juge de paix; il leur fera prêter le serment de veiller à la conservation de toutes les proprietes qui sont sous la foi publique, et de toutes celles dont la garde leur aura ete confiee par l'acte de leur nomination.

6. Ils feront, affirmeront et déposeront leurs rapports devant le juge de paix de leur canton, ou l'un de ses assesseurs (suppléants), ou feront devant l'un ou l'autre leurs déclarations. Leurs rapports, ainsi que leurs déclarations, lorsqu'ils ne donneront lieu qu'a des reclamations pécuniaires, feront foi en justice pour tous les délits mentionnes dans la police rurale, sauf la preuve contraire.

7. Ils seront responsables des dommages, dans le cas où ils négligeront de faire, dans les vingt-quatre heures, les rapports des délits.

8. La poursuite des delits ruraux sera faite au plus tard dans le delai d'un mois, soit par les parties lesées, soit par le procureur de la commune ou ses substituts, s'il y en a, soit par des hommes de loi commis à cet effet par la municipalité, faute de quoi il n'y aura plus lieu à poursuite. (*Instr. crim.*, 643.)

TITRE II. — DE LA POLICE RURALE.

Art. 1er. La police des campagnes est specialement sous la juridiction des juges de paix et des officiers municipaux, et sous la surveillance des gardes champêtres et de la gendarmerie nationale.

Décret du 20 messidor an III, *qui ordonne l'établissement de gardes champêtres dans toutes les communes rurales* (**R.** v° *Garde champêtre*, p. 266). — Art 4. Tout proprietaire aura le droit d'avoir pour ses domaines un garde champêtre; il sera tenu de le faire agréer par le conseil général de la commune, et confirmer par le district : ce droit ne pourra l'exempter néanmoins de contribuer au traitement du garde de la commune.

Décret du 28 mars 1852, *sur les commissariats de police* (**D. P.** 52. 4. 111). — Art. 3. Le commissaire de police pourra requerir, au besoin, les gardes champêtres et les gardes forestiers de son canton. Ces gardes devront l'informer de tout ce qui interessera la tranquillité publique.

Loi du 5 avril 1884, *sur l'organisation municipale* (**D. P.** 84. 4. 25). — Art. 102. Toute commune peut avoir un ou plusieurs gardes champêtres. Les gardes champêtres sont nommés par le maire; ils doivent être agréés et commissionnés par le sous-préfet ou par le prefet dans l'arrondissement du chef-lieu. Le prefet ou le sous-prefet devra faire connaître son agrément ou son refus d'agréer dans le délai d'un mois. Ils doivent être assermentés. Ils peuvent être suspendus par le maire. La suspension ne pourra durer plus d'un mois; le prefet peut seul les revoquer.

En dehors de leurs fonctions relatives à la police rurale, les gardes champêtres sont chargés de rechercher, chacun dans le territoire pour lequel il est assermenté, les contraventions aux règlements et arrêtes de police municipale. Ils dressent des procès-verbaux pour constater ces contraventions.

Loi du 12 avril 1892, *relative aux arrêtés administratifs agréant des gardes particuliers* (**D. P.** 92. 4. 43). — Art. 1er. Les préfets pourront, par décision motivée, le proprietaire et le garde entendus ou dûment appelés, rapporter les arrêtés agreant les gardes particuliers.

2. La demande tendant à faire agréer les gardes particuliers sera déposée à la prefecture. Il en sera donne récépisse. Après l'expiration du delai d'un mois, le propriétaire qui n'aura pas obtenu de réponse pourra se pourvoir devant le ministre.

Sur les textes ci-dessus rapportés et relatifs aux gardes champêtres communaux et aux gardes particuliers, **V. R.** vis *Garde champêtre*, 1 s.; *Garde particulier*, 1 s.; **S.** vis *Commune*, 228 s.; *Garde champêtre*, 1 s.; *Garde particulier*, 2 s.; **C. adm. ann.**, t. 1, v° *Commune*, p. 607, nos 5842 s.

Les procès-verbaux dresses par les gardes champêtres, en matière de police rurale, doivent être affirmés dans les vingt-quatre heures, et ce délai se compte par heures et non par jour; par suite, le procès-verbal qui ne contient pas l'indication de l'heure de la rédaction aussi bien que l'heure de l'affirmation, lorsqu'il n'est pas affirme le jour même où il a ete dressé, ne constate pas par lui-même l'observation de la formalité de l'affirmation dans le delai prescrit et est dépourvu de toute valeur legale. — Cr. c. 4 fevr. 1904, D. P. 1909. 1. 288. — Cr. c. 23 oct. 1908, D. P. 1909. 5. 37.

En ce qui concerne les commissaires de police, leur organisation et leurs attri-

butions, **V. R.** v° *Commissaire de police*, 1 s.; **S.** *eod. v°*, 1 s.; **C. adm. ann.**, t. 1, v° *Commune*, p. 612 n°s 6013. — V. *en outre le décret du 30 dec.* 1907 *instituant douze brigades régionales de police mobile ayant pour mission exclusive de seconder l'autorité judiciaire dans la recherche et la répression des crimes et delits de droit commun* (**Bull. Dalloz,** 1908, p. 68); *la circulaire du ministre de la justice du 4 avr.* 1908 *relative aux brigades régionales de police mobile et à leurs rapports avec les autorités judiciaires* (**Bull. Dalloz,** 1908, p. 175; — *Journ. off. du 5 avr.* 1908) *et la circulaire du ministre de l'intérieur du 4 avr.* 1908 *relative aux attributions et au fonctionnement des brigades régionales de police mobile* (**Bull. Dalloz,** 1908, p. 177).

Sur les gardes forestiers, **V. C. for. ann.,** art. 94, 97 s., 102, 117, 159 s. — V. *aussi* **R.** v° *Garde forestier*, 1 s.; **S.** v°s *Commune*, 304, 308; *Garde forestier*; **C. adm. ann.,** t. 1, v° *Commune*, p. 611, n°s 5967 s.

CHAPITRE IV.

Des procureurs du Roi [*des procureurs de la République*] et de leurs substituts.

SECTION PREMIÈRE.

De la compétence des procureurs du Roi [*des procureurs de la République*] relativement à la police judiciaire.

Art. 22. Les procureurs du Roi [*les procureurs de la République*] sont charges de la recherche et de la poursuite de tous les délits dont la connaissance appartient aux tribunaux de police correctionnelle ou aux cours d'assises. — *Instr.* 32, 46, 47, 51.

R. v° *Instr. crim*, 309 s. — **S.** v° *Proc. crim*, 453 s.

Art. 23. Sont également compétents pour remplir les fonctions délégguées par l'article précédent, le procureur du Roi [*le procureur de la République*] du lieu du crime ou délit, celui de la résidence du prévenu et celui du lieu où le prévenu pourra être trouvé. — *Instr.* 29, 63, 69.

R. v°s *Compét. crim.*, 69; *Instr. crim.*, 312. — **V.** *infrà*, **art. 63 et 69.**

Art. 24. Ces fonctions, lorsqu'il s'agira de crimes ou de délits commis hors du territoire français, dans les cas énoncés aux articles 5, 6 et 7, seront remplies par le procureur du Roi [*le procureur de la République*] du lieu où résidera le prévenu, ou par celui du lieu où il pourra être trouvé, ou par celui de sa dernière résidence connue. — *Instr.* 5, 6, 7.

R. v° *Instr. crim.*, 312 s. — **S.** v°s *Compét. crim.*, 127; *Proc. crim.*, 495.

Art. 25. Les procureurs du Roi [*les procureurs de la République*] et tous autres officiers de police judiciaire auront, dans l'exercice de leurs fonctions, le droit de requérir directement la force publique. — *Instr.* 8, 99, 108, 376.

Décret du 26 juillet 1791, *relatif à la réquisition et à l'action de la force publique contre les attroupements* (**R.** v° *Attroupement*, p. 443). — Art. 22. Les réquisitions adressées aux commandants, soit des troupes de ligne, soit des gardes nationales, soit de la gendarmerie nationale, seront faites par écrit et dans la forme suivante :

« Nous..., requérons, en vertu de la loi, N..., commandant, etc., de prêter le secours de troupes de ligne, ou de la gendarmerie nationale, ou de la garde nationale, nécessaire pour repousser les brigands, etc., prévenir ou dissiper les attroupements, etc., ou pour assurer le payement de, etc., ou pour procurer l'exécution de tel jugement ou telle ordonnance de police, etc.

« Pour la garantie dudit ou desdits commandants, nous apposons notre signature. »

R. v° *Instr. crim.*, 267, 315, 316. — **S.** v° *Proc. crim.*, 403, 458.

Art. 26. Le procureur du Roi [*le procureur de la République*] sera, en cas d'empêchement, remplacé par son substitut, ou, s'il a plusieurs substituts, par le plus ancien. S'il n'a pas de substitut, il sera remplacé par un juge commis à cet effet par le président. — *Pr.* 84.

L'article 26 a été modifié et complété par les textes suivants :

Décret du 18 août 1810,

Contenant règlement sur l'organisation des tribunaux de première instance et des tribunaux de police (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1501).

Art. 17. Les procureurs impériaux qui auront quatre substituts pourront en désigner spécialement deux pour remplir les fonctions d'officier de police judiciaire.

Notre procureur impérial à Paris déléguera ces fonctions à six de ses substituts...

18. Les procureurs impériaux qui auront deux substituts pourront aussi en charger un spécialement des fonctions d'officier de police judiciaire.

19. Le procureur impérial sera toujours le maître de changer la destination qu'il aura donnée à ses substituts. Il pourra aussi, toutes les fois qu'il le jugera convenable, remplir lui-même les fonctions qu'il leur aura spécialement déléguées : le tout sans préjudice des autres dispositions du titre 3 de notre décret du 30 mars 1808, relatives aux droits et aux devoirs des officiers du ministère public dans les tribunaux de première instance.

20. En cas d'absence ou d'empêchement d'un procureur impérial ayant plusieurs substituts, il sera suppléé par le plus ancien de ceux qui ne seront point chargés spécialement des fonctions d'officier de police judiciaire; et, en cas d'empêchement des substituts eux-mêmes, par un juge ou un suppléant désigné par le tribunal.

21. Les procureurs impériaux qui n'auront qu'un substitut seront aussi, en cas d'absence ou d'empêchement, suppléés par ce substitut, et, à son défaut, par un juge (*ou par un auditeur, s'il y en a près du tribunal, ayant l'âge de vingt-deux ans*) ou enfin par un suppléant.

22. En cas d'absence ou d'empêchement de l'un des substituts chargés spécialement des fonctions d'officier de police judiciaire dans le ressort d'un même tribunal, il sera suppléé par le substitut chargé des mêmes fonctions dans la partie la plus voisine de son quartier ou de sa résidence; et, à défaut de celui-ci, par un autre substitut que le procureur impérial commettra pour cet effet, s'il ne juge à propos de remplir lui-même lesdites fonctions.

Loi du 10 décembre 1830,

Qui supprime les juges auditeurs, les conseillers auditeurs et statue sur les juges suppléants (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1506).

Art. 3. Les juges suppléants pourront être appeles aux fonctions du ministère public, si les besoins du service l'exigent.

A Paris, le quart des juges suppléants sera attaché au service du ministère public, sous les ordres du procureur du Roi.

R. v^is *Instr. crim.*, 317 ; *Ministère public*, 23 s. — **V. aussi C. instr. crim. ann.,** p. 124.

Art. 27. Les procureurs du Roi [*les procureurs de la République*] seront tenus, aussitôt que les délits parviendront à leur connaissance, d'en donner avis au procureur général près la cour royale [*la cour d'appel*], et d'exécuter ses ordres relativement à tous actes de police judiciaire. — *Instr.* 249, 250, 274, 275.

R. v° *Instr. crim.*, 318.

Art. 28. Ils pourvoiront à l'envoi, à la notification et à l'exécution des ordonnances qui seront rendues par le juge d'instruction, d'après les règles qui seront ci-après établies au chapitre *Des juges d'instruction.* — *Instr.* 59 *à* 90.

R. v° *Instr. crim.*, 319 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 458.

SECTION II.

Mode de procéder des procureurs du Roi [*des procureurs de la République*] dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 29. Toute autorité constituée, tout fonctionnaire ou officier public, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquerra la connaissance d'un crime ou d'un délit, sera tenu d'en donner avis sur-le-champ au procureur du Roi [*au procureur de la République*] près le tribunal dans le ressort duquel ce crime ou délit aura été commis ou dans lequel le prévenu pourrait être trouvé, et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs. — *Instr.* 30, 358; *Pr.* 505, 509 s.; *Pén.* 373.

R. v° *Instr. crim.*, 457 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 644 s

Art. 30. Toute personne qui aura été témoin d'un attentat, soit contre la sûreté publique, soit contre la vie ou la propriété d'un individu, sera pareillement tenue d'en donner avis au procureur du Roi [*au procureur de la République*], soit du lieu du crime ou délit, soit du lieu où le prévenu pourra être trouvé. — *Instr.* 323, 358; *Civ.* 727; *Pén.* 373.

R. v° *Instr. crim.*, 466 s. — **S.** *eod. v°*, 652 s.

Art. 31. Les dénonciations seront rédigées par les dénonciateurs, ou par leurs fondés de procuration spéciale, ou par le procureur du Roi [*le procureur de la République*] s'il en est requis; elles seront toujours signées par le procureur du Roi [*le procureur de la République*] à chaque feuillet, et par les dénonciateurs ou par leurs fondés de pouvoir.

Si les dénonciateurs ou leurs fondés de pouvoir ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention.

La procuration demeurera toujours annexée à la dénonciation; et le dénonciateur pourra se faire délivrer, mais à ses frais, une copie de sa dénonciation. — *Instr.* 63, 65, 358, 359; *T. cr*, 48, 65.

R. v° *Instr. crim.*, 470 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 652 s.

Art. 32. Dans tous les cas de flagrant délit, lorsque le fait sera de nature à entraîner une peine afflictive ou infamante, le procureur du Roi [*le procureur de la République*] se transportera sur le lieu, sans aucun retard, pour y dresser les procès-verbaux nécessaires à l'effet de constater le corps du délit, son état, l'état des lieux, et pour recevoir les déclarations des personnes qui auraient été présentes, ou qui auraient des renseignements à donner.

Le procureur du Roi [*le procureur de la République*] donnera avis de son transport au juge d'instruction, sans être toutefois tenu de l'attendre pour procéder, ainsi qu'il est dit au présent chapitre. — *Instr.* 11, 46, 60; *Pén.* 7, 8; *T. cr.* 88.

R. v° *Instr. crim.*, 322 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 461 s., 499.

Il a été jugé que les règles relatives aux cas de crime ou de delit flagrant sont applicables même dans le cas où il y a seulement *tentative* de crime ou de delit. — Limoges, 10 févr. 1888, D. P. 89. 2. 244.

V. *la loi du 20 mai* 1863, *sur l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels*, *infrà*, sous le tit Ier du liv. II.

Art. 33. Le procureur du Roi [*le procureur de la République*] pourra aussi, dans le cas de l'article précédent, appeler à son procès-verbal les parents, voisins ou domestiques, présumés en état de donner des éclaircissements sur le fait; il recevra leurs déclarations, qu'ils signeront : les déclarations reçues en conséquence du présent article et de l'article précédent seront signées par les parties, ou, en cas de refus, il en sera fait mention. — *Instr.* 42, 60.

R. vis *Instr. crim.*, 333, *Serment*, 163; *Témoin*, 335. — **S.** v° *Proc. crim.*, 463 s.

Art. 34. Il pourra défendre que qui que ce soit sorte de la maison, ou s'éloigne du lieu, jusqu'après la clôture de son procès-verbal.

Tout contrevenant à cette défense sera, s'il peut être saisi, déposé dans la maison d'arrêt : la peine encourue pour la contravention sera prononcée par le juge d'instruction, sur les conclusions du procureur du Roi [*du procureur de la République*], après que le contrevenant aura été cité et entendu, ou par défaut s'il ne comparait pas, sans autre formalité ni délai, et sans opposition ni appel.

La peine ne pourra excéder dix jours d'emprisonnement et cent francs d'amende. — *Instr.* 32, 46, 504; *Pr.* 88; *T. cr.* 71.

Art. 35. Le procureur du Roi [*le procureur de la République*] se saisira des armes et de tout ce qui paraitra avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime ou le délit, ainsi que tout ce qui paraîtra en avoir été le produit, enfin de tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité : il interpellera le prévenu de s'expliquer sur les choses saisies qui lui seront représentées; il dressera du tout un procès-verbal, qui sera signé par

le prévenu, ou mention sera faite de son refus. — *Instr.* 38, 46, 89, 154; *T. cr.* 37.

Art. 36. Si la nature du crime ou du délit est telle, que la preuve puisse vraisemblablement être acquise par les papiers ou autres pièces et effets en la possession du prévenu, le procureur du Roi [*le procureur de la République*] se transportera de suite dans le domicile du prévenu, pour y faire la perquisition des objets qu'il jugera utiles à la manifestation de la vérité. — *Instr.* 37, 89; *Pén.* 184; *T. cr.* 88.

R. v° *Instr. crim.*, 334 s., 360. — **S.** v° *Proc. crim.*, 466 s.

Art. 37. S'il existe, dans le domicile du prévenu, des papiers ou effets qui puissent servir à conviction ou à décharge, le procureur du Roi [*le procureur de la République*] en dressera procès-verbal, et se saisira desdits effets ou papiers. — *Instr.* 38, 89, 190, 329, 474; *T. cr.* 37.

R. v° *Instr. crim.*, 344 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 470 s.

1. La perquisition pratiquée dans le cabinet de l'avocat ou dans l'etude de l'avoué ne saurait amener la saisie des pièces déposées chez l'avocat ou l'avoue, *en leur qualité*, par une partie qui leur a confié sa défense. — Cr. c. 12 mars 1886, D. P. 86. 1. 345. — Comp. : Nancy, 5 (*et non* 8) mai 1892, et, sur pourvoi, Req. 13 févr. 1893, D P. 93. 1. 193.

2. D'une manière plus générale, le droit de saisie rencontre une limite dans le droit supérieur de la défense, et le principe de la libre défense commande d'affranchir de toute entrave les communications des accuses avec leurs conseils. — Cr. c. 12 mars 1886 (motifs), precite.

3. D'où il resulte, non seulement qu'il n'est point permis de saisir dans le domicile des avocats et des avoués les papiers et lettres missives qu'ils ont reçus de leurs clients, mais aussi, par une consequence nécessaire, qu'il n'est pas permis de saisir, avant qu'elles leur soient parvenues, les lettres qui leur sont envoyées. — Même arrêt.

4. Des objets saisis, tels que des lettres et un carnet, peuvent être placés sous enveloppe cachetéc; il n'est pas néccssaire qu'ils soient clos et cachetés.—Com. d'instr. près Haute-Cour de justice, 20 oct. 1899, D. P. 1903. 2. 345, et la note de M. Sarrut.

5 C'est seulement lors de la saisio que la loi exige la presence de l'inculpe pour la mise des objets sous scellés; le juge d'instruction peut ouvrir une enveloppe cachetee renfermant des pieces saisies, les examiner et placer sous scelle celles qu'il juge utiles à l'instruction, le tout hors la présence de l'inculpé, sans qu'il en resulte aucune nullite. — Même arrêt.

Art. 38. Les objets saisis seront clos et cachetés, si faire se peut; ou s'ils ne sont pas susceptibles de recevoir des caractères d'écriture, ils seront mis dans un vase ou dans un sac, sur lequel le procureur du Roi [*le procureur de la République*] attachera une bande de papier qu'il scellera de son sceau. — *Instr.* 35, 39, 89; *T. cr.* 37.

Art. 39. Les opérations prescrites par les articles précédents seront faites en présence du prévenu, s'il a été arrêté; et s'il ne veut ou ne peut y assister, en présence d'un fondé de pouvoir qu'il pourra nommer. Les objets lui seront présentés à l'effet de les reconnaître et de les parapher, s'il y a lieu; et, au cas de refus, il en sera fait mention au procès-verbal. — *Instr.* 35 *à* 38, 89.

R. v° *Instr. crim.*, 351 s.

Art. 40. Le procureur du Roi [*le procureur de la République*], audit cas de flagrant délit, et lorsque le fait sera de nature à entraîner peine afflictive ou infamante, fera saisir les prévenus présents contre lesquels il existerait des indices graves.

Si le prévenu n'est pas présent, le procureur du Roi [*le procureur de la République*] rendra une ordonnance à l'effet de le faire comparaître; cette ordonnance s'appelle *mandat d'amener*.

La dénonciation seule ne constitue pas une présomption suffisante pour décerner cette ordonnance contre un individu ayant domicile.

Le procureur du Roi [*le procureur de la République*] interrogera sur-le-champ le prévenu amené devant lui. — *Instr.* 30, 32, 34, 45, 46, 91; *L.* 20 *mai* 1863, *art.* 1er; *T. cr.* 71.

R. vo *Instr. crim.*, 357 s., 611 s. — **S.** vo *Proc. crim.*, 461, 478 s., 499.

Art. 41. Le délit qui se commet actuellement, ou qui vient de se commettre, est un flagrant délit.

Seront aussi réputés flagrant délit, le cas où le prévenu est poursuivi par la clameur publique, et celui où le prévenu est trouvé saisi d'effets, armes, instruments ou papiers faisant présumer qu'il est auteur ou complice, pourvu que ce soit dans un temps voisin du délit. — *Instr.* 46.

R. vo *Instr. crim.*, 323 s. — **S.** vo *Proc. crim*, 460 s.

V. *la loi du 20 mai* 1863, *sur l'instruction des flagrants délits*, *infrà*, sous le tit. Ier du liv. II.

Art. 42. Les procès-verbaux du procureur du Roi [*du procureur de la République*], en exécution des articles précédents, seront faits et rédigés en la présence et revêtus de la signature du commissaire de police de la commune dans laquelle le crime ou le délit aura été commis, ou du maire, ou de l'adjoint du maire, ou de deux citoyens domiciliés dans la même commune.

Pourra néanmoins le procureur du Roi [*le procureur de la République*] dresser les procès-verbaux sans assistance de témoins, lorsqu'il n'y aura pas possibilité de s'en procurer tout de suite.

Chaque feuillet du procès-verbal sera signé par le procureur du Roi [*le procureur de la République*] et par les personnes qui y auront assisté: en cas de refus ou d'impossibilité de signer de la part de celles-ci, il en sera fait mention.

R. vo *Instr. crim*, 363 s.

Art. 43. Le procureur du Roi [*le procureur de la République*] se fera accompagner, au besoin, d'une ou de deux personnes présumées, par leur art ou profession, capables d'apprécier la nature et les circonstances du crime ou délit. — *Instr.* 44; *T. cr.* 16, 88, 90.

Art. 44. S'il s'agit d'une mort violente, ou d'une mort dont la cause soit inconnue et suspecte, le procureur du Roi [*le procureur de la République*] se fera assister d'un ou de deux officiers de santé, qui feront leur rapport sur les causes de la mort et sur l'état du cadavre.

Les personnes appelées, dans les cas du présent article et de l'article précédent, prêteront devant le procureur du Roi [*le procureur de la République*] le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en leur honneur et conscience. — *T. cr.* 16, 90.

R. vis *Expert*, 396 s.; *Instr. crim.*, 366 s.; *Serment*, 101 s. — **S.** vis *Expert*, 181 s.; *Proc. crim.*, 480 s.; *Serment*, 23 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 43-44, nos 1 s.

1. Les experts qui ont déjà opéré en vertu d'un serment, et qui font, dans la même affaire, de nouvelles visites et de nouveaux rapports, n'ont pas besoin, en

principe, de prêter serment de nouveau avant de commencer chacune de leurs operations. — Cr. r. 20 janv. 1893, D. P. 95. 1. 213.

2. Les réquisitions adressées, conformement à l'art. 44, par le procureur de la Republique à des médecins a fin de l'accompagner pour constater les causes de la mort d'un individu présumé assassiné, et les requisitions réitérees trois jours apres, sont réellement faites en cas de flagrant delit, et, par suite, le refus de satisfaire a ces requisitions justifie l'application de l'art. 475, nº 12, c. pen. — Cr. c. 15 mars 1890, D. P. 92. 5. 540.

3. La disposition de l'art. 44 c instr. crim., suivant laquelle les experts doivent prêter le serment de faire leur rapport et de donner leur avis en honneur et conscience, constitue une formalite substantielle et doit précéder l'accomplissement de la mission des experts — Cr. c. 24 déc. 1904, D P. 1905. 1. 206 — Cr. c. 2 fevr. 1907, D. P. 1907. 1. 336. — Cr. c. 14 fevr 1907, D. P. 1907 1. 371.

4. En matiere correctionnelle, les expertises etant regies, non par le Code de procédure civile, mais par les art. 43 et 44 c. instr. crim., la presence des parties aux operations des experts commis par le tribunal correctionnel n'est pas necessaire. — Cr. r. 13 juill. 1906, D. P. 1907. 1. 365.

5. Un expert, qui a redigé un rapport dans une procédure annulee, peut être charge d'une nouvelle expertise dans la même affaire. — Cr. r. 22 juin 1905, D. P. 1909. 1. 431.

Art. 45. Le procureur du Roi [*le procureur de la République*] transmettra sans délai au juge d'instruction les procès-verbaux, actes, pièces et instruments dressés ou saisis en conséquence des articles précédents, pour être procédé ainsi qu'il sera dit au chapitre *Des juges d'instruction;* et cependant le prévenu restera sous la main de la justice en état de mandat d'amener. — *Instr.* 60.

R. vº *Instr. crim.*, 372.

Art. 46. Les attributions faites ci-dessus au procureur du Roi [*au procureur de la Republique*] pour les cas de flagrant délit auront lieu aussi toutes les fois que, s'agissant d'un crime ou délit, même non flagrant, commis dans l'intérieur d'une maison, le chef de cette maison requerra le procureur du Roi [*le procureur de la République*] de le constater. — *Instr.* 32 s., 49, 52; *Pén.* 184; *T. cr.* 88.

R. vº *Instr. crim.*, 373 s. — **S.** vº *Proc. crim*, 481.

Art. 47. Hors les cas énoncés dans les articles 32 et 46, le procureur du Roi [*le procureur de la République*] instruit, soit par une dénonciation, soit par toute autre voie, qu'il a été commis dans son arrondissement un crime ou un délit, ou qu'une personne qui en est prévenue se trouve dans son arrondissement, il (*sic*) sera tenu de requérir le juge d'instruction d'ordonner qu'il en soit informé, même de se transporter, s'il est besoin, sur les lieux, à l'effet d'y dresser tous les procès-verbaux nécessaires, ainsi qu'il sera dit au chapitre *Des juges d'instruction.* — *Instr.* 22, 29, 61; *T. cr.* 88.

R. vº *Instr. crim.*, 63, 240, 322, 477, 556; *Ministère public*, 260. — **S.** vis *Ministère public*, 187; *Proc. crim.*, 552 s, 655.

1. Il résulte de la combinaison des art. 32, 46, 47, 61, 217, 241 et 276 du présent Code que, hors les cas prévus par les art. 32 et 46 précites, les officiers du ministere public ne peuvent, sans violer les règles de la competence et intervertir l'ordre des juridictions, faire aucun acte d'instruction. — Cr. c. 16 juill. 1892, D. P. 93. 1. 431. — Comp. Cr. r. 7 août 1902, D. P. 1903. 5. 421.

2. ... Ni deleguer, pour faire des actes d'instruction, aucun magistrat ou officier de police judiciaire. — Cr. c. 16 juill. 1892, precité.

3. Hors les cas de flagrant délit et les cas assimiles, le procureur de la Republique ne peut que .. *requérir le juge d'instruction d'informer.* — Même arrêt.

CHAPITRE V.

Des officiers de police auxiliaires du procureur du Roi [*du procureur de la République*].

Art. 48. Les juges de paix, les officiers de gendarmerie, les commissaires généraux de police, recevront les dénonciations de crimes ou délits commis dans les lieux où ils exercent leurs fonctions habituelles. — *Instr.* 30, 31, 49.

R. v° *Instr. crim.*, 380 s — **S.** v° *Proc. crim*, 496 s.

Art. 49. Dans le cas de flagrant délit, ou dans le cas de réquisition de la part d'un chef de maison, ils dresseront les procès-verbaux, recevront les déclarations des témoins, feront les visites et les autres actes qui sont, auxdits cas, de la compétence des procureurs du Roi [*des procureurs de la République*], le tout dans les formes et suivant les règles établies au chapitre *Des procureurs du Roi* [*Des procureurs de la Republique*]. — *Instr.* 32 *à* 46, 50, 51; *T. cr.* 88.

R. v^is *Commissaire de police*, 52; *Instr. crim*. 322 s. — **S.** v° *Proc. crim*, 463 s., 197.

Art. 50. Les maires, adjoints de maire, et les commissaires de police, recevront également les dénonciations et feront les actes énoncés en l'article précédent, en se conformant aux mêmes règles. — *Instr.* 30, 31, 32 *à* 46, 49, 51; *T. cr.* 88.

R. v° *Instr. crim.*, 380. — **S.** v° *Proc. crim.*, 496 s.

Art. 51. Dans les cas de concurrence entre les procureurs du Roi [*les procureurs de la République*] et les officiers de police énoncés aux articles précédents, le procureur du Roi [*le procureur de la République*] fera les actes attribués à la police judiciaire : s'il a été prévenu, il pourra continuer la procédure, et autoriser l'officier qui l'aura commencée à la suivre. — *Instr.* 22; *T. cr.* 88.

R. v° *Instr. crim.*, 382 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 501 s.

Art. 52. Le procureur du Roi [*le procureur de la Republique*], exerçant son ministère dans les cas des articles 32 et 46, pourra, s'il le juge utile et nécessaire, charger un officier de police auxiliaire de partie des actes de sa competence. — *Instr.* 483; *T. cr.* 88.

R. v° *Instr. crim.*, 384 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 501 s.

Art. 53. Les officiers de police auxiliaires renverront sans délai les dénonciations, procès-verbaux et autres actes par eux faits dans les cas de leur compétence, au procureur du Roi [*au procureur de la Républiqus*], qui sera tenu d'examiner sans retard les procédures, et de les transmettre, avec les réquisitions qu'il jugera convenables, au juge d'instruction. — *Instr.* 61, 64.

Art. 54. Dans le cas de dénonciation de crimes ou délits autres que ceux qu'ils sont directement chargés de constater, les officiers de police judiciaires transmettront aussi sans délai au procureur du Roi [*au procureur de la République*] les dénonciations qui leur auront été faites ; et le procureur du Roi [*le procureur de la République*] les remettra au juge d'instruction, avec son réquisitoire. — *Instr.* 30, 48-50.

R. v° *Instr. crim.*, 387 s., 484. — **S.** v° *Proc crim.*, 500.

CHAPITRE VI.

Des juges d'instruction.

SECTION PREMIÈRE.

Du juge d'instruction.

Art. 55. (*L.* 17 *juillet* 1856.) Il y aura, dans chaque arrondissement, un juge d'instruction, nommé pour trois ans, par décret impérial [*du président de la République*] ; il pourra être continué plus longtemps, et conservera séance au jugement des affaires civiles, suivant le rang de sa réception.

Il pourra être établi plusieurs juges d'instruction dans les arrondissements où les besoins du service l'exigeront.

Ancien art. 55. — *Il y aura, dans chaque arrondissement communal, un juge d'instruction. Il sera choisi par Sa Majesté parmi les juges du tribunal civil, pour trois ans : il pourra être continué plus longtemps ; et il conservera séance au jugement des affaires civiles, suivant le rang de sa réception.*

R. v° *Instr. crim.*, 389 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 505 s. — *Loi du* 17 *juillet* 1856 : **D. P.** 56. 4. 123.

Art. 56. (*L.* 17 *juillet* 1856.) Les juges d'instruction seront pris parmi les juges titulaires ; ils pourront aussi être pris parmi les juges suppléants.

Dans les tribunaux ou le service l'exigera, un juge suppléant pourra, par décret impérial [*du président de la République*], être temporairement chargé de l'instruction, concurremment avec le juge d'instruction titulaire.

Ancien art. 56. — *Il sera établi un second juge d'instruction dans les arrondissements où il pourrait être nécessaire ; ce juge sera membre du tribunal civil. Il y aura à Paris six juges d'instruction.*

S. v° *Proc. crim.*, 508 s. — *Loi du* 17 *juillet* 1856 **D. P.** 56. 4. 123.

V. *aussi l'ordonnance du* 16 *oct.* 1822, *art.* 7, *sur le traitement des juges suppléants chargés de l'instruction* (**R.** v° *Organisation judiciaire*, p. 1565).

Art. 57. Les juges d'instruction seront, quant aux fonctions de police judiciaire, sous la surveillance du procureur général près la cour royale [*la cour d'appel*]. — *Instr.* 279, 280, 483.

R. v° *Instr. crim.*, 406 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 515 s.

Art. 58. Dans les villes où il n'y a qu'un juge d'instruction, s'il est

absent, malade ou autrement empêché, le tribunal de première instance désignera l'un des juges de ce tribunal pour le remplacer. — *Instr.* 56.

R. v° *Instr. crim.*, 399 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 511 s.

1. Ce n'est que par une mesure d'ordre intérieur et de service que les affaires sont reparties. — Paris, 4 juill. 1888, D. P. 90. 2. 200.

2. Jugé, en conséquence, que, lorsque plusieurs juges d'instruction exercent leurs fonctions dans le même tribunal, la procédure peut, en cas d'empêchement, être mise à fin par un juge autre que celui qui en avait accompli les premiers actes. — Même arrêt.

SECTION II.

Fonctions du juge d'instruction.

DISTINCTION PREMIÈRE.

Des cas de flagrant délit.

Art. 59. Le juge d'instruction, dans tous les cas réputés flagrant délit, peut faire directement et par lui-même tous les actes attribués au procureur du Roi [*au procureur de la République*], en se conformant aux règles établies au chapitre *Des procureurs du Roi* [*Des procureurs de la République*] *et de leurs substituts*. Le juge d'instruction peut requérir la présence du procureur du Roi [*du procureur de la République*], sans aucun retard néanmoins des opérations prescrites dans ledit chapitre. — *Instr.* 32 *à* 40, 41, 46; *T. cr.* 88.

R. v° *Instr. crim.*, 424 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 543 s.

V. *la loi du* 20 *mai* 1863, *sur l'instruction des flagrants délits*, *infrà*, sous le tit. Ier du liv. II.

Art. 60. Lorsque le flagrant délit aura déjà été constaté, et que le procureur du Roi [*le procureur de la République*] transmettra les actes et pièces au juge d'instruction, celui-ci sera tenu de faire sans délai l'examen de la procédure.

Il peut refaire les actes ou ceux des actes qui ne lui paraîtraient pas complets. — *Instr.* 45, 59, 61; *T. cr.* 88

R. v° *Instr. crim.*, 439. — **S.** v° *Proc. crim.*, 593.

V. *aussi la loi du* 8 *décembre* 1897, *infrà*, Appendice au liv. Ier.

DISTINCTION II.

De l'instruction.

§ 1er. — Dispositions générales.

Art. 61. (*L.* 17 *juillet* 1856.) Hors les cas de flagrant délit, le juge d'instruction ne fait aucun acte d'instruction ou de poursuite qu'il n'ait donné communication de la procédure au procureur impérial [*au procureur de la République*], qui pourra, en outre, requérir cette communication à

toutes les époques de l'information, à la charge de rendre les pièces dans les vingt-quatre heures.

Néanmoins, le juge d'instruction délivrera, s'il y a lieu, le mandat d'amener et même le mandat de dépôt, sans que ces mandats doivent être précédés des conclusions du procureur impérial [*du procureur de la République*]. — *Instr.* 47, 70, 91, 94; *T. cr.* 71.

Ancien art. 61. — *Hors les cas de flagrant délit, le juge d'instruction ne fera aucun acte d'instruction et de poursuite qu'il n'ait donné communication de la procédure au procureur impérial. Il la lui communiquera pareillement lorsqu'elle sera terminée; et le procureur impérial fera les réquisitions qu'il jugera convenables, sans pouvoir retenir la procédure plus de trois jours. — Néanmoins le juge d'instruction délivrera, s'il y a lieu, le mandat d'amener, et même le mandat de dépôt, sans que ces mandats doivent être précédés des conclusions du procureur impérial.*

R. v° *Instr. crim.*, 424 s, 440 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 543 s.

Loi du 17 *juillet* 1856 : **D. P.** 56. 4. 123.

1. Bien que le juge d'instruction ne puisse se saisir d'autres faits sans un nouveau requisitoire, il doit cependant constater dans ses procès-verbaux tout ce qu'on lui déclare et tout ce qu'il découvre quant à des crimes et délits étrangers à la poursuite, et en donner avis sur-le-champ au procureur de la République. — Rennes, 3 nov. 1887, D. P. 88. 2. 233.

2. Décidé, en ce sens, que le juge d'instruction a compétence pour constater à la charge des prévenus tous les faits delictueux advenus à sa connaissance au cours de l'instruction regulièrement ouverte contre eux. — Même arrêt.

3. ... Specialement que les actes d'instruction qu'il accomplit pour arriver à la constatation de ces nouveaux délits (par exemple, la commission d'un expert) ont pour effet d'en interrompre la prescription, alors même qu'il n'aurait pas été requis d'informer à ce sujet. — Même arrêt.

Art. 62. Lorsque le juge d'instruction se transportera sur les lieux, il sera toujours accompagné du procureur du Roi [*du procureur de la République*] et du greffier du tribunal. — *Instr.* 59, 87; *T. cr.* 88.

R. v° *Instr. crim.*, 555 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 781 s.

§ 2. — Des plaintes.

Art. 63. Toute personne qui se prétendra lésée par un crime ou délit, pourra en rendre plainte et se constituer partie civile devant le juge d'instruction, soit du lieu du crime ou délit, soit du lieu de la résidence du prévenu, soit du lieu où il pourra être trouvé. — *Instr.* 23, 64, 69; *T. cr.* 42, 160.

R. v^is *Compét. crim.*, 65 s.; *Instr. crim.*, 411 s., 488 s. — **S.** v^is *Compét. crim.*, 21 s.; *Proc. crim.*, 533 s., 661 s. — **T.** (87-97), v° *Compét. crim.*, 24 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 63, n^os 1 s.

1. La personne qui, usant du droit de réponse conferé par l'art. 13 de la loi du 29 juill. 1881, n'a pas obtenu l'insertion de sa lettre rectificative, peut assigner, a son choix, le journal devant le tribunal de tout lieu ou il a ete publie et distribué. — Pau, 24 janv. 1883, D. P. 83. 2. 117, et, sur pourvoi, Cr. r. 10 nov. 1883, D. P. 84. 1. 370. — Cr. r. (sur nouveau pourvoi) 27 févr. 1885, D. P. 85. 1. 379. — Cr. r. 14 févr. 1889, D. P. 90. 1. 187.

2. Lorsque le prevenu a une residence fixe distincte de son domicile, c'est elle, a l'exclusion du domicile, qui détermine la compétence. — Dijon, 10 mai 1893, et, sur pourvoi, Cr. r. 16 juin 1893, D. P. 94. 1. 458-459.

3. Lorsque le prevenu, de retour dans l'arrondissement où il a son domicile, a été arrêté dans cet arrondissement, le tribunal est competent. — Dijon, 10 mai 1893, précite.

4. ... Encore bien que ladite arrestation ait eu lieu à raison d'infractions autres que celle dont les indices ont éte revelés au cours de l'information première. — Même arrêt.

5. Le delit d'affiliation à une congréga-

tion non autorisee, réprime par la loi du 1er juill 1901, a le caractere d'un délit successif ou continu ; il peut être poursuivi non seulement au domicile du congreganiste, mais partout où cette qualite s'est manifestée par des actes qu'elle rend delictueux. — Cr. r. 25 juill. 1902, D. P. 1903. 1. 67, et les conclusions de M. le procureur général Baudouin.

Art. 64. Les plaintes qui auraient été adressées au procureur du Roi [*au procureur de la République*] seront par lui transmises au juge d'instruction avec son réquisitoire ; celles qui auraient été présentées aux officiers auxiliaires de police, seront par eux envoyées au procureur du Roi [*au procureur de la République*], et transmises par lui au juge d'instruction, aussi avec son réquisitoire.

Dans les matières du ressort de la police correctionnelle, la partie lésée pourra s'adresser directement au tribunal correctionnel dans la forme qui sera ci-après réglée. — *Instr.* 47, 61, 63, 70, 182, 272.

R. v° *Instr. crim.*, 488 s. — **S.** v° *Proc. crim*, 661 s.

Art. 65. Les dispositions de l'article 31 concernant les dénonciations seront communes aux plaintes. — *T. cr.* 42.

R. v° *Instr. crim.*, 189. — **S.** v° *Proc. crim.*, 663 s.

Art. 66. Les plaignants ne seront réputés partie civile, s'ils ne le déclarent formellement, soit par la plainte, soit par acte subséquent, ou s'ils ne prennent, par l'un ou par l'autre, des conclusions en dommages-intérêts : ils pourront se départir dans les vingt-quatre heures ; dans le cas du désistement, ils ne sont pas tenus des frais depuis qu'il aura été signifié, sans préjudice néanmoins des dommages-intérêts des prévenus, s'il y a lieu. — *Instr.* 1, 4, 63, 67, 358 ; *T. cr.* 42, 157.

R. v° *Instr. crim.*, 497 s — **S.** v° *Proc. crim.*, 676 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 66, nos 1 s.

1. L'audition, comme temoin, de la partie civile n'est pas une cause de nullite lorsqu'il ne s'est produit aucune opposition ni de la part du ministere public, ni de la part des accuses. — Cr. r. 12 sept. 1889, D. P. 90. 1. 287.

2. Aucun texte n'exige que la partie civile qui intervient soit representee par un avoue ; elle peut soutenu elle-même ou par un fonde de pouvoir autre qu'un avoue sa demande en dommages-interêts en matiere criminelle. — Même arrêt.

3. Le desistement de la plainte non accepte par le prevenu n'enleve pas au tribunal saisi par la citation le droit de statuer sur les dommages-intérêts reclamés par le prévenu, si la plainte est reconnue injuste et préjudiciable. — Rennes, 6 avr. 1892, D. P. 92 2. 502.

Art. 67. Les plaignants pourront se porter partie civile en tout état de cause jusqu'à la clôture des débats : mais en aucun cas leur désistement après le jugement ne peut être valable, quoiqu'il ait eté donné dans les vingt-quatre heures de leur déclaration qu'ils se portent partie civile. — *Instr.* 1, 3, 66, 335, 359.

R. v° *Instr. crim.*, 512 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 688 s.

1. L'intervention de la partie civile est recevable en police correctionnelle, tant que les débats ne sont pas clos. — Paris, 15 nov. 1902, D. P. 1903 2. 232.

2. La partie lésée par un delit qui ne s'est pas portee partie civile en premiere instance ne peut pas prendre cette qualite pour la première fois en appel. — Lyon, 15 mars 1888, D. P. 89. 2. 259. — Paris, 5 août 1890, D. P. 93. 1. 56. — Alger, 16 nov. 1895, D. P. 96. 2. 95. — Cr r 12 fevr. 1904, D P 1905 1 81.

Art. 68. Toute partie civile qui ne demeurera pas dans l'arrondissement communal où se fait l'instruction, sera tenue d'y élire domicile par acte passé au greffe du tribunal.

A défaut d'élection de domicile par la partie civile, elle ne pourra opposer le défaut de signification contre les actes qui auraient dû lui être signifiés aux termes de la loi. — *Instr.* 118, 187, 355; *Pr.* 61; *T. cr.* 42.

R. v° *Instr. crim.*, 538 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 738.

Art. 69. Dans le cas où le juge d'instruction ne serait ni celui du lieu du crime ou délit, ni celui de la résidence du prévenu, ni celui du lieu où il pourra être trouvé, il renverra la plainte devant le juge d'instruction qui pourrait en connaître. — *Instr.* 23, 63.

R. v° *Instr. crim.*, 495. — **S.** v° *Proc. crim.*, 537 s.

Art. 70. Le juge d'instruction compétent pour connaître de la plainte en ordonnera la communication au procureur du Roi [*au procureur de la République*], pour être par lui requis ce qu'il appartiendra. — *Instr.* 47, 61.

R. v° *Instr. crim.*, 496, 556. — **S.** v° *Proc. crim*, 557.

§ 3. — De l'audition des témoins.

Art. 71. Le juge d'instruction fera citer devant lui les personnes qui auront été indiquées par la dénonciation, par la plainte, par le procureur du Roi [*le procureur de la République*] ou autrement, comme ayant connaissance, soit du crime ou délit, soit de ses circonstances. — *Instr.* 72 *à* 86, 189, 315, 510.

Art. 72. Les témoins seront cités par un huissier, ou par un agent de la force publique, à la requête du procureur du Roi [*du procureur de la République*]. — *Instr.* 28, 170, 324; *T. cr.* 71.

Art. 73. Ils seront entendus séparément, et hors de la présence du prévenu, par le juge d'instruction, assisté de son greffier. — *Instr.* 62, 75, 317; *Pr.* 262.

Art. 74. Ils représenteront, avant d'être entendus, la citation qui leur aura été donnée pour déposer; et il en sera fait mention dans le procès-verbal. — *Instr.* 72, 77, 324.

Art. 75. Les témoins prêteront serment de dire toute la vérité, rien que la vérité; le juge d'instruction leur demandera leurs noms, prénoms, âge, état, profession, demeure, s'ils sont domestiques, parents ou alliés des parties, et à quel degré : il sera fait mention de la demande, et des réponses des témoins. — *Instr.* 77, 79, 155, 317, 322; *Pr.* 262.

Art. 76. Les dépositions seront signées du juge, du greffier, et du témoin, après que lecture lui en aura été faite et qu'il aura déclaré y persister : si le témoin ne veut ou ne peut signer, il en sera fait mention.

Chaque page du cahier d'information sera signée par le juge et par le greffier. — *Instr.* 77; *Pr.* 274.

Art. 77. Les formalités prescrites par les trois articles précédents seront remplies, à peine de cinquante francs d'amende contre le greffier,

même, s'il y a lieu, de prise à partie contre le juge d'instruction. — *Instr.* 112, 164; *Pr.* 509 *à* 516.

Art. 78. Aucune interligne ne pourra être faite ; les ratures et les renvois seront approuvés et signés par le juge d'instruction, par le greffier et par le témoin, sous les peines portées en l'article précédent. Les interlignes, ratures et renvois non approuvés, seront réputés non avenus. — *Instr.* 163, 195, 196, 211, 242, 312, 337, 347, 372, 395.

Art. 79. Les enfants de l'un et de l'autre sexe, au-dessous de l'âge de quinze ans, pourront être entendus, par forme de déclaration et sans prestation de serment. — *Instr.* 75, 155, 189, 211, 317.

Art. 80. Toute personne citée pour être entendue en témoignage sera tenue de comparaître et de satisfaire à la citation : sinon, elle pourra y être contrainte par le juge d'instruction, qui, à cet effet, sur les conclusions du procureur du Roi [*du procureur de la République*], sans autre formalité ni délai, et sans appel, prononcera une amende qui n'excédera pas cent francs, et pourra ordonner que la personne citée sera contrainte par corps à venir donner son témoignage. — *Instr.* 81, 86, 92, 157, 189, 304, 355, 356; *Pr.* 263, 264; *T. cr.* 71.

Art. 81. Le témoin ainsi condamné à l'amende sur le premier défaut, et qui, sur la seconde citation, produira devant le juge d'instruction des excuses légitimes, pourra, sur les conclusions du procureur du Roi [*du procureur de la République*], être déchargé de l'amende. — *Instr.* 158, 189, 356; *Pén.* 378; *Pr.* 265; *T. cr.* 71.

Art. 82. Chaque témoin qui demandera une indemnité, sera taxé par le juge d'instruction. — *T. cr.* 27, 28, 91, 96, 135.

Art. 83. Lorsqu'il sera constaté, par le certificat d'un officier de santé, que des témoins se trouvent dans l'impossibilité de comparaître sur la citation qui leur aura été donnée, le juge d'instruction se transportera en leur demeure, quand ils habiteront dans le canton de la justice de paix du domicile du juge d'instruction.

Si les témoins habitent hors du canton, le juge d'instruction pourra commettre le juge de paix de leur habitation à l'effet de recevoir leur déposition, et il enverra au juge de paix des notes et instructions qui feront connaître les faits sur lesquels les témoins devront déposer. — *Pr.* 266; *T. cr.* 88.

Art. 84. Si les témoins résident hors de l'arrondissement du juge d'instruction, celui-ci requerra le juge d'instruction de l'arrondissement dans lequel les témoins sont résidants de se transporter auprès d'eux pour recevoir leurs dépositions.

Dans le cas où les témoins n'habiteraient pas le canton du juge d'instruction ainsi requis, il pourra commettre le juge de paix de leur habitation, à l'effet de recevoir leurs dépositions, ainsi qu'il est dit dans l'article précédent. — *Instr.* 83, 303; *T. cr.* 88.

Art. 85. Le juge qui aura reçu les dépositions en conséquence des articles 83 et 84 ci-dessus, les enverra closes et cachetées au juge d'instruction du tribunal saisi de l'affaire. — *Instr.* 26, 103.

Art. 86. Si le témoin auprès duquel le juge se sera transporté dans les cas prévus par les trois articles précédents, n'était pas dans l'impossibilité de comparaître sur la citation qui lui avait été donnée, le juge décernera un mandat de dépôt contre le témoin et l'officier de santé qui aura délivré le certificat ci-dessus mentionné.

La peine portée en pareil cas sera prononcée par le juge d'instruction du même lieu, et sur la réquisition du procureur du Roi [*du procureur de la République*], en la forme prescrite par l'article 80. — *Pén.* 160, 236; *T. cr.* 42.

R. v° *Témoin*, 282 s. — S. *eod. v°*, 97 s.

§ 4. — Des preuves par écrit et des pièces de conviction.

Art. 87. Le juge d'instruction se transportera, s'il en est requis, et pourra même se transporter d'office dans le domicile du prévenu, pour y faire la perquisition des papiers, effets, et généralement de tous les effets qui seront jugés utiles à la manifestation de la vérité. — *Instr.* 36, 62, 88; *T. cr.* 88.

Art. 88. Le juge d'instruction pourra pareillement se transporter dans les autres lieux où il présumerait qu'on aurait caché les objets dont il est parlé dans l'article précédent. — *Instr.* 36, 37; *T. cr.* 88.

Art. 89. Les dispositions des articles 35, 36, 37, 38 et 39, concernant la saisie des objets dont la perquisition peut être faite par le procureur du Roi [*le procureur de la République*], dans les cas de flagrant délit, sont communes au juge d'instruction. — *T. cr.* 37.

Art. 90. Si les papiers ou les effets dont il y aura lieu de faire la perquisition sont hors de l'arrondissement du juge d'instruction, il requerra le juge d'instruction du lieu où l'on peut les trouver, de procéder aux opérations prescrites par les articles précédents. — *Instr.* 84, 103, 431, 464; *T. cr.* 37, 88.

R. v° *Instr. crim*, 559 s. — S. v° *Proc. crim.*, 786 s.

Commissions rogatoires.

V. R. v° *Instr. crim*, 570 s.; S. v° *Proc. crim*, 797 s — V. aussi C. instr. crim. ann., p. 191 s.

CHAPITRE VII.

Des mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt.

Art. 91. (*L.* 14 *juillet* 1865.) En matière criminelle ou correctionnelle, le juge d'instruction pourra ne décerner qu'un mandat de comparution, sauf à convertir ce mandat, après l'interrogatoire, en tel autre mandat qu'il appartiendra.

Si l'inculpé fait défaut, le juge d'instruction décernera contre lui un mandat d'amener.

Ancien art. 91. — *Lorsque l'inculpé sera domicilié, et que le fait sera de nature à ne donner lieu qu'à une peine correctionnelle, le juge d'instruction pourra, s'il le juge convenable, ne décerner contre l'inculpé qu'un mandat de comparution, sauf, après l'avoir interrogé, à convertir le mandat en tel autre mandat qu'il appartiendra. — Si l'inculpé fait défaut, le juge d'instruction décernera contre lui un mandat d'amener. — Il décernera pareillement mandat d'amener contre toute personne, de quelque qualité qu'elle soit, inculpée d'un délit emportant peine afflictive ou infamante.*

R. v° *Instr. crim.*, 599 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 806 s. — *Loi du* 14 *juillet* 1865 : **D. P.** 65. 4. 145.

Art. 92. Il peut aussi donner des mandats d'amener contre les témoins qui refusent de comparaître sur la citation à eux donnée, conformément à l'article 80, et sans préjudice de l'amende portée en cet article. — *Instr.* 80; *T. cr.* 71-3°.

***Sur le cas prévu par cet article*, V. *suprà*,** art. 80.

Art. 93. (*L.* 8 *décembre* 1897.) Dans le cas de mandat de comparution, il interrogera de suite; dans le cas de mandat d'amener, dans les vingt-quatre heures au plus tard de l'entrée de l'inculpé dans la maison de dépôt ou d'arrêt.

A l'expiration de ce délai, l'inculpé sera conduit, d'office et sans aucun nouveau délai, par les soins du gardien-chef, devant le procureur de la République, qui requerra du juge d'instruction l'interrogatoire immédiat. En cas de refus, d'absence ou d'empêchement dûment constaté du juge d'instruction, l'inculpé sera interrogé sans retard, sur les réquisitions du ministère public, par le président du tribunal ou par le juge qu'il désignera; à défaut de quoi le procureur de la République ordonnera la mise en liberté immédiate de l'inculpé.

Tout inculpé arrêté en vertu d'un mandat d'amener qui, en violation du paragraphe précédent, aura été maintenu pendant plus de vingt-quatre heures dans la maison de dépôt ou d'arrêt sans avoir été interrogé par le juge d'instruction ou conduit, comme il vient d'être dit, devant le procureur de la République, sera considéré comme arbitrairement détenu.

Tous gardiens-chefs de maisons de dépôt ou d'arrêt, tous procureurs de la République qui ne se seront pas conformés aux dispositions du paragraphe 2 précédent seront poursuivis comme coupables d'attentats à la liberté et punis, savoir : les procureurs de la République ou autres officiers du ministère public, des peines portées en l'article 119 du Code pénal, et les gardiens-chefs des peines portées en l'article 120 du même Code. Le tout sans préjudice des sanctions édictées par l'article 112 contre le greffier, le juge d'instruction et le procureur de la République. — *Instr.* 40, 91, 132.

Ancien art. 93. — *Dans le cas de mandat de comparution, il interrogera de suite; dans le cas de mandat d'amener, dans les vingt-quatre heures au plus tard.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 8 DÉCEMBRE 1897 : **R.** v° *Instr. crim*, 618 s. — **S.** v° *Proc. crim*, 820 s.

§ 2. LOI DU 8 DÉCEMBRE 1897 : **C. instr. crim. ann.**, art 93 nos 1 s — **D. P.** 97. 4. 113

Art. 94. (*L.* 14 *juillet* 1865.) Après l'interrogatoire, ou en cas de fuite

de l'inculpé, le juge pourra décerner un mandat de dépôt ou d'arrêt, si le fait emporte la peine de l'emprisonnement ou une autre peine plus grave.

Il ne pourra décerner le mandat d'arrêt qu'après avoir entendu le procureur impérial [*le procureur de la République*].

Dans le cours de l'instruction, il pourra, sur les conclusions conformes du procureur impérial [*du procureur de la République*], et quelle que soit la nature de l'inculpation, donner mainlevée de tout mandat de dépôt ou d'arrêt, à la charge, par l'inculpé, de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis.

L'ordonnance de mainlevée ne pourra être attaquée par voie d'opposition. — *T. cr.* 71.

Ancien art. 94 [TEXTE DE 1808]. — *Il pourra, après avoir entendu les prévenus, et le procureur impérial ouï, décerner, lorsque le fait emportera peine afflictive ou infamante ou emprisonnement correctionnel, un mandat d'arrêt dans la forme qui sera ci-après présentée.*

[TEXTE DE LA LOI DU 4 AVRIL 1855.] — *Après l'interrogatoire, le juge pourra décerner un mandat de dépôt. — Dans le cours de l'instruction, il pourra, sur les conclusions conformes du procureur impérial, et quelle que soit la nature de l'inculpation, donner mainlevée de tout mandat de dépôt, à la charge, par l'inculpé, de se représenter à tous les actes de la procédure, et pour l'exécution du jugement, aussitôt qu'il en sera requis. — L'ordonnance de mainlevée ne pourra être attaquée par voie d'opposition. — Le juge d'instruction pourra aussi, après avoir entendu l'inculpé, et le procureur impérial ouï, décerner, lorsque le fait emportera peine afflictive ou infamante, ou emprisonnement correctionnel, un mandat d'arrêt dans la forme ci-après déterminée.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 14 JUILLET 1865 : **R.** V° *Instr. crim.*, 624 s.

§ 2. LOI DU 14 JUILLET 1865 : **S.** V° *Proc. crim.*, 826 s.; **C. instr. crim. ann.**, art. 94, n°s 1 s. — **D. P.** 65. 4. 145.

Art. 95. Les mandats de comparution, d'amener et de dépôt, seront signés par celui qui les aura décernés, et munis de son sceau.

Le prévenu y sera nommé ou désigné le plus clairement qu'il sera possible. — *Instr.* 112, 617.

Art. 96. Les mêmes formalités seront observées dans le mandat d'arrêt; ce mandat contiendra de plus l'énonciation du fait pour lequel il est décerné, et la citation de la loi qui déclare que ce fait est un crime ou délit. — *Instr.* 95, 112.

R. V° *Instr. crim.*, 645 s. — **S.** V° *Proc. crim.*, 848 s.

V. *la circulaire du ministre de la justice, du 15 octobre 1909, relative à la désignation des prévenus sur les mandats de comparution, d'amener ou de dépôt* (**Bull. Dalloz, 1909, p. 418**).

Art. 97. Les mandats de comparution, d'amener, de dépôt ou d'arrêt, seront notifiés par un huissier ou par un agent de la force publique, lequel en fera l'exhibition au prévenu, et lui en délivrera copie.

Le mandat d'arrêt sera exhibé au prévenu, lors même qu'il serait déjà détenu, et il lui en sera délivré copie. — *Instr.* 105, 109, 112; *T. cr.* 71, 74.

R. V° *Instr. crim.*, 658 s. — **S.** V° *Proc. crim.*, 851 s.

Art. 98. Les mandats d'amener, de comparution, de dépôt et d'arrêt, seront exécutoires dans toute l'étendue du royaume [*de la République*].

Si le prévenu est trouvé hors de l'arrondissement de l'officier qui aura

délivré le mandat de dépôt ou d'arrêt, il sera conduit devant le juge de paix ou son suppléant, et, à leur défaut, devant le maire ou l'adjoint de maire, ou le commissaire de police du lieu, lequel visera le mandat, sans pouvoir en empêcher l'exécution. — *Instr.* 28, 100, 112.

R. v° *Instr. crim*, 658 s., 687 s.

Art. 99. Le prévenu qui refusera d'obéir au mandat d'amener, ou qui, après avoir déclaré qu'il est prêt à obéir, tentera de s'évader, devra être contraint.

Le porteur du mandat d'amener emploiera, au besoin, la force publique du lieu le plus voisin : elle sera tenue de marcher, sur la réquisition contenue dans le mandat d'amener. — *Instr.* 25, 108; *Pén.* 209.

R. v° *Instr. crim.*, 665 s. — **S.** v° *Proc. crim*, 852 s.

Art. 100. Néanmoins, lorsqu'après plus de deux jours depuis la date du mandat d'amener, le prévenu aura été trouvé hors de l'arrondissement de l'officier qui a délivré ce mandat, et à une distance de plus de cinq myriamètres du domicile de cet officier, ce prévenu pourra n'être pas contraint de se rendre au mandat; mais alors le procureur du Roi [*le procureur de la République*] de l'arrondissement où il aura été trouvé, et devant lequel il sera conduit, décernera un mandat de dépôt en vertu duquel il sera retenu dans la maison d'arrêt.

Le mandat d'amener devra être pleinement exécuté, si le prévenu a été trouvé muni d'effets, de papiers ou d'instruments qui feront présumer qu'il est auteur ou complice du délit pour raison duquel il est recherché, quels que soient le délai et la distance dans lesquels il aura été trouvé. — *Instr.* 95, 98, 101, 603, 608; *T. cr.* 71-4°.

Art. 101. Dans les vingt-quatre heures de l'exécution du mandat de dépôt, le procureur du Roi [*le procureur de la République*] qui l'aura délivré, en donnera avis, et transmettra les procès-verbaux, s'il en a été dressé, à l'officier qui a décerné le mandat d'amener. — *Instr.* 100, 102.

Art. 102. L'officier qui a délivré le mandat d'amener, et auquel les pièces sont ainsi transmises, communiquera le tout dans un pareil délai au juge d'instruction près duquel il exerce; ce juge se conformera aux dispositions de l'article 90.

Art. 103. Le juge d'instruction saisi de l'affaire directement ou par renvoi en exécution de l'article 90 transmettra, sous cachet, au juge d'instruction du lieu où le prévenu a été trouvé, les pièces, notes et renseignements relatifs au délit, afin de faire subir interrogatoire à ce prévenu.

Toutes les pièces seront ensuite également renvoyées, avec l'interrogatoire, au juge saisi de l'affaire. — *Instr.* 85.

R. v° *Instr. crim.*, 675 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 860 s.

V. *la loi du 8 décembre* 1897, *art.* 6, *infrà*, Appendice au liv. Ier.

Les articles 4, 5 *et* 6 *de la loi du* 8 *décembre* 1897 *modifient profondément la procédure organisée par les articles* 100, 101, 102 *et* 103 *du présent Code vis-à-vis des inculpés arrêtés en vertu d'un mandat d'amener à une certaine distance du chef-*

lieu d'arrondissement ou réside l'officier qui a délivré le mandat (*Circ. min. just. du* 10 *déc.* 1897, § 2, n° 2, D. P. 97. 4. 130).

Sur le transfèrement de l'inculpé qui est trouvé à une distance supérieure à dix myriamètres du lieu où réside l'officier qui a délivré le mandat d'amener, V. *Circ. min. just. du* 10 *déc.* 1897, § 2, n° 2, D. P. 97. 4. 130.

Depuis la loi du 8 *décembre* 1897, *et d'après les termes de l'article* 6 *de cette loi, le juge d'instruction, qui doit statuer immédiatement sur le transfert de l'inculpé, n'a plus la faculté, inscrite dans l'article* 103, *de renvoyer les pièces à son collègue du lieu de l'arrestation, en le chargeant de procéder à une enquête complémentaire* (*Circ. min. just. du* 10 *déc.* 1897, § 2, n° 1, D. P. 97. 4. 130).

Art. 104. (*L.* 17 *juillet* 1856.) Si, dans le cours de l'instruction, le juge saisi de l'affaire décerne un mandat d'arrêt, il pourra ordonner, par ce mandat, que le prévenu sera transféré dans la maison d'arrêt du lieu où se fait l'instruction.

S'il n'est pas exprimé dans le mandat d'arrêt que le prévenu sera ainsi transféré, il restera en la maison d'arrêt de l'arrondissement dans lequel il aura été trouvé, jusqu'à ce qu'il ait été statué par le juge d'instruction, conformément aux articles 127, 128, 129, 130, 131, 132 et 133 ci-après. — *Instr.* 94, 110.

Ancien art. 104. — *Comme l'article actuel, sauf ces mots :* par le juge d'instruction, *qui ont été substitués à ceux-ci :* par la chambre du conseil.

R. v° *Instr. crim.*, 677 s. — **S.** *Proc. crim.*, 860. — *Loi du* 17 *juillet* 1856. **D. P.** 56 4 123.

Art. 105. Si le prévenu contre lequel il a été décerné un mandat d'amener, ne peut être trouvé, ce mandat sera exhibé au maire ou à l'adjoint. ou au commissaire de police de la commune de la résidence du prévenu.

Le maire, l'adjoint ou le commissaire de police, mettra son visa sur l'original de l'acte de notification. — *Instr.* 91, 92, 97, 98, 109; *Pr.* 68, 69.

R. v° *Instr. crim.*, 679 s. — **S.** *Proc. crim.*, 361 s.

Art. 106. Tout dépositaire de la force publique, et même toute personne, sera tenu de saisir le prévenu surpris en flagrant délit, ou poursuivi, soit par la clameur publique, soit dans les cas assimilés au flagrant délit, et de le conduire devant le procureur du Roi [*le procureur de la République*], sans qu'il soit besoin de mandat d'amener, si le crime ou délit emporte peine afflictive ou infamante. — *Instr.* 16, 30, 40, 41; *Pén.* 7, 8, 475-12°.

R. v° *Instr. crim.*, 682 s. — **S.** v° *Proc. crim*, 596 s.

Art. 107. Sur l'exhibition du mandat de dépôt, le prévenu sera reçu et gardé dans la maison d'arrêt établie près le tribunal correctionnel; et le gardien remettra à l'huissier ou à l'agent de la force publique chargé de l'exécution du mandat une reconnaissance de la remise du prévenu. — *Instr.* 110, 111, 603, 608, 613.

R. v° *Instr. crim.*, 629, 680.

Art. 108. L'officier chargé de l'exécution d'un mandat de dépôt ou d'arrêt se fera accompagner d'une force suffisante pour que le prévenu ne puisse se soustraire à la loi.

Cette force sera prise dans le lieu le plus à portée de celui où le mandat

d'arrêt ou de dépôt devra s'exécuter: et elle est tenue de marcher, sur la réquisition directement faite au commandant et contenue dans le mandat. — *Instr.* 25, 99, 617.

R. v° *Instr. crim.*, 688

Art. 109. Si le prévenu ne peut être saisi, le mandat d'arrêt sera notifié a sa dernière habitation, et il sera dressé procès-verbal de perquisition.

Ce procès-verbal sera dressé en présence des deux plus proches voisins du prévenu que le porteur du mandat d'arrêt pourra trouver: ils le signeront; ou s'ils ne savent ou ne veulent pas signer, il en sera fait mention, ainsi que de l'interpellation qui en aura éte faite.

Le porteur du mandat d'arrêt fera ensuite viser son procès-verbal par le juge de paix ou son suppléant, ou, à son défaut, par le maire, l'adjoint, ou le commissaire de police du lieu, et lui en laissera copie.

Le mandat d'arrêt et le procès-verbal seront ensuite remis au greffe du tribunal. — *Instr.* 105; *T. cr.* 71, 76, 77.

R. v° *Instr. crim.*, 694 s.

Art. 110. Le prévenu saisi en vertu d'un mandat d'arrêt ou de dépôt, sera conduit sans délai dans la maison d'arrêt indiquée par le mandat. — *Instr.* 104, 603, 604, 608; *T. cr.* 71.

R. v[is] *Instr. crim.*, 689, *Prisons*, 17.

Art. 111. L'officier chargé de l'exécution du mandat d'arrêt ou de depôt remettra le prévenu au gardien de la maison d'arrêt, qui lui en donnera décharge; le tout dans la forme prescrite par l'article 107.

Il portera ensuite au greffe du tribunal correctionnel les pièces relatives à l'arrestation, et en prendra une reconnaissance.

Il exhibera ces décharge et reconnaissance dans les vingt-quatre heures au juge d'instruction: celui-ci mettra sur l'une et sur l'autre son vu qu'il datera et signera. — *Instr.* 607, 608, 609.

R. v° *Instr. crim.*, 690.

Art. 112. L'inobservation des formalités prescrites pour les mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt, sera toujours punie d'une amende de cinquante francs au moins contre le greffier, et, s'il y a lieu, d'injonctions au juge d'instruction et au procureur du Roi [*au procureur de la République*], même de prise à partie s'il y échet. — *Instr.* 95, 96, 164, 483.

R. v° *Instr. crim.*, 650 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 849 s.

CHAPITRE VIII.

De la liberté provisoire et du cautionnement.

(Loi du 14 juillet 1865.)

Art. 113. (*L. 14 juillet* 1865.) En toute matière, le juge d'instruction pourra, sur la demande de l'inculpé et sur les conclusions du procureur impérial [*du procureur de la République*], ordonner que l'inculpé sera mis provisoirement en liberté, à charge, par celui-ci, de prendre l'engagement

de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement aussitôt qu'il en sera requis.

En matière correctionnelle, la mise en liberté sera de droit, cinq jours après l'interrogatoire, en faveur du prévenu domicilié, quand le maximum de la peine prononcée par la loi sera inférieur à deux ans d'emprisonnement.

La disposition qui précède ne s'appliquera ni aux prévenus déjà condamnés pour crime, ni à ceux déjà condamnés à un emprisonnement de plus d'une année.

Art. 114. (*L. 14 juillet* 1865.) La mise en liberté provisoire pourra, dans tous les cas où elle n'est pas de droit, être subordonnée à l'obligation de fournir un cautionnement dans les termes prévus par l'article 120.

Ce cautionnement garantit :

1° La représentation de l'inculpé à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement;

2° Le payement dans l'ordre suivant :

1° Des frais faits par la partie publique;

2° De ceux avancés par la partie civile;

3° Des amendes.

L'ordonnance de mise en liberté détermine la somme affectée à chacune des deux parties du cautionnement.

Art. 115. (*L. 14 juillet* 1865.) La mise en liberté aura lieu sans préjudice du droit que conserve le juge d'instruction, dans la suite de l'information, de décerner un nouveau mandat d'amener, d'arrêt ou de dépôt, si des circonstances nouvelles et graves rendent cette mesure nécessaire.

Toutefois, si la liberté provisoire avait été accordée par la chambre des mises en accusation réformant l'ordonnance du juge d'instruction, le juge d'instruction ne pourrait décerner un nouveau mandat qu'autant que la cour, sur les réquisitions du ministère public, aurait retiré à l'inculpé le bénéfice de la décision.

Art. 116. (*L. 14 juillet* 1865.) La mise en liberté provisoire peut être demandée en tout état de cause : à la chambre des mises en accusation, depuis l'ordonnance du juge d'instruction jusqu'à l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises; au tribunal correctionnel, si l'affaire y a été renvoyée; à la cour impériale [*la cour d'appel*] (chambre des appels correctionnels), si appel a été interjeté du jugement sur le fond.

Lorsque le condamné, pour rendre son pourvoi admissible, conformément à l'article 421, voudra réclamer sa mise en liberté, il portera sa demande devant la cour ou devant le tribunal qui aura prononcé la peine.

Art. 117. (*L. 14 juillet* 1865.) Dans tous les cas prévus par l'article précédent, il sera statué sur simple requête, en chambre du conseil, le ministère public entendu.

L'inculpé pourra fournir à l'appui de sa requête des observations écrites.

Art. 118. (*L. 14 juillet* 1865.) La demande en liberté provisoire sera notifiée à la partie civile, à son domicile, ou à celui qu'elle aura élu. Elle pourra, dans le délai de vingt-quatre heures, à partir du jour de la notification, présenter des observations écrites.

Art. 119. (*L. 14 juillet* 1865.) L'opposition ou appel devra être formé dans un delai de vingt-quatre heures, qui courra, contre le procureur impérial [*le procureur de la Republique*], à compter du jour de l'ordonnance ou du jugement, et contre l'inculpé ou la partie civile, à compter du jour de la notification.

L'opposition ou appel sera consigné sur un registre tenu au greffe à cet effet.

Le procureur général aura le droit d'opposition dans les formes et les délais prescrits par les trois derniers paragraphes de l'article 135.

Art. 120. (*L. 14 juillet* 1865.) Dans le cas où la liberté provisoire aura été subordonnée au cautionnement, il sera fourni en espèces, soit par un tiers, soit par l'inculpé, et le montant en sera, suivant la nature de l'affaire, déterminé par le juge d'instruction, le tribunal ou la cour.

Toute tierce personne solvable pourra également être admise à prendre l'engagement de faire représenter l'inculpé à toute réquisition de justice, ou, a défaut, de verser au Trésor la somme déterminée.

Art. 121. (*L. 14 juillet* 1865.) Si le cautionnement consiste en espèces, il sera versé entre les mains du receveur de l'enregistrement, et le ministère public, sur le vu du récépissé, fera exécuter l'ordonnance de mise en liberté.

S'il résulte de l'engagement d'un tiers, la mise en liberté sera ordonnée sur le vu de l'acte de soumission reçu au greffe.

Préalablement à la mise en liberté avec ou sans cautionnement, le demandeur devra, par acte reçu au greffe, élire domicile, s'il est inculpé, dans le lieu où siège le juge d'instruction; s'il est prévenu ou accusé, dans celui où siège la juridiction saisie du fond de l'affaire.

Art. 122. (*L. 14 juillet* 1865.) Les obligations résultant du cautionnement cessent si l'inculpé se présente à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement.

La première partie du cautionnement est acquise à l'État, du moment que l'inculpé, sans motif légitime d'excuse, est constitué en défaut de se présenter à quelque acte de la procédure ou pour l'exécution du jugement.

Néanmoins, en cas de renvoi des poursuites, d'absolution ou d'acquittement, le jugement ou l'arrêt pourra ordonner la restitution de cette partie du cautionnement.

Art. 123. (*L. 14 juillet* 1865.) La seconde partie du cautionnement est toujours restituée en cas d'acquittement, d'absolution ou de renvoi des poursuites.

En cas de condamnation, elle est affectée aux frais et à l'amende dans l'ordre énoncé dans l'article 114 : le surplus, s'il y en a, est restitué.

Art. 124. (*L. 14 juillet* 1865.) Le ministère public, soit d'office, soit sur la provocation de la partie civile, est chargé de produire à l'administration de l'enregistrement, soit un certificat de greffe constatant, d'après les pièces officielles, la responsabilité encourue dans le cas de l'article 122, soit l'extrait du jugement dans le cas prévu par l'article 123, paragraphe 2.

Si les sommes dues ne sont pas déposées, l'administration de l'enregistrement en poursuit le recouvrement par voie de contrainte.

La Caisse des dépôts et consignations est chargée de faire, sans délai, aux ayants droit, la distribution des sommes déposées ou recouvrées.

Toute contestation sur ces divers points est vidée sur requête, en chambre du conseil, comme incident de l'exécution du jugement.

Art. 125. (*L. 14 juillet* 1865.) Si, après avoir obtenu sa liberté provisoire, l'inculpé cité ou ajourné ne comparaît pas, le juge d'instruction, le tribunal ou la cour, selon les cas, pourront décerner contre lui un mandat d'arrêt ou de dépôt, ou une ordonnance de prise de corps.

Art. 126. (*L. 14 juillet* 1865.) L'inculpé renvoyé devant la cour d'assises sera mis en état d'arrestation, en vertu de l'ordonnance de prise de corps contenue dans l'arrêt de la chambre des mises en accusation, nonobstant la mise en liberté provisoire.

Ancien art. 113. — *La liberté provisoire ne pourra jamais être accordée au prévenu lorsque le titre de l'accusation emportera une peine afflictive ou infamante.*

Ancien art. 114. [TEXTE DE 1808.] — *Si le fait n'emporte pas une peine afflictive ou infamante, mais seulement une peine correctionnelle, la chambre du conseil pourra, sur la demande du prévenu, et sur les conclusions du procureur impérial, ordonner que le prévenu sera mis provisoirement en liberté, moyennant caution solvable de se représenter à tous les actes de la procédure, et pour l'exécution du jugement, aussitôt qu'il en sera requis. — La mise en liberté provisoire avec caution pourra être demandée et accordée en tout état de cause.*

[TEXTE DE LA LOI DU 17 JUILLET 1856.] — *Si le fait n'emporte pas une peine afflictive ou infamante, mais seulement une peine correctionnelle, le juge d'instruction pourra, sur la demande du prévenu et sur les conclusions du procureur impérial, ordonner que le prévenu sera mis provisoirement en liberté, moyennant caution solvable de se représenter à tous les actes de la procédure et pour l'exécution du jugement, aussitôt qu'il en sera requis. — La mise en liberté provisoire avec caution pourra être demandée et accordée en tout état de cause.*

Ancien art. 115. — *Néanmoins les vagabonds et les repris de justice ne pourront, en aucun cas, être mis en liberté provisoire.*

Ancien art. 116. — *La demande en liberté provisoire sera notifiée à la partie civile, à son domicile ou à celui qu'elle aura élu.*

Ancien art. 117. — *La solvabilité de la caution offerte sera discutée par le procureur impérial, et par la partie civile, dûment appelée. — Elle devra être justifiée par des immeubles libres, pour le montant du cautionnement et une moitié en sus, si mieux n'aime la caution déposer dans la caisse de l'enregistrement et des domaines le montant du cautionnement en espèces.*

Ancien art. 118. — *Le prévenu sera admis à être sa propre caution, soit en déposant le montant du cautionnement, soit en justifiant d'immeubles libres pour le montant du cautionnement et une moitié en sus, et en faisant, dans l'un ou l'autre cas, la soumission dont il sera parlé ci-après.*

Ancien art. 119 — *Le cautionnement ne pourra être au-dessous de* 500 *francs. — Si la peine correctionnelle était à la fois l'emprisonnement et une amende dont le double excéderait* 500 *francs, le cautionnement ne pourrait pas être exigé d'une somme plus forte que le double de cette amende. — S'il avait résulté du délit un dommage civil appréciable en argent, le cautionnement sera triple de la valeur du dommage, ainsi qu'il sera arbitré, pour cet effet seulement, par le juge d'instruction, sans néanmoins que dans ce cas le cautionnement puisse être au-dessous de* 500 *francs.*

Ancien art. 120. — *La caution admise fera sa soumission, soit au greffe du tribunal, soit devant notaires, de payer entre les mains du receveur de l'enregistrement le montant du cautionnement, en cas que le prévenu soit constitué en défaut de se représenter. — Cette soumission entraînera la contrainte par corps contre la caution : une expédition en forme exécutoire en sera remise à la partie civile, avant que le prévenu ne soit mis en liberté provisoire.*

Ancien art. 121. — *Les espèces déposées et les immeubles servant de cautionnement seront affectés par privilège,* 1° *au payement des réparations civiles et des frais avancés par la partie civile;* 2° *aux amendes, le tout néanmoins sans préjudice du privilège du Trésor royal, à raison des frais faits par la partie publique. — Le procureur impérial et la partie civile pourront prendre inscription hypothécaire, sans attendre le jugement définitif. L'inscription prise à la requête de l'un ou de l'autre profitera à tous les deux.*

Ancien art. 122. — *Le juge d'instruction rendra, le cas arrivant, sur les conclusions du procureur impérial ou sur la demande de la partie civile, une ordonnance pour le paye-*

ment de la somme cautionnée. — Ce payement sera poursuivi à la requête du procureur impérial, et à la diligence du directeur de l'enregistrement. Les sommes recouvrées seront versées dans la caisse de l'enregistrement, sans préjudice des poursuites et des droits de la partie civile.

Ancien art. 123 — *Le juge d'instruction délivrera, dans la même forme et sur les mêmes réquisitions, une ordonnance de contrainte contre la caution ou les cautions d'un individu mis sous la surveillance spéciale du Gouvernement, lorsque celui-ci aura été condamné, par un jugement devenu irrévocable, pour un crime ou pour un délit commis dans l'intervalle déterminé par l'acte de cautionnement.*

Ancien art. 124. — *Le prévenu ne sera mis en liberté provisoire sous caution, qu'après avoir élu domicile dans le lieu où siége le tribunal correctionnel, par un acte reçu au greffe de ce tribunal*

Ancien art. 125. — *Outre les poursuites contre la caution, s'il y a lieu, le prévenu sera saisi et écroué dans la maison d'arrêt, en exécution d'une ordonnance du juge d'instruction.*

Ancien art. 126. — *Le prévenu qui aurait laissé contraindre sa caution au payement, ne sera plus, à l'avenir, recevable en aucun cas à demander de nouveau sa liberté provisoire moyennant caution.*

§ 1 LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 14 JUILLET 1865 : **R.** V° *Instr. crim.*, 697.

1. Il est de jurisprudence constante que, si l'arrêt de renvoi en cour d'assises est *frappé d'un pourvoi en cassation*, l'accusé peut, tant que la cour de cassation n'a pas jugé le pourvoi, demander sa mise en liberté provisoire *à la chambre des mises en accusation*, compétente pour statuer sur sa demande; dans ce cas, en effet, le recours en cassation a pour effet de suspendre l'execution de l'arrêt de la chambre d'accusation. — Dijon, 12 août 1891 (motifs), D. P. 92. 2. 388.

§ 2. LOI DU 14 JUILLET 1865 : **S.** V° *Proc. crim.*, 864 s. — **T.** (87-97); V° *Liberté provisoire*, 1 s. — **D. P.** 65. 4. 145.

2. Durant l'instance en règlement de juges, c'est à la chambre des mises en accusation qu'il appartient de statuer sur la mise en liberté provisoire du prévenu. — Cr. r. 28 mai 1886, D. P. 87. 1. 91-92.

3. En matière criminelle, l'arrêt de renvoi, dès qu'il est devenu définitif, marque le terme au delà duquel aucune juridiction ne peut ordonner la mise en liberte provisoire. — Cr. r. 10 janv. 1895, *Bull. crim.*, n° 17.

CHAPITRE IX.

Des ordonnances du juge d'instruction quand la procédure est complète.

(Loi du 17 juillet 1856.)

L'ancienne rubrique du chapitre IX était ainsi conçue : DU RAPPORT DES JUGES D'INSTRUCTION QUAND LA PROCÉDURE EST COMPLÈTE.

Art. 127. (*L.* 17 *juillet* 1856.) Aussitôt que la procédure sera terminée, le juge d'instruction la communiquera au procureur impérial [*au procureur de la République*], qui devra lui adresser ses réquisitions dans les trois jours au plus tard.

Ancien art. 127. — *Le juge d'instruction sera tenu de rendre compte, au moins une fois par semaine, des affaires dont l'instruction lui est dévolue. — Le compte sera rendu à la chambre du conseil, composée de trois juges au moins, y compris le juge d'instruction; communication préalablement donnée au procureur impérial, pour être par lui requis ce qu'il appartiendra.*

R. V° *Instr. crim.*, 783 s. — **S.** V° *Proc. crim*, 931 s — **V.** aussi **C. instr. crim.** ann., art. 127, n°s 1 s. *Loi du* 17 *juillet* 1856 : **D. P.** 56. 4. 125.

Art. 128. (*L.* 17 *juillet* 1856.) Si le juge d'instruction est d'avis que le fait ne présente ni crime, ni délit, ni contravention, ou qu'il n'existe aucune charge contre l'inculpé, il déclarera, par une ordonnance, qu'il n'y a pas lieu à poursuivre, et, si l'inculpé avait été arrêté, il sera mis en liberté. — *T. cr.* 42, 71.

Ancien art. 128. — *Si les juges sont d'avis que le fait ne présente ni crime, ni délit, ni contravention, ou qu'il n'existe aucune charge contre l'inculpé. il sera déclaré qu'il n'y a pas lieu à poursuivre; et si l'inculpé avait été arrêté, il sera mis en liberté.*

R. V° *Instr. crim.*, 816. — **S.** V^is^ *Chose jugée*, 251 s.; *Proc. crim.*, 947 s. — **T.** (87-97), V° *Compét. crim.*, 59 s | *Loi du* 17 *juillet* 1856 : **D. P.** 56. 4. 125

Art. 129. (*L.* 17 *juillet* 1856.) S'il est d'avis que le fait n'est qu'une simple contravention de police, il renverra l'inculpé devant le tribunal de police, et ordonnera sa mise en liberté s'il est arrêté.

Les dispositions du présent article et de l'article précédent ne pourront préjudicier aux droits de la partie civile ou de la partie publique, ainsi qu'il sera expliqué ci-après. — *T. cr.* 42, 71.

Ancien art. 129. — *S'ils sont d'avis que le fait n'est qu'une simple contravention de police, l'inculpé sera renvoyé au tribunal de police, et il sera remis en liberté s'il est arrêté. — Les dispositions du présent article et de l'article précédent ne pourront préjudicier aux droits de la partie civile ou de la partie publique, ainsi qu'il sera expliqué ci-après.*

R. V° *Instr. crim.*, 817. — **S.** V° *Proc. crim.*, 949.

Loi du 17 *juillet* 1856 : **D. P.** 56. 4. 125.

Art. 130. (*L.* 17 *juillet* 1856.) Si le délit est reconnu de nature a être puni par des peines correctionnelles, le juge d'instruction renverra le prévenu au tribunal de police correctionnelle.

Si, dans ce cas, le délit peut entraîner la peine d'emprisonnement, le prévenu, s'il est en arrestation, y demeurera provisoirement. — *Instr.* 230; *T. cr.* 42, 71.

Ancien art. 130. — *Si le délit est reconnu de nature à être puni par des peines correctionnelles, le prévenu sera renvoyé au tribunal de police correctionnelle. — Si, dans ce cas, le délit peut entraîner la peine d'emprisonnement le prévenu s'il est en arrestation, y demeurera provisoirement.*

R. V° *Instr. crim.*, 818 s. — **S.** V° *Proc. crim*, 950.

Loi du 17 *juillet* 1856 : **D. P.** 56. 4. 125.

1. Comme les ordonnances de renvoi en simple police, les ordonnances de renvoi en police correctionnelle ne sont pas attributives, mais simplement indicatives de juridiction. Le tribunal saisi conserve donc tout entier le droit d'examiner la competence, et, s'il y a lieu, de se declarer incompetent. — Cr. c. 2 août 1889, *Bull. crim.*, n° 282.

2. Doit, en consequence, être annule l'arrêt d'une cour qui, statuant sur l'appel d'un individu condamne en police correctionnelle, rejette des conclusions d'incompetence par lui posees, par le motif que la qualification de l'ordonnance de renvoi liait le juge. — Même arrêt.

Art. 131. Si le délit ne doit pas entraîner la peine de l'emprisonnement, le prévenu sera mis en liberté, à la charge de se représenter, à jour fixe, devant le tribunal compétent. — *T. cr.* 42, 71.

R. V° *Instr. crim.*, 821 s. — **S.** V° *Proc. crim*, 951 s., 1096.

Art. 132. (*L.* 17 *juillet* 1856.) Dans tous les cas de renvoi, soit à la police municipale, soit à la police correctionnelle, le procureur impérial [*le procureur de la République*] est tenu d'envoyer, dans les quarante-huit heures au plus tard, au greffe du tribunal qui doit prononcer, toutes les pièces, après les avoir cotées.

Dans les cas de renvoi à la police correctionnelle, il est tenu, dans le même delai, de faire donner assignation au prévenu pour l'une des plus prochaines audiences, en observant les délais prescrits par l'article 184.

Ancien art. 132. — *Dans tous les cas de renvoi, soit à la police municipale, soit à la police correctionnelle, le procureur impérial est tenu d'envoyer, dans les vingt-quatre heures au plus tard, au greffe du tribunal qui doit prononcer, toutes les pièces, après les avoir cotées,*

R. V^is^ *Instr. crim.*, 826 s.; *Organ. judic.*, 589. — **S.** V^o^ *Proc. crim.*, 953 s., 1096. | *Loi du* 17 *juillet* 1856 : **D. P.** 56 4. 125.

Art. 133. (*L.* 17 *juillet* 1856.) Si le juge d'instruction estime que le fait est de nature à être puni de peines afflictives ou infamantes, et que la prévention contre l'inculpé est suffisamment établie, il ordonnera que les pièces d'instruction, le procès-verbal constatant le corps du délit, et un état des pièces servant à conviction, soient transmis, sans délai, par le procureur impérial [*le procureur de la République*] au procureur général près la cour impériale [*la cour d'appel*], pour être procédé ainsi qu'il sera dit au chapitre des mises en accusation.

Les pièces de conviction resteront au tribunal d'instruction, sauf ce qui sera dit aux articles 228 et 291.

Ancien art. 133. — *Si, sur le rapport fait à la chambre du conseil par le juge d'instruction, les juges ou l'un d'eux estiment que le fait est de nature à être puni de peines afflictives ou infamantes, et que la prévention contre l'inculpé est suffisamment établie, les pièces d'instruction, le procès-verbal constatant le corps du délit, et un état des pièces servant à conviction, seront transmis sans délai par le procureur impérial au procureur général près la cour impériale, pour être procédé ainsi qu'il sera dit au chapitre* Des mises en accusation. — *Les pièces de conviction resteront au tribunal d'instruction, sauf ce qui sera dit aux articles* 228 *et* 291.

R. V^o^ *Instr. crim.*, 827 s. — **S.** V^o^ *Proc. crim.*, 954 s. — *Loi du* 17 *juillet* 1856 : **D. P.** 56 4. 125.

Art. 134. (*L.* 17 *juillet* 1856.) Dans le cas de l'article 133, le mandat d'arrêt ou de dépôt décerné contre le prévenu conservera sa force exécutoire jusqu'à ce qu'il ait été statué par la cour impériale [*la cour d'appel*].

Les ordonnances rendues par le juge d'instruction en vertu des dispositions des articles 128, 129, 130, 131 et 133, seront inscrites à la suite du réquisitoire du procureur impérial [*du procureur de la République*]. Elles contiendront les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile et profession du prévenu, l'exposé sommaire et la qualification légale du fait qui lui sera imputé, et la déclaration qu'il existe ou qu'il n'existe pas de charges suffisantes.

Ancien art. 134. — *La chambre du conseil décernera dans ce cas, contre le prévenu, une ordonnance de prise de corps, qui sera adressée avec les autres pièces au procureur général. — Cette ordonnance contiendra le nom du prévenu, son signalement, son domicile, s'ils sont connus, l'exposé du fait et la nature du délit.*

R. V^o^ *Instr. crim*, 837 s — **S.** V^o^ *Proc. crim.*, 954, 957 s. — *Loi du* 17 *juillet* 1856 : **D. P.** 56 4. 125.

Art. 135. (*L.* 17 *juillet* 1856.) Le procureur impérial [*le procureur de la République*] pourra former opposition, dans tous les cas, aux ordonnances du juge d'instruction.

La partie civile pourra former opposition aux ordonnances rendues dans les cas prévus par les articles 114, 128, 129, 131 et 539 du présent Code, et à toute ordonnance faisant grief à ses intérêts civils.

Le prévenu ne pourra former opposition qu'aux ordonnances rendues en vertu de l'article 114, et dans le cas prévu par l'article 539.

L'opposition devra être formée dans un délai de vingt-quatre heures, qui courra : contre le procureur impérial [*la procureur de la République*], à compter du jour de l'ordonnance; contre la partie civile et contre le prévenu non détenu, à compter de la signification qui leur est faite de l'ordonnance au domicile par eux élu dans le lieu où siège le tribunal; contre le prévenu détenu, à compter de la communication qui lui est donnée de l'ordonnance par le greffier.

La signification et la communication prescrites par le paragraphe précédent seront faites dans les vingt-quatre heures de la date de l'ordonnance.

L'opposition sera portée devant la chambre des mises en accusation de la cour impériale [*la cour d'appel*], qui statuera toute affaire cessante.

Les pièces seront transmises ainsi qu'il est dit à l'article 133.

Le prévenu détenu gardera prison jusqu'à ce qu'il ait été statué sur l'opposition, et, dans tous les cas, jusqu'à l'expiration du délai d'opposition.

Dans tous les cas, le droit d'opposition appartiendra au procureur général près la cour impériale [*la cour d'appel*].

Il devra notifier son opposition dans les dix jours qui suivront l'ordonnance du juge d'instruction.

Néanmoins, la disposition de l'ordonnance qui prononce la mise en liberté du prévenu sera provisoirement exécutée.

Ancien art. 135. — *Lorsque la mise en liberté des prévenus sera ordonnée conformément aux articles* 128, 129 *et* 131 *ci-dessus, le procureur impérial ou la partie civile pourra s'opposer à leur élargissement. L'opposition devra être formée dans un délai de vingt-quatre heures, qui courra, contre le procureur impérial, à compter du jour de l'ordonnance de mise en liberté, et contre la partie civile, à compter du jour de la signification à elle faite de ladite ordonnance au domicile par elle élu dans le lieu où siège le tribunal. L'envoi des pièces sera fait ainsi qu'il est dit à l'article* 132. — *Le prévenu gardera prison jusqu'après l'expiration du susdit délai.*

R. v[is] *Appel criminel*, 23 s.; *Instr. crim.*, 846 s. — **S.** v[is] *Appel criminel*, 7 s.; *Proc. crim.*, 569 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 135, n[os] 1 s

Loi du 17 *juillet* 1856 : **D. P.** 56. 4. 125.

1. La disposition de l'art. 135, § 2, qui limite le droit d'opposition de la partie civile, outre les cas specialement enumeres, aux ordonnances qui font grief a ses intérêts civils, n'autorise pas cette partie a attaquer devant la chambre des mises en accusation l'ordonnance qui renvoie le prevenu devant le tribunal de police correctionnelle. — Paris, 26 nov. 1901, D. P. 1902. 2. 269, et la note de M. Lelpir.

2. Tant que la notification de l'ordonnance du juge d'instruction à la partie civile prescrite par l'art. 135 n'a pas eté faite, le delai d'opposition subsiste. — Même arrêt et même note.

3. L'art. 135, qui accorde d'une manière expresse à la partie civile la faculte de former opposition à l'ordonnance de non-lieu, attache virtuellement à cette opposition l'effet de saisir la chambre d'accusation de l'action publique, et autorise ladite chambre, malgre le silence du ministère public, a renvoyer, si elle le juge convenable, l'inculpé devant la cour d'assises. — Cr. non recev. (motifs) 3 nov. 1887, D. P. 88. 1. 236-237 — Cr. non recev. (motifs) 28 avr. 1892, D. P. 92. 1. 631-632. — Cr. non recev. (motifs) 29 avr. 1893, D. P. 95. 1 326.

4. La partie civile n'est pas recevable à se pourvoir en cassation contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation qui confirme une ordonnance de non-lieu. — Cr. r. 14 mars 1895, D. P. 99. 5. 84. — V. aussi Cr. r. 29 avr. 1893, D. P. 95 1 326. — Cr. r. 1er déc. 1893, D. P. 94. 1. 311. — Cr. non-recev. 9 mai 1901, D. P. 1903 1. 524. — Cr r. 30 juin 1911, D. P. 1912 1. 110.

5. Mais elle est recevable a se pourvoir en cassation contre un arrêt de non-lieu de la chambre des mises en accusation, lorsque cet arrêt est également attaque par le ministere public. — Cr. r. 29 dec. 1910, D. P. 1912. 1. 80

6. Sur les formes de l'opposition de la partie civile a une ordonnance de non-lieu, V. Cr. c. 9 juil 1904, D. P 1905 1 341,

Art. 136. La partie civile qui succombera dans son opposition sera condamnée aux dommages-intérêts envers le prévenu.

R. v° *Appel criminel*, 58 s. — S. *eod.* v°, 13 s.

Toutes les fois qu'une partie civile a fait opposition à l'exécution d'une ordonnance de non-lieu et que cette opposition est reconnue mal fondée, elle doit nécessairement être condamnée à des dommages-intérêts envers l'inculpé ; les dommages-intérêts dus à l'inculpé doivent lui être alloués d'office, alors même qu'il n'a formulé aucune demande à cet égard — Paris, 29 déc 1911, D. P. 1912. 2. 9.

Sur les formes spéciales de l'instruction préparatoire en cas de délit flagrant, V. *la loi du* 20 *mai* 1863, art. 1er, 2 et 7, **C. instr. crim. ann.**, p. 469-470, — et *infrà*, Appendice au liv. II, tit. Ier.

Loi du 8 décembre 1897,

Ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de crimes et de délits (**D. P.** 97. 4. 113).

Art. 1er. Le juge d'instruction ne peut concourir au jugement des affaires qu'il a instruites.

1. La disposition de l'art. 1er de la loi du 8 dec. 1897 ne vise pas le juge qui, une fois le tribunal saisi, a été délégué par le tribunal lui-même pour proceder à une instruction supplémentaire ; ce magistrat peut concourir au jugement. — Cr. r. 27 janv. 1899, D. P. 99. 1. 240.

2. L'interdiction édictée par l'art. 1er de la loi du 8 déc. 1897, de concourir au jugement des affaires qu'il a instruites, vise uniquement le magistrat qui a rempli les fonctions de juge d'instruction ; et cette disposition laisse entière la capacite pour le conseiller-rapporteur, commis pour procéder à un supplément d'information, de siéger comme membre de la cour dont il fait partie et de concourir à l'arrêt définitif sur le fond. — Cr. r. 26 avr. 1900, D. P. 1904. 1. 444. — Cr. r. 27 juill. 1907, D. P. 1911 1. 153.

2. L'article 93 du Code d'instruction criminelle :

« Dans le cas de mandat de comparution, il interrogera de suite; dans le cas de mandat d'amener, dans les vingt-quatre heures au plus tard », est complété ainsi qu'il suit :

« ... de l'entrée de l'inculpé dans la maison de dépôt ou d'arrêt.

« A l'expiration de ce délai, l'inculpé sera conduit d'office et sans aucun nouveau délai, par les soins du gardien-chef, devant le procureur de la République, qui requerra du juge d'instruction l'interrogatoire immédiat. En cas de refus, d'absence ou d'empêchement dûment constaté du juge d'instruction, l'inculpé sera interrogé sans retard, sur les réquisitions du ministère public, par le président du tribunal ou par le juge qu'il désignera; à défaut de quoi le procureur de la République ordonnera la mise en liberté immédiate de l'inculpé.

« Tout inculpé arrêté en vertu d'un mandat d'amener qui, en violation du paragraphe précédent, aura été maintenu pendant plus de vingt-quatre heures dans la maison de dépôt ou d'arrêt sans avoir été interrogé par le juge d'instruction ou conduit, comme il vient d'être dit, devant le procureur de la République, sera considéré comme arbitrairement détenu.

« Tous gardiens-chefs de maisons de dépôt ou d'arrêt, tous procureurs de la République qui ne se seront pas conformés aux dispositions du paragraphe 2 précédent, seront poursuivis comme coupables d'attentats à la liberté et punis, savoir : les procureurs de la République ou autres officiers du ministère public, des peines portées en l'article 119 du Code pénal, et les gardiens-chefs des peines portées en l'article 120 du même Code. Le tout sans préjudice des sanctions édictées par l'article 112 contre le greffier, le juge d'instruction et le procureur de la République. »

3. Lors de cette première comparution, le magistrat constate l'identité de

l'inculpé, lui fait connaître les faits qui lui sont imputés, et reçoit ses déclarations, après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire.

Mention de cet avertissement est faite au procès-verbal.

Si l'inculpation est maintenue, le magistrat donnera avis à l'inculpé de son droit de choisir un conseil parmi les avocats inscrits au tableau ou admis au stage, ou parmi les avoués, et, à défaut de choix, il lui en fera désigner un d'office si l'inculpé le demande. La désignation sera faite par le bâtonnier de l'ordre des avocats, s'il existe un conseil de discipline et, dans le cas contraire, par le président du tribunal.

Mention de cette formalité sera faite au procès-verbal.

1. La formule, « le juge d'instruction a fait connaître au prévenu les faits qui lui sont imputés, » suffit à constater l'accomplissement de la formalité légale; elle implique que le juge d'instruction a fait connaître tous les faits sur lesquels il était requis d'informer, d'autres énonciations ne sont pas exigées. — Cr. c. 23 mars 1912, D. P. 1912. 1. 161, et la note.

2. Les formalités que prescrit l'art. 3 de la loi du 8 déc. 1897 doivent être remplies seulement lors de la première comparution du prévenu devant le juge d'instruction: il suffit de donner au prévenu connaissance des faits nouveaux qui lui sont imputés, notamment, il n'est pas nécessaire, à l'occasion d'un chef nouveau d'inculpation, d'avertir le prévenu qu'il est libre de ne pas faire la déclaration. — Même arrêt.

3. Même au cas où, dès sa première comparution, l'inculpé est assisté d'un défenseur, le juge d'instruction est tenu, à peine de nullité, de l'interrogatoire et de toute la procédure ultérieure, d'avertir l'inculpé, lors de sa première comparution, qu'il est libre de ne pas faire de déclaration. — Paris, 7 avr. 1898 (1re espèce), D. P. 98. 2. 209.

4. Toutefois, les prescriptions de la loi du 8 déc. 1897 sont inapplicables en cas de recours à la procédure des flagrants délits — Cr. r. 12 mars 1898, D. P. 98. 1. 208

5. Ainsi, un procureur de la République n'est tenu, en interrogeant l'inculpé conduit devant lui en état de délit flagrant, en vertu de la loi du 20 mai 1863, ni de l'avertir qu'il est libre de ne pas faire de déclarations, ni de lui donner avis de son droit de choisir un conseil. — Même arrêt.

6. De même, la loi du 8 déc. 1897, exclusivement relative aux attributions et opérations des juges d'instruction, est inapplicable aux actes d'instruction auxquels procèdent, en cas de crime flagrant, les procureurs de la République ou leurs auxiliaires. — Même arrêt

7. Lorsqu'un individu se présente volontairement devant le juge d'instruction pour lui faire des déclarations au sujet de faits délictueux qui lui sont imputés, ces déclarations peuvent être recueillies sans que les formalités prescrites par l'art. 3 de la loi du 8 déc. 1897 aient été remplies, et notamment sans que le comparant ait été averti qu'il était libre de ne pas faire de déclarations et qu'il avait le droit de choisir son conseil, ou de demander qu'il lui en soit désigné un d'office. — Grenoble, 3 janv. 1901, D. P. 1901. 2. 63.

8. En tout cas, l'infraction aux dispositions prescrites par l'art. 3 de la loi du 8 déc. 1897 n'entraîne qu'une nullité susceptible d'être couverte par la renonciation de l'intéressé, et ne peut pas, dès lors, être suppléée d'office par la juridiction de jugement. — Même arrêt.

9. En principe, l'avocat désigné d'office à un inculpé contre lequel une instruction vient d'être ouverte a pour mission, non seulement de l'assister au cours de ladite instruction, mais aussi de le défendre à l'audience. — Caen (ch. réun.), 8 janv. 1900, D. P. 1900. 2. 15.

10. Il en est ainsi, du moins, lorsque l'inculpé est appelé à comparaître devant un tribunal correctionnel siégeant dans la ville où l'instruction s'est poursuivie. — Même arrêt.

11. Par suite, l'avocat ainsi désigné d'office ne peut pas, après la clôture de l'instruction, accepter des honoraires pour présenter à l'audience la défense de l'inculpé, alors surtout qu'il n'a préalablement informé ni l'inculpé, ni le bâtonnier, qu'il considérait sa mission comme terminée. — Même arrêt.

4. Si l'inculpé a été trouvé hors de l'arrondissement où a été délivré le mandat, et à une distance de plus de dix myriamètres du chef-lieu de cet arrondissement, il est conduit devant le procureur de la République de celui où il a été trouvé.

5. Le procureur de la République l'interroge sur son identité, reçoit ses déclarations, après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire, l'interpelle afin de savoir s'il consent à être transféré ou s'il préfère prolonger les effets du mandat

d'amener en attendant, au lieu où il se trouve, la décision du juge d'instruction saisi de l'affaire. Si l'inculpé déclare s'opposer au transfèrement, avis immédiat en est donné à l'officier qui a signé le mandat. Le procès-verbal de la comparution contenant un signalement complet est transmis sans délai à ce magistrat, avec toutes les indications propres à faciliter la reconnaissance d'identité.

Il doit être fait mention au procès-verbal de l'avis donné à l'inculpé qu'il est libre de ne pas faire de déclarations.

6. Le juge d'instruction saisi de l'affaire décide, aussitôt après la réception de cet envoi, s'il y a lieu d'ordonner le transfèrement.

7. Nonobstant les termes de l'article 3, le juge d'instruction peut procéder à un interrogatoire immédiat et à des confrontations, si l'urgence résulte soit de l'état d'un témoin en danger de mort, soit de l'existence d'indices sur le point de disparaître, ou encore s'il s'est transporté sur les lieux en cas de flagrant délit.

8. Si l'inculpé reste detenu, il peut, aussitôt après la première comparution, communiquer librement avec son conseil.

Le paragraphe final ajouté par la loi du 14 juillet 1865 à l'article 613 du Code d'instruction criminelle est abrogé en ce qui concerne les maisons d'arrêt ou de dépôt soumises au régime cellulaire. Dans toutes les autres, le juge d'instruction aura le droit de prescrire l'interdiction de communiquer pour une période de dix jours; il pourra la renouveler, mais pour une nouvelle période de dix jours seulement.

En aucun cas l'interdiction de communiquer ne saurait s'appliquer au conseil de l'inculpé.

La libre communication de l'inculpé avec son conseil cesse après l'ordonnance qui dessaisit le juge d'instruction; et ce droit ne reprend naissance en matière criminelle qu'après que l'accusé, renvoyé devant la cour d'assises, a subi l'interrogatoire dans la maison de justice par le président des assises — Cr. c 20 mars 1903, D. P 1904. 1 477

9. L'inculpé doit faire connaître le nom du conseil par lui choisi, en le déclarant soit au greffier du juge d'instruction, soit au gardien-chef de la maison d'arrêt.

L'inculpé détenu ou libre ne peut être interrogé ou confronté, à moins qu'il n'y renonce expressément, qu'en présence de son conseil ou lui dûment appelé.

Le conseil ne peut prendre la parole qu'après y avoir été autorisé par le magistrat. En cas de refus, mention de l'incident est faite au procès-verbal.

Le conseil sera convoqué par lettre missive au moins vingt-quatre heures à l'avance.

1. Est nul l'interrogatoire subi par l'inculpé en l'absence de son avocat, sans que celui-ci ait été convoqué et sans que la procédure ait été mise à sa disposition, alors même que cet interrogatoire a porté sur un fait autre que celui qui a provoqué l'ouverture de l'information — Douai, 16 nov. 1898, D. P. 98. 2. 489, et la note de M. de Lanzac de Laborie.

2. L'avocat ne doit pas comparaître, pour défendre et assister son client, devant le commissaire de police chargé d'une information officieuse par le procureur de la République, ni être présent aux interrogatoires ou confrontations qui auraient lieu devant ce fonctionnaire — Cons. de discipl. de l'Ordre des avocats à la Cour d'appel de Paris, 18 déc. 1900, D. P. 1901. 2. 88.

3. La mesure d'instruction qui, bien que qualifiée procès-verbal de transport, a pour objet véritable de faire comparaître l'inculpé devant un ou plusieurs témoins, invités à déclarer s'ils le reconnaissent, ou à maintenir contre lui leurs déclarations antérieures, constitue une confrontation, et, par suite, doit, à peine de nullité, avoir lieu en présence du conseil de l'inculpé, ou ledit conseil dûment appelé; il en est ainsi, alors même que l'inculpé n'a point été interpellé par le juge au cours de ladite opération judiciaire, et qu'il ne lui a été posé aucune question. — Poitiers, 29 janv. 1901, D. P. 1901. 2. 159.

4. L'inculpé peut être interrogé par le juge d'instruction sans que son conseil soit présent ou ait été appelé, dans le cas où il a expressément renoncé à l'assistance du conseil. — Cr. r. 5 janv. 1901, D. P. 1901. 1 113, et la note de M. de Lanzac de Laborie.

5. Et un inculpé peut renoncer à l'assis-

tance de son conseil hors la présence de celui-ci. — Même arrêt et même note

6. Lorsque l'inculpe, averti, conformement à l'art. 9 de la loi du 8 déc. 1897, qu'il a le droit de n'être interroge ou confronte qu'en presence de son conseil, renonce expressément à ce droit, cette renonciation n'est valable que dans le cas où l'inculpé a eté prevenu anterieurement, en conformite de l'art. 3, qu'il a le droit de choisir un conseil ou de s'en faire designer un d'office. — Lyon, 26 janv. 1898, D. P. 98 2. 273.

7. Par suite, il y a lieu, à défaut de cet avertissement anterieur, et nonobstant la renonciation susvisée, d'annuler l'interrogatoire subi par l'inculpe en l'absence d'un conseil et toute la procedure ulterieure. — Même arrêt.

8. La renonciation de l'inculpé à ce que son conseil soit présent à un interrogatoire determine, ne s'applique qu'a cet acte seul, et ne peut être etendu à aucun autre acte de la procédure. — Caen, 28 dec. 1897 (2e espèce), D. P. 98. 2. 33-34.

9. Si l'avocat, présent à l'interrogatoire de son client, exerce, en principe, un contrôle muet, il a cependant la faculte de présenter des observations, sous la seule condition d'y avoir éte prealablement autorise par le magistrat instructeur. — Douai, 20 dec. 1897, D. P. 98. 2. 16.

10. Le juge d'instruction qui croit devoir refuser la parole à un avocat n'a pas à rendre une ordonnance pour motiver son refus, alors même qu'il est saisi, par le défenseur de l'inculpe, de conclusions ecrites tendant à ce que la parole lui soit donnee; il doit se borner à mentionner l'incident au proces-verbal d'interrogatoire, conformement a la disposition expresse de l'art. 9, alin. 3. — Même arrêt.

11. L'inculpé n'a pas le droit d'exiger l'assistance de plusieurs avocats aux interrogatoires ou aux confrontations devant le juge d'instruction; la présence d'un conseil unique suffit. — Commission d'instr. près la Haute Cour de justice, 12 oct. 1899, D. P. 1903. 2. 345, et la note de M. Sarrut.

12. Le conseiller-rapporteur, commis pour procéder a un supplément d'information ordonne par la cour d'appel, n'est pas tenu, a peine de nullite, de se conformer aux prescriptions de la loi du 8 déc 1897; .. et il n'est pas, notamment, obligé de convoquer le defenseur du prévenu pour proceder à la confrontation de celui-ci avec un temoin. — Cr. r. 26 avr. 1900, D. P. 1904. 1. 444-445.

13. Le droit, accorde au défenseur de l'inculpé, d'assister aux interrogatoires et aux confrontations appartient-il au ministère public? — V. *infrà*, art. 12, nº 7.

10. La procédure doit être mise à la disposition du conseil la veille de chacun des interrogatoires que l'accusé doit subir.

Il doit lui être immédiatement donné connaissance de toute ordonnance du juge par l'intermédiaire du greffier.

1. Il est satisfait aux prescriptions des art. 9, § 4, et 10, § 1, de la loi du 8 dec 1897, lorsque la convocation adressee par le juge d'instruction au conseil de l'inculpe et l'avertissement que la procedure a ete mise la veille de l'interrogatoire a sa disposition lui parviennent la veille du jour de l'interrogatoire. — Cr. r. 2 mai 1903, D. P. 1905. 1. 24.

2. L'art. 10 de la loi du 8 déc. 1897, en specifiant que la procédure serait mise à la disposition du conseil la veille de chacun des interrogatoires que l'inculpe doit subir, édicte une prescription qui a été jugee nécessaire, mais suffisante; par suite, le juge d'instruction peut legalement refuser de communiquer a l'inculpé lui-même le dossier de la procedure et de lui faire donner copie des pieces. — Cr. r. 2 mai 1903, D. P. 1905 1. 24

3. La prescription de la loi qui oblige à mettre la procedure à la disposition du conseil de l'inculpe « la veille de chacun des *interrogatoires* », ne saurait s'étendre aux actes de confrontation quesi ces actes ont en réalite le caractere d'interrogatoires. — Cr. r. 17 mars 1899, D. P. 99. 1. 328.

4. D'autre part, si la procédure doit être mise a la disposition du conseil de l'inculpe la veille de chacun des interrogatoires, il ne s'ensuit pas qu'il soit defendu, a peine de nullité, au juge d'instruction de procéder à la confrontation de l'inculpé avec un temoin aussitôt après la déposition de ce témoin, ni d'interroger le même jour plusieurs des inculpés compris dans une même poursuite. — Cr. r. 5 janv. 1901, D. P. 1901. 1. 113, et le rapport de M. le conseiller Boyer.

5. La prescription de la loi qui oblige à mettre la procedure à la disposition du conseil de l'inculpé à la veille de chacun des interrogatoires est réputee ne pas avoir ete remplie quand on ne trouve, au dossier, aucune mention de l'accomplissement de cette formalité; et celle-ci etant prescrite à peine de nullité, il y a lieu, dans ce cas, d'annuler l'interrogatoire ainsi que tout ce qui a suivi. — Cr. c. 27 juill. 1906, D. P. 1907. 1. 334.

6. Les ordonnances du juge d'instruction qui constituent des actes de juridic-

tion doivent seules être portees immédiatement à la connaissance du conseil de l'inculpé. — Caen, 28 déc. 1897, D. P. 98. 2. 33-34. — Trib. corr. Seine, 18 févr. 1898, et, sur appel, Paris, 7 avr. 1898, D. P. 98 2. 210-211. — Cr. r. 24 juin 1898 (motifs), *Bull. crim.*, nº 230. — Cr. r. 8 déc. 1899, *Bull. crim.*, nº 356. — Cr. r. 5 janv. 1901, D. P. 1901. 1. 113, le rapport de M. le conseiller Boyer et les conclusions de M. l'avocat général Feuilloley. — Cr. r. 16 févr. 1901, D. P. 1901. 1. 288. — V. cependant, en sens contraire : Lyon, 8 juin 1898, D. P. 98. 2. 489. — Douai, 16 nov. 1898, D. P. *ibid.* — Paris, 7 mars 1899, D. P. 1901. 2. 88. — Bastia, 31 mai 1905, D. P. 1906 2 336. — V. aussi les notes de M. de Lanzac de Laborie, D. P. 98 2. 489, et D P. 99. 2. 40.

7. Ainsi, les ordonnances portant designation d'experts n'ayant pas un caractere juridictionnel, la notification immediate de ces ordonnances n'est pas obligatoire. — Cr. r. 5 janv. 1901, precite. — V, *infrà*, en sens contraire, Circ. min. just. 10 dec. 1897.

8. L'ordonnance de soit-communiqué doit être portee à la connaissance du conseil de l'inculpe, à peine de nullité de cette ordonnance et de toute la procédure ulterieure — Cr c. 10 mai 1907, D. P 1908. 1. 539. — Cr. c. 18 févr. 1909, D. P. 1910. 1. 225.

9. La loi du 8 dec. 1897 n'est pas applicable à l'instruction supplementaire à laquelle procède le president des assises après un arrêt renvoyant l'affaire à une autre session, specialement, le défaut de notification immediate au défenseur d'une ordonnance portant nomination d'experts n'entraîne pas la nullité de ladite ordonnance et de toute l'instruction supplémentaire. — C. d'ass. de Vaucluse, 25 juill. 1898, D. P. 99 2. 191.

10. La connaissance donnée au conseil de l'inculpe de l'ordonnance de renvoi devant la chambre des mises en accusation ne peut couvrir le defaut de notification de l'ordonnance de soit-communique. — Caen, 28 dec 1897 (2e espèce), D. P. 98. 2. 33.

11. L'art. 10 de la loi du 8 dec. 1897 ne prescrit la communication des ordonnances qu'au conseil de l'inculpe, et non a l'inculpe lui-même. — D. P. 98. 2. 251, note 1.

12. Juge, cependant, qu'au cas où le prevenu a renoncé à l'assistance d'un conseil, l'ordonnance de renvoi doit lui être communiquée à lui-même — Rennes, 19 janv. 1898 (motifs), D. P. 98. 2. 250-251

13 Aucun texte de loi n'exige que l'ordonnance de renvoi devant la chambre des mises en accusation, une fois rendue et portée a la connaissance du conseil du prevenu, soit mise avec les autres pièces de la procedure, a la disposition dudit conseil. — Cr 1. 28 août 1902, D. P. 1904 5. 377.

11. Lorsque la cour d'assises saisie d'une affaire criminelle en prononce le renvoi à une autre session, il lui appartient de statuer sur la mise en liberté provisoire de l'accusé.

12. Seront observées, à peine de nullité de l'acte et de la procédure ultérieure, les dispositions prescrites par les articles 1er, 3, § 2, 9, § 2 et 10.

1. Puisque la loi du 8 déc. 1897 a eu pour but essentiel d'assurer la defense de l'inculpé pendant tout le cours de l'instruction écrite, toutes les formalites qui font partie substantielle du droit de defense sont de rigueur, et leur omission constitue, de plein droit et par elle-même, une nullité radicale — V. la note, D. P. 98. 1. 229.

2. Spécialement, l'avis que le juge d'instruction a mission de donner à l'inculpe de son droit de choisir un conseil est une formalité substantielle du droit de défense, et, par suite, obligatoire a peine de nullite, bien que la nullite n'ait pas été expressément attachee par l'art. 12 de la loi du 8 dec. 1897 a l'inobservation de cette prescription. — Cr. r. 4 fevr. 1898, D. P. 98. 1. 229

3. En conséquence, c'est à bon droit qu'est déclarée nulle une ordonnance de renvoi rendue sans que l'inculpe ait été avisé de la faculté de se faire donner un conseil. — Même arrêt.

4. Et l'arrêt qui prononce la nullite en se fondant uniquement sur ce que le juge d'instruction avant de rendre une ordonnance dont connaissance devait être donnee au conseil de l'inculpé à même d'être assiste d'un conseil, ne saurait être critique comme reposant sur des motifs obscurs et insuffisants — Même arrêt.

5. Dans une autre doctrine, consacree par plusieurs arrêts, la disposition de l'art. 3, § 2, de la loi du 8 dec 1897, qui est visee par l'art. 12 de la même loi, et dont l'inobservation est sanctionnee par la nullite, est la disposition qui prescrit au juge d'instruction d'avertir l'inculpe de son droit de choisir un conseil ou de s'en faire designer un d'office. — Lyon, 5 janv. 1898, D. P. 98. 2. 274-275. — Aix, 6 janv. 1898, D. P. 98 2. 274. — Lyon, 26 janv. 1898, D P. 98. 2 273.

6. D'autre part, a raison d'une erreur matérielle relative au numéro du paragraphe de l'art. 3 de la loi du 8 dec. 1897 qui est visé par l'art. 12 de la même loi, deux autres arrêts énoncent qu'il y a lieu a l'annulation de la procedure, par application de l'art. 12 de la loi du 8 dec. 1897, lorsque le juge d'instruction n'a pas donne

avis à l'inculpé de son droit de choisir un conseil ou de demander qu'il lui en soit designe un d'office. — V. la note, D. P. 98. 2. 273. — Comp.: Caen, 28 dec. 1897 (1re espèce), D P. 98. 2. 33. — Cr. r. 11 févr. 1898, D. P. 98. 1. 152.

7. Si la loi du 8 dec. 1897 n'a pas attribue au ministère public le droit, accorde au defenseur de l'inculpe, d'assister aux interrogatoires et confrontations, il n'y a pas nullite à raison de la presence du ministère public a un interrogatoire et à une confrontation. — Trib. corr. de Corbeil, 15 nov. 1901, D. P. 1903. 2. 301.

8 Lorsqu'un acte de la procédure suivie par un juge d'instruction est entaché d'une des nullités prévues par la loi du 8 dec. 1897, le juge d'instruction n'a qualite ni pour prononcer l'annulation dudit acte, ni pour le recommencer spontanement ; mais il doit mettre le prévenu assiste de son conseil, ou celui-ci dûment appele, en demeure de declarer s'il entend opposer la nullite. — Cr. c. 8 dec. 1899, D. P. 1900. 1. 31.

9. Si le prevenu renonce a se prévaloir de la nullite, elle se trouve ainsi couverte, et le juge d'instruction peut continuer l'information. — Même arrêt.

10. Dans le cas contraire, il doit communiquer la procédure au procureur de la Republique à l'effet de saisir, par voie d'opposition à l'ordonnance de soit-communique, la chambre des mises en accusation, seule competente pour prononcer l'annulation des actes entaches de nullite et de la procedure qui les a suivis. — Même arrêt

11. Lorsque la nullité n'est découverte qu'apres la clôture de l'instruction, l'annulation de la procedure spontanément recommencee par le juge d'instruction peut et doit être prononcée par le tribunal correctionnel (sol. impl.). — Même arrêt.

12. Le prevenu n'est recevable, à aucun moment, à saisir personnellement la chambre des mises en accusation de la connaissance des vices pouvant affecter l'information prealable ; il ne peut proceder ni par la voie de l'opposition, réglementee en ce qui le concerne par l'art 135, § 2, c. instr. crim., ni par voie de requête ou de tout autre acte concluant à la nullité ; l'art. 217 c. instr. crim. lui reserve seulement, dans le cas qui y est prévu, le droit de fournir a la chambre des mises en accusation tels mémoires qu'il estimerait convenables. — Cr. r. 17 nov. 1900, D. P. 1901. 1. 253, et le rapport de M. le conseiller Laurent-Atthalin. — Poitiers, 29 janv. 1901, D. P. 1901 2 150.

13. La cour d'appel qui annule un jugement correctionnel pour violation ou omission, dans l'instruction, des formalites prescrites à peine de nullite par la loi du 8 dec. 1897 doit évoquer la cause et statuer sur le fond. — Paris, 7 mars 1899, D. P. 1901. 2. 88. — Grenoble, 3 janv. 1901, D. P. 1901. 2. 63.

14. Les moyens de nullité pris de l'inobservation de la loi du 8 déc. 1897 constituent des moyens de procedure qui ne peuvent être soulevés devant la cour de cassation lorsqu'ils n'ont été proposes ni en première instance, ni en appel. — Cr. r. 19 janv. 1901, D. P. 1901. 1. 342.

15. La chambre d'accusation, quand elle prononce l'annulation d'actes d'instruction, doit « ordonner la suppression, du dossier, des actes declares nuls et de la procedure qui les a suivis ». — Cr. c. 8 dec. 1899, D. P. 1900. 1. 31. — V. cependant Cr r. 22 juin 1905, D. P. 1909. 1. 431.

13. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi.

14. La présente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

V. la loi du 19 *juin* 1899 *qui dispose que « le* 1er *paragraphe de l'article* 2 *de la loi du* 8 *décembre* 1897, *et les articles* 3, 7, 8, 9, 10, 12, 13 *et* 14 *de la même loi, sont applicables à l'instruction devant les conseils de guerre jugeant en temps de paix et siégeant à terre ».*

Circulaire du 10 décembre 1897, *de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, adressée à MM. les procureurs généraux, relative à l'application de la loi du* 8 *décembre* 1897, *dont nous publions le texte ci-dessus* (**D. P.** 97. 4. 129).

Monsieur le procureur general, — Le *Journal officiel* en date de ce jour, publie la loi du 8 decembre 1897 qui a « pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de crimes et delits ».

Cette loi ne realise pas toutes les reformes qui ont donné lieu, devant les Assemblees parlementaires, à des discussions si approfondies, depuis le dépôt au Sénat, en 1879, d'un projet prepare par le Gouvernement et qui contenait une véritable refonte partielle de notre Code d'instruction criminelle. Mais bien qu'elle semble laisser ce Code a peu pres intact, puisque la plupart de ses dispositions n'y sont pas incorpo-

rees, elle remplace par des principes nouveaux quelques-unes des règles les plus importantes de notre procedure pénale.

Il est a prevoir que la substitution d'un systeme tout different a une organisation presque seculaire, ne pourra s'effectuer sans quelques tâtonnements dus a des obstacles d'ordre materiel, et sans quelques hésitations dans l'interpretation d'un texte qui ne formule pas toujours en termes precis et limitatifs les derogations apportees aux prescriptions anciennes.

Les legislateurs eux-mêmes ne se sont pas dissimule que la mise en pratique de la loi nouvelle pourrait soulever certaines difficultes. Aussi se sont-ils expressément reserve de poursuivre l'etude de cette reforme considerable, en vue de completer et de modifier ulterieurement, s'il y a lieu, les dispositions qui vont entrer en vigueur.

Il appartient aux magistrats de prêter le plus loyal concours à cette œuvre de progres inspiree par l'unique souci de fortifier le principe de la liberte individuelle, et d'entourer de garanties plus completes l'exercice du droit de la defense, sans qu'il soit porte atteinte aux intérêts de la repression qui sont ceux de l'ordre social.

Cette double preoccupation s'est révélee chez tous les orateurs, quelle que fût la diversite des theories en presence et des moyens proposes par chacun comme les plus propres à atteindre le but poursuivi par tous. Elle a domine toutes les discussions; elle doit servir de guide a ceux qui ont la charge d'appliquer et d'interpréter la loi.

Pour faciliter la tâche qui leur incombe, je crois devoir appeler spécialement leur attention sur le caractere et l'etendue des principales reformes, et leur fournir quelques indications destinees à assurer le fonctionnement regulier de la loi.

Je ne puis d'ailleurs, dans la plupart des cas, envisager que des difficultés en quelque sorte materielles, devant laisser presque exclusivement aux juridictions qui en seront saisies, le soin de donner, sous le contrôle de la cour de cassation, des solutions definitives aux délicates questions que pourra faire naître, au point de vue du droit, la pratique de chaque jour.

Tel est, monsieur le procureur général, l'objet des instructions qui vont suivre.

§ 1. — INTERDICTION AU JUGE D'INSTRUCTION DE CONCOURIR AU JUGEMENT DES AFFAIRES QU'IL A INSTRUITES (art. 1er)

L'article 1er de la loi ne fait qu'appliquer aux poursuites exercees devant les juridictions correctionnelles la règle edictee par l'article 257 du Code d'instruction criminelle pour les affaires soumises au jury.

Dorenavant, le juge d'instruction ne peut concourir au jugement des prevenus contre lesquels il a procede a une information.

Il est à peine besoin d'ajouter que cette disposition vise d'une façon générale tout magistrat qui aurait ete appelé à remplacer provisoirement le juge d'instruction titulaire.

L'observation du principe pose par l'article 1er est prescrite a peine de nullite (art. 12).

Lors de la discussion devant la Chambre des députes, un orateur a signale l'inconvenient qu'il pourrait y avoir a ce que les juges suppleants qui collaborent aux travaux du parquet vinssent a l'audience, comme juges, apprecier leurs propres requisitions.

J'ai lieu de supposer que cette irregularite n'a pu se produire que dans quelques cas isoles. Ainsi que l'a declare, a maintes reprises, la cour de cassation, « il est de maxime constante, en France, que les fonctions du ministère public sont incompatibles avec celles du juge. Cette incompatibilite résulte de leur nature même et de ce principe de justice qui ne permet pas qu'un magistrat puisse être, dans la même affaire, partie poursuivante et juge » (Cr. r. 23 mars 1860, D. P. 63. 5. 388. V. aussi R. Vo *Organisation judiciaire*, no 562; Cr. c. 3 mars 1859, D. P. 60. 5. 398; 29 avr. 1864, D. P. 64. 1. 453; Cr. r. 25 avr. 1890, D P. 91. 1. 140).

Vos substituts devront, en consequence, veiller avec soin a ce que les juges suppleants attaches specialement au service du parquet s'abstiennent rigoureusement de participer au jugement des affaires où ils auront dû intervenir d'une façon quelconque, comme représentants du ministère public.

§ 2. — DE L'INCULPÉ ARRÊTE EN VERTU D'UN MANDAT D'AMENER (art. 2, 4, 5 et 6).

I. — *Comparution de l'inculpé arrêté en vertu d'un mandat d'amener.*

Les dispositions de l'article 2 s'ajoutent à l'article 93 actuel du Code d'instruction criminelle. Elles precisent et sanctionnent l'obligation, pour les magistrats, de régler, dans le plus bref delai, la situation des individus arrêtes en vertu d'un mandat d'amener.

L'inculpe doit être interroge dans les vingt-quatre heures au plus tard après son entree dans la maison de depôt ou d'arrêt. Il ne peut donc plus y avoir desormais d'hesitation sur le lieu où seront provisoirement retenus les inculpés sous le coup d'un mandat d'amener. Les gardiens-chefs devront les recevoir dans les maisons d'ar-

rêt ou de dépôt ; ils ne sauraient, pour s'y refuser, invoquer l'article 609 du Code d'instruction criminelle qui, aux termes de l'article 13 de la loi, est implicitement modifié par le nouvel article 93.

Mais il faut se garder de croire que l'inculpé devra être, immédiatement et dans tous les cas, remis à la maison d'arrêt ou de dépôt par les agents qui auront procédé à son arrestation ou à son transfèrement.

Comme par le passé, il devra d'abord être conduit devant le magistrat signataire du mandat, qui, autant que possible, procédera de suite, conformément aux dispositions de l'article 3.

Telle est la règle qu'il importe de maintenir.

C'est par exception seulement, et à raison de l'absence ou de l'empêchement momentané du magistrat, que l'inculpé sera provisoirement déposé et retenu, en vertu d'un mandat d'amener, dans le local affecté à cette destination.

La première comparution, qui aura été ainsi différée, devra avoir lieu dans les vingt-quatre heures qui suivront l'entrée de l'inculpé à la maison d'arrêt ou de dépôt.

Passé ce délai, le mandat d'amener perd toute sa force, et l'inculpé, sous peine d'être illégalement détenu, ne peut être réintégré qu'en vertu d'un mandat de dépôt ou d'arrêt.

Le législateur a voulu, par des dispositions nouvelles et rigoureuses, empêcher, dans la pratique, la violation de la loi.

A l'expiration du délai de vingt-quatre heures, « l'inculpé sera conduit d'office, et sans aucun nouveau délai, par les soins du gardien-chef, devant le procureur de la République qui requerra du juge d'instruction l'interrogatoire immédiat. En cas de refus, d'absence ou d'empêchement dûment constaté du juge d'instruction, l'inculpé sera interrogé sans retard, sur les réquisitions du ministère public, par le président du tribunal ou par le juge qu'il désignera, à défaut de quoi le procureur de la République ordonnera la mise en liberté immédiate de l'inculpé » (art. 2).

Ces dispositions sont aussi nettes que possible et n'appellent aucun commentaire.

Je suis convaincu, d'ailleurs, que les gardiens-chefs n'auront jamais à prendre l'initiative prévue par la loi. Les magistrats instructeurs ont trop le sentiment de leurs devoirs et le respect de la liberté individuelle pour se soustraire à la stricte obligation de faire comparaître immédiatement — ou dans les vingt-quatre heures au plus tard — les individus contre lesquels ils auront cru nécessaire de recourir à l'arrestation préventive.

Je saisis cette occasion de leur rappeler que la nature même de leurs fonctions exige la plus grande assiduité, et qu'en dehors d'un empêchement dû à une force majeure, ou d'une absence justifiée par leur service même ou par un congé régulier, ils doivent se rendre à leur cabinet tous les jours de la semaine sans exception.

Les deux derniers paragraphes de l'article 93 ainsi modifié attachent une sanction nouvelle à l'inobservation des formalités édictées par les paragraphes précédents. Aux pénalités déjà prévues par l'article 112 du Code d'instruction criminelle, ils ajoutent celles qui, aux termes des articles 119 et 120 du Code pénal, répriment la détention arbitraire et illégale. Je n'ai pas à insister sur ces rigoureuses dispositions dont, j'en ai la certitude, vous n'aurez jamais à requérir l'application.

Les termes mêmes de l'article 2, son incorporation à l'article 93 du Code d'instruction criminelle, semblent démontrer que la procédure qu'il organise vise uniquement le cas où l'inculpé a été arrêté en vertu d'un mandat d'amener décerné par le juge d'instruction. Toutefois, par identité de motifs, elle doit, à mon avis, s'appliquer lorsque l'inculpé ayant été arrêté en vertu d'un mandat d'amener décerné par le procureur de la République ou par un de ses auxiliaires, dans les conditions prévues par les articles 40 et 49 du Code d'instruction criminelle, les pièces et les procès-verbaux de l'enquête sont transmis au juge d'instruction, conformément aux prescriptions de l'article 45. En effet, dès ce moment, l'inculpé se trouve retenu à la disposition du juge d'instruction en état de mandat d'amener.

La question pourrait se poser de savoir si les parquets doivent observer les prescriptions de l'article 2 pour les individus arrêtés en flagrant délit, à raison d'un fait puni de peines correctionnelles.

La nouvelle loi ne modifie en rien la procédure spéciale organisée par la loi du 20 mai 1863. D'après l'article 1er de cette loi, en effet, l'inculpé est immédiatement conduit devant le procureur de la République qui l'interroge et, s'il y a lieu, le place sous mandat de dépôt, en attendant sa comparution, le jour même où, au plus tard, le lendemain, devant le tribunal de police correctionnelle. Il n'est jamais à craindre, par conséquent, que l'inculpé soit abusivement retenu sous mandat d'amener sans être appelé à fournir ses explications, puisque l'incarcération n'a lieu qu'en vertu d'un mandat de dépôt nécessairement précédé d'un interrogatoire.

En ce qui concerne Paris, il faut reconnaître que, par suite d'une organisation spéciale résultant de la force même des choses, les individus arrêtés en flagrant délit ne sont pas directement menés devant le procureur de la République : ils restent au dépôt de la préfecture de police jusqu'à ce que les substituts siégeant au petit parquet soient saisis des procès-verbaux dressés contre eux. Mais je me propose de prier M. le ministre de l'intérieur de prescrire les mesures nécessaires en vue d'activer la transmission de ces procès-verbaux, de façon que les inculpés de cette catégorie puissent être traduits devant les magistrats du petit parquet dans un délai aussi court que possible.

II. — *Arrestation de l'inculpé en vertu d'un mandat d'amener à plus de dix myriamètres du lieu où réside le magistrat signataire du mandat.*

Les articles 4, 5 et 6 modifient profondément la procédure organisée par les articles 100, 101, 102 et 103 du Code d'instruction criminelle vis-à-vis des inculpés arrêtés en vertu d'un mandat d'amener, à une certaine distance du chef-lieu d'arrondissement où réside l'officier qui a délivré le mandat.

Lorsque cette distance est supérieure à 10 myriamètres (au lieu de 5 myriamètres prévus par l'article 100 du Code d'instruction criminelle), le mandat ne doit pas être purement et simplement mis à exécution

L'inculpé est conduit devant le procureur de la République du lieu où il a été trouvé : « Ce magistrat l'interroge sur son identité, reçoit ses déclarations après l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire, l'interpelle afin de savoir s'il consent à être transféré ou s'il préfère prolonger les effets du mandat d'amener, en attendant, au lieu où il se trouve, la décision du juge d'instruction saisi de l'affaire. Si l'inculpé déclare s'opposer au transfèrement, avis immédiat en est donné à l'officier qui a signé le mandat Le procès-verbal de la comparution contenant le signalement complet est transmis sans délai à ce magistrat, avec toutes les indications propres à faciliter la reconnaissance de l'identité. Il doit être fait mention au procès-verbal de l'avis donné à l'inculpé qu'il est libre de ne pas faire de déclarations » (art. 5).

Les obligations tracées au procureur de la République sont nettement indiquées dans le texte.

Le législateur s'est inspiré de cette pensée que l'inculpé, dont l'honneur et la liberté sont en jeu, doit être laissé le seul juge de ce que son intérêt peut lui commander. A lui d'apprécier si la preuve de son innocence sera plus vite et mieux faite au lieu même où réside le juge chargé d'instruire, ou si ses seules déclarations et la vérification de son identité par le procureur de la République suffiront à amener le retrait du mandat décerné contre lui. En conséquence, le procureur de la République est déchargé de l'obligation, que lui imposait l'article 100 du Code d'instruction criminelle, d'examiner, suivant les circonstances, si le transfèrement de l'inculpé doit être effectué de suite ou retardé, et, dans aucun cas, il n'aura désormais à décerner le mandat de dépôt prévu par le même texte

Mais son rôle n'en est pas moins capital. Il lui appartient d'éclairer le juge d'instruction signataire du mandat. A cet effet, il doit constater soigneusement l'identité de l'inculpé, établir son signalement exact et complet, et recevoir ses déclarations avec une précision et un soin minutieux.

Il importe, d'ailleurs, de remarquer que, conformément au principe établi par l'article 3 et sur lequel j'aurai à revenir, le procureur de la République ne doit pas faire subir d'interrogatoire à l'inculpé. Il se borne à transcrire ses déclarations après l'avoir averti qu'il est libre de n'en pas faire. Cet avertissement est mentionné au procès-verbal.

Ces formalités remplies, le procès-verbal de comparution et toutes les pièces sont adressés de suite au juge d'instruction saisi de l'affaire, « qui décide, aussitôt après la réception de cet envoi, s'il y a lieu d'ordonner le transfèrement » (art. 6).

Les termes de cet article paraissent indiquer clairement que le juge d'instruction doit statuer immédiatement sur le transfert de l'inculpé et qu'il n'a plus la faculté, inscrite dans l'article 103 du Code d'instruction criminelle, de renvoyer les pièces à son collègue du lieu de l'arrestation en le chargeant de procéder à une enquête complémentaire. Cette solution, imposée, semble-t-il, par le texte même, est d'accord avec la pensée du législateur, qui a voulu, comme le prouve toute l'économie du nouvel article 93, obliger le juge d'instruction à régulariser le plus rapidement possible la situation de l'inculpé qu'il a cru devoir, ne fût-ce que momentanément, priver de la liberté

III. — *Exécution du mandat d'arrêt.*

La loi ne contient aucune innovation en ce qui concerne l'exécution du mandat d'arrêt Les textes du Code d'instruction criminelle relatifs à cet objet demeurent donc entièrement applicables.

Toutefois, je vous rappelle qu'a la suite de divers incidents, ma chancellerie avait ete amenee à recommander sur ce point certaines mesures sensiblement analogues aux formalités prescrites par les articles 4, 5 et 6 précités. Les instructions contenues dans la circulaire de mon predecesseur, en date du 16 juillet 1896, trouveraient donc, s'il etait necessaire, une justification nouvelle dans le vote et la promulgation de la loi qui nous occupe. Il ne me paraît pas inutile d'en reproduire ici un passage essentiel :

« Dans le cas où un mandat d'arrêt aura dû être décerne, les mesures suivantes seront prises pour prevenir toute chance d'erreur sur l'identité de la personne qui en sera l'objet : l'inculpe arrête hors de l'arrondissement du magistrat qui a décerne le mandat sera immédiatement conduit devant le procureur de la Republique de l'arrondissement où il aura ete trouvé. Ce magistrat vérifiera personnellement si ce mandat est applicable à l'inculpe et provoquera ses déclarations, si celui-ci croit devoir en formuler. Desdites constatations et declarations, il dressera un procès-verbal qui sera remis aux agents chargés d'assurer le transferement et qui devra figurer ultérieurement parmi les pièces de la procedure.

« Si, a defaut de justifications fournies par l'inculpe, les allegations par lui formulees permettent de supposer soit qu'il n'y a pas identité entre l'individu arrêté et la personne désignee au mandat, soit que l'inculpé arrête est demeure étranger au fait incriminé, le procureur de la République devra immediatement en referer télégraphiquement au magistrat de qui emane le mandat, qui appréciera, sous sa responsabilite, la decision à prendre en ce qui concerne le transfèrement de l'inculpe » (Circ. du 16 juill. 1896).

Je n'ai rien à modifier, non plus, aux recommandations de la même circulaire concernant les modes de transferement applicables aux inculpes.

§ 3. — DES GARANTIES NOUVELLES ACCORDÉES A LA DÉFENSE (art. 3, 7, 8, 9 et 10).

On a dit avec raison que les articles 3, 7, 8, 9 et 10 constituent les dispositions fondamentales et vraiment maîtresses de la loi. Ils proclament, en effet, le droit pour l'inculpe d'organiser sa défense dès le début même de l'information prealable, et garantissent le libre exercice de ce droit par des regles absolument nouvelles et opposees à celles de la legislation antérieure.

Les auteurs du Code d'instruction criminelle avaient considerè le secret de l'instruction comme indispensable a la manifestation de la verité. Ils pensaient que l'inculpe devait, jusqu'a la clôture de l'information, rester seul, sans appui ni conseil, en face du juge chargé de rechercher et de reunir les preuves de son innocence ou de sa culpabilite.

Depuis longtemps, les meilleurs esprits avaient signale le vice capital de ce systeme. Malgre les temperaments que beaucoup de magistrats apportaient souvent dans la pratique à l'application rigoureuse du principe, on pouvait craindre que les interêts de l'inculpe ne fussent pas toujours suffisamment sauvegardés. Le privilège excessif accordé à l'accusation avait pu engendrer quelques abus et être parfois la cause d'erreurs profondement regrettables, presque toujours difficiles à réparer et qui, en atteignant les individus, troublaient aussi l'ordre social et menaçaient la collectivite des citoyens.

D'un autre côté, tout en portant au mal le remede necessaire, il fallait eviter d'enerver et de paralyser la repression, aux depens de l'intérêt general.

Le problème etait difficile à résoudre, ce qui suffirait a expliquer pourquoi la reforme si longtemps désirée et attendue a reçu si tardivement sa consecration légale.

De nombreuses et vives polémiques l'ont precédée. — Mais elle vient d'entrer dans le domaine législatif ; serviteurs fidèles et respectueux de la loi, nous devons tous, quelles qu'aient ete nos opinions pendant la periode d'élaboration et de discussion, l'appliquer loyalement et sans arrière-pensée, et faire tous nos efforts pour assurer, par une bonne volonte constante, un zèle toujours grandissant et une activite sans cesse en éveil, le fonctionnement régulier de ses rouages.

Ainsi que je viens de le dire, le législateur a voulu qu'au seul même de l'information, et ensuite pendant tout son cours, l'inculpé pût être assiste d'un conseil qui collaborât à l'œuvre de sa defense.

Les mesures édictees dans ce but se rattachent aux trois ordres d'idees suivants :

1° Choix ou désignation d'office d'un conseil ;

2° Droit pour le conseil d'assister à certains actes de l'information et d'être tenu au courant de la procedure ;

3° Reglementation nouvelle de l'interdiction de communiquer, dorenavant supprimee en ce qui concerne le conseil, et restreinte à l'égard des autres personnes.

I. — *Choix ou désignation d'un conseil.*

Dès le début de l'instruction, l'inculpe est mis à même de recourir a l'assistance d'un conseil A cet effet, le juge, apres sa première comparution, lui donne avis qu'il a le droit de choisir un defenseur parmi les avocats inscrits au tableau, ou admis au stage, ou parmi les avoues. L'inculpe qui ne croit pas devoir ou qui ne peut pas exercer ce choix peut demander qu'il lui soit designe d'office un conseil. Cette désignation est faite, sur les diligences du juge d'instruction, par le bâtonnier de l'ordre des avocats, s'il existe un conseil de discipline, et, dans le cas contraire, par le président du tribunal (art. 3, § 3).

La loi n'a fait, sur ce point, que rendre obligatoire une pratique déjà suivie par beaucoup de juges d'instruction, notamment par ceux du tribunal de la Seine (circulaire du procureur general de la cour d'appel de Paris, du 9 juill. 1884; Circulaire du procureur de la Republique près le tribunal de la Seine, du 16 mars 1897).

Il importe, d'ailleurs, de remarquer que l'assistance de l'avocat ou de l'avoué est seulement facultative. La loi n'a pas entendu l'imposer à l'inculpe, qui apprecie souverainement quel est son véritable intérêt. C'est donc seulement sur sa demande expresse qu'il est procede à la désignation d'office.

L'inculpe qui n'a pas choisi ou qui ne s'est pas fait désigner d'office un defenseur des sa premiere comparution n'est évidemment pas forclos. L'article 9, § 1er, porte « qu'il doit faire connaître le nom du conseil par lui choisi en le déclarant soit au greffier du juge d'instruction, soit au gardien-chef de la maison d'arrêt ». Les termes de cette disposition permettent de l'appliquer, soit que l'inculpé ait fait choix d'un conseil avant même la première comparution, soit que, n'ayant pas cru devoir profiter de l'avertissement à lui donne par le juge d'instruction, conformément à l'article 3, § 3, il ait depuis changé d'avis. Dans ce dernier cas, et bien que l'article 9 ne fasse allusion qu'à un defenseur choisi, l'inculpe pourrait egalement, sans aucun doute, demander que la designation fût faite d'office. Le juge d'instruction aurait alors à suivre la procédure instituée par l'article 3, § 3.

Le conseil, désigne ou choisi, doit être necessairement pris parmi les avocats inscrits au tableau, ou stagiaires, ou parmi les avoues. Il offrira donc toujours les garanties les plus serieuses de discretion et d'honorabilité. J'ajoute que ce conseil devant être nominativement désigné ne pourra se faire suppléer ou représenter par un confrère. Un amendement qui lui donnait cette faculte a été propose au Senat par M. Tillaye et n'a été ni vote ni même mis en discussion. Toutefois, il n'est pas obligatoire que le choix ou la designation porte sur un conseil unique.

II. — *Droit, pour le conseil, d'assister à certains actes de l'information et d'être tenu au courant de la procédure.*

A partir du moment ou il est choisi ou designe, le conseil est mis en mesure de prêter à son client un concours actif et toujours éclairé.

Si le législateur n'est pas allé jusqu'à lui permettre d'assister à tous les actes de l'information, du moins a-t-il voulu qu'il soit present chaque fois que l'inculpe sera appele à discuter les charges relevees contre lui.

D'autre part, afin de lui permettre de remplir utilement sa mission, il reçoit, pendant le cours de l'information, communication de la procedure, et connaissance lui est donnee des ordonnances rendues par le juge.

A. — Assistance du conseil aux interrogatoires et confrontations.

En regle generale, l'inculpé, détenu ou libre, ne peut, à peine de nullite, être interrogé ou confronte qu'en presence de son conseil, ou lui dûment appele (art. 9, § 2, art. 12).

C'est par application de ce principe que, lors de la première comparution, le magistrat doit se borner à constater l'identité de l'inculpé, à lui faire connaître les faits qui lui sont imputes et à recevoir ses déclarations, apres l'avoir averti qu'il est libre de ne pas en faire (art. 3, § 1er). Cet avertissement et la mention qui en est inseree au procès-verbal sont egalement prescrits par l'article 12, à peine de nullite.

Ce sont là des dispositions capitales que les magistrats instructeurs ne devront jamais perdre de vue. Leur inobservation entraînerait les consequences les plus fâcheuses, puisqu'elle depouillerait de toute force légale, non seulement l'acte irregulier, mais encore toute la procédure ultérieure (art. 12).

Le rôle du conseil est nettement defini par l'article 9, § 3. Il n'a pas le droit, par une intervention sans cesse renouvelée, d'enlever aux réponses de son client, des autres inculpes ou des temoins confrontés, la spontaneite qui est le meilleur garant de leur sincérite. Il ne peut, en effet, prendre la parole qu'après y avoir eté autorisé par le juge d'instruction. En cas de refus, mention de l'incident est faite au procès-verbal;

Il n'est pas impossible que l'application du paragraphe 3 de l'article 9 donne naissance, dans la pratique, à quelques conflits qui seraient profondement regrettables. Ils seront facilement evités si le défenseur et le juge sont bien pénetres de cette pensée qu'ils collaborent à une œuvre commune et que leurs efforts reunis doivent tendre a la manifestation rapide et éclatante de la verité.

L'assistance necessaire du conseil aux interrogatoires et confrontations constitue la règle formellement écrite dans la loi. Mais cette regle devait forcement recevoir des exceptions sans lesquelles les recherches de la justice eussent eté frequemment vouees à un échec certain. Aussi l'article 7 decide-t-il que « nonobstant les termes de l'article 3, le juge d'instruction peut procéder à un interrogatoire immédiat et à des confrontations, si l'urgence résulte, soit de l'état d'un temoin en danger de mort, soit de l'existence d'indices sur le point de disparaître, ou encore s'il s'est transporté sur les lieux en cas de flagrant délit » (art. 7).

Comme tous les textes qui apportent une derogation à un principe général, l'article 7 doit être appliqué restrictivement Il prevoit trois hypotheses limitativement precisées et ne saurait être étendu à tout autre cas, alors même que l'urgence y apparaîtrait avec la derniere évidence. La règle d'interpretation que je viens de rappeler impose cette solution sur laquelle les travaux preparatoires de la loi ne peuvent d'ailleurs laisser aucun doute, puisque le Senat, dans sa séance du 28 mai 1897, a repoussé un amendement de M. Demôle ainsi conçu : « S'il existe des motifs d'urgence dûment constates au procès-verbal. »

Pour assurer l'exacte observation des dispositions de l'article 7, il importe que le juge d'instruction mentionne au procès-verbal, en termes formels, celle des trois circonstances, prevues au texte, qui légitime l'interrogatoire ou la confrontation hors la présence du défenseur. Il ne suffirait pas de reproduire purement et simplement la formule necessairement générale employee par la loi, sans préciser le fait special auquel il en est fait application.

Les deux premiers cas d'urgence ne comportent aucun commentaire. Il appartiendra au juge d'instruction, après avoir recueilli, s'il y a lieu, tous renseignements utiles, de constater qu'un temoin est reellement en danger de mort, ou que des indices sérieux sont sur le point de disparaître. Il parait certain que si l'urgence résulte de l'etat d'un temoin en danger de mort, c'est avec ce témoin seul que l'inculpe pourra être confronte sans l'assistance du conseil.

En ce qui concerne le troisieme cas, j'estime que la faculte laissée au juge peut s'exercer toutes les fois qu'il se rend sur les lieux en cas de flagrant délit, soit que, dans les conditions prevues par les articles 47 et 62 du Code d'instruction criminelle, il ait eté requis d'informer et de se transporter, soit que, conformement à l'article 59, il use des pouvoirs accordés en cas de flagrant delit au procureur de la Republique par les articles 32 et suivants du même Code.

Bien que l'article 7 se refere à l'article 3 relatif à la première comparution, il parait hors de doute que, durant tout le cours de l'information, le juge a le droit, lorsqu'un temoin se trouve en danger de mort ou que des indices sont sur le point de disparaître, de proceder en l'absence du conseil à un interrogatoire et à des confrontations. Quel que soit le degre d'avancement de l'instruction, la nécessite d'empêcher la disparition des preuves s'impose avec la même évidence.

Si pénetres de leurs devoirs respectifs que soient le juge et le defenseur, on ne saurait guere se dissimuler que les formalites nouvelles imposees par la loi pourront quelquefois avoir pour résultat de retarder la clôture de l'information et, par suite, de prolonger la détention preventive.

Aussi la loi a-t elle voulu que l'inculpe, prenant uniquement conseil de ses intérêts, eût la faculte de renoncer aux garanties que lui accordent les articles 7 et 9.

Par ces mots « à moins qu'il n'y renonce expressement », le paragraphe 2 de l'article 9 apporte une nouvelle et importante dérogation au principe.

En conséquence, lorsque l'inculpe le demande ou y consent formellement, l'interrogatoire et les confrontations peuvent avoir lieu sans que son conseil y assiste.

Pour qu'il ne subsiste aucun doute, la renonciation doit être expresse et constatee en tête du procès-verbal d'interrogatoire ou de confrontation. L'oubli de cette regle entraînerait la nullite de l'acte et de toute la procedure ultérieure (art. 12).

La renonciation peut se produire au debut même de l'information et porter sur tous les interrogatoires et toutes les confrontations qui suivront. Elle peut aussi avoir lieu au cours de l'instruction, et pour un interrogatoire ou une confrontation determinés. Mais, dans aucun cas, elle ne saurait avoir un caractere définitif. L'inculpé a toujours la faculté de la retracter ; toutefois, il va sans dire que les actes accomplis avant la rétractation conservent toute leur valeur legale.

Le conseil doit être prevenu en temps utile, afin d'être mis à même d'exercer efficacement son droit. L'article 9, § 4, exige qu'il soit convoqué par lettre missive au moins vingt-quatre heures à l'avance Le texte semble fixer le point de depart du délai au moment ou est expedice la lettre missive. Le juge se conformerait donc strictement au texte s'il faisait remettre la lettre a la poste la veille de l'interrogatoire, à une heure telle que le delai de vingt-quatre heures fût expire avant la comparution de l'inculpé.

Mais l'article 10, § 1er, sur lequel j'appelle plus loin votre attention, exige que la procedure soit mise à la disposition du conseil la veille de chacun des interrogatoires que l'inculpe doit subir. Pour eviter des frais et epargner au greffier un surcroît de travail, il me paraît preferable que la même lettre missive avertisse le conseil a la fois que la procedure sera mise a sa disposition et que l'inculpe sera interroge. Mais, pour satisfaire en même temps aux dispositions imperatives de l'article 9, § 4, et a celles de l'article 10, § 1er, il est necessaire que le double avis, insere dans la lettre missive, soit adressé au conseil l'avant-veille de l'interrogatoire Dans la pratique, le delai de vingt-quatre heures prevu par l'article 9, § 4, sera ainsi toujours augmente.

Pour eviter toute contestation, la lettre missive devra être portée a la poste et recommandee ; le recepissé delivre par l'agent auquel elle aura ete remise sera annexe au proces-verbal constatant l'expedition.

Les frais de timbre, soit 40 centimes pour chaque lettre, seront avancés par le greffier, qui comprendra cette depense dans son plus prochain mémoire de frais de justice criminelle, en ayant soin de viser les articles 9 et 10 de la loi.

Mais ils ne devront pas figurer sur l'etat des frais à recouvrer contre le condamne ou la partie civile. L'article 18 de la loi du 5 mai 1855, combine avec l'article 2, § 11, du decret du 18 juin 1811, etablit en effet, pour les frais de poste, un forfait qui, en l'absence d'une disposition formelle, ne saurait être dépasse.

Toutefois, j'aurai le plus grand interêt a savoir dans quelle mesure l'application de la loi pourra augmenter les frais de justice criminelle. Vous voudrez bien, en consequence, inviter les magistrats instructeurs à noter exactement les depenses nouvelles et a en faire l'objet d'un relevé mensuel qui me sera transmis par les soins du parquet Au bout de quelques mois, ma chancellerie sera ainsi mise a même d'apprecier s'il y a lieu de reclamer un credit plus eleve pour les frais de justice criminelle ou de provoquer la modification des droits de poste etablis par la loi du 5 mai 1855.

L'article 9, § 4, prevoit uniquement la convocation par lettre missive. Cependant il y aurait parfois le plus grand interêt a ce que la continuation de l'interrogatoire ou des confrontations pût être remise au lendemain. L'obligation d'observer toujours strictement le delai de vingt-quatre heures et de convoquer par lettre missive s'opposerait a cette mesure souvent indiquee dans l'interêt même de l'inculpe. Mais il suffira, pour qu'elle soit a l'abri de toute critique, de mentionner sur le proces-verbal qu'elle est prise apres avis donne au conseil et a l'inculpe, et du consentement expres de ce dernier.

B. — Droit pour le conseil d'être tenu au courant de la procédure (art. 10).

Pour que le conseil puisse utilement preparer la defense de son client et provoquer les mesures qui lui paraîtraient necessaires à la manifestation de la verite, la loi a voulu qu'il fût, pour ainsi dire, à chaque étape de l'information, tenu au courant de la procedure. L'article 10 prescrit à cet effet les mesures suivantes :

« 1° La procedure doit être mise a la disposition du conseil la veille de chacun des interrogatoires que l'inculpe doit subir » (art. 10, § 1er).

Comme je l'ai indiqué plus haut, le defenseur est avise de la mise à sa disposition du dossier par la même lettre missive recommandee qui le previent que son client sera interroge ou confronte.

La designation du local ou se fera la communication peut soulever en pratique des difficultes serieuses. Le depôt au greffe offrirait, à mon avis, d'assez graves inconvenients. Les pieces ainsi deplacees, avant tout inventaire, et passant ensuite de main en main, pourraient s'egarer ou être divulguees, sans qu'il fût possible de fixer les responsabilites. En outre, dans les tribunaux d'une certaine importance, il ne serait pas aise d'organiser un systeme de contrôle assez efficace pour rendre impossible la communication de la procedure a toute autre personne qu'au defenseur nominativement choisi ou designe d'office

Aussi, la regle generale me paraît devoir être que le conseil prendra connaissance de la procedure dans le cabinet même du juge, ou dans une annexe de ce cabinet. Lorsqu'il sera matériellement impossible de proceder ainsi, la communication pourra,

par exception, être faite au greffe ; mais, dans ce cas, les pièces devront être cotées et inventoriées

Telles sont, monsieur le procureur général, les mesures qui me paraissent les plus propres à concilier sur ce point les nécessités de la répression et les droits de la défense. En vous inspirant des indications qui précèdent, vous reglerez au mieux les details de leur mise en œuvre. Je me repose à cet egard sur votre sagesse et sur la prudence de vos substituts et des magistrats instructeurs.

La mise du dossier a la disposition du conseil, la veille de chaque interrogatoire, est prescrite par l'article 12, à peine de nullite. Aussi est-il indispensable que le procès-verbal constate à la fois : 1° l'expédition de la lettre missive avertissant le défenseur ; 2° la mise du dossier à sa disposition.

« 2° Il doit lui être (au conseil) immediatement donne connaissance de toute ordonnance du juge par l'intermédiaire du greffier » (art. 10, § 2).

Le terme « ordonnance » employe par le paragraphe 2 de l'article 10 ne saurait évidemment s'appliquer indistinctement à toute mesure d'information ; il n'est pas admissible, par exemple, que le législateur ait entendu imposer l'obligation d'avertir le conseil qu'une perquisition ou un constat d'adultere vont être opères. De même, il convient d'écarter les actes par lesquels le juge delegue ses pouvoirs propres a un officier de police judiciaire.

Les ordonnances prevues par l'article 10, § 2, sont, dans mon opinion, uniquement celles qui ont un caractere juridictionnel, telles que les ordonnances de compétence, de mise en liberte ou de refus de mise en liberte, d'interdiction de communiquer, de soit communiqué et de clôture.

L'ordonnance par laquelle le juge designe un ou plusieurs experts ne paraît pas, à vrai dire, pouvoir être rangee dans cette catégorie ; mais je crois entrer dans les vues liberales du legislateur en décidant qu'elle devra toujours être immédiatement portée à la connaissance du conseil.

La loi ne prévoit pas dans quelle forme doit se faire cette notification prescrite à peine de nullité (art. 12) J'estime qu'il pourrait être procédé de la façon suivante.

Aussitôt que l'ordonnance sera rendue, le greffier informera le conseil, par lettre recommandee, de l'objet de l'ordonnance (mise en liberté, refus de mise en liberté, incompetence, retenant la competence, soit communique, clôture, etc) ; il mentionnera, au bas de l'ordonnance, l'expédition de la lettre et annexera à cette mention le récépissé délivre par la poste.

Il va de soi que toute facilite devra être donnee au conseil pour lui permettre de prendre lecture du texte même de l'ordonnance, s'il en manifeste le desir.

III. — *De l'interdiction de communiquer.*

A. — Suppression de l'interdiction de communiquer vis-à-vis du conseil (art. 8, §§ 1 et 3).

L'inculpé ne doit jamais, au cours de l'information, être privé de l'assistance de son conseil. Il peut, aussitôt apres sa première comparution, conferer librement avec lui, et, en aucun cas, l'interdiction de communiquer, soit même avec les restrictions imposees par la loi, ne peut s'appliquer au defenseur (art. 8, § 1er et 3)

Cette garantie nouvelle accordee à la defense est formulee en termes precis et ne semble devoir soulever aucune difficulté Sur la demande du conseil, le juge lui délivrera une piece destinée au gardien-chef de la prison et attestant qu'il est bien le défenseur de l'inculpe. Cette attestation n'aura pas besoin d'être renouvelee pendant la duree de l'instruction.

B. — Réglementation nouvelle de l'interdiction de communiquer à l'égard de toutes autres personnes que le conseil (art. 8, § 2).

1° Lorsque l'inculpé est detenu dans une maison d'arrêt soumise au régime cellulaire, le juge d'instruction ne peut plus prescrire à son egard l'interdiction de communiquer. L'article 8, § 2, a abroge, en ce qui concerne les prisons cellulaires, le paragraphe final ajouté par la loi du 14 juillet 1865 à l'article 613 du Code d'instruction criminelle. On a considéré, en effet, que les conditions mêmes de la detention rendaient inutile en ce cas la mise au secret Neanmoins, si, en raison de l'encombrement, deux ou plusieurs détenus devaient être réunis dans la même cellule, le juge pourrait incontestablement ordonner que cette mesure purement administrative et provisoire ne s'appliquerait pas à l'inculpe.

2° Pour les maisons non soumises au régime cellulaire, le paragraphe final de l'article 613 est simplement modifie. Aux termes de l'article 8, § 2, « le juge d'instruction aura le droit de prescrire l'interdiction de communiquer pour une periode de dix jours ; il pourra la renouveler, mais pour une periode de dix jours seulement. »

La durée de la mise au secret ne dépassera donc jamais vingt jours. Les magistrats instructeurs ne sauraient oublier que, même ainsi limitée, cette mesure aura toujours un caractère grave. Aussi ne devra-t-elle être prescrite que lorsque les circonstances l'exigeront impérieusement. Il vous en sera d'ailleurs rendu compte, conformément à l'article 613 *in fine* du Code d'instruction criminelle, et vous ne manquerez pas, monsieur le procureur général, d'appeler, le cas échéant, mon attention sur les conditions dans lesquelles les juges exerceraient la faculté qui leur est laissée.

Toutefois, il ne paraît plus nécessaire que ma chancellerie continue à recevoir l'état mensuel prévu par les circulaires des 10 février 1819, 6 décembre 1840, 13 mars 1896 et par la décision du 6 décembre 1876. Cet état sera donc désormais supprimé.

Même après le délai de vingt jours, les nécessités de l'information peuvent exiger qu'il n'y ait aucune communication entre deux ou plusieurs coinculpés. Les ordres que le juge d'instruction donnerait pour éviter, entre les individus poursuivis à raison de la même infraction, une entente essentiellement préjudiciable à la manifestation de la vérité, ne sauraient être considérés comme un renouvellement illégal de l'interdiction de communiquer.

L'article 8 ne réglemente pas le droit de visite. A cet égard, il n'est en rien innové par la loi nouvelle. Les magistrats continueront à se conformer aux instructions contenues dans la circulaire du 21 août 1866, qui reproduit en note celle du 24 juillet 1866 émanant du département de l'intérieur, sans qu'il y ait à distinguer si la maison où est détenu l'inculpé est soumise ou non au régime cellulaire.

Mais s'il leur appartient d'empêcher les visites de nature à compromettre les résultats de l'information, ils ne sauraient oublier que cette préoccupation doit toujours s'allier avec les sentiments d'humanité qui exigent que l'inculpé, présumé innocent jusqu'à sa condamnation définitive, ne soit pas isolé en quelque sorte du monde extérieur, complétement séparé des siens et privé des encouragements et des consolations pouvant apporter à son sort quelque adoucissement.

Vous exercerez sur ce point, monsieur le procureur général, le contrôle le plus vigilant. Vous ne manquerez pas d'examiner avec le plus grand soin les réclamations qui vous parviendraient et d'en référer à ma chancellerie toutes les fois qu'elles vous paraîtraient justifiées.

§ 4. — DU DROIT, POUR LA COUR D'ASSISES, DE STATUER SUR LA MISE EN LIBERTÉ DE L'ACCUSÉ (art. 11).

D'après une jurisprudence constante fondée sur les termes des articles 116 et 126 du Code d'instruction criminelle, l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises marquait le terme extrême au delà duquel aucune juridiction ne pouvait ordonner la mise en liberté provisoire. Dans aucun cas, la cour d'assises n'était compétente pour la prononcer.

Cette règle pouvait amener une prolongation injustifiée de la détention préventive, lorsque la cour d'assises, pour une cause souvent étrangère à la volonté de l'accusé, croyait devoir renvoyer l'affaire à une session ultérieure.

L'article 11 remédie à cette situation en disposant que « lorsque la cour d'assises, saisie d'une affaire criminelle, en prononce le renvoi à une autre session, il lui appartient de statuer sur la mise en liberté de l'accusé ».

§ 5. — DES FORMALITÉS PRESCRITES A PEINE DE NULLITÉ (art. 12).

L'article 12 énumère, par des renvois à plusieurs textes précédents, les formalités prescrites à peine de nullité de l'acte et de la procédure ultérieure.

En étudiant chacune des dispositions de la loi, j'ai pris soin de les indiquer au passage. Je me contente de les rappeler purement et simplement :

1° Interdiction au juge d'instruction de concourir au jugement des affaires qu'il a instruites (art. 1er) ;

2° Obligation pour les magistrats, lors de la première comparution, d'avertir l'inculpé qu'il est libre de ne pas faire de déclaration (art. 9, § 2)

L'absence de la mention qui doit être faite de cet avis au procès-verbal équivaudrait au défaut d'avertissement ;

3° Défense d'interroger ou de confronter l'inculpé hors la présence de son conseil, sauf les exceptions prévues par l'article 7 et la renonciation expresse de l'inculpé à son droit (art. 9, § 2) ;

4° Obligation de mettre la procédure à la disposition du conseil la veille de chaque interrogatoire (art. 10, § 1er) ;

5° Obligation de donner immédiatement connaissance au conseil de toute ordonnance du juge (art. 10, § 2).

§ 6. — ABROGATION DES DISPOSITIONS ANTÉRIEURES CONTRAIRES A LA PRÉSENTE LOI (art. 13).

Il eût été desirable que toutes les dispositions de la nouvelle loi fussent incorporées au Code d'instruction criminelle.

Cette façon de proceder eût singulièrement facilité la tâche de ceux qui sont charges de l'appliquer et coupé court a des controverses probables.

Les circonstances ne l'ont pas permis, et l'article 13 se borne a poser en principe que « sont et demeurent abrogees toutes les dispositions anterieures contraires a la presente loi ».

Il semble d'ailleurs que, le plus souvent, l'antinomie entre les textes du Code d'instruction criminelle et ceux de la loi nouvelle apparaîtra clairement. Au cours des explications qui precèdent, j'ai plusieurs fois indiqué dans quelle mesure divers articles du Code d'instruction criminelle me paraissent être modifies.

Il appartiendra aux magistrats de s'appliquer à resoudre les points douteux en se conformant aussi strictement que possible aux intentions du legislateur.

§ 7. — APPLICATION DE LA LOI AUX COLONIES DE LA GUADELOUPE, DE LA MARTINIQUE ET DE LA RÉUNION (art. 14).

« La presente loi est applicable aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Reunion » (art. 14).

Cet article ne peut donner lieu, de la part de ma chancellerie, à aucun commentaire.

Telles sont, monsieur le procureur general, les observations suggerees à ma chancellerie par l'etude de la loi qui, en quelques courtes dispositions, vient de modifier si profondement notre procedure penale.

Il en est une sur laquelle j'ai le devoir d'insister tout particulièrement en terminant. D'une façon générale, on peut affirmer que la loi garantira, mieux que par le passe, la liberte de la defense et les droits de l'inculpe. Mais il ne faut pas se dissimuler que l'accomplissement des formalites precisement edictées à cet egard pourrait avoir quelquefois pour resultat de prolonger la detention preventive. Il serait profondement regrettable qu'une reforme inspiree par les sentiments les plus genereux pût avoir des conséquences aussi fâcheuses. Il depend beaucoup des magistrats et egalement des défenseurs qu'elles soient evitees. Je ne doute pas qu'ils ne rivalisent de zèle et de devouement.

Vous veillerez soigneusement, monsieur le procureur general, à la stricte execution de mes instructions. Vous inviterez vos substituts et les magistrats instructeurs a tenir toujours au courant un relevé de toutes les affaires ou les dispositions nouvelles auront dû être observees, vous serez ainsi a même de m'adresser, lorsque je vous le demanderai dans quelques mois, un rapport detaille sur l'application de la loi dans votre ressort. Les statistiques annuelles contiendront d'ailleurs des indications precises a cet egard.

La loi associe, dans une certaine mesure, les gardiens-chefs des maisons d'arrêt et de depôt à l'execution de ses prescriptions. M. le ministre de l'interieur, avec lequel j'en ai confere, adressera sur ce point les recommandations utiles aux fonctionnaires de l'administration penitentiaire.

Ainsi que je le disais au debut de cette circulaire, les magistrats tiendront à honneur de prêter leur loyal concours à une œuvre de liberalisme et de progres.

Tous ceux qui à un degré et dans une mesure quelconque prennent part à l'administration de la justice ont de nouveaux devoirs a remplir. — Aux officiers du ministere public, aux juges d'instruction et même a ceux qui representent la defense il incombe surtout de resoudre les difficultes d'ordre materiel ; aux diverses juridictions, il appartient de dire le droit et de contrôler l'application de la loi — Les decisions de la jurisprudence contiendront d'utiles enseignements dont on tirera le plus grand profit, lorsque les circonstances permettront de poursuivre et de completer la refonte de notre legislation criminelle.

Les legislateurs l'ont eux-mêmes compris ; ils ont, pour ainsi dire, convie les magistrats a les aider dans cette tâche ardue mais si digne de solliciter leur zele, leur activite et leur devouement.

Je vous prie, monsieur le procureur general, de m'accuser reception de la presente circulaire, dont je vous transmets des exemplaires en nombre suffisant pour tous les chefs de parquet et les juges d'instruction de votre ressort.

LIVRE DEUXIÈME.

DE LA JUSTICE.

TITRE PREMIER.

Des tribunaux de police.

Loi decretee le 19 novembre 1808, promulguee le 29 du même mois.

CHAPITRE PREMIER.

Des tribunaux de simple police.

Art. 137. Sont considérés comme contraventions de police simple, les faits qui, d'après les dispositions du quatrième livre du Code pénal, peuvent donner lieu, soit à quinze francs d'amende ou au-dessous, soit à cinq jours d'emprisonnement ou au-dessous, qu'il y ait ou non confiscation des choses saisies, et quelle qu'en soit la valeur. — *Instr.* 138, 179; *Pén.* 1, 464 *à* 482.

R. v° *Comp. crim.*, 230 s. — **S.** *eod. v°*, 151 s.

Art. 138. (*L.* 27 *janvier* 1873.) La connaissance des contraventions de police est attribuée exclusivement au juge de paix du canton dans l'étendue duquel elles ont été commises.

Ancien art 138. — *La connaissance des contraventions de police est attribuée au juge de paix et au maire, suivant les règles et les distinctions qui seront ci-après établies.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 27 JANVIER 1873 : **S.** v° *Compét. crim.*, 230 s

§ 2. LOI DU 27 JANVIER 1873 : **S.** v° *Compét. crim.*, 151 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 137, nos 1 s — **D. P.** 73 4. 21.

§ 1er. — Du tribunal du juge de paix comme juge de police.

Art. 139. (Abrogé par L. 27 janvier 1873.) *Les juges de paix connaîtront exclusivement,*

1° *Des contraventions commises dans l'etendue de la commune chef-lieu du canton;*

2° *Des contraventions dans les autres communes de leur arrondissement, lorsque, hors le cas où les coupables auront été pris en flagrant délit, les contraventions auront été commises par des personnes non domiciliees ou non présentes dans la commune, ou lorsque les témoins qui doivent déposer n'y sont pas résidants ou présents;*

3° *Des contraventions à raison desquelles la partie qui réclame conclut, pour ses dommages-intérêts, à une somme indéterminée, ou à une somme excédant quinze francs;*

4° *Des contraventions forestières poursuivies à la requête des particuliers;*

5° *Des injures verbales;*

6° *Des affiches, annonces, ventes, distributions ou débits d'ouvrages, écrits ou gravures contraires aux mœurs;*

7° *De l'action contre les gens qui font le métier de deviner et pronostiquer, ou d'expliquer les songes.*

Art. 140. (Abrogé par L. 27 janvier 1873.) *Les juges de paix connaîtront aussi, mais concurremment avec les maires, de toutes autres contraventions commises dans leur arrondissement.*

Art. 141. Dans les communes dans lesquelles il n'y a qu'un juge de paix, il connaîtra seul des affaires attribuées a son tribunal; les greffiers et les huissiers de la justice de paix feront le service pour les affaires de police. — *L.* 25 *mai* 1838, *art.* 16.

R. V^is *Huissiers*, 164, *Organ. judic.*, 538 s.

Art. 142. Dans les communes divisées en deux justices de paix ou plus, le service au tribunal de police sera fait successivement par chaque juge de paix, en commençant par le plus ancien : il y aura, dans ce cas, un greffier particulier pour le tribunal de police. — *Instr.* 141, 143.

Art. 143. Il pourra aussi, dans le cas de l'article précédent, y avoir deux sections pour la police : chaque section sera tenue par un juge de paix; et le greffier aura un commis assermenté pour le suppléer. — *Instr.* 142.

Les articles 142 *et* 143 *ont été complétes par le texte suivant :*

Décret du 18 août 1810, *contenant règlement sur l'organisation des tribunaux de première instance et des tribunaux de police* (**R.** V° *Organ. judic.*, p. 1501). — Art. 38. Dans les villes de *Rome*, Bordeaux, *Florence*, *Gênes*, Lyon, Marseille, Nantes, Rouen *et Turin*, le tribunal de police sera divisé en deux chambres.

A Paris, le tribunal de police sera divisé en trois chambres.

39. Dans ces villes et dans les autres communes qui renferment aussi plusieurs justices de paix, les juges de paix feront le service tour à tour pendant trois mois, à commencer par le plus ancien dans l'ordre des nominations; et, s'ils ont été nommés le même jour, par le plus ancien d'âge.

40. Le greffier du tribunal de police de Paris aura deux commis assermentés au moins; les greffiers des autres tribunaux de police divisés en deux chambres auront un commis assermenté.

R. V^is *Organ. judic.*, 541 s.; *Greffe-greffier*, 188 s. — **S.** V° *Greffe-greffier*, 92 s.

Art. 144. (*L.* 31 *decembre* 1906.) Les fonctions du ministère public, pour les faits de police, seront remplies par le commissaire du lieu ou siégera le tribunal.

S'il y a plusieurs commissaires de police au lieu où siège le tribunal, le procureur général près la cour d'appel nommera celui ou ceux d'entre eux qui feront le service.

En cas d'empêchement du commissaire de police du chef-lieu, ou s'il n'en existe point, les fonctions du ministère public seront remplies, soit par un commissaire résidant ailleurs qu'au chef-lieu, soit par un suppléant du

juge de paix, soit par le maire ou l'adjoint du chef-lieu, soit par un des maires ou adjoints d'une autre commune du canton, lequel sera désigné à cet effet par le procureur général pour une année entière, et sera, en cas d'empêchement, remplacé par le maire, par l'adjoint ou par un conseiller municipal du chef-lieu de canton.

Dans le cas où des infractions forestières seront poursuivies devant le tribunal de simple police, les fonctions du ministère public seront remplies soit par un agent forestier, soit par un préposé désigné par le conservateur des forêts. — *Instr.* 15, 167.

Ancien art. 144. [TEXTE DE 1808] — *Les fonctions du ministère public, pour les faits de police, seront remplies par le commissaire du lieu où siégera le tribunal : en cas d'empêchement du commissaire de police, ou s'il n'y en a point, elles seront remplies par le maire, qui pourra se faire remplacer par son adjoint. — S'il y a plusieurs commissaires de police, le procureur général près la cour impériale nommera celui ou ceux d'entre eux qui feront le service.*

[TEXTE DE LA LOI DU 27 JANVIER 1873] — *Les fonctions du ministère public, pour les faits de police, seront remplies par le commissaire du lieu où siégera le tribunal. — S'il y a plusieurs commissaires de police au lieu où siège le tribunal, le procureur général près la cour d'appel nommera celui ou ceux d'entre eux qui feront le service. — En cas d'empêchement du commissaire de police du chef-lieu, ou, s'il n'en existe point, les fonctions du ministère public seront remplies, soit par un commissaire résidant ailleurs qu'au chef-lieu, soit par un suppléant du juge de paix, soit par le maire ou l'adjoint du chef-lieu, soit par un des maires ou adjoints d'une autre commune du canton, lequel sera désigné à cet effet par le procureur général pour une année entière, et sera, en cas d'empêchement, remplacé par le maire, par l'adjoint ou par un conseiller municipal du chef-lieu de canton.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 27 JANVIER 1873 : **R.** V^is *Ministère public*, 11 s ; *Organ. judic*, 538 s.

§ 2. LOI DU 27 JANVIER 1873. **S.** V^is *Ministère public*, 3 s.; *Organ. judic.*, 379 s. — **T.** (87-07), V° *Ministère public*, 1 s.

§ 3. LOI DU 31 DÉCEMBRE 1906 · **D. P.** 1907. 4. 116.

Art. 145. (*L. 31 décembre* 1906.) Les citations pour contraventions de police seront faites à la requête du ministère public ou de la partie qui réclame, et, en matière forestière, à la requête des agents forestiers.

Elles seront notifiées par un huissier; il en sera laissé copie au prévenu, ou à la personne civilement responsable. — *Instr.* 147, 169; *Pén.* 74; *Civ.* 1382; *T. cr.* 71.

Ancien art. 145. — *Les citations pour contravention de police seront faites à la requête du ministère public, ou de la partie qui réclame. — Elles seront notifiées par un huissier ; il en sera laissé copie au prévenu, ou à la personne civilement responsable.*

R. V^is *Compét. crim*, 286 s.; *Exploit*, 687 s. — **S.** V^is *Compét. crim.*, 175 s.; *Exploit*, 231 s.; *Proc. crim.*, 997 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 145, n^os 1 s. *Loi du* 31 *décembre* 1906 : **D. P.** 1907. 4. 116.

1. La date est, dans la citation devant le tribunal de simple police, une formalité essentielle. — D. P. 88 1. 494, note 1-2.

2. Et la copie de l'exploit de citation, tenant lieu d'original à la partie à laquelle elle est signifiée, doit, comme l'original, être datée. — Cr. c. 13 avr. 1888, D. P. 88. 1. 494.

3. Est nul un jugement de simple police qui a condamné une personne *à la fois plaignante et témoin* dans l'affaire, sans que personne eût été l'objet d'aucune poursuite ni inculpation. — Cr. c. 28 oct. 1892, S. V° *Proc. crim.*, 1004, *Bull. crim.* n° 263.

4. *Même sur les réquisitions du ministère public*, une personne citée comme témoin et qui a fait sa déposition après avoir prêté serment ne peut être considérée comme prévenue d'une contravention et condamnée sans qu'elle ait été appelée à se défendre et sans qu'elle ait consenti à être jugée. — Cr. c. 6 févr. 1890, S. V° *Proc. crim.*, 1004 ; *Bull. crim.*, n° 32.

5. D'une manière générale, il est de principe que le juge de répression *n'a pas le droit de statuer* sur des faits autres que ceux compris dans l'acte de poursuite. — Cr. r. 8 fevr. 1889, D. P. 90. 1. 48.

6. ... A moins du consentement exprès du prévenu. — Même arrêt.

7. Le tribunal de simple police peut compétemment statuer sur la prévention nouvelle, si le prévenu accepte le débat. — Cr. r. 8 fevr. 1889 (motifs), précité. — Cr. r. 15 nov. 1889, S. v° *Proc. crim*, 1005-6°; *Bull. crim.*, n° 342.

8. Au reste, en matière de simple police, l'objet d'une prévention est précisé, non par le procès-verbal constatant le fait qui a donné lieu à la poursuite, mais par la citation au prévenu ou l'avertissement autorisé par l'art. 147. — Cr. c. 17 déc. 1892, S. v° *Proc. crim.*, 1006; *Bull. crim.*, n° 340.

9. Les citations devant le tribunal de simple police pour contraventions en matière forestière doivent être notifiées par huissier, à l'exclusion des gardes de l'administration forestière. — Trib. corr. de Saint-Gaudens, 19 mars 1908, D. P. 1908. 2. 222.

Art. 146. La citation ne pourra être donnée à un délai moindre que vingt-quatre heures, outre un jour par trois myriamètres, à peine de nullité tant de la citation que du jugement qui serait rendu par défaut. Néanmoins cette nullité ne pourra être proposée qu'a la première audience, avant toute exception et défense.

Dans les cas urgents, les délais pourront être abréges et les parties citées à comparaître même dans le jour, et à heure indiquée, en vertu d'une cédule délivrée par le juge de paix. — *Pr.* 1037; *T. cr.* 71.

R. v° *Exploit*, 704, 712; *Jour férié*, 37 s. — **S.** v° *Exploit*, 233.

Art. 147. Les parties pourront comparaître volontairement et sur un simple avertissement, sans qu'il soit besoin de citation. — *Instr.* 169; *Pr.* 7.

R. v° *Compét. crim.*, 286. — **S.** v° *Compét. crim*, 175 s; *Proc. crim*, 1001.

Art. 148. Avant le jour de l'audience, le juge de paix pourra, sur la réquisition du ministère public ou de la partie civile, estimer ou faire estimer les dommages, dresser ou faire dresser des procès-verbaux, faire ou ordonner tous actes requérant célérité. — *T. cr.* 16.

S. v° *Proc. crim*, 1015

V. *la loi du 4 avril* 1889, *article* 1er, *qui permet au juge de paix d'ordonner, avant l'audience, la vente des animaux trouvés en contravention et mis en fourrière* (**C. civ.**, sous l'art. 1385).

Art. 149. Si la personne citée ne comparait pas au jour et à l'heure fixés par la citation, elle sera jugée par défaut. — *Instr.* 186; *T. cr.* 71.

R. v° *Jugement par défaut*, 431 s. — **S.** *cod* v°, 185 s.

Art. 150. La personne condamnée par défaut ne sera plus recevable à s'opposer à l'exécution du jugement, si elle ne se présente à l'audience indiquée par l'article suivant; sauf ce qui sera ci-après reglé sur l'appel et le recours en cassation.

Art. 151. L'opposition au jugement par défaut pourra être faite par déclaration en réponse au bas de l'acte de signification, ou par acte notifié dans les trois jours de la signification, outre un jour par trois myriamètres.

L'opposition emportera de droit citation a la première audience après l'expiration des délais, et sera réputée non avenue si l'opposant ne comparaît pas. — *Instr.* 188.

R. v° *Jugement par défaut*, 441 s. — **S.** *cod.* v°, 202 s.

1. La disposition de l'art. 151 etant générale et d'ordre public, s'applique, en principe, a toutes les infractions sur lesquelles statuent les juges de simple police. — Cr. 1. 4 juill. 1896, *Bull. crim.*, n° 223.

2. Le prevenu defaillant doit jouir *pleinement* du temps pendant lequel la loi l'autorise a faire opposition au jugement qui l'a condamne — Cr. c. 6 nov. 1890, S. v° *Jugement par défaut*, 205.

3 Il a droit a tout le delai, alors même qu'il aurait acquiesce au jugement ; ainsi juge qu'il y a lieu d'annuler un jugement qui, pour rejeter l'opposition a un jugement par defaut de simple police, s'etait fondé sur ce que le condamne s'etait volontairement rendu a la prison et avait ainsi acquiesce a l'execution de ce jugement. — Même arrêt.

Art. 152. La personne citée comparaîtra par elle-même, ou par un fondé de procuration spéciale. — *Instr.* 185.

R. v^is *Défense*, 80 s.; *Désaveu*, 91 ; *Instr. crim.*, 870 s. ; *Jugement par défaut*, 431 s | — **S.** v^is *Jugement par défaut*, 191 s ; *Proc. crim*, 1007 s

Art. 153. L'instruction de chaque affaire sera publique, à peine de nullité.

Elle se fera dans l'ordre suivant :

Les procès-verbaux, s'il y en a, seront lus par le greffier ;

Les témoins, s'il en a été appelé par le ministère public ou la partie civile, seront entendus s'il y a lieu ; la partie civile prendra ses conclusions ;

La personne citée proposera sa défense, et fera entendre ses témoins, si elle en a amené ou fait citer, et si, aux termes de l'article suivant, elle est recevable à les produire ;

Le ministère public résumera l'affaire et donnera ses conclusions : la partie citée pourra proposer ses observations.

Le tribunal de police prononcera le jugement dans l'audience où l'instruction aura été terminée, et, au plus tard, dans l'audience suivante. — *Instr.* 190; *T. cr.* 42, 71.

R. v^is *Instr. crim.* 874 s, *Jugement*, 807 s., *Témoin*, 336 s. — **S.** v^is *Jugement*, 631 s., *Proc. crim.*, 1016 s.; *Témoin*, 105 s. — **T.** (87-97), v° *Jugement*, 227 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 153, n^os 1 s

1. Doit être annulé tout jugement de simple police qui ne constate pas ou qui constate insuffisamment la publicite de l'instruction et du jugement. — Cr c. 19 dec. 1891, D P. 92. 1. 367. — Cr. c 2 mars et 20 avr. 1894, 17 janv., 15 mars et 10 mai 1895, D P. 97. 1. 497, et la note de M. Sarrut. — Cr. c. 11 janv. 1896, D. P 97. 1. 329.

2. La publicite doit, à peine de nullite, être constatee non seulement pour l'audience dans laquelle le jugement est rendu, mais pour toutes les audiences consacrees a l'instruction. — Cr. c. 6 dec. 1895, D. P. 96. 1 361. — Cr c 2 mars et 20 avr. 1894, 17 janv. 15 mars et 10 mai 1895, precites. — Cr. c. 11 janv. 1896, precite. — Cr. c. 15 mai 1896, D. P. 97. 1. 86. — Cr. c. 15 janv. 1897, *Bull. crim*, n° 16.

3 Le jugement de simple police rendu et prononce en l'absence du ministere public est nul — Cr. c. 19 dec. 1891, precite.

4. Le jugement qui ne constate pas que le ministere public a été entendu dans ses conclusions, ou qu'il a ete mis en demeure de conclure, est nul. — Cr. c. 3 janv. 1891, D P. 91. 5. 317. — Cr. c. 8 janv. 1892, D. P. 92. 1. 631.

Art. 154. Les contraventions seront prouvées, soit par procès-verbaux ou rapports, soit par témoins à défaut de rapports et procès-verbaux, ou a leur appui.

Nul ne sera admis, à peine de nullité, à faire preuve par témoins outre ou contre le contenu aux procès-verbaux ou rapport des officiers de police ayant reçu de la loi le pouvoir de constater les délits ou les contraventions jusqu'a inscription de faux. Quant aux procès-verbaux et rapports faits par des agents, préposés ou officiers auxquels la loi n'a pas accordé le droit

d'en être crus jusqu'a inscription de faux, ils pourront être débattus par des preuves contraires, soit écrites, soit testimoniales, si le tribunal juge à propos de les admettre. — *Instr.* 9, 11, 16, 35, 189, 342; *For.* 175, 176; *L.* 15 *avr.* 1829, *art.* 52, 53; *L.* 3 *mai* 1844, *art.* 21, 22.

Loi du 30 décembre 1903, *portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice* 1904 (**D. P.** 1904. 4. 9). — Art. 24. Les procès-verbaux des agents des contributions indirectes et des octrois feront foi jusqu'à preuve contraire.

Si le prevenu demande à faire cette preuve, le tribunal renverra la cause à quinzaine.

Dans le delai de trois jours francs à compter de l'audience où le renvoi aura ete prononce, le prevenu devra deposer au greffe la liste des temoins qu'il veut faire entendre avec leurs noms, prénoms, profession et domicile.

Sont abroges les articles 8 de la loi du 27 frimaire an VIII, 25 et 26 du decret du 1er germinal an XIII et 3 de la loi du 21 juin 1873.

R. vis *Instr. crim.*, 889 s.; *Preuve*, 73 s.; *Procès-verbal*, 7 s., 131 s. — **S.** vis *Descente sur les lieux*, 19 s.; *Preuve*, 52 s.; *Proc. crim.*, 1045 s.; *Procès-verbal*, 31 s. — **T.** (87-97), vo *Instr. crim.*, 36 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 154, nos 1 s.

1. Le juge ne peut pas fonder sa decision sur des elements recueillis à l'audience, mais *étrangers à l'affaire* et qui n'ont pas fait l'objet du debat. — Cr. c. 7 janv. 1888, D. P. 88. 1. 335.

2. Le juge ne peut pas davantage prendre pour base de sa décision la notoriete publique. — Cr. c. 28 fevr. 1891, D. P. 91. 1. 444.

3. Le jugement de simple police qui se fonde sur des renseignements particuliers recueillis en dehors de l'audience est nul. — Cr. c. 21 fevr. 1890, D. P. 91. 1. 47. — Cr. c. 22 févr. 1890, D. P. *ibid.* — Cr. c. 28 févr. 1891, D. P. 91. 1. 444. — Cr. c. 4 août 1893, D. P. 96. 1. 436.

4. Est encore nul le jugement de simple police qui se fonde sur la connaissance personnelle que le juge a des lieux litigieux. — Cr. c. 11 janv. 1896, D. P. 97. 1. 623.

5. Un procès-verbal ne fait foi que des faits dont les rédacteurs ont eu une connaissance personnelle, et non de ceux qu'ils ont appris des declarations et des dires des tiers. — Cr. c. 5 avr. 1895, D. P. 96. 1. 566. — Cr. c. 19 dec. 1901, D. P. 1903. 1. 523. — Cr. r. 8 janv. 1904, D. P. 1904. 1. 101.

6. Lorsque le procès-verbal dressé par un commissaire de police releve, non un fait dont le redacteur ait eu personnellement connaissance, mais les dires d'un simple agent, les denégations du prévenu suffisent a enlever au procès-verbal sa force probante; dès lors, il incombe au ministère public de faire la preuve de la contravention. — Cr. r. 27 janv. 1893, D. P. 95. 1. 247.

7. Lorsque les gendarmes redacteurs d'un proces-verbal n'ont pas personnellement constate les faits, mais ont seulement rapporte les declarations du plaignant et des témoins, le jugement de simple police qui condamne un prévenu malgre ses denégations, en se fondant uniquement sur ledit proces-verbal, sans faire aucunement resulter de l'instruction a l'audience et des debats la preuve de la culpabilite du prevenu, manque de base legale. — Cr. c. 20 janv. 1893, D. P. 94. 1. 55.

Art. 155. Les témoins feront à l'audience, sous peine de nullité, le serment de dire toute la vérité, rien que la vérité; et le greffier en tiendra note, ainsi que de leurs noms, prénoms, âge, profession et demeure, et de leurs principales déclarations. — *Instr.* 75, 189, 317; *Pén.* 364.

R. vis *Serment*, 195 s.; *Témoin*, 368 s. — **S.** vis *Serment*, 63 s.; *Témoin*, 112 s. — **T.** (87-97), vis *Jugement*, 246 s.; *Serment*, 40 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 155, nos 1 s.

1. Est nul le jugement rendu par le tribunal de simple police apres l'audition de temoins dont la deposition a ete recue sans prestation de serment, ou qui ne constate pas que cette formalite ait ete remplie. — Cr. c. 27 nov. 1896, D. P. 97. 1. 502. — Cr. c. 16 nov. 1906, D. P. 1908. 1. 383.

2. D'une maniere generale, le juge de police n'a le droit d'entendre personne à titre de renseignement et sans prestation de serment. — Cr. c. 8 janv. 1892, D. P. 92. 1. 631 — Cr. c. 29 juill. 1893, D. P. 96. 1. 506. — Cr. c. 11 janv. 1896, D. P. 97. 1. 623. — Cr. c. 30 janv. 1897, D. P. *ibid.* — Cr. c. 16 nov. 1906, precité.

3. ... Même sur la demande des personnes ainsi entendues. — Cr. c. 8 janv. 1892, precite.

4. Sont incomplets et nuls, et emportent nullite de la déposition : ... le serment *de*

dire la vérité, au lieu de *toute la vérité, rien que la vérité*. — Cr. c. 23 août 1894, D. P. 96. 1. 507. — Cr. c. 2 juill. 1896, D. P. 97. 1. 565. — Cr. c. 28 janv. 1897, D. P. 97. 1. 565.

5. ... Le serment de *dire vérité, rien que vérité*, sans prêter serment de dire *toute la vérité*. — Cr. c. 29 août 1889, D. P. 89. 5. 416.

6. Il ne suffit pas que le jugement mentionne que les témoins ont prêté serment: il doit encore, à peine de nullité, faire connaître la formule de ce serment ou au moins la disposition de loi à laquelle cette formule a été empruntée; il y a donc nullité du jugement quand ce jugement ou les notes d'audience se bornent à énoncer: ... que le témoin *a prêté serment*. — Cr. c. 9 janv. 1897, *Bull. crim*, n° 7.

7. ... Ou que le témoin *a fait le serment*. — Cr. c. 5 avr. 1895, D. P. 96 1. 505.

8. .. Ou que les témoins ont prêté le serment *dans les formes voulues par la loi*. — Cr. c. 20 janv. 1894, D. P. 94. 1. 507.

9. Le moyen tiré de ce qu'un témoin n'aurait pas prêté en première instance le serment prescrit par la loi n'est pas recevable devant la cour de cassation alors qu'il n'a pas été soumis à la cour d'appel. — Cr. r. 8 fevr. 1895, D. P. 99. 5 82

Art. 156. Les ascendants ou descendants de la personne prévenue, ses frères et sœurs ou alliés en pareil degré, la femme ou son mari, même après le divorce prononcé, ne seront ni appelés ni reçus en témoignage; sans néanmoins que l'audition des personnes ci-dessus désignées puisse opérer une nullité, lorsque, soit le ministère public, soit la partie civile, soit le prévenu, ne se sont pas opposés à ce qu'elles soient entendues. — *Instr.* 189, 322; *Pr.* 283.

R. v° *Témoin*, 90 s. — **S.** *eod.* v°, 36 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 156.

Art. 157. Les témoins qui ne satisferont pas à la citation, pourront y être contraints par le tribunal, qui, à cet effet et sur la réquisition du ministère public, prononcera dans la même audience, sur le premier défaut, l'amende, et en cas d'un second défaut, la contrainte par corps. — *Instr.* 80, 170; *Pén.* 236; *Pr.* 264; *T. cr.* 42, 71.

R. v° *Témoin*. 336 s. — **S.** *eod.* v°, 105 s

Art. 158. Le témoin ainsi condamné à l'amende sur le premier défaut, et qui, sur la seconde citation, produira devant le tribunal des excuses légitimes, pourra, sur les conclusions du ministère public, être déchargé de l'amende.

Si le témoin n'est pas cité de nouveau, il pourra volontairement comparaître, par lui ou par un fondé de procuration spéciale, à l'audience suivante, pour présenter ses excuses, et obtenir, s'il y a lieu, décharge de l'amende. — *Instr.* 81, 187, 356; *T. cr.* 42, 71.

R. v° *Témoin*, 348 s. — **S.** *eod.* v°, 107.

Art. 159. Si le fait ne présente ni délit ni contravention de police, le tribunal annulera la citation et tout ce qui aura suivi, et statuera par le même jugement sur les demandes en dommages-intérêts. — *Instr.* 191, 212, 366; *T. cr.* 42.

R. v° *Compét. crim.*, 307 s — **S.** v^is *Compét crim* 208 s.; *Proc. crim.*, 1075 s

Art. 160. Si le fait est un délit qui emporte une peine correctionnelle ou plus grave, le tribunal renverra les parties devant le procureur du Roi [*le procureur de la République*]. — *Instr.* 22, 179; *T. cr.* 42, 71.

R. v^is *Compét. crim.*, 302 s., 578 s.; *Instr. crim*, 908. — **S.** v^is *Compét. crim*, 195 s, 244 s.; *Proc. crim.*, 1072. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 160, n^os 1 s.

Art. 161. Si le prévenu est convaincu de contravention de police, le tribunal prononcera la peine, et statuera par le même jugement sur

les demandes en restitution et en dommages-intérêts. — *Instr.* 189; *T. cr.* 42.

R. vis *Affiche*, 92 s.; *Compét. crim.*, 307 s., 367 s, 411 s.; *Instr. crim*, 984 s; *Responsabilité*, 66. — **S.** vis *Affiche*, 11 s.; *Compét. crim.*, 208 s, 250; *Proc. crim*, 1070 s.; *Responsabilité*, 316. — **C. adm. ann.**, t. 3, vis *Salubrité publique*, p. 62, nos 1444 s.; vo *Voirie*, p 1358, nos 8654 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 161, nos 1 s.

Art. 162. La partie qui succombera sera condamnée aux frais, même envers la partie publique.

Les dépens seront liquidés par le jugement. — *Instr.* 194, 368; *T. cr.* 156, 157, 158, 160, 174.

R. vo *Frais et dépens*, 966 s. — **S.** *eod.* vo, 537 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 162

Art. 163. Tout jugement définitif de condamnation sera motivé, et les termes de la loi appliquée y seront insérés, a peine de nullite.

Il y sera fait mention s'il est rendu en dernier ressort ou en première instance. — *Instr.* 195, 369, 408; *T. cr.* 58.

R. vo *Jugement*, 782 s — **S.** *eod* vo, 615 s

Art. 164. La minute du jugement sera signée par le juge qui aura tenu l'audience, dans les vingt-quatre heures au plus tard, à peine de vingt-cinq francs d'amende contre le greffier, et de prise à partie, s'il y a lieu, tant contre le greffier que contre le président. — *Instr.* 196, 234, 370; *Pr.* 139, 505.

Décret du 2 thermidor an II, *portant qu'à compter du jour de sa publication, nul acte public ne pourra, dans quelque partie que ce soit du territoire français, être écrit qu'en langue française.* — Art. 1er. A compter du jour de la publication de la présente loi, nul acte public ne pourra, dans quelque partie que ce soit du territoire de la République, être ecrit qu'en langue française.

. . . . . .

3. Tout fonctionnaire ou officier public, tout agent du Gouvernement, qui, à dater du jour de la publication de la présente loi, dressera, ecrira ou souscrira, dans l'exercice de ses fonctions, des procès-verbaux, jugements, contrats ou autres actes generalement quelconques, conçus en idiomes ou langues autres que le français, sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle de sa residence, condamne a six mois d'emprisonnement, et destitue.

R. vo *Jugement*, 833 s. — **S.** *eod.* vo, 658 s.

Art. 165. Le ministère public et la partie civile poursuivront l'exécution du jugement, chacun en ce qui le concerne. — *Instr.* 197.

R. vis *Compét. crim*, 284; *Jugement*, 856 s — **S.** vis *Compét. crim.*, 174, *Jugement*, 686 s

§ 2. — De la juridiction des maires comme juges de police.

Art. 166. (Abrogé par L. 27 janvier 1873.) *Les maires des communes non chefs-lieux de canton connaîtront, concurremment avec les juges de paix, des contraventions commises dans l'étendue de leur commune par les personnes prises en flagrant délit, ou par des personnes qui résident dans la commune ou qui y sont présentes, lorsque les témoins y seront aussi résidants ou présents, et lorsque la partie reclamante conclura pour ses dommages-intérêts à une somme déterminée qui n'excédera pas celle de quinze francs.*

Ils ne pourront jamais connaître des contraventions attribuées exclusivement aux juges de paix par l'article 139, *ni d'aucune des matières*

dont la connaissance est attribuée aux juges de paix considérés comme juges civils.

Art. 167. (Abrogé par L. 27 janvier 1873.) *Le ministère public sera exercé auprès du maire, dans les matières de police, par l'adjoint · en l'absence de l'adjoint, ou lorsque l'adjoint remplacera le maire comme juge de police, le ministère public sera exercé par un membre du conseil municipal, qui sera désigné à cet effet par le procureur du Roi pour une année entière.*

Art. 168. (Abrogé par L. 27 janvier 1873.) *Les fonctions de greffier des maires dans les affaires de police seront exercées par un citoyen que le maire proposera, et qui prêtera serment en cette qualité au tribunal de police correctionnelle. Il recevra pour ses expéditions les émoluments attribués au greffier du juge de paix.*

Art. 169. (Abrogé par L. 27 janvier 1873.) *Le ministère des huissiers ne sera pas nécessaire pour les citations aux parties; elles pourront être faites par un avertissement du maire, qui annoncera au défendeur le fait dont il est inculpé, le jour et l heure où il doit se présenter.*

Art. 170. (Abrogé par L. 27 janvier 1873.) *Il en sera de même des citations aux témoins; elles pourront être faites par un avertissement qui indiquera le moment où leur déposition sera reçue.*

Art. 171. (Abrogé par L. 27 janvier 1873.) *Le maire donnera son audience dans la maison commune; il entendra publiquement les parties et les témoins.*

Seront, au surplus, observées les dispositions des articles 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159 *et* 160, *concernant l'instruction et les jugements au tribunal du juge de paix.*

§ 3. — De l'appel des jugements de police.

Art. 172. (*L.* 31 *décembre* 1906.) Les jugements rendus en matière de police pourront être attaqués par la voie de l'appel lorsqu'ils prononceront un emprisonnement ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excéderont la somme de cinq francs (5 fr.), outre les dépens.

Dans les affaires forestières poursuivies à la requête des agents de l'administration, l'appel sera toujours possible de la part de toutes les parties, quelles que soient la nature et l'importance des condamnations. — *Instr.* 199, 505; *T. cr.* 71.

Ancien art. 172. — *Les jugements rendus en matière de police pourront être attaqué par la voie de l'appel, lorsqu'ils prononceront un emprisonnement, ou lorsque les amendes, restitutions et autres réparations civiles excéderont la somme de cinq francs, outre les dépens.*

R. v^is *Acquiescement*, 873 s.; *Appel criminel*, 64 s. — **S.** v^is *Acquiescement*, 117; *Appel criminel*, 16 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 172, n^os 1 s. *Loi du* 31 *décembre* 1906 : **D. P.** 1907. 4. 116

1. Lorsqu'un jugement prononce condamnation à *plusieurs* amendes pour plusieurs contraventions comprises dans la même poursuite, il y a lieu de totaliser les amendes pour savoir si le jugement est susceptible d'appel. — Cr c 5 juin 1890, D. P. 91 1. 44. — Cr. r. 28 juill. 1894, D. P. 95. 1. 159-160. — Cr. non recev. 18 déc. 1896, D. P. 97. 1. 329.

2. Le principal de l'amende doit seul

être pris en considération, abstraction faite des décimes, au point de vue de la compétence et du droit d'appel. — Cr. c. 13 avr. 1894, D. P. 95. 1. 133.

3. Spécialement, un jugement de tribunal de simple police qui condamne à une amende de 5 fr. n'est pas susceptible d'appel, bien que l'amende, par l'addition des décimes, dépasse le chiffre de 5 fr. — Même arrêt.

Art. 173. L'appel sera suspensif. — *Instr.* 203.

Art. 174. (*L.* 31 *décembre* 1906.) L'appel des jugements de simple police sera porté au tribunal correctionnel; cet appel sera interjeté par déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement, dans les dix jours, au plus tard, après celui où il a été prononcé; et, si le jugement est par défaut, dans les dix jours, au plus tard, de la signification de la sentence à personne ou à domicile. Il sera suivi et jugé dans la même forme que les appels des sentences des justices de paix.

Dans les affaires forestières poursuivies à la requête de l'administration, le délai ci-dessus sera porté à quinze jours pour l'appel interjeté par les agents forestiers. — *Instr.* 176, 203; *T. cr.* 71.

Ancien art. 174. [TEXTE DE 1808.] — *L'appel des jugements rendus par le tribunal de police sera porté au tribunal correctionnel : cet appel sera interjeté dans les dix jours de la signification de la sentence à personne ou domicile; il sera suivi et jugé dans la même forme que les appels des sentences des justices de paix.*

[TEXTE DE LOI DU 6 AVRIL 1897.] *L'appel des jugements de simple police sera porté au tribunal correctionnel : cet appel sera interjeté par déclaration au greffe du tribunal qui a rendu le jugement dans les dix jours, au plus tard, après celui où il a été prononcé; et, si le jugement est par défaut, dans les dix jours, au plus tard, de la signification de la sentence à personne ou à domicile. Il sera suivi et jugé dans la même forme que les appels des sentences des justices de paix.*

R. v° *Appel criminel*, 93 s., 116 s. — **S.** *eod.* v°, 25 s., 29 s.

Loi du 6 *avril* 1897 : **D. P.** 97. 4. 25.

Loi du 31 *décembre* 1906 : **D. P.** 1907. 4. 116.

Art. 175. Lorsque, sur l'appel, le procureur du Roi [*le procureur de la République*] ou l'une des parties le requerra, les témoins pourront être entendus de nouveau, et il pourra même en être entendu d'autres. — *Instr.* 153 s.

R. vis *Appel criminel*, 116 s, 322 s.; *Témoin*, 398 s. — **S.** v° *Témoin*, 126 s.

Art. 176. Les dispositions des articles précédents sur la solennité de l'instruction, la nature des preuves, la forme, l'authenticité et la signature du jugement définitif, la condamnation aux frais, ainsi que les peines que ces articles prononcent, seront communes aux jugements rendus, sur l'appel, par les tribunaux correctionnels. — *Instr.* 153 s.

R. v° *Appel criminel*, 122 s. — **S.** v° *Frais et dépens*, 623 s.

Art. 177. Le ministère public et les parties pourront, s'il y a lieu, se pourvoir en cassation contre les jugements rendus en dernier ressort par le tribunal de police, ou contre les jugements rendus par le tribunal correctionnel, sur l'appel des jugements de police.

Le recours aura lieu dans la forme et dans les délais qui seront prescrits. — *Instr.* 216, 373, 413, 417, 427.

R. v° *Cassation*, 180 s., 385 s., 564 s, 817 s. — **S.** *eod.* v°, 50, 94 s., 128 s., 175 s.

Art. 178. (*L.* 27 *janvier* 1873.) Au commencement de chaque trimestre, les juges de paix transmettront au procureur de la République l'extrait des jugements de police qui auront été rendus dans le trimestre

précédent, et qui auront prononcé la peine d'emprisonnement. Cet extrait sera délivré sans frais par le greffier.

Le procureur de la République le déposera au greffe du tribunal correctionnel.

Il en rendra un compte sommaire au procureur général près la cour d'appel. — *Instr.* 198.

Ancien art. 178. — *Au commencement de chaque trimestre, les juges de paix et les maires transmettront, etc.*

Loi du 27 janvier 1873 : **D. P.** 73. 4. 21.

CHAPITRE II.

Des tribunaux en matière correctionnelle.

Art. 179. (*L.* 31 *décembre* 1906.) Les tribunaux de première instance en matière civile connaîtront en outre, sous le titre de tribunaux correctionnels, de tous les délits forestiers poursuivis à la requête de l'Administration, sauf réserve des infractions déférées aux juges de paix en vertu de l'article 171 du Code forestier et de tous les délits dont la peine excède cinq jours d'emprisonnement et quinze francs (15 fr.) d'amende. — *Instr.* 130, 137, 174, 180; *Pén.* 68; *For.* 159, 171, 190; *L.* 13 *avril* 1900, *art.* 5.

Ancien art. 179. — *Les tribunaux de première instance en matière civile connaîtront en outre, sous le titre de tribunaux correctionnels, de tous les délits forestiers poursuivis à la requête de l'Administration, et de tous les délits dont la peine excède cinq jours d'emprisonnement et quinze francs d'amende.*

R. v° *Compét. crim.*, 50 s., 415 s. — **S.** *eod. v°*, 4 s., 251 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 179, n°s 1 s.

Loi du 31 *décembre* 1906. **D. P.** 1907, 4. 116.

Art. 180. Ces tribunaux pourront, en matière correctionnelle, prononcer au nombre de trois juges.

Loi du 27 ventôse an VIII, *sur l'organisation des tribunaux* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1485). — Art. 16. Les jugements de tous tribunaux de première instance ne pourront être rendus par moins de trois juges.

L'ordre du service, dans chaque tribunal de première instance, sera établi par un règlement du tribunal, soumis à l'approbation du Gouvernement.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1497). — Art. 7. Les arrêts qui ne sont pas rendus par le nombre de juges prescrits... sont déclarés nuls...

. . . . . .

40. Les juges ne pourront rendre aucun jugement, s'ils ne sont au nombre de trois au moins...

41. Les suppléants pourront assister à toutes les audiences : ils auront voix consultative, et, en cas de partage, le plus ancien dans l'ordre de réception aura voix délibérative.

Loi du 30 août 1883, *sur la réforme de l'organisation judiciaire* (**D. P.** 83. 4. 58). — Art. 4. Les jugements des tribunaux de première instance sont rendus par des magistrats délibérant en nombre impair. Ils sont rendus par trois juges au moins. Lorsque les membres d'un tribunal siégeant dans une affaire seront en nombre pair, le dernier des juges dans l'ordre du tableau devra s'abstenir. Le tout à peine de nullité.

S. v° *Organ. judic.*, 128, 378.

I. — Composition du tribunal correctionnel.

Loi du 27 ventôse an VIII, *sur l'organisation des tribunaux* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1485). — Art. 7. Les tribunaux de première instance connaîtront en premier et

R.F.

dernier ressort, dans les cas determinés par la loi, des matières civiles ; ils connaîtront également des matieres de police correctionnelle ; ils prononceront sur l'appel des jugements rendus en premier ressort par les juges de paix.

Décret du 18 août 1810, *contenant règlement sur l'organisation des tribunaux de première instance et des tribunaux de police* (**R.** v° *Organ. judic*, p. 1501). — Art. 1er. Nos tribunaux de premiere instance seront, y compris les presidents, vice-presidents, et juges d'instruction, composes du nombre de juges fixé par le tableau joint au présent décret, n° 1.

2. Les tribunaux composes de trois ou quatre juges, et ne formant qu'une chambre, auront de plus trois suppleants.

3. Les tribunaux de première instance composes de sept, huit, neuf ou dix juges, se diviseront en deux chambres, dont l'une connaîtra principalement des matières civiles, et l'autre des affaires de police correctionnelle.

Il sera attaché à chacun d'eux quatre suppleants.

4. Ceux d'entre lesdits tribunaux qui seront composés de douze juges se diviseront en trois chambres, dont deux connaîtront des matieres civiles, et la troisième des affaires de police correctionnelle.

Ils auront six suppleants.

5. Le tribunal de première instance du departement de la Seine se divisera en six chambres, dont cinq connaîtront des matieres civiles, et une sixieme des affaires de police correctionnelle.. (*modifié par de nombreux décrets*).

Loi du 30 août 1883, *sur la réforme de l'organisation judiciaire* (**D. P.** 83 4. 58) — Art. 5. Les tribunaux seront composes conformément aux indications du tableau B annexe à la présente loi...

R. v° *Organ. judic.*, 558 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, p. 345 s.

II. — Capacité des juges correctionnels.

Sur la capacité des juges qui font partie du tribunal correctionnel, V. **C. pr. civ.**, sous l'art. 116.

V. aussi **C. pr. civ. ann.**, Appendice à l'art. 116, p. 203, I, nos 1 s.

III. — Incompatibilités applicables aux juges correctionnels.

Sur l'incompatibilité pour parenté ou alliance entre membres d'un même tribunal ou d'une même cour, V. **C. pr. civ.**, sous l'art. 116.

V. aussi **C. pr. civ. ann.**, Appendice a l'art. 116, p. 204, II, nos 1 à 26 ; et son **Suppl.**, nos 1993 à 2000.

Sur l'incompatibilité des fonctions de juge et d'officier du ministère public, V. **C. instr. crim. ann.**, p. 347.

Sur l'incompatibilité des fonctions de juge suppléant avec les fonctions de greffier ou d'huissier, V. L. 6 mars 1791, art. 28 (**R.** v° *Organ. judic.*, 240).

IV. — Remplacement des juges correctionnels en cas d'empêchement.

Décret du 30 mars 1808, *contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1494). — Art. 49. En cas d'empêchement d'un juge, il sera, pour completer le nombre indispensable, remplacé ou par un juge d'une autre chambre qui ne tiendrait pas audience dans le même temps, ou par un des juges suppléants, en observant, dans tous les cas, et autant que faire se pourra, l'ordre des nominations.

A défaut de suppleants, on appellera un avocat attaché au barreau, et, a son défaut, un avoué, en suivant aussi l'ordre du tableau. [*Les femmes avocats ne pourront être appelées à siéger* (*L.* 1er *déc.* 1900).]

C. pr. civ., sous l'art. 116. — V. aussi **R.** v° *Organ. judic.*, 561 s ; **S.** *eod.* v°, 147 s. ; **C. pr. civ. ann.**, Appendice à l'art. 116, p. 205 ; et son **Suppl.**, p. 71. — V. encore **C. instr. crim. ann.**, p. 347 s.

V. — Récusation et abstention des juges correctionnels.

Sur la récusation et sur l'abstention des juges en matière criminelle, V. **C. instr. crim. ann.**, Appendice aux art. 525 a 552.

VI. — Assistance des juges à toutes les audiences de la cause.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1497). — Art. 7. Les arrêts.. qui ont été rendus par des juges qui n'ont pas assisté à toutes les audiences de la cause.. sont declarés nuls.

V. **C. instr. crim. ann.**, p. 348 s. — V. aussi **R.** v° *Jugement*, 736 s.; **S.** *eod.* v°, 594 s.

VII. — Exercice des fonctions du ministère public près les tribunaux correctionnels. — Présence du ministère public à toutes les audiences de la cause.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** v° *Organ judic.*, p. 1497). — Art. 6. Les fonctions du ministere public seront exercees, a la cour imperiale, par un procureur général imperial.

Il aura des substituts pour le service des audiences à la cour impériale, pour son parquet, pour le service des cours d'assises *et des cours spéciales*, et pour les tribunaux de premiere instance.

Les substituts créés pour le service des audiences des cours imperiales portent le titre d'avocats generaux.

. . . . . .

Ceux etablis près des tribunaux de premiere instance portent le titre de procureurs imperiaux criminels.

V. C. instr. crim. ann., p. 350. — V. aussi **S.** v° *Ministère public*, 7.

VIII. — Assistance du greffier.

V. C. instr. crim. ann., p. 350. — V. aussi **R.** vis *Greffier*, 34 s ; *Organ. judic.*, 578.

Art. 181. S'il se commet un délit correctionnel dans l'enceinte et pendant la durée de l'audience, le président dressera procès-verbal du fait, entendra le prévenu et les témoins, et le tribunal appliquera, sans désemparer, les peines prononcées par la loi.

Cette disposition aura son exécution pour les délits correctionnels commis dans l'enceinte et pendant la durée des audiences de nos cours, et même des audiences du tribunal civil, sans préjudice de l'appel de droit des jugements rendus dans ces cas par les tribunaux civils ou correctionnels. — *Instr.* 504 s.; *Pr.* 10 s., 88 s.

R. v° *Compét. crim.*, 434 ; *Organ. judic.*, 301 s.; *Presse*, 1420 s. — **S.** v° *Organ. judic.*, 188 s.; *Presse*, 1610 s. — **T.** (87-97), v° *Audience*, 1 s.

1. La loi du 29 juillet 1881, sur la presse, n'a pas modifié les dispositions de l'article 181, ni en ce qui concerne les faits que cette loi défere aux tribunaux correctionnels, ni même a l'egard de faits dont elle attribue la connaissance au jury ; en conséquence, les tribunaux correctionnels ont le droit de connaître, en pareil cas, du délit d'outrages adressés à un temoin à raison de sa déposition, lorsque ce délit a été commis à l'audience et jugé comme tel. — Paris, 20 nov. 1888, D. P. 89. 2. 235.

2. Jugé, de même, que, bien que le delit de cris seditieux proferés dans un lieu public soit en principe de la compétence du jury, ce delit, quand il est commis à une audience de cour d'assises, doit être réprimé par la cour sans l'assistance du jury. — Cr. r. 31 juill. 1891, D. P. 92. 1. 196.

3. ... Et que, le droit de faire arrêter l'auteur du délit et de le placer sous mandat de depôt etant une consequence nécessaire de la disposition de l'art. 181, le prévenu du délit de cris séditieux proférés à l'audience peut être place sous mandat de depôt, bien que les prévenus de delits reprimes par la loi du 29 juill. 1881 ne puissent pas, en principe, quand ils sont domiciliés en France, être l'objet

d'une arrestation preventive. — Cr. r. 31 juill. 1891, précite.

4. Jugé aussi, d'autre part, que le prevenu d'un delit de diffamation commis contre un temoin à l'audience de la cour d'assises doit être jugé seance tenante par la cour et ne peut obtenir le renvoi a une autre audience a l'effet de faire, en conformite des art. 31 et 35 de la loi du 29 juill. 1881, la preuve de la verité de l'imputation diffamatoire articulee par lui contre le témoin. — C. d'assises de la Corse, 3 juin 1891, D. P. 92. 2. 581.

5. Le faux témoignage est consommé des qu'il n'est plus loisible au témoin de retracter utilement sa déposition, c'est-a-dire au moment de sa mise en prévention du chef de ses déclarations mensongères, bien que les debats de l'affaire principale ne soient pas encore clos définitivement; et il importe peu qu'avant de procéder contre le témoin, le tribunal ordonne ou non, par une decision formelle, qu'il soit sursis au jugement de l'affaire principale jusqu'apres celui de l'incident. — Cour sup. de justice de Luxembourg, 10 fevr. 1899, D. P. 1901. 2. 125.

6. Les juges qui statuent sur un delit d'audience conformement à l'art. 181 c. instr. crim. ne sont point tenus, malgre les termes de ce texte, « d'entendre les témoins, » lorsque, par suite de leurs constatations personnelles, ils jugent inutile de recourir à la preuve testimoniale pour former leur conviction. — Même arrêt.

Art. 182. Le tribunal sera saisi, en matière correctionnelle, de la connaissance des délits de sa compétence, soit par le renvoi qui lui en sera fait d'après les articles 130 et 160 ci-dessus, soit par la citation donnée directement au prévenu et aux personnes civilement responsables du délit par la partie civile, et, à l'égard des délits forestiers, par le conservateur, inspecteur ou sous-inspecteur forestier, ou par les gardes généraux, et, dans tous les cas, par le procureur du Roi [*le procureur de la République*]. — *Instr.* 64, 145, 230; *For.* 171 s.; *T. cr.* 71.

R. vis *Compét. crim.*, 275 s.; *Exploit*, 687 s.; *Instr. crim.*, 915 s. — **S.** vis *Compét. crim.*, 480 s.; *Exploit*, 231 s., *Proc. crim.*, 1089 s. — **T.** (87-97), vis *Exploit*, 160 s.; *Instr. crim.*, 36 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 182, nos 1 s.

1. En matière correctionnelle, le tribunal ne peut être saisi que par une ordonnance de renvoi, une citation ou la comparution volontaire; ainsi, il y a violation de la loi lorsque le tribunal correctionnel statue sur la date de la libération d'un enfant mis en correction, sans que cet enfant ait ete appele ou ait comparu volontairement. — Lyon, 17 juin 1908, D. P. 1909. 2. 166.

2. Une citation en police correctionnelle est valable bien que n'ayant pas ete remise à personne ou à domicile, si le prevenu a eu connaissance qu'il etait cite à la date indiquee dans la citation pour répondre sur le fait à lui impute. — Cr. r. 15 juin 1894, D. P. 94. 1. 569.

3. Les dispositions de l'art. 182 sur la maniere de saisir les tribunaux correctionnels n'etant pas restrictives, la comparution volontaire des parties, qui permet au tribunal de statuer promptement sur l'action publique sans leser aucun intérêt, est admise par une jurisprudence constante. — Cr. r. 1er juin 1894, D. P. 94. 1. 574. — Montpellier, 11 mars 1892, D. P. 93. 2. 7. — Bordeaux, 18 avr. 1894, D. P. 94. 2. 403.

4. Le tribunal correctionnel peut changer la qualification des faits poursuivis, a la condition d'être saisi par le titre initial de la poursuite de tous les eléments de fait du delit qu'il s'agit de substituer a celui qui était poursuivi. — Cr. r. 13 août 1886, D. P. 87. 1. 363. — Bourges, 17 mai 1895, D. P. 97. 2. 350. — Cr. r. 18 juin 1898, D. P. 1900. 1. 83. — Paris, 28 juin 1901, D. P. 1902. 2. 145. — Besançon, 31 dec. 1903, D. P. 1904. 2. 286. — Trib. corr. de Toulouse, 26 janv. 1906, D. P. 1906. 2. 163. — Cr. r. 12. janv. 1907, D. P. 1908. 1. 347.

5. Juge ... que la juridiction correctionnelle saisie d'une poursuite pour escroquerie peut, sans modification illegale de la prévention, attribuer aux faits incriminés la qualification d'abus des besoins et des faiblesses d'un mineur. — Cr. r. 11 dec. 1885, S. v° *Compét. crim.*, 290-10°.

6. ... Que l'inculpé prevenu de s'être, a l'aide des manœuvres frauduleuses spécifiées à l'art. 405 c. pén., fait remettre des brillants d'un certain prix, peut être condamne pour avoir, a l'aide de ces manœuvres, obtenu, non les brillants qui étaient antérieurement entre ses mains, mais un arrêté de compte contenant decharge des brillants qui lui avaient été remis pour être vendus. — Cr. r. 12 août 1886, D. P. 87. 1. 363.

7. ... Qu'une cour d'appel peut envisager les faits dont la juridiction correction-

nelle a été saisie par l'ordonnance de renvoi comme constituant, non le délit d'escroquerie, mais le fait d'avoir obtenu des souscriptions ou des versements, à l'aide de simulation de souscriptions ou de versements, fait réprimé par l'art. 15 de la loi du 24 juill. 1867. — Cr. r. 31 janv. 1889, D. P. 89. 1. 488.

8. Mais, lorsque le plaignant ne rapporte pas la preuve régulière du contrat dont la violation constituait, d'après l'ordonnance de renvoi, le delit d'abus de confiance reproché au prévenu, le tribunal de police correctionnelle ne peut transformer, par disqualification du fait incrimine, ce délit en délit de vol. — Paris, 24 dec. 1907, D. P. 1908. 2. 203.

9. Le droit de modifier la qualification légale du fait appartient aussi bien aux juges d'appel qu'au tribunal correctionnel. — Cr. r. 10 févr. 1888, D. P. 88. 1. 192. — Cr. r. 19 juill. 1895, D. P. 1900. 1. 567. — Cr. r. 5 fevr. 1898, D. P. 1900. 1 29. — Cr. r. 10 févr. 1898, D. P. 99. 1. 20.

Art. 183. La partie civile fera, par l'acte de citation, élection de domicile dans la ville où siège le tribunal : la citation énoncera les faits, et tiendra lieu de plainte. — *Instr.* 66, 68, 145, 182.

R. v[is] *Exploit*, 714 s.; *Instr. crim.*, 497 s. — **S.** v[is] *Exploit*, 237 s ; *Proc. crim.*, 676 s.

Art. 184. Il y aura au moins un délai de trois jours, outre un jour par trois myriamètres, entre la citation et le jugement, à peine de nullité de la condamnation qui serait prononcée par défaut contre la personne citée.

Néanmoins cette nullité ne pourra être proposée qu'à la première audience, et avant toute exception ou défense. — *Instr.* 146; *Pr.* 72, 173, 1033.

R. v° *Exploit*, 733 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 160 s.

A la différence de l'art. 146 qui, en cas d'inobservation, dans la citation devant le tribunal de simple police, du délai pour comparaître, annule tant la citation que le jugement qui serait rendu par défaut, l'art. 184 ne prononce la nullité que du jugement par defaut qui serait prononcé contre la personne citee. — Cr. c. 5 dec. 1895, D. P. 96. 1 335.

Art. 185. Dans les affaires relatives à des délits qui n'entraîneront pas la peine d'emprisonnement, le prévenu pourra se faire représenter par un avoué; le tribunal pourra néanmoins ordonner sa comparution en personne. — *Instr.* 152; *T. cr.* 71.

R. v[is] *Défense*, 68 s. ; *Instr. crim.*, 934 s.; *Jugement par défaut*, 461 s. — **S.** v[is] *Défense*, 19 ; *Jugement par défaut*, 228 s ; *Proc. crim.*, 1116 s. — **T.** (87-97), v° *Instr. crim.*, 36 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 185, n[os] 1 s.

En ce qui concerne la défense en matière correctionnelle, **V. C. instr. crim. ann.**, p. 370 s. — V. aussi **R.** v[is] *Défense*, 68 s., 91 s ; *Instr. crim.*, 941 s ; **S.** v[is] *Défense*, 19, 24 s.; *Proc. crim.*, 1127 s.

Sur la comparution de la partie civile et de la partie civilement responsable devant le tribunal correctionnel, **V. C. instr. crim. ann.**, p. 372. — V. aussi **R.** v° *Instr. crim*, 543, 938 ; **S.** v° *Proc. crim.*, 694, 1125 s.

1. L'obligation de comparaître en personne, lorsque le delit objet de la poursuite est passible de la peine de l'emprisonnement, ne concerne que le jugement du fond de la prévention. — Cr r. 1er juin 1894, D. P. 94. 1. 574-575

2. En matière correctionnelle, le prévenu n'est pas tenu de comparaître en personne pour proposer une *exception préjudicielle*. — Paris, 15 mai 1895, D. P. 1900. 1. 541. — V. aussi Cr. c. 10 mars 1900, D. P. 1903. 1. 69.

3. Le prévenu d'un delit portant peine d'emprisonnement a toute latitude de se faire representer pour une simple demande de remise de cause. — Cr. r. 1er juin 1894, precite.

4. Le tribunal correctionnel, apres qu'une affaire a été contradictoirement liée et debattue devant lui, peut renvoyer successivement à une audience determinee, puis à une seconde audience non déterminee, pour le délibéré et le prononcé du jugement, et enfin rendre jugement, à cette dernière audience, en l'absence du prévenu. — Montpellier, 11 mars 1892, D. P. 93. 2 7.

5 L'art 185 n'exclut pas tout autre

mandataire qu'un avoué ; ainsi, un parent, un ami, un simple particulier et, à plus forte raison, un avocat comparaîtront valablement pour le prévenu. — Cr. c. 2 juill. 1886, D. P. 86. 1. 475, et le rapport de M. le conseiller de Larouverade.

6. Si l'art. 185 indique, d'une manière generale, que la représentation pourra être exercée par un avoué, il n'a point entendu interdire aux parties, dans une matiere purement correctionnelle, de prendre pour mandataire un avocat ; il y a seulement cette difference entre l'avoué et tout autre mandataire choisi par le prévenu, que l'avoué n'a pas besoin de procuration. — Même arrêt.

7. ... Par la raison générale que les avoués n'ont pas à justifier d'un pouvoir spécial pour accomplir les divers actes de leur ministère, et qu'ils sont toujours légalement présumés avoir mandat de la partie qu'ils représentent ; tandis que tout autre mandataire doit justifier de son mandat (argument de l'art. 204). — Cr. r. (sur la fin de non-recevoir) 27 juill. 1893, D. P. 94. 1. 542, et note 1. — Cr. r. 1er juin 1894, D. P. 94. 1. 574-575.

Art. 186. Si le prévenu ne comparait pas, il sera jugé par défaut. — *Instr.* 149, 187; *T. cr.* 71.

Loi du 9 septembre 1835, *sur les cours d'assises* (**R.** v° *Instr. crim.*, p. 340 et 341). — Art. 9. Si les prévenus n'obtempèrent point à la somination, le president pourra ordonner qu'ils soient amenés par la force devant la cour ; il pourra egalement, après lecture, faite a l'audience, du procès-verbal constatant leur resistance, ordonner que, nonobstant leur absence, il soit passe outre aux debats.

Après chaque audience, il sera, par le greffier de la cour d'assises, donné lecture aux prevenus qui n'auront point comparu du procès-verbal des debats ; et il leur sera signifie copie des requisitoires du ministère public ainsi que des arrêts rendus par la cour, qui seront tous réputes contradictoires.

. . . . . .

12. Les dispositions des articles 8, 9, 10 et 11 s'appliquent au jugement de tous les crimes et delits devant toutes les juridictions.

R. v° *Jugement par défaut*, 448 s. — **S.** *eod.* v°, 212 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 145 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 186, n°s 1 s.

1. Lorsque le prévenu fait défaut, le tribunal correctionnel peut, au lieu de statuer immediatement, continuer l'affaire à un jour subsequent, pour compléter l'instruction, et même prononcer le jugement à une audience ulterieure, sans qu'il soit besoin, en pareil cas, de donner une nouvelle citation au prévenu defaillant. — Cr. r. 30 oct. 1885, D. P. 86. 1. 386

2. Un jugement rendu sur le fond par un tribunal correctionnel peut être qualifié jugement par defaut alors que, après un premier jugement rejetant leurs conclusions à fin d'enquête complémentaire, les prévenus et leurs avocats ont déclaré faire défaut avant l'audition du ministère public. — Cr. c. 28 juill. 1900, D. P. 1901. 1. 207. — V. aussi Cr. r. 22 juin 1894, D. P. 99. 5 420.

3. Lorsqu'un appelant, cité à jour déterminé devant la cour d'appel, ne s'est pas présenté, la cour ne peut pas, après s'être bornée à renvoyer, en l'absence du prévenu, l'affaire à une audience ultérieure, donner dans cette audience défaut contre lui, s'il n'est pas établi qu'il ait été régulièrement avisé de la remise et qu'il ait reçu une citation nouvelle pour l'audience fixée en son absence. — Cr. c. 1er déc. 1892, D. P. 93. 1. 214.

4. Jugé aussi que, lorsqu'un prevenu est cité pour une audience déterminée et, en tant que de besoin, pour les audiences suivantes, et que la partie poursuivante (la Regie des contributions indirectes) n'a pas requis defaut à la premiere audience, ni provoqué contradictoirement la remise de l'affaire, le prévenu ne peut être regulièrement condamné par défaut à l'une des audiences ultérieures. — Amiens, 24 nov. 1888, S. v° *Jugement par défaut*, 215-2°.

5. La Regie des contributions indirectes n'est pas nécessairement représentée par le ministere public dans les instances qu'elle introduit et peut, comme toute partie civile, faire defaut devant la juridiction correctionnelle. — Cr. c. 11 mai 1894, D. P. 94. 1. 493.

6. Ne saurait, dès lors, avoir le caractère de jugement contradictoire à l'égard de la Régie le jugement rendu après que l'avoué de cette administration, en déclarant à l'audience « qu'il n'avait pas de conclusions à prendre », a *refusé* de conclure. — Même arrêt.

Art. 187. (*L. 27 juin* 1866.) La condamnation par défaut sera comme non avenue, si dans les cinq jours de la signification qui en aura été faite

au prévenu ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres, celui-ci forme opposition à l'exécution du jugement et notifie son opposition tant au ministère public qu'à la partie civile.

Les frais de l'expédition, de la signification du jugement par défaut et de l'opposition pourront être laissés à la charge du prévenu.

Toutefois, si la signification n'a pas été faite à personne, ou s'il ne résulte pas d'actes d'exécution du jugement que le prévenu en a eu connaissance, l'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine. — *Instr.* 68, 150, 478; *T. cr.* 71.

Ancien art. 187. — *La condamnation par défaut sera comme non avenue, si dans les cinq jours de la signification qui en aura été faite au prévenu ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres, celui-ci forme opposition à l'exécution du jugement, et notifie son opposition tant au ministère public qu'à la partie civile. — Néanmoins les frais de l'expédition, de la signification du jugement par défaut, et de l'opposition, demeureront à la charge du prévenu.*

R. v° *Jugement par défaut*, 468 s. — **S.** *eod. v°*, 230 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 165 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 187. *Loi du 27 juin* 1866 **D. P.** 66. 4. 75.

1. En ce qui concerne la partie civile, le droit de former opposition lui a été reconnu par la jurisprudence. — Paris, 6 janv. 1893, D. P. 93. 2. 501. — Bordeaux, 6 janv. 1893 (2e espece), D. P. 93. 2. 502.

2. Bien qu'un jugement ait été exécuté par un prévenu condamné à l'emprisonnement et à des dommages-intérêts envers la partie civile, et que ce jugement soit ainsi devenu définitif, le défaillant condamné solidairement comme civilement responsable peut néanmoins former valablement opposition du même jugement. — Trib. corr. Seine, 11 nov. 1889, S. v° *Jugement par défaut*, 243.

3. Toutefois, cette opposition reste sans effet relativement aux conséquences désormais acquises de l'action publique, et ne peut porter que sur la responsabilité civile. — Même jugement

4. L'exécution volontaire d'un jugement de defaut ne saurait emporter contre le prévenu déchéance de son droit d'opposition, si l'exécution a eu lieu avant l'expiration du délai pendant lequel cette voie de recours peut être exercée. — Cr. c. 10 déc. 1903, D. P. 1905. 1. 374.

5. Le jugement par défaut non signifié, ou irregulièrement signifié, n'est qu'un simple acte d'instruction ayant pour effet d'interrompre la prescription de l'action publique; il n'est pas définitif et, par consequent, ne fait pas courir la prescription de la peine. — Cr. r. 9 janv. 1892, D. P. 92. 1. 578.

6. Il n'y a pas lieu de declarer nulle une opposition portee à la connaissance du ministère public dans le delai voulu par la loi, sous prétexte qu'elle ne lui a pas été notifiee par acte d'huissier. — Cr. c. 25 fevr. 1893, D. P. 93. 1. 557.

7. Et, spécialement, on doit tenir pour regulière l'opposition dont le ministere public reconnaît avoir reçu, dans le délai légal, la déclaration contenue dans une lettre que le défaillant a adressée au procureur général. — Même arrêt.

8. L'augmentation d'un jour par cinq myriametres prévue par l'art. 187 c. instr. crim., en matière d'opposition à un jugement par defaut, ne s'applique que pour chaque distance complète de cinq myriamètres; ainsi, lorsque l'opposant est domicilié à moins de cinq myriamètres, il n'a droit a aucune augmentation de delai. — Cr. r. 5 déc. 1903, D. P. 1906. 1. 182.

9. Le défaut de notification à la partie civile de l'opposition a un jugement de défaut rend l'opposition irrecevable à l'égard de la partie civile, alors même que le jugement de défaut n'a été signifié au prevenu qu'à la requête du ministère public. — Alger, 7 janv. 1893, D. P. 94. 1. 422. — Aix, 15 déc. 1893, et, sur pourvoi, Cr. r. 9 févr. 1894, D. P. 94. 1. 422-423.

10. Le defaut de signification à la partie civile ne saurait rendre nulle la signification regulièrement faite au ministere public, en ce qui concerne l'action publique, lorsque le condamné declare à l'audience, lors des débats sur l'appel du jugement rejetant son opposition, acquiescer au jugement par défaut en ce qui concerne les condamnations civiles. — Aix, 15 déc. 1893, D. P. 94. 1. 422.

11. En ce qui concerne la signification d'un arrêt par défaut portant soit condamnation à des peines, soit condamnation à des réparations civiles, a raison de faits non vises dans un acte extraditionnel, V. Cr. r. 27 fevr. 1903, D. P. 1908. 1. 257.

Art. 188. L'opposition emportera de droit citation à la première audience : elle sera non avenue, si l'opposant n'y comparaît pas ; et le jugement que le tribunal aura rendu sur l'opposition ne pourra être attaqué par la partie qui l'aura formée, si ce n'est par appel, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Le tribunal pourra, s'il y échet, accorder une provision, et cette disposition sera exécutoire nonobstant l'appel. — *Instr.* 151 ; *T. cr.* 42, 71.

R. vis *Jugement par défaut*, 482 s.; *Tierce-opposition*, 311 s. — **S.** vis *Jugement par défaut*, 272 s.; *Tierce-opposition*, 166 s.

Art. 189. (*L.* 13 *juin* 1856.) La preuve des délits correctionnels se fera de la manière prescrite aux articles 154, 155 et 156 ci-dessus, concernant les contraventions de police. Le greffier tiendra note des déclarations des témoins et des réponses du prévenu. Les notes du greffier seront visées par le président, dans les trois jours de la prononciation du jugement. Les dispositions des articles 157, 158, 159, 160 et 161 sont communes aux tribunaux en matière correctionnelle.

Ancien art. 189. — *La preuve des délits correctionnels se fera de la manière prescrite aux articles* 154, 155 *et* 156 *ci-dessus, concernant les contraventions de police. — Les dispositions des articles* 157, 158, 159, 160 *et* 161 *sont communes aux tribunaux en matière correctionnelle*

R. v° *Instr. crim.*, 941 s.; *Preuve*, 73 s. — **S.** v° *Preuve*, 52 s.; *Proc. crim.*, 1135 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 189 *Loi du* 13 *juin* 1856 : **D. P.** 56. 4. 63.

1. L'obligation de prêter serment s'applique aux experts cités pour donner, à l'audience, des explications sur un rapport — Cr. c. 15 déc. 1892, D. P. 94. 1. 254.

2. Lorsqu'un témoin en matière correctionnelle a prêté, avant de déposer, le serment prescrit par la loi, il n'est pas obligé de renouveler ce serment, dans le cas où, à une audience suivante, il est requis de répéter ou d'expliquer sa déposition. — Paris, 14 janv. 1891, D. P. 92. 2. 13.

3. Un témoin régulièrement cité en matière correctionnelle ne peut pas être écarté des débats par le motif qu'il aurait un intérêt plus ou moins direct dans la cause. — Cr. c. 4 févr. 1887, D. P. 88 1 43.

4. ... Notamment, par le motif qu'il serait fondateur, rédacteur et propriétaire d'un nombre considérable des actions du journal dont le gérant serait poursuivi pour violation du droit de réponse. — Même arrêt.

5. A plus forte raison, il n'est pas permis au juge d'étendre les dispositions restrictives de l'art. 156 à d'autres individus, sous le prétexte qu'aucune confiance ne saurait être accordée à leur déclaration. — Cr. c 26 juin 1891, D. P. 92. 1. 74.

6. Le juge correctionnel peut valablement déclarer, quelles que soient les dépositions des témoins consignées aux notes d'audience, que la preuve de l'existence du délit n'a pas été faite ; et le juge d'appel répond suffisamment à des conclusions le mettant en demeure de reconnaître l'existence de ce délit, en adoptant les motifs des premiers juges qui avaient déclaré la poursuite non établie. — Cr. r. 29 juill. 1899, D. P. 1901. 1. 511.

Art. 190. L'instruction sera publique, à peine de nullité.

Le procureur du Roi [*le procureur de la République*], la partie civile ou son défenseur, et, à l'égard des délits forestiers, le conservateur, inspecteur ou sous-inspecteur forestier, ou, à leur défaut, le garde général, exposeront l'affaire : les procès-verbaux ou rapports, s'il en a été dressé, seront lus par le greffier ; les témoins pour et contre seront entendus, s'il y a lieu, et les reproches proposés et jugés ; les pièces pouvant servir à conviction ou à décharge seront représentées aux témoins et aux parties ; le prévenu sera interrogé ; le prévenu et les personnes civilement responsables proposeront leur défense : le procureur du Roi [*le procureur de la République*]

résumera l'affaire et donnera ses conclusions; le prévenu et les personnes civilement responsables du délit pourront répliquer.

Le jugement sera prononcé de suite, ou, au plus tard, à l'audience qui suivra celle où l'instruction aura été terminée. — *Instr.* 153; *T. cr.* 42, 71, 187, 189.

Loi du 17 thermidor an VI, *contenant des mesures pour coordonner les jours de repos avec le calendrier républicain* (**R.** v° *Jour férié*, p. 206). — Art. 2. Les autorités constituées, leurs employés et ceux des bureaux au service public, vaquent les jours énoncés, sauf les cas de nécessité et l'expédition des affaires criminelles.

La loi du 17 thermidor an VI est toujours en vigueur.

R. v[is] *Défense*, 143 s; *Instr. crim.*, 941 s; *Jour férié*, 32 s.; *Jugement*, 772 s.; *Témoins*, 336 s. — **S.** v[is] *Défense*, 48 s.; *Jugement*, 611 s; *Proc. crim*, 1129 s.; *Témoins*, 105 s. — **T.** (87-97), v[is] *Instr. crim.*, 36 s.; *Jugement*, 227 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 190, n[os] 1 s.

1. Est nul l'arrêt correctionnel qui se borne à constater la publicité de l'audience à laquelle il a été rendu, sans contenir ... aucune mention relative à la publicité d'une audience précédente qui a été consacrée à l'instruction de la cause. — Cr. c. 17 déc. 1891, S. v° *Proc crim.*, 1130-1°; *Bull. crim.*, n° 248. — Cr. c. 15 déc. 1892, D. P. 94 1. 254. — Cr. c. 26 oct. 1893, *Bull. crim.*, n° 280.

2 ... Aucune mention dont on puisse induire ou faire résulter la publicité des audiences antérieures consacrées à l'instruction de l'affaire. — Cr c. 19 janv. 1889, D P. 89. 1. 318 — Cr. c. 21 mars 1889, D. P 89. 1. 318.

3. ... Notamment, la publicité ... d'une audience à laquelle l'affaire a été plaidée. — Cr. c 17 déc 1891, précité.

4. ... Ou d'une audience où un avant-dire droit a été prononcé pour ordonner qu'un expert sera entendu à une audience ultérieure. — Cr. c 15 déc. 1892, précité.

5. Lorsque les termes dans lesquels la délégation donnée par un tribunal correctionnel pour un supplément d'information est formulée indiquent que c'est le juge d'instruction du siège qui a été désigné, quel que soit le magistrat investi de ces fonctions, cette délégation constitue, de la part du tribunal correctionnel, un excès de pouvoir. — Cr r. 1[er] avr. 1892, D P. 92 1. 525-526

6. L'interrogatoire du prévenu n'est pas prescrit, à peine de nullité, en police correctionnelle. — Cr. r. 5 mai 1892, D. P. 93. 1. 270.

7. L'audition du ministère public est une formalité substantielle, et le jugement correctionnel qui ne constate pas que le ministère public a résumé l'affaire et donné ses conclusions est nul. — Cr. c. 3 janv. 1891, D. P. 91. 5. 317.

8. Il y a violation des droits de la défense lorsque, l'affaire ayant été renvoyée, après les plaidoiries, à une audience indéterminée pour les réquisitions du ministère public, ces réquisitions ont été prises en l'absence du prévenu et sans que le prévenu ou son mandataire en ait été préalablement informé. — Grenoble, 23 avr. 1891, D. P. 92. 2. 534.

9. La cour de cassation a posé en principe qu'en matière correctionnelle où il n'y a pas de clôture des débats, le prévenu et le ministère public doivent être admis à conclure tant que le jugement n'est pas prononcé. — Cr. c. 14 nov. 1896, *Bull. crim.*, n° 333.

10. Par suite, c'est à tort que le juge correctionnel refuse de reconnaître au prévenu le droit de déposer des conclusions additionnelles à l'audience où l'affaire est appelée pour le prononcé du jugement ou de l'arrêt, sous prétexte que les débats ont été clos à une audience antérieure et l'affaire mise en délibéré. — Cr. c. 28 mai 1870, D. P. 70. 1. 373.

11. De même, les juges correctionnels d'appel ne peuvent rejeter des conclusions nouvelles en les déclarant *tardives et inadmissibles* comme n'ayant été produites que *plusieurs semaines après l'arrêt de mise en délibéré*. — Cr. c. 14 nov. 1896, précité.

Art. 191. Si le fait n'est réputé ni délit ni contravention de police, le tribunal annulera l'instruction, la citation et tout ce qui aura suivi, renverra le prévenu, et statuera sur les demandes en dommages-intérêts. — *Instr.* 159, 212, 359, 366; *T. cr.* 42.

R. v[is] *Compét. crim.*, 513 s.; *Instr. crim.*, 978 s. — **S.** v[is] *Compét crim*, 297 s.; *Proc. crim*, 1179 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 191, n[os] 1 s

En matière correctionnelle (comme en matière de simple police) le juge doit, à peine de nullité, faire connaître s'il acquitte pour des raisons de fait ou des raisons de droit; par suite, encourt la cassation l'arrêt de la cour d'appel qui a renvoyé le prévenu des poursuites en se bornant à déclarer que « les faits n'étaient pas suffisamment justifiés ». — Cr. c. 10 mai 1889, S. v° *Proc. crim.*, 1182. — Cr. c. 6 juin 1889, *ibid.*

Art. 192. Si le fait n'est qu'une contravention de police, et si la partie publique ou la partie civile n'a pas demandé le renvoi, le tribunal appliquera la peine, et statuera, s'il y a lieu, sur les dommages-intérêts.

Dans ce cas, son jugement sera en dernier ressort. — *Instr.* 137, 174, 213, 230, 365; *T. cr.* 42.

R. v^is *Appel criminel*, 80 s.; *Compét. crim.*, 534 s. — **S.** v^is *Appel criminel*, 21 s.; *Compét. crim*, 310 s. — **P.** (87-97), v° *Degré de juridiction*, 281.

1. En cas de connexité d'une contravention de simple police avec des délits, la compétence qui, à défaut de réclamation du prévenu, appartient au tribunal correctionnel pour le jugement du tout, n'a pas pour effet de proroger sa juridiction. — Dijon, 16 oct. 1890, D. P. 91. 2. 149. — Poitiers, 5 déc 1890, D. P. 91. 2 253.

2. Dès lors, le jugement qui intervient sur la poursuite est en dernier ressort pour la contravention, et n'est susceptible d'appel que quant aux chefs concernant les délits. — Mêmes arrêts.

3. Devant le tribunal correctionnel, la circonstance que, au cours des débats, les faits relevés par la prévention ont dégénéré en une simple contravention n'autorise ni le prévenu à demander son renvoi devant le tribunal de simple police, ni le tribunal à se déclarer incompétent. — Limoges, 11 juill 1907, D. P. 1908. 2. 54.

Art. 193. Si le fait est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante, le tribunal pourra décerner de suite le mandat de dépôt ou le mandat d'arrêt; et il renverra le prévenu devant le juge d'instruction compétent. — *Instr.* 160, 214; *T. cr.* 42.

R. v° *Compét. crim*, 547 s. — **S.** *eod. v°*, 314 s.

Art. 194. Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement responsables du délit, ou contre la partie civile, les condamnera aux frais, même envers la partie publique.

Les frais seront liquidés par le même jugement. — *Instr.* 162, 368; *T. cr.* 156, 174.

R. v° *Frais et dépens*, 966 s. — **S.** *eod. v°*, 537 s

1. Au cas de poursuite à raison d'un même fait, les prévenus déclarés coupables doivent être condamnés à la totalité des frais, même à ceux exposés contre les coprévenus acquittés. — Cr. c. 27 juill. 1894, D P. 97. 1. 265.

2. En matière de poursuite pour dénonciation calomnieuse, la condamnation aux dépens doit s'étendre aux frais de l'enquête ordonnée par le garde des sceaux pour vérifier l'exactitude des faits dénoncés — Cr. r. 10 fevr 1888, D P. 88 1. 192, et note 6.

Art. 195. Dans le dispositif de tout jugement de condamnation seront énoncés les faits dont les personnes citées seront jugées coupables ou responsables, la peine et les condamnations civiles.

Le texte de la loi dont on fera l'application sera lu à l'audience par le président; il sera fait mention de cette lecture dans le jugement, et le texte de la loi y sera inséré, sous peine de cinquante francs d'amende contre le greffier. — *Instr.* 163, 369, 408; *L.* 20 *avril* 1810, *art.* 7.

R. v° *Jugement*, 782 s — **S.** *eod. v°*, 615 s.

1. La disposition de l'art. 195 c. instr. crim., qui exige l'insertion du texte de la loi pénale dans les arrêts de police correctionnelle, n'est pas prescrite à peine

de nullité. — Cr. r. 12 sept. 1895, D P. 99. 5. 417.

2. Au contraire, les jugements des tribunaux de simple police et les jugements rendus par les tribunaux correctionnels sur appel d'un jugement de simple police sont nuls, quand, prononçant une condamnation, ils ne contiennent pas le texte de la loi penale. — Cr c. 1er juill. 1893 et 18 oct 1894, D. P. 96. 1. 52, et la note de M. Sarrut.

Art. 196. La minute du jugement sera signée au plus tard dans les vingt-quatre heures par les juges qui l'auront rendu.

Les greffiers qui délivreront expédition d'un jugement avant qu'il ait été signé, seront poursuivis comme faussaires.

Les procureurs du Roi [*les procureurs de la République*] se feront représenter, tous les mois, les minutes des jugements; et, en cas de contravention au présent article, ils en dresseront procès-verbal pour être procédé ainsi qu'il appartiendra. — *Instr.* 164, 370; *Pr.* 138, 139, 140.

R. v° *Jugement*, 834 s. — **S.** *eod.* v°, 674 s.

Art. 197. Le jugement sera exécuté à la requête du procureur du Roi [*du procureur de la République*] et de la partie civile, chacun en ce qui le concerne.

Néanmoins les poursuites pour le recouvrement des amendes et confiscation seront faites, au nom du procureur du Roi [*du procureur de la République*], par le directeur de la régie des droits d'enregistrement et domaines. — *Instr.* 165; 376.

R. vis *Compét. crim.*, 479; *Jugement*, 856 s.; *Ministère public*, 279 s. — **S.** vis *Compét. crim.*, 274; *Jugement*, 686 s.; *Ministère public*, 222 s. — **T.** (87-97), v° *Exécution des jugements*, 30 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 197, nos 1 s.

1. En matiere correctionnelle, la connaissance du contentieux qui s'elève sur la portée ou l'exécution de la condamnation appartient toujours à la juridiction dont elle emane. — Cr. r. 11 mars 1887, D. P. 88. 1. 140.

2. Les tribunaux correctionnels ne peuvent connaître des difficultes d'execution auxquelles donne lieu une condamnation à des dommages-interêts. — Cr. c. 19 janv. 1889, D. P. 90 1. 48.

Art. 198. Le procureur du Roi [*le procureur de la République*] sera tenu, dans les quinze jours qui suivront la prononciation du jugement, d'en envoyer un extrait au procureur général près la cour royale [*la cour d'appel*]. — *Instr.* 178; *T. cr.* 44.

R. vis *Appel criminel*, 183; *Greffe*, 80.

Art. 199. Les jugements rendus en matière correctionnelle pourront être attaqués par la voie de l'appel. — *Instr.* 172, 192; *T. cr.* 71.

R. vis *Appel criminel*, 129 s.; *Degré de juridiction*, 659 s. — **S.** vis *Appel criminel*, 31 s; *Degré de juridiction*, 231 s.

Une remise de cause prononcée par un tribunal constitue une simple mesure d'ordre, contre laquelle l'appel n'est pas recevable. — Cr. r. 24 mai 1890, D. P. 90 1 450.

Art. 200. (Abrogé par L. 13 juin 1856.) *Les appels des jugements rendus en police correctionnelle seront portés des tribunaux d'arrondissement au tribunal du chef-lieu du département.*

Les appels des jugements rendus en police correctionnelle au chef-lieu du département seront portés au tribunal du chef-lieu du département voisin quand il sera dans le ressort de la même cour royale, sans néan-

moins que les tribunaux puissent, dans aucun cas, être respectivement juges d'appel de leurs jugements.

Il sera formé un tableau des tribunaux de chef-lieu auxquels les appels seront portés.

Art. 201. (*L.* 13 *juin* 1856.) L'appel sera porté à la cour impériale [*la cour d'appel*]. — *Instr.* 180.

Ancien art. 201. — *Dans le département où siège la cour impériale, les appels des jugements rendus en police correctionnelle seront portés à ladite cour. — Seront également portés à ladite cour les appels des jugements rendus en police correctionnelle dans le chef-lieu d'un département voisin, lorsque la distance de cette cour ne sera pas plus forte que celle du chef-lieu d'un autre département.*

R. v[is] *Appel criminel*, 1 s, *Organ. judic.*, 567. — **S.** v° *Appel criminel*, 1 s. — *Loi du* 13 *juin* 1856 : **D. P.** 56. 4. 63.

I. — Composition de la chambre des appels de police correctionnelle.

Décret du 6 juillet 1810, *contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1498). — Art 2. Nos cours impériales composées de vingt-quatre conseillers au moins formeront trois chambres, dont une connaîtra des affaires civiles, une connaîtra des mises en accusation, et une connaîtra des appels en matière correctionnelle : ces deux dernières chambres ne pourront rendre arrêt qu'au nombre de cinq juges au moins.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1497). — Art. 40 Les juges ne pourront rendre aucun jugement, s'ils ne sont au nombre de trois au moins ; sur l'appel en matière correctionnelle, ils seront au nombre de cinq.

Les appels des jugements rendus en police correctionnelle seront portés au tribunal du lieu où siègent habituellement les cours d'assises (*Ce second alinéa a été abrogé expressément par l'art. 2 de la loi du* 13 *juin* 1856)

V. C. instr. crim. ann., p. 424. — V. aussi **R.** v° *Organ. judic.*, 144 s., 348 s., 567 s., **S.** *eod.* v°, 128 s, 206 s., 387.

II. — Capacité des membres de la chambre des appels de police correctionnelle.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** v° *Organisation judiciaire*, p. 1497). — Art. 65. Nul ne pourra être juge ou greffier dans une cour impériale, s'il n'a vingt-sept ans accomplis, et s'il ne réunit les conditions exigées par l'article précédent.

Nul ne pourra être président ou procureur général, s'il n'a trente ans accomplis

Les substituts du procureur général pourront être nommés lorsqu'ils auront atteint leur vingt-cinquième année.

R. v° *Organ. judic.*, 227 s., 438 s. — **S.** *eod.* v°, 161 s — V. aussi **C. pr. civ. ann.**, p. 722.

III. — Incompatibilité pour parenté ou alliance.

Sur l'incompatibilité pour parenté ou alliance entre membres d'une même cour, **V. C. pr. civ. ann.**, Appendice à l'art. 116, p. 204, II, nos 1 à 26, et Appendice a l'art. 467, p. 722, I, n° 4 ; et son **Suppl.**, nos 1993 à 2000. — V. aussi **R.** v° *Organ. judic.*, 232 s. ; **S.** *eod.* v°, 165 s.

IV. — Remplacement des membres de la chambre des appels de police correctionnelle en cas d'empêchement.

Décret du 30 mars 1808, *contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux* (**R.** v° *Organ. judic*, p. 1493 et 1494). — Art. 4. En cas d'empêchement d'un juge, il sera, pour compléter le nombre indispensable remplacé par un

juge d'une autre chambre qui ne tiendrait pas audience, ou qui se trouverait avoir plus de juges que le nombre necessaire.

. . . . . .

49. En cas d'empêchement d'un juge, il sera, pour completer le nombre indispensable, remplace ou par un juge d'une autre chambre qui ne tiendrait pas audience dans le même temps, ou par un des juges suppleants, en observant, dans tous les cas, et autant que faire se pourra, l'ordre des nominations.

A defaut de suppleants, on appellera un avocat attache au barreau, et, a son defaut, un avoue, en suivant aussi l'ordre du tableau [*Les femmes avocats ne pourront être appelées à siéger* (*V. L.* 1er *déc.* 1900)].

Décret du 6 juillet 1810, *contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales* (**R.** vo *Organ. judic.*, p. 1498). — Art. 9. Tous les membres des chambres civiles ou criminelles pourront être respectivement appeles, dans les cas de necessite, pour le service d'une autre chambre.

V. C. instr. crim. ann., p. 425; **C. pr. civ. ann.,** Appendice a l'art. 467, p. 723, III, nos 1 a 31; **Suppl. au C. pr. civ. ann.,** nos 6125 a 6133. — **V.** aussi **R.** vo *Organ. judic.*, 144 s., 357 s.; **S.** *eod.* vo, 140 s., 209 s.

V. — Remplacement du président.

Décret du 30 mars 1808, *contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux* (**R.** vo *Organ. judic.*, p. 1493). — Art. 3. Le premier president et les presidents seront, en cas d'empêchement, remplaces, pour le service de l'audience, par le juge present le plus ancien dans l'ordre des nominations.

V. C. instr. crim. ann., p. 426; **C. pr. civ. ann.,** Appendice a l'art. 467, p. 724, IV, no 6. — V. aussi **R.** vo *Organ. judic.*, 357 s.; **S.** *eod.* vo, 209 s.

VI. — Récusation et abstention des membres de la chambre des appels de police correctionnelle.

Sur la récusation et sur l'abstention des juges en matière criminelle, **V. C. instr. crim. ann.,** Appendice aux art. 525 a 552.

VII. — Assistance des membres de la chambre des appels de police correctionnelle à toutes les audiences de la cause.

Sur l'assistance des juges à toutes les audiences de la cause, **V. C. instr. crim. ann.,** Appendice à l'art. 180, p. 346, VI, nos 1 s.

VIII. — Présence du ministère public à toutes les audiences de la cause.

V. C. instr. crim. ann., Appendice à l'art. 180, p. 348, VII, nos 1 s.

IX. — Assistance du greffier.

V. C. instr. crim. ann., Appendice à l'art. 180, p. 349, VIII, nos 1 s.

Art. 202. (*L.* 13 *juin* 1856.) La faculté d'appeler appartiendra :
1° Aux parties prévenues ou responsables;
2° A la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement;
3° A l'administration forestière;
4° Au procureur impérial [*au procureur de la République*] près le tribunal de première instance;
5° Au procureur général près la cour impériale [*la cour d'appel*]. — *Instr.* 199.

Ancien art. 202. — La faculté d'appeler appartiendra : — 1° Aux parties prévenues ou responsables; — 2° A la partie civile, quant à ses intérêts civils seulement; — 3° A l'administration forestière; — 4° Au procureur impérial près le tribunal de première instance,

lequel, dans le cas où il n'appellerait pas, sera tenu, dans le délai de quinzaine, d'en faire remettre un extrait du jugement au magistrat du ministère public près le tribunal ou la cour qui doit connaître de l'appel; — 5° Au ministère public près le tribunal ou la cour qui doit prononcer sur l'appel.

Avis du Conseil d'État du 12 novembre 1806, *sur la question de savoir si, sur l'appel émis par la partie civile, les cours criminelles peuvent réformer les dispositions non attaquées de jugements rendus en matière correctionnelle* (*Bull. des lois*, 4e série, n° 2044). — *Le Conseil d'État*, qui, d'après le renvoi ordonné par Sa Majesté, a entendu le rapport de la section de législation sur celui du grand juge ministre de la justice, tendant à savoir,

Si, sur l'appel en matière correctionnelle émis par la partie civile, la cour criminelle peut connaître du bien ou mal jugé de l'entier jugement, et réformer les dispositions non attaquées,

Est d'avis,

Que la jurisprudence de la cour de cassation, constante pour la négative de cette question, est fondée sur deux principes incontestables :

Le premier, qu'un tribunal d'appel ne peut réformer un jugement de première instance qu'autant qu'il y a eu appel, que, par conséquent, s'il n'y a appel que d'une seule disposition, le tribunal ne peut pas reformer les autres, et n'a pas même la faculté de les discuter; il n'en est pas saisi.

Le second principe est qu'un tribunal, soit d'appel, soit de première instance, ne peut adjuger ce qu'on ne lui demande pas; et que tout jugement qui prononce *ultra petita*, est essentiellement vicieux.

Ces deux principes seraient violés, si, sur le seul appel d'une partie civile qui se plaint de n'avoir pas assez obtenu de réparations, on aggravait la peine, dont la poursuite n'appartient qu'au ministère public qui n'a pas réclamé.

. . . . . .

V. *la suite du texte de l'avis du Conseil d'État*, **R.** v° *Appel criminel*, p. 321, note 1.

R. v° *Appel criminel*, 157 s., 295 s., 336 s. — **S.** *eod.* v°, 35 s., 74 s., 95 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 1 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 202, nos 1 s.

Loi du 13 *juin* 1856. **D. P.** 56. 4. 63.

1. Lorsque, en matière criminelle, la cour d'appel n'est saisie que par le seul appel du prévenu, le sort de celui-ci ne peut pas être aggravé. — Cr. r. 13 janv. 1893, D. P. 93. 2. 532. — Cr. r. 16 mars 1893, *ibid.* — Cr. r. 5 mai 1893, D. P. 93. 1. 616. — Cr. r. 28 juin 1895, D. P. 95. 1. 438. — Cr. c. 31 janv. 1903, D. P. 1904. 1. 158.

2. Et il y a aggravation du sort du prévenu condamné en première instance à une peine d'emprisonnement et à une peine d'amende, laquelle devait se confondre avec une autre peine d'amende, lorsque le juge d'appel, alors même qu'il réduit la durée de l'emprisonnement, ordonne que les peines d'amende ne se confondront pas — Cr. c. 31 janv. 1903, précité.

3. La cour d'appel, saisie du seul appel de la partie civile, après acquittement du prévenu en première instance, n'a que le droit d'accorder des réparations civiles, sans prononcer de peine. — Cr. r. 21 févr. 1889, D. P. 90. 1. 189.

4. Si le juge d'appel ne peut, sur le seul recours du prévenu, aggraver la condamnation prononcée en première instance, il peut toujours, en cas d'omission par le premier juge, appliquer les dispositions qui sont édictées comme conséquence nécessaire de cette condamnation — Cr. c. 3 déc. 1892, D. P. 93. 1. 238.

5. En vertu du principe qui interdit d'aggraver la condition du prévenu sur l'appel interjeté par lui seul, la jurisprudence décide encore, depuis la promulgation de la loi du 15 nov. 1892, relative à l'imputation de la détention préventive sur la durée de la peine, que l'arrêt de la cour d'appel qui, saisie par le seul appel du condamné, confirme le jugement, mais déclare que la détention préventive ne s'imputera pas sur la durée de la peine, aggrave la situation de l'appelant et encourt la cassation. — Cr. c. 13 janv. 1893, D. P. 93. 1. 532. — Cr. c. 2 févr. 1893, D. P. 93. 1. 464.

6. Par application du même principe, le prévenu ne peut être condamné devant le second degré de juridiction pour une infraction qui a été écartée en première instance, soit expressément, soit tacitement. — Cr. r. 27 janv. 1888, D. P. 88. 1. 447.

7. Jugé en conséquence que, lorsqu'un tribunal a écarté par prétérition l'un des délits poursuivis, et que le prévenu seul fait appel, la cour ne peut pas, sur ce simple appel, retenir les faits sur lesquels les premiers juges ont omis de statuer. — Limoges, 26 nov. 1887, D. P. 89. 2. 40.

8. La cour d'appel, au cas où elle disqualifie les faits reprochés au prévenu, doit maintenir la peine encourue par celui-ci dans les limites fixées par le premier juge, encore que la disposition nouvellement appliquée prononce des pénalités plus sevères que celles édictees par l'article de la loi primitivement vise — Paris, 9 mai 1893, D. P. 93. 2. 429.

9. Mais la règle que la situation du prevenu ne peut être aggravée sur son seul appel ne fait pas obstacle à ce que la qualification du délit soit changée par le juge du second degré, alors qu'il n'en doit resulter aucune augmentation de peine. — Cr. r. 2 mai 1891, D. P. 92. 5. 34.

10. Le sort d'un prevenu ne pouvant être aggravé sur son seul appel, une cour d'appel ne peut se déclarer incompétente sous le pretexte que les faits constitueraient un crime, si le prévenu n'a pas soulevé l'exception d'incompetence et a seul interjeté appel. — Cr. r. 23 nov. 1893, D. P. 97. 1. 203.

11. Il en est autrement s'il y a appel *a minima* du ministère public; la cour, saisie de la cause entière telle qu'elle s'est presentée devant les premiers juges, doit d'office vérifier sa propre competence et, dans le cas où les faits sont du ressort de la juridiction criminelle, se déclarer incompetente. — Cr. c. 29 mai 1902, D. P. 1904. 1. 31.

12. L'appel interjeté par la partie civile d'un jugement dans lequel le tribunal s'est déclaré incompétent a pour effet, même en l'absence d'un appel du ministere public, de saisir directement la cour de la cause tout entière, et de la mettre en demeure de statuer à la fois sur la competence et sur le fond en cas d'infirmation. — Limoges, 28 juill. 1887, D. P. 89. 1. 221. — Cr. r. 19 avr. 1902, D. P. 1903 5. 36.

13. L'administration des Douanes n'est admise à participer à l'exercice de l'action publique que pour obtenir, par la confiscation et l'amende, la réparation, dans un interêt public, de dommage causé par la fraude; il n'appartient qu'au ministere public de requérir la peine de l'emprisonnement; dès lors, la cour d'appel ne peut, sur le seul appel de l'administration des Douanes, condamner à l'emprisonnement un prévenu acquitte en première instance. — Cr. r. 6 janv. 1905, D. P. 1908. 1. 52.

Art. 203. Il y aura, sauf l'exception portée en l'article 205 ci-après, déchéance de l'appel, si la déclaration d'appeler n'a pas été faite au greffe du tribunal qui a rendu le jugement, dix jours au plus tard après celui où il a été prononcé, et, si le jugement est rendu par défaut, dix jours au plus tard après celui de la signification qui en aura été faite à la partie condamnée ou à son domicile, outre un jour par trois myriamètres.

Pendant ce délai et pendant l'instance d'appel, il sera sursis à l'exécution du jugement. — *Instr.* 174; *T. cr.* 71.

Loi du 6 août 1905, *relative à la répression de la fraude sur les vins et au régime des spiritueux* (**D. P.** 1906. 4. 35). — Art. 27. L'article 32 du decret du 1er germinal an XIII est abroge.

L'article 203 du Code d'instruction criminelle est applicable à la procédure d'appel en matière de contributions indirectes.

R. Vis *Appel criminel*, 200 s., 237 s.; *Appel incident*, 162 s — **S.** Vis *Appel criminel*, 44 s.; 60 s.; *Appel incident*, 30 s. — **T.** (87-97), Vis *Appel correctionnel et de police*, 16 s.; *Appel incident*, 17 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 203, nos 1 s.

1. Le mari n'étant pas de plein droit le fondé de pouvoir special de sa femme au point de vue des jugements correctionnels rendus contre elle, il ne peut interjeter appel d'un jugement correctionnel rendu contre sa femme, sans un pouvoir spécial. — Rouen, 24 avr. 1874, D. P. 74. 2. 176, et, sur pourvoi, Cr. r. 8 août 1874, D. P. 75. 1. 235. — Dijon, 8 juill. 1908, D. P. 1909. 2. 173. — *Contra:* Merlin, *Questions de droit*, vo *Appel*, § 10, art. 3, no 7; Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. 6, no 3018; Morin, *Répertoire de droit criminel*, vo *Appel*, no 15; Le Sellyer, *Exercice et extinction des actions publique et privée*, t. 1, no 96.

2. La formalite de la déclaration d'appel au greffe est une formalité substantielle, pour laquelle la loi n'a admis aucun équivalent; elle ne peut être suppléée ni remplacée par aucun acte de quelque nature que ce soit. — Angers, 12 fevr. 1892, D. P. 93. 2. 348-349.

3. La declaration d'appel au greffier compétent prescrite en matiere correctionnelle par l'art. 203 c. instr. crim. suppose necessairement l'intervention de l'appelant ou de son fonde de pouvoir venant en personne faire la déclaration de recours à l'officier public qui a qualité pour la

recevoir ; par suite, l'appel d'un condamné en matière correctionnelle qui, au lieu de se présenter au greffier du tribunal dont il attaque la décision, se borne à lui adresser par la poste une lettre dans laquelle il déclare interjeter appel de cette décision, doit être déclaré non recevable. — Cr. r. 4 déc. 1902, D. P. 1903. 1. 65. — V. aussi Cr. c. 23 mars 1901, D. P. 1903. 1. 66.

4. La notification de l'appel du ministère public au prévenu n'est prescrite par l'art. 205 que dans le cas où cet appel émane du procureur général, et n'est exigée par aucune disposition de loi lorsqu'il a été interjeté par le procureur de la République suivant déclaration faite au greffe. — Cr. r. 1er août 1890, D. P. 92. 1. 425.

5. Il est de principe qu'un prévenu ne peut être déchu du droit d'appeler d'un jugement que s'il est légalement établi qu'il a eu connaissance dudit jugement. — Cr. c. 29 juill. 1892, D. P. 93. 1 268-269.

6. Et un jugement ne peut être légalement réputé connu de celui contre qui il a été rendu que par la prononciation faite en sa présence ou en présence de ses représentants, ou, à défaut de cette prononciation, par l'indication donnée à l'avance du jour où la décision devra être rendue, ou enfin par la signification. — Même arrêt.

7. Un jugement correctionnel ne peut être réputé avoir été connu du prévenu, bien que celui-ci ait comparu aux audiences antérieures à celle ou le jugement a été prononcé, lorsque ledit jugement est intervenu à la suite d'une décision qui renvoyait *pour prononcer*, sans indiquer le jour où le prononcé du jugement aurait lieu. — Même arrêt.

8. La déclaration d'appeler peut être faite au greffe sans que la partie condamnée soit tenue d'attendre l'expiration des délais d'opposition. — Cr. r. 13 juill. 1893, D. P. 96. 1. 436-437.

9. La règle de l'art. 203, qui exige à peine de nullité que l'appel soit interjeté dix jours au plus tard après celui où le jugement a été prononcé, est applicable, alors même que le dixième jour se trouve être un *jour férié*, et où, par conséquent, le greffe est fermé. — Lyon, 3 juill. 1895, D. P. 96. 2. 68.

10. La nullité résultant de la tardiveté de l'appel peut être suppléée d'office par le juge — Cr. r. 27 nov. 1891, D. P. 92. 1. 366. — Lyon, 3 juill. 1895, précité.

11. Le dernier jour utile pour interjeter appel en matière correctionnelle expire et prend fin, non à minuit, mais à l'heure où se ferme réglementairement le lieu ou cet appel doit être déclaré et constaté. — Chambéry, 25 avr. 1901, D. P. 1902. 2. 12.

12. Et il en est ainsi, que le prévenu soit en état de liberté ou de détention. — Même arrêt.

13. On doit regarder l'appel correctionnel comme valablement interjeté par un télégramme parvenu dans le délai légal au greffe du tribunal qui a rendu la décision ; alors, du moins, que le télégramme est signé et que ni son origine ni cette signature ne sont contestées. — Tananarive, 20 janv. 1906, D. P. 1906. 5. 41.

14. La partie civilement responsable ne peut valablement faire appel que dans le délai fixé par l'art. 203 C. instr. crim. — Limoges, 26 oct 1899, D. P 1902. 2. 217, et la note de M. Le Poittevin.

15. L'appel du prévenu seul ne peut profiter à la partie civilement responsable ou la relever de la tardiveté de son appel. — Même arrêt et même note.

Art. 204. (*L.* 13 *juin* 1856.) La requête contenant les moyens d'appel pourra être remise dans le même délai au même greffe; elle sera signée de l'appelant, ou d'un avoué, ou de tout autre fondé de pouvoir spécial.

Dans ce dernier cas, le pouvoir sera annexé à la requête.

Cette requête pourra aussi être remise directement au greffe de la cour impériale [*la cour d'appel*].

Ancien art. 204. — *La requête contenant les moyens d'appel pourra être remise dans le même délai au même greffe ; elle sera signée de l'appelant, ou d'un avoué, ou de tout autre fondé de pouvoir spécial. — Dans ce dernier cas, le pouvoir sera annexé à la requête. — Cette requête pourra aussi être remise directement au greffe du tribunal où l'appel sera porté.*

R. v° *Appel criminel*, 267 s. — **S.** *eod.* v°, 69. — *Loi du* 13 *juin* 1856 : **D. P.** 56. 4. 63.

Art. 205. (*L.* 13 *juin* 1856.) Le procureur général près la cour impériale [*la cour d'appel*] devra notifier son recours, soit au prévenu, soit à la personne civilement responsable du délit, dans les deux mois à compter du jour de la prononciation du jugement, ou, si le jugement lui a été légale-

ment signifié par l'une des parties, dans le mois du jour de cette notification, sinon il sera déchu. — *T. cr.* 71.

Ancien art. 205. — *Le ministère public près le tribunal ou la cour qui doit connaître de l'appel, devra notifier son recours, soit au prévenu, soit à la personne civilement responsable du délit, dans les deux mois à compter du jour de la prononciation du jugement, ou, si le jugement lui a été légalement notifié par l'une des parties, dans le mois du jour de cette notification; sinon, il sera déchu.*

R. V° *Appel criminel*, 226 s., 282 s. — **S.** *eod.* V°, 56 s., 70 s.

Loi du 13 *juin* 1856 : **D. P.** 56. 4. 63.

1. L'art. 205 c. instr. crim. n'ayant déterminé aucune forme pour la notification de l'appel du procureur general, cette notification peut être faite verbalement au prevenu à l'audience dans le delai legal incidemment a l'appel soit du prévenu, soit de la partie civile, sauf au juge à accorder, s'il en est requis et s'il y échet, tel delai necessaire à la defense; et, par suite, le prevenu qui a accepte le debat, sans réclamer un delai pour sa défense, ne peut se plaindre devant la cour de cassation de n'avoir pas reçu la citation préalable pour se défendre. — Cr. r. 8 juin 1899, D. P. 1901. 1. 533. — Cr. r. 16 juin 1899 (1re espèce), D. P. 1901. 1. 533.

2 La faculte pour le ministere public d'interjeter appel à l'audience n'existe qu'autant que le prévenu est present a cette audience; dans le cas où il a fait defaut, l'appel ne peut être regulièrement interjete qu'au moyen d'une notification. — Limoges, 4 avr. 1889, D. P. 91. 2 301. — V. aussi Cr. c. 2 juin 1906, D. P. 1907. 1. 366.

Art. 206. (*L.* 13 *juillet* 1909.) Seront, nonobstant appel, mis en liberté, immédiatement après le jugement, le prévenu qui aura été acquitté ou condamné soit à l'emprisonnement avec sursis, soit à l'amende, et, aussitôt après l'accomplissement de sa peine, le prévenu condamné à une peine d'emprisonnement qui se trouvera accomplie avant l'expiration du délai d'appel du procureur général.

Ancien art. 206 [TEXTE DE 1808.] — *La mise en liberté du prévenu acquitté ne pourra être suspendue, lorsqu'aucun appel n'aura été déclaré ou notifié dans les dix jours de la prononciation du jugement.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *La mise en liberté du prévenu acquitté ne pourra être suspendue, lorsqu'aucun appel n'aura été déclaré ou notifié dans les trois jours de la prononciation du jugement.*

[TEXTE DE LA LOI DU 14 JUILLET 1865.] — *En cas d'acquittement, le prévenu sera immédiatement, et nonobstant appel, mis en liberté.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 JUILLET 1909 : **R.** V° *Appel criminel*, 301. — **S.** V° *Proc. crim*, 1181. — **D. P.** 65. 4. 154.

§ 2. LOI DU 13 JUILLET 1909 : **D. P.** 1909, 4. 98; — **Bull. Dalloz**, 1909, p. 427.

Art. 207. (*L.* 13 *juin* 1856.) La requête, si elle a été remise au greffe du tribunal de première instance, et les pièces, seront envoyées par le procureur impérial [*le procureur de la République*] au greffe de la cour, dans les vingt-quatre heures après la déclaration ou la remise de la notification d'appel.

Si celui contre lequel le jugement a été rendu est en état d'arrestation, il sera, dans le même délai et par ordre du procureur impérial [*du procureur de la République*], transféré dans la maison d'arrêt du lieu où siège la cour impériale [*la cour d'appel*]. — *Instr.* 233, 243; *Décr.* 18 *juin* 1811, *art.* 59, 60.

Ancien art. 207. — *La requête, si elle a été remise au greffe du tribunal de première instance, et les pièces, seront envoyées par le procureur impérial, au greffe de la cour ou du tribunal auquel l'appel sera porté dans les vingt-quatre heures après la déclaration ou la remise de la notification d'appel. — Si celui contre lequel le jugement a été rendu*

est en état d'arrestation, il sera, dans le même délai, et par ordre du procureur impérial, transféré dans la maison d'arrêt du lieu où siège la cour ou le tribunal qui jugera l'appel.

R. v[is] *Appel criminel*, 258, 305; *Instr. crim.*, 1013; *Ministère public*, 283. | *Loi du* 13 *juin* 1856 : **D. P.** 56. 4. 63.

Art. 208. (*L.* 13 *juin* 1856.) Les arrêts rendus par défaut, sur l'appel, pourront être attaqués par la voie de l'opposition, dans la même forme et dans les mêmes délais que les jugements par défaut rendus par les tribunaux correctionnels.

L'opposition emportera de droit citation à la première audience; elle sera comme non avenue, si l'opposant n'y comparaît pas. L'arrêt qui interviendra sur l'opposition ne pourra être attaqué par la partie qui l'aura formée, si ce n'est devant la cour de cassation. — *Instr.* 150, 151, 177, 187, 188, 216.

Ancien art. 208. — *Les jugements rendus par défaut sur l'appel pourront être attaqués par la voie de l'opposition, dans la même forme et dans les mêmes délais que les jugements par défaut rendus par les tribunaux correctionnels. — L'opposition emportera de droit citation à la première audience, et sera comme non avenue, si l'opposant n'y comparaît pas. Le jugement qui interviendra sur l'opposition ne pourra être attaqué par la partie qui l'aura formée, si ce n'est devant la cour de cassation.*

R. v[is] *Appel. crim.*, 211 s., 335; *Jugement par défaut*, 448 s. — **S.** v[is] *Appel criminel*, 47 s.; *Jugement par défaut*, 212 s. | *Loi du* 13 *juin* 1856 : **D. P.** 56. 4. 63.

Art. 209. (*L.* 13 *juin* 1856.) L'appel sera jugé à l'audience, dans le mois, sur le rapport d'un conseiller.

Ancien art. 209. — *L'appel sera jugé à l'audience, dans le mois, sur un rapport fait par l'un des juges.*

Décret du 30 mars 1808, *contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1494). — Art. 35. Le président recueillera les opinions après que la discussion sera terminée.

Les juges opineront, à leur tour, en commençant par le dernier reçu.

Dans les affaires jugées sur rapport, le rapporteur opinera le premier.

Si différents avis sont ouverts, on ira une seconde fois aux opinions.

Loi du 30 août 1883, *sur la réforme de l'organisation judiciaire* (**D. P.** 83. 4. 62). — Art. 1[er]. ... Lorsque les membres d'une cour siegeant dans une affaire seront en nombre pair, le dernier des conseillers dans l'ordre du tableau devra s'abstenir.

R. v° *Appel criminel*, 305 s.; *Instr. crim.*, 996 s. — **S.** v[is] *Appel criminel*, 79 s.; *Proc. crim.*, 1185 s. — **T.** (87-97), v° *Appel correctionnel et de police*, 26 s. | *Loi du* 13 *juin* 1856 : **D. P.** 56. 4. 63.

1. L'art. 1[er], § 3, de la loi du 30 août 1883, sur la réforme de l'organisation judiciaire, doit se combiner avec les dispositions spéciales non abrogées qui obligent le rapporteur à concourir à toutes les audiences de la cause jusqu'au prononcé de l'arrêt. — Cr. r. 14 avr. 1894, D. P. 94. 1. 461.

2. La formule du jugement portant que, « la cause appelée à l'audience, le président a présenté au tribunal l'*exposé des faits reprochés au prévenu* » ne peut équivaloir a la constatation d'un rapport au sens de l'art. 209. — Cr. c. 8 juill. 1892, D. P. 93. 1. 237.

3. La loi abandonne la forme et l'étendue du rapport, ainsi que les éléments qu'il doit comprendre, à la conscience et à l'appréciation du magistrat qui en est chargé. — Cr. r. 7 sept. 1893, *Bull. crim.*, n° 254.

4. La decision des juges d'appel correctionnel sur une question préjudicielle doit, a peine de nullite, être precedée du rapport d'un conseiller; en consequence, l'arrêt incident par lequel la cour d'appel donne acte au prevenu de ce qu'il renonce formellement a se prévaloir de l'inobservation, au cours de l'instruction ecrite, des formalites prescrites a peine de nullite par la loi du 8 dec. 1897, et ordonne qu'il sera passé outre a l'examen du fond, est nul s'il n'a pas ete précéde du rapport d'un conseiller. — Cr. c. 16 juin 1898, D. P. 99. 1. 123. — V. aussi Cr. c. 27 fevr. 1909, D. P. 1910. 1. 173.

Art. 210. (*L.* 13 *juin* 1856.) A la suite du rapport, et avant que le rapporteur et les conseillers émettent leur opinion, le prévenu, soit qu'il ait été acquitté, soit qu'il ait été condamné, les personnes civilement responsables du délit, la partie civile et le procureur général, seront entendus dans la forme et dans l'ordre prescrits par l'article 190. — *Instr.* 190.

Ancien art. 210. — *A la suite du rapport, et avant que le rapporteur et les juges émettent leur opinion, le prévenu, soit qu'il ait été acquitté, soit qu'il ait été condamné, les personnes civilement responsables du délit, la partie civile, et le procureur impérial seront entendus dans les formes et dans l'ordre prescrits par l'article* 190.

R. v^is *Appel criminel*, 305 s ; *Instr. crim*, 996 s. — **S.** v^is *Appel crim.*, 79 s., 94 ; *Proc. crim.*, 1185 s, 1210.
Loi du 13 *juin* 1856 . **D. P.** 56. 4. 63.

1. L'interrogatoire du prevenu devant le juge correctionnel d'appel n'etant pas prescrit a peine de nullité, ce prévenu ne peut se faire un moyen de nullité... de l'omission de cette formalité. — Cr. r. (sur ce moy.) 5 mai 1892, D. P. 93 1. 270-271. — Cr. r. 27 avr. 1894, D. P. 94. 1. 495.
2. ... Ni de l'accomplissement de cette formalite avant le rapport. — Cr. r. 27 avr. 1894, precite.

Art. 211. (*L.* 13 *juin* 1856.) Les dispositions des articles précédents sur la solennité de l'instruction, la nature des preuves, la forme, l'authenticité et la signature du jugement définitif de première instance, la condamnation aux frais, ainsi que les peines que ces articles prononcent, seront communes aux arrêts rendus sur l'appel. — *Instr.* 189, 190, 194, 195, 196.

Ancien art. 211. — *Les dispositions des articles précédents sur la solennité de l'instruction, la nature des preuves, la forme, l'authenticité et la signature du jugement définitif de première instance, la condamnation aux frais, ainsi que les peines que ces articles prononcent, seront communes aux jugements rendus sur l'appel.*

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1497). — Art. 7. Les arrêts... qui ne contiennent pas les motifs, sont déclares nuls.

R. v° *Appel criminel*, 318 s.; *Frais et dépens*, 1038 s.; *Témoins*, 396 s. — **S.** v^is *Appel criminel*, 90 s.; *Frais et dépens*, 623 s.; *Témoins*, 126 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 211, n^os 1 s.
Loi du 13 *juin* 1856 . **D. P.** 56. 4. 63.

1. La jurisprudence n'impose pas aux juges d'appel l'obligation d'entendre de nouveau les temoins qui ont déja depose en première instance. — Cr. c. 30 oct. 1890, *Bull. crim.*, n° 212. — Cr. c. 13 déc. 1890, *Bull. crim.*, n° 253. — Cr. c. 20 oct. 1892, D. P. 94. 1. 140.
2. Les juges d'appel ne sont pas tenus d'entendre de nouveau les témoins qui ont déjà deposé en première instance, même lorsque cette audition est demandée; toutefois, les juges d'appel ont l'obligation de statuer sur les requisitions prises en faisant connaître les motifs de leur refus. — Mêmes arrêts.
3. La cour d'appel peut, si elle le juge utile ou necessaire, ordonner l'audition de temoins nouveaux, qui n'ont point dépose en premiere instance. — Cr. r. 20 oct. 1892, precite.

Art. 212. (*L.* 13 *juin* 1856.) Si le jugement est réformé parce que le fait n'est réputé délit ni contravention de police par aucune loi, la cour renverra le prévenu, et statuera, s'il y a lieu, sur ses dommages-intérêts. — *Instr.* 159, 171, 229, 366; *T. cr.* 71.

Ancien art. 212. — *Si le jugement est réformé parce que le fait n'est réputé délit ni contravention de police par aucune loi, la cour ou le tribunal renverra le prévenu, et statuera, s'il y a lieu, sur ses dommages-intérêts.*

R. v^is *Appel criminel*, 338 ; *Compét. crim.*, 513 s. — **S.** v^is *Compét. crim.*, 297 s. — **T.** (87-97), v° *Appel correctionnel et de police*, 61.
Loi du 13 *juin* 1856 : **D. P.** 56. 4. 63.

1. Lorsque, sur les appels respectifs du procureur de la République et de la partie civile d'un jugement correctionnel acquittant le prévenu, intervient un arrêt par lequel la cour rejette ces appels, par défaut à l'encontre de la partie civile, contradictoirement avec le ministère public, la partie civile conserve le droit de faire opposition à cet arrêt nonobstant l'acquittement qui, vis-à-vis de la partie publique, est définitif. — Cr. r. 14 janv. 1892, D. P. 92. 1. 393.

2. ... Et la cour d'appel a le droit, sur cette opposition, d'examiner à nouveau l'affaire et de reformer le jugement, à la condition de limiter la portée de sa décision nouvelle aux interêts civils. — Même arrêt.

Art. 213. (*L. 13 juin* 1856.) Si le jugement est annulé parce que le fait ne présente qu'une contravention de police, et si la partie publique et la partie civile n'ont pas demandé le renvoi, la cour prononcera la peine, et statuera également, s'il y a lieu, sur les dommages-intérêts. — *Instr.* 192.

Ancien art. 213. — *Si le jugement est annulé parce que le fait ne présente qu'une contravention de police, et si la partie publique et la partie civile n'ont pas demandé le renvoi, la cour ou le tribunal prononcera la peine, et statuera également, s'il y a lieu, sur les dommages-intérêts.*

R. VIS *Appel criminel*, 339 s.; *Compét. crim.*, 534 s. — **S.** VIS *Appel criminel*, 95; *Compét. crim.*, 310 s.
Loi du 13 *juin* 1856 : **D. P.** 56. 4. 63.

Art. 214. (*L. 13 juin* 1856.) Si le jugement est annulé parce que le fait est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante, la cour décernera, s'il y a lieu, le mandat de dépôt ou même le mandat d'arrêt, et renverra le prévenu devant le fonctionnaire public compétent, autre toutefois que celui qui aura rendu le jugement ou fait l'instruction. — *Instr.* 160, 193, 431.

Ancien art. 214. — *Si le jugement est annulé parce que le délit est de nature à mériter une peine afflictive ou infamante, la cour ou le tribunal décernera, s'il y a lieu, le mandat de dépôt, ou même le mandat d'arrêt, et renverra le prévenu devant le fonctionnaire public compétent, autre toutefois que celui qui aura rendu le jugement ou fait l'instruction.*

R. VIS *Appel criminel*, 341 s., 357 s.; *Compét. crim.*, 536 s., 556 s; *Instr. crim.*, 1026 s.; *Renvoi*, 194 s. — **S.** VIS *Appel criminel*, 106 s.; *Compét. crim.*, 310 s., 322 s.
Loi du 13 *juin* 1856 : **D. P.** 56. 4. 63.

Art. 215. (*L. 13 juin* 1856.) Si le jugement est annulé pour violation ou omission non réparée de formes prescrites par la loi à peine de nullité, la cour statuera sur le fond. — *Instr.* 172, 174.

Ancien art. 215. — *Si le jugement est annulé pour violation ou omission non réparée des formes prescrites par la loi à peine de nullité, la cour ou le tribunal statuera sur le fond.*

Loi du 29 avril 1806, *qui prescrit des mesures relatives à la procédure en matière criminelle et correctionnelle* (*Bulletin des lois*, 4e série, n° 1524). — Art. 1er. Lorsque, sur l'appel d'un jugement définitif en matière correctionnelle, la cour de justice criminelle en prononcera la nullité pour violation ou omission de formes prescrites par la loi, ladite cour statuera sur le fond : il est, quant à ce, dérogé à l'article 202 du Code des délits et des peines du 3 brumaire an 4. La disposition de cet article relative à l'annulation de jugements pour cause d'incompetence continuera de recevoir son exécution.

R. VIS *Appel criminel*, 346 s.; *Compét. crim.*, 565 s.; *Degré de juridiction*, 653 s.; *Instr. crim.*, 1029. — **S.** VIS *Appel criminel*, 96 s.; *Degré de juridiction*, 229 s.; *Proc. crim.*, 1215. — **T.** (87-97), Vo *Degré de juridiction*, 282 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 215, nos 1 s.
Loi du 13 *juin* 1856 : **D. P.** 56. 4. 63.

1. L'obligation d'évoquer le fond, en cas d'annulation pour violation ou omission non réparée de formes prescrites par la loi à peine de nullité, n'est pas appli-

cable aux tribunaux correctionnels jugeant en appel les sentences des tribunaux de simple police. — Cr. r. 3 févr. 1888, D. P. 89. 1. 48

2. Il résulte des dispositions combinées de l'art. 1er de la loi du 29 avr. 1806, que la jurisprudence considère comme encore en vigueur, et de l'art. 215, que, lorsque les juges d'appel en matière correctionnelle annulent ou reforment le jugement de première instance qui leur est defere, ils doivent retenir l'affaire et statuer au fond *dans tous les cas, excepté* lorsque l'annulation est prononcée *pour incompétence à raison du lieu du délit ou de la résidence du prévenu.* — Bastia, 10 fevr. 1892, D. P. 92. 2. 397.

3. Il est de jurisprudence constante que les tribunaux d'appel, en infirmant un jugement correctionnel qui ne s'est pas occupé du fond, peuvent neanmoins trancher le litige, sans porter en aucune façon atteinte au principe que tout débat doit être soumis au premier degre de juridiction. — Bastia, 10 fevr. 1892, precité.

4. La cour d'appel qui annule un jugement correctionnel pour omission, dans l'instruction, des formalites prescrites a peine de nullité par la loi du 8 dec. 1897, doit evoquer la cause et statuer au fond. — Rennes, 19 janv. 1898, D. P. 98. 2. 250, et sur pourvoi, Cr. r 11 fevr 1898, D P. 98. 1. 152. — Paris, 27 dec. 1898, D. P. 99. 2. 82. — Grenoble, 3 janv. 1901, D. P. 1901. 2 68. — Cr. c 1er août 1902, D. P. 1904. 1. 70. — *Contrà*, Paris, 7 avr. 1898 (2 arrêts), D. P. 98 2. 209.

5. Suivant l'opinion adoptée par une jurisprudence unanime, dans tous les cas où les juges du premier degre n'ont pas statue au fond, le defaut d'appel du ministère public n'empêche pas les juges d'appel saisis par le seul appel de la partie civile de statuer a la fois sur l'action publique et sur l'action privee. — Limoges, 4 avr. 1889, D. P. 91 2. 301.

Art. 216. (*L.* 13 *juin* 1856.) La partie civile, le prévenu, la partie publique, les personnes civilement responsables du délit, pourront se pourvoir en cassation contre l'arrêt. — *Instr.* 177, 373, 407, 413, 427.

Ancien art. 216. — *La partie civile, le prévenu, la partie publique, les personnes civilement responsables du délit, pourront se pourvoir en cassation contre le jugement.*

R. Vo *Cassation*, 353 s, 385, 417 s, 564, 948. — **S.** *eod. vo*, 92, 97, 128, 195.

Loi du 13 *juin* 1856 : **D. P.** 56. 4. 63.

Règles spéciales de l'instruction préparatoire, de la saisine et de la procédure à l'audience en cas de délit flagrant.

Loi du 20 mai 1863,

Sur l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels (**D. P.** 63. 4. 100).

Art. 1er. Tout inculpé arrêté en état de flagrant délit pour un fait puni de peines correctionnelles est immédiatement conduit devant le procureur impérial, qui l'interroge, et, s'il y a lieu, le traduit sur-le-champ à l'audience du tribunal.

Dans ce cas, le procureur impérial peut mettre l'inculpé sous mandat de dépôt.

2. S'il n'y a point d'audience, le procureur impérial est tenu de faire citer l'inculpé pour l'audience du lendemain, le tribunal est, au besoin, spécialement convoqué.

3. Les témoins peuvent être verbalement requis par tout officier de police judiciaire ou agent de la force publique. Ils sont tenus de comparaître, sous les peines portées par l'article 157 du Code d'instruction criminelle.

4. Si l'inculpé le demande, le tribunal lui accorde un délai de trois jours au moins pour préparer sa défense.

5. Si l'affaire n'est pas en état de recevoir jugement, le tribunal en ordonne le renvoi, pour plus ample information, à l'une des plus prochaines audiences, et, s'il y a lieu, met l'inculpé provisoirement en liberté, avec ou sans caution.

6. L'inculpé, s'il est acquitté, est immédiatement, et nonobstant appel, mis en liberté.

7. La présente loi n'est point applicable aux délits de presse, aux délits politiques, ni aux matières dont la procédure est réglée par les lois spéciales.

S. v° *Proc. crim.*, 972 s., 1159 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, p. 467 s.

TITRE DEUXIÈME.

Des affaires qui doivent être soumises au jury.

Loi décretée le 9 decembre 1808, promulguee le 19 du même mois.

CHAPITRE PREMIER.

Des mises en accusation.

Art. 217. Le procureur général près la cour royale [*la cour d'appel*] sera tenu de mettre l'affaire en état dans les cinq jours de la réception des pièces qui lui auront été transmises en exécution de l'article 133 ou de l'article 135, et de faire son rapport dans les cinq jours suivants, au plus tard.

Pendant ce temps, la partie civile et le prévenu pourront fournir tels mémoires qu'ils estimeront convenables, sans que le rapport puisse être retardé.

R. v° *Instr. crim.*, 1036 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1218 s.

1. L'opposition formée par la partie civile à une ordonnance de non-lieu par la voie d'une signification au procureur de la République doit être declarée irrecevable, si elle n'a pas ete également signifiee à l'inculpe qui a benéficié de cette ordonnance. — Paris, 11 fevr. 1908, D. P. 1908 2. 183

2. Le delai prescrit par l'art. 217, pour la mise en état de l'affaire par les soins du procureur général, n'est pas prescrit a peine de nullité. — Cr. r. 16 juill. 1887, *Bull. crim.*, n° 273

3. L'art. 217 n'impose pas au ministère public l'obligation d'*avertir* le prévenu de la transmission du dossier à la chambre d'accusation ; en consequence, ce defaut d'avertissement ne peut être invoque comme une violation des droits de la defense et comme contraire a l'art. 217. — Cr. r. 9 dec. 1892, D. P. 93. 1. 101.

Art. 218. (*L. 17 juillet* 1856.) Une section de la cour impériale [*la cour d'appel*], spécialement formée à cet effet, sera tenue de se réunir, sur la convocation de son président, et sur la demande du procureur général, toutes les fois qu'il sera nécessaire, pour entendre le rapport de ce magistrat et statuer sur ses réquisitions.

A défaut de demande expresse du procureur général, elle se réunira au moins une fois par semaine.

Ancien art. 218. — *Une section de la cour impériale spécialement formée à cet effet*

sera tenue de se réunir, au moins une fois par semaine, à la chambre du conseil, pour entendre le rapport du procureur général et statuer sur ses réquisitions.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 17 JUILLET 1856 : **R.** V° *Instr. crim.*, 1046 s.

§ 2. LOI DU 17 JUILLET 1856 : **S.** V° *Proc. crim.*, 1227 s. — **D. P.** 56. 4. 125.

I. — Organisation et composition de la chambre des mises en accusation.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** V° *Organ judic.*, p. 1497). — Art. 5. La division des cours impériales en chambres ou sections, et l'ordre du service, seront fixes par des règlements d'administration publique.

Si l'Empereur juge convenable de créer des sections nouvelles, ou d'en supprimer dans les cours impériales, il y sera également pourvu par des règlements d'administration publique, sans toutefois déroger à ce qui est prescrit par l'article 4 ci-dessus.

Décret du 6 juillet 1810, *contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales* (**R.** V° *Organ. judic.*, p. 1498). — Art. 2. Nos cours impériales, composées de vingt-quatre conseillers au moins, formeront trois chambres, dont une connaîtra des affaires civiles, une connaîtra des mises en accusation, et une connaîtra des appels en matière correctionnelle : ces deux dernières chambres ne pourront rendre arrêt qu'au nombre de cinq juges au moins.

Nous déclarerons, par un décret particulier, celles de nos cours dans lesquelles il serait necessaire d'établir plus d'une chambre d'accusation.

. . . . . .

12. Lorsque le besoin du service exigera qu'il soit forme dans une cour impériale une section temporaire d'accusation, elle sera composee de cinq membres de cette cour, conseillers ou auditeurs, que nous designerons sur la présentation de notre grand juge.

Ils entreront en exercice à l'époque fixée par notre decret ; ils seront installés par le premier president de la cour imperiale. Ils ne pourront connaître des affaires dans lesquelles il y aurait eu, avant leur nomination, rapport, denonciation, plainte, poursuite ou information d'office. Les chambres temporaires seront dissoutes de plein droit, six mois après leur entrée en exercice.

. . . . . .

29. Les chambres criminelles de la cour impériale n'ont point de vacances.

Ordonnance du 5 août 1844, *portant que les membres de la chambre des mises en accusation des cours d'appel feront, en outre, le service des autres chambres* (**R.** V° *Organ. judic.*, p. 1508). — Art. 1er. Les magistrats composant la chambre des mises en accusation des cours royales feront, en outre, le service des autres chambres, entre lesquelles ils seront repartis a l'epoque et suivant le mode determine par le titre Ier de l'ordonnance du 11 octobre 1820. Neanmoins, le président de la chambre des mises en accusation restera exclusivement attaché à cette chambre.

Décret du 12 juin 1880, *qui modifie l'article* 1er *de l'ordonnance du* 5 *août* 1844, *portant que les membres de la chambre des mises en accusation des cours d'appel feront, en outre, le service des autres chambres* (**D. P.** 81. 4. 51). — Art. 1er. L'article 1er de l'ordonnance du 5 août 1844, portant que les membres de la chambre des mises en accusation des cours d'appel feront, en outre, le service des autres chambres, est modifie en ce sens, que ces magistrats pourront desormais, suivant l'intérêt du service, être attachés à une même chambre ou repartis entre les autres chambres de la cour.

Loi du 30 août 1883, *sur la réforme de l'organisation judiciaire* (**D. P.** 83. 4. 58). — Art. 2. Chaque cour d'appel comprendra le nombre de chambres déterminé au tableau A annexé à la presente loi et sera composee, outre le premier président, du nombre de présidents et de conseillers indiqué au même tableau. Outre les chambres dont le nombre est ainsi déterminé, les cours comprendront une chambre d'accusation constituée conformément au decret du 12 juin 1880.

R V° *Organ. judic.*, 592 s. — **S.** *eod.* v°, 389 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, p. 477 s

II. — Réunion de deux chambres dans certaines affaires exceptionnelles pour statuer sur la mise en accusation.

Décret du 6 juillet 1810, *contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1498). — Art. 3. Lorsque notre procureur général estimera qu'à raison de la gravité des circonstances dans lesquelles une affaire se présente, ou à raison du grand nombre des prévenus, il est convenable que le rapport qu'il doit faire en conséquence de l'article 218 du Code d'instruction criminelle, soit présenté à deux chambres d'accusation réunies, dans les cours où il y a plusieurs chambres d'accusation, ou à la chambre d'accusation dans les cours où il n'y en a qu'une, réunie à la chambre qui doit connaître des appels de police correctionnelle; lesdites chambres seront tenues de se réunir, sur l'invitation qui leur en sera faite par notre procureur général, après en avoir conféré avec le premier président; elles entendront le rapport, et délibéreront sur la mise en accusation, le tout dans les délais fixés par l'article 219 du Code d'instruction criminelle.

R. v^is^ *Instr. crim.*, 1016; *Organ. judic.*, 598 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, p. 478 s.

III. — Capacité des membres de la chambre des mises en accusation.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1497) — Art. 65. Nul ne pourra être juge ou greffier dans une cour impériale s'il n'a vingt-sept ans accomplis, et s'il ne réunit les conditions exigées par l'article précédent

Nul ne pourra être président ou procureur général s'il n'a trente ans accomplis.

Les substituts du procureur général pourront être nommés lorsqu'ils auront atteint leur vingt-cinquième année.

R. v° *Organ. judic.*, 227 s., 438 s. — **S.** *eod.* v°, 161 s., 248.

Sur la capacité requise chez tous les magistrats des cours d'appel, **V. C. pr. civ. ann.,** Appendice à l'art. 467, p. 722, I, n^os^ 1 s.

IV. — Incompatibilité pour parenté ou alliance.

Sur l'incompatibilité pour parenté ou alliance entre membres d'une même cour, **V. C. pr. civ.,** sous l'art. 467.

V. aussi **C. pr. civ. ann.,** Appendice à l'art. 467, p. 722, I, n° 4, et Appendice à l'art. 116, p. 204, II, n^os^ 1 à 26; **Suppl.** au **C. pr. civ. ann.,** p. 70, n^os^ 1993 à 2000.

R. v° *Organ. judic.*, 242 s. — **S.** *eod.* v°, 171 s.

V. — Remplacement des membres de la chambre des mises en accusation en cas d'empêchement.

Décret du 30 mars 1808, *contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux* (**R.** v° *Organ judic.*, p. 1493 et 1494). — Art. 4. En cas d'empêchement d'un juge, il sera, pour compléter le nombre indispensable, remplacé par un juge d'une autre chambre qui ne tiendrait pas audience, ou qui se trouverait avoir plus de juges que le nombre nécessaire.

. . . . . .

49. En cas d'empêchement d'un juge, il sera, pour compléter le nombre indispensable, remplacé ou par un juge d'une autre chambre qui ne tiendrait pas audience dans le même temps, ou par un des juges suppléants, en observant, dans tous les cas, et autant que faire se pourra, l'ordre des nominations.

A défaut de suppléants, on appellera un avocat attaché au barreau, et, à son défaut, un avoué, en suivant aussi l'ordre du tableau.

Décret du 6 juillet 1810, *contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1498).

— **Art. 9.** Tous les membres des chambres civiles ou criminelles pourront être respectivement appeles, dans les cas de nécessité, pour le service d'une autre chambre.

R. v° *Organ. judic.*, 147 s, 357 s., 595. — **S.** *eod. v°*, 140 s., 209 s, 391. — **V.** aussi **C. Cr. civ. ann.,** Appendice à l'art. 467, p. 723; et son **Suppl.,** p. 212; **C. instr. crim. ann.,** p. 479 s.

VI. — Remplacement du président.

Décret du 30 mars 1808, *contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1493). — Art. 3. Le premier president et les présidents seront, en cas d'empêchement, remplacés, pour le service de l'audience, par le juge présent le plus ancien dans l'ordre des nominations.

Décret du 6 juillet 1810, *contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales et des cours d'assises* (**R.** v° *Organ judic.*, p. 1498). — Art 41. Tous les autres presidents des chambres civiles ou criminelles sont remplaces, en cas d'absence ou empêchement, par le plus ancien des conseillers de leur chambre.

R, v° *Organ. judic.*, 357 s., 595. — **S.** *eod. v°*, 209 s, 391. — **V.** aussi **C. pr. civ. ann.,** p. 724 s.; **C. instr. crim. ann.,** p. 480.

VII. — Récusation et abstention des membres de la chambre des mises en accusation.

Sur la récusation et sur l'abstention des juges en matière criminelle, **V. C. instr. crim. ann.,** Appendice aux art. 525 à 552.

VIII. — Assistance des membres de la chambre des mises en accusation à toutes les audiences de la cause.

Sur l'assistance des juges à toutes les audiences de la cause, **V.** *suprà*, sous l'art. 180; et **C. instr. crim. ann.,** Appendice à l'art. 180, p. 346-348, VI, nos 1 à 41.

IX. — Présence du ministère public à toutes les audiences de la cause.

V. C. instr. crim. ann., Appendice à l'art. 180, p. 349, VII, nos 1 s.

X. — Assistance du greffier.

V. C. instr. crim. ann., Appendice à l'art. 180, p. 349, VII, § 2, nos 4 s.

Art. 219. (*L. 17 juillet* 1856.) Le président sera tenu de faire prononcer la section immédiatement après le rapport du procureur général; en cas d'impossibilité, la section devra prononcer au plus tard dans les trois jours.

Ancien art. 219. — *Le président sera tenu de faire prononcer la section au plus tard dans les trois jours du rapport du procureur général.*

R. v° *Instr. crim.*, 1050 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1230 s. — *Loi du* 17 *juillet* 1856; **D. P.** 56. 4. 125.

La disposition de l'art. 219 n'est pas prescrite à peine de nullité. — Cr. r. | 16 juill. 1887, *Bull. crim.*, n° 273.

Art. 220. Si l'affaire est de la nature de celles qui sont réservées à la haute cour ou à la cour de cassation, le procureur général est tenu d'en

requérir la suspension et le renvoi, et la section de l'ordonner. — *Instr.* 481, 482, 485 *à* 503.

R. v° *Instr. crim.*, 1058 s.

La haute cour de justice a été abolie par le décret du 4 novembre 1870 (**D. P.** 70. 4. 101); *mais une haute cour de justice a été rétablie par les lois constitutionnelles des* 24 *février* 1875, *art.* 9 (**D. P.** 75. 4. 38; — et **C. adm. ann.**, t. 1, v° *Lois constitutionnelles*, p. 49) *et* 16 *juillet* 1875, *art.* 12 (**D. P.** 75. 4. 117; — et **C. adm. ann.**, t. 1, v° *Lois constitutionnelles*, p. 57, nos 713 s.).

La loi du 10 *avril* 1889 (**D. P.** 89. 4. 36) *a réglé la procédure à suivre devant le Sénat pour juger toute personne inculpée d'attentat commis contre la sûreté de l'État.*

Art. 221. Hors le cas prévu par l'article précédent, les juges examineront s'il existe contre le prévenu des preuves ou des indices d'un fait qualifié crime par la loi, et si ces preuves ou indices sont assez graves pour que la mise en accusation soit prononcée.

R. v° *Instr. crim.*, 1060 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1232 s.

La chambre d'accusation, saisie d'une poursuite pour abus de confiance, a compétence pour statuer sur l'exception du prévenu pretendant avoir à regler avec le plaignant un compte d'association, et elle peut régulièrement, sans avoir à surseoir, déclarer que le prévenu n'a jamais été l'associé du plaignant et n'est pas son créancier. — Cr. r. 12 juin 1890, D. P. 90. 1. 489.

Art. 222. Le greffier donnera aux juges, en présence du procureur général, lecture de toutes les pièces du procès; elles seront ensuite laissées sur le bureau, ainsi que les mémoires que la partie civile et le prévenu auront fournis.

Art. 223. La partie civile, le prévenu, les témoins, ne paraîtront point.

Art. 224. Le procureur général, après avoir déposé sur le bureau sa réquisition écrite et signée, se retirera ainsi que le greffier. — *Instr.* 276.

Art. 225. Les juges délibéreront entre eux sans désemparer, et sans communiquer avec personne.

R. v° *Instr. crim.*, 1049 s., 1126.

1. Le dernier état d'une affaire n'etant irrevocablement fixe que par le prononcé de l'arrêt, le ministère public doit jusque-là être admis, même devant la chambre d'accusation, à conclure et à produire, à l'appui de ses conclusions, les pièces et developpements qu'il croit utiles à la manifestation de la vérité. — Cr. c. 8 avr. 1892, D. P. 93. 1. 302.

2 D'où il suit qu'une chambre d'accusation ne peut légalement refuser de statuer sur de nouvelles conclusions remises à son president, au cours du delibere, par le ministère public, et refuser d'en entendre le developpement avant la prononciation de son arrêt. — Même arrêt.

3. Si la chambre d'accusation peut et doit statuer sans desemparer sur les conclusions deposees sur son bureau par le procureur général, il n'en resulte nullement que, dans le cas où, au lieu de statuer, la cour s'ajourne pour rendre son arrêt, la mise en délibére, ou même la clôture de son déliberé, tant que son arrêt n'est pas rendu, ait pour effet de rendre tardives les réquisitions que le ministère public croit devoir prendre. — Même arrêt.

Art. 226. La cour statuera par un seul et même arrêt sur les délits connexes dont les pièces se trouveront en même temps produites devant elle. — *Instr.* 308, 433, 526, 540.

R. vis *Compét. crim.*, 146 s.; *Instr. crim.*, 1102 s. — **S.** v° *Compét. crim.*, 106 s. — **T.** (87-97), *cod.* v°, 40 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 226, nos 1 s

1. Décidé : ... que la juridiction correctionnelle ne peut, sans violer les règles de sa competence, se refuser a statuer sur le delit dont elle a ete regulièrement saisie sous pretexte que ce delit était connexe à un fait pouvant donner lieu a

une poursuite devant une autre juridiction. — Cr. r. 24 mars 1893, D. P. 95. 1. 404.

2. ... Qu'en cas de connexité, dans les termes des art. 226 et 227 du présent Code, entre des chefs de prévention entrant dans la compétence des tribunaux correctionnels et d'autres chefs entrant dans celle de la cour d'assises, la juridiction correctionnelle ne peut refuser de statuer sur les chefs dont l'examen lui est devolu par la loi, lorsque la cour d'assises n'est pas encore saisie des autres chefs. — Comp. : Cr. c. 11 avr. 1891, D. P. 91. 1. 235-236.

3. ... Que c'est à bon droit que la juridiction correctionnelle, en se déclarant incompétente pour connaître d'un des faits qui lui étaient déférés, ce fait presentant le caractère de crime, retient la connaissance d'un délit dont elle était en même temps saisie, et ce, malgré la connexité de ces faits, s'ils ne sont pas indivisibles, et alors que la poursuite n'est pas encore introduite à raison du crime. — Cr. r. 29 mars 1890, D. P. 91. 1. 191-192.

4. ... Que la juridiction correctionnelle, saisie d'un crime et d'un délit connexes, ne peut, tout en se déclarant incompetente quant au crime, refuser, sous prétexte de connexité, de connaître du délit dont elle est compétemment saisie. — Cr. r. 23 juin 1892, D. P. 93. 1. 297-298. — Paris, 7 févr. 1894, D. P. 98. 1. 342. — Cr. r. 25 oct. 1894, D. P. 98. 1. 342-343

5 ... Que, specialement, la juridiction correctionnelle, saisie par une poursuite unique d'un délit d'abus de confiance commis par un seul prévenu, et de deux délits d'escroquerie commis par le même prévenu et plusieurs autres, dont l'un, en sa qualite de suppléant de juge de paix, est justiciable et rend ses coprévenus justiciables de la première chambre de la cour d'appel par application de l'art. 479 du present Code, doit, après s'être déclarée incompétente sur la prevention d'escroquerie, retenir la cause en ce qui concerne le délit d'abus de confiance, alors qu'aucun lien d'indivisibilite n'existe entre le fait sur lequel la prevention d'abus de confiance se fonde et les faits qualifies escroquerie. — Cr. r. 25 oct. 1894, precité.

6. Les juges correctionnels doivent se dessaisir de la connaissance du delit, comme de celle du crime, si les deux infractions sont unies par un lien d'indivisibilite. — Cr. r. 29 mars 1890 (motifs), précité. — Cr. r. 24 mars 1893, precite. — Cr. r. 25 oct. 1894, precite.

7. La haute cour de justice saisie d'une accusation de complot contre la sûreté de l'État, est competente pour juger les crimes et délits connexes. — Haute cour de justice, 4 janv. 1900, D. P. 1903. 2. 315, et la note de M. Sarrut.

Art. 227. Les délits sont connexes, soit lorsqu'ils ont été commis en même temps par plusieurs personnes réunies, soit lorsqu'ils ont été commis par différentes personnes, même en différents temps et en divers lieux, mais par suite d'un concert formé à l'avance, entre elles, soit lorsque les coupables ont commis les uns pour se procurer les moyens de commettre les autres, pour en faciliter, pour en consommer l'exécution, ou pour en assurer l'impunité. — *Instr.* 308.

R. v[is] *Compét. crim.*, 147 s.; *Instr. crim.*, 1102 s. — **S.** v° *Compét. crim.*, 108 s.

1. Les dispositions de l'art. 227 c. instr. crim., relatives à la connexité, n'étant pas limitatives, s'étendent aux cas dans lesquels il existe entre les faits des rapports etroits, analogues à ceux que la loi a spécialement prévus. — Cr. r. 6 déc. 1907, D. P. 1910. 1. 53.

2. Dès lors, c'est a bon droit que sont joints comme connexes et renvoyes devant une même cour d'assises un crime de coalition de fonctionnaires et divers crimes et délits de droit commun, si tous les faits constituent des parties séparées d'une même action et des episodes presque simultanés d'une agitation regionale voulue et preparee par des comites locaux. — Même arrêt.

Art. 228. Les juges pourront ordonner, s'il y échet, des informations nouvelles.

Ils pourront également ordonner, s'il y a lieu, l'apport des pièces servant à conviction qui seront restées déposées au greffe du tribunal de première instance.

Le tout dans le plus court délai. — *Instr.* 87, 235, 236, 250.

R. v° *Instr. crim*, 1051 s. — **S.** v° *Proc. crim*, 1231.

Art. 229. (*L. 17 juillet* 1856.) Si la cour n'aperçoit aucune trace d'un délit prévu par la loi, ou si elle ne trouve pas des indices suffisants de culpabilité, elle ordonnera la mise en liberté du prévenu; ce qui sera exécuté sur-le-champ, s'il n'est retenu pour autre cause.

Dans le même cas, lorsque la cour statuera sur une opposition à la mise en liberté du prévenu prononcée par ordonnance du juge d'instruction, elle confirmera cette ordonnance; ce qui sera exécuté comme il est dit au précédent paragraphe. — *Instr.* 128, 135, 159, 191, 212, 492; *T. cr.* 71.

Ancien art. 229. — *Si la cour n'aperçoit aucune trace d'un délit prévu par la loi, ou si elle ne trouve pas des indices suffisants de culpabilité, elle ordonnera la mise en liberté du prévenu; ce qui sera exécuté sur-le-champ, s'il n'est retenu pour autre cause. — Dans le même cas, lorsque la cour statuera sur une opposition à la mise en liberté du prévenu prononcée par les premiers juges, elle confirmera leur ordonnance; ce qui sera exécuté comme il est dit au précédent paragraphe.*

§ 1. LEGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 17 JUILLET 1856 : **R.** V° *Instr. crim.*, 1072 s.

§ 2. LOI DU 17 JUILLET 1856 : **S.** V° *Proc. crim.*, 1236 s. — **D. P.** 56 4. 125.

1 L'arrêt par lequel une chambre d'accusation déclare qu'il ne résulte de la procédure aucun indice des crimes imputes au prévenu, et qu'en conséquence il n'y a lieu à suivre contre lui, échappe, lors même que cette decision présenterait une erreur, à la censure de la cour de cassation. — Cr. r. (sur ce pourvoi) 23 dec. 1886, S. V° *Proc. crim.*, 1236-1°. — Cr. r. 27 fevr. 1890, S. V° *Proc. crim*, 1236-2°.

2. Juge, notamment : ... qu'on doit considérer comme souveraine la constatation de fait contenue dans un arrêt de non-lieu par lequel une chambre d'accusation, tout en reconnaissant que le prevenu a agi avec la plus grande légèreté et une negligence blâmable, déclare qu'on ne rencontre pas chez lui l'intention frauduleuse, élement essentiel du crime de faux. — Même arrêt.

3. ... Qu'il appartient à la chambre des mises en accusation de constater les faits sur lesquels repose la prevention, et que la cour de cassation n'a d'autre pouvoir que de verifier si la qualification qui leur a ete donnée justifie le renvoi des prevenus devant la cour d'assises. — Cr. r. 27 févr. 1890, precite.

Art. 230. (*L. 17 juillet* 1856.) Si la cour estime que le prévenu doit être renvoyé à un tribunal de simple police ou à un tribunal de police correctionnelle, elle prononcera le renvoi devant le tribunal compétent; dans le cas de renvoi à un tribunal de simple police, le prévenu sera mis en liberté. — *Instr.* 130, 131.

Ancien art. 230. — *Si la cour estime que le prévenu doit être renvoyé à un tribunal de simple police ou à un tribunal de police correctionnelle, elle prononcera le renvoi, et indiquera le tribunal qui doit en connaître. — Dans le cas de renvoi à un tribunal de simple police, le prévenu sera mis en liberté.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 17 JUILLET 1856 : **R.** V° *Instr. crim.*, 1081 s., 1131 s.

§ 2. LOI DU 17 JUILLET 1856 : **S.** V° *Proc. crim.*, 1095, 1239 s. — **D. P.** 56. 4. 125.

Art. 231. (*L. 17 juillet* 1856.) Si le fait est qualifié crime par la loi, et que la cour trouve des charges suffisantes pour motiver la mise en accusation, elle ordonnera le renvoi du prévenu aux assises.

Dans tous les cas, et quelle que soit l'ordonnance du juge d'instruction, la cour sera tenue, sur les réquisitions du procureur général, de statuer, à l'égard de chacun des prévenus renvoyés devant elle, sur tous les chefs de crimes, de délits ou de contraventions résultant de la procédure.

Ancien art. 231. — *Si le fait est qualifié crime par la loi, et que la cour trouve des charges suffisantes pour motiver la mise en accusation, elle ordonnera le renvoi du prévenu aux assises. — Si le délit a été mal qualifié dans l'ordonnance de prise de corps, la cour l'annulera, et en décernera une nouvelle. — Si la cour, en prononçant l'accusation du prévenu, statue sur une opposition à sa mise en liberté, elle annulera l'ordonnance des premiers juges, et décernera une ordonnance de prise de corps.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 17 JUILLET 1856 : **R.** V^is *Compét. crim.*, 596 s., 645 s.; *Instr. crim.*, 1090 s., 1132 s.

1. La chambre d'accusation doit régulariser, compléter, même d'office, a plus forte raison, sur les réquisitions du procureur général, les qualifications adoptées, et données aux faits incriminés, par le juge d'instruction — Cr. r. 18 mai 1892,

§ 2. LOI DU 17 JUILLET 1856 ; **S.** V^is *Compét. crim.*, 364 s.; *Proc. crim.*, 1232 s. — **D. P.** 56. 4. 125.

D. P. 92. 1. 582.

2 Bien plus, elle doit relever tous les faits qui ressortent de la procédure, alors même que lesdits faits n'ont pas été énoncés dans le requisitoire introductif. — Même arrêt.

Art. 232. (*L. 17 juillet* 1856.) Lorsque la cour prononcera une mise en accusation, elle décernera contre l'accusé une ordonnance de prise de corps.

Cette ordonnance contiendra les nom, prénoms, âge, lieu de naissance, domicile et profession de l'accusé; elle contiendra, en outre, à peine de nullité, l'exposé sommaire et la qualification légale du fait objet de l'accusation.

Ancien art. 232. — *Toutes les fois que la cour décernera des ordonnances de prise de corps, elle se conformera au second paragraphe de l'article* 134.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 17 JUILLET 1856 : **R.** V° *Instr. crim.* 837 s., 1099 s.

1. L'art. 232 n'attache pas la peine de nullité, à l'omission de l'âge, du lieu de naissance, du domicile, ou de la profession de l'accuse ou prévenu dans l'arrêt de mise en accusation; il suffit que l'accuse ou prévenu y soit designe de manière à ne laisser aucun doute sur son individualite. — Cr. r. 28 mai 1892, S. V° *Proc. crim*, 1243; *Bull. crim.*, n° 163.

2. L'arrêt qui renvoie un accusé devant la cour d'assises sous l'accusation de faux, n'a pas besoin de relever d'une façon precise et expresse l'intention frauduleuse, lorsqu'elle ressort de l'ensemble des énon-

§ 2. LOI DU 17 JUILLET 1856. **S.** V° *Proc. crim.*, 878, 1243, 1253 — **T.** (87-97), V° *Instr. crim.*, 28 s. — **D. P.** 56. 4. 125.

ciations de l'arrêt, soit de l'exposé de fait qui précède la qualification, soit des termes mêmes de la qualification. — Cr. r. 19 févr. 1891, D. P. 92. I. 37.

3. Aucune disposition de loi ne prescrit à la chambre des mises en accusation d'indiquer, soit dans le dispositif, soit dans les motifs de l'arrêt de renvoi, la date du jour ou de l'année où le fait constituant un crime a ete perpétre; il suffit que l'arrêt déclare que le fait remonte à moins de dix ans. — Cr. r. 27 nov. 1891, D. P. 92. 1. 253.

Art. 233. (*L. 17 juillet* 1856.) L'ordonnance de prise de corps sera insérée dans l'arrêt de mise en accusation, lequel contiendra l'ordre de conduire l'accusé dans la maison de justice établie près la cour où il sera renvoyé. — *Instr.* 292.

Ancien art. 233. — *L'ordonnance de prise de corps, soit qu'elle ait été rendue par les premiers juges, soit qu'elle l'ait été par la cour, sera insérée dans l'arrêt de mise en accusation, lequel contiendra l'ordre de conduire l'accusé dans la maison de justice établie près la cour où il sera renvoyé.*

R. V° *Instr. crim.*, 1100 s. — *Loi du 17 juillet* 1856 : **D. P.** 56. 4. 125.

Art. 234. Les arrêts seront signés par chacun des juges qui les auront rendus; il y sera fait mention, a peine de nullité, tant de la réquisition du ministère public, que du nom de chacun des juges. — *Instr.* 164, 299.

R. V° *Instr. crim.*, 1127 s.

Art. 235. Dans toutes les affaires, les cours d'appel, tant qu'elles n'auront pas décidé s'il y a lieu de prononcer la mise en accusation, pourront d'office, soit qu'il y ait ou non une instruction commencée par les premiers juges, ordonner des poursuites, se faire apporter les pièces, informer ou faire informer, et statuer ensuite ce qu'il appartiendra. — *Instr.* 228, 250.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1497). — Art. 11. La cour impériale pourra, toutes les chambres assemblées, entendre les dénonciations qui lui seraient faites par un de ses membres, de crimes et de délits; elle pourra mander le procureur général pour lui enjoindre de poursuivre à raison de ces faits, ou pour entendre le compte que le procureur général lui rendra des poursuites qui seraient commencées.

R. v° *Instr. crim.*, 1140 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1266 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, p. 499 s.

Art. 236. Dans le cas du précédent article, un des membres de la section dont il est parlé en l'article 218 fera les fonctions de juge instructeur. — *Instr.* 55.

R. v° *Instr. crim*, 1156 s.

Art. 237. Le juge entendra les témoins, ou commettra, pour recevoir leurs dépositions, un des juges du tribunal de première instance dans le ressort duquel ils demeurent, interrogera le prévenu, fera constater par écrit toutes les preuves ou indices qui pourront être recueillis, et décernera, suivant les circonstances, les mandats d'amener, de dépôt ou d'arrêt. — *T. cr.* 71.

R. v° *Instr. crim.*, 1158 s.

Art. 238. Le procureur général fera son rapport dans les cinq jours de la remise que le juge instructeur lui aura faite des pièces. — *Instr.* 217.

R. v° *Instr. crim.*, 1163.

Art. 239. (*L.* 17 *juillet* 1856.) S'il résulte de l'examen qu'il y a lieu de renvoyer le prévenu à la cour d'assises, la cour prononcera ainsi qu'il a été dit aux articles 231, 232 et 233 ci-dessus.

S'il y a lieu à renvoi en police correctionnelle, la cour se conformera aux dispositions de l'article 230.

Si, dans ce cas, le prévenu a été arrêté, et, si le délit peut entraîner la peine d'emprisonnement, il gardera prison jusqu'au jugement.

Ancien art. 239. — *Il ne sera décerné préalablement aucune ordonnance de prise de corps; et s'il résulte de l'examen, qu'il y a lieu de renvoyer le prévenu à la cour d'assises ou au tribunal de police correctionnelle, l'arrêt portera cette ordonnance, ou celle de se représenter, si le prévenu a été admis à la liberté sous caution.*

R. v° *Instr. crim.*, 1128, 1163. — *Loi du* 17 *juillet* 1856 : **D. P.** 56. 4. 125.

Art. 240. Seront, au surplus, observées les autres dispositions du présent Code qui ne sont point contraires aux cinq articles précédents.

Art. 241. Dans tous les cas où le prévenu sera renvoyé à la cour d'assises, le procureur général sera tenu de rédiger un acte d'accusation.

L'acte d'accusation exposera : 1° la nature du délit qui forme la base de l'accusation; 2° le fait et toutes les circonstances qui peuvent aggraver ou diminuer la peine; le prévenu y sera dénommé et clairement désigné.

L'acte d'accusation sera terminé par le résumé suivant : « En conséquence, *N*... est accusé d'avoir commis tel meurtre, tel vol, ou tel autre crime, avec telle et telle circonstance. » — *Instr.* 271.

R. v° *Instr. crim.*, 1185 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1276 s.

Art. 242. L'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation seront signifiés à l'accusé, et il lui sera laissé copie du tout. — *T. cr.* 71.

R. vis *Contumace*, 11 s.; *Instr. crim.*, 1209 s. — **S.** vis *Contumace*, 5 s.; *Proc. crim.*, 1279 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 242, nos 1 s.

1. L'emploi de formules imprimées ne vicie pas les exploits notifiés en matiere criminelle. — Cr. 14 mai 1892, S. v° *Proc. crim.*, 1281 ; *Bull. crim.*, n° 145.

2 La nature speciale de la signification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation exige qu'elle soit faite *à l'accusé lui-même* lorsqu'il est détenu. — Cr. c. 23 mars 1889, S. v° *Proc. crim.*, 1280; *Bull. crim.*, n° 127.

3. Ainsi jugé que la double signification susdite ne peut, a peine de nullité, être faite que *parlant à la personne* de l'accuse détenu, et non parlant... au concierge de la maison d'arrêt. — Même arrêt.

4. Il n'y a pas violation de l'art. 242 c. instr. crim. et des droits de la defense dans le fait que la copie de l'arrêt de renvoi notifiée à l'accuse contient des ratures et surcharges non approuvees, si ces irrégularites laissent au document signifié toute sa clarté et n'a pu avoir pour conséquence de tromper l'accuse sur l'accusation dont il était l'objet. — Cr. r. 28 fevr. 1907, D. P. 1907. 1. 391.

Art. 243. Dans les vingt-quatre heures qui suivront cette signification, l'accusé sera transféré de la maison d'arrêt dans la maison de justice établie près la cour où il doit être jugé. — *Instr.* 207; *T. cr.* 4.

R. v° *Instr. crim.*, 1232.

Art. 244. Si l'accusé ne peut être saisi ou ne se présente point, on procédera contre lui par contumace, ainsi qu'il sera réglé ci-après au chapitre II du titre IV du présent livre.

Sur la procédure de contumace, V. *infrà*, art. 465 à 478.

Art. 245. Le procureur général donnera avis de l'arrêt de renvoi à la cour d'assises, tant au maire du lieu du domicile de l'accusé, s'il est connu, qu'à celui du lieu où le délit a été commis.

R. v° *Instr. crim.*, 1135.

Art. 246. Le prévenu à l'égard duquel la cour royale [*la cour d'appel*] aura décidé qu'il n'y a pas lieu au renvoi à la cour d'assises, ne pourra plus y être traduit à raison du même fait, à moins qu'il ne survienne de nouvelles charges. — *Instr.* 360.

Art. 247. Sont considérés comme charges nouvelles les déclarations des témoins, pièces et procès-verbaux qui, n'ayant pu être soumis à l'examen de la cour royale [*la cour d'appel*], sont cependant de nature, soit à fortifier les preuves que la cour aurait trouvées trop faibles, soit à donner aux faits de nouveaux développements utiles à la manifestation de la vérité.

R. vis *Chose jugée*, 425 s.; *Instr. crim.*, 1165 s. — **S.** vis *Chose jugée*, 251 s.; *Proc. crim.*, 1269 s.

Art. 248. En ce cas, l'officier de police judiciaire, ou le juge d'instruction, adressera sans délai copie des pièces et charges au procureur général

près la cour royale [*la cour d'appel*]; et sur la réquisition du procureur général, le président de la section criminelle indiquera le juge devant lequel il sera, à la poursuite de l'officier du ministère public, procédé à une nouvelle instruction, conformément à ce qui a été prescrit.

Pourra toutefois le juge d'instruction décerner, s'il y a lieu, sur les nouvelles charges, et avant leur envoi au procureur général, un mandat de dépôt contre le prévenu qui aurait été déjà mis en liberté d'après les dispositions de l'article 229. — *T. cr.* 42, 71.

R. v° *Instr. crim*, 1178 s. — **T.** (87-97), *cod. v°*, 35.

1. Lorsqu'une instruction est reprise après une ordonnance ou un arrêt de non-lieu, aucune formule sacramentelle n'est prescrite pour constater l'existence des charges nouvelles. — Cr. r. 17 oct. 1889, D. P. 89. 5. 278-279.

2. Ainsi jugé qu'il n'est même pas necessaire que les charges nouvelles soient enoncées et developpees dans le réquisitoire, et qu'il suffit que ce document vise les pièces d'ou elles resultent. — Cr. r. 9 janv. 1897, *Bull. crim.*, n° 8.

3. De même, l'accuse poursuivi sur charges nouvelles, après une ordonnance de non-lieu intervenue en sa faveur, ne peut, alors surtout qu'il n'a excipe ni devant la chambre des mises en accusation, ni devant la cour d'assises, d'une pretendue chose jugee resultant de cette ordonnance, se faire un moyen utile de pourvoi de ce que la seconde ordonnance du juge d'instruction, confirmee par l'arrêt de la chambre des mises en accusation, n'a pas textuellement vise les charges nouvelles relevées contre lui, lorsqu'elles sont précisées dans le réquisitoire du ministere public auquel l'ordonnance a fait droit. — Cr. r. 17 oct. 1889, précite.

Art. 249. Le procureur du Roi [*le procureur de la République*] enverra, tous les huit jours, au procureur général, une notice de toutes les affaires criminelles, de police correctionnelle ou de simple police, qui seront survenues. — *Instr.* 27, 287, 290.

Art. 250. Lorsque, dans la notice des causes de police correctionnelle ou de simple police, le procureur général trouvera qu'elles présentent des caractères plus graves, il pourra ordonner l'apport des pièces dans la quinzaine seulement de la réception de la notice, pour ensuite être par lui fait dans un autre délai de quinzaine du jour de la réception des pièces, telles réquisitions qu'il estimera convenables, et par la cour être ordonné dans le délai de trois jours ce qu'il appartiendra.

R. v° *Instr. crim.*, 1145 s.

CHAPITRE II.

De la formation des cours d'assises.

Art. 251. Il sera tenu des assises dans chaque département, pour juger les individus que la cour royale [*la cour d'appel*] y aura renvoyés. — *Instr.* 133, 231, 252 58, 500.

Art. 252. (*L. 25 février* 1901.) Dans tous les départements, les assises seront tenues par un conseiller de la cour d'appel délégué à cet effet, qui sera président, et par deux juges pris, soit parmi les conseillers de la cour d'appel, soit parmi les présidents ou juges du tribunal de première instance du lieu de la tenue des assises.

Les présidents ou juges du tribunal de première instance du lieu de la tenue des assises, appelés à faire partie de la cour d'assises, seront désignés par le premier président qui prendra préalablement l'avis du procureur général.

Ces désignations seront faites et publiées selon la forme et dans les délais déterminés par les articles 79 et 80 du décret du 6 juillet 1810.

A partir du jour de l'ouverture de la session, le président des assises pourvoira au remplacement des assesseurs régulièrement empêchés et désignera, s'il y a lieu, les assesseurs supplémentaires.

Ancien art. 252 [TEXTE DE 1808]. — *Dans le département où siège la cour impériale les assises seront tenues par cinq de ses membres, dont l'un sera président. — Le procureur général, ou l'un de ses substituts, y remplira les fonctions du ministère public. — Le greffier de la cour y exercera ses fonctions.*

[TEXTE DE LA LOI DU 4 MARS 1831]. — *Dans les départements où siègent les cours royales, les assises seront tenues par trois des membres de la cour, dont l'un sera président. — Les fonctions du ministère public seront remplies, soit par le procureur général, soit par un des avocats généraux, soit par un des substituts du procureur général. — Le greffier de la cour y exercera ses fonctions par lui-même ou par l'un de ses commis assermentés.*

Art. 253. (*L.* 25 *février* 1901.) Dans les départements où siègent les cours d'appel, les fonctions du ministère public auprès de la cour d'assises seront remplies, soit par le procureur général, soit par un des avocats généraux, soit par un des substituts du procureur général. Le greffier de la cour y exercera ses fonctions par lui-même ou par l'un de ses commis assermentés.

Dans les autres départements, les fonctions du ministère public auprès de la cour d'assises seront remplies par le procureur de la République près le tribunal ou par l'un de ses substituts, sans préjudice des dispositions contenues dans les articles 265, 271 et 284. Le greffier du tribunal y exercera ses fonctions par lui-même ou par l'un de ses commis assermentés.

Ancien art. 253 [TEXTE DE 1808]. — *Dans les autres départements, la cour d'assises sera composée :* — 1° *D'un membre de la cour impériale, délégué à cet effet, et qui sera le président des assises ;* — 2° *De quatre juges pris parmi les présidents et les juges plus anciens du tribunal de première instance du lieu de la tenue des assises ;* — 3° *D'un substitut du procureur général qui portera le titre de procureur impérial criminel ;* — 4° *Du greffier du même tribunal.*

[TEXTE DE 1816]. — *Dans les autres départements, la cour d'assises sera composée :* — 1° *D'un membre de la cour royale, délégué à cet effet, et qui sera le président des assises ;* — 2° *De quatre juges pris parmi les présidents et les juges plus anciens du tribunal de première instance du lieu de la tenue des assises ;* — 3° *Du procureur du Roi près ce tribunal, ou de l'un de ses substituts ;* — 4° *Du greffier du même tribunal.*

[TEXTE DE LA LOI DU 4 MARS 1831]. — *Dans les autres départements, la cour d'assises sera composée :* — 1° *D'un conseiller à la cour royale délégué à cet effet et qui sera président de la cour d'assises ;* — 2° *De deux juges pris, soit parmi les conseillers de la cour royale, lorsque celle-ci jugera convenable de les déléguer à cet effet, soit parmi les présidents ou juges du tribunal de première instance du lieu de la tenue des assises ;* — 3° *Du procureur royal près le tribunal ou de l'un de ses substituts, sans préjudice des dispositions contenues dans les articles* 265, 271 *et* 284 ; — 4° *Du greffier du tribunal ou de l'un de ses commis assermentés.*

[AJOUTÉ PAR LA LOI DU 25 MARS 1854]. — *Les présidents ou juges du tribunal de première instance du lieu de la tenue des assises, appelés à faire partie de la cour, seront désignés par le premier président, qui prendra préalablement l'avis du procureur général.* — *Ces désignations seront faites et publiées selon la forme et dans les délais déterminés par*

les articles 79 et 80 du décret du 6 juillet 1810. — A partir du jour de l'ouverture de la session, le président des assises pourvoira au remplacement des assesseurs régulièrement empêchés et désignera, s'il y a lieu, les assesseurs supplémentaires.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 25 FÉVRIER 1901 : **R.** V^is^ *Greffe*, 33 ; *Jugement*, 737 s. ; *Ministère public*, 23 s., 46 s ; *Organ. judic*, 626 s. — **S.** V^is^ *Jugement*, 594 s. ; *Ministère public*, 26 s. ; *Organ. judic.*, 393 s

§ 2. LOI DU 25 FÉVRIER 1901 : **D. P.** 1901. 4. 58.

I. — Modes de nomination et de remplacement du président des assises et des assesseurs.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** V° *Organ. judic.*, p. 1497). — Art. 16. Le premier président de la cour impériale nommera, pour chaque tenue de cour d'assises, un membre de ladite cour pour les présider. Il pourra les présider lui-même, quand il le jugera convenable.

Le premier président de la cour nommera aussi les quatre conseillers qui devront assister le président aux assises dans les lieux où siége la cour impériale.

Il nommera pareillement les conseillers de la cour qui devront, avec le président, tenir les assises dans les départements, lorsque la cour jugera convenable d'en envoyer.

Le grand juge pourra néanmoins, dans tous les cas, nommer les présidents et les conseillers de la cour qui devront tenir les assises.

L'époque de ces nominations sera déterminée par des règlements d'administration publique.

17. Les cours d'assises connaîtront des affaires qui leur sont attribuées par le Code d'instruction criminelle ; elles se conformeront, pour l'instruction et le jugement, aux dispositions de ce Code et à celles du Code pénal.

Leurs arrêts ne peuvent être annulés que dans les cas prévus par l'article 7.

Elles se tiendront habituellement dans le lieu où siégent actuellement les cours criminelles.

Décret du 6 juillet 1810, *contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales* (**R.** V° *Organ. judic*, p. 1498) — Art. 79. Lorsque les nominations des présidents des cours d'assises, qui doivent être tenues tous les trois mois, conformément à l'article 259 du Code d'instruction criminelle, n'auront pas été faites par notre grand juge pendant la durée d'une assise, pour le trimestre suivant, le premier président de la cour impériale fera ladite nomination dans la huitaine du jour de la clôture de l'assise.

80. La nomination du grand juge, ou, à son défaut, la nomination faite par le premier président, sera déclarée par une ordonnance du premier président, qui contiendra toujours l'époque fixe de l'ouverture de l'assise ; cette ordonnance sera publiée au plus tard le dixième jour qui suivra la clôture de l'assise.

. . . . . .

82. La nomination des conseillers ou des conseillers auditeurs qui devront tenir les assises dans le département ou siége la cour impériale, celles autorisées par les articles 254 et 256 du Code d'instruction criminelle, pour compléter le nombre des juges de la cour d'assises dans les autres départements, seront faites de la manière et à l'époque ci-dessus déterminées pour les nominations des présidents.

. . . . . .

88. L'ordonnance portant nomination des présidents et des conseillers ou des auditeurs délégués pour la tenue des assises, et fixation du jour de l'ouverture des séances de la cour d'assises, sera envoyée, à la diligence des procureurs généraux, aux tribunaux de première instance de la cour d'assises ; elle sera publiée, dans les trois jours de sa réception, à l'audience publique, sur la réquisition du procureur impérial.

89. L'annonce de cette ordonnance sera faite dans les journaux du département où siége la cour d'assises ; elle sera affichée dans les chefs-lieux d'arrondissement et sièges des tribunaux de première instance.

. . . . . .

93. Dans les lieux où réside la cour impériale, la chambre civile que préside le premier président se réunira à la cour d'assises pour le débat et le jugement d'une

affaire lorsque notre procureur general, a raison de la gravité des circonstances, en aura fait la réquisition aux chambres assemblées, et qu'il sera intervenu arrêt conforme à ses conclusions.

. . . . . .

95. Les présidents des cours d'assises, dans les lieux autres que ceux où siège la cour impériale, auront à leur porte une garde d'honneur.

Il en sera de même pour le procureur general de la cour, lorsqu'il jugera convenable de faire le service des assises.

96. Il sera prepare, dans les villes où siegeront habituellement les cours d'assises, un hôtel convenable pour le logement du président, des conseillers ou auditeurs qui pourront être délegués pour l'assister, et pour celui du procureur général, de l'avocat général, ou du substitut qu'il aurait delégué.

Notre ministre de l'interieur nous fera incessamment un rapport sur les moyens de pourvoir à l'acquisition et a l'entretien tant des bâtiments que du mobilier qui devront être spécialement affectés à cet usage.

97. Les conseillers de la cour imperiale et les conseillers auditeurs qui seront delegues aux assises, prendront rang et seances avant tous les membres du tribunal de première instance.

Les juges auditeurs qui pourraient être délegués pour le même service, prendront rang avec les juges de première instance, dans l'ordre de leur reception, mais toujours apres le president du tribunal de première instance.

Le même ordre sera observé dans les ceremonies publiques.

Le procureur imperial criminel y aura la preséance sur le procureur imperial de première instance.

R. v° *Organ. judic.*,627 s. — **S.** *eod. v°*, 394 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, p. 515 s.

II. — Membres complémentaires de la cour d'assises.

Loi du 25 brumaire an VIII, *qui autorise une adjonction de jurés et de juges pour suivre les débats dans les procès criminels d'une étendue considérable* (**R.** v° *Instr. crim.*, p. 328). — Art. 4. Dans les procès criminels de nature à entraîner de longs debats, le tribunal criminel s'adjoindra deux juges du tribunal civil pour assister aux débats.

R. v° *Organ. judic.*, 699 s. — **S.** *eod. v°*, 416 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, p. 520 s.

Art. 254. (Abrogé par L. 4 mars 1831.) *La cour impériale pourra cependant déléguer un ou plusieurs de ses membres pour compléter le nombre des quatre juges de la cour d'assises.*

Art. 255. (Abrogé par L. 4 mars 1831.) *Si le nombre de ces délégués est au-dessous de celui des juges qui, avec le président, doivent composer la cour, ce nombre sera complété dans le tribunal de première instance, suivant la règle établie en l'article* 253.

Art. 256. (Abrogé par L. 10 décembre 1830.) *Dans tous les cas, les juges auditeurs pourront être envoyés à la cour d'assises, pour y faire le service de juges, si toutefois ils ont l'âge requis.*

Art. 257. Les membres de la cour royale [*la cour d'appel*] qui auront voté sur la mise en accusation ne pourront, dans la même affaire, ni présider les assises, ni assister le président, à peine de nullité.

Il en sera de même à l'égard du juge d'instruction. — *Instr.* 55, 218; *L.* 8 *déc.* 1897, *art.* 1er.

R. v° *Organ. judic*, 681 s. — **S.** *eod. v°*, 408 s.

1. Il y a lieu à cassation lorsqu'un magistrat qui a concouru également à l'arrêt de renvoi a assisté le président des assises à l'audience ou la cour a prononce la condamnation. — Cr. c 22 mars 1891, D P. 98. 1. 319. — V., sur ce point, en matière correctionnelle, *suprà*, Appendice au liv. Ier L. 8 déc. 1897, art. 1; — et

C. instr. crim. ann., p. 246, L. 8 déc. 1897, art 1er, p. 246; p. 425, I, Vo *Composition de la chambre des appels de police correctionnelle*, nos 22 s.

2. Un conseiller qui a statué sur la mise en accusation peut, sans contrevenir à l'art. 257, interroger l'accusé lors de son arrivée dans la maison de justice et lui donner l'avertissement prescrit par l'art. 293. — Cr. r. 9 juin 1887, D. P. 88. 1. 138.

3. L'incapacité légale qui frappe, en vertu de l'art. 257, le juge d'instruction ne s'applique pas au magistrat qui, soit comme président, soit comme délégué spécialement par le président, procède ou fait procéder à un supplément d'instruction postérieurement à l'arrêt de mise en accusation. — Cr. r. 31 janv. 1895, D. P. 99. 1. 462-463.

4 Le juge d'instruction a le droit de siéger comme membre du ministère public dans l'affaire qu'il a instruite. — Cr. r. 2 août 1901, D. P. 1906. 1. 300.

Art. 258. Les assises se tiendront ordinairement dans le chef-lieu de chaque département.

La cour royale [*la cour d'appel*] pourra néanmoins désigner un tribunal autre que celui du chef-lieu.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** Vo *Organ. judic.*, p. 1497). — Art. 17. ... Elles (les cours d'assises) se tiendront habituellement dans le lieu où siegent actuellement les cours criminelles.

. . . . . .

21. Lorsque la cour d'assises devra tenir sa séance dans un lieu autre que celui ou elle siege habituellement, l'époque de l'ouverture et le lieu seront déterminés par arrêt rendu, toutes les chambres assemblées, et le procureur général entendu.

22. L'ordonnance portant fixation du jour de l'ouverture de la séance de la cour d'assises, ou l'arrêt qui indiquera le lieu et le jour de cette ouverture, sera publié par affiches et par la lecture qui en sera faite dans tous les tribunaux de première instance du ressort, huit jours au moins avant l'ouverture.

Decret du 6 juillet 1810, *contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales* (**R.** Vo *Organ. judic.*, p. 1498). — Art. 90. Les assises ne pourront être convoquées, pour un lieu autre que celui ou elles doivent se tenir habituellement, qu'en vertu d'un arrêt rendu dans l'assemblée des chambres de la cour, sur la requête de notre procureur général.

Cet arrêt sera lu, publié, affiché, ainsi qu'il est dit ci-dessus pour l'arrêt qui doit fixer l'époque de la tenue des assises pendant le premier trimestre de l'installation.

R. Vo *Organ. judic.*, 606 s. — **S.** *eod.* vo, 392.

Art. 259. La tenue des assises aura lieu tous les trois mois.

Elles pourront se tenir plus souvent si le besoin l'exige.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** Vo *Organ. judic*, p 1497). — Art. 19. Les assises se tiendront, dans chaque département, de manière à n'avoir lieu, dans le ressort de la même cour impériale, que les unes après les autres, et de mois en mois, à moins qu'il n'y ait plus de trois départements dans le ressort, ou que le besoin du service n'exige qu'il en soit tenu plus souvent.

Le même membre pourra être délégué pour présider successivement, si faire se peut, plusieurs cours d'assises.

Décret du 6 juillet 1810, *contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales* (**R.** Vo *Organ judic.*, p. 1498). — Art. 81. Dans les cas prévus par l'article 250 du Code d'instruction criminelle, d'une tenue extraordinaire d'assises, les présidents de la dernière assise sont nommés de droit pour présider l'assise extraordinaire.

En cas de décès ou empêchement légitime, le président de l'assise sera remplacé à l'instant où la nécessité de la tenue de l'assise extraordinaire sera connue; le remplacement sera fait par le premier président. L'ordonnance de remplacement contiendra l'époque fixe de l'ouverture de cette assise.

. . . . . .

83. Dans la huitaine de l'installation de la cour impériale, les époques de la tenue des assises dans tout le ressort, pendant le premier trimestre, seront fixées par

arrêt rendu, les chambres assemblées sur les conclusions du procureur général. Cet arrêt sera envoyé, à la diligence de nos procureurs généraux, à tous les tribunaux de première instance du ressort de la cour. Lecture en sera faite, dans les trois jours de sa reception, a l'audience publique, sur la requisition du procureur imperial : cet arrêt sera annoncé dans les journaux des départements, et affiché dans tous les chefs-lieux d'arrondissement et sieges des tribunaux de première instance.

84. Les membres de la chambre qui prononce sur les appels de police correctionnelle sont nommés de droit pour la tenue de la première assise du département ou siège la cour imperiale.

Cette assise se tiendra dans le mois de l'installation de cette cour.

85. Le deuxième et le troisieme conseillers de la même chambre sont nommes de droit pour présider les assises des departements, qui devront se tenir dans le premier ou dans le second mois de ladite installation. Ils seront remplacés, en cas d'empêchement legitime, par des conseillers des chambres civiles, en suivant l'ordre du tableau, et prenant alternativement dans chaque chambre, s'il y en a plusieurs

86. Les presidents des assises qui devront se tenir dans le troisieme mois, seront nommes dans la première quinzaine de l'installation : si le grand juge n'a pas use de son droit dans la première huitaine, le premier president sera tenu de faire la nomination dans la seconde huitaine.

87. Si, dans les deux premiers mois de l'installation, il devait se tenir des assises dans plus de deux departements du ressort de la cour impériale, le quatrieme et le cinquième conseillers de la chambre des appels de police correctionnelle en seraient de droit les présidents.

Loi du 9 septembre 1835, *sur les cours d'assises* (**R.** v° *Instr. crim.*, p. 340) — Art. 2. Le ministre de la justice pourra ordonner qu'il soit formé autant de sections de cours d'assises que le besoin du service l'exigera, pour proceder simultanement au jugement des prévenus.

R. v° *Organ. judic.*, 615 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, p. 527 s.

Art. 260. Le jour où les assises doivent s'ouvrir sera fixé par le président de la cour d'assises.

Les assises ne seront closes qu'après que toutes les affaires criminelles qui étaient en état lors de leur ouverture, y auront été portées. — *Instr.* 172.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1497). — Art. 20 Le premier president de la cour imperiale designera le jour où devra s'ouvrir la séance de la cour d'assises, quand elle se tiendra dans le lieu où elle siège habituellement.

21. Lorsque la cour d'assises devra tenir sa séance dans un lieu autre que celui où elle siège habituellement, l'epoque de l'ouverture et le lieu seront determines, par arrêt rendu, toutes les chambres assemblees, et le procureur général entendu.

22. L'ordonnance portant fixation du jour de l'ouverture de la seance de la cour d'assises, ou l'arrêt qui indiquera le lieu et le jour de cette ouverture, sera publie par affiches et par la lecture qui en sera faite dans tous les tribunaux de première instance du ressort, huit jours au moins avant l'ouverture.

R. v° *Organ. judic.*, 615 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, p. 529 s.

Art. 261. Les accusés qui ne seront arrivés dans la maison de justice qu'après l'ouverture des assises, ne pourront y être jugés que lorsque le procureur général l'aura requis, lorsque les accusés y auront consenti, et lorsque le président l'aura ordonné.

En ce cas, le procureur général et les accusés seront considérés comme ayant renoncé à la faculté de se pourvoir en nullité contre l'arrêt portant renvoi à la cour d'assises. — *Instr.* 253, 296, 543.

R. v° *Instr. crim.*, 1333 s. — **S.** *eod.* v°, 1405 s

Art. 262. Les arrêts de la cour d'assises ne pourront être attaqués que par la voie de la cassation et dans les formes déterminées par la loi. — *Instr.* 299, 373, 407, 476.

R. v[is] *Cassation*, 196 s.; *Jugement par défaut*, 492 s. — **S.** v[is] *Cassation*, 61 s.; *Jugement par défaut*, 282 s.

Art. 263. Si, depuis la notification faite aux jurés en exécution de l'article 389 du présent Code, le président de la cour d'assises se trouve dans l'impossibilité de remplir ses fonctions, il sera remplacé par le plus ancien des autres juges de la cour royale [*la cour d'appel*] nommés ou délégués pour l'assister; et, s'il n'a pour assesseur aucun juge de la cour royale [*la cour d'appel*], par le président du tribunal de première instance. — *Instr.* 253.

R. v° *Organ. judic.*, 647 s. — **S.** *eod.* v°, 395.

Art. 264. Les juges de la cour royale [*la cour d'appel*] seront, en cas d'absence ou de tout autre empêchement, remplacés par d'autres juges de la même cour, et, à leur défaut, par des juges de première instance; ceux de première instance le seront par des suppléants.

(Abrogé par L. 10 décembre 1830.) *Les juges auditeurs qui seront présents et auront l'âge requis concourront pour le remplacement avec les juges de première instance, suivant l'ordre de leur réception.*

R. v° *Organ. judic.*, 661 s. — **S.** *eod.* v°, 397 s

Art. 265. Le procureur général pourra, même étant présent, déléguer ses fonctions à l'un de ses substituts.

Cette disposition est commune à la cour royale [*la cour d'appel*] et à la cour d'assises. — *Instr.* 252, 271.

§ 1[er]. — Fonctions du président.

Art. 266. Le président est chargé : 1° d'entendre l'accusé lors de son arrivée dans la maison de justice; 2° de convoquer les jurés et de les tirer au sort.

Il pourra déléguer ces fonctions à l'un des juges. — *Instr.* 293, 306, 389, 399.

Art. 267. Il sera de plus chargé personnellement de diriger les jurés dans l'exercice de leurs fonctions, de leur exposer l'affaire sur laquelle ils auront à délibérer, même de leur rappeler leur devoir, de présider à toute l'instruction et de déterminer l'ordre entre ceux qui demanderont à parler.

Il aura la police de l'audience. — *Instr.* 327; *Pr.* 88.

Art. 268. Le président est investi d'un pouvoir discrétionnaire, en vertu duquel il pourra prendre sur lui tout ce qu'il croira utile pour découvrir la vérité; et la loi charge son honneur et sa conscience d'employer tous ses efforts pour en favoriser la manifestation. — *Instr.* 477.

R. v° *Instr. crim.*, 2140 s. — **S.** v° *Proc. crim*, 1680 s. — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 71 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 268, n[os] 1 s.

1. Il appartient à la cour d'assises, et non au président seul, de statuer sur la position des questions au jury, lorsqu'une contestation est élevée par l'accusé ou par le ministère public. — Cr. c. 27 fevr. 1885, D. P. 85. 1. 336.

2. Les arrêts de la cour d'assises sur les incidents contentieux doivent, à peine de nullité, être prononces, le ministere public entendu. — Cr. c. 9 avr. 1891, D. P. 92. 1. 112.

3. Lorsque, sur des conclusions tendant a l'examen mental de l'accusé, la cour d'assises, après avoir entendu le défenseur et le ministère public, renvoie le prononcé de l'arrêt après l'interrogatoire de l'accusé et les depositions des témoins, il n'est pas necessaire que le ministère public soit entendu a nouveau lors du prononce de l'arrêt. — Cr. r. 17 mars 1892, D. P. 92. 1. 522.

4. Il y a lieu à cassation lorsque, le defenseur ayant prie le président d'un tribunal criminel de poser une question à l'un des temoins et ce magistrat ayant refusé de la poser, il a ete donne au défenseur acte de ce refus sans qu'il ait été constate que le ministere public ait donne ses conclusions ou qu'il ait été mis en demeure de conclure sur cet incident. — Cr. c. 29 juin 1889, S. v° *Proc. crim.*, 1693; *Bull. crim.*, n° 235.

Art. 269. Il pourra, dans le cours des débats, appeler, même par mandat d'amener, et entendre toutes personnes, ou se faire apporter toutes nouvelles pièces qui lui paraîtraient, d'après les nouveaux développements donnés à l'audience, soit par les accusés, soit par les témoins, pouvoir répandre un jour utile sur le fait contesté.

Les témoins ainsi appelés ne prêteront point serment, et leurs déclarations ne seront considérées que comme renseignements. — *T. cr.* 33, 71.

R. v^is^ *Instr. crim.*, 2154 s.; *Témoins*, 585 s. — **S.** v^is^ *Proc. crim.*, 1696 s; *Témoins*, 178 s. — **T.** (87-97), v° *Témoin*, 76 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 269, n^os^ 1 s.

1. Il ne resulte pas de nullité de ce qu'un témoin entendu en vertu du pouvoir discretionnaire du president aurait prête serment, alors surtout qu'aucune opposition ne s'est elevee à cet égard. — Cr. r. 4 fevr. 1887, D. P. 88. 1. 46. — Cr. r. 25 févr. 1893, D. P. 94. 1. 142.

2. Les personnes qui n'ont pas eté citees et dont le nom ne figure pas sur la liste notifiee ne devant être entendues qu'a titre de simples renseignements, il suffit, pour que l'audition d'une personne n'ait pu avoir lieu qu'a ce titre, que cette personne n'ait éte ni citee ni comprise sur la liste des témoins. — Cr. r. 4 janv. 1894, D. P. 96. 1. 505.

3. La lecture de la deposition écrite d'un témoin porte sur la liste notifiée et ayant répondu à l'appel de son nom, bien que faite par erreur par le president de la cour d'assises à raison de la similitude des noms et hors de la presence dudit temoin, n'en constitue pas moins une violation du principe essentiel du débat oral, laquelle entraine nullité des débats et de la declaration du jury. — Cr. c. 24 mars 1892, D. P. 92. 1 527.

4. Juge encore, en ce sens, que la lecture en cour d'assises, même partielle, même faite par erreur, de la declaration ecrite d'un temoin cite et notifié, avant l'audition de ce témoin, constitue une violation de la regle du debat oral, alors du moins qu'il n'est pas constaté que la partie de la declaration ecrite lue par erreur était etrangere à l'objet de la discussion. — Cr. c. 10 mai 1894, D. P. 94. 1. 462.

5. Relativement aux enfants âges de moins de quinze ans qui étaient régulièrement cites comme temoins, decide que le président n'est pas obligé, lorsqu'il juge à propos de faire entendre sans prestation de serment un temoin âge de moins de quinze ans, regulièrement cite et notifié, d'avertir le jury que les déclarations de ce témoin ne vaudront que comme simple renseignement. — Cr. r. 6 août 1891, D. P. 92. 1. 341

Art. 270. Le président devra rejeter tout ce qui tendrait à prolonger les débats sans donner lieu d'espérer plus de certitude dans les résultats.

R. v° *Instr. crim.*, 2155.

En ce qui concerne le logement du président de la cour d'assises, les honneurs qui sont dus à ce magistrat et ses frais de voyage et de séjour, V. **C. instr. crim. ann.**, p. 554.

§ 2. — Fonctions du procureur général près la cour royale [*la cour d'appel*].

Art. 271. Le procureur général près la cour royale [*la cour d'appel*] poursuivra, soit par lui-même, soit par son substitut, toute personne mise en accusation suivant les formes prescrites au chapitre premier du présent titre. Il ne pourra porter à la cour aucune autre accusation, à peine de nullité, et, s'il y a lieu, de prise à partie. — *Instr.* 231, 241; *Pén.* 122.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1496). — Art. 45. Les procureurs généraux exerceront l'action de la justice criminelle dans toute l'étendue de leur ressort.

Ils veilleront au maintien de l'ordre dans tous les tribunaux; ils auront la surveillance de tous les officiers de police judiciaire et officiers ministériels du ressort.

. . . . . .

47. Les substituts du procureur général exercent la même action, dans les mêmes cas, d'après les mêmes regles, sous la surveillance et la direction du procureur general.

. . . . . .

60. Les officiers du ministère public dont la conduite est répréhensible seront rappelés à leur devoir par le procureur général du ressort; il en sera rendu compte au grand-juge, qui, suivant la gravité des circonstances, leur fera faire par le procureur général les injonctions qu'il jugera nécessaires, ou les mandera pres de lui.

R. v[is] *Instr. crim.*, 1194, 1232; *Ministère public*, 89 s., 288 s.; *Organ. judic.*, 708 s. — **S.** v[is] *Ministère public*, 54 s., 228 s.; *Organ. judic.*, 419 s. — **T.** (87-97), v° *Ministère public*, 19 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, p. 555 s.

1. Le titre de l'accusation, son étendue et sa portee légale, ne sont pas enfermés dans la formule du dispositif de l'arrêt de renvoi et du résumé de l'acte d'accusation. toutes les énonciations comprises dans l'expose sommaire des faits, dans leur qualification et dans la citation de la loi penale, s'eclairant et se completant mutuellement, constituent dans leur ensemble l'accusation sur laquelle les jures doivent être interrogés. — Cr. c. 23 avr. 1887, D. P. 88. 1. 332.

2. En consequence, bien que l'arrêt de renvoi ne vise que les art. 150, 151, 164 c. pen. relatifs au faux en écriture privée, s'il résulte des énonciations de cet arrêt qu'il s'agissait d'un faux en ecriture de commerce, l'arrêt de la cour d'assises qui ne condamne l'accuse qu'aux peines de faux en écriture privée ne purge pas l'accusation, et doit, des lors, être casse, mais dans l'interêt de la loi seulement. — Même arrêt.

3. Le president de la cour d'assises a même le devoir, dans la redaction des questions qu'il pose au jury, de rectifier ou de compléter le dispositif de l'arrêt de renvoi, à l'aide de ces données diverses. — Cr. r. 18 juin 1885, D. P. 87. 1. 96.

Art. 272. Aussitôt que le procureur général ou son substitut aura reçu les pièces, il apportera tous ses soins à ce que les actes préliminaires soient faits et que tout soit en état, pour que les débats puissent commencer à l'époque de l'ouverture des assises. — *Instr.* 217, 242, 243, 291, 303.

R. v° *Ministère public*, 288 s. — **S.** *eod.* v°, 228 s.

Après l'arrêt de renvoi (hors le cas de flagrant délit ou de délit assimilé au flagrant delit), les procureurs de la République, pas plus que les procureurs généraux eux-mêmes, ne peuvent, sans violer les regles de la compétence et sans intervertir l'ordre des juridictions, faire aucun acte d'instruction, ni par consequent déléguer pour faire ces actes aucun magistrat ni officier de police judiciaire. — Cr. r. 16 juill. 1892, D. P. 93. 1. 431.

Art. 273. Il assistera aux débats; il requerra l'application de la peine; il sera présent à la prononciation de l'arrêt. — *Instr.* 153, 190, 252, 265, 362.

R. v° *Instr. crim.*, 882 s., 964 s., 2196; *Ministère public*, 61 s., 303. — **S.** v[is] *Ministère public*, 3 s., 239; *Proc. crim.*, 1031 s., 1152 s.

Art. 274. Le procureur général, soit d'office, soit par les ordres du ministre de la justice, charge le procureur royal [*le procureur de la République*] de poursuivre les délits dont il a connaissance.— *Instr.* 27, 249, 250, 287.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1496). — Art. 45. — V. *suprà*, sous l'art. 271.

. . . . . .

47. Les substituts du procureur général exercent la même action dans les mêmes cas, d'apres les mêmes règles, sous la surveillance et la direction du procureur général.

En cas d'absence ou empêchement du procureur general, il est remplace par le premier avocat général.

Décret du 6 juillet 1810, *contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1498). — Art. 42. Toutes les fonctions du ministere public sont specialement et personnellement confiees a nos procureurs generaux.

Les avocats généraux et les substituts ne participent a l'exercice de ces fonctions que sous la direction des procureurs généraux.

R. v° *Instr. crim*, 37 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 63 s.

Art. 275. Il reçoit les dénonciations et les plaintes qui lui sont adressées directement, soit par la cour royale [*la cour d'appel*], soit par un fonctionnaire public, soit par un simple citoyen, et il en tient registre.

Il les transmet au procureur du Roi [*au procureur de la République*]. — *Instr.* 63, 64.

R. v° *Instr. crim*, 457 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 642 s.

Art. 276. Il fait, au nom de la loi, toutes les réquisitions qu'il juge utiles; la cour est tenue de lui en donner acte et d'en délibérer. — *Instr.* 219, 224, 408.

R. v° *Ministère public*, 295 s. — **S.** *eod.* v°, 234 s.

Art. 277. Les réquisitions du procureur général doivent être de lui signées; celles faites dans le cours d'un débat seront retenues par le greffier sur son procès-verbal; et elles seront aussi signées par le procureur général : toutes les décisions auxquelles auront donné lieu ces réquisitions, seront signées par le juge qui aura présidé et par le greffier. — *Instr.* 370.

R. v[is] *Instr. crim.*, 3619 s; *Jugement*, 845 s.; *Ministère public*, 298 s. — **S.** v[is] *Jugement*, 674 s.; *Ministère public*, 235 s; *Proc. crim.*, 2299 s.

Art. 278. Lorsque la cour ne déférera pas à la réquisition du procureur général, l'instruction ni le jugement ne seront arrêtés ni suspendus, sauf après l'arrêt, s'il y a lieu, le recours en cassation par le procureur général. — *Instr.* 416.

R. v° *Cassation*, 196 s. — **S.** *eod.* v°, 61 s.

Art. 279. Tous les officiers de police judiciaire, même les juges d'instruction, sont soumis à la surveillance du procureur général.

Tous ceux qui, d'après l'article 9 du présent Code, sont, à raison de fonctions, même administratives, appelés par la loi à faire quelques actes de la police judiciaire, sont, sous ce rapport seulement, soumis à la même surveillance. — *Instr.* 9, 57.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1496). — Art. 45. Les procureurs généraux... auront la surveillance de tous les officiers de police judiciaire... du ressort.

R. vis *Discipline judiciaire*, 218 s.; *Instr. crim.*, 250 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 381 s.

Art. 280. En cas de négligence des officiers de police judiciaire et des juges d'instruction, le procureur général les avertira : cet avertissement sera consigné par lui sur un registre tenu à cet effet.

Art. 281. En cas de récidive, le procureur général les dénoncera à la cour.

Sur l'autorisation de la cour, le procureur général les fera citer à la chambre du conseil.

La cour leur enjoindra d'être plus exacts à l'avenir, et les condamnera aux frais tant de la citation que de l'expédition et de la signification de l'arrêt. — *Instr.* 415; *T. cr.* 42, 71.

Art. 282. Il y aura récidive, lorsque le fonctionnaire sera repris, pour quelque affaire que ce soit, avant l'expiration d'une année, à compter du jour de l'avertissement consigné sur le registre.

R. v° *Discipline judiciaire*, 218 s.

Art. 283. Dans tous les cas où les procureurs du Roi [*les procureurs de la République*] et les présidents sont autorisés à remplir les fonctions d'officier de police judiciaire ou de juge d'instruction, ils pourront déléguer au procureur du Roi [*au procureur de la République*], au juge d'instruction, et au juge de paix, même d'un arrondissement communal voisin du lieu du délit, les fonctions qui leur sont respectivement attribuées, autres que le pouvoir de délivrer les mandats d'amener, de dépôt et d'arrêt contre les prévenus. — *Instr.* 83, 84, 303, 431, 484, 488.

R. v° *Instr. crim.*, 570 s. — **S.** *cod.* v°, 797 s.

§ 3. — Fonctions du procureur du Roi au criminel.

Plusieurs dispositions de ce paragraphe sont sans objet depuis la loi du 25 décembre 1815, *qui supprime les procureurs au criminel* [*Note du* Bulletin des lois *sous l'ordonnance du 28 avril* 1832 *contenant le texte officiel du Code d'instruction criminelle*].

Art. 284. *Le procureur du Roi au criminel, dont il est parlé en l'article* 253, *remplacera près la cour d'assises le procureur général dans les départements autres que celui où siége la cour royale; sans préjudice de la faculté que le procureur général aura toujours de s'y rendre lui-même pour y exercer ses fonctions.*

Art. 285. *Ce substitut résidera dans le chef-lieu du département.*

Art. 286. *Si les assises se tiennent dans une autre ville que le chef-lieu, il s'y transportera.*

Art. 287. *Le procureur du Roi au criminel remplira aussi les fonctions du ministère public dans l'instruction et dans le jugement des appels de police correctionnelle.*

Art. 288. *En cas d'empêchement momentané, il sera remplacé par le procureur du Roi près le tribunal de première instance du chef-lieu.*

Art. 289. *Il surveillera les officiers de police judiciaire du département.*

Art. 290. *Il rendra compte au procureur général, une fois tous les trois mois, et plus souvent s'il en est requis, de l'état de la justice du département, en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police.*

Loi du 25 décembre 1815, *relative à la suppression des places de substituts des procureurs généraux faisant fonctions de nos procureurs criminels dans les départements* (**R.** v° *Ministère public*, p. 6). — Art. 1er. Les places de substituts des procureurs généraux faisant fonctions de procureurs criminels dans les departements sont supprimées.

2. Les fonctions du ministère public qu etaient attribuees à nos procureurs au criminel seront exercees par nos procureurs près les tribunaux de premiere instance des arrondissements dans lesquels siegeront les cours d'assises, ou par leurs substituts.

3. Les fonctions de surveillance qui étaient attribuées à nos procureurs au criminel par le Code d'instruction criminelle, et les règlements postérieurs seront exercées directement par nos procureurs généraux.

CHAPITRE III.

De la procédure devant la cour d'assises.

Art. 291. Quand l'accusation aura été prononcée, si l'affaire ne doit pas être jugée dans le lieu où siège la cour royale [*la cour d'appel*], le procès sera, par les ordres du procureur général, envoyé, dans les vingt-quatre heures, au greffe du tribunal de première instance du chef-lieu du département, ou au greffe du tribunal qui pourrait avoir été désigné.

Dans tous les cas, les pièces servant à conviction qui seront restées déposées au greffe du tribunal d'instruction, ou qui auraient été apportées à celui de la cour royale [*la cour d'appel*], seront réunies dans le même délai au greffe où doivent être remises les pièces du procès. — *Instr.* 133.

Art. 292. Les vingt-quatre heures courront du moment de la signification, faite à l'accusé, de l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises.

L'accusé, s'il est détenu, sera, dans le même délai, envoyé dans la maison de justice du lieu où doivent se tenir les assises. — *Instr.* 242; *T. cr.* 71.

R. v° *Instr. crim.*, 1248 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1353 s.

Sur les formes de la translation des accusés réglées par les articles 4 à 7 du décret du 18 juin 1811 et par l'ordonnance du 2 mars 1845, V. infra, Appendice au present Code, I, *Frais de justice criminelle.*

Art. 293. Vingt-quatre heures au plus tard après la remise des pièces au greffe et l'arrivée de l'accusé dans la maison de justice, celui-ci sera interrogé par le président de la cour d'assises, ou par le juge qu'il aura délégué. — *Instr.* 93, 266.

Décret du 6 juillet 1810, *contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1498). — Art. 91. Si, vingt-quatre heures après l'arrivée d'un accusé dans la maison de jus-

tice, le président des assises n'est pas sur les lieux, et qu'il n'y ait point de juge par lui délégué, conformément à l'article 293 du Code d'instruction criminelle, pour interroger les accusés, il sera procédé a l'interrogatoire par le président du tribunal de première instance, ou par un juge qu'il aura commis a cet effet.

R. v° *Instr. crim.*, 1250 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1357 s. — **T.** (87-97), v° *Instr. crim.*, 54 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 293, nos 1 s.

1. L'interrogatoire de l'accusé, vingt-quatre heures au plus tard après son arrivée dans la maison de justice, est une formalite substantielle dont l'omission ou la constatation irréguliere entraîne la nullite de toute la procédure. — Cr. c. 1er juill. 1892, D. P. 92. 5. 364.

2. Les prescriptions de l'art. 293 relatives a l'interrogatoire de l'accusé par le president de la cour d'assises, ne sont applicables que dans le cas de crimes passibles de peines afflictives et infamantes. — Cr. r. 27 janv. 1893, D. P. 94. 1. 31.

3. Elles ne concernent pas les prevenus de *délits*, passibles de peines correctionnelles, alors même que ces délits sont de la competence de la cour d'assises. — Même arrêt.

4. Lorsque le président de la cour d'assises n'est pas sur les lieux, et n'a point usé du droit de délégation que lui donne l'art. 293, le president du tribunal de première instance a un pouvoir propre pour deléguer ainsi à un juge du tribunal son droit de procéder à l'interrogatoire de l'accuse. — Cr. r. 14 nov. 1889, *Bull. crim.*, no 338.

5. Le président des assises a le droit d'appeler un interprète à l'interrogatoire préalable subi à la maison de justice ; il n'y a là pour lui qu'une simple faculté : l'art. 293 n'exige dans aucun cas l'intervention d'un interprète. — Cr. r. 13 août 1891, D. P. 93. 1. 304, sous-note *a*.

6. Aucune formule sacramentelle n'étant prescrite pour la forme de l'interrogatoire prealable subi par l'accusé, il ne peut resulter de nullite de ce que le president des assises, après avoir, conformement aux art. 293 et suiv. c. instr. crim., fait subir à l'accusé un interrogatoire de pure forme, lui a, en outre, fait preciser les circonstances dans lesquelles il avait commis son crime. — Cr. r. 13 sept. 1900, D. P. 1904. 1. 25.

7. Le président des assises n'excède pas ses pouvoirs en constatant que l'accusé a verse des larmes pendant l'interrogatoire préalable qu'il lui faisait subir. — Même arrêt.

Art. 294. L'accusé sera interpellé de déclarer le choix qu'il aura fait d'un conseil pour l'aider dans sa défense ; sinon le juge lui en désignera un sur-le-champ, à peine de nullité de tout ce qui suivra.

Cette désignation sera comme non avenue, et la nullité ne sera pas prononcée, si l'accusé choisit un conseil. — *Instr.* 311, 335, 468.

R. vis *Défense*, 31 s. ; *Instr. crim.*, 1267 s. — **S.** vis *Défense*, 11 s. ; *Proc. crim.*, 1381 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 294, nos 1 s.

1. Le président peut désigner un défenseur unique pour plusieurs accuses. — Cr. r. 15 dec. 1892, D. P. 94. 1. 139.

2. Dans le cas où l'accusé a choisi lui-même un défenseur et où celui-ci, pour une raison quelconque, s'abstient de prêter son concours à l'accusé, il n'y a pas violation du droit de la défense dans le refus de la cour d'assises de renvoyer une affaire pour le motif que le defenseur choisi par l'accusé est empêché, lorsqu'un autre avocat, désigne d'office, a assiste continuellement l'accuse. — Cr. r. 8 fevr 1889, S. v° *Proc. crim.*, 1383 ; *Bull. crim.*, no 55.

3. . . Et encore que cet avocat se serait borne à s'en rapporter à la conscience des jurés. — Même arrêt.

Art. 295. Le conseil de l'accusé ne pourra être choisi par lui ou désigné par le juge que parmi les avocats ou avoués de la cour royale [*la cour d'appel*] ou de son ressort, à moins que l'accusé n'obtienne du président de la cour d'assises la permission de prendre pour conseil un de ses parents ou amis.

R. v° *Défense*, 31 s. — **S.** *eod. v°*, 11 s.

Art. 296. Le juge avertira de plus l'accusé que, dans le cas où il se croirait fondé à former une demande en nullité, il doit faire sa déclaration

dans les cinq jours suivants, et qu'après l'expiration de ce délai il n'y sera plus recevable.

L'exécution du présent article et des deux précédents sera constatée par un procès-verbal, que signeront l'accusé, le juge et le greffier : si l'accusé ne sait ou ne veut pas signer, le procès-verbal en fera mention. — *Instr.* 261.

R. vis *Cassation*, 166 s., 550 s.; *Instr. crim.*, 1307 s. — **S.** vis *Cassation*, 55 s., 124 s.; *Proc. crim.*, 1395 s. — **T.** (87-97), v° *Instr. crim.*, 67 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 296, nos 1 s.

1. Aucune disposition de loi n'interrompt, en cas de comparution prematurée de l'accuse devant la cour d'assises, le cours du délai à lui imparti pour se pourvoir contre l'arrêt de la chambre d'accusation. — Cr. r. 23 déc. 1898, *Bull. crim.*, n° 376.

2. La disposition de l'art. 296 qui determine le délai dans lequel peut être formée la demande en nullité contre l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises n'est applicable qu'aux accusations portant sur des crimes de nature à entraîner des peines afflictives et infamantes. — Cr. r. 31 janv. 1889, D. P. 90. 1. 47.

3. Le delai dont parle l'art. 296 doit être de cinq jours pleins ; et le jour de l'interrogatoire ne doit pas être compris dans ce delai de cinq jours. — Cr. c. 27 août 1891, *Bull. crim.*, n° 178.

4. Le délai de cinq jours fixé par l'art. 296 doit être observe dans toute son étendue, et si l'accuse n'y a pas renonce en tout ou en partie, l'ouverture des débats avant l'expiration de ce délai est une cause de nullité. — Même arrêt.

5. Une fois donnee, la renonciation de l'accusé (au droit de se pourvoir contre l'arrêt de renvoi, ainsi qu'au délai de cinq jours qui lui est imparti en même temps pour préparer sa défense) ne peut plus être rétractée pour aucun motif. — Cr. r. 20 mars 1891, D. P. 92. 1. 255. — Cr. r. 14 juin 1894, D. P. 95. 1. 23.

En ce qui concerne le procès-verbal de l'interrogatoire, de l'interpellation à l'accusé prescrite par l'article 294 *et de l'avertissement relatif au délai du pourvoi*, **V. C. instr. crim. ann.**, p. 580 s. — V. aussi **R.** v° *Instr. crim.*, 1263 s.; **S.** v° *Proc. crim.*, 1369 s.

Art. 297. Si l'accusé n'a point été averti, conformément au précédent article, la nullité ne sera pas couverte par son silence : ses droits seront conservés, sauf à les faire valoir après l'arrêt définitif.

R. v° *Instr. crim.*, 1312 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1399.

Art. 298. Le procureur général est tenu de faire sa déclaration dans le même délai, à compter de l'interrogatoire, et sous la même peine de déchéance portée en l'article 296.

R. v° *Cassation*, 166 s., 404, 550 s. — **S.** *eod. v°*, 55 s. 124 s.

Art. 299. (*L.* 10 *juin* 1853.) La demande en nullité ne peut être formée que contre l'arrêt de renvoi et dans les quatre cas suivants :

1° Pour cause d'incompétence ;
2° Si le fait n'est pas qualifié crime par la loi ;
3° Si le ministère public n'a pas été entendu ;
4° Si l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de juges fixé par la loi.

Ancien art. 299. — *La déclaration de l'accusé et celle du procureur général doivent énoncer l'objet de la demande en nullité. — Cette demande ne peut être formée que contre l'arrêt de renvoi à la cour d'assises, et dans les trois cas suivants : — 1° Si le fait n'est pas qualifié crime par la loi ; — 2° Si le ministère public n'a pas été entendu ; — 3° Si l'arrêt n'a pas été rendu par le nombre de juges fixé par la loi.*

R. vis *Cassation*, 166 s., 926 ; *Instr. crim*, 1307 s. — **S.** vis *Cassation*, 55 s.; *Proc. crim.*, 1250 s. — **T.** (87-97), v° *Cassation*, 595 s.

1. Il resulte de la combinaison des art. 299 et 408 que les vices reprochés à la procedure antérieure à l'arrêt de renvoi sont couverts par le defaut de pourvoi contre cet arrêt. — Cr. r. 13 mai 1892, D. P. 93. 1. 129. — Cr. r. 20 mars 1903, D. P. 1903. 1. 200.

2. La partie civile est, en principe, irrecevable a se pourvoir en cassation contre un arrêt de non-lieu. — Cr. r 3 nov. 1887, D. P. 88. 1. 236.

3 Le prevenu est sans interêt et non recevable à se pourvoir contre l'arrêt de la chambre d'accusation qui se borne à le renvoyer en police correctionnelle, en statuant sur la prevention du delit, sans trancher aucune question de competence, et qui laisse entière la liberté d'appréciation du tribunal. — Cr. r. 18 sept. 1890, D. P. 91. 1. 192. — Cr. r. 12 déc. 1890, D. P. 91 5 308.

4. Le pourvoi serait, au contraire, recevable contre l'arrêt qui renvoie le prevenu en police correctionnelle s'il statuait sur une question d'incompétence ou préjugeait, par quelque disposition definitive, certaines questions du procès. — Mêmes arrêts.

Art. 300. La déclaration doit être faite au greffe.

Aussitôt qu'elle aura été reçue par le greffier, l'expédition de l'arrêt sera transmise par le procureur général près la cour royale [*la cour d'appel*] au procureur général près la cour de cassation, laquelle sera tenue de prononcer, toutes affaires cessantes. — *Instr.* 417, 425, 429; *T. cr.* 42.

R. v° *Cassation*, 817, 840 s.

Art. 301. (*L.* 10 *juin* 1853.) Nonobstant la demande en nullité, l'instruction est continuée jusqu'aux débats exclusivement.

Mais, si la demande est faite après l'accomplissement des formalités et l'expiration du délai qui sont prescrits par l'article 296, il est procédé a l'ouverture des débats et au jugement. La demande en nullité et les moyens sur lesquels elle est fondée ne sont soumis à la cour de cassation qu'après l'arrêt définitif de la cour d'assises.

Il en est de même à l'égard de tout pourvoi formé, soit après l'expiration du délai légal, soit pendant le cours du délai après le tirage du jury, pour quelque cause que ce soit.

Ancien art. 301. — *Nonobstant la demande en nullité, l'instruction sera continuée jusqu'aux débats exclusivement*

R. v° *Instr. crim.*, 1342 s.

Art. 302. Le conseil pourra communiquer avec l'accusé après son interrogatoire.

Il pourra aussi prendre communication de toutes les pièces, sans déplacement et sans retarder l'instruction.

R. v^is *Défense*, 91 s.; *Instr. crim.*, 1270 s, 1275 s. — S. v^is *Défense*, 24 s; *Proc. crim.*, 1385 s., 1387 s. — V. aussi C. instr. crim. ann., art. 302, n^os 1 s

1. On doit annuler pour violation des droits de la defense l'arrêt duquel il resulte que des pieces nouvelles ont ete versées aux debats sans avoir ete communiquees à l'accuse ou a son defenseur, et qui refuse le renvoi de l'affaire à la prochaine session, par l'unique motif que ces pièces nouvelles auraient ete produites à titre de simple renseignement. — Cr. c. 8 sept. 1887, S. v° *Proc. crim.*, 1392-3°; *Bull. crim.*, n° 333.

2. Le retard apporte à la communication des pièces autorise seulement le defenseur a prendre des conclusions a fin de renvoi de l'affaire à un autre jour ou à la session suivante. — Cr. r. 14 avr. 1892, S. v° *Proc. crim.*, 1393-2°, *Bull. crim*, n° 109.

3. Faute d'avoir fait une telle demande, le defenseur ne peut se plaindre de ce retard devant la cour de cassation et alleguer une violation des droits de la defense. — Même arrêt.

4. D'apres un autre arrêt, lorsque la communication d'une piece a l'accuse n'a pas eu lieu en temps utile, il y a violation des droits de la defense, et la cas-

sation doit être prononcée. — Cr. c. 16 juill. 1892, D. P. 93. 1. 431. — Comp., en sens contraire, la note de M. Sarrut, D. P. 93. 1. 431.

Art. 303. S'il y a de nouveaux témoins à entendre, et qu'ils résident hors du lieu où se tient la cour d'assises, le président, ou le juge qui le remplace, pourra commettre, pour recevoir leurs dépositions, le juge d'instruction de l'arrondissement où ils résident, ou même d'un autre arrondissement : celui-ci, après les avoir reçues, les enverra closes et cachetées au greffier qui doit exercer ses fonctions à la cour d'assises. — *Instr.* 88, 84, 90, 283, 431, 433; *T. cr.* 33, 71.

R. v° *Instr. crim.*, 1315 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1410 s. — **T.** (87-97), v° *Instr. crim.*, 70 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 303, nos 1 s.

1. Il résulte de l'art. 303 c. instr. crim combiné avec les art. 267, 268, 293 du même Code que, lorsque la cour d'assises a été saisie par un arrêt de renvoi, le *président* de cette cour a *seul* reçu de la loi une délégation formelle pour *compléter l'instruction* des affaires criminelles. — Cr c. 16 juill. 1892, D. P. 93. 1. 431.

2. Le ministère public peut, postérieurement à l'arrêt de renvoi, charger la gendarmerie de procéder à des investigations relatives à l'affaire, lorsque ces investigations ne constituent pas des actes d'instruction, mais sont recueillies à titre de simples renseignements. — Cr. r. 22 déc. 1887, v° *Proc. crim.*, 1411-12° ; *Bull. crim*, n° 441.

3. La faculté de procéder à une instruction complémentaire est expressément conférée au président des assises par l'art 301, qui énonce que l'instruction est continuée jusqu'aux débats inclusivement. — Cr. r. 31 janv. 1895 (motifs), D. P. 99. 1. 462-463.

4. Si l'art. 303 ne vise que l'audition de nouveaux témoins, ses termes ne sont pas restrictifs et n'ont pas eu pour but de prohiber l'audition de témoins déjà entendus. — Même arrêt.

5. Et, d'après une jurisprudence aujourd'hui fixée, il peut, avant l'ouverture des débats, entendre ou faire entendre par commission rogatoire, avec prestation de serment, non seulement des témoins nouveaux, mais aussi des témoins déjà entendus dans l'instruction écrite. — Même arrêt.

Art. 304. Les témoins qui n'auront pas comparu sur la citation du président ou du juge commis par lui, et qui n'auront pas justifié qu'ils en étaient légitimement empêchés, ou qui refuseront de faire leurs dépositions, seront jugés par la cour d'assises et punis conformément à l'article 80. — *Instr.* 80; *T. cr.* 42.

R. vis *Instr. crim.*, 491, 493, 507 ; *Témoignage faux*, 21 ; *Témoin*, 306, 492.

Art. 305. Les conseils des accusés pourront prendre ou faire prendre, à leurs frais, copies de telles pièces du procès qu'ils jugeront utiles à leur défense.

Il ne sera délivré gratuitement aux accusés, en quelque nombre qu'ils puissent être, et dans tous les cas, qu'une seule copie des procès-verbaux constatant le délit, et des déclarations écrites des témoins.

Les présidents, les juges et le procureur général, sont tenus de veiller à l'exécution du présent article. — *T. cr.* 42, 54, 55.

Loi du 29 frimaire an VIII, *qui détermine la manière dont les copies des pièces de procédure seront délivrées aux accusés* (**R.** v° *Instruction criminelle*, p. 45). — Art. 2. Dans les procès où les frais d'impression de ces copies peuvent être moindres que si elles étaient délivrées manuscrites, elles seront imprimées.

Les dispositions de cette loi semblent maintenues par l'article 104 *du tarif criminel* (Décr. 18 juin 1811, art. 104, Appendice au présent Code).

R. v° *Instr. crim.*, 1275 s. — **S.** v° *Proc. crim*, 1387 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 305, nos 1 s.

1. La remise à l'accuse des pieces énoncées à l'art. 305 n'est pas prescrite à peine de nullite. — Cr. r. 14 avr. 1892, *Bull. crim.*, nº 109. — Cr. r. 25 juin 1898, *Bull. crim.*, nº 232.

2. La disposition de l'art. 305 n'étant pas prescrite a peine de nullité, les inexactitudes ou omissions qui peuvent se trouver dans la copie des pièces d'une procedure ne sauraient vicier la procedure ulterieure. — Cr. r. 3 dec. 1892, S. vº *Proc. crim.*, 1391-1º ; *Bull. crim.*, nº 319.

3. On ne peut puiser dans la remise tardive des pièces qu'un motif de surseoir aux debats, et, si ce sursis n'a ete demandé ni avant l'ouverture des debats ni au cours des débats, le defenseur ne peut transformer devant la cour de cassation en moyen de nullite la tardiveté qui aurait été apportée dans la délivrance des copies des pièces de l'instruction. — Cr. r. 12 avr. 1888, S. vº *Proc. crim.*, 1393-4º ; *Bull. crim*, nº 138. — V. aussi Cr. r. 30 août 1906, D. P. 1907. 1. 419.

Art. 306. Si le procureur général ou l'accusé ont des motifs pour demander que l'affaire ne soit pas portée à la première assemblée du jury, ils présenteront au président de la cour d'assises une requête en prorogation de délai.

Le président décidera si cette prorogation doit être accordée; il pourra aussi, d'office, proroger le délai. — *Instr.* 266, 354; *T. cr.* 55.

R. vº *Instr. crim.*, 1999 s. — **S.** vº *Proc. crim.*, 1617 s.

D'une manière absolue, avant le tirage au sort du jury, le président des assises a compétence exclusive pour prononcer sur les demandes en renvoi de l'affaire à une autre session, quelle que soit la cause sur laquelle ces demandes sont fondees, et la cour ne peut statuer sur lesdites demandes. — C. d'ass. de Vaucluse, 29 oct. 1886, et, sur pourvoi, Cr. r. 2 déc. 1886 (sol. impl.), D. P. 87. 1. 285.

Art. 307. Lorsqu'il aura été formé à raison du même délit plusieurs actes d'accusation contre différents accusés, le procureur général pourra en requérir la jonction, et le président pourra l'ordonner, même d'office. — *Instr.* 226.

R. vº *Instr. crim.*, 1350 s. — **S.** vº *Proc. crim.*, 1415 s.

1. Bien que la loi n'ait point prévu le cas, le président peut ordonner la jonction de plusieurs actes d'accusation dresses en même temps contre le *même accusé* pour des *crimes différents*. — Cr. r. (sur ce moy.) 3 juin 1893, D. P. 95. 1. 408.

2. Le president qui ordonne la jonction doit faire notifier, par un huissier, ou par le greffier de la cour, l'ordonnance de jonction à chacun des accusés ; toutefois, cette notification n'etant pas exigée par la loi, l'irregularite dont elle serait entachee ne constituerait pas une cause de nullite. — Cr. r. 31 mars 1892, *Bull. crim.*, nº 93.

3. Il n'est même pas necessaire, en cas de jonction de deux actes d'accusation dressés contre des accuses differents, de signifier a chacun des accusés copie de l'acte d'accusation et de l'arrêt de renvoi concernant ses coaccusés. — Cr. r. 19 mai 1892, S. vº *Proc. crim.*, 1419 ; *Bull. crim.*, nº 150.

Art. 308. Lorsque l'acte d'accusation contiendra plusieurs délits non connexes, le procureur général pourra requérir que les accusés ne soient mis en jugement, quant à présent, que sur l'un ou quelques-uns de ces délits, et le président pourra l'ordonner d'office. — *Instr.* 227, 526.

R. vº *Instr. crim.*, 1365 s. — **S.** vº *Proc. crim.*, 1421 s.

Art. 309. Au jour fixé pour l'ouverture des assises, la cour ayant pris séance, douze jurés se placeront, dans l'ordre désigné par le sort, sur des sièges séparés du public, des parties et des témoins, en face de celui qui est destiné à l'accusé. — *Instr.* 405.

R. vº *Instr. crim.*, 1961 s.

CHAPITRE IV.

De l'examen, du jugement, et de l'exécution.

SECTION PREMIÈRE.

De l'examen.

Art. 310. L'accusé comparaîtra libre, et seulement accompagné de gardes pour l'empêcher de s'évader. Le président lui demandera son nom, ses prénoms, son âge, sa profession, sa demeure et le lieu de sa naissance. — *Instr.* 294.

L'article 310 *a été complète par les textes suivants :*

Loi du 9 septembre 1835,

Sur les cours d'assises (**R.** v° *Instr. crim.*, p. 340)

Art. 8. Au jour indiqué pour la comparution à l'audience, si les prevenus ou quelques-uns d'entre eux refusent de comparaître, sommation d'obéir à justice leur sera faite au nom de la loi, par un huissier commis à cet effet par le president de la cour d'assises, et assisté de la force publique. L'huissier dressera procès-verbal de la sommation et de la réponse des prévenus.

9. Si les prévenus n'obtempèrent point à la sommation, le president pourra ordonner qu'ils soient amenés par la force devant la cour; il pourra également, après lecture faite à l'audience du procès-verbal constatant leur résistance, ordonner que, nonobstant leur absence, il soit passé outre aux debats.

Après chaque audience, il sera, par le greffier de la cour d'assises, donné lecture aux prévenus qui n'auront point comparu du procès-verbal des débats, et il leur sera signifié copie des réquisitoires du ministère public ainsi que des arrêts rendus par la cour, qui seront tous réputes contradictoires.

10. La cour pourra faire retirer de l'audience et reconduire en prison tout prévenu qui, par des clameurs ou par tout autre moyen propre à causer du tumulte, mettrait obstacle au libre cours de la justice, et, dans ce cas, il sera procédé aux débats et au jugement comme il est dit aux deux articles précédents.

11. Tout prevenu ou toute personne présente à l'audience d'une cour d'assises, qui causerait du tumulte pour empêcher le cours de la justice, sera, audience tenante, déclaré coupable de rébellion et puni d'un emprisonnement qui n'excédera pas deux ans, sans préjudice des peines portées au Code pénal contre les outrages et violences envers les magistrats.

12. Les dispositions des articles 8, 9, 10 et 11 s'appliquent au jugement de tous les crimes et délits devant toutes les juridictions.

R. v° *Instr. crim*, 2197 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1717 s. — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 81 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, p. 601 s.

1. Aucune disposition de loi n'impose au ministere public l'obligation de faire délivrer une assignation prealable aux accuses avant leur comparution devant la cour d'assises. — Cr. r. 30 août 1894, D. P. 96. 1. 473.

2. Le moyen tire de la violation de l'art 310 et consistant en ce que les menottes auraient ete laissees a l'accuse lors de la visite des lieux ordonnee par la cour est irrecevable. — Cr. r. 20 decembre 1889, S. v° *Proc. crim*, 1718-4°, *Bull. crim.*, n° 400.

3. La presence de l'accuse à toutes les phases du debat constitue, sauf les cas expressement determines par la loi, une formalité substantielle. — Cr. c. 1er mars 1889, D. P. 89. 1. 391.

4 La presence du defenseur ne suffit pas pour rendre le débat contradictoire. — Même arrêt.

5 L'accuse peut, aux termes de l'art. 10 de la loi du 9 sept. 1835, être expulsé de l'audience et reintegré en prison, si, par ses clameurs, ou par tout autre moyen propre

à causer du tumulte, il met obstacle à la marche de la justice. — Cr. r. 10 fevr. 1887, S. v° *Proc. crim.*, 1722 ; *Bull. crim.*, n° 55.

6. ... Alors, d'ailleurs, que cette expulsion est ordonnée sur les réquisitions du ministère public, l'accusé et son avocat ayant été entendus en leurs observations. — Même arrêt

En ce qui concerne l'interrogatoire de l'accusé, V. **C. instr. crim. ann.**, p. 604 s. — V. aussi **R.** v° *Instr. crim.*, 2239 s. ; **S.** v° *Proc. crim.* 1741 s.

Art. 311. Le président avertira le conseil de l'accusé qu'il ne peut rien dire contre sa conscience ou contre le respect dû aux lois, et qu'il doit s'exprimer avec décence et modération. — *Instr.* 294.

R. v° *Instr. crim.*, 2221.

Art. 312. Le président adressera aux jurés, debout et découverts, le discours suivant : — « Vous jurez et promettez devant Dieu et devant les hommes d'examiner avec l'attention la plus scrupuleuse les charges qui seront portées contre *N...* ; de ne trahir ni les intérêts de l'accusé, ni ceux de la société qui l'accuse ; de ne communiquer avec personne jusqu'après votre déclaration ; de n'écouter ni la haine ou la méchanceté, ni la crainte ou l'affection ; de vous décider d'après les charges et les moyens de défense, suivant votre conscience et votre intime conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre. »

Chacun des jurés, appelé individuellement par le président, répondra, en levant la main, *Je le jure* ; à peine de nullité.

R. v° *Instr. crim.*, 1944 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1596 s. — **T.** (87-97), v° *Serment*, 22 s.

1. Le serment imposé aux jures devant la cour d'assises est à la fois un acte civil et religieux contenant un engagement precis devant Dieu et devant les hommes, et si, par application du principe de la liberté religieuse, chacun a le droit de prêter serment suivant les exigences de son culte, l'élément religieux ne peut, à peine de nullité, être élimine de la formule du serment. — C. d'ass de la Marne, 17 juill. 1899, D. P. 99. 2. 340.

2. Le jure qui refuse de prêter le serment exigé par l'art. 312, en alléguant, par exemple, qu'il ne croit pas en Dieu, se met dans l'impossibilité de remplir sa mission. — Même arrêt.

3. Il est admis aujourd'hui que ce jure encourt la penalité fixée par les art. 396 et 398 du present Code. — Cr. r. 13 févr. 1886, D P. 86. 1. 430. C. d'ass. de la Seine-Inferieure, 16 mai 1892, D. P. 99. 2. 340, en note. — Cr. r. 7 juill. 1892, *Bull. crim.*, n° 201. — C. d'ass. de la Marne, 17 juill. 1899, précite.

4. La prescription de l'art. 312 c. instr. crim., aux termes de laquelle les jurés ecouteront debout et decouverts la formule de serment qui leur est lue par le president de la cour d'assises, ne constitue qu'une formalite extrinseque, non substantielle, dont l'omission ne saurait entrainer la nullite. — Cr. 29 juin 1905, D. P. 1905. 5. 34.

Art. 313. Immédiatement après, le président avertira l'accusé d'être attentif à ce qu'il va entendre.

Il ordonnera au greffier de lire l'arrêt de la cour royale [*la cour d'appel*] portant renvoi à la cour d'assises, et l'acte d'accusation.

Le greffier fera cette lecture à haute voix.

Art. 314. Après cette lecture, le président rappellera à l'accusé ce qui est contenu en l'acte d'accusation, et lui dira : « Voilà de quoi vous êtes accusé ; vous allez entendre les charges qui seront produites contre vous. »

R. v° *Instr. crim.*, 2222 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1731 s.

Art. 315. Le procureur général exposera le sujet de l'accusation ; il présentera ensuite la liste des témoins qui devront être entendus, soit

à sa requête, soit à la requête de la partie civile, soit à celle de l'accusé.

Cette liste sera lue à haute voix par le greffier.

Elle ne pourra contenir que les témoins dont les noms, profession et résidence auront été notifiés, vingt-quatre heures au moins avant l'examen de ces témoins, à l'accusé, par le procureur général ou la partie civile, et au procureur général par l'accusé; sans préjudice de la faculté accordée au président par l'article 269.

L'accusé et le procureur général pourront, en conséquence, s'opposer à l'audition d'un témoin qui n'aurait pas été indiqué ou qui n'aurait pas été clairement désigné dans l'acte de notification.

La cour statuera de suite sur cette opposition.

R. v^is *Instr. crim.*, 2227 s.; *Témoins*, 419 s. — **S.** v^is *Proc. crim.*, 1735 s; *Témoins*, 134 s. — **T.** (87-97), v° *Témoin*, 76 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 315, n^os 1 s.

1. Le ministère public peut et doit écarter de la liste des témoins ceux dont l'audition lui paraît inutile et frustratoire, bien qu'ils aient été entendus dans l'instruction. — Cr. r. 6 juill. 1893, D. P. 96. 1. 493.

2. Le ministère public n'est pas tenu de faire citer les témoins que l'accusé lui indique. — Cr. r. 27 juin 1895, D. P. 96. 1. 473. — Cr. r. 20 mars 1903, D. P. 1903. 1. 200.

3. Celui-ci peut citer lui-même tous ceux dont la déposition lui paraît utile à sa défense, et s'il n'a point usé de la faculté qui lui est ainsi impartie, cette abstention ne peut lui fournir un moyen de cassation. — Mêmes arrêts.

4. La notification de la liste des témoins faite à l'accusé dans un délai moindre que celui fixé par la loi n'entraîne pas de plein droit la nullité des débats, mais permet seulement à l'accusé de s'opposer à l'audition des témoins. — Cr. c. 9 avr. 1891, D. P. 92. 1. 144. — V. toutefois Cr. c. 14 janv. 1895, D. P. 99. 1. 491.

5. Le défaut ou l'irrégularité de la notification de la liste des témoins en cour d'assises peut seulement donner à l'accusé le droit de s'opposer à l'audition des témoins. — Cr. r. 26 avr. 1900, D. P. 1900. 1. 366. — Cr. r. 28 févr. 1907, D. P. 1907. 1. 391. — V. aussi Cr. r. 22 janv. 1892, D. P. 92. 1. 630.

6. Les témoins dont les noms n'ont pas été notifiés, ou ont été irrégulièrement ou tardivement notifiés, s'ils ne se trouvent d'ailleurs dans aucun cas d'incapacité personnelle prévue par la loi, n'en sont pas moins de véritables témoins; ces témoins doivent en cas de non-opposition être entendus avec prestation de serment. — Cr. c. 28 mars 1889, D. P. 89. 1. 440.

7. Le témoin régulièrement notifié qui ne s'est pas présenté à l'appel lors de l'ouverture de la séance, mais qui se présente ensuite au cours des débats, ne cesse point, malgré cette circonstance, d'être acquis aux débats; il doit donc être entendu avec prestation de serment. — Cr. c. 6 juin 1887, D. P. 88. 1. 45.

Art. 316. Le président ordonnera aux témoins de se retirer dans la chambre qui leur sera destinée. Ils n'en sortiront que pour déposer. Le président prendra des précautions, s'il en est besoin, pour empêcher les témoins de conférer entre eux du délit et de l'accusé, avant leur déposition.

R. v^is *Instr. crim.*, 2224 s.; *Témoins*, 507 s. — **S.** v^is *Proc. crim.*, 1739 s.; *Témoins*, 154 s. — **T.** (87-97), v° *Témoin*, 76 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 316, n^os 1 s.

1. La disposition de l'art. 316 aux termes de laquelle le président de la cour d'assises doit ordonner aux témoins de se retirer dans la chambre à eux destinée n'est pas prescrite à peine de nullité. — Cr. r. 31 mars 1887, D. P. 88. 1. 239. — Cr. r. 17 mai 1889, D. P. 89. 1. 317. — Cr. r. 20 mars 1891, D. P. 92. 1. 255. — Cr. r. 6 juill. 1893, D. P. 95. 1. 473. — Cr. r. 5 sept. 1895, D. P. *ibid.*

2. La mesure par laquelle le président de la cour d'assises a fait conduire dans la chambre des témoins, avant de l'entendre à titre de simple renseignement et après qu'elle a assisté à l'interrogatoire de l'accusé, une personne qui, assignée comme témoin, s'est constituée partie civile avant l'ouverture des débats, ne crée, tout irrégulière qu'elle soit, aucune cause de nullité. — Cr. r. 31 mars 1887, D. P. 88. 1. 239.

3. La disposition de l'art 316, aux termes de laquelle les témoins ne doivent pas conférer entre eux de l'affaire, n'est pas prescrite à peine de nullité. — Cr. r. 8 mai 1891, D. P. 91. 1. 399

Art. 317. Les témoins déposeront séparément l'un de l'autre, dans l'ordre établi par le procureur général. Avant de déposer, ils prêteront, à peine de nullité, le serment de parler sans haine et sans crainte, de dire toute la vérité et rien que la vérité.

Le président leur demandera leurs noms, prénoms, âge, profession, leur domicile ou résidence, s'ils connaissaient l'accusé avant le fait mentionné dans l'acte d'accusation, s'ils sont parents ou alliés, soit de l'accusé, soit de la partie civile, et à quel degré; il leur demandera encore s'ils ne sont pas attachés au service de l'un ou de l'autre : cela fait, les témoins déposeront oralement. — *Instr.* 75, 155, 156, 189, 477, 510; *Pr.* 262.

R. v[is] *Serment*, 132 s.; *Témoins*, 10 s., 524 s. — **S.** v[is] *Serment*, 35 s.; *Témoins*, 6 s., 159 s. — **T.** (87-97), v[o] *Témoin*, 76 s — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art 317.

1. Lorsqu'une poursuite en matière de presse est portee devant la cour d'assises, les temoins doivent prêter le serment prescrit par l'art. 317 c. instr. crim., et non le serment prescrit en matière correctionnelle par l'art 189 du même Code. — Cr. c. 23 juin 1900 (sol. impl.), D. P. 1900. 1. 613.

2. Tout obligés que soient les temoins de fournir leur témoignage sur les faits dont la preuve est recherchée par la justice, il est de leur devoir de ne donner aucune explication sur les faits dont ils n'ont eu connaissance qu'à raison de leur profession, et qui ne leur ont été réveles qu'a titre confidentiel. — Cr. r. 6 juill 1894, D. P. 99. 1. 171.

3 D'une maniere générale, toutes personnes depositaires par état ou profession des secrets qu'on leur confie et les auxiliaires ou confidents necessaires de ces personnes sont soumis à la loi du secret professionnel. — V. la note de M. de Laborie, D. P. 97 1. 233.

4. Pour les *avocats*, les *avoués* et les *ministres des cultes*, l'obligation du secret est absolue et d'ordre public, en sorte que ces personnes sont dispensées de deposer sur les faits qu'elles declarent n'avoir connus qu'à raison de leur profession ou de leur ministère. — Cr c. 20 mai 1899, D. P. 1900. 1. 25; — pour les ministres des cultes · Cr. c. 4 dec 1891, D. P. 92 1. 139.

5 Pour justifier le refus de répondre de l'avocat ou de l'avoué, il suffit qu'aucune circonstance ne soit relevée de nature à etablir qu'il n'etait pas réellement dans l'exercice de la profession d'avocat ou d'avoue, lorsqu'ont eu lieu les faits sur lesquels il est interpelle. — Cr. c. 20 mai 1899, precite.

6 Bien que les magistrats instructeurs ne soient pas énumérés par les art. 283 et suivants c. proc. civ. parmi les temoins reprochables, cependant les principes superieurs du secret de l'instruction criminelle et de la fidelite au serment professionnel de ne rien dévoiler des deliberations auxquelles ces magistrats prennent part, ne permettent pas de les entendre comme temoins en matière civile sur des faits se rattachant aux poursuites criminelles dont ils ont eu connaissance comme juges. — Toulouse, 1[er] août 1893, D. P. 94. 2. 90. — V. la note de M. Le Poittevin, D. P. 1904 1. 25.

7. La dispense de temoigner s'applique au greffier assermente attache au cabinet du juge d'instruction, ce greffier ayant l'impérieux devoir de garder le secret des procedures dirigees par le magistrat auprès duquel il est place. — Cr. c. 9 juill 1886, D. P. 86 1. 475.

8. Les « docteurs, officiers de sante ou sages-femmes » ne sont releves de l'obligation du secret professionnel à l'égard des maladies epidemiques par la loi du 30 nov. 1892 que dans la mesure necessaire aux communications qu'ils doivent adresser a l'autorite publique. — Cr. c. 13 mars 1897, D. P. 97. 1. 233

9. Et ces communications, confidentielles par leur nature, conservent ce même caractère quand elles sont parvenues aux représentants de l'autorite ou aux auxiliaires et confidents necessaires de ces representants. — Même arrêt.

10. . Notamment à un secrétaire de mairie. — Même arrêt.

11. A l'egard des prêtres catholiques, il n'y a pas a distinguer s'ils ont eu connaissance des faits par la voie de la confession ou en dehors de ce sacrement; ils sont dans tous les cas soumis au secret professionnel. — Cr. c 4 dec. 1891, D. P 92. 1. 139, avec le rapport de M. le conseiller Sallantin, et les conclusions de M l'avocat général Baudouin.

12. Un commissaire de police invoque à bon droit le secret professionnel pour se refuser a faire connaître les noms des personnes qui lui ont communiqué les renseignements qu'il donne à la cour d'assises. — Cr. r 6 juill. 1894, D. P. 99. 1. 171-172.

— Haute cour de justice, 6 dec. 1899, D P. 1903. 2. 345, et la note de M. Sarrut.

13. Doivent également être considéres comme depositaires par état ou profession des secrets d'autrui les inspecteurs de la sûrete. — Trib. corr. Seine, 26 déc. 1895, D. P. 96 1. 230-231.

14 L'audition sous serment d'un temoin frappé d'une condamnation à une peine affiictive ou infamante ne donne pas ouverture à cassation lorsqu'il n'y a pas eu, de la part du ministère public ou de l'accuse, opposition à ce que le serment fût prêté. — Cr. r. 30 nov. 1895, D. P. 96 1. 142 — V. aussi Cr. r. 19 mai 1900, D. P. 1901 1. 176

15. La disposition qui énonce que les temoins deposeront separement l'un de l'autre n'est point prescrite à peine de nullite. — Cr. r 4 nov. 1893, D. P 96 1. 473.

16. Il n'y a pas lieu pour un temoin de renouveler la formalité du serment chaque fois que son intervention aux debats est nécessaire. — Cr. r. 14 sept. 1893, D. P. 95. 1. 433 et la note de M Sarrut.

17. L'expert entendu comme témoin devant la cour d'assises, devra, indépendamment du serment de l'art. 317 qu'il a prête à titre de témoin, prêter, en outre, le serment spécial de l'art. 44, à peine de nullite, s'il est chargé, au cours des debats, de proceder à des opérations constituant en realité une nouvelle expertise. — Cr. c. 27 janv. 1887, D. P. 89. 1. 219.

18. Aucune disposition legale n'interdit aux témoins de prêter serment la main gantee — Cr. r. 8 juill. 1898, D. P. 99. 1. 614.

19 Par application de la règle du débat oral, la deposition des témoins doit, en principe, à peine de nullite, être orale. — Cr. c. 11 nov. 1892, D. P. 93. 1. 463. — Cr. c. 10 mai 1894, D. P. 94. 1. 462.

20. La lecture de la declaration écrite d'un temoin cité, *faite antérieurement* à la *déposition orale*, entraine la nullité des debats et du verdict — Cr. c. 24 mars 1892, D. P 92. 1. 527 — Cr. c. 1er juill. 1892, D. P. 92 5 611. — Cr. c. 10 mai 1894, D. P. 94. 1. 462

21. ... Même si elle a lieu en l'absence du temoin de la salle d'audience. — Cr. c. 24 mars 1892 et 1er juill. 1892, précites.

22. Un temoin peut cependant, au cours de sa déposition orale, consulter un carnet dans le but de preciser la date et le chiffre d'un versement qu'il déclarait avoir effectue entre les mains de l'accuse. — Cr. r. 26 sept. 1895, D. P. 99 1. 613. — V. aussi Cr. r. 17 mars 1899, D P. 99. 1. 613.

Art. 318. Le président fera tenir note, par le greffier, des additions, changements ou variations qui pourraient exister entre la déposition d'un témoin et ses précédentes déclarations.

Le procureur général et l'accusé pourront requérir le président de faire tenir les notes de ces changements, additions et variations. — *Instr.* 372.

R. v° *Témoins*, 571 s. — **S.** *eod* v°, 172 s

1. Les dispositions de l'art 318 c. instr. crim. aux termes duquel le president doit faire tenir note par le greffier des additions, changements ou variations qui peuvent exister entre la déposition d'un temoin et ses précédentes declarations, ne sont pas prescrites a peine de nullite. — Cr. r. 26 avr. 1900, D P. 1900. 1. 366.

2. Lorsque l'accuse n'a point use du droit qui lui appartient de faire constater au procès-verbal des débats les variations qui auraient pu se produire dans la deposition d'un temoin ou des contradictions existant entre la déposition d'un temoin et les déclarations faites par le même temoin devant le magistrat instructeur, cet accusé ne peut fonder un moyen de cassation sur l'existence de ces variations ou contradictions, puisque le fait n'est pas alors legalement etabli. — Cr. r. 30 mars 1899, *Bull. crim.*, n° 72.

3. L'exception admise par l'art. 318 à la règle prescrite a peine de nullite par l'art. 372 ne s'applique qu'aux changements et variations des temoins dans leurs depositions, et non des accusés dans leurs réponses. — Cr. c. 6 mars 1891, D. P. 91. 5. 156.

Art. 319. Après chaque déposition, le président demandera au témoin si c'est de l'accusé présent qu'il a entendu parler; il demandera ensuite à l'accusé s'il veut répondre à ce qui vient d'être dit contre lui.

Le témoin ne pourra être interrompu : l'accusé ou son conseil pourront le questionner par l'organe du président, après sa déposition, et dire, tant contre lui que contre son témoignage, tout ce qui pourra être utile à la défense de l'accusé.

Le président pourra également demander au témoin et à l'accusé tous les éclaircissements qu'il croira nécessaires à la manifestation de la vérité.

Les juges, le procureur général et les jurés auront la même faculté, en demandant la parole au président. La partie civile ne pourra faire de questions, soit au témoin, soit à l'accusé, que par l'organe du président.

R. v[is] *Instr. crim.*, 2233 s.; *Témoins*, 242 s., 560 s. — **S.** v[is] *Proc. crim*, 1738; *Témoins*, 87 s, 168 s — **T.** (87-97), v[o] *Cour d'assises*, 77 s — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 319, n[os] 1 s.

1. La loi prescrit au président de demander à chaque témoin, après sa déposition, si c'est bien de l'accusé présent qu'il a entendu parler; mais cette disposition de l'art. 319 n'est pas prescrite à peine de nullité. — Cr. r. 6 janv. 1893, D. P. 93. 1. 102. — Cr. r. 7 févr. 1895, D. P. 1900. 1. 55.

2. La constatation au proces-verbal que, apres chaque deposition de temoin, le president de la cour d'assises s'est conformé aux prescriptions de l'art. 319 implique que les accuses ont été chaque fois appelés en temps utile a fournir leurs explications. — Cr. r. 6 juill. 1894, D. P. 99. 1. 171.

3. Le jure qui demande une mesure d'instruction supplémentaire use d'un droit confere au jury par l'art. 319 c. instr. crim. de provoquer tous les éclaircissements nécessaires a la manifestation de la verité; et la cour d'assises a le droit, sur les requisitions du ministere public, et après que le président a interpelle à cet égard le défenseur et l'accuse, d'ordonner qu'il sera procédé par les soins d'un expert aux mesures d'instruction sollicitees. — Cr. r. 13 juin 1902, D. P. 1902. 5. 189.

Art. 320. Chaque témoin, après sa déposition, restera dans l'auditoire, si le président n'en a ordonné autrement, jusqu'à ce que les jurés se soient retirés pour donner leur déclaration.

R. v[o] *Témoins*, 577. — **S.** *eod.* v[o], 177.

La disposition de l'art. 320, qui exige que chaque témoin, apres sa déposition, reste dans l'auditoire, si le président n'en a ordonne autrement, n'est pas prescrite a peine de nullité — Cr. r. 4 nov. 1893, D. P. 96. 1. 473. — Cr. r. 12 avr. 1894, D. P. 95. 1. 52.

Art. 321. Après l'audition des témoins produits par le procureur général et par la partie civile, l'accusé fera entendre ceux dont il aura notifié la liste, soit sur les faits mentionnés dans l'acte d'accusation, soit pour attester qu'il est homme d'honneur, de probité, et d'une conduite irréprochable.

Les citations faites à la requête des accusés seront à leurs frais, ainsi que les salaires des témoins cités, s'ils en requièrent; sauf au procureur général à faire citer à sa requête les témoins qui lui seront indiqués par l'accusé, dans le cas où il jugerait que leur déclaration pût être utile pour la découverte de la vérité. — *T. cr.* 34, 71.

R. v[o] *Témoins*, 242, 270 s., 413, 421 s, 480 s, 524 s. — **S.** *eod.* v[o], 135 s, 143 s., 159 s.

Art. 322. Ne pourront être reçues les dépositions :

1° Du père, de la mère, de l'aieul, de l'aieule, ou de tout autre ascendant de l'accusé, ou de l'un des accusés présents et soumis au même débat;

2° Du fils, fille, petit-fils, petite-fille, ou de tout autre descendant;

3° Des frères et sœurs;

4° Des alliés aux mêmes degrés;

5° Du mari et de la femme, même après le divorce prononcé;

6° Des dénonciateurs dont la dénonciation est récompensée pécuniairement par la loi;

Sans néanmoins que l'audition des personnes ci-dessus désignées puisse

opérer une nullité, lorsque, soit le procureur général, soit la partie civile, soit les accusés, ne se sont pas opposés à ce qu'elles soient entendues. — *Instr.* 156, 358.

R. v° *Témoin*, 90 s., 634 s., 656. — **S.** *eod.* v°, 36 s., 192. s, 195. — **T.** (87-97), v° *Témoin*, 53 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 322, n°s 1 s.

1. L'énumération de l'art. 322 est limitative et ne s'étend pas au dehors des personnes qui y sont désignées. — Cr. r. 30 mai 1895, D. P. 96. 1. 505.

2. Jugé à cet égard que la prohibition de témoignage ne s'étend pas aux domestiques de l'accusé. — Cr. r. 4 nov. 1893, D. P. 96. 1. 473.

3. Les prohibitions légales édictées par l'art. 322 ne sauraient être appliquées aux personnes qui, n'étant pas parties dans l'instance, ont un intérêt plus ou moins direct à la solution du litige, quel que soit d'ailleurs cet intérêt. — Cr. r. 15 déc. 1899, *Bull. crim.*, n° 373.

4. Jugé, à cet égard ... que la prohibition de l'audition des parents, alliés ou serviteurs de la partie civile ne peut pas s'induire des dispositions de l'art. 317 portant que le président demandera aux témoins s'ils sont parents ou alliés de la partie civile et à quel degré. — Cr. r. 7 févr. 1896, *Bull. crim.*, n° 57.

5. Le but du législateur, en prescrivant cette formalité, a été que la cour d'assises et le jury fussent avertis du degré de confiance qu'il convient d'accorder à des témoins dont la déposition peut n'être pas toujours impartiale ; mais son intention n'a pu être de priver la justice de témoignages souvent nécessaires à la manifestation de la vérité. — Même arrêt.

6. Par suite, la prohibition d'entendre la partie civile comme témoin ne s'étend ... ni à ses parents et alliés. — Cr. r. 16 août 1888, *Bull. crim.*, n° 278. — Cr. r. 7 févr 1896, précité.

7. ... Spécialement ... ni à sa fille, ou à son fils. — Cr. r. 15 déc. 1899, précité.

8. ... Ni à sa belle-fille. — Même arrêt.

Art. 323. Les dénonciateurs autres que ceux récompensés pécuniairement par la loi pourront être entendus en témoignage : mais le jury sera averti de leur qualité de dénonciateurs. — *Instr.* 30.

R. v° *Témoins*, 150 s. — **S.** *eod.* v°, 55 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 62 s.

1. L'avertissement énoncé en l'art. 323 n'est pas prescrit à peine de nullité, et son omission ne peut donner ouverture à cassation. — Cr. r. 22 avr. 1887, D. P. 87. 1. 506. — Cr. r. 20 mars 1891, D. P. 92. 1. 255. — Cr. r. 28 mars 1895, D. P. 96. 1. 473.

2. On ne doit pas considérer comme dénonciateur un fonctionnaire qui, chargé par son administration d'apprécier certaines réclamations, n'a fait, en dénonçant les faits incriminés, que remplir un devoir de sa fonction. — Cr. r. 20 mars 1891, précité.

Art. 324. Les témoins produits par le procureur général ou par l'accusé seront entendus dans le débat, même lorsqu'ils n'auraient pas préalablement déposé par écrit, lorsqu'ils n'auraient reçu aucune assignation, pourvu, dans tous les cas, que ces témoins soient portés sur la liste mentionnée dans l'article 315. — *Instr.* 72, 74, 315.

Art. 325. Les témoins, par quelque partie qu'ils soient produits, ne pourront jamais s'interpeller entre eux.

R. v° *Témoins*, 281, 386, 566.

La disposition de l'art 325, aux termes de laquelle il est interdit aux témoins de s'interpeller entre eux, n'est pas prescrite à peine de nullité. — Cr. r. 14 avr. 1899, D. P. 99. 1. 616.

Art. 326. L'accusé pourra demander, après qu'ils auront déposé, que ceux qu'il désignera se retirent de l'auditoire, et qu'un ou plusieurs d'entre eux soient introduits et entendus de nouveau, soit séparément, soit en présence les uns des autres.

Le procureur général aura la même faculté.

Le président pourra aussi l'ordonner d'office.

R. v° *Témoins* 20 s., 531 s. — **S.** *eod.* v°, 164.

Art. 327. Le président pourra, avant, pendant ou après l'audition d'un témoin, faire retirer un ou plusieurs accusés, et les examiner séparément sur quelques circonstances du procès; mais il aura soin de ne reprendre la suite des débats généraux qu'après avoir instruit chaque accusé de ce qui se sera fait en son absence, et de ce qui en sera résulté. — *Instr.* 267.

R. vis *Instr. crim.*, 2239 s., *Témoins*, 540 s. — **S.** vis *Proc. crim.*, 1741 s ; *Témoin*, 167 s | — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 81 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art 327, nos 1 s.

Art. 328. Pendant l'examen, les jurés, le procureur général et les juges pourront prendre note de ce qui leur paraîtra important, soit dans les dépositions des témoins, soit dans la défense de l'accusé, pourvu que la discussion n'en soit pas interrompue. — *Instr.* 372.

Art. 329. Dans le cours ou à la suite des dépositions, le président fera représenter à l'accusé toutes les pièces relatives au délit et pouvant servir à conviction; il l'interpellera de répondre personnellement s'il les reconnaît : le président les fera aussi représenter aux témoins, s'il y a lieu. — *Instr.* 35, 37, 38, 87.

R. vis *Instr. crim.*, 2263 s ; *Témoin*, 570. — **S.** v° *Témoins*, 1754 s — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 96 s — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art 328-329, nos 1 s

1. C'est à la cour d'assises qu'il appartient d'apprécier souverainement s'il y a lieu d'ordonner l'apport à l'audience d'objets ne figurant pas a l'etat des pièces à conviction. — Cr r. 14 sept. 1893, D. P. 95. 1. 433

2. La disposition de l'art. 329 relative à la representation à l'accusé des pièces à conviction n'est pas non plus prescrite a peine de nullite. — Cr. r. 20 mars 1891, D. P. 92. 1. 255. — Cr. r. 6 juill. et 4 nov. 1893, D P. 96 1. 473. — Cr. r. 9 août 1894, D. P. 99 1. 239. — Cr. r 28 mars 1895, D. P. 96 1 473

3. Le president doit egalement, en même temps qu'on produit a l'accuse les pieces a conviction, demander a celui-ci s'il reconnaît les pièces qu'on lui represente ; mais cette obligation n'est pas prescrite a peine de nullité. — Cr. r. 12 août 1898, *Bull crim*, n° 297.

Art. 330. Si, d'après les débats, la déposition d'un témoin paraît fausse, le président pourra, sur la réquisition, soit du procureur général, soit de la partie civile, soit de l'accusé, et même d'office, faire sur-le-champ mettre le témoin en état d'arrestation. Le procureur général et le président, ou l'un des juges par lui commis, rempliront à son égard, le premier, les fonctions d'officier de police judiciaire; le second, les fonctions attribuées aux juges d'instructions dans les autres cas.

Les pièces d'instruction seront ensuite transmises à la cour royale [*la cour d'appel*], pour y être statué sur la mise en accusation. — *Instr.* 445; *Pén.* 361.

R. v° *Témoignage faux*, 76 s. — **S.** *eod. v°*, 22 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 1 s.

1. La loi a confie à l'honneur et à la conscience du président le droit et le pouvoir d'apprecier les circonstances qui peuvent donner lieu de reconnaître l'existence d'un faux temoignage et de procéder conformément à l'art. 330. — Cr. r. 26 avr. 1900, D. P. 1900. 1. 366.

2. Par suite, le condamne ne peut se faire un moyen de cassation de ce que le president n'a pas juge à propos d'user de ce pouvoir entièrement facultatif. — Même arrêt.

3. Les poursuites du ministère public pour faux témoignage ne sont subordonnees par aucune disposition législative a l'exercice du droit conferé au president par l'art. 330. — Cr. r. 21 févr. 1890, D P 91. 1. 48.

4. Par suite, est recevable la poursuite exercée ulterieurement par le ministere public, alors que le temoin dont la deposition paraissait fausse, n'a éte ni d'office, ni sur les réquisitions du ministère public, l'objet des mesures autorisées par l'art. 330. — Même arrêt.

Art. 331. Dans le cas de l'article précédent, le procureur général, la partie civile ou l'accusé, pourront immédiatement requérir, et la cour ordonner, même d'office, le renvoi de l'affaire à la prochaine session. — *Instr.* 306, 354, 406.

R. vis *Instr. crim.*, 2026 s.; *Témoignage faux*, 99 s — **S.** vis *Proc. crim*, 1638 s; *Témoignage faux*, 27 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 331, nos 1 s.

Art. 332. Dans le cas où l'accusé, les témoins ou l'un d'eux, ne parleraient pas la même langue ou le même idiome, le président nommera d'office, à peine de nullité, un interprète âgé de vingt et un ans au moins, et lui fera, sous la même peine, prêter serment de traduire fidèlement les discours à transmettre entre ceux qui parlent des langages différents.

L'accusé et le procureur général pourront récuser l'interprète, en motivant leur récusation.

La cour prononcera.

L'interprète ne pourra, à peine de nullité, même du consentement de l'accusé ni du procureur général, être pris parmi les témoins, les juges et les jurés. — *Instr.* 73, 399; *T. cr.* 16.

R. vo *Instr. crim.*, 2308 s. — **S.** vo *Proc. crim.*, 1770 s — **T.** (87-97), vo *Interprète*, 1 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 332, nos 1 s.

1. La nomination de l'interprète doit être, à peine de nullite, mentionnée dans le procès-verbal. — Cr. c 30 août 1894, D. P. 96. 1. 433. — Cr. c 7 déc. 1894, D P 96. 1. 433.

2. La disposition de l'art. 332, qui interdit de prendre un interprète parmi les temoins, s'applique non seulement aux temoins cités et qui deposent sous la foi du serment, mais encore aux personnes appelees en vertu du pouvoir discrétionnaire du président et entendues à titre de simple renseignement. — Cr. c. 1er mai 1891, D. P. 92. 1. 254.

3 La loi n'ayant etabli qu'une seule formule pour la prestation de serment des interprètes, il s'ensuit que, lorsque le procès-verbal des debats d'une cour d'assises constate que l'interprète a prête serment, il y a presomption que le serment prête est celui prescrit. — Cr. r. 7 févr 1895, D. P. 1900 1. 55-56.

4. Lorsque les débats ont duré plusieurs jours, l'intervention de l'interprete doit être signalee par le procès-verbal, d'une manière expresse, à toutes les audiences — Cr. c. 20 janv. 1887, S vo *Proc. crim.*, 1792-2o; *Bull. crim.*, no 17.

Art. 333. Si l'accusé est sourd-muet et ne sait pas écrire, le président nommera d'office pour son interprète la personne qui aura le plus d'habitude de converser avec lui.

Il en sera de même à l'égard du témoin sourd-muet.

Le surplus des dispositions du précédent article sera exécuté.

Dans le cas où le sourd-muet saurait écrire, le greffier écrira les questions ou observations qui lui seront faites; elles seront remises à l'accusé ou au témoin, qui donneront par écrit leurs réponses ou déclarations. Il sera fait lecture du tout par le greffier. — *T. cr.* 16.

R. vo *Instr. crim.*, 2376 s. — **S.** vo *Proc. crim*, 1800 s.

1. Il ne résulte aucune nullité de ce qu'un interprète donné a un temoin sourd-muet, a ete choisi parmi les autres temoins. — Cr. r. 1er sept. 1887, S. vo *Proc. crim.*, 1801; *Bull. crim.*, no 324. — Cr. r. 24 avr. 1896, *Bull. crim*, no 142.

2. Mais il est indispensable, au cas ou l'interprète est choisi parmi les temoins, de constater dans le procès-verbal la necessite d'un tel choix. — Cr. r. 24 avr. 1896 (*à contrario*), précité.

Art. 334. Le président déterminera celui des accusés qui devra être

soumis le premier aux débats, en commençant par le principal accusé, s'il y en a un.

Il se fera ensuite un débat particulier sur chacun des autres accusés.

R. v° *Instr. crim.*, 2217 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1728 s.

Art. 335. A la suite des dépositions des témoins, et des dires respectifs auxquels elles auront donné lieu, la partie civile ou son conseil et le procureur général seront entendus, et développeront les moyens qui appuient l'accusation.

L'accusé et son conseil pourront leur répondre.

La réplique sera permise a la partie civile et au procureur général; mais l'accusé ou son conseil auront toujours la parole les derniers.

Le président déclarera ensuite que les débats sont terminés. — *Instr.* 153, 190, 271, 294.

R. vis *Défense*, 91 s., *Instr. crim.*, 2384 s.; *Ministère public*, 312 s. — **S.** vis *Défense*, 24 s.; *Ministère public*, 244 s.; *Proc. crim.*, 1802 s — **T.** (87-97), vis *Cour d'assises*, 77 s.; *Ministère public*, 19 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 335, nos 1 s.

1. Est entache d'excès de pouvoir l'arrêt de la cour d'assises qui statue sur une demande en dommages-interêts sans constater que le ministère public a ete entendu ou qu'il a ete mis en demeure de donner ses conclusions. — Cr. c. 8 fevr 1894, D. P. 94. 1. 544.

2. Le ministere public fait partie intégrante de la cour d'assises, et il doit, à peine de nullité, être mis en demeure de s'expliquer sur tous les incidents contentieux sur lesquels elle statue. — Cr. c 9 avr. 1891, D. P. 92. 1. 112.

3. La disposition de l'art. 335, aux termes de laquelle « l'accusé ou son conseil auront toujours la parole les derniers », n'est relative qu'aux debats criminels. — Cr. r. 18 janv. 1894, D. P. 98. 1. 286.

4. En ce qui concerne les interêts civils, l'art. 358 s'en refere au droit commun. — Cr. r. 18 janv. 1894, D P. 98 1 286

5. Ainsi, lorsque la partie civile a conclu, après la declaration du jury, a la condamnation de l'accusé a une indemnite pecuniaire, le ministere public peut donner ses conclusions après les explications de toutes les parties. — Cr r. 18 janv. 1894, precite.

6. De même, lorsque la partie civile déclare renoncer a la demande en dommages-interêts, il importe peu qu'elle ait ete entendue la dernière, puisqu'il n'y a dans ce cas ni incident contentieux ni debat entre la partie civile et l'accuse. — Cr. r. 2 avr. 1896, D. P. 96. 1. 431.

7. Bien que l'art. 335 c. inst. crim. ait etabli l'ordre d'après lequel la partie civile ou son conseil et le procureur général sont entendus, l'interversion que le président de la cour d'assises a pu introduire dans cet ordre ne vicie pas la procédure, lorsque ni l'accuse, ni son défenseur n'y ont formé opposition. — Cr. r. 12 sept. 1907, D. P. 1910. 1. 231.

8. L'art. 335 c. instr. crim., tout en exigeant que l'accusé et son defenseur aient toujours la parole les derniers, n'impose pas au president de la cour d'assises (ou de la cour criminelle) l'obligation de leur adresser une interpellation a ce sujet. — Cr. r. 4 dec. 1902, D. P. 1905. 1. 240.

9. Le president des assises qui, après la plaidoirie du défenseur, a prononcé la clôture des débats, a fait connaître à l'accusé la question posee conformément au dispositif de l'arrêt de renvoi et a donne au jury les avertissements prescrits par la loi, peut, pour réparer une omission, ordonner la réouverture des débats après que le jury serait deja entre dans la chambre des délibérations, sans que cette mesure ait pour effet d'annuler la lecture de la question ni les avertissements donnés au jury. — C. d'ass. du Tarn, 20 janv. 1893, D. P. 96. 2. 54.

10. Il appartient au president seul, en l'absence de tout incident contentieux, d'annuler, le cas echéant, l'ordonnance de clôture. — Cr. r 17 mai 1889, D. P. 89. 1. 317. — C. d'ass. du Tarn, 20 janv. 1893, précite.

11. En cas d'incident contentieux, c'est à la cour d'assises qu'il appartient de prononcer la réouverture des debats. — Mêmes arrêts.

Art. 336. (*L. 19 juin* 1881.) Le président, après la clôture des débats, ne pourra, à peine de nullité, résumer les moyens de l'accusation et de la défense.

Il rappellera aux jurés les fonctions qu'ils auront à remplir et il posera les questions, ainsi qu'il sera dit ci-après.

Ancien art. 336. — *Le président résumera l'affaire. — Il fera remarquer aux jurés les principales preuves pour ou contre l'accusé. — Il leur rappellera les fonctions qu'ils auront à remplir. — Il posera les questions ainsi qu'il sera dit ci-après.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 19 JUIN 1881 : **R.** v° *Instr. crim.*, 2393 s., 2927 s

1. On ne saurait considérer comme un résumé illégal des débats :... ni les paroles suivantes, adressées par le président à l'avocat de l'accusé qui venait d'achever sa plaidoirie : « Vous avez été sévère envers les victimes de votre client ! » — Cr. r. 31 mars 1887, S. v° *Proc. crim.*, 1809-3°; *Bull. crim.*, n° 125.

2. ... Ni le fait, par le président de la cour d'assises, d'avoir dit aux jurés « que, durant sa longue carrière de magistrat, il n'avait jamais vu de cause aussi abominable ». — Cr. r. 18 janv. 1900, D. P. 1900. 1. 119

3. Toutefois, le président des assises sort de ses fonctions et commet un excès de pouvoir qui porte atteinte aux droits de la défense, quand, ne se bornant pas à faire, en vertu de ses attributions, des remarques utiles à la manifestation de la vérité, il se substitue expressément au membre du ministère public, en alléguant l'état de fatigue de celui-ci, pour présenter des observations en fait et en droit sur la plaidoirie de l'avocat, avant la clôture des débats. — Cr. c. 19 juill. 1888, D. P. 88. 1. 397.

4. Et l'arrêt de condamnation prononcé par la cour d'assises dans de pareilles circonstances doit être annulé avec la délibération du jury et les débats qui l'ont précédé. — Même arrêt.

§ 2. LOI DU 19 JUIN 1881 ; **S.** v° *Proc. crim.*, 1807 s., 2088 s. — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 144 s. — **D. P.** 84 4. 20.

Art. 337. La question résultant de l'acte d'accusation sera posée en ces termes :

« L'accusé est-il coupable d'avoir commis tel meurtre, tel vol ou tel autre crime, avec toutes les circonstances comprises dans le résumé de l'acte d'accusation ? »

R. v° *Instr. crim.*, 2405 s., 2481 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1812 s., 1834 s — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 109 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 337, n°s 1 s.

1. Il n'est pas nécessaire que les questions soient posées au jury dans les termes identiques à ceux du dispositif de l'arrêt de renvoi ou du résumé de l'acte d'accusation ; il suffit qu'elles reproduisent la substance de l'accusation. — Cr. r. 22 janv. 1892, D. P. 92. 1. 630.

2. Le président de la cour d'assises peut, dans une accusation de vol par recel, introduire dans la question le mot « sciemment » qui ne se trouvait ni dans le dispositif de l'arrêt de renvoi, ni dans le résumé de l'acte d'accusation, mais seulement dans l'exposé de l'arrêt de renvoi. — Cr. r. 6 janv. 1900, D. P 1900. 1. 56.

3. La question relative à la complicité doit contenir tous les éléments constitutifs définis par les art. 60 à 63 c. pén., sinon elle est nulle et l'accusation n'est pas purgée. — Cr. c. 11 sept. 1890, S. v° *Proc. crim.*, 1966 ; *Bull. crim.*, n° 238.

4. Est incomplète et ne peut servir de base légale à condamnation, la déclaration qui n'établit pas que le complice *par assistance* a agi *avec connaissance*. — Cr. c. 3 févr. 1900, D. P. 1900. 1. 276.

5. La réponse négative du jury sur la culpabilité de l'accusé poursuivi comme auteur principal n'excluant ni l'existence du fait incriminé, ni la criminalité de ce fait lui-même, ne met pas obstacle à la déclaration de culpabilité du coaccusé poursuivi comme complice. — Cr. r. 19 août 1897, D. P. 98. 1. 231.

6. En matière d'abus de confiance, l'élément intentionnel se trouve suffisamment exprimé dans la question posée au jury par les mots : « L'accusé est-il coupable ? » — Cr. r. 29 juin 1889, S. v° *Proc. crim.*, 2236 ; *Bull. crim.*, n° 236.

7. Dans le cas de *viol* ou d'attentat à la pudeur *avec violence*, l'âge de la victime étant une circonstance aggravante, ne peut être réuni au fait constitutif du crime et doit, par suite, faire l'objet d'une question distincte et séparée. — Cr. r. 26 mars 1891, D. P. 91. 5. 153. — Cr. r. 26 avr. 1894, D. P. 95. 1. 104.

8. ... Tandis que la violence, qui est un élément constitutif du crime, est, dès lors, régulièrement comprise dans la question sur le fait principal. — Cr. r. 26 avr. 1894, précité.

9. Dans le cas où l'accusation de faux porte sur la fabrication de plusieurs pièces et sur des faits différents d'usage de ces pièces, il y a lieu de poser une question spéciale pour chacun des faits de fabrication et d'usage des pièces fabriquées. — Cr. r. 29 sept. 1887, S. v° *Faux*

et fausse monnaie, 289 ; *Bull. crim.*, nº 346.

10. Il y a nullité dans le cas où le président, après avoir posé au jury plusieurs questions distinctes sur plusieurs faits imputés a l'accusé principal et constituant des crimes distincts, n'a interrogé le jury, a l'egard de l'individu accusé de complicite de ces mêmes faits ou de recel, que par une seule question embrassant tous ces faits. — Cr. c. 29 déc. 1887, S Vº *Proc. crim*, 2018 ; *Bull crim*, nº 452. — Cr. c. 14 sept. 1893, D. P. 96. 1. 588.

11. On ne peut, sans tomber dans le vice de complexité, réunir dans une même question les élements de la complexite prévue par l'art. 60 c. pén., avec ceux de la complicité de recel prévue par l'art. 62 du même Code. — Cr. c. 20 juin 1889, D. P. 89. 5. 155. — Cr. c. 11 sept. 1890, S. Vº *Proc. crim.*, 2018 ; *Bull. crim*, nº 189.

12. Il n'y a pas vice de complexite dans la question qui porte simultanement sur divers faits de recel accomplis dans des lieux differents, lorsque le recel se rattache à un seul et même vol. — Cr. r. 17 fevr. 1893, D. P. 94. 1. 32.

13. Une excuse se rattachant à plusieurs faits constitue autant de chefs d'accusation, et doit, comme chacun de ces faits, être l'objet d'une question distincte et separée. — Cr. c. 12 avr. 1889, S. Vº *Proc. crim.*, 2019 ; *Bull. crim.*, nº 158.

14. Si le ministère public ou l'accusé élèvent des reclamations sur la manière dont les questions sont posées, ce debat forme une matière contentieuse qui soit des attributions personnelles du president, et sur lequel la cour d'assises entière doit prononcer. — Cr. c. 17 mai 1889, D. P. 89 1. 317.

Voici, à titre d'exemple, dans une affaire de vol qualifié : 1º le dispositif de l'arrêt de renvoi de la chambre des mises en accusation ; 2º le contexte de l'acte d'accusation qui a suivi ; 3º les questions posées au jury.

Arrêt de renvoi.

La cour...

Par ces motifs,

La cour met en accusation et renvoie ledit X... devant la cour d'assises du departement de .., pour y être jugé conformement à la loi ; comme accusé :

D'avoir, le..., à..., frauduleusement soustrait une somme d'argent au préjudice du sieur... et ce :

Primo. A l'aide d'effraction extérieure pour pénétrer dans un lieu clos ;

Secundo. A l'aide d'escalade pour pénetrer dans un lieu clos ;

Tertio. A l'aide d'effraction intérieure dans un édifice.

Crime prevu et puni par les articles 379, 380-4º, 384 du Code penal.

Ordonne, en conséquence, que ledit X.. sera pris au corps, conduit et écroue dans la maison de justice établie à..., près la susdite cour d'assises .., etc

Acte d'accusation.

Le procureur general, près la cour d'appel de...

Vu l'arrêt rendu le... par la chambre des mises en accusation de ladite cour, qui renvoie devant la cour d'assises du departement de ., le nommé.. accuse du crime de...

Vu l'article 241 du Code d'instruction criminelle,

Après un nouvel examen des pièces de la procedure, expose ce qui suit :

(*Suit l'exposé des faits*).

En conséquence le susnommé est accusé d'avoir... (*suit la reproduction du dispositif de l'arrêt de renvoi*) (resumé de l'acte d'accusation) .

Questions proposées au jury.

1re question. — X... est-il coupable d'avoir, le..., a.., soustrait frauduleusement une somme d'argent au préjudice du sieur...?

2e question. — Cette soustraction frauduleuse a-t-elle été commise à l'aide d'effraction extérieure pour penétrer dans un lieu clos ?

3e question. — Cette soustraction frauduleuse a-t-elle éte commise à l'aide d'escalade pour penétrer dans un lieu clos ?

4e question. — Cette soustraction frauduleuse a-t-elle eté commise à l'aide d'effraction intérieure dans un édifice ?

Art. 338. S'il résulte des débats une ou plusieurs circonstances aggravantes, non mentionnées dans l'acte d'accusation, le président ajoutera la question suivante : « L'accusé a-t-il commis le crime avec telle ou telle circonstance ? »

R. Vº *Instr. crim.*, 2503 s, 2510 s., 2608 s. — **S.** Vº *Proc. crim.* 1839 s., 1841 s., 1880 s. | — **T.** (87-97), Vº *Cour d'assises*, 123 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art 338.

1. Le président peut, sur les réquisitions du ministere public, poser au jury des questions subsidiaires resultant des debats sans avoir besoin de donner un avertissement spécial a l'accuse avant la clôture des debats, du moment où ces questions ont éte lues après la clôture des débats et où l'accusé a eté mis ainsi en situation de reclamer la parole et de demander, s'il le croyait utile, la reouverture des debats. — Cr. r. 27 mai 1892, S. Vo *Proc. crim.*, 1852 ; *Bull. crim.*, no 159.

2. Il est admis que les questions posees au jury, sur des faits et circonstances aggravantes ou autres, en addition à celles formulees conformement à l'arrêt de renvoi, sont *présumées* l'avoir été d'après le résultat des débats. — Cr. r. 24 juill. 1891, D. P. 91. 1. 494.

3. Le president de la cour d'assises ne peut poser au jury, comme resultant des debats, une question relative a un crime nouveau, distinct et separe de celui qui fait l'objet de l'accusation. — Cr c. 8 janv. 1892, D. P. 92. 1. 150. — Cr. c. 5 juin 1896, *Bull. crim.*, no 181.

4. Le crime de suppression d'enfant etant distinct du crime d'infanticide, dans une action d'infanticide, on ne peut poser, comme résultant des débats, la question de suppression d'enfant, encore que l'une et l'autre accusations reposent sur le même fait. — Cr. c. 5 juin 1896, precite.

Art. 339. (*L.* 28 *avril* 1832.) Lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi, le président devra, à peine de nullité, poser la question ainsi qu'il suit : « Tel fait est-il constant ? » — *Pén.* 321, 326.

Ancien art. 339. — *Lorsque l'accusé aura proposé pour excuse un fait admis comme tel par la loi, la question sera ainsi posée : « Tel fait est-il constant ? »*

R. Vo *Instr. crim*, 2560 s. — **S.** Vo *Proc. crim.*, 1856 s — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 339, nos 1 s.

1. La circonstance de premeditation ou de guet-apens aggravante du crime de meurtre peut concourir avec l'excuse de provocation — Cr. c. 28 janv. 1886, *Bull. crim.*, no 32.— Cr. c. 6 août 1898, D P. 99. 1. 95.

2 Ainsi, la provocation par des coups ou violences graves envers les personnes, qui rend le meurtre excusable, peut être admise sans qu'il y ait à distinguer entre le meurtre commis sans aucune aggravation et le meurtre perpetre avec premeditation ou guet-apens. — Cr. c. 6 août 1898, precite

3 Le fait par le president des assises de ne pas soumettre au jury la question d'excuse de provocation, alors qu'il avait averti l'accusé qu'il poserait d'office cette question, constitue une violation des droits de la défense — Cr. c. 21 août 1902, D. P. 1904. 5 218.

Art. 340. (*L.* 12 *avril* 1906.) Si l'accusé a moins de dix-huit ans, le président posera, a peine de nullité, cette question : « L'accusé a-t-il agi avec discernement ? » — *Pén.* 66.

Ancien art. 340 [TEXTE DE 1808]. — *Si l'accusé a moins de seize ans, le président posera cette question. « L'accusé a-t-il agi avec discernement? »*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *Si l'accusé a moins de seize ans, le président posera, à peine de nullité, cette question : « L'accusé a-t-il agi avec discernement? »*

R. Vo *Instr. crim*, 2570 s. — **S.** Vo *Proc. crim*, 1859 s *Loi du* 12 *avril* 1906 : **D. P.** 1907. 4. 61.

Art. 341. (*L.* 9 *juin* 1853.) En toute matière criminelle, même en cas de récidive, le président, apres avoir posé les questions résultant de l'acte d'accusation et des débats, avertit le jury, à peine de nullité, que s'il pense, à la majorité, qu'il existe, en faveur d'un ou de plusieurs accusés reconnus coupables, des circonstances atténuantes, il doit en faire la déclaration en ces termes : « A la majorité, il y a des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé. » Ensuite le président remet les questions écrites aux jurés, dans la personne du chef du jury ; il y joint l'acte d'accusation, les procès-verbaux qui constatent les délits, et les pièces du procès autres que les déclarations écrites des témoins.

Le président avertit le jury que tout vote doit avoir lieu au scrutin secret. Il fait retirer l'accusé de l'auditoire.

Ancien art. 341 [TEXTE DE 1808]. — *Le président, après avoir posé les questions, les remettra aux jurés dans la personne du chef du jury; il leur remettra en même temps l'acte d'accusation, les procès-verbaux qui constatent le délit, et les pièces du procès, autres que les déclarations écrites des témoins. — Il avertira les jurés que si l'accusé est déclaré coupable du fait principal à la simple majorité, ils doivent en faire mention en tête de leur déclaration. — Il fera retirer l'accusé de l'auditoire.*

[TEXTE DE LA LOI DU 4 MARS 1831]. — (*L'article 4 de ladite loi porte abrogation du paragraphe 2 de l'art.* 341.)

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *En toute matière criminelle, même en cas de récidive, le président, après avoir posé les questions résultant de l'acte d'accusation et des débats, avertira le jury, à peine de nullité, que s'il pense, à la majorité de plus de sept voix, qu'il existe, en faveur d'un ou de plusieurs accusés reconnus coupables, des circonstances atténuantes, il devra en faire la déclaration en ces termes : « A la majorité de plus de sept voix, il y a des circonstances atténuantes en faveur de tel accusé. » — Ensuite le président remettra les questions écrites aux jurés, dans la personne du chef du jury, et il leur remettra en même temps l'acte d'accusation, les procès-verbaux qui constatent les délits, et les pièces du procès autres que les déclarations écrites des témoins. — Il fera retirer l'accusé de l'auditoire.*

[TEXTE DE LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1835]. — *En toute matière criminelle, même en cas de récidive, le président, après avoir posé les questions résultant de l'acte d'accusation et des débats, avertira le jury, à peine de nullité, que, s'il pense, à la majorité, qu'il existe, en faveur d'un ou de plusieurs accusés reconnus coupables, des circonstances atténuantes, il devra en faire la déclaration en ces termes. « A la majorité, il y a des circonstances atténuantes en faveur de tel accusé. » — Ensuite le président remettra les questions écrites aux jurés dans la personne du chef du jury, et il leur remettra en même temps l'acte d'accusation, les procès-verbaux qui constatent les délits, et les pièces du procès autres que les déclarations écrites des témoins. — Le président avertira le jury que son vote doit avoir lieu au scrutin secret. — Il avertira également les jurés que, si l'accusé est déclaré coupable du fait principal à la simple majorité, ils doivent en faire mention en tête de leur déclaration. — Il fera retirer l'accusé de l'auditoire.*

[TEXTE DU DÉCRET DU 6 MARS 1848] — (*L'article 3 dudit décret porte abrogation du quatrième paragraphe de l'article* 341, *relatif au scrutin secret.*)

R. v° *Instr. crim.*, 2631 s., 2930 s. — **S.** v° *Proc. crim*, 1885 s, 2095 s. — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 144 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 341.

1. Le president de la cour d'assises n'excede pas ses pouvoirs lorsqu'il appelle par des observations l'attention du jury sur les points qui lui paraissent avoir été inexactement presentes dans la plaidoirie du defenseur — Cr. r. 23 juill. 1886, D. P. 88. 1. 397.

2. De même, le president peut rappeler aux jurés, après leur avoir donne les avertissements prescrits par l'art. 341, qu'ils ont la faculte de l'inviter à venir leur donner des eclaircissements dans la chambre des délibérations. — Cr. r. 14 dec. 1895, D. P. 96. 1. 334.

3. La conviction des jures devant se former d'apres le debat oral qui a eu lieu devant eux, c'est seulement a titre de renseignements que les pièces de la procédure antérieure a l'arrêt de renvoi leur sont remises. — Cr. c. 20 nov. 1891, D. P. 92. 1. 439. — Cr. c. 9 août 1894, D. P. 99. 1. 294. — Cr. r. 8 juill. 1898, D. P. 99. 1. 614.

4. Par suite, l'art. 341 n'est pas prescrit à peine de nullité, et le défaut de remise des pièces aux jures ne vicie point la procédure et l'arrêt de la cour d'assises. — Cr. r. 22 déc. 1887, *Bull. crim.*, n° 441.

5. On ne saurait considerer comme depositions écrites de temoins, au sens de l'art. 341, les declarations recueillies dans un rapport de police sans la signature et sans le serment de la personne qui les a faites à titre de renseignement. — Cr. r. 22 dec. 1887, precite. — Cr. c. 20 nov. 1891, D. P. 92. 1. 439.

6. A plus forte raison, ces pieces peuvent être remises aux jures. — Cr. r. 22 dec. 1887, precite.

7. Et, a l'inverse, le refus par la cour d'assises de communiquer ces pieces au jury, malgre les conclusions de l'accuse tendant à cette communication, entraîne la nullite de la procedure. — Cr. c. 20 nov. 1891, precite.

8. La sortie de l'accusé pendant la deliberation du jury n'est pas prescrite a peine de nullité. — Cr. r. 23 janv. 1890, D. P. 90. 1. 332.

9 De même, il n'y a pas lieu à cassation quand certains accuses sont restes dans l'auditoire, tandis que les autres en ont été écartés. — Cr. r. 23 janv. 1890, D. P. 90. 1. 332.

Modèle de la feuille des questions, en usage à la cour d'assises de la Seine et dans un grand nombre de cours d'assises d'autres départements.

DÉCLARATION
DE CULPABILITÉ.

Si l'accusé est declaré coupable,
Soit du fait principal,
Soit d'une ou plusieurs circonstances aggravantes du fait principal, par une majorité de *sept* voix ou plus, le Jury répondra sur chaque question :
OUI, *à la majorité.*

DÉCLARATION
DE CIRCONSTANCES
ATTÉNUANTES.

Si une majorite de *sept* voix ou plus admet l'existence de circonstances attenuantes, le Jury l'enonce ainsi :
A la majorité, il y a des circonstances attenuantes en faveur de l'accusé.
S'il n'y a que *six* voix ou moins pour les circonstances attenuantes, celles-ci ne sont pas accordees, et le Jury n'a aucune mention à faire à cet égard
Si deux ou plusieurs accuses obtiennent des circonstances attenuantes, il faut une mention séparee pour chacun.

COUR D'ASSISES

DU

DÉPARTEMENT D

Audience d 19

DECLARATION DU JURY

Dans le procès
contre l nommé

DÉCLARATION
DE NON-CULPABILITÉ.

L'égalite des voix pour ou contre l'accuse emporte une déclaration de non-culpabilite. Lorsque l'accuse est declare non coupable sur le fait principal, il ne doit être fait aucune mention de majorite. La reponse sera · **NON.**
Même règle si *sept* voix ou plus sont pour l'accuse ; la reponse est · **NON.**
Si l'accusé, déclare coupable sur le fait principal, ne l'etait pas sur une ou plusieurs circonstances, la reponse sera egalement sur chacune de ces circonstances : **NON.**

NOTA. La décision du Jury est signée par le Chef et remise par lui au president, le tout en presence des onze autres jures.
Si le Chef du Jury designe par le sort est remplace, la signature du Jure remplaçant doit être suivie de ces mots .

Remplaçant le premier Juré sorti par le sort, sur sa demande, sur la désignation des autres Jurés, et de mon consentement.

	QUESTIONS	RÉPONSES. Le chef du Jury, debout, la main placee sur son cœur, DIT : *Sur mon honneur et ma conscience, devant Dieu et devant les hommes, la déclaration du Jury est :*	
		(Faits principaux avec leurs circonstances.)	(Circonstances attenuantes)

Art. 342. Les questions étant posées et remises aux jurés, ils se rendront dans leur chambre pour y délibérer.

Leur chef sera le premier juré sorti par le sort, ou celui qui sera désigné par eux et du consentement de ce dernier.

Avant de commencer la délibération, le chef des jurés leur fera lecture de l'instruction suivante, qui sera, en outre, affichée en gros caractères dans le lieu le plus apparent de leur chambre : « La loi ne demande pas compte « aux jurés des moyens par lesquels ils se sont convaincus ; elle ne leur « prescrit point de règles desquelles ils doivent faire particulièrement « dépendre la plénitude et la suffisance d'une preuve ; elle leur prescrit de « s'interroger eux-mêmes dans le silence et le recueillement, et de chercher, « dans la sincérité de leur conscience, quelle impression ont faite sur leur « raison les preuves rapportées contre l'accusé et les moyens de sa défense. « La loi ne leur dit point : *Vous tiendrez pour vrai tout fait attesté par « tel ou tel nombre de témoins ;* elle ne leur dit pas non plus : *Vous ne « regarderez pas comme suffisamment établie toute preuve qui ne sera « pas formée de tel procès-verbal, de telles pièces, de tant de témoins ou « de tant d'indices ;* elle ne leur fait que cette seule question, qui renferme « toute la mesure de leurs devoirs : *Avez-vous une intime conviction ?*

« Ce qu'il est bien essentiel de ne pas perdre de vue, c'est que toute la « délibération du jury porte sur l'acte d'accusation ; c'est aux faits qui le cons- « tituent et qui en dépendent, qu'ils doivent uniquement s'attacher ; et ils « manquent à leur premier devoir, lorsque, pensant aux dispositions des lois « penales, ils considèrent les suites que pourra avoir, par rapport à l'accusé, « la déclaration qu'ils ont à faire. Leur mission n'a pas pour objet la pour- « suite ni la punition des délits ; ils ne sont appelés que pour décider si « l'accusé est, ou non, coupable du crime qu'on lui impute ». — *Instr.* 267.

R. v[is] *Instr. crim.*, 1814 s, 2405 s., 2996 s., *Preuve*, 81 s. — **S.** v[o] *Proc. crim.*, 1559 s, 1812 s, 2121 s — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 342, n[os] 1 s.

Art. 343. (*L.* 10 *décembre* 1908.) Les jurés ne pourront sortir de leur chambre qu'après avoir formé leur declaration.

Nul n'y pourra entrer pendant la délibération, pour quelque cause que ce soit, sans une autorisation écrite du président. Celui-ci ne devra y pénétrer que s'il est appelé par le chef du jury et accompagné du défenseur de l'accusé, du ministère public et du greffier. Mention de l'incident sera faite au proces-verbal.

Le président est tenu de donner au chef de la gendarmerie de service l'ordre spécial et par écrit de faire garder les issues de la chambre du jury : ce chef sera dénommé et qualifie dans l'ordre.

La cour pourra punir le juré contrevenant d'une amende de cinq cents francs au plus. Tout autre qui aura enfreint l'ordre, ou celui qui ne l'aura pas fait exécuter, pourra être puni d'un emprisonnement de vingt-quatre heures. — *Instr.* 353 ; *T. cr.* 42, 71.

R. v[o] *Instr. crim.*, 3021 s. — **S.** v[o] *Proc. crim.*, 2124 s. — **T.** (87-97), v[o] *Cour d'assises*, 155 s — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art 343, n[os] 1 s.

Loi du 10 *décembre* 1908, **D. P.** 1909. 4. 35 ; — **Bull. Dalloz**, 1909, p. 199

1. La prohibition édictée par l'art. 343, § 1er, ne fait pas obstacle à ce que, dans le cas où, après l'entrée du jury dans sa chambre, le president de la cour d'assises s'aperçoit qu'il s'est glissé une erreur dans la position des questions, la cour rappelle le jury à l'audience. — Cr. r. 17 mai 1889, D. P. 89. 1. 317.

2. Il ne résulte aucune nullité de ce qu'un juré, pendant que le jury deliberait, est sorti, pour des motifs legitimes, de la salle des deliberations, accompagné d'un gendarme, et qu'il n'a communiqué avec personne. — Cr. r. 14 août 1890, S. v° *Proc. crim.*, 2132; *Bull. crim.*, n° 176.

3. Si le président des assises peut, aux termes de l'art. 343, § 2, autoriser l'entrée d'un tiers dans la chambre des jurés pendant leur delibération, il ne peut y pénétrer lui-même spontanément, en dehors d'une invitation expresse émanant des jurés. — Cr. r. 14 déc. 1895, D. P. 96. 1. 334.

4. Si, aux termes du paragraphe 2 de l'art. 343 c. instr. crim. modifié par la loi du 10 déc. 1908, le président de la cour d'assises ne doit entrer dans la chambre du jury que quand il est appelé par le chef du jury et accompagné du défenseur de l'accusé, du ministère public et du greffier, cette disposition n'implique pas qu'il soit interdit à l'avocat de la partie civile de l'y accompagner; dès lors, il ne résulte aucune nullité de ce que le procès-verbal des débats constate que le président des assises est entré dans la chambre des délibérations du jury, accompagné non seulement des défenseurs des accusés, du ministère public et du greffier, mais encore de l'avocat de la partie civile. — Cr. r. 22 déc. 1910, D. P. 1911. 1. 77.

Formule de l'ordre donné par le président au commandant de la gendarmerie

Cour d'assises de... , séant à...
Affaire contre... Accusé de...

ORDRE A LA GENDARMERIE.

En exécution de l'article 343 du Code d'instruction criminelle, le président de ladite cour d'assises donne l'ordre au sieur , maréchal des logis de gendarmerie, de service à l'audience, de faire garder les issues de la chambre des délibérations des jurés, jusqu'à ce qu'ils aient formé leur déclaration, pour en interdire l'entrée pour quelque cause que ce soit, si ce n'est sur l'ordre écrit du président.

Exécuté le...
Le président des assises,
Signature *Signature*

Art. 344. Les jurés délibéreront sur le fait principal, et ensuite sur chacune des circonstances.

R. v° *Instr. crim.*, 3003, 3007.

Art. 345. (*L. 9 septembre* 1835.) Le chef du jury lira successivement chacune des questions posées comme il est dit en l'article 336, et le vote aura lieu ensuite au scrutin secret, tant sur le fait principal et les circonstances aggravantes que sur l'existence des circonstances atténuantes.

Ancien art. 345 [TEXTE DE 1808]. — *Le chef du jury les interrogera d'après les questions posées, et chacun d'eux répondra ainsi qu'il suit :* — 1° *Si le juré pense que le fait n'est pas constant, ou que l'accusé n'en est pas convaincu, il dira :* — Non, l'accusé n'est pas coupable. — *En ce cas, le juré n'aura rien de plus à répondre;* — 2° *S'il pense que le fait est constant et que l'accusé en est convaincu, il dira :* — Oui, l'accusé est coupable d'avoir commis le crime, avec toutes les circonstances comprises dans la position des questions; — 3° *S'il pense que le fait est constant, que l'accusé en est convaincu, mais que la preuve n'existe qu'à l'égard de quelques-unes des circonstances, il dira :* — Oui, l'accusé est coupable d'avoir commis le crime avec telle circonstance; mais il n'est pas constant qu'il l'ait fait avec telle autre; — 4° *S'il pense que le fait est constant, que l'accusé en est convaincu, mais qu'aucune des circonstances n'est prouvée, il dira :* — Oui, l'accusé est coupable, mais sans aucune des circonstances.

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *Le chef du jury les interrogera d'après les questions posées, et chacun d'eux répondra ainsi qu'il suit :* — 1° *Si le juré pense que le fait n'est pas constant, ou que l'accusé n'en est pas convaincu, il dira :* — Non, l'accusé n'est pas coupable. — *En ce cas, le juré n'aura rien de plus à répondre;* — 2° *S'il pense que le fait est constant, que l'accusé en est convaincu, et que la preuve existe à l'égard*

de toutes les circonstances, il dira : — Oui, l'accuse est coupable d'avoir commis le crime avec toutes les circonstances comprises dans la position des questions ; — 3° *S'il pense que le fait est constant, que l'accusé en est convaincu, mais que la preuve n'existe qu'à l'égard de quelques-unes des circonstances, il dira :* — Oui, l'accuse est coupable d'avoir commis le crime avec telle circonstance ; mais il n'est pas constant qu'il l'ait fait avec telle autre ; — 4° *S'il pense que le fait est constant, que l'accusé en est convaincu, mais qu'aucune des circonstances n'est prouvée, il dira* · — Oui, l'accusé est coupable, mais sans aucune des circonstances ; — 5° *S'il pense que des circonstances atténuantes existent en faveur de l'accusé, il dira :* — Oui, il y a des circonstances atténuantes en faveur de l'accusé.

Loi du 13 mai 1836,

Sur le mode du vote du jury au scrutin secret (R. v° *Instr. crim*, p. 341).

Art. 1er. Le jury votera par bulletins écrits et par scrutins distincts et successifs, sur le fait principal d'abord, et, s'il y a lieu, sur chacune des circonstances aggravantes, sur chacun des faits d'excuse légale, sur la question de discernement, et enfin sur la question des circonstances atténuantes, que le chef du jury sera tenu de poser toutes les fois que la culpabilité de l'accusé aura été reconnue.

2. A cet effet, chacun des jurés, appelé par le chef du jury, recevra de lui un bulletin ouvert, marqué du timbre de la cour d'assises, et portant ces mots : *Sur mon honneur et ma conscience, ma déclaration est...*

Il écrira à la suite, ou fera écrire secrètement, par un juré de son choix, le mot *oui* ou le mot *non*, sur une table disposée de manière à ce que personne ne puisse voir le vote inscrit au bulletin.

Il remettra le bulletin écrit et fermé au chef du jury, qui le déposera dans une urne ou boîte destinée à cet usage.

3. (*Modifié par L. 9 juin* 1853.) Le chef du jury dépouille chaque scrutin en présence des jurés, qui peuvent vérifier les bulletins. Il constate sur-le-champ le résultat du vote en marge ou à la suite de la question résolue. La déclaration du jury, en ce qui concerne les circonstances atténuantes, n'est exprimée que si le résultat du scrutin est affirmatif.

4. S'il arrivait que dans le nombre des bulletins il s'en trouvât sur lesquels aucun vote ne fût exprimé, ils seraient comptés comme portant une réponse favorable à l'accusé. Il en serait de même des bulletins que six jurés au moins auraient déclarés illisibles.

5. Immédiatement après le dépouillement de chaque scrutin, les bulletins seront brûlés en présence du jury.

6. La présente loi sera affichée, en gros caractères, dans la chambre des délibérations du jury.

R. v° *Instr. crim.*, 2996 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 2121 s. — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 184 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 345, n°s 1 s. ; — et p. 819 s.

1. Quand, après avoir déclaré constant vis-à-vis de deux accusés un crime de suppression d'enfant, le jury, interrogé sur la circonstance aggravante : « Ledit enfant a-t-il vécu ? » répond affirmativement à l'egard de l'un d'eux, négativement à l'égard de l'autre, ces réponses, relativement au même fait matériel, étant contradictoires et inconciliables, ne peuvent servir de base à l'application de la loi pénale ; par suite, il y a lieu de prononcer la nullité de l'arrêt et de tout ce qui a précéde. — Cr. c. 3 mai 1895, D. P. 1900. 1. 342.

2. Lorsqu'un individu est accuse de fabrication et d'émission de fausse monnaie, il n'y a pas contradiction entre la declaration négative du jury sur le fait de *fabrication* et sa déclaration affirmative sur l'emission de la monnaie contrefaite, chacun de ces faits constituant un crime distinct. — Cr. r. 9 juin 1887, S. v° *Proc. crim.*, 2251-4° ; *Faux et fausse monnaie*, 22.

3. Dans une accusation de vol accompagné de meurtre, le jury peut, sans contradiction, déclarer que le meurtre avait pour but de préparer, faciliter et assurer l'exécution du vol, et néanmoins répondre négativement sur la question de préméditation. — Cr. r. 25 févr. 1887, S. v° *Proc. crim.*, 2260 ; *Bull. crim.*, n° 78.

4. L'acquittement de l'accusé principal n'excluant pas la criminalité de l'action, il n'y a pas contradiction, dans la déclaration du jury, entre la réponse *négative* au profit de l'auteur principal et la reponse *affirmative* à la charge du complice. — Cr. r. 18 sept. 1890, D. P. 91. 1. 186. — Cr. r. 19 août 1897, D. P. 98. 1. 231.

5. ... Pourvu que la déclaration du jury constate, outre les faits de complicite, les circonstances constitutives du crime ou du delit poursuivi. — Cr. r. 18 sept. 1890, précite.

6. Il n'y a point contradiction lorsque le jury declare un accusé coupable de faits commis au profit exclusif de son coaccusé et acquitte cependant celui-ci. — Cr. r. 31 juill. 1890, S. v° *Proc. crim.*, 2272 ; *Bull. crim*, n° 166.

7. La déclaration du jury est entachee de complexité lorsqu'elle porte a la fois, dans une réponse unique, à la question : L'accuse est-il coupable...? « oui, a la majorite, avec circonstances attenuantes. » — Cr. c. 13 sept 1888, S. v° *Proc. crim.*, 2185 ; *Bull. crim.*, n° 293. — Cr. c. 9 avr. 1892, D. P. 92. 1. 581. — Cr. c. 7 mai 1892, D. P. 92. 1. 581.

8. ... Une semblable reponse impliquant un seul scrutin. — Mêmes arrêts.

Art. 346. (*L. 9 septembre* 1835.) Il sera procédé de même, et au scrutin secret, sur les questions qui seraient posées dans les cas prévus par les articles 339 et 340.

Ancien art. 346. — *Le juré fera de plus, s'il y a lieu, une réponse particulière pour les cas prévus par les articles* 339 *et* 340.

Art. 347. (*L. 9 juin* 1853.) La décision du jury, tant contre l'accusé que sur les circonstances atténuantes, se forme à la majorité. La déclaration du jury constate cette majorité, sans que le nombre de voix puisse y être exprimé ; le tout à peine de nullité.

Ancien art. 347 [TEXTE DE 1808]. — *La décision du jury se formera pour ou contre l'accusé, à la majorité, à peine de nullité. — En cas d'égalité de voix, l'avis favorable à l'accusé prévaudra.*

[TEXTE DE LA LOI DU 4 MARS 1831]. — (*L'article* 3 *de ladite loi porte abrogation de l'art.* 347 *— et exige la majorité de plus de sept voix.*)

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *La décision du jury se formera contre l'accusé à la majorité de plus de sept voix. — Elle se formera à la même majorité de sept voix sur l'existence des circonstances atténuantes. — Dans l'un et l'autre cas, la déclaration du jury constatera cette majorité, à peine de nullité, sans que jamais le nombre de voix puisse y être exprimé.*

[TEXTE DE LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1835]. — *La décision du jury, tant contre l'accusé que sur les circonstances atténuantes, se formera à la majorité, à peine de nullité. — La déclaration du jury constatera la majorité, à peine de nullité, sans que le nombre de voix puisse y être exprimé, si ce n'est dans le cas prévu par le quatrième paragraphe de l'article* 341.

[TEXTE DU DÉCRET DU 6 MARS 1848]. — (*L'article* 3 *de ce décret abroge l'article* 347 *— et exige la majorité de neuf voix pour la condamnation.*)

[TEXTE DU DÉCRET DU 18 OCTOBRE 1848]. — *La déclaration du jury contre l'accusé se formera sur le fait principal, sur les circonstances aggravantes, sur les questions d'excuse ou de discernement, à la majorité de plus de sept voix sans pouvoir énoncer le nombre de voix ; le tout à peine de nullité. — La déclaration des circonstances atténuantes aura lieu à la simple majorité.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 9 JUIN 1853 · **R.** v° *Instr. crim.*, 3047 s., 3148 s.

1. Est nulle et ne peut servir de base à une condamnation, la déclaration affirmative du jury qui ne mentionne pas qu'elle a eu lieu à la majorité. — Cr. c. 12 nov. 1891, S. v° *Proc. crim.*, 2174 ; *Bull. crim.*, n° 223.

2. Il y a nullité en cas d'admission des circonstances atténuantes, si la déclaration n'indique pas qu'elle a été prise à la majorité. — Cr. c. 20 juin 1896, *Bull. crim.*, n° 202.

§ 2. LOI DU 9 JUIN 1853 **S.** v° *Proc. crim*, 2137 s, 2174 s — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art 347, n°s 1 s. — **D. P.** 53. 4. 98.

3. Il ne résulte aucune nullité de ce que le mot « majorite » ait eté mal orthographié. — Cr. r. 14 avr. 1892, D. P. 92. 1. 631. — Cr. r. 18 août 1892, S. v° *Proc. crim*, 2178 ; *Bull. crim.*, n° 239.

4. Le defaut de constatation de la majorité sur la question d'excuse a pour effet de rendre également nulle la reponse à la question relative au fait principal ou aux faits connexes. — Cr. c. 15 sept. 1892, D. P. 94. 1. 140.

Art. 348. Les jurés rentreront ensuite dans l'auditoire et reprendront leur place.

Le président leur demandera quel est le résultat de leur délibération.

Le chef du jury se lèvera, et, la main placée sur son cœur, il dira : « Sur mon honneur et ma conscience, devant Dieu et devant les hommes, la déclaration du jury est : Oui, l'accusé, etc. ; Non, l'accusé, etc. »

R. v° *Instr. crim.*, 3054 s., 3072 s., 3098 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 2138 s., 2140 s., 2153 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 348, nos 1 s.

1. L'emploi de la formule « la declaration du jury est », qui doit servir au chef du jury pour la lecture du verdict, n'est pas prescrit a peine de nullité. — Cr. r. 6 avr. 1894, D. P. 98. 1. 343.

2. L'eloignement de l'auditoire d'un des accusés lors de la lecture du verdict par le chef du jury, alors que ses coaccuses ont été laissés à l'audience, ne crée aucun moyen de nullite. — Cr. r. 23 janv. 1890, D. P. 90. 1. 332.

Art. 349. La déclaration du jury sera signée par le chef et remise par lui au président, le tout en présence des jurés.

Le président la signera et la fera signer par le greffier.

R. v° *Instr. crim.*, 3108 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 2154 s.

1. *Le concours* des trois signatures du chef du jury, du président de la cour d'assises et du greffier au bas de la déclaration du jury est substantiel. — Cr. c. 26 sept. 1889, D. P. 89. 5. 156. — Cr. c. 23 nov. 1889, D. P. 90. 1. 406.

2. ... Et par suite, l'absence d'une de ces signatures opère nullité. — Cr. c. 30 mars 1900, D. P. 1900. 1. 447.

3. L'erreur dans l'indication de la date de la déclaration du jury, et même l'omission de date, peuvent être réparees à l'audience sur simple observation du president, et sans renvoi du jury dans la chambre des deliberations. — Cr. r. 20 mars 1891, D. P. 92. 1. 255.

En ce qui concerne les ratures, renvois, interlignes et surcharges dans la déclaration écrite du jury, **V. C. instr. crim. ann.**, p. 834 s. — **V.** aussi **R.** v° *Instr. crim.*, 3120 s. ; **S.** v° *Proc. crim.*, 2164 s.

Art. 350. La déclaration du jury ne pourra jamais être soumise à aucun recours. — *Instr.* 360.

R. v° *Instr. crim.*, 3234 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 2189 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 350, nos 1 s.

1. Toute declaration du jury, claire, precise, concordante, réguliere, est definitive et souveraine, et ne peut être soumise à aucun recours. — Cr. r. 22 nov. 1894, D. P. 98. 1. 435.

2. En cas de renvoi dans leur salle de delibérations, les jurés reprennent la plenitude de leur liberte, au point de pouvoir modifier complètement leur verdict. — Cr. r. 30 mars 1893, D. P. 95. 1. 327.

3 L'annulation du verdict du jury et de l'arrêt de condamnation ne peut remettre en cause que les chefs d'accusation qui ont donne lieu à des reponses affirmatives, les reponses negatives restant, malgre l'irrégularité du verdict et l'annulation prononcée, definitivement acquises a l'accuse. — Cr c. 14 août 1902 D. P. 1904. 1. 380.

Art. 351. (Abrogé par L. 4 mars 1831.) *Si néanmoins l'accusé n'est déclaré coupable du fait principal qu'a une simple majorité, les juges délibéreront entre eux sur le même point; et si l'avis de la minorité des jurés est adopté par la majorité des juges, de telle sorte qu'en réunissant le nombre de voix ce nombre excède celui de la majorité des jurés et de la minorité des juges, l'avis favorable à l'accusé prévaudra.*

Art. 352. (*L. 9 juin* 1853.) Dans le cas où l'accusé est reconnu coupable, et si la cour est convaincue que les jurés, tout en observant les formes, se sont trompés au fond, elle déclare qu'il est sursis au jugement et renvoie

l'affaire à la session suivante, pour y être soumise à un nouveau jury, dont ne peut faire partie aucun des jurés qui ont pris part à la déclaration annulée.

Nul n'a le droit de provoquer cette mesure. La cour ne peut l'ordonner que d'office, immédiatement après que la déclaration du jury a été prononcée publiquement.

Après la déclaration du second jury, la cour ne peut ordonner un nouveau renvoi, même quand cette déclaration serait conforme à la première.

Ancien art. 352 [TEXTE DE 1808]. — *Si, hors le cas prévu par le précédent article, les juges sont unanimement convaincus que les jurés, tout en observant les formes, se sont trompés au fond, la cour déclarera qu'il est sursis au jugement, et renverra l'affaire à la session suivante, pour être soumise à un nouveau jury, dont ne pourra faire partie aucun des premiers jurés. — Nul n'aura le droit de provoquer cette mesure; la cour ne pourra l'ordonner que d'office, et immédiatement après que la déclaration du jury aura été prononcée publiquement, et dans le cas où l'accusé aura été convaincu, jamais lorsqu'il n'aura pas été déclaré coupable. — La cour sera tenue de prononcer immédiatement après la déclaration du second jury, même quand elle serait conforme à la première.*

[TEXTE DE LA LOI DU 9 SEPTEMBRE 1835]. — *Si néanmoins les juges sont unanimement convaincus que les jurés, tout en observant les formes, se sont trompés au fond, la cour déclarera qu'il est sursis au jugement, et renverra l'affaire à la session suivante, pour être soumise à un nouveau jury, dont ne pourra faire partie aucun des premiers jurés. — Lorsque l'accusé n'aura été déclaré coupable qu'à la simple majorité, il suffira que la majorité des juges soit d'avis de surseoir au jugement et de renvoyer l'affaire à la session suivante, pour que cette mesure soit ordonnée par la cour. — Nul n'aura le droit de provoquer cette mesure : la cour ne pourra l'ordonner que d'office et immédiatement après que la déclaration du jury aura été prononcée publiquement, et dans le cas où l'accusé aura été convaincu; jamais lorsqu'il n'aura pas été déclaré coupable. — La cour sera tenue de prononcer immédiatement après la déclaration du second jury, même quand elle serait conforme à la première.*

§ 1. LEGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 9 JUIN 1853 · **R.** V° *Instr. crim*, 2049 s. | § 2 LOI DU 9 JUIN 1853 : **S.** V° *Proc. crim.*, 1642 s. — **D. P.** 53. 4. 98.

Art. 353. L'examen et les débats une fois entamés, devront être continués sans interruption, et sans aucune espèce de communication au dehors, jusqu'après la déclaration du jury inclusivement. Le président ne pourra les suspendre que pendant les intervalles nécessaires pour le repos des juges, des jurés, des témoins et des accusés. — *Instr.* 312, 343.

R. V° *Instr. crim.*, 1959 s., 1967 s., 2078 s. — **S.** V° *Proc. crim*, 1606 s., 1609 s., 1647 s. | — **T.** (87-97), V° *Cour d'assises*, 64 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 353.

1. Le président peut ordonner la suspension des débats pour attendre l'arrivée d'un témoin. — Cr. 13 mai (*et non* mars) 1886, S. V° *Proc. crim.*, 1650 ; *Bull. crim.*, n° 173.

2. Les seules communications illégales sont celles qui, *portant sur les faits du procès*, seraient de nature à exercer sur l'opinion du juré une influence préjudiciable à la défense. — Cr. r. 25 sept. 1890, S. V° *Proc. crim*, 1609-7° ; *Bull. crim.*, n° 196. — Cr. r. 12 janv. 1893, *Bull. crim.*, n° 7.

3. Par suite, la communication d'un juré avec une personne de l'auditoire n'est pas une cause de nullité, s'il n'est pas constaté que cette communication ait été relative à l'affaire soumise à la décision du jury. — Cr. c. 13 déc. 1888, D. P. 89. 1. 391.

4. Le fait par un juré de serrer la main d'un témoin et de lui demander des nouvelles de sa santé, au cours d'une suspension d'audience et en présence des autres jurés, ne constitue pas une communication prohibée. — Cr. r. 7 févr. 1895, D. P. 1900. 1. 55-56

5. La cour de cassation ne peut ordonner une enquête pour établir qu'il y a eu communication prohibée. — Cr. r. 23 déc. 1899, D. P. 1900. 1. 115 (*arrêt rendu dans le cas d'une manifestation d'opinion*).

6. Le juré qui exprime manifestement son opinion sur un des éléments de preuve apportés par le ministère public et, par suite, sur la culpabilité de l'accusé, se livre à une manifestation d'opinion prohibée et se met dans l'impossibilité de concourir légalement au jugement de l'accusation. — Cr. c. 19 janv. 1900, D. P. 1900. 1. 116.

7. Spécialement, il y a manifestation d'opinion prohibée de la part d'un juré : ... dans ces mots prononcés par un juré

après l'audition d'un temoin : « Monsieur le president, ces faits me paraissent très concluants. » — Cr. c. 31 août 1893, D. P. 96. 1. 429.

8. ... Ou quand, au cours d'une accusation de meurtre commis par un coup de fusil, l'accuse ayant ete interrogé sur la nature des projectiles, un jure a observe que « ce n'est pas habituellement avec du plomb moyen qu'on tue des chacals ». — Cr. c. 27 janv. 1894, D. P. 96. 1. 429

9. ... Ou dans le fait par un jure d'avoir, pendant l'audition d'un témoin, profére les paroles suivantes : « Puisque l'accuse dit que K... etait à cheval, c'est qu'il y etait. » — Cr. c. 26 août 1897, *Bull. crim.*, n° 300.

10. .. Ou dans la déclaration faite par un juré, après la déposition de la plus haute importance d'un médecin expert, « que la question qu'il venait de poser (a ce témoin) avait pour but d'avoir une certitude plus absolue ». — Cr. c. 19 janv. 1900, D. P. 1900. 1. 116.

11. La preuve d'une manifestation d'opinion de la part d'un jure, en dehors de l'audience et pendant une suspension des debats, ne saurait, alors que le procès-verbal des débats ne contient aucune trace de ce fait, legalement resulter de pièces creees et produites par les parties postérieurement a la clôture des débats. — Cr. r. 23 dec. 1899, D. P. 1900. 1. 115.

Art. 354. Lorsqu'un témoin qui aura été cité ne comparaîtra pas, la cour pourra, sur la réquisition du procureur général et avant que les débats soient ouverts par la déposition du premier témoin inscrit sur la liste, renvoyer l'affaire à la prochaine session. — *Instr.* 406; *T. cr.* 71.

R. v^is *Instr. crim*, 2011 s.; *Témoin*, 486. — **S.** v^is *Proc. crim.*, 1624 s.; *Témoin*, 145 s. — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 64 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 354.

1. Les cas speciaux de renvoi prévus par les art. 330 et 331 d'une part, et 354 d'autre part, ne sont pas seuls à envisager; ces articles sont purement enonciatifs, et les causes de renvoi qu'ils indiquent ne sont pas limitatives. — Cr. r. 16 avr. 1891, D. P. 92. 1. 76.

2. La cour d'assises a le droit d'entendre de nouveaux temoins. — Cr. r. 22 mars 1894, D. P. 98. 1. 320.

3 L'absence d'un ou de plusieurs temoins n'oblige pas la cour d'assises à prononcer le renvoi de l'affaire à une autre session. — Cr. r. 19 mai 1900, D. P. 1901 1 176.

4. Le renvoi n'est pas obligatoire, mais purement facultatif, et les cours d'assises ne sont point tenues de déferer aux réquisitions du ministère public, tendantes au renvoi : elles peuvent passer outre aux debats, soit contrairement, soit conformement a ces requisitions, si elles jugent que l'audition des temoins absents n'est pas necessaire. — Cr. c. 11 nov. 1892, D P. 93. 1 463.

Art. 355. Si, à raison de la non-comparution du témoin, l'affaire est renvoyée à la session suivante, tous les frais de citation, actes, voyages de témoins, et autres, ayant pour objet de faire juger l'affaire, seront à la charge de ce témoin, et il y sera contraint, même par corps, sur la réquisition du procureur général, par l'arrêt qui renverra les débats à la session suivante.

Le même arrêt ordonnera, de plus, que ce témoin sera amené par la force publique devant la cour pour y être entendu.

Et néanmoins, dans tous les cas, le témoin qui ne comparaîtra pas, ou qui refusera soit de prêter serment, soit de faire sa déposition, sera condamné à la peine portée en l'article 80. — *Instr.* 80, 157; *Pr.* 264; *T. cr.* 71; L. 22 *juill.* 1867, *art.* 18.

Art. 356. La voie de l'opposition sera ouverte contre ces condamnations, dans les dix jours de la signification qui en aura été faite au témoin condamné ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres; et l'opposition sera reçue s'il prouve qu'il a été légitimement empêché, ou que l'amende contre lui prononcée doit être modérée. — *T. cr.* 71.

R. v^is *Contrainte par corps*, 657 s.; *Témoin*, 489 s.

La cour d'assises apprecie souverainement les causes d'excuse d'un témoin. — Cr. r. 26 oct 1894, D. P. 99. 1. 388

SECTION II.

Du jugement et de l'exécution.

Art. 357. Le président fera comparaître l'accusé, et le greffier lira en sa présence la déclaration du jury. — *Instr.* 310.

R. v° *Instr. crim.*, 3089 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 2151 s. — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 164 s.

1. La lecture de la déclaration du jury, en présence de l'accusé, est une formalité substantielle aux droits de la défense et d'ordre public qui est prescrite à peine de nullité — Cr c. 23 avr. 1891, D. P. 91. 5. 155. — Cr. c. 24 janv. 1895, D. P. 96. 1. 534. — Cr c. 1er juill. 1897, D. P. 97. 1. 503

2. Il est nécessaire, à peine de nullité, que le procès-verbal mentionne l'accomplissement de cette formalité. — Cr. c. 23 avr. 1891 et Cr c. 1er juill. 1897, précités.

3. Lorsque l'accusé ne connaît pas la langue française, la déclaration du jury doit être traduite par un interprète à peine de nullité. — Cr. c. 24 janv. 1895, D. P. 96. 1. 534.

4. ... Alors même que le défenseur aurait déclaré renoncer à ce que cette traduction soit faite à l'accusé. — Même arrêt.

Art. 358. Lorsque l'accusé aura été déclaré non coupable, le président prononcera qu'il est acquitté de l'accusation, et ordonnera qu'il soit mis en liberté, s'il n'est retenu pour autre cause.

La cour statuera ensuite sur les dommages-intérêts respectivement prétendus, après que les parties auront proposé leurs fins de non-recevoir ou leurs défenses, et que le procureur général aura été entendu.

La cour pourra néanmoins, si elle le juge convenable, commettre l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces, et faire son rapport à l'audience, où les parties pourront encore présenter leurs observations, et où le ministère public sera entendu de nouveau.

L'accusé acquitté pourra aussi obtenir des dommages-intérêts contre ses dénonciateurs pour fait de calomnie; sans néanmoins que les membres des autorités constituées puissent être ainsi poursuivis à raison des avis qu'ils sont tenus de donner, concernant les délits dont ils ont cru acquérir la connaissance dans l'exercice de leurs fonctions, et sauf contre eux la demande en prise à partie, s'il y a lieu.

Le procureur général sera tenu, sur la réquisition de l'accusé, de lui faire connaître ses dénonciateurs. — *Instr.* 30, 31, 66, 161, 191, 195, 364, 409, 412; *Pén.* 10, 51, 373; *T. cr.* 42, 71; *L.* 29 *juill.* 1881, *art.* 58.

R. vis *Compét. crim.*, 601 s.; *Dénonc. calomnieuse*, 119 s.; *Instr. crim*, 545 s., 3724 s. — **S.** vis *Compét. crim.*, 338 s.; *Dénonc calomnieuse*, 57; *Proc. crim.*, 752 s. — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 164 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 358, nos 1 s.

1. La compétence de la cour d'assises pour statuer sur les dommages-intérêts réclamés par la partie civile est limitée aux faits mêmes de l'accusation. — Cr. c. 27 fevr. 1891, *Bull. crim.*, n° 51. — V. aussi Cr. r. 23 oct. 1890, S. v° *Proc. crim.*, 2351-2°; *Bull. crim.*, n° 202. — Cr. c. 21 juill. 1892, S. v° *Proc. crim.*, 2351-2; *Bull. crim.*, n° 214.

2. Les cours d'assises, comme toutes les juridictions de répression, sont incompétentes pour connaître de l'exécution des réparations civiles par elles ordonnées. — Cr. c. 25 mars 1892, D. P. 92. 1. 493.

3. La cour d'assises, qui n'a pas statué sur les conclusions de la partie civile prises dans le cours des débats, en demeure néanmoins saisie, et il lui appartient de prononcer sur ces conclusions à une audience ultérieure. — Cr. r. 23 janv. 1890, D. P. 90. 1. 332.

4. Lorsque la cour de cassation annule un arrêt de la cour d'assises, aux chefs seulement qui concernent les intérêts civils, elle doit renvoyer la cause et les parties devant un tribunal de première instance, et non devant une autre cour d'assises. — Cr. c. 8 févr. 1894, D. P. 94. 1. 544.

Art. 359. Les demandes en dommages-intérêts, formées soit par l'accusé contre ses dénonciateurs ou la partie civile, soit par la partie civile contre l'accusé ou le condamné, seront portées à la cour d'assises.

La partie civile est tenue de former sa demande en dommages-intérêts avant le jugement; plus tard, elle sera non recevable.

Il en est de même de l'accusé, s'il a connu son dénonciateur.

Dans le cas où l'accusé n'aurait connu son dénonciateur que depuis le jugement, mais avant la fin de la session, il sera tenu, sous peine de déchéance, de porter sa demande à la cour d'assises; s'il ne l'a connu qu'après la clôture de la session, sa demande sera portée au tribunal civil.

A l'égard des tiers qui n'auraient pas été partie au procès, ils s'adresseront au tribunal civil. — *Instr.* 63, 66, 358, 366.

R. v[is] *Dénonc. calomnieuse*, 119 s.; *Instr. crim.*, 497 s.; *Jugement*, 747 s. — **S.** v[is] *Compét. crim.*, 338 s.; *Dénonc. calomnieuse*, 57; *Proc. crim.*, 676 s.

Art. 360. Toute personne acquittée légalement ne pourra plus être reprise ni accusée à raison du même fait. — *Instr.* 246, 350.

R. v° *Chose jugée*, 394 s. — **S.** *eod. v°*, 234 s. — **V. aussi C. instr. crim. ann.**, art. 360.

1. Il ne peut être dérogé au principe d'ordre public d'après lequel « toute personne acquittée légalement ne peut plus être reprise ni accusée à raison des mêmes faits » que dans le cas où la qualification nouvelle s'appuie sur des éléments non relevés et non appréciés lors de la première poursuite. — Com. d'instr. près Haute Cour de justice (chambre d'accusation), 30 oct. 1899, D. D. 1903. 2. 345, et la note de M. Saint. — Chambery, 21 mai 1908, D. P. 1908. 2. 227.

2. A la différence de l'exception de chose jugée en matière civile (Req. 11 nov. 1907, D. P. 1908. 1. 63), l'exception de chose jugée en matière criminelle est d'ordre public, et le juge peut la suppléer d'office, si l'inculpé ne l'invoque pas. — Limoges, 22 nov. 1906, D. P. 1909. 2. 27.

Art. 361. Lorsque, dans le cours des débats, l'accusé aura été inculpé sur un autre fait, soit par des pièces, soit par les dépositions des témoins, le président, après avoir prononcé qu'il est acquitté de l'accusation, ordonnera qu'il soit poursuivi à raison du nouveau fait; en conséquence, il le renverra en état de mandat de comparution ou d'amener, suivant les distinctions établies par l'article 91, et même en état de mandat d'arrêt, s'il y échet, devant le juge d'instruction de l'arrondissement où siège la cour, pour être procédé à une nouvelle instruction.

Cette disposition ne sera toutefois exécutée que dans le cas où, avant la clôture des débats, le ministère public aura fait des réserves a fin de poursuite. — *Instr.* 338, 379; *T. cr.* 71.

R. v[is] *Instr. crim.*, 3748; *Ministère public*, 310 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 534.

Art. 362. Lorsque l'accusé aura été déclaré coupable, le procureur général fera sa réquisition a la cour pour l'application de la loi.

La partie civile fera la sienne pour restitution et dommages-intérêts. — *Instr.* 273, 359.

R. v[is] *Instr. crim.*, 3562; *Ministère public*, 323. — **S.** v° *Proc. crim.*, 2276. — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 177 s.

1. La disposition de l'art. 362 aux termes de laquelle le ministère public doit, après la déclaration de culpabilité, requérir l'application de la loi, formule une règle d'ordre public dont l'inobservation entraîne la nullité de l'arrêt de condamna-

tion. — Cr. r. 3 juin 1893, D. P. 95. 1. 463.
2. Et il y a lieu, dans ce cas, de renvoyer devant une autre cour d'assises pour l'application de la peine aux faits déclarés constants par le jury. — Même arrêt.

Art. 363. Le président demandera à l'accusé s'il n'a rien à dire pour sa défense.

L'accusé ni son conseil ne pourront plus plaider que le fait est faux, mais seulement qu'il n'est pas défendu ou qualifié délit par la loi, ou qu'il ne mérite pas la peine dont le procureur général a requis l'application, ou qu'il n'emporte pas de dommages-intérêts au profit de la partie civile, ou enfin que celle-ci élève trop haut les dommages-intérêts qui lui sont dus.

R. v° *Instr. crim.*, 3563 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 2279 s.

L'interpellation prescrite par l'art 363 concernant l'application de la peine est une formalite essentielle à la défense dont l'omission entraîne nullite. — Cr. c. 9 avr. 1891, D. P. 92. 1. 170.

Art. 364. La cour prononcera l'absolution de l'accusé, si le fait dont il est déclaré coupable n'est pas défendu par une loi pénale. — *Instr.* 229, 409 s., 429.

R. v° *Instr. crim.*, 3724 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 2347 s.

Art. 365. Si ce fait est défendu, la cour prononcera la peine établie par la loi, même dans le cas où, d'apres les débats, il se trouverait n'être plus de la compétence de la cour d'assises.

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée. — *Instr.* 192.

Décret du 16-29 septembre 1791, *concernant la police de sûreté, la justice criminelle et l'établissement des jurés* (**R.** v° *Instr. criminelle*, p. 25). — TIT. VII... Art. 40. Si l'accusé est declare convaincu du fait porté dans l'acte d'accusation, il pourra encore être poursuivi pour raison du nouveau fait; mais, s'il est déclare convaincu du second delit, il n'en subira la peine qu'autant qu'elle serait plus forte que celle du premier, auquel cas il sera sursis a l'execution du jugement.

Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV (**R.** v° *Lois modifiées*, p. 239). — Art. 446. Lorsque, pendant les debats qui ont precede le jugement de condamnation, l'accusé a ete inculpé, soit par des pièces, soit par des dépositions de temoins, sur d'autres faits que ceux portés dans l'acte d'accusation, le tribunal criminel ordonne qu'il sera poursuivi, a raison de ces nouveaux faits, devant le directeur du jury du lieu où il tient ses séances, mais seulement dans le cas où ces nouveaux faits meritent une peine plus forte que les premiers. — Dans ce cas, le tribunal surseoit à l'exécution de la première peine, jusqu'apres le jugement sur les nouveaux faits.

R. v[is] *Instr. crim.*, 652 s.; *Peine*, 122 s. — **S.** v[is] *Peine*, 117 s.; *Proc. crim*, 368 s. — **T.** (87-97), v° *Peine*, 66 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 365, n[os] 1 s.

1. L'art. 365, qui pose la règle du non-cumul, établit un principe général de penalité applicable à toutes les infractions atteintes de peines criminelles ou correctionnelles, qui n'en ont pas été exceptees. — Cr. c. 22 déc. 1893, D. P. 97. 1. 302. — Cr. c. 22 avr. 1898, D. P. 98. 1. 495.

2. La cour de cassation décide d'une façon constante que la règle prohibitive du cumul des peines n'est pas applicable aux contraventions de simple police. — Cr. c. 9 janv. 1890, D. P. 90. 1. 239. — Cr. c 19 fevr. 1898, D. P. 99. 1. 31.

3. La règle du non-cumul est applicable aux contraventions-délits. — Cr. c. 22 avr. 1887, D. P. 87. 1. 506-507. — Cr. c. 22 déc. 1893, D. P. 97. 1. 302. — Cr. r. 26 juill. 1895, D. P. 97. 1. 302. — Cr. r. 12 août 1898, D. P. 99. 1. 174. — V., en outre, les arrêts cités aux numeros suivants.

4. Spécialement, la règle du non-cumul est applicable :... en matiere d'ouverture de debit de boissons sans declaration prealable — Cr. c 31 mai 1889, S. v° *Peine*, 128; *Bull. crim.*, n° 198.

5 ... En matiere de contravention aux

lois sur la pharmacie. — Cr. c. 28 mai 1891, D. P. 92. 1. 195.

6. ... En matière de port d'armes prohibees. — Cr. c. 13 juin 1884, D. P. 90. 2. 259, note.

7... Pour les infractions fiscales. — Cr. c. 22 dec. 1893, precité.

8. .. En matiere de delits de pêche. — Cr. c. 24 avr. 1885, D. P. 1901. 1. 228, note.

9. Decide, au contraire, que l'amende, en matiere de pêche fluviale, ayant un caractère mixte et tenant de la nature des reparations civiles, n'est pas soumise au principe du non-cumul des peines établi par l'art. 365 c. instr. crim. — Cr. c. 29 déc. 1900, D. P. 1901. 1. 225, et la note de M. Le Poittevin.— Cr. 13 juill. 1905, D P. 1905. 5. 37.

10. En matiere de contributions indirectes et d'octroi, de même qu'en matière de douanes et de forêts, les amendes, ayant le caractère de réparations civiles, doivent être cumulees; et il y a lieu de condamner le prévenu à autant d'amendes qu'il a commis d'infractions. — Cr. c. 22 dec. 1893, D. P. 97. 1. 302. — Cr. c. 19 oct. 1894, D. P. 98 1. 401. — Cr. c. 22 avr. 1898, D. P. 98. 1. 495.

11. Les infractions à la police des chemins de fer, etant punies par l'art. 21 de la loi du 15 juillet 1845 d'une amende de 16 à 3,000 fr., constituent des delits; en consequence, la disposition de l'art. 365 c. instr. crim, aux termes de laquelle « en cas de conviction de plusieurs crimes ou delits, la peine la plus forte sera seule prononcée », leur est applicable. — Cr. c. 31 oct. 1908, D P. 1910. 1. 228.

12. Le principe du non-cumul des peines n'empêche pas le cumul des poursuites. — Cr. c. 16 et 29 mars 1889, D. P. 89. 1. 481. — Cr. r. 4 juin 1892, D. P. 93. 1. 368.

13. Juge specialement... que l'accusation d'infanticide et l'accusation de suppression d'enfant peuvent être simultanément dirigées contre le même individu. — Cr. r. 3 janv. 1891, D. P. 91. 1. 447.

14. ... Qu'un pharmacien peut être poursuivi d'une part pour infraction à l'art 19 de la loi du 19 vent. an XI et, d'autre part, pour delit d'homicide par imprudence. — Cr. c. 28 mai 1891, D. P. 92. 1. 195.

15. Si, au moment où le deuxième délit a ete commis, la condamnation prononcee pour le premier n'était pas encore devenue définitive, cette condamnation pouvant être considérée comme n'existant pas, l'art. 365 doit recevoir son application. — Cr. r. 23 août 1888, D P. 89. 1. 124. — Cr. r. 2 mars 1889, D. P. 91. 1. 41.

16. Par suite:... lorsque, a l'audience où il vient d'être condamné à quatre mois d'emprisonnement pour filouterie, le prevenu se livre envers les magistrats à des outrages qui motivent contre lui une condamnation à cinq ans de prison, la cour ne peut ordonner que cette peine ne se confondra pas avec la première. — Cr. r. 23 août 1888, précite.

17. ... Lorsque des individus, condamnes pour vol qualifié à cinq ans de travaux forcés, sont frappes à nouveau de la reclusion pour violences exercees sur la personne des gardiens de la prison où ils sont détenus, violences commises avant que le premier arrêt soit devenu définitif, la règle du non-cumul des peines exige que la peine de la reclusion prononcee par le second arrêt s'absorbe dans la peine plus grave des travaux forcés prononcee par le premier. — Cr. r. 2 mars 1889, D. P. 91. 1. 41, et la note de M. Garraud.

18 La confusion des peines n'a pas pour objet d'enlever aux peines confondues leur existence propre et leurs consequences légales, mais uniquement de determiner que l'execution de la peine la plus faible aura lieu simultanément avec celle de la peine la plus forte. — Cr. r. 13 juill. 1888, D. P. 88. 1. 445.

Art. 366. Dans le cas d'absolution comme dans celui d'acquittement ou de condamnation, la cour statuera sur les dommages-intérêts prétendus par la partie civile ou par l'accusé; elle les liquidera par le même arrêt, ou commettra l'un des juges pour entendre les parties, prendre connaissance des pièces et faire du tout son rapport, ainsi qu'il est dit article 358.

La cour ordonnera aussi que les effets pris seront restitués au propriétaire. Néanmoins, s'il y a eu condamnation, cette restitution ne sera faite qu'en justifiant, par le propriétaire, que le condamné a laissé passer les délais sans se pourvoir en cassation, ou, s'il s'est pourvu, que l'affaire est définitivement terminée. — *Instr.* 159, 191, 212, 358, 412, 474; *Pén.* 10, 51.

R. v° *Compét. crim.*, 601 s. — **S.** vis *Compét. crim.*, 338 s.; *Proc. crim.*, 678.

Art. 367. Lorsque l'accusé aura été déclaré excusable, la cour prononcera conformément au Code pénal. — *Pén.* 65 s., 321 s., 339.

Art. 368. L'accusé ou la partie civile qui succombera, sera condamné aux frais envers l'État et envers l'autre partie.

(*L.* 28 *avril* 1832.) « Dans les affaires soumises au jury, la partie civile qui n'aura pas succombé, ne sera jamais tenue des frais.

« Dans le cas où elle en aura consigné, en exécution du décret du 18 juin 1811, ils lui seront restitués. » — *Instr.* 162, 194, 436, 478.

R. v° *Frais et dépens*, 966 s. — **S.** *eod.* v°, 537 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art 368.

L'accusé acquitté peut être condamné aux frais envers la partie civile à *titre de dommages-intérêts*, ou, lorsque des dommages-intérêts ont été alloués a la partie civile, à titre de supplément de dommages-intérêts. — Cr. c. 4 mai 1900 (*a contrario*), D. P. 1900. 1. 408.

Art. 369. Les juges délibéreront et opineront à voix basse; ils pourront, pour cet effet, se retirer dans la chambre du conseil : mais l'arrêt sera prononcé à haute voix par le président, en présence du public et de l'accusé.

Avant de le prononcer, le président est tenu de lire le texte de la loi sur laquelle il est fondé.

Le greffier écrira l'arrêt; il y insérera le texte de la loi appliquée, sous peine de cent francs d'amende. — *Instr.* 163, 195, 411.

R. v° *Instr. crim*, 3588 s — **S.** v° *Proc. crim.*, 2284 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art 369, n°s 1 s.

1. La lecture du texte de loi sur lequel l'arrêt est fondé n'est pas prescrite a peine de nullité. — Cr r. 27 avr. 1893, S. v° *Proc. crim.*, 2286; *Bull. crim.*, n° 107.

2. Il ne résulte pas nullité de ce que l'arrêt de condamnation contient une erreur dans la citation du texte de loi, alors que la peine prononcée est bien celle qui devait être réellement appliquée. — Cr. r. 25 sept 1890, S. v° *Proc. crim.*, 2294; *Bull. crim*, n° 196.

3. La condamnation au payement d'une somme déterminée de dommages-intérêts basée uniquement sur une déclaration du jury portant, sans fixer d'ailleurs cette somme, que l'accusé s'est rendu coupable d'avoir soustrait frauduleusement une « certaine somme » d'argent, n'est pas suffisamment motivée — Cr. c. 22 déc. 1892, D. P. 93. 1. 102.

Art. 370. La minute de l'arrêt sera signée par les juges qui l'auront rendu, à peine de cent francs d'amende contre le greffier, et, s'il y a lieu, de prise à partie tant contre le greffier que contre les juges.

Elle sera signée dans les vingt-quatre heures de la prononciation de l'arrêt. — *Instr.* 164, 196, 450; *T. cr.* 58.

R. v° *Instr. crim.*, 3619 s — **S.** v° *Proc. crim*, 2299 s.

1. L'omission de la signature des deux assesseurs sur un arrêt de la cour d'assises ordonnant le remplacement d'un juré malade par le juré suppléant n'entraîne pas la nullité de cet arrêt. — Cr. r. 6 juill. 1894, D. P. 99. 1. 171.

2. Mais cette omission peut seulement donner lieu à une amende contre le greffier. — Même arrêt.

Art. 371. Après avoir prononcé l'arrêt, le président pourra, selon les circonstances, exhorter l'accusé à la fermeté, à la résignation, ou à réformer sa conduite.

Il l'avertira de la faculté qui lui est accordée de se pourvoir en cassation, et du terme dans lequel l'exercice de cette faculté est circonscrit.

R. v° *Instr. crim.*, 3603 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 2280 s.

Art. 372. (*L.* 28 *avril* 1832.) Le greffier dressera un procès-verbal de la séance, à l'effet de constater que les formalités prescrites ont été observées.

Il ne sera fait mention au procès-verbal, ni des réponses des accusés, ni du contenu aux dépositions, sans préjudice toutefois de l'exécution de l'article 318 concernant les changements, variations et contradictions dans les déclarations des témoins.

Le procès-verbal sera signé par le président et le greffier, et ne pourra être imprimé à l'avance.

Les dispositions du présent article seront exécutées à peine de nullité.

Le défaut de procès-verbal et l'inexécution des dispositions du paragraphe 3 qui précède seront punis de 500 francs d'amende contre le greffier. — *Instr.* 277, 450.

Ancien art. 372. — *Le greffier dressera un procès-verbal de la séance, à l'effet de constater que les formalités prescrites ont été observées. — Il ne sera fait mention au procès-verbal, ni des réponses des accusés, ni du contenu aux dépositions; sans préjudice toutefois de l'exécution de l'article* 318 *concernant les changements, variations et contradictions dans les déclarations des témoins. — Le procès-verbal sera signé par le président et par le greffier. — Le défaut de procès-verbal sera puni de* 500 *francs d'amende contre le greffier.*

R. v° *Instr. crim.*, 3633 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 2302 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 372, n°s 1 s.

1. La signature du greffier doit être considérée comme non avenue lorsqu'elle a été apposee en surcharge sur celle du commis greffier effacée à l'aide d'un grattage, et que cette surcharge n'a pas été approuvee. — Cr. c. 8 mai 1891, D. P. 91. 5. 156.

2. Et, en pareil cas, il y a lieu de condamner le greffier à l'amende de 500 fr., et aux frais de la procedure à recommencer. — Même arrêt.

Art. 373. Le condamné aura trois jours francs après celui où son arrêt lui aura été prononcé, pour déclarer au greffe qu'il se pourvoit en cassation.

Le procureur général pourra, dans le même délai, déclarer au greffe qu'il demande la cassation de l'arrêt.

La partie civile aura aussi le même délai; mais elle ne pourra se pourvoir que quant aux dispositions relatives à ses intérêts civils.

Pendant ces trois jours, et s'il y a eu recours en cassation, jusqu'à la réception de l'arrêt de la cour de cassation, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de la cour. — *Instr.* 417, 425.

R. v° *Cassation*, 524 s., 948 s. — **S.** *eod.* v°, 119 s., 195 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 595 s., 623. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 373, n°s 1 s.

1. Le delai de l'art. 373 est franc, et par conséquent, de cinq jours en réalité. — Cr. r. 22 juin 1900, D. P. 1900. 1. 616.

2. Le délai de trois jours pour le pourvoi ne comprend, en effet, ni le jour de la prononciation du jugement, ni le dernier des trois jours. — Même arrêt.

3. Lorsque la décision est susceptible d'appel, le ministere public ne peut l'attaquer par le recours en cassation qu'à l'expiration des délais d'appel. — Cr. r. 22 juill. 1893, D. P. 94. 1. 193. — Cr. r. 10 mars 1900, D. P. 1900. 1. 403.

4. Est irrecevable le pourvoi contre un arrêt par defaut susceptible, au moment ou ce pourvoi a eté formé, d'être attaque par la voie de l'opposition. — Cr r. 3 mars 1900, D. P. 1900 1. 403.

5. La signification reguliere à domicile fait courir le delai fixe par l'art. 373 pour le pourvoi en cassation formé contre l'arrêt qui, faute de comparution, a declare non avenue l'opposition du demandeur à un précédent arrêt par défaut. — Cr. r. 2 févr. 1900, D. P. 1900. 1. 403.

6. En consequence, doit être declaré non recevable le pourvoi formé le 12 janvier contre l'arrêt de déboute d'opposition rendu le 18 mars precedent, signifié le 6 juin suivant. — Même arrêt.

7. La duree de toute peine privative de la liberté comptant du jour ou le condamné est detenu en vertu de la condamnation devenue irrévocable, et le pourvoi en cassation étant suspensif en matiere criminelle, la peine ne commence à cou-

rir que du jour ou le pourvoi a été rejeté. — Cr. c. 20 juin 1895, D. P. 95. 1. 325.

8. En conséquence, la mise en liberté d'un condamné a l'emprisonnement qui s'est pourvu en cassation ne peut être ordonnee avant le rejet du pourvoi, bien que, antérieurement à l'arrêt de rejet, ce condamné se trouve avoir subi une détention de durée égale a celle de la peine prononcée contre lui. — Même arrêt.

9. En matière criminelle, tout pourvoi sans distinction, et par le fait seul de son existence, met obstacle à ce que, jusqu'au jour où la cour de cassation, seul arbitre de la validite et de la recevabilite de ce pourvoi, a rendu son arrêt, il soit donne cours aux effets legaux de la decision attaquee. — Cr. c. 20 mai 1899, D. P. 1901. 1. 430.

10. L'inculpé qui s'est pourvu en cassation contre l'arrêt de la chambre des mises en accusation dans le délai de trois jours fixe par l'art. 373 c. instr. crim., est recevable a invoquer devant la cour de cassation les nullités commises dans l'instruction préparatoire. — Cr. c. 24 déc. 1904, D. P. 1905. 1. 201.

Art. 374. Dans les cas prévus par les articles 409 et 412 du présent Code, le procureur général ou la partie civile n'auront que vingt-quatre heures pour se pourvoir. — *Instr.* 409, 412.

R. v° *Cassation*, 539 s. — **S.** *eod* v°, 123.

Art. 375. La condamnation sera exécutée dans les vingt-quatre heures qui suivront les délais mentionnés en l'article 373, s'il n'y a point de recours en cassation; ou, en cas de recours, dans les vingt-quatre heures de la réception de l'arrêt de la cour de cassation qui aura rejeté la demande. — *Instr.* 43.

R. vis *Cassation*, 979; *Jugement*, 856 s.; *Peine*, 201 s. — **S.** vis *Jugement*, 686 s.; *Peine*, 165 s.

Art. 376. La condamnation sera exécutée par les ordres du procureur général; il aura le droit de requérir directement, pour cet effet, l'assistance de la force publique. — *Instr.* 24, 99, 108, 197; *Pén.* 26.

R. vis *Compét. crim.*, 619; *Frais et dépens*, 1172, 1184; *Jugement*, 883 s., *Ministère public*, 341 s. — **S.** vis *Ministère public*, 253, 255 s.; *Peine*, 255, 257.

Art. 377. Si le condamné veut faire une déclaration, elle sera reçue par un des juges du lieu de l'exécution, assisté du greffier.

R. vis *Greffe*, 45; *Frais et dépens*, 1168; *Peine*, 582 s.

Art. 378. Le procès-verbal d'exécution sera, sous peine de 100 francs d'amende, dressé par le greffier, et transcrit par lui, dans les vingt-quatre heures, au pied de la minute de l'arrêt. La transcription sera signée par lui; et il fera mention du tout, sous la même peine, en marge du procès-verbal. Cette mention sera également signée, et la transcription fera preuve comme le procès-verbal même. — *Civ.* 83; *T. cr.* 45.

R. v° *Jugement*, 894 s.

Art. 379. Lorsque, pendant les débats qui auront précédé l'arrêt de condamnation, l'accusé aura été inculpé, soit par des pièces, soit par des dépositions de témoins, sur d'autres crimes que ceux dont il était accusé; si ces crimes nouvellement manifestés méritent une peine plus grave que les premiers, ou si l'accusé a des complices en état d'arrestation, la cour ordonnera qu'il soit poursuivi à raison de ces nouveaux faits, suivant les formes prescrites par le présent Code.

Dans ces deux cas, le procureur général surseoira a l'exécution de l'arrêt qui a prononcé la première condamnation, jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le second procès. — *Instr.* 365.

R. Vis *Jugement*, 873 ; *Peine*, 124, 184 s. — S. Vo *Peine*, 170.

Art. 380. Toutes les minutes des arrêts rendus aux assises seront réunies et déposées au greffe du tribunal de première instance du chef-lieu du département.

Sont exceptées les minutes des arrêts rendus par la cour d'assises du département où siège la cour royale [*la cour d'appel*], lesquelles resteront déposées au greffe de ladite cour.

CHAPITRE V.
Du jury et de la manière de le former.

SECTION PREMIÈRE.
Du jury.

V., *à la suite de la présente section*, **la loi du 21 novembre 1872,** *sur le jury, qui a abrogé implicitement les articles* 381 *et suivants du Code d'instruction criminelle.*

Art. 381. (Abrogé implicitement par L. 21 novembre 1872.) *Nul ne peut remplir les fonctions de juré, s'il n'a trente ans accomplis et s'il ne jouit des droits politiques et civils, à peine de nullité.*

Les jurés seront pris parmi les membres des collèges électoraux et parmi les personnes désignées dans les paragraphes 3 *et suivants de l'article* 382.

Ancien art. 381 [TEXTE DE 1808]. — *Nul ne peut remplir les fonctions de juré, s'il n'a trente ans accomplis et s'il ne jouit des droits politiques et civils, à peine de nullité.*

Art. 382. (Abrogé implicitement par L. 21 novembre 1872.) *Le premier août de chaque année, le préfet de chaque département dressera une liste qui sera divisée en deux parties.*

La première partie sera rédigée conformément à l'article 3 *de la loi du* 29 *juin* 1820, *et comprendra toutes les personnes qui rempliront les conditions requises pour faire partie des collèges électoraux du département.*

La seconde partie comprendra :

1° *Les électeurs qui, ayant leur domicile réel dans le département, exerceraient leurs droits électoraux dans un autre département;*

2° *Les fonctionnaires publics nommés par le Roi et exerçant des fonctions gratuites;*

3° *Les officiers des armées de terre et de mer en retraite;*

4° *Les docteurs et licenciés de l'une ou de plusieurs des facultés de droit, des sciences et des lettres; les docteurs en médecine; les membres et correspondants de l'Institut; les membres des autres sociétés savantes reconnues par le Roi;*

5° *Les notaires, après trois ans d'exercice de leurs fonctions.*

Les officiers des armées de terre et de mer en retraite ne seront portés dans la liste générale qu'apres qu'il aura été justifié qu'ils jouissent d'une pension de retraite de 1 200 *francs au moins, et qu'ils ont depuis cinq ans un domicile réel dans le département.*

Les licenciés de l'une des facultés de drot, des sciences et des lettres, qui ne seraient pas inscrits sur le tableau des avocats et des avoués près les cours et tribunaux, ou qui ne seraient pas chargés de l'enseignement de quelqu'une des matières appartenant à la faculté où ils auront pris leur licence, ne seront portés sur la liste générale qu'après qu'il aura été justifié qu'ils ont depuis dix ans un domicile réel dans le département.

Dans les départements où les deux parties de la liste ne comprendraient pas huit cents individus, ce nombre sera complété par une liste supplémentaire, formée des individus les plus imposés parmi ceux qui n'auront pas été inscrits sur la première.

Les dispositions des articles 6 à 17 de la loi du 21 novembre 1872 ont implicitement abrogé les articles 382, 384 à 387.

Ancien art. 382 [TEXTE DE 1808]. — *Les jurés seront pris : — 1° Parmi les membres des collèges électoraux; — 2° Parmi les trois cents plus imposés domiciliés dans le département; — 3° Parmi les fonctionnaires de l'ordre administratif à la nomination du Roi; — 4° Parmi les docteurs et licenciés de l'une ou de plusieurs des quatre facultés de droit, médecine, sciences et belles-lettres, les membres et correspondants de l'Institut et des autres sociétés savantes reconnues par le Gouvernement, — 5° Parmi les notaires; — 6° Parmi les banquiers, agents de change, négociants et marchands payant patente de l'une des deux premières classes; — 7° Parmi les employés des administrations jouissant d'un traitement de quatre mille francs au moins. — Aucun juré ne pourra être pris que parmi les citoyens susdésignés, sauf toutefois ce qui est dit article* 386.

Art. 383. (Abrogé implicitement par L. 21 novembre 1872.) *Les fonctions de juré sont incompatibles avec celles de ministre, de préfet, de sous-préfet, de juge, de procureur général, de procureur du Roi et de leurs substituts.*

Elles sont également incompatibles avec celles de ministre d'un culte quelconque.

Les conseillers d'État chargés d'une partie d'administration, les commissaires du Roi près les administrations ou régies, les septuagénaires, seront dispensés, s'ils le requièrent. — V. *infra, L. 21 nov.* 1872, *art.* 3.

Ancien art. 383 [TEXTE DE 1808]. — *Nul ne pourra être juré dans la même affaire où il aura été officier de police judiciaire, témoin, interprète, expert ou partie, à peine de nullité.*

Art. 384. (Abrogé implicitement par L. 21 novembre 1872.) *Les listes dressées en exécution de l'article* 382 *seront affichées au chef-lieu de chaque commune au plus tard le* 15 *août, et seront arrêtées et closes le* 30 *septembre.*

Un exemplaire en sera déposé et conservé au secrétariat des mairies, des sous-préfectures et des préfectures, pour être donné en communication à toutes les personnes qui le requerront.

Il sera statué, suivant le mode établi par les articles 5 *et* 6 *de la loi du* 5 *février* 1817, *sur les réclamations qui seraient formées contre la rédaction des listes.*

Ces réclamations seront inscrites au secrétariat général de la préfecture, selon l'ordre et la date de leur réception.

Elles seront formées par simple mémoire et sans frais. — V. *infrà*, *L.* 21 *nov.* 1872, *art.* 6 *à* 17.

Ancien art. 384 [TEXTE DE 1808]. — *Les fonctions de juré sont incompatibles avec celles de ministre, de préfet, de sous-préfet, de juge, de procureur général, de procureur impérial et de leurs substituts. — Elles sont également incompatibles avec celles de ministre d'un culte quelconque*

Art. 385. (Abrogé implicitement par L. 21 novembre 1872.) *Nul ne pourra cesser de faire partie des listes prescrites par l'article* 382 *qu'en vertu d'une décision motivée ou d'un jugement, contre lesquels le recours ou l'appel auront un effet suspensif.* — V. *infrà*, *L.* 21 *nov.* 1872, *art.* 6 *à* 17.

Ancien art. 385 [TEXTE DE 1808]. — *Les conseillers d'État chargés d'une partie d'administration, les commissaires impériaux près les administrations ou régies, les septuagénaires, seront dispensés, s'ils le requièrent.*

Art. 386. (Abrogé implicitement par L. 21 novembre 1872.) *Lorsque les collèges électoraux seront convoqués, la première partie de la dernière liste qui aura été arrêtée le* 30 *septembre précédent en exécution de l'article* 384, *tiendra lieu de la liste prescrite par l'article* 5 *de la loi du* 5 *février* 1817 *et par l'article* 3 *de la loi du* 29 *juin* 1820.

Les préfets feront imprimer et afficher, dans ce cas, un tableau de rectification contenant l'indication des individus qui auront acquis ou perdu, depuis la publication de la liste générale, les qualités exigées pour exercer les droits électoraux. S'il s'est écoulé plus de deux mois depuis la clôture de la liste, les préfets en feront publier et afficher de nouveau la première partie avec le tableau de rectification.

Les réclamations de ceux qui auraient été omis dans la premiere partie de la liste arrêtée et close le 30 *septembre, et qui auraient acquis les droits électoraux antérieurement à sa publication, ne seront admises qu'autant qu'elles auront été formées avant le* 1er *octobre.* — V. *infra*, *L.* 21 *nov.* 1872, *art.* 6 *à* 17.

Ancien art. 386 [TEXTE DE 1808]. — *Quiconque ne se trouvant dans aucune des classes désignées en l'article* 382 *désirerait être admis à l'honneur de remplir les fonctions de juré, pourra être compris dans la liste, s'il le demande au préfet, et si, après que le préfet aura obtenu des renseignements avantageux sur le compte du requérant et les aura transmis au ministre de l'intérieur, le ministre accorde une autorisation à cet égard. — Le préfet pourra également faire d'office la proposition au ministre.*

Art. 387. (Abrogé implicitement par L. 21 novembre 1872.) *Apres le* 30 *septembre, les préfets extrairont, sous leur responsabilité, des listes générales dressées en exécution de l'article* 382, *une liste pour le service du jury de l'année suivante.*

Cette liste sera composée du quart des listes générales, sans pouvoir excéder le nombre de trois cents noms, si ce n'est dans le département de la Seine, où elle sera composée de quinze cents.

Elle sera transmise immédiatement par le préfet au ministre de la justice, au premier président de la cour royale et au procureur général.

Nul ne sera porté deux ans de suite sur la liste prescrite par le présent article. — V. *infrà*, *L.* 21 *nov.* 1872, *art.* 6 *à* 17.

Ancien art. 387 [TEXTE DE 1808]. — *Les préfets formeront, sous leur responsabilité, une liste de jurés, toutes les fois qu'ils en seront requis par les présidents des cours d'assises. Cette réquisition sera faite quinze jours au moins avant l'ouverture de la session. — Si la cour est divisée en une ou plusieurs sections, chaque président pourra, dans le*

cas où le nombre des affaires l'exigerait, requérir une liste de jurés pour la section qu'il préside. — Dans tous les cas, la liste sera composée de soixante citoyens; elle sera adressée de suite au président de la cour d'assises ou de section, qui sera tenu de la réduire à trente-six dans les vingt-quatre heures à compter du jour de sa réception, et de la renvoyer dans le même délai au préfet, qui la fera parvenir, ainsi qu'il sera dit ci-après, à tous ceux qui doivent la recevoir.

Art. 388. (Abrogé implicitement par L. 21 novembre 1872.) *Dix jours au moins avant l'ouverture des assises, le premier président de la cour royale tirera au sort, sur la liste transmise par le préfet, trente-six noms qui formeront la liste des jurés pour toute la durée de la session.*

Il tirera en outre quatre jurés supplémentaires pris parmi les individus mentionnés au troisième paragraphe de l'article 393.

Le tirage sera fait en audience publique de la première chambre de la cour, ou de la chambre des vacations. — V. *infrà, L.* 21 *nov.* 1872, *art.* 18.

Ancien art. 388 [TEXTE DE 1808]. — *Chaque préfet enverra la liste ainsi réduite au ministre de la justice, au premier président de la cour impériale, au procureur général près de la même cour, au président de la cour d'assises ou de section, et de plus au procureur impérial exerçant près de la cour d'assises.*

Art. 389. La liste entière ne sera point envoyée aux citoyens qui la composent; mais le préfet notifiera à chacun d'eux l'extrait de la liste qui constate que son nom y est porté. Cette notification leur sera faite huit jours au moins avant celui où la liste doit servir.

Ce jour sera mentionné dans la notification, laquelle contiendra aussi une sommation de se trouver au jour indiqué, sous les peines portées au présent Code.

A défaut de notification à la personne, elle sera faite à son domicile, ainsi qu'a celui du maire ou de l'adjoint du lieu; celui-ci est tenu de lui en donner connaissance. — *T. cr.* 71.

Ancien art. 389 [TEXTE DE 1808]. — *La liste entière ne sera point envoyée aux citoyens qui la composent; mais le préfet notifiera à chacun d'eux l'extrait de la liste qui constate que son nom y est porté. Cette notification leur sera faite huit jours au moins avant celui où la liste doit servir. — Ce jour sera mentionné dans la notification, laquelle contiendra aussi une sommation de se trouver au jour indiqué, sous les peines portées au présent Code. — A défaut de notification à la personne, elle sera faite à son domicile, ainsi qu'à celui du maire ou de l'adjoint du lieu; celui-ci est tenu de lui en donner connaissance.*

R. V° *Instr. crim.*, 1903 s. — **S.** V° *Proc. crim*, 1586 s.

Art. 390. Si parmi les quarante individus désignés par le sort il s'en trouve un ou plusieurs qui, depuis la formation de la liste arrêtée en exécution de l'article 387, soient décédés, ou aient été légalement privés des capacités exigées pour exercer les fonctions de juré, ou aient accepté un emploi incompatible avec ces fonctions, la cour, après avoir entendu le procureur général, procédera, séance tenante, à leur remplacement.

Ce remplacement aura lieu dans la forme déterminée par l'article 388. — V. *infrà*, *L.* 21 *nov.* 1872, *art.* 19.

Ancien art. 390 [TEXTE DE 1808] — *La liste des jurés sera comme non avenue après le service pour lequel elle aura été formée.*

R. V° *Instr. crim.*, 1511 s., 1514 s. — **S.** V° *Proc. crim.*, 1472, 1473.

Art. 391. La liste des jurés sera comme non avenue après le service pour lequel elle aura été formée.

Hors les cas d'assises extraordinaires, les jurés qui auront satisfait aux réquisitions prescrites par l'article 389, ne pourront être placés plus d'une fois dans la même année sur la liste formée en exécution de l'article 387.

Dans les cas d'assises extraordinaires, ils ne pourront être placés sur cette liste plus de deux fois dans la même année.

Ne seront pas considérés comme ayant satisfait auxdites réquisitions, ceux qui auront, avant l'ouverture de la session, fait admettre des excuses dont la cour d'assises aura jugé les causes temporaires.

Leurs noms, et ceux des jurés condamnés à l'amende pour la première ou deuxième fois, seront, immédiatement après la session, adressés au premier président de la cour royale [*la cour d'appel*], qui les reportera sur la liste formée en exécution de l'article 387; et s'il ne reste plus de tirage à faire pour la même année, ils seront ajoutés à la liste de l'année suivante. — V. *infrà*, *L.* 21 *nov.* 1872, *art.* 18.

Ancien art. 391 [TEXTE DE 1808]. — *Le juré qui aura été porté sur une liste et aura satisfait aux réquisitions à lui faites, ne pourra être compris sur les listes des quatre sessions suivantes, à moins toutefois qu'il n'y consente. — En adressant les nouvelles listes de jurés au ministre de la justice, les préfets y joindront la note de ceux qui, portés sur la liste précédente, n'auraient pas satisfait aux réquisitions. Le ministre de la justice fera, tous les ans, un rapport sur la manière dont les citoyens inscrits sur les listes auront rempli leurs fonctions. Si quelque fonctionnaire appelé comme juré n'a point répondu à l'appel, le rapport l'indiquera particulièrement. — Sa Majesté se réserve de donner aux jurés qui auront montré un zèle louable, des témoignages honorables de sa satisfaction.*

R. V° *Instr. crim.*, 1531 s. — **S.** V° *Proc. crim.*, 1482 s.

Art. 392. Nul ne peut être juré dans la même affaire où il aura été officier de police judiciaire, témoin, interprète, expert ou partie, à peine de nullite.

Ancien art. 392 [TEXTE DE 1808]. — *Nul citoyen âgé de plus de trente ans ne pourra être admis aux places administratives et judiciaires, s'il ne prouve, par un certificat de l'officier du ministère public près la cour d'assises dans le ressort de laquelle il a résidé, qu'il a satisfait aux réquisitions qui lui ont été faites toutes les fois qu'il a été inscrit sur une liste de jurés, ou que les excuses par lui proposées ont été jugées valables, ou qu'il ne lui a encore été fait aucune réquisition. — Nulle pétition ne sera admise, si elle n'est accompagnée de ce certificat.*

R. V° *Instr. crim*, 1456 s. — **S.** V° *Proc. crim.*, 1460 s.

Loi du 21 novembre 1872,

Sur le jury (**D. P.** 72. 4. 132).

TITRE Ier. — DES CONDITIONS REQUISES POUR ÊTRE JURÉ.

Art. 1er. Nul ne peut remplir les fonctions de juré, à peine de nullité des déclarations de culpabilité auxquelles il aurait concouru, s'il n'est âgé de trente ans accomplis, s'il ne jouit des droits politiques, civils et de famille, ou s'il est dans un des cas d'incapacité ou d'incompatibilité établis par les deux articles suivants.

2. Sont incapables d'être jurés :

1° Les individus qui ont été condamnés soit à des peines afflictives et infamantes, soit à des peines infamantes seulement;

2° Ceux qui ont été condamnés à des peines correctionnelles pour faits qualifiés crimes par la loi;

3° Les militaires condamnés au boulet ou aux travaux publics;

4° Les condamnés à un emprisonnement de trois mois au moins; toutefois, les condamnations pour délits politiques ou de presse n'entraîneront que l'incapacité temporaire dont il est parlé au paragraphe 11 du présent article;

5° Les condamnés à l'amende ou à l'emprisonnement, quelle qu'en soit la

durée, pour vol, escroquerie, abus de confiance, soustraction commise par des dépositaires publics, attentats aux mœurs prévus par les articles 330 et 334 du Code pénal, délit d'usure; les condamnés à l'emprisonnement pour outrage à la morale publique et religieuse, attaque contre le principe de la propriété et les droits de famille, délits commis contre les mœurs par l'un des moyens énoncés dans l'article 1er de la loi du 17 mai 1819; pour vagabondage ou mendicité; pour infraction aux dispositions des articles 60, 63 et 65 de la loi sur le recrutement de l'armée (*la loi du 27 juillet* 1872 *visée, est remplacée aujourd'hui par la loi du* 15 *juillet* 1889, *art.* 69, 70, 72) et aux dispositions de l'article 423 du Code pénal, de l'article 1er de la loi du 27 mars 1851 et de l'article 1er de la loi des 5-9 mai 1855; pour les délits prévus par les articles 134, 142, 143, 174, 251, 305, 345, 362, 363, 364, § 3, 365, 366, 387, 389, 399, § 2, 400, § 2, 418 du Code pénal;

6° Ceux qui sont en état d'accusation de contumace;

7° Les notaires, greffiers et officiers ministériels destitués;

8° Les faillis non réhabilités dont la faillite a été déclarée soit par les tribunaux français, soit par jugement rendu à l'étranger, mais exécutoire en France;

9° Ceux auxquels les fonctions de juré ont été interdites en vertu de l'article 396 du Code d'instruction criminelle ou de l'article 42 du Code pénal

10° Ceux qui sont sous mandat d'arrêt ou de dépôt;

11° Sont incapables, pour cinq ans seulement, à dater de l'expiration de leur peine, les condamnés à un emprisonnement de moins de trois mois pour quelque délit que ce soit, même pour les délits politiques ou de presse;

12° Sont également incapables les interdits, les individus pourvus de conseils judiciaires, ceux qui sont placés dans un établissement public d'aliénés, en vertu de la loi du 30 juin 1838.

3. Les fonctions de jurés sont incompatibles avec celles de député, de ministre, membre du conseil d'État, membre de la Cour des comptes, sous-secrétaire d'État ou secrétaire général d'un ministère, préfet et sous-préfet, secrétaire général de préfecture, conseiller de préfecture, membre de la cour de cassation ou des cours d'appel, juge titulaire ou suppléant des tribunaux civils et des tribunaux de commerce, officier du ministère public près les tribunaux de première instance, juge de paix, commissaire de police, ministre d'un culte reconnu par l'État, militaire de l'armée de terre ou de mer en activité de service et pourvu d'emploi, fonctionnaire ou préposé du service actif des douanes, des contributions indirectes, des forêts de l'État et de l'administration des télégraphes, instituteur primaire communal.

4. Ne peuvent être jurés les domestiques et serviteurs à gages, ceux qui ne savent pas lire et écrire en français.

5. Sont dispensés des fonctions de jurés :

1° Les septuagénaires;

2° Ceux qui ont besoin pour vivre de leur travail manuel et journalier;

3° Ceux qui ont rempli lesdites fonctions pendant l'année courante ou l'année précédente.

TITRE II. — DE LA COMPOSITION DE LA LISTE ANNUELLE.

6. La liste annuelle du jury comprend :

Pour le département de la Seine, trois mille jurés; pour les autres départements, un juré par cinq cents habitants, sans toutefois que le nombre des jurés puisse être inférieur à quatre cents et supérieur à six cents.

La liste ne peut comprendre que des citoyens ayant leur domicile dans le département.

7. (*L.* 20 *janvier* 1910.) Le nombre des jurés pour la liste annuelle est réparti, par arrondissement et par canton, proportionnellement au tableau officiel de la population.

Cette repartition est faite par arrête du préfet, pris sur l'avis conforme de la commission départementale, au mois d'avril de chaque année, et, pour le département de la Seine, sur l'avis conforme du bureau du conseil général, au mois de juillet.

A Paris, la répartition est faite entre les arrondissements et les quartiers

En adressant au juge de paix l'arrêté de répartition, le préfet lui fait connaître les noms des jurés du canton désignés par le sort pendant l'année courante et pendant l'année precédente.

8 Une commission composée, dans chaque canton, du juge de paix, président, des suppléants du juge de paix et des maires de toutes les communes du canton, dresse une liste préparatoire de la liste annuelle. Cette liste contient un nombre de noms double de celui fixé pour le contingent du canton.

Dans les cantons formés d'une seule commune, la commission est composée, indépendamment du juge de paix et de ses suppléants, du maire de la commune et de deux conseillers désignés par le conseil municipal.

Dans les communes divisées en plusieurs cantons, il y a autant de commissions que de cantons. Chacune de ces commissions est composée, indépendamment du juge de paix et de ses suppléants, du maire de la ville ou d'un adjoint délégué par lui, de deux conseillers municipaux désignes par le conseil et des maires des communes rurales comprises dans le canton.

9. A Paris, les listes préparatoires sont dressées pour chaque quartier par une commission composée du juge de paix de l'arrondissement ou d'un suppléant du juge de paix, président, du maire de l'arrondissement ou d'un adjoint, du conseiller municipal nommé dans le quartier, et, en outre, de quatre personnes désignées par ces trois premiers membres parmi les jurés qui ont été portés l'année précédente sur la liste de l'arrondissement et qui ont leur domicile dans le quartier.

10. (*L. 20 janvier* 1910.) Les commissions chargées de dresser les listes préparatoires se réunissent avant le 15 août, dans le mois fixe par arrêté du préfet après avis du conseil général, au chef-lieu de leur circonscription, sur la convocation spéciale du juge de paix, délivrée dans la forme administrative.

Elles se reunissent au cours de la première quinzaine du mois d'août dans le departement de la Seine.

Les listes sont dressées en deux originaux, dont l'un reste déposé au greffe de la justice de paix, et l'autre est transmis au greffe du tribunal civil de l'arrondissement.

Dans le département de la Seine, le second original des listes dressées par les commissions de canton ou de quartier est envoyé au greffe du tribunal de la Seine.

Le public est admis à prendre connaissance des listes préparatoires pendant les quinze jours qui suivent le depôt de ces listes au greffe de la justice de paix.

11. La liste annuelle est dressée, pour chaque arrondissement, par une commission composée du président du tribunal civil ou du magistrat qui en remplit les fonctions, président, des juges de paix et des conseillers généraux. En cas d'empêchement, le conseiller général d'un canton sera remplacé par le conseiller d'arrondissement ou, s'il y a deux conseillers d'arrondissement dans le canton, par le plus âgé des deux.

A Paris, la commission est composée, pour chaque arrondissement, du président du tribunal civil de la Seine ou d'un juge délégué par lui, président, du juge de paix de l'arrondissement et ses suppléants, du maire, des quatre conseillers municipaux de l'arrondissement.

Les commissions de Saint-Denis et de Sceaux sont présidées par un juge du tribunal civil de la Seine, délégué par le président de ce tribunal.

12. Dans tous les cas prévus par la présente loi, le maire, s'il est empêché, sera remplacé par un adjoint expressément délégué.

13. La commission chargée de dresser la liste annuelle des jurés se réunit au chef-lieu judiciaire de l'arrondissement, au plus tard dans le courant de septembre, sur la convocation faite par le président du tribunal civil. Elle peut porter sur cette liste des noms de personnes qui n'ont point été inscrites sur les listes préparatoires des commissions cantonales, sans toutefois que le nombre de ces noms puisse excéder le quart de ceux qui sont portés pour le canton. Elle a également la faculté d'élever ou d'abaisser, pour chaque canton, le contingent proportionnel fixé par le préfet, sans toutefois que la réduction ou l'augmentation puisse excéder le quart du contingent du canton, ni modifier le contingent de l'arrondissement.

Les décisions sont prises à la majorité, en cas de partage, la voix du président est prépondérante.

14. La liste de l'arrondissement, définitivement arrêtée, est signée séance tenante. Elle est transmise, avant le 1er décembre au greffe de la cour ou du tribunal chargé de la tenue des assises.

15. Une liste spéciale des jurés suppléants, pris parmi les jurés de la ville où se tiennent les assises, est aussi formée chaque année, en dehors de la liste annuelle du jury.

Elle comprend trois cents jurés pour Paris, cinquante pour les autres départements.

Cette liste est dressée par la commission de l'arrondissement où se tiennent les assises.

A Paris, chaque commission d'arrondissement arrête une liste de quinze jurés suppléants. (V. *suprà, art.* 393 *C. instr. crim.*)

16. Le premier président de la cour d'appel ou le président du tribunal chef-lieu d'assises dresse, dans la première quinzaine de décembre, la liste annuelle du département, par ordre alphabétique, conformément aux listes d'arrondissements. Il dresse également la liste spéciale des jurés suppléants.

17. Le juge de paix de chaque canton est tenu d'instruire immédiatement le premier président de la cour ou le président du tribunal chef-lieu d'assises des décès, des incapacités ou des incompatibilités légales qui frapperaient les membres dont les noms sont portés sur la liste annuelle.

Dans ce cas, il est statué conformément à l'article 390 du Code d'instruction criminelle.

TITRE III. — DE LA COMPOSITION DE LA LISTE DU JURY POUR CHAQUE SESSION.

18. Dix jours au moins avant l'ouverture des assises, le premier président de la cour d'appel ou le président du tribunal chef-lieu d'assises, dans les villes où il n'y a pas de cour d'appel, tire au sort, en audience publique, sur la liste annuelle, les noms des trente-six jurés qui forment la liste de la session. Il tire, en outre, quatre jurés suppléants sur la liste spéciale.

(*L.* 31 *juillet* 1875.) Si les noms d'un ou de plusieurs jurés ayant rempli lesdites fonctions pendant l'année courante ou pendant l'année précédente viennent à sortir de l'urne, ils seront immédiatement remplacés sur la liste de session par les noms d'un ou de plusieurs autres jurés tirés au sort. (V. *supra, art.* 391 *C. instr. crim.*)

19. Si, au jour indiqué pour le jugement, le nombre des jurés est réduit à moins de trente par suite d'absence ou pour toute autre cause, ce nombre est complété par les jurés suppléants, suivant l'ordre de leur inscription; en cas d'insuffisance, par des jurés tirés au sort, en audience publique, parmi les jurés inscrits sur la liste spéciale; subsidiairement, parmi les jurés de la ville inscrits sur la liste annuelle.

Dans le cas prévu par l'article 90 du décret du 6 juillet 1810, le nombre des jurés titulaires est completé par un tirage au sort fait, en audience publique,

parmi les jurés de la ville inscrits sur la liste annuelle. — (V. *suprà*, *art.* 393 *C. instr. crim.*)

20. L'amende de cinq cents francs, prononcée par le deuxième paragraphe de l'article 396 du Code d'instruction criminelle, peut être réduite par la cour à deux cents francs, sans préjudice des autres dispositions de cet article.

TITRE IV. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

21. La loi du 4 juin 1853 et le décret du 14 octobre 1870 sont abrogés.

Les dispositions du Code d'instruction criminelle, qui ne sont pas contraires à la présente loi, continueront d'être exécutées.

Sur la doctrine et la jurisprudence, **V. C. instr. crim. ann.**, p. 968 s. — V. aussi **R.** v° *Instr. crim.*, 1368 s.; **S.** v° *Proc. crim.*, 1424 s.; **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 1 s.

En ce qui concerne les indemnités de déplacement de séjour accordées aux jurés, V. *les textes rapportés en* Appendice au présent Code, p. 282 et suiv.

V. *la circulaire du ministre de la justice du 29 janvier* 1908 *concernant les inscriptions des ouvriers et employés sur les listes annuelles du jury* (**Bull. Dalloz**, 1908, p. 60).

SECTION II.

De la manière de former et de convoquer le jury.

Art. 393. (*L.* 28 *avril* 1832.) Au jour indiqué pour le jugement de chaque affaire, s'il y a moins de trente jurés présents, le nombre sera complété par les jurés supplémentaires mentionnés en l'article 388, lesquels seront appelés dans l'ordre de leur inscription sur la liste formée en vertu dudit article.

En cas d'insuffisance, le président désignera, en audience publique et par la voie du sort, les jurés qui devront compléter le nombre de trente.

Ils seront pris parmi ceux des individus inscrits sur la liste dressée en exécution de l'article 387 qui résideront dans la ville où se tiendront les assises, et subsidiairement parmi les autres habitants de cette ville qui seront compris dans les listes prescrites par l'article 382.

Les dispositions de l'article 391 ne s'appliquent pas aux remplacements opérés en vertu du présent article.

Cet article se combine avec les dispositions des articles 15 *et* 19 *de la loi du* 21 *novembre* 1872 (V. *suprà*, *ces articles*). — *L'ancien article* 393 *forme le paragraphe* 1er *de l'art.* 394 *du texte actuel.*

R. v° *Instr. crim.*, 1552 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1489 s.

Art. 394. (*L.* 28 *avril* 1832.) Le nombre de douze jurés est nécessaire pour former un jury.

Lorsqu'un procès criminel paraîtra de nature à entraîner de longs débats, la cour d'assises pourra ordonner, avant le tirage de la liste des jurés, qu'indépendamment de douze jurés il en sera tiré au sort un ou deux autres qui assisteront aux débats.

Dans le cas où l'un ou deux des douze jurés seraient empêchés de suivre les débats jusqu'à la déclaration définitive du jury, ils seront remplacés par les jurés suppléants.

Le remplacement se fera suivant l'ordre dans lequel les jurés suppléants auront été appelés par le sort.

L'ancien article 394 *du Code d'instruction criminelle est l'article* 395 *du texte actuel.*

R. v° *Instr. crim*, 1781 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1551 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 394, nos 1 s.

1. L'adjonction d'un ou de plusieurs jurés suppléants peut être ordonnee par la cour d'assises, sans que le conseil de l'accusé ni celui-ci ne soit mis en demeure de s'expliquer sur l'opportunité de cette mesure. — Cr. r. 7 mars 1889, S. v° *Proc. crim.*, 1560; *Bull. crim.*, n° 92. — V. aussi Cr. r. 5 nov. 1891, D. P. 92. 1. 169.

2. Malgré les termes de l'art. 394, d'apres lesquels « la cour pourra ordonner *avant le tirage de la liste des jurés...* », il n'y a aucune nullite quand l'adjonction est ordonnée après ce tirage. — Cr. r. 14 août 1890, D. P. 91. 1. 236.

Art. 395. (*L.* 2 *mai* 1827.) La liste des jurés sera notifiée à chaque accusé la veille du jour déterminé pour la formation du tableau : cette notification sera nulle, ainsi que tout ce qui aura suivi, si elle est faite plus tôt ou plus tard.

Ancien art. 395. — *Dans tous les cas, s'il y a, au jour indiqué, moins de trente jurés présents non excusés ou non dispensés, le nombre de trente jurés sera complété par le président de la cour d'assises; ils seront pris, publiquement et par la voie du sort, entre les citoyens des classes désignées en l'article* 382, *et résidant dans la commune; à l'effet de quoi, le préfet adressera tous les ans à la cour un tableau desdites personnes.*

R. v° *Instr. crim.*, 1611 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1499 s. — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 32 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 395, nos 1 s.

1. La nullité résultant du défaut de notification ne peut se couvrir par le consentement de l'accusé. — Cr. c. 6 juin 1890, D. P. 90. 1. 492.

2. Il suffit de notifier à l'accusé la liste primitive, sans tenir compte des modifications survenues, par suite d'absence, excuse ou dispense de certains jurés, et sans qu'il soit nécessaire de notifier a l'accusé le nom des jures *complémentaires*, quand même le tirage au sort des jurés complémentaires aurait eu lieu antérieurement au jour ou a été faite la notification. — Cr. r. 17 avr. 1891, D. P. 91. 1. 152. — Cr. r 5 nov. 1891, D. P. 92. 1. 169. — Cr. r. 30 août 1894, D. P. 99. 1. 239.

3. Il n'est pas necessaire que la liste du jury soit transcrite dans l'original de l'exploit de notification. — Cr. r. 4 août 1893, S. v° *Proc. crim.*, 1511; *Bull. crim.*, n° 231.

4. Et il suffit qu'il soit constate que la liste elle-même a été reellement notifiée a l'accusé et que copie lui en a été laissée. — Cr. r. 27 mars 1890, S. v° *Proc. crim.*, 1511; *Bull. crim.*, n° 73. — Cr. r 4 août 1893, precité.

5. Si la notification a eu lieu *trop tôt*, cette circonstance, toute en faveur de l'accuse, ne peut être invoquée par lui comme moyen de cassation. — Cr. r. 28 fevr. 1889, D. P. 90. 1. 190.

6. La notification de la liste des jures faite à l'accusé le jour même où il a été procedé au tirage au sort du jury de jugement, est nulle et entraîne la nullite des débats qui l'ont suivie. — Cr. c. 6 jun 1890, D. P. 90. 1. 492. — Cr. c. 30 janv. 1892, D. P. 92. 1. 495. — Cr. c. 4 mai 1893, D. P. 94. 1. 256.

7. Cette nullité ne peut être couverte par l'adhésion de l'accuse à l'inobservation du delai prescrit. — Cr. c. 6 juin 1890 et 30 janv. 1892, précites.

8. Lorsque l'accuse n'a pu être induit en erreur sur l'identité des jures, et qu'il a pu exercer en connaissance de cause son droit de récusation, les erreurs materielles ou les omissions portant sur les nom, prenoms, âge, qualite, profession ou domicile des jures ne sont point des causes de nullite. — Cr. r. 14 mai 1892, S. v° *Proc. crim.*, 1525; *Bull. crim.*, n° 145. — Cr. r. 7 sept. 1893 (1re et 2e especes), D. P. 99. 1. 397. — Cr. r. 28 sept. 1893, D. P. *ibid.* — Cr. r. 7 dec. 1893, D. P. *ibid.* — Cr. r. 19 janv. 1894, D. P. *ibid.* — Cr. r. 15 mars 1895, D P. *ibid.* — Cr. r. 20 juin 1895, D. P. *ibid.* — Cr. r. 31 oct. 1895, D. P. *ibid.* — Cr. r. 28 fevr. 1907, D P. 1907. 1. 391.

9. L'erreur commise dans la notification des prenoms n'entraîne pas nullité, lorsque les autres énonciations ont pu éclairer l'accuse sur l'identité du jure. — Cr. r. 12 mars 1887, S. v° *Proc. crim.*, 1528; *Bull. crim.*, n° 105.

Sur les règles spéciales à la notification des jurés en matière de presse, **V. C. instr. crim. ann.**, p. 1016 s.

Art. 396. (*L.* 2 *mai* 1827.) Tout juré qui ne se sera pas rendu à son poste sur la citation qui lui aura été notifiée, sera condamné par la cour d'assises à une amende, laquelle sera, — pour la première fois, de cinq cents francs; — pour la seconde, de mille francs; — et pour la troisième, de quinze cents francs.

Cette dernière fois, il sera de plus déclaré incapable d'exercer à l'avenir les fonctions de juré.

L'arrêt sera imprimé et affiché à ses frais.

L'ancien art. 396 se terminait par le paragraphe suivant, qui se référait à l'art 391, abrogé par la loi du 2 mai 1827 : « *Dans tous les cas, le nom du juré condamné sera envoyé au préfet, pour être compris dans la note prescrite par l'article* 391. »

L'article 396 *a été modifié par l'article* 20 *de la loi du* 21 *novembre* 1872 (V. *supra, cet article*).

R. v° *Instr. crim.*, 1903 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1586 s.

Art. 397. Seront exceptés ceux qui justifieront qu'ils étaient dans l'impossibilité de se rendre au jour indiqué.

La cour prononcera sur la validité de l'excuse. — *Pén.* 236.

R. v° *Instr. crim.*, 1920 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1590 s.

1. Les arrêts par lequels les cours d'assises statuent sur les causes d'exonérations ou les excuses des jures sont des actes de simple administration et, dès lors, non susceptibles de recours en cassation de la part des accuses. — Cr. r. 14 fevr. 1890, D. P. 91. 1. 281. — Cr. r. 22 janv. 1892, D. P. 92. 1. 630. — Cr. r. 1er juin 1906, D. P. 1907. 1. 56. — Cr. c. 26 juin 1907, D. P. *ibid.*

2. Mais il en est autrement lorsqu'il est statue sur des cas d'incapacite legale ; en consequence, l'accuse est recevable à se pourvoir contre l'arrêt par lequel la cour d'assises a radié un juré pour cause d'incapacite légale et fait appel a un juré supplémentaire pour compléter le nombre des jurés participant au tirage au sort du jury de jugement. — Mêmes arrêts

3. La cour d'assises commet un excès de pouvoir quand par une mesure collective elle accorde, *même pour des causes qui lui paraissent légitimes*, des *congés de service* à des jurés acquis aux accuses. — — Cr. c. 22 juin 1894, D. P. 99. 1 127.

4. Le juré qui, vu son état de santé, a ete declaré excuse au debut de la session des assises peut, s'il se présente au cours de cette même session pour reprendre ses fonctions, être retabli par arrêt de la cour d'assises sur la liste du jury. — C. d'ass. de la Seine, 15 nov. 1900, D. P. 1901. 2. 302.

Art. 398. Les peines portées en l'article 396 sont applicables à tout juré qui, même s'étant rendu à son poste, se retirerait avant l'expiration de ses fonctions, sans une excuse valable, qui sera également jugée par la cour.

R. v° *Instr. crim.*, 1909 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1588 s.

Art. 399. (*L.* 28 *avril* 1832.) Au jour indiqué, et pour chaque affaire, l'appel des jurés non excusés et non dispensés sera fait avant l'ouverture de l'audience, en leur présence, et en présence de l'accusé et du procureur général.

Le nom de chaque juré répondant à l'appel sera déposé dans une urne.

L'accusé premièrement ou son conseil, et le procureur général, récuseront tels jurés qu'ils jugeront à propos, à mesure que leurs noms sortiront de l'urne, sauf la limitation exprimée ci-après.

L'accusé, son conseil, ni le procureur général, ne pourront exposer leurs motifs de récusation.

Le jury de jugement sera formé à l'instant où il sera sorti de l'urne douze noms de jurés non récusés.

Les mots ou son conseil *ont été ajoutés à l'ancien article* 399 *par la loi du* 22 *avril* 1832. *C'est la seule modification que cet article ait subie.*

R. v° *Instr. crim.*, 1730 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1536 s. — **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 42 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 399, n°s 1 s.

1. L'appel avant l'ouverture de l'audience, en présence de l'accuse et du ministère public, des jures non excuses et non dispensés, et le dépôt dans l'urne du nom de chaque juré répondant à l'appel, constituent des formalités substantielles au droit de la défense. — Cr. r. 13 sept. 1894, D. P. 99. 1. 295

2. La presence de l'accusé est indispensable à la validité de toutes les opérations ayant pour objet la formation du jury de jugement et specialement à la validite ... de l'appel des jures. — Cr. c 6 juin 1890, D. P. 90. 1. 492. — Cr. r. 13 sept. 1894 (motifs), D. P. 99. 1. 295.

3. ... Et du tirage au sort — Cr. c. 6 juin 1890, precité.

En ce qui concerne le procès-verbal du tirage du jury, **V. C. instr. crim. ann.**, p. 1031 s — V. aussi **R.** v° *Instr. crim.*, 1890 s.; **S.** v° *Proc. crim.*, 1576 s.; **T.** (87-97), v° *Cour d'assises*, 42 s

Art. 400. Les récusations que pourront faire l'accusé et le procureur général, s'arrêteront lorsqu'il ne restera que douze jurés.

Art. 401. L'accusé et le procureur général pourront exercer un égal nombre de récusations; et cependant, si les jurés sont en nombre impair, les accusés pourront exercer une récusation de plus que le procureur général.

R. v° *Instr. crim.*, 1852 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1567 s.

Art. 402. S'il y a plusieurs accusés, ils pourront se concerter pour exercer leurs récusations; ils pourront les exercer séparément.

Dans l'un et l'autre cas, ils ne pourront excéder le nombre de récusations déterminé pour un seul accusé par les articles précédents.

R. v° *Instr. crim.*, 1881 s. — **S.** v° *Proc crim.*, 1575

Art. 403. Si les accusés ne se concertent pas pour récuser, le sort réglera entre eux le rang dans lequel ils feront les récusations. Dans ce cas, les jurés récusés par un seul, et dans cet ordre, le seront pour tous, jusqu'à ce que le nombre des récusations soit épuisé.

R. v° *Instr. crim.*, 1881 s.

La constatation au proces-verbal de tirage au sort des jures que le president de la cour d'assises s'est conforme aux prescriptions de l'art. 403 implique presomption legale que les operations ont été regulières et que les recusations attribuées à chacun des accuses ont pu être librement exercées. — Cr. r. 6 juill. 1894, D. P. 99. 1. 171.

Art. 404. Les accusés pourront se concerter pour exercer une partie des récusations, sauf à exercer le surplus suivant le rang fixé par le sort.

Art. 405. L'examen de l'accusé commencera immédiatement après la formation du tableau. — *Instr.* 309.

R. v° *Instr. crim.*, 2066 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1644 s

1. Les accusés sont avisés du jour de leur comparution par la notification qui leur est faite de la liste des jures et aucun autre avertissement n'est prescrit par la loi. — Cr. r. 19 mai 1900, D. P. 1901 1. 176.

2. La circonstance que le tirage du jury a eu lieu à onze heures du matin et la comparution de l'accuse seulement à trois heures, et que dans cet intervalle les debats d'une affaire commencée la veille ont été repris et terminés, ne peut être considérée comme une interruption illegale des débats. — Cr. r. 3 juill. 1890, S. v° *Proc. crim.*, 1644.

Art. 406. Si, par quelque événement, l'examen des accusés sur les délits ou sur quelques-uns des délits compris dans l'acte ou dans les actes

d'accusation, est renvoyé à la session suivante, il sera fait une autre liste; il sera procédé à de nouvelles récusations, et à la formation d'un nouveau tableau de douze jurés, d'après les règles prescrites ci-dessus, à peine de nullité. — *Instr.* 306, 331, 353.

R. v° *Instr. crim.*, 1802 s., 2011 s. — **S.** v° *Proc. crim.*, 1557 s., 1624 s.

Publicité des débats.

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1497). — Art. 7. Les arrêts .. qui n'ont pas été rendus publiquement,... sont declarés nuls.

R. vis *Instr crim.*, 2106 s.; *Jugement*, 807 s. — **S.** vis *Jugement* 631 s.; *Proc. crim.*, 1652 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, p. 1038 s.

TITRE TROISIÈME.

Des manières de se pourvoir contre les arrêts ou jugements.

Loi décrétée le 10 décembre 1808 et promulguee le 20 du même mois.

CHAPITRE PREMIER.

Des nullités de l'instruction et du jugement.

Art. 407. Les arrêts et jugements rendus en dernier ressort, en matière criminelle, correctionnelle ou de police, ainsi que l'instruction et les poursuites qui les auront précédés, pourront être annulés dans les cas suivants, et sur des recours dirigés d'après les distinctions qui vont être établies. — *Instr.* 177, 216, 473.

R. v° *Cassation*, 132 s, 353 s. — **S.** *eod.* v°, 49 s., 92 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 562 s. — **V.** aussi **C, instr. crim. ann.,** art. 407, nos 1 s.

1. Les décisions prises en vertu de l'art. 504 du présent Code vis-à-vis des personnes qui troublent l'audience, constituent de simples mesures d'ordre qui ne sont pas susceptibles d'être deférees à la cour de cassation. — Cr. r. 5 déc. 1884, S. v° *Organ. judic.*, 190; *Bull. crim.*, n° 333. — Cr. 25 oct. 1890, *Bull. crim.*, n° 208.

2. N'est pas recevable le pourvoi formé contre un arrêt par défaut qui, n'ayant pas été signifié, n'avait pas un caractère définitif. — Cr. c. 22 déc. 1892, D. P. 93. 1. 336.

3. Un pourvoi doit être déclaré non recevable a l'égard d'une personne qui n'a pas été partie dans l'instance d'appel, et a laquelle, par suite, l'arrêt attaqué est etranger. — Cr. c. 8 févr. 1901, D. P. 1903. 5. 100.

4. Un condamné ne saurait demander la nullité d'une decision en se fondant sur ce qu'elle a prononcé des peines moindres que celles portées par la loi contre le fait incrimine. — Cr. r. 6 nov. 1897, D. P. 98 1. 281.

5. Le ministère public n'est pas recevable à se pourvoir en cassation contre un jugement qui condamne le prévenu sous le prétexte que la partie civilement responsable aurait été citee irrégulièrement. — Cr. r. 3 nov. 1894 (2e espece), D. P. 98. 1. 439.

6. Le pourvoi en cassation subsiste avec tous ses effets, malgré le désistement du demandeur, tant qu'il n'a pas été statué sur ce desistement par la cour de cassation. — Cr. r. 20 sept. 1894, D. P. 99. 1. 350. — Cr. c. 6 août 1898, D. P. 99. 1. 95.

7. En conséquence, aussi longtemps que la cour de cassation n'a pas donné acte du désistement, l'accusé peut former un nouveau pourvoi. — Mêmes arrêts.

8. Un avocat près d'une cour d'appel est sans qualité, à défaut d'un mandat special, pour faire au greffe une déclaration de desistement d'un pourvoi au nom de son client, et le désistement doit être considéré comme nul et non avenu. — Cr. c. 27 dec. 1902, D. P. 1904. 5 82

§ 1er. — Matières criminelles.

Art. 408. Lorsque l'accusé aura subi une condamnation, et que, soit dans l'arrêt de la cour royale [*la cour d'appel*] qui aura ordonné son renvoi devant une cour d'assises, soit dans l'instruction et la procédure qui auront été faites devant cette dernière cour, soit dans l'arrêt même de condamnation, il y aura eu violation ou omission de quelques-unes des formalités que le présent Code prescrit sous peine de nullité, cette omission ou violation donnera lieu, sur la poursuite de la partie condamnée ou du ministère public, à l'annulation de l'arrêt de condamnation et de ce qui l'a précédé, à partir du plus ancien acte nul.

Il en sera de même, tant dans les cas d'incompétence que lorsqu'il aura été omis ou refusé de prononcer, soit sur une ou plusieurs demandes de l'accusé, soit sur une ou plusieurs réquisitions du ministère public, tendant à user d'une faculté ou d'un droit accordé par la loi, bien que la peine de nullité ne fût pas textuellement attachée à l'absence de la formalité dont l'exécution aura été demandée ou requise. — *Instr.* 276, 278, 415, 416, 429, 470, 539.

R. vis *Cassation*, 1297 s., 1913 s.; *Excès de pouvoir*, 1 s. — **S.** vis *Cassation*, 275 s., 450 s.; *Excès de pouvoir*, 1 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 408, nos 1 s.

1. Les moyens de nullité relevés contre la procedure antérieure à l'arrêt de renvoi devant la cour d'assises sont couverts par le défaut de pourvoi contre cet arrêt .— Cr. r. 13 mai 1892, D. P. 93. 1. 129. — Cr. r. 16 juin 1894, D. P. 98. 1. 435.

2. On ne saurait donc se faire une ouverture à cassation du moyen, proposé pour la première fois devant la cour de cassation, tiré de ce que, au cours de l'instruction, le juge d'instruction aurait refusé d'entendre deux témoins dont l'inculpé réclamait l'audition dans l'interêt de sa défense. — Cr. r. 16 juin 1894, precite.

3. L'arrêt qui a omis de statuer sur des conclusions subsidiaires tendant à un supplément d'information doit être cassé pour défaut de motifs. — Cr. c. 17 mars 1899, D. P. 99. 1. 328.

Art. 409. Dans le cas d'acquittement de l'accusé, l'annulation de l'ordonnance qui l'aura prononcé et de ce qui l'aura précédée ne pourra être poursuivie par le ministère public que dans l'intérêt de la loi et sans préjudicier à la partie acquittée. — *Instr.* 360, 374, 441, 442.

R. vo *Cassation*, 204 s. — **S.** *eod.* vo, 62.

Art. 410. Lorsque la nullité procédera de ce que l'arrêt aura prononcé une peine autre que celle appliquée par la loi à la nature du crime, l'annulation de l'arrêt pourra être poursuivie tant par le ministère public que par la partie condamnée.

La même action appartiendra au ministère public contre les arrêts d'absolution mentionnés en l'article 364, si l'absolution a été prononcée sur le fondement de la non-existence d'une loi pénale qui pourtant aurait existé. — *Instr.* 408, 434.

R. vis *Cassation*, 204 s., 1457; *Instr. crim.*, 3749 s. — **S.** vo *Cassation*, 62.

1. La cour d'assises excède ses pouvoirs, lorsque, la réponse négative du jury sur les circonstances aggravantes ne laissant subsister qu'un simple délit à la charge de l'accusé, la cour prononce une condamnation qui s'applique, non au fait tel qu'il a été déclaré par le jury, mais à un fait qui, tout en étant aussi un délit, pre-

sente un caractère plus grave, par suite de circonstances qui n'ont pas été soumises au jury. — Cr. c. 12 janv. 1900, D. P. 1900. 1, 117.

2. Spécialement, lorsque la déclaration du jury laisse subsister le délit de coups et blessures sans circonstances aggravantes, puni d'une peine de six jours à deux ans, la cour d'assises ne peut prononcer une peine de cinq années d'emprisonnement applicable seulement au délit de coups et blessures ayant entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de vingt jours. — Même arrêt.

Art. 411. Lorsque la peine prononcée sera la même que celle portée par la loi qui s'applique au crime, nul ne pourra demander l'annulation de l'arrêt, sous le prétexte qu'il y aurait erreur dans la citation du texte de la loi. — *Instr.* 314.

R. V^is *Cassation*, 1448 s.; *Jugement*, 800 s. — **S.** V^is *Cassation*, 104 s., 306 s ; *Jugement*, 625 s.

1. L'erreur dans la citation de la loi sur laquelle est basée une condamnation pénale n'est pas une cause de nullité, si la loi qui eût dû être appliquée prononce la même peine que celle qui a été prononcée. — Cr. r. 25 sept 1890, S. V° *Proc. crim.*, 2294 ; *Bull. crim.*, n° 196.

2. Lorsque la peine prononcée contre le prévenu est justifiée par l'un des délits pour lesquels il est poursuivi, il est inutile d'examiner les moyens de nullité proposés qui tendraient à faire écarter comme non existants les autres délits pour lesquels il a été condamné. — Cr. r. 27 juill. 1899, D. P. 1900. 1. 865, et le rapport de M. le conseiller Accarias. — V. aussi Cr. r. 10 nov. 1899, D. P. 1900. 1 403. — Cr. r. 23 nov. 1901, D. P. 1904. 1. 570.

3. Lorsque la peine appliquée est justifiée par la nature du crime, il n'y a pas lieu à cassation, bien que l'arrêt de condamnation ait visé par erreur un autre crime qui n'avait pas été retenu à la charge de l'accusé. — Cr. c. 20 déc. 1890, D. P. 91. 1 238.

4. La peine encourue par le complice d'un délit étant la même que celle portée par la loi contre l'auteur principal, le prévenu d'un délit de presse poursuivi comme coauteur n'est pas recevable à demander l'annulation d'un arrêt qui le condamne en cette qualité sous prétexte que sa participation au délit aurait dû être qualifiée de complicité. — Cr. r. 16 mai 1895, D. P. 99. 1. 577.

5. L'arrêt ou le jugement de condamnation, fondé à tort sur ce que le prévenu est en état de récidive, doit être cassé, bien que la peine prononcée ne soit pas supérieure à celle qui correspond à l'infraction, abstraction faite de l'état de récidive. — Cr. c. 23 nov. 1894, D. P. 95. 1. 302. — Cr. c. 5 janv. 1895, D. P. *ibid.*

6. Le principe de la peine justifiée ne s'applique pas aux dommages-intérêts. — Cr. c. (sur ce moy.) 6 avr. 1895, D. P. 99. 1. 577. — Cr. c. 10 avr. 1897, D. P. 98. 1. 94-95. — Cr. c. 9 mars 1900, D. P. 1902. 1. 120.

7. Par suite, lorsque, sur deux délits retenus par le juge, l'un d'eux est écarté par la cour de cassation comme n'étant pas suffisamment établi dans ses éléments constitutifs, il y a lieu à cassation de l'arrêt qui accorde des dommages-intérêts en réparation des deux délits, en bloc, sans faire de répartition, alors même que la peine principale est maintenue comme étant justifiée par le second délit. — Cr. c. 6 avr. 1895, précité.

Art. 412. Dans aucun cas la partie civile ne pourra poursuivre l'annulation d'une ordonnance d'acquittement ou d'un arrêt d'absolution ; mais, si l'arrêt a prononcé contre elle des condamnations civiles, supérieures aux demandes de la partie acquittée ou absoute, cette disposition de l'arrêt pourra être annulée sur la demande de la partie civile. — *Instr.* 358, 366, 374, 419, 429.

R. V° *Cassation*, 170, 421 s, — **S.** *eod. v°*, 98.

§ 2. — Matières correctionnelles et de police.

Art. 413. Les voies d'annulation exprimées en l'article 408 sont, en matière correctionnelle et de police, respectivement ouvertes à la partie poursuivie pour un délit ou une contravention, au ministère public, et à la partie civile, s'il y en a une, contre tous arrêts ou jugements en dernier ressort, sans distinction de ceux qui ont prononcé le renvoi de la partie ou sa condamnation.

Néanmoins, lorsque le renvoi de cette partie aura été prononcé, nul ne pourra se prévaloir contre elle de la violation ou omission des formes prescrites pour assurer sa défense. — *Instr.* 177, 216, 416, 426, 427.

Loi du 29 avril 1806, *qui prescrit des mesures relatives à la procédure en matière criminelle et correctionnelle.* — Art. 2. Le prevenu en police correctionnelle ne sera pas recevable à presenter, comme moyen de cassation, les nullites commises en premiere instance, et qu'il n'aurait pas opposées devant la cour d'appel, en exceptant seulement la nullité pour cause d'incompetence.

R. v[is] *Cassation*, 1336, 1318, 1362, 1471 s., 1482 s., 1913 s.; *Jugement*, 747 s., 1053 s. — **S.** v[is] *Cassation*, 281, 308 s., 319 s., 450 s; *Jugement*, 790 s. — **T.** (87-97), v[o] *Cassation*, 638 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 413, n[os] 1 s.

I. L'omission de statuer sur des conclusions subsidiaires tendant à une nouvelle expertise ne peut servir de fondement utile à un pourvoi, lorsque de l'ensemble de l'arrêt attaqué il résulte qu'il a rejeté implicitement, il est vrai, mais nécessairement, ces conclusions subsidiaires. — Cr. r. 10 janv. 1891, D. P. 91. 1. 327.

2. Le jugement d'acquittement est insuffisamment motivé lorsqu'il se borne à declarer que les faits de la prevention ne sont pas suffisamment établis. — Cr. c. 10 mai 1889, D. P. 89. 5. 319.

3. Est nul pour défaut de motifs l'arrêt qui condamne un individu pour outrages aux bonnes mœurs par l'exposition publique de dessins et émblèmes obscènes, sans faire connaître en quoi la figure exposée par cet individu etait contraire aux bonnes mœurs. — Cr. c. 30 janv. 1897, D. P. 97. 1. 239.

4. Les nullites commises dans le cours de l'instance devant les tribunaux correctionnels et de simple police, à l'exception des moyens sur l'incompétence, ne peuvent fournir une ouverture à cassation, lorsqu'elles n'ont pas été soumises aux juges du fond. — Cr. r. 23 déc. 1894, D. P. 95. 5. 80. — Cr. r. 8 fevr. 1895, D. P. 99. 5. 78.

5. Les juridictions étant d'ordre public en matiere repressive, un moyen fondé sur l'incompetence de la juridiction correctionnelle peut être invoqué devant la cour de cassation, bien qu'il n'ait pas été oppose devant les juges du second degre. — Cr. r. 26 juill. 1900, D. P. 1900. 1. 479. — Cr. c. 8 févr. 1908, D. P. 1910. 1. 228.

Art. 414. La disposition de l'article 411 est applicable aux arrêts et jugements en dernier ressort rendus en matière correctionnelle et de police. — *Instr.* 411.

R. v[o] *Cassation*, 1458.

§ 3. — Disposition commune aux deux paragraphes précédents.

Art. 415. Dans le cas où, soit la cour de cassation, soit une cour royale [*une cour d'appel*], annulera une instruction, elle pourra ordonner que les frais de la procédure à recommencer seront à la charge de l'officier ou juge instructeur qui aura commis la nullité.

Néanmoins la présente disposition n'aura lieu que pour des fautes très graves, et à l'égard seulement des nullités qui seront commises deux ans après la mise en activité du présent Code. — *Instr.* 281, 408; *T. cr.* 42, 71.

R. v[is] *Greffier*, 129; *Huissier*, 103; *Instr. crim.*, 1653, 1706, 3126; *Responsabilité*, 288, 476, 1698. — **S.** v[o] *Frais et dépens*, 608.

CHAPITRE II.

Des demandes en cassation.

Art. 416. Le recours en cassation contre les arrêts préparatoires et d'instruction ou les jugements en dernier ressort de cette qualité, ne sera ouvert qu'après l'arrêt ou jugement définitif: l'exécution volontaire de tels

arrêts ou jugements préparatoires ne pourra, en aucun cas, être opposée comme fin de non-recevoir.

La présente disposition ne s'applique point aux arrêts ou jugements rendus sur la compétence. — *Instr.* 177, 278, 408.

R. v[is] *Cassation*, 156 s.; *Jugem. d'av. dire droit*, 86 s. — **S.** v[is] *Cassation*, 52 s.; *Jugem. d'av. dire droit*, 50 s. — **T.** (87-97), v° *Cassation*, 562 s.

1. Les jugements préparatoires ne pouvant être l'objet d'un pourvoi en cassation qu'après le jugement définitif, le pourvoi formé prématurement contre un jugement preparatoire n'est pas suspensif. — Cr. r. 10 fevr. 1893, D. P. 95. 1. 215. — Cr. r. 5 août 1898, D. P. 98. 1. 520. — Cr r. 26 juill. 1902, D. P. 1902. 1. 551.

2. Doit être considéré comme préparatoire et, par suite, comme ne pouvant être frappé d'appel ou de pourvoi en cassation, qu'en même temps que le jugement sur le fond :... l'arrêt incident par lequel une cour d'assises a rejeté les conclusions de l'accuse tendant a sursis jusqu'à ce qu'il ait été statué sur un autre pourvoi pendant devant la cour de cassation. — Cr. r. 14 juin 1894, D. P. 95. 1. 23.

3. ... L'arrêt qui repousse les conclusions du demandeur tendant à la disjonction de deux poursuites. — Cr. r. 6 mars 1897, *Bull. crim*, n° 88.

4. ... Le jugement qui statue sur l'irrégularite de la citation. — Cr. c. 1er août 1890, D. P. 91. 1. 144.

5. ... Le jugement qui décide qu'il n'y a pas lieu d'entendre certains temoins. — Paris, 2 avr. 1909, D. P. 1909. 1. 433.

6. Le recours en cassation n'est ouvert contre les arrêts de chambre de mise en accusation portant renvoi devant les tribunaux correctionnels, qu'au cas où ces arrêts statuent sur une question de compétence ou qu'ils renferment des dispositions définitives que le tribunal correctionnel appelé à connaitre de la prévention n'a pas le pouvoir de réformer. — Cr. r. 10 juin 1895, D. P. 99. 5. 405. — Cr. r. 16 juin 1900, D. P. 1901. 1. 85.

7. L'arrêt qui annule le jugement déclarant irrecevable une action en diffamation et qui evoque l'affaire, renferme non seulement une décision sur un incident de procédure, mais encore une sentence definitive d'attribution, contre laquelle un pourvoi peut être valablement formé. — Cr. r. 10 juin 1899, D. P. 1901. 1. 428. — V. par analogie Cr. c. 3 mai 1906, D. P. 1909. 1. 302.

Art. 417. La déclaration de recours sera faite au greffier par la partie condamnée, et signée d'elle et du greffier; et si le déclarant ne peut ou ne veut signer, le greffier en fera mention.

Cette déclaration pourra être faite, dans la méme forme, par l'avoué de la partie condamnée ou par un fondé de pouvoir spécial; dans ce dernier cas, le pouvoir demeurera annexé à la déclaration.

Elle sera inscrite sur un registre à ce destiné; ce registre sera public, et toute personne aura le droit de s'en faire délivrer des extraits. — *Instr.* 177, 216, 373; *T. cr.* 44.

R. v° *Cassation*, 817 s. — **S.** *eod. v°*, 175 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 612 s.

1. Le pourvoi en cassation, en matière criminelle, doit être formé, non par une requête, mais par une déclaration au greffe. — Cr. r. 26 oct. 1894, D. P. 97. 1. 332. — Cr. r. 18 oct. 1895, D. P. *ibid.*

2. Ainsi, est non recevable, le pourvoi interjete sous forme de lettre écrite par le condamné au procureur général de la cour d'appel. — Cr. r. 20 janv. 1893, D. P. 95. 1. 213. — Cr. r. 27 janv. 1900, D. P. 1900. 1. 615. — Cr. r. 10 fevr. 1900, D. P. 1900. 1. 614.

3. De même est irrégulier le pourvoi fait par une déclaration au ministère public par acte d'huissier ou autrement. — Cr. r. 26 oct. 1894, D. P. 97. 1. 332. — Cr. r. 18 oct. 1895, D. P. *ibid.*

4. Neanmoins, un pourvoi forme irregulièrement ne doit être declaré non recevable que si le demandeur en cassation, non détenu, ne s'est pas trouvé dans l'impossibilité absolue de se présenter au greffe. — Cr. r. 20 janv. 1893 (*à contrario*), D. P. 95. 1. 213. — Cr. r. 18 oct. 1895 (*à contrario*), *Bull. crim.*, n° 253. — Cr. r. 5 dec. 1896 (*à contrario*), *Bull. crim.*, n° 353.

5. Et il ne peut être dérogé par des équipollents aux dispositions rigoureuses et impératives de l'art. 417 qu'autant que le demandeur en cassation justifie qu'il a

été empêché de se pourvoir régulièrement dans le délai légal par une circonstance indépendante de sa volonté. — Cr. r. 26 oct. 1894, D. P. 97. 1. 332. — Cr. r. 17 mai 1895, D. P. *ibid.*

6. En matière criminelle, la déclaration de pourvoi est exempte de la formalité du timbre et de l'enregistrement comme comprise dans l'art. 16, nº 1, de la loi du 13 brum. an VII et l'art. 70, § 3, nº 9, de la loi du 22 frim. an VII. — V. la note sous Cr. r. 18 avr. 1891, D. P. 91. 5. 56.

7. La déclaration de pourvoi ne pouvant être faite, à défaut de la partie condamnée, que par son avoué ou par un fondé de procuration spéciale, la déclaration de pourvoi faite par un huissier qui n'était ni accompagné de la partie condamnée ni porteur d'un pouvoir spécial, est irrecevable. — Cr. r. 26 oct. 1894, D. P. 97. 1. 332.

8. Un avocat ne peut former un pourvoi en cassation au nom de son client condamné par un tribunal de simple police qu'autant qu'il en a reçu de lui le mandat exprès; et il en est ainsi même depuis l'art. 26 de la loi du 12 juill. 1905, qui dispense les avocats régulièrement inscrits à un barreau de présenter une procuration devant les juges de paix, cette disposition ne devant pas être étendue au delà de ses termes. — Cr. non-recev. 29 déc. 1906, D. P. 1908. 1. 447. — Cr non-recev. 10 avr. 1908, D. P. 1910. 1. 175.

9. Le mari n'a pas qualité pour déférer à la cour de cassation un jugement rendu contre sa femme. — Cr. r. 19 déc. 1891, D. P. 92. 1. 256.

Art. 418. Lorsque le recours en cassation contre un arrêt ou jugement en dernier ressort, rendu en matière criminelle, correctionnelle ou de police, sera exercé soit par la partie civile, s'il y en a une, soit par le ministère public, ce recours, outre l'inscription énoncée dans l'article précédent, sera notifié à la partie contre laquelle il sera dirigé, dans le délai de trois jours.

Lorsque cette partie sera actuellement détenue, l'acte contenant la déclaration de recours lui sera lu par le greffier : elle le signera; et si elle ne le peut ou ne le veut, le greffier en fera mention.

Lorsqu'elle sera en liberté, le demandeur en cassation lui notifiera son recours, par le ministère d'un huissier, soit à sa personne, soit au domicile par elle élu : le délai sera, en ce cas, augmenté d'un jour par chaque distance de trois myriamètres. — *Instr.* 395; *T. cr.* 71.

R. vº *Cassation*, 850 s. — **S.** *eod. vº*, 180 s.

La disposition de l'art. 418, aux termes de laquelle le pourvoi du ministère public doit être notifié dans les trois jours, n'est pas prescrite à peine de nullité. — Cr. c. 21 juin 1895, D. P. 95. 1. 438.

Art. 419. La partie civile qui se sera pourvue en cassation est tenue de joindre aux pièces une expédition authentique de l'arrêt.

Elle est tenue, à peine de déchéance, de consigner une amende de 150 francs, ou de la moitié de cette somme, si l'arrêt est rendu par contumace ou par défaut. — *Instr.* 412, 436; *T. cr.* 42.

R. vº *Cassation*, 887 s. — **S.** *eod. vº*, 185.

Art. 420. (*L.* 28 *juin* 1877.) Sont dispensés de l'amende : 1° les condamnés en matière criminelle; 2° les agents publics, pour affaires qui concernent directement l'Administration et les domaines de l'État.

A l'égard de toutes autres personnes, l'amende sera encourue par celles qui succomberont dans leur recours. Seront néanmoins dispensés de la consigner : 1° les condamnés en matière correctionnelle et de police à une peine emportant privation de la liberté; 2° les personnes qui joindront à leur demande en cassation : premièrement, un extrait du rôle des contributions constatant qu'elles payent moins de 6 francs, ou un certificat du percepteur de leur commune portant qu'elles ne sont point imposées; et deuxièmement,

un certificat constatant qu'elles sont, à raison de leur indigence, dans l'impossibilité de consigner l'amende. Ce certificat leur sera délivré par le maire de la commune de leur domicile ou par son adjoint, approuvé par le sous-préfet de l'arrondissement ou, dans l'arrondissement du chef-lieu du département, par le préfet.

Ancien art. 420. — *Sont dispenées de l'amende :* — 1° *Les condamnés en matière criminelle ;* — 2° *Les agents publics pour affaire qui concernent directement l'Administration et les domaines ou revenus de l'Etat.* — *A l'égard de toutes autres personnes, l'amende sera encourue par celles qui succomberont dans leur recours. Seront néanmoins dispensées de la consigner celles qui joindront à leur demande en cassation :* — 1° *Un extrait du rôle des contributions, constatant qu'elles payent moins de* 6 *francs, ou un certificat du percepteur de leur commune, portant qu'elles ne sont point imposées ;* — 2° *Un certificat d'indigence à elles délivré par le maire de la commune de leur domicile ou par son adjoint, visé par le sous-préfet et approuvé par le préfet de leur département.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 28 JUIN 1877 : **R.** v° *Cassation*, 597 s.

§ 2. LOI DU 28 JUIN 1877 : **S.** v° *Cassation*, 137 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 603 s. — **D. P.** 77. 4. 51. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 420, n°s 1 s.

1. Les deux decimes et demi dont la perception est ordonnée par les lois des 23 août 1871 et 30 déc 1873 forment une partie intégrante de l'amende de cassation, et doivent être compris, a peine de decheance du pourvoi, dans la consignation qui est ainsi elevée de 150 fr. à 187 fr. 50 cent. — Cr. r. 19 oct 1888, D. P. 89. 1. 220. — Cr. r. 8 nov. 1895, D. P. 96 1. 112. — Cr. r. 6 dec. 1895, D. P. 96. 1 365. — Cr. decli 17 nov. 1900, *Bull. crim.*, n° 339.

2. Ainsi, le demandeur en cassation qui, en matière de compétence, a consigne seulement la somme de 150 fr. conformément à l'art 419 doit être declare dechu de son pourvoi. — Cr. c 6 dec. 1895, precite.

3. . Et même s'il avait consigne la somme de 150 fr. en y ajoutant 15 fr., montant *d'un seul décime.* — Cr. r. 8 nov. 1895, precite

4. La consignation d'amende est exigée, à peine de decheance du pourvoi, de la part de celui qui forme un recours en cassation contre un arrêt de la chambre des mises en accusation qui l'a déclare non recevable dans son opposition à l'ordonnance du juge d'instruction le renvoyant devant le tribunal de police correctionnelle pour banqueroute simple. — Cr. dech. 16 juin 1900, D. P. 1900. 1. 544.

5. Le demandeur en cassation qui s'est pourvu contre un arrêt statuant uniquement sur la competence doit être declaré déchu de son pourvoi s'il n'a ni consigné l'amende, ni produit les pièces suppletives justifiant de son indigence, alors même que ce demandeur est détenu preventivement. — Cr. r. 28 avr. 1900, D. P. 1900. 1. 566. — Cr. r. 12 mai 1900, D. P. 1900. 1. 615.

6. Sur la dispense de consigner l'amende en matière de presse, V. *infrà*, Appendice, v° *Presse*, L. 29 juill. 1881, art. 61.

7. Il y a lieu de condamner un demandeur en cassation a autant d'amendes qu'il y a de pourvois distincts formes contre autant de décisions statuant sur des infractions egalement distinctes. — Cr. r. 3 août 1900, D. P. 1904. 2. 318.

Art. 421. (*L.* 28 *juin* 1877.) Seront déclarés déchus de leur pourvoi en cassation les condamnés à une peine emportant privation de la liberte pour une durée de plus de six mois, qui ne seront pas en état ou qui n'auront pas été mis en liberté provisoire avec ou sans caution.

L'acte de letir écrou ou de leur mise en liberté sera produit devant la cour de cassation, au plus tard au moment où l'affaire y sera appelée.

Il suffira au demandeur, pour que son recours soit reçu, de justifier qu'il s'est actuellement constitué dans la maison de justice du lieu où siège la cour de cassation ; le gardien de cette maison pourra l'y recevoir sur la représentation de sa demande adressée au procureur général près cette cour et visée par ce magistrat.

Ancien art. 421. — *Les condamnés même en matière correctionnelle ou de police, à une peine emportant privation de la liberté, ne seront pas admis à se pourvoir en cassation,*

lorsqu'ils ne seront pas actuellement en état ou lorsqu'ils n'auront pas été mis en liberté sous caution. — L'acte de leur écrou, ou de leur mise en liberté sous caution, sera annexé à l'acte de recours en cassation. — Néanmoins, lorsque le recours en cassation sera motivé sur l'incompétence, il suffira au demandeur, pour que son recours soit reçu, de justifier qu'il s'est actuellement constitué dans la maison de justice du lieu où siège la cour de cassation : le gardien de cette maison pourra l'y recevoir, sur la représentation de sa demande adressée au procureur général près cette cour, et visée par ce magistrat.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 28 JUIN 1877 : **R.** v° *Cassation*, 714 s. | § 2. LOI DU 28 JUIN 1877 : **S.** v° *Cassation*, 156 s. — **D. P.** 77. 4. 51.

Art. 422. Le condamné ou la partie civile, soit en faisant sa déclaration, soit dans les dix jours suivants, pourra déposer au greffe de la cour ou du tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le jugement attaqué, une requête contenant ses moyens de cassation. Le greffier lui en donnera reconnaissance, et remettra sur-le-champ cette requête au magistrat chargé du ministère public.

R. v° *Cassation*, 921 s.

1. Il appartient à la cour de cassation de refuser a un demandeur l'autorisation de comparaître devant elle pour y soutenir son pourvoi. — Cr. r. 28 juill. 1900, D. P. 1900. 1. 614.

2. En sollicitant la communication personnelle de son dossier, un demandeur en cassation n'exerce aucun droit spécialement accordé soit par les art. 422 et suiv. c. instr. crim., soit par toute autre disposition de loi ; et il y a lieu de refuser cette communication au demandeur alors que l'intérêt de sa défense ne justifie pas cette mesure. — Cr. r. 2 mai 1903, D. P. 1905. 1. 23. — Cr. c. 30 janv. 1908, D. P. 1909. 1. 298.

Art. 423. (*L.* 19 *avril* 1900.) Après les dix jours qui suivront la déclaration, ce magistrat transmettra au procureur général près la cour de cassation les pièces du procès et les requêtes des parties, si elles en ont déposé.

Le greffier de la cour ou du tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le jugement attaqué, rédigera sans frais et joindra un inventaire des pièces, sous peine de 100 francs d'amende, laquelle sera prononcée par la cour de cassation. — *Instr.* 450 ; *T. cr.* 60.

Ancien art. 423. — *Après les dix jours qui suivront la déclaration, ce magistrat fera passer au ministre de la justice les pièces du procès, et les requêtes des parties, si elles en ont déposé. — Le greffier de la cour ou du tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le jugement attaqué rédigera sans frais et joindra un inventaire des pièces, sous peine de* 100 *francs d'amende, laquelle sera prononcée par la cour de cassation.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 19 AVRIL 1900 : **R.** v° *Cassation*, 887 s. | §. 2. LOI DU 19 AVRIL 1900 : **D. P.** 1900. 4. 31.

Art. 424. (*L.* 19 *avril* 1900.) Les condamnés pourront aussi transmettre directement au greffe de la cour de cassation, soit leurs requêtes, soit les expéditions ou copies signifiées tant de l'arrêt ou du jugement que de leurs demandes en cassation ; néanmoins, la partie civile ne pourra user du bénéfice de la présente disposition sans le ministère d'un avocat à la cour de cassation. — *Instr.* 422, 425.

Ancien art. 424. — *Dans les vingt-quatre heures de la réception de ces pièces, le ministre de la justice les adressera à la cour de cassation, et il en donnera avis au magistrat qui les lui aura transmises. — Les condamnés, etc... (la suite comme au texte actuel).*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 19 AVRIL 1900 : **R.** v° *Cassation*, 842, 887 s., 1181. — **S.** *eod.* v°, 177, 185. | § 2. LOI DU 19 AVRIL 1900 : **D. P.** 1900. 4. 31.

Art. 425. La cour de cassation, en toute affaire criminelle, correctionnelle ou de police, pourra statuer sur le recours en cassation, aussitôt après l'expiration des délais portés au présent chapitre, et devra y statuer, dans le mois au plus tard, à compter du jour où ces délais seront expirés.

R. v° *Cassation*, 1123, 1181 s., 1276. — S. *eod. v°*, 247 s.

Art. 426. La cour de cassation rejettera la demande ou annulera l'arrêt ou le jugement, sans qu'il soit besoin d'un arrêt préalable d'admission.

R. v° *Cassation*, 1224 s, 1259 s., 1745 s., 2112 s. — S. *eod. v°*, 413 s. — V. aussi C. instr. crim. ann., art. 426, n°s 1 s.

Art. 427. Lorsque la cour de cassation annulera un arrêt ou un jugement rendu soit en matière correctionnelle, soit en matière de police, elle renverra le procès et les parties devant une cour ou un tribunal de même qualité que celui qui aura rendu l'arrêt ou le jugement annulé. — *Instr.* 177, 216, 413, 429.

R. v° *Cassation*, 2071 s., 2131 s., 2187 s. — S. *eod. v°*, 466 s., 470 s., 488 s. — T. (87-97), *eod. v°*, 687 s. — V. aussi C. instr. crim. ann., art. 427, n°s 1 s.

Dans le cas où un prévenu est acquitté sur un chef et condamné sur d'autres, la cassation de l'arrêt sur le pourvoi du condamné seul laisse subsister les dispositions qui lui sont favorables, et le chef de l'arrêt qui prononce son acquittement acquiert force de chose jugée lorsqu'il n'a été l'objet d'aucun pourvoi de la part du ministère public ni des parties civiles. — Bourges, 2 août 1888, D. P. 89. 2. 49. — Cr. r. 25 avr. 1891, D. P. 91. 1. 490.

Art. 428. Lorsque la cour de cassation annulera un arrêt rendu en matière criminelle, il sera procédé comme il est dit aux sept articles suivants.

Art. 429. La cour de cassation prononcera le renvoi du procès, savoir :

Devant une cour royale [*une cour d'appel*] autre que celle qui aura réglé la compétence et prononcé la mise en accusation, si l'arrêt est annulé pour l'une des causes exprimées en l'article 299;

Devant une cour d'assises autre que celle qui aura rendu l'arrêt, si l'arrêt et l'instruction sont annulés pour cause de nullités commises à la cour d'assises;

Devant un tribunal de première instance autre que celui auquel aura appartenu le juge d'instruction, si l'arrêt et l'instruction sont annulés aux chefs seulement qui concernent les intérêts civils : dans ce cas, le tribunal sera saisi sans citation préalable en conciliation.

Si l'arrêt et la procédure sont annulés pour cause d'incompétence, la cour de cassation renverra le procès devant les juges qui doivent en connaître, et les désignera : toutefois, si la compétence se trouvait appartenir au tribunal de première instance où siège le juge qui aurait fait la première instruction, le renvoi sera fait à un autre tribunal de première instance.

Lorsque l'arrêt sera annulé parce que le fait qui aura donné lieu à une condamnation se trouvera n'être pas un délit qualifié par la loi, le renvoi, s'il y a une partie civile, sera fait devant un tribunal de première instance autre que celui auquel aura appartenu le juge d'instruction; et, s'il n'y a pas de partie civile, aucun renvoi ne sera prononcé. — *Instr.* 299, 364, 408, 412.

R. v° *Cassation*, 2071 s., 2122 s., 2187 s., 2228 s., 2238 s. — S. *eod. v°*, 466 s, 470 s., 488 s., 495 s., 497 s. — T. (87-97), *eod. v°*, 687 s., 693 s. — V. aussi C. instr. crim. ann., art. 429, n°s 1 s.

1. La cassation d'un arrêt sans aucune réserve a pour effet d'anéantir toutes les dispositions de l'arrêt annulé, et la cour d'appel de renvoi se trouve saisie de la connaissance entière de l'affaire, comme l'avait été la première cour, laquelle est entièrement dessaisie. — Cr. c 3 mai 1906, D. P. 1909. 1. 302.

2. En consequence, la cour de renvoi est seule compétente pour connaître, à l'exclusion de la première cour, de l'appel du jugement correctionnel ; elle doit apprécier toute la prévention au point de vue du droit et du fait, et statuer sur les exceptions proposees par le prevenu, même par voie d'evocation. — Même arrêt.

3. Si l'accusé est renvoyé de nouveau devant les assises, il est indispensable qu'un nouvel acte d'accusation soit dressé et lui soit notifie, et qu'il soit encore interrogé par le president de la cour d'assises. — Cr. c. 29 sept. 1892, S. v° *Proc. crim.*, 1265 ; *Bull. crim.*, n° 251.

4. Il y a lieu à renvoi devant la juridiction civile, en cas de condamnation de l'accusé sur le chef principal, si la cassation ne porte que sur le chef des interêts civils. — Cr. c. 22 dec. 1892, D. P. 93. 1. 102.

5. Dans le cas où la cassation d'une condamnation est prononcee par le motif que l'action publique se trouvait éteinte par la prescription, il n'y a pas lieu à renvoi de l'affaire devant d'autres juges. — Cr. c. 15 juin 1893, D. P. 93. 1. 607.

6. Lorsqu'un arrêt est annule parce que le fait qui a motive la condamnation n'est pas, selon la cour de cassation, un délit qualifié tel par la loi, il n'y a lieu a renvoi s'il n'y a pas de partie civile en cause. — Cr. c. 26 mars 1886, D. P. 87. 1. 144

7. Il y a lieu à cassation sans renvoi de la disposition de l'arrêt qui prononce la contrainte par corps en dehors des cas prevus par la loi du 19 nov. 1871, et specialement de l'arrêt qui prononce la contrainte par corps contre un mineur de seize ans. — Cr. c. 21 fevr. 1896, *Bull. crim.*, n° 69. — Cr. c. 28 mars 1896, *Bull. crim.*, n° 126.

8. ... Ou contre un individu condamné à une peine perpetuelle. — Cr. c. 26 nov 1896, *Bull. crim.*, n° 337.

9. Il y a lieu à cassation d'un arrêt ordonnant la confiscation des instruments ayant servi a commettre un délit et par simple voie de retranchement de la disposition relative à la confiscation lorsque le Code pénal ne prescrit ou n'autorise dans aucune de ses dispositions ladite confiscation. — Cr. c. 30 août 1900, D. P. 1901. 1. 142. — Cr. c 4 nov. 1900, D. P. 1901 1. 142.

10. La cassation d'un jugement de simple police qui a relevé a tort une contravention à un arrêt municipal entache d'illegalité pour excès de pouvoirs doit être prononcée sans renvoi. — Cr. c. 8 fevr. 1900, D. P. 1902. 1. 171.

Art. 430. Dans tous les cas où la cour de cassation est autorisée à choisir une cour ou un tribunal pour le jugement d'une affaire renvoyée, ce choix ne pourra résulter que d'une délibération spéciale, prise en la chambre du conseil immédiatement après la prononciation de l'arrêt de cassation, et dont il sera fait mention expresse dans cet arrêt. — *Instr.* 214.

R. v° *Cassation*, 2122 s. — **S.** *eod.* v°, 470 s.

La disposition qui, dans un arrêt de cassation, designe la cour ou le tribunal de renvoi n'est qu'un acte d'administration judiciaire que la cour de cassation peut toujours modifier. — Cr. 7 juill. 1900, D. P. 1900. 1. 480

Art. 431. Les nouveaux juges d'instruction auxquels il pourrait être fait des délégations pour compléter l'instruction des affaires renvoyées, ne pourront être pris parmi les juges d'instruction établis dans le ressort de la cour dont l'arrêt aura été annulé. — *Instr.* 84, 90, 214, 283, 303.

R. v^is *Cassation*, 2147 ; *Renvoi*, 211.

Art. 432. Lorsque le renvoi aura été fait à une cour royale [*une cour d'appel*], celle-ci, après avoir réparé l'instruction en ce qui la concerne, désignera, dans son ressort, la cour d'assises par laquelle le procès devra être jugé.

R. v° *Cassation*, 2148 s, 2194 s — **S.** *eod.* v°, 490.

1. La cour d'appel (chambre des mises en accusation) saisie par la cour de cassation de la connaissance d'une affaire ne peut pas choisir hors de son propre res-

sort la cour d'assises à laquelle elle renvoie cette affaire. — Cr. c. 24 sept. 1896, D. P. 97. 1. 87.

2. Il en est ainsi, specialement, lorsque la cour d'appel est saisie par un arrêt de règlement de juges de la cour de cassation. — Même arrêt.

Art. 433. Lorsque le procès aura été renvoyé devant une cour d'assises, et qu'il y aura des complices qui ne seront pas en état d'accusation, cette cour commettra un juge d'instruction, et le procureur général l'un de ses substituts, pour faire, chacun en ce qui le concerne, l'instruction, dont les pièces seront ensuite adressées à la cour royale [*la cour d'appel*], qui prononcera s'il y a lieu, ou non, à la mise en accusation. — *Instr.* 226, 271, 283, 305, 501.

R. vis *Cassation*, 2194 s.; *Instr. crim.*, 1184.

Art. 434. Si l'arrêt a été annulé pour avoir prononcé une peine autre que celle que la loi applique à la nature du crime, la cour d'assises à qui le procès sera renvoyé rendra son arrêt sur la déclaration déjà faite par le jury.

Si l'arrêt a été annulé pour autre cause, il sera procédé à de nouveaux débats devant la cour d'assises à laquelle le procès sera renvoyé.

La cour de cassation n'annulera qu'une partie de l'arrêt, lorsque la nullité ne viciera qu'une ou quelques-unes de ses dispositions. — *Instr.* 410.

R. v° *Cassation*, 2003 s., 2071 s, 2194 s., 2218 s. — **S.** *eod.* v°, 466, 490 s.

Art. 435. L'accusé dont la condamnation aura été annulée, et qui devra subir un nouveau jugement au criminel, sera traduit, soit en état d'arrestation, soit en exécution de l'ordonnance de prise de corps, devant la cour royale [*la cour d'appel*] ou d'assises à qui son procès sera renvoyé.

R. v° *Cassation*, 2049 s., 2116 s., 2135, 2225 s.

Art. 436. La partie civile qui succombera dans son recours, soit en matière criminelle, soit en matière correctionnelle ou de police, sera condamnée à une indemnité de 150 francs, et aux frais envers la partie acquittée, absoute ou renvoyée : la partie civile sera de plus condamnée envers l'État, à une amende de 150 francs, ou de 75 francs seulement, si l'arrêt ou le jugement a été rendu par contumace ou par défaut.

Les Administrations ou Régies de l'État et les agents publics qui succomberont, ne seront condamnés qu'aux frais et à l'indemnité. — *Instr.* 368, 412, 478.

R. v° *Cassation*, 758 s. — **S.** vis *Cassation*, 167 s.; *Frais et dépens*, 626 s.

1. La personne citee comme civilement responsable ne peut être personnellement condamnée à l'amende. — Cr. c. 13 juill. 1893, D. P. 94. 1. 250.

2. L'indemnité fixée par l'art. 436 c. instr. crim. est due au prévenu acquitté, par la partie civile qui succombe dans son pourvoi, alors même que le prévenu acquitté ne serait pas intervenu dans l'instance portée par la partie civile devant la cour de cassation. — Cr. r. 15 fevr. 1901, D. P. 1901. 1. 403.

3. La partie civile doit être condamnee à autant d'indemnités qu'il y a de parties acquittées. — Cr. r. 18 janv. 1900, D. P. 1900. 1. 544.

4. ... Alors même qu'elle ne succombe dans son pourvoi que faute de consignation d'amende. — Même arrêt.

Art. 437. Lorsque l'arrêt ou le jugement aura été annulé, l'amende consignée sera rendue sans aucun délai, en quelques termes que soit conçu

l'arrêt qui aura statué sur le recours, et quand même il aurait omis d'en ordonner la restitution.

R. v° *Cassation*, 769 s. — **S.** *eod. v°*, 169.

Art. 438. Lorsqu'une demande en cassation aura été rejetée, la partie qui l'avait formée ne pourra plus se pourvoir en cassation contre le même arrêt ou jugement, sous quelque prétexte et par quelque moyen que ce soit.

R. v° *Cassation*, 1957 s. — **S.** *eod. v°*, 455.

Art. 439. (*L.* 19 *avril* 1900.) L'arrêt qui aura rejeté la demande en cassation sera délivré dans les trois jours au procureur général près la cour de cassation, par simple extrait signé du greffier, lequel sera adressé au magistrat chargé du ministère public près la cour ou le tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le jugement attaqué.

Ancien art. 439. — L'arrêt qui aura rejeté la demande en cassation sera délivré dans les trois jours au procureur général près la cour de cassation, par simple extrait signé du greffier, lequel sera adressé au ministre de la justice, et envoyé par celui-ci au magistrat chargé du ministère public près la cour ou le tribunal qui aura rendu l'arrêt ou le jugement attaqué.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 19 AVRIL 1900 : **R.** v° *Cassation*, 1190.

§ 2. LOI DU 19 AVRIL 1900 : **D. P.** 1900. 4. 31.

Art. 440. Lorsque, après une première cassation, le second arrêt ou jugement sur le fond sera attaqué par les mêmes moyens, il sera procédé selon les formes prescrites par la loi du 16 septembre 1807.

La loi du 16 septembre 1807 a été abrogée par la loi du 30 juillet 1828, laquelle a été abrogée elle-même par la loi du 1er avril 1837 rapportée ci-après.

Loi du 1er avril 1837, *relative à l'autorité des arrêts rendus par la cour de cassation après deux pourvois* (**R.** v° *Lois*, p. 191). — Art. 1er. Lorsqu'après la cassation d'un premier arrêt ou jugement rendu en dernier ressort, le deuxième arrêt ou jugement rendu dans la même affaire, entre les mêmes parties, procédant en la même qualité, sera attaqué par les mêmes moyens que le premier, la cour de cassation prononcera, toutes les chambres réunies.

2. Si le deuxième arrêt ou jugement est cassé pour les mêmes motifs que le premier, la cour royale ou le tribunal auquel l'affaire est renvoyée se conformera à la décision de la cour de cassation sur le point de droit jugé par cette cour.

3. La cour royale statuera en audience ordinaire, à moins que la nature de l'affaire n'exige qu'elle soit jugée en audience solennelle.

4. La loi du 30 juillet 1828 est abrogée.

R. v° *Cassation*, 220 s., 2101 s., 2228 s. — **S.** *cod v°*, 495 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 633 s

1. Le principe de la compétence des chambres réunies est dans la résistance que la juridiction de renvoi oppose, sur une thèse de droit, dans la même affaire, à l'autorité de la cour de cassation. — Cr. r. 6 juill. 1895, *Bull. crim.*, n° 196.

2. Aussi, les chambres réunies de la cour de cassation ne doivent être appelées à statuer sur un pourvoi que dans le cas où la juridiction de renvoi s'est mise en contradiction avec la cour de cassation sur la thèse de droit qu'elle a précédemment consacrée dans la même affaire. — Cr. r. 29 juin 1889, D. P. 90. 1. 236.

3. Et il faut qu'après cassation d'un premier arrêt ou jugement, le second arrêt ou jugement rendu dans la même affaire et entre les mêmes parties, procédant en la même qualité, soit attaqué par le même moyen que le premier. — Cr. r. 29 juin 1889, précité. — Cr. r. 25 avr. 1891, D. P. 91. 1. 490. — Cr. c. 9 nov. 1894, D. P. 95. 1. 49, et la note de M. Sarrut. — Cr. r. 6 juill. 1895, précité. — Cr. (sur la compét.) 16 févr. 1900, D. P. 1900. 1. 209.

4. Il n'y a pas lieu, en vertu des principes énoncés *suprà*, nos 1 et suiv., à renvoi devant les chambres réunies, et la chambre criminelle est compétente pour statuer lorsque la juridiction de renvoi, statuant dans le même sens que la décision cassée, s'appuie sur des motifs différents de ceux qui servent de base à cette décision. — Cr. c. 3 août 1893, D. P. 96. 1. 529, et la note de M. Sarrut. — Cr. r. 15 janv. 1895 (1er et 2e arrêts), D. P. 95. 1. 537.

Art. 441. Lorsque, sur l'exhibition d'un ordre formel à lui donné par le ministre de la justice, le procureur général près la cour de cassation dénoncera a la section criminelle des actes judiciaires, arrêts ou jugements contraires à la loi, ces actes, arrêts ou jugements pourront être annulés, et les officiers de police ou les juges poursuivis, s'il y a lieu, de la manière exprimée au chapitre 3 du titre 4 du présent livre. — *Instr.* 479, 483.

R. v° *Cassation*, 1050 s. — **S.** *eod.* v°, 208 s, 463.

Art. 442. Lorsqu'il aura été rendu par une cour royale [*une cour d'appel*] ou d'assises, ou par un tribunal correctionnel ou de police, un arrêt ou jugement en dernier ressort, sujet à cassation, et contre lequel néanmoins aucune des parties n'aurait réclamé dans le délai déterminé, le procureur général près la cour de cassation pourra aussi d'office, et nonobstant l'expiration du délai, en donner connaissance à la cour de cassation : l'arrêt ou le jugement sera cassé, sans que les parties puissent s'en prévaloir pour s'opposer à son exécution. — *Instr.* 409.

R. v° *Cassation*, 985 s. — **S.** *eod.* v°, 199 s.

Le droit de se pourvoir en cassation dans l'intérêt de la loi n'appartient, sauf les exceptions prévues par la loi elle-même, qu'au procureur général près la cour de cassation. — Cr. r. (sur ce point) 25 nov. 1892, D. P. 94. 1. 87.

Loi de finances du 17 avril 1906 (D. P. 1906. 4. 85). — Art. 44. La cour de cassation prononcera, au lieu et place des conseils et tribunaux de revision, sur les recours formés en temps de paix contre les jugements des conseils de guerre et tribunaux maritimes siégeant à l'intérieur du territoire, en Algérie et en Tunisie.

Elle prononcera, même en temps de guerre, sur les recours formés :

1° Contre les jugements des tribunaux maritimes commerciaux prévus par l'article 11 de la loi du 10 mars 1891 sur les accidents et collisions de mer ;

2° Contre les jugements des tribunaux maritimes spéciaux prévus par l'article 10 de la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution des travaux forcés.

Les jugements rendus sur la compétence et autres exceptions ou incidents soulevés au cours des débats devant le conseil de guerre ou le tribunal maritime, ne pourront être déférés a la cour de cassation que dans les conditions déterminées par l'article 123 du code de justice militaire et l'article 153 du code de justice maritime.

Les condamnés ont trois jours francs pour se pourvoir en cassation. Il n'y a pas lieu a consignation d'amende.

En attendant qu'une loi ait adopté les modifications nécessaires a l'organisation et au fonctionnement de la cour de cassation, un décret rendu sur la proposition du garde des sceaux, des ministres de la guerre et de la marine, pourvoira a l'exécution des présentes dispositions.

CHAPITRE III.

Modifié par la loi du 8 juin 1895.

Des demandes en revision et des indemnités aux victimes d'erreurs judiciaires.

Art. 443. (*L.* 8 *juin* 1895.) La revision pourra être demandée en matière criminelle ou correctionnelle, quelles que soient la juridiction qui ait statué et la peine qui ait été prononcée :

1° Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide ;

2° Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement aura condamné pour le même fait un autre accusé ou prévenu et que, les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné;

3° Lorsqu'un des temoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu; le témoin ainsi condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats;

4° Lorsque, après une condamnation, un fait viendra à se produire ou à se révéler, ou lorsque des pièces inconnues lors des débats seront représentées, de nature à établir l'innocence du condamné.

Ancien art. 443 [TEXTE DE 1808]. — *Lorsqu'un accusé aura été condamné pour un crime, et qu'un autre accusé aura aussi été condamné par un autre arrêt comme auteur du même crime, si les deux arrêts ne peuvent se concilier, et sont la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné, l'exécution des deux arrêts sera suspendue, quand même la demande en cassation de l'un ou de l'autre arrêt aurait été rejetée. — Le ministre de la justice, soit d'office, soit sur la réclamation des condamnés ou de l'un d'eux, ou du procureur général, chargera le procureur général près la cour de cassation, de dénoncer les deux arrêts à cette cour. — Ladite cour, section criminelle, après avoir vérifié que les deux condamnations ne peuvent se concilier, cassera les deux arrêts, et renverra les accusés, pour être procédé, sur les actes d'accusation subsistants, devant une cour autre que celles qui auront rendu les deux arrêts.*

[TEXTE DE LA LOI DU 29 JUIN 1867]. — *La revision pourra être demandée en matière criminelle ou correctionnelle, quelle que soit la juridiction qui ait statué, dans chacun des cas suivants: — 1° Lorsque, après une condamnation pour homicide, des pièces seront représentées propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la prétendue victime de l'homicide; — 2° Lorsque, après une condamnation pour crime ou délit, un nouvel arrêt ou jugement aura condamné, pour le même fait, un autre accusé ou prévenu, et que les deux condamnations ne pouvant se concilier, leur contradiction sera la preuve de l'innocence de l'un ou de l'autre condamné; — 3° Lorsqu'un des témoins entendus aura été, postérieurement à la condamnation, poursuivi et condamné pour faux témoignage contre l'accusé ou le prévenu. — Le témoin ainsi condamné ne pourra pas être entendu dans les nouveaux débats.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 8 JUIN 1895 : **R.** V° *Cassation*, 1525 s. — **S.** *eod.* v°, 326 s.

§ 2. LOI DU 8 JUIN 1895 : **D. P.** 95. 4. 80. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 443, n°s 1 s.

1. Dans une affaire ou deux individus ont été condamnés comme auteurs d'un vol commis « par deux ou plusieurs personnes », la condamnation ultérieure d'un troisième individu, comme coauteur du même vol, ne peut pas donner ouverture a revision du proces au profit de l'un des condamnes précédents. — Ch. réun. r. 15 janv. 1902, D. P. 1902. 1. 113, et les conclusions de M. le procureur général Baudouin.

2. Il y a, au sens de l'art. 443, § 4, un fait nouveau de nature à établir l'innocence du condamné, et par suite, il y a lieu à revision : ... lorsqu'après une condamnation pour abus de confiance, des decisions judiciaires ont constate que les objets dont le pretendu détournement frauduleux avait entraîné la condamnation, avaient ete en temps utile spontanement restitués par le condamné, et ont établi à la charge des dénonciateurs l'existence d'un faux temoignage. — Cr. c. 20 fevr. 1896, D. P. 1900. 1. 137.

3. ... Lorsque, apres une condamnation pour vol, une instruction supplementaire a fait disparaître le fait sur lequel l'accusation etait fondée et que l'aveu des complices du condamne a affirme l'existence de celui-ci. — Cr. c. 6 août 1897, D. P. 1900. 1. 137.

4. ... Lorsque, après une condamnation pour viol, la victime du viol a par cinq fois retracte la declaration portee par elle contre le condamne et qu'un complice, qui avait avoué partiellement les faits, a corrobore cette retractation de la victime. — Cr. c. 7 avr. 1898, D. P. 1900. 1. 137.

5. ... Lorsque, après une condamnation pour desertion, un jugement de reconnaissance d'identité a constaté que l'indi-

vidu condamné l'avait été sous un nom qui n'était pas le sien et que cet individu etait en realite présent a son corps au moment ou s'était produite la désertion du soldat dont il empruntait l'individualite. — Cr. c. 22 janv. 1898, D. P. 1900. 1. 137.

6. ... Lorsque, après une condamnation pour infraction à un arrête d'expulsion, on a découvert que le condamné etait de nationalité française. — Cr. c. 22 avr. 1898, D. P. 1900. 1. 137.

7. ... Lorsqu'il paraît résulter d'une information ouverte sur la plainte du condamne contre un tiers et des motifs des décisions de première instance et d'appel qui ont prononcé l'acquittement de ce tiers, que le condamne n'est pas l'auteur d'une lettre anonyme de menace d'un attentat criminel, delit pour lequel il avait éte precedemment condamné. — Cr. c. 18 juin 1898, D. P. 1900. 1. 137, et le réquisitoire de M. le procureur général Manau.

8. De même, il y a fait nouveau, de nature à etablir l'innocence du condamné, et, par suite, il y a lieu à revision : ... lorsque, postérieurement à la condamnation, se revèle la communication aux juges d'un document, desormais reconnu inapplicable au condamne, et qui a pu produire sur leur esprit une impression decisive. — Ch. réun. c. 3 juin 1899, D. P. 1900. 1. 180, et le rapport de M. le président Ballot-Beaupre.

9. ... Et aussi lorsque, l'enquête sur la demande en revision ayant révelé l'existence de lettres écrites par une autre personne que le condamné, une comparaison d'ecritures entre ces lettres et la piece ayant servi de base a l'accusation, puis les conclusions qui en ont eté tirees, contradictoirement à celles d'une expertise anterieure à la condamnation, tendent a demontrer que la pièce susvisee n'aurait pas eté ecrite par le condamne. — Même arrêt.

10. On ne saurait ecarter ces faits nouveaux en invoquant d'autres faits, egalement posterieurs a la condamnation, alors qu'on ne saurait voir dans ces faits, consistant en propos et en déclarations, un aveu de culpabilite ou la preuve d'un pareil aveu. — Même arrêt.

11. De même encore, la retractation d'un temoin dont la déposition a constitué la seule charge sérieuse qui ait pu être relevée contre un condamné, la condamnation de ce témoin pour des faits identiques à ceux qui ont motivé la premiere poursuite, et le suicide, après son arrestation, d'un autre témoin important dans la même affaire, constituent des faits nouveaux qui sont de nature à etablir l'innocence du condamne. — Cr. c. 16 déc. 1897, avec le requisitoire de M. le procureur général Manau, D. P. 98. 1. 338.

12. Et même, la decouverte de la veritable identité du condamné, quand celui-ci s'est laisse condamner pour un autre, étant un fait nouveau de nature à établir l'innocence du condamné, la revision doit être prononcee encore que le condamne ait lui-meme égaré la justice par ses déclarations inexactes et qu'il soit ainsi l'auteur de l'erreur commise. — Cr. c. 22 janv. 1898, D. P. 1900. 1. 137.

13. Mais la revision est inapplicable aux condamnés qui ne sont pas fondes à se plaindre de leur condamnation, due à une erreur resultant directement de leur propre faute, qui n'ont aucun intérêt materiel ou moral à en poursuivre l'annulation, et qui, loin de solliciter cette mesure, y trouveraient plus d'inconvenients que d'avantages, alors, d'ailleurs, que le rejet de la revision ne doit nuire ni a la bonne administration de la justice, ni a l'interêt des tiers, ni aux exigences ulterieures de la répression. — Même arrêt

14. Il n'y a pas fait nouveau de nature a etablir l'innocence du condamne au sens de l'art. 443, § 4, c. instr. crim., et, par suite, il n'y a pas lieu a revision lorsque, loin de faire naître les doutes les plus serieux sur la culpabilite, les declarations des coaccuses relatives à la pretendue innocence des condamnes se présentent dans les conditions les plus suspectes, et qu'elles sont même contradictoires. — Ch. reun. 15 janv. 1902, D. P. 1903 1 113, et les conclusions de M le procureur général Baudouin.

Art. 444. (*L. 8 juin 1895.*) Le droit de demander la revision appartiendra dans les trois premiers cas :

1° Au ministre de la justice;

2° Au condamné ou, en cas d'incapacité, à son représentant légal;

3° Après la mort ou l'absence déclarée du condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires universels ou à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse.

Dans le quatrième cas, au ministre de la justice seul, qui statuera, après avoir pris l'avis d'une commission composée des directeurs de son ministère

et de trois magistrats de la cour de cassation annuellement désignés par elle et pris en dehors de la chambre criminelle.

La cour de cassation, chambre criminelle, sera saisie par son procureur général, en vertu de l'ordre exprès que le ministre de la justice aura donné soit d'office, soit sur la réclamation des parties indiquant un des trois premiers cas.

La demande sera non recevable si elle n'a été inscrite au ministère de la justice ou introduite par le ministre sur la demande des parties dans le délai d'un an à dater du jour où celles-ci auront connu le fait donnant ouverture à revision.

Si l'arrêt ou le jugement de condamnation n'a pas été exécuté, l'exécution sera suspendue de plein droit à partir de la transmission de la demande par le ministre de la justice à la cour de cassation.

Si le condamné est en état de détention, l'exécution pourra être suspendue, sur l'ordre du ministre de la justice, jusqu'à ce que la cour de cassation ait prononcé, et ensuite, s'il y a lieu, par l'arrêt de cette cour statuant sur la recevabilité.

Ancien art. 444 [TEXTE DE 1808]. — *Lorsque, après une condamnation pour homicide, il sera, de l'ordre exprès du ministre de la justice, adressé à la cour de cassation, section criminelle, des pièces représentées postérieurement à la condamnation, et propres à faire naître de suffisants indices sur l'existence de la personne dont la mort supposée aurait donné lieu à la condamnation, cette cour pourra préparatoirement désigner une cour impériale pour reconnaître l'existence et l'identité de la personne prétendue homicidée, et les constater par l'interrogatoire de cette personne, par audition de témoins, et par tous les moyens propres à mettre en évidence le fait destructif de la condamnation. — L'exécution de la condamnation sera de plein droit suspendue par l'ordre du ministre de la justice, jusqu'à ce que la cour de cassation ait prononcé, et, s'il y a lieu ensuite, par l'arrêt préparatoire de cette cour. — La cour désignée par celle de cassation prononcera simplement sur l'identité ou non identité de la personne; et après que son arrêt aura été, avec la procédure, transmis à la cour de cassation, celle-ci pourra casser l'arrêt de condamnation, et même renvoyer, s'il y a lieu, l'affaire à une cour d'assises autre que celles qui en auraient primitivement connu.*

[TEXTE DE LA LOI DU 29 JUIN 1867]. — *Le droit de demander la revision appartiendra : — 1° Au ministre de la justice; — 2° Au condamné; — 3° Après la mort du condamné, à son conjoint, à ses enfants, à ses parents, à ses légataires universels ou à titre universel, à ceux qui en ont reçu de lui la mission expresse. — En matière correctionnelle, la revision ne pourra avoir lieu que pour une condamnation à l'emprisonnement ou pour une condamnation prononçant ou emportant l'interdiction, soit totale, soit partielle, de l'exercice des droits civiques et de famille. — La cour de cassation, section criminelle, sera saisie par son procureur général, en vertu de l'ordre exprès que le ministre de la justice aura donné, soit d'office, soit sur la réclamation des parties invoquant un des cas ci-dessus spécifiés. — La demande de celles-ci sera non recevable pour les cas déterminés aux nos 2 et 3 de l'article précédent, si elle n'a pas été inscrite au ministère de la justice dans le délai de deux ans, à partir de la seconde des condamnations inconciliables ou de la condamnation du faux témoin. — Dans tous les cas, l'exécution des arrêts ou jugements dont la revision est demandée sera de plein droit suspendue sur l'ordre du ministre de la justice, jusqu'à ce que la cour de cassation ait prononcé, et ensuite, s'il y a lieu, par l'arrêt de cette cour statuant sur la recevabilité.*

§ 1. LEGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 8 JUIN 1895 : **R.** V° *Cassation*, 1547, 1560 s. — **S.** *eod.* V°, 335.

§ 2. LOI DU 8 JUIN 1895 : **D. P.** 95. 4. 80.

1. Est recevable la demande en revision dont la cour de cassation a été saisie par son procureur général, en vertu de l'ordre exprès du ministre de la justice agissant après avis de la commission instituée par l'art. 444, lorsque la demande rentre dans le cas prévu par l'art. 443, § 4, qu'elle a été introduite dans le délai fixé par l'art. 444, et que l'arrêt dont la revision est demandée a force de chose

jugee. — Cr. non-recev. 6 fevr 1896, D. P. 96. 1. 333. — Cr. non-recev. 22 fevr. 1896, D. P. 97. 1. 35.

2. La demande en revision formee d'office par le ministre de la justice est recevable dans le cas du nº 4 de l'art. 443, lorsque cette demande est introduite dans le délai d'un an fixe par l'art 444 et que les decisions dont la revision est demandée sont passees en force de chose jugee. — Cr. c. 22 janv. 1898, D. P. 1900. 1. 137. — Cr. c. 7 avr. 1898, D. P. *ibid.* — Cr. c. 22 avr. 1898, D. P. *ibid.* — Cr. c. 18 juin 1898, D. P. *ibid.*

Art. 445. (*L.* 8 *juin* 1895.) En cas de recevabilité, si l'affaire n'est pas en état, la cour procédera directement ou par commissions rogatoires à toutes enquêtes sur le fond, confrontations, reconnaissances d'identité et moyens propres à mettre la vérité en évidence.

Lorsque l'affaire sera en état, si la cour reconnaît qu'il peut être procédé à de nouveaux débats contradictoires, elle annulera les jugements ou arrêts et tous actes qui feraient obstacle à la revision : elle fixera les questions qui devront être posées et renverra les accusés ou prévenus, selon les cas, devant une cour ou un tribunal autre que ceux qui auront primitivement connu de l'affaire.

Dans les affaires qui devront être soumises au jury, le procureur général pres la cour de renvoi dressera un nouvel acte d'accusation.

Lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux contre toutes les parties, notamment en cas de décès, de contumace ou de défaut d'un ou de plusieurs condamnés, d'irresponsabilité pénale ou d'excusabilité, en cas de prescription de l'action ou de celle de la peine, la cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statuera au fond sans cassation préalable ni renvoi, en présence des parties civiles, s'il y en a au procès, et des curateurs nommés par elle à la mémoire de chacun des morts; dans ce cas, elle annulera seulement celle des condamnations qui avait été injustement prononcée et déchargera, s'il y a lieu, la mémoire des morts.

Si l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé.

Ancien art. 445 [TEXTE DE 808]. — *Lorsque, après une condamnation contre un accusé, l'un ou plusieurs des témoins qui avaient déposé à charge contre lui, seront poursuivis pour avoir porté un faux témoignage dans le procès, et si l'accusation en faux témoignage est admise contre eux, ou même s'il est décerné contre eux des mandats d'arrêt, il sera sursis à l'exécution de l'arrêt de condamnation, quand même la cour de cassation aurait rejeté la requête du condamné. — Si les témoins sont ensuite condamnés pour faux témoignage à charge, le ministre de la justice, soit d'office, soit sur la réclamation de l'individu condamné par le premier arrêt, ou du procureur général, chargera le procureur général près la cour de cassation de dénoncer le fait à cette cour. — Ladite cour, après avoir vérifié la déclaration du jury, sur laquelle le second arrêt aura été rendu, annulera le premier arrêt, si par cette déclaration les témoins sont convaincus de faux témoignage à charge contre le premier condamné; et, pour être procédé contre l'accusé sur l'acte d'accusation subsistant, elle le renverra devant une cour d'assises autre que celles qui auront rendu soit le premier, soit le second arrêt. — Si les accusés de faux témoignage sont acquittés, le sursis sera levé de droit, et l'arrêt de condamnation sera exécuté.*

[TEXTE DE LA LOI DU 29 JUIN 1867]. — *En cas de recevabilité, si l'affaire n'est pas en état, la cour procédera directement ou par commissions rogatoires à toutes enquêtes sur le fond, confrontations, reconnaissances d'identité, interrogatoires et moyens propres à mettre la vérité en évidence. — Lorsque l'affaire sera en état, si la cour reconnaît qu'il peut être procédé à de nouveaux débats contradictoires, elle annulera les juge-*

ments ou arrêts et tous actes qui feraient obstacle à la revision; elle fixera les questions qui devront être posées et renverra les accusés ou prévenus, selon les cas, devant une cour ou un tribunal autres que ceux qui auraient primitivement connu de l'affaire. — Dans les affaires qui devront être soumises au jury, le procureur général près la cour de renvoi dressera un nouvel acte d'accusation.

[TEXTE DE LA LOI DU 1er MARS 1899]. — *En cas de recevabilité, la chambre criminelle statuera sur la demande en revision si l'affaire est en état. — Si l'affaire n'est pas en état, la chambre criminelle procédera directement ou par commissions rogatoires a toutes enquêtes sur le fond, confrontations, reconnaissances d'identité et moyens propres à mettre la vérité en évidence. — Lorsque l'affaire sera en état, si la chambre criminelle, dans le cas du paragraphe 1er ci-dessus, ou les chambres réunies, dans le cas du paragraphe 2, reconnaissent qu'il peut être procédé à de nouveaux débats contradictoires, elles annuleront les jugements ou arrêts et tous actes qui feraient obstacle à la revision; elles fixeront les questions qui devront être posées et renverront les accusés ou prévenus, selon les cas, devant une cour ou un tribunal autre que ceux qui auront primitivement connu de l'affaire. — ... (La suite de l'article comme au texte actuel.)*

La loi du 4 mars 1909 (**D. P.** 1909. 4. 77 ; — **Bull. Dalloz**, 1909, p 284) *a abrogé la loi du 1er mars* 1899 *qui énonçait* « qu'après l'instruction de la chambre criminelle, il sera alors statué par les chambres réunies de la cour de cassation ».

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE AUX LOIS DES 8 JUIN 1895 ET 1er MARS 1899 : **R.** Vo *Cassation*, 1556 s. — **S.** *eod. vo*, 336 s.

§ 2. LOI DU 8 JUIN 1895 : **D. P.** 95. 4. 80.

§ 3. LOI DU 1er MARS 1899 : **D. P.** 99. 4. 66.

§ 4. LOI DU 4 MARS 1909 : **D. P.** 1909. 4. 77 ; — **Bull. Dalloz**, 1909, p. 284.

1. Decide : ... que la condamnation postérieure pour faux témoignage contre l'accuse, d'un des temoins a charge n'impliquant pas nécessairement l'innocence de l'accuse, il y a lieu pour la cour de cassation, alors qu'il peut être procédé de nouveau a des debats oraux, de prononcer le renvoi de l'accuse devant une cour d'assises autre que celle qui a primitivement connu de l'affaire. — Cr. recev. 23 avr. 1896, D. P. 97. 1. 53.

2. ... Que, lorsqu'il résulte de l'instruction ordonnee par la chambre criminelle, rapprochee de toutes les autres pieces du procès, un doute sur la culpabilité du condamne qui a forme une demande en revision, il y a lieu de casser l'arrêt de condamnation, mais avec renvoi, pour être statue sur les questions posées, s'il s'agit d'un crime, d'apres le précedent arrêt de renvoi en cour d'assises et en vertu d'un nouvel acte d'accusation. — Cr. recev. 26 juin 1896, D. P. 97. 1. 54.

3. ... Qu'il y a lieu à cassation avec renvoi, bien que l'auteur signalé de l'infraction pour laquelle le demandeur en revision a été condamne ne puisse plus être poursuivi parce qu'il a ete acquitte par des decisions dans les motifs desquelles la cour de cassation trouve le fait nouveau de nature a etablir l'innocence du condamné. — Cr. c. 18 juin 1898, D. P. 1900. 1. 137, et le réquisitoire de M. le procureur genéral Manau.

4. ... Que, lorsque des faits nouveaux pouvant être de nature à établir l'innocence du condamne résultent des constatations de l'enquête ordonnée sur la demande en revision, et du rapprochement de cette enquête avec toutes les autres pièces du procès, il y a lieu de casser l'arrêt de condamnation, mais avec renvoi, pour être statué, après de nouveaux debats oraux, alors même qu'il n'y a pas de débats oraux possibles contre l'individu soupçonné d'être le vrai coupable, et qui a ete acquitte. — Ch. reun. 3 juin 1899, D. P. 1900. 1. 180, et le rapport de M. le president Ballot-Beaupre.

5. Il y a lieu aussi à cassation avec renvoi devant un autre tribunal, bien que le fait revise ne paraisse rien laisser subsister, dans le cas de découverte de la veritable nationalite du condamne, s'il s'agit d'une infraction a un arrêté d'expulsion, et que le condamne soit Français. — Cr. c. 22 avr. 1898, D. P. 1900. 1. 137.

6. Il y a lieu à cassation sans renvoi : ... quand l'action publique est prescrite. — Cr. c. 19 mai 1893, D. P. 95. 1. 405.

7. ... Lorsqu'un individu s'est laisse condamner pour un autre, l'annulation de la condamnation ne laissant rien subsister qui puisse être qualifie crime ou delit. — Cr. c. 22 janv. 1898 (4e espece), D. P. 1900. 1. 137.

8. La disposition finale de l'art. 445 c. insti. crim, portant que « si l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamne vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou delit, aucun renvoi ne sera prononce », doit etre interprétée en ce sens qu'il n'y a pas lieu à renvoi si l'arrêt de la cour de cassation, examinant tous les elements de l'accusation, établit

que rien ne subsiste qui puisse être qualifié crime ou délit a la charge du condamné ; peu importe que la matérialité du crime ou du délit demeure a l'égard d'une autre personne. — Ch. reun. cass. 12 juill. 1906, D. P. 1908. 1. 153, et la note.

Art. 446. (*L.* 8 *juin* 1895.) L'arrêt ou le jugement de revision d'où résultera l'innocence d'un condamné pourra, sur sa demande, lui allouer des dommages-intérêts, à raison du préjudice que lui aura causé la condamnation.

Si la victime de l'erreur judiciaire est décédée, le droit de demander des dommages-intérêts appartiendra, dans les mêmes conditions, à son conjoint, à ses ascendants et descendants.

Il n'appartiendra aux parents d'un degré plus éloigné qu'autant qu ils justifieront d'un préjudice matériel résultant pour eux de la condamnation.

La demande sera recevable en tout état de la procédure en revision.

Les dommages-intérêts alloués seront à la charge de l'État, sauf son recours contre la partie civile, le dénonciateur ou le faux témoin par la faute desquels la condamnation aura été prononcée. Ils seront payés comme frais de justice criminelle.

Les frais de l'instance en revision seront avancés par le demandeur jusqu'à l'arrêt de recevabilité; pour les frais postérieurs à cet arrêt, l'avance sera faite par le Trésor.

Si l'arrêt ou le jugement définitif de revision prononce une condamnation, il mettra à la charge du condamné le remboursement des frais envers l'État et envers les demandeurs en revision, s'il y a lieu.

Le demandeur en revision qui succombera dans son instance sera condamné à tous les frais.

L'arrêt ou jugement de revision d'où résulte l'innocence d'un condamné sera affiché dans la ville où a été prononcée la condamnation, dans celle où siège la juridiction de revision, dans la commune du lieu où le crime ou le délit aura été commis, dans celle du domicile des demandeurs en revision et du dernier domicile de la victime de l'erreur judiciaire, si elle est décédée. Il sera inséré d'office au *Journal officiel*, et sa publication dans cinq journaux, au choix du demandeur, sera en outre ordonnée, s'il le requiert.

Les frais de la publicité ci-dessus prévue seront à la charge du Trésor.

Ancien art. 446 [TEXTE DE 1808]. — *Les témoins condamnés pour faux témoignage ne pourront pas être entendus dans les nouveaux débats.*

[TEXTE DE LA LOI DU 29 JUIN 1867]. — *Lorsqu'il ne pourra être procédé de nouveau à des débats oraux entre toutes les parties, notamment en cas de décès, de contumace, ou de défaut d'un ou de plusieurs condamnés, en cas de prescription de l'action ou de celle de la peine, la cour de cassation, après avoir constaté expressément cette impossibilité, statuera au fond, sans cassation préalable ni renvoi, en présence des parties civiles, s'il y en a au procès, et des curateurs nommés par elle à la mémoire de chacun des morts. — Dans ce cas, elle annulera seulement celle des condamnations qui avait été injustement portée et déchargera, s'il y a lieu, la mémoire des morts.*

Loi du 8 *juin* 1895 : **D. P.** 95. 4. 80.

1. Le principe de la responsabilité de l'État à l'égard de ceux qui ont souffert d'une erreur judiciaire doit recevoir son application devant toutes les juridictions; specialement, un conseil de guerre pour l'armée de terre qui, saisi du renvoi, après la revision ordonnée par la Cour de cassation, prononce l'acquittement du condamné, est compétent pour connaître de la demande tendant a l'allocation d'une indemnite et a la publication du jugement dans les journaux. — Cr. c. 20 fevr. 1903, D. P. 1904. 1. 445.

2. Les dommages-intérêts auxquels peut

pretendre un condamne dont le procès est revisé ne peuvent être alloués que par l'arrêt ou le jugement même qui prononce la revision ; toute demande en dommages-interêts formée postérieurement à cette décision, qui met fin à la procédure en revision, doit être declaree non recevable comme tardive. — Cr. r. 20 oct. 1904, D. P. 1906. 1. 55.

Art. 447. (*L.* 8 *juin* 1895.) Dans tous les cas où la connaissance par les parties de la condamnation ou des faits donnant ouverture à revision serait antérieure à la présente loi, les délais fixés pour l'introduction de la demande courront à partir de sa promulgation.

Ancien art. 447 [TEXTE DE 1808]. — *Lorsqu'il y aura lieu de reviser une condamnation pour la cause exprimée en l'article* 444, *et que cette condamnation aura été portée contre un individu mort depuis, la cour de cassation créera un curateur à sa mémoire, avec lequel se fera l'instruction, et qui exercera tous les droits du condamné. — Si, par le résultat de la nouvelle procédure, la première condamnation se trouve avoir été portée injustement, le nouvel arrêt déchargera la mémoire du condamné de l'accusation qui avait été portée contre lui.*

[TEXTE DE LA LOI DU 29 JUIN 1867.] — *Lorsqu'il s'agira du cas de revision exprimé au nº* 1 *de l'article* 443, *si l'annulation de l'arrêt à l'égard d'un condamné vivant ne laisse rien subsister qui puisse être qualifié crime ou délit, aucun renvoi ne sera prononcé.*

Loi du 8 *juin* 1895 : **D. P.** 95. 4. 80.

TITRE QUATRIÈME.

De quelques procédures particulières.

Chap. I-IV. Loi decretée le 12 décembre 1808, promulguée le 22 du même mois.
Chap. VI et VII. Loi décrétée le 13 décembre 1808, promulguée le 23 du même mois.

CHAPITRE PREMIER.

Du faux.

Art. 448. Dans tous les procès pour faux en écriture, la pièce arguée de faux, aussitôt qu'elle aura été produite, sera déposée au greffe, signée et parafée à toutes les pages par le greffier, qui dressera un procès-verbal détaillé de l'état matériel de la pièce, et par la personne qui l'aura déposée, si elle sait signer, ce dont il sera fait mention ; le tout à peine de 50 francs d'amende contre le greffier qui l'aura reçue sans que cette formalité ait été remplie. — *Instr.* 196 ; *Pén.* 132, 145 ; *Pr.* 225.

R. v° *Faux*, 463 s. — **S.** *eod. v°* 393 s.

Art. 449. Si la pièce arguée de faux est tirée d'un dépôt public, le fonctionnaire qui s'en dessaisira, la signera aussi et la parafera, comme il vient d'être dit, sous peine d'une pareille amende.

R. v° *Faux*, 471.

Art. 450. La pièce arguée de faux sera de plus signée par l'officier de police judiciaire, et par la partie civile ou son avoué, si ceux-ci se présentent.

Elle le sera également par le prévenu, au moment de sa comparution.

Si les comparants, ou quelques-uns d'entre eux, ne peuvent pas ou ne veulent pas signer, le procès-verbal en fera mention.

En cas de négligence ou d'omission, le greffier sera puni de 50 francs d'amende. — *Instr.* 369, 370, 423, 474.

R. v° *Faux*, 472 s. — **S.** *eod. v°*, 401.

Art. 451. Les plaintes et dénonciations en faux pourront toujours être suivies, lors même que les pièces qui en sont l'objet auraient servi de fondement à des actes judiciaires ou civils. — *Instr.* 63; *Pr.* 214.

R. v° *Faux*, 476 s. — **S.** *eod. v°*, 407.

Art. 452. Tout dépositaire public ou particulier de pièces arguées de faux, est tenu, sous peine d'y être contraint par corps, de les remettre, sur l'ordonnance donnée par l'officier du ministère public ou par le juge d'instruction.

Cette ordonnance et l'acte de dépôt lui serviront de décharge envers tous ceux qui auront intérêt à la pièce. — *Instr.* 522; *Civ.* 2060; *T. cr.* 13, 42, 71.

R. v° *Faux*, 479 s. — **S.** *eod. v°*, 395 s.

Art. 453. Les pièces qui seront fournies pour servir de comparaison seront signées et parafées, comme il est dit aux trois premiers articles du présent chapitre pour la pièce arguée de faux, et sous les mêmes peines. — *Pr.* 200.

R. v° *Faux*, 483 s. — **S.** *eod. v°*, 403.

Art. 454. Tous dépositaires publics pourront être contraints, même par corps, à fournir les pièces de comparaison qui seront en leur possession : l'ordonnance par écrit et l'acte de dépôt leur serviront de décharge envers ceux qui pourraient avoir intérêt à ces pièces. — *Civ.* 2060; *Pr.* 201, 221; *T. cr.* 13, 42, 71.

R. v° *Faux*, 492 s.

Art. 455. S'il est nécessaire de déplacer une pièce authentique, il en sera laissé au dépositaire une copie collationnée, laquelle sera vérifiée sur la minute ou l'original par le président du tribunal de son arrondissement, qui en dressera procès-verbal; et si le dépositaire est une personne publique, cette copie sera par lui mise au rang de ses minutes, pour en tenir lieu jusqu'au renvoi de la pièce, et il pourra en délivrer des grosses ou expéditions, en faisant mention du procès-verbal.

Néanmoins, si la pièce se trouve faire partie d'un registre, de manière à ne pouvoir en être momentanément distraite, le tribunal pourra, en ordonnant l'apport du registre, dispenser de la formalité établie par le présent article. — *Instr.* 245; *Pr.* 203; *T. cr.* 42.

R. v° *Faux*, 494.

Art. 456. Les écritures privées peuvent aussi être produites pour pièces de comparaison, et être admises à ce titre, si les parties intéressées les reconnaissent.

Néanmoins, les particuliers qui, même de leur aveu, en sont possesseurs, ne peuvent être immédiatement contraints à les remettre; mais si, après

avoir été cités devant le tribunal saisi pour faire cette remise, ou déduire les motifs de leur refus, ils succombent, l'arrêt ou le jugement pourra ordonner qu'ils y seront contraints par corps. — *Pr.* 200; *T. cr.* 42, 71.

R. v° *Faux*, 495 s. — **S.** *eod. v°*, 403 s.

Art. 457. Lorsque les témoins s'expliqueront sur une pièce du procès, ils la paraferont et la signeront; et s'ils ne peuvent signer, le procès-verbal en fera mention. — *Pr.* 212, 234.

R. v° *Faux*, 498 s. — **S.** *eod. v°*, 401 s.

Art. 458. Si, dans le cours d'une instruction ou d'une procédure, une pièce produite est arguée de faux par l'une des parties, elle sommera l'autre de déclarer si elle entend se servir de la pièce. — *Pr.* 214, 215, 216.

Art. 459. La pièce sera rejetée du procès, si la partie déclare qu'elle ne veut pas s'en servir, ou si, dans le délai de huit jours, elle ne fait aucune déclaration; et il sera passé outre à l'instruction et au jugement.

Si la partie déclare qu'elle entend se servir de la pièce, l'instruction sur le faux sera suivie incidemment devant la cour ou le tribunal saisi de l'affaire principale. — *Pr.* 215, 217, 218.

Art. 460. Si la partie qui a argué de faux la pièce soutient que celui qui l'a produite est l'auteur ou le complice du faux, ou s'il résulte de la procédure que l'auteur ou le complice du faux soit vivant, et la poursuite du crime non éteinte par la prescription, l'accusation sera suivie criminellement dans les formes ci-dessus prescrites.

Si le procès est engagé au civil, il sera sursis au jugement jusqu'à ce qu'il ait été prononcé sur le faux.

S'il s'agit de crimes, délits ou contraventions, la cour ou le tribunal saisi est tenu de décider préalablement, et après avoir entendu l'officier chargé du ministère public, s'il y a lieu ou non à surseoir. — *Instr.* 239, 240.

R. v° *Faux incident*, 266 s. — **S.** *eod. v°*, 117 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 458-460, nos 1 s.

Faux incident en matière de douanes, de contributions indirectes, etc.

Loi du 21 avril 1818, *sur les douanes* (**R.** v° *Douanes*, p. 588). — Art. 38. Les articles du titre 5, section des douanes, de la loi du 28 avril 1816, non rappelés dans les quatre articles précédents, sont abroges; toutes autres lois relatives à la procedure en matière de douanes, et notamment la loi du 9 floréal an VII, demeurent en vigueur.

Loi du 9 floréal an VII, *sur le tarif des douanes* (**R.** v° *Douanes*, p. 563). — TIT. IV. — Art. 12. Celui qui voudra s'inscrire en faux contre un rapport sera tenu d'en faire la declaration par écrit, en personne ou par un fondé de pouvoir spécial passe devant notaire, au plus tard à l'audience indiquee par la sommation de comparaître devant le tribunal qui doit connaître de la contravention; il devra, dans les trois jours suivants, faire, au greffe dudit tribunal, le dépôt des moyens de faux, et des noms et qualites des témoins qu'il voudra faire entendre; le tout à peine de decheance de l'incription de faux. Cette declaration sera reçue et signée par le juge et le greffier, dans le cas où le declarant ne saurait ecrire ni signer.

Arrêté du 4e jour complém. an XI, *qui prescrit des mesures pour réprimer les délits concernant l'introduction des marchandises anglaises* (**R.** v° *Douanes*, p. 569). — Art. 9. Dans le cas d'une inscription de faux contre un procès-verbal constatant

fraude, si l'inscription est faite dans le délai et suivant la forme prescrite par l'article 12 du titre 4 de la loi du 9 floréal an VII, et en supposant que les moyens de faux, s'ils etaient prouvés, detruisissent l'existence de la fraude à l'égard de l'inscrivant, le commissaire du gouvernement près le tribunal saisi de l'affaire fera les diligences convenables pour y faire statuer sans délai. Il sera sursis, conformement a l'article 536 du Code des délits et des peines, au jugement de la contravention, jusqu'après le jugement de l'inscription de faux, et neanmoins, en vertu de l'article 13 du titre 4 de la loi du 9 floréal an VII, le tribunal saisi de la contravention ordonnera provisoirement la vente des marchandises sujettes à dépérissement, et des chevaux qui auront servi au transport.

10. Lorsqu'une inscription de faux n'aura pas été faite dans le delai et suivant les formes déterminées par la loi du 9 floreal an VII, il sera, sans y avoir aucun égard, passé outre à l'instruction et au jugement de l'affaire.

Décret du 1er germinal an XIII, *concernant les droits réunis* (**R.** vo *Impôts indirects*, p. 404). — Art. 40. Celui qui voudra s'inscrire en faux contre un proces-verbal, sera tenu d'en faire la declaration par ecrit, en personne ou par un fonde de pouvoir spécial passe devant notaire, au plus tard a l'audience indiquée par l'assignation a fin de condamnation ; il devra, dans les trois jours suivants, faire au greffe dudit tribunal le dépôt des moyens de faux, et des noms et qualités des temoins qu'il voudra faire entendre ; le tout à peine de déchéance de l'inscription de faux. Cette declaration sera reçue et signée par le président du tribunal et le greffier, dans le cas où le déclarant ne saurait écrire ni signer.

41. Le délai pour l'inscription de faux contre le procès-verbal ne commence à courir que du jour de la signification de la sentence, si elle a été rendue par défaut.

42. Les moyens de faux proposes dans le délai et la forme réglée par l'article 41 ci-dessus, par les prévenus, contre les procès-verbaux des préposes de la regie des droits réunis, ne seront admis qu'autant qu'ils tendront a justifier les prévenus de la fraude ou des contraventions qui leur sont imputees.

R. vo *Faux incident*, 273 s. — **S.** *eod.* vo, 123 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, p 1152 s.

Art. 461. Le prévenu ou l'accusé pourra être requis de produire et de former un corps d'écriture ; en cas de refus ou de silence, le procès-verbal en fera mention. — *Pr.* 206.

R. vo *Faux*, 501 s.

Art. 462. Si une cour ou un tribunal trouve dans la visite d'un procès, même civil, des indices sur un faux et sur la personne qui l'a commis, l'officier chargé du ministère public ou le président transmettra les pièces au substitut du procureur général près le juge d'instruction, soit du lieu où le délit paraîtra avoir été commis, soit du lieu où le prévenu pourra être saisi, et il pourra même délivrer le mandat d'amener. — *Pr.* 239 ; *T. cr.* 71.

R. vo *Faux incident*, 236 s.

Art. 463. Lorsque des actes authentiques auront été déclarés faux en tout ou en partie, la cour ou le tribunal qui aura connu du faux, ordonnera qu'ils soient rétablis, rayés ou réformés, et du tout il sera dressé procès-verbal.

Les pièces de comparaison seront renvoyées dans les dépôts d'où elles auront été tirées, ou seront remises aux personnes qui les auront communiquées ; le tout dans le délai de quinzaine à compter du jour de l'arrêt ou du jugement, à peine d'une amende de 50 francs contre le greffier. — *Pr.* 241, 242.

R. vo *Faux*, 503 s. — **S.** *eod.* vo, 406.

Art. 464. Le surplus de l'instruction sur le faux se fera comme sur les autres délits, sauf l'exception suivante.

Les présidents des cours d'assises, les procureurs généraux ou leurs substituts, les juges d'instruction et les juges de paix, pourront continuer, hors de leur ressort, les visites nécessaires chez les personnes soupçonnées d'avoir fabriqué, introduit, distribué de faux papiers nationaux, de faux billets de la Banque de France ou des banques de départements.

La présente disposition a lieu également pour le crime de fausse monnaie, ou de contrefaçon du sceau de l'État. — *Pén.* 132 s.; *T. cr.* 88.

R. v° *Faux*, 504. — **S.** *eod. v°*, 398.

, *Sur la compétence en matière de faux,* **V. C. instr. crim. ann.,** p. 1160. — V. aussi **R.** v° *Faux*, 444 s.; **S.** *eod. v°*, 392.

CHAPITRE II.

Des contumaces.

Art. 465. Lorsque, après un arrêt de mise en accusation, l'accusé n'aura pu être saisi, ou ne se présentera pas dans les dix jours de la notification qui en aura été faite à son domicile, ou lorsque, après s'être présenté ou avoir été saisi, il se sera évadé, le président de la cour d'assises, ou, en son absence, le président du tribunal de première instance, et à défaut de l'un et de l'autre, le plus ancien juge de ce tribunal, rendra une ordonnance portant qu'il sera tenu de se représenter dans un nouveau délai de dix jours; sinon, qu'il sera déclaré rebelle à la loi, qu'il sera suspendu de l'exercice des droits de citoyen, que ses biens seront séquestrés pendant l'instruction de la contumace, que toute action en justice lui sera interdite pendant le même temps, qu'il sera procédé contre lui, et que toute personne est tenue d'indiquer le lieu où il se trouve.

Cette ordonnance fera de plus mention du crime et de l'ordonnance de prise de corps. — *Instr.* 224, 641; *T. cr.* 42, 71.

R. v° *Contumax*, 11 s. — **S.** *eod. v°*, 5 s.

Art. 466. Cette ordonnance sera publiée à son de trompe ou de caisse, le dimanche suivant, et affichée à la porte du domicile de l'accusé, à celle du maire et à celle de l'auditoire de la cour d'assises.

Le procureur général ou son substitut adressera aussi cette ordonnance au directeur des domaines et droits d'enregistrement du domicile du contumax. — *Instr.* 271; *T. cr.* 71, 79.

R. v° *Contumax*, 11 s. — **S.** *eod. v°*, 5 s.

Art. 467. Après un délai de dix jours, il sera procédé au jugement de la contumace.

R. v° *Contumax*, 21. — **S.** *eod. v°*, 21.

Art. 468. Aucun conseil, aucun avoué, ne pourra se présenter pour défendre l'accusé contumax.

Si l'accusé est absent du territoire européen de la France, ou s'il est dans l'impossibilité absolue de se rendre, ses parents ou ses amis pourront présenter son excuse et en plaider la légitimité. — *Instr.* 294.

R. v° *Contumax*, 24 s. — **S.** *cod.* v°, 23 s.

Art. 469. Si la cour trouve l'excuse légitime, elle ordonnera qu'il sera sursis au jugement de l'accusé et au séquestre de ses biens pendant un temps qui sera fixé, eu égard à la nature de l'excuse et à la distance des lieux.

R. v° *Contumax*. 25 s — **S.** *cod* v°, 24.

Art. 470. Hors ce cas, il sera procédé de suite à la lecture de l'arrêt de renvoi à la cour d'assises, de l'acte de notification de l'ordonnance ayant pour objet la représentation du contumax et des procès-verbaux dressés pour en constater la publication et l'affiche.

Après cette lecture, la cour, sur les conclusions du procureur général ou de son substitut, prononcera sur la contumace.

Si l'instruction n'est pas conforme à la loi, la cour la déclarera nulle, et ordonnera qu'elle sera recommencée, à partir du plus ancien acte illégal.

Si l'instruction est régulière, la cour prononcera sur l'accusation et statuera sur les intérêts civils, le tout sans assistance ni intervention de jurés. — *Instr.* 408, 519.

R. v° *Contumax*, 32 s. — **S.** *cod.* v°, 25 s

Art. 471. Si le contumax est condamné, ses biens seront, à partir de l'exécution de l'arrêt, considérés et régis comme biens d'absent; et le compte du séquestre sera rendu à qui il appartiendra, après que la condamnation sera devenue irrévocable par l'expiration du délai donné pour purger la contumace. — *Civ.* 26, 27, 28.

R. v° *Contumax*, 41, 48, 60 s. — **S.** *cod.* v°, 42 s. — **V.** aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 471.

Art. 472. (*L.* 2 *janvier* 1850.) Extrait du jugement de condamnation sera, dans les huit jours de la prononciation, à la diligence du procureur général ou de son substitut, inséré dans l'un des journaux du département du dernier domicile du condamné.

Il sera affiché, en outre : 1° à la porte de ce dernier domicile; 2° de la maison commune du chef-lieu d'arrondissement où le crime a été commis; 3° du prétoire de la cour d'assises.

Pareil extrait sera, dans le même délai, adressé au directeur de l'administration de l'enregistrement et des domaines du domicile du contumax.

Les effets que la loi attache à l'exécution par effigie seront produits à partir de la date du dernier procès-verbal, constatant l'accomplissement de la formalité de l'affiche prescrite par le présent article. — *Civ.* 26; *T. cr.* 44.

Ancien art. 472. — Extrait du jugement de condamnation sera, dans les trois jours de la prononciation, à la diligence du procureur général ou de son substitut, affiché par l'exécuteur des jugements criminels à un poteau qui sera planté au milieu de l'une des places publiques de la ville chef-lieu de l'arrondissement où le crime aura été commis. —

Pareil extrait sera, dans le même délai, adressé au directeur des domaines et droits d'enregistrement du domicile du contumax.

R. v° *Contumax*, 55 s. — **S.** *cod.* v°, 40 s.

Loi du 2 janvier 1850 : **D. P.** 50. 4. 5.

Art. 473. Le recours en cassation ne sera ouvert contre les jugements de contumace qu'au procureur général et à la partie civile en ce qui la regarde. — *Instr.* 271.

R. v° *Contumax*, 48 s. — **S.** *cod.* v°, 34 s.

Art. 474. En aucun cas la contumace d'un accusé ne suspendra ni ne retardera de plein droit l'instruction à l'égard de ses coaccusés présents.

La cour pourra ordonner, après le jugement de ceux-ci, la remise des effets déposés au greffe comme pièces de conviction, lorsqu'ils seront réclamés par les propriétaires ou ayants droit. Elle pourra aussi ne l'ordonner qu'à charge de représenter, s'il y a lieu.

Cette remise sera précédée d'un procès-verbal de description dressé par le greffier, à peine de 100 francs d'amende. — *Instr.* 37, 366, 450.

R. v° *Contumax*, 43 s.

Art. 475. Durant le séquestre, il peut être accordé des secours à la femme, aux enfants, au père ou à la mère de l'accusé, s'ils sont dans le besoin.

Ces secours seront réglés par l'autorité administrative. — *Civ.* 28, 33.

R. v° *Contumax*, 61, 69.

Art. 476. Si l'accusé se constitue prisonnier, ou s'il est arrêté avant que la peine soit éteinte par prescription, le jugement rendu par contumace et les procédures faites contre lui depuis l'ordonnance de prise de corps ou de se représenter, seront anéantis de plein droit, et il sera procédé à son égard dans la forme ordinaire.

Si cependant la condamnation par contumace était de nature à emporter la *mort civile*, et si l'accusé n'a été arrêté ou ne s'est représenté qu'après les cinq ans qui ont suivi l'exécution du jugement de contumace, ce jugement, conformément à l'article 30 du Code civil, conservera, pour le passé, les effets que la *mort civile* aurait produits dans l'intervalle écoulé depuis l'expiration des cinq ans jusqu'au jour de la comparution de l'accusé en justice. — *Instr.* 635, 641; *Civ.* 27, 29, 30.

La mort civile a été abolie par la loi du 31 *mai* 1854.

R. v° *Contumax*, 84 s., 107 s — **S.** *eod.* v°, 95 s., 115. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art. 476, n°s 1 s.

Lorsque le fait incrimine n'a plus, apres la décision du jury, que le caractère du delit, la prescription pénale que le ministère public peut opposer à l'accuse contumax n'est plus que la prescription relative aux *peines* correctionnelles ; en sorte que, dans le cas où la duree de cette prescription se trouve accomplie au jour du jugement, aucune peine ne peut plus être prononcée. — Cr. c. 8 mars 1895, D. P. 99. 5. 530. — Cr. c. 15 juin 1900, D. P. 1900. 1. 567.

Art. 477. Dans les cas prévus par l'article précédent, si, pour quelque cause que ce soit, des témoins ne peuvent être produits aux débats, leurs dépositions écrites et les réponses écrites des autres accusés du même délit seront lues à l'audience : il en sera de même de toutes les autres

pièces qui seront jugées par le président être de nature à répandre la lumière sur le delit et les coupables. — *Instr.* 268, 317, 512.

R. v° *Contumax*, 112 s. — **S.** *eod. v°*, 116 s.

1. Au cas de representation volontaire ou d'arrestation d'un accusé déjà condamne par contumace, la lecture à l'audience des depositions des témoins entendus a l'instruction, cites devant la cour d'assises, notifies à l'accuse et non comparants, est une formalite substantielle dont l'omission entraine nullite. — Cr c. 24 janv. 1895, D. P. 98. 5. 183 — Or. c. 6 août 1896, D. P. *ibid.*

2 L'obligation de lire à l'audience, en cas de jugement d'un contumax repris, les depositions des temoins qui ne peuvent être produits aux débats, doit s'entendre, non de tous les témoins entendus dans l'instruction écrite, et non appeles aux debats, mais uniquement de ceux qui, ayant déposé dans l'instruction ecrite et ayant été ensuite cites devant la cour d'assises, se sont trouvés empêchés pour une cause quelconque de fournir leur temoignage oral. — Cr. r. 3 juill. 1890, D. P. 91. 1. 94.

Art. 478. Le contumax qui, après s'être représenté, obtiendrait son renvoi de l'accusation, sera toujours condamné aux frais occasionnés par sa contumace. — *Instr.* 162, 194, 368, 436; *Cv.* 31.

R. v° *Contumax*, 122 s. — **S.** *eod. v°*, 89.

CHAPITRE III.

Des crimes commis par des juges, hors de leurs fonctions et dans l'exercice de leurs fonctions.

SECTION PREMIÈRE.

De la poursuite et instruction contre des juges, pour crimes et délits par eux commis hors de leurs fonctions.

Art. 479. Lorsqu'un juge de paix, un membre du tribunal correctionnel ou de première instance, ou un officier chargé du ministère public près l'un de ces tribunaux, sera prévenu d'avoir commis hors de ses fonctions un délit emportant une peine correctionnelle, le procureur général près la cour royale [*la cour d'appel*] le fera citer devant cette cour, qui prononcera sans qu'il puisse y avoir appel. — *Instr.* 271; *T. cr.* 71.

L'article 479 a été completé par les dispositions suivantes :

Loi du 20 avril 1810, *sur l'organisation judiciaire* (**R.** v° *Organ. judic.*, p. 1496). — Art. 10. Lorsque de grands officiers de la Legion d'honneur, des generaux commandant une division ou un departement, des archevêques, des évêques, des présidents de consistoire, des membres de la cour de cassation, de la cour des comptes et des cours imperiales, et des préfets, seront prévenus de délits de police correctionnelle, les cours impériales en connaîtront de la manière prescrite par l'article 479 du Code d'instruction criminelle.

11. La cour imperiale pourra, toutes les chambres assemblées, entendre les dénonciations qui lui seraient faites par un de ses membres, de crimes et de delits; elle pourra mander le procureur général pour lui enjoindre de poursuivre a raison de ces faits, ou pour entendre le compte que le procureur général lui rendra des poursuites qui seraient commencées.

. . . . . .

18. La connaissance des faits emportant peine afflictive ou infamante dont seront

accusees les personnes mentionnées en l'article 10, est aussi attribuée à la cour d'assises du lieu où réside la cour impériale.

La disposition du présent article, et celle de l'article 10, ne sont pas applicables aux crimes ou délits qui seraient de la compétence de la Haute cour, d'apres les dispositions du sénatus-consulte du 28 floreal an 12 (abroge).

Décret du 6 juillet 1810, *contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales* (**R.** v° *Organ. judic*, p. 1498). — Art 4. Les causes de police correctionnelle, dans les cas prevus par l'article 479 du Code d'instruction criminelle et par l'article 10 de la loi du 20 avril 1810, seront portees a la chambre civile, presidée par le premier président.

Décret du 15 novembre 1811, *concernant le régime de l'Université* (**R.** v° *Organ. de l'instr. publique,* p. 1342). — Art. 160. Nos procureurs généraux pourront requerir, et nos cours ordonner que des membres de l'Universite ou etudiants prevenus de crimes ou délits soient jugés par lesdites cours, ainsi qu'il est dit, pour ceux qui exercent certaines fonctions, à la loi du 20 avril 1810, article 10, et au Code d'instruction criminelle, article 479.

R. v° *Mise en jugement,* 252 s, 365 s. — **S.** *eod.* v°, 17 s., 62 s. — **T.** (87-97), v° *Fonctionnaire public,* 92 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann**, art. 479, nos 1 s.

1. Pour la poursuite des delits commis par les personnes visees à l'art. 479 c. instr. crim., le procureur general pres la cour d'appel a seul qualite pour agir, et il ne peut employer que la voie de la citation directe. — Cr. c. 15 juin 1893, D. P. 93 1 607. — Cr. r. 12 juill. 1895, D. P. 1900. 1. 509.

2. Les suppleants des juges de paix sont assimiles aux juges de paix eux-mêmes au point de vue de l'application de l'art. 479. — Limoges, 4 avr. 1889 (sol. impl.), D. P. 91. 2. 301. — Cr. r. 10 avr. 1891 (sol. impl.), D. P. 91. 1. 398. — Alger, 25 oct. 1895, D. P. 96. 2. 137. — Cr. r. 9 mai 1895, D. P. 1900. 1. 213. — Dijon, 2 janv. 1902, D. P. 1902. 2. 360.

3. Ils sont justiciables de la premiere chambre de la cour, alors même qu'ils ont cessé leurs fonctions au moment des poursuites. — Dijon, 2 janv. 1902, précite.

4. La nullité résultant de l'inobservation des art. 479 et 483 s'etend à la citation dirigee par la partie civile devant la cour d'appel contre les coauteurs ou complices de l'officier de police judiciaire (dans l'espece, un garde champêtre), aussi bien qu'à la citation introduite par elle contre cet officier lui-même. — Bourges, 11 janv. 1886, D. P. 87. 2. 20.

5. La compétence des cours d'appel en matiere de delits commis hors de leurs fonctions par des magistrats des tribunaux de paix, civils et correctionnels de première instance est absolue et d'ordre public. — Toulouse, 29 juin 1892, D. P. 93. 2. 41.

6 Ainsi, l'exception d'incompetence du tribunal correctionnel peut être soulevee pour la première fois en appel et proclamee d'office par la cour. — Même arrêt.

7. La compétence correctionnelle de la cour d'appel pour connaître des délits emportant *peine correctionnelle* commis par les magistrats énumérés aux art. 479 et 483, ne s'etend pas aux contraventions de simple police. — Cr. r. 9 nov. 1893, D. P. 96 1 568. — Cr. c. 17 dec. 1897 (motifs), *Bull crim.*, nº 395.

8. La disposition de l'art. 10 de la loi du 20 avr. 1810, aux termes de laquelle les grands officiers de la Legion d'honneur prevenus de delits de police correctionnelle sont justiciables de la première chambre de la cour d'appel, ne s'applique pas aux grands officiers de la Legion d'honneur *à titre étranger*. — Cr. r. 2 août 1895, D. P. 1900. 1. 541, et le rapport de M. le conseiller Accarias.

Art. 480. S'il s'agit d'un crime emportant peine afflictive ou infamante, le procureur général près la cour royale [*la cour d'appel*] et le premier président de cette cour désigneront, le premier, le magistrat qui exercera les fonctions d'officier de police judiciaire; le second, le magistrat qui exercera les fonctions de juge d'instruction. — *Instr.* 55, 271.

R. v° *Mise en jugement*, 281 s. — **S.** *eod.* v°, 31 s.

Art. 481. Si c'est un membre de cour royale [*de cour d'appel*] ou un officier exerçant près d'elle le ministère public, qui soit prévenu d'avoir commis un délit ou un crime, hors de ses fonctions, l'officier qui aura reçu

les dénonciations ou les plaintes sera tenu d'en envoyer de suite des copies au ministre de la justice, sans aucun retard de l'instruction, qui sera continuée comme il est précédemment réglé, et il adressera pareillement au ministre une copie des pièces. — *T. cr.* 42.

R. v° *Mise en jugement*, 291 s. — **S.** *eod. v°*, 35 s.

Art. 482. Le ministre de la justice transmettra les pièces à la cour de cassation qui renverra l'affaire, s'il y a lieu, soit à un tribunal de police correctionnelle, soit à un juge d'instruction, pris l'un et l'autre hors du ressort de la cour à laquelle appartient le membre inculpé.

S'il s'agit de prononcer la mise en accusation, le renvoi sera fait à une autre cour royale [*cour d'appel*].

R. v° *Mise en jugement*, 291 s. — **S.** *eod. v°*, 35 s.

La chambre des requêtes est seule competente pour autoriser les poursuites dans le cas prevu par l'art. 482, par suite de la combinaison des art. 479 a 503 du present Code, rapprochés de l'art 80 de la loi du 27 vent an 8 — Req. 7 juill. 1886, D. P. 86 1. 297.

SECTION II.

De la poursuite et instruction contre des juges et tribunaux autres que les membres de la cour de cassation, les cours royales [*les cours d'appel*] et les cours d'assises, pour forfaiture et autres crimes ou délits relatifs à leurs fonctions.

Art. 483. Lorsqu'un juge de paix ou de police, ou un juge faisant partie d'un tribunal de commerce, un officier de police judiciaire, un membre de tribunal correctionnel ou de première instance, ou un officier chargé du ministère public près l'un de ces juges ou tribunaux, sera prévenu d'avoir commis, dans l'exercice de ses fonctions, un délit emportant une peine correctionnelle, ce délit sera poursuivi et jugé comme il est dit à l'article 479. — *Instr.* 112, 441; *Pén.* 184.

R. v° *Mise en jugement*, 298 s. — **S.** *eod. v°*, 41 s. — **T.** (87-97), v° *Fonctionnaire public*, 92 s. — V aussi **C. instr. crim. ann.**, art 483, n°s 1 s.

1. Lorsqu'un maire a agi en qualité d'administrateur de la commune et non comme officier de police judiciaire, il n'a pas droit, au cas de delit, aux garanties speciales édictees par les art. 479 et 483. — Cr. r. 24 mai 1895, D. P. 99. 5. 381.

2. Les gardes particuliers sont officiers de police judiciaire et doivent être poursuivis dans les formes tracées par l'art. 483 lorsqu'ils commettent un délit dans l'exercice de leurs fonctions. — Paris, 3 mai 1897, D. P. 97. 2. 366.

3. Les agents assermentés des compagnies de chemins de fer, et notamment les gardes-barrieres, ne sont pas des officiers de police judiciaire, et, des lors, n'ont pas droit, au cas de delit par eux commis, au privilege de juridiction etabli par les art. 479 et 483 c. instr crim — Cr. r. 11 août 1905, D P. 1907. 1. 309. — V. aussi Bordeaux, 23 janv. 1905, D. P 1907. 2. 206.

Art. 484. Lorsque des fonctionnaires de la qualité exprimée en l'article précédent seront prévenus d'avoir commis un crime emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave, les fonctions ordinairement dévolues au juge d'instruction et au procureur du Roi [*au procureur de la République*] seront immédiatement remplies par le premier président et le procureur

général près la cour royale [*la cour d'appel*], chacun en ce qui le concerne, ou par tels autres officiers qu'ils auront respectivement et spécialement désignés à cet effet.

Jusqu'à cette délégation, et dans le cas où il existerait un corps de délit, il pourra être constaté par tout officier de police judiciaire; et pour le surplus de la procédure, on suivra les dispositions générales du présent Code. — *Instr.* 283; *Pén.* 121, 183.

R. v° *Mise en jugement*, 299 s — **S.** *eod* v°, 41 s

1. La décision prise par le premier président, investi en vertu de l'art. 484 des fonctions de juge d'instruction, doit être considérée comme définitive, et n'est susceptible d'aucun recours devant la chambre des mises en accusation. — Lyon, 9 déc. 1896, D. P. 97. 2. 411.

2. Spécialement, la partie civile n'est pas recevable à former opposition à l'ordonnance par laquelle le premier président déclare qu'il n'y a lieu d'informer. — Même arrêt.

Art. 485. Lorsque le crime commis dans l'exercice des fonctions et emportant la peine de forfaiture ou autre plus grave, sera imputé soit à un tribunal entier de commerce, correctionnel ou de première instance, soit individuellement à un ou plusieurs membres des cours royales [*des cours d'appel*] et aux procureurs généraux et substituts près ces cours, il sera procédé comme il suit.

Art. 486. Le crime sera dénoncé au ministre de la justice, qui donnera, s'il y a lieu, ordre au procureur général près la cour de cassation, de le poursuivre sur la dénonciation.

Le crime pourra aussi être dénoncé directement à la cour de cassation par les personnes qui se prétendront lésées, mais seulement lorsqu'elles demanderont à prendre le tribunal ou le juge à partie, ou lorsque la dénonciation sera incidente à une affaire pendante à la cour de cassation. — *Instr.* 30.

Art. 487. Si le procureur général près la cour de cassation ne trouve pas dans les pièces à lui transmises par le ministre de la justice ou produites par les parties, tous les renseignements qu'il jugera nécessaires, il sera, sur son réquisitoire, désigné par le premier président de cette cour un de ses membres pour l'audition des témoins, et tous autres actes d'instruction qu'il peut y avoir lieu de faire dans la ville où siège la cour de cassation. — *Instr.* 55, 228; *T. cr.* 71.

Art. 488. Lorsqu'il y aura des témoins à entendre ou des actes d'instruction à faire hors de la ville où siège la cour de cassation, le premier président de cette cour fera à ce sujet toutes délégations nécessaires à un juge d'instruction, même d'un département ou d'un arrondissement autres que ceux du tribunal ou du juge prévenu. — *Instr.* 283, 511; *T. cr.* 88.

Art. 489. Après avoir entendu les témoins et terminé l'instruction qui lui aura été déléguée, le juge d'instruction mentionné dans l'article précédent renverra les procès-verbaux et les autres actes clos et cachetés au premier président de la cour de cassation. — *Instr.* 512, 516; *T. cr.* 59.

Art. 490. Sur le vu, soit des pièces qui auront été transmises par le ministre de la justice, ou produites par les parties, soit des renseignements

ultérieurs qu'il se sera procurés, le premier président décernera, s'il y a lieu, le mandat de dépôt.

Ce mandat désignera la maison d'arrêt dans laquelle le prévenu devra être déposé. — *T. cr.* 71.

Art. 491. Le premier président de la cour de cassation ordonnera de suite la communication de la procédure au procureur général, qui, dans les cinq jours suivants, adressera à la section des requêtes son réquisitoire contenant la dénonciation du prévenu. — *Instr.* 217.

Art. 492. Soit que la dénonciation portée à la section des requêtes, ait été ou non précédée d'un mandat de dépôt, cette section y statuera, toutes affaires cessantes.

Si elle la rejette, elle ordonnera la mise en liberté du prévenu.

Si elle l'admet, elle renverra le tribunal ou le juge prévenu, devant les juges de la section civile, qui prononceront sur la mise en accusation. — *Instr.* 229 s.; *T. cr.* 71.

Art. 493. La dénonciation incidente à une affaire pendante à la cour de cassation, sera portée devant la section saisie de l'affaire; et si elle est admise, elle sera renvoyée de la section criminelle ou de celle des requêtes à la section civile, et de la section civile à celle des requêtes.

Art. 494. Lorsque, dans l'examen d'une demande en prise à partie ou de toute autre affaire, et sans qu'il y ait de dénonciation directe ni incidente, l'une des sections de la cour de cassation apercevra quelque délit de nature à faire poursuivre criminellement un tribunal ou un juge de la qualité exprimée en l'article 479, elle pourra d'office ordonner le renvoi, conformément à l'article précédent. — *Instr.* 441.

Art. 495. Lorsque l'examen d'une affaire portée devant les sections réunies donnera lieu au renvoi d'office exprimé dans l'article qui précède, ce renvoi sera fait à la section civile.

Art. 496. Dans tous les cas, la section à laquelle sera fait le renvoi sur dénonciation ou d'office, prononcera sur la mise en accusation.

Son président remplira les fonctions que la loi attribue au juge d'instruction.

Art. 497. Ce président pourra déléguer l'audition des témoins et l'interrogatoire des prévenus à un autre juge d'instruction pris même hors de l'arrondissement et du département où se trouvera le prévenu. — *T. cr.* 88.

Art. 498. Le mandat d'arrêt que délivrera le président, désignera la maison d'arrêt dans laquelle le prévenu devra être conduit.

Art. 499. La section de la cour de cassation, saisie de l'affaire, délibérera sur la mise en accusation, en séance non publique; les juges devront être en nombre impair.

Si la majorité des juges trouve que la mise en accusation ne doit pas avoir lieu, la dénonciation sera rejetée par un arrêt, et le procureur général fera mettre le prévenu en liberté.

Art. 500. Si la majorité des juges est pour la mise en accusation, cette mise en accusation sera prononcée par un arrêt, qui portera en même temps ordonnance de prise de corps.

En exécution de cet arrêt, l'accusé sera transféré dans la maison de jus-

tice de la cour d'assises qui sera désignée par celle de cassation, dans l'arrêt même. — *Instr.* 603; *T. cr.* 71.

Art. 501. L'instruction ainsi faite devant la cour de cassation, ne pourra être attaquée quant à la forme.

Elle sera commune aux complices du tribunal ou du juge poursuivi, lors même qu'ils n'exerceraient point de fonctions judiciaires. — *Instr.* 433; *Pén.* 59 s.

Art. 502. Seront au surplus observées les autres dispositions du présent Code qui ne sont pas contraires aux formes de procéder prescrites par le présent chapitre.

Art. 503. Lorsqu'il se trouvera, dans la section criminelle saisie du recours en cassation dirigé contre l'arrêt de la cour d'assises à laquelle l'affaire aura été renvoyée, des juges qui auront concouru à la mise en accusation dans l'une des autres sections, ils s'abstiendront.

Et néanmoins, dans le cas d'un second recours qui donnera lieu à la réunion des sections, tous les juges pourront en connaître.

R. v° *Mise en jugement*, 332 s. — **S.** *eod.* v°, 60 s.

La cour de cassation ne peut être régulièrement saisie d'une plainte relative aux crimes imputés aux membres d'une cour d'appel dans l'exercice de leurs fonctions, que de la manière et dans les cas déterminés par les art. 486 et 494. — Req. 30 juill. 1894, D. P. 95. 1. 64. — Req. 26 mai 1908, D. P. 1908. 1. 360.

CHAPITRE IV.

Des délits contraires au respect dû aux autorités constituées.

Art. 504. Lorsqu'à l'audience ou en tout autre lieu où se fait publiquement une instruction judiciaire, l'un ou plusieurs des assistants donneront des signes publics soit d'approbation, soit d'improbation, ou exciteront du tumulte, de quelque manière que ce soit, le président ou le juge les fera expulser; s'ils résistent à ses ordres, ou s'ils rentrent, le président ou le juge ordonnera de les arrêter et conduire dans la maison d'arrêt: il sera fait mention de cet ordre dans le procès-verbal; et sur l'exhibition qui en sera faite au gardien de la maison d'arrêt, les perturbateurs y seront reçus et retenus pendant vingt-quatre heures. — *Instr.* 181; *Pén.* 222; *Pr.* 10, 11, 89.

Art. 505. Lorsque le tumulte aura été accompagné d'injures ou voies de fait donnant lieu à l'application ultérieure de peines correctionnelles ou de police, ces peines pourront être, séance tenante et immédiatement après que les faits auront été constatés, prononcées, savoir :

Celles de simple police, sans appel, de quelque tribunal ou juge qu'elles émanent;

Et celles de police correctionnelle, à la charge de l'appel, si la condamnation a été portée par un tribunal sujet à appel, ou par un juge seul. — *Instr.* 172, 199; *Pén.* 222; *Pr.* 91.

Art. 506. S'il s'agit d'un crime commis à l'audience d'un juge seul ou d'un tribunal sujet à appel, le juge ou le tribunal, après avoir fait arrêter

le délinquant et dressé procès-verbal des faits, enverra les pièces et le prévenu devant les juges compétents. — *Pr.* 92.

Art. 507. A l'égard des voies de fait qui auraient dégénéré en crime, ou de tous autres crimes flagrants et commis à l'audience de la cour de cassation, d'une cour royale [*d'une cour d'appel*] ou d'une cour d'assises, la cour procédera au jugement de suite et sans désemparer.

Elle entendra les témoins, le délinquant et le conseil qu'il aura choisi ou qui lui aura été désigné par le président; et, après avoir constaté les faits et ouï le procureur général ou son substitut, le tout publiquement, elle appliquera la peine par un arrêt qui sera motivé. — *T. cr.* 71.

Art. 508. Dans le cas de l'article précédent, si les juges présents à l'audience sont au nombre de cinq ou de six, il faudra quatre voix pour opérer la condamnation.

S'ils sont au nombre de sept, il faudra cinq voix pour condamner.

Au nombre de huit et au delà, l'arrêt de condamnation sera prononcé aux trois quarts des voix, de manière toutefois que, dans le calcul de ces trois quarts, les fractions, s'il s'en trouve, soient appliquées en faveur de l'absolution.

Art. 509. Les préfets, sous-préfets, maires et adjoints, officiers de police administrative ou judiciaire, lorsqu'ils rempliront publiquement quelques actes de leur ministère, exerceront aussi les fonctions de police réglées par l'article 504; et, après avoir fait saisir les perturbateurs, ils dresseront procès-verbal du délit, et enverront ce procès-verbal, s'il y a lieu, ainsi que les prévenus, devant les juges compétents.

R. v° *Organisation judiciaire,* 307 s. — **S.** *eod. v°,* 189 s.

1. Lorsque l'audience d'un juge de paix est troublée par des propos qui ne sont pas seulement irrévérencieux, mais tendent à déverser le mépris sur ce magistrat, et qui, étant de nature à inculper son honneur et sa délicatesse, présentent le caractère de délit d'outrage puni par l'art. 222 c. pén., c'est l'art. 5 du présent Code et non l'art. 11 c. proc. civ., qui est applicable. — Cr. c. 14 déc. 1889, D. P 90. 1. 405.

2. En conséquence, encourt la cassation, le jugement qui s'est borné à faire application de l'art 11 c. proc. civ. à un justiciable qui, invité à réduire au taux du dernier ressort le montant de sa demande, a refusé de le faire en disant « qu'il y avait des juges de paix qui, pour un gigot de mouton, pouvaient faire perdre ou gagner un procès et qu'il tenait à se réserver son droit d'appel », et en continuant, malgré un rappel aux convenances, à déclamer contre la partialité des magistrats. — Même arrêt.

CHAPITRE V.

De la manière dont seront reçues, en matière criminelle, correctionnelle et de police, les dépositions des princes et de certains fonctionnaires de l'État.

Art. 510. *Les princes ou princesses du sang royal, les grands dignitaires* et le ministre de la justice, ne pourront jamais être cités comme témoins, même pour les débats qui ont lieu en présence du jury, si ce n'est dans le cas où le *Roi,* sur la demande d'une partie et le rapport du ministre de la justice, aurait, par une ordonnance spéciale, autorisé cette comparution. — *Instr.* 71, 317.

Cette disposition a été complétée par le décret du 4 mai 1812.

Décret du 4 mai 1812, *relatif au cas de citation en témoignage des ministres, des grands officiers de l'empire et autres principaux fonctionnaires de l'État* (**R.** v° *Témoin*, p. 103). — Art. 1er. Nos ministres ne pourront être entendus comme temoins que dans le cas où, sur la demande du ministere public ou d'une partie, et sur le rapport de notre grand juge, ministre de la justice, nous aurions, par un decret special, autorisé leur audition.

2. Le decret portant cette autorisation reglera en même temps la manière dont nos ministres seront entendus, et le céremonial a observer à leur égard

3. Dans les affaires où nos prefets auront agi en vertu de l'article 10 de notre Code d'instruction criminelle, si le bien de la justice exige qu'il leur soit demande de nouveaux renseignements, les officiers charges de l'instruction leur demanderont ces renseignements par ecrit, et nos prefets seront tenus de les leur donner dans la même forme.

4. Dans les affaires autres que celles specifiées au précédent article, si nos prefets ont été cites comme témoins, et qu'ils alleguent, pour s'en excuser, la necessite de notre service, il ne sera pas donne de suite à la citation.

Dans ce cas, les officiers charges de l'instruction, apres qu'ils se seront entendus avec eux sur le jour et l'heure, viendront dans leur demeure pour recevoir leurs depositions, et il sera procede, à cet égard, ainsi qu'il est prescrit a l'article 516 de notre dit Code.

5. Lorsque nos prefets cites comme temoins ne s'excuseront pas, ainsi qu'il est dit à l'article precedent, ils seront reçus par un huissier à la premiere porte du palais de justice, introduits dans le parquet, et places sur un siege particulier.

Ils seront reconduits de la même maniere qu'ils auront été reçus

6. Les dispositions des deux articles precédents sont déclarees communes aux grands officiers de l'empire, aux présidents de notre conseil d'État, aux ministres d'État et conseillers d'État lorsqu'ils seront charges d'une administration publique, à nos generaux actuellement en service, a nos ambassadeurs et autres agents diplomatiques pres les cours etrangeres.

Art. 511. Les dépositions des personnes de cette qualité seront, sauf l'exception ci-dessus prévue, rédigées par écrit et reçues par le premier président de la cour royale [*la cour d'appel*], si les personnes dénommées en l'article précédent résident ou se trouvent au chef-lieu d'une cour royale [*cour d'appel*]; sinon par le président du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel elles auraient leur domicile, ou se trouveraient accidentellement.

Il sera, à cet effet, adressé par la cour ou le juge d'instruction saisi de l'affaire, au président ci-dessus nommé, un état des faits, demandes et questions, sur lesquels le témoignage est requis.

Ce président se transportera aux demeures des personnes dont il s'agit, pour recevoir leurs dépositions. — *Instr.* 83, 488; *T. cr.* 88.

Art. 512. Les dépositions ainsi reçues seront immédiatement remises au greffe, ou envoyées closes et cachetées à celui de la cour ou du juge requérant, et communiquées sans délai à l'officier chargé du ministère public.

Dans l'examen devant le jury, elles seront lues publiquement aux jurés et soumises aux débats, sous peine de nullité. — *Instr.* 341, 489.

Art. 513. Dans le cas où le *Roi* aurait ordonné ou autorisé la comparution de quelques-unes des personnes ci-dessus désignées devant le jury, l'ordonnance designera le cérémonial à observer à leur égard.

Art. 514. A l'égard des ministres autres que le ministre de la justice, des grands officiers de la couronne, conseillers d'État chargés d'une partie dans l'administration publique, généraux en chef actuellement en service, ambassadeurs ou autres agents du *Roi* accrédités près les cours étrangères, il sera procédé comme suit :

Si leur déposition est requise devant la cour d'assises, ou devant le juge d'instruction du lieu de leur résidence ou de celui où ils se trouveraient accidentellement, ils devront la fournir dans les formes ordinaires.

S'il s'agit d'une déposition relative à une affaire poursuivie hors du lieu où ils résident pour l'exercice de leurs fonctions et de celui où ils se trouveraient accidentellement, et si cette déposition n'est pas requise devant le jury, le président ou le juge d'instruction saisi de l'affaire adressera à celui du lieu où résident ces fonctionnaires à raison de leurs fonctions, un état des faits, demandes et questions, sur lesquels leur témoignage est requis.

S'il s'agit du témoignage d'un agent résidant auprès d'un gouvernement étranger, cet état sera adressé au ministre de la justice, qui en fera le renvoi sur les lieux, et désignera la personne qui recevra la déposition. — *Instr.* 317.

Cette disposition a été complétée par le décret du 4 mai 1812 (V. *le texte de ce décret, suprà, sous l'art.* 510).

R. v° *Témoins*, 227 s.

Art. 515. Le président ou le juge d'instruction auquel sera adressé l'état mentionné en l'article précédent, fera assigner le fonctionnaire devant lui, et recevra sa déposition par écrit.

Art. 516. Cette déposition sera envoyée close et cachetée au greffe de la cour ou du juge requérant, communiquée et lue, comme il est dit en l'article 512, et sous les mêmes peines. — *Instr.* 489.

Art. 517. Si les fonctionnaires de la qualité exprimée dans l'article 514 sont cités à comparaître comme témoins devant un jury assemblé hors du lieu où ils résident pour l'exercice de leurs fonctions, ou de celui où ils se trouveraient accidentellement, ils pourront en être dispensés par une ordonnance du *Roi*.

Dans ce cas, ils déposeront par écrit, et l'on observera les dispositions prescrites par les articles 514, 515 et 516. — *T. cr.* 74.

CHAPITRE VI.

De la reconnaissance de l'identité des individus condamnés, évadés et repris.

Art. 518. La reconnaissance de l'identité d'un individu condamné, évadé et repris, sera faite par la cour qui aura prononcé sa condamnation.

Il en sera de même de l'identité d'un individu condamné à la déportation ou au bannissement, qui aura enfreint son ban et sera repris; et la cour, en prononçant l'identité, lui appliquera, de plus, la peine attachée par la loi à son infraction. — *Pén.* 33.

Art. 519. Tous ces jugements seront rendus sans assistance de jurés, après que la cour aura entendu les témoins appelés tant à la requête du procureur général qu'à celle de l'individu repris, si ce dernier en a fait citer.

L'audience sera publique, et l'individu repris sera présent, à peine de nullité. — *Instr.* 153, 190, 470; *T. cr.* 71.

Art. 520. Le procureur général et l'individu repris pourront se pourvoir en cassation, dans la forme et dans le délai déterminés par le présent Code, contre l'arrêt rendu sur la poursuite en reconnaissance d'identité. — *Instr.* 408 s.

R. v° *Évasion*, 64 s. — **S.** *eod. v°*, 84 s.

1. Les art. 518, 519 et 520 c. instr. crim. sont applicables non seulement lorsqu'il est nécessaire de procéder à la reconnaissance de l'identite d'un condamné repris apres evasion, d'un deporte ou d'un banni qui a enfreint son ban, mais encore dans toutes les circonstances analogues.. specialement lorsqu'il s'agit *d'un individu condamné sous un autre nom que le sien.* — Cr. c. 15 mai 1902, D. P. 1903. 5. 377.

2. Par suite, c'est la cour d'assises qui a prononce la condamnation et non la chambre des appels de police correctionnelle qui est compétente pour statuer contradictoirement et en audience publique sur l'identité de ce condamne et ordonner la rectification de nom dans l'arrêt de condamnation et l'etablissement d'un nouveau bulletin n° 1. — Même arrêt.

CHAPITRE VII.

Manière de procéder en cas de destruction ou d'enlèvement des pièces ou du jugement d'une affaire.

Art. 521. Lorsque, par l'effet d'un incendie, d'une inondation ou de toute autre cause extraordinaire, des minutes d'arrêts rendus en matière criminelle ou correctionnelle et non encore exécutés, ou des procédures encore indécises, auront été détruites, enlevées, ou se trouveront égarées, et qu'il n'aura pas été possible de les rétablir, il sera procédé ainsi qu'il suit. — *Pén.* 254.

Art. 522. S'il existe une expédition ou copie authentique de l'arrêt, elle sera considérée comme minute, et en conséquence remise dans le dépôt destiné à la conservation des arrêts.

A cet effet, tout officier public ou tout individu dépositaire d'une expédition ou d'une copie authentique de l'arrêt est tenu, sous peine d'y être contraint par corps, de la remettre au greffe de la cour qui l'a rendu, sur l'ordre qui en sera donné par le président de cette cour.

Cet ordre lui servira de décharge envers ceux qui auront intérêt à la pièce.

Le dépositaire de l'expédition ou copie authentique de la minute détruite, enlevée ou égarée, aura la liberté, en la remettant dans le dépôt public, de s'en faire délivrer une expédition sans frais. — *Instr.* 452; *T. cr.* 71.

Art. 523. Lorsqu'il n'existera plus, en matière criminelle, d'expédition ni de copie authentique de l'arrêt, si la déclaration du jury existe encore en minute ou en copie authentique, on procédera, d'après cette déclaration, à un nouveau jugement.

Art. 524. Lorsque la déclaration du jury ne pourra plus être représentée, ou lorsque l'affaire aura été jugée sans jurés, et qu'il n'en existera aucun acte par écrit, l'instruction sera recommencée, à partir du point où les pièces se trouveront manquer tant en minute qu'en expédition ou copie authentique.

R. vis *Instr. crim.*, 1164; *Jugement*, 836.

TITRE CINQUIÈME.

Des règlements de juges, et des renvois d'un tribunal à un autre.

Loi decretee le 14 decembre 1808, promulguee le 24 du même mois.

CHAPITRE PREMIER.

Des règlements de juges.

Art. 525. Toutes demandes en règlement de juges seront instruites et jugees sommairement et sur simples mémoires. — *Pr.* 363.

R. v° *Règlement de juges*, 200, 211, 212. — **S.** *cod.* v° 77 s., 85.

Art. 526. Il y aura lieu à être réglé de juges par la cour de cassation, en matière criminelle, correctionnelle ou de police, lorsque des cours, tribunaux ou juges d'instruction, ne ressortissant point les uns aux autres, seront saisis de la connaissance du même délit ou de délits connexes, ou de la même contravention. — *Instr.* 226, 308.

R. v° *Règlement de juges*, 154 s. — **S.** *eod.* v°, 69 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 68 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, art 526, n°s 1 s.

1. Il y a lieu à règlement de juges : ... lorsque la juridiction correctionnelle a ete saisie par une ordonnance du juge d'instruction (de la chambre du conseil, avant la loi du 17 juill. 1856) passée en force de chose jugee, et que le tribunal correctionnel saisi, ou sur l'appel, la cour, s'est declaré incompetent — Cr. regl. de jug., 7 juill. 1899, *Bull. crim*, n° 193. — Cr. règl. de jug., 14 sept. 1899, *Bull. crim.*, n° 274.

2. .. Lorsqu'une ordonnance du juge d'instruction (chambre du conseil, avant la loi du 17 juill. 1856), contre laquelle il n'a pas eté formé opposition, ou bien un jugement d'un tribunal correctionnel passe en force de chose jugee, a renvoyé à un tribunal de police qui, par jugement sans appel, s'est declaré incompétent. — Cr. regl. de jug., 22 oct. 1885, *Bull. crim.*, n° 272.

3. ... Lorsque, par ordonnances passées en force de chose jugee, deux juges d'instruction ne ressortissant pas à la même cour d'appel, et entre lesquels devait se decider la competence pour l'instruction d'une affaire, se sont l'un et l'autre declares incompetents. — Cr. regl de jug., 24 oct. 1895, *Bull. crim*, n° 259.

4. ... Lorsqu'un arrêt de condamnation rendu par une cour d'appel a été annulé par la cour de cassation avec renvoi devant une autre cour, et que celle-ci s'est declaree incompetente, par ce motif que les faits relevés constitueraient suivant elle un crime. — Cr. regl. de jug., 6 août 1898, *Bull. crim.*, n° 285.

5. L'art. 526 ne faisant aucune distinction, il y a lieu a reglement de juges par la cour de cassation à raison de la competence *ratione loci* comme dans le cas d'incompetence *ratione materiæ et ratione personæ.* — Cr. règl. de jug., 10 juill. 1886, D. P. 87. 1. 191. — Cr. règl de jug., 24 oct 1895, precite.

Art. 527. Il y aura lieu également à être réglé de juges par la cour de cassation, lorsqu'un tribunal militaire ou maritime, ou un officier de police militaire, ou tout autre tribunal d'exception, d'une part, une cour royale

[*une cour d'appel*] ou d'assises, un tribunal jugeant correctionnellement, un tribunal de police ou un juge d'instruction, d'autre part, seront saisis de la connaissance du même délit, ou de délits connexes, ou de la même contravention.

R. v° *Règlement de juges*, 154 s. — **S.** *cod.* v°, 69 s

Art. 528. Sur le vu de la requête et des pièces, la cour de cassation, section criminelle, ordonnera que le tout soit communiqué aux parties, ou statuera définitivement, sauf l'opposition. — *Instr.* 545; *Pr.* 364; *T. cr.* 71.

Art. 529. Dans le cas où la communication serait ordonnée sur le pourvoi en conflit du prévenu, de l'accusé ou de la partie civile, l'arrêt enjoindra à l'un et à l'autre des officiers chargés du ministère public près les autorités judiciaires concurremment saisies, de transmettre les pièces du procès et leur avis motivé sur le conflit. — *Instr.* 546.

Art. 530. Lorsque la communication sera ordonnee sur le pourvoi de l'un de ces officiers, l'arrêt ordonnera à l'autre de transmettre les pièces et son avis motivé.

Art. 531. L'arrêt de *soit communiqué* fera mention sommaire des actes d'où naîtra le conflit, et fixera, selon la distance des lieux, le délai dans lequel les pièces et les avis motivés seront apportés au greffe.

La notification qui sera faite de cet arrêt aux parties, emportera de plein droit sursis au jugement du procès, et, en matière criminelle, à la mise en accusation, ou, si elle a déjà été prononcée, à la formation du jury dans les cours d'assises, mais non aux actes et aux procédures conservatoires ou d'instruction.

Le prévenu ou l'accusé, et la partie civile, pourront présenter leurs moyens sur le conflit, dans la forme réglée par le chapitre 2 du titre 3 du présent livre, pour le recours en cassation. — *Instr.* 550; *T. cr.* 71.

Art. 532. (*L.* 19 *avril* 1900.) Lorsque, sur la simple requête, il sera intervenu arrêt qui aura statué sur la demande en règlement de juges, cet arrêt sera, à la diligence du procureur général près la cour de cassation, notifié à l'officier chargé du ministère public près la cour, le tribunal ou le magistrat dessaisi.

Il sera notifié de même au prévenu ou à l'accusé, et à la partie civile, s'il y en a une. — *Instr.* 548; *T. cr.* 71.

Ancien art. 532. — *Lorsque, sur la simple requête, il sera intervenu arrêt qui aura statué sur la demande en règlement de juges, cet arrêt sera, à la diligence du procureur général près la cour de cassation, et par l'intermédiaire du ministre de la justice, notifié à l'officier chargé du ministère public près la cour, le tribunal ou le magistrat dessaisi.— Il sera notifié de même au prévenu ou à l'accusé, et à la partie civile, s'il y en a une.*

Art. 533. Le prévenu ou l'accusé et la partie civile pourront former opposition à l'arrêt dans le délai de trois jours, et dans les formes prescrites par le chapitre 2 du titre 3 du présent livre, pour le recours en cassation.

Art. 534. L'opposition dont il est parlé au précédent article, entraînera de plein droit sursis au jugement du procès, comme il est dit en l'article 531.

Art. 535. Le prévenu qui ne sera point en arrestation, l'accusé qui ne sera pas retenu dans la maison de justice, et la partie civile, ne seront

point admis au bénéfice de l'opposition, s'ils n'ont antérieurement, ou dans le délai fixé par l'article 533, élu domicile dans le lieu où siége l'une des autorités judiciaires en conflit.

» A défaut de cette élection, ils ne pourront non plus exciper de ce qu'il ne leur aurait été fourni aucune communication, dont le poursuivant sera dispensé à leur égard. — *Instr.* 68, 116.

Art. 536. La cour de cassation, en jugeant le conflit, statuera sur tous les actes qui pourraient avoir été faits par la cour, le tribunal ou le magistrat qu'elle dessaisira.

Art. 537. Les arrêts rendus sur les conflits ne pourront pas être attaqués par la voie de l'opposition, lorsqu'ils auront été précédés d'un arrêt de *soit communiqué*, dûment exécuté.

Art. 538. L'arrêt rendu, ou après un *soit communiqué*, ou sur une opposition, sera notifié aux mêmes parties et dans la même forme que l'arrêt qui l'aura précédé. — *T. cr.* 71.

Art. 539. Lorsque le prévenu ou l'accusé, l'officier chargé du ministère public, ou la partie civile, aura excipé de l'incompétence d'un tribunal de première instance ou d'un juge d'instruction, ou proposé un déclinatoire, soit que l'exception ait été admise ou rejetée, nul ne pourra recourir à la cour de cassation pour être réglé de juges; sauf à se pourvoir devant la cour royale [*la cour d'appel*] contre la décision portée par le tribunal de première instance ou le juge d'instruction, et à se pourvoir en cassation, s'il y a lieu, contre l'arrêt rendu par la cour royale [*la cour d'appel*]. — *Instr.* 408; *Pr.* 170.

Art. 540. Lorsque deux juges d'instruction ou deux tribunaux de première instance, établis dans le ressort de la même cour royale [*cour d'appel*], seront saisis de la connaissance du même délit ou de délits connexes, les parties seront réglées de juges par cette cour, suivant la forme prescrite au présent chapitre; sauf le recours, s'il y a lieu, à la cour de cassation.

Lorsque deux tribunaux de police simple seront saisis de la connaissance de la même contravention, ou de contraventions connexes, les parties seront réglées de juges par le tribunal auquel ils ressortissent l'un et l'autre; et s'ils ressortissent à différents tribunaux, elles seront réglées par la cour royale [*la cour d'appel*], sauf le recours, s'il y a lieu, à la cour de cassation. — *Instr.* 226.

Art. 541. La partie civile, le prévenu ou l'accusé qui succombera dans la demande en règlement de juges qu'il aura introduite, pourra être condamné à une amende qui toutefois n'excédera point la somme de 300 francs, dont moitié sera pour la partie. — *Pr.* 367.

S. v° *Règlement de juges*, 202 s. — **S.** *cod.* v°, 81 s.

Loi du 19 *avril* 1900 : **D. P.** 1900. 4. 31.

CHAPITRE II.
Des renvois d'un tribunal à un autre.

Art. 542. En matière criminelle, correctionnelle et de police, la cour de cassation peut, sur la réquisition du procureur général près cette cour, renvoyer la connaissance d'une affaire, d'une cour royale [*d'une cour d'appel*] ou d'assises à une autre, d'un tribunal correctionnel ou de police à un autre tribunal de même qualité, d'un juge d'instruction à un autre juge d'instruction, pour cause de sûreté publique ou de suspicion légitime.

Ce renvoi peut aussi être ordonné sur la réquisition des parties intéressées, mais seulement pour cause de suspicion légitime. — *Pr.* 368.

Art. 543. La partie intéressée qui aura procédé volontairement devant une cour, un tribunal ou un juge d'instruction, ne sera reçue à demander le renvoi qu'à raison des circonstances survenues depuis, lorsqu'elles seront de nature à faire naître une suspicion légitime. — *Instr.* 261; *Pr.* 369.

Art. 544. Les officiers chargés du ministère public pourront se pourvoir immédiatement devant la cour de cassation, pour demander le renvoi pour cause de suspicion légitime; mais, lorsqu'il s'agira d'une demande en renvoi pour cause de sûreté publique, ils seront tenus d'adresser leurs réclamations, leurs motifs et les pièces à l'appui, au ministre de la justice, qui les transmettra, s'il y a lieu, à la cour de cassation.

Art. 545. Sur le vu de la requête et des pièces, la cour de cassation, section criminelle, statuera définitivement, sauf l'opposition, ou ordonnera que le tout soit communiqué. — *Instr.* 528.

Art. 546. Lorsque le renvoi sera demandé par le prévenu, l'accusé ou la partie civile, et que la cour de cassation ne jugera à propos ni d'accueillir ni de rejeter cette demande sur-le-champ, l'arrêt en ordonnera la communication à l'officier chargé du ministère public près la cour, le tribunal ou le juge d'instruction saisi de la connaissance du délit, et enjoindra a cet officier de transmettre les pièces avec son avis motivé sur la demande en renvoi; l'arrêt ordonnera de plus, s'il y a lieu, que la communication sera faite à l'autre partie. — *Instr.* 529; *T. cr.* 71.

Art. 547. Lorsque la demande en renvoi sera formée par l'officier chargé du ministère public, et que la cour de cassation n'y statuera point définitivement, elle ordonnera, s'il y a lieu, que la communication en sera faite aux parties, ou prononcera telle autre disposition préparatoire qu'elle jugera nécessaire. — *T. cr.* 71.

Art. 548. Tout arrêt qui, sur le vu de la requête et des pièces, aura définitivement statué sur une demande en renvoi, sera, à la diligence du procureur général près la cour de cassation, et par l'intermédiaire du ministre de la justice, notifié soit à l'officier chargé du ministère public près la cour, le tribunal ou le juge d'instruction dessaisi, soit à la partie civile, au prévenu ou à l'accusé en personne ou au domicile élu. — *Instr.* 532; *T. cr.* 71.

Art. 549. L'opposition ne sera pas reçue si elle n'est pas formée d'après les règles et dans le délai fixé au chapitre 1er du présent titre.

Art. 550. L'opposition reçue emporte de plein droit sursis au jugement du procès, comme il est dit en l'article 531.

Art. 551. Les articles 525, 530, 531, 534, 535, 536, 537, 538 et 541 seront communs aux demandes en renvoi d'un tribunal à un autre.

Art. 552. L'arrêt qui aura rejeté une demande en renvoi, n'exclura pas une nouvelle demande en renvoi fondée sur des faits survenus depuis.

R. v° *Renvoi*, 114 s. — **S.** *eod.* v°, 67 s.

Sur les récusations des juges et des jurés, et sur l'impossibilité pour un tribunal de se constituer, **V. C. instr. crim. ann.**, p. 1215 s. — **V.** aussi **R.** vis *Récusation*, 97 s.; *Renvoi*, 114 s.; **S.** vis *Récusation*, 62 s.; *Renvoi*, 67 s.; **T.** (87-97), *eod.* v°, 1 s.

TITRE SIXIÈME.

Des cours spéciales.

Loi decretée le 15 decembre 1808, promulguée le 25 du même mois.

[*Ce titre est devenu sans objet par suite de l'abolition des cours spéciales par la Charte de* 1830, *art.* 54.]

Art. 553 à 599.

(Abrogés.)

TITRE SEPTIÈME.

De quelques objets d'intérêt public et de sûreté générale.

Loi decrétée le 16 décembre 1808, promulguee le 26 du même mois.

CHAPITRE PREMIER.

Du dépôt général de la notice des jugements.

Art. 600. Les greffiers des tribunaux correctionnels et des cours d'assises seront tenus de consigner, par ordre alphabétique, sur un registre particulier, les noms, prénoms, professions, âge et résidences de tous les

individus condamnés à un emprisonnement correctionnel ou à une plus forte peine : ce registre contiendra une notice sommaire de chaque affaire et de la condamnation, à peine de 50 francs d'amende pour chaque omission. — *T. cr.* 49.

Art. 601. Tous les trois mois, les greffiers enverront, sous peine de 100 francs d'amende, copie de ces registres au ministre de la justice et à celui de la police générale. — *T. cr.* 42, 49.

Art. 602. Ces deux ministres feront tenir dans la même forme un registre général composé de ces diverses copies.

R. v° *Organ. judic*, 800 s. — **S.** *eod. v°*, 449 s.

Casier judiciaire.

Loi du 5 août 1899,

Sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit

(**D. P.** 99. 4. 113).

Art. 1er. Le greffe de chaque tribunal de première instance reçoit, en ce qui concerne les personnes nées dans la circonscription du tribunal et après vérification de leur identité aux registres de l'état civil ; des bulletins, dits bulletins n° 1, constatant :

1° Les condamnations contradictoires ou par contumace et les condamnations par défaut non frappées d'opposition, prononcées, pour crime ou délit, par toute juridiction répressive ;

2° Les décisions prononcées par application de l'article 66 du Code pénal ;

3° Les décisions disciplinaires prononcées par l'autorité judiciaire ou par une autorité administrative, lorsqu'elles entraînent ou édictent des incapacités ;

4° Les jugements déclaratifs de faillite ou de liquidation judiciaire ;

5° Les arrêtés d'expulsion pris contre les étrangers.

2. Il est fait mention, sur les bulletins n° 1, des grâces, commutations ou réductions de peines, des décisions qui suspendent l'exécution d'une première condamnation, des arrêtés de mise en libération conditionnelle et de révocation, des réhabilitations et des jugements relevant de la relégation, conformément à l'article 16 de la loi du 27 mai 1885, et des décisions qui rapportent les arrêtés d'expulsion, ainsi que la date de l'expiration de la peine et du payement de l'amende.

Sont retirés du casier judiciaire les bulletins n° 1 relatifs à des condamnations effacées par une amnistie ou réformées en conformité d'une décision de rectification du casier judiciaire.

3. (*Modifié par L.* 11 *juillet* 1900) Le casier judiciaire central, institué au ministère de la justice, reçoit les bulletins n° 1 concernant les personnes nées à l'étranger et dans les colonies ou dont l'acte de naissance n'est pas retrouvé.

Toutefois, les bulletins n° 1 concernant les musulmans du Maroc, du Soudan et de la Tripolitaine sont centralisés au greffe de la cour d'Alger.

4. (*Modifié par L.* 11 *juillet* 1900.) Le relevé intégral des bulletins n° 1 applicables à la même personne est porté sur un bulletin appelé bulletin n° 2.

Il est délivré aux magistrats du parquet et de l'instruction, au préfet de police, aux présidents des tribunaux de commerce, pour être joint aux procédures de faillites et de liquidations judiciaires, aux autorités militaires et maritimes pour les appelés des classes et de l'inscription maritime, ainsi que pour les jeunes gens qui demandent à contracter un engagement, et aux sociétés de patronage

reconnues d'utilité publique ou spécialement autorisées à cet effet, pour les personnes assistées par elles.

Il est aussi délivré aux juges de paix qui le réclameront pour le jugement d'une contestation en matière d'inscription sur les listes électorales.

Il l'est également aux Administrations publiques de l'État, saisies de demandes d'emplois publics, de propositions relatives à des distinctions honorifiques, ou de soumission pour des adjudications de travaux ou de marchés publics, ou en vue de poursuites disciplinaires ou de l'ouverture d'une école privée, conformément à la loi du 30 octobre 1886.

Toutefois, la mention des décisions prononcées en vertu de l'article 66 du Code pénal n'est faite que sur les bulletins délivrés aux magistrats et au préfet de police.

Les bulletins nº 2 réclamés par les Administrations publiques de l'Etat, pour l'exercice des droits politiques, ne comprennent que les décisions entraînant des incapacités prévues par les lois relatives à l'exercice des droits politiques.

Lorsqu'il n'existe pas de bulletin nº 1 au casier judiciaire, le bulletin nº 2 porte la mention : Néant.

(*Le nouvel article* 4 *modifie les articles* 26, 27, 28, 29, 30 *et* 31 *de la circulaire du garde des sceaux du* 15 *décembre* 1899 ; *il abroge l'article* 32 *de la même circulaire ; il modifie l'article* 4 *du décret du* 29 *janvier* 1900.)

5. (*Modifié par L.* 11 *juillet* 1900.) En cas de condamnation, faillite, liquidation judiciaire ou destitution d'un officier ministeriel prononcée contre un individu soumis à l'obligation du service militaire ou maritime, il en est donné connaissance aux autorités militaires ou maritimes par l'envoi d'un duplicata du bulletin nº 1.

Un duplicata de chaque bulletin nº 1, constatant une décision entraînant la privation des droits électoraux, est adressée à l'autorité administrative du domicile de tout Français ou de tout étranger naturalisé.

Cette autorité prend les mesures nécessaires en vue de la rectification de la liste électorale et renvoie, si le condamné est ne en France, le duplicata à la sous-préfecture de son arrondissement d'origine.

6. Un bulletin nº 3 peut être réclamé par la personne qu'il concerne. Il ne doit, dans aucun cas, être délivré à un tiers.

7. (*Modifié par L.* 11 *juillet* 1900) Ne sont pas inscrites au bulletin nº 3 :

1º Les décisions prononcées par l'application de l'article 66 du Code pénal,

2º Les condamnations effacées par la réhabilitation ou par l'application de l'article 4 de la loi du 26 mars 1891, sur l'atténuation et l'aggravation des peines;

3º Les condamnations prononcées en pays étrangers pour des faits non prévus par les lois pénales françaises;

4º Les condamnations pour délits prévus par les lois sur la presse, à l'exception de celles qui ont été prononcées pour diffamation ou pour outrages aux bonnes mœurs, ou en vertu des articles 23, 24 et 25 de la loi du 29 juillet 1881;

5º Une première condamnation à un emprisonnement de trois mois ou de moins de trois mois prononcée par application des articles 67, 68 et 69 du Code penal;

6º La condamnation avec sursis à un mois ou moins d'un mois d'emprisonnement, avec ou sans amende;

7º Les déclarations de faillite, si le failli a été déclaré excusable par le tribunal ou a obtenu un concordat homologué et les déclarations de liquidation judiciaire.

8. (*Modifié par L.* 11 *juillet* 1900.) Cessent d'être inscrites au bulletin nº 3 délivré au simple particulier :

1º (*L.* 23 *mars* 1908.) « Deux ans après l'expiration de la peine corporelle, la condamnation unique à moins de six jours d'emprisonnement, ou à cette peine

jointe à une amende ne dépassant pas 25 francs; deux ans après qu'elle sera devenue définitive, la condamnation unique à une amende ne dépassant pas 50 francs; deux ans après le jugement déclaratif, les déclarations de faillite ; »

2° Cinq ans après l'expiration de la peine corporelle, la condamnation unique à six mois ou moins de six mois d'emprisonnement, ou à cette peine jointe à une amende; cinq ans après qu'elles seront devenues definitives, les condamnations à une amende supérieure à 50 francs;

3° Dix ans après l'expiration des peines corporelles, la condamnation unique à une peine de deux ans ou moins de deux ans, ou les condamnations multiples dont l'ensemble ne dépasse pas un an, ou à des peines jointes à des amendes.

Dans le cas de concours de condamnations à des peines corporelles et de condamnations à des peines pécuniaires, le délai courra du jour où les peines corporelles auront été subies et où les condamnations pécuniaires seront devenues définitives;

4° Quinze ans après l'expiration de la peine corporelle, la condamnation unique supérieure à deux années d'emprisonnement, ou à cette peine jointe à une amende, le tout sans qu'il soit dérogé à l'article 4 de la loi du 26 mars 1891, sur l'atténuation et l'aggravation des peines.

Lorsqu'une amende aura été prononcée principalement ou accessoirement à une autre peine, l'inscription ne cessera qu'après qu'elle aura été acquittée ou prescrite, à moins que le demandeur ne justifie de son indigence dans la forme prescrite par l'article 420 du Code d'instruction criminelle.

La remise totale ou partielle d'une peine par voie de grâce équivaudra à son exécution totale ou partielle.

L'exécution de la contrainte par corps équivaudra au payement de l'amende.

En cas de prescription de la peine corporelle, les délais commenceront à courir du jour où elle sera acquise.

La preuve de la non-exécution de la peine sera à la charge du procureur de la République.

9. En cas de condamnation ultérieure pour crime ou délit à une peine autre que l'amende, le bulletin n° 3 reproduit integralement les bulletins n° 1, à l'exception des cas prévus par les paragraphes 1, 2, 3, 4 de l'article 7.

10. (*Modifie par L.* 11 *juillet* 1900.) Lorsqu'il se sera écoule dix ans, dans le cas prévu par l'article 8, § 1er et 2, sans que le condamné ait subi de nouvelles condamnations à une peine autre que l'amende, la réhabilitation lui sera acquise de plein droit.

Le delai sera de quinze ans dans les cas prévus par l'article 8, § 3, et de vingt ans dans le cas prevu par l'article 8, § 4.

11. (*Modifié par L.* 11 *juillet* 1900.) Quiconque aura pris le nom d'un tiers, dans des circonstances qui ont déterminé ou auraient pu déterminer l'inscription d'une condamnation au casier de ce tiers, sera puni de six mois à cinq ans d'emprisonnement, sans prejudice des poursuites à exercer pour le crime de faux, s'il y échet.

Sera puni de la même peine celui qui, par de fausses déclarations relatives à l'état civil d'un inculpe, aura sciemment été la cause de l'inscription d'une condamnation sur le casier judiciaire d'un autre que cet inculpé.

12. (*Modifié par L.* 11 *juillet* 1900.) Quiconque, en prenant un faux nom ou une fausse qualité, se fera délivrer le bulletin n° 3 d'un tiers sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement.

L'article 463 du Code pénal sera dans tous les cas applicable.

13. Un règlement d'administration publique déterminera les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi et, notamment, les conditions dans lesquelles doivent être demandés, établis et délivrés les bulletins nos 2, 3, les

droits alloués au greffier, ainsi que les conditions d'application de la présente loi aux colonies et aux pays de protectorat.

14. (*Modifié par L.* 11 *juillet* 1900.) Celui qui voudra faire rectifier une mention portée à son casier judiciaire présentera requête au président du tribunal ou de la cour qui aura rendu la décision.

Si la décision a été rendue par une cour d'assises, la requête sera remise au premier président de la cour d'appel qui saisira la chambre correctionnelle de la cour.

Le président communiquera la requête au ministère public et commettra un magistrat pour faire le rapport.

Le tribunal ou la cour pourra ordonner d'assigner la personne objet de la condamnation.

Dans le cas où la requête est rejetée, le requérant est condamné aux frais.

Si la requête est admise, les frais seront supportés par celui qui aura été la cause de l'inscription reconnue erronée, s'il a été appelé dans l'instance. Dans le cas contraire ou dans celui de son insolvabilité, ils seront supportés par le Trésor.

Le ministère public aura le droit d'agir d'office dans la même forme en rectification de casier judiciaire.

Mention de la décision rendue sera faite en marge du jugement ou de l'arrêt visé par la demande en rectification.

Ces actes, jugements et arrêts seront visés pour timbre et enregistrés en débet.

15. (*Ajouté par L.* 11 *juillet* 1900, *art.* 2.) En cas de contestation sur la réhabilitation de droit, ou de difficultés soulevées par l'application des articles 7, 8 et 9 de la présente loi, ou par l'interprétation d'une loi d'amnistie dans les termes de l'article 2, § 2, l'intéressé pourra s'adresser au tribunal correctionnel du lieu de son domicile ou à celui de sa naissance, suivant les formes et la procédure prescrites par l'article précédent.

16. (*Ajouté par L.* 11 *juillet* 1900, *art.* 2.) Les instances prévues par les articles 14 et 15 sont débattues et jugées en chambre du conseil, sur le rapport du magistrat commis et le ministère public entendu.

Les jugements ou arrêts sont susceptibles d'appel ou de pourvoi en cassation suivant les règles ordinaires du droit.

V. *la discussion de cette loi à la Chambre des députés et au Sénat*, **D. P.** 99. 4. 113 s. — V. aussi **C. instr. crim. ann.**, p. 1220 s

Loi du 11 juillet 1900,

Portant modifications de la loi du 5 *août* 1899, *sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit* (**D. P.** 1900. 4. 60).

Art. 1er. Les articles 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 12 et 14 de la loi du 5 août 1899 sont modifiés ainsi qu'il suit : — V. *suprà*, L. 5 août 1899, art. 3, 4, 5, 7, 8, 10, 11, 12, 14.

2. Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 5 août 1899 sous les articles 15 et 16. — V. *suprà*, L. 5 août 1899, art. 15 et 16.

Décret du 12 décembre 1899, *portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du* 5 *août* 1899, *sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit* (**D. P.** 1900. 4. 11) — Art. 1er. (*Déc.* 13 *novembre* 1900.) Le service du casier judiciaire institue pres de chaque tribunal de premiere instance est dirige par le greffier du tribunal, sous la surveillance du procureur de la République et du procureur general

Le service du casier judiciaire concernant les musulmans du Maroc, du Soudan et de la Tripolitaine, institué près la cour d'Alger, est dirige par le greffier de la cour, sous la surveillance du produreur general.

2. Le service du casier central institué au ministère de la justice est dirigé par un agent spécial, sous la surveillance du directeur des affaires criminelles et des grâces.

3. Un bulletin nº 1 est établi au nom de toute personne qui a été l'objet d'une des décisions énumérées à l'article 1er de la loi du 5 août 1899.

Le bulletin s'appliquant à une personne pour laquelle doit exister un bulletin nº 1 antérieur porte la mention manuscrite : Récidive.

4. Les bulletins nº 1 constatant une condamnation pour crime ou délit prononcée par une juridiction répressive, une décision rendue par application de l'article 66 du Code pénal, une décision disciplinaire de l'autorité judiciaire, qui entraîne ou édicte des incapacités, une déclaration de faillite ou de liquidation judiciaire, sont dressés par le greffier de la juridiction qui a statué, dans la quinzaine à partir du jour où la décision est devenue définitive

Le délai de quinzaine pour les décisions par défaut, émanant des juridictions correctionnelles, court du jour où elles ne peuvent plus être attaquées par la voie de l'appel ou du pourvoi en cassation.

Le délai court du jour de l'arrêt, pour les arrêts par contumace.

5. (*Décr.* 13 *novembre* 1900.) Les bulletins nº 1 constatant une décision disciplinaire d'une autorité administrative, qui entraîne ou édicte des incapacités, sont dressés soit au greffe de l'arrondissement d'origine de celui qui en est l'objet, soit au greffe de la cour d'Alger, s'il s'agit de musulmans du Maroc, du Soudan ou de la Tripolitaine, soit au service du casier central, dès la réception de l'avis qui est donné dans le plus bref délai au procureur de la République, au procureur général d'Alger ou au ministre de la justice, par l'autorité qui a prononcé la décision.

Les bulletins nº 1 constatant un arrêté d'expulsion sont dressés au service du casier central ou au greffe de la cour d'Alger, sur la notification faite par le ministre de l'intérieur au ministre de la justice ; si l'expulsé est né en France, le service du casier central transmet une copie du bulletin nº 1 au casier judiciaire du lieu d'origine.

6. (*Décr.* 13 *novembre* 1900) Les bulletins nº 1, et, dans le cas du dernier paragraphe de l'article précédent, les copies des bulletins nº 1 sont classés dans le casier judiciaire d'arrondissement, dans le casier de la cour d'Alger ou dans le casier central, par ordre alphabétique, et pour chaque personne, par ordre de date des arrêts, jugements, décisions ou arrêtés.

7. (*Décr.* 13 *novembre* 1900.) « Le greffier du lieu d'origine, le greffier de la cour d'Alger ou l'agent chargé du service du casier central inscrit sur les bulletins nº 1 les mentions prescrites par l'article 2 de la loi du 5 août 1899, dès qu'il est avisé.

L'avis est adressé au procureur de la République, au procureur général d'Alger ou au ministre de la justice dans le plus bref délai et sur des fiches individuelles. »

1º Pour les grâces, commutations ou réductions de peine, par le ministre sur la proposition duquel la mesure gracieuse a été prise ;

2º Pour les arrêtés de mise en libération conditionnelle et de révocation, par le ministre de l'intérieur ;

3º Pour les arrêts portant réhabilitation et les arrêts et jugements relevant de la relégation, par le procureur général ou le procureur de la République près la juridiction qui a statué ;

4º Pour les décisions rapportant des arrêtés d'expulsion, par le ministre de l'intérieur ;

5º Pour les dates de l'expiration des peines corporelles et l'exécution de la contrainte par corps, par les agents chargés de la direction des prisons et établissements pénitentiaires, et par l'intermédiaire du procureur de la République de leur résidence ;

6º Pour le payement intégral des amendes, par les agents chargés du recouvrement et par l'intermédiaire du procureur de la République de leur résidence.

Les déclarations d'excusabilité en matière de faillite et les homologations de concordat sont également inscrites sur le bulletin nº 1 d'après l'avis qui en est donné par le greffier de la juridiction qui a prononcé.

8. Lorsque des conventions diplomatiques ont été conclues à cet effet avec des États étrangers, les bulletins nº 1 sont transmis par les soins du service du casier central. Les bulletins nº 1 concernant les étrangers appartenant à ces États sont adressés à ce service avec un duplicata.

9. (*Décr.* 13 *novembre* 1900.) Le bulletin nº 2 est réclamé au greffe du tribunal de l'arrondissement d'origine, au greffe de la cour d'Alger, ou au service du casier central par lettre ou par télégramme indiquant l'état civil de la personne dont le bulletin est demandé et précisant le motif de la demande.

10. Le bulletin nº 3 ne peut être réclamé que par lettre signée de la personne qu'il concerne et précisant l'état civil de celle-ci. Si cette personne ne sait ou ne peut signer, cette impossibilité est constatée par le maire ou le commissaire de police

qui atteste, en même temps, que la demande est faite sur l'initiative de l'interesse.

11. Lorsqu'il n'existe pas au casier judiciaire de bulletins nº 1 ou lorsque les mentions que portent les bulletins nº 1 ne doivent pas être inscrites sur le bulletin nº 3, ce bulletin est oblitere par une barre transversale.

12. (*Décr.* 13 *novembre* 1900.) « Les droits alloues au greffier pour la redaction des différents bulletins du casier judiciaire sont fixes ainsi qu'il suit :

Bulletin nº 1.		0 fr. 40 c.
Duplicata		0 fr. 15 c.
Bulletin nº 2 réclamé par les magistrats du parquet et de l'instruction, par les juges de paix, par les autorites militaires ou maritimes pour les jeunes gens qui demandent à contracter un engagement volontaire, par les administrations publiques de l'État, par le prefet de police, par les présidents des tribunaux de commerce, par les societés de patronage reconnues d'utilité publique ou spécialement autorisees à cet effet. ».		0 fr. 25 c.
Bulletin nº 2 réclamé pour l'exercice des droits politiques :		
S'il est affirmatif.		0 fr. 25 c.
S'il est negatif.		0 fr. 15 c.
Bulletin nº 2 reclame par les autorites militaires ou maritimes pour les appeles des classes et de l'inscription maritime :		
S'il est affirmatif.		0 fr. 15 c
La mention « Neant » mise en regard des noms portés sur les etats transmis par les mêmes autorites, donnera lieu au payement d'un droit de recherches de.		0 fr. 05 c.
Bulletin nº 3 :		
Droit de recherches.	0 fr. 50 c.	1 fr. » c.
Droit de rédaction.	0 fr. 25 c.	
Droit d'inscription au répertoire.	0 fr. 25 c.	
(*Décr. 7 juin* 1900.) « Bulletin nº 3, applicable à une personne qui sollicite son hospitalisation dans un établissement public d'assistance, la demande étant visée par un administrateur de l'établissement qui en certifie le motif et atteste l'indigence. »		0 fr. 25 c

13. (*Décr.* 13 *novembre* 1900.) Les bulletins nº 1, les duplicata des bulletins nº 1, ainsi que les bulletins nº 2 delivres aux magistrats du parquet et de l'instruction, aux juges de paix et aux presidents des tribunaux de commerce sont payes sur les credits affectes aux frais de justice criminelle. Le prix de ces bulletins est compris, s'il y a lieu, parmi les frais de justice à recouvrer sur les condamnes ou dans les frais de faillite et de liquidation judiciaire.

Les bulletins nº 1 et les duplicata des bulletins nº 1, rediges par les greffiers des juridictions militaires ou maritimes, sont payes sur ordonnance emise par le garde des sceaux, apres envoi d'un etat recapitulatif adresse au département de la justice et certifié par les ministres de la guerre ou de la marine.

Les bulletins nº 2 que reclament les administrations publiques de l'État, les autorites militaires ou maritimes, le prefet de police et les societes de patronage, sont payés par ces administrations, autorites ou societés.

Toute demande de bulletin nº 2, formée par une societé de patronage, doit être accompagnee du montant des droits alloues au greffier.

La demande du bulletin nº 3 est accompagnée du montant des droits dus au greffier, en vertu de l'article 12 ci-dessus, ainsi que du droit d'enregistrement.

14. Les bulletins nºs 1, 2 et 3 et les duplicata des bulletins nº 1 sont etablis conformement aux modèles annexés au present decret.

Décret du 7 juin 1900, *modifiant le décret du* 12 *décembre* 1899 *en ce qui concerne le coût des bulletins du casier judiciaire pour l'hospitalisation des indigents dans les établissements d'assistance publique* (**D. P.** 1900. 4. 64). — Art 1er. L'article 12 du décret du 12 decembre 1899 est complete ainsi qu'il suit . — V. *suprà*, Décr. 12 déc. 1899, art. 12.

Décret du 13 novembre 1900, *complétant le règlement d'administration publique du* 12 *décembre* 1899, *sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit.* — Art. 1er. Les articles 1er, 5, 6, 7, 9, 12 et 13 du decret du 12 decembre 1899 sont completes ainsi qu'il suit · — V. *suprà*, Décr. 12 dec. 1899, art. 1, 5, 6, 7, 9, 12 *et* 13.

CHAPITRE II.

Des prisons, maisons d'arrêt et de justice.

Art. 603. Indépendamment des prisons établies pour peines, il y aura dans chaque arrondissement, près du tribunal de première instance, une maison d'arrêt pour y retenir les prévenus; et, pres de chaque cour d'assises, une maison de justice pour y retenir ceux contre lesquels il aura éte rendu une ordonnance de prise de corps. — *Instr.* 100, 104, 107, 110, 490, 500; *Pén.* 122, 237.

Art. 604. Les maisons d'arrêt et de justice seront entièrement distinctes des prisons etablies pour peines.

Art. 605. Les préfets veilleront à ce que ces différentes maisons soient non seulement sûres, mais propres, et telles que la santé des prisonniers ne puisse être aucunement altérée.

Art. 606. Les gardiens de ces maisons seront nommés par les prefets.

Art. 607. Les gardiens des maisons d'arrêt, des maisons de justice et des prisons, seront tenus d'avoir un registre.

Ce registre sera signé et parafé à toutes les pages, par le juge d'instruction, pour les maisons d'arrêt; par le président de la cour d'assises, ou, en son absence, par le président du tribunal de première instance, pour les maisons de justice; et par le préfet, pour les prisons pour peines. — *Pén.* 120.

Art. 608. Tout exécuteur de mandat d'arrêt, d'ordonnance de prise de corps, d'arrêt ou de jugement de condamnation, est tenu, avant de remettre au gardien la personne qu'il conduira, de faire inscrire sur le registre l'acte dont il sera porteur; l'acte de remise sera écrit devant lui.

Le tout sera signé tant par lui que par le gardien.

Le gardien lui en remettra une copie signée de lui, pour sa décharge. — *Instr.* 100, 104, 107, 110.

Art. 609. Nul gardien ne pourra, à peine d'être poursuivi et puni comme coupable de détention arbitraire, recevoir ni retenir aucune personne qu'en vertu soit d'un mandat de dépôt, soit d'un mandat d'arrêt décerné selon les formes prescrites par la loi, soit d'un arrêt de renvoi devant une cour d'assises, d'un décret d'accusation ou d'un arrêt ou jugement de condamnation à peine afflictive ou à un emprisonnement, et sans que la transcription en ait été faite sur son registre. — *Instr.* 91, 618; *Pén.* 119, 120.

Art. 610. Le registre ci-dessus mentionné contiendra également, en marge de l'acte de remise, la date de la sortie du prisonnier, ainsi que l'ordonnance, l'arrêt ou le jugement en vertu duquel elle aura lieu.

Art. 611. Le juge d'instruction est tenu de visiter, au moins une fois par mois, les personnes retenues dans la maison d'arrêt de l'arrondissement.

Une fois au moins dans le cours de chaque session de la cour d'assises, le président de cette cour est tenu de visiter les personnes retenues dans la maison de justice.

Le préfet est tenu de visiter, au moins une fois par an, toutes les maisons de justice et prisons, et tous les prisonniers du département.

Art. 612. Indépendamment des visites ordonnées par l'article précédent, le maire de chaque commune où il y aura soit une maison d'arrêt, soit une maison de justice, soit une prison, et dans les communes où il y aura plusieurs maires, le préfet de police ou le commissaire général de police, est tenu de faire, au moins une fois par mois, la visite de ces maisons.

Art. 613. (*L. 14 juillet* 1865.) Le préfet de police à Paris, le préfet dans les villes où il remplit les fonctions de préfet de police, et le maire dans les autres villes ou communes, veilleront à ce que la nourriture des prisonniers soit suffisante et saine; la police de ces maisons leur appartiendra.

Le juge d'instruction et le président des assises pourront néanmoins donner respectivement tous les ordres qui devront être exécutés dans les maisons d'arrêt et de justice, et qu'ils croiront nécessaires, soit pour l'instruction, soit pour le jugement.

Lorsque le juge d'instruction croira devoir prescrire, à l'égard d'un inculpé, une interdiction de communiquer, il ne pourra le faire que par une ordonnance qui sera transcrite sur le registre de la prison. Cette interdiction ne pourra s'étendre au delà de dix jours; elle pourra toutefois être renouvelée. Il en sera rendu compte au procureur général.

L'article 613 *a été modifié de nouveau par l'article* 8 *de la loi du* 8 *décembre* 1897, *ainsi conçu :*

Loi du 8 décembre 1897, *ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction en matière de crimes et de délits* (**D. P.** 97. 4. 113). — Art. 8. Si l'inculpé reste détenu, il peut, aussitôt la première comparution, communiquer librement avec son conseil.

Le paragraphe final ajouté par la loi du 14 juillet 1865 à l'article 613 du Code d'instruction criminelle est abrogé en ce qui concerne les maisons d'arrêt ou de dépôt soumises au régime cellulaire. Dans toutes les autres, le juge d'instruction aura le droit de prescrire l'interdiction de communiquer pour une période de dix jours; il pourra la renouveler, mais pour une nouvelle période de dix jours seulement.

En aucun cas, l'interdiction de communiquer ne saurait s'appliquer au conseil de l'inculpé.

Ancien art. 613. — *Le maire, le préfet de police ou le commissaire général de police, veillera à ce que la nourriture des prisonniers soit suffisante et saine : la police de ces maisons lui appartiendra. — Le juge d'instruction et le président des assises pourront néanmoins donner respectivement tous les ordres qui devront être exécutés dans les maisons d'arrêt et de justice, et qu'ils croiront nécessaires, soit pour l'instruction, soit pour le jugement.*

V. la circulaire du ministre de la justice du 10 *décembre* 1897, *relative à l'application de la loi du* 8 *décembre* 1897, *suprà*, p. 76.

Art. 614. Si quelque prisonnier use de menaces, injures ou violences, soit à l'égard du gardien ou de ses préposés, soit à l'égard des autres prisonniers, il sera, sur les ordres de qui il appartiendra, resserré plus étroitement, enfermé seul, même mis aux fers en cas de fureur ou de violence grave, sans préjudice des poursuites auxquelles il pourrait avoir donné lieu. — *Pén.* 219, 220.

R. v° *Prisons*, 1 s. — **S.** *eod.* v°, 1 s.

CHAPITRE III.

Des moyens d'assurer la liberté individuelle contre les détentions illégales ou d'autres actes arbitraires.

Art. 615. En exécution des articles 77, 78, 79, 80, 81 et 82 de l'acte des constitutions du 22 frimaire an VIII, quiconque aura connaissance qu'un individu est détenu dans un lieu qui n'a pas été destiné à servir de maison d'arrêt, de justice ou de prison, est tenu d'en donner avis au juge de paix, au procureur du Roi [*au procureur de la République*] ou à son substitut, ou au juge d'instruction, ou au procureur général près la cour royale [*la cour d'appel*]. — *Pén.* 114, 119, 122, 341; *Pr.* 788.

Art. 616. Tout juge de paix, tout officier chargé du ministère public, tout juge d'instruction, est tenu d'office, ou sur l'avis qu'il en aura reçu, sous peine d'être poursuivi comme complice de détention arbitraire, de s'y transporter aussitôt, et de faire mettre en liberté la personne détenue, ou, s'il est allégué quelque cause légale de détention, de la faire conduire sur-le-champ devant le magistrat compétent.

Il dressera du tout son procès-verbal. — *T. cr.* 88.

Art. 617. Il rendra, au besoin, une ordonnance, dans la forme prescrite par l'article 95 du présent Code.

En cas de résistance, il pourra se faire assister de la force nécessaire; et toute personne requise est tenue de prêter main-forte.

Art. 618. Tout gardien qui aura refusé, ou de montrer au porteur de l'ordre de l'officier civil ayant la police de la maison d'arrêt, de justice, ou de la prison, la personne du détenu, sur la réquisition qui en sera faite, ou de montrer l'ordre qui le lui défend, ou de faire au juge de paix l'exhibition de ses registres, ou de lui laisser prendre telle copie que celui-ci croira nécessaire de partie de ses registres, sera poursuivi comme coupable ou complice de détention arbitraire. — *Instr.* 607, 609, 613; *Pén.* 120, 341.

CHAPITRE IV.

De la réhabilitation des condamnés.

Loi du 3 juillet 1852, promulguée le 6 du même mois.

Art. 619. (*L.* 10 *mars* 1898.) Tout condamné à une peine afflictive ou infamante, ou à une peine correctionnelle, peut être réhabilité.

Loi du 19 mars 1864, *qui étend aux notaires, aux greffiers et aux officiers ministériels destitués, le bénéfice de la loi du* 8 *juillet* 1852, *sur la réhabilitation* (**D. P.** 64. 4. 32). — Art 1er. Les notaires, les greffiers et les officiers ministeriels destitués, peuvent être relevés des déchéances et incapacités résultant de leur destitution.

2. Toutes les dispositions du Code d'instruction criminelle relatives a la rehabilitation des condamnés à une peine correctionnelle, sont declarees applicables aux demandes formees en vertu de l'article 1er.

Le délai de trois ans, fixé par le dernier paragraphe de l'article 620 du Code d'instruction criminelle, court du jour de la cessation des fonctions.

Ancien art. 619 [TEXTE DE 1808]. — *Tout condamné à une peine afflictive ou infamante qui aura subi sa peine, pourra être réhabilité. — La demande en réhabilitation ne pourra être formée par les condamnés aux travaux forcés à temps ou à la réclusion, que cinq ans après l'expiration de leur peine; et par les condamnés à la peine du carcan, que cinq ans à compter du jour de l'exécution de l'arrêt.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *Tout condamné à une peine afflictive ou infamante qui aura subi sa peine, ou qui aura obtenu, soit des lettres de commutation, soit des lettres de grâce, pourra être réhabilité. — La demande en réhabilitation ne pourra être formée par les condamnés aux travaux forcés à temps, à la détention ou à la réclusion, que cinq ans après l'expiration de leur peine; et par les condamnés à la dégradation civique, qu'après cinq ans à compter du jour où la condamnation sera devenue irrévocable, et cinq ans après qu'ils auront subi la peine de l'emprisonnement, s'ils y ont été condamnés. En cas de commutation, la demande en réhabilitation ne pourra être formée que cinq ans après l'expiration de la nouvelle peine, et, en cas de grâce, que cinq ans après l'enregistrement des lettres de grâce.*

[TEXTE DE LA LOI DU 3 JUILLET 1852]. — *Tout condamné à une peine afflictive ou infamante, ou à une peine correctionnelle, qui a subi sa peine, ou qui a obtenu des lettres de grâce, peut être réhabilité.*

§ 1. LEGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 10 MARS 1898 : **R.** V° *Réhabilitation*, 1 s. — **S.** *eod* v°, 1 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 1 s.

§ 2. LOI DU 10 MARS 1898 : **D. P.** 98. 4. 36.

Sur la réhabilitation disciplinaire, **V. C. instr. crim. ann.**, p. 1244.

1. Le droit de former une demande en réhabilitation en matière correctionnelle ou criminelle, et de suivre sur cette demande, est inhérente à la personne du condamné; il n'est pas transmissible à ses héritiers. — Paris, 19 févr. 1897, D. P. 97. 2. 223.

2. Un condamné n'est pas recevable à demander la réhabilitation uniquement à l'occasion de l'une seulement des condamnations qu'il a subies et qui a entraîné des déchéances ou des incapacités; il doit se faire réhabiliter pour toutes les condamnations qui figurent sur son casier judiciaire, même pour celles qui n'ont entraîné aucune incapacité. — Orléans, 19 juill. 1887, D. P. 88. 2. 273.

3. L'individu condamné à l'emprisonnement, avec sursis à l'application de la peine, ne peut, pendant la durée du sursis, solliciter sa réhabilitation. — Cr. r. 1er mars 1907, D. P. 1907. 1. 216.

Art. 620. (*L.* 3 *juillet* 1852.) La demande en réhabilitation pour les condamnés à une peine afflictive ou infamante ne peut être formée que cinq ans après le jour de leur libération.

Néanmoins, ce délai court, au profit des condamnés à la dégradation civique, du jour où la condamnation est devenue irrévocable, ou de celui de l'expiration de la peine de l'emprisonnement, si elle a été prononcée.

Il court, au profit du condamné *à la surveillance de la haute police* prononcée comme peine principale, du jour où la condamnation est devenue irrévocable.

Le délai est réduit à trois ans pour les condamnés à une peine correctionnelle. — *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 620. — *Nul ne sera admis à demander sa réhabilitation, s'il ne demeure depuis cinq ans dans le même arrondissement communal, s'il n'est pas domicilié depuis deux ans accomplis dans le territoire de la municipalité à laquelle sa demande est adressée, et s'il ne joint à sa demande des attestations de bonne conduite qui lui auront été données par les conseils municipaux et par les municipalités dans le territoire desquelles il aura demeuré ou résidé pendant le temps qui aura précédé sa demande. — Ces attestations de bonne conduite ne pourront lui être délivrées qu'à l'instant où il quitterait son domicile ou son habitation. — Les attestations exigées ci-dessus devront être approuvées par le sous-préfet et le procureur impériaux ou son substitut, et par les juges de paix des lieux où il aura demeuré ou résidé.*

S. V° *Réhabilitation*, 35 s.

Art. 621. (*L.* 3 *juillet* 1852.) Le condamné à une peine afflictive ou infamante ne peut être admis à demander sa réhabilitation s'il n'a résidé dans le même arrondissement depuis cinq années, et, pendant les deux dernières années, dans la même commune.

Le condamné à une peine correctionnelle ne peut être admis à demander sa réhabilitation s'il n'a résidé dans le même arrondissement depuis trois années, et, pendant les deux dernières, dans la même commune.

(*L.* 14 *août* 1885.) « Les condamnés qui ont passé tout ou partie de ce temps sous les drapeaux, ceux que leur profession oblige à des déplacements inconciliables avec une résidence fixe, pourront être affranchis de cette condition s'ils justifient, les premiers, d'attestations satisfaisantes de leurs chefs militaires; les seconds, de certificats de leurs patrons ou chefs d'administration constatant leur bonne conduite.

« Ces attestations et certificats sont délivrés dans les conditions de l'article 624. »

Ancien art. 621. — *La demande en réhabilitation, les attestations exigées par l'article précédent, et l'expédition du jugement de condamnation, seront déposées au greffe de la cour impériale dans le ressort de laquelle résidera le condamné.*

S. V° *Réhabilitation*, 40 s. — *Loi du* 14 *août* 1885 : **D. P.** 85. 4. 60.

Art. 622. (*L.* 3 *juillet* 1852.) Le condamné adresse la demande en réhabilitation au procureur impérial [*au procureur de la République*] de l'arrondissement, en faisant connaître : 1° la date de sa condamnation; 2° les lieux où il a résidé depuis sa libération, s'il s'est écoulé après cette époque un temps plus long que celui fixé par l'article 620.

Ancien art. 622. — *La requête et les pièces seront communiquées au procureur général : il donnera ses conclusions motivées et par écrit*

S. V° *Réhabilitation*, 46 s.

1. Doivent être ranges dans la categorie des personnes que leur profession oblige a des deplacements inconciliables avec une residence fixe : ... ceux qui resident chez leur pere, dont les fonctions sont incompatibles avec une residence fixe. — Poitiers, 3 juin 1891, S. V° *Réhabilitation*, 44.

2. ... Les clercs de notaires et employes stagiaires des greffes. — Bourges, 30 juill. 1891, S. V° *Réhabilitation*, 44.

3. ... Les domestiques. — Poitiers, 18 juin 1889, D. P. 90. 2. 310.

4. Ainsi, les domestiques peuvent être rehabilites bien qu'ils n'aient pas reside pendant cinq ou trois ans dans un même arrondissement, si les changements de residence ne doivent pas leur être imputes a faute. — Même arrêt.

Art. 623. (*L.* 14 *août* 1885.) Il doit, sauf le cas de prescription, justifier du payement des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts, ou de la remise qui lui en a été faite.

A défaut de cette justification, il doit établir qu'il a subi le temps de contrainte par corps déterminé par la loi, ou que la partie lésée a renoncé à ce moyen d'exécution.

S'il est condamné pour banqueroute frauduleuse, il doit justifier du payement du passif de la faillite en capital, intérêts et frais, ou de la remise qui lui en a été faite.

Néanmoins, si le demandeur justifie qu'il est hors d'état de se libérer des frais de justice, la cour peut accorder la réhabilitation, même dans

le cas où ces frais n'auraient pas été payés ou ne l'auraient été qu'en partie.

En cas de condamnation solidaire, la cour fixe la part des frais de justice, des dommages-intérêts ou du passif qui doit être payée par le demandeur.

Si la partie lésée ne peut être retrouvée, ou si elle refuse de recevoir, il est fait dépôt de la somme due à la Caisse des dépôts et consignations, dans la forme des articles 812 et suivants du Code de procédure civile; si la partie ne se présente pas dans un délai de cinq ans; pour se faire attribuer la somme consignée, cette somme est restituée au déposant sur sa simple demande.

Ancien art. 623 [TEXTE DE 1808]. — *L'affaire sera rapportée à la chambre criminelle.*
[TEXTE DE LA LOI DU 3 JUILLET 1852]. — *Il doit justifier du payement des frais de justice, de l'amende et des dommages-intérêts auxquels il a pu être condamné; ou de la remise qui lui en a été faite. — A défaut de cette justification, il doit établir qu'il a subi le temps de contrainte par corps déterminé par la loi, ou que la partie lésée a renoncé à ce moyen d'exécution. — S'il est condamné pour banqueroute frauduleuse, il doit justifier du payement du passif de la faillite, en capital, intérêts et frais; ou de la remise qui lui en a été faite.*

S. V° *Réhabilitation*, 19 s, 49 s. — *Loi du* 14 *août* 1885 : **D. P.** 85. 4. 60.

Art. 624. (*L.* 14 *août* 1885.) Le procureur de la République provoque des attestations des maires des communes où le condamné a résidé, faisant connaître :

1° La durée de sa résidence dans chaque commune, avec indication du jour où elle a commencé et de celui où elle a fini;

2° Sa conduite pendant la durée de son séjour;

3° Ses moyens d'existence pendant le même temps.

Ces attestations doivent contenir la mention expresse qu'elles ont été rédigées pour servir à l'appréciation de la demande en réhabilitation.

Le procureur de la République prend, en outre, l'avis des juges de paix des cantons et celui des sous-préfets des arrondissements où le condamné a résidé.

Ancien art. 624 [TEXTE DE 1808]. — *La cour et le ministère public pourront, en tout état de cause, ordonner de nouvelles informations.*
[TEXTE DE LA LOI DU 3 JUILLET 1852]. — *Le procureur impérial provoque, par l'intermédiaire du sous-préfet, des attestations délibérées par les conseils municipaux des communes où le condamné a résidé, faisant connaître : — 1° La durée de sa résidence dans chaque commune, avec indication du jour où elle a commencé, et de celui auquel elle a fini; — 2° Sa conduite pendant la durée de son séjour; — 3° Ses moyens d'existence pendant le même temps. Ces attestations doivent contenir la mention expresse qu'elles ont été rédigées pour servir à l'appréciation de la demande en réhabilitation. — Le procureur impérial prend, en outre, l'avis du maire des communes et du juge de paix des cantons où le condamné a résidé, ainsi que celui du sous-préfet de l'arrondissement.*

S. V° *Réhabilitation*, 53. — *Loi du* 14 *août* 1885 : **D. P.** 85. 4. 60.

Art. 625. (*L.* 3 *juillet* 1852.) Le procureur impérial [*le procureur de la République*] se fait délivrer : 1° une expédition de l'arrêt de condamnation; 2° un extrait des registres des lieux de détention où la peine a été subie, constatant quelle a été la conduite du condamné.

Il transmet les pièces avec son avis au procureur général.

Ancien art 625. — *La notice de la demande en réhabilitation en sera insérée au journal judiciaire du lieu où siège la cour qui devra donner son avis, et du lieu où la condamnation aura été prononcée.*

S. Vo *Réhabilitation*, 53 s.

Art. 626. (*L.* 3 *juillet* 1852.) La cour dans le ressort de laquelle réside le condamné est saisie de la demande.

Les pièces sont déposées au greffe de cette cour par les soins du procureur général.

Ancien art. 626. — *La cour, le procureur général entendu, donnera son avis.*

Art. 627. (*L.* 3 *juillet* 1852.) Dans les deux mois du dépôt, l'affaire est rapportée à la chambre d'accusation; le procureur général donne ses conclusions motivées et par écrit.

Il peut requérir en tout état de cause, et la cour peut ordonner, même d'office, de nouvelles informations, sans qu'il puisse en résulter un retard de plus de six mois.

Ancien art. 627. — *Cet avis ne pourra être donné que trois mois au moins après la présentation de la demande en réhabilitation.*

S. Vo *Réhabilitation*, 55 s.

Art. 628. (*L.* 14 *août* 1885.) La cour, le procureur général et la partie ou son conseil entendus, statue sur la demande

Ancien art. 628 [TEXTE DE 1808]. — *Si la cour est d'avis que la demande en réhabilitation ne peut être admise, le condamné pourra se pourvoir de nouveau après un nouvel intervalle de cinq ans.*

[TEXTE DE LA LOI DU 3 JUILLET 1852.] — *La cour, le procureur général entendu, donne son avis motivé.*

S. Vo *Réhabilitation*, 55 s. — *Loi du* 14 *août* 1885 : D. P. 85. 4. 60.

Depuis la loi du 14 août 1885, il est reconnu que les arrêts par lesquels les chambres des mises en accusation accueillent ou rejettent une demande en rehabilitation constituent des decisions qui peuvent être déferees à la cour de cassation par le pourvoi des parties dans les cas et les conditions ordinaires. — Cr. r. 21 nov. 1895, D. P. 96. 1. 167.

Art. 629. (*L.* 14 *août* 1885.) En cas de rejet, une nouvelle demande ne peut être formée avant l'expiration d'un délai de deux années.

Ancien art. 629 [TEXTE DE 1808]. — *Si la cour pense que la demande en réhabilitation peut être admise, son avis, ensemble les pièces exigées par l'article* 620, *seront, par le procureur général, et dans le plus bref délai, transmis au ministre de la justice, qui pourra consulter le tribunal qui aura prononcé la condamnation.*

[TEXTE DE LA LOI DU 2 JUILLET 1852]. — *Si l'avis de la cour n'est pas favorable à la réhabilitation, une nouvelle demande ne peut être formée avant l'expiration d'un délai de deux années.*

S. Vo *Réhabilitation*, 60. — *Loi du* 14 *août* 1885 : D. P. 85. 4. 60.

Le delai de deux ans de l'art. 629 ne s'applique pas au cas où la demande a ete rejetee pour insuffisance de la duree de residence dans le même arrondissement, sans statuer au fond. — Bourges, 20 févr. 1890, S. Vo *Réhabilitation*, 60.

Art. 630. (Modifié par L. 3 juillet 1852 et abrogé par L. 14 août 1885.) *Si l'avis est favorable, il est; avec les pièces produites, transmis par le procureur général, et dans le plus bref délai possible, au ministre de la*

justice, qui peut consulter la cour ou le tribunal qui a prononcé la condamnation.

Art. 631. (Modifié par L. 3 juillet 1852 et abrogé par L. 14 août 1885.) *L'empereur statue sur le rapport du ministre de la justice.*

Art. 632. (Modifié par L. 3 juillet 1852 et abrogé par L. 14 août 1885.) *Des lettres de réhabilitation seront expédiées en cas d'admission de la demande.*

Art. 633. (*L. 14 août* 1885.) Si la réhabilitation est prononcée, un extrait de l'arrêt est adressé par le procureur général à la cour ou au tribunal qui a prononcé la condamnation, pour être transcrit en marge de la minute de l'arrêt ou du jugement.

Mention en est faite au casier judiciaire. Les extraits délivrés aux parties ne doivent pas relever la condamnation.

Le réhabilité peut se faire délivrer une expédition de la réhabilitation et un extrait du casier judiciaire, sans frais.

Ancien art. 633 [TEXTE DE 1808]. — *La réhabilitation fera cesser, pour l'avenir, dans la personne du condamné, toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation.*

[TEXTE DE LA LOI DU 3 JUILLET 1852]. — *Les lettres de réhabilitation sont adressées à la cour qui a délibéré l'avis. Une copie authentique en est adressée à la cour ou au tribunal qui a prononcé la condamnation. Ces lettres seront transcrites en marge de la minute de l'arrêt ou du jugement de condamnation.*

S. Vo *Réhabilitation*, 58 s. — *Loi du* 14 *août* 1885 : **D. P.** 85. 4. 60.

Art. 634. (*L.* 10 *mars* 1898.) La réhabilitation efface la condamnation et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultaient.

(Abrogé par L. 30 décembre 1903.) *Les interdictions prononcées par l'article* 612 *du Code de commerce sont maintenues, nonobstant la réhabilitation obtenue en vertu des dispositions qui précèdent.*

Les individus qui sont en état de récidive légale, ceux qui, après avoir obtenu la réhabilitation, auront encouru une nouvelle condamnation, ceux qui, condamnés contradictoirement ou par contumace à une peine afflictive ou infamante, ont prescrit contre l'execution de la peine, ne seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent qu'après un délai de dix années écoulées depuis leur libération ou depuis la prescription.

Néanmoins, les récidivistes qui n'auront subi aucune peine afflictive ou infamante et les réhabilités qui n'auront encouru qu'une condamnation à une peine correctionnelle seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent après un délai de six années écoulées depuis leur libération.

Seront également admis au bénéfice des dispositions qui précèdent, après un délai de six années écoulées depuis la prescription, les condamnés contradictoirement ou par défaut à une peine correctionnelle qui auront prescrit contre l'exécution de la peine.

Les condamnés contradictoirement, les condamnés par contumace ou par défaut, qui ont prescrit contre l'exécution de la peine, seront tenus, outre les conditions ci-dessus énoncées, de justifier qu'ils n'ont encouru, pendant les délais de la prescription, aucune condamnation pour faits qualifiés crimes ou délits et qu'ils ont eu une conduite irréprochable.

Ancien art. 634 [TEXTE DE 1808]. — *Le condamné pour récidive ne sera jamais admis à la réhabilitation.*

[TEXTE DE LA LOI DU 3 JUILLET 1852]. — *La réhabilitation fait cesser pour l'avenir, dans la personne du condamné, toutes les incapacités qui résultaient de la condamnation.*

[TEXTE DE LA LOI DU 14 AOUT 1885]. — *La réhabilitation efface la condamnation et fait cesser pour l'avenir toutes les incapacités qui en résultaient. — Les interdictions prononcées par l'article* 612 *du Code de commerce sont maintenues, nonobstant la réhabilitation obtenue en vertu des dispositions qui précèdent. — Les individus qui sont en état de récidive légale, ceux qui, après avoir obtenu la réhabilitation, auront encouru une nouvelle condamnation, ne seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent qu'après un délai de dix années écoulées depuis leur libération. — Néanmoins, les récidivistes qui n'auront subi aucune peine afflictive ou infamante et les réhabilités qui n'auront encouru qu'une condamnation à une peine correctionnelle seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent, après un délai de six années écoulées depuis leur libération.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 10 MARS 1898 : **S.** V° *Réhabilitation*, 62 s.

§ 2. LOI DU 10 MARS 1898 **D. P.** 98 4. 36

§ 3 LOI DU 30 DÉC 1903 : **D. P.** 1904. 4. 1 s.

Réhabilitation de droit.

Loi du 5 août 1899,

(Modifiée par la loi du 11 juillet 1900)

Sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit (**D. P.** 1900. 4 60).

Art. 10. Lorsqu'il se sera écoulé dix ans, dans le cas prévu par l'article 8, § 1 et 2, sans que le condamné ait subi de nouvelles condamnations à une peine autre que l'amende, la réhabilitation lui sera acquise de plein droit.

Le délai sera de quinze ans dans les cas prévus par l'article 8, § 3, et de vingt ans dans le cas prévu par l'article 8, § 4. (V. *suprà, L. 5 août* 1899, *art.* 8.)

Sur la réhabilitation de droit, **V. C. instr. crim. ann.**, p. 1243 s.

CHAPITRE V.

De la prescription.

Art. 635. Les peines portées par les arrêts ou jugements rendus en matière criminelle se prescriront par vingt années révolues, à compter de la date des arrêts ou jugements.

Néanmoins, le condamné ne pourra résider dans le département où demeuraient, soit celui sur lequel ou contre la propriété duquel le crime aurait été commis, soit ses héritiers directs.

Le Gouvernement pourra assigner au condamné le lieu de son domicile. — *Pén.* 229; *Civ.* 32.

R. V° *Prescript. crim.*, 30 s. — **S.** *eod.* V°, 12 s.

Art. 636. Les peines portées par les arrêts ou jugements rendus en matière correctionnelle se prescriront par cinq années révolues, à compter de la date de l'arrêt ou jugement rendu en dernier ressort; et à l'égard des peines prononcées par les tribunaux de première instance, à compter du

jour où ils ne pourront plus être attaqués par la voie de l'appel. — *Instr.* 194, 203, 205, 211.

R. v° *Prescript. crim.*, 30 s., 105 s. — S. *eod.* v°, 12 s., 185 s.

La prescription d'une peine d'emprisonnement, prononcée avec sursis à l'exécution, ne court, en cas de déchéance du sursis, qu'à partir du moment où la condamnation qui a entraîné la déchéance est devenue définitive. — Limoges, 26 oct. 1899, D. P. 1901. 2. 509.

Art. 637. L'action publique et l'action civile résultant d'un crime de nature à entraîner la peine de mort ou des peines afflictives perpétuelles, ou de tout autre crime emportant peine afflictive ou infamante, se prescriront après dix années révolues, à compter du jour où le crime aura été commis, si, dans cet intervalle, il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite.

S'il a été fait, dans cet intervalle, des actes d'instruction ou de poursuite non suivis de jugement, l'action publique et l'action civile ne se prescriront qu'après dix années révolues, à compter du dernier acte, à l'égard même des personnes qui ne seraient pas impliquées dans cet acte d'instruction ou de poursuite. — *Instr.* 2; *Civ.* 2244; *Pr.* 239.

Art. 638. Dans les deux cas exprimés en l'article précédent, et suivant les distinctions d'époques qui y sont établies, la durée de la prescription sera réduite à trois années révolues, s'il s'agit d'un délit de nature à être puni correctionnellement.

R. v° *Prescript. crim.*, 18 s. — S. *eod.* v°, 4 s. — T. (87-97), *eod.* v°, 1 s.

1. La prescription du délit d'abus de confiance, commis par un emprunteur, un dépositaire, un mandataire, un locataire, ne peut courir qu'à partir de l'époque où une mise en demeure restée infructueuse a fait ressortir le refus ou l'impossibilité de celui-ci de restituer, et non pas à partir du dépôt ou de la remise de la chose qui a été détournée ou dissipée. — Paris, 9 juill. 1890, D. P. 91. 5. 412.

2. Dans le délai de la prescription de dix ou de trois ans, il faut exclure le *dies à quo*. — Cr. r. 1er juin 1894, D. P. 94. 1. 574.

3. L'action civile en réparation d'un dommage résultant d'un crime ou d'un délit se prescrit par le même laps de temps que l'action publique, soit qu'on l'intente simultanément avec l'action publique, soit qu'on la forme séparément. — Paris, 27 mai 1891, D. P. 92. 2. 573. — Grenoble, 26 nov. 1892, D. P. 93. 2. 270. — Aix, 23 nov. 1893, D. P. 94. 2. 566. — Douai, 7 mai 1894, D. P. 95. 2. 15. — Alger, 23 févr. 1895, D. P. 96. 2. 479. — Req. 2 févr. 1901, D. P. 1904. 1. 175.

4. L'action civile en réparation du préjudice causé par un délit de vol est soumise à la même prescription que l'action publique; mais l'action en revendication des choses volées ne se prescrit que par trente ans contre le possesseur de mauvaise foi. — Civ. r. 7 févr. 1910, D. P. 1910. 1. 201, et la note.

5. Un acte d'instruction ou de poursuite, dans le cas où il est régulier en la forme et émane d'un fonctionnaire compétent, interrompt la prescription, alors même qu'il aurait eu lieu devant un juge incompétent. — Cr. r. 4 mai 1893, D. P. 94. 1. 54. — Bordeaux, 11 déc. 1895, D. P. 96. 2. 425.

6. La citation donnée à la requête de la partie civile est interruptive de la prescription. — Cr. r. 14 févr. 1890, D. P. 91. 1. 281. — Cr. r. 23 mars 1893, D. P. 97. 1. 494.

7. Les remises de causes sont de véritables jugements préparatoires, ayant le caractère d'actes d'instruction et de poursuite, et par conséquent sont de nature à interrompre la prescription; dès l'instant que le prévenu assiste à l'audience à laquelle la remise est ordonnée, la prescription est interrompue. — Cr. r. 12 juin 1891, D. P. 93. 1. 190. — Cr. c. 13 mai 1893, D. P. 95. 1. 300. — Cr. c. 1er juin 1894, D. P. 94. 1. 574.

8. Une remise de cause est régulièrement constatée par des notes d'audience du greffier qui présentent un caractère suffisant d'authenticité par suite de la signature du greffier et du président. — Paris, 14 févr. 1890, D. P. 90. 2. 309. — Cr. r. 12 juin 1891, D. P. 93. 1. 190.

9. L'appel formé contre un jugement de condamnation est un acte d'instruction et de poursuite qui interrompt la prescription de l'action publique. — Cr. r. 16 mai 1889, D. P. 90. 1. 189. — Cr. c. 30 nov. 1889 (sol. impl.), D. P. 90. 1. 405. — Cr. r. 23 mars 1893, D. P. 95. 1. 594.

10. Le pourvoi suspend le cours de la prescription alors même qu'il serait non recevable. — Cr. r. 8 nov. 1889, D. P. 90. 1. 329.

11. L'appel interjeté par le prevenu, contre un jugement correctionnel, produit un effet interruptif, non seulement en ce qui concerne l'action publique, mais aussi à l'egard de l'action civile appartenant à la partie lesée. — Cr. r. 8 nov. 1887, D. P. 89. 1. 221.

12. Les actes interruptifs de la prescriptions de l'action publique n'interrompent la prescription de l'action civile qu'autant que les deux actions ont la même cause. — Cr. c. 22 fevr 1907, D. P. 1908. 1. 542.

13. Ainsi, l'instruction suivie à la requête du ministere public sous l'inculpation d'un délit de droit commun, n'interrompt pas la prescription de l'action de la Regie relativement à une contravention fiscale, alors que l'action publique et l'action de la Regie, loin d'avoir la même cause, ont leurs sources dans deux faits distincts; et la connexite existant entre les infractions ne peut avoir pour effet de modifier les regles de la prescription. — Même arrêt.

14. Les actes d'instruction et de poursuite interrompent la prescription même a l'egard des personnes qui ne sont pas specialement impliquees et designees dans ces actes. — Orleans, 8 nov. 1887, D. P. 88. 2. 97, et la note de M. Garraud.

15. Il n'est pas necessaire que les actes de poursuite et d'information, pour être interruptifs de la prescription, soient connus de l'inculpe. — Douai, 7 mai 1894, D. P. 95. 2. 15.

16. La prescription est interrompue, en toute matiere, a l'egard *de tous ceux* qui peuvent avoir pris part au fait delictueux, par les actes d'instruction et de poursuite dirigés contre *quelques-uns d'entre eux*, et ayant eu pour objet la découverte des coupables — Cr. r. 3 nov. 1887, D P 89 1. 221. — Cr. c. 21 juin 1889, D. P. 90. 1. 94.

17. La prescription de quatre mois, édictee par l'art. 7 de l'ordonnance du 11 juin 1816, ne s'applique pas a l'action correctionnelle qui resulte de contraventions aux lois et reglements en matiere de contributions indirectes et qui sera exercee dans les delais et formes ordinaires. — L. 30 janv. 1907, art 22, D P. 1907. 4. 21.

Art. 639. Les peines portées par les jugements rendus pour contravention de police seront prescrites après deux années révolues, savoir : pour les peines prononcées par arrêt ou jugement en dernier ressort, à compter du jour de l'arrêt; et, à l'égard des peines prononcées par les tribunaux de première instance, a compter du jour où ils ne pourront plus être attaqués par la voie de l'appel. — *Instr.* 172, 174.

Sur la prescription des amendes pour contraventions a la police du roulage, V. Appendice au **C. pén.**, v° *Police du roulage*, *L.* 30 *mai* 1851, *art.* 27.

Art. 640. L'action publique et l'action civile pour une contravention de police, seront prescrites après une année révolue, à compter du jour où elle aura été commise, même lorsqu'il y aura eu procès-verbal, saisie, instruction ou poursuite, si, dans cet intervalle, il n'est point intervenu de condamnation; s'il y a eu un jugement définitif de première instance, de nature à être attaqué par la voie de l'appel, l'action publique et l'action civile se prescriront après une année révolue, à compter de la notification de l'appel qui en aura été interjeté.

R. v° *Prescript. crim*, 77 s., 151 s. — **S.** *eod.* v°, 41 s, 158 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 23 s.

1 Les actes de poursuite n'interrompent pas la prescription a l'egard des simples contraventions de police, mais seulement à l'egard des crimes et des delits. — Cr. c. 14 avr 1893, D. P. 94 1. 311.

2 En matière de contravention de grande voirie, la prescription annale est interrompue par un arrêté du conseil de prefecture rendu par defaut, et elle recommence à courir, non du jour ou l'op-

position a été faite à cet arrêté par la partie condamnée, mais du jour où l'opposition a été notifiée à l'Administration. — Cons d'Ét. 17 fevr. 1888, D. P. 89 3. 47.

3. La règle d'apres laquelle les contraventions de police sont prescrites par un an à compter du jour où elles ont ete commises, si dans cet intervalle il n'est pas intervenu de condamnation, comporte une exception lorsqu'il existe un jugement passe en force de chose jugee qui a prononce le sursis pour permettre à la juridiction compétente de statuer sur une question préjudicielle. — Cr. r. 23 nov. 1900, D. P. 1902. 1. 527.

4. Le pourvoi en cassation, en matière de simple police, comme en matière de crimes et de delits, produit à la fois un effet *interruptif* et *suspensif*. il a pour effet d'interrompre la prescription de l'action, et de plus la prescription est suspendue pendant la duree de l'instance en cassation. — Cr. r. 9 juin 1888, D. P. 88. 1 399.

5. L'action publique resultant du pourvoi forme par le ministre contre un arrêté du conseil de préfecture, en matière de contravention de grande voirie, est prescrite lorsqu'une année est révolue depuis la notification du recours à la partie intéressée, sans qu'il ait été statue par le conseil d'État. — Cons d'Ét. 8 janv. 1886, D. P. 87. 3. 58. — Cons. d'Ét. 17 fevi. 1888, D P. 89. 3. 47.

Art. 641. En aucun cas, les condamnés par défaut ou par contumace, dont la peine est prescrite, ne pourront être admis à se présenter pour purger le défaut ou la contumace. — *Instr.* 149, 186, 465, 470; *Civ.* 32.

R. v° *Prescript. crim*, 39. — **S.** *eod. v°*, 205.

Art. 642. Les condamnations civiles portées par les arrêts ou par les jugements rendus en matière criminelle, correctionnelle ou de police, et devenus irrévocables, se prescriront d'après les règles établies par le Code civil. — *Civ.* 2219, 2262.

R. v° *Prescript crim*, 41 s., 98 — **S.** *eod. v°*, 24 s.

Art. 643. Les dispositions du présent chapitre ne dérogent point aux lois particulières relatives à la prescription des actions résultant de certains délits ou de certaines contraventions. — *Pén.* 484.

R. v° *Prescript. crim*, 180 s — **S.** *eod. v°*, 214 s.

1. La fausse declaration sur la nature des marchandises expediees par chemin de fer constitue un delit, se prescrivant par trois ans, quoique qualifiee de contravention par la loi du 15 juill. 1845. — Toulouse, 7 fevr. 1889, D. P. 90. 1. 259.

2. Les infractions commises à la loi du 17 juill. 1889, qui interdit les candidatures multiples, ainsi que la publication et la distribution des bulletins, circulaires ou professions de foi des candidats avant le dépôt à la prefecture de leur declaration de candidature, se prescrivent par trois ans, conformément aux art 637 et 638 du present Code. — Cr. r. 13 juin 1890, D P. 90. 1. 281, et le rapport de M le conseiller Vetelay.

3. L'action publique résultant des delits ruraux prevus par la loi des 28 sept.-6 oct 1791 se prescrit par un mois a compter du jour de l'infraction. — Cr. c 11 janv. 1896, D. P. 96. 1. 477 — Cr. r. 9 déc. 1904, D. P. 1905. 5. 29.

4. Cette prescription est interrompue par la plainte deposee au parquet et dans laquelle la personne lesee declare se constituer partie civile. — Cr. r. 9 dec 1904, precite

FIN DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

APPENDICE

AU

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

Division.

I. — Tarif général des frais de justice en matière criminelle (p. 247).

II. — Assistance judiciaire (p. 283).

III. — Procédure criminelle en Algérie (p. 284).

I. — TARIF GÉNÉRAL DES FRAIS DE JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE.

Décret du 18 juin 1811,

Contenant reglement pour l administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police, et tarif général des frais (Publie au *Bulletin des lois*, 4e serie, nº 7035).

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Art. 1er. L'Administration de l'enregistrement continuera de faire l'avance des frais de justice criminelle, pour les actes et procédures qui seront ordonnes d'office ou à la requête du ministère public; sauf à poursuivre, ainsi que de droit, le recouvrement de ceux desdits frais qui ne sont point à la charge de l'État, le tout dans la forme et selon les règles établies par notre present décret.

2. Sont compris sous la dénomination de frais de justice criminelle, sans distinction des frais d'instruction et de poursuite en matière de police correctionnelle et de simple police :

1º Les frais de translation des prévenus ou accusés, de transport des procedures et des objets pouvant servir à conviction ou à décharge;

2º Les frais d'extradition des prévenus, accusés ou condamnés;

3º Les honoraires et vacations des médecins, chirurgiens, sages-femmes, experts et interprètes;

4º Les indemnités qui peuvent être accordées aux témoins et aux jurés;

5º Les frais de garde de scellés et ceux de mise en fourrière;

6º Les droits d'expédition et autres alloués aux greffiers;

7º Les salaires des huissiers;

8º L'indemnité accordée aux officiers de justice dans les cas de transport sur le lieu du crime ou délit;

9º Les frais de voyage et de séjour accordés à nos conseillers dans les cours impériales, et à nos conseillers-auditeurs délégués pour compléter le nombre des juges d'une cour d'assises *ou spéciale*, ainsi qu'aux officiers du ministère public; autres néanmoins que les substituts en service près les cours d assises *et speciales* hors du chef-lieu, à l'égard desquels il a éte statué par l'article 10 de notre décret du 30 janvier 1811;

10º Les frais de voyage et de séjour auxquels l'instruction des procédures peut donner lieu;

11º Le port des lettres et paquets pour l'instruction criminelle;

12º Les frais d'impression des arrêts, jugements et ordonnances de justice;

13º Les frais d'exécution des jugements criminels et les gages des executeurs;

14º Les depenses assimilées à celles de l'instruction des procès criminels, et qui résulteront, savoir : des procedures d'office pour l'interdiction; des poursuites d'office en matière civile; des inscriptions hypothécaires requises par le ministère public; du transport des greffes.

3. Ne sont point compris sous la dénomination de frais de justice criminelle :

1° Les honoraires des conseils ou défenseurs des accusés, même de ceux qui sont nommés d'office, non plus que les droits et honoraires des avoués, dans les cas où leur ministère serait employé;

2° Les indemnité de route des militaires en activité de service, appelés en témoignage devant quelques juges ou tribunaux que ce soit, et ce conformément à l'article 69 de la loi du 28 germinal an VI, et à l'arrêté du Gouvernement du 22 messidor an V;

3° Les frais d'apposition des affiches d'arrêts, jugements ou ordonnances de justice, lesquels continueront à être payés par les communes, ainsi qu'il résulte des articles 9 et 10 de l'arrêté du Gouvernement du 27 brumaire an VI;

4° Les frais d'inhumation des condamnés et de tous cadavres trouvés sur la voie publique ou dans quelque autre lieu que ce soit, lesquels sont également à la charge des communes, aux termes de l'article 26 de notre décret du 23 prairial an XII, lors toutefois que les cadavres ne sont pas réclamés par les familles, et sauf le recours des communes contre les héritiers;

5° Les frais de translation des condamnés dans les bagnes, dans les maisons centrales de correction, etc., lesquels continueront d'être à la charge du ministère de l'intérieur, conformément à l'avis de notre Conseil d'Etat du 10 janvier 1807, approuvé par nous le 16 février suivant;

6° Les frais de conduite des mendiants et vagabonds qui ne sont point traduits devant les tribunaux, lesquels continueront d'être à la charge du ministère de l'intérieur, conformément à l'avis de notre Conseil d'Etat du 1er décembre 1807, approuvé par nous le 11 janvier 1808;

7° Les frais de translation de tous individus arrêtés par mesure de haute police, lesquels continueront à être payés par le ministère de la police, conformément au même avis;

8° Les frais de translation de tous condamnés évadés du lieu de leur détention, qui continueront à être supportés par les ministères de la guerre, de la marine, de l'intérieur et de la police, chacun en ce qui le concerne;

9° Les dépenses des prisons, maisons de correction, maisons de dépôt, d'arrêt et de justice, lesquelles resteront à la charge du ministère de l'intérieur, en vertu de la loi du 10 vendémiaire an IV, et de l'arrêté du Gouvernement du 23 brumaire suivant;

10° Les frais de translation des déserteurs de terre et de mer, qui sont à la charge des ministères de la guerre et de la marine;

11° Les dépenses occasionnées par les poursuites intentées devant les tribunaux militaires ou maritimes, et les frais de procédure qui ont lieu devant les tribunaux ordinaires contre les conscrits réfractaires et les déserteurs, lesquels sont également à la charge des ministeres de la guerre et de la marine, conformément aux articles 8 et 9 de notre décret du 8 juillet 1806;

12° Toutes autres dépenses, de quelque nature qu'elles soient, qui n'ont pas pour objet la recherche, la poursuite et la punition de crimes, délits ou contraventions de la compétence, soit de la haute cour impériale, soit des cours impériales, des cours d'assises *ou spéciales*, soit des tribunaux correctionnels ou de simple police, sauf les exceptions énoncées dans le titre II de notre présent décret.

TITRE Ier. — TARIF DES FRAIS.

CHAPITRE Ier. — DES FRAIS DE TRANSLATION DES PRÉVENUS OU ACCUSÉS, DE TRANSPORT DES PROCÉDURES ET DES OBJETS POUVANT SERVIR A CONVICTION OU A DÉCHARGE.

4. Les prévenus ou accusés seront conduits à pied par la gendarmerie, de brigade en brigade; néanmoins ils pourront, si des circonstances extraordinaires

l'exigent, être transférés, soit en voiture, soit à cheval, sur les requisitions motivées de nos officiers de justice (V. *infrà*, *Ordon.* 2 *mars* 1845, *art.* 3).

Les réquisitions seront rapportees en original, ou par copies dûment certifiées par les officiers qui donneront les ordres, à l'appui de chaque etat ou memoire de frais à fournir par ceux qui auront fait le transport.

5. Lorsque la translation par voie extraordinaire sera ordonnée d office, ou demandée par le prévenu ou accusé, à cause de l'impossibilité où il se trouverait de faire ou de continuer le voyage à pied, cette impossibilité sera constatee par certificat de médecin ou de chirurgien.

Ce certificat sera mentionne dans la réquisition, et y demeurera joint.

6. Dans les cas d'exception ci-dessus, la translation des prévenus ou accusés sera faite par les entrepreneurs généraux des transports et convois militaires, et aux prix de leur marché.

Dans les localités où le service des transports militaires ne sera point organisé, les réquisitions seront adressées aux officiers municipaux, qui y pourvoiront par les moyens ordinaires et aux prix les plus modérés.

7. Les prévenus et accusés pourront toujours se faire transporter en voiture à leurs frais, en se soumettant aux mesures de précaution que prescrira le magistrat qui aura ordonné la translation, ou le chef d'escorte chargé de l'exécuter.

8. La translation des prévenus ou accusés, soit dans l'intérieur de Paris, soit de Paris à Bicêtre et de Bicêtre à Paris, se fera toujours par voitures fermées et par un entrepreneur particulier, en vertu d'un marché passé par le préfet du département de la Seine, et qui ne pourra être exécuté qu'avec l'approbation de notre grand juge ministre de la justice.

9. Les procédures et les effets pouvant servir à conviction ou à décharge, seront transportés par les gendarmes chargés de la conduite des prévenus ou accusés.

Si, à raison du poids ou du volume, ces objets ne peuvent être transportes par les gendarmes, ils le seront, d'après un ordre par écrit du magistrat qui ordonnera le transport, soit par les messageries, soit par les entrepreneurs des transports et convois militaires, soit par toute autre voie plus économique, sauf les précautions convenables pour la sûreté des objets.

10. Les aliments et autres secours indispensablement nécessaires aux prévenus ou accusés pendant leur translation, leur seront fournis dans les prisons et maisons d'arrêt des lieux de la route.

Cette dépense ne sera point considérée comme faisant partie des frais généraux de justice; mais elle sera confondue dans la masse des dépenses ordinaires des prisons et maisons d'arrêt.

Dans les lieux où il n'y a point de prisons, les officiers municipaux feront faire la fourniture des aliments et autres objets, et le remboursement en sera fait aux fournisseurs comme frais généraux de justice.

11. Les gendarmes ne pourront accompagner les prevenus ou accuses au delà de la résidence d'une des brigades les plus voisines de celle dont ils feront eux-mêmes partie, sans un ordre exprès du capitaine commandant la gendarmerie du département (V. *infrà*, *Ordon.* 2 *mars* 1845, *art.* 3).

12. Si, pour l'exécution d'ordres superieurs, relatifs à la translation des prevenus ou accuses, il est nécessaire d'employer des moyens extraordinaires de transports, tels que la poste, les diligences ou autres voies semblables, les frais de ce transport ou autres depenses que les gendarmes se trouveront obligés de faire en route, leur seront remboursés comme frais de justice criminelle, sur leurs mémoires détaillés, auxquels ils joindront les ordres qu'ils auront reçus, ainsi que des quittances particulières pour les depenses de nature à être ainsi constatées.

Si les gendarmes n'ont pas de fonds suffisants pour faire les avances, il leur sera delivré un mandat provisoire de la somme présumée nécessaire, par le magistrat qui ordonnera le transport.

Il sera fait mention du montant de ce mandat sur l'ordre de transport.

A leur arrivée à leur destination, les gendarmes feront régler définitivement leur memoire par le magistrat devant qui le prévenu devra comparaître.

Il ne sera alloue aux gendarmes aucuns frais de retour; ils recevront seulement l'indemnite prescrite par les articles 68 et 69 de la loi du 28 germinal an VI (V. *infra*, *Ordon.* 2 *mars* 1845, *art.* 3).

13. Lorsqu'en conformité des dispositions du Code d'instruction criminelle sur le faux, et dans les cas prévus notamment par les articles 452 et 454, des depositaires publics, tels que les greffiers, notaires, avoués et huissiers, seront tenus de se transporter au greffe ou devant un juge d'instruction, pour remettre des pièces arguées de faux, ou des pièces de comparaison, il leur sera alloue, pour chaque vacation de trois heures, la même indemnité qui leur est accordée par l'article 166 du décret du 16 fevrier 1807, relativement à l'inscription de faux incident.

Les dépositaires publics auront toujours le droit de faire en personne le transport et la remise des pièces, sans qu'on puisse les obliger à les confier à des tiers.

14. Les autres depositaires particuliers recevront, pour le même objet, l'indemnité réglée par ledit article 166.

15. Dans les cas prévus par les deux articles précédents, les frais de voyage et de sejour des greffiers, notaires, avoués et dépositaires particuliers, seront reglés ainsi qu'il sera dit dans le chapitre 8 ci-après, pour les medecins, chirurgiens, etc.

Quant aux huissiers, on se conformera aux dispositions dudit chapitre 8 en ce qui les concerne.

CHAPITRE II. — DES HONORAIRES ET VACATIONS DES MÉDECINS, CHIRURGIENS, SAGES-FEMMES, EXPERTS ET INTERPRÈTES (V. *infrà*, *Décr.* 21 *nov.* 1893).

16. Les honoraires et vacations des médecins, chirurgiens, sages-femmes, experts et interprètes, à raison des opérations qu'ils feront, sur la requisition de nos officiers de justice ou de police judiciaire, dans les cas prévus par les articles 43, 44, 148, 332 et 333 du Code d'instruction criminelle, seront regles ainsi qu'il suit :

17. Chaque médecin ou chirurgien recevra, savoir :

1° Pour chaque visite et rapport, y compris le premier pansement, s'il y a lieu,

A Paris.	6 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	5 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	3 fr. » c.

2° Pour les ouvertures de cadavres ou autres opérations plus difficiles que la simple visite, et en sus des droits ci-dessus :

A Paris.	9 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	7 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	5 fr. » c.

18. Les visites faites par les sages-femmes seront payées,

A Paris.	3 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	2 fr. » c.

19. Outre les droits ci-dessus, le prix des fournitures nécessaires pour les opérations sera remboursé.

20. Pour les frais d'exhumation des cadavres, on suivra les tarifs locaux.

21. Il ne sera rien alloué pour soins et traitements administres, soit après le premier pansement, soit après les visites ordonnees d'office.

22. Chaque expert ou interprète recevra, pour chaque vacation de trois heures, et pour chaque rapport, lorsqu'il sera fait par ecrit, savoir :

A Paris.	5 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	4 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	3 fr. » c.

Les vacations de nuit seront payees *moitié en sus.*

Il ne pourra être alloue, pour *chaque journée*, que *deux* vacations de jour et *une* de nuit.

23. Les traductions par écrit seront payées, pour chaque rôle de *trente lignes* à la page, et de *seize à dix-huit syllabes* à la ligne, savoir :

A Paris.	1 fr. 25 c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	1 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	0 fr. 75 c.

24. Dans le cas de transport à plus de deux kilomètres de leur résidence, les medecins, chirurgiens, sages-femmes, experts et interprètes, outre la taxe ci-dessus fixee pour leurs vacations, seront indemnises de leurs frais de voyage et séjour de la manière déterminée dans le chapitre 8 ci-apres.

25. Dans tous les cas où les medecins, chirurgiens, sages-femmes, experts et interprètes seront appelés, soit devant le juge d'instruction, soit aux debats, à raison de leurs déclarations, visites ou rapports, les indemnites dues pour cette comparution leur seront payées comme à des témoins, s'ils requièrent taxe.

CHAPITRE III. — DES INDEMNITÉS QUI PEUVENT ÊTRE ACCORDÉES AUX TÉMOINS ET AUX JURÉS (V. *infrà*, *Décr.* 22 *juin* 1895).

26. Conformement à l'article 82 du Code d'instruction criminelle, les témoins entendus dans l'instruction et lors du jugement des affaires criminelles et de police, recevront, s'ils le demandent, une indemnite qui demeure réglee ainsi qu'il suit :

27. Pour chaque jour que le témoin aura été détourne de son travail ou de ses affaires, il pourra lui être taxé, savoir (V. *infrà*, *Décr.* 7 *avr.* 1813, *art.* 2) :

A Paris.	2 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	1 fr. 50 c.
Dans les autres villes et communes.	1 fr. » c.

28. Les temoins du sexe feminin, admis à deposer, et les enfants de l'un et de l'autre sexe au-dessous de l'âge de quinze ans, entendus par forme de declaration, recevront, savoir :

A Paris.	1 fr. 25 c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	1 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	0 fr. 75 c.

29. Les témoins qui comparaîtront en justice dans un etat de maladie ou d'infirmité dûment constate, auront droit au double de la taxe accordee aux temoins valides (V. *infra*, *Decr.* 7 *avr.* 1813, *art.* 1 *et* 2).

30. Si les témoins sont obligés de se transporter hors du lieu de leur résidence, il pourra leur être alloué des frais de voyage et de sejour, tels qu'ils seront réglés dans le chapitre 8 ci-après.

Audit cas, les *frais de séjour*, tels qu'ils seront fixés dans le numéro 2 de l'article 96 ci-après, leur tiendront lieu de la taxe déterminée par les articles 27 et 28 ci-dessus (V. *infrà*, *Decr.* 7 *avr.* 1813, *art.* 1er *et* 2).

31. Nos officiers de justice n'accorderont aucune taxe aux militaires en activité de service, lorsqu'ils seront appelés en témoignage.

Néanmoins, il pourra leur être accordé une indemnité pour leur séjour forcé hors de leur garnison ou cantonnement, en se conformant, pour les officiers de tout grade, à la fixation faite par le numéro 2 de l'article 96 du present décret, et en allouant la moitié seulement de ladite indemnité aux sous-officiers et soldats.

32. Tous les témoins qui reçoivent un traitement quelconque, à raison d'un service public, n'auront droit qu'au remboursement des frais de voyage, s'il y a lieu et s'ils le requièrent, sur le pied réglé dans le chapitre 8 ci-après.

33. Conformément à la loi du 5 pluviôse an XIII, l'indemnité accordée aux témoins ne sera avancée par le Trésor impérial qu'autant qu'ils auront été cités, soit à la requête du ministère public, soit en vertu d'ordonnance rendue d'office, dans les cas prévus par les articles 269 et 303 du Code d'instruction criminelle.

34. Les témoins cités à la requête, soit des accusés, conformément à l'article 321 du Code d'instruction criminelle, soit des parties civiles, conformément à la loi du 5 pluviôse an XIII, recevront les indemnités ci-dessus déterminées; elles leur seront payées par ceux qui les auront appelés en témoignage.

35. Les jurés qui auront été obligés de se transporter à plus de deux kilomètres de leur résidence actuelle, pourront être rembourses des frais de voyage seulement, sur le pied reglé dans le chapitre 8 ci-après, si toutefois ils le requièrent; et il ne sera rien alloué pour toute autre cause que ce soit, à raison de leurs fonctions (V. *infrà, Décr.* 12 *avr.* 1907).

36. Nos officiers de justice énonceront, dans les mandats qu'ils délivreront au profit des témoins et des jurés, que la taxe a eté requise.

CHAPITRE IV. — DES FRAIS DE GARDE DE SCELLÉS, ET DE CEUX DE MISE EN FOURRIÈRE.

37. Dans les cas prévus par les articles 16, 35, 37, 38, 89 et 90 du Code d'instruction criminelle, il ne sera accordé de taxe pour la garde des scellés, que lorsque le juge instructeur n'aura pas jugé à propos de confier cette garde à des habitants de la maison où les scellés auront éte apposés.

Dans ce cas, il sera alloue, pour chaque jour, au gardien nommé d'office, savoir :

A Paris.	2 fr. 50 c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	2 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	1 fr. » c.

38. En matière criminelle et correctionnelle, les femmes ne peuvent être constituées gardiennes des scellés, conformément à la loi du 6 vendémiaire an III, qui recevra, quant à ce, son exécution.

39. Les animaux et tous objets périssables, pour quelque cause qu'ils aient été saisis, ne pourront rester en fourrière ou sous le sequestre plus de huit jours.

Après ce délai, la mainlevée provisoire pourra en être accordée.

S'ils ne doivent ou ne peuvent être restitués, ils seront mis en vente, et les frais de fourrière seront prélevés sur le produit de la vente, par privilège et préférence à tous autres.

40. La mainlevée provisoire des animaux saisis et des objets périssables mis en séquestre sera ordonnée par le juge de paix ou par le juge d'instruction, moyennant caution, et le payement des frais de fourrière et de séquestre.

Si lesdits objets doivent être vendus, la vente en sera ordonnée par les mêmes magistrats.

Cette vente sera faite à l'enchère, au marché le plus voisin, à la diligence de l'Administration de l'enregistrement.

Le jour de la vente sera indiqué par affiches, vingt-quatre heures à l'avance, à moins que la modicité de l'objet ne determine le magistrat à en ordonner la vente sans formalités; ce qu'il exprimera dans son ordonnance.

Le produit de la vente sera versé dans la caisse de l'Administration de l'enregistrement, pour en être disposé ainsi qu'il sera ordonné par le jugement définitif.

CHAPITRE V. — DES DROITS D'EXPÉDITION ET AUTRES ALLOUÉS AUX GREFFIERS.

41. Il est dû aux greffiers des cours impériales, des tribunaux correctionnels et des tribunaux de police, suivant les cas, des droits d'expédition, des droits fixes et des indemnités, indépendamment du traitement fixe qui leur est accordé par nos décrets.

42. Les droits d'expédition sont dus pour tous les actes et pièces dont il est fait mention dans les articles du Code d'instruction criminelle, sous les numeros 31, 63, 65, 66, 68, 81, 86, 114, 117, 118, 120, 122, 123, 124, 125, 128, 129, 130, 131, 146, 153, 157, 158, 159, 160, 161, 188, 190, 191, 192, 193, 248, 281, 300, 304, 305, 343, 358, 396, 397, 398, 415, 419, 452, 454, 455, 456, 465, 481, 568, 595 et 601.

43. Ces droits d'expédition ne sont dus que lorsque les expéditions sont demandées, soit par les parties qui en requièrent la délivrance à leurs frais, soit par le ministère public; dans ce dernier cas, le trésor impérial en fait les avances, s'il n'y a pas de partie civile, ou si la partie civile est dans un état d'indigence dûment constaté.

Hors les cas ci-dessus, il n'est rien dû aux greffiers pour les actes sus-énoncés, lorsque la signification, notification ou communication en sont faites sur les minutes, ainsi qu'il sera dit ci-après.

44. Il n'est dû qu'un droit fixe aux greffiers pour les extraits qu'ils sont tenus de délivrer en conformité des articles 198, 202, 417 et 472 du Code d'instruction criminelle, et de l'article 36 du Code pénal.

45. Il leur est accordé une indemnité pour leur assistance aux actes désignés dans l'article 378 du Code d'instruction criminelle, et pour l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 83 du Code civil.

46. L'expédition de l'acte d'écrou dont il est fait mention en l'article 421 du Code d'instruction criminelle, sera payée comme extrait aux concierges des prisons, suivant la fixation qui sera faite dans l'article 50 ci-après.

47. En conformité de l'article 168 du Code d'instruction criminelle, les droits d'expédition dus aux greffiers des maires agissant comme juges de police, seront les mêmes que ceux des greffiers des autres tribunaux de police.

48. Les droits d'expédition dus aux greffiers des cours et tribunaux, sont fixés à 40 centimes par rôle de vingt-huit lignes à la page, et de quatorze à seize syllabes à la ligne.

49. Les droits d'expédition pour chacune des copies du registre tenu par les greffiers, aux termes de l'article 600 du Code d'instruction criminelle, qui doivent être adressées au ministre de la justice, et de la police générale (ministre de l'intérieur), conformément à l'article 601 du même Code, sont fixés à 10 centimes pour chaque article du registre.

50. Les droits fixes pour les extraits sont réglés à 60 centimes, quel que soit le nombre de rôles de chaque extrait.

En matière forestière, ces droits ne seront que de 25 centimes (V. *infrà*, *Décr.* 7 *avr.* 1813, *art.* 7).

51. L'état de liquidation des frais et dépens sera dressé par le greffier; et les copies qu'il en délivrera lui seront payées à raison de 5 centimes par article.

52. Lors des exécutions des arrêts criminels, le greffier de la cour, du tribu-

nal ou de la justice de paix du lieu où se fera l'exécution, sera tenu d'y assister, d'en dresser procès-verbal; et, dans le cas d'exécution à mort, il fera parvenir à l'officier de l'etat civil les renseignements prescrits par le Code civil.

A cet effet le greffier se rendra soit à l'hôtel de ville, soit dans une maison située sur la place publique où se fera l'execution, et qui lui sera désignée par l'autorite administrative.

53. Il est alloué aux greffiers, pour tous droits d'assistance, transcription du procès-verbal au bas de l'arrêt, et déclaration à l'officier de l'etat civil, savoir (indemnité de transport, V. art. 89):

1° Pour les exécutions à mort,

A Paris.	20 fr. » c
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus . .	15 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	10 fr » c.

2° Pour les exécutions par effigie et expositions,

A Paris.	10 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus . . .	5 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	3 fr. » c

54. Les accusés payeront aux taux réglés par notre présent décret, les expeditions et copies qu'ils demanderont, outre celles qui leur seront delivrees gratuitement aux termes de l'article 305 du Code d'instruction criminelle.

55. Dans le cas de renvoi des accuses, soit devant un autre juge d'instruction, soit à une autre cour d'assises *ou spéciale,* il ne pourra leur être delivre, aux frais du trésor imperial, de nouvelles copies des pièces dont ils auront deja reçu une copie en exécution du susdit article 305.

56. En matière correctionnelle et de simple police, aucune expédition ou copie des pièces de la procédure ne pourra être délivrée aux parties sans une autorisation expresse de notre procureur général.

Mais il leur sera délivre, sur leur seule demande, expédition de la plainte, de la dénonciation, des ordonnances et des jugements definitifs.

Toutes ces expéditions seront à leurs frais.

57. Conformément à l'article 5 de notre décret du 24 février 1806, les greffiers ne délivreront aucune expédition ou copie susceptible d'être taxee par le rôle, ni aucun extrait, sans les avoir soumis à l'examen de nos procureurs, qui en feront prendre note sur un registre tenu au parquet.

Nos procureurs viseront, en outre, les expeditions.

58. Ne seront point insérés dans la rédaction des arrêts et jugements les plaidoyers prononcés, soit par le ministère public, soit par les defenseurs des prevenus ou accusés; mais seulement leurs conclusions.

59. Toutes les fois qu'une procédure en matière criminelle, de police correctionnelle, ou de simple police devra être transmise à quelque cour ou tribunal que ce soit, ou à notre ministre de la justice, la procédure et les pièces seront envoyées en minutes, sans en excepter aucune, à moins que notre ministre de la justice ne désigne des pièces pour n'être expédiées que par copies ou par extraits.

60. Dans tous les cas où il y aura envoi des pièces d'une procédure, le greffier sera tenu d'y joindre un inventaire qu'il dressera sans frais, ainsi qu'il est prescrit par l'article 423 du Code d'instruction criminelle.

61. Ne seront expédiées, dans la forme exécutoire, que les arrêts, jugements et ordonnances de justice que les parties ou le ministère public demanderont dans cette forme.

62. Toutes les fois que l'officier du ministère public aura pris une expédition d'un arrêt ou d'un jugement portant peine d'amende ou de confiscation, pour en

poursuivre l'exécution en ce qui le concerne, il remettra cette expédition au préposé de l'enregistrement chargé du recouvrement des condamnations pécuniaires, pour tenir lieu de l'extrait dont la remise est ordonnée par les arrêtes du gouvernement des 1er et 16 nivôse an 5.

Cette remise de l'expédition n'aura lieu que lorsque nos procureurs ou leurs substituts auront consommé tous les actes de leur ministère.

63. Il n'est rien alloué aux greffiers pour les écritures qu'ils sont tenus de faire sous la dictée ou l'inspection des magistrats, ni pour la minute d'aucun acte quelconque, non plus aussi que pour les simples renseignements qui leur seront demandés par le ministère public pour être transmis à nos ministres.

64. Nous défendons très expressément, aux greffiers et à leurs commis, d'exiger d'autres ou de plus forts droits que ceux qui leur sont attribues par le present decret, soit à titre de prompte expédition, soit comme gratification, ni pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit.

En cas de contravention, nous voulons qu'ils soient destitués de leurs emplois, et condamnés à une amende qui ne pourra être moindre de 500 fr., ni exceder 6 000 fr.; sans préjudice toutefois, suivant la gravite des cas, de l'application des dispositions de l'article 174 du Code pénal.

Ordonnons à nos procureurs généraux et nos procureurs impériaux de denoncer d'office, ou de poursuivre sur la plainte des parties interessées, les abus qui viendront à leur connaissance.

CHAPITRE VI. — DES SALAIRES DES HUISSIERS.

65. Le service des huissiers près de nos cours impériales sera déterminé par une delibération prise en assemblée générale de la cour.

Tous les huissiers peuvent être appelés indistinctement à faire le service civil et le service criminel, à tour de rôle.

Néanmoins, ceux des huissiers ci-devant attachés aux cours criminelles qui seront jugés les plus aptes à mettre le service criminel en activite, seront attachés de préférence, pendant les quatre années qui courront du jour de l'installation de chaque cour imperiale, au service des chambres criminelles de la cour, des cours d'assises et de la *cour spéciale* du chef-lieu.

66. Les cours impériales pourront fixer le lieu de la résidence de tous les huissiers de leur ressort, et la changer, sur la réquisition de notre procureur general.

Le service des huissiers des tribunaux de première instance sera regle par une delibération de chaque tribunal pour son arrondissement.

67. Les huissiers n'ont aucun traitement fixe; il leur est seulement accorde des salaires à raison des actes confies à leur ministère.

68. Les dispositions de notre décret du 17 mars 1809, concernant les six huissiers attachés à la cour de justice criminelle du département de la Seine, continueront à être executees à l'egard des huissiers qui seront attaches au service criminel près notre cour impériale de Paris, et ce jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par nous (V. *infra*, *Arrêté* 19 *avr.* 1848).

69. En execution de l'article 120 de notre décret imperial du 6 juillet 1810, notre grand juge, ministre de la justice, après avoir pris l'avis de nos cours impériales, qui lui transmettront leurs deliberations, nous présentera, d'ici au 1er janvier 1812, un rapport,

Sur l'organisation en communaute des huissiers résidant et exploitant dans chaque arrondissement communal;

Sur le nombre d'huissiers qui doivent être attachés au service des audiences de nos cours et tribunaux;

Sur les indemnités q'il pourra y avoir lieu d'accorder aux huissiers audienciers; pour leur service particulier.

Sur les règleménts de police et de discipline nécessaires pour tous;
Et sur l'établissement d'une bourse commune entre tous les membres de chaque communauté d'arrondissement.

70. Lorsqu'il n'aura pas été délivré au ministère public des expéditions des actes ou jugements à signifier, les significations seront faites par les huissiers sur les minutes, qui leur seront confiées par les greffiers sous leur récépissé, à la charge par eux de les retablir au greffe, dans les vingt-quatre heures qui suivront la signification, sous peine d'y être contraints par corps, en cas de retard.

Lorsqu'un acte ou jugement aura été remis en expédition au ministère public, la signification sera faite sur cette expédition, sans qu'il en soit delivré une seconde pour cet objet.

Les copies de tous les actes, arrêts, jugements et pièces à signifier, seront toujours faites par les huissiers ou par leurs scribes.

71. Les salaires des huissiers, pour tous les actes de leur ministère résultant du Code d'instruction criminelle et du Code pénal, sont régles et fixes ainsi qu'il suit :

1° Pour toutes citations, significations, notifications, communications et mandats de comparution, dans les cas prévus par les articles 19, 34, 72, 81, 91, 97, 109, 114, 116, 117, 128, 129, 130, 131, 135, 145, 146, 149, 151, 153, 157, 158, 160, 172, 174, 177, 182, 185, 186, 187, 188, 190, 199, 203, 205, 212, 213, 214, 229, 230, 231, 242, 266, 269, 281, 292, 303, 321, 354, 355, 356, 358, 389, 394, 396, 397, 398, 415, 418, 421, 452, 454, 456, 466, 479, 487, 492, 500, 507, 517, 519, 528, 531, 532, 538, 546, 547, 548 (et 567) du Code d'instruction criminelle, pour l'original seulement :

A Paris.	1 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	0 fr. 75 c.
Dans les autres villes et communes.	0 fr. 50 c.

2° Pour chaque copie des actes ci-dessus désignés,

A Paris.	0 fr. 75 c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	0 fr. 60 c.
Dans les autres villes et communes.	0 fr. 50 c.

3° Pour l'exécution des mandats d'amener, dans les cas prévus par les articles 40, 61, 80, 91, 92, 237, 269, 355, 361 et 462 du Code d'instruction criminelle, y compris l'exploit de signification et la copie,

A Paris.	8 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	6 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	5 fr. » c.

4° Pour l'exécution des mandats de dépôt, aux cas prévus par les articles 34, 40, 61, 86, 100, 193, 214, 237, 248 et 490 du Code d'instruction criminelle, y compris l'exploit de signification et la copie,

A Paris.	5 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	4 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	3 fr. » c.

5° (V. *infrà*, *Décr.* 7 *avr.* 1813, *art.* 6). Pour la capture de chaque prévenu, accusé ou condamné, en exécution d'un mandat d'arrêt, ordonnance de prise de corps, arrêt ou jugement quelconque emportant saisie de la personne, y compris l'exploit de signification, la copie et le procès-verbal de perquisition, lors même qu'il s'agirait de l'exécution d'un seul mandat d'arrêt, ordonnance de prise de corps, arrêt ou jugement qui concerneraient plusieurs individus, et dans les cas prévus par les articles 80, 94, 109, 110, 134, 157, 193, 214, 231, 232, 237, 239, 343, 355, 361, 452, 454, 466, 500 et 522 du Code d'instruction criminelle, et par les articles 46 et 52 du Code pénal, savoir :

A Paris . . . . . 21 fr » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . . 18 fr. » c.
Dans les autres villes et communes. . . . . 15 fr. » c.

6° Pour l'extraction de chaque prisonnier, sa conduite devant le juge, et sa reintégration dans la prison,

A Paris. . . . . 0 fr. 75 c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . . 0 fr. 60 c.
Dans les autres villes et communes. . . . . 0 fr. 50 c.

7° Pour le procès-verbal de perquisition dont il est fait mention dans l'article 109 du Code d'instruction criminelle, et qui n'est pas suivi de capture, y compris l'exploit de signification et la copie du mandat d'arrêt, de l'ordonnance de prise de corps, ou de l'arrêt ou jugement qui auront donné lieu à la perquisition, savoir :

A Paris. . . . . 6 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . . 4 fr. » c.
Dans les autres villes et communes. . . . . 3 fr. » c.

8° Pour la publication à son de trompe ou de caisse, et les affiches de l'ordonnance qui, aux termes des articles 465 et 466 du Code d'instruction criminelle, doit être rendue et publiee contre les accusés contumaces, y compris le procès-verbal de la publication, savoir :

A Paris . . . . . 18 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . . 15 fr. » c.
Dans les autres villes et communes. . . . . 12 fr. » c.

9° Pour la lecture de l'arrêt de condamnation à mort, dont il est fait mention dans l'article 13 du Code penal :

A Paris . . . . . 30 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . . 24 fr. » c.
Dans les autres villes et communes. . . . . 18 fr. » c.

10° Pour le salaire particulier des scribes employés pour les copies de tous les actes dont il est fait mention ci-dessus, et de toutes les autres pièces dont il doit être donne copie, et ce pour chaque rôle d'écriture de *trente lignes* à la page, et de *dix-huit a vingt syllabes* à la ligne, non compris le premier rôle,

A Paris . . . . . 0 fr. 50 c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . . 0 fr. 40 c.
Dans les autres villes et communes. . . . . 0 fr. 30 c.

11° Pour assistance à l'inscription de l'ecrou, lorsque le prevenu se trouve déjà incarceré, et pour la radiation de l'ecrou dans tous les cas,

A Paris. . . . . 1 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . . 0 fr. 75 c.
Dans les autres villes et communes. . . . . 0 fr. 50 c.

72. Il ne sera alloué aucune taxe aux agents de la force publique, pour raison des citations, notifications et significations dont ils seront chargés par les officiers de police judiciaire, et par le ministère public.

73. Si un mandat d'amener et un mandat de dépôt ont eté décernés dans les mêmes vingt-quatre heures contre le même individu et par le même magistrat, il n'y aura pas lieu de cumuler et d'allouer aux huissiers la taxe ci-dessus établie pour l'execution de deux mandats; mais, audit cas, il leur sera alloué pour taxe, savoir (V. *infrà*, *Décr.* 7 *avr.* 1813, *art.* 5) :

A Paris . . . . . 10 fr. » c.

Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus . . . 8 fr. » c.
Dans les autres villes et communes. . . . . 6 fr. » c.

74. Lorsque des individus contre lesquels il aura été décerne des mandats d'arrêt et ordonnances de prise de corps, ou rendu des arrêts ou jugements emportant saisie de la personne, se trouveront déjà arrêtés d'une manière quelconque, l'exécution des actes ci-dessus, à leur égard, ne sera payée aux huissiers qu'au taux régle par le numéro 1 de l'article 71, pour les citations, significations et notifications.

Il en sera de même pour l'exécution des mandats d'amener, lorsque l'individu se trouvera arrêté, lorsqu'il se sera présenté volontairement, ou qu'il n'aura pu être saisi.

75. Les huissiers ne dresseront un procès-verbal de perquisition qu'en vertu d'un mandat d'arrêt, ordonnance de prise de corps, arrêt ou jugement de condamnation à peine afflictive ou infamante, ou à l'emprisonnement.

76. Il ne sera payé, dans une même affaire, qu'un seul procès-verbal pour chaque individu, quel que soit le nombre des perquisitions qui auront été faites dans la même commune.

77. Si, malgré les perquisitions faites par l'huissier, le prévenu, accusé ou condamné n'est point arrêté, une copie en forme du mandat d'arrêt, de l'ordonnance de prise de corps, de l'arrêt ou jugement de condamnation, sera adressée au commissaire général de police; à son defaut, au commandant de la gendarmerie; et à Paris, au préfet de police.

Le préfet, les commissaires généraux de police, et les commandants de la gendarmerie donneront aussitôt à leurs subordonnés l'ordre d'assister les huissiers dans leurs recherches, et de les aider de leurs renseignements.

Enjoignons aux agents de la force publique et de la police de prêter aide et main forte aux huissiers, toutes et quantes fois ils en seront par eux requis, et sans pouvoir en exiger aucune rétribution, à peine d'être poursuivis et punis suivant l'exigence des cas.

Néanmoins, lorsque des gendarmes ou agents de police porteurs de mandements de justice viendront à découvrir, hors de la présence des huissiers, les prévenus, accusés ou condamnés, ils les arrêteront et les conduiront devant le magistrat compétent; et, dans ce cas, le droit de capture leur sera dévolu (V. *infrà*, *Décr.* 7 *avr.* 1813, *art.* 6).

78. Le salaire des recors sera toujours à la charge des huissiers qui les auront employés.

79. Il en sera de même des frais pour la publication à son de trompe ou de caisse, prescrite par l'article 466 du Code d'instruction criminelle.

80. Lorsque lesdites publications et affiches se feront dans deux communes différentes, chacun des deux huissiers qui en seront chargés ne recevra que la moitié de la taxe fixee par l'article 71, numéro 8.

81. Les frais de voyage et de séjour des huissiers seront alloués ainsi qu'il sera dit dans le chapitre 8 ci-après.

82. Notre grand juge ministre de la justice fera dresser, et parvenir à nos procureurs, des modèles des mémoires que les huissiers auront à fournir pour la répétition de leurs salaires; et les huissiers seront tenus de s'y conformer exactement, sous peine de rejet de leurs mémoires.

83. Pour faciliter la vérification de la taxe des mémoires des huissiers, il sera tenu au parquet de nos cours et tribunaux un registre des actes de ces officiers ministériels : on y désignera sommairement chaque affaire; et en marge ou à la suite de cette désignation, on relatera, par ordre de dates, l'objet et la nature des diligences à mesure qu'elles seront faites, ainsi que le montant du salaire qui y est affecté.

Nos procureurs examineront en même temps les écritures, afin de s'assurer

qu'elles comprennent le nombre de lignes à la page et de syllabes à la ligne prescrit par l'article 71, numéro 10, et ils réduiront au taux convenable le prix des écritures qui ne seraient pas dans les proportions établies par ledit article.

84. Nos procureurs et les juges d'instruction ne pourront user, si ce n'est pour causes graves, de la faculté qui leur est accordée par la loi du 5 pluviôse an XIII, de charger un huissier d'instrumenter hors du canton de sa résidence; ils seront tenus d'énoncer ces causes dans leur mandement, lequel contiendra, en outre, le nom de l'huissier, la désignation du nombre et de la nature des actes, et l'indication du lieu où ils devront être mis à execution.

Le mandement sera toujours joint au mémoire de l'huissier.

85. Tout huissier qui refusera d'instrumenter dans une procédure suivie à la requête du ministère public, ou de faire le service auquel il est tenu près la cour ou le tribunal, et qui, après injonction à lui faite par l'officier compétent, persistera dans son refus, sera destitué, sans préjudice de tous dommages-interêts et des autres peines qu'il aura encourues.

86. Les dispositions de l'article 64 ci-dessus sont communes aux huissiers, lesquels, en cas de contravention, seront poursuivis de la même manière par nos procureurs, et sous les mêmes peines.

CHAPITRE VII. — DU TRANSPORT DES MAGISTRATS.

87. Les frais de voyage et de séjour des conseillers des cours impériales et des conseillers auditeurs délégués dans les cas prevus par les articles 19 et 21 de notre décret du 30 janvier 1811, seront payés au taux réglé par ces mêmes articles.

88. Dans les cas prévus par les articles 32, 36, 43, 46, 47, 49, 50, 51, 52, 59, 60, 62, 83, 84, 87, 88, 90, 464, 488, 497, 511 et 616 du Code d'instruction criminelle, les juges et les officiers du ministère public recevront des indemnités ainsi qu'il suit :

S'ils se transportent à plus de cinq kilomètres de leur résidence, ils recevront pour tous frais de voyage, de nourriture et de séjour, une indemnité de 9 francs par jour;

S'ils se transportent à plus de deux myriamètres, l'indemnité sera de 12 francs par jour.

89. L'indemnité du greffier ou commis assermente qui accompagnera le juge ou l'officier du ministère public, sera :

Dans le premier cas, de 6 francs par jour,

Dans le second, de 8 francs.

CHAPITRE VIII. — DES FRAIS DE VOYAGE ET DE SÉJOUR AUXQUELS L'INSTRUCTION DES PROCÉDURES PEUT DONNER LIEU.

90. Il est accordé des indemnités aux medecins, chirurgiens, sages-femmes, experts, interprètes, témoins, jurés, huissiers, et gardes champêtres et forestiers, lorsqu'à raison des fonctions qu'ils doivent remplir, et notamment dans les cas prévus par les articles 20, 43 et 44 du Code d'instruction criminelle, ils sont obligés de se transporter à plus de deux kilomètres de leur residence, soit dans le canton, soit au delà (V. *infrà, Décr.* 21 *nov.* 1893; *Décr.* 16 *avr.* 1907).

91. Cette indemnité est fixée pour chaque myriamètre parcouru en allant et en revenant, savoir (V. *infrà, Décr.* 7 *avr.* 1813, *art.* 2 *et* 3; *Décr.* 22 *juin* 1895; *Décr.* 16 *avr.* 1907) :

1° Pour les médecins, chirurgiens, experts, interprètes et jurés, à	2 fr. 50 c.
2° Pour les sages-femmes, témoins, huissiers, gardes champêtres et forestiers, à	1 fr. 50 c.

92. L'indemnité sera réglée par myriamètre et demi-myriamètre.

Les fractions de huit ou neuf kilomètres seront comptées pour un myriamètre, et celle de trois à sept kilomètres pour un demi-myriamètre (V. *infrà*, *Decr.* 21 *nov.* 1893).

93. Pour faciliter le règlement de cette indemnité, les prefets feront dresser un tableau des distances en myriamètres et kilomètres, de chaque commune au chef-lieu de canton, au chef-lieu d'arrondissement, et au chef-lieu de département.

Ce tableau sera déposé aux greffes des cours impériales, des tribunaux de première instance et des justices de paix, et il sera transmis à notre grand juge ministre de la justice.

94. *Abrogé par l'art. 4 du décret du 7 avr.* 1813.

95. Lorsque les individus dénommés ci-dessus seront arrêtés, dans le cours du voyage, par force majeure, ils recevront en indemnité, pour chaque jour de séjour forcé, savoir :

1° Ceux de la première classe.	2 fr. » c.
2° Ceux de la seconde classe.	1 fr. 50 c.

Ils seront tenus de faire constater par le juge de paix ou ses suppléants, ou par le maire, ou à son defaut par ses adjoints, la cause du séjour force en route, et d'en présenter le certificat à l'appui de leur demande en taxe.

96. Si les mêmes individus, autres que les jures, huissiers, gardes champêtres et forestiers, sont obligés de prolonger leur séjour dans la ville où se fera l'instruction de la procédure, et qui ne sera point celle de leur residence, il leur sera alloue, pour chaque jour de séjour, une indemnité fixée ainsi qu'il suit (V. *infrà, Décr. 7 avr.* 1813, *art.* 4; *Décr.* 21 *nov.* 1893; *Decr.* 22 *juin* 1895) :

1° Pour les medecins, chirurgiens, experts et interprètes :

A Paris.	4 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	2 fr. 50 c.
Dans les autres villes et communes	2 fr. » c.

2° Pour les sages-femmes et témoins :

A Paris.	3 1r. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	2 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	1 fr. 50 c.

97. La taxe des indemnités de voyage et de sejour sera double pour les enfants mâles au-dessous de l'âge de quinze ans, et pour les filles au-dessous de l'âge de vingt et un ans, lorsqu'ils seront appeles en temoignage, et qu'ils seront accompagnés dans leur route et séjour par leurs père, mère, tuteur ou curateur, à la charge par ceux-ci de justifier de leur qualité.

CHAPITRE IX. — DU PORT DES LETTRES ET PAQUETS.

98. Les états de crédit mentionnes dans l'article 14 de l'arrêté du Gouvernement du 27 prairial an VIII, relatif à la franchise et au contre-seing, seront tenus à l'avenir, pour les fonctionnaires ci-après designes, savoir :

1° Les premiers présidents des cours impériales;

2° Nos procureurs généraux près les mêmes cours,

3° Les présidents des cours d'assises *et des cours spéciales*,

4° Les substituts de nos procureurs généraux près les cours d'assises *et spéciales* hors du chef-lieu;

5° Nos procureurs impériaux près les tribunaux de première instance;

6° Les juges d'instruction;

7° Les juges de paix,

8° Les greffiers en chef des cours imperiales, et les greffiers des tribunaux de première instance.

99. Nos procureurs généraux jouiront, en outre, dans le ressort de la cour impériale, du contre-seing et de la franchise pour les lettres et paquets qu'ils adresseront aux autorités constituées et aux fonctionnaires désignes dans l'etat annexé au règlement du 27 prairial an VIII et pour ceux qui leur seront adressés des divers points du ressort.

100. Les directeurs des postes seront tenus de comprendre dans lesdits etats de crédit, tous paquets ou lettres que les fonctionnaires ci-dessus désignes jugeront nécessaire d'affranchir ou de charger pour tous autres fonctionnaires publics quelconques.

101. Les paquets ou lettres avec enveloppe, adressés aux greffiers, ne seront par eux ouverts qu'au parquet, en présence de nos procureurs ou d'un substitut, lesquels feront tenir, sur un registre particulier, une note indicative de chaque envoi, du lieu du départ, du montant de la taxe, et de l'affaire à laquelle l'envoi se rapportera.

Ce registre servira de contrôle aux états qui seront fournis chaque mois par les greffiers, ainsi qu'il sera dit ci-après.

102. A la fin de chaque mois, il sera fait des états de crédit, article par article, pour les paquets adresses aux premiers presidents, aux presidents des cours d'assises *et des cours spéciales*. Ces états, certifiés par eux et par le directeur des postes, seront exécutoires de plein droit au profit du directeur des postes, après avoir été préalablement visés par le préfet

Les états relatifs au crédit des autres fonctionnaires désignes dans l'article 98 seront certifies par eux et par le directeur des postes, rendus exécutoires au profit du directeur des postes, par ordonnance du président de la cour ou du tribunal, et visés par le préfet.

103. Les fonctionnaires mentionnés dans l'article 98 pourront aussi employer, pour le transport de leurs depêches, toutes autres voies qui leur paraîtront plus expeditives et plus économiques que celle de la poste, et particulièrement les messagers de préfectures, sous-préfectures ou autres.

CHAPITRE X — DES FRAIS D'IMPRESSION.

104. Il ne sera payé des frais d'impression, sur les fonds généraux des frais de justice criminelle, que pour les objets suivants :

1° Pour les extraits d'arrêts de condamnation à des peines afflictives ou infamantes, ainsi qu'il est dit dans l'article 36 du Code penal;

2° Pour les ordonnances portant nomination des presidents et assesseurs des cours d'assises, et les arrêts de convocation des cours d'assises *et spéciales* . le tout en conformite de la loi du 20 avril 1810, et du décret du 6 juillet suivant,

3° Pour les signalements des personnes à arrêter;

4° Pour les états et modèles d'états relatifs au payement, à la liquidation et au recouvrement des frais de justice;

5° Pour les actes dont une loi ou un decret aura ordonné l'impression, et pour ceux dont notre ministre de la justice jugera l'impression et la publication necessaires par une décision speciale (V. *infra*, *Decr.* 28 *avr.* 1893, *art.* 45).

105. Seront imprimés en placards tous les actes qui doivent être publiés et affichés, et ce, conformément au modèle que le ministre de la justice en fera dresser à notre imprimerie impériale.

Ce modèle sera envoyé à nos procureurs près les cours et tribunaux.

Toutes les impressions qui ne seront pas conformes au modèle, seront rejetées.

106. Le nombre d'exemplaires des placards et des autres impressions sera déterminé par nos procureurs généraux, suivant les localités.

107. Les placards destinés à être affiches seront transmis aux maires, qui les feront apposer dans les lieux accoutumés.

108. Les cours impériales et les tribunaux de première instance nommeront un imprimeur pour faire le service de la cour et du tribunal.

Nos procureurs généraux informeront le ministre de la justice du prix et des conditions des marchés qui seront faits avec les imprimeurs de la cour impériale et des tribunaux du ressort.

109. Les épreuves de toutes les impressions seront adressées par les imprimeurs à nos procureurs près les cours et tribunaux, et la correction en sera faite au parquet.

Elles seront communiquées au conseiller rapporteur et au président de chambre qui aura prononcé l'arrêt, lorsqu'ils le demanderont.

110. Il sera tenu note, au parquet, de toutes les impressions, à mesure qu'elles seront exécutées.

Deux exemplaires de chaque objet seront remis au parquet.

Deux seront adressés au ministre de la justice.

111. Tous les trois mois, les imprimeurs fourniront leurs mémoires à nos procureurs, qui les feront verifier. Ils joindront, à chaque article, un exemplaire de l'objet imprimé, comme pièce justificative.

Ces mémoires seront rendus exécutoires par ordonnance des présidents de nos cours et tribunaux, sur les réquisitions du ministère public.

L'ordonnance contiendra l'indication des lois, des décrets, ou des décisions de notre ministre de la justice, en vertu desquels l'impression aura été ordonnee.

112. Les frais d'impression qui seront à la charge d'un juré condamné pour avoir manqué à ses fonctions, dans les cas prévus par les articles 396 et 398 du Code d'instruction criminelle, seront les mêmes que ceux du marché passé pour les impressions de la cour ou du tribunal.

Auxdits cas, les frais d'affiches seront payés aux prix d'usage dans chaque localite.

CHAPITRE XI. — DES FRAIS D'EXÉCUTION DES ARRÊTS.

113. Il sera fait par notre grand juge ministre de la justice un règlement qui determinera les dépenses nécessaires pour l'exécution des arrêts criminels, et réglera le mode de leur payement.

Ce règlement sera adresse à nos procureurs près les cours et tribunaux et aux préfets, pour le faire exécuter, chacun en ce qui le concerne.

114. La loi du 22 germinal an IV, relative à la réquisition des ouvriers pour les travaux nécessaires à l'exécution des jugements, continuera d'être exécutée.

Les dispositions de la même loi seront observées dans le cas où il y aurait lieu de faire fournir un logement aux exécuteurs (V. *infrà*, *Décr.* 25 *nov.* 1870).

115. Les lois des 13 juin 1793, 3 frimaire et 22 floréal an II, relatives au nombre, au placement, aux gages et à la nomination des exécuteurs et de leurs aides, continueront d'être exécutées.

116. Notre grand juge ministre de la justice est autorisé à disposer, sur les fonds généraux des frais de justice, d'une somme de 36 000 francs par année, pour l'employer à donner, sur l'avis de nos procureurs et des préfets, des secours alimentaires aux exécuteurs infirmes ou sans emploi, à leurs veuves et à leurs enfants orphelins, jusqu'à l'âge de douze ans.

Au moyen de la présente disposition, tous les règlements antérieurs sur les secours accordés aux exécuteurs et à leurs familles, sont abrogés.

TITRE II. — DES DÉPENSES ASSIMILÉES A CELLES DE L'INSTRUCTION DES PROCÈS CRIMINELS.

CHAPITRE Ier. — DE L'INTERDICTION D'OFFICE.

117. Indépendamment des poursuites qui seront dirigées contre ceux qui laissent divaguer des fous et des furieux, pour faire prononcer contre les délin-

quants les peines portées par les articles 475 et 479 du Code pénal, le ministère public, lorsque l'interdiction ne sera pas provoquée par les parents, la poursuivra d'office, non seulement dans les cas de fureur, mais aussi dans les cas d'imbécillité et de démence, si l'individu n'a ni epoux, ni épouse, ni parents connus, conformément à l'article 491 du Code civil.

118. Les frais de cette procédure seront avancés par l'Administration de l'enregistrement, sur le pied du tarif fixé par notre présent décret; et les actes auxquels cette procédure donnera lieu, seront visés pour timbre et enregistrés en debet, conformément aux lois des 13 brumaire et 22 frimaire an VII.

119. Si l'interdit est solvable, les frais de l'interdiction seront à sa charge; et le recouvrement en sera poursuivi, avec privilège et préférence, sur ses biens; et, en cas d'insuffisance, sur ceux de ses père, mère, époux ou épouse.

Ce privilège s'exercera conformément aux règles prescrites par la loi du 5 septembre 1807.

120. Si l'interdit et les parents désignés dans l'article précédent sont dans un état d'indigence dûment constaté par certificat du maire, visé et approuvé par le sous-préfet et par le préfet, il ne sera passé en taxe que les salaires des huissiers, et l'indemnité due aux témoins non parents ni alliés de l'interdit.

CHAPITRE II. — DES POURSUITES D'OFFICE EN MATIÈRE CIVILE.

121. Les frais des actes et procédures faits sur la poursuite d'office du ministère public, dans les cas prévus par le Code civil, et notamment par les articles 50, 53, 81, 184, 191 et 192, relativement aux actes de l'état civil, seront payés, taxés, et recouvrés ainsi qu'il est dit dans le chapitre précédent. (*Les art.* 117, 122 *et* 123 *du Code d'Instruction criminelle dont il est question dans les art.* 121 *et* 127 *du present tarif ont été abrogés par la loi du* 14 *juillet* 1865.)

122. Il en sera de même lorsque le ministère public poursuivra d'office les rectifications des actes de l'état civil, en conformité de l'avis de notre conseil d'État, du 12 brumaire an II, comme aussi au sujet des poursuites faites en conformité de la loi du 25 ventôse an II, sur le notariat, et généralement dans tous les cas où le ministère public agit dans l'intérêt de la loi et pour assurer son exécution.

123. Il n'est point dérogé par les précédentes dispositions à celles de notre décret du 12 juillet 1807 concernant les droits à percevoir par les officiers de l'état civil.

CHAPITRE III. — DES INSCRIPTIONS HYPOTHÉCAIRES REQUISES PAR LE MINISTÈRE PUBLIC.

124. Les frais d'inscription hypothécaire, lorsqu'elle sera requise par le ministère public, en conformité de l'article 121 du Code d'instruction criminelle, seront avancés par l'Administration de l'enregistrement, laquelle en sera remboursée sur les biens des condamnés, dans les cas et aux formes de droit.

125. Il en sera de même dans tous les cas où le ministère public est tenu, conformément à la loi et à nos décrets, de prendre des inscriptions d'office, dans l'intérêt des femmes, des mineurs, du Trésor impérial, etc. etc.

CHAPITRE IV. — DU RECOUVREMENT DES AMENDES ET CAUTIONNEMENTS.

126. Les frais des recouvrements des amendes prononcées dans les cas prévus par le Code d'instruction criminelle et par le Code pénal, seront taxés conformément au tarif réglé par nos décrets du 16 février 1807, pour la procédure civile.

L'avance de ces frais ne sera point imputée par l'Administration de l'enregistrement, sur les fonds généraux des frais de justice criminelle; elle s'en remboursera, suivant les formes de droit, sur les parties condamnées.

En cas d'insolvabilité des condamnés, les frais de poursuite seront alloués à l'Administration dans ses comptes, en conformité de l'article 66 de la loi du 22 frimaire an VII.

127. Il en sera de même pour le recouvrement des cautionnements fournis à l'effet d'obtenir la liberté provisoire des prévenus, et dans les cas prévus par les articles 122 et 123 du Code d'instruction criminelle. (V. *Circ.* 15 *janv.* 1868.)

128. La même disposition est applicable, quant à la taxe, aux poursuites faites par les cautions, à l'effet d'obtenir les restitutions, dans les cas de droit, des sommes déposées dans la caisse de l'Administration de l'enregistrement, aux termes de l'article 117 du Code d'instruction criminelle.

CHAPITRE V. — DU TRANSPORT DES GREFFES.

129. Lorsqu'il y aura lieu au déplacement des registres, minutes et autres papiers d'un greffe, les frais d'emballage et de transport seront acquittés comme frais généraux de justice, avec les formalités prescrites par notre présent décret.

130. Dans les cas prévus ci-dessus, il sera dressé sans frais, par le greffier, et à son défaut par le juge de paix, un bref état des registres et papiers à transporter.

La décharge du transport sera donnée au bas de cet état.

131. Le mode et les frais de transport seront réglés par le préfet ou le sous-préfet de l'arrondissement, et une copie du marché sera envoyée au ministre de la justice.

Ces marchés ne seront soumis à l'enregistrement que pour le droit de un franc.

TITRE III. — DU PAYEMENT ET RECOUVREMENT DES FRAIS DE JUSTICE CRIMINELLE.

CHAPITRE Ier. — DU MODE DE PAYEMENT.

132. Le mode de payement des frais diffère suivant leur nature et leur urgence; il est reglé ainsi qu'il suit :

133. Les frais urgents seront acquittés sur simple taxe et mandat du juge, mis au bas des réquisitions, copies de convocations ou de citations, états ou mémoires des parties.

134. Sont reputés frais urgents :

1° Les indemnites des témoins et des jurés;

2° Toutes dépenses relatives à des fournitures ou opérations pour lesquelles les parties prenantes ne sont pas habituellement employées;

3° Les frais d'extradition des prévenus, accusés ou condamnés.

135. Lorsqu'un témoin se trouvera hors d'etat de fournir aux frais de son déplacement, il lui sera délivre par le président de la cour ou du tribunal du lieu de sa résidence, et, à son défaut, par le juge de paix, un mandat provisoire à-compte de ce qui pourra lui revenir pour son indemnité.

Le receveur de l'enregistrement, qui acquittera ce mandat, fera mention de l'à-compte en marge ou au bas de la copie de la citation.

136. Dans le cas où l'instruction d'une procédure criminelle exigerait des dépenses extraordinaires et non prévues par notre présent décret, elles ne pourront être faites qu'avec l'autorisation motivée de nos procureurs généraux, sous leur responsabilité personnelle, et à la charge par eux d'en informer sans délai notre grand juge ministre de la justice.

137. *Abrogé par l'ordonnance du* 28 *nov.* 1838.

138. *Abrogé par l'ordonnance du* 28 *nov.* 1838.

139. *Abrogé par l'ordonnance du* 28 *nov.* 1838.

140. Les formalités de la taxe et de l'exécutoire seront remplies sans frais par

les présidents, les juges d'instruction et les juges de paix, chacun en ce qui le concerne.

L'exécutoire sera décerné sur les réquisitions de l'officier du ministère public, lequel signera la minute de l'ordonnance.

141. Les juges qui auront décerné les mandats ou exécutoires, et les officiers du ministère public qui y auront apposé leur signature, seront responsables de tout abus ou exagération dans les taxes, solidairement avec les parties prenantes, et sauf leur recours contre elles.

142. Les présidents et les juges d'instruction ne pourront refuser de taxer et de rendre exécutoires, s'il y a lieu, des états ou mémoires de frais de justice criminelle, par la seule raison que ces frais n'auraient pas été faits par leur ordre direct, pourvu toutefois qu'ils aient été faits en vertu des ordres d'une autorité compétente, dans le ressort de la cour ou du tribunal que ces juges président ou dont ils sont membres.

143. *Abrogé par l'ordonnance du 28 nov.* 1838.

144. Les états ou mémoires seront dressés de manière que nos officiers de justice et les préfets puissent y apposer leurs taxes, exécutoires, règlement et *visa;* autrement ils seront rejetés, ainsi que les mémoires de greffiers ou d'huissiers qui ne seraient point conformes aux modèles arrêtés par notre grand juge ministre de la justice, comme il est dit dans l'article 82 ci-dessus.

145. *Abrogé par l'ordonnance du 28 nov.* 1838.

146. Les états ou mémoires qui ne s'élèveront pas à plus de dix francs, ne seront point sujets à la formalité du timbre.

147. Aucun état ou mémoire fait au nom de deux ou plusieurs parties prenantes ne sera rendu exécutoire, s'il n'est signé de chacune d'elles : le payement ne pourra être fait que sur leur acquit individuel, ou sur celui de la personne qu'elles auront autorisée spécialement, et par écrit, à toucher le montant de l'état ou mémoire.

Cette autorisation et l'acquit seront mis au bas de l'état, et ne donneront lieu à la perception d'aucun droit.

148. Les états ou mémoires qui comprendraient des dépenses autres que celles qui, d'après notre présent décret, doivent être payées sur les fonds généraux des frais de justice, seront rejetés de la taxe et du *visa*, sauf aux parties réclamantes à diviser leurs mémoires par nature de dépenses, pour le montant en être acquitté par qui de droit.

149. *Abrogé par l'ordonnance du 28 nov.* 1838.

150. *Abrogé par l'ordonnance du 28 nov.* 1838.

151. Les gages des exécuteurs des jugements criminels et de leurs aides seront payés par mois ou par trimestre, sur simples mandats des préfets (V. *suprà, art.* 113 *et suiv*).

152. *Abrogé par l'ordonnance du 28 nov.* 1838.

153. Le secrétaire général de l'Administration de l'enregistrement à Paris, et les directeurs de cette Administration dans les départements, ne pourront refuser leur *visa* sur les mandats ou exécutoires qui auront été délivrés, conformément aux dispositions de notre présent décret, si ce n'est dans les cas suivants :

1° S'il existe des saisies ou oppositions au préjudice des parties prenantes, ainsi qu'il est dit dans notre décret du 13 pluviôse an XIII.

2° Si ces mandats ou exécutoires comprennent des dépenses autres que celles dont l'Administration de l'enregistrement est chargée de faire l'avance sur les crédits ouverts à notre grand juge ministre de la justice.

Dans ces deux cas, le secrétaire général et les directeurs de l'Administration feront mention, en marge ou au bas des mandats ou exécutoires, des motifs de leur refus de les viser.

154. Les mandats et exécutoires délivrés pour les causes et dans les formes déterminées par notre présent décret, seront payables chez les receveurs établis près le tribunal de qui ils émaneront.

155. Les greffiers et les huissiers ne pourront réclamer directement des parties le payement des droits qui leur sont attribués.

CHAPITRE II. — DE LA LIQUIDATION ET DU RECOUVREMENT DES FRAIS.

156. La condamnation aux frais sera prononcée, dans toutes les procédures, solidairement contre tous les auteurs et complices du même fait, et contre les personnes civilement responsables du délit.

157. Ceux qui se seront constitués parties civiles, soit qu'ils succombent ou non, seront personnellement tenus des frais d'instruction, expédition et signification des jugements, sauf leur recours contre les prévenus ou accusés qui seront condamnés, et contre les personnes civilement responsables du délit. — V. *suprà, art.* 368 *c. instr. crim., dans lequel on a, en* 1832, *introduit une modification à cet article.*

158. Sont assimilés aux parties civiles :

1° Toute Régie ou Administration publique, relativement aux procès suivis, soit à sa requête, soit même d'office et dans son intérêt ;

2° Les communes et les établissements publics, dans les procès instruits, ou à leur requête, ou même d'office, pour crimes ou délits commis contre leurs propriétés.

159. Toutes les fois qu'il y aura partie civile en cause, et qu'elle n'aura pas justifié de son indigence dans la forme prescrite par l'article 420 du Code d'instruction criminelle, les exécutoires pour les frais d'instruction, expédition et signification des jugements, pourront être décernés directement contre elle.

160. En matière de police simple ou correctionnelle, la partie civile qui n'aura pas justifié de son indigence, sera tenue, avant toutes poursuites, de déposer au greffe, ou entre les mains du receveur de l'enregistrement, la somme présumée nécessaire pour les frais de la procédure.

Il ne sera exigé aucune rétribution pour la garde de ce dépôt, à peine de concussion.

161. Dans les exécutoires décernés sur les caisses de l'Administration de l'enregistrement, pour des frais qui ne sont point à la charge de l'Etat, il sera fait mention qu'il n'y a point de partie civile en cause, ou que la partie civile a justifié de son indigence.

162. Sont déclarés, dans tous les cas, à la charge de l'État, et sans recours envers les condamnés :

1° Les frais de voyage des conseillers de nos cours impériales et des conseillers auditeurs qui seront délégués aux cours d'assises *ou spéciales ;*

2° L'indemnité des jurés pour leur déplacement ;

3° Toutes les dépenses pour l'exécution des arrêts criminels.

163. Il sera dressé, pour chaque affaire criminelle, correctionnelle ou de simple police, un état de liquidation des frais autres que ceux qui sont mentionnés dans l'article précédent ; et, lorsque cette liquidation n'aura pu être insérée, soit dans l'ordonnance de mise en liberté, soit dans l'arrêt ou le jugement de condamnation, d'absolution ou d'acquittement, le juge compétent décernera exécutoire contre qui de droit, au bas dudit état de liquidation.

164. Le greffier remettra, dans le plus court délai, au préposé de l'Administration de l'enregistrement charge du recouvrement, un extrait de l'ordonnance, arrêt ou jugement, pour ce qui concerne la liquidation et la condamnation au remboursement des frais, ou une copie de l'état de liquidation rendu exécutoire, ainsi qu'il est dit dans l'article précédent.

Il en transmettra un double à notre grand juge ministre de la justice pour servir à la vérification de l'état du trimestre dont il sera parlé ci-après.

165. Les préfets inscriront sur un registre particuljer, sommairement et par ordre de dates et de numéros, les mandats qu'ils délivreront en vertu de notre présent décret, ainsi que les *visa* qu'ils apposeront sur les états ou mémoires, avec indication du nombre et de la nature des pièces produites au soutien.

Ils porteront le numéro de l'inscription, tant sur leur mandat que sur les trois expéditions desdits états ou mémoires, et sur chacune des pièces produites à l'appui; ces pièces seront, en outre, cotées par première et dernière.

166. *Abrogé par l'ordonnance du* 28 *nov.* 1838.

167. Dans la première quinzaine du second mois de chaque trimestre, les directeurs de l'Administration de l'enregistrement adresseront au directeur général de cette Administration, un état conforme au modèle arrêté par notre grand juge ministre de la justice, avec les mandats et exécutoires que les receveurs de leur arrondissement auront acquittés pendant le trimestre précedent.

Ces mandats et exécutoires seront accompagnés des originaux des pièces justificatives.

168. Le directeur général de l'Administration de l'enregistrement fera parvenir à notre grand juge ministre de la justice, dans les trois mois, au plus tard, après l'expiration de chaque trimestre, un état général conforme au modèle arrêté par ce ministre, auquel état seront joints les états particuliers des directeurs, ainsi que les mandats et exécutoires accompagnés des originaux des pièces justificatives.

169. Notre grand juge ministre de la justice fera procéder à la vérification de l'état général qui lui aura eté adressé.

Il l'arrêtera à la somme totale des payements qui lui paraîtront avoir été régulièrement faits.

Il délivrera du montant une ordonnance au profit de l'Administration de l'enregistrement, le tout sans préjudice des restitutions qu'il pourrait y avoir lieu d'ordonner ultérieurement.

170. Cette ordonnance sera remise, avec l'etat général ci-dessus mentionné et les pièces à l'appui, par l'Administration de l'enregistrement, à notre ministre du Trésor impérial, lequel délivrera, en échange, un recepissé admissible dans les comptes de cette Administration.

171. Notre grand juge ministre de la justice pourra, lorsqu'il le croira convenable, envoyer des inspecteurs pour visiter les greffes et y faire toutes vérifications relatives aux frais de justice.

172. Toutes les fois que notre grand juge ministre de la justice reconnaîtra que des sommes ont été indûment allouées à titre de frais de justice criminelle, il en fera dresser des rôles de restitution, lesquels seront par lui déclarés exécutoires contre qui de droit, lors même que ces sommes se trouveraient comprises dans des états déjà ordonnancés par lui, pourvu néanmoins qu'il ne se soit pas écoule plus de deux ans depuis la date de ces ordonnances.

173. *Abrogé par l'ordonnance du* 28 *nov.* 1838.

174. Le recouvrement des frais de justice avancés par l'Administration de l'enregistrement, conformément aux dispositions de notre présent décret, et qui ne sont point à la charge de l'État, ainsi que les restitutions ordonnées par notre grand juge ministre de la justice, en exécution des deux articles précédents, seront poursuivis par toutes voies de droit, et même par celle de la contrainte par corps, à la diligence des préposés de ladite Administration, en vertu des exécutoires mentionnés aux articles ci-dessus.

175. Pour l'exécution de la contrainte par corps dans les cas ci-dessus prévus, il suffira de donner copie au débiteur, en tête du commandement à lui signifié :

1° Du rôle ou des articles du rôle sur lesquels sera intervenue l'ordonnance de recouvrement ;

2° De l'ordonnance de notre grand juge ministre de la justice, portant restitution de la somme à recouvrer, en ce qui concernera le débiteur contraint.

176. Les huissiers préposés pour les actes relatifs au recouvrement, pourront recevoir les sommes dont les parties offriront de se libérer dans leurs mains, à la charge par eux d'en faire mention sur leurs répertoires, et de les verser immédiatement dans la caisse du receveur de l'enregistrement, à peine d'être poursuivis et punis conformément aux articles 169, 171 et 172 du Code pénal, s'ils sont en retard de plus de trois jours.

177. L'Administration de l'enregistrement rendra compte des recouvrements effectués, de la même manière que de ses autres recettes.

En cas d'insolvabilité des parties contre lesquelles seront décernés les exécutoires, les receveurs seront déchargés des recouvrements qui concerneront ces parties, en justifiant de leurs diligences, et en rapportant des certificats d'indigence légalement délivres ; sans préjudice toutefois des poursuites qui pourront être exercées dans le cas où lesdites parties deviendraient solvables.

178. *Abrogé par l'ordonnance du 3 nov.* 1819.

179. Notre grand juge ministre de la justice nous présentera, chaque année, un bordereau général tant des ordonnances qu'il aura délivrees pour frais de justice, que des sommes qui auront été recouvrées par l'Administration de l'enregistrement sur le montant de ses ordonnances.

180 à **188.** *Abrogés.*

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

189. Tous règlements relatifs au tarif et au mode de payement et recouvrement des frais de justice en matière criminelle, notamment l'arrêté du Gouvernement du 6 messidor an IV, et notre décret du 24 février 1806, sont abroges.

190. Notre grand juge ministre de la justice, nos ministres de l'intérieur, des finances et du Trésor impérial, sont chargés de l'exécution du present decret.

Décret du 7 avril 1813,

Modifiant quelques dispositions de celui du 18 *juin* 1811, *contenant règlement sur les frais de justice criminelle et de simple police* (R. v° *Frais et dépens*, p. 67). — V. *infra*, Decr. 22 juin 1895.

Art. 1er. Il ne sera plus accordé de double taxe aux témoins dans le cas prevu par l'article 29 du règlement du 28 juin 1811.

2. Les témoins qui ne seront pas domiciliés à plus de 1 myriamètre du lieu où ils seront entendus, n'auront droit à aucune indemnité de voyage ; il ne pourra leur être alloué que la taxe fixée par les articles 27 et 28 du règlement.

Ceux domiciliés à plus de 1 myriamètre recevront, pour indemnite de voyage, s'ils ne sortent point de leur arrondissement, 1 fr par myriamètre parcouru en allant, et autant pour le retour.

S'ils sont appeles hors de leur arrondissement, cette indemnité sera de 1 fr. 50 cent.

Dans les deux derniers cas, la taxe fixee par les articles 27 et 28 sus-enonces ne sera point allouée, sans néanmoins rien innover à l'article 30 dudit règlement, relatif aux frais de sejour.

3. Il n'est dû aucuns frais de voyage aux gardes champêtres ou forestiers, tant pour la remise qu'ils seront tenus de faire de leurs procès-verbaux, conformement aux articles 18 et 20 du Code d'instruction criminelle que pour la conduite des personnes par eux arrêtees devant l'autorité compétente.

Mais, lorsque ces gardes seront appeles en justice, soit pour être entendus comme temoins, lorsqu'ils n'auront point dresse de procès-verbaux, soit pour donner des explications sur les faits contenus dans les procès-verbaux qu'ils auront dresses, ils auront droit aux mêmes taxes que les temoins ordinaires.

Il en sera de même des gendarmes.

4. L'augmentation de taxe accordee par l'article 94, pour frais de voyage pendant les mois de novembre, décembre, janvier et février, est également supprimee, tant pour les temoins que pour les autres parties prenantes, designees dans l'article 91.

5. Lorsqu'un mandat d'amener sera suivi d'un mandat de dépôt, et que l'un et l'autre auront éte exécutés dans les vingt-quatre heures par le même huissier, il ne sera alloué à l'huissier, pour l'execution de ces deux mandats, que le droit fixe par l'article 73 du règlement, quand bien même les deux mandats n'auraient pas eté decernés dans les mêmes vingt-quatre heures, ni par le même magistrat.

6. Le droit à allouer aux huissiers, gendarmes, gardes champêtres ou forestiers, ou agents de police, suivant le mode et dans les cas prévus par les articles 71, nº 5, et 77 du règlement, demeure fixé de la manière suivante, savoir :

1º Pour capture ou saisie de la personne, en execution d'un jugement de simple police, sans qu'il puisse être alloue aucun droit de perquisition :

A Paris.	5 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	4 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	3 fr. » c.

2º Pour capture en exécution d'un mandat d'arrêt, ou d'un jugement ou arrêt en matière correctionnelle emportant peine d'emprisonnement :

A Paris.	18 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	15 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	12 fr. » c.

3º Pour capture en exécution d'une ordonnance de prise de corps, ou arrêt portant la peine de reclusion :

A Paris.	21 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	18 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	15 fr. » c.

4º Pour capture en exécution d'un arrêt de condamnation aux travaux forces ou à une peine plus forte :

A Paris.	30 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus . . .	25 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	20 fr. » c.

7. Conformement à l'article 50 du règlement, les extraits de jugements ou d'arrêts en matière criminelle ou correctionnelle continueront d'être payes aux greffiers à raison de 60 centimes ; et, en matière de delits forestiers, à raison de 25 centimes seulement.

A l'avenir, il ne sera payé que 25 centimes pour les extraits de jugements en matière de police simple, et généralement pour tous extraits délivres aux receveurs ou preposes des Regies, pour le recouvrement des condamnations pécuniaires, sans préjudice de la disposition de l'article 62 du règlement, en ce qui concerne les expéditions ou extraits qui auraient eté délivres au ministère public.

8. Notre dit règlement du 18 juin 1811 continuera d'être exécute dans toutes les dispositions auxquelles il n'est pas dérogé par le présent décret.

Ordonnance du Roi du 3 novembre 1819,

Concernant la comptabilité des frais de justice à recouvrer sur les condamnés (**R.** v° *Frais et dépens*, p. 67).

Art. 1er. L'Administration de l'enregistrement continuera de poursuivre sur les condamnés le recouvrement des frais de justice qui ne doivent pas rester à la charge de l'État; mais le montant de ce recouvrement sera porté annuellement dans le budget général des recettes de l'État, et l'Administration en comptera comme de ses autres produits.

En conséquence, la disposition de l'artiele 178 du décret du 18 juin 1811, qui autorise la compensation du montant des recouvrements effectués sur les condamnés avec les avances faites par l'Administration de l'enregistrement pour frais généraux de justice, est abrogée, à compter du 1er janvier 1820.

2. Les frais résultant de la levée des extraits d'arrêts et de jugements, ainsi que le montant des états de liquidation et autres actes semblables dont l'Administration de l'enregistrement aura besoin pour poursuivre sur les condamnés le recouvrement des amendes et des frais de procédure, cesseront à la même époque d'être acquittes sur les fonds généraux des frais de justice, et feront partie des dépenses de ladite Administration (V. *suprà, art.* 164 *du decret du* 18 *juin* 1811).

3. Nos ministres secrétaires d'État des finances et de la justice régleront, de concert, toutes les mesures d'exécution résultant des dispositions ci-dessus.

Ordonnance du Roi du 6 août 1823,

Fixant la taxe à laquelle donne droit la capture d'un individu condamné à un emprisonnement n'excédant pas cinq jours (**R.** v° *Frais et dépens*, p. 67).

Art. 1er. La capture d'un individu condamné à un emprisonnement n'excédant pas cinq jours ne donne droit, pour l'huissier ou l'agent de la force publique qui l'a operée, qu'à la taxe fixée par le n° 1 de l'article 6 du decret du 7 avril 1813, soit que l'emprisonnement ait été ordonné par un jugement, soit qu'il l'ait été par un arrêt.

Ordonnance du Roi du 4 août 1824,

Concernant les indemnités auxquelles ont droit les juges, officiers du ministère public et greffiers qui, dans le cas prévu par l'article 496 *du Code civil, se transportent a plus de cinq kilomètres de leur résidence* (**R.** v° *Frais et dépens*, p. 68).

Art. 1er. Les juges, officiers du ministère public et greffiers qui, dans le cas prévu dans l'article 496 du Code civil, se transporteront à plus de cinq kilomètres de leur résidence, auront droit aux indemnites déterminées par les articles 88 et 89 du règlement du 18 juin 1811, suivant les distinctions établies dans ces articles, en ce qui concerne les distances.

Ordonnance du Roi du 10 mars 1825,

Concernant les indemnités auxquelles ont droit les magistrats qui, dans les cas prévus par les ordonnances royales des 5 et 26 novembre 1823, se transporteront à plus de cinq kilomètres (**R.** v° *Frais et dépens*, p. 68).

Art. 1er. Les magistrats qui, dans les cas prevus par les articles 3, 4 et 6 de l'ordonnance royale du 5 novembre 1823 et par l'article 5 de celle du 26 du même mois, se transporteront à plus de cinq kilomètres, auront droit aux indemnités déterminées par l'article 88 du règlement du 18 juin 1811, suivant les distinctions établies par cet article relativement aux distances, lesquelles seront comptées conformément aux tableaux dressés en exécution de l'article 93 dudit règlement du 18 juin.

2. Ces indemnites seront payées sur les fonds affectés aux frais de justice criminelle, et dans la forme prescrite par le règlement du 18 juin 1811.

3. Les magistrats procéderont aux verifications dont il s'agit, seuls et sans l'assistance du greffier.

4. Lorsque les faits constatés par la vérification donneront lieu à des poursuites judiciaires, le montant des indemnités avancées en exécution de la presente ordonnance par l'Administration de l'enregistrement et des domaines, sera compris dans la liquidation des dépens, et recouvré contre qui de droit, conformément aux règles tracées par le chapitre 2 du titre 3 du règlement du 18 juin 1811.

5. Nos procureurs près les tribunaux de première instance, lorsqu'ils réclameront l'indemnité déterminee par la présente ordonnance, seront tenus de justifier que leur transport a eu lieu en vertu de l'ordre et de l'autorisation preable du procureur général.

6. Ces magistrats ne pourront, sans le même ordre ou la même autorisation, déléguer un juge de paix à l'effet de proceder auxdites opérations, lorsque celui-ci, pour exécuter la délégation, sera obligé de se transporter à plus de cinq kilomètres du chef-lieu de son canton.

7. Toute delégation sera jointe en original au mémoire de la partie prenante.

Il en sera de même des ordres ou autorisations exigees par les deux articles précédents.

Ordonnance du Roi du 28 juin 1832,

Relative aux sommes consignées par les parties civiles pour frais de procédure (**R.** v° *Frais et dépens*, p. 68)

Art. 1er. Il sera tenu, sous la surveillance de nos procureurs près les cours et tribunaux et des juges de paix, par les greffiers, un registre dans lequel sera ouvert pour chaque affaire un compte particulier aux parties civiles qui auront consigné le montant présume des frais de la procédure (V. *supra*, *art.* 157 *du décret du* 18 *juin* 1811).

2. Sur ce registre, qui sera cote et parafé par nos procureurs et par les juges de paix, les greffiers porteront exactement les sommes reçues et payées.

3. Dans tous les cas, les sommes non employées et qui seront restées entre les mains du greffier seront remises par lui, sur simple récépissé, à la partie civile, lorsque l'affaire sera terminée par une décision qui, à l'égard de cette partie civile, aura force de chose jugée.

4. Quant aux sommes qui auront servi à solder les frais dans les affaires soumises au jury, la partie civile qui n'aura pas succombé fournira, pour en obtenir le remboursement, un mémoire en triple expédition, revêtu des formalités pres-

crites par les articles 138, 139, 140, 145, 152 et 153 du règlement du 18 juin 1811. Ce memoire sera paye, comme les autres frais de justice criminelle, par les receveurs de l'enregistrement et des domaines.

5. A l'expiration de chaque année, les greffiers adresseront, par l'intermediaire de nos procureurs près les cours et tribunaux, à notre ministre de la justice, un compte sommaire, tant des sommes consignées entre leurs mains que de celles qu'ils auront employees, ou qui auront ete restituees aux parties civiles.

Ordonnance du Roi du 28 novembre 1838,

Relative a la liquidation et au payement des frais de justice criminelle

(**R.** v° *Frais et dépens*, p. 68).

Art. 1er. Les états ou mémoires des frais de justice non réputés urgents, et les etats récapitulatifs des frais urgents, ne seront plus soumis au visa des prefets.

2. Il ne sera plus fait que deux expéditions de chaque état ou mémoire de frais de justice non réputés urgents, l'une sur papier timbré, l'autre sur papier libre. Chacune de ces expéditions sera revêtue de la taxe et de l'exécutoire du juge. La première sera remise au receveur de l'enregistrement avec les pièces au soutien des articles susceptibles d'être ainsi justifies. La seconde sera transmise à notre ministre de la justice avec le bordereau mensuel dont il sera parlé ci-après. Le prix du timbre, tant du memoire que des pièces à l'appui, est à la charge de la partie prenante.

3. Les frais non réputes urgents continueront à être payés sur les etats ou memoires des parties prenantes; ils seront taxés article par article, soit par les presidents et juges des cours et tribunaux, soit par les juges de paix, et ils seront payables aussitôt qu'ils auront été revêtus de l'ordonnance du magistrat taxateur. Cette ordonnance sera toujours décernee sur le réquisitoire de l'officier du ministère public, qui devra prealablement procéder à la verification des mémoires. La taxe de chaque article rappellera la disposition legislative ou reglementaire sur laquelle elle sera fondee.

4. Au commencement de chaque mois, les receveurs de l'enregistrement reuniront en un seul état, dresse en double expedition, tous les frais urgents qu'ils auront acquittes sur simples taxes ou mandats du juge pendant le mois precédent. Cet état ne sera plus soumis à la formalite de la taxe et de l'exécutoire. Les receveurs de l'enregistrement en adresseront une expédition, à l'expiration de chaque mois, au directeur de l'enregistrement dans chaque département, avec les taxes à l'appui. La seconde expédition de cet état sera par eux envoyée soit à nos procureurs généraux, soit à nos procureurs près les tribunaux, pour être transmise à notre ministre de la justice.

5. Les memoires qui n'auront pas été présentés à la taxe du juge dans le delai d'une année, à partir de l'époque à laquelle les frais auront eté faits, ou dont le payement n'aura pas été réclamé dans les six mois de leur date, ne pourront, conformément à l'article 149 du décret du 18 juin 1811, être acquittes qu'autant qu'il sera justifie que les retards ne sont point imputables à la partie dénommée dans l'executoire. Cette justification ne pourra être admise que par notre ministre de la justice, après avoir pris l'avis de nos procureurs généraux, s'il y a lieu.

6. Au commencement de chaque mois, nos procureurs généraux près des cours royales, et nos procureurs près des cours d'assises et des tribunaux de première instance, réuniront dans un bordereau qui sera dressé dans la forme indiquee par notre ministre de la justice, tous les doubles des états et mémoires des frais taxes et mandatés dans le ressort pendant le mois precédent. Ce bor-

dereau et les pièces à l'appui seront adressés à notre ministre de la justice dans la quinzaine de chaque mois.

7. Les articles 137, 138, 139, 143, 145, 149, 152, 166 et 173 ci-dessus visés sont rapportés.

8. La présente ordonnance sera exécutoire à partir du 1er janvier 1839.

Ordonnance du Roi du 2 mai 1844,

Concernant les indemnités auxquelles auront droit les magistrats qui se transporteront à plus de cinq kilomètres de leur résidence pour visiter des établissements consacrés aux aliénés.

Art. 1er. Les magistrats qui, dans le cas prévu par l'article 4 de la loi du 30 juin 1838, se transporteront à plus de cinq kilomètres de leur résidence, auront droit aux indemnités déterminées par l'article 88 du décret du 18 juin 1811, suivant les distinctions établies par ledit article, relativement aux distances.

2. Ces indemnités seront payées sur les fonds affectés aux frais de justice criminelle, et dans la forme prescrite par le décret du 18 juin 1811.

3. Lorsque les faits constatés par la visite donneront lieu à des poursuites judiciaires, le montant des indemnités avancées, en exécution de la présente ordonnance, par l'Administration de l'enregistrement et des domaines, sera compris dans la liquidation des dépens et recouvré contre qui de droit, conformément aux règles tracées par le chapitre 2 du titre 3 du décret du 18 juin 1811.

Ordonnance du Roi du 2 mars 1845,

Sur la translation des prévenus et accusés dans les maisons d'arrêt et de justice.

Art. 1er. La translation des prévenus et accusés aura lieu, à l'avenir, par les voitures cellulaires; néanmoins, si les circonstances l'exigent, les prévenus et accusés pourront être conduits à pied.

2. Lorsque les prévenus et accusés seront transférés par les voitures cellulaires départementales, les mêmes gendarmes pourront être préposés à la garde et à la conduite des détenus pendant tout le trajet.

Les gendarmes qui serviront d'escorte auront droit, sur les fonds des frais de justice criminelle, à une indemnité spéciale, qui est reglée ainsi qu'il suit :

Gendarmerie à pied, par jour :	
Gendarme	0 fr. 40 c.
Brigadier.	0 fr. 50 c.
Maréchal des logis.	0 fr. 60 c.
Gendarmerie à cheval, par jour :	
Gendarme	0 fr. 50 c.
Brigadier.	0 fr. 60 c.
Maréchal des logis.	0 fr. 70 c.

3. Les articles 4, 11 et 12 du décret du 18 juin 1811 sont abrogés, en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions qui précèdent.

Ordonnance du Roi du 5 mai 1845,

Concernant la gratification accordée aux gendarmes et gardes qui constateront des infractions à la loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse.

Art. 1er. La gratification accordée aux gendarmes, gardes forestiers, gardes

champêtres, gardes-pêche et gardes assermentés des particuliers, qui constateront des infractions à la loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse, est fixee ainsi qu'il suit :

8 fr. pour les délits prévus par l'article 11 ;

15 fr. pour les délits prévus par l'article 12 et l'article 13, § 1er ;

25 fr. pour les délits prévus par l'article 13, § 2.

2. La gratification est due pour chaque amende prononcée ; elle sera acquittée par les receveurs de l'enregistrement, suivant le mode actuel et les règles de la comptabilité ordinaire.

3. *Remplacé par le décret du 4 août* 1852.

4. Il ne pourra être alloué qu'une seule gratification, lors même que plusieurs agents auraient concouru à la rédaction du procès-verbal constatant le délit.

5. La présente ordonnance est applicable aux amendes qui auront déjà été prononcées en vertu de la loi du 3 mai 1844.

Ordonnance du Roi du 19 janvier 1846,

Concernant la taxe allouée aux gendarmes pour la capture des délinquants insolvables, condamnés à des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais, en matière criminelle, correctionnelle et de police.

Article unique. La capture des délinquants insolvables, condamnés à des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais, en matière criminelle, correctionnelle et de police, ne donne droit aux gendarmes qui l'ont opérée qu'à la taxe fixée par le numéro 1 de l'article 6 du décret du 7 avril 1813.

Arrêté ministériel du 19 avril 1848,

Qui réduit l'indemnité provisoire payée annuellement aux huissiers audienciers chargés du service criminel près la cour d'appel de Paris.

Art. 1er. L'indemnité provisoire de trois mille francs payée annuellement à chacun des six huissiers audienciers chargés du service criminel près la cour d'appel de Paris, en vertu des décrets des 17 mars 1809 et 18 juin 1811, est réduite à quinze cents francs, à partir du 1er du présent mois d'avril.

Décret du 4 août 1852,

Qui modifie l'article 3 *de l'ordonnance du* 5 *mai* 1845, *concernant la gratification accordée aux gendarmes et gardes qui constateront des infractions à la loi du* 3 *mai* 1844, *sur la police de la chasse.*

Article unique. L'article 3 de l'ordonnance du 5 mai 1845 est modifié ainsi qu'il suit :

Les receveurs de l'enregistrement tiendront un compte spécial, par commune, du recouvrement des amendes prononcées pour infraction à la loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse : ce compte sera réglé chaque année. Après prélèvement des gratifications et de 5 % pour frais de régie, le produit restant des amendes recouvrées sera compté à la commune sur le territoire de laquelle l'infraction aura été commise.

En cas d'excédent de dépenses à l'époque du règlement, il ne sera exercé aucun recours contre la commune ; mais cet excédent sera reporté au compte ouvert pour l'année suivante, dans lequel il formera le premier article de la dépense.

Les frais de poursuites tombés en non-valeurs seront remboursés conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 30 décembre 1823.

Décret du 14 septembre 1864,

Qui abroge l'article 2 et le paragraphe 2 de l'article 6 de l'ordonnance du 30 décembre 1823, sur le recouvrement des amendes de police correctionnelle et de simple police, et sur leur répartition.

Art. 1er. L'article 2 et le deuxième paragraphe de l'article 6 de l'ordonnance du 30 décembre 1823 sont abrogés.

Décret du 25 novembre 1870,

Sur les exécuteurs des hautes œuvres (D. P. 70. 4. 133).

Art. 1er. A partir du 1er janvier 1871, les exécuteurs en chef et adjoints en exercice sur le territoire continental français seront relevés de leurs fonctions individuellement. Chacun d'eux cessera de toucher ses gages un mois après la notification qui lui aura été faite par le préfet du département de sa résidence, sur avis transmis par le directeur des affaires criminelles.

2. Il ne sera maintenu qu'un exécuteur en chef et cinq exécuteurs adjoints en fonctions. Leur résidence sera fixée dans la capitale, sauf ordre contraire émané du ministre de la justice.

Ils recevront annuellement et par douzième, sans retenue, des gages fixés : pour l'exécuteur en chef, à 6000 fr. par an; pour deux adjoints de 1re classe, à 4000 fr. chacun; et pour trois adjoints de 2e classe, à 3000 fr. chacun.

Les nominations, révocations, privations disciplinaires de partie des gages, en un mot, tout ce qui concerne la police et la discipline des exécuteurs est placé dans les attributions du directeur des affaires criminelles, sous l'autorité du ministre.

3. Deux machines ou instruments, avec leurs accessoires de rechange, établies sur le modèle adopté en Algérie, seront construites et entretenues à Paris en état d'être immédiatement transportées partout où besoin sera. Il pourra être passé un abonnement avec l'exécuteur en chef pour l'entretien de ces machines.

4. Toutes les fois qu'il y aura lieu de procéder, en dehors de Paris, à l'exécution d'un condamné, l'exécuteur en chef sera tenu de se transporter au lieu indiqué avec l'un de ses adjoints. S'il y a plus d'un condamné, il prendra au quatrième bureau de la direction criminelle du ministère de la justice l'autorisation d'emmener le nombre d'adjoints jugé nécessaire.

Ils seront transportés, avec les instruments de justice, en chemin de fer par trains directs ou rapides. Les frais qui ne seraient pas prévus par les cahiers des charges des compagnies seront compris et mandatés dans les mémoires périodiquement présentés au ministère de la justice par les compagnies.

Chaque homme recevra une indemnité de 8 fr. par jour, frais de transport non compris.

L'exécuteur en chef devra pourvoir aux fournitures nécessaires à l'exécution des arrêts criminels.

Les frais divers feront l'objet d'un mémoire mandaté par le directeur des affaires criminelles sur la proposition du chef du quatrième bureau.

5. Les magistrats des parquets, juges de paix, maires et autres officiers de police judiciaire seront tenus de pourvoir sur les lieux, par des ordres ou réquisitions, aux transports, fournitures ou travaux de toute espèce nécessaires à l'exécution des arrêts criminels et au logement des exécuteurs et des instruments de justice, sur la production de l'ordre reçu par l'exécuteur.

6. Dans le cas où les exécuteurs des arrêts criminels seront requis pour le service des ministères de la guerre ou de la marine, les frais de toute nature seront à la charge du budget du ministère requérant.

7. Il n'est rien modifié à l'organisation du service en Corse et en Algérie.

8. Chaque année, un état des secours alimentaires nécessaires aux exécuteurs relevés de leurs fonctions ou aux veuves non remariées et âgées de soixante ans des exécuteurs morts en exercice, sera dressé par le directeur des affaires criminelles dans les proportions et suivant les usages consacrés par les règlements en vigueur.

9. La somme que la nouvelle organisation rendra disponible sur les gages du personnel ou les frais du matériel compris au budget de 1871 fera retour au Trésor.

Toutes dépenses éventuelles exigées pour l'exécution des arrêts criminels seront imputables au budget sur les frais de justice criminelle.

Loi du 29 décembre 1873,

Portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1874 (**D. P.** 74. 4. 26).

Art. 25. A partir du 1er janvier 1874, les percepteurs des contributions directes seront substitués aux receveurs de l'enregistrement pour le recouvrement des amendes et des condamnations pécuniaires autres que celles concernant les droits d'enregistrement, de timbre, de greffe, d'hypothèques, le notariat et la procédure civile.

Sont maintenues toutes les dispositions des lois qui ne sont pas contraires au paragraphe précédent; toutefois, les porteurs de contraintes pourront remplacer les huissiers pour l'exercice des poursuites.

Un règlement d'administration publique déterminera, s'il y a lieu, les mesures nécessaires pour assurer l'exécution du présent article.

Décret du 25 avril 1888,

Relatif au payement des frais de délivrance des titres de perception pour le recouvrement des condamnations pécuniaires (**D. P.** 88. 4, 43).

Art. 1er. Les frais de délivrance des titres de perception (extraits de jugements et exécutoires supplémentaires), que les greffiers adressent à l'administration des finances pour le recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les tribunaux de police correctionnelle et de simple police seront, à l'avenir, sous la réserve des prescriptions de l'article 107 du Code forestier, supportés par le fonds commun et payés aux ayants droit sur mandats des préfets.

2. En fin d'année, et sur la production d'un décompte établi par les trésoriers généraux, le fonds commun sera remboursé du montant des frais des extraits se rapportant aux condamnations recouvrées au cours de l'année écoulée. Des crédits seront délégués, à cet effet, aux préfets, sur le chapitre budgétaire :

« Frais de perception. — Art. 2. Frais d'extraits d'arrêts et de jugements. »

Arrêté ministériel du 19 juin 1889,

Fixant le tarif d'expertise des engrais.

Art. 1er. Le tarif d'expertise des engrais est fixé à 10 fr. par élément dosé et à 25 fr. pour le rapport. Toutefois, les frais d'expertise d'un engrais ou amendement, quel que soit le nombre des éléments dosés, ne pourront s'élever à une somme supérieure à 50 fr.

2. Les prises d'échantillons sont fixées à 6 fr. par vacation de trois heures au plus. Les frais de déplacement seront remboursés sur état.

Loi du 28 avril 1893,

Portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893 (**D. P.** 93. 4. 79).

Art. 45. L'article 11 de la loi de finances du 26 décembre 1890 est modifié ainsi qu'il suit :

Le produit des amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les tribunaux répressifs, dont le recouvrement a été confié aux percepteurs par la loi du 29 décembre 1873, est attribué comme suit :

Le produit des amendes en principal est réparti annuellement, dans chaque département, de la manière suivante :

20 % pour l'État;

80 % pour le fonds commun.

Les décimes sur les amendes en principal, les frais de justice, les confiscations, les réparations au profit du Trésor et les droits de poste sont acquis à l'État.

Les frais d'extraits d'arrêts et de jugements sont encaissés pour le compte du fonds commun qui en fait l'avance.

Sur le fonds commun sont prélevés, en vertu d'ordonnances de payement du préfet :

1° Les frais de poursuite exposés en vue du recouvrement et tombés en non-valeur;

2° Les gratifications dues aux agents verbalisateurs à raison de 10 fr. par condamnation prononcée en matière de chasse ou de pêche, et de 1 fr. 25 cent. par condamnation recouvrée en toute autre matière donnant lieu à gratification;

3° Le payement des droits dus aux greffiers des cours et tribunaux pour les extraits d'arrêts et de jugements adressés dans les délais réglementaires au service du recouvrement.

Ces prélèvements opérés, le reste du fonds commun est attribué, savoir :

Un quart au service des enfants assistés;

Trois quarts aux communes, suivant la répartition faite par la commission départementale, après avoir entendu l'avis ou les propositions du préfet, conformément à l'article 81 de la loi du 10 août 1871.

En cas de transaction ou de remise sur amendes encourues ou prononcées, la gratification due à l'agent verbalisateur est toujours réservée.

Les frais de perception des amendes et condamnations pécuniaires, les frais d'abonnement au *Journal officiel des communes* (chefs-lieux de canton) et une allocation fixe de quinze mille francs à verser annuellement à la caisse des invalides de la marine, en représentation du produit des amendes qui lui sont attribuées par les lois et règlements, sont compris parmi les dépenses du budget de l'État.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à l'Algérie.

Sont abrogées toutes les dispositions contraires au présent article (V. *infrà*, *L.* 13 *avr.* 1898, *art.* 84).

Décret du 21 novembre 1893,

Portant règlement d'administration publique, en exécution des paragraphes 2 *et* 3 *de l'article* 14 *de la loi du* 30 *novembre* 1892 *sur l'exercice de la médecine et relatif :* 1° *aux conditions suivant lesquelles peut être conféré le titre d'expert devant les tribunaux;* 2° *à la revision des tarifs du décret du* 18 *juin* 1811 *en ce qui touche les honoraires, vacations, frais de transport et de séjour des médecins* (**D. P.** 95. 4. 5).

CHAPITRE Ier. — DES CONDITIONS DANS LESQUELLES EST CONFÉRÉ LE TITRE D'EXPERT MÉDECIN DEVANT LES TRIBUNAUX.

Art. 1er. (*Décr.* 12 *août* 1904.) Au commencement de chaque année judiciaire, et dans les trois mois qui suivent la rentrée, les cours d'appel, en

chambre du conseil, le procureur général entendu, désignent, sur les listes de propositions des tribunaux de première instance du ressort, les docteurs en médecine à qui elles confèrent le titre d'expert devant les tribunaux.

A la cour d'appel de Paris, cette désignation est faite par une assemblee composée des trois premières chambres de la cour.

2. (*Decr.* 10 *avril* 1906.) Les propositions du tribunal et les désignations de la cour ne peuvent porter que sur les docteurs en médecine français demeurant soit dans l'arrondissement du tribunal, soit dans le ressort de la cour d'appel. Ils doivent avoir au moins cinq ans d'exercice de la profession médicale ou être munis soit du diplôme de l'université de Paris portant la mention « médecine légale et psychiâtrie », soit d'un diplôme analogue créé par d'autres universités, par application des dispositions de l'article 15 du décret du 21 juillet 1897, portant règlement pour les conseils des universités.

3. En dehors des cas prévus aux articles 43, 44, 235 et 268 du Code d'instruction criminelle, les opérations d'expertise ne peuvent être confiées à un docteur en médecine qui n'aurait pas le titre d'expert. Toutefois, suivant les besoins particuliers de l'instruction de chaque affaire, les magistrats peuvent désigner un expert près un tribunal autre que celui auquel ils appartiennent.

En cas d'empêchement des médecins experts résidant dans l'arrondissement, et s'il y a urgence, les magistrats peuvent, par ordonnance motivée, commettre un docteur en médecine français de leur choix.

CHAPITRE II. — DES HONORAIRES, VACATIONS, FRAIS DE TRANSPORT ET DE SÉJOUR DES EXPERTS MÉDECINS.

4. Chaque médecin requis par des officiers de justice ou de police judiciaire ou commis par ordonnance, dans les cas prévus par le Code d'instruction criminelle, reçoit à titre d'honoraires :

1° Pour une visite avec premier pansement, huit francs (8 fr.);
2° Pour toute opération autre que l'autopsie, dix francs (10 fr.);
3° Pour autopsie avant inhumation, vingt-cinq francs (25 fr.);
4° Pour autopsie après exhumation, trente-cinq francs (35 fr.).

Au cas d'autopsie d'un nouveau-né, les honoraires sont de quinze et vingt-cinq francs (15 et 25 fr.), suivant que l'opération a eu lieu avant inhumation ou après exhumation.

Tout rapport écrit donne droit, au minimum, à une vacation de cinq francs (5 fr.).

5. Le coût des fournitures reconnues nécessaires pour les opérations est remboursé sur la production des pièces justificatives de la dépense.

6. Il n'est rien alloué pour soins et traitements administres soit après le premier pansement, soit après les visites ordonnées d'office.

7. En cas de transport à plus de deux kilomètres (2 kilom.) de leur résidence, les médecins reçoivent par kilomètre parcouru, en allant et en revenant :

1° Vingt centimes (0 fr. 20 cent.) si le transport a été effectué en chemin de fer;
2° Quarante centimes (0 fr. 40 cent.) si le transport a eu lieu autrement.

8. Dans le cas où les médecins sont retenus dans le cours de leur voyage par force majeure, ils reçoivent une indemnité de dix francs (10 fr.) par chaque journée de séjour forcé en route, à la condition de produire à l'appui de leur demande d'indemnité un certificat du juge de paix ou du maire de la localité constatant la cause du séjour forcé.

9. Il est alloué aux médecins, outre les frais de transport, s'il y a lieu, une vacation de cinq francs (5 fr.) à raison de leurs dépositions soit devant un tribunal, soit devant un magistrat instructeur.

Si les médecins sont obligés de prolonger leur séjour dans la ville où siège soit le tribunal, soit le juge d'instruction devant lequel ils sont appelés, il leur est

alloué, sur leur demande, une indemnité de dix francs (10 fr.) par chaque journée de séjour forcé.

10. Sont abrogées toutes les dispositions du décret du 18 juin 1811 en ce qu'elles ont de contraire au présent chapitre.

CHAPITRE III. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

11. Les officiers de santé reçus antérieurement au 1er décembre 1893 et ceux reçus dans les conditions déterminées par l'article 31 de la loi du 30 novembre 1892 peuvent être portés sur la liste d'experts près les tribunaux s'ils réunissent les conditions de nationalité, de durée d'exercice de leur profession et de résidence prévues à l'article 2 du présent décret.

Ils ont droit aux mêmes honoraires, vacations, frais de transport et de séjour que les docteurs en médecine.

12. Le tarif prévu au chapitre 2 du présent décret ne sera applicable qu'aux opérations requises postérieurement au 30 novembre 1893.

Décret du 22 juin 1895,

Portant fixation de l'indemnité de voyage et des frais de séjour à allouer aux témoins entendus, soit dans l'instruction, soit lors du jugement des affaires criminelles, de police correctionnelle et de simple police (**D. P.** 95. 4. 69).

Art. 1er. Les témoins qui ne sont pas domiciliés à plus d'un myriamètre du lieu où ils seront entendus n'auront droit à aucune indemnité de voyage; il pourra leur être alloué, sur leur demande, la taxe fixée par les articles 27 et 28 du décret du 18 juin 1811.

Ceux qui sont domiciliés à plus d'un myriamètre du lieu de comparution recevront une indemnité de voyage qui sera de 10 centimes par kilomètre parcouru en allant et autant pour le retour; mais ils n'auront plus droit à la taxe mentionnée dans le paragraphe précédent.

2. Si les témoins sont obligés de prolonger leur séjour dans la ville où ils auront été entendus et où ils n'auront pas leur résidence, il leur sera alloué, pour chaque journée de séjour, une indemnité de :

A Paris	6 fr. » c.
Dans les villes de quarante mille habitants et au-dessus. . . .	5 fr. » c.
Dans les autres villes et communes.	4 fr. » c.

3. Sont abrogées les dispositions des décrets du 18 juin 1811 et du 7 avril 1813, relatives aux indemnités dues aux témoins, en tant qu'elles sont contraires au présent décret.

Loi du 13 avril 1898,

Portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1898 (**D. P.** 98. 4. 97).

Art. 84. Les cinquième et sixième alinéas de l'article 11 de la loi de finances du 26 décembre 1890 sont modifiés comme suit :

« Sur le fonds commun sont prélevés, en vertu d'ordonnances de payement du préfet :

1° Les frais de poursuites exposés en vue du recouvrement et tombés en non-valeur;

2° Les gratifications dues aux agents verbaliseurs :

En matière de chasse, à raison de 10 francs par condamnation prononcée;

En matière de pêche fluviale, et par condamnation prononcée :

A raison de 2 francs pour un délit de pêche ordinaire;

A raison de 5 francs pour un délit de pêche en temps de frai;

A ralson de 20 francs pour un délit de pêche de nuit;

A raison de 25 francs pour un délit de pêche la nuit en temps de frai, pour empoisonnement de rivière, pêche à la dynamite ou autres matières explosibles;

En matière de pêche maritime, et par condamnation prononcée :

A raison de 2 francs pour les infractions aux règlements relatifs à la conservation du rivage de la mer, à la récolte des herbes et des amendements marins;

A raison de 3 francs pour les infractions à la police de la navigation constatées à terre ou à la mer, de jour et de nuit;

A raison de 5 francs pour les infractions à la police de la pêche constatées à terre, de jour et de nuit;

A raison de 10 francs pour les infractions à la police de la pêche constatées en mer, et de jour;

A raison de 20 francs pour les infractions à la police de la pêche constatées en mer, et de nuit;

A raison de 25 francs pour les infractions au règlement sur la pêche à la dynamite constatées à terre ou à la mer, de jour ou de nuit;

En matière de fraude dans les commerces de beurre et de margarine, à raison de 25 francs par condamnation recouvrée;

Et en toute matière donnant lieu à une gratification, à raison de 1 franc 25 centimes par condamnation recouvrée;

3° Le payement des droits dus aux greffiers des cours et tribunaux pour les extraits d'arrêts et de jugements adressés dans les délais réglementaires au service du recouvrement.

Ces prélèvements opérés, le reste du fonds commun est attribué, savoir :

Un quart au service des enfants assistés;

Trois quarts aux communes ou aux bureaux de bienfaisance qui éprouveront le plus de besoins, suivant la répartition faite par la commission départementale sur les propositions du préfet.

Décret du 1er juin 1899,

Relatif aux indemnités de déplacements accordées aux magistrats délégués pour remplir leurs fonctions dans un autre tribunal que celui de leurs résidences.

Art. 1er. Le substitut ou le juge suppléant qui sera délégué, en conformité de l'article 6 précité (Loi 30 août 1883, art. 6), pour remplir des fonctions dans un autre tribunal du même ressort, recevra :

a) Pour frais de voyage, par kilomètre parcouru en allant et en revenant :

1° 20 centimes si le voyage a été effectué en chemin de fer;

2° 40 centimes si le voyage a eu lieu autrement.

b) Pour frais de séjour, 10 francs par jour.

Ces indemnités seront ordonnancées directement par le ministre, sur état arrêté par le procureur général.

2. Le décret du 12 janvier 1884 est abrogé.

Décret du 13 novembre 1899,

Réglant l'allocation due aux huissiers relativement à l'application de l'article 68 du Code de procédure civile.

Art. 1er. Il est alloué aux huissiers, pour la formalité de l'enveloppe prescrite par l'article 68 du Code de procédure civile, modifié par la loi du 15 février 1899, dans tous les cas où cette formalité est requise :

Pour chaque copie remise sous enveloppe, 15 centimes;

(*Décr.* 25 *juillet* 1903.) En matière criminelle, correctionnelle et de simple police, l'allocation est fixée à 5 centimes.

Décret du 25 juillet 1903,

Modifiant le décret du 13 novembre 1899 pour l'application de la loi sur le secret des actes signifiés par huissiers.

Art. 1er. L'article 1er du décret du 13 novembre 1899 est modifié ainsi qu'il suit : — V. *suprà*, Décr. 13 nov. 1899, art. 1er, § 3.

Loi du 30 décembre 1903,

Portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice de 1904 (D. P. 1904. 4. 9).

Art. 6. L'article 18 de la loi du 5 mai 1855 est modifié ainsi qu'il suit :

Le port des lettres et paquets compris, par le paragraphe 11 de l'article 2 du décret du 18 juin 1811, dans les frais de justice criminelle, sera perçu après chaque jugement définitif, suivant le tarif ci-après :

NATURE DES AFFAIRES.		TARIF DES FRAIS DE POSTE A PERCEVOIR.
Affaire de simple police	portée directement à l'audience	0 fr. 20 c.
	jugée en appel	1 fr. » c.
	portée à l'audience après instruction	1 fr. 20 c.
	jugée sur appel	2 fr. 60 c
	jugée en cassation.	6 fr. 40 c.
Affaire correctionnelle	portée directement à l'audience	2 fr. » c.
	jugée en appel	4 fr. 40 c.
	portée à l'audience après instruction	5 fr. » c.
	jugée sur appel	7 fr. 20 c.
	jugée en cassation.	9 fr. 60 c.
Affaire criminelle	devant la Haute cour.	30 fr. » c.
	devant la cour d'assises	
	en cassation	16 fr. » c.

Ces frais seront recouvrés par les percepteurs pour le compte de l'administration des postes et des télégraphes.

Décret du 12 août 1904,

Remplaçant par une disposition nouvelle l'article 1er du décret du 21 novembre 1893 relatif au titre de médecin expert devant les tribunaux.

Art. 1er. L'article 1er du décret du 21 novembre 1893 est remplacé par la disposition suivante : — V. *suprà*, Décr. 21 nov. 1893, art. 1er.

2. Les décrets du 23 décembre 1899 et du 23 juin 1900 sont abrogés.

Décret du 10 avril 1906,

Modifiant le décret du 21 novembre 1893, portant règlement d'administration publique, relatif aux conditions dans lesquelles peut être conféré le titre de médecin expert devant les tribunaux. — V. *suprà*, Décr. 21 nov. 1893, art. 2.

Loi du 19 mars 1907,

Accordant une indemnité de séjour aux jurés qui perçoivent une indemnité de déplacement (**D. P.** 1907. 4. 63).

Art. 1er. A partir de la promulgation de la presente loi, il sera alloué une indemnite de séjour aux membres du jury criminel qui ont droit à une indemnité de deplacement.

(*L.* 17 *juillet* 1908.) « Les membres du jury criminel qui n'ont pas droit, aux termes du paragraphe precédent, à l'indemnité de séjour, recevront, sur leur demande, pendant la durée de la session et pour chaque journée, une indemnité qui sera fixeé par décret. »

2. La presente loi est applicable à l'Algérie.

3. Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

Décret du 12 avril 1907,

Portant fixation de l'indemnité de déplacement et de l'indemnité de séjour à allouer aux jurés criminels en France (**D. P.** 1907. 4. 63).

Art. 1er. Il est accordé aux membres du jury criminel, s'ils le requièrent, une indemnité de déplacement de 10 centimes par kilomètre parcouru en allant, et autant pour le retour, lorsqu'à raison des fonctions qu'ils doivent remplir, ils sont obligés de se transporter à plus de deux kilomètres de leur residence.

Les membres du jury criminel reçoivent également, dans ce cas, si toutefois ils le requièrent, pendant la durée de la session et pour chaque journée, une indemnité de séjour :

A Paris, de 10 fr.

Dans les villes de 40,000 habitants et au-dessus, de 8 fr.

Dans les autres villes, de 6 fr.

2. Sont abrogées les dispositions du décret du 18 juin 1811 en ce qu'elles sont contraires au présent décret.

Loi du 17 juillet 1908,

Allouant une indemnité aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour établie par la loi du 19 mars 1907 (**D. P.** 1908. 4. 65).

Article unique. L'article 1er de la loi du 19 mars 1907 est completé par un paragraphe ainsi conçu : — V. *suprà*, L. 19 mars 1907, art. 1er.

Décret du 17 juillet 1908,

Portant fixation de l'indemnité spéciale à allouer aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour.

Art. 1er. L'indemnité spéciale établie par la loi susvisée du 17 juillet 1908, en faveur des membres du jury criminel qui, n'étant pas obliges de se transporter à plus de 2 kilomètres de leur résidence pour remplir leurs fonctions, n'ont pas droit à l'indemnité de séjour, est fixée, pour chaque journée de session, ainsi qu'il suit :

Pour la cour d'assises de la Seine, 8 fr. ;

Pour les cours d'assises siégeant dans les villes de 40,000 habitants et au-dessus, 6 fr. 50 ;

Pour les cours d'assises siégeant dans les autres villes, 5 fr.

V. *la circulaire du ministre de la justice du* 18 *juillet* 1908 *relative à l'indemnité spéciale à allouer aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour* (**Bull. Dalloz**, 1908, p. 346 ; — *Journ. off. du* 19 *juillet* 1908).

Décret du 28 juin 1909,

Autorisant les avances aux membres du jury criminel sur leurs indemnités pour frais de déplacement.

Art. 1er Lorsqu'un membre du jury criminel se trouve hors d'état de subvenir aux frais de son déplacement, il lui est délivré, s'il le requiert, par le président du tribunal et, à défaut, par le juge de paix du lieu de sa résidence, un mandat provisoire à compte sur ce qui pourra lui revenir pour son indemnité.

Le receveur de l'enregistrement qui paye ce mandat mentionne l'acompte en marge ou au bas de la copie de la notification faite au juré en exécution de l'article 389 du code d'instruction criminelle.

V. *la circulaire du ministre de la justice du 28 juin 1909 relative aux indemnités a avancer ou à payer aux membres du jury criminel* (**D. P.** 1909. 4. 119 ; — **Bull. Dalloz**, 1909, p. 345 ; — *Journ. off. du 30 juin 1909*).

II. — ASSISTANCE JUDICIAIRE.

Loi du 22 janvier 1851,

Sur l'assistance judiciaire (**D. P.** 51. 4. 25).

Art. 1er. (*Remplacé par L. 10 juillet* 1901.) L'assistance judiciaire peut être accordée, en tout état de cause, à toutes personnes, ainsi qu'à tous établissements publics, ou d'utilité publique, et aux associations privées ayant pour objet une œuvre d'assistance et jouissant de la personnalité civile, lorsque, à raison de l'insuffisance de leurs ressources, ces personnes, établissements et associations se trouvent dans l'impossibilité d'exercer leurs droits en justice, soit en demandant, soit en défendant.

Elle est applicable :

1° A tous les litiges portés devant les tribunaux civils, les juges des référés, la chambre du conseil, les tribunaux de commerce, les juges de paix, les cours d'appel, la cour de cassation, les conseils de préfecture, le conseil d'État, le tribunal des conflits et aux parties civiles devant les juridictions d'instruction et de répression ;

2° En dehors de tout litige, aux actes de juridiction gracieuse et aux actes conservatoires.

. . . . . .

TITRE II. — DE L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET CORRECTIONNELLE.

28. Il sera pourvu à la défense des accusés devant les cours d'assises, conformément aux dispositions de l'article 294 du Code d'instruction criminelle.

29. Les présidents des tribunaux correctionnels désigneront un défenseur d'office aux prévenus poursuivis à la requête du ministère public, ou détenus préventivement, lorsqu'ils en feront la demande, et que leur indigence sera

constatée, soit par les pièces désignées dans l'article 10, soit par tous autres documents.

30. Les présidents des cours d'assises et les présidents des tribunaux correctionnels pourront, même avant le jour fixé pour l'audience, ordonner l'assignation des témoins qui leur seront indiqués par l'accusé ou le prévenu indigent, dans le cas où la déclaration de ces témoins serait jugée utile pour la découverte de la vérité.

Pourront être également ordonnées d'office toutes productions et vérifications de pièces.

Les mesures ainsi prescrites seront exécutées à la requête du ministère public.

31. La présente loi pourra, par des règlements d'administration publique, être appliquée aux colonies et à l'Algérie.

III. — PROCÉDURE CRIMINELLE EN ALGÉRIE.

Organisation du jury en Algérie.

Décret du 24 octobre 1870,

Organisant le jury et les cours d'assises de l'Algérie (D. P. 70. 4. 124).

Art. 1er. A partir du 1er janvier 1871, les cours d'assises d'Algérie statueront avec l'assistance de jurés.

2. Le décret rendu le 14 octobre 1870 par le Gouvernement de Paris remettant provisoirement en vigueur le décret du 7 août 1848 sur le jury, avec certaines modifications, sera appliqué à l'Algérie.

La compétence de la cour d'assises d'Alger comprendra les arrondissements d'Alger et de Blidah; celle de la cour d'assises d'Oran, les arrondissements de Tlemcen et de Mostaganem; celle de la cour d'assises de Constantine, les arrondissements de Philippeville et de Sétif; il y aura une cour d'assises dans l'arrondissement de Bône.

Les sessions ordinaires se tiendront tous les quatre mois dans chaque cour d'assises.

3. La liste annuelle du jury comprendra quatre cents noms pour le département d'Alger, trois cents pour chacun des départements d'Oran et de Constantine, et deux cents pour l'arrondissement de Bône, sans que l'insuffisance du nombre des jurés puisse empêcher les opérations des cours d'assises.

La liste spéciale comprendra, quel que soit leur nombre, tous les jurés résidant dans la ville où siège la cour d'assises.

4. Quinze jours au moins avant l'ouverture des assises, le premier président de la cour d'appel d'Alger, les présidents des tribunaux de Bône, de Constantine et d'Oran, tireront au sort, en audience publique, sur la liste annuelle, trente-six noms qui formeront la liste du jury pour toute la durée de la session.

Ils tireront en outre les noms de dix jurés suppléants sur la liste spéciale dressée en vertu de l'article précédent.

Si, au jour indiqué pour le jugement de chaque affaire, il y a moins de trente jurés présents, ce nombre sera complété par les jurés suppléants, suivant l'ordre

de leur inscription, et, en cas d'insuffisance, par des jurés tirés au sort et en audience publique parmi les jurés inscrits sur la liste spéciale.

5. Nul ne pourra être tenu de faire le service de juré plus d'une fois sur deux sessions ordinaires ou extraordinaires.

6. Est abrogé le titre 3 du décret du 19 août 1854. Les dispositions du Code d'instruction criminelle sur la formation des cours d'assises seront applicables à l'Algérie, à l'exception de l'incompatibilité prévue par l'article 257, § 2, du Code d'instruction criminelle.

7. Toutes dispositions des lois et ordonnances contraires au présent decret sont et demeurent abrogées.

Loi du 30 juillet 1881,

Modifiant le décret du 24 octobre 1870 *sur les cours d'assises et le jury en Algérie* (**D. P.** 82. 4. 57).

Art. 1er. A l'avenir, la tenue des assises aura lieu tous les trois mois en Algérie.

Il pourra être tenu des sessions extraordinaires, si le besoin l'exige, dans les conditions prescrites par l'article 81 du décret du 6 juillet 1810.

2. La liste annuelle du jury comprendra six cents noms pour chacun des départements d'Alger et d'Oran, huit cents pour le département de Constantine, cinq cents pour la cour d'assises de Constantine et trois cents pour celle de Bône.

Il n'est rien innové en ce qui concerne la composition de la liste spéciale des jurés suppléants.

3. Quinze jours au moins avant l'ouverture des assises, le premier président de la cour d'appel ou le président du tribunal chef-lieu d'assises, dans les villes où il n'y a pas de cour d'appel, tirera au sort, en audience publique, sur la liste annuelle, les noms des vingt-quatre jurés qui formeront la liste de la session; il tirera, en outre, dix jurés suppléants sur la liste spéciale.

Si, au jour indiqué pour le jugement de chaque affaire, les vingt-quatre jurés compris dans la liste de la session ne sont pas présents, ce nombre sera complété par les jurés suppléants, suivant l'ordre de leur inscription, et, en cas d'insuffisance, par des jurés tirés au sort et en audience publique parmi les jurés inscrits sur la liste spéciale.

4. Nul ne peut être contraint à remplir les fonctions de juré plus d'une fois en deux années.

Lorsqu'un juré aura rempli ces fonctions dans le cours d'une année, il ne sera pas compris durant la même année, ni pendant l'année suivante, dans le tirage au sort du jury de session, et ne sera pas porté sur la liste annuelle de l'année suivante.

Si ce juré est de nouveau appelé, il sera excusé, sur sa demande.

5. La compétence de la cour d'assises d'Alger comprendra les arrondissements judiciaires d'Alger, de Blidah, d'Orléansville et de Tizi-Ouzou; celle de la cour d'assises d'Oran, les arrondissements judiciaires d'Oran, de Mascara, de Mostaganem et de Tlemcen; celle de la cour d'assises de Constantine, les arrondissements judiciaires de Constantine, de Bougie, de Philippeville et de Sétif; celle de la cour d'assises de Bône, l'arrondissement judiciaire de Bône.

6. Si, par suite de l'extension du territoire civil, de l'accroissement de la population ou de l'augmentation du chiffre des affaires criminelles, il y a lieu, soit d'augmenter le nombre des sessions ordinaires d'assises ou celui des jurés portés sur la liste annuelle, soit de modifier les circonscriptions territoriales déterminées par l'article 5 de la présente loi, il y sera statué, au fur et à mesure des besoins qui se produiront, par décret du président de la République.

7. La présente loi sera exécutoire en Algérie aussitôt après sa promulgation.

Néanmoins, les listes annuelles dressées pour l'année 1881 seront valables pour cette année.

Si les listes de session ont été arrêtées avant la promulgation de la présente loi, le tirage au sort du jury de jugement se fera sur ces listes, déduction faite des douze derniers noms sortis lors du tirage du jury de session.

8. Sont maintenues toutes les dispositions des lois, décrets et ordonnances auxquelles il n'est pas derogé par la présente loi.

Décret du 8 février 1900,

Rendant applicables à l'Algérie divers articles de la loi du 21 novembre 1872 sur le jury (**D. P.** 1900. 4. 56).

Art. 1er. Les articles 1er, 2, 3, 4, 5, § 1 et 2, 20 de la loi du 21 novembre 1872 sur le jury sont rendus applicables à l'Algérie.

2. Toutes dispositions contraires au présent décret sont abrogees.

Loi du 30 décembre 1902,

Relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie (**D. P.** 1903. 4 48).

Art. 1er. (*L. 24 juillet* 1910.) Les cours d'assises siégeant en Algérie avec l'assistance de jurés continueront à connaître :

1° Des crimes imputables aux Français, aux non-musulmans sujets français ou étrangers, et aux musulmans non originaires d'Afrique ;

2° Des crimes imputables à des musulmans d'Afrique non naturalisés, lorsque ces crimes auront éte accomplis ou tentés avec la participation de Français, de non-musulmans sujets français ou étrangers, ou de musulmans non originaires d'Afrique.

Les crimes exclusivement imputables à des musulmans d'Afrique non naturalisés, dans l'étendue du territoire civil, seront déférés, dans chaque arrondissement, à la juridiction des cours criminelles instituées par la présente loi.

2. (*L. 24 juillet* 1910.) La cour criminelle siégeant au chef-lieu judiciaire de chaque arrondissement de l'Algerie est composée :

1° A Alger, d'un conseiller à la cour d'appel, président, et de deux conseillers, et, en cas d'empêchement, de deux juges du tribunal de première instance ;

2° Dans les autres arrondissements, selon les nécéssités des services, d'un conseiller à la cour d'appel ou du président du tribunal civil de l'arrondissement et de deux juges de ce tribunal ;

3° De deux assesseurs-jurés, citoyens français ;

4° De deux assesseurs-jurés, indigènes musulmans.

Les magistrats et assesseurs-jurés composant la cour criminelle délibéreront et statueront ensemble, tant sur l'examen de la culpabilité que sur l'application de la peine.

Toutefois, les magistrats délibéreront et statueront seuls dans les causes et au sujet de tous les incidents qui sont jugés par les cours d'assises sans assistance du jury.

A Alger, les fonctions du ministère public près la cour criminelle seront remplies soit par le procureur général, soit par un des avocats généraux, soit par un des substituts du procureur général. Le greffier de la cour y exercera ses fonctions par lui-même ou par l'un de ses commis assermentés.

Dans les autres arrondissements, les fonctions du ministère public près la

cour criminelle seront remplies par le procureur de la République près le tribunal ou par l'un de ses substituts, sans préjudice des dispositions contenues dans les articles 265, 271 et 284 du code d'instruction criminelle. Le greffier du tribunal y exercera ses fonctions par lui-même ou par l'un de ses commis assermentés.

3. (*L.* 24 *juillet* 1910.) Les magistrats appelés à faire partie de la cour criminelle seront désignés dans la forme établie par la législation en vigueur pour la désignation des magistrats composant les cours d'assises.

Les assesseurs-jures français seront choisis sur la liste des jurés de l'arrondissement qui, à l'avenir, dans les conditions prévues par la loi du 30 juillet 1881, devra être établie conformément aux prescriptions de la loi du 21 novembre 1872, lesquelles sont, par la présente loi, déclarées applicables à l'Algérie. Toutefois, par dérogation aux dispositions de la loi du 21 novembre 1872, la commission cantonale visée dans les articles 8 et 10 de cette loi se réunira dans la deuxième quinzaine d'octobre; la commission d'arrondissement visée par les articles 11 à 13 de cette même loi se réunira dans la deuxième quinzaine de novembre au plus tard, et la liste définitive, arrêtée par elle et signée séance tenante, devra être transmise avant le 15 décembre au greffe de la cour ou du tribunal chargé de la tenue des assises.

Et outre des incompatibilités prévues par la loi du 21 novembre 1872, les fonctions de juré ou d'assesseur juré sont incompatibles avec celles de tout citoyen français fonctionnaire ou préposé chargé d'un service actif.

La commission d'arrondissement composera la liste annuelle des jurés de l'arrondissement prescrite par l'article 11 de la loi du 21 novembre 1872 en y comprenant au moins vingt Français habitant le chef-lieu de la cour criminelle.

L'arrêté de répartition prescrit par l'article 7 de la loi du 21 novembre 1872 ne déterminera pas, par arrondissement et par canton, le nombre des assesseurs jurés musulmans. Une liste de tous les musulmans domiciliés dans le canton, majeurs d'après la loi musulmane, âgés de vingt-cinq ans au moins, capables de comprendre la langue française et, autant que possible, d'écrire en français leurs noms ainsi que les réponses affirmatives ou négatives, sera dressée par la commission cantonale. Sur cette liste ne seront pas portés les musulmans qui se trouveraient dans un cas d'incapacité ou d'incompatibilité prévu par les articles 2 et 3 de la loi du 21 novembre 1872, ni les musulmans qui seraient domestiques ou serviteurs à gages.

La commission d'arrondissement dressera une liste annuelle de vingt assesseurs-jurés musulmans choisis, autant que possible, parmi les habitants du chef-lieu. La répartition pour le complément de la liste se fera entre les divers cantons en tenant compte du contingent fourni par chaque liste cantonale.

Au cas où il ne se trouverait pas, dans un arrondissement, dix indigènes musulmans réunissant les conditions de capacité nécessaires pour remplir les fonctions d'assesseurs-jurés, la liste pourra être complétée exceptionnellement et transitoirement par l'adjonction de noms d'indigènes musulmans empruntés aux arrondissements voisins.

4. La date de l'ouverture de chaque session de la cour criminelle sera fixée par ordonnance du premier président de la cour d'appel, sur les réquisitions du procureur général. Cette ordonnance sera publiée dans la forme déterminée pour les ordonnances fixant l'ouverture des sessions de cour d'assises.

Il sera tenu pour chaque trimestre une session ordinaire dont la durée ne pourra excéder quinze jours.

5. (*L.* 24 *juillet* 1910.) Quinze jours au moins avant l'ouverture de la session, le premier president de la cour d'appel dans l'arrondissement d'Alger, le président du tribunal de première instance dans les autres arrondissements, tireront au sort, en audience publique, sur les listes annuelles dressées conformément aux prescriptions de l'article 3, les noms de quatre assesseurs-jurés fran-

çais et de quatre assesseurs-jurés musulmans, pour former la liste des assesseurs jurés de la session.

Si les noms d'un ou de plusieurs assesseurs-jurés ayant rempli lesdites fonctions ou celle de juré pendant une des sessions de cour criminelle ou de cour d'assises, soit du trimestre courant, soit du trimestre précédent, viennent à sortir de l'urne, ils seront immédiatement remplacés par les noms d'un ou de plusieurs autres assesseurs-jurés tirés au sort.

Les assesseurs-jures français qui auront été appelcs à composer une cour criminelle seront dispensés du service de la cour d'assises pendant le trimestre où ils auront siégé à la cour criminelle et pendant le trimestre suivant, sans préjudice des dispositions de l'article 18 de la loi du 21 novembre 1872 et de l'article 4 de la loi du 30 juillet 1881.

6. Les assesseurs-jurés appelés à former la liste de session seront convoqués par les soins de l'autorité administrative, suivant la forme et dans les délais prévus pour la convocation du jury. Ils auront droit à l'indemnité allouée aux jurés.

Tout assesseur-juré qui, sans cause légitime, ne se sera pas rendu à son poste sur la citation qui lui aura été notifiée, sera condamné par les magistrats composant la cour criminelle à une amende de deux cents francs (200 fr.), sans préjudice des pénalités édictées par l'article 366 du Code d'instruction criminelle au cas de récidive.

7. Si, au jour du jugement, quatre assesseurs-jurés français et quatre assesseurs-jurés musulmans n'ont pas répondu à l'appel de leur nom dans la forme indiquée par l'article 399 du Code d'instruction criminelle, le président complétera la liste en tirant au sort les noms d'assesseurs-jurés résidant au siège de la cour criminelle.

Il sera procédé, pour le jugement de chaque affaire, au tirage au sort d'abord de deux assesseurs-jurés français, puis de deux assesseurs-jurés musulmans, dans la forme prévue par l'article 399 du Code d'instruction criminelle.

8. Les accusés et le ministère public auront concurremment la faculté de récusation. Les récusations s'arrêteront lorsqu'il ne restera dans l'urne que les noms de deux assesseurs-jurés français et de deux assesseurs-jurés musulmans.

9. Les assesseurs-jurés, avant de connaître l'affaire, prêteront serment « de bien et fidèlement remplir leur mission, de garder religieusement le secret des délibérations et d'examiner avec la plus scrupuleuse attention les charges relevées contre l'accusé, en se décidant, suivant leur conscience et leur intime conviction, avec l'impartialité et la fermeté qui conviennent à un homme probe et libre ».

10. La cour criminelle prononcera à la majorité des voix et par dispositions distinctes sur chaque chef d'accusation et sur l'admission ou le rejet de circonstances atténuantes. Le vote aura lieu au scrutin secret, dans la forme prévue par l'article 345 du Code d'instruction criminelle.

Le président fera ensuite connaître les conséquences légales du verdict rendu sur la culpabilité et consultera les magistrats et assesseurs-jurés composant la cour sur l'application de la peine. Il recueillera d'abord les voix des assesseurs-jurés dans l'ordre où ils auront été appelés à siéger par le tirage au sort.

La décision sera rendue en dernier ressort.

11. Les dispositions du Code d'instruction criminelle non contraires à la présente loi seront applicables au renvoi et à la procédure devant les cours criminelles, ainsi qu'au pourvoi en cassation contre leurs arrêts.

12. Sont abrogées en Algérie toutes les dispositions des lois, ordonnances et décrets contraires à la présente loi.

Loi du 14 février 1903,

Ajoutant une disposition transitoire à la loi du 30 *décembre* 1902 *sur le jury criminel en Algérie et modifiant, dans la colonie, certaines dispositions de la loi métropolitaine du* 21 *novembre* 1872 *relative à la formation des listes du jury* (**D. P.** 1903. 4. 50).

. . . . . .

Art. 2. Le § 2 de l'article 3 de la loi du 30 décembre 1902 sera complete par la disposition suivante : — V. *suprà*, L. 30 déc. 1902, art. 3, § 2.

Décret du 9 août 1903,

Relatif à l'organisation des tribunaux répressifs indigènes en Algérie (**D. P.** 1903. 4. 50) *complété dans son article* 1er *par le décret du* 1er *février* 1911 (**D. P.** 1911. 4e partie ; — *Journ. off. du* 5 *févr.* 1911).

Loi du 24 juillet 1910,

Modifiant et complétant les articles 1er, 2, 3 *et* 5 *de la loi du* 30 *décembre* 1902, *relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie* (**D. P.** 1911. 4. 47 ; — **Bull. Dalloz,** 1911, p. 284).

Article unique. Les articles 1er, 2, 3 et 5 de la loi du 30 décembre 1902, relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie, sont remplacés par les dispositions suivantes : — V. *suprà*, L. 30 déc. 1902, art. 1er, 2, 3 et 5.

FIN DE L'APPENDICE AU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

TABLE DES MATIÈRES

DU

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES. . . . . Art. 1 à 7

LIVRE PREMIER.

DE LA POLICE JUDICIAIRE, ET DES OFFICIERS DE POLICE QUI L'EXERCENT.

CHAP. I. De la police judiciaire . . . . . 8 — 10
— II. Des maires, des adjoints de maire et des commissaires de police. . . . . 11 — 15
— III. Des gardes champêtres et forestiers. . . . . 16 — 21
— IV. Des procureurs du Roi (*des procureurs de la République*) et de leurs substituts . . . . . 22 — 47
Sect. I. De la compétence des procureurs du Roi (*des procureurs de la Republique*) relativement à la police judiciaire. . 22 — 28
— II. Mode de proceder des procureurs du Roi (*des procureurs de la Republique*) dans l'exercice de leurs fonctions . . 29 — 47
CHAP. V. Des officiers de police auxiliaires du procureur du Roi (*du procureur de la Republique*). . . . . 48 — 54
— VI. Des juges d'instruction . . . . . 55 — 90
Sect. I. Du juge d'instruction . . . . . 55 — 58
— II. Fonctions du juge d'instruction. . . . . 59 — 90
Dist. I. Des cas de flagrant délit . . . . . 59 — 60
— II. De l'instruction. . . . . 61 — 90
§ I. Dispositions générales. . . . . 61 — 62
§ II. Des plaintes. . . . . 63 — 70
§ III. De l'audition des témoins . . . . . 71 — 86
§ IV. Des preuves par écrit et des pièces de conviction. . . . . 87 — 90
CHAP. VII. Des mandats de comparution, de dépôt, d'amener et d'arrêt . . . . . 91 — 112
— VIII. De la liberté provisoire et du cautionnement. . . . . 113 — 126
— IX. Des ordonnances du juge d'instruction quand la procédure est complète . . . . . 127 — 136

LIVRE DEUXIÈME.

DE LA JUSTICE.

TITRE I. — **Des tribunaux de police . . . . . 137—216**

CHAP. I. Des tribunaux de simple police. . . . . 137 — 178
§ I. Du tribunal du juge de paix comme juge de police. . . . 139 — 165
§ II. De la juridiction des maires comme juges de police . . . 166 — 171
§ III. De l'appel des jugements de police. . . . . 172 — 178
CHAP. II. Des tribunaux en matière correctionnelle . . . . . 179 — 216

TITRE II. — **Des affaires qui doivent être soumises au jury . . . . . 217—406**

CHAP. I. Des mises en accusation . . . . . 217 — 250
— II. De la formation des cours d'assises . . . . . 251 — 290
§ I. Fonctions du président. . . . . 266 — 270
§ II. Fonctions du procureur général près la cour royale (*la cour d'appel*). . . . . 271 — 283
§ III. Fonctions du procureur du Roi (*du procureur de la République*) près la cour d'assises, comme substitut du procureur général. . . . . 284 — 290
CHAP. III. De la procédure devant la cour d'assises . . . . . 291 — 309
— IV. De l'examen, du jugement et de l'exécution . . . . . 310 — 380
Sect. I. De l'examen . . . . . 310 — 356
— II. Du jugement et de l'exécution. . . . . 357 — 380
CHAP. V. Du jury, et de la manière de le former . . . . . 381 — 406
Sect. I. Du jury . . . . . 381 — 392
— II. De la manière de former et de convoquer le jury . . . . 393 — 406

TITRE III. — **Des manières de se pourvoir contre les arrêts ou jugements . . . . . 407—447**

CHAP. I. Des nullités de l'instruction et du jugement . . . . . 407 — 415
§ I. Matières criminelles. . . . . 408 — 412
§ II. Matières correctionnelles et de police. . . . . 413 — 414
§ III. Disposition commune aux deux paragraphes précédents. 415
CHAP. II. Des demandes en cassation . . . . . 416 — 442
— III. Des demandes en revision . . . . . 443 — 447

TITRE IV. — **De quelques procédures particulières. 448—524**

CHAP. I. Du faux. . . . . 448 — 464
— II. Des contumaces . . . . . 465 — 478
— III. Des crimes commis par des juges, hors de leurs fonctions et dans l'exercice de leurs fonctions. . . . . 479 — 503
Sect. I. De la poursuite et instruction contre des juges, pour crimes et délits par eux commis hors de leurs fonctions. . . . . 479 — 482

Sect. II. De la poursuite et instruction contre des juges et tribunaux autres que les membres de la cour de cassation, les cours royales (*les cours d'appel*) et les cours d'assises, pour forfaiture et autres crimes ou délits relatifs à leurs fonctions . . . . . 483 — 503
CHAP. IV. Des délits contraires au respect dû aux autorités constituées . . . . . 504 — 509
— V. De la manière dont seront reçues, en matière criminelle, correctionnelle et de police, les dépositions des princes et de certains fonctionnaires de l'État . . . . . 510 — 517
— VI. De la reconnaissance de l'identité des individus condamnés, évadés et repris. . . . . 518 — 520
— VII. Manière de procéder en cas de destruction ou d'enlèvement des pièces ou du jugement d'une affaire . . . . . 521 — 524

TITRE V. — **Des règlements de juges, et des renvois d'un tribunal à un autre . . . . . 525—552**

CHAP. I. Des règlements de juges . . . . . 525 — 541
— II. Des renvois d'un tribunal à un autre . . . . . 542 — 552

TITRE VI. — **Des cours spéciales. . . . . 553—599**

TITRE VII. — **De quelques objets d'intérêt public et de sûreté générale . . . . . 600—643**

CHAP. I. Du dépôt général de la notice des jugements . . . . . 600 — 602
— II. Des prisons, maisons d'arrêt et de justice . . . . . 603 — 614
— III. Des moyens d'assurer la liberté individuelle, contre les détentions illégales ou d'autres actes arbitraires. . . . 615 — 618
— IV. De la réhabilitation des condamnés. . . . . 619 — 634
— V. De la prescription . . . . . 635 — 643

Appendice au Code d'instruction criminelle . . . . . p. 245

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE.

CODE PÉNAL

CODE PÉNAL

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

Loi decretee le 12 fevrier 1810, promulguée le 22 du même mois.

Art. 1er. L'infraction que les lois punissent de peines de police est une *contravention*.

L'infraction que les lois punissent de peines correctionnelles est un *délit*.

L'infraction que les lois punissent d'une peine afflictive ou infamante est un *crime*. — *Pén.* 2, 6, 7, 40 s., 464; *Instr.* 137, 179.

R. vis *Délit*, 1 s.; *Peine*, 1 s. — **S.** vis *Délit*, 1 s; *Peine*, 1 s. — **V.** aussi **C. pen.** | **ann.**, art. 1er, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 1 s.

Art. 2. (*L.* 28 *avril* 1832.) Toute tentative de crime qui aura été manifestée par un commencement d'exécution, si elle n'a été suspendue ou si elle n'a manqué son effet que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, est considérée comme le crime même.

Ancien art. 2. — Toute tentative de crime qui aura été manifestée par des actes extérieurs, et suivie d'un commencement d'exécution, si elle n'a pas été suspendue ou n'a manqué son effet que par des circonstances fortuites ou indépendantes de la volonté de l'auteur, est considérée comme le crime même.

R. vo *Tentative*, 1 s. — **S.** *eod.* vo, 1 s. — **T.** (87-97), *eod* vo, 1 s. — **V.** aussi **C. pén.** | **ann.**, art. 2, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 116 s.

Depuis la loi du 9 juin 1857 (*C. just. mil.*), *art.* 202 (**D. P.** 57. 4. 125), *et la loi du 4 juin* 1858 (*C. just. mar.*), *art.* 260 (**D. P.** 58. 4. 103), *l'art.* 2 *C. pén. est applicable devant les tribunaux militaires et les tribunaux maritimes comme devant tous autres tribunaux de répression, sauf les dérogations prévues par lesdites lois.*

1. Le fait d'exercer des pesees sur la porte d'une boutique, dans le but d'y penetrer et avec l'intention de commettre un vol, constitue le commencement d'execution caracteristique de la tentative de vol. — Paris, 22 avr. 1895, D. P. 95. 1. 438.

2. Le fait de pratiquer un trou dans le mur d'une maison avec l'intention d'y commettre un vol est caracteristique de la tentative de vol manifestee par des actes extérieurs et un commencement d'execution. — Cr. c. 10 août 1906, D. P. 1906. 1. 392

3. Le fait, par un homme d'equipe d'une gare de chemin de fer, de deplacer frauduleusement un fût de vin dans le but de s'approprier une partie du liquide qui y etait contenu, et de ne renoncer à l'execution de son projet que dans la crainte d'une denonciation de la part d'un autre employe qui l'avait surpris, constitue non un simple acte preparatoire, mais un commencement d'execution d'une tentative de vol. — Cr. r. 29 mai 1902, D. P. 1904. 1. 31. — Comp. Cr. c. 4 juill. 1903, D. P. 1903. 1. 425.

4. Un crime peut être impossible soit en lui-même, faute d'objet, soit a cause des moyens employes pour parvenir à sa

perpétration. Dans les deux cas, il ne saurait y avoir tentative, et les faits accomplis par l'agent echappent a l'application de la loi. — V. la note de M. Garraud, D. P: 96. 1. 21.

5. L'impossibilite qui resulte des moyens est absolue, lorsque, par eux-mêmes, ils ne permettent pas d'atteindre le but projete ; ainsi, l'agent veut tuer, mais le revolver dont il se sert à cette fin a ete decharge à son insu. — Même note.

6. L'impossibilité est relative, quand les moyens suffisent s'ils sont mis en œuvre avec habileté. Un anarchiste lance une bombe explosive dans un theâtre, mais il ne sait pas se servir du detonateur et la bombe n'éclate pas. — Même note.

7. La remise d'un breuvage empoisonne à un tiers chargé de l'administrer peut être considerec comme un commencement d'exécution. — Cr. r. 2 juill. 1886, S. V° *Crimes et délits contre les personnes*, 91.

Art. 3. Les tentatives de *délits* ne sont considérées comme délits que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi. — *Pén.* 179, 241, 245, 388, 401, 405, 414, 415.

R. V° *Tentative*, 30 s., 106 s. — **S.** *eod. v°*, 21 s.

1. La tentative du délit de coups et blessures, de violences ou voies de fait volontaires, n'ayant pas été assimilée par le legislateur au delit consommé, n'est pas punissable, d'après la disposition de l'art. 3 c. pen.— Cr. r. 5 juin 1886, D. P. 88. 1. 47.

2. L'art. 400, § 2, punit à la fois le chantage et la tentative de chantage ; mais il n'y a pas de tentative de chantage lorsque la menace de révelation ou d'imputation diffamatoire à fin d'extorsion de fonds n'est pas parvenue a la personne qu'elle visait, spécialement parce que celui qui était charge de l'adresser à cette personne n'en a rien fait, et qu'on ne peut voir dans l'allegation, devant un tiers, avec la volonte qu'il la repete à l'interesse, d'une créance même mensongère, rien qui implique la pensee, manifeste et sans équivoque, d'une menace de révelation ou d'imputation diffamatoire. — Agen, 16 mars 1894, D. P. 94. 2. 535.

3. L'arrêt qui condamne pour tentative d'un delit et ne contient pas de constatations suffisantes quant au commencement d'exécution doit être casse. — Cr. c. 12 juin 1886, D. P. 87. 1. 140. — Cr. c. 8 sept. 1892, D. P. 94. 1. 31.

4. Est également nul pour insuffisance de motifs l'arrêt qui prononce une condamnation pour tentative d'escroquerie, après s'être borné à declarer que le prevenu tenait, avec d'autres, un jeu de *bonneteau*, aux abords d'un champ de courses au moment où le public s'y rendait en passant pres d'eux, et que, avec une mise en scène et en employant les manœuvres frauduleuses ainsi caractérisées, ils s'adressaient manifestement aux personnes qui les regardaient et les invitaient à se joindre à eux après remise de sommes d'argent qu'ils comptaient escroquer, ces constatations étant insuffisantes pour établir le commencement d'execution qui caracterise seul la tentative punissable. — Cr. c. 8 sept. 1892, D. P. 94. 1. 31.

5. D'une manière générale, les tentatives de délits sont, dans les cas déterminés par une disposition speciale de la loi, considerees comme délits, lorsqu'elles se manifestent par un commencement d'execution et qu'elles ne manquent leur effet que par une circonstance indépendante de la volonte de leur auteur. — Cr. c. 4 janv. 1895, D. P. 96. 1. 21.

6. Par suite, l'individu qui introduit sa main, en vue d'y commettre un vol, dans la poche du vêtement d'un tiers, commet une tentative de vol, quand même il serait etabli que la poche fouillee etait vide. — Cr. c. 4 janv. 1895 précité, et, sur renvoi, Orleans, 19 févr. 1895, D. P. 96. 2. 10. — Trib. corr. de Chartres, 6 nov. 1895, D. P. 96. 2. 10.

7. Le fait de palper à l'extérieur la poche d'une personne avec la pensee de s'emparer ensuite de ce que cette vérification aura indiqué, sans toutefois fouiller effectivement cette poche, ni y introduire ou chercher à y introduire la main, constitue non pas une tentative de vol, mais un acte preparatoire au vol qui échappe à toute repression. — Chambery, 12 août 1899, D. P. 1900. 2. 127.

8. Il y a tentative d'escroquerie lorsque les efforts faits pour obtenir le versement de sommes d'argent, à l'aide de manœuvres rentrant dans les previsions de l'article 405 c. pén., ont abouti a un rendez-vous pris pour la remise des fonds, et lorsque la retraite volontaire de celui dont on convoitait l'argent a seule empêche la consommation du delit. — Paris, 3 janv. 1888, D. P. 88. 2. 154.

9. Celui qui, réglant un compte avec un tiers, substitue dans la somme qu'il reçoit une piece de valeur moindre, notamment une pièce en or de 5 fr. a une piece de 10 fr., et réclame la difference, commet non le delit de vol, mais le délit de tentative d'escroquerie. — Paris, 18 juin 1887, D. P. 88. 2. 44.

Art. 4. Nulle contravention, nul délit, nul crime, ne peuvent être punis de peines qui n'étaient pas prononcées par la loi avant qu'ils fussent commis. — *Civ.* 2.

R. v° *Lois*, 365 s. — **S.** *eod. v°*, 222 s.

Art. 5. Les dispositions du présent Code ne s'appliquent pas aux contraventions, délits et crimes militaires.

Les art. 204 *et suiv. du Code de justice militaire sont consacrés à la définition des crimes et délits militaires et à la détermination des peines qui leur sont applicables; les art.* 271 *et suiv. s'occupent des contraventions.* — V. le texte de ces articles, **D. P.** 57. 4. 115, et le commentaire des diverses dispositions de ce Code, **R.** v° *Organisation militaire*, 728 s.

Les art. 257 *et suiv. du Code de justice militaire maritime* (*art.* 258 *modifié par L.* 9 *avr.* 1895, **D. P.** 95. 4. 75) *indiquent les peines applicables aux marins de l'État en cas de crimes et délits; les art.* 369 *et suiv. sont relatifs aux contraventions.* — V. le texte de ces articles, **D. P.** 58. 4. 90, — et le commentaire, **R.** v° *Organisation maritime*, 883 s.

V. *aussi le décret-loi disciplinaire du* 24 *mars* 1852, *pour la marine marchande* (**D. P.** 52. 4. 127), *modifié par les lois du* 15 *avril* 1898 (**D. P.** 99. 4. 19) *et du* 31 *juillet* 1902 (**D. P.** 1903. 4. 5); — *et la loi du* 10 *mars* 1891, *sur les collisions en mer* (**D. P.** 91. 4. 38; — et **C. com.**, sous l'art. 250).

LIVRE PREMIER.

DES PEINES EN MATIÈRE CRIMINELLE ET CORRECTIONNELLE, ET DE LEURS EFFETS.

Suite de la loi du 12 février 1810.

Art. 6. Les peines en matière criminelle sont ou afflictives et infamantes, ou seulement infamantes. — *Pén.* 7, 8, 11.

R. v° *Peine*, 31 s., 41 s. — **S.** *eod.* v°, 42 s., 47 s.

Art. 7. (*L.* 28 *avril* 1832.) Les peines afflictives et infamantes sont :
1° La mort ;
2° Les travaux forcés à perpétuité ;
3° La déportation ;
4° Les travaux forcés à temps ;
5° La détention ;
6° La reclusion. — *Pén.* 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 26, 27, 28, 31, 34, 36, 47.

Ancien art. 7. — *Les peines afflictives et infamantes sont :* — 1° *La mort*, — 2° *Les travaux forcés à perpétuité ;* — 3° *La déportation ;* — 4° *Les travaux forcés à temps*, — 5° *La reclusion. — La marque et la confiscation générale peuvent être prononcées concurremment avec une peine afflictive, dans les cas déterminés par la loi.*

R. v° *Peine*, 41 s., 577 s — **S.** *eod.* v°, 53 s., 594 s.

Depuis l'abolition de la peine de mort en matière politique, la peine de mort n'est plus applicable que dans treize cas (*art* 228, 230, 233, 302, 303, 304, § 1 *et* 2, 316, 344, 361, 365, 434, 435 *et* 437 *C. pén.*).

V. *infrà*, *L.* 30 mai 1854, *sur l'exécution de la peine des travaux forcés.*

En ce qui concerne la déportation dans une enceinte fortifiée, V. *infrà, sous l'art.* 17.

La détention est spécialement réservée aux crimes politiques (V. *infra, art.* 20).

Depuis la loi du 27 mai 1885, *qui a remplacé la surveillance de la haute police par l'interdiction de séjour, la reclusion emporte l'interdiction de séjour pour vingt ans, sauf dispense ou réduction* (**D. P.** 85. 4. 45 ; — *et infrà, sous les art.* 57-58).

Art. 8. (*L.* 28 *avril* 1832.) Les peines infamantes sont :
1° Le bannissement ;
2° La dégradation civique. — *Pén.* 28, 32, 34, 36, 48.

Ancien art. 8. — *Les peines infamantes sont :* — 1° *Le carcan ;* — 2° *Le bannissement ;* — 3° *La dégradation civique.*

R. v° *Peine*, 60 s., 647 s. — **S.** *eod* v°, 53 s., 645 s.

En ce qui concerne le bannissement des membres des familles ayant régné sur la France, V. *infrà, art.* 32.

La dégradation civique fonctionne rarement comme peine principale. Elle est appliquée à un petit nombre de crimes politiques de gravité secondaire (*C. pén., art.* 111, 114, 119, 122, 126, 127, 130) *et à quelques crimes de droit commun qui sont : certains cas de forfaiture* (*art.* 167 *et* 183); *certains cas de corruption de fonctionnaires* (*art.* 177, 179).

Art. 9. Les peines en matière correctionnelle sont :
1° L'emprisonnement a temps dans un lieu de correction;
2° L'interdiction à temps de certains droits civiques, civils ou de famille;
3° L'amende. — *Pén.* 40, 42, 52, 55, 58.

En ce qui concerne : l'emprisonnement, V. *infrà, art.* 40; *l'interdiction de certains droits civiques, civils et de famille*, V. *infrà, art.* 42 *et* 43; *et l'amende*, V. R. v° *Peine*, 733 s.; S. *eod. v°*, 726 s.

1. La partie civilement responsable ne peut être condamnee à l'amende en dehors de cas speciaux, dans lesquels l'amende n'a pas le caractère de peine. — Cr. c. 24 mars 1893, D. P. 95. 1. 327. — Cr. c. 13 juill. 1893, D. P. 94. 1. 250.

2. L'amende, constituant une peine et ayant par suite un caractere personnel, ne peut être prononcée contre un être moral tel qu'une societe anonyme : celle-ci ne peut encourir qu'une responsabilite civile. — Cr. c. 17 déc. 1891, D. P. 92. 1. 365.

3. L'amende en matiere d'octroi de mer n'est pas une reparation civile, mais une véritable peine; elle ne peut, dès lors, être prononcée contre les heritiers de l'auteur de l'infraction. — Cr. r. 23 juin 1894, D. P. 99. 1. 61.

Art. 10. La condamnation aux peines établies par la loi est toujours prononcée sans préjudice des restitutions et dommages-intérêts qui peuvent être dus aux parties. — *Pén.* 51; *Instr.* 2, 3, 66, 161, 191, 358, 362.

Relativement aux restitutions et aux dommages-intérêts prononces au profit des parties lésées, V. *infrà, art.* 51 s.

Art. 11. Le renvoi *sous la surveillance spéciale de la haute police*, l'amende et la confiscation spéciale, soit du corps du délit, quand la propriété en appartient au condamné, soit des choses produites par le délit, soit de celles qui ont servi ou qui ont été destinées à le commettre, sont des peines communes aux matières criminelles et correctionnelles. — *Pén.* 44, 47, 180, 464, 470, 477, 481; *Instr.* 635.

La surveillance de la haute police a été supprimée par l'art. 19 *de la loi sur les récidivistes du* 27 *mai* 1885 *et remplacée par la peine nouvelle de l'interdiction de séjour.* — V. *infrà, art.* 44 *s., et* Appendice à ces articles, *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

R. v° *Peine*, 826 s. — S. *eod. v°*, 783 s. — T. (87-97), *eod. v°*, 24 s.

1. La confiscation speciale maintenue par l'art. 11 c. pen. ne peut être prononcée qu'autant que la loi l'ordonne par une prescription formelle. — Cr. c 3 févr. 1887, D. P. 87. 1. 462 — Cr. c. 13 juin 1895, D. P. 99. 5. 509. — Cr. c. 6 févr. 1896, D. P. 97. 1. 206. — Cr. c. 4 nov. 1900, D. P. 1901. 1. 142.

2. Et aucune disposition legale n'autorise la confiscation des objets saisis comme pièces de conviction à l'occasion d'une poursuite : ... pour viol. — Cr. c. 3 fevr. 1887, precite.

3. ... Ou pour assassinat. — Cr. c. 6 fevr. 1896, precite.

4. Les tribunaux ne peuvent davantage prononcer la confiscation des objets provenant d'un vol ou des instruments qui ont servi a le commettre. — Cr. c. 4 mars 1892, D. P. 93. 1. 24.

5. Lorsque la loi autorise la confiscation, il n'appartient pas au juge d'arbitrer la valeur des objets a confisquer et de condamner le prévenu à payer cette valeur au cas où il ne deposerait pas au greffe les objets confisques. — Cr. c. 17 nov. 1887, D. P. 88. 1. 285.

6. L'arrêt qui prononce la confiscation sans viser le texte de loi qui la justifie manque de base légale. — Cr. c. 9 nov. 1893, D. P. 95. 1. 21.

7. La confiscation qui, en matiere de jeux de hasard établis dans les rues et lieux publics, doit comprendre les tables et autres instruments de la contravention, s'etend à ceux-ci même lorsque leur proprietaire est resté etranger a la tenue du jeu. — Cr. c. 25 fevr. 1893, D. P. 94. 1. 312.

CHAPITRE PREMIER.

Des peines en matière criminelle.

Art. 12. Tout condamné à mort aura la tête tranchée. — *Pén.* 13, 14, 36; *Instr.* 377.

R. v° *Peine*, 210 s., 577 s. — **S.** *eod.* v°, 176 s., 504 s.

L'exécution au moyen d'une guillotine a été fixée par le decret du 20 mars 1792 encore en vigueur (**R.** v° *Peine*, p. 549).

Loi du 30 décembre 1911,

Modifiant l'article 187 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et l'article 239 du même Code pour l'armée de mer, concernant la peine de mort (**D. P.** 1912. 4e partie ; — **Bull. Dalloz,** 1912)

Article unique. Les articles 187 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et 239 du Code de justice militaire pour l'armee de mer sont ainsi modifies :

« En temps de paix, les condamnés à mort par un conseil de guerre ou par un tribunal de la marine siégeant dans la métropole auront la tête tranchée.

Néanmoins, seront fusilles ceux qui auront commis un crime exclusivement militaire. »

Art. 13. (*L.* 28 *avril* 1832.) Le coupable condamné à mort pour parricide sera conduit sur le lieu de l'exécution, en chemise, nu-pieds, et la tête couverte d'un voile noir.

Il sera exposé sur l'échafaud pendant qu'un huissier fera au peuple lecture de l'arrêt de condamnation, et il sera immédiatement exécuté à mort. — *Pén.* 86, 299, 302.

Ancien art. 13. — *Le coupable condamné à mort pour parricide sera conduit sur le lieu de l'exécution, en chemise, nu-pieds, et la tête couverte d'un voile noir. — Il sera exposé sur l'échafaud pendant qu'un huissier fera au peuple lecture de l'arrêt de condamnation; il aura ensuite le poing droit coupé, et sera immédiatement exécuté à mort.*

R. v° *Peine*, 577 s. — **S.** *eod.* v°, 594 s.

Art. 14. Les corps des suppliciés seront délivrés à leurs familles, si elles les réclament, à la charge par elles de les faire inhumer sans aucun appareil.

R. v° *Peine*, 585. — **S.** *eod.* v°, 178.

Art. 15. Les hommes condamnés aux travaux forcés seront employés aux travaux les plus pénibles; ils traîneront à leurs pieds un boulet, ou seront attachés deux à deux avec une chaîne, lorsque la nature du travail auquel ils seront employés le permettra. — *Pén.* 16, 18, 19, 22, 23, 28, 31, 34, 36, 47, 70; *L.* 2 *brum. an IV*; *Ord.* 20 *août* 1828.

Loi du 30 mai 1854,

Sur l'exécution de la peine des travaux forcés (D. P. 54. 4 90).

Art. 1er. La peine des travaux forcés sera subie, à l'avenir, dans des établissements créés par décrets de l'empereur, sur le territoire d'une ou de plusieurs possessions françaises autres que l'Algérie.

Néanmoins, en cas d'empêchement à la translation des condamnés, et jusqu'à ce que cet empêchement ait cessé, la peine sera subie provisoirement en France (V. *infrà*, *L.* 25 *déc.* 1880).

2. Les condamnés seront employés aux travaux les plus pénibles de la colonisation et à tous autres travaux d'utilité publique.

3. Ils pourront être enchaînés deux à deux ou assujettis à traîner le boulet à titre de punition disciplinaire ou par mesure de sûreté.

4. Les femmes condamnées aux travaux forcés pourront être conduites dans un des établissements créés aux colonies; elles seront séparées des hommes et employées à des travaux en rapport avec leur âge et avec leur sexe.

5. Les peines des travaux forcés à perpétuité et des travaux forcés à temps ne seront prononcées contre aucun individu âgé de soixante ans accomplis au moment du jugement; elles seront remplacées par celle de la reclusion, soit à perpétuité, soit à temps, selon la durée de la peine qu'elle remplacera.

L'article 72 du Code pénal est abrogé.

6. Tout individu condamné à moins de huit années de travaux forcés sera tenu, à l'expiration de sa peine, de résider dans la colonie pendant un temps égal à la durée de sa condamnation.

Si la peine est de huit années, il sera tenu d'y résider pendant toute sa vie.

Toutefois, le libéré pourra quitter momentanément la colonie en vertu d'une autorisation expresse du gouverneur. Il ne pourra, en aucun cas, être autorisé à se rendre en France.

En cas de grâce, le libéré ne pourra être dispensé de l'obligation de la résidence que par une disposition spéciale des lettres de grâce.

7. Tout condamné à temps qui, à dater de son embarquement, se sera rendu coupable d'évasion, sera puni de deux ans à cinq ans de travaux forcés.

Cette peine ne se confondra pas avec celle antérieurement prononcée.

La peine pour les condamnés à perpétuité sera l'application à la double chaîne pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

8. Tout libéré coupable d'avoir, contrairement à l'article 6 de la présente loi, quitté la colonie sans autorisation, ou d'avoir dépassé le délai fixé par l'autorisation, sera puni de la peine d'un an à trois ans de travaux forcés.

9. La reconnaissance de l'identité de l'individu évadé, ou en état d'infraction aux dispositions de l'article 6, sera faite soit par le tribunal désigné dans l'article suivant, soit par la cour qui aura prononcé la condamnation.

10. Les infractions prévues par les articles 7 et 8, et tous crimes ou délits commis par les condamnés, seront jugés par un tribunal maritime spécial établi dans la colonie.

Jusqu'à l'etablissement de ce tribunal, le jugement appartiendra au premier conseil de guerre de la colonie, auquel seront adjoints deux officiers du commissariat de la marine.

Les lois concernant les crimes et délits commis par les forçats, et les peines qui leur sont applicables, continueront à être exécutées.

11. Les condamnés des deux sexes qui se seront rendus dignes d'indulgence par leur bonne conduite, leur travail et leur repentir, pourront obtenir :

1° L'autorisation de travailler aux conditions déterminées par l'Administration, soit pour les habitants de la colonie, soit pour les administrations locales;

2° Une concession de terrain et la faculté de le cultiver pour leur propre compte.

Cette concession ne pourra devenir définitive qu'après la liberation du condamné.

12. Le Gouvernement pourra accorder aux condamnés aux travaux forcés à temps l'exercice, dans la colonie, des droits civils, ou de quelques-uns de ces droits, dont ils sont privés par leur état d'interdiction légale.

Il pourra autoriser ces condamnés à jouir ou disposer de tout ou partie de leurs biens.

Les actes faits par les condamnés dans la colonie, jusqu'à leur liberation, ne pourront engager les biens qu'ils possédaient au jour de leur condamnation, ou ceux qui leur seront échus par succession, donation ou testament, à l'exception des biens dont la remise aura été autorisée.

Le Gouvernement pourra accorder aux libérés l'exercice, dans la colonie, des droits dont ils sont privés par les troisième et quatrième paragraphes de l'article 34 du Code pénal.

13. Des concessions provisoires ou définitives de terrains pourront être faites aux individus qui ont subi leur peine et qui restent dans la colonie.

14. Un règlement d'administration publique déterminera tout ce qui concerne l'exécution de la présente loi, et notamment :

1° Le régime disciplinaire des établissements des travaux forcés;

2° Les conditions sous lesquelles des concessions de terrains, provisoires ou définitives, pourront être faites aux condamnés ou liberés, eu égard à la duree de la peine prononcée contre eux, à leur bonne conduite, à leur travail et à leur repentir;

3° L'étendue du droit des tiers, de l'époux survivant et des héritiers du concessionnaire sur les terrains concédés.

15. Les dispositions de la présente loi, à l'exception de celles prescrites par les articles 6 et 8, sont applicables aux condamnations antérieurement prononcées et aux crimes antérieurement commis.

Loi du 25 décembre 1880,

Sur la répression des crimes commis dans l'intérieur des prisons
(**D. P.** 81. 4. 53)

Article unique. Lorsque, à raison d'un crime commis dans une prison par un détenu, la peine des travaux forcés à temps ou à perpétuité est appliquée, la cour d'assises ordonnera que cette peine sera subie dans la prison même où le crime a eté commis, à moins d'impossibilité, pendant la duree qu'elle déterminera et qui ne pourra être inférieure au temps de reclusion ou d'emprisonnement que le détenu avait à subir au moment du crime.

L'impossibilité prevue par le paragraphe précédent sera constatée par le ministre de l'intérieur, sur l'avis de la commission de surveillance de la prison. Dans ce cas, la peine sera subie dans une maison centrale.

La cour d'assises pourra ordonner, en outre, que le condamné sera resserre plus étroitement, enfermé seul et soumis, pendant un temps qui n'excédera pas un an, à l'emprisonnement cellulaire.

R. v[is] *Peine*, 588 s., *Prisons*, 103 s. — **S.** v[is] *Évasion*, 32 s., *Peine*, 604 s ; *Prisons*, 62 s.

V. en outre **C. pén. ann.**, p. 33 s.; et son **Suppl.**, p. 14 s.

V. le décret du 13 *janvier* 1888, *réglant le mode de constatation de la présence des libérés tenus de résider dans les colonies pénitentiaires* (**D. P.** 88. 4. 13; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 16), *complété par celui du* 29 *septembre* 1890 (**D. P.** 91. 4. 104; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 16); *le décret du* 30 *juin* 1891, *qui fixe les éléments*

constitutifs du délit d'évasion commis par les reclusionnaires coloniaux (**D. P.** 92. 4 30) ***rendu applicable par décret du 25 avril 1893***, *aux transportés libérés des travaux forcés ayant à subir des peines d'emprisonnement ou de reclusion* (**D. P.** 94. 4. 111) ; *le décret* ***du 22 septembre 1893***, *qui organise, dans la colonie pénitentiaire de la Guyane, une surveillance spéciale à la sortie des navires, en vue d'empêcher les évasions des transportés, des relégués et des reclusionnaires coloniaux* (**D. P.** 95. 4. 21 ; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 17), *suivi de l'arrêté du gouverneur de la Guyane, en date du* 30 *janvier* 1895, *approuvé par le décret du* 29 *mai* 1895 (**D. P.** 96. 4. 68 ; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 17) ; *le décret du* 4 *octobre* 1889, *constituant les tribunaux maritimes spéciaux dans les colonies affectées à la transportation des individus condamnés aux travaux forcés* (**D. P.** 90. 4. 96 ; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p 17), *modifié dans ses art.* 3 *et* 4 *par le décret du* 24 *avril* 1897 (*Journ. off. du* 28 *avr.* 1897); *le decret du* 5 *octobre* 1889 (véritable **Code des Bagnes**), *qui décide que les lois pénales en vigueur dans chaque colonie pénitentiaire seront applicables aux condamnés aux travaux forcés subissant leur peine, sous les réserves spécifiées au présent décret* (**D. P.** 90. 4. 101 ; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 18), *modifié dans son article* 7 *par le décret du* 13 *octobre* 1906 (*Journ. off. du* 18 *oct.* 1906) ; *le décret du* 4 *septembre* 1891, *relatif au régime disciplinaire des établissements de travaux forcés aux colonies, qui a abroge celui du* 18 *juin* 1880 (**Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 19), *modifié dans son article* 9 *par le décret du* 26 *février* 1907 (*Journ off. du* 5 *mars* 1907) *et dans ses articles* 16 *et* 28 *par le décret du* 31 *juillet* 1903 (*Journ. off. du* 5 *août* 1903) ; *le décret du* 13 *décembre* 1894, *sur l'emploi de la main-d'œuvre des condamnés aux travaux forcés* (**Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 14), *modifié successivement par les décrets du* 30 *août* 1898 (*Journ. off. du* 2 *sept.* 1898), *du* 29 *mars* 1901 (*Journ. off. du* 5 *avr.* 1901) *et du* 13 *janvier* 1903 (*Journ. off. du* 18 *janv.* 1903) ; *le décret du* 9 *octobre* 1901, *remplaçant celui du* 18 *janvier* 1895, *sur le régime des concessions à accorder aux condamnés aux travaux forcés et aux libérés* (*Journ. off. du* 24 *oct.* 1901) ; *le décret du* 31 *décembre* 1902, *édictant certaines pénalités dans le cas de fabrication et de falsification de pièces d'identité des transportés, relégués et libérés en Nouvelle-Calédonie, à la Guyane et à Madagascar* (*Journ. off. du* 10 *janv.* 1903).

Aux termes d'un décret du 30 *juin* 1891 (**D. P.** 92. 4 30), *fixant les éléments constitutifs du délit d'évasion commis par les reclusionnaires coloniaux, on doit réputer en état d'évasion les individus transportés dans les colonies pénitentiaires pour y subir la peine de la reclusion, conformément au décret du* 20 *août* 1853, *qui sont restés pendant douze heures éloignés du lieu où ils sont detenus ou employés, ou sont parvenus à se soustraire à la surveillance des agents préposés a leur garde.*

Art. 16. Les femmes et les filles condamnées aux travaux forcés n'y seront employées que dans l'intérieur d'une maison de force. — *Pén.* 15.

V., *suprà, sous l'art.* 15, *la loi du* 30 *mai* 1854, *sur l'exécution de la peine des travaux forcés.*

Art. 17. (*L.* 9 *septembre* 1835.) La peine de la deportation consistera à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé par la loi, hors du territoire continental du royaume [*de la République*].

Si le déporté rentre sur le territoire du royaume [*de la République*], il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Le déporté qui ne sera pas rentré sur le territoire du royaume [*de la République*], mais qui sera saisi dans les pays occupés par les armées françaises, sera conduit dans le lieu de sa déportation.

Tant qu'il n'aura pas été établi un lieu de déportation, le condamne

subira à perpétuité la peine de la détention, soit dans une prison du royaume [*de la République*], soit dans une prison située hors du territoire continental, dans l'une des possessions françaises, qui sera déterminée par la loi, selon que les juges l'auront expressément décidé par l'arrêt de condamnation.

Lorsque les communications seront interrompues entre la métropole et le lieu de l'exécution de la peine, l'exécution aura lieu provisoirement en France. — *Pén.* 18, 20, 36, 70.

Ancien art. 17 [TEXTE DE 1810]. — *La peine de la déportation consistera à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé par le Gouvernement, hors du territoire continental de la France. — Si le déporté rentre sur le territoire de l'Empire, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné aux travaux forcés à perpétuité. — Le déporté qui ne sera pas rentré sur le territoire de l'Empire, mais qui sera saisi dans les pays occupés par les armées françaises, sera conduit dans le lieu de sa déportation.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *La peine de la déportation consistera à être transporté et à demeurer à perpétuité dans un lieu déterminé par la loi hors du territoire continental du Royaume. — Si le déporté rentre sur le territoire du Royaume, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné aux travaux forcés à perpétuité. — Le déporté qui ne sera pas rentré sur le territoire du Royaume, mais qui sera saisi dans les pays occupés par les armées françaises, sera conduit dans le lieu de sa déportation. — Tant qu'il n'aura pas été établi un lieu de déportation, ou lorsque les communications seront interrompues entre le lieu de la déportation et la métropole, le condamné subira à perpétuité la peine de la détention.*

Loi du 8 juin 1850,

Sur la déportation (D. P. 50. 4. 129).

Art. 1er. Dans tous les cas où la peine de mort est abolie par l'article 5 de la Constitution, cette peine est remplacée par celle de la déportation dans une enceinte fortifiée, désignée par la loi, hors du territoire continental de la République.

(Abrogé par L. 23 mars 1872.) *Les déportés y jouiront de toute la liberté compatible avec la nécessité d'assurer la garde de leurs personnes.*

Ils seront soumis à un régime de police et de surveillance déterminé par un règlement d'administration publique.

2. En cas de déclaration de circonstances atténuantes, si la peine prononcée par la loi est celle de la déportation dans une enceinte fortifiee, les juges appliqueront celle de la déportation simple ou celle de la détention; mais dans les cas prévus par les articles 86, 96 et 97 du Code pénal, la peine de la déportation simple sera seule appliquée.

3. En aucun cas, la condamnation à la déportation n'emporte la mort civile : elle entraîne la dégradation civique.

De plus, tant qu'une loi nouvelle n'aura pas statué sur les effets civils des peines perpétuelles, les déportés seront en état d'interdiction légale, conformément aux articles 29 et 31 du Code pénal.

Néanmoins, hors le cas de déportation dans une enceinte fortifiée, les condamnés auront l'exercice des droits civils dans le lieu de déportation.

Il pourra leur être remis, avec l'autorisation du Gouvernement, tout ou partie de leurs biens.

Sauf l'effet de cette remise, les actes par eux faits dans le lieu de déportation ne pourront engager ni affecter les biens qu'ils possédaient au jour de leur condamnation, ni ceux qui leur seront échus par succession ou donation.

4. (Abrogé par L. 23 mars 1872.) *La vallée de Vaïthau, aux îles Marquises, est déclarée lieu de déportation pour l'application de l'article* 1er *de la présente loi.*

5. (Abrogé par L. 23 mars 1872.) *L'île de Noukahiva, l'une des Marquises, est déclarée lieu de déportation pour l'exécution de l'article* 17 *du Code pénal.*

6. Le Gouvernement déterminera les moyens de travail qui seront donnés aux condamnés, s'ils le demandent.

Il pourvoira à l'entretien des déportés qui ne subviendraient pas à cette dépense par leurs propres ressources.

7. Dans le cas où les lieux établis pour la déportation viendraient à être changés par la loi, les déportés seraient transférés des anciens lieux de déportation dans les nouveaux.

8. La présente loi n'est applicable qu'aux crimes commis postérieurement à sa promulgation.

Loi du 23 mars 1872,

Qui désigne de nouveaux lieux de déportation (D. P. 72. 4. 71).

Art. 1er. Les paragraphes 2 et 3 de l'article 1er et les articles 4 et 5 de la loi du 8 juin 1850 sont abrogés.

2. La presqu'île Ducos, dans la Nouvelle-Calédonie, est déclarée lieu de déportation dans une enceinte fortifiée (V. *infrà, L. 9 févr.* 1895).

3. L'île des Pins et, en cas d'insuffisance, l'île Maré, dépendances de la Nouvelle-Calédonie, sont déclarées lieux de déportation simple pour l'exécution de l'article 17 du Code pénal.

4. Les condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée jouiront, dans la presqu'île Ducos, de toute la liberté compatible avec la nécessité d'assurer la garde de leur personne et le maintien de l'ordre.

Ils seront soumis à un régime de police et de surveillance déterminé par un règlement d'administration publique, qui sera rendu dans un délai de deux mois, à partir de la promulgation de la présente loi.

Ce règlement fixera les conditions sous lesquelles les déportés seront autorisés à circuler dans tout ou partie de la presqu'île, suivant leur nombre; à s'y occuper à des travaux de culture ou d'industrie, et à y former des établissements provisoires par groupe ou par famille.

5. Les condamnés à la déportation simple jouiront, dans l'île des Pins et dans l'île Maré, d'une liberté qui n'aura pour limite que les précautions indispensables pour empêcher les évasions et assurer la sécurité et le bon ordre.

6. Un projet de loi réglant le régime des condamnés, la compétence disciplinaire, à laquelle ils seront soumis, les mesures destinées à prévenir le désordre et les évasions, les concessions de terre soit dans les îles, soit dans la grande terre, les conditions auxquelles elles pourront être faites et révoquées, enfin le droit pour les familles des déportés de se rendre dans les lieux de déportation, et les conditions auxquelles elles pourront obtenir leur transport aux frais de l'État, sera présenté par le Gouvernement dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi.

Loi du 25 mars 1873,

Qui règle la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie
(D. P. 73. 4. 49).

Art. 1er. Les condamnés seront soumis, dans le lieu assigné à la déportation, aux mesures nécessaires tant pour prévenir leur évasion que pour garantir la sécurité et le bon ordre dans le sein de la colonie.

Ces mesures seront l'objet d'arrêtés pris par le gouverneur en conseil, exé-

cutoires provisoirement et soumis à l'approbation des ministres de la marine et de la justice.

Ces arrêtés seront insérés, avec mention de l'approbation ou du refus de l'approbation, dans une notice spéciale, qui sera annuellement distribuée aux assemblees législatives et par laquelle il sera rendu compte de l'état et des progrès de la colonisation pénale.

Toute infraction à ces arrêtés sera punie de peines disciplinaires portées par l'article 369 du Code de justice militaire pour les armées de mer, modifié par l'article 8 du décret du 21 juin 1858.

2. Tout déporté qui se sera rendu coupable d'un crime ou d'un délit sera justiciable des conseils de guerre.

3. Les articles 237 à 248 du Code pénal sont applicables à l'évasion et à la tentative d'évasion des déportés, commises même sans bris de clôture et sans violence, sans préjudice des dispositions de l'article 17, § 2, du même Code, en cas de rentrée sur le territoire de France.

La peine pourra être portée au double s'il y a recidive ou bien si l'évasion ou la tentative d'évasion a été concertée entre plusieurs déportés.

Les individus prévenus de complicité dans l'évasion ou la tentative d'évasion des déportés seront justiciables des conseils de guerre.

4. Les peines auxquelles sont condamnés les déportés seront subies aussitôt que la condamnation sera devenue définitive.

5. Les déportés condamnés à la reclusion ou à l'emprisonnement par les conseils de guerre seront, pendant la durée de leur peine, astreints au travail dans les ateliers de l'Administration, soit dans l'intérieur de la prison, soit au dehors.

6. A défaut de payement dans la quinzaine des premières poursuites, les condamnations à l'amende et aux frais sont de droit converties en journées de travail pour le compte et sur les ateliers de la colonie, d'après le taux et les conditions réglés par arrêtés du gouverneur en conseil. Faute de satisfaire à cette obligation, les délinquants sont contraints à acquitter leurs journées de travail sur les ateliers de discipline.

7. Les femmes et les enfants des condamnés auront la faculté d'aller les rejoindre. Dans la limite du credit spécial ouvert annuellement au budget de la déportation, le Gouvernement se chargera du transport gratuit des femmes et des enfants de ceux qui seront en mesure, soit par l'exploitation d'une concession, soit par l'exercice d'une industrie, de subvenir aux besoins de leur famille. Dans les mêmes limites, et en outre du passage gratuit, des subsides en vivres et en vêtements et un abri temporaire pourront être accordés, à l'arrivée dans la colonie, aux femmes et aux enfants de ceux qui seront reconnus aptes à remplir l'engagement de satisfaire, dans le délai de deux ans, aux besoins de leur famille.

8. Les familles seront soumises au régime du territoire sur lequel elles seront établies.

9. Les condamnés à la déportation simple, dès leur arrivée à la colonie, et les condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée qui auront été admis à jouir du bénéfice de l'article 15 de la présente loi, pourront recevoir une concession provisoire de terres, sans préjudice de leur droit d'exercer une industrie pour leur compte et de travailler pour le compte des particuliers.

10. Les concessions provisoires peuvent être retirées pour inconduite, indiscipline, défaut de mise en culture des terres, évasion, tentative d'évasion et pour tout crime ou délit ayant entraîné des peines criminelles ou correctionnelles.

Les décisions seront prises par le gouverneur en conseil.

Les familles de ceux qui auront été atteints par le présent article pourront

obtenir, si elles résident dans la colonie, de continuer en leur lieu et place l'exploitation de la concession, et en obtenir la propriété.

11. Les concessions provisoires de terres qui n'auront pas été retirées, par application de l'article précédent, dans un délai de cinq ans, deviendront définitives, et des titres de propriété seront délivrés aux détenteurs. Les terrains concédés seront communs lorsque le déporté et son conjoint seront mariés en communauté ou avec société d'acquêts. En cas de prédécès du titulaire d'une concession provisoire avant les cinq ans, sa veuve et ses enfants pourront être autorisés à continuer la possession et devenir propriétaires à l'expiration du délai qui restait à courir, sous les conditions imposées au concessionnaire.

12. En cas d'évasion consommée, le déporté sera déchu de tout droit sur la concession. Toutefois, la femme, et, en cas de décès de la femme, les enfants ou la femme concurremment avec les enfants, en conserveront la jouissance tant qu'ils resteront dans la colonie aux conditions et dans les proportions qui seront réglées par un arrêté du gouverneur.

Ils pourront aussi devenir propriétaires définitifs en vertu d'une décision rendue par le gouverneur en conseil.

13. Si le concessionnaire vient à mourir après que la concession a été rendue définitive, les biens qui en font partie seront attribués aux héritiers d'après les règles du droit commun.

Neanmoins, dans le cas où il n'existerait pas d'enfants légitimes ou autres descendants, la veuve, si elle habitait avec son mari, succédera à la moitié en propriété, tant de la concession que des autres biens que le déporté aurait acquis dans la colonie.

En cas d'existence d'enfants légitimes ou autres descendants, le droit de la femme ne sera que d'un tiers en usufruit.

Par dérogation à l'article 16 de la présente loi, les condamnés pourront, dans les limites autorisées par les articles 1094 et 1098 du Code civil, disposer de leurs biens, dans quelque lieu qu'ils soient situés, soit par acte entre vifs, soit par testament, en faveur de leurs conjoints habitant avec eux.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions de l'envoi en possession de la femme et de la liquidation des biens appartenant au deporte dans la colonie.

14. Les dispositions des articles 7, 11, 12 et 13 sont applicables à l'époux de la femme déportée.

Toutefois, la concession accordée à la femme ne pourra être aliénée ou hypothéquée sans le consentement des deux époux.

15. Le gouverneur a le droit d'autoriser l'établissement en dehors du territoire affecté à la déportation, de tout condamné qui se sera fait remarquer par sa bonne conduite. La même faveur pourra être accordée à tout déporté dans une enceinte fortifiée, lorsque sa conduite aura été irréprochable pendant cinq ans.

Cette autorisation pourra toujours être révoquée par le gouverneur en conseil.

16. Les dispositions de la loi du 31 mai 1854, [*sur l'abolition de la mort civile* (**D. P.** 54. 4. 91)], continueront à recevoir leur exécution en ce qui concerne les condamnés à la déportation.

Toutefois, les condamnés à la déportation simple auront de plein droit l'exercice des droits civils dans le lieu de la déportation.

Il pourra leur être remis, avec l'autorisation du Gouvernement, tout ou partie de leurs biens.

Sauf l'effet de cette remise, les actes faits par eux dans le lieu de la déportation ne pourront ni engager, ni affecter les biens qu'ils possédaient au jour de leur condamnation, ni ceux qui leur seraient échus à titre gratuit depuis cette époque.

Le Gouvernement pourra, en outre, sur l'avis du gouverneur en conseil, accorder aux déportés l'exercice dans la colonie de tout ou partie des droits dont ils sont privés par l'article 34 du Code pénal.

17. Le domicile des déportés, pour tous les droits civils dont ils ont l'exercice aux colonies, est au lieu où ils subissent leur peine.

18. Les dispositions du décret du 24 mars 1852, sur le mariage des Français résidant en Océanie, sont applicables aux déportés.

19. Un règlement d'administration publique déterminera, aussitôt que les circonstances le permettront, les mesures d'assistance, d'instruction et d'hygiène publique propres à favoriser le développement d'une société naissante. (*Ce règlement n'a pas encore été publié.*)

R. v° *Peine*, 602 s. — **S.** *eod.* v°, 621 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, p. 37 s.; et son **Suppl.**, p. 22.

Loi du 9 février 1895,

Modifiant l'article 2 de la loi du 23 mars 1872 (**D. P.** 95. 4. 36).

Article unique. La presqu'île Ducos, dans la Nouvelle-Calédonie, et les îles du Salut, sont déclarées lieux de déportation dans une enceinte fortifiée.

V. *le décret du 31 mai 1872, portant règlement d'administration publique sur le régime de police et de surveillance auquel les condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée sont assujettis* (**D. P.** 72. 4. 72).

V. *aussi le décret du 4 septembre 1879, concernant la curatelle d'office pour la gestion des successions et biens vacants des déportés et des transportés en cours de peine* **D. P.** 80. 4. 61; — et **Suppl.** au **C. pén.**, p. 23).

Art. 18. (L. 28 avril 1832.) *Les condamnations aux travaux forcés à perpétuité et à la déportation emporteront mort civile.*

Néanmoins, le Gouvernement pourra accorder au condamné à la déportation l'exercice des droits civils ou de quelques-uns de ces droits.

Ancien art. 18. — *Les condamnations aux travaux forcés à perpétuité et à la déportation emporteront mort civile. — Néanmoins, le Gouvernement pourra accorder au déporté, dans le lieu de la déportation, l'exercice des droits civils ou de quelques-uns de ces droits.*

L'art. 18, *modifié par la loi du 28 avril* 1832, *a été abrogé implicitement par la loi du* 31 *mai* 1854, *art.* 1er, *qui a aboli la mort civile.*

Art. 19. La condamnation à la peine des travaux forcés à temps sera prononcée pour cinq ans au moins, et vingt ans au plus. — *Pén.* 7, 47, 56, 70, 72.

R. v° *Peine*, 588 s. — **S.** *eod.* v°, 604 s.

V., suprà, sous l'art. 15, *la loi du* 30 *mai* 1854, *sur l'exécution de la peine des travaux forcés.*

Art. 20. (*L.* 28 *avril* 1832.) Quiconque aura été condamné à la détention sera renfermé dans l'une des forteresses, situées sur le territoire continental du royaume [*de la République*], qui auront été déterminées par une ordonnance du Roi [*par un décret du président de la République*] rendue dans la forme des règlements d'administration publique.

Il communiquera avec les personnes placées dans l'intérieur du lieu de la détention ou avec celles du dehors, conformément aux règlements de police établis par une ordonnance du Roi [*par un décret du président de la République*].

La détention ne peut être prononcée pour moins de cinq ans, ni pour plus de vingt ans, sauf le cas prévu par l'article 33.

Ancien art. 20. — *Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité sera flétri, sur la place publique, par l'application d'une empreinte avec un fer brûlant sur l'épaule droite. — Les condamnés à d'autres peines ne subiront la flétrissure que dans les cas où la loi l'aurait attachée à la peine qui leur est infligée. — Cette empreinte sera des lettres T. P. pour les coupables condamnés aux travaux forcés à perpétuité; de la lettre T. pour les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, lorsqu'ils devront être flétris. — La lettre F. sera ajoutée dans l'empreinte, si le coupable est un faussaire.*

R. v° *Peine*, 622 s. — **S.** *eod.* v°, 629 s.

Art. 21. Tout individu de l'un ou l'autre sexe, condamné à la peine de la reclusion, sera renfermé dans une maison de force, et employé à des travaux dont le produit pourra être en partie appliqué à son profit, ainsi qu'il sera réglé par le Gouvernement.

La durée de cette peine sera au moins de cinq années, et de dix ans au plus. — *Pén.* 7, 22, 46, 71.

R. v^is^ *Peine*, 625 s.; *Prisons*, 16 s., 81 s. — **S.** v^is^ *Peine*, 632 s.; *Prisons*, 12 s., 45 s.

La reclusion entraîne la dégradation civique, l'interdiction légale et l'interdiction de séjour pour vingt ans sauf dispense ou réduction.

V. *l'arrêté ministériel du* 15 *avril* 1882, *relatif à la réglementation du travail dans les maisons centrales et les prisons* (**Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 25).

Art. 22. (L. 28 avril 1832.) *Quiconque aura été condamné à l'une des peines des travaux forcés à perpétuité, des travaux forcés à temps ou de la reclusion, avant de subir sa peine, demeurera durant une heure exposé aux regards du peuple sur la place publique. Au-dessus de sa tête sera placé un écriteau portant, en caractères gros et lisibles, ses noms, sa profession, son domicile, sa peine et la cause de sa condamnation.*

En cas de condamnation aux travaux forcés à temps ou à la reclusion, la cour d'assises pourra ordonner par son arrêt que le condamné, s'il n'est pas en état de récidive, ne subira pas l'exposition publique.

Néanmoins, l'exposition publique ne sera jamais prononcée à l'égard des mineurs de dix-huit ans et des septuagénaires.

Ancien art. 22. — *Quiconque aura été condamné à l'une des peines des travaux forcés à perpétuité, des travaux forcés à temps, ou de la reclusion, avant de subir sa peine, sera attaché au carcan sur la place publique; il y demeurera exposé aux regards du peuple durant une heure; au-dessus de sa tête sera placé un écriteau portant, en caractères gros et lisibles, ses noms, sa profession, son domicile, sa peine, et la cause de sa condamnation.*

La peine de l'exposition publique a été supprimée par le décret du 12 *avril* 1848 (**D. P.** 48. 4. 67).

Art. 23. (*L.* 15 *novembre* 1892.) La durée de toute peine privative de la liberté compte du jour où le condamné est détenu en vertu de la condamnation, devenue irrévocable, qui prononce la peine. — *Pén.* 24, 40, 226.

Ancien art. 23 [TEXTE DE 1810]. — *La durée de la peine des travaux forcés à temps et de la peine de la reclusion se comptera du jour de l'exposition.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *La durée des peines temporaires comptera du jour où la condamnation sera devenue irrévocable.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 15 NOV. 1892 : **R.** V° *Peine*, 228 s.
§ 2. LOI DU 15 NOV. 1892 : **S.** V° *Peine*, 187 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 110 s. — **D. P.** 93. 4. 1.

1. La durée de toute peine privative de la liberte comptant du jour où le condamne est detenu en vertu de la condamnation devenue irrévocable et le pourvoi en cassation étant suspensif en matière criminelle, la peine ne commence à courir que du jour où le pourvoi a eté rejete. — Cr. c. 20 juin 1895, D. P. 95. 1. 325.

2. En consequence, la mise en liberté d'un condamné à l'emprisonnement qui s'est pourvu en cassation ne peut être ordonnée avant le rejet du pourvoi, bien que, anterieurement à l'arrêt de rejet, ce condamne se trouve avoir subi une détention de durée egale a celle de la peine prononcée contre lui. — Même arrêt.

Art. 24. (*L.* 15 *novembre* 1892.) Quand il y aura eu détention préventive, cette détention sera intégralement déduite de la durée de la peine qu'aura prononcée le jugement ou l'arrêt de condamnation, à moins que le juge n'ait ordonné, par disposition spéciale et motivée, que cette imputation n'aura pas lieu ou qu'elle n'aura lieu que pour partie.

En ce qui concerne la détention préventive comprise entre la date du jugement ou de l'arrêt et le moment où la condamnation devient irrévocable, elle sera toujours imputée dans les deux cas suivants :

1° Si le condamné n'a point exercé de recours contre le jugement ou l'arrêt;

2° Si, ayant exercé un recours, sa peine a été réduite sur son appel ou à la suite de son pourvoi.

Ancien art. 24 [TEXTE DE 1810]. — *La condamnation à la peine du carcan sera exécutée de la manière prescrite par l'article* 22.

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *Néanmoins, à l'égard des condamnations à l'emprisonnement prononcées contre les individus en état de détention préalable, la durée de la peine, si le condamné ne s'est pas pourvu, comptera du jour du jugement ou de l'arrêt, nonobstant l'appel ou le pourvoi du ministère public, et quel que soit le résultat de cet appel ou de ce pourvoi. — Il en sera de même dans les cas où la peine aura été réduite, sur l'appel ou le pourvoi du condamné.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 15 NOV. 1892 : **R.** V° *Peine*, 228 s.
§ 2. LOI DU 15 NOV. 1892 : **S.** V° *Peine*, 187 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 110 s. — **D. P.** 93. 4. 1.

1. La décision par laquelle le juge refuse au condamné le bénéfice de l'imputation de la détention preventive sur la durée de la peine, doit être motivee. — Cr. c. 11 mars 1893, D. P. 94. 1. 199. — Cr. c. 15 juin 1894, D. P. 96. 1. 140. — Cr. r. 8 fevr., 21 mars, 27 mars, 12 avr., 10 mai 1902, D. P. 1902. 1. 377.

2. La loi du 15 nov. 1892 ayant posé en principe que la détention preventive sera imputée sur la peine prononcée, quelle que soit cette peine, la detention preventive subie en cellule doit produire le même effet que la peine subie en cellule. — Paris, 1er juill. 1893, D. P. 94. 2. 238.

3. La detention préventive, subie à l'occasion d'une double accusation, doit également être deduite de la peine d'emprisonnement, bien qu'il y ait eu acquittement sur l'un des chefs d'accusation. — C. d'ass. de l'Aude, 22 fevr. 1893, D. P. 93. 2. 512. — V. aussi Besançon, 4 mai 1907, D. P. 1907. 2. 353.

4. Le sort d'un prevenu ne devant pas être aggravé sur son seul appel, une cour d'appel ne peut décider que la detention preventive ne sera pas imputee sur la peine, alors que, le jugement n'excluant pas l'imputation par une disposition speciale, cette imputation avait lieu de plein droit. — Cr. c. 13 janv. 1893, D. P. 93. 1. 532, et la note de M. Sarrut. — Cr. r. et

Cr. c. 4 août 1893, D. P. 94. 1. 143. — Cr. c. 1er juin 1894, D. P. 99. 1. 91. — Cr. c. 16 fevr. 1899, D. P. 99. 5. 312.

5. La détention preventive a pour point de départ la date du mandat d'arrêt ou du mandat de dépôt en vertu duquel le prevenu est ecroué à la maison d'arrêt. — Cr. r. 16 mars 1893, D. P. 93. 1. 532. — V. aussi Cr. r. 1er mars 1901, D. P. 1902. 1. 233.

6. En conséquence, il n'y a pas lieu de considerer comme en état de détention preventive l'individu arrêté en flagrant delit par mesure de police, et dès lors, la période de temps qui s'ecoule entre l'arrestation et la delivrance du mandat d'arrêt ou du mandat de depôt ne doit pas être imputee sur la peine. — Cr. r. 16 mars 1893, précité.

7. Pour que l'imputation puisse avoir lieu, il faut que la detention qu'il s'agit d'imputer ne soit pas etrangère au fait ayant motivé la condamnation. — Cr. r. 17 sept. 1896, D. P. 97. 1. 32.

8. Il n'est pas indispensable cependant que la détention préventive ait eté motivée uniquement par le crime ou le delit ayant donné lieu à la condamnation. — Trib. de Langres, 22 mai 1896, *Revue critique de législation*, 1897, p. 84.

9. Mais il faut, tout au moins, que le délit ayant motivé la condamnation à la peine privative de liberté à propos de laquelle l'imputation est demandee, ait eté relevé au cours des poursuites qui ont donne lieu à la détention preventive, quel qu'ait éte, d'ailleurs, le sort de ces poursuites. — C. d'ass. de l'Aude, 22 fevr. 1893, D. P. 93. 2. 512. — Dijon, 26 mai 1897, D. P. 1902. 2. 110. — Comp. Cr. r. 15 avr. 1897, D. P. 97. 1. 271. — Limoges, 14 nov. 1907, D. P. 1909. 2. 119.

10. La mise en liberté d'un condamne à l'emprisonnement, qui s'est pourvu en cassation, ne peut être ordonnee avant le rejet du pourvoi, bien que, anterieurement à l'arrêt de rejet, ce condamne se trouve avoir subi une detention de durée egale à celle de la peine prononcée contre lui. — Cr. c. 20 juin 1895, D. P. 95. 1. 325, et la note de M. Sarrut.

Art. 25. Aucune condamnation ne pourra être exécutée les jours de fêtes nationales ou religieuses, ni les dimanches. — *Pén.* 260; *Instr.* 375; *Pr.* 63, 731, 828, 1037.

R. v° *Peine*, 207.

Sur les jours qui doivent être considérés comme jours de fête légale, **V. C. pr. civ. ann.**, art. 1037, nos 5 s.; et son **Suppl.**, nos 10077 s.

Art. 26. L'exécution se fera sur l'une des places publiques du lieu qui sera indiqué par l'arrêt de condamnation. — *Pén.* 475-12; *Instr.* 376, 472; *L.* 22 *germ. an* IV; *Décr.* 25 *nov.* 1870; *Décr.* 18 *juin* 1811, *art.* 114.

R. v° *Peine*, 210 s. — **S.** *eod. v°*, 179 s.

Si, aux termes de l'art. 26 c. pen., les cours d'assises doivent indiquer le *lieu*, c'est-a-dire la *commune* où s'accomplira l'exécution d'un arrêt portant peine de mort, il ne leur est pas permis de désigner l'*emplacement* où se fera l'exécution, la police des rues et places publiques etant dans les attributions exclusives de l'autorite municipale. — Cr. c. 29 mars 1895, D. P. 99. 5. 513. — V. aussi Cr. c. 4 nov. 1905, D. P. 1907. 1. 103.

Art. 27. Si une femme condamnée à mort se déclare et s'il est vérifié qu'elle est enceinte, elle ne subira la peine qu'après sa délivrance.

R. v° *Peine*, 579 s. — **S.** *eod. v°*, 600.

Art. 28. (*L.* 28 *avril* 1832.) La condamnation à la peine des travaux forcés à temps, de la détention, de la reclusion ou du bannissement, emportera la dégradation civique.

La dégradation civique sera encourue du jour où la condamnation sera devenue irrévocable, et, en cas de condamnation par contumace, du jour de l'exécution par effigie. — *Pén.* 7, 8; *Instr.* 472.

Ancien art. 28. — *Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, du bannissement, de la reclusion ou du carcan, ne pourra jamais être juré, ni expert ni*

être employé comme témoin dans les actes, ni déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements. — Il sera incapable de tutelle et de curatelle, si ce n'est de ses enfants, et sur l'avis seulement de sa famille. — Il sera déchu du droit de port d'armes, et du droit de servir dans les armées de l'empire.

R. v° *Peine*, 668. — **S.** *eod.* v°, 657 s. — **C. adm. ann.**, t. 1, v° *Élections*, p. 1005, n°s 3214 s.

Art. 29. (*L.* 28 *avril* 1832.) Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la reclusion, sera, de plus, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale; il lui sera nommé un tuteur et un subrogé tuteur pour gérer et administrer ses biens, dans les formes prescrites pour les nominations des tuteurs et subrogés tuteurs aux interdits. — *Pén.* 30, 31; *Civ.* 405 s.

Ancien art. 29. — *Quiconque aura été condamné à la peine des travaux forcés à temps ou de la reclusion, sera, de plus, pendant la durée de sa peine, en état d'interdiction légale; il lui sera nommé un curateur pour gérer et administrer ses biens, dans les formes prescrites pour la nomination des tuteurs aux interdits.*

R. v^is^ *Droits civils*, 621 s., 763 s.; *Peine*, 719 s. — **S.** v^is^ *Droits civils*, 346 s., 379 s., *Peine*, 718 s.

1. L'interdiction legale ne rend pas incapables de tester ceux qui en sont frappés; en conséquence, le testament fait par un condamne à la reclusion pendant la durée de sa peine est valable. — Civ. c. 27 fevr. 1883, D. P. 83. 1. 113, et les conclusions de M. le procureur général Barbier.

2. Il résulte, en effet, de la nomination d'un tuteur a l'interdit légalement, que, pendant qu'il subit sa peine, le condamné est prive uniquement de l'exercice du droit de consentir des actes d'alienation et de dessaisissement qu'il ne pourrait faire par lui-même, sans porter atteinte aux regles qui régissent l'administration des biens de l'interdit. — Même arrêt.

3. L'individu frappé d'interdiction legale ne peut repondre lui-même à l'action en dommages-interêts dirigée contre lui, et doit être assigné en la personne de son tuteur, qui le represente légalement. — Grenoble, 14 juin 1892, D. P. 93. 2. 436.

L'interdiction légale est aujourd'hui l'accessoire obligé de toute condamnation contradictoire a une peine afflictive et infamante temporaire (*C. pén.*, art. 29), *ou perpétuelle* (L. 31 mai 1854, art. 2). *En d'autres termes, elle est entraînée par les peines suivantes : mort, déportation, travaux forcés à perpétuité ou à temps, détention, reclusion, mais non par le bannissement, qui est une peine infamante seulement.*

L'interdiction légale ne fait pas obstacle au mariage.

Art. 30. (*L.* 28 *avril* 1832.) Les biens du condamné lui seront remis après qu'il aura subi sa peine, et le tuteur lui rendra compte de son administration. — *Civ.* 469.

Ancien art. 30. — *Les biens du condamné lui seront remis après qu'il aura subi sa peine, et le curateur lui rendra compte de son administration.*

Art. 31. Pendant la durée de la peine, il ne pourra lui être remis aucune somme, aucune provision, aucune portion de ses revenus.

R. v^is^ *Droits civils*, 619 s., 771 s.; *Peine*, 726 s. — **S.** v^is^ *Droits civils*, 346 s., 379 s.; *Peine*, 722.

Art. 32. Quiconque aura été condamné au bannissement sera transporté, par ordre du Gouvernement, hors du territoire du royaume [*de la République*].

La durée du bannissement sera au moins de cinq années, et de dix ans au plus. — *Pén.* 8, 28, 36, 48, 56.

R. v° *Peine*, 647 s. — **S.** *eod. v°*, 645 s.

En ce qui concerne le bannissement politique, V. *la loi du* 22 *juin* 1886 (**D. P.** 86. 4. 57 ; — **C. adm. ann.**, t. 1er, v° *Élections*, p. 900).

Art. 33. (*L.* 28 *avril* 1832.) Si le banni, avant l'expiration de sa peine, rentre sur le territoire du royaume [*de la République*], il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné à la détention pour un temps au moins égal à celui qui restait à courir jusqu'à l'expiration du bannissement, et qui ne pourra excéder le double de ce temps. — *Instr.* 518.

Ancien art. 33. — *Si le banni, durant le temps de son bannissement, rentre sur le territoire de l'empire, il sera, sur la seule preuve de son identité, condamné à la peine de la déportation.*

R. v° *Peine*, 655 s. — **S.** *eod. v°*, 645 s.

Art. 34. (*L.* 28 *avril* 1832.) La dégradation civique consiste :

1° Dans la destitution et l'exclusion des condamnés de toutes fonctions, emplois ou offices publics ;

2° Dans la privation du droit de vote, d'élection, d'éligibilité, et en général de tous les droits civiques et politiques, et du droit de porter aucune décoration ;

3° Dans l'incapacité d'être juré-expert, d'être employé comme témoin dans des actes, et de déposer en justice autrement que pour y donner de simples renseignements ;

4° Dans l'incapacité de faire partie d'aucun conseil de famille, et d'être tuteur, curateur, subrogé tuteur ou conseil judiciaire, si ce n'est de ses propres enfants, et sur l'avis conforme de la famille ;

5° Dans la privation du droit de port d'armes, du droit de faire partie de la garde nationale, de servir dans les armées françaises, de tenir école, ou d'enseigner et d'être employé dans aucun établissement d'instruction, à titre de professeur, maître ou surveillant.

Ancien art. 34. — *La dégradation civique consiste dans la destitution et l'exclusion du condamné de toutes fonctions ou emplois publics, et dans la privation de tous les droits énoncés en l'article* 28.

R. v° *Peine*, 664 s. — **S.** *eod v°*, 650 s.

En ce qui concerne l'exclusion de l'armée, la disposition de l'art. 34 *a été corrigée par les art.* 4 *et* 5 *de la loi sur le recrutement du* 21 *mars* 1905 (**D. P.** 1905. 4. 41 ; — **C. adm.**, à sa date) *modifiés par la loi du* 11 *avril* 1910 (**D. P.** 1910. 4e partie ; — **C. adm.**, à sa date).

Art. 35. (*L.* 28 *avril* 1832.) Toutes les fois que la dégradation civique sera prononcée comme peine principale, elle pourra être accompagnée d'un emprisonnement dont la durée, fixée par l'arrêt de condamnation, n'excédera pas cinq ans.

Si le coupable est un étranger ou un Français ayant perdu la qualité de citoyen, la peine de l'emprisonnement devra toujours être prononcée.

Ancien art. 35. — *La durée du bannissement se comptera du jour où l'arrêt sera devenu irrévocable.*

R. v° *Peine*, 668 s. — **S.** *eod. v°*, 658.

Art. 36. (*L.* 28 *avril* 1832.) Tous arrêts qui porteront la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité et à temps, la déportation, la détention, la reclusion, la dégradation civique et le bannissement, seront imprimés par extrait.

Ils seront affichés dans la ville centrale du département, dans celle où l'arrêt aura été rendu, dans la commune du lieu où le délit aura été commis, dans celle où se fera l'exécution, et dans celle du domicile du condamné. — *Déc.* 18 *juin* 1811, *art.* 104 s.

Ancien art. 36. — *Tous arrêts qui porteront la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou à temps, la déportation, la reclusion, la peine du carcan, le bannissement et la dégradation civique, seront imprimés par extraits. — Ils seront affichés dans la ville centrale du département, dans celle où l'arrêt aura été rendu, dans la commune du lieu où le délit aura été commis, dans celle où se fera l'exécution, et dans celle du domicile du condamné.*

R. v° *Peine*, 227, 864 s. — **S.** *eod.* v°, 818 s.

Art. 37. (Abrogé par Charte 1830, art. 57.) *La confiscation générale est l'attribution des biens d'un condamné au domaine de l'État.*

Elle ne sera la suite nécessaire d'aucune condamnation; elle n'aura lieu que dans les cas où la loi la prononce expressément.

Art. 38. (Abrogé par Charte 1830, art. 57.) *La confiscation générale demeure grevée de toutes les dettes légitimes jusqu'à concurrence de la valeur des biens confisqués, de l'obligation de fournir aux enfants ou autres descendants une moitié de la portion dont le père n'aurait pu les priver.*

De plus, la confiscation générale demeure grevée de la prestation des aliments à qui il en est dû de droit.

Art. 39. (Abrogé par Charte 1830, art. 57.) *Le roi pourra disposer des biens confisqués, en faveur, soit des père, mère ou autres ascendants, soit de la veuve, soit des enfants ou autres descendants légitimes, naturels ou adoptifs, soit des autres parents du condamné.*

CHAPITRE II.

Des peines en matière correctionnelle.

Art. 40. Quiconque aura été condamné à la peine d'emprisonnement sera renfermé dans une maison de correction : il y sera employé à l'un des travaux établis dans cette maison, selon son choix.

La durée de cette peine sera au moins de six jours, et de cinq années au plus; sauf les cas de récidive ou autres où la loi aura déterminé d'autres limites.

La peine à un jour d'emprisonnement est de vingt-quatre heures;

Celle à un mois est de trente jours. — *Pén.* 9, 57 s., 463.

Loi du 5 juin 1875,

Sur le régime des prisons départementales (D. P. 76. 4. 9).

DU RÉGIME DES INCULPÉS, PRÉVENUS ET ACCUSÉS.

Art. 1er. Les inculpés, prévenus et accusés seront à l'avenir individuellement séparés pendant le jour et la nuit.

DU RÉGIME DES CONDAMNÉS A L'EMPRISONNEMENT.

2. Seront soumis à l'emprisonnement individuel les condamnés à un emprisonnement d'un an et un jour et au-dessous.

Ils subiront leur peine dans les maisons de correction départementales.

3. Les condamnés à un emprisonnement de plus d'un an et un jour pourront, sur leur demande, être soumis au régime de l'emprisonnement individuel. Ils seront, dans ce cas, maintenus dans les maisons de correction départementales jusqu'à l'expiration de leur peine, sauf décision contraire prise par l'Administration, sur l'avis de la commission de surveillance de la prison.

4. La durée des peines subies sous le régime de l'emprisonnement individuel sera, de plein droit, réduit d'un quart.

La réduction ne s'opérera pas sur les peines de trois mois et au-dessous.

Elle ne profitera, dans le cas prévu par l'article 3, qu'aux condamnés ayant passé trois mois consécutifs dans l'isolement, et dans la proportion de temps qu'ils y auront passé.

5. Un règlement d'administration publique fixera les conditions d'organisation du travail et déterminera le régime intérieur des maisons consacrées à l'application de l'emprisonnement individuel.

6. A l'avenir, la reconstruction ou l'appropriation des prisons départementales ne pourra avoir lieu qu'en vue de l'application du régime prescrit par la présente loi.

Les projets, plans et devis seront soumis à l'approbation du ministre de l'intérieur, et les travaux seront exécutés sous son contrôle.

7. Des subventions pourront être accordées par l'État, suivant les ressources du budget, pour venir en aide aux départements dans les dépenses de reconstruction et d'appropriation.

Il sera tenu compte, dans leur fixation, de l'étendue des sacrifices précédemment faits par eux pour leurs prisons, de la situation de leurs finances et du produit du centime départemental.

Elles ne pourront, en aucun cas, dépasser :

La moitié de la dépense, pour les départements dont le centime est inférieur à 20 000 francs;

Le tiers, pour ceux dont le centime est supérieur à 20 000 francs, mais inférieur à 40 000 francs;

Le quart, pour ceux dont le centime est supérieur à 40 000 francs.

8. Le nouveau régime pénitentiaire sera appliqué au fur et à mesure de la transformation des prisons.

9. Un conseil supérieur des prisons, pris parmi les hommes s'étant notoirement occupés des questions pénitentiaires, est institué auprès du ministre de l'intérieur, pour veiller, d'accord avec lui, à l'exécution de la présente loi.

Sa composition et ses attributions seront réglées par un décret du président de la République.

Le travail dans les prisons correctionnelles comme dans les maisons centrales, est réglementé par l'arrêté ministériel du 15 avril 1882 (Suppl. au C. pén. ann., p. 25).

L'organisation du personnel des prisons et établissements pénitentiaires est régle-

mentée par un décret du 24 décembre 1869 (**D. P.** 70. 4. 23 ; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 33).

Le service et le régime des prisons à courtes peines affectées à l'emprisonnement en commun (maisons d'arrêt, de justice et de correction) sont aujourd'hui réglés par le décret du 11 *novembre* 1885 (**D. P.** 86. 4. 75 ; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 34) *qui remplace celui du* 30 *octobre* 1841.

V. *le décret du* 28 *juin* 1887, *portant réglementation des prisons du département de la Seine* (**D. P.** 87. 4. 95 ; — **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 37 ; — et **C. adm. ann.**, t. 1er, Vo *Département de la Seine*, nos 212 et suiv.) ; *le décret du* 26 *janvier* 1882 *qui fixe la composition du conseil supérieur des prisons* (**D. P.** 83. 4. 18 ; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 38)

Loi du 4 février 1893,

Relative à la réforme des prisons pour courtes peines
(**D. P.** 93. 4. 48 ; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 39).

Art. 1er. Les départements peuvent être exonéres d'une partie des charges qui leur sont imposées par la loi du 5 juin 1875, s'ils rétrocèdent de gré à gré à l'État la propriété de leurs maisons d'arrêt, de justice et de correction.

Les conventions doivent fixer la quotité des dépenses et charges incombant aux départements.

2. Toute maison d'arrêt, de justice ou de correction qui ne satistait pas aux conditions indispensables d'hygiène, de moralité, de bon ordre ou de sécurité peut être déclassée comme établissement pénitentiaire.

Le déclassement est prononcé, sur avis du conseil supérieur des prisons, par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

3. Le déclassement a pour effet de mettre le département en demeure de faire procéder aux travaux d'appropriation ou de reconstruction prévus par l'article 6 de la loi du 5 juin 1875.

Le département qui, sur cette mise en demeure, exécute volontairement les travaux, a droit au maximum de la subvention de l'État dans les conditions fixées par l'article 7 de ladite loi.

4. Deux ou plusieurs conseils généraux peuvent se concerter, conformément aux dispositions du titre 7 de la loi du 10 août 1871 et de l'article 6 de la loi du 5 juin 1875, pour construire ou transformer à frais communs des établissements pénitentiaires en vue de la mise en pratique du régime de l'emprisonnement individuel.

La part contributive de chaque département dans le payement de la dépense est, sauf convention contraire, proportionnelle au nombre de cellules à établir pour sa circonscription. Il participe dans la même mesure aux droits et charges de la propriété.

5. En cas de création d'une prison interdépartementale, la subvention que l'État peut accorder est déterminée séparément à l'égard de chacun des départements intéressés, et dans les conditions prévues par l'article 7 de la loi du 5 juin 1875.

6. Dans le cas où l'État a traité avec un département de la rétrocession d'une ou de plusieurs prisons, et dans celui où il doit, après déclassement, pourvoir d'office à l'appropriation ou à la reconstruction d'une prison départementale, il peut traiter avec d'autres départements dans les conditions de l'article 4 de la présente loi.

Il peut, en outre, s'entendre avec ces départements pour construire ou transformer en leur lieu et place l'établissement interdépartemental.

7. Les charges résultant pour les départements des articles 1er, 3, 4 et 6 de la présente loi ont le caractère de dépenses obligatoires. Il en est de même des dépenses ordinaires d'entretien et de réparation des immeubles départementaux

affectés à usage de maisons d'arrêt, de justice et de correction. L'article 61 de la loi du 10 août 1871 leur est applicable.

En conséquence, à défaut par les conseils généraux de prendre les mesures nécessaires pour l'exécution des travaux ou de voter les ressources dans un délai d'un an à partir de la mise en demeure qui leur est adressée, il y est pourvu d'office en vertu d'un décret rendu en conseil d'État, aux frais du département et dans les limites de la dépense prevue.

Le décret fixe, en cas de déclassement, la subvention de l'État dans les limites de l'article 7 de la loi du 5 juin 1875.

8. Le nombre des cellules de détention à établir pour toute maison affectée au régime de l'emprisonnement individuel est fixé d'après le chiffre moyen de la population pendant les cinq dernières années, en tenant compte des modifications intervenues dans les lois pénales. Il ne peut dépasser les trois quarts de l'effectif actuel calculé sur la même base.

Un quartier commun, exclusivement réservé, en cas d'insuffisance temporaire du nombre des cellules, aux condamnés aux peines les plus courtes ou aux détenus d'une même catégorie, est établi dans les maisons où l'Administration le juge nécessaire.

9. Il peut être créé par le ministre de l'intérieur des chantiers pénitentiaires pour utiliser la main-d'œuvre pénale à la construction ou transformation des prisons, sans toutefois porter atteinte à la distinction des peines et aux conditions essentielles de leur exécution.

Ne pourront être employés dans ces chantiers les détenus qui, d'après la nature de leur peine et le lieu de leur condamnation, devraient subir leur peine dans un établissement où fonctionne le régime de l'emprisonnement individuel.

10. Sont abrogées toutes les dispositions de lois antérieures contraires à la présente loi.

R. vis *Peine*, 625 s.; *Prisons*, 39 s. — **S.** vis *Peine*, 635 s.; *Prisons*, 16 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, p. 61 s.; et son **Suppl.**, p. 37 s.

Art. 41. Les produits du travail de chaque détenu pour délit correctionnel seront appliqués partie aux dépenses communes de la maison, partie à lui procurer quelques adoucissements, s'il les mérite, partie à former pour lui, au temps de sa sortie, un fonds de réserve; le tout ainsi qu'il sera ordonné par des règlements d'administration publique. — *Ord.* 2 *avr.* 1817, 27 *déc.* 1843; *L.* 19 *juill.* 1845.

R. vis *Peine*, 592; *Prisons*, 86 s. — **S.** vo *Prisons*, 45 s.

V. *le décret du* 23 *novembre* 1893, *qui fixe la portion accordée sur le produit de leur travail aux condamnés détenus dans les maisons d'arrêt, de justice et de correction* (*prisons départementales*) (**D. P.** 95. 4. 7; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 39).

Art. 42. Les tribunaux jugeant correctionnellement pourront, dans certains cas, interdire, en tout ou en partie, l'exercice des droits civiques, civils et de famille suivants :

1° De vote et d'élection;

2° D'éligibilité;

3° D'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'Administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois;

4° Du port d'armes;

5° De vote et de suffrage dans les délibérations de famille;

6° D'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de la famille;

7° D'être expert ou employé comme témoin dans les actes;

8° De témoignage en justice, autrement que pour y faire de simples déclarations. — *Pén.* 9, 28, 34.

R. v° *Peine*, 714 s. — S. *eod. v°*, 711 s.

Art. 43. Les tribunaux ne prononceront l'interdiction mentionnée dans l'article précédent, que lorsqu'elle aura été autorisée ou ordonnée par une disposition particulière de la loi. — *Pén.* 4.

R. v° *Peine*, 717 s. — S. *eod. v°*, 712.

CHAPITRE III.

Des peines et des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes ou délits.

Art. 44. (Abrogé par L. 27 mai 1885.) (*Texte modifié par L. 23 janvier* 1874.) *L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police sera de donner au Gouvernement le droit de déterminer certains lieux dans lesquels il sera interdit au condamné de paraître après qu'il aura subi sa peine.*

Le condamné devra déclarer, au moins quinze jours avant sa mise en liberté, le lieu où il veut fixer sa résidence; à défaut de cette déclaration, le Gouvernement la fixera lui-même.

Le condamné à la surveillance ne pourra quitter la résidence qu'il aura choisie ou qui lui aura été assignée, avant l'expiration d'un délai de six mois, sans l'autorisation du ministre de l'intérieur.

Néanmoins, les préfets pourront donner cette autorisation :

1° *Dans les cas de simples déplacements, dans les limites mêmes de leur département;*

2° *Dans les cas d'urgence, mais à titre provisoire seulement.*

Après l'expiration du délai de six mois, ou avant même l'expiration de ce délai, si l'autorisation nécessaire a été obtenue, le condamné pourra se transporter dans toute résidence non interdite, à la charge de prévenir le maire huit jours à l'avance.

Le séjour de six mois est obligatoire pour le condamné dans chacune des résidences qu'il choisira successivement pendant tout le temps qu'il sera soumis à la surveillance, à moins d'autorisation spéciale, donnée conformément aux dispositions précédentes, soit par le ministre de l'intérieur, soit par les préfets.

Tout condamné qui se rendra à sa résidence recevra une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne pourra s'écarter et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage.

Il sera tenu de se présenter, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, devant le maire de la commune qu'il devra habiter.

Ancien art. 44 [TEXTE DE 1810]. — *L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police de l'État sera de donner au Gouvernement, ainsi qu'à la partie intéressée, le droit d'exiger, soit de l'individu placé dans cet état, après qu'il aura subi sa peine soit de ses*

père et mère, tuteur ou curateur, s'il est en âge de minorité, une caution solvable de bonne conduite, jusqu'à la somme qui sera fixée par l'arrêt ou le jugement : toute personne pourra être admise à fournir cette caution. — Faute de fournir ce cautionnement, le condamné demeure à la disposition du Gouvernement, qui a le droit d'ordonner, soit l'éloignement de l'individu d'un certain lieu, soit sa résidence continue dans un lieu déterminé de l'un des départements de l'Empire.

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *L'effet du renvoi sous la surveillance de la haute police sera de donner au Gouvernement le droit de déterminer certains lieux dans lesquels il sera interdit au condamné de paraître, après qu'il aura subi sa peine. En outre, le condamné devra déclarer, avant sa mise en liberté, le lieu où il veut fixer sa résidence : il recevra une feuille de route réglant l'itinéraire dont il ne pourra s'écarter, et la durée de son séjour dans chaque lieu de passage. Il sera tenu de se présenter, dans les vingt-quatre heures de son arrivée, devant le maire de la commune ; il ne pourra changer de résidence sans avoir indiqué, trois jours à l'avance, à ce fonctionnaire le lieu où il se propose d'aller habiter, et sans avoir reçu de lui une nouvelle feuille de route.*

Loi du 27 mai 1885,

Sur les récidivistes (**D. P. 85. 4. 45**).

Art. 19. Est abrogée la loi du 9 juillet 1852, concernant l'interdiction, par voie administrative, du séjour du département de la Seine et des communes formant l'agglomération lyonnaise.

La peine de la surveillance de la haute police est supprimée. Elle est remplacée par la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant sa libération.

Toutes les autres obligations et formalités imposées par l'article 44 du Code pénal sont supprimées à partir de la promulgation de la présente loi, sans qu'il soit toutefois dérogé aux dispositions de l'article 635 du Code d'instruction criminelle.

Restent en conséquence applicables, pour cette interdiction, les dispositions antérieures qui réglaient l'application ou la durée, ainsi que la remise ou la suppression de la surveillance de la haute police, et les peines encourues par les contrevenants, conformément à l'article 45 du Code pénal.

Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, le Gouvernement signifiera aux condamnés actuellement soumis à la surveillance de la haute police les lieux dans lesquels il leur sera interdit de paraître pendant le temps qui restait à courir de cette peine.

S. v° *Peine*, 668 s, 709 s. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 41 s.

1. L'ancienne surveillance de la haute police et l'interdiction de résidence ne different que par le mode de désignation des lieux où il est interdit au condamné de paraître ; elles sont prononcées pour les mêmes causes, dans les mêmes conditions, pour la même durée et sous la même sanction. — Cr. r. 15 avr. 1886, D. P. 86. 1. 227. — Conf. Montpellier, 4 fevr. 1886, D. P. 86. 2. 49 et la note de M. Sarrut. — V. également Cr. c. 10 mai et 21 juin 1889, D. P. 90.1. 139, et, sur renvoi, Montpellier, 24 juill. et 14 août 1889, D. P. 90. 1. 139. — *Contrà:* Orleans, 9 fevr. 1886, D. P. 86. 2. 49. — Orleans, 16 mars 1886, D. P. 86. 2. 145. — Paris, 8 avr. 1886, D. P. 86. 2. 49, et la note de M. Sarrut, D. P. 87. 2. 50.

2. L'arrêt qui ordonne la relégation, peine perpétuelle, subie hors de France, n'a pas à statuer sur l'interdiction de séjour, qui ne peut être subie qu'en France. — C. d'ass. de Lot-et-Garonne, 15 mars 1886, D. P. 86. 2. 146. — Dijon, 16 mars 1887, D. P. 87. 2. 197. — Cr. c. 25 mars 1887, D. P. 87. 1. 413. — Cr. c. 20 sept. 1888, D. P. 88. 1. 121. — Cr. c. 14 janv. 1890, D. P. 91. 1. 238. — Cr. c. 11 sept. 1890, D. P. 90. 5. 376. — Cr. c. 20 déc. 1890, D. P. 91. 1. 239.

3. En cas de poursuite pour vagabondage, par application de l'art. 271, § 2, les mineurs de seize ans doivent être frappés de l'interdiction de séjour. — Cr. r. 30 juin 1892, D. P. 93. 1. 48.

4. L'interdiction de séjour peut être prononcée par les tribunaux contre un condamne, bien que celui-ci soit déjà l'objet d'un arrêté d'expulsion. — Cr. r. 17 févr. 1893, D. P. 94. 1. 32.

Art. 45. (*L. 28 avril* 1832.) En cas de désobéissance aux dispositions prescrites par l'article précédent, l'individu mis *sous la surveillance de la*

haute police sera condamné, par les tribunaux correctionnels, à un emprisonnement qui ne pourra excéder cinq ans. — *Pén.* 40 et s., 58; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 45. — *En cas de désobéissance à cet ordre, le Gouvernement aura le droit de faire arrêter et détenir le condamné, durant un intervalle de temps qui pourra s'étendre jusqu'à l'expiration du temps fixé pour l'état de la surveillance spéciale.*

R. v° *Peine*, 701 s. — **S.** *eod.* v°, 703 s.

Art. 46. (*L.* 23 *janvier* 1874.) En aucun cas, la durée de *la surveillance* ne pourra excéder vingt années.

Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, à la détention et à la reclusion, seront de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine et pendant vingt années, *sous la surveillance de la haute police.*

Néanmoins, l'arrêt ou le jugement de condamnation pourra réduire la durée de *la surveillance* ou même déclarer que les condamnés n'y seront pas soumis.

Tout condamné à des peines perpétuelles, qui obtiendra commutation ou remise de sa peine, sera, s'il n'en est autrement disposé par la décision gracieuse, de plein droit *sous la surveillance de la haute police* pendant vingt ans. — *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 46. [TEXTE DE 1810.] — *Lorsque la personne mise sous la surveillance spéciale du Gouvernement, et ayant obtenu sa liberté sous caution, aura été condamnée par un arrêt ou jugement devenu irrévocable, pour un ou plusieurs crimes ou pour un ou plusieurs délits commis dans l'intervalle déterminé par l'acte de cautionnement, les cautions seront contraintes, même par corps, au payement des sommes portées dans cet acte. — Les sommes recouvrées seront affectées de préférence aux restitutions, aux dommages-intérêts, et frais adjugés aux parties lésées par ces crimes ou ces délits.*

La loi du 28 avril 1832 *avait abrogé l'art.* 46.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 23 JANVIER 1874 : **R.** v° *Peine*, 672 s.

§ 2. LOI DU 23 JANVIER 1874 : **S.** v° *Peine*, 680 s.

La relégation étant une peine perpétuelle, la peine de l'interdiction de sejour lui est incompatible et ne saurait être cumulee avec elle. — Cr. c. 11 sept. 1890, D. P. 90. 5. 376. — Cr. r. 17 févr. 1893, D. P. 94. 1. 32.

Les articles 108, 138, 144 *du Code pénal, qui prononçaient la surveillance à vie, sont implicitement abrogés par les dispositions de l'article* 46, § 1. — *Il existe cependant aujourd'hui un cas d'interdiction de sejour à vie, c'est celui qui a été créé par l'article* 8 *de la loi du* 27 *mai* 1885, *pour remplacer la relégation à l'égard des récidivistes qui auraient dépassé soixante ans à l'expiration de la peine principale* (*V. infrà, sous les articles* 58-59).

Art. 47. (*L.* 23 *janvier* 1874.) Les coupables condamnés au bannissement seront de plein droit sous la même *surveillance* pendant un temps égal à la durée de la peine qu'ils auront subie, à moins qu'il n'en ait été disposé autrement par l'arrêt ou le jugement de condamnation.

Dans les cas prévus par le présent article et par les paragraphes 2 et 3 de l'article précédent, si l'arrêt ou le jugement ne contient pas dispense ou réduction de *la surveillance*, mention sera faite, à peine de nullité, qu'il en a été délibéré. — *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 47. [TEXTE DE 1810.] — *Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps et à la reclusion, seront de plein droit, après qu'ils auront subi leurs peines, et pendant toute la vie, sous la surveillance de la haute police de l'État.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *Les coupables condamnés aux travaux forcés à temps, à la détention et à la reclusion, seront, de plein droit, après qu'ils auront subi leur peine, et pendant toute la vie, sous la surveillance de la haute police.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 23 JANVIER 1874 : **R.** v° *Peine*, 681 s.

§ 2. LOI DU 23 JANVIER 1874. **S.** v° *Peine*, 685 s.

1. Il faut que l'arrêt ou le jugement s'explique sur l'interdiction de sejour, soit pour la reduire ou la supprimer, soit pour faire mention qu'il a ete délibere sur la remise ou la reduction : l'omission de cette mention motiverait la cassation partielle de l'arrêt. — Cr. c. 12 dec. 1889, D. P. 90. 1. 288. — Cr. c. 12 déc. 1890, D. P. 90. 1. 288. — Cr. c. 25 nov. 1892, D. P. 93. 1. 508. — Cr. c. 12 avr. 1894, D. P. 96. 1. 532. — Cr. c. 31 janv. 1896, D. P. 96. 1. 192.

2. De même, l'arrêt qui condamne aux travaux forces a temps, a la détention ou a la reclusion, doit, à peine de nullite, quand il ne contient pas dispense ou reduction de l'interdiction de résidence, mentionner qu'il en a été specialement délibere. — Cr. c. 12 avr. 1894, precite.

Art. 48. (*L. 23 janvier* 1874.) *La surveillance* pourra être remise ou réduite par voie de grâce.

Elle pourra être suspendue par mesure administrative.

La prescription de la peine ne relève pas le condamné de *la surveillance* à laquelle il est soumis.

En cas de prescription d'une peine perpétuelle, le condamné sera de plein droit *sous la surveillance de la haute police* pendant vingt années.

La surveillance ne produit son effet que du jour où la prescription est accomplie. — *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 48. — *Les coupables condamnés au bannissement seront, de plein droit, sous la même surveillance pendant un temps égal à la durée de la peine qu'ils auront subie.*

Décret du 30 août 1875, *portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du* 23 *janvier* 1874, *sur la surveillance de la haute police* (**D. P.** 76. 4. 51). — Art. 5. *La surveillance* pourra être suspendue par le ministre de l'interieur, sur la proposition du prefet, apres un temps d'épreuve qui ne devra jamais être inférieur a la moitié de la durce totale de cette *surveillance.*

Cette mesure pourra toujours être rapportée par une decision ulterieure du ministre de l'intérieur, qui sera notifiée au *surveillé.* La notification aura pour effet de replacer le *surveillé* sous l'application des articles 44 et 45 du Code penal ; il sera mis en demeure de souscrire immédiatement une declaration de résidence, et, a defaut de cette declaration, il sera procédé d'office, conformément a l'article 41, § 2, du Code penal.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 23 JANVIER 1874 : **R.** v° *Peine*, 681 s.

§ 2. LOI DU 23 JANVIER 1874 : **S.** v° *Peine*, 698 s.

L'obligation de resider dans la colonie, imposee aux condamnes à huit années de travaux forcés, n'étant pas une peine, cette obligation n'est pas inconciliable avec l'interdiction de sejour. — Cr. r. 26 mars 1891, D. P. 91. 1. 400.

Art. 49. Devront être renvoyés sous la même *surveillance* ceux qui auront été condamnés pour crimes ou délits qui intéressent la sûreté intérieure ou extérieure de l'État. — *Pén.* 11, 75 s.; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

R. v° *Peine*, 685. — **S.** *eod.* v°, 687.

Art. 50. Hors les cas déterminés par les articles précédents, les condamnés ne seront placés *sous la surveillance de la haute police de l'État* que dans le cas où une disposition particulière de la loi l'aura permis. —

Pén. 4, 47, 58, 67, 100, 108, 138, 142, 144, 156, 174, 221, 228, 246, 251, 271, 282, 305, 315, 317, 326, 335, 343, 387, 388, 399, 400, 401, 415, 418, 419, 444, 452; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

R. v° *Peine*, 686 s. — **S.** *cod.* v°, 676 s.

Art. 51. (*L.* 28 *avril* 1832.) Quand il y aura lieu à restitution, le coupable pourra être condamné, en outre, envers la partie lésée, si elle le requiert, à des indemnités dont la détermination est laissée à la justice de la cour ou du tribunal, lorsque la loi ne les aura pas réglées, sans que la cour ou le tribunal puisse, du consentement même de ladite partie, en prononcer l'application à une œuvre quelconque. — *Instr.* 1 s., 66, 161, 194, 358, 366; *Pén.* 10, 52, 54 s., 73, 429; *Civ.* 1149, 1382.

Ancien art. 51. — *Quand il y aura lieu à restitution, le coupable sera condamné, en outre, envers la partie, à des indemnités, dont la détermination est laissée à la justice de la cour ou du tribunal, lorsque la loi ne les aura pas réglées, sans qu'elles puissent jamais être au-dessous du quart des restitutions, et sans que la cour ou le tribunal puisse, du consentement même de la partie, en prononcer l'application à une œuvre quelconque.*

R. v° *Peine*, 854 s. — **S.** *eod.* v°, 806 s.

Art. 52. L'exécution des condamnations à l'amende, aux restitutions, aux dommages-intérêts et aux frais, pourra être poursuivie par la voie de la contrainte par corps. — *Pén.* 467, 469; *For.* 211 s.; *L.* 22 *juill.* 1867, *art.* 2.

Art. 53. Lorsque des amendes et des frais seront prononcés au profit de l'État, si, après l'expiration de la peine afflictive ou infamante, l'emprisonnement du condamné, pour l'acquit de ces condamnations pécuniaires, a duré une année complète, il pourra, sur la preuve acquise par les voies de droit, de son absolue insolvabilité, obtenir sa liberté provisoire.

La durée de l'emprisonnement sera réduite à six mois, s'il s'agit d'un délit; sauf, dans tous les cas, à reprendre la contrainte par corps, s'il survient au condamné quelque moyen de solvabilité. — *Pén.* 467, 469; *L.* 22 *juill.* 1867, *art.* 10.

L'art. 53 *du Code pénal a été remplacé par l'art.* 10 *de la loi du* 22 *juillet* 1867.

Loi du 22 juillet 1867,

Relative à la contrainte par corps (**D. P.** 67. 4. 75).

Art. 1er. La contrainte par corps est supprimée en matiere commerciale, civile et contre les étrangers.

2. Elle est maintenue en matière criminelle, correctionnelle et de simple police.

3. Les arrêts, jugements et exécutoires portant condamnation, au profit de l'Etat, à des amendes, restitutions et dommages-intérêts en matière criminelle, correctionnelle et de police, ne peuvent être exécutés par la voie de la contrainte par corps que cinq jours après le commandement qui est fait aux condamnés, à la requête du receveur de l'enregistrement et des domaines.

(Abrogé par L. 19 décembre 1871.) *La contrainte par corps n'aura jamais lieu pour le payement des frais au profit de l'État.*

Dans le cas où le jugement de condamnation n'a pas été précédemment signifié au débiteur, le commandement porte en tête un extrait de ce jugement, lequel contient le nom des parties et le dispositif.

Sur le vu du commandement et sur la demande du receveur de l'enregistre-

ment et des domaines, le procureur imperial adresse les réquisitions nécessaires aux agents de la force publique et aux autres fonctionnaires chargés de l'exécution des mandements de justice.

Si le débiteur est détenu, la recommandation peut être ordonnée immédiatement après la notification du commandement.

4. Les arrêts et jugements contenant des condamnations en faveur des particuliers pour réparations de crimes, délits ou contraventions commis à leur préjudice sont, à leur diligence, signifiés et executes suivant les mêmes formes et voies de contrainte que les jugements portant des condamnations au profit de l'État.

5. Les dispositions des articles qui précèdent s'étendent au cas où les condamnations ont été prononcées par les tribunaux civils au profit d'une partie lésée, pour réparation d'un crime, d'un délit ou d'une contravention reconnus par la juridiction criminelle.

6. Lorsque la contrainte a lieu à la requête et dans l'intérêt des particuliers, ils sont obligés de pourvoir aux aliments des détenus; faute de provision, le condamné est mis en liberté.

La consignation d'aliments doit être effectuée d'avance pour trente jours au moins; elle ne vaut que pour des périodes entières de trente jours.

Elle est, pour chaque période, de 45 francs à Paris, de 40 francs dans les villes de cent mille âmes et de 35 francs dans les autres villes.

7. Lorsqu'il y a lieu à elargissement faute de consignation d'aliments, il suffit que la requête presentée au president du tribunal civil soit signée par le débiteur détenu et par le gardien de la maison d'arrêt pour dettes, ou même certifiée véritable par le gardien, si le détenu ne sait pas signer.

Cette requête est présentée en duplicata: l'ordonnance du président, aussi rendue par duplicata, est exécutée sur l'une des minutes qui reste entre les mains du gardien; l'autre minute est déposée au greffe du tribunal et enregistrée gratis.

8. Le débiteur élargi faute de consignation d'aliments ne peut plus être incarcéré pour la même dette.

9. La durée de la contrainte par corps est réglée ainsi qu'il suit :

De deux jours à vingt jours, lorsque l'amende et les autres condamnations n'excèdent pas 50 francs;

De vingt jours à quarante jours, lorsqu'elles sont supérieures à 50 francs et qu'elles n'excèdent pas 100 francs;

De quarante jours à soixante jours, lorsqu'elles sont supérieures à 100 francs et qu'elles n'excèdent pas 200 francs;

De deux mois à quatre mois, lorsqu'elles sont supérieures à 200 francs et qu'elles n'excèdent pas 500 francs;

De quatre mois à huit mois, lorsqu'elles sont supérieures à 500 francs et qu'elles n'excèdent pas 2000 francs;

D'un an à deux ans, lorsqu'elles s'élèvent à plus de 2000 francs.

En matière de simple police, la durée de la contrainte par corps ne pourra excéder cinq jours.

10. Les condamnés qui justifient de leur insolvabilité, suivant l'article 420 du Code d'instruction criminelle, sont mis en liberté après avoir subi la contrainte pendant la moitié de la durée fixée par le jugement.

11. Les individus contre lesquels la contrainte a été prononcée peuvent en prévenir ou en faire cesser l'effet, en fournissant une caution reconnue bonne et valable.

La caution est admise, pour l'Etat, par le receveur des domaines; pour les particuliers, par la partie interessée; en cas de contestation, elle est déclarée, s'il y a lieu, bonne et valable par le tribunal civil de l'arrondissement.

La caution doit s'exécuter dans le mois, à peine de poursuites.

12. Les individus qui ont obtenu leur élargissement ne peuvent plus être

détenus ou arrêtés pour condamnations pécuniaires antérieures, à moins que ces condamnations n'entraînent, par leur quotité, une contrainte plus longue que celle qu'ils ont subie et qui, dans ce dernier cas, leur est toujours comptée pour la durée de la nouvelle incarcération.

13. Les tribunaux ne peuvent prononcer la contrainte par corps contre les individus âgés de moins de seize ans accomplis à l'époque des faits qui ont motivé la poursuite.

14. Si le débiteur a commencé sa soixantième année, la contrainte par corps est réduite à la moitié de la durée fixée par le jugement, sans prejudice des dispositions de l'article 10.

15. Elle ne peut être prononcée ou exercée contre le débiteur au profit : 1° de son conjoint; 2° de ses ascendants, descendants, frères ou sœurs; 3° de son oncle ou de sa tante,, de son grand-oncle ou de sa grand'tante, de son neveu ou de sa nièce, de son petit-neveu ou de sa petite-nièce, ni de ses alliés au même degré.

16. La contrainte par corps ne peut être exercée simultanément contre le mari et la femme, même pour des dettes différentes.

17. Les tribunaux peuvent, dans l'intérêt des enfants mineurs du débiteur et par le jugement de condamnation, surseoir, pendant une année au plus, à l'exécution de la contrainte par corps.

18. (*Remis en vigueur par L.* 19 *déc.* 1871, *art.* 2.) Les articles 120 et 355, § 1er, du Code d'instruction criminelle, 174 et 175 du décret du 18 juin 1811, sur les frais de justice criminelle, sont abrogés en ce qui concerne la contrainte par corps.

Sont également abrogées, en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi, toutes les dispositions des lois antérieures; néanmoins, il n'est point dérogé aux articles 80, 157, 171, 189, 304, 355, § 2 et 3, 452, 454, 456 et 522 du Code d'instruction criminelle.

Le titre XIII du Code forestier et le titre VII de la loi sur la pêche fluviale sont aussi maintenus et continuent d'être exécutés en ce qui n'est pas contraire à la présente loi.

En matière forestière et de pêche fluviale, lorsque le débiteur ne fait pas les justifications de l'article 420 du Code d'instruction criminelle, la durée de la contrainte par corps est fixée par le jugement, dans les limites de huit jours à six mois.

19. Les dispositions précédentes sont applicables à tous jugements et cas de contrainte par corps anterieurs à la présente loi.

R. v° *Contr. par corps*, 1 s. — **S.** *cod.* v°, 1 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, p. 74 s.; et son **Suppl.**, p. 46 s.

Loi du 19 décembre 1871,

Sur la contrainte par corps en matiere de frais de justice criminelle (**D. P.** 71. 4. 167).

Art. 1er. Est abrogé l'article 3, § 3, de la loi du 22 juillet 1867, qui a interdit l'exercice de la contrainte par corps pour le recouvrement des frais dus à l'État, en vertu des condamnations prévues dans l'article 2 de la même loi.

2. Sont, en conséquence, remises en vigueur les dispositions légales abrogées par l'article 18, § 1er, de la loi du 22 juillet 1867.

Art. 54. (*L.* 28 *avril* 1832.) En cas de concurrence de l'amende avec les restitutions et les dommages-intérêts, sur les biens insuffisants du condamné, ces dernières condamnations obtiendront la préférence.

La confiscation générale ayant été abolie par l'art. 66 *de la Charte de* 1814 *et par*

l'art. 57 *de la Charte de* 1830, *ces mots de l'ancien art.* 54 : « *En cas de concurrence de l'amende* ou de la *confiscation, avec, etc...,* » *ont été remplacés, lors de la revision de* 1832, *par ceux : « En cas de concurrence de l'amende, avec, etc... »*

V. *aussi L. 5 septembre* 1807, **C. civ.,** Appendice au liv. 3, tit. 18.

Art. 55. Tous les individus condamnés pour un même crime ou pour un même délit, seront tenus solidairement des amendes, des restitutions, des dommages-intérêts et des frais. — *Civ.* 1200; *Décr.* 18 *juin* 1811, *art.* 156.

R. vis *Frais et dépens*, 1046; *Obligat.*, 1465 s.; *Peine*, 788 s.; *Responsab.*, 72 s. — **S.** vis *Frais et dépens*, 604 s., 638 s.; *Obligat.*, 589 s.; *Peine*, 743 s.; *Responsab.*, 80 s.; — **T.** (87-97), v° *Peine*, 50 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 55, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 1091 s.

1. La solidarité ne s'applique pas seulement aux delits prevus par le code penal, mais encore a toutes les infractions que la loi frappe de peines correctionnelles, comme les contraventions fiscales, celles en matière de douanes. — Cr. r. 30 juill. 1887, D. P. 87. 1. 509.

2. En ce qui concerne les contraventions de simple police, la jurisprudence et la doctrine decident que les coprévenus ne peuvent, a moins d'une disposition expresse de la loi, être soumis a la solidarité des amendes. — Cr. c. 20 nov. 1885, S. v° *Contraventions*, 35.

3. La jurisprudence décide aujourd'hui que l'art. 55 est applicable a toutes les infractions que les lois punissent de peines correctionnelles, sans qu'il y ait aucune distinction à établir entre les délits ordinaires et ceux qu'on qualifie de délits-contraventions. — Cr. r. 30 juill. 1887, D. P. 87. 1. 509.

4. La regle posee par l'art. 55 c. pén. ne concerne pas les condamnations prononcées à l'occasion de quasi-délits. — D. P. 94. 1. 496, note 1.

5 Cet article n'est donc pas applicable lorsque, deux individus etant poursuivis pour un même delit, l'un est condamne, l'autre acquitte. — Cr. r. 26 avr. 1894, D. P. 94. 1. 496.

6. La solidarite peut être prononcée contre les prevenus reconnus coupables de delits differents, pourvu qu'ils soient connexes. — Req. 19 mars 1889, S. v° *Obligations*, 589. — Req. 1er mars 1893, D. P. 93. 1. 381. — Cr. c. 5 avr. 1895, D. P. 1900. 1. 404.

7. C'est ce qui a eté jugé, également, à l'égard des frais. — Cr. c. 18 mars 1887, D. P. 88. 1. 235. — Req. 1er mars 1893, précite. — Comp. Cr. c. 5 avr. 1895, précité. — Cr. c. 22 sept. 1895, D. P. 1900. 1. 404.

8. La solidarité existant de plein droit, sans qu'il soit necessaire de la prononcer, une cour d'appel peut, sur l'appel seul des prevenus, réparer l'omission du jugement de premiere instance qui n'a pas prononce la condamnation solidaire aux frais. — Cr. c. 3 déc. 1892, D. P. 93. 1. 238.

Loi du 26 mars 1891,

Sur l'atténuation et l'aggravation des peines (**D. P.** 91. 4. 24).

Art. 1er. En cas de condamnation à l'emprisonnement ou à l'amende, si l'inculpé n'a pas subi de condamnation antérieure à la prison pour crime et délit de droit commun, les cours ou tribunaux peuvent ordonner, par le même jugement et par décision motivée, qu'il sera sursis à l'exécution de la peine.

Si, pendant le délai de cinq ans à dater du jugement ou de l'arrêt, le condamné n'a encouru aucune poursuite suivie de condamnation à l'emprisonnement ou à une peine plus grave pour crime ou délit de droit commun, la condamnation sera comme non avenue.

Dans le cas contraire, la première peine sera d'abord exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde.

2. La suspension de la peine ne comprend pas le payement des frais du procès et des dommages-intérêts.

Elle ne comprend pas non plus les peines accessoires et les incapacités résultant de la condamnation.

Toutefois, ces peines accessoires et ces incapacités cesseront d'avoir effet du

jour où, par application des dispositions de l'article précédent, la condamnation aura été réputée non avenue.

3. Le président de la cour ou du tribunal doit, après avoir prononcé la suspension, avertir le condamné qu'en cas de nouvelles condamnations dans les conditions de l'article 1er, la première peine sera exécutée sans confusion possible avec la seconde, et que les peines de la récidive seront encourues dans les termes des articles 57 et 58 du Code pénal.

4. La condamnation est inscrite au casier judiciaire, mais avec la mention expresse de la suspension accordée.

Si aucune poursuite suivie de condamnation dans les termes de l'article 1er, § 2, n'est intervenue dans le délai de cinq ans, elle ne doit plus être inscrite dans les extraits délivrés aux parties.

5. V. *infrà, articles* 57 *et* 58 *du Code pénal.*

6. La présente loi est applicable aux colonies où le Code pénal métropolitain a été déclaré exécutoire en vertu de la loi du 8 janvier 1877.

Des décrets statueront sur l'application qui pourra en être faite aux autres colonies.

7. La présente loi n'est applicable aux condamnations prononcées par les tribunaux militaires qu'en ce qui concerne les modifications apportées par l'article 5 ci-dessus aux articles 57 et 58 du Code pénal.

Loi du 28 juin 1904,

Modifiant la loi du 26 *mars* 1891 *sur l'atténuation et l'aggravation des peines* (**D. P.** 1904. 4. 56).

Art. 1er. En temps de paix et en cas de condamnation à l'amende, à l'emprisonnement ou aux travaux publics, la loi du 26 mars 1891 est applicable, sous les réserves ci-après, aux condamnations prononcées, contre des militaires, par les tribunaux civils ou militaires, ainsi qu'aux condamnations prononcées par les tribunaux de la marine.

2. Lorsqu'une condamnation prononcée pour un crime ou délit de droit commun aura fait l'objet d'un sursis, la condamnation encourue dans le délai de cinq ans pour un crime ou délit militaire ne fera perdre au condamné le bénéfice du sursis que si le crime ou délit est punissable par les lois pénales ordinaires.

3. La condamnation antérieure prononcée pour un crime ou délit militaire non punissable d'après les lois pénales ordinaires ne fera pas obstacle à l'obtention du sursis, si l'individu qui l'a encourue est condamné pour un crime ou délit de droit commun.

4. Les crimes et délits prévus par les codes de justice militaire pour l'armee de terre et pour l'armée de mer ne constituent l'inculpé en état de récidive que s'ils sont punis par les lois pénales ordinaires.

5. Si, pour l'application des dispositions qui précèdent, un condamné doit, après libération définitive du service, purger une condamnation aux travaux publics, la peine restant à courir sera remplacée par un emprisonnement d'une durée moitié moindre dans une prison civile.

S. v° *Peine,* 215 s. — **T.** (87-97), *cod. v°,* 138 s. — V. aussi **Suppl. au C. pén. ann.,** p. 54 s.

1. Le jugement qui ordonne un sursis à l'execution de la peine, loin d'equivaloir à un acquittement sous clause résolutoire, contient, au contraire, une condamnation avec clause suspensive quant à l'execution; en consequence, le condamné ne peut se prévaloir des dispositions de l'art. 206 c. instr. crim., qui ordonne la mise en liberté immediate du prévenu, en cas d'acquittement, nonobstant appel. — Chambéry, 14 juin 1891, D. P. 91. 2. 297.

2. Pour que le sursis soit applicable, il faut que la condamnation prononcee soit une « condamnation a *l'emprisonnement* ou à l'*amende* ». — Cr. c. 20 janv. 1893, D. P. 93. 1. 583.

3. Le sursis ne peut être accorde pour partie de la même peine. — Lyon, 20 févr. 1893, D. P. 93. 2. 511. — Pau, 15 avr. 1905, D. P. 1906. 2. 15

4. La loi du 26 mars 1891 subordonne

l'execution de la premiere peine à l'existence d'une seconde condamnation ; il suffit que les faits ayant motive cette seconde condamnation aient eté commis dans le délai de cinq ans à dater du premier jugement ou arrêt. — Cr. c. 14 déc. 1901, D. P. 1904. 1. 593, et la note de M. Le Poittevin.

5. La disposition de l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891 est applicable au cas de condamnation pour infraction à la loi sur les requisitions militaires. — Cr. r. 25 mars 1892, D. P. 92. 1. 309. — Alger, 16 févr. 1893, D. P. 93. 2. 261.

6. Cet article s'applique egalement aux infractions aux dispositions de la loi du 30 oct. 1886, sur la tenue des écoles primaires. — Limoges, 9 avr. 1892, D. P. 93. 2. 423. — Trib. d'Hazebrouck, 9 sept. 1893, D. P. 94. 2. 65.

7. ... Aux infractions aux lois sur la pharmacie. — Orléans, 12 févr. 1894, D. P. 95. 2. 22.

8. ... Aux infractions à la loi sur les candidatures multiples. — Bordeaux, 20 avr. 1894, D. P. 94. 2. 307.

9. ... Aux délits de diffamation par la voie de la presse. — Bordeaux, 17 juin 1891, D. P. 92. 2. 61.

10. ... Aux délits prevus par les lois spéciales ou fiscales pour la condamnation à l'emprisonnement ; elle ne saurait s'appliquer à l'amende. — Cr. c. 19 nov. 1891, D. P. 92. 1. 109, et les conclusions de M. l'avocat general Baudouin. — Cr. c. 25 mars 1892, D. P. 92. 1. 309. — Cr. c. 22 déc. 1892, D. P. 93. 1. 157, et la note de M. Sarrut. — Douai, 12 janv. 1892, D. P. 92. 2. 286. — Lyon, 20 fevr. 1893, D. P. 93. 2. 511. — Caen, 8 juill. 1899, D. P. 1900. 2. 232. — Cr. c. 30 août 1900, D. P. 1901. 1. 142. — Cr. c. 29 dec. 1900, D. P. 1901. 1. 225, et la note de M. Le Poittevin.

11. La disposition de l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891 s'applique egalement aux infractions forestieres, mais seulement en ce qui concerne la peine de l'emprisonnement ; il ne peut être sursis, par application de cette loi, à l'exécution d'une condamnation a l'amende prononcee en pareille matière. — Riom, 18 mai 1892, D. P. 93. 2. 25. — Cr. c. 28 janv. 1897, D. P. 97. 1. 87. — Besançon, 19 mai 1897, D. P. 97. 2. 408. — Dijon, 4 avr. 1900 (sol. impl.), D. P. 1900. 2. 382.

12. La loi du 26 mars 1891 s'applique aux délits contraventionnels et notamment : ... aux délits de pêche fluviale, en ce qui concerne la peine d'emprisonnement. — Poitiers, 6 janv. 1899, D. P. 99. 2. 296.

13. Aux délits de chasse. — Bourges, 17 déc. 1891, D. P. 92. 2. 61.

14. Mais elle n'est pas applicable en matière de contraventions de simple police. — Cr. c. 5 mars 1892, D. P. 92. 1. 338. — Cr. c. 29 juill. 1892, D. P. 93. 1. 157.

15. ... Et spécialement : ... a une contravention d'ivresse manifeste. — Cr. c 29 juill. 1892, précite.

16. ... Ou à une contravention de tapage nocturne. — Cr. c. 5 mars 1892, D. P. 92. 1. 338, et le rapport de M. le conseiller Bernard. — Cr. c. 29 juill. 1892, D. P. 92. 1. 472.

17. La disposition de l'art. 3 de la loi du 26 mars 1891 suivant laquelle, au cas de condamnation avec sursis à l'execution de la peine, le president de la cour ou du tribunal doit donner au condamne l'avertissement que ledit article prevoit, n'est pas prescrite à peine de nullite. — Cr. r. 27 oct. 1905, D. P. 1907. 1. 158.

18. Le sursis à l'execution des peines d'amende édictées par la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente de marchandises et des falsifications des denrees alimentaires et des produits agricoles, ne pourra être prononce en vertu de la loi du 26 mars 1891. — V. *infrà*, L. 1er août 1905, art. 8.

19. La disposition qui, en matière de contributions indirectes, autorise sous certaines conditions les tribunaux a ordonner qu'il soit sursis à l'exécution des peines d'amende, ne peut être étendue par voie d'analogie a la matière des octrois. — Paris, 12 dec. 1908, D. P. 1909. 2. 345.

20. Le sursis ne peut être ordonné au cas où il s'agit d'une amende prononcée pour infraction aux devoirs professionnels imposes aux huissiers. — Alger, 10 avr. 1896, D. P. 96. 2. 369, et la note de M. César-Bru.

21. Le vol commis par un militaire au prejudice d'un autre militaire ne constitue pas un délit de droit commun au sens de l'art. 1er de la loi du 26 mars 1891 ; en conséquence, la condamnation à l'emprisonnement prononcée par un conseil de guerre a raison de ce delit n'est pas, en cas de nouvelle condamnation, un obstacle legal à l'application du sursis à l'exécution de la peine. — Nancy, 7 févr. 1900, D. P. 1901. 2. 209. — Cr. c. 18 oct. 1906, D. P. 1908. 1. 179.

22. L'obligation que la loi du 3 avr. 1903 impose au juge de prononcer simultanément contre les souteneurs les peines de l'emprisonnement, de l'amende et de l'interdiction de séjour, qui n'admet pas le sursis, ne fait pas obstacle à ce qu'il leur accorde le benéfice du sursis en ce qui concerne l'emprisonnement et l'amende ou l'une de ces deux peines seulement ; mais, en ce cas, la peine de l'interdiction de séjour ne doit avoir pour point de départ que le jour où la condamnation est devenue définitive. — Cr. c. 5 juill. 1907, D. P. 1907. 1. 472.

CHAPITRE IV.

Des peines de la récidive pour crimes et délits.

Art. 56. (*L.* 28 *avril* 1832.) Quiconque, ayant été condamné à une peine afflictive ou infamante, aura commis un second crime emportant, comme peine principale, la dégradation civique, sera condamné à la peine du bannissement.

Si le second crime emporte la peine du bannissement, il sera condamné à la peine de la détention.

Si le second crime emporte la peine de la reclusion, il sera condamné à la peine des travaux forcés à temps.

Si le second crime emporte la peine de la détention, il sera condamné au maximum de la même peine, laquelle pourra être élevée jusqu'au double.

Si le second crime emporte la peine des travaux forcés à temps, il sera condamné au maximum de la même peine, laquelle pourra être élevée jusqu'au double.

Si le second crime emporte la peine de la déportation, il sera condamné aux travaux forcés à perpétuité.

Quiconque, ayant été condamné aux travaux forcés à perpétuité, aura commis un second crime emportant la même peine, sera condamné à la peine de mort.

Toutefois, l'individu condamné par un tribunal militaire ou maritime ne sera, en cas de crime ou délit postérieur, passible des peines de la récidive qu'autant que la première condamnation aurait été prononcée pour des crimes ou délits punissables d'après les lois pénales ordinaires. — *Pén.* 463.

Ancien art. 56. — *Quiconque, ayant été condamné pour crime, aura commis un second crime emportant la dégradation civique, sera condamné à la peine du carcan.— Si le second crime emporte la peine du carcan ou le bannissement, il sera condamné à la peine de la reclusion. — Si le second crime entraîne la peine de la reclusion, il sera condamné à la peine des travaux forcés à temps et à la marque. — Si le second crime entraîne la peine des travaux forcés à temps ou la déportation, il sera condamné à la peine des travaux forcés à perpétuité. — Si le second crime entraîne la peine des travaux forcés à perpétuité, il sera condamné à la peine de mort.*

Loi du 28 juin 1904, *modifiant la loi du* 26 *mars* 1891 *sur l'atténuation et l'aggravation des peines.* — **Art. 4.** Les crimes et delits prévus par les codes de justice militaire pour l'armée de terre et pour l'armée de mer ne constituent l'inculpé en état de récidive que s'ils sont punis par les lois pénales ordinaires.

R. v° *Peine*, 243 s. — **S.** v° *Récid.-relég.*, 26 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 1 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 56, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 1517 s.

1. Au grand criminel, il appartient à la cour d'assises seule, après la déclaration affirmative du jury, d'examiner en fait et en droit si l'accusé est en récidive légale et de tenir compte de cette situation du condamné pour l'application de la peine; il importe peu que l'arrêt de renvoi et l'acte d'accusation n'aient pas mentionné cette circonstance. — Cr. c. 20 sept. 1888, D. P. 89. 1. 121. — Comp. Paris, 8 avr. 1886, D. P. 86. 2. 49.

2. Il n'y a récidive legale qu'autant que la condamnation précedente a acquis l'autorité de la chose jugée anterieurement a la nouvelle infraction. — Ch. réun. r. 26 févr. 1889, D. P. 89. 1. 485. — Cr. c. 21 mars 1889, D. P. 89. 1. 485 — Cr. c. 16 mars 1889, D. P. 89. 1. 486. — Cr. c. 4 avr. 1889, D. P. 89. 1. 487. — Cr. c. 29 août 1889, D. P. 89. 1. 487. — Cr. c. 14 juin 1890, D. P. 91. 1. 238. — Cr. c. 4 mai 1894, D. P. 96. 1. 137. — Cr. c. 15 déc. 1894, *ibid.* — Cr. c. 2 fevr. 1895, *ibid.* — Cr. c. 26 juill. 1895, *ibid.*

3. En matière d'ivresse publique, les

condamnations encourues en simple police, qu'elles soient contradictoires ou par défaut, ne peuvent servir de base à la récidive correctionnelle qu'autant que les jugements ont été signifiés, et cela même dans le cas où ils auraient été volontairement exécutés. — Trib. corr. Annecy, 1er déc. 1891, S. Vo *Récid.-relég.*, 36.

4. La constatation d'un état de récidive qui n'est pas justifié ne pouvant être assimilée à une simple erreur dans la citation du texte de la loi pénale, il importe peu que le prévenu soit condamné à une peine inférieure même au minimum édicté par l'article du code pénal applicable au dernier délit poursuivi. — Cr. c. 24 janv. 1889, D. P. 89. 1. 269. — Cr. c. 19 déc. 1891, D. P. 92. 1. 400. — Cr. c. 2 févr. 1895, D. P. 96. 1. 137. — Cr. c. 22 févr. 1895, *ibid.* — Cr. c. 15 juin 1895, *ibid.* — Cr. c. 18 oct. 1895, *ibid.*

5. Les peines qu'entraîne l'état de récidive d'après l'art. 56 c. pén. ne sont encourues qu'autant que la première condamnation a été prononcée pour des crimes et délits punissables d'après les lois pénales ordinaires. — Cr. c. 24 janv. 1889, D. P. 89. 1. 268.

6. Les condamnations encourues pour des crimes ou des délits qui ont fait l'objet d'une amnistie, ne peuvent servir de base à l'application des peines de la récidive. — Cr. r. 18 sept. 1890, D. P. 91. 1. 186.

Art. 57. (*L.* 26 *mars* 1891.) Quiconque, ayant été condamné pour crime à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, aura, dans un délai de cinq années après l'expiration de cette peine ou sa prescription, commis un délit ou un crime qui devra être puni de la peine de l'emprisonnement, sera condamné au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.

Défense pourra être faite, en outre, au condamné de paraître, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant sa libération.

Ancien art. 57. [TEXTE DE 1810.] — *Quiconque, ayant été condamné pour un crime, aura commis un délit de nature à être puni correctionnellement, sera condamné au* maximum *de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double.*

[TEXTE DE LA LOI DU 13 MAI 1863.] — *Quiconque, ayant été condamné pour crime à une peine supérieure à une année d'emprisonnement, aura commis un délit ou un crime qui devra n'être puni que de peines correctionnelles, sera condamné au maximum de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double. Le condamné sera, de plus, mis sous la surveillance spéciale de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.*

Art. 58. (*L.* 26 *mars* 1891.) Il en sera de même pour les condamnés à un emprisonnement de plus d'une année pour délit qui, dans le même délai, seraient reconnus coupables du même délit ou d'un crime devant être puni de l'emprisonnement.

Ceux qui, ayant été antérieurement condamnés à une peine d'emprisonnement de moindre durée, commettraient le même délit dans les mêmes conditions de temps, seront condamnés à une peine d'emprisonnement qui ne pourra être inférieure au double de celle précédemment prononcée, sans toutefois qu'elle puisse dépasser le double du maximum de la peine encourue.

Les délits de vol, escroquerie et abus de confiance seront considérés comme étant, au point de vue de la récidive, un même délit.

Il en sera de même des délits de vagabondage et de mendicité.

Ancien art. 58. [TEXTE DE 1810.] — *Les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année seront aussi, en cas de nouveau délit, condamnés au* maximum *de la peine portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double: ils seront de plus mis sous la surveillance spéciale du Gouvernement pendant au moins cinq années, et dix ans au plus.*

[TEXTE DE LA LOI DU 13 MAI 1863.] — *Les coupables condamnés correctionnellement à un emprisonnement de plus d'une année, seront aussi, en cas de nouveau délit ou de crime qui devra n'être puni que de peines correctionnelles, condamnés au maximum de la peine*

portée par la loi, et cette peine pourra être élevée jusqu'au double ; ils seront de plus mis sous la surveillance spéciale du Gouvernement pendant au moins cinq années, et dix ans au plus.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 26 MARS 1891 : **R.** v° *Peine*, 315 s.

§ 2. LOI DU 26 MARS 1891 : **S.** v° *Récid.-relég.*, 54 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 30 s. — **D. P.** 91. 4. 24. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 57-58, n°s 1 s. ; et son **Suppl.**, n°s 1398 s.

1. La condamnation antérieure qui sert de base à la récidive doit être devenue définitive au moment où la nouvelle infraction a été commise. — Cr. c. 4 mai 1894, 15 déc. 1894, 2 fevr. 1895 et 26 juill. 1895, D. P. 96. 1. 137. — Cr. c. 25 fevr. 1897, D. P. 97. 1. 398. — Cr. c. 2 déc. 1898, D. P. 1900. 1. 343. — Cr. c. 4 juill. 1906, D. P. 1907. 1. 421.

2. Et il est nécessaire que l'arrêt constate qu'au moment de la nouvelle infraction la condamnation antérieurement prononcée était devenue irrévocable. — Cr. c. 4 mai 1894, 15 dec. 1894, 2 fevr. 1895, 26 juill. 1895, D. P. 96. 1. 137. — Cr. c. 2 dec. 1898, précite.

3. L'aggravation de la peine résultant de la recidive est attachee à l'existence de la première condamnation qui constitue pour le condamné l'avertissement necessaire mais suffisant, encore que cette condamnation n'ait eté ni subie ni prescrite, si elle est définitive. — Cr. r. 18 févr. 1898, D. P. 98. 1. 201. — Cr. r. 23 juin 1898, D. P. 1900. 1. 85.

4. Au point de vue de l'identite de l'infraction, la tentative de delit doit être assimilee au delit lui-même. — Paris, 7 avr. 1891, D. P. 91. 2. 297.

5. Il n'y a pas identité d'infraction : ... entre le délit d'extorsion de signature et le delit de tentative d'escroquerie. — Paris, 6 avr. 1891, D. P. 91. 2. 297.

6. Entre le délit de violences et voies de fait envers les agents de la force publique et le delit de violences et voies de fait envers les particuliers. — Cr. c. 31 mars 1900, D. P. 1903. 1. 70.

7. Le delit de filouterie d'aliments, excluant l'un des caractères essentiels du vol, savoir l'appréhension d'une chose contre le gré et à l'insu du propriétaire, ne peut être considéré comme équivalant au delit de vol, au point de vue de la recidive ; par suite, la condamnation pour filouterie d'aliments ne constitue pas en état de récidive le prevenu d'un delit de vol. — Cr. c. 22 fevr. 1895, D. P. 96. 1. 137. — Cr. c. 2 déc. 1898, D. P. 1900. 1. 343.

8. La recidive prevue par le nouvel art. 58 c. pen. n'etant encourue qu'autant que le prevenu a ete condamné antérieurement à une peine d'emprisonnement pour un même delit, et que le délit qui motive la nouvelle condamnation a été commis dans le délai de cinq ans à partir de l'expiration ou de la prescription de cette peine, le jugement ou l'arrêt qui applique l'aggravation de peine résultant de la recidive sans indiquer la cause pour laquelle les condamnations antérieures sont intervenues, ou la date de ces condamnations, ou enfin la nature des peines appliquées, n'est pas suffisamment motivé et encourt la cassation. — Cr. c. 23 nov. 1894, D. P. 95. 1. 302. — Cr. c. 5 janv. 1895, *ibid.* — Cr. c. 11 janv. 1895, D. P. 96. 1. 137. — Cr. c. 2 févr. 1895, *ibid.* — Cr. c. 26 avr. 1895, *ibid.* — Cr. c. 15 juin 1895, *ibid.* — Cr. c. 18 oct. 1895, *ibid.*

9. Dans le cas de la récidive prévue par l'art. 58, § 2, c. pén., le juge n'est pas tenu de prendre pour base de l'aggravation la condamnation la plus récente, celle-ci n'ayant pas pour effet d'effacer les condamnations similaires plus fortes prononcées dans le cours des cinq dernières annees. — Cr. c. 13 févr. 1896, D. P. 97. 1. 85.

10. Le délai de cinq ans (à partir de l'expiration de la première peine) dans lequel, pour que la peine de la récidive soit encourue, doit avoir été commis le nouveau délit, se calcule sans interruption et sans qu'il y ait lieu de retrancher du temps ecoule depuis l'exécution de la première condamnation la durée des peines d'emprisonnement que le prévenu peut avoir subies par suite d'autres condamnations. — Cr. c. 23 juin 1900, D. P. 1903. 1. 102.

11. Par suite, le prévenu condamné à la seconde peine prononcée pour un même delit, plus de cinq ans après l'expiration de la premiere, ne saurait être déclaré en état de récidive par ce motif qu'en déduisant le temps passé par lui en prison pendant cette période, le temps de liberté s'est trouvé réduit à moins de cinq ans. — Même arrêt.

12. La disposition de l'art. 58, § 2, c. pén. fait porter l'aggravation de la peine résultant de la récidive sur l'*emprisonnement* seul et ne permet pas au juge de dépasser le maximum de l'*amende* determinée par la loi. — Cr. c. 18 nov. 1905, D. P. 1905. 1. 512.

Loi du 27 mai 1885,

Sur les récidivistes (**D. P.** 85. 4. 45).

Art. 1er. La relégation consistera dans l'internement perpétuel sur le territoire de colonies ou possessions françaises des condamnés que la présente loi a pour objet d'éloigner de France.

Seront déterminés, par décrets rendus en forme de règlement d'administration publique, les lieux dans lesquels pourra s'effectuer la relégation, les mesures d'ordre et de surveillance auxquelles les relégués pourront être soumis par nécessité de sécurité publique, et les conditions dans lesquelles il sera pourvu à leur subsistance, avec obligation du travail à défaut de moyens d'existence dûment constatés.

2. La relégation ne sera prononcée que par les cours et tribunaux ordinaires comme conséquence des condamnations encourues devant eux, à l'exclusion de toutes juridictions spéciales et exceptionnelles.

(*L.* 31 *mars* 1904.) Ces cours et tribunaux pourront toutefois tenir compte des condamnations prononcées pour infractions de droit commun spécifiées à la présente loi soit par les tribunaux militaires et maritimes en dehors de l'état de siège ou de guerre, soit par les tribunaux institués en Algérie par le décret du 9 août 1903.

3. Les condamnations pour crimes ou délits politiques ou pour crimes ou délits qui leur sont connexes ne seront, en aucun cas, comptées pour la relégation.

4. Seront relégués les récidivistes qui, dans quelque ordre que ce soit, et dans un intervalle de dix ans, non compris la durée de toute peine subie, auront encouru les condamnations énumérées à l'un des paragraphes suivants :

1° Deux condamnations aux travaux forcés ou à la reclusion sans qu'il soit dérogé aux dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 6 de la loi du 30 mai 1854;

2° (*L.* 3 *avril* 1903.) « Une des condamnations énoncées au paragraphe précédent et deux condamnations, soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement pour : vol ; escroquerie ; abus de confiance ; outrage public à la pudeur ; excitation habituelle des mineurs à la débauche ; embauchage en vue de la débauche ; assistance de la prostitution d'autrui sur la voie publique ; vagabondage ou mendicité par application des articles 277 et 279 du Code pénal ; »

3° Quatre condamnations, soit à l'emprisonnement pour faits qualifiés crimes, soit à plus de trois mois d'emprisonnement pour les délits spécifiés au paragraphe 2 ci-dessus.

4° Sept condamnations, dont deux au moins prévues par les deux paragraphes précédents, et les autres, soit pour vagabondage, soit pour infraction à l'interdiction de résidence signifiée par application de l'article 19 de la présente loi, à la condition que deux de ces autres condamnations soient à plus de trois mois d'emprisonnement.

(*L.* 3 *avril* 1903.) « Sont considérés comme gens sans aveu et seront punis des peines édictées contre le vagabondage, tous individus qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites.

« Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 francs à 1 000 francs, avec interdiction de séjour de cinq à dix ans, tous individus ayant fait métier de souteneur.

« Sont considérés comme souteneurs ceux qui aident, assistent ou protègent la prostitution d'autrui sur la voie publique et en partagent sciemment les profits. »

5. Les condamnations qui auront fait l'objet de grâce, commutation ou réduction de peine seront néanmoins comptées en vue de la relégation. Ne le seront pas, celles qui auront été effacées par la réhabilitation.

6. (*L.* 19 *juillet* 1907.) La relégation n'est pas applicable aux femmes ni aux individus qui seraient âgés de plus de soixante ans ou de moins de vingt et un ans à l'expiration de leur peine.

Toutefois, les condamnations encourues par le mineur de vingt et un ans

compteront en vue de la relégation, s'il est, après avoir atteint cet âge, de nouveau condamné dans les conditions prévues par la présente loi.

7. Les condamnés qui auront encouru la relégation resteront soumis à toutes les obligations qui pourraient leur incomber en vertu des lois sur le recrutement de l'armée.

Un règlement d'administration publique déterminera dans quelles conditions ils accompliront ces obligations.

8. (*L.* 19 *juillet* 1907.) Le récidiviste de l'un et l'autre sexe qui aurait encouru la relégation par application de l'article 4 de la présente loi, s'il n'avait pas dépassé soixante ans, sera, après l'expiration de sa peine, soumis à perpétuité à l'interdiction de séjour édictée par l'article 19 ci-après.

S'il est mineur de vingt et un ans, il sera, après l'expiration de sa peine, retenu dans une maison de correction jusqu'à sa majorité.

Les femmes majeures seront soumises, pendant vingt ans, à l'interdiction de séjour prévue par l'article 19 ci-après.

9. Les condamnations encourues antérieurement à la promulgation de la présente loi seront comptées en vue de la relégation, conformément aux précédentes dispositions.

Néanmoins, tout individu qui aura encouru avant cette époque des condamnations pouvant entraîner dès maintenant la relégation, n'y sera soumis qu'en cas de condamnation nouvelle, dans les conditions ci-dessus prescrites.

10. Le jugement ou l'arrêt prononcera la relégation en même temps que la peine principale; il visera expressément les condamnations antérieures par suite desquelles elle sera applicable.

11. Lorsqu'une poursuite devant un tribunal correctionnel sera de nature à entraîner l'application de la relégation, il ne pourra jamais être procédé dans les formes édictées par la loi du 20 mai 1863 sur les flagrants délits.

Un défenseur sera nommé d'office au prévenu, à peine de nullité.

12. La relégation ne sera appliquée qu'à l'expiration de la dernière peine à subir par le condamné.

Toutefois, faculté est laissée au Gouvernement de devancer cette époque pour opérer le transfèrement du relégué.

Il pourra également lui faire subir tout ou partie de la dernière peine dans un pénitencier.

Ces pénitenciers pourront servir de dépôt pour les libérés qui y seront maintenus jusqu'au plus prochain départ pour le lieu de relégation.

13. Le relegué pourra momentanément sortir du territoire de relégation en vertu d'une autorisation spéciale de l'autorité supérieure locale.

Le ministre seul pourra donner cette autorisation pour plus de six mois ou la réitérer.

Il pourra seul aussi autoriser, à titre exceptionnel et pour six mois au plus, le relégué à rentrer en France.

14. Le relégué qui, à partir de l'expiration de sa peine, se sera rendu coupable d'évasion ou de tentative d'évasion, celui qui, sans autorisation, sera rentré en France ou aura quitté le territoire de relégation, celui qui aura outrepassé le temps fixé par l'autorisation, sera traduit devant le tribunal correctionnel du lieu de son arrestation ou devant celui du lieu de relégation et, après reconnaissance de son identité, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au plus.

En cas de récidive, cette peine pourra être portée à cinq ans.

Elle sera subie sur le territoire des lieux de relégation.

15. En cas de grâce, le condamné à la relégation ne pourra en être dispensé que par une disposition spéciale des lettres de grâce.

Cette dispense par voie de grâce pourra d'ailleurs intervenir après l'expiration de la peine principale.

16. Le relégué pourra, à partir de la sixième année de sa libération, introduire, devant le tribunal de la localité, une demande tendant à se faire relever de la relégation, en justifiant de sa bonne conduite, des services rendus à la colonisation et de moyens d'existence.

Les formes et conditions de cette demande seront déterminées par le règlement d'administration publique prévu par l'article 18 ci-après.

17. Le Gouvernement pourra accorder aux relégués l'exercice, sur les territoires de relégation, de tout ou partie des droits civils dont ils auraient été privés par l'effet des condamnations encourues.

18. Des règlements d'administration publique détermineront :

Les conditions dans lesquelles les relégués accompliront les obligations militaires auxquelles ils pourraient être soumis par les lois sur le recrutement de l'armée ;

L'organisation des pénitenciers mentionnés en l'article 12 ;

Les conditions dans lesquelles le condamné pourra être dispensé provisoirement ou définitivement de la relégation pour cause d'infirmité ou de maladie, les mesures d'aide et d'assistance en faveur des relégués ou de leur famille, les conditions auxquelles des concessions de terrains provisoires ou définitives pourront leur être accordées, les avances à faire, s'il y a lieu, pour premier établissement, le mode de remboursement de ces avances, l'étendue des droits de l'époux survivant, des héritiers ou des tiers intéressés sur les terrains concédés et les facilités qui pourraient être données à la famille des relégués pour les rejoindre ;

Les conditions des engagements de travail à exiger des relégués ;

Le régime et la discipline des établissements ou chantiers où ceux qui n'auraient ni moyens d'existence ni engagement seront astreints au travail ;

Et en général toutes les mesures nécessaires à assurer l'exécution de la présente loi.

Le premier règlement destiné à organiser l'application de la présente loi sera promulgué dans un délai de six mois au plus à dater de sa promulgation.

19. Est abrogée la loi du 9 juillet 1852, concernant l'interdiction, par voie administrative, du séjour du département de la Seine et des communes formant l'agglomération lyonnaise.

La peine de la surveillance de la haute police est supprimée. Elle est remplacée par la défense faite au condamné de paraître dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement avant sa libération.

Toutes les autres obligations et formalités imposées par l'article 44 du Code pénal sont supprimées à partir de la promulgation de la présente loi, sans qu'il soit toutefois dérogé aux dispositions de l'article 635 du Code d'instruction criminelle.

Restent en conséquence applicables pour cette interdiction, les dispositions antérieures qui réglaient l'application ou la durée, ainsi que la remise ou la suppression de la surveillance de la haute police, et les peines encourues par les contrevenants, conformément à l'article 45 du Code pénal.

Dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi, le Gouvernement signifiera aux condamnés actuellement soumis à la surveillance de la haute police les lieux dans lesquels il leur sera interdit de paraître pendant le temps qui restait à courir de cette peine.

20. (*L. 10 juillet* 1901.) La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies, sauf les exceptions ci-après :

Dans les colonies pénitentiaires, le Gouvernement aura la faculté d'interdire par voie administrative le séjour du chef-lieu de la colonie et de ses quartiers, dans un périmètre déterminé par un règlement d'administration publique, à tous les transportés soumis à l'obligation de la résidence sans distinction ;

En Algérie, par dérogation à l'article 2, les conseils de guerre prononceront la relégation contre les indigènes des territoires de commandement qui auront

encouru, pour crimes ou délits de droit commun, les condamnations prévues par l'article 4 ci-dessus.

V. *le décret du* **26** *novembre* **1885**, *portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du* **27** *mai* **1885**, *sur la relégation des récidivistes* (**D. P.** 85. 4. 86).

Loi du 10 juillet 1901,

Modifiant l'article 20 *de la loi du* 27 *mai* 1885, *relative aux récidivistes* (**D. P.** 1902. 4. 14). — **V.** *suprà*, **L. 27 mai 1885, art. 20.**

Loi du 3 avril 1903,

Modifiant les articles 334 *et* 335 *du Code pénal*, 4 *de la loi du* 27 *mai* 1885, *et* 5 *et* 7 *du Code d'instruction criminelle* (**D. P.** 1903. 4. 54). — **V. C. instr., art. 5 et 7; — C. pén., art. 334 et 335; L. 27 mai 1885, art. 4.**

Loi du 31 mars 1904,

Modifiant la loi du 27 *mai* 1885, *sur les récidivistes* (**D. P.** 1904. 4. 27). — **V.** *suprà*, **L. 27 mai 1885, art. 2.**

Loi du 19 juillet 1907,

Relative à la suppression de l'envoi dans les colonies pénitentiaires de femmes récidivistes (**D. P.** 1907. 4. 183). — **V.** *suprà*, **L. 27 mai 1895, art. 6 et 8.**

S. v° *Récid.-relég.*, **23**, 100 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 48 s. — **V. aussi Suppl. au C. pén. ann.**, p. 65 s.

1. La relegation n'exige, pour être prononcée, aucun avertissement au condamné; la récidive prévue par la loi du 27 mai 1885 resulte du seul fait de la condamnation prononcée. — Cr. r. 7 déc. 1895, D. P 96. 1. 309. — V. cependant Lyon, 10 août 1891, D. P. 92. 2. 400. — Cr. c. 20 mai 1899, D. P. 1901. 1. 430.

2. La loi du 27 mai 1885, étant une loi de police et de sûreté, s'applique aux etrangers qui enfreignent un arrêté d'expulsion tout comme aux nationaux. — Cr. c. 5 mars 1886, D. P. 86. 1. 138. — Cr. r. 2 juin 1893, D. P. 96. 1. 271.

3. Il n'y a point incompatibilité entre la relégation et l'obligation de résidence forcée dans la colonie pénitentiaire, qui est imposée aux forçats libérés par l'art. 6 de la loi du 30 mai 1854, sur l'execution de la peine des travaux forcés. — Cr. c. 20 sept. 1888, D. P. 89. 1. 121. — Cr. c. 26 mars 1891, D. P. 91. 1. 400.

4. La relégation, peine accessoire perpétuelle, est incompatible avec la peine accessoire d'interdiction de séjour. — Cr. c. 25 mars 1887, D. P. 87. 1. 413. — Cr. c. 20 sept. 1888, D. P. 88. 1. 121. — Cr. c. 14 janv. 1890, D. P. 91. 1. 238. — Cr. r. 17 févr. 1893, D. P. 94. 1. 32. — Cr. c. 14 janv. 1897, D. P. 97. 1. 471.

5. Mais la relégation n'exclut pas la contrainte par corps. — C. d'ass. de Lot-et-Garonne, 15 mars 1886, D. P. 86. 2. 145. — Cr. c. 3 sept. 1896, D. P. 97. 1. 31.

6. Il ne peut être tenu compte, pour l'application de la peine de la relégation, des condamnations prononcées par les conseils de guerre pour des delits de droit commun. — Cr. c. 26 dec. 1895, D. P. 96. 1. 308. — Paris, 19 mai 1897, D. P. 97. 2. 247.

7. L'arrêt qui se borne à dire qu'il n'y a lieu à relégation, sans donner aucun motif, doit être cassé. — Cr. c. 4 juill. 1891, D. P. 92. 1. 254.

8. La relegation étant attachée de plein droit à la nature et au nombre des condamnations prononcees dans un délai determiné, peut être ordonnee, bien qu'une decision antérieure l'ait deja prononcée. — Toulouse, 1er juin 1887 (sol. impl.), D. P. 87. 2. 197.

9. Pour qu'il y ait lieu à relégation, il faut que toute la série des condamnations formant le premier terme de la recidive soit devenue irrevocable avant la perpetration du nouveau delit qui donne lieu à l'application de la relegation. — Ch. reun 26 févr. 1889, D. P. 89. 1. 481, et la note de M. Sarrut. — Cr. c. 14 juin 1890, D. P. 91. 1. 238. — Cr. c. 4 déc. 1890, D. P. 91. 1. 239. — Cr. c 31 août 1893, D. P. 96. 1. 271. — Cr. c. 13 sept. 1894, D. P. 96. 1. 271. — Cr. c. 2 avr. 1898, D. P. 99. 1. 432.

10. Les condamnations correctionnelles par défaut comptent pour la relégation lorsqu'elles sont devenues definitives par la prescription de la peine. — Cr. r. 10 fevr. 1887, D. P. 87. 1. 236. — Cr. c. 8 juill 1887, D. P. 88. 1. 188. — Cr. c. 18 avr. 1891, D. P. 92. 1. 254.

11. Le jugement qui fait état de condamnations à l'appui de la relégation sans constater qu'elles sont devenues définitives par l'expiration des délais de recours, manque de base legale. — Cr. c. 13 sept. 1894, D. P 96. 1. 271. — Cr. c. 11 nov. et 2 déc. 1898, D. P. 99. 1. 614.

12. L'arrêt que prononce la relegation doit indiquer la date des faits qui ont motive les condamnations concourant a l'application de cette peine, mentionner si ces condamnations resultent de décisions contradictoires, et, dans le cas où celles-ci ont eté rendues par défaut, preciser à quel moment elles sont devenues definitives. — Cr. c. 30 août 1906, D. P. 1907. 1. 420.

13 Pour que la relégation soit applicable, les condamnations antérieures doivent émaner d'un *tribunal ordinaire français*. — Nancy, 11 avr. 1889, S. v° *Récidiv.-relég.*, 140.

14. Il y a lieu de prendre comme point de départ de la période decennale, la date du dernier crime ou délit susceptible d'entraîner la relégation ; c'est, suivant les arrêts, *au fait réprimé*, non *à la condamnation*, qu'il faut s'attacher pour remonter dix annees en arrière. — Cr. c. 11 mars 1886, D. P. 86. 1. 138 — Cr. c. 4 et 19 fevr. 1887, D. P 87. 1. 234. — Cr. c. 4 août 1887, D. P. 90 1. 89, et la note de M. Sarrut. — Cr. c. 22 fevr. 1889, D. P. 90. 1. 93.

15. Le delai de dix annees dans lequel doivent intervenir les condamnations susceptibles d'entraîner la relegation s'accroît de la durée des peines subies. — Cr. c. 4 août 1887, D. P. 90. 1. 89.

16. La condamnation même qui prononce la relegation doit entrer en ligne de compte pour la supputation du nombre des condamnations devant entraîner la relegation. — Alger, 5 mars 1886, et Montpellier, 2 avr. 1886, D. P. 86. 2. 148. — Cr. c. 23 août 1888, D. P. 89. 1. 121. — V. la note de M. Sarrut, D. P. 86. 2. 33.

17. La loi de 1885 punissant la récidive et non la réiteration, il n'y a pas lieu de faire entrer, dans le calcul des condamnations exigees pour la relégation, une peine qui a été confondue avec une autre précédemment encourue, et, dès lors, les peines ainsi confondues ne doivent être comptees que pour une seule peine. — Cr. c. 26 févr. 1889, D. P. 89. 1. 481. — Cr. c. 16 mars 1889, D. P. 89. 1. 485. — Cr. c. 14 juin 1890, D. P. 91. 1. 238. — V. la note de M. Sarrut, D. P. 86. 2. 56 et 87. 1. 145.

18. La condamnation pour complicite de vol par recel aussi bien que la condamnation pour vol entraîne la relegation ; il importe peu que le recel ne figure pas dans l'enumération que l'art. 4-2° de la loi du 27 mai 1885 fait des delits qui entraîneront la relegation. — Cr. r. 12 mars 1898, D P. 99. 1 60. — V. aussi Paris, 4 mars 1886, D. P. 86 2. 49. — Montpellier, 2 avr. 1886, D. P. 86. 2. 145. — Cr. r. 10 juin 1886, D. P. 86. 1. 351.

19. Les condamnations pour filouterie d'aliments n'entraînent pas la relégation (sol. impl.). — Cr. r. 12 juill. 1906, D. P. 1907. 1. 420.

20. La decision gracieuse qui dispense une première fois un condamné de l'execution de la peine de la relegation ne met pas obstacle à ce que, pour prononcer une seconde fois la relégation, il soit fait état de condamnations ayant servi de base à la même peine précédemment encourue. — Cr. r. 4 juill. 1906, D. P. 1908. 1. 112.

Loi du 18 décembre 1893,

Sur les associations de malfaiteurs (**D. P.** 94. 4. 11). — V. *infrà*, art. 265 s.

La loi du 18 décembre 1893, modifiant les art. 265 s. C. pén., a créé un cas facultatif de relégation, introduit dans le nouvel art. 266 C. pén. Après avoir puni de la peine des travaux forcés à temps quiconque se sera affilie à une association formée ou aura participé a une entente établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés, elle permet en outre de prononcer la relégation sans préjudice de l'application des dispositions de la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés.

Loi du 28 juillet 1894,

Sur la répression des menées anarchistes (**D. P.** 94. 4. 81).

Art. 3. La peine accessoire de la relégation pourra être prononcée contre les individus condamnés en vertu des articles 1er et 2 de la présente loi à une peine supérieure à une année d'emprisonnement et ayant encouru, dans une période de moins de dix ans, soit une condamnation à plus de trois mois d'emprisonnement pour les faits spécifiés auxdits articles, soit une condamnation à la peine

des travaux forcés, de la reclusion ou de plus de trois mois d'emprisonnement pour crime ou délit de droit commun.

En ce qui concerne la relégation, V. *en outre le décret du 25 novembre* 1887, *portant organisation de la relégation individuelle aux colonies* (**D. P.** 88. 4. 21; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 67); *le décret du* 18 *février* 1888, *portant organisation des groupes et détachements de relégués à titre collectif* (**D. P.** 88. 4. 51; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 67); *le décret du* 5 *septembre* 1887, *concernant l'organisation des dépôts de relégués aux colonies* (**D. P.** 88. 4. 6; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 68); *le décret du* 22 *août* 1887, *portant organisation du régime disciplinaire des relégués collectifs aux colonies* (**D. P.** 88. 4. 5; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 68), *modifié dans ses art.* 12 *et* 15 *par le décret du* 27 *juin* 1904 (*Journ. off. du* 2 *juill.* 1904); *le décret du* 26 *novembre* 1888, *relatif à la situation, au point de vue militaire, des individus condamnés à la relégation* (**D. P.** 89. 4. 82; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 76). — V. *encore le décret du* 11 *novembre* 1887, *réglant les formes à remplir pour le mariage des condamnés à la relégation transférés dans les colonies françaises* (**D. P.** 88. 4. 16; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 80); *le décret du* 9 *juillet* 1892, *déterminant les formes et les conditions des demandes des relégués tendant à se faire relever de la relégation* (**Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 80); *le décret du* 6 *janvier* 1899, *portant détermination des lieux dans lesquels les relégués collectifs subissent la relégation et relatif au délit d'évasion commis par les relégués de cette catégorie* (*Journ. off. du* 11 *janv.* 1899); *le décret du* 8 *mai* 1899, *portant règlement d'administration publique sur le régime des concessions de terrains à accorder aux relégués dans les colonies pénitentiaires* (*Journ. off. du* 11 *mai* 1899); *le décret du* 23 *février* 1900, *déterminant les conditions des engagements de travail à exiger des relégués collectifs* (*Journ. off. du* 4 *mars* 1900), *modifié dans son art.* 15 *par le décret du* 31 *juillet* 1904 (*Journ. off. du* 4 *août* 1904).

Loi du 14 août 1885,

Sur les moyens de prévenir la récidive (libération conditionnelle, patronage, réhabilitation) (**D. P.** 85. 4. 60).

TITRE Ier. — RÉGIME DISCIPLINAIRE DES ÉTABLISSEMENTS PÉNITENTIAIRES ET LIBÉRATION CONDITIONNELLE.

Art. 1er. Un régime disciplinaire, basé sur la constatation journalière de la conduite et du travail, sera institué dans les divers établissements pénitentiaires de France et d'Algérie, en vue de favoriser l'amendement des condamnés et de les préparer à la libération conditionnelle.

2. Tous condamnés ayant à subir une ou plusieurs peines emportant privation de la liberté peuvent, après avoir accompli trois mois d'emprisonnement, si les peines sont inférieures à six mois, ou, dans le cas contraire, la moitié de leurs peines, être mis conditionnellement en liberté, s'ils ont satisfait aux dispositions réglementaires fixées en vertu de l'article 1er.

Toutefois, s'il y a récidive légale, soit aux termes des articles 56 et 58 du Code pénal, soit en vertu de la loi du 27 mai 1885, la durée de l'emprisonnement est portée à six mois, si les peines sont inférieures à neuf mois, et aux deux tiers de la peine dans le cas contraire.

La mise en liberté peut être révoquée en cas d'inconduite habituelle et publique dûment constatée ou d'infraction aux conditions spéciales exprimées dans le permis de libération.

Si la révocation n'est pas intervenue avant l'expiration de la durée de la peine, la libération est définitive.

Au cas où la peine qui aurait fait l'objet d'une décision de libération conditionnelle devrait être suivie de la relégation, il pourra être sursis à l'exécution de

cette dernière mesure, et le condamné sera, en conséquence, laissé en France, sauf droit de révocation, ainsi qu'il est dit au présent article.

Le droit de révocation prendra fin en ce cas, s'il n'en a été fait usage pendant, les dix années qui auront suivi la date d'expiration de la peine principale.

3. Les arrêtés de mise en liberté sous conditions et de révocation sont pris par le ministre de l'intérieur :

S'il s'agit de la mise en liberté, après avis du préfet, du directeur de l'établissement ou de la circonscription pénitentiaire, de la commission de surveillance de la prison et du parquet près le tribunal ou la cour qui a prononcé la condamnation;

Et, s'il s'agit de la révocation, après avis du préfet et du procureur de la République de la résidence du libéré.

4. L'arrestation du libéré conditionnel peut toutefois être provisoirement ordonnée par l'autorité administrative ou judiciaire du lieu où il se trouve, à la charge d'en donner immédiatement avis au ministre de l'intérieur.

Le ministre prononce la révocation, s'il y a lieu.

L'effet de la révocation remonte au jour de l'arrestation.

5. La réintégration a lieu pour toute la durée de la peine non subie au moment de la libération.

Si l'arrestation provisoire est maintenue, le temps de sa durée compte pour l'exécution de la peine.

6. Un règlement d'administration publique déterminera la forme des permis de libération, les conditions auxquelles ils peuvent être soumis et le mode de surveillance spéciale des libérés conditionnels.

L'administration peut charger les sociétés ou institutions de patronage de veiller sur la conduite des libérés qu'elle désigne spécialement et dans les conditions qu'elle détermine.

TITRE II. — PATRONAGE.

7. Les sociétés ou institutions agréées par l'Administration pour le patronage des libérés reçoivent une subvention annuelle en rapport avec le nombre de libérés réellement patronnés par elles, dans les limites du crédit spécial inscrit dans la loi de finances.

8. Dans le cas du paragraphe 2 de l'article 6, l'Administration alloue à la société ou institution de patronage une somme de 50 centimes par jour pour chaque libéré pendant un temps égal à celui de la durée de la peine restant à courir, sans que cette allocation puisse dépasser 100 francs.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

9. Avant qu'il ait pu être pourvu à l'exécution des articles 1er, 2 et 6, en ce qui touche la mise en pratique du régime d'amendement et le règlement d'administration publique à intervenir, la libération conditionnelle pourra être prononcée à l'égard des condamnés qui en auront été reconnus dignes dans les cas prévus par la présente loi, trois mois au plus tôt après sa promulgation.

TITRE III. — RÉHABILITATION.

10. Les articles 630, 631 et 632 du Code d'instruction criminelle, sont supprimés.

Les articles 621, 623, 624, 628, 629, 633 et 634 du même Code sont modifiés ainsi qu'il suit : — V. *ces articles*, **C. instr. crim.**

11. La présente loi est applicable aux colonies, sous réserve des dispositions des lois ou règlements spéciaux relatifs à l'exécution de la peine des travaux forcés.

S. v° *Peine*, 304 s. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 65 s.

LIVRE DEUXIÈME.

DES PERSONNES PUNISSABLES, EXCUSABLES OU RESPONSABLES POUR CRIMES OU POUR DÉLITS.

Loi decretee le 13 fevrier 1810 et promulguee le 23 du même mois.

CHAPITRE UNIQUE.

Art. 59. Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement. — *Pén.* 463.

Art. 60. Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit, ceux qui, par dons, promesses, menaces, abus d'autorité ou de pouvoir, machinations ou artifices coupables, auront provoqué à cette action, ou donné des instructions pour la commettre;

Ceux qui auront procuré des armes, des instruments, ou tout autre moyen qui aura servi à l'action, sachant qu'ils devaient y servir;

Ceux qui auront, avec connaissance, aidé ou assisté l'auteur ou les auteurs de l'action, dans les faits qui l'auront préparée ou facilitée, ou dans ceux qui l'auront consommée, sans préjudice des peines qui seront spécialement portées par le présent Code contre les auteurs de complots ou de provocations attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, même dans le cas où le crime qui était l'objet des conspirateurs ou des provocateurs n'aurait pas été commis. — *Pén.* 324, 399, 403.

R. v° *Compl.-complic.*, 12 s. — **S.** *cod. v°*, 14 s. — **T.** (87-97), *cod. v°*, 1 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 59-60, n°s 1 s.; et son **Suppl.**, n°s 1849 s.

1. La complicite d'un délit peut être relevee en toute matière, a moins qu'un texte spécial n'en ait ordonné autrement. — Cr. c. 21 mars 1890, D. P. 90. 1. 283. — — Cr. c. 21 juin 1895, D. P. 95. 1. 438.

2. Les regles de la complicite ne s'étendent pas a la matière des contraventions. — Cr. c. 22 juill. 1897, D. P. 99. 1. 92.

3. Pour les contraventions que des lois spéciales punissent de l'une des peines de police specifiees dans les art. 465 et 466 c. pén., la complicite n'est pas punissable. — S. v° *Compl.-complic.*, 53.

4. Les complices de contraventions aux décrets portant règlement d'administration publique sur la police des chemins de fer, et aux arrêtes pris par les préfets, sous l'approbation du ministre des travaux publics, pour l'exécution de ces décrets, contraventions punies, par la disposition générale de l'art. 21 de la loi du 15 juill. 1845, d'une amende correctionnelle de 16 a 3 000 fr., n'encourent aucune peine. — Cr. c. 7 avr. 1870, D. P. 87. 2. 245, *sous-note a.* — Rennes, 22 juin 1887, S. v° *Compl.-complic.*, 59. — *Contrà:* Paris, 7 mai 1890, D. P. 91. 2. 33.

5. De même, la complicite en matiere de contraventions de grande voirie n'est pas punissable. — Cons. d'Ét. 4 juill. 1884, D. P. 86. 3. 13.

6. Les règles de la complicite sont applicables aux infractions a la loi du 17 juill. 1889 sur les candidatures multiples. — Cr. r. 21 mars 1890, D. P. 90. 1. 283.

7. Décide d'une manière générale qu'en l'absence d'exception formellement inscrite dans la loi, les règles de la complicité sont applicables même aux délits

contraventionnels. — Cr. c. 4 fevr. 1898 (*motifs*), D. P. 98. 1. 369, et le rapport de M. le conseiller Roulier.

8. La complicite des faits punis par la loi de 1867 comme faits intentionnels n'est pas douteuse, et elle a été admise par la cour de cassation. — Cr. r. 23 juin 1883, D. P. 83. 1. 425.

9. Une complicite passive ne saurait rentrer dans aucun des cas prevus par les dispositions du Code penal relatives à la complicite ; aussi est-ce à tort que le juge de police a condamne le témoin passif d'une scène de violences legeres comme complice moral de cette contravention. — Cr. c. 22 juill. 1897, D. P. 99. 1. 92.

10. La disposition de l'art. 59 c. pen., aux termes de laquelle « les complices d'un crime ou d'un delit sont punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit », n'est pas applicable au complice civil d'un militaire ou assimile. — Cr. c. 5 dec. 1891, D. P. 92. 1. 435.

11. Si, au cas de complicite par aide ou assistance, les juges doivent constater que le complice a agi avec connaissance, il n'est pas indispensable que cette constatation soit faite dans les termes mêmes de la loi ; il suffit qu'elle puisse s'induire clairement de l'ensemble des enonciations de l'arrêt. — Cr. r. 20 avr. 1888, S. V° *Compl-complic.*, 155.

12. Pour qu'il y ait aide ou assistance constitutive de la complicité, il n'est pas nécessaire qu'il y ait participation aux faits mêmes qui constituent le crime. — Cr. r. 14 avr. 1904, D. P. 1905. 1. 342.

13. L'excuse de provocation etant adherente au fait lui-même dont elle modifie la criminalité, le bénefice de cette excuse admise au profit de l'auteur principal doit être étendu au complice. — Cr. c. 8 août 1895, D. P. 99. 5. 343.

14. La complicité par aide et assistance n'est criminelle qu'autant que le complice a agi avec connaissance ; dès lors, la question posee au jury a l'égard du complice par aide et assistance est incomplète et ne peut servir de base à une condamnation, si elle ne contient pas les mots *avec connaissance* ou toute autre expression equivalente. — Cr. c. 3 févr. 1900, D. P. 1900. 1. 276.

15. Le recel en France d'objets voles a l'etranger par un individu reste inconnu, echappe a la competence des tribunaux français. — Cr. r. 17 nov. 1887, D. P. 88. 1. 284, et le rapport de M. le conseiller Poulet.

16. Les faits de complicite devant être, en droit, réputés accomplis au lieu de la perpétration du délit principal, l'etranger, complice d'un delit commis en territoire etranger par un Français, n'est pas justiciable de la juridiction française, bien que l'auteur principal puisse, en sa qualite de Français, être defere aux tribunaux français. — Lyon, 27 dec. 1892, D. P. 94. 2. 254.

17. Mais les faits de complicité, même perpétres a l'etranger, d'un délit commis en France, sont justiciables de la juridiction française, quelle que soit la nationalité du complice. — Cr. r. 17 fevr. 1893, D. P. 94. 1. 32.

Art. 61. Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'État, la paix publique, les personnes ou les propriétés, leur fournissent habituellement logement, lieu de retraite ou de réunion, seront punis comme leurs complices. — *Pén.* 59, 73, 83, 99, 248, 268.

R. V° *Compl.-complic.*, 185 s. — **S.** *cod.* v°, 186 s.

Art. 62. Ceux qui sciemment auront recélé, en tout ou en partie, des choses enlevées, détournées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, seront aussi punis comme complices de ce crime ou délit. — *Pén.* 59, 63, 380.

R. V° *Compl.-complic.*, 203 s. — **S.** *cod.* v°, 199 s.

L'art. 62 c. pen., qui punit comme complices les receleurs des choses detournees ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, est applicable non seulement à celui qui a reçu sciemment la chose même qui a été volée, mais encore à celui qui a reçu des objets achetes avec le produit du vol, pourvu qu'il ait su que les fonds employes a cet achat avaient éte frauduleusement soustraits. — Cr. c. 9 mars 1900, D. P. 1902. 1. 173.

Art. 63. (*L.* 28 *avril* 1832.) Néanmoins, la peine de mort, lorsqu'elle sera applicable aux auteurs des crimes, sera remplacée, à l'égard des recéleurs, par celle des travaux forcés à perpétuité.

Dans tous les cas, les peines des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, lorsqu'il y aura lieu, ne pourront être prononcées contre les recéleurs qu'autant qu'ils seront convaincus d'avoir eu, au temps du recélé, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache les peines de mort, des travaux forcés à perpétuité et de la déportation; sinon ils ne subiront que la peine des travaux forcés à temps. — *Pén.* 59 s.

Ancien art. 63. — *Néanmoins, à l'égard des recéleurs désignés dans l'article précédent, la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, lorsqu'il y a lieu, ne leur sera appliquée qu'autant qu'ils seront convaincus d'avoir eu, au temps du recélé, connaissance des circonstances auxquelles la loi attache les peines de ces trois genres : sinon, ils ne subiront que la peine des travaux forcés à temps.*

R. v° *Compl.-complic.*, 215 s. — **S.** *eod. v°*, 227.

1. Dans le cas d'une poursuite pour complicité par recel d'un vol qualifie passible des travaux forces à perpetuite, une question speciale doit être posee au jury sur le point de savoir si le complice avait eu connaissance, au temps du recelo, des circonstances auxquelles la loi attache la peine des travaux forces à perpetuite. — Cr. c. 10 dec. 1891, D. P. 92. 1. 311. — Cr. c. 3 nov. 1894, D. P. 98. 1. 435.

2. A defaut de constatation à la charge de l'accuse de cette connaissance, le complice par recel ne peut être condamne, au plus, qu'aux travaux forces à temps. — Mêmes arrêts.

Art. 64. Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. — *Instr.* 339.

R. v° *Peine*, 368 s. — **S.** *eod v°*, 324 s. — **T.** (87-97), v° *Excuse*, 1 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 64, n°s 1 s.; et son **Suppl.**, n°s 2094 s.

1. L'ignorance où était l'agent de la disposition penale qui prévoit et punit le fait qu'il a commis, ne peut jamais faire disparaître l'imputabilite. — Cr. r. 1er mars 1890, D. P. 90 1. 334. — Cr c. 8 sept. 1892, D. P. 93. 1. 558. — Cr. r. 23 juin 1893, D. P. 93. 1. 616.

2. Suivant un arrêt, l'epilepsie peut être consideree comme excluant la responsabilité pénale de l'auteur d'une infraction, non seulement pour les actes commis par celui-ci pendant un acces de sa maladie, mais encore dans la période d'agitation qui precède immediatement cet acces. — Orleans, 22 juin 1886, D. P. 87. 5. 213.

3. Un arrêt ne peut, apres avoir constaté l'existence d'une infraction, renvoyer le prevenu de la poursuite, par application de l'art. 64 c. pén., s'il ne justifie pas, d'une manière precise, de l'etat de démence du prevenu au temps de l'action ou de l'existence d'une contrainte ayant opprime sa volonté. — Cr. c. 11 avr. 1908, D. P. 1908. 1. 261.

4. La force majeure ne peut résulter que d'un événement independant de la volonté humaine, et que cette volonté n'a pu ni prevoir ni conjurer. — Cr. c. 7 août 1890, D. P. 91. 1. 43.

5. Le juge ne peut donc admettre l'excuse de la force majeure que s'il y a impossibilité absolue pour le prevenu de se conformer a la loi; les difficultés, même très considérables, contre lesquelles il aurait eu à lutter, ne sont pas assimilables au cas de force majeure. — Cr. c. 13 mars 1891, D. P. 91. 5. 258.

6. L'obéissance aux ordres des supérieurs hierarchiques n'est pour les agents ou fonctionnaires civils, ni un fait justificatif ni une excuse. — Trib. corr. de Reims, 13 nov. 1889, D. P. 91. 3. 31. — Trib. confl. (sol. impl.), 15 févr. 1890, *ibid.* — Cr. r. 20 sept. 1894, D. P. 99. 1. 350.

7. La contrainte ou force majeure detruit la culpabilité en toute matière, même en matiere de contravention de simple police. — Cr. c. 12 avr. 1889, D. P. 91. 2. 306.

8. Le juge ne pourrait se fonder, pour admettre l'exception de force majeure, sur les seules allegations du prevenu et sans avoir recours à aucun des moyens de preuve autorisés par la loi (enquêtes, expertises, verifications des lieux, etc.). — Même arrêt.

9. Lorsque la contrainte resulte d'une menace, le bénefice de l'art. 64 ne peut être invoqué qu'autant que le péril qu'elle fait craindre est imminent et qu'elle met celui qui en est l'objet dans la nécessite ou de commettre l'infraction, ou de subir les violences dont il est menace. — Cr. c. 28 déc. 1900, D. P. 1901. 1. 81, et la note de M. Le Poittevin. — Cr. r. 18 janv. 1902, D. P. 1903. 5. 350.

Art. 65. Nul crime ou délit ne peut être excusé, ni la peine mitigée, que dans les cas et dans les circonstances où la loi déclare le fait excusable, ou permet de lui appliquer une peine moins rigoureuse. — *Pén.* 66 s., 463; *Instr.* 339.

R. v° *Peine*, 350 s. — **S.** *eod. v°*, 493 s.

Art. 66. (*L.* 22 *juillet* 1912.) Lorsque le prévenu ou l'accusé aura plus de treize ans et moins de dix-huit ans, s'il est décidé qu'il a agi sans discernement, il sera acquitté; mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents, à une personne ou à une institution charitable ou conduit dans une colonie pénitentiaire, pour y être élevé et détenu pendant le nombre d'années que le jugement déterminera, et qui, toutefois, ne pourra excéder l'époque où il aura atteint l'âge de vingt et un ans.

Dans le cas où le tribunal aura ordonné que le mineur sera remis à ses parents, à une personne ou à une institution charitable, il pourra décider, en outre, que ce mineur sera placé, jusqu'à l'âge de vingt et un ans au plus, sous le régime de la liberté surveillée.

A l'expiration de la période fixée par le tribunal, celui-ci statuera à nouveau à la requête du procureur de la République. — *Pén.* 67, 69, 271, 463; *Instr.* 194, 340.

Nota. — *Aux termes de l'article* 28 *de la loi du* 22 *juillet* 1912, *les articles* 66, 67, 68 *et* 69 *nouveaux du Code pénal seront mis en vigueur six mois après l'insertion au* Journal officiel *du règlement d'administration publique qui déterminera les mesures d'application de ladite loi.*

Ancien art. 66 [TEXTE DE 1810]. — *Lorsque l'accusé aura moins de seize ans, s'il est décidé qu'il a agi* sans discernement, *il sera acquitté; mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents, ou conduit dans une maison de correction, pour y être élevé et détenu pendant tel nombre d'années que le jugement déterminera, et qui toutefois ne pourra excéder l'époque où il aura accompli sa vingtième année.*

[TEXTE DE LA LOI DU 12 AVRIL 1906.] — *Lorsque le prévenu ou l'accusé aura moins de dix-huit ans, s'il est décidé qu'il a agi* sans discernement, *il sera acquitté; mais il sera, selon les circonstances, remis à ses parents, ou conduit dans une colonie pénitentiaire pour y être élevé et détenu pendant le nombre d'années que le jugement déterminera, et qui, toutefois, ne pourra excéder l'époque où il aura atteint sa majorité*

Loi du 5 août 1850, *sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus* (**D. P.** 50. 1. 181). — Art. 3. Les jeunes detenus acquittes en vertu de l'article 66 du Code penal, comme ayant agi sans discernement, mais non remis a leurs parents, sont conduits dans une colonie penitentiaire; ils y sont eleves en commun, sous une discipline severe, et appliqués aux travaux de l'agriculture, ainsi qu'aux principales industries qui s'y rattachent. Il est pourvu à leur instruction elémentaire.

. . . . . .

9. Les jeunes detenus des colonies penitentiaires peuvent obtenir, à titre d'épreuve, et sous des conditions déterminées par le règlement d'administration publique, d'être places provisoirement hors de la colonie.

10. V. *infrà*, sous l'art. 67.

. . . . . .

19. V. *infrà*, sous l'art. 67.

V. aussi 1° *la loi du* 19 *avril* 1898, *sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis sur les enfants*, art. 4 et 5 (**D. P.** 98. 4. 41; — et *infrà*, **C. pén.** sous l'art. 353); 2° *la loi du* 11 *avril* 1908, *concernant la prostitution des mineurs* (**D. P.** 1908. 4. 43; — **C. civ.**, Appendice au Liv. 1er, tit. IX; — **Bull. Dalloz,** 1908, p. 245)

R. v° *Peine*, 421 s. — **S.** *vis Enfant*, 1 s.; *Peine*, 433 s.; *Protection de l'enfance*, 1 s. — **T.** 87-97), v° *Peine*, 127 s.

Loi du 22 *juill.* 1912 : **D. P.** 1912 4° partie.

1. L'enfant mineur acquitte comme ayant agi sans discernement ne peut être envoye dans une maison de correction qu'autant qu'il était âge de moins de seize ans lorsqu'il a commis le fait à raison duquel il était prevenu ou accusé. — Cr. c. 19 mai 1893, D. P. 95. 1. 406.

2. Les dispositions de l'art. 66 s'appliquent en matière d'infraction aux lois et règlements sur la police et l'exploitation des chemins de fer. — Bordeaux, 11 mars 1891, S. v° *Peine*, 450.

3. Le mineur reconnu coupable d'un délit et acquitte comme ayant agi sans discernement, n'en doit pas moins être condamne aux frais. — Cr. c. 18 juill. 1889, D. P. 89. 5. 244.

4. Le mineur de seize ans, lors même qu'il a agi sans discernement, est egalement passible de l'amende dans les cas où cette amende est consideree, non pas comme une peine, mais comme la reparation civile du prejudice cause a l'État; il en est ainsi notamment en matière de colportage d'allumettes de provenance frauduleuse. — Trib. corr. de Bourges, 24 oct. 1889, S. v° *Peine*, 457.

5. Les tribunaux qui acquittent comme ayant agi sans discernement un enfant de moins de seize ans peuvent ordonner que l'enfant sera remis a ses parents ou qu'il sera conduit dans une maison de correction jusqu'à l'accomplissement de sa vingtieme annee, ou enfin en confier la garde à l'Assistance publique, à un parent, à une personne ou a une institution charitable par eux désignee; mais, s'ils peuvent choisir entre ces trois mesures, ils n'ont pas le droit d'ordonner que, dans tel ou tel cas déterminé, l'une remplacera l'autre. — Cr. c. 11 avr. 1902, D. P. 1902. 1. 358.

6. Ainsi, les tribunaux qui confient un enfant à l'administration de l'Assistance publique jusqu'à sa vingtième année accomplie ne peuvent en même temps décider que, si cet enfant se soustrait a la direction et a l'autorité dudit établissement, il sera conduit dans une maison de correction pour y être élevé et détenu jusqu'à l'âge de vingt ans révolus. — Même arrêt.

7. Si la société de bienfaisance à laquelle le tribunal a confie jusqu'à l'accomplissement de sa vingtieme annee le mineur de seize ans, acquitte comme ayant agi sans discernement, n'accepte pas la mission qui lui est confiee, il appartient au tribunal d'assurer l'execution de son jugement en confiant l'enfant a l'Assistance publique. — Trib. corr. de Lille, 13 juin 1901, D. P. 1901. 5. 531. — Trib. corr. de la Seine, 30 sept. 1901, D. P. 1901. 5. 531.

Art. 67. (*L.* 22 *juillet* 1912.) S'il est décidé qu'un mineur de plus de seize ans et moins de seize ans a agi *avec discernement*, les peines seront prononcées ainsi qu'il suit :

S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, de la déportation, il sera condamné à la peine de dix à vingt ans d'emprisonnement dans une colonie correctionnelle.

S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la reclusion, il sera condamné à être enfermé dans une colonie correctionnelle pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines.

Dans tous les autres cas, il pourra lui être fait défense de paraître, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement.

S'il a encouru la peine de la dégradation civique ou du bannissement, il sera condamné à être enfermé, d'un an à cinq ans, dans une colonie pénitentiaire ou une colonie correctionnelle. — *Pén.* 8 s., 40 s.; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 67 [TEXTE DE 1810]. — *S'il est décidé qu'il a agi* avec discernement, *les peines seront prononcées ainsi qu'il suit : — S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, il sera condamné à la peine de dix ans à vingt ans d'emprisonnement dans une maison de correction; — S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, ou de la reclusion, il sera condamné à être renfermé dans une maison de correction pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui auquel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines. — Dans tous ces cas, il pourra être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — S'il a encouru la peine du carcan ou du bannissement, il sera condamné à être enfermé, d'un an à cinq ans, dans une maison de correction.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *S'il est décidé qu'il a agi* avec discernement, *les peines seront prononcées ainsi qu'il suit : — S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, de la déportation, il sera condamné à la peine de dix à vingt ans d'emprisonnement dans une maison de correction. — S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la reclusion, il sera condamné à être renfermé dans une maison de correction, pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines. — Dans tous les cas, il pourra être mis, par l'arrêt ou le jugement,* sous la surveillance de la haute police *pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — S'il a encouru la peine de la dégradation civique ou du bannissement, il sera condamné à être enfermé, d'un an à cinq ans, dans une maison de correction.*

[TEXTE DE LA LOI DU 12 AVRIL 1906] — *S'il est décidé qu'un mineur de plus de treize ans et moins de seize ans a agi* avec discernement, *les peines seront prononcées ainsi qu'il suit : — S'il a encouru la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, de la déportation, il sera condamné à la peine de dix à vingt ans d'emprisonnement dans une colonie correctionnelle. — S'il a encouru la peine des travaux forcés à temps, de la détention ou de la reclusion, il sera condamné à être enfermé dans une colonie correctionnelle ou une colonie pénitentiaire pour un temps égal au tiers au moins et à la moitié au plus de celui pour lequel il aurait pu être condamné à l'une de ces peines. — Dans tous les autres cas, il pourra lui être fait défense de paraître, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, dans les lieux dont l'interdiction lui sera signifiée par le Gouvernement. — S'il a encouru la peine de la dégradation civique ou du bannissement, il sera condamné à être enfermé, d'un an à cinq ans, dans une colonie pénitentiaire ou une colonie correctionnelle.*

Loi du 5 août 1850, *sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus* (**D. P.** 50. 4 181).

— Art. 4. Les colonies pénitentiaires (V. *suprà*, sous l'article 66) reçoivent également les jeunes detenus condamnes a un emprisonnement de plus de six mois, et qui n'excède pas deux ans.

Pendant les trois premiers mois, ces jeunes detenus sont renfermes dans un quartier distinct, et appliqués à des travaux sedentaires.

A l'expiration de ce terme, le directeur peut, en raison de leur bonne conduite, les admettre aux travaux agricoles de la colonie.

. . . . . .

9. V. *suprà*, sous l'art. 66.

10. Il est établi soit en France, soit en Algerie, une ou plusieurs colonies correctionnelles où sont conduits et eleves : 1° les jeunes détenus condamnes a un emprisonnement de plus de deux annees ; 2° les jeunes detenus des colonies penitentiaires qui auront eté declarés insubordonnes. Cette déclaration est rendue, sur la proposition du directeur, par le conseil de surveillance. Elle est soumise à l'approbation du ministre de l'intérieur.

11. Les jeunes detenus des colonies correctionnelles sont, pendant les six premiers mois, soumis à l'emprisonnement et appliques à des travaux sedentaires. A l'expiration de ce terme, le directeur peut, en raison de leur bonne conduite, les admettre aux travaux agricoles de la colonie.

. . . . . .

19. Les jeunes detenus designés aux articles 3, 4, 10 et 16, § 2 et 3, sont, a l'epoque de leur liberation, places sous le patronage de l'Assistance publique pendant trois annees au moins.

Loi du 22 juillet 1912,

Sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée (**D. P.** 1912. 4e partie).

TITRE Ier. — DES INFRACTIONS A LA LOI PÉNALE IMPUTABLES AUX MINEURS AU-DESSOUS DE TREIZE ANS.

§ 1er. — *Dispositions générales.*

Art. 1er. Le mineur de l'un ou de l'autre sexe de moins de treize ans, auquel est imputée une infraction à la loi pénale, qualifiée crime ou délit, n'est pas déféré à la juridiction répressive.

Il pourra être soumis, suivant les cas, à des mesures de tutelle, de surveil-

lance, d'education, de reforme et d'assistance qui seront ordonnees par le tribunal civil statuant en chambre du conseil.

Sont competents : le tribunal du lieu de l'infraction, celui de la résidence des parents ou tuteur, et celui du lieu où l'enfant a été trouvé.

Si le premier tribunal saisi est celui du lieu de l'infraction ou celui du lieu où l'enfant a été trouvé, il peut, le cas échéant, renvoyer l'affaire devant le tribunal de la résidence des parents ou tuteur.

Dans les tribunaux où existent plusieurs chambres, le président désigne celle de ces chambres qui statuera sur les affaires relatives aux mineurs de treize ans.

Les décisions les concernant ne seront pas inscrites au casier judiciaire.

§ 2. — *Mesures préliminaires.*

2. Le procureur de la Republique, informe qu'un fait qualifié crime ou délit a été commis par un mineur de treize ans, en saisit le juge d'instruction.

L'action civile ne peut être exercée que devant les tribunaux civils.

3. Le juge d'instruction, designé par le premier président dans les termes de l'article 17, pourra s'assurer de l'enfant, soit en le remettant provisoirement à une personne digne de confiance, à une institution charitable reconnue d'utilité publique ou désignée par arrêté préfectoral, ou à l'assistance publique; soit en le faisant retenir dans un hôpital ou hospice, ou dans tel autre local qu'il designera, au siège du tribunal competent. Il préviendra sans retard les parents, tuteur ou gardien connus.

Il donnera avis de l'ouverture de l'instruction au président du comité de défense des enfants traduits en justice. Il désignera ou fera designer par le bâtonnier un défenseur d'office.

Toutefois, s'il y a prévention de crime, le juge d'instruction pourra, par ordonnance motivee, décider que l'enfant sera retenu dans la maison d'arrêt et séparément des autres détenus.

§ 3. — *Informations et decisions.*

4. Le juge d'instruction recherche, en se conformant aux règles générales du code d'instruction criminelle et de la loi du 8 déc. 1897, si le mineur est l'auteur de l'infraction qui lui est reprochée.

S'il n'y a pas de charges suffisantes contre l'enfant, ou si le fait qu'on lui impute ne constitue ni crime ni délit prevu par la loi, le juge, après les requisitions du ministère public, rendra une ordonnance de non-lieu.

S'il paraît, au contraire, que l'enfant est l'auteur d'un fait qualifié crime ou délit, il devra être procedé à une enquête sur la situation matérielle et morale de la famille, sur le caractère et les antécedents de l'enfant, sur les conditions dans lesquelles celui-ci a vécu et a eté élevé, et sur les mesures propres à assurer son amendement. Cette enquête sera complétée, s'il y a lieu, par un examen médical.

Le juge d'instruction pourra charger de cette enquête complementaire un rapporteur, figurant dans une liste établie par la chambre du conseil au commencement de l'année judiciaire et choisi de préférence parmi les categories suivantes : magistrats ou anciens magistrats, avocats de l'un ou de l'autre sexe, avoues ou avoues honoraires, membres de l'un ou l'autre sexe des societes de patronage reconnues d'utilité publique ou désignées par arrêté préfectoral, et membres de l'un ou l'autre sexe des comités de défense des enfants traduits en justice.

Ce rapporteur entend l'enfant, recueille près de toute personne tous renseignements et procède à toutes vérifications qui lui paraîtront nécessaires dans l'intérêt du mineur. S'il rencontre quelque résistance dans l'accomplissement de sa mission, il en réfère immediatement au juge d'instruction. Il adresse à

ce magistrat un rapport écrit constatant les résultats de ses investigations, que celui-ci complète, s'il y a lieu.

Lorsque l'instruction est achevée, le juge d'instruction la communique au procureur de la République et renvoie, s'il y a lieu, le mineur devant la chambre du conseil.

5. La chambre du conseil statue après avoir entendu l'enfant, les témoins, les parents, le tuteur ou le gardien, le rapporteur, s'il en a ete commis, ainsi que le ministère public et le défenseur.

Elle constate dans sa décision la présence des personnes ci-dessus énumérées.

6. Si la prevention est établie, la chambre du conseil prend, par decision motivée, une des mesures suivantes :

1° Remise de l'enfant à sa famille ;

2° Placement, jusqu'à la majorité, soit chez une personne digne de confiance, soit dans un asile ou internat approprié, soit dans un établissement d'anormaux, soit dans une institution charitable, reconnue d'utilité publique, ou désignée par arrête préfectoral ;

3° Remise à l'assistance publique.

Lorsque la chambre du conseil aura ordonné que le mineur sera remis à sa famille, à une personne ou à une institution charitable, elle pourra, en outre, charger un delégué d'assurer, sous sa direction, la surveillance du mineur dans les conditions prévues au titre III de la présente loi.

La chambre du conseil determine le montant des frais judiciaires, des frais d'entretien et de placement à mettre, s'il y a lieu, à la charge de la famille. Ces frais sont recouvrés comme frais de justice criminelle.

Les audiences de la chambre du conseil ne sont pas publiques : peuvent neanmoins y assister les membres des comités de defense des enfants traduits en justice, les membres, agréés par le tribunal, des societés de patronage et autres institutions charitables s'occupant des enfants, ainsi que les personnes ayant reçu une délegation du tribunal.

La décision motivée est lue en audience publique.

7. Dans le délai de dix jours, toutes les decisions de la chambre du conseil sont notifiées à personne ou à domicile, par lettre recommandée du greffier, au mineur et à son défenseur, aux père et mère, tuteur ou gardien, et au procureur de la République.

8. Lorsque le mineur de treize ans est impliqué dans la même cause qu'un ou plusieurs inculpés plus âgés et présents, l'instruction est faite suivant les règles du droit commun. Néanmoins les dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus devront être appliquées au mineur de treize ans.

Si celui-ci ne bénéficie pas d'une ordonnance de non-lieu, il comparaîtra devant le tribunal civil compétent, même dans le cas où les inculpés plus âges seraient l'objet d'une ordonnance de renvoi.

§ 4. — *Recours contre les decisions de la chambre du conseil.*

9. La faculté d'appeler du jugement de la chambre du conseil appartiendra au mineur, à son père, à sa mère, à son tuteur, à son gardien et au ministère public.

Cet appel sera fait au greffe du tribunal qui aura rendu le jugement, dans un délai de dix jours, qui commencera à courir le lendemain du jour de ce jugement pour ceux qui ont assisté à l'audience où il a été prononcé, et le lendemain du jour où la lettre recommandée leur est parvenue, pour le père, la mère, le tuteur ou le gardien, qui n'étaient pas présents à cette audience.

Dans les cours où existent plusieurs chambres, le premier président désigne celle de ces chambres qui statuera en chambre du conseil, le ministère public et les intéresses entendus ou appelés.

Le recours est suspensif, sauf exécution provisoire expressement ordonnée.

Peuvent assister aux audiences les personnes désignees au dernier paragraphe de l'article 6.

La décision motivée est lue en audience publique.

10. Lorsqu'une annee au moins se sera écoulée depuis l'exécution d'une décision plaçant l'enfant hors de sa famille, les parents ou tuteur pourront demander à la chambre du conseil que l'enfant leur soit rendu en justifiant de son amendement et de leur aptitude à l'élever.

En cas de refus, ils pourront saisir la chambre du conseil de la cour d'appel dans le délai prévu à l'article 9 et suivant la forme qui y est indiquee.

En cas de rejet définitif, une semblable demande ne pourra être représentee qu'après un nouveau delai d'un an.

11. La chambre du conseil du tribunal peut toujours, d'office, à la requête du ministère public, ou sur la demande de l'enfant, soit le rendre à sa famille, soit modifier son placement, par une decision motivée, sauf recours devant la chambre du conseil de la cour d'appel.

Ce recours est suspensif, sauf exécution provisoire expressément ordonnée par la chambre du conseil du tribunal.

Si la demande émane du mineur, et si elle est rejetee, elle ne pourra être renouvelée qu'après un délai d'un an.

§ 5. — *Dispositions diverses.*

12. Le ministère public est chargé d'assurer l'exécution des decisions de la chambre du conseil.

13. Les actes de procédure, les décisions, ainsi que les contrats de placement prévus aux articles précédents sont exempts de tous droits de timbre et d'enregistrement.

§ 6. — *Contraventions commises par les mineurs de treize ans.*

14. Les contraventions commises par les mineurs de treize ans seront déférées au tribunal de simple police siégeant dans le cabinet du juge de paix, hors la présence du public et en présence des parents, gardien ou tuteur.

Si la contravention est établie, le juge adresse une réprimande au mineur ou aux parents et les avertit des conséquences de la récidive. Cette réprimande est inscrite sur un registre special.

Au cas où le mineur se trouvera en état de recidive aux termes de l'article 483 du code pénal, il sera traduit devant le tribunal civil, statuant en chambre du conseil et soumis aux prescriptions des articles qui precèdent.

TITRE II. — DE L'INSTRUCTION ET DU JUGLMENT DES INFRACTIONS A LA LOI PÉNALE IMPUTABLES AUX MINEURS DE TREIZE A DIX-HUIT ANS. — DES TRIBUNAUX POUR ENFANTS ET ADOLESCENTS.

15. Les tribunaux correctionnels seront saisis des délits, emportant peine d'emprisonnement, commis par les mineurs de treize à dix-huit ans, par renvoi du juge d'instruction ou de la chambre des mises en accusation. Ils ne le seront, en aucun cas, par voie de citation directe.

16. Les dispositions de l'article 4 de la loi du 19 avril 1898 continueront à être appliquées dans tous les cas de crimes ou de délits commis sur des mineurs.

Dans tous les cas de crimes ou de delits imputables à des mineurs de treize à dix-huit ans, le magistrat instructeur peut, en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde du mineur sera confiee à sa famille, à un parent, à une personne digne de confiance, à une institution charitable reconnue d'utilite publique ou désignée par arrête préfectoral, ou à l'assistance publique,

Cette mesure est toujours revocable; elle reste en vigueur jusqu'à l'ordonnance de non-lieu qui clôturera l'instruction, et, s'il y a renvoi, jusqu'au jugement définitif.

Si la garde provisoire est laissee à la famille du mineur, à un parent ou à un particulier, le juge d'instruction peut ordonner qu'elle sera exercée sous la surveillance d'une personne digne de confiance, désignée par lui.

Toutefois, les parents du mineur, jusqu'au troisième degré inclusivement, son tuteur ou son subrogé tuteur, ou le ministère public, peuvent former opposition contre l'ordonnance du juge d'instruction. L'opposition est portée, dans les trois jours, devant le tribunal en chambre du conseil, par voie de simple requête.

17. Dans les tribunaux où il existe plusieurs juges d'instruction, un ou plusieurs de ces magistrats, désignés par le premier president sur la proposition du procureur général, seront chargés spécialement de l'instruction des inculpations dont sont l'objet les mineurs de dix-huit ans.

Le magistrat instructeur fait porter son enquête, en même temps que sur les faits incriminés, sur la situation matérielle et morale du mineur et de sa famille. Il donne avis de l'ouverture de l'instruction au président du comité de défense des enfants traduits en justice. Il désigne ou fait désigner par le bâtonnier un defenseur d'office. Il soumet le mineur, s'il y a lieu, à un examen médical.

18. Dans chaque arrondissement, le tribunal de première instance se forme en tribunal pour enfants et adolescents, pour juger dans une audience speciale les mineurs de treize à seize ans auxquels sont imputes des crimes ou des délits, et les mineurs de seize à dix-huit ans qui ne sont inculpes que de délits.

Au tribunal de la Seine et dans les tribunaux composés de plusieurs chambres, il est formé, dans le tribunal de première instance, une chambre spéciale, dite tribunal pour enfants et adolescents, chargée de juger les mineurs de treize à seize ans et de seize à dix-huit ans visés au paragraphe precédent. Les appels seront jugés par la cour dans une audience spéciale et dans les mêmes conditions que devant les premiers juges.

Les magistrats désignes pour composer les tribunaux pour enfants et adolescents peuvent faire partie d'autres chambres.

Lorsqu'un mineur de treize à dix-huit ans est impliqué comme auteur principal, coauteur ou complice, dans la même cause que des inculpés présents plus âgés, l'affaire est portée devant la juridiction de droit commun. Il en est de même en matière de crimes, lorsqu'un mineur de treize à seize ans est impliqué comme auteur principal, coauteur ou complice dans la même cause que des inculpés présents plus âgés.

19. Chaque affaire est jugee séparement en l'absence de tous autres prévenus.

Sont seuls admis à assister aux débats les témoins de l'affaire, les proches parents du mineur, les tuteur et subrogé tuteur du mineur, les membres du barreau, les representants de l'assistance publique, les membres, agrées par le tribunal, des sociétes de patronage, des comités de défense des enfants traduits en justice et des autres institutions charitables s'occupant des enfants, les délégues du tribunal et les représentants de la presse.

La publication du compte rendu des débats des tribunaux pour enfants et adolescents est interdite. Il en est de même de la reproduction de tout portrait des mineurs poursuivis, de toute illustration les concernant ou concernant les actes à eux imputés. Les infractions à ces deux dispositions seront déférées aux tribunaux correctionnels et seront punies d'une amende de cent à deux mille francs (100 à 2,000 fr.).

Ces dispositions sont également applicables aux debats devant la chambre du conseil prévue au titre I[er].

Le jugement ou l'arrêt sera rendu en audience publique et pourra être publie,

mais sans que le nom du mineur puisse être indiqué autrement que par une initiale.

Lorsque le mineur a été renvoyé devant la juridiction de droit commun avec des inculpés presents plus âgés, l'audience est publique.

TITRE III. — DE LA LIBERTÉ SURVEILLÉE.

20. Le tribunal peut prononcer provisoirement la mise en liberté surveillée d'un mineur de treize à dix-huit ans, sous la garde d'une personne ou d'une institution charitable qu'il désigne et dont il dirige l'action.

Le président explique au mineur ainsi qu'à ses parents, gardien ou tuteur, le caractère et l'objet de la mesure prononcée.

21. L'aticle 66 du code pénal est modifié ainsi qu'il suit : — V. *suprà*, C. pén., art. 66.

22. Le tribunal peut désigner, en qualité de délégués, un certain nombre de personnes de l'un ou de l'autre sexe chargees, sous sa direction, d'assurer et de contrôler la mise en liberté surveillee prononcée en vertu des articles 20 et 21.

Ces délégués sont choisis de preference parmi les membres des societés de patronage, des comités de defense des enfants traduits en justice, des institutions charitables agréées par le tribunal; ils peuvent être des particuliers choisis directement par lui.

23. Pendant la periode fixée, les délégués visitent les mineurs en liberté surveillée aussi souvent qu'il est nécessaire et fournissent des rapports sur leur conduite au président du tribunal. En cas de mauvaise conduite ou de péril moral d'un mineur en liberte surveillée, ainsi que dans le cas où des entraves systematiques seraient apportées à la surveillance, le président, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire, pourra, soit d'office, soit sur simple requête du délégue, ordonner de citer le mineur et les personnes chargees de sa garde à une prochaine audience pour qu'il soit statue à nouveau.

En cas de decès ou d'empêchement du délégué, son remplaçant sera désigné par ordonnance du president du tribunal pour enfants et adolescents.

24. En cas de décès, de maladie grave, de changement de résidence, ou d'absence non autorisée du mineur en liberté surveillée, les parents, tuteur, gardiens ou patron doivent prevenir sans retard le délégué qui en informe le president du tribunal pour enfants et adolescents.

25. La mise en liberté surveillée des mineurs de treize ans, qui peut être ordonnée par la chambre du conseil conformément à l'article 6, sera régie par les dispositions des articles précedents.

26. Les articles 67, 68 et 69 du code penal sont modifiés ainsi qu'il suit : — V. *suprà*, C. pén., art. 67, 68 et 69.

27. Dans chaque tribunal, le greffier tiendra un registre spécial, non public, sur lequel seront inscrites toutes les décisions concernant les mineurs de moins de dix-huit ans.

28. Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition des ministres de la justice et de l'intérieur, après avis du conseil supérieur des prisons, déterminera les mesures d'application de la présente loi.

Ce règlement fixera notamment le taux et les conditions des allocations qui pourront être accordees aux personnes, hôpitaux ou hospices et institutions charitables auxquels des mineurs auront ete confies par l'application de la presente loi.

La loi sera mise en vigueur six mois après l'insertion au *Journal officiel* du reglement d'administration publique.

Art. 68. (*L.* 22 *juillet* 1912.) Le mineur âgé de plus de treize ans et de moins de seize ans, qui n'aura pas de complices présents au-dessus de cet âge et qui sera prévenu de crimes, sera jugé par les tribunaux correctionnels, qui se conformeront aux deux articles ci-dessus.

Ancien art. 68 [TEXTE DE 1808]. — *Dans aucun des cas prévus par l'article précédent, le condamné ne subira l'exposition publique.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1843.] — *L'individu, âgé de moins de seize ans, qui n'aura pas de complices présents au-dessus de cet âge, et qui sera prévenu de crimes autres que ceux que la loi punit de la peine de mort, de celle des travaux forcés à perpétuité, de la peine de la déportation ou de celle de la détention, sera jugé par les tribunaux correctionnels, qui se conformeront aux deux articles ci-dessus.*

R. V° *Peine*, 450 s. — **S.** *eod. v°*, 441 s., 185. — *Loi du 22 juill.* 1912 **D. P.** 1912. 4e partie.

Art. 69. (*L.* 22 *juillet* 1912.) Dans tous les cas où le mineur âgé de plus de treize ans et de moins de seize ans n'aura commis qu'un simple délit, la peine qui sera prononcée contre lui ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu seize ans.

Ancien art. 69 [TEXTE DE 1808]. — *Si le coupable n'a encouru qu'une peine correctionnelle, il pourra être condamné à telle peine correctionnelle qui sera jugée convenable, pourvu qu'elle soit au-dessous de la moitié de celle qu'il aurait subie s'il avait eu seize ans.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832] — *Dans tous les cas où le mineur de seize ans n'aura commis qu'un simple délit, la peine qui sera prononcée contre lui ne pourra s'élever au-dessus de la moitié de celle à laquelle il aurait pu être condamné s'il avait eu seize ans.*

R. V° *Peine*, 423 s. — **S.** *eod.* v°, 478 s. — *Loi du 22 juill* 1912 : **D. P.** 1912. 4e partie.

1. La contrainte par corps ne s'applique pas aux condamnés mineurs de seize ans. — Cr. c. 11 avr. 1889, *Bull. crim*, n° 149.

2. Le montant de la peine atténuée à prononcer contre le mineur de seize ans, coupable d'avoir commis avec discernement un simple délit, doit se régler sur le montant de la peine qu'il aurait encourue s'il avait eu plus de seize ans. — Cr. c. 5 mars 1898, D. P. 98. 1. 517.

Art. 70. Les peines *des travaux forcés à perpétuité*, de la déportation *et des travaux forcés à temps* ne seront prononcées contre aucun individu âgé de soixante-dix ans accomplis au moment du jugement.

V. *suprà, sous l'art.* 15, *la loi du* 30 *mai* 1854, *art.* 5, *sur l'exécution de la peine des travaux forcés.*

Art. 71. (*L.* 28 *avril* 1832.) Ces peines seront remplacées, à leur égard, savoir : celle de la déportation, par la détention à perpétuité ; et les autres, par celle de la reclusion, soit à perpétuité, soit à temps, selon la durée de la peine qu'elle remplacera.

Ancien art. 71. — *Ces peines seront remplacées, à leur égard, par celle de la reclusion soit à perpétuité, soit à temps, et selon la durée de la peine qu'elle remplacera.*

Art. 72. Abrogé par L. 30 mai 1854.

Loi du 30 mai 1854,

Sur l'exécution de la peine des travaux forcés (**D. P.** 54. 4. 90).

Art. 5. Les peines des travaux forcés à perpétuité et des travaux forcés à temps ne seront prononcées contre aucun individu âgé de soixante ans accom-

plis au moment du jugement; elles seront remplacées par celle de la reclusion, soit à perpétuité, soit à temps, selon la durée de la peine qu'elle remplacera.

L'article 72 du Code pénal est abroge.

R. v° *Peine*, 457. — **S.** *eod.* v°, 486 s, 609.

L'arrêt qui condamne aux travaux forces l'accusé âge de plus de soixante ans au moment de sa comparution devant la cour d'assises, doit être casse, mais *parte in quâ*, dans cette disposition seulement. — Cr. c. 15 sept. 1892, D. P. 94. 1. 110.

Art. 73. Les aubergistes et hôteliers convaincus d'avoir logé, plus de vingt-quatre heures, quelqu'un qui, pendant son séjour, aurait commis un crime ou un délit, seront civilement responsables des restitutions, des indemnités et des frais adjugés à ceux a qui ce crime ou ce délit aurait causé quelque dommage, faute par eux d'avoir inscrit sur leur registre le nom, la profession et le domicile du coupable; sans préjudice de leur responsabilité dans le cas des articles 1952 et 1953 du Code civil. — *Pén.* 61, 99, 154, 268, 386-4°, 475-2°; *Civ.* 1382.

Art. 74. Dans les autres cas de responsabilité civile qui pourront se présenter dans les affaires criminelles, correctionnelles ou de police, les cours et tribunaux devant qui ces affaires seront portées se conformeront aux dispositions du Code civil, livre III, titre IV, chapitre II. — *Instr.* 2, 161, 194; *Civ.* 1383, 1384.

Des moyens de prévenir la condamnation ou d'en faire cesser les effets.

I. Amnistie.

Loi du 25 février 1875, *relative à l'organisation des pouvoirs publics* (**D. P.** 75. 4. 30). — Art. 3. ... Les amnisties ne peuvent être accordées que par une loi.

V. C. pén. ann., p. 179 s.; et son **Suppl.**, p. 101 s. — **V.** aussi **R.** v° *Amnistie*, 1 s. — **S.** *eod.* v°, 1 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 1 s.

II. Grâce et commutation de peine.

Loi du 17 juin 1871, *sur l'exercice du droit de grâce* (**D. P.** 71. 4. 99). — Art. 2. L'Assemblée nationale délegue le pouvoir de faire grâce au president du conseil des ministres, chef du pouvoir executif de la Republique française.

3. Neanmoins, la grâce ne peut être accordée que par une loi aux ministres et autres fonctionnaires ou dignitaires dont la mise en accusation a eté ordonnée par l'Assemblee nationale.

Loi du 25 février 1875, *relative à l'organisation des pouvoirs publics* (**D. P.** 75. 4. 30). — Art. 3. Le président de la République... a le droit de faire grâce.

V. C. pén. ann., p. 186 s.; et son **Suppl.**, p. 104 s. — V. aussi **R.** v° *Grâce et commutation de peine*, 1 s. — **S.** *eod.* v°, 1 s.

III. Réhabilitation.

En ce qui concerne les conditions, les formes et les effets de la réhabilitation, **V. C. instr. crim.**, art. 619 et suivants.

IV. Prescription.

V., *sur cette matière*, **C. instr. crim.**, art. 635 et suivants

LIVRE TROISIÈME.

DES CRIMES,

DES DÉLITS ET DE LEUR PUNITION.

TITRE PREMIER.

Crimes et délits contre la chose publique.

CHAPITRES Ier-II. — Loi décrétée le 15 février 1810, promulguée le 25 du même mois.
CHAPITRE III. — Loi décrétée le 16 février 1810, promulguée le 26 du même mois.

CHAPITRE PREMIER.

Crimes et délits contre la sûreté de l'État.

SECTION PREMIÈRE.

Des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État.

Art. 75. Tout Français qui aura porté les armes contre la France sera puni de *mort*. — *Avis Cons. d'Ét.* 21 *janv.* 1812.

La peine de mort, quoiqu'elle n'ait pas disparu du texte de l'article 75, non plus que des autres dispositions du même chapitre, à l'exception des seuls articles 86 et 87, est, depuis l'abolition de cette peine en matière politique, implicitement remplacée, dans toutes ces dispositions, par la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée (Constit. 4 nov. 1848, art. 5, D. P. 48. 4. 215 : *L.* 8 *juin* 1850, *art.* 1er, *suprà*, Appendice a l'art. 17).

Art. 76. Quiconque aura pratiqué des machinations ou entretenu des intelligences avec les puissances étrangères ou leurs agents, pour les engager à commettre des hostilités ou à entreprendre la guerre contre la France, ou pour leur en procurer les moyens, sera puni de *mort*.

Cette disposition aura lieu dans le cas même où lesdites machinations ou intelligences n'auraient pas été suivies d'hostilités. — *Pén.* 7, 12, 36, 64, 66 s. — V. *la note*, *suprà*, *art.* 75.

Art. 77. Sera également puni de *mort*, quiconque aura pratiqué des manœuvres ou entretenu des intelligences avec les ennemis de l'État, à l'effet de faciliter leur entrée sur le territoire et dépendances du royaume [*de la République*], ou de leur livrer des villes, forteresses, places, postes, ports, magasins, arsenaux, vaisseaux ou bâtiments appartenant à la France, ou de fournir aux ennemis des secours en soldats, hommes, argent, vivres, armes ou munitions, ou de seconder les progrès de leurs armes sur les possessions ou contre les forces françaises de terre ou de mer, soit en ébranlant la fidélité des officiers, soldats, matelots ou autres, envers le *Roi* et l'État, soit de toute autre manière. — *Pén.* 7, 12, 64, 66, 67. — V. *la note, suprà, art.* 75.

Art. 78. (*L.* 28 *avril* 1832.) Si la correspondance avec les sujets d'une puissance ennemie, sans avoir pour objet l'un des crimes énoncés en l'article précédent, a néanmoins eu pour résultat de fournir aux ennemis des instructions nuisibles à la situation militaire ou politique de la France ou de ses alliés, ceux qui auront entretenu cette correspondance seront punis de la détention, sans préjudice de plus forte peine, dans le cas où ces instructions auraient été la suite d'un concert constituant un fait d'espionnage. — *Pén.* 20, 28.

Ancien art. 78. — ***Si la correspondance avec les sujets d'une puissance ennemie, sans avoir pour objet l'un des crimes énoncés en l'article précédent, a néanmoins eu pour résultat de fournir aux ennemis des instructions nuisibles à la situation militaire ou politique de la France ou de ses alliés, ceux qui auront entretenu cette correspondance seront punis du bannissement, sans préjudice de plus fortes peines dans le cas où ces instructions auraient été la suite d'un concert constituant un fait d'espionnage.***

Art. 79. Les peines exprimées aux articles 76 et 77 seront les mêmes, soit que les machinations ou manœuvres énoncées en ces articles aient été commises envers la France, soient qu'elles l'aient été envers les alliés de la France, agissant contre l'ennemi commun.

Art. 80. Sera puni des peines exprimées en l'article 76, tout fonctionnaire public, tout agent du Gouvernement, ou toute autre personne qui, chargée ou instruite officiellement, ou à raison de son état, du secret d'une négociation ou d'une expédition, l'aura livré aux agents d'une puissance étrangère ou de l'ennemi.

Art. 81. (*L.* 28 *avril* 1832.) Tout fonctionnaire public, tout agent, tout préposé du Gouvernement, chargé, à raison de ses fonctions, du dépôt des plans de fortifications, arsenaux, ports ou rades, qui aura livré ces plans ou l'un de ces plans à l'ennemi ou aux agents de l'ennemi, sera puni de *mort*.

Il sera puni de la détention, s'il a livré ces plans aux agents d'une puissance étrangère neutre ou alliée. — *Pén.* 23, 28 s., 34, 49. — V. *la note, suprà, art.* 75.

Ancien art. 81. — ***Tout fonctionnaire, tout agent, tout préposé du Gouvernement, chargé, à raison de ses fonctions, du dépôt des plans de fortifications, arsenaux, ports ou rades, qui aura livré ces plans ou l'un de ces plans à l'ennemi ou aux agents de l'ennemi, sera puni de mort; et ses biens seront confisqués. — Il sera puni du bannissement, s'il a livré ces plans aux agents d'une puissance étrangère neutre ou alliée.***

Art. 82. Toute autre personne qui, étant parvenue, par corruption,

fraude ou violence, à soustraire lesdits plans, les aura livrés ou à l'ennemi ou aux agents d'une puissance étrangère, sera punie comme le fonctionnaire ou agent mentionné dans l'article précédent, et selon les distinctions qui y sont établies.

Si lesdits plans se trouvaient, sans le préalable emploi de mauvaises voies, entre les mains de la personne qui les a livrés, la peine sera, au premier cas mentionné dans l'article 81, la déportation;

Et au second cas du même article, un emprisonnement de deux à cinq ans.

Art. 83. Quiconque aura recélé ou aura fait recéler les espions ou les soldats ennemis envoyés à la découverte et qu'il aura connus pour tels, sera condamné à la peine de *mort*. — *Pén.* 12, 62, 63. — V. *la note, suprà, art.* 75.

R. VIS *Délit politique*, 1 s.; *Crimes et délits contre la sûreté de l'État*, 1 s. — **S.** VIS *Délit politique*, 1 s.; *Crimes et délits contre la sûreté de l'État*, 1 s.

Loi du 18 avril 1886,

Établissant des pénalités contre l'espionnage (**D. P.** 86. 4. 58)

Art. 1er. Sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 1000 a 5000 francs :

1° Tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement, qui aura livré ou communiqué à une personne non qualifiée pour en prendre connaissance ou qui aura divulgué, en tout ou en partie, les plans, écrits ou documents secrets intéressant la défense du territoire ou la sûreté extérieure de l'Etat, qui lui étaient confiés, ou dont il avait connaissance à raison de ses fonctions. La révocation s'ensuivra de plein droit;

2° Tout individu qui aura livré ou communiqué à une personne non qualifiée pour en prendre connaissance, ou qui aura divulgué, en tout ou en partie, les plans, écrits ou documents ci-dessus énoncés qui lui ont été confiés ou dont il aura eu connaissance soit officiellement, soit à raison de son état, de sa profession, ou d'une mission dont il aura été chargé;

3° Toute personne qui, se trouvant dans un des cas prévus dans les deux paragraphes précédents, aura communiqué ou divulgué des renseignements tirés desdits plans, écrits ou documents.

2. Toute personne autre que celles énoncées dans l'article précédent, qui, s'étant procuré lesdits plans, écrits ou documents, les aura livrés à d'autres personnes, ou qui, en ayant eu connaissance, aura communiqué ou divulgué des renseignements qui y étaient contenus, sera punie d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 500 à 3000 francs. La publication ou la reproduction de ces plans, écrits ou documents sera punie de la même peine.

3. La peine d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 300 à 3000 francs sera appliquée à toute personne qui, sans qualité pour en prendre connaissance, se sera procuré lesdits plans, écrits ou documents.

4. Celui qui, par négligence ou par inobservation des règlements, aura laissé soustraire, enlever ou détruire les plans, écrits ou documents secrets qui lui étaient confiés, à raison de ses fonctions, de son état ou de sa profession, ou d'une mission dont il était chargé, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 à 2000 francs.

5. Sera punie d'un emprisonnement de un à cinq ans et d'une amende de 1000 à 5000 francs :

1° Toute personne qui, à l'aide d'un déguisement ou d'un faux nom, ou en

dissimulant sa qualité, sa profession ou sa nationalite, se sera introduite dans une place forte, un poste, un navire de l'État ou dans un établissement militaire ou maritime;

2° Toute personne qui, déguisée ou sous un faux nom ou en dissimulant sa qualité, sa profession ou sa nationalité, aura levé des plans, reconnu des voies de communication ou recueilli des renseignements intéressant la defense du territoire ou la sûreté extérieure de l'État.

6. Celui qui, sans autorisation de l'autorité militaire ou maritime, aura exécuté des levés ou opérations de topographie dans un rayon d'un myriamètre autour d'une place forte, d'un poste, ou d'un établissement militaire ou maritime, à partir des ouvrages avancés, sera puni d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 100 à 1 000 francs.

7. La peine d'un emprisonnement de six jours à six mois, et d'une amende de seize à cent francs sera appliquée à celui qui, pour reconnaître un ouvrage de défense, aura franchi les barrières, palissades ou autres clôtures etablies sur le terrain militaire, ou qui aura escaladé les revêtements et les talus des fortifications.

8. Toute tentative de l'un des délits prévus par les articles 1er, 2, 3 et 5 de la présente loi, sera considérée comme le délit lui-même.

9. Sera punie comme complice toute personne qui, connaissant les intentions des auteurs des délits prévus par la présente loi, leur aura fourni logement, lieu de retraite ou de reunion, ou qui aura sciemment recéle les objets et instruments ayant servi ou devant servir à commettre ces délits.

10. Sera exempt de la peine qu'il aurait personnellement encourue le coupable qui, avant la consommation de l'un des délits prévus par la présente loi, ou avant toute poursuite commencée, en aura donné connaissance aux autorités administratives ou de police judiciaire, ou qui, même après les poursuites commencées, aura procuré l'arrestation des coupables ou de quelques-uns d'entre eux.

11. La poursuite de tous les délits prévus par la présente loi aura lieu devant le tribunal correctionnel et suivant les règles édictées par le Code d'instruction criminelle. Toutefois, les militaires, marins ou assimilés, demeureront soumis aux juridictions spéciales dont ils relèvent, conformément aux Codes de justice militaire des armées de terre et de mer.

12. Indépendamment des peines edictées par la presente loi, le tribunal pourra prononcer, pour une durée de cinq ans au moins, et de dix ans au plus, l'interdiction de tout ou partie des droits civiques, civils et de famille énoncés en l'article 42 du Code pénal, ainsi que l'interdiction de séjour prévue par l'article 19 de la loi du 28 mai 1885.

13. L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits prévus par la présente loi.

V. **Suppl. au C. pén. ann.**, p. 108 s. — V. aussi **S.** v° *Crimes et délits contre la sûreté de l'État*, 15 s.

Loi du 1er juillet 1901,

Relative au contrat d'association (**D. P.** 1901. 4. 105 s).

Art. 12. Les associations composées en majeure partie d'étrangers, celles ayant des administrateurs étrangers ou leur siège à l'étranger, et dont les agissements seraient de nature soit à fausser les conditions normales du marché des valeurs ou des marchandises, soit à menacer la sûreté intérieure ou exterieure de l'État, dans les conditions prévues par les articles 75 à 101 du Code pénal, pourront être dissoutes par décret du président de la République rendu en conseil des ministres.

Les fondateurs, directeurs ou administrateurs de l'association qui se serait

maintenue ou reconstituée illégalement après le decret de dissolution seront punis des peines portées à l'article 8, § 2 (16 à 5000 *francs d'amende et emprisonnement de six jours à un an*).

Art. 84. Quiconque aura, par des actions hostiles, non approuvées par le Gouvernement, exposé l'État à une déclaration de guerre, sera puni du bannissement; et, si la guerre s'en est suivie, de la déportation. — *Pén.* 17, 28, 32, 48.

Art. 85. Quiconque aura, par des actes non approuvés par le Gouvernement, exposé des Français à éprouver des représailles, sera puni du bannissement. — *Pén.* 28, 32 s., 48.

R. v° *Crimes et délits contre l'État*, 67 s. — **S.** *eod. v°*, 24 s.

SECTION II.

Des crimes contre la sûreté intérieure de l'État.

§ 1er. — Des attentats et complots dirigés contre « l'empereur et sa famille ».

Art. 86. (*L.* 10 *juin* 1853.) L'attentat contre la vie ou contre la personne de l'*empereur* est puni de la peine du parricide.

L'attentat contre la vie des membres de la *famille impériale* est puni de la peine de mort.

L'attentat contre la personne des membres de la *famille impériale* est puni de la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée.

Toute offense commise publiquement envers la personne de l'*empereur* est punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 500 francs à 10 000 francs.

Le coupable peut, en outre, être interdit de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42, pendant un temps égal à celui de l'emprisonnement auquel il a été condamné. Ce temps court à compter du jour où il a subi sa peine.

Toute offense commise publiquement envers les membres de la *famille impériale* est punie d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 100 francs à 5 000 francs. — *Pén.* 13, 299, 302, 323.

Ancien art. 86 [TEXTE DE 1810]. — *L'attentat ou le complot contre la vie ou contre la personne de l'empereur est crime de lèse-majesté; ce crime est puni comme parricide, et emporte de plus la confiscation des biens.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] *L'attentat contre la vie ou contre la personne du roi est puni de la peine du parricide. — L'attentat contre la vie ou contre la personne des membres de la famille royale est puni de la peine de mort. — Toute offense commise publiquement envers la personne du roi sera punie d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de cinq cents francs à dix mille francs. Le coupable pourra, en outre, être interdit de tout ou partie des droits mentionnés en l'article* 42, *pendant un temps égal à celui de l'emprisonnement auquel il aura été condamné. Ce temps courra à compter du jour où le coupable aura subi sa peine*

Les dispositions de l'article 86 du Code pénal, relatives à l'empereur et aux membres de la famille impériale, ont été abrogées implicitement par l'effet de l'avènement du régime républicain : le président de la République et les membres de sa famille sont, en ce qui touche les attentats contre la vie ou contre la personne, protégés uniquement par le droit commun.

*Quant à l'*offense *au président de la République, et on comprend sous cette dénomination l'outrage, la diffamation et l'injure, elle est aujourd'hui punie par l'article* 26 *de la loi sur la presse du* 29 *juillet* 1881.

Art. 87. (*L.* 10 *juin* 1853.) L'attentat dont le but est, soit de détruire ou de changer le Gouvernement ou l'ordre de *successibilité au trône*, soit d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'*autorité impériale*, est puni de la peine de la déportation dans une enceinte fortifiée.

Ancien art. 87 [TEXTE DE 1810]. — *L'attentat ou le complot contre la vie ou la personne des membres de la famille impériale ; — L'attentat ou le complot dont le but sera, — Soit de détruire ou de changer le Gouvernement ou l'ordre de successibilité au trône, — Soit d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité impériale, — Seront punis de la peine de mort et de la confiscation des biens.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *L'attentat dont le but sera soit de détruire, soit de changer le Gouvernement ou l'ordre de successibilité au trône, soit d'exciter les citoyens ou habitants à s'armer contre l'autorité royale, sera puni de mort.*

Bien que l'article 87 *se réfère au régime monarchique, il est applicable à l'attentat commis contre le gouvernement républicain.*

Art. 88. (*L.* 28 *avril* 1832.) L'exécution ou la tentative constitueront seules l'attentat.

Ancien art. 88. — *Il y a attentat dès qu'un acte est commis ou commencé pour parvenir à l'exécution de ces crimes, quoiqu'ils n'aient pas été consommés.*

Art. 89. (*L.* 28 *avril* 1832.) Le complot ayant pour but les crimes mentionnés aux articles 86 et 87, s'il a été suivi d'un acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution, sera puni de la déportation.

S'il n'a été suivi d'aucun acte commis ou commencé pour en préparer l'exécution, la peine sera celle de la détention.

Il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux ou plusieurs personnes.

S'il y a eu proposition faite et non agréée de former un complot pour arriver aux crimes mentionnés dans les articles 86 et 87, celui qui aura fait une telle proposition sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans. Le coupable pourra de plus être interdit, en tout ou en partie, des droits mentionnés en l'article 42.

Ancien art. 89. — *Il y a complot dès que la résolution d'agir est concertée et arrêtée entre deux conspirateurs ou un plus grand nombre, quoiqu'il n'y ait pas eu d'attentat*

Art. 90. (*L.* 28 *avril* 1832.) Lorsqu'un individu aura formé seul la résolution de commettre l'un des crimes prévus par l'article 86, et qu'un acte pour en préparer l'exécution aura été commis ou commencé par lui seul et sans assistance, la peine sera celle de la détention. — *Pén.* 20, 28, 49.

Ancien art. 90. — *S'il n'y a pas eu de complot arrêté, mais une proposition faite et non agréée d'en former un pour arriver au crime mentionné dans l'article* 86, *celui qui aura fait une telle proposition sera puni de la reclusion. — L'auteur de toute proposition non agréée tendant à l'un des crimes énoncés dans l'article* 87, *sera puni du bannissement*

R. v° *Crimes et délits contre la sûreté de l'État*, 75 s. — **S.** *eod.* v°, 35 s.

Loi du 10 *juin* 1853 : **D. P.** 53 4. 111.

§ 2. — Des crimes tendant à troubler l'État par la guerre civile, l'illégal emploi de la force armée, la dévastation et le pillage publics.

Art. 91. (*L.* 28 *avril* 1832.) L'attentat dont le but sera, soit d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens ou habitants à s'armer

les uns contre les autres, soit de porter la dévastation, le massacre et le pillage, dans une ou plusieurs communes, sera puni de *mort*.

Le complot ayant pour but l'un des crimes prévus au présent article, et la proposition de former ce complot, seront punis des peines portées en l'article 89, suivant les distinctions qui y sont établies. — V. *la note, suprà, art.* 75.

Ancien art. 91. — *L'attentat ou le complot dont le but sera, — Soit d'exciter la guerre civile en armant ou en portant les citoyens ou habitants à s'armer les uns contre les autres, — Soit de porter la dévastation, le massacre et le pillage dans une ou plusieurs communes, — Seront punis de la peine de mort, et les biens des coupables séront confisqués.*

Art. 92. Seront punis de *mort*, ceux qui auront levé ou fait lever des troupes armées, engagé ou enrôlé, fait engager ou enrôler des soldats, ou leur auront fourni ou procuré des armes ou munitions, sans ordre ou autorisation du pouvoir légitime. — V. *la note, suprà, art.* 75.

Art. 93. Ceux qui, sans droit ou motif légitime, auront pris le commandement d'un corps d'armée, d'une troupe, d'une flotte, d'une escadre, d'un bâtiment de guerre, d'une place forte, d'un poste, d'un port, d'une ville;

Ceux qui auront retenu, contre l'ordre du Gouvernement, un commandement militaire quelconque;

Les commandants qui auront tenu leur armée ou troupe rassemblée, après que le licenciement ou la séparation en auront été ordonnés,

Seront punis de la peine de *mort*. — *Pén.* 7, 12, 94. — V. *la note, supra, art.* 75.

Art. 94. Toute personne qui, pouvant disposer de la force publique, en aura requis ou ordonné, fait requérir ou ordonner l'action ou l'emploi contre la levée des gens de guerre légalement établie, sera punie de la déportation.

Si cette réquisition ou cet ordre ont été suivis de leur effet, le coupable sera puni de *mort*. — V. *la note, suprà, art.* 75.

Art. 95. Tout individu qui aura incendié ou détruit, par l'explosion d'une mine, des édifices, magasins, arsenaux, vaisseaux, ou autres propriétés appartenant à l'État sera puni de *mort*. — *Pén.* 434 s. — V. *la note, suprà, art.* 75.

Il convient de rapprocher des articles 93 *et* 94 *l'article* 25 *de la loi du* 29 *juillet* 1881 (*infrà*, Appendice au présent Code), *aux termes duquel toute provocation adressée à des militaires des armées de terre et de mer dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs est punie d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de* 16 *a* 100 *francs.*

Art. 96. Quiconque, soit pour envahir des domaines, propriétés ou deniers publics, places, villes, forteresses, postes, magasins, arsenaux, ports, vaisseaux ou bâtiments appartenant à l'État, soit pour piller ou partager des propriétés publiques ou nationales, ou celles d'une généralité de citoyens, soit enfin pour faire attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces crimes, se sera mis à la tête de bandes armées, ou y aura exercé une fonction ou commandement quelconque, sera puni de *mort*.

Les mêmes peines seront appliquées à ceux qui auront dirigé l'association, levé ou fait lever, organisé ou fait organiser les bandes, ou leur auront, sciemment et volontairement, fourni ou procuré des armes, munitions et instruments de crime, ou envoyé des convois de subsistances, ou qui auront de toute autre manière pratiqué des intelligences avec les directeurs ou commandants des bandes. — *Pen.* 209, 210, 265, 267, 313, 440. — V. *la note, suprà, art.* 75.

Art. 97. Dans le cas où l'un ou plusieurs des crimes mentionnés aux articles 86, 87 et 91 auront été exécutés ou simplement tentés par une bande, la peine de *mort* sera appliquée, sans distinction de grades, à tous les individus faisant partie de la bande et qui auront été saisis sur le lieu de la réunion séditieuse.

Sera puni des mêmes peines, quoique non saisi sur le lieu, quiconque aura dirigé la sédition, ou aura exercé dans la bande un emploi ou commandement quelconque. — V. *la note, supra, art.* 75.

Art. 98. Hors le cas où la réunion séditieuse aurait eu pour objet ou résultat l'un ou plusieurs des crimes énoncés aux articles 86, 87 et 91, les individus faisant partie des bandes dont il est parlé ci-dessus, sans y exercer aucun commandement ni emploi, et qui auront été saisis sur les lieux, seront punis de la déportation. — *Pén.* 17.

Art. 99. Ceux qui, connaissant le but et le caractère desdites bandes, leur auront, sans contrainte, fourni des logements, lieux de retraite ou de réunion, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps. — *Pén.* 47, 61, 73, 268.

Art. 100. Il ne sera prononcé aucune peine, pour le fait de sédition, contre ceux qui, ayant fait partie de ces bandes sans y exercer aucun commandement et sans y remplir aucun emploi ni fonctions, se seront retirés au premier avertissement des autorités civiles ou militaires, ou même depuis, lorsqu'ils n'auront été saisis que hors des lieux de la réunion séditieuse, sans opposer de résistance et sans armes.

Ils ne seront punis, dans ces cas, que des crimes particuliers qu'ils auraient personnellement commis; et néanmoins ils pourront être renvoyés, pour cinq ans ou au plus jusqu'à dix, *sous la surveillance spéciale de la haute police.* — *Pén.* 11, 44, 45, 49, 65, 213, 434, 441; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Art. 101. Sont compris dans le mot *armes*, toutes machines, tous instruments ou ustensiles tranchants, perçants ou contondants.

Les couteaux et ciseaux de poche, les cannes simples, ne seront réputés armes qu'autant qu'il en aura été fait usage pour tuer, blesser ou frapper. — *Pén.* 212, 314, 315, 381, 385.

R. v° *Crimes et délits contre la sûreté de l'État*, 120 s. — **S.** *cod.* v°, 40 s.

Disposition commune aux deux paragraphes de la présente section.

Art. 102. Abrogé par L. 17 mai 1819.

SECTION III.

De la révélation et de la non-révélation des crimes qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de l'État.

Art. 103 à 107. Abrogés par L. 28 avril 1832.

Art. 108. (*L. 28 avril* 1832.) Seront exemptés des peines prononcées contre les auteurs de complots ou d'autres crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, ceux des coupables qui, avant toute exécution ou tentative de ces complots ou de ces crimes, et avant toutes poursuites commencées, auront les premiers donné au Gouvernement ou aux autorités administratives ou de police judiciaire, connaissance de ces complots ou crimes, et de leurs auteurs ou complices, ou qui, même depuis le commencement des poursuites, auront procuré l'arrestation desdits auteurs ou complices.

Les coupables qui auront donné ces connaissances ou procuré ces arrestations, pourront néanmoins être condamnés à rester pour la vie ou à temps sous la surveillance de la haute police. — *Pén.* 11, 44, 45, 49, 50, 59 s., 86 s., 91 s., 138, 144.

Ancien art. 108. — *Seront exemptés des peines prononcées contre les auteurs des complots ou d'autres crimes attentatoires à la sûreté intérieure ou extérieure de l'État, ceux des coupables qui, avant toute exécution ou tentative de ces complots ou de ces crimes, et avant toutes poursuites commencées, auront les premiers donné, aux autorités mentionnées en l'article* 103, *connaissance de ces complots ou crimes et de leurs auteurs ou complices, ou qui, même depuis le commencement des poursuites, auront procuré l'arrestation desdits auteurs ou complices. — Les coupables qui auront donné ces connaissances ou procuré ces arrestations pourront néanmoins être condamnés à rester pour la vie ou à temps sous la surveillance spéciale de la haute police.*

Le dernier paragraphe de l'article 108 *se trouve abrogé implicitement par la disposition de l'article* 46, § 1, *suivant laquelle, « en aucun cas, la durée de la surveillance ne pourra excéder vingt années. »*

R. V° *Crimes et délits contre la sûreté de l'État*, 164 s.

CHAPITRE II.

Crimes et délits contre la Charte constitutionnelle [*la Constitution*].

SECTION PREMIÈRE.

Des crimes et délits relatifs à l'exercice des droits civiques.

Art. 109. Lorsque par attroupement, voies de fait ou menaces, on aura empêché un ou plusieurs citoyens d'exercer leurs droits civiques, chacun des coupables sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et de l'interdiction du droit de voter et d'être eligible pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Art. 110. Si ce crime a été commis par suite d'un plan concerté pour être exécuté soit dans tout le royaume [*toute la République*], soit dans un ou plusieurs départements, soit dans un ou plusieurs arrondissements communaux, la peine sera le bannissement.

Art. 111. (*L. 28 avril* 1832.) Tout citoyen qui, étant chargé, dans un

scrutin, du dépouillement des billets contenant les suffrages des citoyens, sera surpris falsifiant ces billets, ou en soustrayant de la masse, ou y en ajoutant, ou inscrivant sur les billets des votants non lettrés des noms autres que ceux qui lui auraient été déclarés, sera puni de la peine de la dégradation civique.

Ancien art. 111. — *Tout citoyen qui, étant chargé, dans un scrutin, du dépouillement des billets contenant les suffrages des citoyens, sera surpris falsifiant ces billets ou en soustrayant de la masse, ou y en ajoutant, ou inscrivant sur les billets des votants non lettrés des noms autres que ceux qui auraient été déclarés, sera puni de la peine du carcan.*

Art. 112. Toutes autres personnes coupables des faits énoncés dans l'article précédent, seront punies d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et de l'interdiction du droit de voter et d'être éligibles pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Art. 113. Tout citoyen qui aura, dans les élections, acheté ou vendu un suffrage à un prix quelconque, sera puni d'interdiction des droits de citoyen et de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Seront en outre, le vendeur et l'acheteur du suffrage, condamnés chacun à une amende double de la valeur des choses reçues ou promises.

Décret organique du 2 février 1852, *pour l'élection des députés au Corps législatif* (**D. P.** 52. 4. 49). — Art. 31. Toute personne qui se sera fait inscrire sur la liste electorale sous de faux noms ou de fausses qualites, ou aura, en se faisant inscrire, dissimule une incapacité prevue par la loi, ou aura reclamé et obtenu une inscription sur deux ou plusieurs listes, sera punie d'un emprisonnement d'un mois a un an et d'une amende de 100 à 1 000 francs.

32. Celui qui, déchu du droit de voter, soit par suite d'une condamnation judiciaire, soit par suite d'une faillite non suivie de réhabilitation, aura voté, soit en vertu d'une inscription sur les listes antérieures à sa dechéance, soit en vertu d'une inscription postericure, mais operée sans sa participation, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours a trois mois et d'une amende de 20 a 500 francs.

33. Quiconque aura vote dans une assemblée electorale, soit en vertu d'une inscription obtenue dans les deux premiers cas prevus par l'article 31, soit en prenant faussement les noms et les qualites d'un electeur inscrit, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 200 francs à 2 000 francs.

34. Sera puni de la même peine, tout citoyen qui aura profite d'une inscription multiple pour voter plus d'une fois.

35. Quiconque étant charge, dans un scrutin, de recevoir, compter ou dépouiller les bulletins contenant les suffrages des citoyens, aura soustrait, ajoute ou altere des bulletins, ou lu un nom autre que celui inscrit, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 500 francs à 5 000 francs.

36. La même peine sera appliquee à tout individu qui, charge par un electeur d'ecrire son suffrage, aura inscrit sur le bulletin un nom autre que celui qui lui etait designe.

37. L'entree dans l'assemblee electorale avec armes apparentes est interdite. En cas d'infraction, le contrevenant sera passible d'une amende de 16 a 100 francs. La peine sera d'un emprisonnement de quinze jours a trois mois et d'une amende de 50 francs à 300 francs, si les armes etaient cachees.

38. Quiconque aura donne, promis ou reçu des deniers, effets ou valeurs quelconques, sous la condition soit de donner ou de procurer un suffrage, soit de s'abstenir de voter, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 500 francs a 5 000 francs. Seront punis des memes peines, ceux qui, sous les mêmes conditions, auront fait ou accepte l'offre ou la promesse d'emplois publics ou prives. Si le coupable est fonctionnaire public, la peine sera du double.

39. Ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un electeur, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne sa famille ou sa fortune, l'auront détermine à s'abstenir de voter, ou auront influencé un vote, seront punis d'un emprisonnement d'un mois a un an et d'une amende de

100 francs à 1000 francs : la peine sera du double si le coupable est fonctionnaire public.

40. Ceux qui, à l'aide de fausses nouvelles, bruits calomnieux, ou autres manœuvres frauduleuses, auront surpris ou detourné des suffrages, determine un ou plusieurs electeurs à s'abstenir de voter, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 francs à 2000 francs.

41. Lorsque, par attroupements, clameurs ou demonstrations menaçantes, on aura trouble les operations d'un collège électoral, porté atteinte à l'exercice du droit électoral ou à la liberté du vote, les coupables seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 francs à 2000 francs.

42. Toute irruption dans un collège electoral consommee ou tentée avec violence, en vue d'empêcher un choix, sera punie d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 1000 francs a 5000 francs.

43. Si les coupables etaient porteurs d'armes, ou si le scrutin a ete viole, la peine sera la reclusion.

44. Elle sera des travaux forces à temps, si le crime a ete commis par suite d'un plan concerté pour être execute soit dans toute la République, soit dans un ou plusieurs departements, soit dans un ou plusieurs arrondissements.

45. Les membres d'un collège electoral qui, pendant la reunion, se seront rendus coupables d'outrages ou de violences, soit envers le bureau, soit envers l'un de ses membres, ou qui, par voies de fait ou menaces, auront retardé ou empêche les opérations electorales, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 francs à 2000 francs. Si le scrutin a été violé, l'emprisonnement sera d'un an a cinq ans, et l'amende de 1000 francs a 5000 francs.

46. L'enlevement de l'urne contenant les suffrages emis et non encore dépouilles sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 1000 francs a 5000 francs. Si cet enlevement a ete effectue en réunion et avec violence, la peine sera la reclusion.

47. La violation du scrutin faite, soit par les membres du bureau, soit par les agents de l'autorité préposes à la garde des bulletins non encore depouilles, sera punie de la reclusion.

48. Les crimes prevus par la presente loi seront juges par la cour d'assises, et les delits par les tribunaux correctionnels ; l'article 463 du Code penal pourra être applique.

49. En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prevus par la presente loi et commis anterieurement au premier acte de poursuite, la peine la plus forte sera seule appliquée.

50. L'action publique et l'action civile seront prescrites après trois mois, à partir du jour de la proclamation du resultat de l'election.

51. La condamnation, s'il en est prononce, ne pourra, en aucun cas, avoir pour effet d'annuler l'election declarée valide par les pouvoirs competents, ou dûment definitive par l'absence de toute protestation regulière formee dans les delais voulus par les lois speciales.

Pour tout ce qui concerne les dispositions pénales en matière électorale, **V. C. adm. ann.**, t. 1er, vo *Elections*, p. 1057, nos 4850 s. — V. aussi **R.** vo *Droit politique*, 37 s ; **S.** *eod. vo*, 12 s.

Loi organique du 2 août 1875, *sur les élections des sénateurs* (**D. P.** 75 4. 117), *modifiée par la loi du 9 décembre* 1884, *art.* 8 (**D. P.** 85. 4. 1) — Art. 19. (*L. 9 décembre* 1884.) Toute tentative de corruption ou de contrainte par l'emploi des moyens enonces dans les articles 177 et suivants du Code penal, pour influencer le vote d'un electeur ou le determiner à s'abstenir de voter, sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante a cinq cents francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux peines édictees par le present article.

. . . . . .

27 Sont applicables à l'election du Senat toutes les dispositions de la loi electorale relatives : .. 2o aux delits, poursuites et pénalités.

V., *à cet égard*, **C. adm. ann.**, t. 1er, vo *Élections*, p. 919, nos 641, 663 s. — V. aussi **R.** vo *Droit politique*, 37 s. ; **S.** *eod. vo*, 12 s.

Loi organique du 30 novembre 1875 *sur l'élection des députés* (**D. P.** 76. 4 4). — Art. 3. ... Il est interdit à tout agent de l'autorite publique ou municipale de distribuer des bulletins de vote, professions de foi et circulaires des candidats.

Les dispositions de l'article 19 de la loi organique du 2 août 1875, sur les élections des sénateurs, seront appliquées aux elections des députes.

. . . . . .

22. Toute infraction aux dispositions prohibitives de l'article 3, § 3, de la présente loi, sera punie d'une amende de 16 francs à 300 francs. Neanmoins le tribunal de police correctionnelle pourra faire application de l'article 463 du Code pénal.

V., *à cet égard*, **C. adm. ann.**, t. 1er, vo *Élections*, p. 943, nos 1400 s.; p. 965, nos 2010 s.; p. 1196, nos 9002 s. — V. aussi **R.** vo *Droit politique*, 37 s.; **S.** *eod. vo*, 12 s.

SECTION II.

Attentats à la liberté.

Art. 114. Lorsqu'un fonctionnaire public, un agent ou un préposé du Gouvernement, aura ordonné ou fait quelque acte arbitraire ou attentatoire soit à la liberté individuelle, soit aux droits civiques d'un ou de plusieurs citoyens, soit à la Charte [*à la Constitution*], il sera condamné à la peine de la dégradation civique.

Si néanmoins il justifie qu'il a agi par ordre de ses supérieurs pour des objets du ressort de ceux-ci, sur lesquels il leur était dû l'obéissance hiérarchique, il sera exempt de la peine, laquelle sera, dans ce cas, appliquée seulement aux supérieurs qui auront donné l'ordre. — *Pén.* 64, 190, 341.

Art. 115. Si c'est un ministre qui a ordonné ou fait les actes ou l'un des actes mentionnés en l'article précédent, et si, après les invitations mentionnées dans les articles 63 et 67 du sénatus-consulte du 28 floréal an XII, il a refusé ou négligé de faire réparer ces actes dans les délais fixés par ledit acte, il sera puni du bannissement. — *Pén.* 8, 28, 32, 36, 48.

Art. 116. Si les ministres prévenus d'avoir ordonné ou autorisé l'acte contraire à la Charte [*à la Constitution*], prétendent que la signature à eux imputée leur a été surprise, ils seront tenus, en faisant cesser l'acte, de dénoncer celui qu'ils déclareront auteur de la surprise; sinon ils seront poursuivis personnellement.

Art. 117. Les dommages-intérêts qui pourraient être prononcés à raison des attentats exprimés dans l'article 114, seront demandés, soit sur la poursuite criminelle, soit par la voie civile, et seront réglés, eu égard aux personnes, aux circonstances et au préjudice souffert, sans qu'en aucun cas, et quel que soit l'individu lésé, lesdits dommages-intérêts puissent être au-dessous de 25 francs pour chaque jour de détention illégale et arbitraire et pour chaque individu. — *Pén.* 10, 51 s.; *Instr.* 1 s.; *Civ.* 1382; *Pr.* 128.

Art. 118. Si l'acte contraire à la Charte [*à la Constitution*] a été fait d'après une fausse signature du nom d'un ministre ou d'un fonctionnaire public, les auteurs du faux et ceux qui en auront sciemment fait usage, seront punis des travaux forcés à temps, dont le *maximum* sera toujours appliqué dans ce cas. — *Pén.* 7, 19, 145, 147, 148.

Art. 119. Les fonctionnaires publics chargés de la police administrative ou judiciaire, qui auront refusé ou négligé de déférer à une réclamation légale tendant à constater les détentions illégales et arbitraires, soit

dans les maisons destinées à la garde des détenus, soit partout ailleurs, et qui ne justifieront pas les avoir dénoncées à l'autorité supérieure, seront punis de la dégradation civique, et tenus des dommages-intérêts, lesquels seront réglés comme il est dit dans l'article 117. — *Pén.* 10, 51 s.; *Instr.* 1 s., 615, 616; *Civ.* 1382; *Pr.* 128.

Art. 120. Les gardiens et concierges des maisons de dépôt, d'arrêt, de justice ou de peine, qui auront reçu un prisonnier sans mandat ou jugement, ou sans ordre provisoire du Gouvernement; ceux qui l'auront retenu, ou auront refusé de le représenter à l'officier de police ou au porteur de ses ordres, sans justifier de la défense du procureur du Roi [*du procureur de la République*] ou du juge; ceux qui auront refusé d'exhiber leurs registres à l'officier de police, seront, comme coupables de détention arbitraire, punis de six mois à deux ans d'emprisonnement, et d'une amende de 16 francs à 200 francs. — *Pén.* 9, 40 s.; *Instr.* 609, 618.

Art. 121. Seront, comme coupables de forfaiture, punis de la dégradation civique, tout officier de police judiciaire, tous procureurs généraux ou du Roi [*de la République*], tous substituts, tous juges, qui auront provoqué, donné ou signé un jugement, une ordonnance ou un mandat tendant à la poursuite personnelle ou accusation, soit d'un ministre, soit d'un membre de la Chambre des pairs [*du Sénat*], de la Chambre des députés ou du Conseil d'État, sans les autorisations prescrites par les lois de l'État; ou qui, hors les cas de flagrant delit ou de clameur publique, auront, sans les mêmes autorisations, donné ou signé l'ordre ou le mandat de saisir ou arrêter un ou plusieurs ministres, ou membres de la Chambre des pairs [*du Sénat*], de la Chambre des députés ou du Conseil d'État. — *Pén.* 8, 34, 36, 126, 129, 166, 167; *Instr.* 484 s.

Loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, *sur les rapports des pouvoirs publics* **(D. P.** 75. 4. 114). — Art. 14. Aucun membre de l'une ou de l'autre Chambre ne peut, pendant la duree de la session, être poursuivi ou arrêté, en matiere criminelle ou correctionnelle, qu'avec l'autorisation de la Chambre dont il fait partie, sauf le cas de flagrant delit.

La détention ou la poursuite d'un membre de l'une ou de l'autre Chambre est suspendue pendant la session, et pour toute sa durée, si la Chambre le requiert.

Art. 122. Seront aussi punis de la dégradation civique les procureurs généraux ou du Roi [*de la République*], les substituts, les juges ou les officiers publics qui auront retenu ou fait retenir un individu hors des lieux déterminés par le Gouvernement ou par l'administration publique, ou qui auront traduit un citoyen devant une cour d'assises, sans qu'il ait été préalablement mis légalement en accusation. — *Pén.* 8, 34, 127, 341; *Instr.* 271, 603, 615 s.

R. v° *Liberté individuelle*, 1 s. — **S.** *eod. v°*, 1 s. — **V.** aussi **C. adm. ann.**, t. 1er, v° *Lois constitutionnelles*, p. 59, nos 785 s.

La responsabilité des ministres pour crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions est aujourd'hui expressément consacrée par l'article 12 *de la loi constitutionnelle du* 16 *juillet* 1875, *aux termes duquel les ministres sont mis en accusation par la Chambre des députés et jugés par le Sénat, constitué à cet effet en Haute cour de justice aux termes de l'article* 9 *de la loi du* 24 *février* 1871. — *Une loi du* 10 *avril* 1889 *a réglé la procédure a suivre devant le Sénat pour juger toute per-*

sonne inculpée d'attentat commis contre la sûreté de l'État; mais la procédure à suivre dans le cas où le Sénat serait appelé à juger, soit les ministres accusés de crimes commis dans l'exercice de leurs fonctions, soit le président de la République, a été réservée pour faire l'objet d'une loi ultérieure.

SECTION III.

Coalition des fonctionnaires.

Art. 123. Tout concert de mesures contraires aux lois, pratiqué soit par la réunion d'individus ou de corps dépositaires de quelque partie de l'autorité publique, soit par députation ou correspondance entre eux, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, contre chaque coupable, qui pourra de plus être condamné à l'interdiction des droits civiques, et de tout emploi public, pendant dix ans au plus. — *Pén.* 9, 40 s.

Art. 124. Si, par l'un des moyens exprimés ci-dessus, il a été concerté des mesures contre l'exécution des lois ou contre les ordres du Gouvernement, la peine sera le bannissement.

Si ce concert a eu lieu entre les autorités civiles et les corps militaires ou leurs chefs, ceux qui en seront les auteurs ou provocateurs seront punis de la déportation; les autres coupables seront bannis. — *Pén.* 7, 8, 17, 28, 32-34, 36, 48.

Art. 125. Dans le cas où ce concert aurait eu pour objet ou résultat un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'État, les coupables seront punis de *mort*. — *Pén.* 7, 12, 86, 89, 91. — V. *la note, suprà, art.* 75.

Art. 126. Seront coupables de forfaiture, et punis de la dégradation civique,

Les fonctionnaires publics qui auront, par délibération, arrêté de donner des démissions dont l'objet ou l'effet serait d'empêcher ou de suspendre soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement d'un service quelconque. — *Pén.* 8, 34, 36, 127, 166.

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 9 s — **S.** *eod* v°, 12.

SECTION IV.

Empiétement des autorités administratives et judiciaires.

Art. 127. Seront coupables de forfaiture, et punis de la dégradation civique:

1° Les juges, les procureurs généraux ou du Roi [*de la République*], ou leurs substituts, les officiers de police, qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, soit par des règlements contenant des dispositions législatives, soit en arrêtant ou en suspendant l'exécution d'une ou de plusieurs lois, soit en délibérant sur le point de savoir si les lois seront publiées ou exécutées;

2° Les juges, les procureurs généraux ou du Roi [*de la République*], ou leurs substituts, les officiers de police judiciaire, qui auraient excédé leur

pouvoir, en s'immisçant dans les matières attribuées aux autorités administratives, soit en faisant des règlements sur ces matières, soit en défendant d'exécuter les ordres émanés de l'Administration, ou qui, ayant permis ou ordonné de citer des administrateurs pour raison de l'exercice de leurs fonctions, auraient persisté dans l'exécution de leurs jugements ou ordonnances, nonobstant l'annulation qui en aurait été prononcée ou le conflit qui leur aurait été notifié. — *Pén.* 8, 34, 36, 128 s.; *Civ.* 5.

Art. 128. Les juges qui, sur la revendication formellement faite par l'autorité administrative d'une affaire portée devant eux, auront néanmoins procédé au jugement avant la décision de l'autorité supérieure, seront punis chacun d'une amende de 16 francs au moins et de 150 francs au plus.

Les officiers du ministère public qui auront fait des requisitions ou donné des conclusions pour ledit jugement, seront punis de la même peine. — *Pén.* 9; *Instr.* 483.

Art. 129. La peine sera d'une amende de 100 francs au moins et de 500 francs au plus contre chacun des juges qui, après une réclamation légale des parties intéressées ou de l'autorité administrative, auront, sans autorisation du Gouvernement, rendu des ordonnances ou décerné des mandats contre ses agents ou préposés, prévenus de crimes ou délits commis dans l'exercice de leurs fonctions.

La même peine sera appliquée aux officiers du ministère public ou de police qui auront requis lesdites ordonnances ou mandats. — *Pén.* 9, 121; *Instr.* 1.

Art. 130. Les préfets, sous-préfets, maires et autres administrateurs qui se seront immiscés dans l'exercice du pouvoir législatif, comme il est dit au n° 1er de l'article 127, ou qui se seront ingérés de prendre des arrêtés généraux tendant à intimer des ordres ou des défenses quelconques à des cours ou tribunaux, seront punis de la dégradation civique. — *Pén.* 8, 34, 36.

Art. 131. Lorsque ces administrateurs entreprendront sur les fonctions judiciaires en s'ingérant de connaître de droits et intérêts privés du ressort des tribunaux, et qu'après la réclamation des parties ou de l'une d'elles, ils auront néanmoins décidé l'affaire avant que l'autorité supérieure ait prononcé, ils seront punis d'une amende de 16 francs au moins et de 150 francs au plus.

L'article 129 *ci-dessus ne peut plus avoir d'application depuis le decret du* 19 *septembre* 1870, *qui a abrogé l'article* 75 *de la constitution de l'an VIII, et permis de poursuivre à l'avenir les fonctionnaires sans autorisation du Gouvernement.*

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 21 s. — **S.** *eod.* v°, 13 s.

1. Les maires qui representent dans la commune le pouvoir central, et qui ont reçu la mission légale d'assurer, sous l'autorite de l'administration superieure, notamment la publication et l'exécution des lois et reglements et des mesures de sûrete générale, rentrent dans la categorie des personnes qualifiées fonctionnaires par l'art. 126 c. pen. — Cr. r. 6 dec. 1907, D. P. 1910. 1. 53.

2. En consequence, il y a crime de coalition de fonctionnaires quand des maires, de concert entre eux et sur l'injonction d'un comite local, decident de donner leur demission afin d'empêcher ou de suspendre soit l'administration de la justice, soit l'accomplissement des services publics. — Même arrêt

CHAPITRE III.
Crimes et délits contre la paix publique.

SECTION PREMIÈRE.
Du faux.

§ 1er. — Fausse monnaie.

Art. 132. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque aura contrefait ou altéré les monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

Celui qui aura contrefait ou altéré des monnaies de billon ou de cuivre ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à temps. — *Pén.* 7, 15, 16, 34 s., 163, 164; *Instr.* 5, 7.

Ancien art. 132 [TEXTE DE 1810]. — *Quiconque aura contrefait ou altéré les monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni de mort, et ses biens seront confisqués.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *Quiconque aura contrefait ou altéré les monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à perpétuité.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** Vo *Faux et fausse monnaie*, 17 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** Vo *Faux et fausse monnaie*, 8 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

1. Les monnaies étrangères ne doivent être assimilees aux monnaies nationales qu'autant qu'une loi leur a donne cours légal, c'est-à-dire *cours forcé;* ainsi, la convention monetaire connue sous le nom d'*Union latine*, conclue le 23 dec. 1865 entre la France, l'Italie, la Belgique et la Suisse (accession de la Grèce en 1868), et renouvelée par une convention du 5 nov. 1878, n'ayant pas donné cours legal en France aux monnaies de ces différents pays, la contrefaçon des pièces d'argent italiennes tombe sous le coup de l'art. 133 et non de l'art. 132 c. pén. — Cr. r. 29 juin 1889, S Vo *Faux et fausse monnaie*, 15.

2. La question posée au jury doit, à peine de nullite, mentionner la connaissance qu'a eue l'accusé d'émission de fausse monnaie de la fausseté de cette monnaie. — Cr. c. 23 nov. 1889, S. Vo *Fausse monnaie*, 23.

Art. 133. (*L.* 13 *mai* 1863.) Tout individu qui aura, en France, contrefait ou altéré des monnaies étrangères, ou participé à l'émission, exposition ou introduction en France de monnaies étrangères contrefaites ou altérées, sera puni des travaux forcés à temps. — *Pén.* 7, 15, 16, 34, 47, 163, 164.

Ancien art. 133 [TEXTE DE 1810]. — *Celui qui aura contrefait ou altéré des monnaies de billon ou de cuivre ayant cours légal en France, ou participé à l'émission ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à perpétuité.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *Celui qui aura contrefait ou altéré des monnaies de billon ou de cuivre ayant cours légal en France, ou participé à l'émission*

ou exposition desdites monnaies contrefaites ou altérées, ou à leur introduction sur le territoire français, sera puni des travaux forcés à temps.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** V° *Faux et fausse monnaie*, 47 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** V° *Faux et fausse monnaie*, 36 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 1 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

1. Les monnaies étrangères sont soumises en France à deux regimes distincts : les unes, assimilees aux monnaies françaises, ont cours légal et sont protegees par l'art. 132 c. pen. ; les autres, simplement autorisées par les conventions monetaires à circuler sur le territoire, sont protegées par l'art. 133 c. pen. — Cr. c. 29 mars 1890, *Bull. crim.*, n° 78.— Cr. c. 5 mai 1892, D. P. 92. 1. 580, et les conclusions de M. l'avocat général Sarrut.

2. En conséquence, dans les questions posees au jury relativement à la fabrication de fausses monnaies etrangeres, l'expression *cours légal en France* n'étant pas suffisante pour faire comprendre si ces monnaies ont été ou non assimilees aux monnaies nationales, il y a lieu de specifier les fausses monnaies par le millesime ou par des indications équivalentes qui permettent a la cour de cassation d'apprecier lequel, de l'art. 132 ou de l'art. 133 c. pen., était applicable. — Mêmes arrêts.

3. L'art. 133 ne punit la contrefaçon de monnaies étrangeres qu'autant que le crime a été commis en France. Il suit de là que la contrefaçon en pays étranger de monnaies etrangères ne constitue ni crime, ni délit, et, conséquemment, que l'individu qui a fabriqué, à l'étranger, des monnaies etrangères, n'est point punissable en France du chef de l'art. 133. — Pau, 18 avr. 1883, D. P. 86. 2. 166.

4. Toutefois il a été décidé que la cour d'Aix etait competente pour juger un Français accuse d'avoir fabriqué, au Caire, des monnaies egyptiennes. — Cr. r. 3 janv. 1884, D. P. 84. 1. 432.

5. L'individu qui, au cours d'une quête faite par une chanteuse de cafe-concert, dépose dans la coupe qu'elle lui présente une pièce etrangère qu'il sait fausse, afin de se faire rendre la monnaie, conformement à l'usage généralement admis, ne commet pas le delit d'escroquerie, alors qu'aucune manœuvre frauduleuse autre que la remise de la pièce ne lui est imputee, mais se rend coupable du crime d'émission en France d'une monnaie étrangère contrefaite et altérée. — Caen, 18 déc. 1889, D. P. 91. 2. 240.

6 La disposition de l'art. 133 est applicable sans gradation de peine à toutes les monnaies étrangères, aux monnaies de billon et de cuivre, comme aux monnaies d'or et d'argent. — Cr. r. 9 juin 1887, S. V° *Faux et fausse monnaie*, 22.

Art. 134. (*L.* 13 *mai* 1863.) Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans quiconque aura coloré les monnaies ayant cours légal en France ou les monnaies étrangères, dans le but de tromper sur la nature du métal, ou les aura émises ou introduites sur le territoire français.

Seront punis de la même peine ceux qui auront participé à l'émission ou à l'introduction des monnaies ainsi colorées. — *Pén.* 9, 24, 40.

Ancien art. 134. — *Tout individu qui aura, en France, contrefait ou altéré des monnaies étrangères, ou participé à l'émission, exposition ou introduction en France de monnaies étrangères contrefaites ou altérées, sera puni des travaux forcés à temps.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** V° *Faux et fausse monnaie*, 47 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** V° *Faux et fausse monnaie*, 43 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

Art. 135. (*L.* 13 *mai* 1863.) La participation énoncée aux précédents articles ne s'applique point à ceux qui, ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaie contrefaites, altérées ou colorées, les ont remises en circulation.

Toutefois, celui qui aura fait usage desdites pièces, après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices, sera puni d'une amende triple au moins et sextuple au plus de la somme représentée par les pièces qu'il aura rendues à la circulation, sans que cette amende puisse, en aucun cas, être inférieure à 16 francs. — *Pén.* 9, 52 s., 132, 163.

Ancien art. 135. — *La participation énoncée aux précédents articles ne s'applique point*

à ceux qui, ayant reçu pour bonnes des pièces de monnaie contrefaites ou altérées, les ont remises en circulation. — Toutefois celui qui aura fait usage desdites pièces, après en avoir vérifié ou fait vérifier les vices, sera puni d'une amende triple au moins et sextuple au plus de la somme représentée par les pièces qu'il aura rendues à la circulation, sans que cette amende puisse en aucun cas être inférieure à seize francs.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** V° *Faux et fausse monnaie*, 52 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** V° *Faux et fausse monnaie*, 46 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

Décret du 11 mai 1807, *qui prohibe l'introduction des monnaies de cuivre et de billon de fabrique étrangère* (**R.** V° *Monnaie*, p. 383). — Art. 1er. L'introduction des monnaies de cuivre et de billon de fabrique etrangère est prohibee, sous les peines portées par les lois concernant les marchandises prohibees à l'entrée du territoire de l'empire.

2. Elles ne pourront être admises dans les caisses publiques en payement de tous droits et contributions, de quelques natures qu'ils soient, payables en numeraire.

Loi du 30 novembre 1896, *complétant le décret-loi du* 11 *mai* 1807, *relatif à la prohibition des monnaies de billon étrangères.* — Art. 1er. Le décret du 11 mai 1807 est completé ainsi qu'il suit :

L'article 135 du Code pénal est applicable à la circulation, en dehors du rayon frontière, des monnaies de billon n'ayant pas cours legal en France, quand elles ne sont pas accompagnées d'une expédition delivree par le service des douanes ou des contributions indirectes.

Dans tous les cas, la monnaie saisie sera confisquee.

L'article 463 du Code pénal est applicable à la présente loi.

2. La réexpédition à l'etranger des monnaies prohibees existant en dehors dudit rayon s'effectuera au moyen d'un acquit-à-caution delivré par le bureau des contributions indirectes le plus voisin du lieu de l'enlevement, sous les garanties prescrites par l'article 6 de la loi du 9 fevrier 1832.

3. Les employés des contributions indirectes sont autorises, concurremment avec tous officiers de police judiciaire, à constater par des procès-verbaux les infractions a l'article 1er et à saisir les monnaies specifiées à l'article 1er et circulant sans expédition régulière.

V. C. adm. ann., t. 4, V° *Comptabilité publique*, p. 855, n°s 9079 s.

Art. 136. (Abrogé par L. 28 avril 1832.) *Ceux qui auront eu connaissance d'une fabrique ou d'un dépôt de monnaies d'or, d'argent, de billon ou de cuivre ayant cours légal en France, contrefaites ou altérées, et qui n'auront pas, dans les vingt-quatre heures, révélé ce qu'ils savent aux autorités administratives ou de police judiciaire, seront, pour le seul fait de non-révélation, et lors même qu'ils seraient reconnus exempts de toute complicité, punis d'un emprisonnement d'un mois a deux ans.*

Art. 137. (Abrogé par L. 28 avril 1832.) *Sont néanmoins exceptés de la disposition précédente les ascendants et descendants, époux même divorcés, et les frères et sœurs des coupables, ou les alliés de ceux-ci aux mêmes degrés.*

Art. 138. (*L.* 13 *mai* 1863.) Les personnes coupables des crimes mentionnés en l'article 132 seront exemptes de peine, si, avant la consommation de ces crimes et avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités constituées, ou si, même après les poursuites commencées, elles ont procuré l'arrestation des autres coupables.

Elles pourront néanmoins être mises, pour la vie ou à temps, sous la surveillance spéciale de la haute police. — *Pén.* 11, 44 s., 65, 108, 144.

Ancien art. 138. — *Les personnes coupables de crimes mentionnés aux articles* 132 *et* 133 *seront exemptes de peine, si, avant la consommation de ces crimes et avant toutes*

poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs aux autorités constituées, ou si, même après les poursuites commencées, elles ont procuré l'arrestation des autres coupables. — Elles pourront néanmoins être mises, pour la vie ou à temps, sous la surveillance de la haute police.

Le dernier paragraphe de l'article 138 *se trouve implicitement abrogé par la disposition de l'article* 46, § 1, *suivant laquelle, « en aucun cas, la durée de la surveillance de la haute police* (interdiction de séjour) *ne pourra excéder vingt années. »*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** V° *Faux et fausse monnaie*, 64 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 · **S.** V° *Faux et fausse monnaie*, 61 s — **D. P.** 63. 4 79.

V. la loi du 29 *mars* 1904, *destinée à remplacer l'arrêté des consuls du* 3 *germinal an* IX, *relatif à la détention d'appareils susceptibles d'être utilisés dans la fabrication des monnaies* (**D. P.** 1904. 4. 27).

§ 2. — Contrefaçon des sceaux de l'État, des billets de banque, des effets publics, et des poinçons, timbres et marques.

Art. 139. (*L.* 28 *avril* 1832.) Ceux qui auront contrefait le sceau de l'État ou fait usage du sceau contrefait,

Ceux qui auront contrefait ou falsifié, soit des effets émis par le Trésor public avec son timbre, soit des billets de banques autorisées par la loi, ou qui auront fait usage de ces effets et billets contrefaits ou falsifiés, ou qui les auront introduits dans l'enceinte du territoire français,

Seront punis des travaux forcés à perpétuité. — *Pén.* 144, 163, 164; *Instr.* 7.

Ancien art. 139. — *Ceux qui auront contrefait le sceau de l'État ou fait usage du sceau contrefait; — Ceux qui auront contrefait ou falsifié, soit des effets émis par le Trésor impérial avec son timbre, soit des billets de banques autorisées par la loi, ou qui auront fait usage de ces effets ou billets contrefaits ou falsifiés, ou qui les auront introduits dans l'enceinte du territoire français, — Seront punis de mort, et leurs biens seront confisqués.*

Décret du 25 septembre 1870, *relatif au sceau de l'État* (**D. P.** 70. 4. 92). — Le Gouvernement de la Defense nationale, decrète : Art. 1er. A l'avenir le sceau de l'État portera d'un côté, pour type, la figure de la Liberte, et pour légende : *Au nom du peuple français;* de l'autre côte, une couronne de chêne et d'olivier, liée par une gerbe de ble ; au milieu de la couronne · *République française, démocratique une et indivisible;* et pour legende : *Liberté, Egalité, Fraternité.*

Loi du 11 juillet 1885, *qui interdit de fabriquer, vendre, colporter ou distribuer tous imprimés ou formules simulant les billets de banque et autres valeurs fiduciaires* (**D. P.** 85. 4. 83). — Art. 1er. Sont interdits la fabrication, la vente, le colportage et la distribution de tous imprimes ou formules obtenues par un procede quelconque qui, par leur forme exterieure, presenteraient avec les billets de banque, les titres de rente, vignettes et timbres du service des postes et telégraphes ou des régies de l'État, actions, obligations, parts d'intérêts, coupons de dividende ou interêts y afferents, et genéralement avec les valeurs fiduciaires émises par l'État, les départements, les communes et etablissements publics, ainsi que par des societés, compagnies ou entreprises privees, une ressemblance de nature à faciliter l'acceptation desdits imprimes ou formules, au lieu et place des valeurs imitées.

(*L.* 30 *mars* 1902.) Independamment des contrefaçons ou alterations prevues et punies par les articles 132 et 133 du Code pénal, sont egalement interdits la fabrication, la vente, le colportage et la distribution de toutes les imitations des monnaies ayant cours legal en France et des monnaies étrangeres

2. Toute infraction a l'article qui précède sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à six mois et d'une amende de 16 francs à 2 000 francs.

L'article 463 du Code pénal sur les circonstances attenuantes pourra être applique.

3. (*L.* 30 *mars* 1902.) Les imprimés ou formules, les monnaies imitées, ainsi que les planches, matrices et autres instruments ayant servi à leur confection, seront saisis et confisques.

Loi du 30 mars 1902, *portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice* 1902 (**D. P.** 1902. 4. 61). — Art. 57. L'intitulé et les articles 1er et 3 de la loi du 11 juillet 1885 sont modifiés ainsi qu'il suit : — *Loi portant interdiction de fabriquer, vendre, colporter ou distribuer tous imprimés ou formules, simulant les billets de banque et autres valeurs fiduciaires et toutes les imitations des monnaies françaises et étrangères.*

R. v° *Faux et fausse monnaie*, 72 s. — **S.** *eod. v°*, 69 s.

Art. 140. Ceux qui auront contrefait ou falsifié, soit un ou plusieurs timbres nationaux, soit les marteaux de l'État servant aux marques forestières, soit le poinçon ou les poinçons servant à marquer les matières d'or ou d'argent, ou qui auront fait usage des papiers, effets, timbres, marteaux ou poinçons falsifiés ou contrefaits, seront punis des travaux forcés à temps, dont le *maximum* sera toujours appliqué dans ce cas. — *Pén.* 163, 463.

R. v° *Faux et fausse monnaie*, 80 s. — **S.** *eod. v°*, 83 s.

Art. 141. Sera puni de la reclusion, quiconque, s'étant indûment procuré les vrais timbres, marteaux ou poinçons ayant l'une des destinations exprimées en l'article 140, en aura fait une application ou usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'État. — *Pén.* 163 s.

R. v° *Faux et fausse monnaie*, 87 s. — **S.** *eod. v°*, 91.

Art. 142. (*L.* 13 *mai* 1863.) Ceux qui auront contrefait les marques destinées à être apposées, au nom du Gouvernement, sur les diverses espèces de denrées ou de marchandises, ou qui auront fait usage de ces fausses marques; ceux qui auront contrefait le sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque, ou qui auront fait usage des sceaux, timbres ou marques contrefaits; ceux qui auront contrefait les timbres-poste ou fait usage sciemment de timbres-poste contrefaits, seront punis d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus.

Les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, *sous la surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années.

Les dispositions qui précèdent seront applicables aux tentatives de ces mêmes délits. — *Pén.* 9, 40, 44 s., 163; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 142. — *Ceux qui auront contrefait les marques destinées à être apposées, au nom du Gouvernement, sur les diverses espèces de denrées ou de marchandises, ou qui auront fait usage de ces fausses marques; — Ceux qui auront contrefait le sceau, timbre ou marque d'une autorité quelconque, ou d'un établissement particulier de banque ou de commerce, ou qui auront fait usage des sceaux, timbres ou marques contrefaits, — Seront punis de la reclusion.*

Décret du 25 septembre 1870, *relatif ... aux sceaux, timbres et cachets des cours, tribunaux, justices de paix et notaires* (**D. P.** 70. 4. 92). — Le Gouvernement de la Défense nationale, décrète : Art. 2. Les sceaux, timbres et cachets des cours, tribunaux, justices de paix et notaires porteront, pour type, la figure de la Liberté, telle qu'elle est déterminée pour le sceau de l'Etat; pour exergue, *République française*, et pour légende, le titre des autorités ou officiers publics par lesquels ils seront employés.

§ 1. Législation antérieure a la loi du 13 mai 1863 : **R.** v° *Faux et fausse monnaie*, 91 s.

§ 2. Loi du 13 mai 1863 : **S.** v° *Faux et fausse monnaie*, 92 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

Le fait de s'être procuré indûment le sceau d'un officier supérieur et de l'avoir apposé sur des permissions en blanc ne portant aucune signature n'est pas punissable, alors qu'il n'a pas été fait de ces permissions un usage préjudiciable a l'État ou à une autorite quelconque. — Besançon, 21 mai 1890, D. P. 91. 2. 336.

Art. 143. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant l'une des destinations exprimées en l'article 142, en aura fait ou tenté de faire une application ou un usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'État, ou d'une autorité quelconque, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

Les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, *sous la surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années. — *Pén.* 9, 40, 44 s., 141, 163, 164; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 143. [TEXTE DE 1810.] — *Sera puni du carcan, quiconque, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant l'une des destinations exprimées en l'article* 142, *en aura fait une application ou usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'État, d'une autorité quelconque, ou même d'un établissement particulier.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *Sera puni de la dégradation civique, quiconque, s'étant indûment procuré les vrais sceaux, timbres ou marques ayant l'une des destinations exprimées en l'article* 142, *en aura fait une application ou usage préjudiciable aux droits ou intérêts de l'Etat, d'une autorité quelconque, ou même d'un établissement particulier.*

Loi du 16 octobre 1849, *qui prononce des peines contre les individus qui feraient usage de timbres-poste ayant déjà servi à l'affranchissement des lettres* (**D. P.** 49. 4. 152). — ARTICLE UNIQUE. Quiconque aura sciemment fait usage d'un timbre-poste ayant déjà servi à l'affranchissement d'une lettre, sera puni d'une amende de 50 a 1 000 francs.

En cas de récidive, la peine sera d'un emprisonnement de cinq jours à un mois, et l'amende sera double.

Sera punie des mêmes peines, suivant les distinctions susétablies, la vente ou tentative de vente d'un timbre-poste ayant déjà servi.

L'article 463 du Code pénal sera applicable dans les divers cas prévus par le présent article de loi.

Loi de finances du 11 juin 1859. — Art. 21. Ceux qui auront sciemment employé, vendu ou tente de vendre des timbres mobiles ayant déjà servi, seront poursuivis devant le tribunal correctionnel et punis d'une amende de 50 a 1 000 francs.

En cas de recidive, la peine sera d'un emprisonnement de cinq jours a un mois, et l'amende sera doublée.

Il pourra être fait application de l'article 463 du Code pénal.

Loi du 13 avril 1893, *qui approuve les conventions et arrangements de l'union postale universelle conclus à Vienne, le 4 juillet* 1891, *et modifie le tarif des envois de valeurs déclarées à l'intérieur.* — Art. 4... La contrefaçon ou l'alteration de vignettes et timbres du service des postes et telégraphes d'un pays etranger, la vente, le colportage ou la distribution desdits timbres et vignettes contrefaits ou alterés seront poursuivis, soit sur la plainte du gouvernement de ce pays, soit d'office, par l'autorité judiciaire du lieu où l'infraction a éte commise, et seront punis des peines edictees par les articles 2 et 3 de la loi du 11 juillet 1885. — V. *suprà*, *p.* 365.

Loi de finances du 8 avril 1910. — Art. 52. Sont abrogées toutes dispositions contraires a la libre revente des timbres-poste nationaux.

La vente des timbres-poste contrefaits est punie d'une amende de 16 à 300 fr.

En cas de récidive, l'amende sera de 300 à 3,000 fr.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DE 1863 : **R.** v° *Faux et fausse monnaie*, 98 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Faux et fausse monnaie*, 102 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

1. L'administration des chemins de fer de l'État etant une administration de l'État, les marques ou poinçons dont se servent ses agents sont les marques de l'État et sont apposés au nom du Gouvernement. — Trib. d'Avesnes, 14 fevr. 1894, D. P. 98. 2. 277.

2. En conséquence l'usage frauduleux de ces marques ou poinçons constitue le délit prevu et reprime par les art. 142 et 143 c. pén. — Même jugement.

3. L'intention frauduleuse, élement essentiel de ce delit, consiste non dans la volonté de causer préjudice, mais dans la volonté de commettre une infraction. — Même jugement.

Art. 144. (*L. 28 avril 1832.*) Les dispositions de l'article 138 sont applicables aux crimes mentionnés dans l'article 139.

Ancien art. 144. — *Les dispositions des articles* 136, 137 *et* 138, *sont applicables aux crimes mentionnés dans l'article* 139.

§ 3. — Des faux en écriture publique ou authentique et de commerce ou de banque.

Art. 145. Tout fonctionnaire ou officier public qui, dans l'exercice de ses fonctions, aura commis un faux,

Soit par fausses signatures,

Soit par altération des actes, écritures ou signatures,

Soit par supposition de personnes,

Soit par les écritures faites ou intercalées sur des registres ou d'autres actes publics, depuis leur confection ou clôture,

Sera puni des travaux forcés à perpétuité. — *Pén.* 2, 7, 15, 36, 59, 163, 164, 405; *Instr.* 448; *Civ.* 1317.

Art. 146. Sera aussi puni des travaux forcés à perpétuité, tout fonctionnaire ou officier public qui, en rédigeant des actes de son ministère, en aura frauduleusement dénaturé la substance ou les circonstances, soit en écrivant des conventions autres que celles qui auraient été tracées ou dictées par les parties, soit en constatant comme vrais des faits faux, ou comme avoués des faits qui ne l'étaient pas. — *Pén.* 7, 15, 19, 36, 47, 59, 162; *Instr.* 448.

R. v° *Faux et fausse monnaie*, 100 s. — **S.** *cod.* v°, 108 s. — **T.** (87-97), *cod.* v°, 1. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 146, n°s 1 s., et son **Suppl.**, n°s 2805 s.

1. Un prejudice eventuel suffit pour caractériser le faux. — Cr. r. 20 mars 1891, D. P. 92. 1. 255. — Cr. r. 27 nov. 1891, D. P. 92 1. 253. — Cr. r. 4 août 1892, D. P. 93. 1. 559.

2. Le faux commis par un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions emporte necessairement un prejudice cause ou possible. Il s'ensuit que, dans une accusation de ce genre, le prejudice n'a pas besoin d'être l'objet d'une question explicite au jury. — Cr. r. 22 oct. 1887, S. v° *Faux et fausse monnaie*, 198.

Art. 147. Seront punies des travaux forcés à temps, toutes autres personnes qui auront commis un faux en écriture authentique et publique, ou en écriture de commerce ou de banque,

Soit par contrefaçon ou altération d'écritures ou de signatures,

Soit par fabrication de conventions, dispositions, obligations ou décharges, ou par leur insertion après coup dans ces actes,

Soit par addition ou altération de clauses, de déclarations ou de faits que ces actes avaient pour objet de recevoir et de constater. — *Pén.* 7, 15, 28, 47, 118, 164; *Instr.* 448.

R. v° *Faux et fausse monnaie*, 125 s., | 228 s, 287 s. — **S.** *cod.* v°, 154 s., 237 s.,

269 s. — **T.** (87-97), v° ***Faux***, 2 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 147, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 2929 s.

1. Le prejudice auquel peut donner lieu le crime de faux, est matériel ou moral, et il peut affecter, soit un intérêt privé, soit un intérêt social ; ainsi, le fait de la supposition de personnes dans des actes authentiques, alors même qu'il s'agit de personnages purement imaginaires, est de nature à établir la possibilité d'un préjudice, à raison de l'atteinte qu'il porte à la foi publique. — Cr. r. 5 nov. 1903, D. P. 1904. 1. 25, et la note de M. Le Poittevin.

2. Commet un faux en écriture authentique l'accusé qui a frauduleusement fait subir des altérations matérielles dans un acte d'opposition à un jugement dresse par un huissier, dans le but de faire croire faussement que cet acte avait éte signifié au domicile de l'opposant, alors qu'il l'avait été à une autre adresse, et d'obtenir contre ce dernier un jugement definitif. — Cr. r. 16 juill. 1887, S. v° *Faux et fausse monnaie*, 209.

3. Mais le fait de fabriquer des lettres missives pour les substituer à d'autres, qui avaient été comprises dans une saisie judiciaire et qui ont disparu, ne peut servir de base à une accusation de faux, lorsque les lettres substituees émanent de l'auteur même des lettres originaires et sont revêtues de sa signature, et lorsqu'il est constant que le contenu des unes est conforme au contenu des autres. — Paris, 13 dec. 1887, D. P. 88. 2. 57.

4. Les reconnaissances de depôts d'argent delivrees par l'Administration des postes engageant le Tresor public et formant par elles-mêmes un titre complet dont la falsification est de nature à prejudicier à l'Etat, le fait d'effacer à l'aide d'un procede chimique le chiffre d'un mandat d'argent delivré par l'Administration des postes et d'en majorer frauduleusement le montant, constitue le crime de faux en écriture authentique et publique. — Cr. r. 16 mars 1895, D. P. 99. 5. 378.

5. Des inscriptions inexactes portees sur les listes électorales avec l'intention d'alterer les faits que ces listes électorales avaient pour objet de constater, constituent le crime de faux en ecriture authentique et publique et non le délit special de l'art. 6 de la loi du 7 juill. 1874 relative à l'electorat municipal, lequel prevoit seulement l'inscription indue sur les listes electorales à l'aide de declarations frauduleuses et de faux certificats. — Cr. r. 20 sept. 1894, D. P. 99. 1. 350.

6. Le fait par un assuré de faire fabriquer, après sinistre, par des tiers complaisants, de fausses factures acquittées simulant des ventes à lui faites de marchandises à des prix éleves et de porter ces fausses ventes sur ses propres livres en les altérant, constitue, lorsque ces pièces simulées et ces livres altéres sont produits en justice contre la compagnie d'assurances, non pas le crime de faux, mais le delit d'escroquerie ou la tentative de ce delit. — Bordeaux, 2 mai 1890, S. v° *Faux et fausse monnaie*, 179.

7. Le commis du notaire qui, charge par son patron d'inscrire sur le registre ou journal des recettes et depenses de l'étude toutes les sommes qu'il reçoit pour le compte de ce dernier, y inscrit sciemment des sommes inférieures à celles réellement payées avec l'intention, par lui réalisee, de s'approprier la difference, se rend coupable de faux en écriture privee. — Trib. de Termonde, 17 dec. 1890, S. v° *Faux et fausse monnaie*, 181.

8. On doit considerer comme commettant un faux en écritures de commerce le commerçant qui, avant le depôt de son bilan, et pour obtenir des avances en espèces d'une société de crédit dont le representant allait au prealable verifier sa comptabilite, majore sur ses livres la valeur de son materiel commercial et altere ainsi frauduleusement les faits que ces livres avaient pour objet de constater. — Cr. c. 11 juill 1902, D. P. 1906. 1. 535.

9. La cour d'appel, saisie d'une poursuite pour abus de confiance et escroquerie, doit se déclarer incompétente lorsque le prevenu soutient que ces faits ont ete commis au moyen de fausses mentions sur des livres de commerce et que la cour admet ces allégations. — Cr. c. 5 nov. 1887, S. v° *Faux et fausse monnaie*, 146.

10. Les actes des huissiers ont le caractère d'actes authentiques. — Cr. r. 16 juill 1887, S. v° *Faux et fausse monnaie*, 208.

11. Les alterations d'ecritures commises par un entrepreneur de travaux publics sur le livre copie de lettres constituent une falsification d'écritures de commerce. — Cr. c. 22 mars 1890, S. v° *Faux et fausse monnaie*, 192.

12. L'antidate de l'endossement d'un recepisse peut constituer un faux en écriture de commerce. — Paris, 6 juin 1885, D. P. 86. 2. 117.

Loi du 11 juillet 1900, *portant modification de la loi du* 5 *août* 1899 *sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit* (**D. P.** 1900. 4 60). — **V. C. instr. crim.**, *L.* 5 *août* 1899, *art.* 11 *et* 12, sous les art. 600 à 602.

Art. 148. Dans tous les cas exprimés au présent paragraphe, celui qui aura fait usage des actes faux sera puni des travaux forcés à temps. — *Pén.* 7, 15, 19, 36, 47, 147, 163 s.; *Instr.* 458, 459.

R. v° *Faux et fausse monnaie*, 406 s. — **S.** *eod. v°*, 360 s.

1. La certitude d'un préjudice n'est pas un élément nécessaire du crime d'usage de faux : il suffit qu'il soit possible. — Cr. r. 4 août 1892, D. P. 93. 1. 559.

2. Ainsi, de ce que des billets revêtus de fausses signatures de donneurs d'aval auraient été seulement présentés à ces derniers, il ne s'ensuit pas que le crime d'usage de faux n'ait pas été légalement réalisé, les prétendus donneurs d'aval ayant été exposés à ne pas reconnaître immédiatement la fausseté de leur signature et à payer. — Même arrêt.

Art. 149. (*L.* 13 *mai* 1863.) Sont exceptés des dispositions ci-dessus, les faux commis dans les passeports, feuilles de route et permis de chasse, sur lesquels il sera particulièrement statué ci-après. — *Pén.* 153 s.

Ancien art. 149. — *Sont exceptés des dispositions ci-dessus, les faux commis dans les passeports et feuilles de route, sur lesquels il sera particulièrement statué ci-après.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Faux et fausse monnaie*, 353 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Faux et fausse monnaie*, 323 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

§ 4. — Du faux en écriture privée.

Art. 150. Tout individu qui aura, de l'une des manières exprimées en l'article 147, commis un faux en écriture privée, sera puni de la reclusion. — *Pén.* 7, 21, 28, 36, 47, 163, 164, 405, 407; *Instr.* 448.

R. v° *Faux et fausse monnaie*, 332 s. — **S.** *eod. v°*, 311 s.

La fabrication de la fausse quittance d'une somme d'argent par contrefaçon de l'écriture et de la signature d'un simple particulier ne constitue qu'un faux en écriture privée, et la circonstance que cette fausse quittance a été apposée en marge de la grosse d'un acte authentique ne peut en modifier le caractère légal. — Cr. c. 1er déc. 1887, S. v° *Faux et fausse monnaie*, 313.

Art. 151. Sera puni de la même peine celui qui aura fait usage de la pièce fausse. — *Pén.* 7, 21, 28, 36, 47, 148, 163.

R. v° *Faux et fausse monnaie*, 406 s. — **S.** *eod. v°*, 360 s.

Art. 152. Sont exceptés des dispositions ci-dessus, les faux certificats de l'espèce dont il sera ci-après parlé. — *Pén.* 159 s.

§ 5. — Des faux commis dans les passeports, « permis de chasse (*L.* 13 *mai* 1863), » feuilles de route et certificats.

Art. 153. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque fabriquera un faux passeport ou un faux permis de chasse, ou falsifiera un passeport ou un permis de chasse originairement véritable, ou fera usage d'un passeport ou d'un permis de chasse fabriqué ou falsifié, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de trois ans au plus. — *Pén.* 9, 40, 163, 281.

Ancien art. 153. — *Quiconque fabriquera un faux passeport ou falsifiera un passeport originairement véritable, ou fera usage d'un passeport fabriqué ou falsifié, sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de cinq ans au plus.*

Art. 154. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque prendra, dans un passeport ou dans un permis de chasse, un nom supposé, ou aura concouru comme

témoin à faire délivrer le passeport sous le nom supposé, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

La même peine sera applicable à tout individu qui aura fait usage d'un passeport ou d'un permis de chasse délivré sous un autre nom que le sien.

Les logeurs et aubergistes qui, sciemment, inscriront sur leurs registres, sous des noms faux ou supposes, les personnes logées chez eux, ou qui, de connivence avec elles, auront omis de les inscrire, seront punis d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus. — *Pén.* 9, 40, 73, 281, 475-2°.

Ancien art. 154. — *Quiconque prendra, dans un passeport, un nom supposé, ou aura concouru comme témoin à faire délivrer le passeport sous le nom supposé, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an. — Les logeurs et aubergistes qui sciemment inscriront sur leurs registres, sous des noms faux ou supposés, les personnes logées chez eux, seront punis d'un emprisonnement de six jours au moins et d'un mois au plus.*

Art. 155. (*L.* 13 *mai* 1863.) Les officiers publics qui délivreront ou feront délivrer un passeport à une personne qu'ils ne connaîtront pas personnellement, sans avoir fait attester ses noms et qualités par deux citoyens à eux connus, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois.

Si l'officier public, instruit de la supposition du nom, a néanmoins délivré ou fait délivrer le passeport sous le nom supposé, il sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de quatre ans au plus.

Le coupable pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine. — *L.* 23 *déc.* 1874, *art.* 8.

Ancien art. 155. — *Les officiers publics qui délivreront un passeport à une personne qu'ils ne connaîtront pas personnellement, sans avoir fait attester ses noms et qualités par deux citoyens à eux connus, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois. — Si l'officier public, instruit de la supposition du nom, a néanmoins délivré le passeport sous le nom supposé, il sera puni du bannissement.*

Art. 156. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque fabriquera une fausse feuille de route, ou falsifiera une feuille de route originairement véritable, ou fera usage d'une feuille de route fabriquée ou falsifiée, sera puni, savoir :

D'un emprisonnement de six mois au moins et de trois ans au plus, si la fausse feuille de route n'a eu pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique;

D'un emprisonnement d'une année au moins et de quatre ans au plus, si le Trésor public a payé au porteur de la fausse feuille des frais de route qui ne lui étaient pas dus ou qui excédaient ceux auxquels il pouvait avoir droit, le tout néanmoins au-dessous de 100 francs,

Et d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus, si les sommes indûment perçues par le porteur de la feuille s'élèvent à 100 francs et au delà.

Dans ces deux derniers cas, les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, *sous la surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années. — *Pén.* 9, 40, 44, 163; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 156. — *Quiconque fabriquera une fausse feuille de route, ou falsifiera une*

feuille de route originairement véritable, ou fera usage d'une feuille de route fabriquée ou falsifiée sera puni, savoir : — D'un emprisonnement d'une année au moins, et de cinq ans au plus, si la fausse feuille de route n'a eu pour objet que de tromper la surveillance de l'autorité publique ; — Du bannissement, si le Trésor royal a payé au porteur de la fausse feuille des frais de route qui ne lui étaient pas dus ou qui excédaient ceux auxquels il pouvait avoir droit, le tout néanmoins au-dessous de cent francs ; — Et de la reclusion, si les sommes indûment reçues par le porteur de la feuille s'élèvent à cent francs ou au delà.

Art. 157. (*L.* 13 *mai* 1863.) Les peines portées en l'article précédent seront appliquées, selon les distinctions qui y sont établies, à toute personne qui se sera fait délivrer par l'officier public une feuille de route sous un nom supposé ou qui aura fait usage d'une feuille de route délivrée sous un autre nom que le sien.

Ancien art. 157. — *Les peines portées en l'article précédent seront appliquées, selon les distinctions qui y sont posées, à toute personne qui se sera fait délivrer, par l'officier public, une feuille de route sous un nom supposé.*

Art. 158. (*L.* 13 *mai* 1863.) Si l'officier public était instruit de la supposition de nom, lorsqu'il a délivré la feuille de route, il sera puni, savoir :

Dans le premier cas posé par l'article 156, d'un emprisonnement d'une année au moins et de quatre ans au plus ;

Dans le second cas du même article, d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus ;

Dans le troisième cas, de la reclusion ;

Dans les deux premiers cas, il pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine. — *Pén.* 7, 9, 42.

Ancien art. 158. — *Si l'officier public était instruit de la supposition de nom, lorsqu'il a délivré la feuille, il sera puni, savoir : — Dans le premier cas posé par l'article* 156, *du bannissement ; — Dans le second cas du même article, de la reclusion ; — Et dans le troisième cas, des travaux forcés à temps.*

Art. 159. (*L.* 13 *mai* 1863.) Toute personne qui, pour se rédimer elle-même ou affranchir une autre d'un service public quelconque, fabriquera, sous le nom d'un médecin, chirurgien ou autre officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmité, sera punie d'un emprisonnement d'une année au moins et de trois ans au plus. — *Pén.* 9, 24, 162, 163.

Ancien art. 159. — *Toute personne qui, pour se rédimer elle-même, ou en affranchir une autre, d'un service public quelconque, fabriquera, sous le nom d'un médecin, chirurgien ou autre officier de santé, un certificat de maladie ou d'infirmité, sera punie d'un emprisonnement de deux à cinq ans.*

Art. 160. (*L.* 13 *mai* 1863.) Tout médecin, chirurgien ou autre officier de santé qui, pour favoriser quelqu'un, certifiera faussement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de trois ans au plus.

S'il y a été mû par dons ou promesses, la peine de l'emprisonnement sera d'une année au moins et de quatre ans au plus.

Dans les deux cas, le coupable pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine.

Dans le deuxième cas, les corrupteurs seront punis des mêmes peines que le médecin, chirurgien ou officier de santé qui aura delivré le faux certificat. — *Pén.* 9, 40, 163, 177, 179.

Ancien art. 160. — *Tout médecin, chirurgien ou autre officier de santé qui, pour favoriser quelqu'un, certifiera faussement des maladies ou infirmités propres à dispenser d'un service public, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans. — S'il y a été mû par dons ou promesses, il sera puni du bannissement: les corrupteurs seront, en ce cas, punis de la même peine.*

Art. 161. Quiconque fabriquera, sous le nom d'un fonctionnaire ou officier public, un certificat de bonne conduite, indigence ou autres circonstances propres à appeler la bienveillance du Gouvernement ou des particuliers sur la personne y désignée, et à lui procurer places, crédit ou secours, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

La même peine sera appliquée : 1° à celui qui falsifiera un certificat de cette espèce, originairement véritable, pour l'approprier à une personne autre que celle à laquelle il a été primitivement délivré; 2° à tout individu qui se sera servi du certificat ainsi fabriqué ou falsifié.

(*L.* 13 *mai* 1863.) Si ce certificat est fabriqué sous le nom d'un simple particulier, la fabrication et l'usage seront punis de quinze jours à six mois d'emprisonnement. — *Pén.* 9, 40, 148, 151, 162, 163, 181.

Art. 162. Les faux certificats de toute autre nature, et d'où il pourrait résulter, soit lésion envers des tiers, soit préjudice envers le Trésor royal [*public*], seront punis, selon qu'il y aura lieu, d'après les dispositions des paragraphes 3 et 4 de la présente section.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Faux et fausse monnaie*, 323 s

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Faux et fausse monnaie*, 323 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

Loi du 23 décembre 1901, *réprimant les fraudes dans les examens et concours publics* (**D. P.** 1902. 4. 22) — Art 1er. Toute fraude commise dans les examens et les concours publics qui ont pour objet l'entrée dans une administration publique ou l'acquisition d'un diplôme delivre par l'État constitue un délit.

2. Quconque se sera rendu coupable d'un delit de cette nature, notamment en livrant à un tiers ou en communiquant sciemment, avant l'examen ou le concours, a quelqu'une des parties interessées, le texte ou le sujet de l'épreuve, ou bien en faisant usage de pièces fausses, telles que diplômes, certificats, extraits de naissance ou autres, ou bien en substituant une tierce personne au véritable candidat, sera condamné a un emprisonnement d'un mois à trois ans et à une amende de 100 francs a 10 000 francs ou a l'une de ces peines seulement.

3. Les mêmes peines seront prononcees contre les complices du delit.

4. L'article 463 du Code penal est applicable aux faits prevus par la presente loi.

5. L'action publique ne fait pas obstacle a l'action disciplinaire dans tous les cas ou la loi a prevu cette dernière.

Dispositions communes.

Art. 163. L'application des peines portées contre ceux qui ont fait usage de monnaies, billets, sceaux, timbres, marteaux, poinçons, marques et écrits faux, contrefaits, fabriqués ou falsifiés, cessera toutes les fois que le faux n'aura pas été connu de la personne qui aura fait usage de la chose fausse. — *Pén.* 40, 132, 148, 153, 156, 161, 162.

R. v° *Faux et fausse monnaie*, 411 s. — **S.** *eod* v°, 369 s

Art. 164. (*L.* 13 *mai* 1863.) Il sera prononcé contre les coupables une amende dont le *minimum* sera de 100 francs, et le *maximum* de 3 000 francs; l'amende pourra cependant être portée jusqu'au quart du bénéfice illégitime

que le faux aura procuré ou était destiné à procurer aux auteurs du crime ou du délit, à leurs complices ou à ceux qui ont fait usage de la pièce fausse. — *Pén.* 9, 52 s.

Ancien art. 164 [TEXTE DE 1810]. — *Dans tous les cas où la peine du faux n'est point accompagnée de la confiscation des biens, il sera prononcé contre les coupables une amende dont le maximum pourra être porté jusqu'au quart du bénéfice illégitime que le faux aura procuré ou était destiné à procurer aux auteurs du crime, à leurs complices ou à ceux qui ont fait usage de la pièce fausse. Le minimum de cette amende ne pourra être inférieur à cent francs.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *Il sera prononcé contre les coupables une amende dont le maximum pourra être porté jusqu'au quart du bénéfice illégitime que le faux aura procuré ou était destiné à procurer aux auteurs du crime, à leurs complices ou à ceux qui ont fait usage de la pièce fausse. Le minimum de cette amende ne pourra être inférieur à cent francs.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Faux et fausse monnaie*, 426 s.

§ 2. LOI DU 13 mai 1863 : **S.** v° *Faux et fausse monnaie*, 383 s. — **D. P.** 63. 4. 70.

1. L'amende edictee par l'art. 164 contre les coupables de faux n'est pas facultative, mais obligatoire. C'est un devoir pour le juge de la prononcer dans tous les cas où il s'agit d'un des crimes ou délits prévus par les art. 132 à 162. — Cr. r. 14 juin 1888, *Bull. crim.*, n° 203.

2. En conséquence, la cour d'assises ne peut, sous peine de cassation de son arrêt, s'abstenir de prononcer l'amende edictée par l'art. 164 c. pén. contre l'individu declaré coupable de fabrication et d'emission de monnaie d'or et d'argent ayant cours légal en France. — Cr. c. 28 déc. 1895, D. P. 96. 1. 336.

3. L'amende de l'art. 164 doit être prononcée par la cour, alors même que le jury, en declarant l'accusé coupable d'un faux criminel, lui accorde des circonstances attenuantes. — Cr. c. 22 déc. 1898, D. P. 99. 1. 496.

Art. 165. (L. 28 avril 1832.) (Abrogé par Décr. 12 avril 1848.) *Tout faussaire condamné, soit aux travaux forcés, soit à la reclusion, subira l'exposition publique.*

SECTION II.

De la forfaiture et des crimes et délits des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions.

Art. 166. Tout crime commis par un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions est une forfaiture. — *Pén.* 121, 126, 127, 167 s.; *Instr.* 48 s.

Art. 167. Toute forfaiture pour laquelle la loi ne prononce pas de peines plus graves est punie de la dégradation civique. — *Pén.* 8, 34, 36, 198, 462.

Art. 168. Les simples délits ne constituent pas les fonctionnaires en forfaiture.

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 7 s. — **S.** *eod.* v°, 9 s.

§ 1er. — Des soustractions commises par les dépositaires publics.

Art. 169. Tout percepteur, tout commis à une perception, dépositaire ou comptable public, qui aura détourné ou soustrait des deniers publics ou privés, ou effets actifs en tenant lieu, ou des pièces, titres, actes, effets

mobiliers qui étaient entre ses mains en vertu de ses fonctions, sera puni des travaux forcés à temps, si les choses détournées ou soustraites sont d'une valeur au-dessus de 3 000 francs. — *Pén.* 7, 19, 28 s., 47, 172, 408.

Art. 170. La peine des travaux forcés à temps aura lieu également, quelle que soit la valeur des deniers ou des effets détournés ou soustraits, si cette valeur égale ou excède, soit le tiers de la recette ou du dépôt, s'il s'agit de deniers ou effets une fois reçus ou déposés; soit le cautionnement, s'il s'agit d'une recette ou d'un dépôt attaché à une place sujette à cautionnement; soit enfin le tiers du produit commun de la recette pendant un mois, s'il s'agit d'une recette composée de rentrées successives et non sujettes à cautionnement. — *Pén.* 7, 9, 28 s., 47, 172, 408.

Art. 171. Si les valeurs détournées ou soustraites sont au-dessous de 3 000 francs, et en outre inférieures aux mesures exprimées en l'article précédent, la peine sera un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus, et le condamné sera de plus déclaré à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique. — *Pén.* 9, 10, 42, 172.

Art. 172. Dans les cas exprimés aux trois articles précédents, il sera toujours prononcé contre le condamné une amende dont le *maximum* sera le quart des restitutions et indemnités, et le *minimum* le douzième. — *Pén.* 9, 10, 52 s.

Art. 173. Tout juge, administrateur, fonctionnaire ou officier public qui aura détruit, supprimé, soustrait ou détourné les actes et titres dont il était dépositaire en cette qualité, ou qui lui auront été remis ou communiqués à raison de ses fonctions, sera puni des travaux forcés à temps.

Tous agents, préposés ou commis, soit du Gouvernement, soit des dépositaires publics, qui se seront rendus coupables des mêmes soustractions, seront soumis à la même peine. — *Pén.* 7, 19, 28 s., 47; *Instr.* 484 s.

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 28 s. — S. *eod. v°*, 17 s.

Le détournement prévu par l'art. 173 c. pén. est celui, non de pièces quelconques, mais seulement de pièces constituant des titres ou des actes; pour qu'on puisse appliquer cette disposition à des lettres missives, il faut que ces lettres contiennent des constatations ou des énonciations de nature à créer un lien de droit entre l'expéditeur et le destinataire. — Paris, 13 déc. 1887, D. P. 88. 2. 57.

§ 2. — Des concussions commises par les fonctionnaires publics.

Art. 174. (*L.* 13 *mai* 1863.) Tous fonctionnaires, tous officiers publics, leurs commis ou préposés, tous percepteurs des droits, taxes, contributions, deniers, revenus publics ou communaux, et leurs commis ou préposés, qui se seront rendus coupables du crime de concussion, en ordonnant de percevoir ou en exigeant ou en recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, deniers ou revenus, ou pour salaires et traitements, seront punis, savoir : les fonctionnaires ou les officiers publics, de la peine de la reclusion, et leurs commis ou préposés, d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus, lorsque la totalité des sommes indûment exigées ou reçues, ou dont la perception a été ordonnée, a été supérieure à 300 francs.

Toutes les fois que la totalité de ces sommes n'excédera pas 300 francs, les fonctionnaires ou les officiers publics ci-dessus désignés seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et leurs commis ou préposés d'un emprisonnement d'une année au moins et de quatre ans au plus.

La tentative de ce délit sera punie comme le délit lui-même.

Dans tous les cas où la peine d'emprisonnement sera prononcée, les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, a compter du jour où ils auront subi leur peine; ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, *sous la surveillance de la haute police*, pendant le même nombre d'années.

Dans tous les cas prévus par le présent article, les coupables seront condamnés à une amende dont le *maximum* sera le quart des restitutions et des dommages-intérêts, et le *minimum* le douzième.

Les dispositions du présent article sont applicables aux greffiers et officiers ministériels, lorsque le fait a été commis à l'occasion des recettes dont ils sont chargés par la loi. — *Pén.* 2, 3, 7, 9, 11, 40 s.; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 174. — *Tous fonctionnaires, tous officiers publics, leurs commis ou préposés, tous percepteurs des droits, taxes, contributions, deniers, revenus publics ou communaux, et leurs commis ou préposés, qui se seront rendus coupables du crime de concussion, en ordonnant de percevoir ou en exigeant ou en recevant ce qu'ils savaient n'être pas dû, ou excéder ce qui était dû pour droits, taxes, contributions, deniers ou revenus, ou pour salaires ou traitements, seront punis, savoir : les fonctionnaires ou les officiers publics, de la peine de la reclusion; et leurs commis ou préposés, d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus. — Les coupables seront de plus condamnés à une amende dont le maximum sera le quart des restitutions et des dommages-intérêts, et le minimum le douzième.*

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 58 s. — **S.** *eod. v°*, 40 s. — **T.** (87-97), v^is *Concussion*, 1 s.; *Fonction. public*, 25 s. *Loi du* 13 *mai* 1863 : **D. P.** 63. 4. 79.

1. Le crime de corruption se distingue du crime de concussion par la circonstance que le fonctionnaire coupable a reçu d'une personne un don ou présent que celle-ci était libre de ne pas lui faire. — Cr. r. 24 fevr. 1893, D. P. 93. 1. 393.

2. Ainsi, il y a crime de corruption lorsqu'il résulte des circonstances de la cause que le fonctionnaire a reçu des dons ou présents pour faire un acte de sa fonction, non sujet à salaire, en vertu d'un pacte forme par l'intermediaire d'un tiers, alors qu'il n'est pas établi que les fonds reçus par le fonctionnaire aient été exigés ou extorqués par lui. — Même arrêt.

3. Il y a au contraire crime de concussion dans le fait par un magistrat d'avoir, dans l'exercice de ses fonctions, ordonné de percevoir, exigé ou reçu pour indemnite de transport des sommes qu'il savait n'être pas dues ou exceder ce qui était dû. — Cr. r. 2 avr. 1896, D. P. 96. 1. 440.

4. L'art. 174 c. pén. qui prévoit et punit le délit de concussion n'exige pas, pour que le délit existe, que la perception illicite opérée par les fonctionnaires de l'espèce énumérée en cet article l'ait été a l'insu ou contre le gré de la personne qui a remis les fonds. — Cr. r. 18 fevr. 1899, D. P. 99. 1. 425.

5 Les médecins inspecteurs des enfants du premier âge, crees par la loi du 23 déc. 1874, etant revêtus d'un mandat public, par suite d'une délegation légale et personnelle de fonctions, sont egalement des fonctionnaires publics au sens de l'art. 174 c. pén., et par suite sont justiciables de la cour d'assises, s'ils sont accusés de concussion. — Cr. c. 8 juin 1888, D. P. 88. 1. 493.

6. La concussion peut résulter non seulement de la perception illegitime d'une recette publique sur les particuliers, mais encore de la perception illicite faite, au préjudice de l'Administration, de salaires ou traitements. — Cr. r. 20 dec. 1888, D. P. 89. 1. 217, et la note de M. Garraud.

7. Ainsi le medecin inspecteur des enfants du premier âge, nommé par le préfet, commet un fait de concussion s'il

exige ou reçoit, à ce titre, sur le budget départemental, des sommes d'argent qu'il savait excéder le montant de ce qui lui était dû pour salaires ou pour traitement. — Lyon, 9 fevr. 1888, et sur pourvoi, Cr. c. 8 juin 1888, D. P. 88. 1. 493.

§ 3. — Des délits de fonctionnaires qui se seront ingérés dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité.

Art. 175. Tout fonctionnaire, tout officier public, tout agent du Gouvernement, qui, soit ouvertement, soit par actes simulés, soit par interposition de personnes, aura pris ou reçu quelque intérêt que ce soit dans les actes, adjudications, entreprises ou régies dont il a ou avait, au temps de l'acte, en tout ou en partie, l'administration ou la surveillance, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et sera condamné à une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des indemnités, ni être au-dessous du douzième.

Il sera de plus déclaré à jamais incapable d'exercer aucune fonction publique.

La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire ou agent du Gouvernement qui aura pris un intérêt quelconque dans une affaire dont il était chargé d'ordonnancer le payement ou de faire la liquidation. — *Pén.* 9, 40, 52 s.; *Civ.* 1596, 2102-7°; *Com.* 85 s.; *For.* 21, 101.

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 82 s. — **S.** *eod. v°*, 58 s. — **T.** (87-97), v° *Fonctionnaire public*, 25 s.

1. Le délit prevu par l'art. 175 c. pen. n'existe, en principe, que si le prévenu est de mauvaise foi; tout au plus l'établissement du fait materiel qu'on lui reproche a-t-il pour resultat d'elever contre lui une présomption de mauvaise foi, laquelle doit céder devant la preuve contraire. — Rouen, 18 juill. 1896, D. P. 96. 2. 509, et la note de M. Appleton. — Cr. r. 23 juin 1904, D. P. 1909. 1. 243. — *Contrà:* Cr. c. 15 dec. 1905, D. P. 1907. 1. 195, et sur renvoi, Nancy, 22 févr. 1906, D. P. 1908 2. 278.

2. En conséquence, le fait, par le maire d'une commune, d'avoir fourni a cette commune des objets de son commerce, ne suffit pas pour constituer le delit prevu et puni par l'art. 175 c. pen., lorsqu'il est demontre par les circonstances de la cause que ce fonctionnaire a agi de bonne foi, dans l'ignorance du caractère delictueux de ses actes, et sans prétendre a un bénéfice plus élevé que celui qu'auraient vraisemblablement prelevé des fournisseurs étrangers à l'administration communale. — Mêmes arrêts.

3. Le fait par un maire de prendre un intérêt dans une societé ayant pour objet l'exploitation d'une source appartenant à la commune reunit tous les éléments constitutifs de l'ingerence prohibée par l'art. 175 c. pen..., encore que l'association ait été declarée nulle, comme fondée sur un acte de concession dépourvu de l'approbation de l'autorité administrative supérieure. — Cr. r. 5 juin 1890, D. P. 91. 1. 42.

4. Commet également le délit prévu et puni par l'art. 175 c. pén., le brigadier forestier qui prend un intérêt dans l'exploitation des coupes de bois d'une forêt dont il a la surveillance. — Dijon, 15 mars 1894, D. P. 94. 2. 471.

5. Les commissaires-priseurs constituent simplement des officiers ministériels; ils n'ont a aucun titre la qualité de fonctionnaires, d'officiers publics ou d'agents du Gouvernement; par suite, ils ne sont pas passibles des peines de l'art. 175 c. pén, s'ils ont pris un interêt dans une entreprise placee sous leur surveillance. — Bordeaux, 29 janv. 1892, D. P 92. 2. 165.

6 Le maximum de l'amende prévue par l'art. 175 c. pén, etant égal au quart des restitutions et dommages, l'arrêt qui condamne le prévenu à une amende supérieure à ce maximum doit être annulé. — Cr. c. 9 avr. 1897, *Bull. crim.*, n° 131.

Art. 176. Tout commandant des divisions militaires, des départements ou des places et villes, tout préfet ou sous-préfet, qui aura, dans l'étendue des lieux où il a le droit d'exercer son autorité, fait ouvertement, ou par des actes simulés, ou par interposition de personnes, le commerce de

grains, grenailles, farines, substances farineuses, vins ou boissons, autres que ceux provenant de ses propriétés, sera puni d'une amende de 500 francs au moins, de 10 000 francs au plus, et de la confiscation des denrées appartenant à ce commerce. — *Pén.* 9, 11, 52 s.

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 97. — S. *eod. v°*, 62.

§ 4. — De la corruption des fonctionnaires publics.

Art. 177. (*L.* 13 *mai* 1863.) « Tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration publique, qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents, pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, sera puni de la dégradation civique, et condamné à une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues, sans que ladite amende puisse être inférieure à 200 francs.

La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire, agent ou préposé de la qualité ci-dessus exprimée, qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présents reçus, se sera abstenu de faire un acte qui rentrait dans l'ordre de ses devoirs.

Sera puni de la même peine tout arbitre ou expert nommé, soit par le tribunal, soit par les parties, qui aura agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents, pour rendre une décision ou donner une opinion favorable à l'une des parties. »

(*L.* 4 *juillet* 1889.) « Sera punie des mêmes peines toute personne investie d'un mandat électif, qui aura agréé des offres ou promesses, reçu des dons ou présents pour faire obtenir ou tenter de faire obtenir des décorations, médailles, distinctions ou récompenses, des places, fonctions ou emplois, des faveurs quelconques, accordées par l'autorité publique, des marchés, entreprises, ou autres bénéfices résultant de traités conclus également avec l'autorité publique, et aura ainsi abusé de l'influence réelle ou supposée, que lui donne son mandat.

Toute autre personne qui se sera rendue coupable de faits semblables sera punie d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende égale à celle prononcée par le premier paragraphe du présent article.

Les coupables pourront en outre être interdits des droits mentionnés dans l'article 42 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine. » — *Pén.* 8, 11, 52, 113, 174, 181; *Instr.* 483 s.

Ancien art. 177. [TEXTE DE 1810.] — *Tout fonctionnaire public de l'ordre administratif ou judiciaire, tout agent ou préposé d'une administration publique, qui aurait agréé des offres ou promesses, ou reçu des dons ou présents pour faire un acte de sa fonction ou de son emploi, même juste, mais non sujet à salaire, sera puni du carcan, et condamné à une amende double de la valeur des promesses agréées ou des choses reçues, sans que ladite amende puisse être inférieure à deux cents francs. — La présente disposition est applicable à tout fonctionnaire, agent ou préposé de la qualité ci-dessus exprimée, qui, par offres ou promesses agréées, dons ou présents reçus, se sera abstenu de faire un acte qui entrait dans l'ordre de ses devoirs.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *Cet article comprenait les deux premiers paragraphes de l'article nouveau.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE AUX LOIS DU 13 MAI 1863 ET DU 4 JUILLET 1889 : **R.** v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 98 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 63 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

§ 3. LOI DU 4 JUILLET 1889 : **S.** v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 63 s. — **T.** (87-97), v° *Corruption*, 1 s. — **D. P.** 90. 4. 56.

1. L'expression « fonctionnaire public », employée par l'art. 177 c. pén, doit être entendue dans son sens le plus général. — Cr. r. 24 févr. 1893, D. P. 93. 1. 393.

2. Elle comprend non seulement les citoyens revêtus à un degre quelconque d'une portion de la puissance publique, mais encore ceux qui, investis d'un mandat public, soit par une élection régulière, soit par une délégation du pouvoir exécutif, concourent à la gestion des affaires de l'État, du departement ou de la commune. — Cr. r. 29 mai 1886, D. P. 87. 1. 238 — Cr. r. 24 févr. 1893, precite.

3. Elle est applicable, notamment, aux senateurs et aux deputés, lesquels sont investis d'une mission dont l'execution se lie à des interêts non seulement d'ordre politique, mais encore d'ordre administratif. — Cr. r. 24 févr. 1893, précite. — V. toutefois les observations contraires sous cet arrêt.

4. En conséquence, le fait, par un senateur ou un député, d'avoir agreé des offres ou promesses, reçu des dons ou presents pour faire un acte de ses attributions, constitue le crime de corruption prevu par l'art. 177 c. pén. — Même arrêt.

5. L'art. 177, § 5, c. pén., est applicable a un journaliste qui a reçu des dons pour faire obtenir une faveur accordée par l'autorité publique. — Cr. r. 30 janv. 1909, D. P. 1910. 1. 505.

6. L'art. 177 est également applicable : ... aux conseillers municipaux. — Cr. r. 29 mai 1886, précité.

7. ... Aux facteurs des postes. — Nancy, 4 juin 1908, D. P. 1908. 2. 277.

8. Le fait d'agréer une promesse d'argent pour obtenir ou tenter d'obtenir, en faveur d'un jeune homme, l'exemption du service militaire, tombe également sous l'application de l'art. 177 c. pén. — Cr. r. 9 mai 1895, D. P. 1900. 1. 213.

9. Celui qui se fait souscrire un billet, en assurant à celui qui le lui a souscrit que, grâce au concours d'un tiers qu'il ne nomme pas, il fera réussir un pourvoi en cassation dont le succes interesse le souscripteur du billet, tombe sous le coup de l'art. 177, n° 5 nouveau, c. pén. — Cr. c. 24 juin 1899, D. P. 1902. 1. 357.

10. La loi n'exige nullement, pour l'application de l'art. 177 nouveau, c. pén, que des demarches aient été faites pour determiner la croyance à l'influence de celui qui reçoit les offres, promesses, dons ou presents ; en effet, de telles démarches, lorsqu'elles ont lieu, constituent les manœuvres frauduleuses qui caractérisent l'escroquerie et, dès lors, rendent sans application à l'espece la disposition nouvelle du 5e alinea de l'art. 177 c. pen. — Même arrêt.

Art. 178. (*L.* 28 *avril* 1832.) Dans le cas où la corruption aurait pour objet un fait criminel emportant une peine plus forte que celle de la dégradation civique, cette peine plus forte sera appliquée aux coupables.

Ancien art. 178. — *Dans le cas où la corruption aurait pour objet un fait criminel emportant une peine plus forte que celle du carcan, cette peine plus forte sera appliquée aux coupables.*

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 130 s. — **S.** *eod.* v°, 75.

Art. 179. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque aura contraint ou tenté de contraindre, par voies de fait ou menaces, corrompu ou tenté de corrompre par promesses, offres, dons ou présents, l'une des personnes de la qualité exprimée en l'article 177, pour obtenir, soit une opinion favorable, soit des procès-verbaux, états, certificats ou estimations contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications, entreprises ou autres bénéfices quelconques, soit tout autre acte du ministère du fonctionnaire, agent ou préposé, soit enfin l'abstention d'un acte qui rentrait dans l'exercice de ses devoirs, sera puni des mêmes peines que la personne corrompue.

Toutefois, si les tentatives de contrainte ou corruption n'ont eu aucun effet, les auteurs de ces tentatives seront simplement punis d'un emprison-

nement de trois mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de 100 francs à 300 francs. — *Pén.* 2 s., 9, 24, 40, 52 s., 177.

Ancien art. 179. — *Quiconque aura contraint ou tenté de contraindre par voies de fait ou menaces, corrompu ou tenté de corrompre, par promesses, offres, dons ou présents, un fonctionnaire, agent ou préposé, de la qualité exprimée en l'article* 177, *pour obtenir, soit une opinion favorable, soit des procès-verbaux, états, certificats ou estimations contraires à la vérité, soit des places, emplois, adjudications, entreprises ou autres bénéfices quelconques, soit enfin tout autre acte du ministère du fonctionnaire, agent ou préposé, sera puni des mêmes peines que le fonctionnaire, agent ou préposé corrompu. — Toutefois, si les tentatives de contrainte ou corruption n'ont eu aucun effet, les auteurs de ces tentatives seront simplement punis d'un emprisonnement de trois mois au moins, et de six mois au plus, et d'une amende de* 100 *francs à* 300 *francs.*

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 147 s. — **S.** *eod. v°*, 77 s. — **T.** (87-97), v° *Corruption*, 1 s

Loi du 13 *mai* 1863 : **D. P.** 63. 4. 79.

1. La corruption ou la tentative de corruption de fonctionnaires resulte des offres ou promesses, dons ou presents, faits dans l'intention de corrompre, sans qu'il soit besoin que les fonctionnaires aient eté, en outre, l'objet de propositions verbales ou écrites. — Cr. r. 28 janv. 1897, D. P. 97. 1. 240.

2. Ainsi, sont coupables de corruption ou de tentative de corruption de fonctionnaires les plaideurs qui, sans adresser au juge appelé à juger leur procès une proposition tendant à obtenir une opinion favorable, remettent à ce juge un pli cacheté paraissant contenir des pièces de procédure et renfermant en réalité une somme d'argent. — Même arrêt.

3. Le fait de chercher à obtenir, par l'offre ou la promesse d'une somme d'argent, l'influence et le vote d'un conseiller municipal pour se faire donner une concession de travaux publics rentre dans les actes prévus par l'art. 179 c. pen. — Cr. r. 29 mai 1886, D. P. 87. 1. 238.

4. Aux termes des ordonnances et reglements de la matière, le capitaine d'habillement d'un corps de troupe est charge de tous les details qui constituent le service de l'habillement, tient les écritures qui s'y rapportent, et fait partie, avec voix delibérative, du conseil d'administration qui statue sur les soumissions des fournisseurs. — Cr. r. 18 juill. 1889, D. P. 89. 1 385, et la note.

5 Il suit de là que l'offre d'une somme d'argent, faite par un fournisseur au capitaine d'habillement, afin que celui-ci, au sein du conseil d'administration, fasse frauduleusement obtenir une adjudication audit fournisseur, constitue une tentative de corruption pour un acte essentiellement relatif aux fonctions de cet officier. — Même arrêt.

6 Il n'est pas necessaire que l'arrêt qui condamne le fournisseur pour ce delit declare expressement que l'acte ainsi sollicité sans succes rentrait dans les fonctions du capitaine d'habillement ; il suffit que cela ressorte des constatations de fait relevées par les juges du fond. — Même arrêt.

Art. 180. Il ne sera jamais fait au corrupteur restitution des choses par lui livrées, ni de leur valeur : elles seront confisquées au profit des hospices des lieux où la corruption aura été commise. — *Pén.* 11, 177 s.

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 147 s. — **S.** *eod. v°*, 77 s.

Art. 181. Si c'est un juge prononçant en matière criminelle, ou un juré qui s'est laissé corrompre, soit en faveur, soit au préjudice de l'accusé, il sera puni de la reclusion, outre l'amende ordonnée par l'article 177. — *Pén.* 7, 9, 21 s., 47.

Art. 182. Si, par l'effet de la corruption, il y a eu condamnation à une peine supérieure à celle de la reclusion, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au juge ou juré coupable de corruption. — *Pén.* 181.

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 130 s. — **S.** *eod. v°*, 75 s.

Art. 183. Tout juge ou administrateur qui se sera décidé par faveur pour une partie, ou par inimitié contre elle, sera coupable de forfaiture et puni de la dégradation civique. — *Pén.* 8, 34, 166 s.; *Instr.* 484.

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 136 s. — **S.** *eod. v°*, 76.

§ 5. — Des abus d'autorité.

PREMIÈRE CLASSE.

Des abus d'autorité contre les particuliers.

Art. 184. (*L.* 28 *avril* 1832.) Tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire, tout officier de justice ou de police, tout commandant ou agent de la force publique, qui, agissant en sadite qualité, se sera introduit dans le domicile d'un citoyen contre le gré de celui-ci, hors les cas prévus par la loi, et sans les formalités qu'elle a prescrites, sera puni d'un emprisonnement de six jours à un an, et d'une amende de 16 francs à 500 francs, sans préjudice de l'application du second paragraphe de l'article 114.

Tout individu qui se sera introduit a l'aide de menaces ou de violences dans le domicile d'un citoyen, sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 francs à 200 francs. — *Pén.* 9, 40, 52, 176; *Instr.* 36, 40, 87; *Pr.* 587, 588.

Ancien art. 184. — *Tout juge, tout procureur général ou du Roi, tout substitut, tout administrateur, ou tout autre officier de justice ou de police, qui se sera introduit dans le domicile d'un citoyen hors les cas prévus par la loi et sans les formalités qu'elle a prescrites, sera puni d'une amende de* 16 *francs au moins, et de* 200 *francs au plus.*

R. v° *Lib. individuelle*, 51 s. — **S.** *eod. v°*, 17 s. — **T.** (87-97), v° *Violation de domicile*, 1 s.

1. Les juges commettent un excès de pouvoir en chargeant un expert de perquisitionner dans un domicile privé, spécialement celui du tuteur des héritiers mineurs d'un commerçant dont la faillite est demandée. — Angers, 10 mars 1896, D. P. 98. 2. 345.

2. On doit entendre par *domicile*, dans le sens de l'art. 184 c. pén., toute demeure permanente ou temporaire occupée par celui qui y a droit, ou, de son consentement, par un tiers. — Cr. r. 24 juin 1893, D. P. 93. 1. 407. — Agen, 7 déc. 1905, D. P. 1906. 2. 207.

3. L'action civile fondée sur le délit de violation de domicile appartient spécialement à celui qui, bien que n'étant pas locataire, occupe un logement du consentement de la personne au nom de laquelle le bail a été passé. — Même arrêt.

4. Décide également que le paragraphe 2 de l'art. 184 c. pén., qui punit la violation de domicile par un simple particulier, ne protège que l'endroit servant d'habitation ou de résidence réelle a un citoyen. — Bourges, 4 juin 1885, D. P. 87. 2. 219.

5. En conséquence, le fait par un particulier de s'introduire dans une maison inoccupée, non meublée, et qui n'a jamais été habitée par son propriétaire actuel, ne saurait constituer le délit de violation de domicile. — Bourges, 4 juin 1885, précité. — Comp. Cr. r. 13 déc. 1890, D. P. 91. 1. 226.

6. Le délit de violation de domicile n'existe qu'à la condition que l'introduction ait été effectuée à l'aide de menaces ou de violences. — Cr. r. 13 déc. 1890, D. P. 91. 1. 286.

7. Il y a lieu, par suite, a la cassation de l'arrêt qui a prononcé une condamnation pour ce délit, sans qu'il résulte des faits constatés que le prévenu se soit introduit à l'aide de menaces ou de violences dans la maison du plaignant. — Même arrêt.

8. Ce délit résulte de l'introduction violente, et contre le gré du propriétaire, dans le domicile d'un citoyen, que celui-ci soit présent, ou même qu'il soit absent et non représenté, la protection légale du domicile étant plus nécessaire encore pour l'absent que pour le présent. — Cr. r. 1er mars 1890, D. P. 90. 1. 334.

9. La violence, qui est un des éléments constitutifs de ce délit, peut être purement matérielle et résulter notamment du fait d'avoir fait ouvrir par un serrurier, a l'aide d'un crochet, la porte d'un logement. — Même arrêt.

10. La femme mariée n'ayant d'autre domicile que celui de son mari, l'application des peines correctionnelles qui frappent la violation du domicile d'autrui par les particuliers, ne saurait se justifier à l'égard d'un mari pénétrant, même avec violence, chez sa femme, que dans le cas où une décision de justice aurait antérieurement autorisé celle-ci à avoir une résidence personnelle et séparée. — Cr. c. 2 avr. 1897, D. P. 97. 1. 365.

Art. 185. Tout juge ou tribunal, tout administrateur ou autorité administrative, qui, sous quelque prétexte que ce soit, même du silence ou de l'obscurité de la loi, aura dénié de rendre la justice qu'il doit aux parties, après en avoir été requis, et qui aura persévéré dans son déni, après avertissement ou injonction de ses supérieurs, pourra être poursuivi, et sera puni d'une amende de 200 francs au moins, et de 500 francs au plus, et de l'interdiction de l'exercice des fonctions publiques depuis cinq ans jusqu'à vingt. — *Pén.* 9, 42, 52, 127; *Instr.* 483; *Civ.* 4; *Pr.* 506.

R. v° *Déni de justice*, 1 s. — **S.** *eod.* v°, 1 s.

Art. 186. Lorsqu'un fonctionnaire ou un officier public, un administrateur, un agent ou un préposé du Gouvernement ou de la police, un exécuteur des mandats de justice ou jugements, un commandant en chef ou en sous-ordre de la force publique, aura, sans motif légitime, usé ou fait user de violences envers les personnes, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, il sera puni selon la nature et la gravité de ces violences, et en élevant la peine suivant la règle posée par l'article 198 ci-après. — *Pén.* 309 s.

R. v° *Liberté individuelle*, 59 s.

L'expulsion d'un membre du conseil municipal exécutee par les agents de la force publique sur les ordres du maire, ne constitue pas le crime d'attentat à la liberté individuelle ou aux droits civiques prévu par l'art. 114 c. pén.; mais elle réunit les caractères légaux du delit de violences envers les personnes, exercées sans motif légitime par un fonctionnaire public dans l'exercice de ses fonctions, delit prevu et puni par les art. 186 et 311 c. pén. — Montpellier, 3 juill. 1886, D. P. 87. 2. 21.

Art. 187. (*L.* 28 *avril* 1832.) Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du Gouvernement ou de l'administration des postes, sera punie d'une amende de 16 francs à 500 francs, et d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans. Le coupable sera, de plus, interdit de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — *Pén.* 9, 169, 318.

Ancien art. 187. — *Toute suppression, toute ouverture de lettres confiées à la poste, commise ou facilitée par un fonctionnaire ou un agent du Gouvernement ou de l'administration des postes, sera punie d'une amende de* 16 *francs à* 300 *francs. Le coupable sera, de plus, interdit de toute fonction ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.*

R. v° *Postes et télégraphes*, 137 s. — **S.** *eod.* v°, 165 s. — **T.** (87-97), v° *Poste aux lettres*, 260 s.

1. Le fait, par un agent des postes (un facteur), d'avoir frauduleusement conservé, même pendant un temps relativement court, une lettre, au lieu de la faire parvenir au destinataire dans le délai normal, constitue le délit de suppression de lettre prévu et puni par l'art. 187 c. pén. — Limoges, 6 juin 1884, D. P. 84. 2. 152.

2. C'est l'art. 173 et non l'art. 187 qui doit être appliqué au fait d'ouverture des correspondances pour s'en approprier le contenu. — Cr. r. 9 août 1889 (motifs), D. P 90. 5. 368.

DEUXIÈME CLASSE.

Des abus d'autorité contre la chose publique.

Art. 188. Tout fonctionnaire public, agent ou préposé du Gouvernement, de quelque état et grade qu'il soit, qui aura requis ou ordonné, fait

requerir ou ordonner l'action ou l'emploi de la force publique contre l'exécution d'une loi ou contre la perception d'une contribution légale, ou contre l'exécution soit d'une ordonnance ou mandat de justice, soit de tout autre ordre émané de l'autorité légitime, sera puni de la reclusion. — *Pén.* 123 s., 189, 209.

Art. 189. (*L.* 28 *avril* 1832.) Si cette réquisition ou cet ordre ont été suivis de leur effet, la peine sera le *maximum* de la reclusion. — *Pén.* 188, 190 s.

Ancien art. 189. — *Si cette réquisition ou cet ordre ont été suivis de leur effet, la peine sera la déportation.*

Art. 190. Les peines énoncées aux articles 188 et 189 ne cesseront d'être applicables aux fonctionnaires ou préposés qui auraient agi par ordre de leurs supérieurs, qu'autant que cet ordre aura été donné par ceux-ci pour des objets de leur ressort, et sur lesquels il leur était dû obéissance hiérarchique; dans ce cas, les peines portées ci-dessus ne seront appliquées qu'aux supérieurs qui les premiers auront donné cet ordre. — *Pén.* 64, 114 s.

Art. 191. Si, par suite desdits ordres ou réquisitions, il survient d'autres crimes punissables de peines plus fortes que celles exprimées aux articles 188 et 189, ces peines plus fortes seront appliquées aux fonctionnaires, agents ou préposés, coupables d'avoir donné lesdits ordres ou fait lesdites réquisitions. — *Pén.* 216, 264.

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 158 s. — **S.** *eod.* v°, 86.

§ 6. — De quelques délits relatifs à la tenue des actes de l'état civil.

Art. 192. Les officiers de l'état civil qui auront inscrit leurs actes sur de simples feuilles volantes, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus, et d'une amende de 16 francs à 200 francs. — *Pén.* 9; *Civ.* 40, 52.

R. v[is] *Acte de l'état civil*, 486 s.

Art. 193. Lorsque, pour la validité d'un mariage, la loi prescrit le consentement des père, mère ou autres personnes, et que l'officier de l'état civil ne se sera pas assuré de l'existence de ce consentement, il sera puni d'une amende de 16 francs à 300 francs, et d'un emprisonnement de six mois au moins et d'un an au plus. — *Pén.* 9, 40 s.; *Civ.* 73, 76, 156, 157, 160.

R. v° *Mariage*, 191 s. — **S.** *eod.* v°, 91 s.

Art. 194. L'officier de l'état civil sera aussi puni de 16 francs à 300 francs d'amende, lorsqu'il aura reçu, avant le temps prescrit par l'article 228 du Code civil, l'acte de mariage d'une femme ayant déjà été mariée. — *Pén.* 9, 52 s., 145, 146, 177, 340.

R. v° *Mariage*, 963 s.

Art. 195. Les peines portées aux articles précédents contre les officiers de l'état civil leur seront appliquées, lors même que la nullité de leurs actes n'aurait pas été demandée ou aurait été couverte; le tout sans préju-

dice des peines plus fortes prononcées en cas de collusion, et sans préjudice aussi des autres dispositions pénales du titre V du livre Ier du Code civil. – *Pén.* 145, 146, 177; *Civ.* 156, 157, 192, 193.

R. v° *Acte de l'état civil*, 486.

§ 7. — De l'exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé.

Art. 196. Tout fonctionnaire public qui sera entré en exercice de ses fonctions sans avoir prêté le serment, pourra être poursuivi, et sera puni d'une amende de 16 francs à 150 francs. — *Pén.* 258.

Art. 197. Tout fonctionnaire public révoqué, destitué, suspendu ou interdit légalement, qui, après en avoir eu la connaissance officielle, aura continué l'exercice de ses fonctions, ou qui, étant électif ou temporaire, les aura exercées après avoir été remplacé, sera puni d'un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus, et d'une amende de 100 francs à 500 francs. Il sera interdit de l'exercice de toute fonction publique pour cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine : le tout sans préjudice des plus fortes peines portées contre les officiers ou les commandants militaires par l'article 93 du présent Code. — *Pén.* 9, 40 s.

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 172 s. — **S.** *cod.* v°, 87 s.

Dispositions particulières.

Art. 198. (*L.* 28 *avril* 1832.) Hors les cas où la loi règle spécialement les peines encourues pour crimes ou délits commis par les fonctionnaires ou officiers publics, ceux d'entre eux qui auront participé à d'autres crimes ou délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer, seront punis comme il suit :

S'il s'agit d'un délit de police correctionnelle, ils subiront toujours le *maximum* de la peine attachée à l'espèce de délit;

Et s'il s'agit de crime, ils seront condamnés, savoir : à la reclusion, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine du bannissement ou de la dégradation civique.

Aux travaux forcés à temps, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine de la reclusion ou de la détention.

Et aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le crime emportera contre tout autre coupable la peine de la déportation ou celle des travaux forcés à temps.

Au delà des cas qui viennent d'être exprimés, la peine commune sera appliquée sans aggravation. — *Pén.* 7, 19, 21, 28, 186, 333, 462.

Ancien art. 198. — *Hors le cas où la loi règle spécialement les peines encourues pour crimes ou délits commis par les fonctionnaires ou officiers publics, ceux d'entre eux qui auront participé à d'autres crimes ou délits qu'ils étaient chargés de surveiller ou de réprimer, seront punis comme il suit : — S'il s'agit d'un délit de police correctionnelle, ils subiront toujours le maximum de la peine attachée à l'espèce du délit; — Et s'il s'agit de crimes emportant peine afflictive, ils seront condamnés, savoir : — A la reclusion, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine du bannissement ou du carcan; —*

Aux travaux forcés à temps, si le crime emporte contre tout autre coupable la peine de la reclusion ; — Et aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le crime emportera contre tout autre coupable la peine de la déportation ou celle des travaux forcés à temps. — Au delà des cas qui viennent d'être exprimés, la peine commune sera appliquée sans aggravation

R. v° *Forfaiture et délits de fonctionnaires*, 188 s. — **S.** *eod* v°, 92 s.

SECTION III.

Des troubles apportés à l'ordre public par les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère.

1er. — Des contraventions propres à compromettre l'état civil des personnes.

Art. 199. Tout ministre d'un culte qui procédera aux cérémonies religieuses d'un mariage, sans qu'il lui ait été justifié d'un acte de mariage préalablement reçu par les officiers de l'état civil, sera, pour la première fois, puni d'une amende de 16 francs à 100 francs. — *Pén.* 9, 52 s., 200; *Civ.* 76, 165.

Art. 200. (*L.* 28 *avril* 1832.) En cas de nouvelles contraventions de l'espèce exprimée en l'article précédent, le ministre du culte qui les aura commises sera puni, savoir :

Pour la première récidive, d'un emprisonnement de deux à cinq ans;

Et pour la seconde, de la détention. — *Pén.* 7, 20, 28 s., 34, 36, 47, 56 s.

Ancien art. 200. — *En cas de nouvelles contraventions de l'espèce exprimée en l'article précédent, le ministre du culte qui les aura commises sera puni, savoir : — Pour la première récidive d'un emprisonnement de deux à cinq ans; — Et pour la seconde de la déportation.*

R. v° *Culte*, 293 s. — **S.** *eod.* v°, 185 s.

1. La célébration du mariage religieux sans justification prealable de l'accomplissement du mariage civil continue de tomber, malgré la séparation des Eglises et de l'Etat, sous le coup des art. 199 et 200 c. pen dont la loi du 9 dec. 1905 n'a pas entraîné l'abrogation. — Cr. r. 9 nov. 1906, D. P. 1907. 1. 161. — Montpellier, 31 oct. 1907, D. P. 1908. 2. 95.

2. Et il en est ainsi, alors même que, par suite de circonstances exceptionnelles, le fonctionnement de l'etat civil serait interrompu dans la commune ; ces circonstances ont seulement pour effet d'attenuer la gravité de l'infraction commise par le ministre du culte. — Montpellier, 31 oct. 1907, precité.

Sur la célébration religieuse d'un mariage sans justification préalable d'un mariage civil, **V. C. adm. ann.**, t. 2, v° *Culte*, p. 94, nos 1758 s.

§ 2. — Des critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un discours pastoral prononcé publiquement.

Art. 201. (Abrogé par L. 9 décembre 1905.) *Les ministres des cultes qui prononceront dans l'exercice de leur ministère, et en assemblee publique, un discours contenant la critique ou censure du Gouvernement, d'une loi, d'une ordonnance royale ou de tout autre acte de l'autorité publique, seront punis d'un emprisonnement de trois mois a deux ans.*

Art. 202. (Abrogé par L. 9 décembre 1905.) *Si le discours contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre du culte qui l'aura prononcé sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, si la provocation n'a été suivie d'aucun effet; et du bannissement, si elle a donné lieu à la désobéissance, autre toutefois que celle qui aurait dégénéré en sédition ou révolte.*

Art. 203. (Abrogé par L. 9 décembre 1905.) *Lorsque la provocation aura été suivie d'une sédition ou révolte dont la nature donnera lieu contre l'un ou plusieurs des coupables à une peine plus forte que celle du bannissement, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au ministre coupable de la provocation.*

§ 3. — Des critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un écrit pastoral.

Art. 204. (Abrogé par L. 9 décembre 1905.) *Tout écrit contenant des instructions pastorales, en quelque forme que ce soit, et dans lequel un ministre du culte se sera ingéré de critiquer ou censurer, soit le Gouvernement, soit tout acte de l'autorité publique, emportera la peine du bannissement contre le ministre qui l'aura publié.*

Art. 205. (Abrogé par L. 9 décembre 1905.) *Si l'écrit mentionné en l'article précédent contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre qui l'aura publié sera puni de la détention.*

Ancien art. 205. — Si l'écrit mentionné en l'article précédent contient une provocation directe à la désobéissance aux lois ou autres actes de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre qui l'aura publié sera puni de la déportation.

Art. 206. (Abrogé par L. 9 décembre 1905.) *Lorsque la provocation contenue dans l'écrit pastoral aura été suivie d'une sédition ou révolte dont la nature donnera lieu contre l'un ou plusieurs des coupables à une peine plus forte que celle de la déportation, cette peine, quelle qu'elle soit, sera appliquée au ministre coupable de la provocation.*

§ 4. — De la correspondance des ministres des cultes avec des cours ou puissances étrangères, sur des matières de religion.

Art. 207. (Abrogé par L. 9 décembre 1905.) *Tout ministre d'un culte qui aura, sur des questions ou matières religieuses, entretenu une correspondance avec une cour ou puissance étrangère, sans en avoir préalablement informé le ministre* du Roi *chargé de la surveillance des cultes, et sans avoir obtenu son autorisation, sera, pour ce seul fait, puni d'une amende de 100 francs à 500 francs, et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.*

Art. 208. (Abrogé par L. 9 décembre 1905.) *Si la correspondance mentionnée en l'article précédent a été accompagnée ou suivie d'autres faits contraires aux dispositions formelles d'une loi ou d'une ordonnance du Roi, le coupable sera puni du bannissement, à moins que la peine résultant de la nature de ces faits ne soit plus forte, auquel cas cette peine plus forte sera seule appliquée.*

SECTION IV.

Résistance, désobéissance et autres manquements envers l'autorité publique.

§ 1er. — Rébellion.

Art. 209. Toute attaque, toute résistance avec violences et voies de fait envers les officiers ministériels, les gardes champêtres ou forestiers, la force publique, les préposés à la perception des taxes et des contributions, les porteurs de contraintes, les préposés des douanes, les séquestres, les officiers ou agents de la police administrative ou judiciaire, agissant pour l'exécution des lois, des ordres ou ordonnances de l'autorité publique, des mandats de justice ou jugements, est qualifiée, selon les circonstances, crime ou délit de rébellion. — *Pén.* 96, 98, 188, 230, 234.

R. Vo *Rébellion*, 1 s. — **S.** *eod. vo*, 1 s.

Art. 210. Si elle a été commise par plus de vingt personnes armées, les coupables seront punis des travaux forcés à temps; et, s'il n'y a pas eu port d'armes, ils seront punis de la reclusion. — *Pén.* 7, 15, 21, 101.

Art. 211. Si la rébellion a été commise par une réunion armée de trois personnes ou plus jusqu'à vingt inclusivement, la peine sera la reclusion; s'il n'y a pas eu port d'armes, la peine sera un emprisonnement de six mois au moins et de deux ans au plus. — *Pén.* 7, 9, 21, 28, 40, 218.

Art. 212 Si la rébellion n'a été commise que par une ou deux personnes, avec armes, elle sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et, si elle a eu lieu sans armes, d'un emprisonnement de six jours à six mois. — *Pén.* 9, 40, 101, 209, 218.

Art. 213. En cas de rébellion avec bande ou attroupement, l'article 100 du présent Code sera applicable aux rebelles sans fonctions ni emplois dans la bande, qui se seront retirés au premier avertissement de l'autorité publique, ou même depuis, s'ils n'ont été saisis que hors du lieu de la rébellion, et sans nouvelle résistance et sans armes. — *Pén.* 91, 410; *Instr.* 339.

Art. 214. Toute réunion d'individus pour un crime ou un délit, est réputée réunion armée, lorsque plus de deux personnes portent des armes ostensibles. — *Pén.* 101, 215 s.

Art. 215. Les personnes qui se trouveraient munies d'armes cachées, et qui auraient fait partie d'une troupe ou réunion non réputée armée, seront individuellement punies comme si elles avaient fait partie d'une troupe ou réunion armée. — *Pén.* 101, 210 s.

Art. 216. Les auteurs des crimes et délits commis pendant le cours et à l'occasion d'une rébellion, seront punis des peines prononcées contre chacun de ces crimes, si elles sont plus fortes que celles de la rébellion. — *Pén.* 191, 210 s.; *Instr.* 365.

Art. 217. (Abrogé par L. 17 mai 1819.) *Sera puni comme coupable de la rébellion, quiconque y aura provoqué, soit par des discours tenus dans des lieux ou réunions publics, soit par placards affichés, soit par écrits imprimés. Dans le cas où la rébellion n'aurait pas eu lieu, le provocateur sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et d'un an au plus.*

Art. 218. Dans tous les cas où il sera prononcé, pour fait de rébellion, une simple peine d'emprisonnement, les coupables pourront être condamnés en outre à une amende de 16 francs à 200 francs. — *Pén.* 9, 40, 52 s., 211, 212.

Art. 219. Seront punies comme réunions de rebelles, celles qui auront été formées avec ou sans armes, et accompagnées de violences ou de menaces contre l'autorité administrative, les officiers et les agents de police, ou contre la force publique :

1° Par les ouvriers ou journaliers dans les ateliers publics ou manufactures;

2° Par les individus admis dans les hospices;

3° Par les prisonniers prévenus, accusés ou condamnés. — *Pén.* 210 s., 220 s., 415 s.; *Instr.* 614 s.

Art. 220. La peine appliquée pour rébellion à des prisonniers prévenus, accusés ou condamnés relativement à d'autres crimes ou délits, sera par eux subie, savoir :

Par ceux qui, à raison des crimes ou délits qui ont causé leur détention, sont ou seraient condamnés à une peine non capitale ni perpétuelle, immédiatement après l'expiration de cette peine;

Et par les autres, immédiatement après l'arrêt ou jugement en dernier ressort qui les aura acquittés ou renvoyés absous du fait pour lequel ils étaient détenus. — *Pén.* 219, 254; *Instr.* 361, 364, 365, 614.

Art. 221. Les chefs d'une rébellion, et ceux qui l'auront provoquée, pourront être condamnés à rester, après l'expiration de leur peine, *sous la surveillance spéciale de la haute police* pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — *Pén.* 11, 44 s.; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

R. v° *Rébellion*, 45 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 209-221; et son **Suppl.**, nos 3468 s.

V. *infrà, la loi du 7 juin* **1848**, **Appendice au présent Code**, v° *Attroupements.*

§ 2. — Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique.

Art. 222. (*L.* 13 *mai* 1863.) Lorsqu'un ou plusieurs magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire, lorsqu'un ou plusieurs jurés auront reçu, dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice, quelque outrage par paroles, par écrit ou dessin non rendus publics, tendant, dans ces divers cas, à inculper leur honneur ou leur délicatesse, celui qui leur aura

adressé cet outrage sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans.

Si l'outrage par paroles a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans. — *Pén.* 9, 11, 40, 226; *Instr.* 181, 504; *Pr.* 10, 11, 88, 91.

Ancien art. 222. — Lorsqu'un ou plusieurs magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire auront reçu, dans l'exercice de leurs fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, quelque outrage par paroles tendant à inculper leur honneur ou leur délicatesse, celui qui les aura ainsi outragés sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. — Si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans.

Art. 223. (*L.* 13 *mai* 1863.) L'outrage fait par gestes ou menaces à un magistrat ou à un juré, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'un mois à six mois d'emprisonnement; et si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, il sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans. — *Pén.* 9, 11, 40, 91, 226; *Instr.* 181, 504.

Ancien art. 223. — L'outrage fait par gestes ou menaces à un magistrat dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'un mois à six mois d'emprisonnement; et, si l'outrage a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, il sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** V^is *Fonctionnaire public*, 126 s.; *Presse-outrage*, 675 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 222-223, n^os 1 s.; et son **Suppl.**, n^os 3193 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** V^is *Fonctionn. publ.*, 28 s.; *Presse-outrage*, 715 s. — **T.** (87-97), V^o *Presse-outrage*, 106 s. — **V.** aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, n^os 3493 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

1. L'outrage peut résulter d'expressions en apparence inoffensives ou même polies, dès l'instant que ces expressions, quelle qu'en soit la forme extérieure, comportent, à raison des circonstances, un sens injurieux ou diffamatoire; il n'est pas nécessaire que l'outrage soit caractérisé par un mot grossier, un terme de mepris, une invective. — Cr. r. 8 mai 1891, D. P. 92. 1. 105.

2. Spécialement, un coup de sifflet lance contre un homme politique, investi d'une haute magistrature administrative, constitue un outrage au sens de l'art. 222 c. pen. — Aix, 6 nov. 1903, D. P. 1904. 2. 162.

3. Les ministres rentrent dans la catégorie des personnes protégées contre les outrages, par les art. 222 et 223 c. pen. — Même arrêt.

4. La loi du 29 juill 1881 a laisse subsister la compétence des tribunaux correctionnels pour les propos injurieux et diffamatoires qualifiés outrages par paroles, prevus par l'art. 222 c. pén. — Cr. c 2 et 16 fevr. 1880, D. P. 90. 1. 188.

5. Les propos injurieux ou diffamatoires, lorsqu'ils sont adresses à des magistrats de l'ordre administratif dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, sont qualifies d'outrages par les art. 222 et s. c. pén., et rentrent, même quand la publicité les aggrave, dans les termes de ces articles et non dans ceux des art. 23, 31 et 33 de la loi du 29 juill. 1881, ces derniers articles réprimant seulement les injures et diffamations non qualifiées outrages par le Code pénal, dirigées par la voie de la presse ou par des discours proférés dans les lieux ou réunions publics contre des fonctionnaires ou agents et relatives à leurs fonctions. — Cr. c. 2 et 16 févr. 1889, precités. — Cr. c. 8 nov. 1895, D. P. 96 1. 190.

6. Spécialement, constituent un outrage rentrant dans les termes de l'art. 222 c. pén. et soumis à la compétence des tribunaux correctionnels les propos injurieux adresses à la sortie d'un prétoire de la justice de paix au maire d'une commune pour un fait relatif à ses fonctions. — Cr. c. 8 nov. 1895, précité.

7. Decidé dans le même sens qu'une lettre adressee à un maire, dans l'exercice et à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, et qui renferme des allegations de nature à entacher gravement l'honneur et la probité de ce magistrat, ne constitue pas, alors même que, conformément aux intentions de son auteur, elle est luc en séance publique du conseil municipal, le delit prevu par l'art. 31 de la loi du 29 juill 1881, mais le delit prévu par l'art 222 c. pen., et que dès lors c'est aux tribunaux correctionnels qu'il appartient d'en connaître. — Nancy, 20 janv. 1886, D. P. 86. 2. 260.

8. L'outrage par ecrit adressé à un magistrat ne tombe sous le coup de l'art. 222 c. pén. qu'autant qu'il n'a pas été l'objet d'une publication antérieure ou concomitante a la reception par le magistrat de l'ecrit outrageant. — Cr. c. 31 oct. 1890, D. P. 91. 1. 45, et le rapport de M. le conseiller Tanon, et sur renvoi, Toulouse, 11 févr. 1891, D. P. 92. 2. 290.

9. Si la réception par le magistrat de l'ecrit outrageant a été postérieure ou même concomitante à la publication de cet écrit dans un journal, le fait rentre dans les prévisions de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, et la juridiction correctionnelle est incompétente pour connaitre du delit. — Mêmes arrêts.

10. De même, lorsqu'un magistrat de l'ordre administratif, appelé a deposer devant un tribunal correctionnel, est outrage a l'audience à raison de sa deposition, le fait tombe sous le coup, non de l'art. 223 c. pén, mais des art. 31 et 33, § 1, de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse. — Paris, 20 nov. 1888, D. P. 89. 2. 235.

11. Les propos offensants proferes dans un lieu public, notamment dans un café, a l'adresse d'un magistrat (dans l'espèce, un maire), non à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, mais à raison de sa qualite et de ses fonctions, constituent egalement, non pas le délit d'outrage prevu par l'art. 222 c. pén. et justiciable des tribunaux correctionnels, mais le delit d'injures et de diffamation puni par les art. 29, 31 et 33 de la loi du 29 juill 1881 et soumis a la competence de la cour d'assises. — Bastia, 15 juin 1892, D. P. 92. 2. 480.

12. On doit considerer comme commis dans l'exercice des fonctions les outrages adresses au maire et aux adjoints dans une seance du conseil municipal. — Cr. c. 16 févr. 1889, D. P. 90. 1. 188. — Limoges, 27 fevr. 1904, D. P. 1905. 2. 288.

13. Le temoin qui assiste un huissier pratiquant une saisie n'est pas investi d'une delegation de la puissance publique et par suite n'est pas un citoyen charge d'un ministere de service public. — Cr. c. 27 fevr. 1892, D. P. 92. 1 552.

14. En conséquence, les outrages dont il est l'objet dans le cours d'une saisie ne tombent pas sous l'application de l'art. 224 c. pen. — Même arrêt.

15. De même, le secrétaire d'une mairie n'est ni un fonctionnaire, ni un citoyen chargé d'une mission de service public, mais un simple employé n'ayant ni caractere officiel ni responsabilite publique. — Nancy, 21 mai 1890, D. P. 92. 2. 207.

16. Les expressions de dedain et de mépris qui sont de nature a diminuer le respect des citoyens pour l'autorite morale du magistrat et le caractere dont il est revêtu constituent egalement un outrage dans le sens de l'art. 222 c pen. — Cr. c. 18 oct. 1894, D. P. 95. 1. 164. — Toulouse, 5 août 1896, D. P. 97. 2. 242.

17. Il n'y a pas d'outrage au sens des art. 222 et s. c. pen. sans une intention d'outrager. — Dijon, 16 oct. 1890, D. P. 91 2. 149. — Cr. r. 8 mai 1891, D. P. 92. 1. 105.

18 L'outrage par paroles envers un magistrat, prevu par l'art. 222 c. pen., n'est punissable que lorsqu'il a été adresse au magistrat lui-même, ou lorsque, adresse a un tiers, il est parvenu a la connaissance du magistrat par la volonte de son auteur. — Cr. c. 16 nov. 1888, D. P. 89. 1. 271. — Cr c. 12 nov. 1897, D. P. 99. 1. 151 — Cr. c. 1er sept. 1898, D. P. 1900. 1. 307. — Cr. c. 26 juill 1902, D. P. 1902. 1. 551.

19. Specialement, des propos outrageants proferes contre le maire d'une commune, dans un cabaret, en présence de plusieurs conseillers municipaux et d'un garde-chasse, lesquels, à raison même de leur qualite, devaient necessairement en rendre compte au maire, tombent sous l'application de l'art. 222 c. pén. — Douai, 28 mars 1899, D. P. 1900. 2. 181.

20 Le fait de prononcer ces paroles : « Pour que de pareilles choses se produisent, il faut que nous ayons un gouvernement de bandits, » constitue le délit d'outrage aux ministres de la Republique, necessairement vises par ces expressions ; mais, pour que cet outrage tombe sous l'application de l'art. 222 c. pen., il faut : 1° qu'il ait ete porte a la connaissance des ministres ; 2° que son auteur ait eu l'intention qu'il parvint effectivement a la connaissance desdits ministres. — Paris, 7 mars 1906, D. P. 1906. 5. 37.

21. Les condamnations prononcees par application de l'art. 222 c pen. pour outrages a des magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire ont pour consequence, en vertu de l'art 16 du decret organique du 2 fevr 1852, modifié par la loi du 24 janv. 1889, la privation des droits électoraux pendant cinq annees, mais seulement lorsque la peine prononcée excède un mois d'emprisonnement. — Cr. r. 2 janv. 1900, D. P. 1901. 1 33.

Art. 224. (*L.* 13 *mai* 1863.) L'outrage fait par paroles, gestes ou menaces à tout officier ministériel ou agent dépositaire de la force publique, et à tout citoyen chargé d'un ministère de service public, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'un emprisonnement

de six jours à un mois et d'une amende de 16 francs à 200 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. — *Pén.* 9, 40, 52 s., 209, 222, 227.

Ancien art. 224. — L'outrage fait par paroles, gestes ou menaces à tout officier ministériel, ou agent dépositaire de la force publique, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera puni d'une amende de 16 francs à 200 francs.

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 · **R.** V° *Presse-outrage*, 743 s., 780 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 224, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 3681 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** V° *Presse-outrage*, 766 s., 778 s. — **T.** (87-97), *eod* v°, 106 s. — **D. P.** 63. 4. 79. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, nos 3681 s.

1. Les agents non assermentés des compagnies de chemins de fer, spécialement les receveurs de gare, n'étant pas des citoyens chargés d'un ministère de service public, les outrages qui leur sont adressés dans l'exercice de leurs fonctions ne tombent pas sous l'application de l'art. 224 c. pen. — Cr. r. 24 janv. 1902, D. P. 1902. 1. 144. — Civ. c. 17 mai 1906, D. P. 1907. 1. 117. — Comp. Cr. r. 4 janv 1894, D. P. 97 1. 337, et la note de M. Sarrut

2. Le fait de traiter un avoué de *voleur*, dans son étude et en présence de ses clercs, constitue le délit d'outrages par paroles prévu par l'art. 224 c. pen. — Cr. r. 16 juin 1893, D. P. 95 1. 464

3. Il en est de même du fait de dire publiquement, « Vous n'êtes qu'un drôle ! » à un commandant de sapeurs pompiers dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions — Toulouse, 29 juin 1892, D. P. 93. 2 41.

4. La dénonciation d'un délit qu'on sait ne pas exister, faite à la gendarmerie, avec l'intention de provoquer de sa part des recherches et des démarches frustratoires, constitue le délit d'outrage puni par l'art 224. — Poitiers, 1er juill. 1883, D. P. 83. 2. 177

5. La déclaration à la gendarmerie d'un délit imaginaire ne constitue pas le délit d'outrage à des agents dépositaires de la force publique, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions : ... si, d'une part, ces agents n'ont pas été mis en mouvement par le déclarant lui-même. — Trib. corr Fontainebleau, 4 déc. 1891, D. P. 92. 2. 117.

6. ... Et si, d'autre part, il n'est pas établi que l'auteur de la déclaration, ayant pour but de nuire à un tiers qu'il accusait mensongèrement du délit, ait eu l'intention d'outrager les gendarmes. — Paris, 13 janv. 1892, D. P. 92. 2. 117.

7 La provocation n'est pas admise comme excuse du délit d'outrage par paroles à un citoyen chargé d'un ministère de service public ou à un magistrat, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. — Cr. r. 16 juin 1893, D. P 95. 1. 464. — Cr. c. 18 oct. 1894, *ibid.*

8. Une menace verbale adressée à un agent de la force publique dans l'exercice et à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, lorsqu'elle est de nature à porter atteinte à son autorité morale et à diminuer le respect dû à sa fonction, constitue l'outrage prévu et puni par l'art. 224 c. pén. — Cr. r. 5 mai 1900, D. P. 1902. 1. 583.

9. Spécialement, le fait de dire à un agent de police, au moment où il exécute un ordre de ses chefs : « Attends un peu, je vais écrire au procureur de la République et je te ferai révoquer, » tombe sous le coup de l'art. 224 c. pén., et non des art. 31 et 33 de la loi de 1881 sur la presse ; par suite, c'est à la juridiction correctionnelle et non à la cour d'assises qu'il appartient d'en connaître. — Cr. r. 5 janv. 1900, D. P. 1901. 1. 406. — Cr. r. 5 mai 1900, précité.

10. Les conseillers municipaux ne sont pas considérés comme des citoyens chargés d'un ministère de service public au sens de l'art. 224 c. pen., à moins qu'une mission spéciale ne leur confère cette qualité dans un cas accidentel. — Douai, 17 déc. 1890, D. P. 1902. 2. 139.

11. Le facteur, simple agent de l'administration des postes, n'est investi d'aucune fonction publique au sens légal de ce terme ; par suite, une injure proférée contre lui, au moment où il distribue le courrier, ne constitue pas le délit d'outrage prévu et réprimé par l'art. 224 c. pén. — Trib. corr. de Segre, 18 juin 1905, D. P. 1906. 5. 37. — Trib. corr. de la Seine, 24 mai 1909, D. P. 1909. 5. 69. — Comp. Cr. r. 18 févr. 1905, D. P. 1905. 1. 257, et la note de M. Berthélemy.

12. L'art. 224 c. pen. n'est pas applicable aux agents de l'administration des téléphones dont l'emploi consiste à donner la communication aux abonnés qui la demandent — Cr. r. 18 fevr 1905, D. P. 1905. 1. 257, et la note de M. Berthélémy.

Art. 225. (*L.* 13 *mai* 1863.) L'outrage mentionné en l'article précédent, lorsqu'il aura été dirigé contre un commandant de la force publique,

sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à trois mois, et pourra l'être aussi d'une amende de 16 francs à 500 francs. — *Pén.* 9, 40, 52, 226.

Ancien art. 225. — *La peine sera de six jours à un mois d'emprisonnement, si l'outrage mentionné en l'article précédent a été dirigé contre un commandant de la force publique.*

§ 1 LEGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** V° *Presse-outrage*, 748 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 · **S.** V° *Presse-outrage* 769 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

1 Un officier de l'armee active en costume au lieu de sa garnison est un commandant de la force publique, et le fait de lever sur lui son bâton d'un ton menaçant constitue l'outrage puni par l'art. 225 c. pén. — Limoges, 25 oct. 1894, D. P. 98. 2. 395

2. Mais un officier en tenue civile, voyageant dans une voiture publique et isolement, ne peut pas être considére comme un commandant de la force publique ; des lors, les injures proferées contre lui ne constituent pas le delit d'outrage prévu et puni par l'art. 225 c. pén., mais tombent sous l'application de la loi du 29 juill. 1881. — Aix, 17 fevr. 1897, D. P. 97. 2. 471.

Art. 226. (Abrogé par L. 28 décembre 1894.) *Dans le cas des articles* 222, 223 *et* 225, *l'offenseur pourra être, outre l'emprisonnement, condamné à faire réparation, soit à la première audience, soit par écrit; et le temps de l'emprisonnement prononcé contre lui ne sera compté qu'à dater du jour où la réparation aura eu lieu.*

Art. 227. (Abrogé par L. 28 décembre 1894.) *Dans le cas de l'article* 224, *l'offenseur pourra de même, outre l'amende, être condamné à faire réparation à l'offensé; et, s'il retarde ou refuse, il sera contraint par corps.*

Art. 228. (*L. 13 mai* 1863.) Tout individu qui, même sans armes et sans qu'il en soit résulté de blessures, aura frappé un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, ou commis toute autre violence ou voie de fait envers lui dans les mêmes circonstances, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Le *maximum* de cette peine sera toujours prononcé si la voie de fait a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal.

Le coupable pourra, en outre, dans les deux cas, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine, et être placé *sous la surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années. — *Pén.* 9, 40, 42, 44, 231; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 228 [TEXTE DE 1810]. — *Tout individu qui, même sans armes, et sans qu'il en soit résulté de blessures, aura frappé un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans. — Si cette voie de fait a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, le coupable sera puni du carcan.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *Tout individu qui, même sans armes, et sans qu'il en soit résulté de blessures, aura frappé un magistrat dans l'exercice de ses fonctions, ou à l'occasion de cet exercice, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans — Si cette voie de fait a eu lieu à l'audience d'une cour ou d'un tribunal, le coupable sera en outre puni de la dégradation civique.*

Art. 229. Dans l'un et l'autre des cas exprimés en l'article précédent, le coupable pourra de plus être condamné à s'éloigner, pendant cinq à dix ans, du lieu où siège le magistrat, et d'un rayon de deux myriamètres.

Cette disposition aura son exécution à dater du jour où le condamné aura subi sa peine.

Si le condamné enfreint cet ordre avant l'expiration du temps fixé, il sera puni du bannissement. — *Pén.* 8, 28, 32, 44, 48; *Instr.* 635.

Art. 230. (*L.* 13 *mai* 1863.) Les violences ou voies de fait de l'espèce exprimée en l'article 228, dirigées contre un officier ministériel, un agent de la force publique, ou un citoyen chargé d'un ministère de service public, si elles ont eu lieu pendant qu'ils exerçaient leur ministère ou à cette occasion, seront punies d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois ans au plus, et d'une amende de 16 francs à 500 francs. — *Pén.* 9, 11, 209.

Ancien art. 230. — *Les violences de l'espèce exprimée en l'article* 228, *dirigées contre un officier ministériel, un agent de la force publique, ou un citoyen chargé d'un ministère de service public, si elles ont eu lieu pendant qu'ils exerçaient leur ministère ou à cette occasion, seront punies d'un emprisonnement d'un mois à six mois.*

Art. 231. (*L.* 28 *avril* 1832.) Si les violences exercées contre les fonctionnaires et agents désignés aux articles 228 et 230, ont été la cause d'effusion de sang, blessures ou maladie, la peine sera la reclusion; si la mort s'en est suivie dans les quarante jours, le coupable sera puni des travaux forcés à perpétuité. — *Pén.* 7, 21, 47, 209, 309.

Ancien art. 231. — *Si les violences exercées contre les fonctionnaires et agents désignés aux articles* 228 *et* 230 *ont été la cause d'effusion de sang, blessures ou maladie, la peine sera la reclusion; si la mort s'en est suivie dans les quarante jours, le coupable sera puni de mort.*

Art. 232. Dans le cas même où ces violences n'auraient pas causé d'effusion de sang, blessures ou maladie, les coups seront punis de la reclusion, s'ils ont été portés avec préméditation ou guet-apens. — *Pén.* 7, 21, 297, 298.

Art. 233. (*L.* 28 *avril* 1832.) Si les coups ont été portés ou les blessures faites à un des fonctionnaires ou agents désignés aux articles 228 et 230, dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions avec intention de donner la mort, le coupable sera puni de mort. — *Pén.* 295.

Ancien art. 233. — *Si les blessures sont du nombre de celles qui portent le caractère de meurtre, le coupable sera puni de mort.*

R. v° *Fonctionn. publ.*, 126 s. — **S.** *eod.* v°, 28 s.

Loi du 13 *mai* 1863 : **D. P.** 63. 4 79

§ 3. — Refus d'un service dû légalement.

Art. 234. Tout commandant, tout officier ou sous-officier de la force publique qui, après en avoir été légalement requis par l'autorité civile, aura refusé de faire agir la force à ses ordres, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois mois, sans préjudice des réparations civiles qui pourraient être dues aux termes de l'article 10 du présent Code. — *Pén.* 9, 40 s., 475-12°; *Instr.* 25, 376; *Civ.* 1382.

R. v° *Forfaiture*, 181 s.

Art. 235. Les lois pénales et règlements relatifs à la conscription militaire continueront de recevoir leur exécution.

V. *la loi du* 21 *mars* 1905, *art.* 79 *à* 88, *sur le recrutement de l'armée* (**D. P.** 1905. 4. 41).

Art. 236. Les témoins et jurés qui auront allégué une excuse reconnue fausse, seront condamnés, outre les amendes prononcées pour la non-comparution, à un emprisonnement de six jours à deux mois. — *Pén.* 7, 9, 21, 28, 40, 47, 159, 241; *Instr.* 80, 157, 355, 396.

R. v° *Témoin*, 317, 351.

§ 4. — Évasion de détenus, recèlement de criminels.

Art. 237. Toutes les fois qu'une évasion de détenus aura lieu, les huissiers, les commandants en chef ou en sous-ordre, soit de la gendarmerie, soit de la force armée servant d'escorte ou garnissant les postes, les concierges, gardiens, geôliers, et tous les autres préposés à la conduite, au transport ou a la garde des détenus, seront punis ainsi qu'il suit.

Art. 238. (*L.* 13 *mai* 1863.) Si l'évadé était prévenu de délits de police ou de crimes simplement infamants, ou condamné pour l'un de ces crimes, s'il était prisonnier de guerre, les préposés à sa garde ou conduite seront punis, en cas de négligence, d'un emprisonnement de six jours a deux mois; et, en cas de connivence, d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

Ceux qui, n'étant pas chargés de la garde ou de la conduite du détenu, auront procuré ou facilité son évasion, seront punis de six jours à trois mois d'emprisonnement. — *Pén.* 8, 9, 49, 241.

Ancien art. 238. — *Si l'évadé était prévenu de délits de police, ou de crimes simplement infamants, ou s'il était prisonnier de guerre, les préposés à sa garde ou conduite seront punis, en cas de négligence, d'un emprisonnement de six jours à deux mois; et, en cas de connivence, d'un emprisonnement de six mois à deux ans — Ceux qui, n'étant pas chargés de la garde ou de la conduite du détenu, auront procuré ou facilité son évasion, seront punis de six jours à trois mois d'emprisonnement.*

Art. 239. Si les détenus évadés, ou l'un d'eux, étaient prévenus ou accusés d'un crime de nature à entraîner une peine afflictive à temps, ou condamnés pour l'un de ces crimes, la peine sera, contre les préposés à la garde ou conduite, en cas de négligence, un emprisonnement de deux mois a six mois; en cas de connivence, la reclusion.

Les individus non chargés de la garde des détenus, qui auront procure ou facilité l'évasion, seront punis d'un emprisonnement de trois mois a deux ans. — *Pén.* 7, 9, 21, 28, 40, 47, 241.

Art. 240. Si les évadés, ou l'un d'eux, sont prévenus ou accusés de crimes de nature à entraîner la peine de mort ou des peines perpétuelles, ou s'ils sont condamnés à l'une de ces peines, leurs conducteurs ou gardiens seront punis d'un an à deux ans d'emprisonnement, en cas de négligence, et des travaux forcés à temps, en cas de connivence.

Les individus non chargés de la conduite ou de la garde, qui auront facilité ou procuré l'évasion, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus. — *Pén.* 7, 9, 40, 47, 241.

Art. 241. (*L.* 13 *mai* 1863.) Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violence ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée en fournissant des instruments propres à l'opérer, seront :

Si le détenu qui s'est évadé se trouve dans le cas prévu par l'article 238,

trois mois à deux ans d'emprisonnement; au cas de l'article 239, un an à quatre ans d'emprisonnement; et au cas de l'article 240, deux ans à cinq ans de la même peine et une amende de 50 francs à 2 000 francs.

Dans ce dernier cas, les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine. — *Pén.* 9, 11, 40, 246.

Ancien art. 241. — *Si l'évasion a eu lieu ou a été tentée avec violences ou bris de prison, les peines contre ceux qui l'auront favorisée en fournissant des instruments propres à l'opérer seront, au cas que l'évadé fût de la qualité exprimée en l'article* 238, *trois mois à deux ans d'emprisonnement; au cas de l'article* 239, *deux à cinq ans d'emprisonnement; et, au cas de l'article* 240, *la reclusion.*

Art. 242. Dans tous les cas ci-dessus, lorsque les tiers qui auront procuré ou facilité l'évasion y seront parvenus en corrompant les gardiens ou geôliers, ou de connivence avec eux, ils seront punis des mêmes peines que lesdits gardiens et geôliers. — *Pén.* 59, 179, 238 s.

Art. 243. Si l'évasion avec bris ou violence a été favorisée par transmission d'armes, les gardiens et conducteurs qui y auront participé seront punis des travaux forcés à perpétuité; les autres personnes, des travaux forcés à temps. — *Pén.* 7, 15, 28, 47, 101.

Art. 244. Tous ceux qui auront connivé à l'évasion d'un détenu seront solidairement condamnés, à titre de dommages-intérêts, à tout ce que la partie civile du détenu aurait eu droit d'obtenir contre lui. — *Pén.* 10, 52, 55; *Civ.* 1382.

R. v° *Évasion*, 1 s. — **S.** *eod.* v°, 1 s.

Loi du 13 *mai* 1863 · **D. P.** 63. 4. 79

1. L'evasion par bris de prison n'est pas punissable lorsque l'évade était detenu pour contravention de police. — Cr. c. 28 juin 1895, D. P. 99. 5 339.

2 Le délit d'evasion, infraction spéciale a une loi de police qui a ses règles distinctes, ne comporte pas l'application des peines de la récidive. — Paris, 24 mai 1886, D. P. 88 5. 412.

3. Toutefois, si l'evasion ne peut mettre l'évade en etat de récidive, par son rapprochement avec la condamnation en execution de laquelle la detention est subie, ni avec aucune autre condamnation anterieure, la récidive peut résulter, pour cet évadé, d'une condamnation antérieure pour délit d'évasion. — **D. P. 86. 2. 40,** note 4.

Art. 245. A l'égard des détenus qui se seront évadés ou qui auront tenté de s'évader par bris de prison ou par violence, ils seront, pour ce seul fait, punis de six mois à un an d'emprisonnement, et subiront cette peine immédiatement après l'expiration de celle qu'ils auront encourue pour le crime ou délit à raison duquel ils étaient détenus, ou immédiatement après l'arrêt ou jugement qui les aura acquittés ou renvoyés absous dudit crime ou délit; le tout sans préjudice de plus fortes peines qu'ils auraient pu encourir pour d'autres crimes qu'ils auraient commis dans leurs violences. — *Pén.* 9, 40, 220, 246.

Décret du 30 juin 1891, *fixant les éléments constitutifs du délit d'évasion commis par les reclusionnaires coloniaux* (**D. P.** 92. 4. 30). — Art. 1er. L'article 245 du Code penal est complété ainsi qu'il suit : Seront en outre réputés en état d'evasion, les individus transportés dans les colonies pententiaires pour y subir la peine de la reclusion, conformément au decret du 20 août 1853, qui seront restés pendant douze heures éloi-

gnés du lieu où ils sont detenus ou employés, ou seront parvenus à se soustraire a la surveillance des agents preposés à leur garde.

2. Sont abrogees toutes dispositions contraires au présent decret.

Décret du 25 avril 1893, *fixant les éléments constitutifs du délit d'évasion commis par les libérés des travaux forcés, condamnés à l'emprisonnement ou à la reclusion* (**D. P.** 94. 4. 111). — Art. 1er. Les dispositions du décret susvisé, du 30 juin 1891, completant pour les colonies l'article 245 du Code pénal et fixant les élements constitutifs du delit d'évasion commis par les reclusionnaires coloniaux dans les colonies pénitentiaires, sont applicables aux transportes libérés des travaux forcés ayant à subir des peines de reclusion et d'emprisonnement.

R. v° *Évasion*, 7 s. — **S.** *eod. v°*, 11 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 1 s.

1. La chambre de sûrete d'une caserne de gendarmerie, où doivent être provisoirement déposes des prisonniers, alors qu'il n'existe sur les lieux ni prison, ni maison de justice ou d'arrêt, doit être considérée comme une prison, dans le sens de l'art. 245 c. pén., qui punit le délit d'evasion par bris de prison. — Lyon, 2 janv. 1884, D. P. 86. 2. 40.

2 Les hospices dans lesquels les detenus sont transferés en cas de maladie, formant des annexes ou dependances de la prison elle-même, le détenu qui, transferé dans un hospice, s'evade en descellant les barreaux et les grillages d'une fenêtre, commet le délit d'évasion. — Grenoble, 10 juill. 1890, D. P. 91. 2. 341.

3. Les art. 237 et s. c. pen, relatifs à l'evasion des detenus, et en particulier l'art. 245 c. pén. qui reprime l'evasion avec bris de prison, ne s'appliquent pas aux detenus pour contravention de simple police. — Cr. r. 17 nov. 1894, D. P. 98. 1. 438.

4. Il n'y a pas d'evasion par bris de prison dans le sens de l'art. 245 c. pén., quand le détenu, alors qu'il etait conduit par la gendarmerie de la prison au palais de justice, a, pour recouvrer sa liberte, force le cadenas servant à fermer la chaîne de sûreté qui le retenait captif. — Douai, 18 janv. 1897, D. P. 98. 2 180.

5. L'evasion par violence n'existe, aux termes de l'art. 245 c. pen., qu'autant que les violences ont été exercées par le detenu contre les personnes : les violences exercees contre les choses ne sont punissables que si elles constituent un bris de prison. — Douai, 18 janv. 1897, précité. — V. aussi Cr. c. 28 janv. 1904, D. P. 1904. 1. 477.

6. La peine prononcee pour evasion doit être subie cumulativement avec celle encourue pour le crime ou delit à raison duquel le prévenu était détenu ; à ce cas ne s'applique pas la règle du non-cumul des peines. — Cr. c. 21 déc. 1894, D. P. 98. 5. 319.

7. Mais, pour qu'il en soit ainsi, la detention du prevenu doit être motivée par l'infraction poursuivie concurremment avec le delit d'evasion. — Même arrêt.

8. En conséquence, l'arrêt qui prononce deux peines distinctes, l'une à raison d'un délit de vol, l'autre à raison d'un délit d'evasion, sans constater que le délit de vol était la cause de la détention du prevenu dans la prison de laquelle il s'est évadé, encourt la cassation. — Même arrêt.

Art. 246. Quiconque sera condamné, pour avoir favorisé une évasion ou des tentatives d'évasion, à un emprisonnement de plus de six mois, pourra, en outre, être mis *sous la surveillance spéciale de la haute police,* pour un intervalle de cinq à dix ans. — *Pén.* 11, 44 s.; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

R. v° *Évasion*, 33. — **S.** *eod. v°*, 42.

Art. 247. Les peines d'emprisonnement ci-dessus établies contre les conducteurs ou les gardiens, en cas de négligence seulement, cesseront lorsque les évadés seront repris ou représentés, pourvu que ce soit dans les quatre mois de l'évasion, et qu'ils ne soient pas arrêtés pour d'autres crimes ou délits commis postérieurement.

R. v° *Évasion*, 39 s. — **S.** *eod. v°*, 59 s.

Art. 248. Ceux qui auront recélé ou fait recéler des personnes qu'ils savaient avoir commis des crimes emportant peine afflictive, seront punis de trois mois d'emprisonnement au moins et de deux ans au plus.

Sont exceptés de la présente disposition les ascendants ou descendants, époux ou épouse même divorcés, frères ou sœurs des criminels recélés, ou leurs alliés aux mêmes degrés. — *Pén.* 7, 9, 40 s., 62.

R. v° *Évasion*, 59 s. — **S.** *eod. v°*, 75 s.

1. Le recèlement de criminels prévu et puni par l'art. 248 c. pén. suppose essentiellement qu'une personne a donné ou fait donner asile à un criminel. — Trib. corr. de la Seine, 25 mars 1896, D. P. 96. 2. 391.

2. Il n'y a donc pas recèlement de criminels dans le fait d'envoyer à un malfaiteur un télégramme pour l'avertir qu'ordre a été donné de procéder à son arrestation. — Même jugement.

3. Le recel auquel s'applique l'art. 248 c. pén. ne peut s'entendre que d'un asile donné aux criminels ou d'actes ayant pour objet de les mettre à l'abri de l'action de la justice. — Cr. c. 1er mai 1897, D. P. 98. 1. 253.

4. Par suite, de simples secours alimentaires occasionnellement fournis ne sauraient suffire à constituer le delit de recel de criminel. — Même arrêt.

5. Une condition essentielle pour qu'il y ait délit de recel, c'est evidemment qu'il y ait identite entre le coupable ou le prétendu coupable et celui dont la fuite a été favorisée. — Paris, 17 et 30 janv. 1897, S. v° *Évasion-bris-recelé*, 76.

6. On ne doit pas seulement entendre par *crime commis* un crime ayant entraîne contre son auteur une condamnation passée en force de chose jugee, et l'art. 248 est également applicable au recel de personnes simplement inculpées ou poursuvies. — Trib. corr. de la Seine, 24 dec. 1890, S. v° *Évasion-bris-recélé*, 78-80. — Grenoble, 30 mai 1901, D. P. 1902. 2. 142.

7. L'art 248 c. pén., relatif au recel des crimnels, n'exige pas, pour l'application des peines qu'il prononce, que la culpabilite de l'individu objet du recel ait éte légalement reconnue. — Cr. r. 17 févr. 1899, D. P. 99. 1. 326.

§ 5. — Bris de scellés et enlèvement de pièces dans les dépôts publics.

Art. 249. Lorsque des scellés apposés, soit par ordre du Gouvernement, soit par suite d'une ordonnance de justice rendue en quelque matière que ce soit, auront été brisés, les gardiens seront punis, pour simple négligence, de six jours à six mois d'emprisonnement. — *Pén.* 9, 40 s.; *Pr.* 907 s.

Art. 250. Si le bris des scellés s'applique à des papiers et effets d'un individu prévenu ou accusé d'un crime emportant la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, ou qui soit condamné à l'une de ces peines, le gardien négligent sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement. — *Pén.* 9, 40 s., 251.

Art. 251. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque aura, à dessein, brisé ou tenté de briser des scellés apposés sur les papiers ou effets de la qualité énoncée en l'article précédent, ou participé au bris des scellés ou à la tentative de bris de scellés, sera puni d'un emprisonnement d'un an à trois ans.

Si c'est le gardien lui-même qui a brisé les scellés ou participé au bris des scellés, il sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans.

Dans l'un et l'autre cas, le coupable sera condamné à une amende de 50 francs à 2 000 francs.

Il pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine; il pourra aussi être placé, pendant le même nombre d'années, *sous la surveillance de la haute police.* — *Pén.* 9, 40, 52 s.; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 251. — *Quiconque aura, à dessein, brisé des scellés apposés sur des papiers*

ou effets de la qualité énoncée en l'article précédent, ou participé au bris des scellés, sera puni de la reclusion; et, si c'est le gardien lui-même, il sera puni des travaux forcés à temps.

Art. 252. A l'égard de tous autres bris de scellés, les coupables seront punis de six mois à deux ans d'emprisonnement; et, si c'est le gardien lui-même, il sera puni de deux à cinq ans de la même peine. — *Pén.* 9, 40 s.

Art. 253. Tout vol commis à l'aide d'un bris de scellés, sera puni comme vol commis a l'aide d'effraction. — *Pén.* 384.

R. v° *Scellés*, 1, 153 s. — **S.** *eod* v°, 64 s — **T.** (87-97), *eod* v°, 14 s.

1. Il suffit, pour l'application de l'art. 249 c. pén., que l'apposition des scellés, dont le bris motive contre le gardien une poursuite pour négligence, ait été précédée d'une ordonnance de justice quelconque et ait été effectuée en vertu de cette ordonnance; il n'est pas nécessaire que celle-ci contienne spécialement l'autorisation d'apposer les scelles. — Cr. r. 28 juin 1894, D. P. 99. 1. 128.

2. Notamment, on doit considérer comme une ordonnance de justice, dans les termes de l'art. 249 c. pén., l'ordonnance du juge de paix fixant la date du transport de ce magistrat pour procéder à l'apposition des scelles. — Même arrêt.

3. Le propriétaire qui arrache les scelles apposés par ordre du préfet sur une chapelle commet le délit prévu et puni par les art 249 et 252. — Cr. r. 30 nov. 1882 S. v° *Scellés et invent.*, 64.

4. Les atteintes portées aux scelles apposés par le consulat de Russie au domicile des sujets russes décédés en France sont reprimées à l'egal de celles exercées sur les scelles apposés par les autorités françaises. — Trib. de la Seine, 3 juill. 1893, D. P. 94. 2. 406, et la note.

5. Mais il n'en est ainsi qu'autant que les scellés ont été apposes conformément aux dispositions des conventions diplomatiques. — Même jugement.

Art. 254. Quant aux soustractions, destructions et enlèvements de pièces ou de procédures criminelles, ou d'autres papiers, registres, actes et effets, contenus dans les archives, greffes ou dépôts publics, ou remis a un dépositaire public en cette qualité, les peines seront, contre les greffiers. archivistes, notaires ou autres dépositaires négligents, de trois mois à un an d'emprisonnement, et d'une amende de 100 francs à 300 francs. — *Pén.* 9, 40, 52, 108, 255, 408.

Art. 255. Quiconque se sera rendu coupable des soustractions, enlèvements ou destructions mentionnés dans l'article précédent, sera puni de la reclusion.

Si le crime est l'ouvrage du dépositaire lui-même, il sera puni des travaux forcés à temps. — *Pén.* 7, 15, 28, 47, 173, 408, 439.

Art. 256. Si le bris de scellés, les soustractions, enlèvements ou destructions de pièces ont été commis avec violences envers les personnes, la peine sera, contre toute personne, celle des travaux forcés à temps, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y a lieu, d'après la nature des violences et des autres crimes qui y seraient joints. — *Pén.* 7, 15, 28, 47, 408.

R. v° *Abus de confiance*, 131 s.; *Bibliothèque*, 80 s — **S.** v° *Bibliothèque*, 51.

§ 6. — Dégradation de monuments.

Art. 257. Quiconque aura détruit, abattu, mutilé ou dégradé des monuments, statues et autres objets destinés a l'utilité ou à la décoration publique, et élevés par l'autorité publique ou avec son autorisation, sera

puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de 100 francs à 500 francs. — *Pén.* 9, 40, 440, 448.

R. v[is] *Dommage-destruction*, 143 s.; *Monument*, 1 s. — **S.** v[is] *Dommage-destruction*, 83 s.; *Monument*, 1 s. — **T.** (87-97), v° *Destruction*, 1 s.

Le fait par un detenu de briser la serrure de la porte de la chambre de sûrete où il est renferme en s'evadant de cette chambre ne constitue pas le delit de degradation d'un monument destiné à l'utilité publique. — Caen, 7 fevr. 1894, D. P. 94. 2. 200

Loi du 13 avril 1900, *portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice* 1900 (**D. P.** 1900. 4. 33). — Art. 22. La destruction, la déterioration ou le déplacement des bornes ou des signaux (dans les travaux de triangulation, d'arpentage ou de nivellement faits pour le compte de l'Etat, des departements ou des communes) seront punis des peines prévues à l'article 257 du Code pénal.

Il pourra être fait application de l'article 463 du même Code.

Les agents des services publics interesses, dûment assermentes, ainsi que tous officiers et agents de police judiciaire, auront le droit de constater les delits prevus au present article et en dresseront des procès-verbaux.

§ 7. — Usurpation de titres ou fonctions.

Art. 258. Quiconque, sans titre, se sera immiscé dans des fonctions publiques, civiles ou militaires, ou aura fait les actes d'une de ces fonctions, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, sans préjudice de la peine de faux, si l'acte porte le caractère de ce crime. — *Pén.* 9, 40, 93, 127, 130, 196, 197, 344; *Com.* 80.

R. v° *Fonctionn publ*, 118 s. — **S.** *eod* v°, 24 s. — **T.** (87-97), v° *Usurpation de fonctions* 1 s

V. *la loi du* 30 *avril* 1886, *relative à l'usurpation des médailles et récompenees industrielles* (**D. P.** 86. 4. 65; — et Appendice au **C. com.**, II, PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, v° *Concurrence déloyale*).

1. Un individu peut être convaincu du delit d'immixtion dans une fonction publique determinée (celle de commissaire central de police), dès lors qu'il se livre à des manœuvres et a une mise en scène de nature a faire croire qu'il etait investi de la fonction et en avait les pouvoirs — Alger, 5 oct. 1895, D. P. 96. 2. 102.

2. Ainsi, est a bon droit condamne pour delit d'immixtion dans une fonction publique l'individu qui, pour en imposer à un tiers et l'effrayer par ses menaces, prend faussement la qualité d'agent de la sûreté et exhibe a ce tiers un mandat d'arrêt qui, revêtu de la signature du commissaire central, pouvait être considéré comme authentique — Même arrêt.

3. Le delit d'immixtion sans titre dans une fonction publique peut legalement resulter d'un ensemble de faits qui, sans constituer des actes déterminés et caracterisés de la fonction, présentent des manœuvres et une mise en scène de nature à faire croire au pouvoir du fonctionnaire pretendu. — Cr. r. 13 dec. 1894, D. P. 98. 5. 646-647.

4 Il en est ainsi notamment quand un notaire destitue, voulant continuer, sous le titre d'agent d'affaires, l'exercice de ses fonctions notariales, a, par ses actes et ses manœuvres frauduleuses, trompé sciemment les clients dont il continuait a gerer les affaires en leur faisant croire qu'il pouvait, comme par le passé, dresser toute espèce d'actes et que ceux par lui rediges avaient la même valeur que les actes notaries. — Même arrêt

5. Celui qui prend sans droit la qualite d'*inspecteur en chef de la sûreté*, peut, bien que cette fonction n'existe pas, être declare coupable du délit prevu par l'art. 258 c. pén, pour s'être prétendu sans titre agent du service de la sûreté. — Cr. r. 7 déc. 1900, D. P. 1902. 1. 512.

Art. 259. (*L.* 28 *mai* 1858.) Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartiendrait pas, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

Sera puni d'une amende de 500 francs à 10 000 francs, quiconque, sans

droit et en vue de s'attribuer une distinction honorifique, aura publiquement pris un titre, changé, altéré ou modifié le nom que lui assignent les actes de l'état civil.

Le tribunal ordonnera la mention du jugement en marge des actes authentiques ou des actes de l'état civil dans lesquels le titre aura été pris indûment ou le nom altéré.

Dans tous les cas prévus par le présent article, le tribunal pourra ordonner l'insertion intégrale ou par extrait du jugement dans les journaux qu'il désignera.

Le tout aux frais du condamné. — *Pén.* 9, 40, 344, 381-1°.

Ancien art. 259 [TEXTE DE 1810] — *Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartenait pas, ou qui se sera attribué des titres impériaux qui ne lui auraient pas été légalement conférés, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *Toute personne qui aura publiquement porté un costume, un uniforme ou une décoration qui ne lui appartiendra pas, sera punie d'un emprisonnement de six mois à deux ans.*

Décret du 24 novembre 1852, *sur la discipline des membres de la Légion d'honneur, et des décorés de la médaille militaire* (**D. P.** 52. 4. 213). — Art. 9. Tout individu qui aura encouru la suspension ou la privation des droits et prérogatives attachés à la qualité de membre de la Légion d'honneur ou de décoré de la medaille militaire, et qui en portera les insignes ou ceux d'un ordre étranger, sera poursuivi et puni conformément à l'article 259 du Code pénal.

Décret du 13 juin 1853, *relatif aux décorations étrangères* (**D. P.** 53. 4. 145). — Art. 1er. Toutes décorations, ou ordres étrangers, quelle qu'en soit la denomination ou la forme, qui n'auraient pas été conférés par une puissance souveraine, sont déclarés illégalement et abusivement obtenus, et il est enjoint à tout Français qui les porte de les déposer à l'instant.

2. Tout Français qui, ayant obtenu des ordres étrangers, n'aura pas reçu du chef de l'État l'autorisation de les accepter et de les porter, sera pareillement tenu de les deposer immédiatement, sauf à lui à se pourvoir, s'il y a lieu, devant notre grand chancelier de l'ordre impérial de la Legion d'honneur, pour solliciter cette autorisation.

3. Il est formellement interdit de porter d'autres insignes que ceux de l'ordre et du grade pour lesquels l'autorisation a été accordée, sous les peines édictées en l'article 259 du Code penal.

R. vis *Fonctionn. publ.*, 118 s.; *Nom-prénom*, 1 s.; *Ordres civ. et milit.*, 1 s.; *Usurpat. de costume*, 1 s. — **S.** vis *Fonctionn. publ.*, 24 s.; *Nom-prénom*, 1 s.; *Ordres civ. et milit.*, 1 s.; *Usurpat. de costume*, 1 s. — **T.** (87-97), vo *Nom*, 1 s.; *Noblesse*, 1 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 259, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 3916 s.

Loi du 28 mai 1858 : **D. P.** 58. 4. 58

En ce qui concerne le costume ecclésiastique en lui-même, V. **C. adm. ann.**, t. 2, vo *Culte*, p. 112, nos 2330 s.

En ce qui concerne l'usurpation du nom d'un commerçant ou de sa raison sociale, V. Appendice au **C. com.**, II, PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, vo *Noms commerciaux*. — V. aussi Appendice au **C. com. ann.**, vo *Propriété industrielle* (*Noms commerciaux*), nos 98 s., 116 s.; et son **Suppl.**, nos 22038 s., 22059 s.

1. Le nom patronymique est la propriété de la famille qui le porte. — Cons. d'Ét. 23 mai 1890, D. P. 92. 3. 4.

2. L'addition irrégulière de la particule *de* ou *du* constitue l'usurpation de nom la plus fréquente dans le sens que lui donne l'art. 259 c. pén., quoique la particule *de* ne constitue ni une qualification nobiliaire ni un titre de noblesse. — Toulouse, 15 mars 1893, D. P. 93. 2. 332.

3. L'action relative à la propriété d'un titre nobiliaire (spécialement du titre de comte) qui se rattache au nom comme un complement permettant de mieux distinguer l'identite des personnes est de la compétence de la juridiction civile. — Paris, 18 juill. 1893, D. P. 94. 2. 7.

4. Le droit de revêtir la robe n'appartient qu'aux avocats inscrits sur un tableau de l'ordre; il ne peut être reconnu

à un licencie en droit simplement assermenté ni a un avocat qui, après avoir été inscrit au tableau d'un ordre, en a été rayé. — Alger, 16 dec. 1898, D P. 99 2. 33. — Paris, 1er mai 1902, D. P. 1902 2. 452.

5 En conséquence, se rend coupable du delit de port illegal de costume, prevu et réprimé par l'art. 259, § 1, c. pen, l'avocat inscrit, mais rayé d'un tableau, qui se présente revêtu de la robe pour plaider: .. devant un tribunal de commerce. — Alger, 16 déc. 1898, precité.

6 .. Ou en justice de paix. — Paris, 1er mai 1902, précite.

§ 8. — Entraves au libre exercice des cultes.

Art. 260. (Abrogé par L. 9 décembre 1905.) *Tout particulier qui, par des voies de fait ou des menaces, aura contraint ou empêché une ou plusieurs personnes d'exercer l'un des cultes autorisés, d'assister à l'exercice de ce culte, de célébrer certaines fêtes, d'observer certains jours de repos, et, en conséquence, d'ouvrir ou de fermer leurs ateliers, boutiques ou magasins, et de faire ou quitter certains travaux, sera puni, pour ce seul fait, d'une amende de* 16 *francs à* 200 *francs, et d'un emprisonnement de six jours à deux mois.*

Art. 261. (Abrogé par L. 9 décembre 1905.) *Ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le temple ou autre lieu destiné ou servant actuellement à ces exercices, seront punis d'une amende de* 16 *francs à* 300 *francs, et d'un emprisonnement de six jours à trois mois.*

Art. 262. (Abrogé par L. 9 décembre 1905.) *Toute personne qui aura, par paroles ou gestes, outragé les objets d'un culte dans les lieux destinés ou servant actuellement à son exercice, ou les ministres de ce culte dans leurs fonctions, sera punie d'une amende de* 16 *francs à* 500 *francs, et d'un emprisonnement de quinze jours à six mois.*

Art. 263. (Abrogé par L. 9 décembre 1906.) *Quiconque aura frappé le ministre d'un culte dans ses fonctions, sera puni de la dégradation civique.*

Ancien art. 263. — *Quiconque aura frappé le ministre d'un culte dans ses fonctions sera puni du carcan.*

Art. 264. (Abrogé par L. 9 décembre 1905.) *Les dispositions du présent paragraphe ne s'appliquent qu'aux troubles, outrages ou voies de fait dont la nature ou les circonstances ne donneront pas lieu à de plus fortes peines, d'après les autres dispositions du présent Code.*

SECTION V.

Associations de malfaiteurs, vagabondage et mendicité.

§ 1er. — Associations de malfaiteurs.

Art. 265. (*L.* 18 *décembre* 1893.) Toute association formée, quelle que soit sa durée ou le nombre de ses membres, toute entente établie dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes ou les propriétés, constituent un crime contre la paix publique.

Ancien art. 265. — *Toute association de malfaiteurs envers les personnes ou les propriétés, est un crime contre la paix publique*

Art. 266. (*L.* 18 *décembre* 1893.) Sera puni de la peine des travaux

forcés à temps, quiconque se sera affilié à une association formée ou aura participé à une entente établie dans le but spécifié à l'article précédent.

La peine de la relégation pourra en outre être prononcée, sans préjudice de l'application des dispositions de la loi du 30 mai 1854 sur l'exécution de la peine des travaux forcés.

Les personnes qui se seront rendues coupables du crime mentionné dans le présent article seront exemptes de peine si, avant toute poursuite, elles ont révélé aux autorités constituées l'entente établie ou fait connaître l'existence de l'association.

Ancien art. 266. — *Ce crime existe par le seul fait d'organisation de bandes ou de correspondance entre elles et leurs chefs ou commandants, ou de conventions tendant à rendre compte ou à faire distribution ou partage du produit des méfaits.*

Art. 267. (*L.* 18 *décembre* 1893.) Sera puni de la reclusion quiconque aura sciemment et volontairement favorisé les auteurs des crimes prévus à l'article 265, en leur fournissant des instruments de crime, moyens de correspondance, logement ou lieu de réunion.

Le coupable pourra en outre être frappé, pour la vie ou a temps, de l'interdiction de séjour établie par l'article 19 de la loi du 27 mai 1885.

Seront, toutefois, applicables au coupable des faits prévus par le présent article les dispositions contenues dans le paragraphe 3 de l'article 266.

Ancien art. 267 — *Quand ce crime n'aurait été accompagné ni suivi d'aucun autre, les auteurs, directeurs de l'association, et les commandants en chef ou en sous-ordre de ces bandes, seront punis des travaux forcés à temps.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 18 DÉCEMBRE 1893 **R.** v° *Associat de malf.*, 1 s. — **S.** *eod. v°*, 1 s.

§ 2. LOI DU 18 DÉCEMBRE 1893 · **Suppl.** au **C. pén. ann.**, art. 265-267. — **D. P.** 94. 4. 11.

Art. 268. (Abrogé par L. 18 décembre 1893.) *Seront punis de la reclusion tous autres individus charges d'un service quelconque dans ces bandes, et ceux qui auront sciemment et volontairement fourni aux bandes ou a leurs divisions, des armes, munitions, instruments de crime, logement, retraite ou lieu de reunion.*

§ 2. — Vagabondage.

Art. 269. Le vagabondage est un delit.

Art. 270. Les vagabonds ou gens sans aveu sont ceux qui n'ont ni domicile certain, ni moyens de subsistance, et qui n'exercent habituellement ni métier, ni profession.

R. v° *Vagabondage*, 1 s. — **S.** *eod. v°*, 1 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 1 s.

1. La loi exigeant, comme element du délit de vagabondage, l'absence d'un domicile certain, le delit n'est pas juridiquement etabli par la constatation de l'absence d'un domicile fixe — Montpellier, 1er avr. 1887, D. P. 88. 2. 48.

2. On ne peut considérer comme depourvu de moyens d'existence l'individu nanti, au moment de son arrestation, d'une somme importante, alors même qu'une partie de cette somme proviendrait du jeu, si, d'ailleurs, a l'occasion du jeu, aucune fraude n'est relevee contre lui. — Chambery, 27 dec. 1888, D. P 90. 2. 13.

3 Le non-exercice habituel d'un metier ou d'une profession est un élement constitutif du delit de vagabondage, aussi necessaire que l'absence d'un domicile certain et le defaut de ressources — Chambéry, 23 janv. 1896, D. P. 96. 2 136.

4. La preuve du metier ou de la profession incombe au prevenu, aussi doit-on considerer comme vagabond le Français sans domicile ni ressources connus en

France, bien qu'il prétende exercer un métier à l'étranger, s'il ne peut fournir aux juridictions françaises le moyen de vérifier l'exactitude d'une semblable affirmation. — Même arrêt.

5. Il ne suffit pas, pour constituer l'état de vagabondage, qu'à l'absence de domicile et de moyens d'existence se joigne la constatation que le prévenu n'a exercé aucun métier durant deux mois ; il faut que le juge constate, d'après les circonstances de la cause, que le prévenu n'exerce habituellement ni métier ni profession. — Cr. r. 11 mars 1887, D. P. 89. 1. 128. — Cr. r. 23 juin 1900, D. P. 1903. 1. 102. — Orléans, 25 mars 1902, D. P. 1902. 2. 222. — V. aussi Paris, 7 mai 1907, D. P. 1907. 2. 244.

6. Pour la supputation du temps de liberté qui doit être laissé à un condamné libéré, avant que le délit de vagabondage puisse être relevé contre lui, il faut compter depuis la mise en liberté et non pas seulement depuis la cessation du dernier travail — Bourges, 22 févr. 1889, D. P. 90. 2. 13.

7. Le fait par un individu de mœurs contre nature, qui n'a pas de domicile personnel, d'aller coucher chez d'autres individus ayant les mêmes mœurs que lui, ne saurait, même passé à l'état d'habitude, lui constituer un domicile aux termes de l'art. 270 c. pén. ; l'origine immorale des ressources d'un individu, prévenu du délit de vagabondage, ne permet pas de considérer celles-ci comme des moyens d'existence réguliers au sens de l'art. 270 c. pén. — Paris, 25 févr. 1901, D. P. 1904. 2. 281.

Art. 271. (*L.* 28 *avril* 1832.) Les vagabonds ou gens sans aveu qui auront été légalement déclarés tels seront, pour ce seul fait, punis de trois à six mois d'emprisonnement. Ils seront renvoyés, après avoir subi leur peine, *sous la surveillance de la haute police* pendant cinq ans au moins et dix ans au plus.

Néanmoins les vagabonds âgés de moins de seize ans ne pourront être condamnés à la peine d'emprisonnement ; mais, sur la preuve des faits de vagabondage, ils seront renvoyés *sous la surveillance de la haute police* jusqu'à l'âge de vingt ans accomplis, à moins qu'avant cet âge ils n'aient contracté un engagement régulier dans les armées de terre ou de mer. — *Pén.* 9, 11, 40, 44, 66, 463 ; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 4, 19 ; *L.* 11 *juill.* 1905, *art.* 39.

Ancien art. 271. — *Les vagabonds ou gens sans aveu qui auront été légalement déclarés tels seront, pour ce seul fait, punis de trois à six mois d'emprisonnement, et demeureront, après avoir subi leur peine, à la disposition du Gouvernement pendant le temps qu'il déterminera, eu égard à leur conduite.*

Loi du 27 mars 1885,

Sur les récidivistes (**D. P.** 85. 4. 15 ; — *et suprà*, sous l'art. 58)

. . . . . .

Art. 4, *in fine*. (*Modifié par L.* 3 *avril* 1903.) Sont considérés comme gens sans aveu et seront punis des peines édictées contre le vagabondage, tous individus qui, soit qu'ils aient ou non un domicile certain, ne tirent habituellement leur subsistance que du fait de pratiquer ou faciliter sur la voie publique l'exercice de jeux illicites.

Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 100 francs à 1 000 francs, avec interdiction de séjour de cinq à dix ans, tous individus ayant fait le métier de souteneur.

Sont considérés comme souteneurs ceux qui aident, assistent ou protègent la prostitution d'autrui sur la voie publique et en reçoivent sciemment les profits.

R. v° *Vagabondage*, 74 s. — **S.** *eod.* v°, 2 s, 31 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 1 s.

1. Lorsqu'un individu est déclaré coupable de vagabondage et d'infraction à un arrêté d'expulsion, la peine accessoire de l'interdiction de séjour doit être prononcée cumulativement avec celle de l'emprisonnement, lorsque le bénéfice des circonstances atténuantes n'est pas accordé au condamné. — Cr. c. 2 févr. 1893, D. P. 94. 1. 252.

2. Et si la cour d'appel ne peut, sur le

seul appel du prevenu, suppleer de ce chef à l'omission du jugement qui lui est déferé, elle doit au moins, à peine de nullité de son arrêt, constater cette impossibilite. — Même arrêt.

3 La loi du 27 mai 1885 sur les recidivistes ayant remplace la surveillance de la haute police, soit comme peine principale, soit comme peine accessoire, par l'interdiction de séjour dans certains lieux, cette interdiction peut être prononcée comme peine principale contre les mineurs de seize ans convaincus du délit de vagabondage. — Cr. r. 30 juin 1892, D. P. 93. 1. 48.

4. Des mineurs de seize ans poursuivis pour vagabondage et ayant, par consequent, encouru la peine de l'interdiction de sejour, peuvent, en vertu de l'art. 66 c. pen., être envoyes dans une maison de correction. — Paris, 26 avr. 1892, S. v° *Peine*, 467.

Art. 272. Les individus déclarés vagabonds par jugement pourront, s'ils sont étrangers, être conduits, par les ordres du Gouvernement, hors du territoire du royaume [*de la République*].

En ce qui concerne les étrangers vagabonds ou non, et les mesures de police qui peuvent être prises a leur égard, V. *infrà,* Appendice au présent Code, v° *Étrangers.*

R. v° *Vagabondage*, 80 s. — **S.** *eod v°*, 34.

Art. 273. Les vagabonds nés en France pourront, après un jugement même passé en force de chose jugée, être réclamés par délibération du conseil municipal de la commune où ils sont nés, ou cautionnés par un citoyen solvable.

Si le Gouvernement accueille la réclamation ou agrée la caution, les individus ainsi réclamés ou cautionnés seront, par ses ordres, renvoyés ou conduits dans la commune qui les aura réclamés, ou dans celle qui leur sera assignée pour residence, sur la demande de la caution. — *Civ.* 2040.

R. v° *Vagabondage*, 83 s.

§ 3. — Mendicité.

Art. 274. Toute personne qui aura été trouvée mendiant dans un lieu pour lequel il existera un établissement public organisé afin d'obvier à la mendicité, sera punie de trois à six mois d'emprisonnement, et sera, après l'expiration de sa peine, conduite au dépôt de mendicité. — *Pén.* 9, 40 s., 282; *L.* 14 *juill.* 1905, *art.* 39.

R. v° *Vagabondage-mendicité*, 90 s. — **S.** *eod. v°*, 38 s. — **T.** (87-97), v° *Mendicité*, 1 s

1. Le fait par un individu de sonner a la porte d'une maison dans l'intention de solliciter une aumône ne peut, si cette intention n'a pas reçu d'exécution, constituer le delit de mendicite. — Cr. c. 15 avr. 1899, D. P. 1900. 5. 435. — Bourges, 18 mai 1899, D. P. 99. 2. 436.

2. Le fait, par un individu, de tendre la main pour recevoir un secours sans le solliciter expressement, constitue le delit de mendicite, alors que la mise et l'attitude de cet individu indiquent son intention aussi clairement qu'un geste de sollicitation. — Bourges, 30 avr. 1896, D. P. 96. 2. 455.

3. Le fait d'ouvrir les portieres des voitures à la porte des edifices publics, sans en avoir été sollicité par les personnes qui descendent de ces voitures, et de recevoir d'elles une rémuneration, constitue le délit de mendicité prévu par l'art. 274 c. pén.; ... alors, d'ailleurs, que l'acte de mendicité ainsi accompli se manifeste nettement par l'attitude et le geste de l'individu qui s'y livre. — Paris, 15 avr. 1905, D. P. 1906. 5. 13.

3. La mendicité ne constituant un delit, dans le cas de l'art. 274 c. pén, qu'autant qu'elle se produit dans un lieu pour lequel il existe un etablissement public organisé afin d'obvier a la mendicite, le jugement qui applique les pénalités de l'art. 274 c. pén. sans constater l'existence d'un pareil etablissement manque de base legale. — Cr. c. 24 août 1893, D. P. 96. 1. 430. — Cr. c. 24 nov. 1893, *ibid* — Cr. c. 6 sept. 1894, *ibid.* — Cr. c. 18 oct. 1895, *ibid.* — Cr. c. 16 mars 1899, D. P. 1900. 5. 435.

Art. 275. Dans les lieux où il n'existe point encore de tels établissements, les mendiants d'habitude valides seront punis d'un mois à trois mois d'emprisonnement.

S'ils ont été arrêtés hors du canton de leur résidence, ils seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans. — *Pén.* 9, 40 s.

R. v° *Vagabondage-mendicité*, 90 s. — **S.** *eod. v°*, 36 s.

Le delit de mendicite n'existe à l'egard de l'individu valide, dans le cas de l'art. 275 c. pén., qu'autant qu'il est constate que le prevenu a mendie habituellement. — Cr. c. 9 fevr. 1900, D. P. 1900. 1. 279. — V. aussi Rouen, 16 mai 1896, D. P. 97. 1. 166. — Amiens, 3 mars 1899, D. P. 99. 2. 169.

Art. 276. Tous mendiants, même invalides, qui auront usé de menaces ou seront entrés, sans permission du propriétaire ou des personnes de sa maison, soit dans une habitation, soit dans un enclos en dépendant,

Ou qui feindront des plaies ou infirmités,

Ou qui mendieront en réunion, à moins que ce ne soient le mari et la femme, le père ou la mère et leurs jeunes enfants, l'aveugle et son conducteur,

Seront punis d'un emprisonnement de six mois à deux ans. — *Pén.* 9, 40 s., 278.

Loi du 7 décembre 1874, *relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes* (**D. P.** 75. 4. 55). — Art. 3. Quiconque emploiera des enfants âges de moins de seize ans à la mendicité habituelle, soit ouvertement, soit sous l'apparence d'une profession, sera considéré comme auteur ou complice du delit de mendicité en reunion, prévu par l'article 276 du Code pénal, et sera puni des peines portées audit article. Dans les cas où le delit aurait ete commis par les pères, mères ou tuteurs, ils pourront être privés des droits de la puissance paternelle ou être destitues de la tutelle.

R. v° *Vagabondage-mendicité*, 117 s.

***En ce qui concerne la déchéance de la puissance paternelle*, V. *L.* 24 *juillet* 1889; C. civ.**, sous le titre IX du livre Ier.

1. L'art. 276, § 1er, c. pen, interdit d'une maniere absolue de penetrer, sans autorisation du propriétaire, a l'intérieur de tout bâtiment ou logement, pour y solliciter l'aumône des personnes qui s'y trouvent. — Cr. r. 18 avr. 1902, D. P. 1903. 1. 72.

2. Un bar ou debit de boissons établi dans un bâtiment, bien que constituant un etablissement ouvert au public, rentre dans les previsions de l'art. 276 c. pen., son propriétaire étant présume n'en permettre le libre acces qu'à ceux qui y entrent dans un but ou pour un objet conforme à sa destination; en consequence, le mendiant qui, sans autorisation du proprietaire, s'introduit dans un bar et s'y livre à la mendicite, commet le délit prevu et reprimé par l'art. 276 c. pén. — Même arrêt.

Dispositions communes aux vagabonds et mendiants.

Art. 277. Tout mendiant ou vagabond qui aura été saisi travesti d'une manière quelconque,

Ou porteur d'armes, bien qu'il n'en ait ni usé ni menacé,

Ou muni de limes, crochets ou autres instruments propres, soit à commettre des vols ou d'autres délits, soit à lui procurer les moyens de pénétrer dans les maisons,

Sera puni de deux à cinq ans d'emprisonnement. — *Pén.* 9, 40, 101, 282.

Art. 278. Tout mendiant ou vagabond qui sera trouvé porteur d'un ou de plusieurs effets d'une valeur supérieure à 100 francs, et qui ne justifiera point d'où ils lui proviennent, sera puni de la peine portée en l'article 276.

Art. 279. (*L.* 13 *mai* 1863.) Tout mendiant ou vagabond qui aura

exercé ou tenté d'exercer quelque acte de violence que ce soit envers les personnes sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, sans préjudice de peines plus fortes, s'il y a lieu, à raison du genre et des circonstances de la violence.

Si le mendiant ou le vagabond qui a exercé ou tenté d'exercer des violences se trouvait, en outre, dans l'une des circonstances exprimées par l'article 277, il sera puni de la reclusion. — *Pén.* 7, 9, 40, 282.

Art. 280. (Abrogé par L. 28 avril 1832.) *Tout vagabond ou mendiant qui aura commis un crime emportant la peine des travaux forcés à temps, sera, en outre, marqué.*

Art. 281. Les peines établies par le présent Code contre les individus porteurs de faux certificats, faux passeports ou fausses feuilles de route, seront toujours, dans leur espèce, portées au *maximum*, quand elles seront appliquées à des vagabonds ou mendiants. — *Pén.* 153, 161.

Art. 282. (*L.* 28 *avril* 1832.) Les mendiants qui auront été condamnés aux peines portées par les articles précédents seront renvoyés, après l'expiration de leur peine, *sous la surveillance de la haute police* pour cinq ans au moins et dix ans au plus. — *Pén.* 271, 463; *L.* 25 *mai* 1885, *art.* 19.

R. v° *Vagabondage-mendicité*, 122 s. — **S.** *eod.* v°, 142 s.

Loi du 14 juillet 1905,

Relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources (**D. P.** 1906. 4. 125).

Art. 39. Tout inculpé, aux termes des articles 269, 270, 271 et 274 du Code pénal, qui prétendra faire valoir ses titres à l'assistance, pourra obtenir, s'il y a lieu, un sursis à la poursuite et être ultérieurement renvoyé, selon les cas, des fins de cette poursuite. — Toutefois, les dispositions du présent article ne sont pas applicables en cas de récidive.

Loi du 16 juillet 1912,

Sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades (**D. P.** 1912. 4e partie). — V. le texte de cette loi, *infrà*, **Appendice**, p. 626, v° *Professions ambulantes.*

SECTION VI.

Délits commis par la voie d'écrits, images ou gravures distribués sans noms d'auteur, imprimeur ou graveur.

Art. 283. Toute publication ou distribution d'ouvrages, écrits, avis, bulletins, affiches, journaux, feuilles périodiques ou autres imprimés, dans lesquels on ne trouvera pas l'indication vraie des noms, profession et demeure de l'auteur ou de l'imprimeur, sera, pour ce seul fait, punie d'un emprisonnement de six jours à six mois, contre toute personne qui aura sciemment contribué à la publication ou distribution. — *Pén.* 9, 40 s., 284 s.

Art. 284. Cette disposition sera réduite à des peines de simple police :

1° A l'égard des crieurs, afficheurs, vendeurs ou distributeurs qui auront fait connaître la personne de laquelle ils tiennent l'écrit imprimé;

2° A l'égard de quiconque aura fait connaître l'imprimeur;

3° A l'égard même de l'imprimeur qui aura fait connaître l'auteur. — *Pén.* 286, 289, 464 s., 475-13°, 477-3°; *L.* 29 *juill.* 1881, *art.* 2.

Art. 285. Si l'écrit imprimé contient quelques provocations à des crimes ou délits, les crieurs, afficheurs, vendeurs et distributeurs seront punis comme complices des provocateurs, à moins qu'ils n'aient fait connaître ceux dont ils tiennent l'écrit contenant la provocation.

En cas de révélation, ils n'encourront qu'un emprisonnement de six jours à trois mois; et la peine de complicité ne restera applicable qu'à ceux qui n'auront point fait connaître les personnes dont ils auront reçu l'écrit imprimé, et à l'imprimeur, s'il est connu. — *Pén.* 9, 40, 59, 286, 289, 293, 313; *L.* 29 *juill.* 1881, *art.* 42, 43, 48, 68.

Art. 286. Dans tous les cas ci-dessus, il y aura confiscation des exemplaires saisis. — *Pén.* 11.

Art. 287. Toute exposition ou distribution de chansons, pamphlets, figures ou images contraires aux bonnes mœurs, sera punie d'une amende de 16 francs à 500 francs, d'un emprisonnement d'un mois à un an, et de la confiscation des planches et des exemplaires imprimés ou gravés de chansons, figures ou autres objets du délit. — *Pén.* 9, 11, 40 s., 288 s., 477-3°; *L.* 2 *août* 1882, *modifiée par L.* 16 *mars* 1898.

R. v° *Presse-outrage,* 166 s, 213 s, 471 s. — **S.** *cod.* v°, 29, 70 s., 662 s, 1302.

La loi du 29 *juillet* 1881 *n'a pas abrogé les articles* 283 *à* 286 *du Code pénal.*

V. aussi *la loi du* 29 *juillet* 1881, *sur la presse, et la loi du* 28 *juillet* 1894, *ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes,* **Appendice au présent Code; — et Suppl. au C. pén. ann.,** p. 381 s.

Art. 288. La peine d'emprisonnement et l'amende prononcées par l'article précédent, seront réduites à des peines de simple police,

1° A l'égard des crieurs, vendeurs ou distributeurs qui auront fait connaître la personne qui leur a remis l'objet du délit;

2° A l'egard de quiconque aura fait connaître l'imprimeur ou le graveur;

3° A l'égard même de l'imprimeur ou du graveur qui auront fait connaître l'auteur ou la personne qui les aura chargés de l'impression ou de la gravure. — *Pén.* 284, 289, 464 s., 473-3°, 475-13°.

Art. 289. Dans tous les cas exprimés en la présente section, et où l'auteur sera connu, il subira le *maximum* de la peine attachée à l'espèce du délit.

Les articles 288 *et* 289 *doivent être considérés comme abroges soit par la loi du* 29 *juillet* 1881, *soit par celle du* 2 *août* 1882, *modifiée elle-même par celle du* 16 *mars* 1898 (**D. P.** 98 4 22), *car ils sont inconciliables avec leurs dispositions.*

Disposition particulière.

Art. 290. (Abrogé par L. 10 décembre 1830 et L. 16 février 1834.) *Tout individu qui, sans y avoir été autorisé par la police, fera le métier de crieur ou afficheur d'écrits imprimés, dessins ou gravures, même munis des noms d'auteur, imprimeur, dessinateur ou graveur, sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois.*

L'article 290 *a été abrogé par les lois des* 10 *décembre* 1830 *et* 16 *février* 1834, *qui ont réglementé de nouveau la profession de crieur et d'afficheur.*

SECTION VII.

Des associations ou réunions illicites.

Art. 291. (Abrogé par L. 1er juillet 1901.) *Nulle association de plus de vingt personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du Gouvernement, et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société.*

Dans le nombre de personnes indiqué par le présent article, ne sont pas comprises celles domiciliées dans la maison où l'association se réunit.

Art. 292. (Abrogé par L. 1er juillet 1901.) *Toute association de la nature ci-dessus exprimée qui se sera formée sans autorisation, ou qui, après l'avoir obtenue, aura enfreint les conditions à elle imposées, sera dissoute.*

Les chefs, directeurs ou administrateurs de l'association seront en outre punis d'une amende de 16 *francs à* 200 *francs.*

Art. 293. (Abrogé par L. 1er juillet 1901.) *Si, par discours, exhortations, invocations ou prières, en quelque langue que ce soit, ou par lecture, affiche, publication ou distribution d'écrits quelconques, il a été fait, dans ces assemblées, quelque provocation à des crimes ou à des délits, la peine sera de* 100 *francs à* 300 *francs d'amende, et de trois mois à deux ans d'emprisonnement, contre les chefs, directeurs et administrateurs de ces associations; sans préjudice des peines plus fortes qui seraient portées par la loi contre les individus personnellement coupables de la provocation, lesquels, en aucun cas, ne pourront être punis d'une peine moindre que celle infligée aux chefs, directeurs et administrateurs de l'association.*

Art. 294. (Abrogé par L. 9 décembre 1905.) *Tout individu qui, sans la permission de l'autorité municipale, aura accordé ou consenti l'usage de sa maison ou de son appartement, en tout ou en partie, pour la réunion des membres d'une association même autorisée ou pour l'exercice d'un culte, sera puni d'une amende de* 16 *francs à* 200 *francs.*

V. *la loi du* 1er *juillet* 1901, *relative au contrat d'association* (**D. P.** 1901. 4. 105 s ; — et **C. civ.,** sous le titre IX du livre III), *modifiée, dans son article* 16, *par la loi du* 4 *décembre* 1902 (**D. P.** 1903 4. 9 , — et **C. civ.,** sous le titre IX du livre III) *et dans son article* 18, *par la loi du* 17 *juillet* 1903 (**D. P.** 1903. 4. 62 ; — et **C. civ.,** sous le titre IX du livre III). — V. en outre, *le* 1er *décret du* 16 *août* 1901, *portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du* 1er *juillet* 1901, *relative au contrat d'association, modifié dans son article* 21 *par le decret du* 28 *novembre* 1902 *et dans ses articles* 17, 22, 25 *et* 35 *par le décret du* 14 *fevrier* 1905 (**C. civ.,** Appendice au liv. III, tit. IX) ; *et le* 2e *décret du* 16 *août* 1901, *portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article* 18 *de la loi du* 1er *juillet* 1901, *modifié, dans ses articles* 7, 9, 10, 12 *et* 14, *par le décret du* 14 *février* 1905 (**C. civ.,** Appendice au liv. III, tit. IX).

V. aussi *la loi du* 21 *mars* 1884, *sur les syndicats professionnels* (**D. P.** 84 4 129).

Loi du 30 juin 1881,

Sur les réunions publiques (**D. P.** 81. 4. 101).

Art. 1er. (Abrogé par L. 28 mars 1907.) *Les réunions publiques sont libres. — Elles peuvent avoir lieu sans autorisation préalable, sous les conditions prescrites par les articles suivants.*

2. (Abrogé par L. 28 mars 1907.) *Toute réunion publique sera précédée d'une déclaration indiquant le lieu, le jour, l'heure de la réunion. Cette déclaration sera signée par deux personnes au moins, dont l'une domiciliée dans la commune ou la réunion doit avoir lieu. — Les déclarants devront jouir de leurs droits civils et politiques, et la déclaration indiquera leurs noms, qualites et domiciles. — Les déclarations sont faites : à Paris, au préfet de police ; dans les chefs-lieux de département, au préfet ; dans les chefs-lieux d'arrondissement, au sous-préfet, et dans les autres communes, au maire. — Il sera donné immédiatement récepissé de la déclaration. — Dans le cas où le déclarant n'aurait pu obtenir de récépissé, l'empêchement ou le refus pourra être constaté par acte extrajudiciaire ou par attestation signée de deux citoyens domiciliés dans la commune.— Le récépissé, ou l'acte qui en tiendra lieu, constatera l'heure de la déclaration. — La réunion ne peut avoir lieu qu'après un délai d'au moins vingt-quatre heures.*

3. (Abrogé par L. 28 mars 1907.) *Ce délai sera réduit à deux heures pour les réunions publiques électorales prévues à l'article 5, lorsqu'elles seront tenues dans la période comprise entre le décret ou l'arrêté portant convocation du collège électoral et le jour de l'élection exclusivement. — La réunion pourra avoir lieu le jour même du vote, s'il s'agit d'élections comportant plusieurs tours de scrutin dans la même journée. — La réunion pourra alors suivre immédiatement la déclaration.*

4. (Abrogé par L. 28 mars 1907.) *La déclaration fera connaître si la réunion a pour but une conférence, une discussion publique, ou si elle doit constituer une réunion electorale prévue par l'article suivant.*

5. (Abrogé par L. 28 mars 1907.) *La réunion électorale est celle qui a pour but le choix ou l'audition de candidats à des fonctions publiques électives, et à laquelle ne peuvent assister que les électeurs de la circonscription, les candidats, les membres des deux Chambres et le mandataire de chacun des candidats.*

6. Les réunions ne peuvent être tenues sur la voie publique ; elles ne peuvent se prolonger au delà de onze heures du soir ; cependant, dans les localités où la fermeture des établissements publics a lieu plus tard, elles pourront se prolonger jusqu'à l'heure fixée pour la fermeture de ces etablissements.

7. (Abrogé par L. 1er juillet 1901.) *Les clubs demeurent interdits.*

8. Chaque réunion doit avoir un bureau composé de trois personnes au moins. Le bureau est chargé de maintenir l'ordre, d'empêcher toute infraction aux lois, *de conserver a la réunion le caractère qui lui a été donné par la déclaration ;* d'interdire tout discours contraire à l'ordre public et aux bonnes mœurs, ou contenant provocation à un acte qualifié crime ou délit.

A défaut de désignation par les signataires de la déclaration, les membres du bureau seront élus par l'assemblée.

Les membres du bureau *et, jusqu'à la formation du bureau, les signataires de la déclaration,* sont responsables des infractions aux prescriptions des articles 6, 7 et 8 de la présente loi.

9. Un fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire peut être délégué :

Paris, par le préfet de police, et dans les départements, par le préfet, le sous-préfet ou le maire, pour assister à la réunion. Il choisit sa place.

Il n'est rien innové aux dispositions de l'article 3 de la loi des 16-24 août 1790 (*abrogé par l'art.* 97 *de la loi du* 5 *avr.* 1884), de l'article 9 de la loi des 19-22 juillet 1791 et des articles 9 et 15 de la loi du 18 juillet 1837 (*abrogés et remplacés par les art.* 91 *et* 99 *de la loi du* 5 *avr.* 1884).

Toutefois, le droit de dissolution ne devra être exerce par le représentant de l'autorité que s'il en est requis par le bureau, ou s'il se produit des collisions et voies de fait.

10. Toute infraction aux dispositions de la présente loi sera punie des peines de simple police, sans préjudice des poursuites pour crimes et délits qui pourraient être commis dans les réunions.

11. L'article 463 du Code pénal est applicable aux contraventions prévues par la présente loi. L'action publique et l'action privée se prescrivent par six mois.

12. Le décret du 28 juillet 1848 demeure abrogé, sauf l'article 13 (*abrogé par L. 1er juillet* 1901), qui interdit les sociétés secrètes. Sont également abrogés : le décret du 25 mars 1852, la loi des 6-10 juin 1868 et toutes dispositions contraires à la presente loi.

13. La présente loi est applicable aux colonies représentées au Parlement.

S. v° *Réunions publiques*, 1 s — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 177 s.

Loi du 28 mars 1907,

Relative aux réunions publiques (**D. P.** 1907. 4. 57).

Art. 1er. Les réunions publiques, quel qu'en soit l'objet, pourront être tenues sans déclaration prealable,

2. Sont abrogées, en ce qu'elles ont de contraire à la présente loi, les dispositions des lois des 30 juin 1881, 9 décembre 1905 et 2 janvier 1907.

3. Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi et celle du 2 janvier 1907 seront applicables à l'Algerie et aux colonies.

V. *la discussion de cette loi à la Chambre des députés et au Sénat*, **D. P.** 1907. 4. 57.

TITRE DEUXIÈME.

Crimes et délits contre les particuliers.

CHAPITRE Ier. — Loi decrétee le 17 fevrier 1810, promulguée le 27 du même mois
CHAPITRE II. — Loi decretee le 19 février 1810, promulguée le 1er mars suivant.

CHAPITRE PREMIER.

Des crimes et délits contre les personnes.

SECTION PREMIÈRE.

Meurtres et autres crimes capitaux, menaces d'attentat contre les personnes.

§ 1er. — Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement.

Art. 295. L'homicide commis volontairement est qualifié meurtre. — *Pén.* 319, 321, 324 s.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 1 s. — **S.** *eod. v°*, 1 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 295, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 4328 s.

1. Le duel constitue un acte illicite de nature à engendrer, du chef de celui des combattants qui a tué son adversaire, la responsabilité civile de l'article 1382 c. civ. — Liège, 24 oct. 1888, S. v° *Duel*, 54.

2. L'acceptation du duel par la victime ne rend pas sa veuve et sa fille non recevables à réclamer des dommages-intérêts, tant contre le duelliste survivant que contre celui des témoins qui, par son attitude pendant les pourparlers qui ont précédé le combat, a rendu toute tentative de réconciliation impossible; cette acceptation de la part de la victime constitue toutefois une faute de nature à diminuer la responsabilité de son adversaire et du témoin. — Même arrêt.

Art. 296. Tout meurtre commis avec préméditation ou de guet-apens, est qualifié assassinat. — *Pén.* 297, 298, 302 s.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 41 s. — **S.** *eod.* v°, 36 s.

Art. 297. La préméditation consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu déterminé, ou même de celui qui sera trouvé ou rencontré, quand même ce dessein serait dépendant de quelque circonstance ou de quelque condition.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 44 s. — **S.** *eod.* v°, 38 s.

Art. 298. Le guet-apens consiste à attendre plus ou moins de temps, dans un ou divers lieux, un individu, soit pour lui donner la mort, soit pour exercer sur lui des actes de violence. — *Pén.* 296, 310 s.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 51 s. — **S.** *eod.* v°, 48 s.

Art. 299. Est qualifié parricide le meurtre des pères ou mères légitimes, naturels ou adoptifs, ou de tout autre ascendant légitime. — *Pén.* 13, 86, 302, 312, 323.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 56 s. — **S.** *eod.* v°, 52 s.

Art. 300. (*L.* 21 *novembre* 1901.) L'infanticide est le meurtre ou l'assassinat d'un enfant nouveau-né. — *Pén.* 295, 302; *Instr.* 360.

Ancien art. 300. — *Est qualifié infanticide le meurtre d'un enfant nouveau-né.*

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 78 s. — **S.** *eod.* v°, 71 s. | *Loi du* 21 *novembre* 1901 : **D. P.** 1902. 4. 17.

Art. 301. Est qualifié empoisonnement tout attentat à la vie d'une personne, par l'effet de substances qui peuvent donner la mort plus ou moins promptement, de quelque manière que ces substances aient été employées ou administrées, et quelles qu'en aient été les suites. — *Pén.* 302, 317, 318, 319, 452.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 91 s. — **S.** *eod.* v°, 86 s.

Art. 302. (*L.* 21 *novembre* 1901.) Tout coupable d'assassinat, de parricide et d'empoisonnement, sera puni de mort, sans préjudice de la disposition particulière contenue en l'article 13 relativement au parricide.

Toutefois la mère, auteur principal ou complice de l'assassinat ou du meurtre de son enfant nouveau-né, sera punie, dans le premier cas, des travaux forcés à perpétuité, et dans le second cas, des travaux forcés à temps, mais sans que cette disposition puisse s'appliquer à ses coauteurs ou à ses complices. — *Pén.* 7, 12, 13, 36, 67, 69, 296 s.

Ancien art. 302. — *Tout coupable d'assassinat, de parricide, d'infanticide et d'empoisonnement, sera puni de mort, sans préjudice de la disposition particulière contenue en l'article* 13, *relativement au parricide.*

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 53 s., 74 s., 93 s. — **S.** *eod.* v°, 50, 64 s., 85 s. | *Loi du* 21 *novembre* 1901 : **D P.** 1902. 4. 17.

Art. 303. Seront punis comme coupables d'assassinat, tous malfaiteurs, quelle que soit leur dénomination, qui, pour l'exécution de leurs crimes, emploient des tortures ou commettent des actes de barbarie. — *Pén.* 302, 344.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 54 s. — **S.** *eod.* v°, 51.

Art. 304. (*L.* 28 *avril* 1832.) Le meurtre emportera la peine de mort, lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime.

Le meurtre emportera également la peine de mort, lorsqu'il aura eu pour objet, soit de préparer, faciliter ou exécuter un délit, soit de favoriser la fuite ou d'assurer l'impunité des auteurs ou complices de ce délit.

En tout autre cas, le coupable de meurtre sera puni des travaux forcés à perpétuité. — *Pén.* 7, 12, 16.

Ancien art. 304. — *Le meurtre emportera la peine de mort, lorsqu'il aura précédé, accompagné ou suivi un autre crime ou délit. — En tout autre cas, le coupable de meurtre sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité.*

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 28 s. — **S.** *eod.* v°, 14 s.

§ 2. — Menaces.

Art. 305. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, d'assassinat, d'empoisonnement, ou de tout autre attentat contre les personnes, qui serait punissable de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, sera, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition, puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 150 francs à 1 000 francs.

Le coupable pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine.

Le coupable pourra être mis aussi *sous la surveillance de la haute police* pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à dater du jour où il aura subi sa peine. — *Pén.* 9, 11, 40, 313, 344-2°, 436; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Art. 306. (*L.* 13 *mai* 1863.) Si cette menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement d'une annee au moins et de trois ans au plus, et d'une amende de 100 francs à 600 francs.

Dans ce cas, comme dans celui de l'article précédent, la peine *de la surveillance* pourra être prononcée contre le coupable. — *Pén.* 9, 11, 40, 436; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Art. 307. (*L.* 13 *mai* 1863.) Si la menace faite avec ordre ou sous condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de 25 francs à 300 francs.

Dans ce cas, comme dans celui des précédents articles, la peine *de la surveillance* pourra être prononcée contre le coupable. — *Pén.* 9, 11, 40, 436; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Art. 308. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque aura menacé verbalement ou par écrit de voies de fait ou violences non prévues par l'article 305, si la

menace a été faite avec ordre ou sous condition, sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 francs à 100 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. — *Pen.* 9, 11, 40; *L.* 15 *juill.* 1845, *art.* 18.

Ancien art. 305. — *Quiconque aura menacé, par écrit anonyme ou signé, d'assassinat, d'empoisonnement, ou de tout autre attentat contre les personnes qui serait punissable de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité, ou de la déportation, sera puni de la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition*

Ancien art. 306. — *Si cette menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de* 100 *francs à* 600 *francs.*

Ancien art. 307. — *Si la menace faite avec ordre ou sous condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de* 25 *francs à* 300 *francs*

Ancien art. 308. — *Dans les cas prévus par les deux précédents articles, le coupable pourra de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, pour cinq ans au moins et dix ans au plus.*

§ 1 Législation antérieure a la loi du 13 mai 1863 : **R.** v° *Crimes et délits contre les personnes*, 110 s.

§ 2. Loi du 13 mai 1863 : **S.** v° *Crimes et délits contre les personnes*, 106 s. — **T.** (87-97), v° *Menaces*, 1 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

1. Il appartient souverainement au juge du fait d'interpréter les termes d'une menace, et d'apprecier si elle tombe sous l'application des art. 305 et 306 c. pen. — Cr. r 20 oct. 1892, D. P. 91. 1. 140

2. La menace adressee a un tiers dans un ecrit anonyme de « lui faire passer le goût du pain » a pu être consideree comme contenant la menace, contre la personne du destinataire de l'ecrit, d'un attentat passible, s'il eût ete commis, de la peine des travaux forces a perpetuite tout au moins. — Même arrêt.

3. Il n'est pas nécessaire, pour l'application de l'art 307 c. pen, qui punit les menaces verbales faites avec ordre ou sous condition, que les menaces aient été adressees directement a la personne visee; mais, dans le cas ou les menaces ont ete prononcees hors de la presence de la personne visée, il faut qu'elles soient parvenues a sa connaissance et que leur auteur ait eu l'intention de les y faire parvenir. — Besançon', 17 mai 1906, D. P. 1908. 2. 166.

SECTION II.

Blessures et coups volontaires non qualifiés meurtre, et autres crimes et délits volontaires.

Art. 309. (*L.* 13 *mai* 1863.) Tout individu qui, volontairement, aura fait des blessures ou porté des coups, ou commis toute autre violence ou voie de fait, s'il est résulté de ces sortes de violences une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours, sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de 16 francs à 2 000 francs.

Il pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine.

Quand les violences ci-dessus exprimées auront été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil, ou autres infirmités permanentes, le coupable sera puni de la reclusion.

Si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans

intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés à temps. — *Pén.* 7, 9, 28, 40, 186, 321, 437.

Ancien art. 309 [TEXTE DE 1810]. — *Sera puni de la peine de la reclusion, tout individu qui aura fait des blessures ou porté des coups, s'il est résulté de ces actes de violence une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *Sera puni de la reclusion, tout individu qui, volontairement, aura fait des blessures ou porté des coups, s'il est résulté de ces sortes de violences une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de vingt jours. — Si les coups portés ou les blessures faites volontairement, mais sans intention de donner la mort, l'ont pourtant occasionnée, le coupable sera puni de la peine des travaux forcés à temps.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Crimes et délits contre les personnes*, 134 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 309, nos 1 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Crimes et délits contre les personnes*, 134 s. — **D. P.** 63 4. 79. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 309, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 4535 s.

L'individu qui, violemment appréhendé au cou par un autre, a porté à celui-ci un coup unique (lequel, d'ailleurs, n'a laissé aucune trace) en cherchant à lui faire lâcher prise, ne saurait être retenu comme l'ayant volontairement frappé avec l'intention de lui porter un coup ou de lui faire une blessure. — Besançon, 2 août 1893, D P. 94. 2. 560.

Art. 310. (*L.* 13 *mai* 1863.) Lorsqu'il y aura eu préméditation ou guet-apens, la peine sera, si la mort s'en est suivie, celle des travaux forcés à perpétuité; si les violences ont été suivies de mutilation, amputation ou privation de l'usage d'un membre, cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes, la peine sera celle des travaux forcés à temps; dans le cas prévu par le premier paragraphe de l'article 309, la peine sera celle de la reclusion. — *Pén.* 7, 15, 28, 297, 298.

Ancien art. 310 [TEXTE DE 1810]. — *Si le crime mentionné au précédent article a été commis avec préméditation ou guet-apens, la peine sera celle des travaux forcés à temps.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *Lorsqu'il y aura eu préméditation ou guet-apens, la peine sera, si la mort s'en est suivie, celle des travaux forcés à perpétuité, et, si la mort ne s'en est pas suivie, celle des travaux forcés à temps.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Crimes et délits contre les personnes*, 177 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Crimes et délits contre les personnes*, 205 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

Art. 311. (*L.* 13 *mai* 1863.) Lorsque les blessures ou les coups, ou autres violences ou voies de fait, n'auront occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article 309, le coupable sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans et d'une amende de 16 francs à 200 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

S'il y a eu préméditation ou guet-apens, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de 50 francs à 500 francs. — *Pén.* 9, 40, 186, 263, 315, 321, 327.

Ancien art. 311 [TEXTE DE 1810]. — *Lorsque les blessures ou les coups n'auront occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article* 309, *le coupable sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de* 16 *francs à* 200 *francs. — S'il y a eu préméditation ou guet-apens, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de* 50 *francs à* 500 *francs.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *Lorsque les blessures ou les coups n'auront occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article* 309, *le coupable sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans, et d'une amende de* 16 *francs à* 200 *francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. — S'il y a eu*

préméditation ou guet-apens, l'emprisonnement sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de 50 francs à 500 francs.

Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV (R. v° *Lois codifiées*, p. 239).

Art. 605. Sont punis des peines de simple police .. 8° Les auteurs de... voies de fait et violences légères, pourvu qu'ils n'aient blessé ni frappé personne, et qu'ils ne soient pas notés, d'après les dispositions de la loi du 19 juillet 1791, comme *gens sans aveu, suspects ou malintentionnés*, auxquels cas ils ne peuvent être jugés que par le tribunal correctionnel.

606. Le tribunal de police gradue, selon les circonstances et le plus ou moins de gravité du délit, les peines qu'il est charge de prononcer, sans néanmoins qu'elles puissent, en aucun cas, ni être au-dessous d'une amende de la valeur d'une journée de travail ou d'un jour d'emprisonnement, ni s'élever au-dessus de la valeur de trois journées de travail ou de trois jours d'emprisonnement.

Loi du 21 avril 1832, *portant fixation du budget des recettes de l'exercice* 1832 (R. v° *Impôts dir.*, p. 269). — Art. 10. ... Le conseil général, sur la proposition du prefet, determinera le prix moyen de la journée de travail dans chaque commune, sans pouvoir néanmoins le fixer au-dessous de cinquante centimes et au-dessus de un franc cinquante centimes (*L. 23 juill.* 1820, *art.* 28).

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Crimes et délits contre les personnes*, 164 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Crimes et délits contre les personnes*, 175 s. — **T.** (87-97), v° *Voies de fait*, 1 s. — **D. P.** 63. 4. 79. — V. aussi **C. pén. ann.**, p. 438 s.; et son **Suppl.**, p. 190 s.

1. Il y a délit de coups volontaires et non contravention de violence légere dans le fait de frapper une personne au visage. — Cr. r. 20 juin 1889, *Bull. crim*, n° 220.

2. A plus forte raison, le fait d'avoir assene sur la tête d'une personne un coup de canne plombée qui a détermine une blessure constitue-t-il, non la contravention de violences légères, mais bien le delit de coups et blessures volontaires prévu par l'art. 311 c. pen. — Cr. c. 9 déc. 1893, *Bull. crim.*, n° 342.

3. Le fait par un individu de poser d'une manière brutale sa main sur l'epaule d'un tiers et de placer devant la figure de celui-ci le manche de son fouet, sans le frapper ni le blesser, ne presente pas le caractere du délit de coups et blessures vise par l'art. 311 c pén, mais rentre dans la categorie des contraventions pour violences legères prévues et reprimees par les art. 600 et 605 du Code du 3 brum. an IV. — Trib. de Château-Thierry, 30 sept. 1892, D. P. 93. 2. 145.

4. Les voies de fait qui, sans atteindre la personne aussi gravement que les coups, sont de nature à l'impressionner vivement, constituent le delit de coups ou blessures prévu par l'art. 311 c. pen. et non la contravention de violences légères reprimée par le Code du 3 brumaire an IV. — Cr c. 13 mars 1886, S. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 186 — Cr. r. 12 juin 1886, *ibid.* — Cr. c. 19 févr. 1892, D.P. 92. 1. 550. — Cr r. 1er mai 1897, D P. 97. 1. 472. — Cr. c. 21 juill. 1911, D. P. 1912 1. 111.

5. Ainsi, le fait d'avoir tiré deux coups de pistolet (ou de revolver, ou de fusil) sur une personne, sans intention de l'atteindre, mais dans le dessein de l'effrayer, constitue une voie de fait dans le sens de l'art. 311. — Lyon, 7 mars 1888, D. P. 89. 2. 223.

6. De même, celui qui, brandissant un couteau, s'est élancé sur une personne avec l'intention de la frapper, commet le délit réprime par l'art. 311, alors même que cette personne n'aurait pas eté atteinte grâce à l'intervention d'un tiers. — Cr. r 1er mai 1897, precite.

7. Le fait de cracher au visage d'une personne constitue le delit de violences et voies de fait puni par l'art. 311 c. pen. modifie par la loi du 13 mai 1863; par suite, la juridiction correctionnelle est compétente pour en connaître. — Caen, 21 déc. 1904, D P. 1905. 2. 443. — Cr. c. 3 août 1907, D. P. 1910. 1. 175.

8. Le délit de violences et voies de fait ne saurait se concevoir sans violences effectives, et, en admettant qu'un délit d'omission puisse quelquefois y suppléer, ce ne serait qu'autant que cette omission porterait sur un devoir incombant juridiquement a son auteur. — Poitiers, 20 nov. 1901, D. P. 1902. 2. 81, et la note de M. Le Poittevin.

9. En ce qui concerne le droit des correction de l'instituteur, il est necessaire

que le maître soit armé d'une certaine autorité pour maintenir l'ordre, et qu'il n'outrepasse pas les limites permises en donnant un petit coup, du revers de la main, à un enfant. — Trib. corr. de la Seine, 1er mars 1886, S. Vo *Crimes et délits contre les personnes*, 191.

10. Le fait, par une institutrice, d'asseoir une enfant sur une chaise les mains attachées derrière le dos et les pieds reliés au bâton de la chaise, peut être considéré comme une de ces mesures que rend nécessaire la conduite d'une jeune élève et la bonne tenue d'une école, et comme échappant, dès lors, à l'application des art. 600 et 605, § 3, du Code du 3 brum. an IV. — Cr. r. 18 janv. 1889, S. Vo *Crimes et délits contre les personnes*, 191.

11. Mais, d'après un autre arrêt du même jour, ces articles sont, au contraire, applicables à l'institutrice qui a versé de l'eau froide sur le corps d'une élève, l'a liée les mains derrière le dos, lui a attaché les pieds à une table, et l'a laissée ainsi les vêtements mouillés pendant un temps prolongé. — Cr. c. 18 janv. 1889, S. Vo *Crimes et délits contre les personnes*, 191.

12. Décidé aussi que le fait par une institutrice d'infliger fréquemment aux enfants confiés à sa garde des corrections manuelles légères, moins dans un but de nécessité que sous l'empire de la colère, est passible des peines prononcées par l'art. 605, § 3, du Code du 3 brum. an IV. — Trib. simp. pol. Amiens, 20 mars 1885, S. Vo *Crimes et délits contre les personnes*, 191.

13. Le jugement qui retient la contravention de violences légères sans spécifier les actes qu'il qualifie ainsi ne permet pas à la cour de cassation d'exercer son contrôle sur la qualification, et doit dès lors être cassé. — Cr. c. 29 juill. 1893 D. P. 96. 1. 79.

Art. 312. (*L.* 13 *mai* 1863.) L'individu qui aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à ses père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres ascendants légitimes, sera puni ainsi qu'il suit :

De la réclusion, si les blessures ou les coups n'ont occasionné aucune maladie ou incapacité de travail personnel de l'espèce mentionnée en l'article 309 ;

Du maximum de la réclusion, s'il y a eu incapacité de travail pendant plus de vingt jours, ou préméditation, ou guet-apens ;

Des travaux forcés à temps, lorsque l'article auquel le cas se référera prononcera la peine de la réclusion ;

Des travaux forcés à perpétuité, si l'article prononce la peine des travaux forcés à temps.

(*L.* 19 *avril* 1898.) « Quiconque aura volontairement fait des blessures ou porté des coups à un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis, ou qui l'aura volontairement privé d'aliments ou de soins au point de compromettre sa santé, sera puni d'un emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 16 francs à 1 000 francs.

« S'il est résulté des blessures, des coups ou de la privation d'aliments ou de soins une maladie ou incapacité de travail de plus de vingt jours, ou s'il y a eu préméditation ou guet-apens, la peine sera de deux à cinq ans d'emprisonnement, et de 16 francs à 2 000 francs d'amende, et le coupable pourra être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus à compter du jour où il aura subi sa peine.

« Si les coupables sont les père et mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres ascendants légitimes, ou toutes autres personnes ayant autorité sur l'enfant ou ayant sa garde, les peines seront celles portées au paragraphe précédent, s'il n'y a eu ni maladie ou incapacité de travail de plus de vingt jours, ni préméditation ou guet-apens, et celle de la réclusion dans le cas contraire.

« Si les blessures, les coups ou la privation d'aliments ou de soins ont été

suivis de mutilation, d'amputation ou de privation de l'usage d'un membre, de cécité, perte d'un œil ou autres infirmités permanentes, ou s'ils ont occasionné la mort sans intention de la donner, la peine sera celle des travaux forcés à temps, et si les coupables sont les personnes désignées dans le paragraphe précédent, celle des travaux forcés a perpétuité.

« Si des sévices ont été habituellement pratiqués avec intention de provoquer la mort, les auteurs seront punis comme coupables d'assassinat ou de tentative de ce crime. » — *Pén.* 7, 15, 28, 36, 297, 298, 321, 327.

Ancien art. 312. — *Dans les cas prévus par les articles* 309, 310 *et* 311, *si le coupable a commis le crime envers ses père ou mère légitimes, naturels ou adoptifs, ou autres ascendants légitimes, il sera puni ainsi qu'il suit : — Si l'article auquel le cas se référera prononce l'emprisonnement et l'amende, le coupable subira la peine de la reclusion ; — Si l'article prononce la peine de la reclusion, il subira celle des travaux forcés à temps ; — Si l'article prononce la peine des travaux forcés à temps, il subira celle des travaux forcés à perpétuité.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE AUX LOIS DU 13 MAI 1863 ET DU 19 AVRIL 1898 : **R.** v° *Crimes et délits contre les personnes*, 177 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Crimes et délits contre les personnes*, 211 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

§ 3. LOI DU 19 AVRIL 1898. **D. P.** 98. 4. 41.

Art. 313. Les crimes et les délits prévus dans la présente section et dans la section précédente, s'ils sont commis en réunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, sont imputables aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, rébellions ou pillages, qui seront punis comme coupables de ces crimes ou de ces délits, et condamnés aux mêmes peines que ceux qui les auront personnellement commis. — *Pén.* 96, 100, 209 213, 315, 440.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 189 s. — **S.** *eod.* v° 223.

Art. 314. Tout individu qui aura fabriqué ou débité des stylets, tromblons ou quelque espèce que ce soit d'armes prohibées par la loi ou par des règlements d'administration publique, sera puni d'un emprisonnement de six jours à six mois.

Celui qui sera porteur desdites armes sera puni d'une amende de 16 francs à 200 francs.

Dans l'un et l'autre cas, les armes seront confisquées.

Le tout sans préjudice de plus forte peine, s'il y échet, en cas de complicité de crime. — *Pén.* 9, 11, 40, 101.

R. v° *Arme*, 1 s. — **S.** *eod.* v°, 1 s.

Loi du 24 mai 1834, *sur les détenteurs d'armes ou de munitions de guerre* (**R.** v° *Arme*, p. 252, note 5). — Art. 1er. Tout individu qui aura fabriqué, débité ou distribué des armes prohibées par la loi ou par des reglements d'administration publique, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 16 francs a 500 francs.

Celui qui sera porteur desdites armes sera puni d'un emprisonnement de six jours à six mois, et d'une amende de 16 francs à 200 francs.

2. Tout individu qui, sans y être légalement autorise, aura fabrique, debité ou distribué de la poudre, ou sera détenteur d'une quantite quelconque de poudre de guerre, ou de plus de deux kilogrammes de toute autre poudre, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, sans prejudice des autres peines portées par les lois (V. *infrà*, *L.* 8 *mars* 1875).

3. Tout individu qui, sans y être légalement autorisé, aura fabriqué ou confectionné, debite ou distribue des armes de guerre, des cartouches et autres munitions de guerre, ou sera detenteur d'armes de guerre, cartouches ou munitions de guerre, ou d'un dépôt d'armes quelconques, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de 16 francs à 1 000 francs.

La presente disposition n'est point applicable aux professions d'armurier et de fabricant d'armes de commerce, lesquelles resteront seulement assujetties aux lois et reglements particuliers qu les concernent.

4. Les infractions prévues par les articles precedents seront jugees par les tribunaux de police correctionnelle.

Les armes et munitions fabriquées, débitées, distribuees ou possedees sans autorisation, seront confisquees.

Les condamnés pourront, en outre, être placés *sous la surveillance de la haute police* pendant un temps qui ne pourra exceder deux ans.

En cas de récidive, les peines pourront être élevees jusqu'au double.

5. Seront punis de la détention les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel, auront porté soit des armes apparentes ou cachees, ou des munitions, soit un uniforme ou costume, ou autres insignes civils ou militaires.

Si les individus porteurs d'armes apparentes ou cachees, ou de munitions, étaient revêtus d'un uniforme, d'un costume ou d'autres insignes civils ou militaires, ils seront punis de la deportation.

Les individus qui auront fait usage de leurs armes seront punis de mort.

6. Seront punis des travaux forces à temps les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel, se seront emparés d'armes ou de munitions de toutes especes, soit a l'aide de violences ou de menaces, soit par le pillage de boutiques, postes, magasins, arsenaux et autres établissements publics, soit par le desarmement des agents de la force publique ; chacun des coupables sera, de plus, condamne à une amende de 200 francs à 5 000 francs.

7. Seront punis de la même peine les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel, auront envahi, à l'aide de violences ou menaces, une maison habitée ou servant à l'habitation.

8. Seront punis de la détention les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel, auront, pour faire attaque ou résistance envers la force publique, envahi ou occupe des edifices, postes et autres etablissements publics.

La peine sera la même à l'egard de ceux qui, dans le même but, auront occupe une maison habitee ou non habitee, avec le consentement du proprietaire ou du locataire, et à l'egard du proprietaire ou du locataire qui, connaissant le but des insurges, leur aura procure sans contrainte l'entree de ladite maison.

9. Seront punis de la detention les individus qui, dans un mouvement insurrectionnel, auront fait ou aidé à faire des barricades, des retranchements, ou tous autres travaux ayant pour objet d'entraver ou d'arrêter l'exercice de la force publique ;

Ceux qui auront empêche, à l'aide de violences ou de menaces, la convocation ou la reunion de la force publique, ou qui auront provoque ou facilite le rassemblement des insurges, soit par la distribution d'ordres ou de proclamations, soit par le port de drapeaux ou autres signes de ralliement, soit par tout autre moyen d'appel ;

Ceux qui auront brise ou détruit un ou plusieurs telegraphes, ou qui auront envahi, à l'aide de violences ou de menaces, un ou plusieurs postes télégraphiques, ou qui auront intercepte, par tout autre moyen, avec violences ou menaces, les communications ou la correspondance entre les divers depositaires de l'autorite publique.

10. Les peines portees par la presente loi seront prononcées sans préjudice de celles que les coupables auraient pu encourir comme auteurs ou complices de tous autres crimes. Dans le cas du concours de deux peines, la plus grave seule sera appliquee

11. Dans tous les cas prévus par la présente loi, s'il existe des circonstances attenuantes, il sera fait application de l'article 463 du Code pénal.

Neanmoins, les condamnés pourront toujours être placés *sous la surveillance de la haute police*, pendant un temps qui ne pourra excéder le *maximum* de la durée de l'emprisonnement prononce par la loi.

Ordonnance du 23 février 1837, *portant prohibition des pistolets de poche.* — ARTICLE UNIQUE. Les pistolets de poche sont prohibes (V. *le décret du 26 août* 1865 *qui exempte de la prohibition prononcée par l'ordonnance du 23 février* 1837 *les pistolets de poche, revolvers ou autres, fabriqués pour l'exportation*).

Loi du 14 juillet 1860, *sur la fabrication et le commerce des armes de guerre* (**D. P.** 60. 4. 86).

TITRE Ier. — DE LA FABRICATION ET DU COMMERCE DES ARMES OU DES PIÈCES D'ARMES DE GUERRE.

Art. 1er. Toute personne peut se livrer à la fabrication ou au commerce des armes ou des pièces d'armes de guerre, en vertu d'une autorisation donnée par le ministre de la guerre, et sous les conditions déterminées par la loi ou par les règlements d'administration publique.

Les armes ou les pièces d'armes de guerre fabriquées dans les établissements autorisés ne peuvent être destinées qu'à l'exportation, sauf le cas de commandes faites par le ministre de la guerre pour le service de l'État

2. Les armes de guerre sont celles qui servent ou ont servi à armer les troupes françaises ou étrangères.

Peut être réputée arme de guerre toute arme qui serait reconnue propre au service de guerre et qui serait une imitation réduite ou amplifiée d'une arme de guerre.

Les armes dites *de bord* ou *de troque* sont considérées comme armes de guerre et soumises aux mêmes règles

3. L'autorisation mentionnée en l'article 1er ne peut être retirée, par le ministre de la guerre, que lorsque lefabricant ou le commerçant a encouru une condamnation, devenue définitive, soit par application des articles 13, § 2, 14, § 2, 15 et 16 de la présente loi, soit pour contravention à celle du 24 mai 1834, soit pour crimes et délits prévus :

1° Par les articles 86 à 101, 209, 210, 211, 215 et 216 du Code pénal ;

2° Par la loi du 7 juin 1848, sur les attroupements ;

3° Par les articles 1er et 2 de la loi du 27 juillet 1849 (*abrogés*) ;

4° Par les articles 1er, 2 et 3 de la loi du 27 février 1858 (*abrogés et remplacés par l'article 3 de la loi du* 19 *juin* 1871, *remplacé lui-même par la loi du* 18 *octobre* 1893).

4. Tout fabricant ou commerçant autorisé est tenu d'avoir un registre, coté et paraphé à chaque feuille par le maire, sur lequel sont inscrites, jour par jour, l'espèce et la quantité des armes ou des pièces d'armes de guerre qu'il fabrique, achète ou vend, avec indication de leur destination et des noms et domiciles des vendeurs ou des acheteurs.

Le maire vise et arrête ce registre au moins une fois tous les mois ; en cas d'absence ou d'empêchement, il peut se faire suppléer par le commissaire de police.

5. Le ministre de la guerre, et, en cas d'urgence, les généraux commandant les divisions ou les subdivisions militaires, prescrivent, relativement aux dépôts d'armes ou de pièces d'armes de guerre qui existent dans les magasins des fabricants ou commerçants, les mesures que peut exiger l'intérêt de la sûreté publique.

6. Tous les canons d'armes de guerre destinés au commerce extérieur sont soumis à des épreuves constatées par l'application d'un poinçon.

Ces canons reçoivent, en outre, une marque dite d'exportation.

TITRE II. — DE L'IMPORTATION, DE L'EXPORTATION ET DU TRANSIT DES ARMES OU DES PIÈCES D'ARMES DE GUERRE.

7. Toute importation d'armes de guerre et de canons ou d'autres pièces d'armes de guerre est interdite, à moins qu'elle ne soit autorisée ou ordonnée par le ministre de la guerre.

8. Des décrets déterminent ceux des entrepôts de douane dans lesquels les armes ou les pièces d'armes de guerre de provenance étrangère peuvent être exclusivement déposées ;

Ces armes ou ces pièces d'armes peuvent, dans l'intérêt de la sûreté publique, être soumises aux mesures autorisées par l'article 5.

9. L'exportation des armes ou des pièces d'armes de guerre est libre, sous les conditions déterminées par la loi ou par les règlements d'administration publique.

Néanmoins un décret impérial peut interdire cette exportation par une frontière, pour une destination et pour une durée déterminées.

Des décrets désignent les bureaux de douane par lesquels l'exportation peut s'opérer.

Quand l'exportation est interdite pour certaines destinations, les exportateurs doivent sous les peines portées par l'article 1 du titre 3 de la loi du 22 août 1791, justifier de l'arrivée des armes à une destination permise, au moyen d'acquits-à-caution, qui sont délivrés, au départ, par les soins de l'administration des douanes et qui sont déchargés, à l'arrivée, par les agents consulaires de France.

10. Les armes ou les pièces d'armes de guerre ne peuvent transiter, ni être expédiées en mutation d'entrepôt ou en réexportation, sans un permis du ministre de la guerre.

Si l'exportation est interdite pour une destination, les permis de transit delivrés pour cette destination, anterieurement au décret qui prononce l'interdiction, sont annules de droit.

11. L'importation, dans les cas où elle est autorisée ou ordonnee par le ministre de la guerre, l'exportation et le transit, ainsi que la circulation et le depôt des armes ou des pièces d'armes de guerre, dans le rayon des frontieres, restent soumis aux dispositions législatives ou réglementaires sur les douanes.

TITRE III. — DISPOSITIONS PÉNALES.

12. Quiconque, sans autorisation, se livre a la fabrication ou au commerce des armes ou des pieces d'armes de guerre, est puni d'une amende de 16 francs a 1000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

Les armes ou pièces d'armes de guerre fabriquées ou exposées en vente sans autorisation sont confisquées.

Les condamnes peuvent, en outre, être places *sous la surveillance de la haute police* pendant un temps qui ne peut exceder deux ans.

En cas de recidive, ces peines peuvent être portees jusqu'au double.

13. Le fabricant ou le commerçant qui ne s'est pas conforme aux dispositions de l'article 4 de la presente loi est puni d'une amende de 16 a 300 francs et d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

En cas de récidive, la peine peut être portée jusqu'au double.

14. Tout fabricant ou commerçant qui ne s'est pas conforme aux dispositions de l'article 6 est puni d'une amende de 16 francs à 300 francs. Les canons saisis sont confisques.

En cas de recidive, l'amende peut être portee jusqu'au double.

15. La contrefaçon d'un poinçon d'epreuve ou du poinçon d'exportation et l'usage frauduleux des poinçons contrefaits sont punis d'une amende de 100 francs a 3000 francs et d'un emprisonnement de deux ans a cinq ans.

16. Est puni d'une amende de 16 francs a 500 francs et d'un emprisonnement d'un mois a deux ans, quiconque, s'étant indûment procuré les vrais poinçons mentionnes en l'article precedent, en a fait usage.

17. Dans tous les cas prévus par la présente loi, il pourra être fait application de l'article 463 du Code pénal.

TITRE IV. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

18. Des règlements d'administration publique determinent notamment les formes des demandes d'autorisation en matière de fabrication et de commerce des armes de guerre ; le regime et le tarif des épreuves et des marques ; les formalites auxquelles doit être assujetti le transport des armes à l'interieur ; enfin toutes les mesures relatives à la surveillance de la fabrication et du commerce des armes de guerre.

19. Il n'est deroge ni a la loi du 24 mai 1834, ni aux lois et règlements concernant les armes de chasse et de luxe et les armes prohibées

20. Sont abrogées toutes dispositions contraires à celles de la presente loi.

Loi du 19 juin 1871, *qui abroge le décret du 4 septembre* 1870, *sur la fabrication des armes de guerre* (**D. P.** 71. 4. 101). — Art. 1er. Le decret du 4 septembre 1870, sur le commerce et la fabrication des armes de guerre, est abroge.

2. En attendant qu'une loi nouvelle ait statue définitivement sur la matière, les lois anterieures relatives à la fabrication, au commerce et à la detention des armes de guerre et autres armes prohibées, sont remises en vigueur.

3. (*L.* 18 *décembre* 1893.) Tout individu, fabricant ou detenteur, sans autorisation et sans motifs legitimes, de machines ou engins meurtriers ou incendiaires agissant par explosion ou autrement, ou d'un explosif quelconque, quelle que soit sa composition ;

Tout individu, fabricant ou détenteur, sans motifs legitimes, de toute autre substance destinée a entrer dans la composition d'un explosif, sera puni d'un emprisonnement de six mois à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 3000 francs.

4. Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont et demeurent applicables aux delits prevus par la presente loi.

Loi du 8 mars 1875, *relative à la poudre dynamite* (**D. P.** 75. 4. 97). — Art. 1er. Par derogation à la loi du 13 fructidor an V, la dynamite et les explosifs à base de nitroglycérine pourront être fabriques dans des etablissements particuliers, moyennant le payement d'un impôt.

La perception de cet impôt sera assurée au moyen de l'exercice par les employes des contributions indirectes.

Les frais de cet exercice seront supportés par le fabricant et regles annuellement par le ministre des finances.

2. Le droit à percevoir ne pourra être superieur à deux francs par kilogramme de dynamite, quelles que soient la nature et la proportion des absorbants employes dans la composition.

3. Aucune fabrique de dynamite ou d'explosifs à base de nitro-glycerine ne pourra s'etablir sans l'autorisation du Gouvernement. L'autorisation specifiera l'emplacement de l'usine et les conditions de toute nature auxquelles devront être soumises sa construction et son exploitation.

Les fabriques de dynamite seront d'ailleurs assujetties aux lois et règlements qui regissent les établissements dangereux et insalubres de premiere classe.

Tout fabricant de dynamite devra deposer entre les mains de l'État, avant de commencer son exploitation, un cautionnement de cinquante mille francs qui sera productif d'intérêts à trois pour cent ou pourra être fourni en rentes sur l'Etat.

Si le même fabricant établit dans un autre lieu une nouvelle exploitation, il devra, pour chaque nouvel établissement, verser un nouveau cautionnement de cinquante mille francs.

4. Tous fabricants ou debitants de dynamite seront assimilés aux debitants de poudre. Les mêmes règlements leur seront applicables. Le Gouvernement pourra, en outre, soumettre la conservation, la vente et le transport de la dynamite à tels règlements nouveaux qui paraîtraient nécessités par les besoins de la sûreté générale.

5. L'importation des poudres dynamites ne pourra être effectuée qu'avec l'autorisation du Gouvernement.

Elles supporteront, à leur introduction en France, un droit de deux francs cinquante centimes, et seront soumises aux mêmes formalités que les dynamites fabriquees a l'interieur.

Les poudres dynamites fabriquees en France et destinees a l'exportation seront dechargees de l'impôt fixé à l'article 2.

6. Le Gouvernement autorisera, dans les cas ou il le jugera convenable, la fabrication de la nitro-glycérine sur le lieu d'emploi.

Les industriels qui voudront profiter de cette autorisation devront indiquer, dans leur demande, la nature et l'importance des travaux qu'ils comptent effectuer au moyen de la nitro-glycerine.

Le règlement de la redevance a payer sera établi, a l'expiration de chaque trimestre, d'après les quantites de nitro-glycerine employées aux travaux réellement effectués et à raison de quatre francs par kilogramme de nitro-glycerine.

7. Des autorisations pourront egalement être accordees, apres avis du conseil superieur des arts et manufactures, pour la fabrication et l'emploi, aux travaux de mines, de composes chimiques explosibles nouveaux.

Les demandes d'autorisation devront être adressées au ministre de l'agriculture et du commerce.

L'impôt auquel ces composés seront soumis sera fixé par une loi.

8. Tout contrevenant aux dispositions de la presente loi et aux règlements rendus pour son exécution sera passible d'un emprisonnement d'un mois a un an et d'une amende de 100 francs à 10 000 francs sous la réserve des effets de l'article 463 du Code penal en ce qui touche la peine de l'emprisonnement.

Tout individu qui se sera soustrait, par une fausse declaration, aux reglements fixant les conditions du transport et de l'emmagasinement de ces produits, sera passible des mêmes peines.

9. Dans le cas où, pour des motifs de securite publique, le Gouvernement jugerait necessaire d'interdire d'une manière définitive ou temporaire la fabrication, dans une ou plusieurs usines, ou de supprimer des depôts ou des débits de dynamite, ces interdictions et suppressions pourront être prononcees sur un avis rendu par le conseil d'État, après avoir entendu les parties, sans que les fabricants, depositaires ou débitants aient le droit de demander aucune indemnite pour les dommages directs ou indirects que ces mesures pourront leur causer.

Loi du 14 août 1885, *sur la fabrication et le commerce des armes et des munitions non chargées* (**D. P.** 85. 4. 77).

TITRE Ier. — DE LA FABRICATION ET DU COMMERCE DES ARMES ET DES MUNITIONS NON CHARGÉES.

Art. 1er. La fabrication et le commerce des armes de toutes espèces, non réglementaires en France, y compris les armes d'affût (canons, mitrailleuses, etc.) et des

munitions non chargees, employées pour ces armes (douilles de cartouches, projectiles, fusees, etc.), sont entièrement libres.

2. La fabrication et le commerce des armes de toutes especes des modeles reglementaires en France, et des munitions non chargees employees pour ces armes, sont libres, sous la reserve des conditions énoncees ci-apres, articles 3 et 4.

Les armes de modèles réglementaires, en France, sont celles qui sont en service dans les armees de terre et de mer; elles sont définies par les tables de constructions approuvées par le ministre de la guerre et par le ministre de la marine.

3. Toute personne qui veut se livrer a la fabrication et au commerce des armes, pièces d'armes ou munitions non chargées des modeles réglementaires en France, doit adresser au prefet du departement dans lequel elle se propose de créer son etablissement, une déclaration dans laquelle elle indique :

Les nom, prenoms et domicile;

La commune et l'emplacement où elle se propose de former son établissement;

La nature du materiel qu'elle a l'intention de fabriquer ou dont elle veut faire le commerce.

Il lui est delivré un recépissé de cette déclaration.

4. Tout commerçant ou fabricant qui a fait cette declaration est tenu d'avoir un registre coté et parafe a chaque feuille par le prefet ou le sous-prefet, sur lequel sont inscrits, jour par jour, dans des colonnes distinctes, l'espece et le nombre des armes, pièces d'armes ou munitions non chargées des modeles reglementaires en France, qu'il fabrique, achète ou vend, avec indication de leur destination et des noms et domiciles des vendeurs ou acheteurs.

Le prefet ou le sous-préfet arrête et vise ce registre toutes les fois qu'il le juge convenable; en cas d'absence ou d'empêchement, ils peuvent se faire suppleer par le maire ou le commissaire de police.

Tout fabricant ou commerçant qui ferme son établissement, ou qui veut le deplacer et le transferer sur un autre point, doit en faire la declaration a la prefecture, où il lui en est donne recepisse.

5. Les dispositions indiquées ci-dessus ne sont pas applicables aux armes blanches et aux revolvers, dont la fabrication et le commerce sont complètement libres.

6. Le ministre de l'intérieur et, en cas d'urgence, les préfets sont autorisés à prescrire ou à requerir aupres de l'autorité militaire, relativement aux armes et aux munitions qui existent dans les magasins des fabricants ou commerçants, ou chez les personnes qui en sont detenteurs, les mesures qu'ils estiment necessaires dans l'interêt de la securite publique.

TITRE II — DE L'IMPORTATION, DE L'EXPORTATION ET DU TRANSIT DES ARMES ET PIÈCES D'ARMES.

7. L'importation, l'exportation et le transit des armes de toutes espèces, y compris les armes d'affût et les munitions non chargees correspondantes, sont libres, sous reserve de l'application des droits de douane.

Il n'est fait d'exception que pour l'importation et l'exportation des armes reglementaires en France et leurs munitions. Cette exception ne s'applique pas aux armes blanches et aux revolvers des modeles reglementaires en France.

8. L'importation des armes des modèles réglementaires et des munitions correspondantes non chargees a lieu sur la declaration qui en est faite par le fabricant ou le commerçant a la préfecture de laquelle ressort la localite ou ces objets doivent parvenir apres importation.

La déclaration énonce le nombre, l'espèce et le poids des armes, pieces d'armes ou munitions non chargees qui font l'objet de l'expédition.

Le préfet delivre un recépissé sur lequel sont reproduites les énonciations de la déclaration; un duplicata de ce recépisse sert de permis d'importation.

L'exportation des armes et des munitions non chargees des modèles réglementaires a lieu egalement sur la déclaration qui en est faite dans la même forme par le fabricant ou le commerçant à la préfecture de laquelle ressort le declarant.

Un duplicata du recépisse délivre par la prefecture en échange de cette declaration sert de permis d'exportation.

9. En cas de doute sur la catégorie dans laquelle une arme doit être classee, il en est référé à l'autorité militaire la plus voisine. En cas de contestation, la question est soumise au ministre de la guerre ou au ministre de la marine, qui statue.

10. L'importation, l'exportation et le transit des armes, pieces d'armes et munitions non chargées, peuvent avoir lieu par tous les bureaux de douane, sans exception.

11. (*Abrogé par L.* 13 *avril* 1895.)

TITRE III. — DISPOSITIONS PÉNALES.

12. Quiconque, sans avoir fait la déclaration voulue par l'article 3, se livre a la fabrication ou au commerce des armes, pieces d'armes ou munitions non chargées des modeles reglementaires, est puni d'une amende de 16 à 1000 francs et d'un emprisonnement d'un mois à deux ans.

Les armes, pieces d'armes ou munitions non chargees ainsi fabriquees ou mises en vente sont confisquees.

En cas de récidive, ces peines peuvent être portees jusqu'au double.

13. Le commerçant ou le fabricant d'armes, de pieces d'armes ou de munitions non chargées des modèles réglementaires en France, qui ne s'est pas conforme aux dispositions de l'article 4 de la présente loi, est puni d'une amende de 16 francs a 300 francs ; il peut, en outre, être puni d'un emprisonnement de six jours à trois mois.

En cas de récidive, la peine peut être portée au double.

14. Dans tous les cas prévus par la présente loi, il peut être fait application de l'article 463 du Code penal.

TITRE IV. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

15. Il n'est pas dérogé aux lois et reglements concernant les munitions confectionnees de toute espèce, et les substances explosives (V. *infrà*, *L.* 18 *déc.* 1893).

16. Sont abrogées toutes les dispositions qui seraient contraires à celles de la presente loi.

Loi du 18 décembre 1893, *portant modification et addition à l'article* 3 *de la loi du* 19 *juin* 1871 *sur les explosifs* (**D. P.** 94. 4. 13). — ARTICLE UNIQUE. L'article 3 de la loi du 19 juin 1871 est modifie ainsi qu'il suit : — V. *suprà*, L. 19 juin 1871, art. 3.

Loi du 13 avril 1895, *modifiant les conditions dans lesquelles le ministre de la guerre peut interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce* (**D. P.** 95. 4. 71). — Art. 1er. Est abrogé l'article 11 de la loi du 14 août 1885.

2. Des decrets rendus sur la proposition du ministre de la guerre et sur l'avis conforme du ministre du commerce et du ministre des finances, peuvent interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce.

Des exceptions à la prohibition de sortie pourront être accordées, en raison des destinations, par le ministre de la guerre.

A l'égard des exportations qui seraient ainsi exceptionnellement autorisées, l'arrivée des marchandises à destination sera garantie par des acquits-à-caution delivrés conformément aux prescriptions de l'article 4, titre 3, de la loi des 6-22 août 1791 et qui seront déchargés par les agents consulaires de France.

V. *le décret du* 28 *octobre* 1882 (**D. P.** 83. 4. 56), *qui a ajouté une nouvelle réglementation à celle du décret du* 24 *août* 1875, *rendu pour l'exécution de la loi du* 8 *mars* 1875 *ci-dessus rapportée* (*ce dernier décret a été modifié dans son art.* 16 *par les décrets du* 10 *avril* 1904 *et du* 19 *mai* 1905 *et dans son art.* 7 *par le décret du* 14 *février* 1906). — V., *en outre*, *le décret du* 21 *mai* 1886 (**D. P.** 87. 4. 38), *relatif à l'exportation des poudres*, *modifié par le décret du* 6 *avr.* 1907 (*Journ. off. du* 14 *avr.* 1907) ; *et le décret du* 26 *juill.* 1890 (**D. P.** 91. 4. 93), *relatif à la vente des cartouches de dynamite.*

Sur les lois ci-dessus rapportées, V. **R.** vis *Arme*, 1 s. ; *Poudres et salpêtres*, 1 s. — **S.** vis *Arme*, 1 s. ; *Poudres et salpêtres*, 1 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, p. 447 s. ; et son **Suppl.**, p. 194 s.

Art. 315. Outre les peines correctionnelles mentionnées dans les articles précédents, les tribunaux pourront prononcer le renvoi *sous la surveillance de la haute police* depuis deux ans jusqu'à dix ans. — *Pén.* 11, 44; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

R. vo *Crimes et délits contre les personnes*, 172.

Art. 316. Toute personne coupable du crime de castration subira la peine des travaux forcés à perpétuité.

Si la mort en est résultée avant l'expiration des quarante jours qui auront suivi le crime, le coupable subira la peine de mort. — *Pen.* 7, 12, 325.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 191 s. — **S.** *eod.* v°, 225 s.

Art. 317. (*L.* 28 *avril* 1832.) Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la reclusion.

La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi.

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aurait eu lieu.

Celui qui aura occasionné à autrui une maladie ou incapacité de travail personnel, en lui administrant volontairement, de quelque manière que ce soit, des substances qui, sans être de nature à donner la mort, sont nuisibles à la santé, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à cinq ans, et d'une amende de 16 francs à 500 francs; il pourra de plus être renvoyé *sous la surveillance de la haute police* pendant deux ans au moins et dix ans au plus.

Si la maladie ou incapacité de travail personnel a duré plus de vingt jours, la peine sera celle de la reclusion.

Si le coupable a commis, soit le délit, soit le crime, spécifiés aux deux paragraphes ci-dessus, envers un de ses ascendants, tels qu'ils sont désignés en l'article 312, il sera puni, au premier cas, de la reclusion, et, au second cas, des travaux forcés à temps. — *Pén.* 7, 11, 160, 301, 452; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 317. — *Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la reclusion. — La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est suivi. — Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aurait eu lieu.*

R. v[is] *Avortement*, 1 s.; *Crimes et délits contre les personnes*, 195 s. — **S.** v[is] *Avortement*, 1 s.; *Crimes et délits contre les personnes*, 227 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 317, n[os] 1 s.; et son **Suppl.**, n[os] 4804 s.

1. Les sages-femmes sont comprises dans l'expression générique d'*officiers de santé* dont se sert le paragraphe 3 de l'art. 317 c. pen., et sont passibles de l'aggravation de peine édictée par ce paragraphe lorsqu'elles ont procuré un avortement (sol. impl.). — Besançon, 20 fevr. 1888, D. P. 88. 2. 235.

2. L'aggravation de peine encourue par la sage-femme en raison de sa qualité est applicable a son complice. — Même arrêt.

3. La sage-femme qui s'est procuré à elle-même un avortement n'est pas passible de l'aggravation de peine edictee par l'art. 317, § 3, c. pen. — Même arrêt.

Art. 318. (Abrogé par L. 5 mai 1855.) *Quiconque aura vendu ou débité des boissons falsifiées, contenant des mixtions nuisibles à la santé,*

sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux ans, et d'une amende de 16 *francs à* 500 *francs.*

Seront saisies et confisquées les boissons falsifiées trouvées appartenir au vendeur ou débitant. — L. 1er août 1905.

SECTION III.

Homicide, blessures et coups involontaires; crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés; homicide, blessures et coups qui ne sont ni crimes ni délits.

§ 1er. — Homicide, blessures et coups involontaires.

Art. 319. Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des règlements, aura commis involontairement un homicide, ou en aura été involontairement la cause, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 50 francs à 600 francs. — *Pén.* 9, 40, 295, 327, 328; *Civ.* 1382, 1383.

Art. 320. (*L.* 13 *mai* 1863.) S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups, le coupable sera puni de six jours à deux mois d'emprisonnement et d'une amende de 16 francs à 100 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement. — *Pén.* 9, 40.

Ancien art. 320. — *S'il n'est résulté du défaut d'adresse ou de précaution que des blessures ou coups, l'emprisonnement sera de six jours à deux mois, et l'amende sera de* 16 *francs à* 100 *francs.*

R. V° *Crimes et délits contre les personnes,* 198 s. — **S.** *eod. v°,* 233 s. — V. aussi **C. pén. ann.,** art. 319-320, nos 1 s.; et son **Suppl.,** nos 4827 s.

1. Une institutrice, chargée de la direction d'une école maternelle, commet un homicide involontaire sur la personne d'un enfant de son école lorsque l'accident survenu à cet enfant, du fait d'un camarade, est dû à son défaut de surveillance résultant de son absence de l'ecole; et, à cet égard, il importe peu qu'elle ait ou non enfreint le règlement particulier de cette école. — Cr. r. 11 août 1905, D. P. 1908. 1. 350.

2. L'application des pénalités edictées par l'art. 320 c. pén., qui punit les blessures par imprudence, n'est pas subordonnée à l'existence d'une contravention légalement punissable; par suite, l'inobservation des prescriptions de la loi du 12 juin 1893, relatives à la protection des engrenages, lors même qu'elle ne pourrait être sanctionnée penalement en tant que contravention, n'en peut pas moins être retenue comme formant l'un des éléments constatutifs du délit réprime par l'art. 320 c. pén. — Cr. c. 16 juin 1900, D. P. 1903 1. 166

3. Le propriétaire d'une automobile est en faute, lorsqu'il confie sa voiture à un tiers, sans s'être au préalable assuré de la capacité de ce tiers au point de vue de la conduite des automobiles et de la connaissance des reglements; par suite, et bien qu'il pretende ne s'être pas trouve dans la voiture lors d'un accident causé par ce tiers, son imprudence le rend pénalement responsable des blessures causees par le conducteur de la voiture, alors d'ailleurs qu'il se refuse à en faire connaître le nom. — Trib. corr. de la Seine, 30 juin 1905, D. P. 1905. 5. 40. — V. Comp.: Amiens, 27 févr. 1902, D. P. 1902. 2. 220. — Trib. corr. de Versailles, 28 mars 1903, D. P. 1903. 2. 372.

4. Le conducteur d'automobile qui n'a pas ralenti la vitesse de son vehicule au moment où il s'est trouvé à peu de distance d'un cycliste venant en sens inverse, alors que l'accident aurait été évité si cette précaution avait été prise, est pénalement responsable, même dans le cas où le cycliste a ete inattentif à l'approche de l'automobile et qu'il a lui-même commis une imprudence sans laquelle la collision ne se serait pas produite. — Cr. r. 1er déc. 1906, D. P. 1908. 1. 110.

§ 2. — Crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés.

Art. 321. Le meurtre ainsi que les blessures et les coups sont excusables, s'ils ont été provoqués par des coups ou violences graves envers les personnes. — *Pén.* 65, 186, 295 s., 309; *Instr.* 339, 367.

R. v° *Peine*, 461 s. — **S.** *eod.* 1°, 509 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 321, n°s 1 s.; et son **Suppl.**, n°s 4904 s.

1. La circonstance de préméditation ou de guet-apens, aggravante du crime de meurtre, peut concourir avec l'excuse de provocation. — Cr. c. 6 août 1898, D. P. 99. 1. 95. — Cr. r. 12 juill. 1907, D. P. 1909. 1. 279.

2. Ainsi, la provocation par des coups ou violences graves envers les personnes, qui rend le meurtre excusable, peut être admise sans qu'il y ait à distinguer entre le meurtre commis sans aucune aggravation et le meurtre perpetré avec préméditation ou guet-apens. — Mêmes arrêts.

Art. 322. Les crimes et délits mentionnés au précédent article sont également excusables, s'ils ont été commis en repoussant pendant le jour l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances.

Si le fait est arrivé pendant la nuit, ce cas est réglé par l'article 329. — *Pén.* 326, 390, 393 s., 397.

R. v° *Peine*, 495 s. — **S.** *eod.* v°, 526.

Art. 323. Le parricide n'est jamais excusable. — *Pén.* 13, 64, 86, 299, 302.

R. v[is] *Crimes et délits contre les personnes*, 76; *Peine*, 473 s. — **S.** v[is] *Crimes et délits contre les personnes*, 69 s.; *Peine*, 522 s.

Art. 324. Le meurtre commis par l'époux sur l'épouse, ou par celle-ci sur son époux, n'est pas excusable, si la vie de l'époux ou de l'épouse qui a commis le meurtre n'a pas été mise en péril dans le moment même où le meurtre a eu lieu.

Néanmoins, dans le cas d'adultère, prévu par l'article 336, le meurtre commis par l'époux sur son épouse, ainsi que sur le complice, à l'instant où il les surprend en flagrant délit dans la maison conjugale, est excusable. — *Pén.* 65, 295, 337, 339.

R. v° *Peine*, 476 s., 500 s. — **S.** *eod.* v°, 524, 527 s.

Art. 325. Le crime de castration, s'il a été immédiatement provoqué par un outrage violent à la pudeur, sera considéré comme meurtre ou blessures excusables. — *Pén.* 316.

R. v° *Peine*, 492 s. — **S.** *eod.* v°, 525.

Art. 326. Lorsque le fait d'excuse sera prouvé,

S'il s'agit d'un crime emportant la peine de mort, ou celle des travaux forcés à perpétuité, ou celle de la déportation, la peine sera réduite à un emprisonnement d'un an à cinq ans;

S'il s'agit de tout autre crime, elle sera réduite à un emprisonnement de six mois à deux ans.

Dans ces deux premiers cas, les coupables pourront de plus être mis

par l'arrêt ou le jugement *sous la surveillance de la haute police* pendant cinq ans au moins et dix ans au plus;

S'il s'agit d'un délit, la peine sera réduite à un emprisonnement de six jours à six mois. — *Pén.* 9, 11, 40, 44; *Instr.* 339; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

R. v° *Peine*, 480 s. — **S.** *eod. v°*, 533 s.

§ 3. — Homicide, blessures et coups non qualifiés crimes ni délits.

Art. 327. Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient ordonnés par la loi et commandés par l'autorité légitime. — *Pén.* 64, 295, 309.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 217 s. — **S.** *eod. v°*, 300 s.

Art. 328. Il n'y a ni crime ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui. — *Pén.* 295, 309, 329.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 220 s. — **S.** *eod. v°*, 314 s.

Art. 329. Sont compris dans les cas de nécessité actuelle de défense, les deux cas suivants :

1° Si l'homicide a été commis, si les blessures ont été faites, ou si les coups ont été portés en repoussant pendant la nuit l'escalade ou l'effraction des clôtures, murs ou entrée d'une maison ou d'un appartement habité ou de leurs dépendances;

2° Si le fait a eu lieu en se défendant contre les auteurs de vols ou de pillages exécutés avec violence. — *Pén.* 295, 309, 322, 390, 393, 397, 440.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 233 s. — **S.** *eod. v°*, 341 s.

SECTION IV.

Attentats aux mœurs.

Art. 330. (*L.* 13 *mai* 1863.) Toute personne qui aura commis un outrage public à la pudeur sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 16 francs à 200 francs. — *Pén.* 9, 40, 287.

Ancien art. 330. — *Toute personne qui aura commis un outrage public à la pudeur sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an, et d'une amende de* 16 *à* 200 *francs.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Attentat aux mœurs*, 1 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 330, n°s 1 s.; et son **Suppl.**, n°s 5036 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Attentat aux mœurs*, 1 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 1 s. — **D. P.** 63. 4. 79. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, n°s 5036 s.

Depuis 1882, *le délit d'outrage aux bonnes mœurs est régi, tantôt par l'article* 28 *de la loi du* 29 *juillet* 1881 (V. *infrà*, Appendice au present Code, *L.* 29 *juillet* 1881, *art.* 28), *tantôt par la loi du* 2 *août* 1882, *modifiée elle-même par la loi du* 16 *mars* 1898 (V. *ibid.*).

1. Est nul l'arrêt de condamnation, prononce pour outrage public à la pudeur, qui ne specifie pas les actes obscènes que le juge a considéres comme constitutifs du délit prevu par l'art. 330 c. pén. — Cr. c. 31 janv. 1891, D. P. 92. 1. 176. — Cr. c. 14 nov. 1903, D. P. 1903. 1. 592.

2. L'intention coupable, bien qu'étant

un élément essentiel du délit d'outrage public à la pudeur, n'a pas besoin d'être déclarée en termes exprès : il suffit qu'elle s'induise nécessairement des circonstances de fait (dans l'espèce, de gestes obscènes) retenues par le juge du fond. — Cr. r. 3 mars 1898, D. P. 99. 1. 59.

3. La publicité, élément essentiel de l'attentat aux mœurs prevu par l'art. 330 c. pén., existe légalement, dès que, par la faute du prévenu, l'acte contraire à la pudeur, quoique accompli dans un lieu privé, a été aperçu par le public. — Cr. r. 14 avr. 1892, D. P. 93. 1. 239.

4. Il y a également publicité suffisante pour l'existence du délit d'outrage public à la pudeur quand l'acte a été accompli dans une chambre fermée simplement au loquet, dans laquelle un tiers, colocataire, avait le droit d'entrer à tout instant, et que ce tiers a effectivement aperçu l'acte obscène. — Limoges, 1er avr. 1887, D. P. 90. 2. 24.

5. L'outrage à la pudeur est public, alors qu'il a été commis en un lieu privé en présence d'une personne qui n'en a pas été témoin volontaire. — Aix, 28 janv. 1891, D. P. 92. 2. 204.

6. Mais des attouchements impudiques pratiqués sur une personne contre son gré et malgré sa resistance ne sauraient être punis comme constituant le delit d'outrage public à la pudeur de l'art. 330 c. pén., lorsqu'ils ont eté accomplis dans une chambre dépendant d'une maison isolée, dont les ouvertures avaient été closes, et de laquelle les personnes qui s'y trouvaient avaient été éloignées. — Pau, 19 juin 1897, D. P. 97. 2. 333.

7. De même les actes obscènes, accomplis dans un lieu prive, ne sauraient être considérés comme ayant été entourés de la publicité nécessaire pour constituer l'outrage public à la pudeur, lorsque les personnes, en présence desquelles ils ont été accomplis, en ont été volontairement les témoins et y ont participé volontairement. — Paris, 1er mars 1888, D. P. 89. 2. 16. — V. aussi Douai, 5 fevr. 1901, D. P. 1902. 2. 171. — Cr. c. 14 nov. 1903, D. P. 1903. 1. 592.

8. Spécialement, le fait de se livrer, dans une chambre close, à des actes obscenes en presence de deux enfants n'est pas constitutif de l'outrage public à la pudeur, lorsque ces enfants ont eté successivement acteurs et spectateurs complaisants de ces actes — Paris, 1er mars 1888, précito.

9. Et il en est ainsi, alors même que ces témoins sont des mineures de seize ans, cette circonstance n'etant pas par elle-même exclusive du consentement donné à la perpétration des actes obscènes. — Même arrêt.

10. En matière d'outrage à la pudeur dans un lieu privé, le caractère de publicité exigé par la loi ne saurait ressortir de ce que la porte de l'écurie où se sont accomplis les actes obscènes etait seulement poussée sans être assujettie à l'interieur et que le patron de la personne temoin desdits actes aurait pu, en exerçant sa surveillance, pénétrer dans l'écurie. — Cr. c. 9 mars 1906, D. P. 1907. 1. 158.

Art. 331. (*L.* 13 *mai* 1863.) Tout attentat à la pudeur consommé ou tenté sans violence sur la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe, âgé de moins de treize ans, sera puni de la reclusion.

Sera puni de la même peine l'attentat à la pudeur commis par tout ascendant sur la personne d'un mineur, même âgé de plus de treize ans, mais non émancipé par le mariage. — *Pén.* 7, 21, 28.

Ancien art. 331 [TEXTE DE 1808]. — *Quiconque aura commis le crime de viol, ou sera coupable de tout autre attentat à la pudeur consommé ou tenté avec violence contre des individus de l'un ou de l'autre sexe, sera puni de la reclusion.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *Tout attentat à la pudeur, consommé ou tenté sans violence sur la personne d'un enfant de l'un ou de l'autre sexe âgé de moins de onze ans, sera puni de la reclusion.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Attentat aux mœurs*, 33 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 331, nos 1 s ; et son **Suppl.**, nos 5075 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Attentat aux mœurs*, 26 s — **D. P.** 63. 4. 79. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, nos 5075 s.

Art. 332. (*L.* 28 *avril* 1832.) Quiconque aura commis le crime de viol sera puni des travaux forcés à temps.

Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge

de quinze ans accomplis, le coupable subira le *maximum* de la peine des travaux forcés à temps.

Quiconque aura commis un attentat à la pudeur, consommé ou tenté avec violence contre des individus de l'un ou de l'autre sexe, sera puni de la reclusion.

Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis, le coupable subira la peine des travaux forcés à temps. — *Pén.* 7, 15, 21, 28.

Ancien art. 332. — *Si le crime a été commis sur la personne d'un enfant au-dessous de l'âge de quinze ans accomplis, le coupable subira la peine des travaux forcés à temps.*

R. v° *Attentat aux mœurs*, 52 s. — **S.** *eod.* v°, 35 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 332, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 5084 s.

Art. 333. (*L.* 13 *mai* 1863.) Si les coupables sont les ascendants de la personne sur laquelle a été commis l'attentat, s'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle, s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou serviteurs à gages des personnes ci-dessus désignées, s'ils sont fonctionnaires ou ministres d'un culte, ou si le coupable, quel qu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes, la peine sera celle des travaux forcés à temps, dans le cas prévu par le paragraphe 1er de l'article 331, et des travaux forcés à perpétuité, dans les cas prévus par l'article précédent. — *Pén.* 7, 15, 28.

Ancien art. 333 [TEXTE DE 1810]. — *La peine sera celle des travaux forcés à perpétuité, si les coupables sont de la classe de ceux qui ont autorité sur la personne envers laquelle ils ont commis l'attentat, s'ils sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou s'ils sont fonctionnaires publics ou ministres d'un culte, ou si le coupable, quel qu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *Si les coupables sont les ascendants de la personne sur laquelle a été commis l'attentat, s'ils sont de la classe de ceux qui ont autorité sur elle, s'il sont ses instituteurs ou ses serviteurs à gages, ou serviteurs à gages des personnes ci-dessus désignées, s'ils sont fonctionnaires ou ministres d'un culte, ou si le coupable, quel qu'il soit, a été aidé dans son crime par une ou plusieurs personnes, la peine sera celle des travaux forcés à temps, dans le cas prévu par l'article* 331, *et des travaux forcés à perpétuité, dans les cas prévus par l'article précédent.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Attentat aux mœurs*, 94 s — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 333, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 5101 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Attentat aux mœurs*, 46 s. — **D. P.** 63, 4. 79. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, nos 5118 s.

Le second mari a autorité, dans le sens de l'art. 333 c. pen., sur les enfants mineurs de sa femme. — Cr. r. 22 déc. 1892, D. P. 93. 1. 432.

Art. 334. (*L.* 3 *avril* 1903.) Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de 50 francs à 5 000 francs :

1° Quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt et un ans;

2° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura embauché, entraîné ou détourné, même avec son consentement, une femme ou fille mineure en vue de la débauche;

3° Quiconque, pour satisfaire les passions d'autrui, aura, par fraude ou à l'aide de violences, menaces, abus d'autorité ou tout autre moyen de con-

trainte, embauché, entraîné ou détourné une femme ou une fille majeure en vue de la débauche;

4° Quiconque aura, par les mêmes moyens, retenu contre son gré, même pour cause de dettes contractées, une personne, même majeure, dans une maison de débauche, ou l'aura contrainte à se livrer à la prostitution.

Si les délits ci-dessus ont été excités, favorisés ou facilités par les père, mère, tuteur ou les autres personnes énumérées en l'article 333, la peine d'emprisonnement sera de trois à cinq ans.

Ces peines seront prononcées alors même que les divers actes qui sont les éléments constitutifs des infractions auraient été accomplis dans des pays différents. — *Pén.* 9, 40 s.

Ancien art. 334. — *Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou de l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt-un ans, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de* 50 *francs à* 500 *francs. — Si la prostitution ou la corruption a été excitée, favorisée ou facilitée par leurs pères, mères, tuteurs ou autres personnes chargées de leur surveillance, la peine sera de deux ans à cinq ans d'emprisonnement, et de* 300 *francs à* 1 000 *francs d'amende.*

R. v° *Attentat aux mœurs*, 136 s. — **S.** *eod. v°*, 62 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 10 s. | *Loi du* 3 *avril* 1903 : **D. P.** 1903. 4. 52.

V. *la loi du* 24 *juillet* 1889, *sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, art.* 1er, § 1 (**D. P.** 90. 4. 15; — et **C. civ.**, sous l'art. 387); *et la loi du* 11 *avril* 1908, *sur la prostitution des mineurs* (**D. P.** 1908. 4. 43; — **C. civ.**, *ibid.*; — **Bull. Dalloz**, 1908, p. 245).

1. L'art. 334 c. pén., qui réprime le délit d'excitation habituelle de mineurs à la debauche, n'est pas applicable à celui qui, en excitant les mineurs à la débauche, n'a d'autre but que de satisfaire ses passions sans se rendre agent intermédiaire de la corruption. — Bordeaux, 2 nov. 1893, D. P. 94. 2. 285. — V. aussi Cr. c. 3 janv. 1907, D. P. 1907 1. 104.

2. Celui qui reunit habituellement des jeunes filles mineures pour les rendre témoins d'actes de débauche, en faisant de celles sur lesquelles il satisfait sa passion des agents de corruption vis-a-vis des autres, est justement déclaré coupable du delit prévu par l'art. 334 c. pén. — Cr. r. 18 nov. 1892, D. P. 94. 1. 198.

3. L'art. 334 c. pén. ne contient, relativement au délit d'excitation habituelle des mineurs à la debauche qu'il prevoit, aucune restriction aux regles de la complicite, telles qu'elles sont formulées dans les art. 59 et 60 du même Code. — Cr. r. 18 nov. 1892, D. P. 94. 1. 198.

4. En conséquence, celui qui fait appel à l'entremise de tiers pour corrompre des jeunes filles mineures et satisfaire ainsi son libertinage, doit être considéré comme complice des intermédiaires qu'il a provoqués à agir dans les conditions des art. 59 et 60 c. pen. — Cr. r. 18 nov. 1892, précité.

5. La location d'une chambre garnie à des mineurs, lorsque le proprietaire n'ignore pas qu'elle est faite dans le but de perpétrer des actes de débauche, tombe sous l'application de l'art. 334 c. pen. — Cr. r. 4 nov. 1887, *Bull. crim.*, n° 864.

6. La condamnation pour excitation de mineurs à la debauche manque de base légale, lorsque l'arrêt qui la prononce n'etablit pas à la charge des prévenus la circonstance de l'habitude, qui est une condition essentielle exigee par l'art. 334 c. pén. — Cr. r. 17 déc. 1897, D. P. 99. 1. 171. — Cr. r. 10 févr. 1900, D. P. 1902. 1. 207.

7. Les actes, même reitéres, de débauche accomplis en un seul trait de temps et formant une scène unique, quoiqu'ils aient eu lieu avec le concours successif de plusieurs personnes, ne peuvent constituer l'habitude, condition essentielle du délit prévu par l'art. 334 c. pen. — Cr. r. 12 févr. 1890, *Bull. crim.*, n° 42.

8. En matière d'excitation de mineurs à la débauche, l'elément intentionnel, resultant implicitement de la nature du delit, n'a pas besoin d'être déclare formellement par le juge, qui peut ne pas énoncer expressément que le prévenu connaissait l'etat de minorité de ceux qu'il a corrompus. — Cr. r. 4 janv. 1902, D. P. 1902. 1. 528.

9. L'erreur sur l'âge des mineurs dont peut exciper celui qui les a corrompus doit s'entendre d'une erreur dont il ne

serait pas responsable et non pas, notamment, de celle qui consisterait à prétendre que le developpement physique des mineurs pouvait faire illusion sur leur âge. — Même arrêt.

Art. 335. (*L.* 3 *avril* 1903.) Les coupables d'un des délits mentionnés au précédent article seront interdits de toute tutelle et curatelle, et de toute participation aux conseils de famille, savoir : les individus auxquels s'appliquent les paragraphes 1°, 2°, 3° et 4° de cet article, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, et ceux dont il est parlé dans le paragraphe suivant, pendant dix ans au moins et vingt ans au plus.

Si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre Ier, titre IX, *De la puissance paternelle.*

Dans tous les cas, les coupables pourront en outre être mis, par l'arrêt ou le jugement, en état d'interdiction de séjour en observant, pour la durée de l'interdiction, ce qui vient d'être établi par le premier paragraphe du présent article. — *Pén.* 11, 42, 44 s.; *Civ.* 371 s., 443 s.

Ancien art. 335. — *Les coupables du délit mentionné au précédent article seront interdits de toute tutelle et curatelle, et de toute participation aux conseils de famille; savoir, les individus auxquels s'applique le premier paragraphe de cet article, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus, et ceux dont il est parlé au second paragraphe, pendant dix ans au moins et vingt ans au plus. — Si le délit a été commis par le père ou la mère, le coupable sera de plus privé des droits et avantages à lui accordés sur la personne et les biens de l'enfant par le Code civil, livre* 1er, *titre* 9, De la puissance paternelle. — *Dans tous les cas, les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, sous la surveillance de la haute police, en observant, pour la durée de la surveillance, ce qui vient d'être établi pour la durée de l'interdiction mentionnée au présent article.*

R. v° *Attentat aux mœurs*, 161 s. — *Loi du* 3 *avril* 1903 : **D. P.** 1903. 4. 54.

V. *la loi du* 24 *juillet* 1889, *sur la protection des enfants maltraités ou moralement abandonnés, art.* 1er, § 2 (**D. P.** 90. 4. 15; — et **C. civ.**, sous l'art. 387); *et la loi du* 11 *avril* 1908, *sur la prostitution des mineurs* (**D. P.** 1908. 4. 43; — **C. civ.**, *ibid.*; — **Bull. Dalloz**, 1908, p. 245).

Art. 336. L'adultère de la femme ne pourra être dénoncé que par le mari; cette faculté même cessera s'il est dans le cas prévu par l'article 339. — *Pén.* 324; *Instr.* 1, 3; *Civ.* 229, 308.

R. v° *Adultère*, 1 s. — **S.** *eod.* v°, 1 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 1 s.

1. La reconciliation des époux, survenue avant que le jugement qui condamne la femme pour délit d'adultère ait acquis l'autorité de la chose jugee, profite au complice et oppose une fin de non-recevoir à l'action du ministere public, alors même que la femme n'a pas interjete appel. — Cr. r. 30 avr. 1891, D. P. 93. 1. 189.

2. La connivence du mari à l'adultère de la femme ne fait pas obstacle à ce que la repression de ce délit contre la femme et son complice soit poursuivie par le ministère public sur la plainte du mari. — Besançon, 24 juill. 1889, D. P. 90. 2. 50.

Art. 337. La femme convaincue d'adultère subira la peine de l'emprisonnement pendant trois mois au moins et deux ans au plus.

Le mari restera le maître d'arrêter l'effet de cette condamnation, en consentant à reprendre sa femme. — *Pén.* 9, 40 s.; *Civ.* 308, 309.

R. v° *Adultère*, 116 s. — **S.** *eod.* v°, 87 s.

Art. 338. Le complice de la femme adultère sera puni de l'emprisonnement pendant le même espace de temps, et, en outre, d'une amende de 100 francs à 2 000 francs.

Les seules preuves qui pourront être admises contre le prévenu de complicité seront, outre le flagrant délit, celles résultant de lettres ou autres pièces écrites par le prévenu. — *Pén.* 9, 40, 52; *Instr.* 41.

R. v° *Adultère*, 96 s, 116 s. — **S.** *eod. v°*, 75 s., 87. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 5 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art 338, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 5201 s.

1. Le désistement par le mari d'une plainte en adultère, intervenant avant que le jugement soit devenu définitif, profite au complice et eteint l'action du ministère public; en consequence, aucune condamnation ne peut être, en pareil cas, encourue par le complice, même en ce qui concerne les dépens. — Orleans, 23 juill. 1889, D. P. 90. 2. 56.

2. En cas d'adultère, le décès de la femme, survenu au cours des poursuites, eteint l'action publique à l'égard du complice. — Limoges, 23 févr. 1888, D. P. 90. 2. 124.

3. Sur la preuve du delit d'adultère à l'égard du complice de la femme, V. Cr. c. 5 juin 1891, D. P. 92. 5. 16. — Agen, 18 juill. 1902, D. P. 1903. 2. 344.

4. La constatation par le juge du fait qu' « il résulte des débats qui se sont deroules à l'audience que l'époux poursuivi pour adultère a, dans le courant de telle année, commis le délit d'adultère », établit suffisamment l'existence du délit à l'égard du prévenu; mais cette constatation, en présence des termes de l'art. 338 c. pen. qui restreint les preuves pouvant être admises contre le prévenu de complicite « au flagrant delit et aux preuves resultant de lettres ou autres pièces écrites par le prévenu », est insuffisante pour établir le délit à la charge de celui-ci. — Cr. c. 27 janv. 1900, D. P. 1901. 1. 85.

5. On ne peut assimiler à une piece ecrite par le prevenu, pouvant, aux termes de l'art. 338, § 2, faire la preuve de la complicité d'adultère, l'aveu de sa culpabilite faite par le prévenu à l'audience du tribunal devant lequel il a comparu à raison du delit de complicité d'adultère. — Cr. c. 7 dec. 1900, D. P. 1901. 1. 201, et la note de M. Le Poittevin.

Art. 339. Le mari qui aura entretenu une concubine dans la maison conjugale, et qui aura été convaincu sur la plainte de la femme, sera puni d'une amende de 100 francs à 2 000 francs. — *Pén.* 9, 52, 336; *Civ.* 108, 230.

R. v° *Adultère*, 10 s, 62 s. — **S.** *eod v°*, 7 s., 41 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 339, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 5230 s.

1. Suivant une opinion, la femme ne peut mettre fin, par son desistement, a la poursuite commencee sur sa plainte contre le mari. — Paris, 12 mars 1858, D. P. 92. 2. 45.

2. Jugé au contraire : ... 1° que le désistement de la femme, à l'audience, de la plainte qu'elle a portee contre son mari pour entretien d'une concubine dans le domicile conjugal, a pour effet d'eteindre l'action publique et d'empêcher la condamnation du mari et de sa complice. — Alger, 20 nov. 1891, D. P. 92. 2. 45.

3. ... 2° Que l'adultère du mari ne peut plus être l'objet d'une poursuite par le ministère public, ni d'une condamnation par le tribunal, lorsque la femme s'est desistée de sa plainte à l'audience et s'est reconciliee. — Orleans, 17 mars 1891, D. P. 92. 2. 272.

4. La séparation de corps judiciairement prononcée entre la femme et le mari, en mettant fin à la cohabitation de la femme au domicile conjugal, s'oppose à ce que le mari soit poursuivi conformement a l'art 339 c. pén. pour entretien de concubine au domicile conjugal;... et a ce que sa concubine soit poursuivie pour complicite dudit délit. — Trib. corr. de Lille, 26 mars 1904, D. P. 1904. 2. 272. — V. aussi Cr. r. 17 août 1883, D. P. 87. 1. 47. — Limoges, 21 mars 1895 et Trib corr. de la Seine, 9 janv. 1898, D. P. 99 2 366.

Art. 340. Quiconque étant engagé dans les liens du mariage en aura contracté un autre avant la dissolution du précédent, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

L'officier public qui aura prêté son ministère à ce mariage, connaissant l'existence du précédent, sera condamné à la même peine. — *Pén.* 7, 194; *Civ.* 139, 147, 188, 189.

R. v° *Bigamie*, 1 s. — **S.** *eod. v°*, 1 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 340 nos 1 s; et son **Suppl.**, nos 5262 s.

SECTION V.

Arrestations illégales et séquestrations de personnes.

Art. 341. Seront punis de la peine des travaux forcés à temps ceux qui, sans ordre des autorités constituées et hors les cas où la loi ordonne de saisir des prévenus, auront arrêté, détenu ou séquestré des personnes quelconques.

Quiconque aura prêté un lieu pour exécuter la détention ou séquestration, subira la même peine. — *Pén.* 7, 15, 114, 122, 342; *Instr.* 615.

Art. 342. Si la détention ou séquestration a duré plus d'un mois, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité. — *Pén.* 7, 15, 16.

Art. 343. La peine sera réduite à l'emprisonnement de deux ans à cinq ans, si les coupables des délits mentionnés en l'article 341, non encore poursuivis de fait, ont rendu la liberté à la personne arrêtée, séquestrée ou détenue, avant le dixième jour accompli depuis celui de l'arrestation, détention ou séquestration. Ils pourront néanmoins être renvoyés *sous la surveillance de la haute police*, depuis cinq ans jusqu'à dix ans. — *Pén.* 9, 11, 40, 44; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Art. 344. (*L.* 28 *avril* 1832.) Dans chacun des deux cas suivants :

1° Si l'arrestation a été exécutée avec le faux costume, sous un faux nom, ou sur un faux ordre de l'autorité publique;

2° Si l'individu arrêté, détenu ou séquestré, a été menacé de la mort,

Les coupables seront punis des travaux forcés à perpétuité.

Mais la peine sera celle de la mort, si les personnes arrêtées, détenues ou séquestrées, ont été soumises à des tortures corporelles. — *Pén.* 7, 12, 15, 259, 303, 305.

Ancien art. 314. — *Dans chacun des trois cas suivants :* — 1° *Si l'arrestation a été exécutée avec le faux costume, sous un faux nom ou sur un faux ordre de l'autorité publique;* — 2° *Si l'individu arrêté, détenu ou séquestré a été menacé de la mort;* — 3° *S'il a été soumis à des tortures corporelles,* — *Les coupables seront punis de mort.*

R. v° *Liberté individuelle*, 63 s. — **S.** *cod.* v°, 23 s.

Le fait d'avoir arrêté et detenu illegalement un individu constitue un crime, quelle qu'ait eté la duree de la detention; la circonstance que la liberté a eté rendue à la personne arrêtee avant le dixième jour et avant toutes poursuites ne modifie pas le caractère de l'acte et ne convertit pas le crime en délit, mais constitue seulement un cas d'excuse legale sur lequel la cour d'assises doit prononcer. — Cr. c. 9 déc. 1893, D. P. 96. 1. 510.

SECTION VI.

Crimes et délits tendant à empêcher ou détruire la preuve de l'état civil d'un enfant, ou à compromettre son existence; enlèvement de mineurs; infractions aux lois sur les inhumations.

§ 1er. — Crimes et délits envers l'enfant.

Art. 345. (*L.* 13 *mai* 1863.) Les coupables d'enlèvement, de recélé ou de suppression d'un enfant, de substitution d'un enfant à un autre, ou de

supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée, seront punis de la reclusion.

S'il n'est pas établi que l'enfant ait vécu, la peine sera d'un mois à cinq ans d'emprisonnement.

S'il est établi que l'enfant n'a pas vécu, la peine sera de six jours à deux mois d'emprisonnement.

Seront punis de la reclusion ceux qui, étant chargés d'un enfant, ne le représenteront point aux personnes qui ont droit de le réclamer. — *Pén.* 7, 9, 28, 40, 147, 354; *Civ.* 319, 326.

Ancien art. 345. — *Les coupables d'enlèvement, de recélé ou de suppression d'un enfant, de substitution d'un enfant à un autre, ou de supposition d'un enfant à une femme qui ne sera pas accouchée, seront punis de la reclusion. — La même peine aura lieu contre ceux qui, étant chargés d'un enfant, ne le représenteront point aux personnes qui ont le droit de le réclamer.*

§ 1. LÉGISLATION ANTERIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** V° *Crimes et délits contre les personnes*, 243 s. — V. aussi **C. pen. ann.**, art. 345, n°s 1 s ; et son **Suppl.**, n°s 5306 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** V° *Crimes et délits contre les personnes*, 350 s. — **D. P.** 63. 4. 79. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, n°s 5306 s.

1. L'art. 345, § 4, c. pén, étranger aux rapports des pere et mère au sujet de la garde de leurs enfants, prevoit uniquement le détournement commis à leur prejudice sur la personne de leur enfant par ceux à qui cet enfant aurait éte confie. — Cr. c. 22 mars 1900, D. P. 1900. 1. 184.

2. Par suite, l'art. 345, § 4, ne saurait, sans une extension abusive, être applique soit au père, soit a la mère qui refuse de représenter son enfant, à cause des liens étroits que la nature a créés entre eux et qui subsistent même après la séparation de corps ou le divorce. — Même arrêt.

Art. 346. Toute personne qui, ayant assisté à un accouchement, n'aura pas fait la déclaration à elle prescrite par l'article 56 du Code civil, et dans les délais fixés par l'article 55 du même Code, sera punie d'un emprisonnement de six jours à six mois, et d'une amende de 16 francs à 300 francs. — *Pén.* 9, 40, 347; *Civ.* 56; *L.* 23 *déc.* 1874, *art.* 8.

R. V^is *Acte de l'état civil*, 207 s., 510; *Crimes et délits contre les personnes*, 256 s. — **S.** V° *Acte de l'état civil*, 53 s.

La sage-femme, appelee pour operer l'accouchement d'une femme qui, apres la naissance de l'enfant, a été immédiatement conduite dans un hospice, a dû nécessairement penser que la declaration de naissance de cet enfant serait faite par les soins des employes de l'hospice, et, par suite, n'ayant pas agi sciemment, elle ne peut être poursuivie, en vertu de l'art. 346 c. pen., pour avoir omis de faire cette declaration. — Lyon, 2 févr. 1897, D. P. 97. 2. 367.

Art. 347. Toute personne qui, ayant trouvé un enfant nouveau-né, ne l'aura pas remis à l'officier de l'état civil, ainsi qu'il est prescrit par l'article 58 du Code civil, sera punie des peines portées au précédent article.

La présente disposition n'est point applicable à celui qui aurait consenti à se charger de l'enfant, et qui aurait fait sa déclaration à cet égard devant la municipalité du lieu où l'enfant a été trouvé. — *Pén.* 346.

R. V^is *Acte de l'état civil*, 267 s.; *Crimes et délits contre les personnes*, 260 s.

Art. 348. Ceux qui auront porté à un hospice un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, qui leur aurait été confié afin qu'ils en

prissent soin ou pour toute autre cause, seront punis d'un emprisonnement de six semaines à six mois, et d'une amende de 16 francs a 50 francs.

Toutefois, aucune peine ne sera prononcee, s'ils n'étaient pas tenus ou ne s'étaient pas obligés de pourvoir gratuitement à la nourriture et à l'entretien de l'enfant, et si personne n'y avait pourvu. — *Pén.* 9, 12, 40, 345.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 253 s. — **S.** *cod.* v°, 386.

Art. 349. (*L.* 19 *avril* 1898.) Ceux qui auront exposé ou fait exposer, délaissé ou fait délaisser, en un lieu solitaire, un enfant ou un incapable, hors d'état de se protéger eux-mêmes, à raison de leur état physique ou mental, seront, pour ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de un an à trois ans, et à une amende de 16 francs à 1 000 francs.

Ancien art. 349. — *Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, ceux qui auront donné l'ordre de l'exposer ainsi, si cet ordre a été exécuté, seront, pour ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de six mois à deux ans et à une amende de* 16 *francs à* 200 *francs.*

Art. 350. (*L.* 19 *avril* 1898.) La peine portée au précédent article sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de 50 francs à 2 000 francs contre les ascendants ou toutes autres personnes ayant autorité sur l'enfant ou l'incapable, ou en ayant la garde. — *Pén.* 9, 40, 351, 353.

Ancien art. 350. — *La peine portée au précédent article sera de deux ans à cinq ans, et l'amende de* 50 *francs à* 400 *francs, contre les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant exposé et délaissé par eux ou par leur ordre.*

Art. 351. (*L.* 19 *avril* 1898.) S'il est résulté de l'exposition ou du délaissement une maladie ou incapacité de plus de vingt jours, le maximum de la peine sera appliqué.

Si l'enfant ou l'incapable est demeuré mutilé ou estropié, ou s'il est resté atteint d'une infirmité permanente, les coupables subiront la peine de la reclusion.

Si les coupables sont les personnes mentionnées à l'article 350, la peine sera celle de la reclusion dans le cas prévu au paragraphe 1er du présent article, et celle des travaux forcés à temps au cas prévu au paragraphe 2 ci-dessus dudit article.

Lorsque l'exposition ou le délaissement dans un lieu solitaire aura occasionné la mort, l'action sera considérée comme meurtre.

Ancien art. 351. — *Si, par suite de l'exposition et du délaissement prévus par les articles* 349 *et* 350, *l'enfant est demeuré mutilé ou estropié, l'action sera considérée comme blessures volontaires à lui faites par la personne qui l'a exposé et délaissé; et si la mort s'en est suivie, l'action sera considérée comme meurtre: au premier cas, les coupables subiront la peine applicable aux blessures volontaires; et, au second cas, celle du meurtre.*

Art. 352. (*L.* 19 *avril* 1898.) Ceux qui auront exposé ou fait exposer, délaissé ou fait délaisser en un lieu non solitaire un enfant ou un incapable hors d'état de se protéger eux-mêmes à raison de leur état physique ou mental, seront, pour ce seul fait, condamnés à un emprisonnement de trois mois à un an, et à une amende de 16 francs à 1 000 francs.

Si les coupables sont les personnes mentionnées à l'article 350, la peine sera de six mois à deux ans d'emprisonnement, et de 25 francs à 200 francs d'amende. — *Pén.* 9, 40 s., 349, 353.

Ancien art. 352. — *Ceux qui auront exposé et délaissé en un lieu non solitaire un enfant au-dessous de l'âge de sept ans accomplis, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à un an, et d'une amende de* 16 *francs à* 100 *francs.*

Art. 353. (*L.* 19 *avril* 1898.) S'il est résulté de l'exposition ou du délaissement une maladie ou incapacité de plus de vingt jours, ou une des infirmités prévues par l'article 309, paragraphe 3, les coupables subiront un emprisonnement de un an à cinq ans, et une amende de 16 francs à 2 000 francs.

Si la mort a été occasionnée sans intention de la donner, la peine sera celle des travaux forcés à temps.

Si les coupables sont les personnes mentionnées à l'article 350, la peine sera, dans le premier cas, celle de la reclusion, et, dans le second, celle des travaux forcés à perpétuité. — *Pén.* 9, 40 s.

Ancien art. 353. — *Le délit prévu par le précédent article sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de* 25 *francs à* 200 *francs, s'il a été commis par les tuteurs ou tutrices, instituteurs ou institutrices de l'enfant.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 19 AVRIL 1898 : **R.** V° *Crimes et délits contre les personnes*, 262 s.

La remise d'un enfant à des personnes étrangères ne constitue ni le délit d'abandon, ni celui d'exposition. — Trib. corr.

§ 2. LOI DU 19 AVRIL 1898 : **Suppl.** au **C. pén. ann.**, art. 349-353. — **D. P.** 98. 4. 41.

de la Seine, 17 févr. 1894, D. P. 94. 2. 152. — Trib. corr. de Saint-Quentin, 23 juin 1898, D. P. 99. 2. 142.

Loi du 19 avril 1898,

Sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants (**D. P.** 98. 4. 41).

Art. 1er. Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 312 : — V. *supra, art.* 312.

2. Les articles 349, 350, 351, 352 et 353 du Code pénal sont modifiés ainsi qu'il suit : — V. *suprà, art.* 349, 350, 351, 352 *et* 353.

3. L'article 2 de la loi du 7 décembre 1874 est modifié comme il suit : — V. *L. 7 décembre* 1874, Appendice au **C. com.**, III, LÉGISLATION INDUSTRIELLE ET OUVRIÈRE, V° *Travail des enfants, des filles mineures et des femmes.*

4. Dans tous les cas de délits ou de crimes, commis par des enfants ou sur des enfants, le juge d'instruction commis pourra, en tout état de cause, ordonner, le ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera, ou enfin à l'Assistance publique.

Toutefois, les parents de l'enfant jusqu'au cinquième degré inclusivement, son tuteur ou son subrogé-tuteur et le ministère public pourront former opposition à cette ordonnance ; l'opposition sera portée, à bref délai, devant le tribunal en chambre du conseil, par voie de simple requête.

5. Dans les mêmes cas, les cours ou tribunaux saisis du crime ou du delit pourront, le ministère public entendu, statuer definitivement sur la garde de l'enfant.

6. L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues et réprimées par la présente loi.

7. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à la présente loi.

V. *le commentaire des art.* 4 *et* 9 *de la loi du* 19 *avril* 1898, **N. C. civ. ann.**, t. 1, p. 692.

§ 2. — Enlèvement de mineurs.

Art. 354. Quiconque aura, par fraude ou violence, enlevé ou fait enlever des mineurs, ou les aura entraînés, détournés ou déplacés, ou les aura fait entraîner, détourner ou déplacer des lieux où ils étaient mis par ceux à l'autorité ou à la direction desquels ils étaient soumis ou confiés, subira la peine de la reclusion. — *Pén.* 7, 21, 28, 47, 355; *Instr.* 406.

Art. 355. Si la personne ainsi enlevée ou détournée est une fille au-dessous de seize ans accomplis, la peine sera celle des travaux forcés à temps. — *Pén.* 7, 15, 354.

Art. 356. Quand la fille au-dessous de seize ans aurait consenti à son enlèvement ou suivi volontairement le ravisseur, si celui-ci était majeur de vingt-un ans ou au-dessus, il sera condamné aux travaux forcés à temps.

Si le ravisseur n'avait pas encore vingt-un ans, il sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans. — *Pén.* 7, 9, 19, 28.

Art. 357. Dans le cas où le ravisseur aurait épousé la fille qu'il a enlevée, il ne pourra être poursuivi que sur la plainte des personnes qui, d'après le Code civil, ont le droit de demander la nullité du mariage, ni condamné qu'après que la nullité du mariage aura été prononcée.

(*L.* 5 *décembre* 1901.) Quand il aura été statué sur la garde d'un mineur par décision de justice provisoire ou définitive, au cours ou à la suite d'une instance de séparation de corps ou de divorce, ou dans les circonstances prévues par les lois des 24 juillet 1889 et 19 avril 1898, le père ou la mère qui ne représentera pas ce mineur à ceux qui ont le droit de le réclamer ou qui, même sans fraude ou violence, l'enlèvera ou le détournera ou le fera enlever ou détourner des mains de ceux auxquels sa garde aura été confiée, ou des lieux où ces derniers l'auront placé, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 16 francs à 5 000 francs. Si le coupable a été déclaré déchu de la puissance paternelle, l'emprisonnement pourra être élevé jusqu'à trois ans. — *Civ.* 180 s., 340.

R. v° *Crimes et délits contre les personnes*, 285 s. — **S.** *eod.* v°, 404 s. — *Loi du* 5 *décembre* 1901 : **D. P.** 1902. 4. 19.

1. La loi du 5 dec. 1901, complétive de l'art 357 c. pén, sur la non-représentation, le détournement ou l'enlèvement des mineurs par leurs père et mère, n'est applicable que dans le cas où, soit à la suite d'un divorce ou d'une separation de corps, soit à la suite d'une action en decheance de la puissance paternelle, l'époux privé du droit de garde ne remet pas l'enfant a la personne à laquelle la garde a été confiée. — Paris, 13 nov. 1903, D. P. 1904. 2. 41, et la note de M. Le Poittevin.

2. Par suite, lorsqu'une femme divorcée a obtenu la garde de son enfant, et que le jugement accorde au père le droit de voir cet enfant à des époques déterminées, le fait par cette femme de ne pas se conformer à cette disposition du jugement ne constitue pas une infraction à la loi du 5 déc. 1901. — Même arrêt.

3. La loi du 5 déc. 1901, complétive de l'article 357 c. pén., ne s'applique pas au cas où un mineur, dont la garde a été confiee a une personne autre que son pere ou sa mere, n'a pas été remis par cette personne au père ou à la mère à l'époque, fixée par une ordonnance, où il devait faire chez son pere ou sa mère une visite d'un mois. — Rouen, 14 fevr. 1908, D. P. 1908. 2. 359.

§ 3. — Infraction aux lois sur les inhumations.

Art. 358. Ceux qui, sans l'autorisation préalable de l'officier public, dans le cas où elle est prescrite, auront fait inhumer un individu décédé,

seront punis de six jours à deux mois d'emprisonnement, et d'une amende de 16 francs à 50 francs; sans préjudice de la poursuite des crimes dont les auteurs de ce délit pourraient être prévenus dans cette circonstance.

La même peine aura lieu contre ceux qui auront contrevenu, de quelque manière que ce soit, à la loi et aux règlements relatifs aux inhumations précipitées. — *Pén.* 9, 40, 373; *Instr.* 161, 191, 195, 364; *Civ.* 77.

Art. 359. Quiconque aura recélé ou caché le cadavre d'une personne homicidée ou morte des suites de coups ou blessures, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de 50 francs à 400 francs; sans préjudice de peines plus graves, s'il a participé au crime. — *Pén.* 9, 40 s., 62 s.; *Instr.* 358, 366.

Art. 360. Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an, et de 16 francs à 200 francs d'amende, quiconque se sera rendu coupable de violation de tombeaux ou de sépultures; sans préjudice des peines contre les crimes ou les délits qui seraient joints à celui-ci. — *Pén.* 9, 40.

R. v° *Culte*, 739 s. — **S.** *eod.* v°, 814 s.

1. Le delit de violation de tombeaux ou de sepultures puni par l'art. 360 c. pén. est constitue abstraction faite de l'intention coupable de l'agent et du but qu'il s'est proposé. — Cr. r. 31 oct. 1889, D. P. 90. 1. 137. — Cr. r. 20 juin 1896, D. P. 97. 1. 29.

2. Mais il n'est egalement caractérise que si l'acte implique nécessairement un outrage envers une personne reposant dans sa sépulture ou son tombeau. — Cr. r. 20 juin 1896, précité.

3. En conséquence, le prêtre qui pratique sur le cadavre d'une femme morte enceinte l'opération césarienne dans l'espoir de pouvoir administrer le baptême à l'enfant, s'il vit encore, ne commet pas le delit de violation de tombeaux ou de sepultures; un tel acte ne peut constituer qu'un cas d'exercice illégal de la chirurgie aux termes de l'art. 35 de la loi du 19 vent. an XI. — Même arrêt.

SECTION VII.

Faux témoignage, calomnie, injures, révélation de secrets.

§ 1er. — Faux témoignage.

Art. 361. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière criminelle, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni de la peine de la reclusion.

Si néanmoins l'accusé a été condamné à une peine plus forte que celle de la reclusion, le faux témoin qui a déposé contre lui subira la même peine. — *Pén.* 7, 21; *Instr.* 317, 330, 445.

Ancien art. 361. — *Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière criminelle, soit contre l'accusé, soit en sa faveur, sera puni de la peine des travaux forcés à temps. — Si néanmoins l'accusé a été condamné à une peine plus forte que celle des travaux forcés à temps, le faux témoin qui a déposé contre lui subira la même peine.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863: **R.** v° *Témoignage faux*, 1 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 361, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 5472 s.

1. L'une des conditions nécessaires du faux temoignage est que la deposition soit faite en justice. — C. cass. de Belgique, 5 avr. 1892, D. P. 94. 2. 245.

2. Les témoins qui déposent mensongèrement au cours d'une information ne peuvent donc être inculpés de faux temoignage. — Cr. c. 11 mars 1882, *Bull. crim.*, n° 72

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863: **S.** v° *Témoignage faux*, 1 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 1 s. — **D. P.** 63. 4. 79. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, nos 5472 s.

3. Le delit de faux temoignage n'existe que si le fait allégue par le temoin, et reconnu faux par les juges, est de nature

à entraîner leur décision soit contre le prévenu, soit en sa faveur, dans l'instance principale. — Bordeaux, 21 avr. 1893, D. P. 93. 2. 335. — Cr. r. 30 août 1906, D. P. 1908. 1. 178.

4. Par suite, la déposition d'un témoin ne constitue pas un faux témoignage, mais un mensonge pur et simple, contre lequel la loi pénale n'a prononcé aucune répression, lorsque la circonstance affirmée faussement dans la déposition n'a point trait directement au débat principal. — Bordeaux, 21 avr. 1893, précité.

5. Le délit de faux témoignage n'est consommé que lorsque la fausse déposition faite à l'audience est devenue irrévocable et a produit tout son effet. — Grenoble, 24 avr. 1896, D. P. 96. 2. 454.

6. Et ce résultat n'est atteint que par la clôture des débats, c'est-à-dire après l'audition des témoins, les réquisitions du ministère public et la défense du prévenu ; jusqu'à ce moment le faux témoin conserve la faculté de se rétracter. — Même arrêt.

7. Le tribunal correctionnel ne doit statuer sur l'incident d'audience relatif au faux témoignage qu'après la clôture des débats engagés sur la poursuite principale. — Bordeaux, 21 avr. 1893, D. P. 93. 2. 335.

Art. 362. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière correctionnelle, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 50 francs à 2 000 francs.

Si néanmoins le prévenu a été condamné à plus de cinq années d'emprisonnement, le faux témoin qui a déposé contre lui subira la même peine.

Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de trois ans au plus, et d'une amende de 16 francs à 500 francs.

Dans ces deux cas, les coupables pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, et être placés *sous la surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années. — *Pén.* 9, 11, 40, 364; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 362 [TEXTE DE 1810]. — *Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière correctionnelle ou de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni de la reclusion.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière correctionnelle, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni de la reclusion. — Quiconque sera coupable de faux témoignage en matière de police, soit contre le prévenu, soit en sa faveur, sera puni de la dégradation civique et de la peine de l'emprisonnement pour un an au moins et cinq ans au plus.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 ; **R.** v° *Témoignage faux*, 110 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Témoignage faux*, 31. — **D. P.** 63. 4. 79.

Art. 363. (*L.* 13 *mai* 1863.) Le coupable de faux témoignage, en matière civile, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de 50 francs à 2 000 francs. Il pourra l'être aussi des peines accessoires mentionnées dans l'article précédent. — *Pén.* 9, 11, 40; *Pr.* 262.

Ancien art. 363 [TEXTE DE 1810]. — *Le coupable de faux témoignage en matière civile sera puni de la peine portée au précédent article.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832] — *Le coupable de faux témoignage en matière civile sera puni de la reclusion.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Témoignage faux*, 45 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Témoignage faux*, 17 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 1 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

1. La disposition de l'art. 363 c. pen., relative au faux témoignage « en matière civile », n'est pas applicable au faux témoignage devant le conseil de préfecture

statuant specialement en matière électorale. — Trib. corr. de Limoges, 6 mars 1901, D. P. 1902. 2. 134.

2. Les enquêtes ordonnees par un tribunal de commerce devant avoir lieu dans les formes prescrites pour les enquêtes sommaires, il doit être procédé à l'audience du tribunal et non devant un seul juge en chambre du conseil. — C. cass. de Belgique, 5 avr. 1892, D. P. 94. 2. 246, et la note de M. Sarrut.

3. En consequence, les déclarations reçues en matiere commerciale devant un juge en chambre du conseil, c'est-à-dire devant un juge qui n'était pas legalement investi du pouvoir d'y procéder, n'ont pas le caractère du faux temoignage. — Même arrêt.

Art. 364. (*L.* 13 *mai* 1863.) Le faux témoin en matière criminelle, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni des travaux forcés à temps, sans préjudice de l'application du deuxième paragraphe de l'article 361.

Le faux témoin, en matière correctionnelle ou civile, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni de la reclusion.

Le faux témoin, en matière de police, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de 50 francs à 2 000 francs.

Il pourra l'être aussi des peines accessoires mentionnées en l'article 362.

Dans tous les cas, ce que le faux témoin aura reçu sera confisqué. — *Pén.* 7, 9, 11 s.

Ancien art. 364 [TEXTE DE 1810]. — *Le faux témoin en matière correctionnelle, de police ou civile, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni des travaux forcés à temps. — Dans tous les cas, ce que le faux témoin aura reçu sera confisqué.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *Le faux témoin en matière correctionnelle ou civile, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni des travaux forcés à temps. — Le faux témoin en matière de police, qui aura reçu de l'argent, une récompense quelconque ou des promesses, sera puni de la reclusion. — Dans tous les cas, ce que le faux témoin aura reçu sera confisqué.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Témoignage faux*, 156 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **D. P.** 63. 4. 79.

Art. 365. (*L.* 28 *avril* 1832.) Le coupable de subornation de témoins sera passible des mêmes peines que le faux témoin, selon les distinctions contenues dans les articles 361, 362, 363 et 364.

Ancien art. 365. — *Le coupable de subornation de témoins sera condamné à la peine des travaux forcés à temps, si le faux témoignage qui en a été l'objet emporte la peine de la reclusion; aux travaux forcés à perpétuité, lorsque le faux témoignage emportera la peine des travaux forcés à temps ou celle de la déportation, et à la peine de mort, lorsqu'il emportera celle des travaux forcés à perpétuité ou la peine capitale.*

R. v° *Témoignage faux*, 53 s. — **S.** *eod.* v°, 19 s.

1. En matière de subornation de témoins, il n'est pas nécessaire que le faux temoignage soit constaté d'une manière principale et directe. — Cr. r. 23 janv. 1891, D. P. 91. 1. 326.

2. Il suffit que son existence résulte explicitement ou même implicitement de la question soumise au jury relativement au suborneur. — Même arrêt.

Art. 366. (*L.* 13 *mai* 1863.) Celui à qui le serment aura été déféré ou référé en matière civile, et qui aura fait un faux serment, sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 100 francs à 3 000 francs.

Il pourra en outre être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du

jour où il aura subi sa peine, et être placé *sous la surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années. — *Pén.* 9, 11, 40; *Pr.* 120; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 366. — *Celui à qui le serment aura été déféré ou référé en matière civile et qui aura fait un faux serment, sera puni de la dégradation civique.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Obligations*, 5372 s. | § 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Obligations*, 2238 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

§ 2. — Calomnies, injures, révélation de secrets.

Art. 367. (Abrogé par L. 17 mai 1819.) *Sera coupable du délit de calomnie, celui qui, soit dans des lieux ou réunions publics, soit dans un acte authentique et public, soit dans un écrit imprimé ou non qui aura été affiché, vendu ou distribué, aura imputé a un individu quelconque des faits qui, s'ils existaient, exposeraient celui contre lequel ils sont articulés à des poursuites criminelles ou correctionnelles, ou même l'exposeraient seulement au mépris ou à la haine des citoyens.*

La présente disposition n'est point applicable aux faits dont la loi autorise la publicité, ni à ceux que l'auteur de l'imputation était, par la nature de ses fonctions ou de ses devoirs, obligé de révéler ou de réprimer.

Art. 368. (Abrogé par L. 17 mai 1819.) *Est réputée fausse, toute imputation à l'appui de laquelle la preuve légale n'est point rapportée. En conséquence, l'auteur de l'imputation ne sera pas admis, pour sa défense, a demander que la preuve en soit faite : il ne pourra pas non plus alléguer comme moyen d'excuse que les pièces ou les faits sont notoires, ou que les imputations qui donnent lieu à la poursuite sont copiées ou extraites de papiers étrangers ou d'autres écrits imprimés.*

Art. 369. (Abrogé par L. 17 mai 1819.) *Les calomnies mises au jour par la voie de papiers étrangers, pourront être poursuivies contre ceux qui auront envoyé les articles, ou donné l'ordre de les insérer, ou contribué à l'introduction ou à la distribution de ces papiers en France.*

Art. 370. (Abrogé par L. 17 mai 1819.) *Lorsque le fait imputé sera légalement prouvé vrai, l'auteur de l'imputation sera à l'abri de toute peine.*

Ne sera considérée comme preuve légale que celle qui résultera d'un jugement ou de tout autre acte authentique.

Art. 371. (Abrogé par L. 17 mai 1819.) *Lorsque la preuve légale ne sera pas rapportée, le calomniateur sera puni des peines suivantes :*

Si le fait imputé est de nature à mériter la peine de mort, les travaux forcés à perpétuité ou la déportation, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans, et d'une amende de 200 *francs à* 5 000 *francs.*

Dans tous les autres cas, l'emprisonnement sera d'un mois à six mois, et l'amende de 50 *francs à* 2 000 *francs.*

Art. 372. (Abrogé par L. 17 mai 1819.) *Lorsque les faits imputés seront punissables suivant la loi, et que l'auteur de l'imputation les aura dénoncés, il sera, durant l'instruction sur ces faits, sursis à la poursuite et au jugement du délit de calomnie.*

Ces articles, qui prévoyaient et punissaient le délit de calomnie, *ont été abrogés*

par la loi du 17 mai 1819 qui, dans ses articles 13 à 18, l'a remplacé par le délit de **diffamation**, *aujourd'hui prévu et puni par les articles* 29, 30, 31, 32, 34 *et* 35 *de la loi du* 29 *juillet* 1881, *sur la presse*

V. *la loi du* 29 *juillet* 1881, *art.* 29, 30, 31, 32, 34, 35, *infrà*, Appendice au présent Code.

Art. 373. Quiconque aura fait par écrit une dénonciation calomnieuse contre un ou plusieurs individus, aux officiers de justice ou de police administrative ou judiciaire, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an, et d'une amende de 100 francs à 3 000 francs. — *Pén.* 9, 40 s.; *Instr.* 358, 359.

R. v° *Dénonciation calomnieuse*, 1 s. — **S.** *cod.* v°, 1 s. — **T.** (87-97), *cod.* v°, 1 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 373, n°s 1 s.; et son **Suppl.**, n°s 5547 s.

1. L'inculpé qui, au cours d'une enquête ouverte à l'occasion d'un crime qui lui était imputé, a désigné un tiers comme l'auteur de ce crime, ne saurait être poursuivi sous la prévention de dénonciation calomnieuse, alors même qu'il aurait reproduit son accusation devant le juge d'instruction chargé d'informer de ce chef. — Cr. c. 9 mars 1889, D. P. 89. 1. 387.

2. Le fait de signaler spontanément, par écrit, à l'autorité judiciaire ou à l'autorité administrative, des faits de nature à entraîner une peine ou une mesure disciplinaire contre un fonctionnaire, constitue non un outrage, mais la dénonciation prévue par l'art. 373 c. pén. — Cr. c. 8 nov. 1886, D. P. 87. 1. 240. — Cr. c. 15 déc. 1893, D. P. 94. 1. 367. — V. aussi Cr. r. 15 mars 1902, D. P. 1902. 1. 416.

3. Mais le délit de dénonciation calomnieuse ne se rencontre pas dans une déclaration faite devant le juge par un individu appelé à déposer comme témoin, car dans ce cas la spontanéité de la plainte reconnue mensongère manque absolument. — Toulouse, 5 avr. 1887, D. P. 88. 2. 8. — Cr. c. 9 mars 1889, D. P. 89. 1. 387.

4. On ne peut considérer comme ayant commis le délit de dénonciation calomnieuse, ni la femme qui, appelée comme témoin par le juge d'instruction, se borne à intervenir, en qualité de partie civile, dans une instruction en cours, en se joignant à une plainte antérieurement déposée et signée par un tiers, ni le mari de cette femme, alors qu'il a déclaré au magistrat instructeur qu'il n'entendait figurer dans la procédure que pour autoriser sa femme. — Paris, 13 févr. 1904, D. P. 1904. 2. 56.

5. La qualification d'officier de police appartient au ministre de la justice; dès lors, la dénonciation calomnieuse faite à ce ministre tombe sous l'application de l'art. 373 c. pén. — Cr. r. 30 oct. 1896, D. P. 97. 1. 470.

6. Les ministres sont des officiers de police administrative ou judiciaire, au sens de l'art. 373 c. pén., et une plainte adressée au ministre de la justice contre des membres de l'ordre judiciaire peut renfermer les caractères légaux d'une dénonciation. — Cr. r. 5 mars 1891, D. P. 92. 1. 107. — Cr. r. 30 oct. 1896, précité.

7. On doit considérer le président d'une chambre des notaires comme un officier de police administrative au sens de l'art. 373 c. pén. — Poitiers, 29 déc. 1893, D. P. 94 2. 186.

8. Le titre d'officier de police administrative appartient à quiconque, dans une administration publique, exerce une autorité disciplinaire sur ses subordonnés. — Bordeaux, 25 juin 1897, D. P. 98. 2. 467.

9. Bien que n'ayant pas la qualité d'officiers de police judiciaire, les gendarmes sont cependant, en ce qui concerne les dénonciations et les plaintes, des intermédiaires entre les dénonciateurs et le procureur de la République, de sorte que les dénonciations qu'ils reçoivent doivent être considérées comme faites à ce magistrat lui-même. — Toulouse, 5 avr. 1887, D. P. 88. 2. 8. — Dijon, 13 mars 1903, D. P. 1905 1. 300.

10. Le délit de dénonciation calomnieuse supposant une dénonciation écrite, on ne peut considérer comme l'ayant commis celui qui, rencontrant un gendarme, lui signale l'auteur d'un délit de chasse, alors que le gendarme ne dresse pas procès-verbal. — Même arrêt.

11. Le délit de dénonciation calomnieuse suppose une intention criminelle, c'est-à-dire non seulement la volonté de porter préjudice à la personne dénoncée, mais la connaissance de la fausseté des faits qui lui sont imputés. — Bastia, 25 juin 1890, D. P. 91. 2. 164. — Paris, 13 févr. 1904, D. P. 1904. 2. 56.

12. Le délit de dénonciation calomnieuse n'existe qu'autant qu'une décision souveraine de l'autorité compétente a constaté la fausseté des faits dénoncés. — Bastia, 25 juin 1890, précité. — V. aussi Cr. r. 2 déc. 1892, D. P. 93. 1. 365.

13. Les peines de l'art. 373 c. pén. seront applicables à tout individu convaincu d'avoir, verbalement ou par écrit, dénoncé à tort et de mauvaise foi de prétendues contraventions aux lois fiscales. — L. 6 août 1905, art. 19, D. P. 1906. 4. 35.

Art. 374. (Abrogé par L. 17 mai 1819.) *Dans tous les cas, le calomniateur sera, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code.*

Art. 375. (Abrogé par L. 17 mai 1819.) *Quant aux injures ou aux expressions outrageantes qui ne renfermeraient l'imputation d'aucun fait précis, mais celle d'un vice déterminé, si elles ont été proférées dans des lieux ou réunions publics, ou insérées dans des écrits imprimés ou non, qui auraient été répandus et distribués, la peine sera d'une amende de 16 francs à 500 francs.*

Art. 376. (Abrogé implicitement par L. 29 juillet 1881.) *Toutes autres injures ou expressions outrageantes qui n'auront pas eu ce double caractère de gravité et de publicité ne donneront lieu qu'à des peines de simple police.*

Art. 377. (Abrogé par L. 17 mai 1819.) *A l'égard des imputations et des injures qui seraient contenues dans les écrits relatifs à la défense des parties, ou dans les plaidoyers, les juges saisis de la contestation pourront, en jugeant la cause, ou prononcer la suppression des injures ou des écrits injurieux, ou faire des injonctions aux auteurs du délit, ou les suspendre de leurs fonctions, et statuer sur les dommages-intérêts.*

La durée de cette suspension ne pourra excéder six mois : en cas de récidive, elle sera d'un an au moins et de cinq ans au plus.

Si les injures ou écrits injurieux portent le caractère de calomnie grave, et que les juges saisis de la contestation ne puissent connaître du délit, ils ne pourront prononcer contre les prévenus qu'une suspension provisoire de leurs fonctions, et les renverront, pour le jugement du délit, devant les juges compétents.

Art. 378. Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, les sages-femmes et toutes autres personnes dépositaires, par état ou profession, des secrets qu'on leur confie, qui, hors le cas où la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois, et d'une amende de 100 francs à 500 francs. — *Pén.* 9, 40, 187, 418.

R. v° *Révélation de secrets*, 1 s. — **S.** *cod.* v°, 1 s. — **T.** (87-97), *cod.* v°, 1 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 378, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 5650 s. — V. encore, les arrêts mentionnés, *suprà*, **C. instr. crim.**, art. 317.

1. Les avoues sont dispensés de déposer sur les faits qu'ils déclarent n'avoir connus qu'en leur qualité d'avoués. — Cr. c. 20 mai 1899, D. P. 1900. 1. 25.

2. Les « docteurs, officiers de santé ou sages-femmes » ne sont relevés de l'obligation du secret professionnel à l'égard des maladies épidemiques par la loi du 30 nov. 1892 que dans la mesure necessaire aux communications qu'ils doivent adresser à l'autorite publique. — Cr. c. 13 mars 1897, D. P. 97. 1. 233.

3. Et ces communications, confidentielles par leur nature, conservent ce même caractère quand elles sont parvenues aux représentants de l'autorité ou aux auxiliaires et confidents nécessaires de ces représentants. — Même arrêt.

4. En conséquence, un secrétaire de mairie, auxiliaire et confident necessaire

du maire, et, dès lors, depositaire par état ou profession des secrets confies au maire, encourt la peine édictée par l'art. 378 c. pén., lorsqu'il divulgue un secret de cette nature. — Même arrêt.

5. Le médecin qui a soigné une personne pendant sa dernière maladie ne peut reveler la cause de la mort sans violer le secret professionnel dont la loi lui fait une obligation absolue et d'ordre public; après la mort du malade, les héritiers de celui-ci, quoique continuateurs de sa personne, n'ont pas le droit de délier le médecin de son obligation de garder le secret, ce droit étant, par sa nature même, exclusivement personnel. — Besançon, 7 juin 1899, D. P. 1900. 1. 407. — Sur les motifs et la portée du secret profcssionnel imposé aux médecins, V. Civ. c. 1er mai 1899, D. P. 99. 1. 585, et la note de M. Planiol. — Comp. Req. 30 avr. 1907, D. P. 1909. 1. 270.

6. Les lettres adressées par un médecin a la femme de son client, et dans lesquelles il fait connaître les causes et la nature de la maladie du mari, ne peuvent être divulguées même à la suite d'un accord entre l'auteur et le destinataire, le secret professionnel ne permettant pas au medecin de consentir à leur publication. — Civ. c. 13 juill. 1897, D. P. 1900. 1. 43.

7. Le médecin, chargé d'une expertise dans une instance motivee par un accident du travail, ne commet pas une violation du secret professionnel en indiquant, dans son rapport au tribunal, que la victime était atteinte d'une affection gonococcienne, laquelle, d'après les donnees les plus récentes de la science, pouvait avoir des repercussions sur l'etat general du malade et expliquer les troubles dont il se plaignait; il meconnaît, au contraire, la règle de l'art. 378 c. c. pén., s'il rend compte de sa mission à d'autres qu'à la justice elle-même. — Grenoble, 29 janv. 1909, D. P. 1910. 2. 121, et la note de M. Loubat. — Comp. Lyon, 16 juin 1909, D. P. 1910. 2. 123.

8. La publication dans un ouvrage scientifique d'observations médicales fondées sur des faits que l'auteur a connus en sa qualité de medecin traitant, constitue la revelation du secret professionnel, alors que, par les indications qu'elles fournissent, ces observations désignent suffisamment la personne qui en a ete l'objet. — Bordeaux, 5 juill. 1893, D. P. 94. 2. 177.

9. Les dispositions de l'art. 378 sont applicables aux inspecteurs de la sûreté, ceux-ci ayant, dans un intérêt général et d'ordre public, l'imperieux devoir de garder le secret des recherches et arrestations de criminels dont ils sont chargés. — Trib. corr. de la Seine, 26 déc. 1895, D. P. 96. 2. 230. — Cr. 30 août 1906, D. P. 1907. 1. 419.

10. Les préposés de l'administration des Postes étant tenus, aux termes de leur serment professionnel, de garder et d'observer la foi due au secret des correspondances, il leur est interdit de réveler à des tiers les noms des expéditeurs ou des destinataires des lettres qui leur sont confiées a raison de leur qualite. — Cr. r. 5 nov. 1903, D. P. 1904. 1. 25, et la note de M. Le Poittevin.

11. Mais il en est autrement, lorsqu'ils sont appelés en temoignage devant une juridiction répressive : dans ce cas, à raison des dispositions du code d'instruction criminelle concernant la recherche et la poursuite des crimes et delits, ils doivent toute la vérite a la justice et ils ont le devoir de repondre aux interpellations qu'elle leur adresse même sur les faits dont ils n'ont eu connaissance que par l'exercice de leurs fonctions. — Même arrêt.

12. Le prêtre catholique est au nombre des personnes auxquelles s'applique l'obligation de conserver le secret, non seulement lorsqu'il lui est confié en confession, mais encore lorsqu'une révélation lui a été faite, en dehors de la confession, à raison de son ministère. — Cr. c. 4 dec. 1891, D. P. 92. 1. 139, avec le rapport de M. le conseiller Sallantin, et les conclusions de M. l'avocat général Baudouin — Trib. corr. de la Seine, 19 mai 1900, D. P. 1901. 2. 81.

13. Sur le droit pour le juge d'instruction, cité comme témoin, de ne pas répondre aux questions qui lui sont posées sur des faits relatifs a une information dont il a été, ou est chargé, V. Cr. r. 5 nov. 1903, D. P. 1904. 1. 25, et la note de M. Le Poittevin.

14. Un commissaire de police invoque à bon droit le secret professionnel pour se refuser a faire connaître les noms des personnes qui lui ont communique les renseignements qu'il donne à la cour d'assises. — Cr. r. 6 juill. 1894, D. P. 99. 1. 171. — V. aussi Haute Cour de justice, 6 dec. 1899, D. P. 1903. 2. 345, et la note de M. Sarrut.

15. L'existence du délit de violation du secret professionnel n'est pas subordonnée à la condition de mauvaise foi ou a l'intention de nuire; mais la bonne foi du prevenu constitue un élément d'atténuation. — Cr. r. 19 déc. 1885, D. P. 86. 1. 347. — Trib. corr. de la Seine, 19 mai 1900, D. P. 1902. 2. 81. — Cr. r. 9 nov. 1901, D. P. 1901. 1. 235.

16. L'art. 378 c. pén. est applicable à toute personne engagee dans le service des enfants assistés. — L. 27 juin 1904, art. 36, D. P. 1905. 4. 16.

CHAPITRE II.

Crimes et délits contre les propriétés.

Loi décrétee le 19 février 1810, promulguée le 1er mars suivant.

SECTION PREMIÈRE.

Vols.

Art. 379. Quiconque a soustrait frauduleusement une chose qui ne lui appartient pas est coupable de vol. — *Pén.* 253, 401; *Civ.* 1293-1°, 1302, 2279, 2280; *Pr.* 905; *Com.* 612.

R. v° *Vol et escroquerie*, 1 s. — **S.** *eod.* v°, 1 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 1 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 379, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 5712 s.

1. Il n'y a pas soustraction frauduleuse et par conséquent vol dans le sens de l'art. 379 c. pén., lorsque la chose enlevée a été remise momentanément mais volontairement par le propriétaire à celui qui s'en est emparé; mais il en est autrement lorsque la remise de l'objet était nécessaire et forcée; ainsi, se rend coupable de vol le débiteur qui, ayant demandé à vérifier un effet que le créancier lui présente pour payement, se saisit de ce billet, et malgré les réclamations du créancier refuse de le lui restituer ou d'en verser le montant. — Caen, 9 juin 1898, D. P. 99. 2. 5.

2. De même, l'individu qui, après avoir remis à un marchand un billet de banque en payement d'un objet d'un prix inférieur au montant du billet, prend la fuite en enlevant furtivement tant le billet de banque que la monnaie qui lui revient et qui avait été déposée sur le comptoir par le marchand, est à bon droit reconnu coupable du délit de vol. — Cr. r. 29 sept. 1898, D. P. 99. 1. 149.

3. Mais l'arrêt qui se borne à déclarer qu'un individu, — après avoir choisi chez un marchand un objet de peu de valeur et reçu la monnaie qui lui revenait sur une pièce d'or d'une somme supérieure qu'il avait donnée en payement du prix de cet objet, — s'est fait remettre la pièce d'or par le marchand, grâce à la confusion que ses agissements ont fait naître chez celui-ci, et s'en est allé emportant la pièce d'or, la marchandise et la monnaie, — n'établit pas, par ces constatations, que ce soit par un acte d'appréhension que le prévenu est devenu possesseur de cette marchandise et de la monnaie; il ne peut par suite être condamné pour vol. — Cr. c. 17 mars 1899, D. P. 99. 1. 461.

4. L'appréhension frauduleuse de la chose d'autrui, nécessaire pour constituer le vol, ne se rencontre pas dans le cas où la chose remise volontairement, fût-ce même par suite d'erreur, par le propriétaire ou le possesseur, est frauduleusement retenue par celui qui l'a reçue. — Cr. r. 31 août 1899, D. P. 1902. 1. 331.

5. Mais on ne saurait assimiler à une remise volontaire, même erronée, la remise d'une chose faite à une personne par des enfants n'ayant pas encore conscience de leurs actes. — Même arrêt.

6. Il y a *appréhension* de la chose d'autrui dans le fait, par un abonné de la compagnie des eaux, de se procurer une quantité d'eau plus considérable que celle à laquelle il a droit par son abonnement, en modifiant, à l'insu de la compagnie, l'appareil de distribution; par suite, ce fait constitue le délit de soustraction frauduleuse. — Cr. r. 10 déc. 1887, D. P. 88. 1. 93, et le rapport de M. le conseiller Sallantin.

7. De même, le fait de soustraire frauduleusement une certaine quantité d'électricité, au préjudice de la société chargée de la distribuer, constitue le délit de vol prévu et puni par l'art. 379 c. pén. — Trib. corr. de Toulouse, 12 mai 1897, D. P. 97. 2. 367.

8. L'individu qui appréhende frauduleusement une somme d'argent, renfermée à l'insu du propriétaire dans un vieux meuble que celui-ci lui a vendu, commet une soustraction dans le sens de l'art. 379 c. pén. et, par suite, peut être déclaré coupable de vol. — Cr. r. 28 févr. 1896, D. P. 97. 1. 176.

9. Le joueur au baccara qui, ayant déposé son enjeu et déclaré qu'il l'exposait pour le tout, reprend violemment et frauduleusement cet enjeu aussitôt le coup joué et gagné par le banquier, commet le délit de vol. — Cr. r. 26 févr. 1892, D. P. 92. 1. 472.

10. Le saisi conservant la propriété des objets compris dans la saisie-exécution, le délit qu'il commet en les détournant ne constitue pas une soustraction frauduleuse rentrant dans les termes de l'art. 379.

c. pen. — Orleans, 5 déc. 1893, D. P. 95. 2. 166.

11. Pour qu'il y ait vol, il faut que l'intention frauduleuse existe au moment même de la soustraction ; par suite, l'individu qui trouve et conserve un objet perdu ne peut être condamné comme voleur qu'autant qu'il est établi qu'au moment même de l'appréhension de la chose trouvee il a eu l'intention de se l'approprier en fraude et au préjudice du droit du propriétaire. — Limoges, 3 mars 1887, D. P. 89 2. 231.

12. Ainsi, le fait d'un individu qui engage au mont-de-piété une montre oubliée par un locataire dans une chambre garnie à l'expiration de sa location ne constitue pas un vol, l'appréhension de l'objet n'ayant pas été frauduleuse, et il ne peut donner lieu qu'à des reparations civiles. — Même arrêt.

13. Au contraire, le fait par un debiteur d'appréhender, dans le dessein de se l'approprier, un titre obligatoire que le créancier a laissé par mégarde dans le domicile même de ce débiteur, constitue un vol. — Toulouse, 12 déc. 1895, D. P. 97. 2. 39.

14. Si l'objet du vol doit être une chose matérielle, il n'en resulte pas que cette chose doive être tangible ; ainsi, une chose materielle intangible, comme l'energie électrique ou l'energie génesique, peut être l'objet d'un vol ; spécialement, se rend coupable de vol le pâtre qui introduit clandestinement ses chevres dans un enclos où se trouvent des beliers appartenant à autrui et destinés a l'amélioration des produits de la race, et provoque leur accouplement avec ses chèvres. — Trib. de Trani (Italie), 6 févr. 1904, D. P. 1907. 2. 176.

Art. 380. Les soustractions commises par des maris au préjudice de leurs femmes, par des femmes au préjudice de leurs maris, par un veuf ou une veuve quant aux choses qui avaient appartenu à l'époux décédé, par des enfants ou autres descendants au préjudice de leurs pères ou mères ou autres ascendants, par des pères et mères ou autres ascendants, au préjudice de leurs enfants ou autres descendants, ou par des alliés aux mêmes degrés, ne pourront donner lieu qu'à des réparations civiles.

A l'égard de tous autres individus qui auraient recélé ou appliqué à leur profit tout ou partie des objets volés, ils seront punis comme coupables de vol. — *Pén.* 59 s., 62, 381 s.; *Civ.* 792, 801, 1149, 1382, 1460, 1477; *Com.* 594.

R. v° *Vol et escroquerie*, 156 s. — **S.** *eod. v°*, 37 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 380; nos 4 s.; et son **Suppl.**, nos 5805 s.

1. La disposition de l'art. 380 c. pen., aux termes de laquelle les soustractions frauduleuses commises entre époux ne donnent lieu qu'a des réparations civiles, cesse d'être applicable, lorsqu'une separation de corps est intervenue ; ainsi le mari separe de corps qui se rend coupable d'une telle soustraction au préjudice de sa femme est passible des peines du vol. — Trib. corr. de Châteauroux, 14 nov. 1900, D. P. 1901. 2. 230.

2. Quand, depuis le jugement qui a condamné une prevenue pour vol, celle-ci est devenue, par l'effet d'un mariage subsequent, la belle-fille de la victime de ladite soustraction, la cour, saisie à nouveau de l'affaire par l'appel interjeté, doit prononcer l'acquittement, comme si le lien de parente eût existe au moment même du vol. — Lyon, 8 dec. 1885, D. P. 86. 2. 97, et la note de M. Garraud.

3. L'immunite pénale de l'art. 380 ne peut être invoquée : ... par la femme d'un débiteur saisi, qui a detourné les objets compris dans la saisie, la soustraction ayant lieu, en pareil cas, au préjudice non du mari, mais du créancier saisissant. — Orléans, 5 déc. 1893, D. P. 95. 2. 166. — Lyon, 23 mars 1898, D. P. 98. 2. 311.

4. ... Ni par la femme d'un fonctionnaire de l'État (dans l'espèce, un receveur des contributions indirectes), qui a soustrait à son mari des fonds qu'elle savait lui avoir été confiés par des tiers en vue d'un emploi déterminé et qui, en definitive, appartenaient à l'État. — Douai 25 janv. 1897, D. P. 98. 2. 180.

Art. 381. (*L.* 28 *avril* 1832.) Seront punis des travaux forcés à perpétuité les individus coupables de vol commis avec la réunion des cinq circonstances suivantes :

1° Si le vol a été commis la nuit;

2° S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes;

3° Si les coupables ou l'un d'eux étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées;

4° S'ils ont commis le crime, soit à l'aide d'effraction extérieure, ou d'escalade, ou de fausses clefs, dans une maison, appartement, chambre ou logement habités ou servant à l'habitation, ou leurs dépendances, soit en prenant le titre d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire, ou après s'être revêtus de l'uniforme ou du costume du fonctionnaire ou de l'officier, ou en alléguant un faux ordre de l'autorité civile ou militaire;

5° S'ils ont commis le crime avec violence ou menace de faire usage de leurs armes. — *Pén.* 7, 15, 101, 258, 259, 305 s., 382, 390, 393 s., 398.

Ancien art. 381. — *Seront punis de la peine de mort les individus coupables de vols commis avec la réunion des cinq circonstances suivantes :* — 1° *Si le vol a été commis la nuit;* — 2° *S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes;* — 3° *Si les coupables ou l'un d'eux étaient porteurs d'armes apparentes ou cachées;* — 4° *S'ils ont commis le crime, soit à l'aide d'effraction extérieure, ou d'escalade, ou de fausses clefs, dans une maison, appartement, chambre ou logement habités ou servant à l'habitation, ou leurs dépendances, soit en prenant le titre d'un fonctionnaire public ou d'un officier civil ou militaire, ou après s'être revêtus de l'uniforme ou du costume du fonctionnaire ou de l'officier, ou en alléguant un faux ordre de l'autorité civile ou militaire;* — 5° *S'ils ont commis le crime avec violence ou menace de faire usage de leurs armes.*

R. v° *Vol et escroquerie*, 471 s. — **S.** *eod.* v°, 79 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 381, n°s 1 s.; et son **Suppl.**, n°s 5820 s.

Le vol etant parfait et consommé par l'appréhension de la chose, on ne peut pas dire qu'il a été commis à l'aide d'effraction, lorsque le voleur n'a brisé les portes ou clôtures que pour s'enfuir et s'assurer les benefices de son delit. — Limoges, 15 janv. 1886, S. v° *Vol et escroq.*, 83. — Dijon, 20 févr. 1889, *ibid.* — Cr. r. 29 mars 1889, *ibid.*

Art. 382. (*L.* 13 *mai* 1863.) Sera puni de la peine des travaux forcés à temps tout individu coupable de vol commis à l'aide de violence.

Si la violence à l'aide de laquelle le vol a été commis a laissé des traces de blessures ou de contusions, cette circonstance suffira pour que la peine des travaux forcés à perpétuité soit prononcée. — *Pén.* 7, 15, 28.

Ancien art. 382 [TEXTE DE 1810]. — *Sera puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable de vol commis à l'aide de violence; et, de plus, avec deux des quatre premières circonstances prévues par le précédent article.* — *Si même la violence à l'aide de laquelle le vol a été commis a laissé des traces de blessures ou de contusions, cette circonstance seule suffira pour que la peine des travaux forcés à perpétuité soit prononcée.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832]. — *Sera puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable de vol commis à l'aide de violence, et, de plus, avec deux des quatre premières circonstances prévues par le précédent article.* — *Si même la violence à l'aide de laquelle le vol a été commis a laissé des traces de blessures ou de contusions, cette circonstance seule suffira pour que la peine des travaux forcés à perpétuité soit prononcée.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE À LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Vol et escroquerie*, 387 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Vol et escroquerie*, 87 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

Art. 383. (*L.* 28 *avril* 1832.) Les vols commis sur les chemins publics emporteront la peine des travaux forcés à perpétuité, lorsqu'ils auront été commis avec deux des circonstances prévues par l'article 381.

Ils emporteront la peine des travaux forcés à temps, lorsqu'ils auront été commis avec une seule de ces circonstances.

Dans les autres cas, la peine sera celle de la reclusion. — *Pén.* 7, 15, 28.

Ancien art. 383. — *Les vols commis dans les chemins publics emporteront également la peine des travaux forcés à perpétuité.*

R. v° *Vol et escroquerie*, 357 s. — **S.** *cod.* v°, 58 s.

Art. 384. Sera puni de la peine des travaux forcés a temps, tout individu coupable de vol commis à l'aide d'un des moyens énoncés dans le n° 4 de l'article 381, même quoique l'effraction, l'escalade et l'usage des fausses clefs ait eu lieu dans des édifices, parcs ou enclos non servant à l'habitation et non dépendants des maisons habitées, et lors même que l'effraction n'aurait été qu'intérieure. — *Pén.* 7, 15, 28, 390, 393 s., 398.

R. v° *Vol et escroquerie*, 483 s. — **S.** *cod.* v°, 81 s.

Art. 385. (*L.* 13 *mai* 1863.) Sera également puni de la peine des travaux forcés à temps tout individu coupable de vol commis avec deux des trois circonstances suivantes :

1° Si le vol a été commis la nuit;

2° S'il a été commis dans une maison habitée, ou dans un des édifices consacrés aux cultes légalement établis en France;

3° S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes;

Et si, en outre, le coupable ou l'un des coupables était porteur d'armes apparentes ou cachées. — *Pén.* 7, 15, 101, 381, 386.

Ancien art. 385. — *Sera également puni de la peine des travaux forcés à temps, tout individu coupable de vol commis, soit avec violence, lorsqu'elle n'aura laissé aucune trace de blessure ou de contusion et qu'elle ne sera accompagnée d'aucune autre circonstance, soit sans violence, mais avec la réunion des trois circonstances suivantes : — 1° Si le vol a été commis la nuit; — 2° S'il a été commis par deux ou plusieurs personnes; — 3° Si le coupable, ou l'un des coupables, était porteur d'armes apparentes ou cachées.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Vol et escroquerie*, 302 s., 461 s., 471 s

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v° *Vol et escroquerie*, 52 s, 77 s., 79 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

Art. 386. (*L.* 28 *avril* 1832.) Sera puni de la peine de la reclusion tout individu coupable de vol commis dans l'un des cas ci-après :

1° Si le vol a été commis la nuit, et par deux ou plusieurs personnes, ou s'il a été commis avec une de ces deux circonstances seulement, mais en même temps dans un lieu habité ou servant à l'habitation, ou dans les édifices consacrés aux cultes légalement établis en France;

2° Si le coupable ou l'un des coupables était porteur d'armes apparentes ou cachées, même quoique le lieu où le vol a été commis ne fût ni habité ni servant à l'habitation, et encore quoique le vol ait été commis le jour et par une seule personne;

3° Si le voleur est un domestique ou un homme de service à gages, même lorsqu'il aura commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trouvaient, soit dans la maison de son maître, soit dans celle où il l'accompagnait; ou si c'est un ouvrier, compagnon ou apprenti, dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître; ou un individu travaillant habituellement dans l'habitation où il aura volé;

4° Si le vol a été commis par un aubergiste, un hôtelier, un voiturier, un batelier ou un de leurs préposés, lorsqu'ils auront volé tout ou partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre. — *Pén.* 7, 21, 28, 381, 387, 390.

Ancien art. 386. — *Sera puni de la peine de la reclusion tout individu coupable de vol commis dans l'un des cas ci-après : — 1° Si le vol a été commis la nuit, et par deux ou plusieurs personnes, ou s'il a été commis avec une de ces deux circonstances seulement, mais en même temps dans un lieu habité ou servant à l'habitation ; — 2° Si le coupable, ou l'un des coupables, était porteur d'armes apparentes ou cachées, même quoique le lieu où le vol a été commis ne fût ni habité ni servant à l'habitation, ou encore quoique le vol ait été commis le jour et par une seule personne ; — 3° Si le voleur est un domestique ou un homme de service à gages, même lorsqu'il aura commis le vol envers des personnes qu'il ne servait pas, mais qui se trouvaient, soit dans la maison de son maître, soit dans celle où il l'accompagnait ; ou si c'est un ouvrier, compagnon ou apprenti, dans la maison, l'atelier ou le magasin de son maître ; ou un individu travaillant habituellement dans l'habitation où il aura volé ; — 4° Si le vol a été commis par un aubergiste, un hôtelier, un voiturier, un batelier ou un de leurs préposés, lorsqu'ils auront volé tout ou partie des choses qui leur étaient confiées à ce titre ; ou enfin si le coupable a commis le vol dans l'auberge ou l'hôtellerie dans laquelle il était reçu.*

R. v° *Vol et escroquerie*, 184 s. — **S.** *eod. v°*, 41 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 386, n°s 1 s.; et son **Suppl.**, n°s 5861 s.

1. Est compris dans la classe des gens de service a gages, dans le sens de l'art. 386-3° c. pén., le commis aux ecritures d'une maison de commerce. — Cr. c. 9 avr. 1892, D. P. 92. 1. 526.

2. Le vol qu'il commet dans la loge du concierge de l'usine où il est employé constitue le crime prévu et puni par l'art. 386-3° c. pén., de la compétence de la cour d'assises. — Même arrêt. — V. aussi Cr. r. 22 juin 1907, D. P. 1909. 1. 223.

3. Le conducteur d'un train de chemin de fer, chargé de reconnaître et de trier les bagages dans un fourgon, est le préposé du voiturier aux termes de l'art. 386, § 4, c. pén., et, dès lors, il est passible, en cas de vol, de la peine de la réclusion edictee par cet article. — Cr. c. 16 juill. 1903 et Cr. c. 14 avr. 1904, D. P. 1905. 1. 242.

V. *la loi du* **18** *avril* **1889**, *qui a limité à* **1000** *francs la responsabilité civile des aubergistes ou hôteliers pour les espèces monnayées et les valeurs ou titres au porteur de toute nature non déposés réellement entre leurs mains*, **C. civ.**, art. 1953.

Art. 387. (*L.* 13 *mai* 1863.) Les voituriers, bateliers ou leurs préposés qui auront altéré ou tenté d'altérer des vins ou toute autre espèce de liquides ou marchandises dont le transport leur avait été confié, et qui auront commis ou tenté de commettre cette altération par le mélange de substances malfaisantes, seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans et d'une amende de 25 francs à 500 francs.

Ils pourront, en outre, être privés des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code pendant cinq ans au moins et dix ans au plus; ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, *sous la surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années.

S'il n'y a pas eu mélange de substances malfaisantes, la peine sera un emprisonnement d'un mois à un an, et une amende de 16 francs à 100 francs. — *Pén.* 9, 11, 40, 44, 318; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 387. — *Les voituriers, bateliers ou leurs préposés, qui auront altéré des vins ou toute autre espèce de liquides ou de marchandises dont le transport leur avait été confié, et qui auront commis cette altération par le mélange de substances malfaisantes, seront punis de la peine portée au précédent article. — S'il n'y a pas eu mélange de substances malfaisantes, la peine sera un emprisonnement d'un mois à un an, et une amende de* 16 *francs à* 100 *francs.*

R. v° *Vol et escroquerie*, 289 s. — *Loi du* 13 *mai* 1863 : **D. P.** 63. 4. 79.

Art. 388. (*L.* 28 *avril* 1832.) Quiconque aura volé ou tenté de voler, dans les champs, des chevaux ou bêtes de charge, de voiture ou de monture, gros et menus bestiaux, ou des instruments d'agriculture, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 16 francs à 500 francs.

Il en sera de même à l'égard des vols de bois dans les ventes, et de pierres dans les carrières, ainsi qu'à l'égard du vol de poisson en étang, vivier ou réservoir.

Quiconque aura volé ou tenté de voler, dans les champs, des récoltes ou autres productions utiles de la terre, déjà détachées du sol, ou des meules de grains faisant partie de récoltes, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, et d'une amende de 16 francs à 200 francs.

Si le vol a été commis, soit la nuit, soit par plusieurs personnes, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, l'emprisonnement sera d'un an à cinq ans, et l'amende de 16 francs à 500 francs.

Lorsque le vol ou la tentative de vol de récoltes ou autres productions utiles de la terre, qui, avant d'être soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol, aura eu lieu, soit avec des paniers ou des sacs ou autres objets équivalents, soit la nuit, soit à l'aide de voitures ou d'animaux de charge, soit par plusieurs personnes, la peine sera d'un emprisonnement de quinze jours à deux ans, et d'une amende de 16 francs à 200 francs.

Dans tous les cas spécifiés au présent article, les coupables pourront, indépendamment de la peine principale, être interdits de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine. Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, *sous la surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années. — *Pén.* 9, 11, 40, 44, 444, 452, 457, 471-9°, 475; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 388. — *Quiconque aura volé, dans les champs, des chevaux ou bêtes de charge, de voiture ou de monture, gros et menus bestiaux, des instruments d'agriculture, des récoltes ou meules de grains faisant partie de récoltes, sera puni de la reclusion. — Il en sera de même à l'égard des vols de bois dans les ventes et de pierres dans les carrières, ainsi qu'à l'égard du vol de poisson en étang, vivier ou réservoir.*

R. v° *Vol et escroquerie*, 386 s. — **S.** *eod.* v°, 61 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 18 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 388, n°s 1 s.; et son **Suppl.**, n°s 5913 s.

1. En admettant que les grenouilles ne soient pas, à proprement parler, des poissons, dont le vol est réprimé par l'art. 388, § 2, c. pen., la capture de ces animaux dans le réservoir d'autrui doit au moins constituer le vol prévu par l'art. 401 c. pén — Bordeaux, 29 nov. 1893 (motifs), D. P. 94. 2. 86.

2. On entend par *productions utiles de la terre*, dans le sens de l'art. 388 c. pén., tous les produits de la végétation susceptibles d'offrir quelque utilité pour l'homme. — D. P. 90. 3. 24, note 2.

3 Ainsi, la soustraction d'algues marines déposées par la mer sur le terrain d'un particulier constitue le délit de vol dans les champs de récoltes et autres productions utiles de la terre, prévu et puni par l'art. 388 c. pen. — Trib. de Montpellier, 1er août 1888, D. P. 90. 3. 24.

4. Le fait d'avoir soustrait frauduleusement, à l'aide de paniers ou autres objets équivalents, des plants de vigne racines et non encore détachés du sol, constitue non le délit de vol prévu a l'art. 401 c. pen., mais le délit de maraudage réprimé par l'art. 388, § 5, c. pen. — Toulouse, 25 mai 1892, D. P. 93. 2. 51.

Art. 389. (*L.* 13 *mai* 1863.) Tout individu qui, pour commettre un vol,

aura enlevé ou tenté d'enlever des bornes servant de séparation aux propriétés, sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 16 francs à 500 francs.

Le coupable pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine, et être mis, par l'arrêt ou le jugement, *sous la surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années. — *Pén.* 9, 11, 40, 44, 456; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 389 [TEXTE DE 1810]. — *La même peine aura lieu, si, pour commettre un vol, il y a eu enlèvement ou déplacement de bornes servant de séparation aux propriétés.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *Sera puni de la reclusion celui qui, pour commettre un vol, aura enlevé ou déplacé des bornes servant de séparation aux propriétés.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Vol et escroquerie*, 455 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** v^is *Contravention*, 118 s, 241 s.; *Droit rural*, 216 s; *Régime forestier*, 268 s., 323 s.; *Dommage-destruction*, 131 s. — **D. P.** 63. 4. 79.

Art. 390. Est réputé *maison habitée*, tout bâtiment, logement, loge, cabane, même mobile, qui, sans être actuellement habité, est destiné à l'habitation, et tout ce qui en dépend, comme cours, basses-cours, granges, écuries, édifices qui y sont enfermés, quel qu'en soit l'usage, et quand même ils auraient une clôture particulière dans la clôture ou enceinte générale. — *Pén.* 381, 382, 386-1°, 392.

R. v° *Vol et escroquerie*, 302 s. — **S.** *eod.* v°, 52 s.

1. Les expressions de *maison habitée* ou *servant à l'habitation*, employées dans l'art. 390 c. pen., ne s'appliquent pas seulement aux édifices ou constructions ou serait établie l'habitation permanente et continuelle; et l'habitation, au sens de cet article, peut également résulter d'une demeure temporaire pour certains besoins, certaines affaires ou certains devoirs. — Cr. r. 22 mars 1889, D. P. 89, 1, 388.

2. Spécialement, les bureaux d'une maison de banque, où tout le personnel des employés se réunit quotidiennement pendant la plus grande partie de la journée, constituent un lieu habité ou servant à l'habitation, au sens légal de ce mot. — Même arrêt.

Art. 391. Est réputé *parc* ou *enclos*, tout terrain environné de fossés, de pieux, de claies, de planches, de haies vives ou sèches, ou de murs de quelque espèce de matériaux que ce soit, quelles que soient la hauteur, la profondeur, la vétusté, la dégradation de ces diverses clôtures, quand il n'y aurait pas de porte fermant à clef ou autrement, ou quand la porte serait à claire-voie et ouverte habituellement. — *Pén.* 384, 392, 451.

R. v° *Vol et escroquerie*, 329 s.

Art. 392. Les parcs mobiles destinés à contenir du bétail dans la campagne, de quelque matière qu'ils soient faits, sont aussi réputés enclos; et, lorsqu'ils tiennent aux cabanes mobiles ou autres abris destinés aux gardiens, ils sont réputés dépendants de maison habitée. — *Pén.* 390 s., 451.

R. v° *Vol et escroquerie*, 332.

Art. 393. Est qualifiée *effraction*, tout forcement, rupture, dégradation, démolition, enlèvement de murs, toits, planchers, portes, fenêtres,

serrures, cadenas, ou autres ustensiles ou instruments servant à fermer ou à empêcher le passage, et de toute espèce de clôture, quelle qu'elle soit. — *Pén.* 322, 381, 384, 394 s.

Art. 394. Les effractions sont extérieures ou intérieures.

Art. 395. Les effractions extérieures sont celles à l'aide desquelles on peut s'introduire dans les maisons, cours, basses-cours, enclos ou dépendances, ou dans les appartements ou logements particuliers.

Art. 396. Les effractions intérieures sont celles qui, après l'introduction dans les lieux mentionnés en l'article précédent, sont faites aux portes ou clôtures du dedans, ainsi qu'aux armoires ou autres meubles fermés.

Est compris dans la classe des effractions intérieures, le simple enlèvement des caisses, boîtes, ballots sous toile et corde, et autres meubles fermés, qui contiennent des effets quelconques, bien que l'effraction n'ait pas été faite sur le lieu.

R. v° *Vol et escroquerie*, 483 s. — **S.** *eod. v°*, 81 s.

Art. 397. Est qualifiée *escalade*, toute entrée dans les maisons, bâtiments, cours, basses-cours, édifices quelconques, jardins, parcs et enclos, exécutée par-dessus les murs, portes, toitures ou toute autre clôture.

L'entrée par une ouverture souterraine, autre que celle qui a été établie pour servir d'entrée, est une circonstance de même gravité que l'escalade. — *Pén.* 322, 381, 384.

R. v° *Vol et escroquerie*, 535 s. — **S.** *eod. v°*, 84 s.

Art. 398. Sont qualifiés *fausses clefs*, tous crochets, rossignols, passe-partout, clefs imitées, contrefaites, altérées, ou qui n'ont pas été destinées par le propriétaire, locataire, aubergiste ou logeur, aux serrures, cadenas, ou aux fermetures quelconques auxquelles le coupable les aura employées. — *Pén.* 381, 384, 399.

R. v° *Vol et escroquerie*, 568 s. — **S.** *eod. v°*, 85.

Art. 399. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque aura contrefait ou altéré des clefs sera condamné à un emprisonnement de trois mois à deux ans et à une amende de 25 francs à 150 francs.

Si le coupable est un serrurier de profession, il sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 500 francs.

Il pourra, en outre, être privé de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où il aura subi sa peine; il pourra aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, *sous la surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années.

Le tout, sans préjudice de plus fortes peines, s'il y échet, en cas de complicité de crime. — *Pén.* 9, 11, 40, 44.

Ancien art. 399. — *Quiconque aura contrefait ou altéré des clefs, sera condamné à un emprisonnement de trois mois à deux ans, et à une amende de* 25 *francs à* 150 *francs. — Si le coupable est un serrurier de profession, il sera puni de la reclusion. — Le tout sans préjudice de plus fortes peines, s'il y échet, en cas de complicité de crime.*

R. v° *Vol et escroquerie*, 579 s. — *Loi du* 13 *mai* 1863 : **D P.** 63. 4. 79.

Art. 400. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.

Quiconque, à l'aide de la menace, écrite ou verbale, de révélations ou d'imputations diffamatoires, aura extorqué ou tenté d'extorquer, soit la remise de fonds ou valeurs, soit la signature ou remise des écrits énumérés ci-dessus, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 50 francs à 3 000 francs.

Le saisi qui aura détruit, détourné ou tenté de détruire ou de détourner des objets saisis sur lui et confiés à sa garde, sera puni des peines portées en l'article 406.

Il sera puni des peines portées en l'article 401, si la garde des objets saisis et qu'il aura détruits ou détournés ou tenté de détruire ou de détourner avait été confiée à un tiers.

Les peines de l'article 401 seront également applicables à tout débiteur, emprunteur ou tiers donneur de gage qui aura détruit, détourné ou tenté de détruire ou de détourner des objets par lui donnés à titre de gages.

Celui qui aura recélé sciemment les objets détournés, le conjoint, les ascendants et descendants du saisi, du débiteur, de l'emprunteur ou tiers donneur de gage qui l'auront aidé dans la destruction, le détournement ou dans la tentative de destruction ou de détournement de ces objets, seront punis d'une peine égale à celle qu'il aura encourue. — *Pén.* 7, 9, 28, 40, 44, 62, 380; *Civ.* 1112; *Pr.* 596; *Com.* 594.

Ancien art. 400. [TEXTE DE 1810.] — *Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *Quiconque aura extorqué par force, violence ou contrainte, la signature ou la remise d'un écrit, d'un acte, d'un titre, d'une pièce quelconque contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni de la peine des travaux forcés à temps — Le saisi qui aura détruit, détourné ou tenté de détourner des objets saisis sur lui et confiés à sa garde, sera puni des peines portées en l'article 406. — Il sera puni des peines portées en l'article 401, si la garde des objets saisis et par lui détruits ou détournés avait été confiée à un tiers. — Celui qui aura recélé sciemment les objets détournés, le conjoint, les ascendants et descendants du saisi qui l'auront aidé dans la destruction ou le détournement de ces objets, seront punis d'une peine égale à celle qu'il aura encourue.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** v° *Vol et escroquerie*, 587 s., 674 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 400, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 6000 s.

1. La menace de publications diffamatoires, quoique déguisée sous des réticences, dissimulée sous des artifices de langage, n'en constitue pas moins l'un des éléments du délit prévu par l'art 400, § 2, c. pén, lorsqu'elle a exercé une pression sur le tiers et a entraîné le payement d'une somme d'argent. — Cr. r. 10 mars 1893, D. P. 95. 1. 302. — Cr. r. 7 déc. 1900, D. P. 1901. 1. 512.

2. Tout indirecte ou dissimulée sous des

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863. **S.** v° *Vol et escroquerie*, 87 s, 104 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 26 s. — **D. P.** 63. 4. 79. — **V.** aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, nos 6000 s.

artifices de forme qu'ait été la menace verbale ou écrite de révélations diffamatoires, le délit d'extorsion de remise de fonds existe également du moment où les fonds n'ont été versés par la victime que pour éviter de voir son nom compromis par des imputations diffamatoires insérées dans une publication périodique créée dans un but de honteuse spéculation. — Cr. r. 10 déc. 1886 et 7 janv. 1887, D. P. 87. 1. 364.

3. Il en est notamment ainsi ... lorsque, pour recruter des abonnements à une feuille destinée a publier la liste des protêts dressés par les huissiers de Paris, l'auteur de cette publication promet d'y omettre le nom de ses souscripteurs. — Même arrêt.

4... Ou lorsque, en insérant dans un journal des articles diffamatoires contre un particulier, on y joint une invitation clairement faite d'avoir à trouver le moyen de les faire cesser. — Cr. r. 7 janv. 1887, precite.

5. On ne peut voir dans l'allegation, devant un tiers, avec la volonte qu'il la repete a l'intéressé, d'une créance même mensongère, rien qui implique la pensee, manifeste et sans equivoque, d'une menace de revelation ou d'imputation diffamatoire. — Agen, 16 mars 1894, D. P. 94. 2. 535.

6. De même, le fait de demander le versement d'une somme d'argent comme condition du desistement d'une plainte deja deposée ne saurait, quelque blâmable qu'il soit, constituer la menace de revelations ou d'imputations diffamatoires, la plainte, qui pouvait contenir ces revélations ou imputations diffamatoires, ayant precedé la demande d'argent. — Cr. r. 2 avr. 1897, D. P. 98. 1. 150.

7. Le delit d'extorsion de fonds ou de chantage ne résulte que des menaces faites de mauvaise foi, dans un but de cupidité illégitime ou ayant pour objet des revelations ou des imputations diffamatoires. — Cr. r. 2 avr. 1897, D. P. 98. 1. 150 — V. aussi Paris, 18 mai 1896, D. P. 97. 2. 321.—Paris, 4 nov. 1896, D. P. 1903. 2. 89. — Cr. c. 22 dec. 1906, D. P. 1907. 1. 367,

8. Il importe peu, d'ailleurs, que le fait diffamatoire soit exact et non calomnieux ; il suffit que la menace d'en faire la dénonciation constitue une violence morale suffisante pour aboutir à une extorsion. — D. P. 98. 1. 150, note 1.

9. Il n'y a pas tentative du délit de chantage punissable aux termes de l'art. 400 c. pen, lorsque la menace de révelation ou d'imputation diffamatoire a fin d'extorsion de fonds n'est pas parvenue à la personne qu'elle visait, spécialement parce que celui qui etait charge de l'adresser a cette personne n'en a rien fait. — Agen, 16 mars 1894, D. P. 91. 2. 535.

10. Le saisi qui detourne les objets mis sous la main de justice commet le delit prévu par l'art. 400, § 3, alors même que la saisie est nulle ; à condition, bien entendu, qu'elle presente au moins les caractères exterieurs d'un acte regulier et qu'elle soit l'œuvre d'un officier public ayant qualite pour l'accomplir. — Cr. r. 18 juill. 1895, D. P. 96. 1. 55-56. — Trib. corr. de Bayonne, 13 fevr. 1905, D. P. 1905. 5. 6.

11. En tout cas, pour que le delit de detournement d'objets saisis soit consommé, il n'est pas necessaire que les formalités de procedure exigees par la loi pour que l'acte de l'autorité publique produise tous ses effets aient été accomplies. — Cr. c. 8 nov. 1894, D. P. 96. 1. 55. — Cr. r. 18 juill. 1895, *ibid.* — Comp. Cr. r. 29 nov. 1888, *Bull. crim.*, n° 311. — Cr. c. 10 janv. 1903, D. P. 1901. 1. 379.

12. Un saisi se rend coupable du delit de détournement d'objets saisis, lorsque, sans prévenir le gardien des objets saisis, il a enlevé un objet compris dans la saisie et a essayé de le vendre, encore bien qu'il n'ait pas reussi dans cette vente, si son echec à cet égard vient de ce qu'il n'a pu s'entendre sur le prix avec le futur acquéreur. — Lyon, 27 juin 1899, D. P. 1900. 2. 127.

13. Les dispositions de l'art. 400 c. pen, qui reprriment le detournement par le saisi des objets saisis sur lui-même et le recel des objets ainsi detournes, sont applicables au cas de sequestre judiciaire. — Cr. c 10 janv. 1903, D. P. 1904. 1. 379.

14. Les condamnations prononcees par application de l'art. 400, § 2, c. pen., pour extorsion ou tentative d'extorsion de fonds, n'entraînent aucune incapacite électorale. — Civ. r. 2 janv. 1900, D. P. 1901. 1. 33.

Art. 401. Les autres vols non spécifiés dans la présente section, les larcins et filouteries, ainsi que les tentatives de ces mêmes délits, seront punis d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et pourront même l'être d'une amende qui sera de 16 francs au moins et de 500 francs au plus.

Les coupables pourront encore être interdits des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine.

Ils pourront aussi être mis, par l'arrêt ou le jugement, *sous la surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années.

(*L.* 26 *juillet* 1873.) Quiconque, sachant qu'il est dans l'impossibilité absolue de payer, se sera fait servir des boissons ou des aliments qu'il aura

consommés, en tout ou en partie, dans des établissements à ce destinés, sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et de six mois au plus, et d'une amende de 16 francs au moins et de 200 francs au plus. — *Pén.* 3, 9, 11, 40, 44, 379, 380, 388, 463; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

R. v° *Vol et escroquerie*, 659 s. — **S.** *cod.* v°, 99 s. — *Loi du 26 juillet* 1873 **D. P.** 73. 4 94.

1. Bien que l'art. 716 c. civ. attribue la moitie du trésor trouve dans le fonds d'autrui a celui qui l'a decouvert, l'inventeur commet le delit de vol quand il s'approprie la totalité du tresor frauduleusement et à l'insu du proprietaire du fonds. — Cr. r. 3 mars 1894, D. P. 98. 1. 284.

2. La loi du 16 juill. 1873 ne s'applique pas au fait de consommer des boissons ou des aliments, en sachant qu'on est dans l'impossibilite de payer ces dépenses, si le consommateur est logé dans l'hôtel où il a pris sa nourriture. — Trib corr Narbonne, 2 fevr. 1891, S v° *Vol et escroq*, 101.

3. Mais le delit de filouterie d'aliments est consomme par le fait de se faire servir, sans avoir de ressources pour payer, un repas dans une auberge tenue par une personne dont on n'est pas connu, et le fait d'avoir couche dans une auberge, après y avoir consomme les aliments sans pouvoir les payer, ne fait pas disparaitre la criminalite du délit. — Agen, 21 dec. 1892, D. P. 93. 2. 260.

SECTION II.

Banqueroutes, escroqueries, et autres espèces de fraudes.

§ 1er. — Banqueroute et escroquerie.

Art. 402. Ceux qui, dans les cas prévus par le Code de commerce, seront déclarés coupables de banqueroute, seront punis ainsi qu'il suit :

Les banqueroutiers frauduleux seront punis de la peine des travaux forcés à temps;

Les banqueroutiers simples seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins et de deux ans au plus. — *Pén.* 7, 9, 28, 40; *Com.* 584, 585 s., 591 s.

Art. 403. Ceux qui, conformément au Code de commerce, seront déclarés complices de banqueroute frauduleuse, seront punis de la même peine que les banqueroutiers frauduleux. — *Pén.* 59 s.; *Com.* 593 s.

Art. 404. Les agents de change et courtiers qui auront fait faillite, seront punis de la peine des travaux forcés à temps; s'ils sont convaincus de banqueroute frauduleuse, la peine sera celle des travaux forcés à perpétuité. — *Pén.* 7, 15, 28; *Com.* 74 s., 89, 591.

R. v° *Faillite*, 1383 s. — **S.** *cod.* v°, 1394 s.

Art. 405. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer, ou aura tenté de se faire remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un empri-

sonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 50 francs au moins et de 3 000 francs au plus.

Le coupable pourra être, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code ; le tout, sauf les peines plus graves s'il y a un crime de faux. — *Pén.* 9, 40, 147 s., 165.

Ancien art. 405. — *Quiconque, soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités, soit en employant des manœuvres frauduleuses pour persuader l'existence de fausses entreprises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou pour faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique, se sera fait remettre ou délivrer des fonds, des meubles ou des obligations, dispositions, billets, promesses, quittances ou décharges, et aura, par un de ces moyens, escroqué ou tenté d'escroquer la totalité ou partie de la fortune d'autrui, sera puni d'un emprisonnement d'un an au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 50 francs au moins et de 3 000 francs au plus. — Le coupable pourra être, en outre, à compter du jour où il aura subi sa peine, interdit, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code : le tout, sauf les peines plus graves, s'il y a crime de faux.*

§ 1 Législation antérieure a la loi du 13 mai 1863 : **R.** v° *Vol et escroquerie*, 710 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 405, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 6100 s.

§ 2. Loi du 13 mai 1863 : **S.** v° *Vol et escroquerie*, 117 s. — **D. P.** 63 4. 79. — **V.** aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, nos 6100 s.

1. L'usage d'un faux nom pour obtenir la remise ou la delivrance de fonds, meubles, obligations, etc, suffit, independamment de toute manœuvre frauduleuse, pour constituer le delit d'escroquerie. — Cr. r. 26 nov. 1891, D. P. 92. 1. 252 — Cr. r. 15 nov. 1895, D. P. 96. 1. 143. — Cr r. 7 dec. 1895, *ibid.*

2. L'arrêt qui prononce une condamnation pour delit d'escroquerie en se bornant à déclarer que le prevenu a fait usage de faux noms ou de fausses qualites, sans indiquer les noms ou qualites usurpes, ni les circonstances dans lesquelles ils l'ont été, manque de base légale. — Cr. c. 5 janv. 1895, D. P. 95. 1. 302.

3. Le banquier qui, se presentant à des clients comme intermediaire pour l'exécution d'ordres de bourse dont il faisait en realite la contre-partie, se fait remettre, a l'aide de cette fausse qualite, certaines sommes d'argent, et notamment des frais de courtage, se rend coupable du delit d'escroquerie prévu et puni par l'art. 405 c. pén. — Cr. c. 16 fevr. 1907, et Cr. r. 12 mars 1909, D. P 1909. 1. 201-203 et la note de M. Lacour. — V. aussi Req. 28 mars 1904, D P. 1905. 1. 65. — Paris, 6 dec. 1904, 22 mars, 3 mai et 11 nov. 1905, D. P. 1906. 2. 17.

4. L'intervention, même imaginaire, d'un tiers peut être considérée comme manœuvre frauduleuse. — Cr. r. 9 nov. 1901, D. P. 1902. 1. 235.

5. Des allégations mensongères, isolees de tout acte extérieur, de tout fait matériel, de toute machination ou mise en scène ne sont point des manœuvres et par consequent sont insuffisantes pour caractériser le delit d'escroquerie. — Cr. c. 26 nov. 1891, D. P. 92. 1. 252. — Cr. r. 6 juill. 1893, 2 mars, 26 juill. 1894, 17 janv., 1er août 1895, D. P. 96. 1. 219. — Cr. r. 11 nov. 1897, D. P. 98. 1. 255. — Cr. c. 4 fevr. 1898, D. P. 99. 1. 584. — Cr. r. 5 sept. 1901, D. P. 1903. 1. 103.

6. On ne saurait voir les manœuvres frauduleuses caractéristiques du delit d'escroquerie dans le fait par un commis-voyageur, representant à la commission d'une maison de commerce, d'avoir à diverses reprises transmis à cette maison des ordres fictifs et de s'être ainsi fait remettre une somme d'argent à valoir sur ses commissions, alors qu'il n'est relevé aucune circonstance, aucun fait exterieur ou acte matériel, aucune mise en scène ou intervention d'un tiers de nature à donner force et crédit aux allegations mensongères renfermees dans les lettres du prevenu. — Cr. c. 8 févr. 1900, D. P. 1900. 1. 216. — Cr. c. 30 mars 1901, D. P. 1904. 1. 381.

7. Une déclaration mensongère faite devant notaire par les fondateurs d'une societe relativement à la constitution reguliere de la societe, à la souscription integrale des actions et au versement du quart, n'ayant exercé aucune influence sur le cours des actions, ne peut être retenue comme un élément du delit d'escroquerie dont ces fondateurs se seraient rendus coupables, en achetant et revendant à des cours fictifs des actions de la société. — Bourges, 2 août 1888, D. P. 89. 2. 49.

8. Des discours mensongers adresses

par le président du conseil d'administration d'une société aux actionnaires réunis en assemblee générale ne constituent pas une manœuvre frauduleuse dans le sens de l'art. 405 c. pén., lorsqu'ils ne sont pas accompagnes d'actes exterieurs destinés à leur donner credit. — Même arrêt.

9. Les manœuvres constitutives du delit d'escroquerie ne sauraient être relevées à la charge de celui qui, bien qu'etant dans l'impossibilité absolue de faire face à ses engagements, a déterminé le vendeur d'un fonds de commerce à lui en faire la cession, en employant, pour se créer vis-à-vis de celui-ci une apparence de solvabilité, des mensonges confirmes par des tiers parmi lesquels s'en trouvait un indiqué par lui comme référence. — Cr. c. 15 déc. 1900, D. P. 1902. 1. 485.

10. Des promesses mensongères ne suffisent pas pour constituer des manœuvres frauduleuses au sens de l'art. 405 c. pen.; il faut qu'il s'y joigne des actes exterieurs de nature à donner crédit à ces promesses, et, si ces actes extérieurs ne sont pas spécifies dans l'arrêt de condamnation, la cassation doit s'ensuivre pour defaut de motifs. — Cr. c. 23 fevr. 1889, D. P. 89. 5. 237.

11. Celui qui se fait remettre des sommes d'argent à titre de cautionnement, par des employés attires chez lui par des annonces mensongeres, commet le delit d'escroquerie et tombe sous le coup de l'art. 405 c. pén. — Cr. r. 23 mars 1901, D. P. 1902. 1. 414.

12. Le fait de produire des contrats de publicité fictifs, ayant eu pour resultat la remise de sommes d'argent, lesquelles représentaient les commissions auxquelles ces contrats paraissaient donner droit, constitue par lui-même la manœuvre frauduleuse de nature à persuader l'existence de fausses entreprises, caractéristique du delit d'escroquerie. — Cr. r. 21 nov. 1902, D. P. 1904. 1. 388.

13. La remise d'un gage sans valeur qui a déterminé le versement d'une somme d'argent suffit à constituer le delit d'escroquerie. — Cr. r. 19 juill. 1889, D. P. 90. 1. 192. — Cr. r. 19 juill. 1894, *Bull. crim*, nº 187. — Cr. r 22 nov. 1901, D. P. 1904. 1. 351. — Cr. r. 11 fevr. 1904, D. P 1904. 1. 249. — *Contrà :* Cr. r. 12 mai 1893, D. P. 95. 1. 300 — Cr. c. 4 mars 1898, D. P. 99. 1. 59.

14. On doit voir dans ces éléments de fait une demande de prêt d'argent à effectuer contre le depôt en garantie d'une pierre, présentee verbalement et par ecrit comme ayant une valeur qu'elle n'avait pas en réalite ; mais on ne saurait considérer la remise de ce faux brillant et cet acte de nantissement comme constituant une mise en scène, ayant eu pour objet et pour resultat de corroborer l'allégation mensongère du prevenu et impliquant ainsi l'emploi de manœuvres frauduleuses caractéristiques du délit d'escroquerie. — Même arrêt.

15. Le jeu de *bonneteau* loyalement pratiqué ne tombe pas sous l'application de l'art. 405 c. pen., par cela seul qu'il a lieu entre un banquier tenant les cartes avec dexterité et un joueur peu experimenté. — Cr. c. 16 mars 1899, D. P. 99. 1 583.

16. Il en est differemment quand les juges du fond relevent, à l'encontre du teneur de cartes, des manœuvres frauduleuses faisant dégénérer le jeu en escroquerie ; la tricherie constitue une manœuvre de cette nature. — Douai, 13 fevr. 1901, D. P. 1903. 2. 55, et la note. — Cr. c. 17 mars 1906, D. P. 1908. 1. 231.

17. Le seul fait de présenter à l'escompte des traites pour lesquelles il n'existe pas de provision ou une provision insuffisante entre les mains du tire, ne suffit pas à constituer le délit d'escroquerie. — Paris, 17 mai 1888, D. P. 89. 2. 95.

18. Mais il en serait autrement si le prevenu s'était livre à des manœuvres frauduleuses pour faire croire à la realité de la provision, ou si les traites presentees à l'escompte avaient été revêtues d'une acceptation paraissant émaner d'un négociant solvable, alors qu'elle n'émanait que d'un homonyme sans credit. — Même arrêt.

19. Celui qui, reclamant à un bureau de poste, comme lui étant destiné, un pli chargé adresse à un homonyme, produit son livret militaire dans le but de se faire passer pour le véritable destinataire du pli, commet une manœuvre frauduleuse, lui attribuant un crédit imaginaire et devant avoir pour conséquence, en induisant en erreur l'employé des postes, d'amener celui-ci à lui délivrer le pli charge. — Cr. r. 5 sept. 1901, D. P. 1903. 1. 103.

20. Le fait de voyager gratuitement en chemin de fer, à l'aide d'un permis de circulation appartenant à un tiers, ne tombe pas sous le coup de l'art. 405. — Cr. r. 3 janv. 1895, D. P. 95. 1. 374.

21. La promesse, non de procurer la decoration, mais de donner, moyennant la remise d'une somme d'argent, l'appui de ses recommandations, de ses demarches et de son influence à une candidature, eût-elle pour objet la croix de la Legion d'honneur, ne rentre pas dans la catégorie des manœuvres constitutives du délit d'escroquerie, alors que les demarches et recommandations promises pouvaient être faites, et que rien n'etablit qu'elles ne dussent pas l'être. — Paris, 26 avr. 1883, D. P. 88. 2. 159.

22. On doit voir une manœuvre tendant

à obtenir une *quittance ou décharge* au sens de l'art. 405 c. pén, dans l'envoi par le débiteur au créancier d'une lettre recommandée declarant faussement qu'elle contient un billet de banque, et que, des lors, le débiteur est quitte de sa dette. — Cr. r. 2 mars 1894, D. P. 96. 1. 219.

§ 2. — Abus de confiance.

Art. 406. Quiconque aura abusé des besoins, des faiblesses ou des passions d'un mineur, pour lui faire souscrire, à son préjudice, des obligations, quittances ou décharges, pour prêt d'argent ou de choses mobilières, ou d'effets de commerce ou de tous autres effets obligatoires, sous quelque forme que cette négociation ait été faite ou déguisée, sera puni d'un emprisonnement de deux mois au moins, de deux ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts qui seront dus aux parties lésées, ni être moindre de 25 francs.

La disposition portée au second paragraphe du précédent article, pourra de plus être appliquée. — *Pén.* 9, 40, 42, 405; *Civ.* 1149.

R. v° *Abus de confiance*, 4 s. — **S.** *eod* v°, 4 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 1 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 406, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 6329 s.

1. Le delit d'abus des faiblesses ou des passions d'un mineur n'existe qu'autant que les obligations souscrites par le mineur l'ont été pour prêt d'argent ou de choses mobilières ou d'effets de commerce, ou de tous autres effets obligatoires, sous quelque forme, d'ailleurs, que cette negociation ait ete faite ou deguisée. — Paris, 16 juin 1887, D. P. 88. 2. 44. — V. aussi Poitiers, 15 juill. 1887, D. P. 88 2. 31

2. En consequence, ne se rend pas coupable de ce délit celui a qui des obligations ont ete souscrites par pure libéralite, bien qu'il ait abuse, pour les obtenir, des faiblesses du mineur. — Paris, 16 juin 1887, précite.

3. L'amende afferente au delit d'abus de confiance etant fixee, au minimum, à 25 fr et, pour le maximum, au quart des restitutions et dommages-interêts dus a la partie lésée, le jugement qui condamne à une amende supérieure à 25 fr. sans évaluer les dommages causés par le délit, manque de base legale — Cr. c. 2 mai 1893, D. P. 94. 1. 251. — Cr. c. 29 juill 1893, D. P. 95. 1. 56. — Cr. c. 10 août 1894, *ibid* — Cr. c. 23 août 1894, *ibid.* — Cr. c. 11 mai 1895, D. P. 97. 1. 425. — Cr. c. 7 nov. 1895, D. P. 96. 1. 224.

4. Et l'evaluation du dommage doit être faite même quand il n'y a pas partie civile en cause. — Cr. c. 29 juill. 1893, 10 et 23 août 1894, precites.

5. Le delit d'abus de confiance étant puni cumulativement de l'emprisonnement et de l'amende, le jugement qui ne condamne qu'a l'emprisonnement, sans déclarer qu'il accorde les circonstances attenuantes, doit être casse en ce qu'il a omis d'edicter la peine de l'amende — Cr. c. 25 oct. 1895, D. P. 97. 1. 425.

Art. 407. Quiconque, abusant d'un blanc-seing qui lui aura été confié, aura frauduleusement écrit au-dessus une obligation ou décharge, ou tout autre acte pouvant compromettre la personne ou la fortune du signataire, sera puni des peines portées en l'article 405.

Dans le cas où le blanc-seing ne lui aurait pas été confié, il sera poursuivi comme faussaire et puni comme tel. — *Pén.* 145, 151.

R. v° *Abus de confiance*, 22 s. — **S.** *eod.* v°, 11 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 407, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 6347 s.

1. L'individu qui inscrit un acte sur une feuille de papier timbré portant en blanc la signature d'un tiers ne commet pas le delit d'abus de blanc-seing, prévu par l'art 407, § 1, c. pen., mais commet le crime de faux en écriture privee prevu par l'art 407, § 2, c. pén., alors que la feuille de papier timbré ne lui a pas éte confiee par le tiers pour qu'il en fasse usage en tant que blanc-seing. — Douai, 17 nov. 1897, D. P. 99. 2. 31.

2. La remise d'un blanc-seing ne peut

être prouvée que conformément aux règles du code civil, lorsqu'il n'est pas établi qu'elle ait été le résultat de la fraude; par suite, lorsque le contrat porte au blanc-seing est d'une valeur indéterminée, et qu'il n'existe pas de commencement de preuve par écrit, la preuve par témoins est inadmissible. — Angers, 12 juill. 1907, D. P. 1907. 2. 398.

Art. 408. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, de nantissement, de prêt à usage, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'article 406.

Si l'abus de confiance prévu et puni par le précédent paragraphe a été commis par un officier public ou ministériel, ou par un domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti, au préjudice de son maître, la peine sera celle de la reclusion.

Le tout, sans préjudice de ce qui est dit aux articles 254, 255 et 256, relativement aux soustractions et enlèvements de deniers, effets ou pièces, commis dans les dépôts publics. — *Pén.* 7, 9, 21, 28, 40, 254 s., 386.

Ancien art. 408. [TEXTE DE 1810.] — *Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice du propriétaire, possesseur ou détenteur, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de dépôt ou pour un travail salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées dans l'article* 406. — *Le tout sans préjudice de ce qui est dit aux articles* 254, 255 *et* 256, *relativement aux soustractions et enlèvements de deniers, effets ou pièces, commis dans les dépôts publics.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *Quiconque aura détourné ou dissipé, au préjudice des propriétaires, possesseurs ou détenteurs, des effets, deniers, marchandises, billets, quittances ou tous autres écrits, contenant ou opérant obligation ou décharge, qui ne lui auraient été remis qu'à titre de louage, de dépôt, de mandat, ou pour un travail salarié ou non salarié, à la charge de les rendre ou représenter, ou d'en faire un usage ou un emploi déterminé, sera puni des peines portées en l'article* 406. — *Si l'abus de confiance prévu et puni par le précédent paragraphe a été commis par un domestique, homme de service à gages, élève, clerc, commis, ouvrier, compagnon ou apprenti, au préjudice de son maître, la peine sera celle de la reclusion. — Le tout sans préjudice de ce qui est dit aux articles* 254, 255 *et* 256, *relativement aux soustractions et enlèvements de deniers, effets ou pièces commis dans les dépôts publics.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** V° *Abus de confiance*, 59 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 408, nos 1 s ; et son **Suppl.**, nos 6368 s.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** V° *Abus de confiance*, 19 s. — **D. P.** 63. 4. 79. — **V.** aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, nos 6368 s.

1. Le jugement qui condamne un inculpé pour abus de confiance doit préciser la nature du contrat en vertu duquel a eu lieu la remise de l'objet détourné; il ne suffit pas qu'il indique que cet objet a été remis à titre de dépôt ou de mandat. — Toulouse, 9 juill. 1891, D. P. 94. 2. 138. — Cr. c. 18 juill. et 5 déc. 1891, D. P. 92. 1. 172 et 368. — Cr. c. 24 mars 1893, D. P. 94. 1. 373. — Cr. c. 17 nov. 1894, D. P. 97. 1. 425. — Cr. c. 29 juin 1906, D. P. 1907. 1. 389.

2. Il y a délit d'abus de confiance dans le fait de détourner frauduleusement un objet reçu à titre de louage, alors même que le prix du louage n'a pas été déterminé dans la convention, s'il a été stipulé que ce prix serait fixé ultérieurement. — Cr. r. 8 déc. 1893, D. P. 97. 1. 425.

3. Le colon partiaire qui, à l'expiration de son bail, doit laisser un fonds de bétail de même nature et de même valeur estimative, commet un abus de confiance s'il est, à l'expiration du bail, dans l'impossibilité, à raison de ventes de bétail consenties par lui à l'insu du propriétaire, de représenter la totalité du cheptel, sans être non plus en mesure de remettre au

propriétaire le produit de la vente partielle, dont il s'est approprié le prix. — Cr. r. 11 mai 1901, D. P. 1902. 1. 414.

4. Le creancier qui s'approprie la totalite d'une somme qu'il a saisie-arrêtee et qui ne lui avait éte remise qu'a la charge de la répartir entre lui et un autre créancier saisissant, se rend coupable du delit d'abus de confiance. — Cr. r. 25 nov. 1897, D. P. 98. 1. 282.

5. L'individu auquel ont été confiees des marchandises qui lui ont éte remises à titre d'echantillons, afin de lui permettre de les présenter à ses clients personnels et d'arriver par ce moyen à la vente d'un lot plus considérable de ces mêmes marchandises, doit être considéré comme un véritable mandataire · on prétendrait à tort que la remise de ces marchandises a été faite non à titre de mandat, mais à titre de vente conditionnelle. — Cr. r. 21 avr. 1898, D. P. 98. 1. 433.

6. La prolongation de jouissance de la chose louée au dela du terme convenu n'est pas par elle-même un delit. — Cr. r. 21 oct. 1897, D. P. 98. 1. 315.

7. L'existence du délit d'abus de confiance n'est pas nécessairement subordonnée à une mise en demeure de restituer adressée à l'auteur du détournement — Cr. r. 10 août 1893, D. P. 97. 1. 425. — Cr. r. 3 janv. 1895, D. P. 95. 1. 375. — Cr. c. 12 févr. 1898, D. P. 99. 1. 610. — Cr. r. 15 dec. 1898, D. P. 99. 1. 611.

8. Il suffit que le détournement ait été commis avec intention frauduleuse. — Cr. r. 10 août 1893 et 15 déc. 1898, précités.

9. L'acceptation par les plaignants de traites payables à un certain délai, à défaut du remboursement des fonds confiés au prevenu, ne peut faire disparaître le delit, lorsque l'arrêt declare souverainement qu'il y avait là, dans les circonstances de la cause, non une novation, mais une combinaison que le prévenu avait fait accepter par ses mandants pour prolonger l'erreur dans laquelle il les entretenait. — Cr. r. 3 janv. 1889, D. P. 89. 1. 319.

10. La novation de la dette, opérée postérieurement à la poursuite pour abus de confiance, demeure sans influence au point de vue de la poursuite. — Cr. r. 16 déc 1893, D. P. 94. 1. 574.

11. Ainsi, l'abus de confiance reproché à une personne ne cesse point d'exister, lorsque les fonds qui lui ont éte remis originairement à titre de mandat se sont trouvés, après les poursuites, et par suite d'une novation, détenus par la même personne à un autre titre — Même arrêt.

12. Le juge de répression, étant compétent pour statuer sur l'exception de compte invoquée par le prevenu d'un delit d'abus de confiance, peut, par cela même, apprecier si cette exception est legitime ou n'est au contraire qu'un moyen dilatoire destiné à masquer l'impossibilite ou le refus de restituer. — Cr. r. 31 oct. 1895, D. P. 97. 1. 425.

13 Le jugement qui se borne à constater le détournement et la dissipation des sommes confiees, sans mentionner l'intention frauduleuse, ne releve pas suffisamment tous les éléments constitutifs du délit d'abus de confiance. — Cr. c. 15 nov. 1894, D. P. 97. 1. 425.

14. Mais l'intention frauduleuse est suffisamment constatee par la déclaration de culpabilite. — Cr. r. 10 août 1893, D. P. 97. 1. 425.

15. Le fait par le maître de donner des arrhes et par le domestique de les recevoir au moment de la conclusion du louage de services constitue un contrat *sui generis* dont l'inexécution par l'une des parties peut motiver de la part de l'autre une action en dommages-intérêts ; mais ce contrat ne rentre pas dans la catégorie de ceux dont la violation entraîne, aux termes de l'art. 408 c. pén., les peines de l'abus de confiance. — Poitiers, 8 nov. 1905, D. P. 1906. 5. 21.

16. Le fait de ne rendre sur un billet de banque qu'on a reçu pour en donner la monnaie qu'une somme inférieure à la valeur de ce billet ne constitue : ... ni le délit de vol. — Pau, 8 juill. 1893, D. P. 95. 2. 172. — V. la note 1 sous Paris, 18 juin 1887, D. P. 88 2. 44, et les notes 1 et 2 sous Toulouse, 15 dec. 1893, D. P. 95. 2. 134.

17. ... Ni le delit d'abus de confiance par violation de depôt. — Pau, 8 juill. 1893, précite.

18. Mais il constitue le delit d'abus de confiance par violation de mandat. — Pau, 8 juill. 1893, précité — Riom, 31 mars 1886, D. P. 95. 2. 172, note 3. — Comp. Rouen, 7 mars 1890, D. P. 91. 2. 300

Art. 409. Quiconque, après avoir produit, dans une contestation judiciaire, quelque titre, pièce ou mémoire, l'aura soustrait de quelque manière que ce soit, sera puni d'une amende de 25 francs à 300 francs.

Cette peine sera prononcée par le tribunal saisi de la contestation. — *Pén.* 9, 52; *Instr.* 504, 505; *Pr.* 188 s.

. V° *Abus de confiance*, 219 s

§ 3. — Contravention aux règlements sur les maisons de jeux, les loteries et les maisons de prêt sur gage.

Art. 410. Ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard, et y auront admis le public, soit librement, soit sur la présentation des intéressés ou affiliés, les banquiers de cette maison, tous ceux qui auront établi ou tenu des loteries non autorisées par la loi, tous administrateurs, préposés ou agents de ces établissements, seront punis d'un emprisonnement de deux mois au moins et de six mois au plus, et d'une amende de 100 francs à 6000 francs.

Les coupables pourront être de plus, à compter du jour où ils auront subi leur peine, interdits, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus, des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code.

Dans tous les cas, seront confisqués tous les fonds ou effets qui seront trouvés exposés au jeu ou mis à la loterie, les meubles, instruments, ustensiles, appareils employés ou destinés au service des jeux ou des loteries, les meubles et les effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés. — *Pén.* 9, 11, 40, 475-5°, 477.

R. v° *Jeu-pari*, 1, 63 s. — **S.** *eod. v°*, 57 s.

Loi du 21 mai 1836,

Portant prohibition des loteries (**R.** v° *Loterie*, p. 260).

Art. 1er. Les loteries de toute espèce sont prohibées.

2. Sont réputées loteries et interdites comme telles,

Les ventes d'immeubles, de meubles ou de marchandises effectuées par la voie du sort, ou auxquelles auraient été réunies des primes ou autres bénéfices dus au hasard, et généralement toutes opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort.

3. La contravention à ces prohibitions sera punie des peines portées à l'article 410 du Code pénal.

S'il s'agit de loteries d'immeubles, la confiscation prononcée par ledit article sera remplacée, à l'égard du propriétaire de l'immeuble mis en loterie, par une amende qui pourra s'élever jusqu'à la valeur estimative de cet immeuble.

En cas de seconde ou ultérieure condamnation, l'emprisonnement et l'amende portés en l'article 410 pourront être élevés au double du maximum.

Il pourra, dans tous les cas, être fait application de l'article 463 du Code pénal.

4. Ces peines seront encourues par les auteurs, entrepreneurs ou agents des loteries françaises ou étrangères, ou des opérations qui leur sont assimilées.

Ceux qui auront colporté ou distribué les billets, ceux qui, par des avis, annonces, affiches ou par tout autre moyen de publication, auront fait connaître l'existence de ces loteries ou facilité l'émission des billets, seront punis des peines portées en l'article 411 du Code pénal; il sera fait application, s'il y a lieu, des deux dernières dispositions de l'article précédent.

5. Sont exceptées des dispositions des articles 1er et 2 ci-dessus les loteries d'objets mobiliers exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, lorsqu'elles auront été autorisées dans les formes qui seront déterminées par des règlements d'administration publique.

R. v° *Loterie*, 1 s. — **S.** *eod. v°*, 1 s — **ann.**, p. 772 s., et son **Suppl.**, p. 266 s. **T.** (87-97), *eod. v°*, 1 s. — V. aussi **C. pén.**

Ordonnance du 29 mai 1844, *concernant les loteries d'objets mobiliers, exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts.* — Art. 1er. Les autorisations pour l'établissement des loteries désignées en l'article 5 de la loi du

21 mai 1836 seront délivrées, savoir : par le préfet de police pour Paris et le département de la Seine, et dans les autres départements, par les préfets, sur la proposition des maires.

Ces autorisations ne seront accordées que pour un seul tirage ; elles énonceront les conditions auxquelles elles auront été accordées, dans l'interêt du bon ordre et dans celui des bénéficiaires.

2. Lesdits tirages se feront, sous l'inspection de l'autorité municipale, aux jours et heures qu'elle aura déterminés.

L'autorité municipale pourra, lorsqu'elle le jugera convenable, faire intervenir, dans cette opération, la présence de ses délégués, ou de commissaires agrées par elle.

3. Le produit net des loteries dont il s'agit sera entièrement et exclusivement applique à la destination pour laquelle elles auront été établies et autorisées, et il devra en être valablement justifié.

Une circulaire du ministre de la police, en date du 15 *novembre* 1852, *a décidé que les préfets ne doivent point, sans en avoir référé au ministre, autoriser les loteries dont le montant des billets à émettre dépasserait* 5 000 *francs. — Cette même circulaire a décidé qu'en règle générale, et, à moins d'une autorisation spéciale du ministre de l'intérieur, on ne doit émettre, colporter et placer les billets d'une loterie que dans le département où doit se faire le tirage.*

V. *la circulaire du ministre de l'intérieur du* 1er *mars* 1910, *relative aux conditions dans lesquelles des autorisations de loterie peuvent être accordées aux sociétés de secours mutuels, syndicats professionnels et autres associations ou œuvres qui n'ont pas pour objet exclusif l'assistance ou l'encouragement des arts* (*Journ. off. du* 3 *mars* 1910 ; — **Bull. Dalloz**, 1910, p. 130).

Loi du 2 juin 1891,

Ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux (**D. P.** 91. 4. 49).

Art. 4. (*L.* 4 *juin* 1909.) « Quiconque aura habituellement, en quelque lieu et sous quelque forme que ce soit, offert, donné ou reçu des paris sur les courses de chevaux, soit directement, soit par intermédiaire, sera passible des peines portées à l'article 410 du Code penal. »

Seront réputés complices du délit ci-dessus déterminé et punis comme tels :

1° Quiconque aura servi d'intermédiaire pour les paris dont il s'agit, ou aura reçu le dépôt préalable des enjeux ;

2° (*L.* 1er *avril* 1900.) « Quiconque aura, en vue des paris à faire, vendu des renseignements sur les chances de succès des chevaux engagés, ou qui, par des avis, circulaires, prospectus, cartes, annonces, ou par tout autre moyen de publication, aura fait connaître l'existence, soit en France, soit à l'étranger, d'établissements, d'agences ou de personnes vendant ces renseignements ; »

3° Tout propriétaire ou gérant d'établissement public qui aura laissé exploiter le pari dans son établissement.

Les dispositions de l'article 463 du Code pénal seront, dans tous les cas, applicables aux délits prévus par la présente loi.

5. Toutefois, les sociétés remplissant les conditions prescrites par l'article 2 pourront, en vertu d'une autorisation spéciale et toujours révocable du ministre de l'agriculture, et moyennant un prélèvement fixe en faveur des œuvres locales de bienfaisance et de l'élevage, organiser le pari mutuel sur leurs champs de course exclusivement, mais sans que cette autorisation puisse infirmer les autres dispositions de l'article 4.

Un décret rendu sur la proposition du ministre de l'agriculture déterminera la quotité des prélèvements ci-dessus visés, les formes et les conditions de fonctionnement du pari mutuel.

Loi du 1er avril 1900,

Modifiant le paragraphe 2 de l'article 4 de la loi du 2 juin 1891 (**D. P.** 1900. 4. 46). — **V.** *suprà*, **L. 2 juin 1891, art. 4.**

V. Suppl. au **C. pén. ann.**, p. 264 s. — **C. adm. ann.**, t. 3, v° *Agriculture*, p. 166, ns 786 s.

Loi du 15 juin 1907,

Réglementant le jeu dans les cercles et casinos des stations balnéaires, thermales ou climatériques (**D. P.** 1907. 4. 162).

Art. 1er. Par dérogation à l'article 410 du Code pénal, il pourra être accordé ux cercles et casinos des stations balneaires, thermales ou climatériques, sous uelque nom que ces établissements soient désignes, l'autorisation temporaire, mitée à la saison des étrangers, d'ouvrir au public des locaux speciaux, disncts et séparés, où seront pratiqués certains jeux de hasard, sous les conditions ioncées dans les articles suivants.

2. Les stations dans lesquelles la disposition qui précède est applicable ne ourront en bénéficier que sur l'avis conforme du conseil municipal. Les autosations seront accordées par le ministre de l'intérieur, après enquête, et en onsideration d'un cahier des charges établi par le conseil et approuve par le inistre de l'intérieur.

L'arrêté d'autorisation fixe la durée de la concession ; il détermine la nature es jeux de hasard autorisés, leur fonctionnement, les mesures de surveillance de contrôle des agents de l'autorité, les conditions d'admission dans les salles e jeux, les heures d'ouverture et de fermeture, le taux et le mode de perception u prélèvement prévu à l'article 4.

L'autorisation peut être révoquée par le ministre de l'intérieur en cas d'inobrvation du cahier des charges ou des clauses de l'arrêté ministériel.

La révocation pourra être demandée, pour les mêmes causes, par le conseil unicipal, au ministre, qui devra statuer dans le delai d'un mois. En cas de refus e celui-ci, le conseil municipal peut exercer un recours devant le conseil d'État.

En aucun cas, et notamment en cas d'abrogation ou de modification de la prénte loi, le retrait des autorisations ne pourra donner lieu à une indemnité uelconque.

Les autorisations antérieures à la présente loi, quelle qu'en soit l'origine, sont demeurent rapportées.

3. Tout cercle ou casino autorisé, qu'il soit ou non organisé en société, aura n directeur et un comite de direction responsables dont les noms, professions, omiciles devront être, dans tous les cas, portes à la connaissance de l'administation par déclaration faite à la préfecture du département ou à la sous-réfecture de l'arrondissement, conformément aux dispositions de l'article 5 de loi du 1er juillet 1901.

Le directeur et les membres du comité de direction devront être Français, ajeurs, jouissant de leurs droits civils et politiques. Il en sera de même de us ceux employes à un titre quelconque dans les salles de jeux.

Le directeur et les membres du comité de direction ne pourront, en aucun as, se substituer un fermier des jeux.

4. Indépendamment des conditions imposées au profit de la commune par le ahier des charges, un prélèvement de quinze pour cent (15 p. 100) sera opéré ur le produit brut des jeux, au profit d'œuvres d'assistance, de prevoyance, 'hygiène ou d'utilité publiques.

Une commission spéciale, instituée au ministère de l'intérieur, en réglera emploi.

5. Les infractions aux dispositions ci-dessus seront poursuivies contre les directeurs et membres du comité de direction et passibles des penalites édictées par les deux premiers paragraphes de l'article 410 du Code pénal.

L'article 463 du Code pénal sera applicable.

V. *la discussion de cette loi à la Chambre des députés et au Sénat*, **D. P.** 1907. 4. 162.

Loi du 4 juin 1909,

Portant modification du premier paragraphe de l'article 4 de la loi du 2 juin 1891, *ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux* (**D. P.** 1909. 4. 70 ; — **Bull. Dalloz,** 1909, p. 327). — V. *suprà*, **L. 2 juin 1891, art. 4, § 1er.**

Sur les lois ci-dessus rapportées, V. notre TRAITÉ SUR LES JEUX DE HASARD ET LE PARI AUX COURSES.

Art. 411. Ceux qui auront établi ou tenu des maisons de prêt sur gages ou nantissement sans autorisation légale, ou qui, ayant une autorisation, n'auront pas tenu un registre conforme aux règlements, contenant de suite, sans aucun blanc ni interligne, les sommes ou les objets prêtés, les noms, domicile et profession des emprunteurs, la nature, la qualité, la valeur des objets mis en nantissement, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de 100 francs à 2 000 francs. — *Pén.* 9, 40; *Civ.* 2084.

R. v° *Prêts sur gages*, 1 s. — **S.** *eod. v°*, 1 s.

§ 4. — Entraves apportées à la liberté des enchères.

Art. 412. Ceux qui, dans les adjudications de la propriété, de l'usufruit ou de la location des choses mobilières ou immobilières, d'une entreprise, d'une fourniture, d'une exploitation ou d'un service quelconque, auront entravé ou troublé la liberté des enchères ou des soumissions, par voies de fait, violences ou menaces, soit avant, soit pendant les enchères ou les soumissions, seront punis d'un emprisonnement de quinze jours au moins, de trois mois au plus, et d'une amende de 100 francs au moins, et 5 000 francs au plus.

La même peine aura lieu contre ceux qui, par dons ou promesses, auront écarté les enchérisseurs. — *Pén.* 9, 40, 60; *Pr.* 624, 707, 964; *For.* 22.

R. v° *Vente publique d'immeubles*, 2215 s. — **S.** *eod. v°*, 509 s.

1. La menace d'excommunication par un religieux contre l'acquéreur eventuel d'un immeuble, étant la menace d'un mal moral de nature à exercer une contrainte sur l'esprit des acheteurs, est constitutive du delit d'entrave à la liberté des enchères. — Patt, 4 janv. 1908, D. P. 1908. 2. 179.

2. Constitue le délit d'entraves aux encheres puni par l'art. 412 c. pen., le fait, par un certain nombre de personnes, de s'associer pour acheter des objets a vil prix, au moyen d'un concert frauduleux, dans des ventes publiques (dans l'espece, les ventes du mont-de-piété), les remettre ensuite entre elles en adjudication, et se partager les sommes produites par cette adjudication. — Douai, 8 nov. 1907, D. P. 1908. 2 166.

3. L'art. 412 c. pén., qui punit le délit d'entraves à la liberté des enchères, ne prévoyant pas la tentative de ce délit, celle-ci doit être declaree non punissable. — Rennes, 27 nov. 1907, D. P. 1908. 2.40, et sur pourvoi Cr. r. 7 mai 1909, D.P. 1909. 1. 302.

§ 5. — Violation des règlements relatifs aux manufactures au commerce et aux arts.

Art. 413. Toute violation des règlements d'administration publique relatifs aux produits des manufactures françaises qui s'exporteront à l'étranger, et qui ont pour objet de garantir la bonne qualité, les dimensions et la nature de la fabrication, sera punie d'une amende de 200 francs au moins, de 3 000 francs au plus, et de la confiscation des marchandises. Ces deux peines pourront être prononcées cumulativement ou séparément, selon les circonstances. — *Pén.* 9, 11.

Art. 414, (*L.* 25 *mai* 1864.) Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 francs à 3 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail. — *Pén.* 9, 40, 415 s.

Ancien art. 414. [TEXTE DE 1810.] — *Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de 200 francs à 3 000 francs.*

[TEXTE DE LA LOI DU 27 NOVEMBRE 1849.] — *Sera punie d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 francs à 3 000 francs : — 1° Toute coalition entre ceux qui font travailler des ouvriers, tendant à forcer l'abaissement des salaires, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution ; — 2° Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre avant ou après certaines heures, et, en général, pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution. — Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans.*

Art. 415. (*L.* 25 *mai* 1864.) Lorsque les faits punis par l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou le jugement, *sous la surveillance de la haute police* pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. — *Pén.* 40, 416; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 415. [TEXTE DE 1810.] — *Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après de certaines heures, et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et de trois mois au plus. — Les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de deux à cinq ans.*

[TEXTE DE LA LOI DU 27 NOVEMBRE 1849.] — *Seront aussi punis des peines portées dans l'article précédent, et d'après les mêmes distinctions, les directeurs d'atelier ou entrepreneurs d'ouvrage et les ouvriers qui, de concert, auront prononcé des amendes autres que celles qui ont pour objet la discipline intérieure de l'atelier, des défenses, des interdictions, ou toutes proscriptions sous le nom de damnations ou sous quelque qualification que ce puisse être, soit de la part des directeurs d'atelier ou entrepreneurs contre les ouvriers, soit de la part de ceux-ci contre les directeurs d'atelier ou entrepreneurs, soit les uns contre les autres.*

§ 1. LÉGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 25 MAI 1864 : **R.** V^is^ *Industrie et commerce*, 39, 251, 381 s.; *Ouvriers*, 135 s.

§ 2. LOI DU 25 MAI 1864 : **S.** V° *Travail*, 619 s. — **D. P.** 64. 4. 53.

1. L'art. 414 c. pen. relatif au delit d'atteinte a la liberte du travail ne distingue pas entre les divers modes de perpetration des manœuvres frauduleuses constitutives de ce delit. — Montpellier, 20 mai 1886, D. P. 87. 2. 102.

2. Il suit de la que ce delit, même commis par la voie de la presse, rentre dans les termes de cet article. — Montpellier, 20 mai 1886, precité. — Trib. corr. de Villefranche, 18 avr 1886, S. v° *Travail*, 669.

3. Si l'abrogation de l'art. 416 c. pen a supprime le delit qui consistait à porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail par un concert forme pour empêcher le travail au moyen d'amendes, de defenses, de proscriptions et d'interdictions, c'est-à-dire par des moyens coercitifs purement persuasifs, on ne saurait en conclure que le legislateur a entendu autoriser et legitimer l'usage des menaces et des violences pour obtenir la cessation du travail, même de la part d'ouvriers syndiqués. — Grenoble, 18 juill. 1901, D. P. 1902. 2. 470.

4. En conséquence, le fait par une bande de grevistes, au nombre d'une centaine, d'investir un enclos, de l'envahir, d'essayer d'enfoncer les portes d'une villa et d'y penetrer de force, dans le but manifeste d'effrayer les ouvriers qui y travaillaient et de les contraindre à abandonner le travail, doit être considére comme une menace constitutive du delit d'entrave à la liberté du travail. — Même arrêt.

V. *aussi la loi du* 21 *mars* 1884, *sur les syndicats professionnels* (**D. P.** 86. 4. 129; — et **C. travail**, v° GROUPEMENTS PROFESSIONNELS); *et la loi du* 27 *décembre* 1892, *organisant des moyens de conciliation et d'arbitrage entre patrons et ouvriers* (**D. P.** 93. 4. 33; — et **C. travail**, v° CONCILIATION ET ARBITRAGE).

Art. 416. (Abrogé par L. 21 mars 1884.) (L. 25 mai 1864.) *Seront punis d'un emprisonnement de six jours a trois mois et d'une amende de* 16 *francs à* 300 *francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ouvriers, patrons et entrepreneurs d'ouvrage, qui, à l'aide d'amendes, defenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.*

Art. 417. Quiconque, dans la vue de nuire à l'industrie française, aura fait passer en pays étranger des directeurs, commis ou des ouvriers d'un établissement, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de 50 francs à 300 francs. — *Pén.* 9, 40 s., 52 s.

Art. 418. (*L.* 13 *mai* 1863.) Tout directeur, commis, ouvrier de fabrique, qui aura communiqué ou tenté de communiquer à des étrangers ou à des Français résidant en pays étrangers des secrets de la fabrique où il est employé, sera puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 500 francs à 20 000 francs.

Il pourra, en outre, être privé des droits mentionnés en l'article 42 du présent Code, pendant cinq ans au moins et dix ans au plus à compter du jour où il aura subi sa peine. Il pourra aussi être mis *sous la surveillance de la haute police* pendant le même nombre d'années.

Si ces secrets ont été communiqués à des Français résidant en France, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de 16 francs à 200 francs.

Le maximum de la peine prononcée par les paragraphes 1er et 3 du présent article sera nécessairement appliqué s'il s'agit de secrets de fabrique d'armes et munitions de guerre appartenant à l'État. — *Pén.* 9, 40, 44, 378; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Ancien art. 418. — *Tout directeur, commis, ouvrier de fabrique, qui aura communiqué à des étrangers ou à des Français résidant en pays étrangers, des secrets de la fabrique*

où il est employé, sera puni de la reclusion et d'une amende de 500 *francs à* 20 000 *francs. — Si ces secrets ont été communiqués à des Français résidant en France, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de* 16 *francs à* 200 *francs.*

§ 1. LEGISLATION ANTÉRIEURE A LA LOI DU 13 MAI 1863 : **R.** VIS *Industrie et commerce*, 68, 77, 80, 146 s.; *Ouvriers*, 252. — **S.** V° *Travail*, 50.

§ 2. LOI DU 13 MAI 1863 : **S.** V° *Travail*, 44, 47. — **D. P.** 63. 4. 79.

1. L'art. 418, § 1, c pen., qui punit la revelation ou la tentative de revelation d'un secret de fabrique faite par un ouvrier de fabrique à un étranger, est applicable alors même que l'etranger est etabli en France. — Paris, 27 juill. 1887, D. P. 88. 2. 300. — V. aussi Amiens, 18 mars 1904, D P. 1904. 2. 409, et la note de M. Le Poittevin.

2. Le fait par un ouvrier d'avoir fait confectionner chez son patron differentes pieces qui, par leur rapprochement, formeront la machine dont l'agencement est un secret de fabrique, ne constitue qu'une simple tentative de revelation de secret tant que ces pièces, qui peuvent s'appliquer a une machine quelconque, n'ont pas encore ete assemblées — Même arrêt.

3 Le fait, par le directeur d'une fabrique, de quitter, apres avoir demande et obtenu par lettre un rendez-vous, le territoire français, pour se rendre a l'etranger avec l intention formelle de communiquer un secret de la fabrique, constitue non pas un simple acte preparatoire, mais un des elements du delit de communication d'un secret de fabrique, prevu et puni par l'art. 418 c. pen. — Cr. c. 4 juill. 1903, D. P. 1903. 1 425.

4. En conséquence, un tel acte, commis sur le territoire français, alors même qu'il est imputable à un etranger, suffit à justifier la competence des tribunaux français. — Même arrêt.

Art. 419. Tous ceux qui, par des faits faux ou calomnieux semés a dessein dans le public, par des suroffres faites aux prix que demandaient les vendeurs eux-mêmes, par réunion ou coalition entre les principaux détenteurs d'une même marchandise ou denrée, tendant à ne la pas vendre ou à ne la vendre qu'à un certain prix, ou qui, par des voies ou moyens frauduleux quelconques, auront opéré la hausse ou la baisse du prix des denrées ou marchandises ou des papiers et effets publics au-dessus ou au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et libre du commerce, seront punis d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus, et d'une amende de 500 francs à 10 000 francs.

Les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, *sous la surveillance de la haute police* pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. — *Pén.* 9, 11, 44, 420; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Art. 420. La peine sera d'un emprisonnement de deux mois au moins et de deux ans au plus, et d'une amende de 1 000 francs à 20 000 francs, si ces manœuvres ont été pratiquées sur grains, grenailles, farines, substances farineuses, pain, vin ou toute autre boisson.

La mise en *surveillance* qui pourra être prononcée sera de cinq ans au moins et dix ans au plus. — *Pén.* 9, 11, 40, 44; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Loi du 3 février 1893,

Ayant pour objet de completer les articles 419 *et* 420 *du Code pénal*
(**D. P.** 93. 4. 59).

Art. 1er. Sera puni des peines prévues par l'article 420 du Code pénal quiconque, par des faits faux ou calomnieux, semés à dessein dans le public, ou par des voies ou moyens frauduleux quelconques, aura provoqué ou tenté de

provoquer des retraits de fonds des caisses publiques ou des établissements obligés par la loi à effectuer leurs versements dans les caisses publiques.

2. L'article 463 est applicable aux délits prévus et punis par la présente loi.

R. v° *Industrie et commerce*, 410 s. — **S.** *cod.* v°, 530 s. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 272 s.

Loi du 3 février 1893 : **D. P.** 93 4. 59.

1. Le fait par quelques consommateurs de s'engager à ne plus user d'une marchandise déterminée (du gaz, dans l'espèce), aussi longtemps que le prix n'en aura pas été abaissé, ne constitue, en l'absence de manœuvres frauduleuses, ni délit de coalition, ni un quasi-délit. — Paris, 13 janv. 1887, D. P. 87. 2. 151.

2. L'accaparement n'est pas un délit spécial, distinct; l'accumulation aux mains d'un seul, la concentration aux mains de plusieurs d'une même marchandise ou denrée, cette concentration, procédât-elle d'un plan concerté, n'est pas illicite. Le délit suppose une hausse, une baisse illicite, c'est-à-dire des manœuvres frauduleuses qui, pesant sur le marché, ont faussé les cours. Pour que l'accaparement, fait licite en lui-même, portât-il sur des quantités énormes, se transforme en délit, il faut que des manœuvres frauduleuses aient vicié les cours; dans cette hypothèse, l'accaparement est alors le moyen de tirer profit des cours faussés intentionnellement — V. la note de M. L. Sarrut, D. P. 93 1. 49.

3. Le traité intervenu entre plusieurs fabricants, à l'effet de mettre en commun les mêmes marchandises pour les vendre à prix égal, n'a en lui-même rien de contraire à l'ordre public, ou d'illicite, si les contractants ont eu pour but, non pas de surélever, par la voie de l'accaparement et du monopole, le cours de leurs produits en leur attribuant une hausse factice, mais seulement de défendre ces produits contre un avilissement résultant des effets de la concurrence locale, et de les maintenir en harmonie avec le jeu naturel de l'offre et de la demande. — Bordeaux, 2 janv. 1900, D. P. 1901. 2. 150.

4. Il n'y a pas coalition entre les détenteurs d'une même marchandise, punissable aux termes de l'art. 419 c. pén, lorsqu'un syndicat d'éditeurs, d'accord avec les libraires détaillants, décide de fixer un prix au-dessous duquel le détaillant, sous peine de se voir fermer son compte, ne doit pas vendre les livres au public. — Paris, 14 janv. 1902, D. P. 1903. 2 297, et la note de M. Percerou. — V aussi, Paris, 15 déc. 1904, D. P. 1905. 2. 362.

5. La simple tentative du délit prévu par l'art. 419 n'est pas punissable; les moyens, quels qu'ils soient, employés pour fausser les cours, ne tombent, malgré leur caractère frauduleux, sous l'application de la loi pénale qu'autant que ce résultat a été obtenu. — V. la note de M. L. Sarrut, D. P. 93. 1. 49.

6. Le délit de coalition existe, bien qu'un seul individu ait été lésé par elle. — Paris, 28 févr. 1888, S. v° *Industrie et commerce*, 532.

Art. 421. (Abrogé par L. 28 mars 1885.) *Les paris qui auront été faits sur la hausse ou la baisse des effets publics seront punis des peines portées par l'article* 419.

Art. 422. (Abrogé par L. 28 mars 1885.) *Sera réputée pari de ce genre toute convention de vendre ou de livrer des effets publics qui ne seront pas prouvés par le vendeur avoir existé à sa disposition au temps de la convention, ou avoir dû s'y trouver au temps de la livraison.*

V. *la loi du 28 mars, sur les marchés à terme* (**D. P.** 85. 4. 25, — et **C. civ.**, sous l'art. 1965; — et **C. com.**, sous l'art. 71).

Art. 423. (Modifié par L. 13 mai 1863; — et Abrogé par L. 1er août 1905.) *Quiconque aura trompé l'acheteur sur le titre des matières d'or ou d'argent, sur la qualité d'une pierre fausse vendue pour fine, sur la nature de toutes marchandises; quiconque, par usage de faux poids ou de fausses mesures, aura trompé sur la quantité des choses vendues, sera puni de l'emprisonnement pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de* 50 *francs.*

Les objets du délit, ou leur valeur, s'ils appartiennent encore au vendeur, seront confisqués ; les faux poids et les fausses mesures seront aussi confisqués, et, de plus, seront brisés.

Le tribunal pourra ordonner l'affiche du jugement dans les lieux qu'il désignera, et son insertion intégrale ou par extrait dans tous les journaux qu'il désignera, le tout aux frais du condamné.

Loi du 1er août 1905,

Sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles (**D. P.** 1906. 4. 47).

Art. 1er. Quiconque aura trompé ou tenté de tromper le contractant :

Soit sur la nature, les qualités substantielles, la composition et la teneur en principes utiles de toutes marchandises ;

Soit sur leur espèce ou leur origine lorsque, d'après la convention ou les usages, la désignation de l'espèce ou de l'origine faussement attribuées aux marchandises, devra être considérée comme la cause principale de la vente ;

Soit sur la quantité des choses livrees ou sur leur identité par la livraison d'une marchandise autre que la chose déterminée qui a fait l'objet du contrat ;

Sera puni de l'emprisonnement, pendant trois mois au moins, un an au plus, et d'une amende de cent francs (100 fr.) au moins, de cinq mille francs (5 000 fr.) au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement.

2. L'emprisonnement pourra être porte à deux ans, si le délit ou la tentative de délit prévus par l'article précédent ont été commis :

Soit à l'aide de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts ;

Soit à l'aide de manœuvres ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse ou du dosage, du pesage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations ;

Soit enfin, à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure et exacte.

3. Seront punis des peines portées par l'article 1er de la présente loi :

1° Ceux qui falsifieront des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits agricoles ou naturels destinés à être vendus ;

2° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des denrees servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons et des produits agricoles ou naturels qu'ils sauront être falsifies ou corrompus ou toxiques ;

3° Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront des substances médicamenteuses falsifiées ;

4° (*L. 28 juillet* 1912, *art.* 1er.) « Ceux qui exposeront, mettront en vente ou vendront, connaissant leur destination, des produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons ou des produits agricoles ou naturels et ceux qui auront provoqué à leur emploi par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques. »

Si la substance falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué. Il sera de trois mois à deux ans et l'amende de cinq cents francs (500 fr.) à dix mille francs (10 000 fr.).

Ces peines seront applicables même au cas où la falsification nuisible serait connue de l'acheteur ou du consommateur.

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

4. Seront punis d'une amende de cinquante francs (50 fr.) à trois mille francs (3 000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours au moins et de trois mois au plus, ou de l'une de ces deux peines seulement :

(*L.* 28 *juillet* 1912, *art.* 2.) « Ceux qui, sans motifs légitimes, seront trouvés détenteurs dans leurs magasins, boutiques, maisons ou voitures servant à leur commerce, dans leurs ateliers, chais, étables, lieux de fabrication contenant, en vue de la vente, des produits vises par la présente loi, ainsi que dans les entrepôts, abattoirs et leurs dependances, dans les gares, dans les halles, foires et marchés; »

Soit de poids ou mesures faux ou autres appareils inexacts servant au pesage ou au mesurage des marchandises;

Soit de denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, de boissons, de produits agricoles ou naturels qu'ils savaient être falsifiés, corrompus ou toxiques;

Soit de substances médicamenteuses falsifiées;

(*L.* 28 *juillet* 1912, *art*, 2.) « Soit de produits propres à effectuer la falsification des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des boissons ou des produits agricoles ou naturels; »

Si la substance alimentaire falsifiée ou corrompue est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux ou si elle est toxique, de même si la substance médicamenteuse falsifiée est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, l'emprisonnement devra être appliqué.

Il sera de trois mois à un an et l'amende de cent francs (100 fr.) à cinq mille francs (5 000 fr.).

Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux fruits frais et légumes frais fermentés ou corrompus.

(*L.* 28 *juillet* 1912, *art.* 3.) « Seront punis des peines prévues par l'article 13 de la présente loi tous vendeurs ou detenteurs de produits destinés à la préparation ou à la conservation des boissons qui ne porteront pas sur une étiquette l'indication des éléments entrant dans leur composition et la proportion de ceux de ces eléments dont l'emploi n'est admis par les lois et règlements en vigueur qu'à doses limitees.

« Les règlements prévus a l'article 11 de la présente loi fixeront les conditions materielles dans lesquelles les indications, visées au paragraphe précedent, devront être portées à la connaissance des acheteurs sur les étiquettes, annonces, réclames, papiers de commerce. »

5. Sera considéré comme étant en état de récidive légale quiconque ayant été condamné par application de la présente loi ou par application des lois sur les fraudes dans la vente :

1° Des engrais (loi du 4 février 1888);

2° (*L.* 15 *juillet* 1907.) « Des vins, cidres et poirés (lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 6 août 1905, 29 juin 1907); »

3° Des sérums thérapeutiques (loi du 25 avril 1895);

4° Des beurres (loi du 16 avril 1897);

5° De la saccharine (article 49 et 53 de la loi du 30 mars 1902);

6° Des sucres (loi du 28 janvier 1903, article 7; loi du 31 mars 1903, article 32);

Aura dans les cinq ans qui suivront la date à laquelle cette condamnation sera devenue définitive, commis un nouveau délit tombant sous l'application de la présente loi ou des lois susvisées.

Au cas de récidive, les peines d'emprisonnement et d'affichage devront être appliquées.

6. Les objets dont les vente, usage ou détention constituent le délit, s'ils appartiennent encore au vendeur ou détenteur seront confisqués; les poids et autres instruments de pesage, mesurage ou dosage, faux ou inexacts, devront être aussi confisqués et, de plus, seront brisés.

Si les objets confisqués sont utilisables, le tribunal pourra les mettre à la disposition de l'Administration, pour être attribués aux etablissements d'assistance publique.

S'ils sont inutilisables ou nuisibles, les objets seront detruits ou répandus aux frais du condamné.

Le tribunal pourra ordonner que la destruction ou effusion aura lieu devant l'établissement ou le domicile du condamne.

7. Le tribunal pourra ordonner, dans tous les cas, que le jugement de condamnation sera publié intégralement ou par extraits dans les journaux qu'il désignera et affiché dans les lieux qu'il indiquera, notamment aux portes du domicile, des magasins, usines et ateliers du condamné, le tout aux frais du condamné, sans toutefois que les frais de cette publication puissent dépasser le maximum de l'amende encourue.

Lorsque l'affichage sera ordonné, le tribunal fixera les dimensions de l'affiche et les caractères typographiques qui devront être employés pour son impression.

En ce cas et dans tous les autres cas où les tribunaux sont autorisés à ordonner l'affichage de leur jugement à titre de pénalité pour la répression des fraudes, ils devront fixer le temps pendant lequel cet affichage devra être maintenu sans que la durée en puisse excéder sept jours.

Au cas de suppression, de dissimulation ou de lacération totale ou partielle des affiches ordonnées par le jugement de condamnation, il sera procédé de nouveau à l'exécution intégrale des dispositions du jugement relatives à l'affichage.

Lorsque la suppression, la dissimulation ou la lacération totale ou partielle aura été opérée volontairement par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, elle entraînera contre celui-ci l'application d'une peine d'amende de cinquante francs (50 fr.) à mille francs (1 000 fr.).

La récidive de suppression, de dissimulation ou de lacération volontaire d'affiches par le condamné, à son instigation ou par ses ordres, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de cent francs (100 fr.) à deux mille francs (2 000 fr.).

Lorsque l'affichage aura été ordonné à la porte des magasins du condamné, l'exécution du jugement ne pourra être entravée par la vente du fonds de commerce réalisée postérieurement à la première décision qui a ordonné l'affichage.

8. Toute poursuite exercée en vertu de la présente loi devra être continuée et terminée en vertu des mêmes textes.

L'article 463 du Code pénal sera applicable, même au cas de récidive, aux délits prévus par la présente loi.

Le tribunal, en cas de circonstances atténuantes, pourra ne pas ordonner l'affichage et ne pas appliquer l'emprisonnement.

Le sursis à l'exécution des peines d'amende édictées par la présente loi ne pourra être prononcé en vertu de la loi du 26 mars 1891.

9. Les amendes prononcées en vertu de la présente loi seront réparties d'après les règles tracées à l'article 11 de la loi de finances du 26 décembre 1890, modifiée par l'article 45 de la loi de finances du 29 avril 1893 et par l'article 83 de la loi de finances du 13 avril 1898.

Les délinquants condamnés aux dépens auront à acquitter, de ce chef, en dehors des frais ordinaires et au profit des communes, les frais d'expertise

engagés par ces dernières lorsqu'elles auront pris l'initiative de déceler la fraude et d'en saisir la justice (laboratoires municipaux).

La commission départementale peut, sur la proposition du préfet, accorder aux communes qui auront organisé une police municipale alimentaire des subventions prélevées sur le reliquat disponible du fonds commun.

10. En cas d'action pour tromperie ou tentative de tromperie sur l'origine des marchandises, des denrées alimentaires ou des produits agricoles et naturels, le magistrat instructeur ou les tribunaux pourront ordonner la production des registres et documents des diverses administrations, et notamment celles des contributions indirectes et des entrepreneurs de transports.

11. Il sera statué par des règlements d'administration publique sur les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi, notamment en ce qui concerne :

1° La vente, la mise en vente, l'exposition et la détention des denrées, boissons, substances et produits qui donneront lieu à l'application de la présente loi ;

2° Les inscriptions et marques indiquant soit la composition, soit l'origine des marchandises, soit les appellations régionales et de crus particuliers que les acheteurs pourront exiger sur les factures, sur les emballages ou sur les produits eux-mêmes, à titre de garantie de la part des vendeurs, ainsi que les indications extérieures ou apparentes nécessaires pour assurer la loyauté de la vente et de la mise en vente ;

« (*L.* 5 *août* 1908.) La définition et la dénomination des boissons, denrées et produits conformément aux usages commerciaux, les traitements licites dont ils pourront être l'objet en vue de leur bonne fabrication ou de leur conservation, les caractères qui les rendent impropres à la consommation, la délimitation des régions pouvant prétendre exclusivement aux appellations de provenances des produits. Cette délimitation sera faite en prenant pour bases les usages locaux constants ; »

3° « (*L.* 28 *juillet* 1912, *art.* 5.) Les formalités prescrites pour opérer, dans les lieux énuméres à l'article 4 de la loi du 1er août 1905 complété par l'article 2 de la présente loi, des prélèvements d'échantillons et des saisies, ainsi que pour procéder contradictoirement aux expertises sur les marchandises suspectes ; »

4° Le choix des méthodes d'analyses destinées à établir la composition, les éléments constitutifs et la teneur en principes utiles des produits ou à reconnaître leur falsification ;

5° Les autorités qualifiees pour rechercher et constater les infractions à la présente loi, ainsi que les pouvoirs qui leur seront conférés pour recueillir des elements d'information auprès des diverses administrations publiques et des concessionnaires de transports.

(*L.* 28 *juillet* 1912, *art.* 5.) » Dans les lieux susvisés et sur la voie publique les saisies ne pourront être faites, en dehors de toute autorisation judiciaire, que dans le cas de flagrant délit de falsification, ou dans le cas où les produits seront reconnus corrompus ou toxiques.

« Dans les locaux particuliers tels que chais, étables ou lieux de fabrication appartenant à des personnes non patentées ou occupés par des exploitants non patentes, les prélèvements et les saisies ne pourront être effectues contre la volonté de ces personnes qu'en vertu d'une ordonnance du juge de paix du canton ; ces prélèvements et ces saisies ne pourront y être operes que sur des produits destines à la vente.

« Il n'est rien innové quant à la procédure suivie par l'administration des contributions indirectes et par l'administration des douanes pour la constatation et la poursuite de faits constituant à la fois une contravention fiscale et une infraction aux prescriptions de la loi du 1er août 1905 et de la loi du 29 juin 1907. »

12. Toutes les expertises nécessitées par l'application de la présente loi seront contradictoires, et le prix des échantillons reconnus bons sera remboursé d'après leur valeur le jour du prélèvement.

13. (*L. 28 juillet 1912, art. 7.*) Les infractions aux prescriptions des règlements d'administration publique pris en vertu de l'article 11, seront punies d'une amende de seize francs (16 fr.) à cinquante francs (50 fr.).

Au cas de récidive dans l'année de la condamnation, l'amende sera de cinquante francs (50 fr.) à cinq cents francs (500 fr.).

Au cas de nouvelle infraction constatée dans l'année qui suivra la deuxième condamnation, l'amende sera de cinq cents francs (500 fr.) à mille francs (1 000 fr.) et un emprisonnement de six jours à quinze jours pourra être prononcé.

14. L'article 423, le paragraphe 2 de l'article 477 du Code pénal, la loi du 27 mars 1851, tendant à la répression plus efficace de certaines fraudes dans la vente des marchandises, la loi des 5 et 9 mai 1855, sur la répression des fraudes dans la vente des boissons, sont abrogées.

Néanmoins, les incapacités electorales édictées par la loi du 24 janvier 1889 continueront à être appliquées comme conséquence des peines prononcées en vertu de la présente loi.

15. Les pénalités de la présente loi et ses dispositions en ce qui concerne l'affichage et les infractions aux règlements d'administration publique rendus pour son exécution sont applicables aux lois spéciales concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, des vins, cidres et poirés, des sérums thérapeutiques, du beurre et la fabrication de la margarine. Elles sont substituées aux pénalités et dispositions de l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851, dans tous les cas où des lois postérieures renvoient aux textes desdites lois, notamment dans les :

Article 1er de la loi du 28 juillet 1824, sur altérations de noms ou suppositions de noms sur les produits fabriqués ;

Articles 1 et 2 de la loi du 4 février 1888, concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais ;

Articles 7 de la loi du 14 août 1889, 2 de la loi du 11 juillet 1891 et 1er de la loi du 24 juillet 1894, relatives aux fraudes commises dans la vente des vins ;

Article 3 de la loi du 25 avril 1895, relative à la vente de sérums thérapeutiques ;

Article 3 de la loi du 6 avril 1897, concernant les vins, cidres et poirés ;

Articles 17, 19 et 20 de la loi du 16 avril 1897, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine.

La penalité d'affichage est rendue applicable aux infractions prévues et punies par les articles 49 et 53 de la loi de finances du 30 mars 1902, 7 de la loi du 28 janvier 1903, 32 de la loi de finances du 31 mars 1903, et par les articles 2 et 3 de la loi du 18 juillet 1904.

16. La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

V. *la discussion de cette loi à la Chambre des députés et au Sénat*, **D. P.** 1906. 4. 47.

V. *le décret du 15 avril 1912 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er aout 1905 sur la repression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications de denrees alimentaires en ce qui concerne les denrées alimentaires et spécialement les viandes, produits de la charcuterie, fruits, legumes, poissons et conserves* (**D. P.** 1912. 4e partie. — *Journ. off. du 29 juin* 1912).

V. *l'arrêté ministériel du 28 juin 1912 relatif à la coloration, la conservation et l'emballage des denrées alimentaires et des boissons* (*Journ. off. du 29 juin* 1912).

Loi du 5 août 1908,

Modifiant l'article 11 *de la loi du* 1er *août* 1905 *sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles et complétant cette loi par un article additionnel* (**D. P.** 1908. 4. 103).

Art. 1er. Le troisième paragraphe de l'article 11 de la loi du 1er août 1905 commençant ainsi : « 2° Les inscriptions et marques... » est completé ainsi qu'il suit : — V. *suprà*, L. 1er août 1905, art. 11, § 2.

2. Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la défense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture ou du commerce et trafic des boissons, eaux-de-vie naturelles, alcools de fruit, denrées alimentaires, produits agricoles, engrais, produits médicamenteux, marchandises quelconques, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies, les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications prevus par les lois en vigueur, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

V. *la discussion de cette loi à la Chambre des députés et au Sénat,* **D. P.** 1908. 4. 103.

Loi du 28 juillet 1912,

Tendant à modifier et à compléter la loi du 1er *août* 1905 *sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et la loi du* 29 *juin* 1907 *sur le mouillage et le sucrage des vins* (**D. P.** 1912. 4e partie). — V. *suprà*, L. 1er août 1905, art. 3, § 5; art. 4, §§ 2 et 6; art. 12, §§ 3 et 5; L. 29 juin 1907, art. 4.

. . . . . .

Art. 6. Quiconque aura mis les inspecteurs ou agents du service de la répression des fraudes dans l'impossibilité d'accomplir leurs fonctions, soit en leur refusant l'entrée de leurs locaux de fabrication, de dépôt ou de vente, soit de toute autre manière, sera passible d'une amende de cent à cinq cents francs (100 à 500 fr.), sans préjudice des peines prévues par les articles 209 et suivants du Code pénal.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions visées par le présent article.

Décret du 31 juillet 1906,

Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er *août* 1905 *sur la répression des fraudes et falsifications, en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles* (**D. P.** 1906. 4. 81).

TITRE Ier. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE DES PRÉLÈVEMENTS.

Art. 1er. Le service chargé de rechercher et de constater les infractions à la loi du 1er août 1905 est organisé par l'État, avec le concours éventuel des départements et des communes.

Le fonctionnement de ce service est assuré, sous l'autorité du ministre de la justice, du ministre de l'agriculture, et du ministre du commerce, de l'industrie et du travail, dans les départements par les préfets, à Paris et dans le ressort de la préfecture de police par le préfet de police.

2. Les autorités qui ont qualité pour opérer des prélèvements sont :

Les commissaires de police ;

Les commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports ;

Les agents des contributions indirectes et des douanes agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ;

Les inpecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs.

Les agents des octrois et les vétérinaires sanitaires peuvent être individuellement désignés par les préfets pour concourir à l'application de la loi du 1er août 1905 et commissionnés par eux à cet effet.

Dans le cas où des agents spéciaux seraient institués par les départements ou les communes pour concourir à l'application de ladite loi, ces agents devront être agréés et commissionnés par les prefets.

3. Une commission permanente est instituée près les ministères de l'agriculture et du commerce, de l'industrie et du travail pour l'examen des questions d'ordre scientifique que comporte l'application de la loi du 1er août 1905. Cette commission est obligatoirement consultée pour la détermination des conditions matérielles des prélèvements, l'organisation des laboratoires et la fixation des methodes d'analyse à imposer à ces établissements.

4. Des prélèvements d'échantillons peuvent, en toutes circonstances, être opérés d'office dans les magasins, boutiques, ateliers, voitures servant au commerce, ainsi que dans les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances, les halles, foires et marchés, et dans les gares ou ports de depart et d'arrivée.

Les prélèvements sont obligatoires dans tous les cas où les boissons, denrées ou produits paraissent falsifies, corrompus ou toxiques.

Les administrations publiques sont tenues de fournir aux agents désignés à l'article 2 tous éléments d'information nécessaires à l'exécution de la loi du 1er août 1905.

Les entrepreneurs de transport sont tenus de n'apporter aucun obstacle aux réquisitions pour prises d'échantillons et de représenter les titres de mouvement, lettres de voiture, récepissés, connaissements et déclarations dont ils sont détenteurs.

5. Tout prélèvement comporte quatre échantillons, l'un destiné au laboratoire pour analyse, les trois autres éventuellement destinés aux experts.

6. Tout prélèvement donne lieu, séance tenante, à la rédaction sur papier libre d'un procès-verbal.

Ce procès-verbal doit porter les mentions suivantes :

1° Les nom, prénoms, qualité et résidence de l'agent verbalisateur;

2° La date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué;

3° Les nom, prénoms, profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré. Si le prélèvement a lieu en cours de route, les noms et domiciles des personnes figurant sur les lettres de voiture ou connaissements comme expéditeurs et destinataires;

4° La signature de l'agent verbalisateur.

Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prélèvement a éte opéré, relater les marques et étiquettes apposées sur les enveloppes ou récipients, l'importance du lot de marchandise échantillonné, ainsi que toutes les indications jugees utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés et l'identité de la marchandise.

Le propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, le cas échéant, le représentant de l'entreprise de transport peut, en outre, faire insérer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles. Il est invité à signer le procès-verbal; en cas de refus, mention en est faite par l'agent verbalisateur.

7. Les prélèvements doivent être effectués de telle sorte que les quatre échantillons soient autant que possible identiques.

A cet effet, des arrêtés ministériels, pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, sur la proposition de la commission permanente, déterminent, pour chaque produit ou

marchandise, la quantité à prélever, les procédés à employer pour obtenir des échantillons homogènes, ainsi que les précautions à prendre pour le transport et la conservation de ces échantillons.

8. Tout échantillon prélevé est mis sous scellés. Ces scellés sont appliqués sur une étiquette composée de deux parties pouvant se séparer et être ultérieurement rapprochées, savoir :

1° Un talon qui ne sera enlevé que par le chimiste au laboratoire après vérification du scellé. Ce talon ne doit porter que les indications suivantes : nature du produit, dénomination sous laquelle il est mis en vente, date du prélèvement et numéro sous lequel les échantillons sont enregistrés au moment de leur réception par le service administratif;

2° Un volant qui porte ces mêmes mentions, mais où sont inscrits, en outre, les nom et adresse du propriétaire ou détenteur de la marchandise, ou, en cas de prélèvement en cours de route, ceux des expéditeurs et destinataires.

Ce volant est signé par l'auteur du procès-verbal.

9. Aussitôt après avoir scellé les échantillons, l'agent verbalisateur, s'il est en présence du propriétaire ou détenteur de la marchandise, doit le mettre en demeure de déclarer la valeur des échantillons prélevés.

Le procès-verbal mentionne cette mise en demeure et la réponse qui a été faite.

Un récépissé détaché d'un livre à souche est remis au propriétaire ou détenteur de la marchandise. Il y est fait mention de la valeur déclarée.

En cas de prélèvement en cours de route, le représentant de l'entreprise de transport reçoit, pour sa décharge, un récépissé indiquant la nature et la quantité des marchandises prélevées.

10. Le procès-verbal et les échantillons sont, dans les vingt-quatre heures, envoyés par l'agent verbalisateur à la préfecture du département où le prélèvement a été effectué et, à Paris ou dans le ressort de la préfecture de police, au préfet de police.

Toutefois, en vue de faciliter l'application de la loi, des décisions ministérielles pourront autoriser l'envoi des échantillons aux sous-préfectures ou à tout autre service administratif.

Le service administratif qui reçoit ce dépôt l'enregistre, inscrit le numéro d'entrée sur les deux parties de l'étiquette que porte chaque échantillon et, dans les vingt-quatre heures, transmet l'un de ces échantillons au laboratoire dans le ressort duquel le prelèvement a été effectué.

Le talon seul suit l'échantillon au laboratoire.

Le volant, préalablement détaché, est annexé au procès-verbal. Les trois autres échantillons sont conservés par la préfecture.

Toutefois, si la nature des denrées ou produits exige des mesures spéciales de conservation, les quatre échantillons sont envoyés au laboratoire, où ces mesures sont prises conformément aux arrêtés ministériels prévus à l'article 7. Dans ce cas, les quatre volants sont détachés des talons et annexés au procès-verbal.

11. Les laboratoires créés par les départements et les communes peuvent être admis, concurremment avec ceux de l'Etat, à procéder aux analyses lorsqu'ils ont été reconnus en état d'assurer ce service et agréés par une décision ministérielle prise sur l'avis conforme de la commission permanente.

TITRE II. — FONCTIONNEMENT DES LABORATOIRES.

12. Des arrêtés ministériels pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, déterminent le ressort des laboratoires admis à procéder à l'analyse des échantillons.

Pour l'examen des échantillons, les laboratoires ne peuvent employer que les méthodes indiquées par la commission permanente.

Ces analyses sont à la fois d'ordre qualitatif et quantitatif. L'examen comprend notamment les recherches microscopiques, spectroscopiques, polarimétriques,

réfractométriques, cryoscopiques, susceptibles de fournir des indications sur la pureté des produits, la recherche des antiseptiques et des colorants étrangers

Ces méthodes sont décrites en detail par des arrêtés, pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, après avis de la commission permanente.

13. Le laboratoire qui a reçu pour analyse un échantillon dresse, dans les huit jours de la réception, un rapport où sont consignés les résultats de l'examen et des analyses auxquels cet echantillon a donné lieu.

Ce rapport est adressé au préfet du département d'où provient l'échantillon; à Paris et dans le ressort de la préfecture de police, le rapport est adressé au prefet de police.

14. Si le rapport du laboratoire ne révèle aucune infraction à la loi du 1er août 1905, le préfet en avise sans délai l'intéressé.

Dans ce cas, si le remboursement des échantillons est demandé, il s'opère d'après leur valeur au jour du prélèvement, aux frais de l'Etat, au moyen d'un mandat délivré par le préfet, sur représentation du récépissé prévu à l'article 9.

15. Dans le cas où le rapport du laboratoire signale une infraction à la loi du 1er août 1905, le préfet transmet sans delai ce rapport au procureur de la République.

Il y joint le procès-verbal et les trois échantillons réservés.

S il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, avis doit être donne par le préfet au directeur des contributions indirectes du département.

16. Des arrêtés ministeriels, pris de concert entre le ministre de l'agriculture et le ministre du commerce, de l'industrie et du travail, déterminent dans quelle forme les laboratoires doivent rendre compte périodiquement aux préfets du nombre des échantillons analysés, du résultat de ces analyses et signaler les nouveaux procédés de fraude révélés par l'examen des échantillons.

TITRE III. — FONCTIONNEMENT DE L'EXPERTISE CONTRADICTOIRE.

17. Le procureur de la République informe l'auteur présumé de la fraude qu'il est l'objet d'une poursuite. Il l'avise qu'il peut prendre communication du rapport du directeur du laboratoire et qu'un delai de trois jours francs lui est imparti pour faire connaître s'il réclame l'expertise contradictoire prévue à l'article 12 de la loi du 1er août 1905.

18. S'il y a lieu à expertise, il est procédé à la nomination de deux experts, l'un désigné par le juge d'instruction, l'autre par la personne contre laquelle l'instruction est ouverte. Celle-ci a toutefois le droit de renoncer à cette désignation et de s'en rapporter aux conclusions de l'expert désigné par le juge.

Les experts sont choisis sur les listes spéciales de chimistes experts dressées, dans chaque ressort, par les cours d'appel ou les tribunaux civils.

L'inculpé pourra toutefois choisir son expert sur les listes dressées par la cour d'appel ou le tribunal civil du ressort d'où il aura déclaré que provient la marchandise suspecte.

19. Chaque expert est mis en possession d'un échantillon.

Le juge d'instruction donne communication aux experts des procès-verbaux de prélèvement ainsi que des factures, lettres de voiture, pièces de régie, et d'une façon générale, de tous les documents que la personne mise en cause a jugé utile de produire ou que le juge s'est fait remettre.

Aucune méthode officielle n'est imposée aux experts. Ils opèrent à leur gré, ensemble ou séparément, chacun d'eux etant libre d'employer les procédes qui lui paraissent le mieux appropriés.

Leurs conclusions sont formulées dans des rapports qui sont déposés dans le délai fixé par l'ordonnance du juge.

20. Si les experts sont en désaccord, ils désignent un tiers expert pour les

départager. A défaut d'entente pour le choix de ce tiers expert, il est désigné par le président du tribunal civil.

Le tiers expert peut être choisi en dehors des listes officielles.

21. Sur la demande des experts ou sur celle de la personne mise en cause, des dégustateurs, choisis dans les mêmes conditions que les autres experts, sont commis pour examiner les échantillons.

22. Lorsque des poursuites sont décidées, s'il s'agit de vins, bières, cidres, alcools ou liqueurs, le procureur de la République devra faire connaître au directeur des contributions indirectes ou à son représentant, dix jours au moins à l'avance, le jour et l'heure de l'audience à laquelle l'affaire sera appelée.

23. Il n'est rien innové quant à la procédure suivie par l'administration des douanes et par l'administration des contributions indirectes pour la constatation et la poursuite de faits constituant à la fois une contravention fiscale et une infraction aux prescriptions de la loi du 1er août 1905.

24. En cas de non-lieu ou d'acquittement, le remboursement de la valeur des échantillons s'effectue dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus.

25. Il sera statué ultérieurement sur les conditions d'application de la loi du 1er août 1905 à l'Algérie et aux colonies.

V. *l'arrêté du* 1er *août* 1906 *fixant les mesures à prendre pour le prélèvement des échantillons en exécution de la loi du* 1er *août* 1905 *et du décret portant règlement d'administration publique du* 31 *juillet* 1906 *sur la répression des fraudes* (*Journ. off. du* 2 *août* 1906).

Loi du 29 juin 1907,

Tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage

(**D. P.** 1907. 4. 81).

Art. 1er. Chaque année, après la récolte, tout propriétaire, fermier, métayer récoltant du vin, devra déclarer à la mairie de la commune où il fait son vin :

1° La superficie des vignes en production qu'il possède ou exploite;

2° La quantité totale du vin produit et celle des stocks antérieurs restant dans ses caves;

3° S'il y a lieu, le volume ou le poids de vendanges fraîches qu'il aura expédiées ou le volume ou le poids de celles qu'il aura reçues;

4° S'il y a lieu, la quantité de moûts qu'il aura expédiée ou reçue.

Ces déclarations seront inscrites sous le nom du déclarant, sur un registre restant à la mairie et qui devra être communiqué à tout requérant. Elles seront signées par le déclarant sur le registre; il en sera donné récépissé.

Copie sera transmise, par les soins de la mairie, au receveur buraliste de la localité, qui ne pourra délivrer au nom du déclarant de titres de mouvement pour une quantité de vin supérieure à la quantité déclarée.

Le relevé nominatif des déclarations sera affiché à la porte de la mairie.

Dès le début de la récolte, au fur et à mesure des nécessités de la vente, des déclarations partielles pourront être faites dans les conditions précédentes, sauf l'affichage qui n'aura lieu qu'après la déclaration totale.

Dans chaque département, le délai dans lequel devront être faites les déclarations sera fixé, annuellement, à une époque aussi rapprochée que possible de la fin des vendanges et écoulages, par le préfet, après avis du conseil général.

Toute déclaration frauduleuse sera punie d'une amende de cent francs (100 fr.) à mille francs (1 000 fr.).

2. Toute personne recevant des moûts ou des vendanges fraîches sera assimilée au propriétaire récoltant et tenue à la déclaration dans les trois jours de la réception et aux autres obligations de l'article 1er.

Toute déclaration frauduleuse sera punie des mêmes peines.

3. L'article 8 de la loi du 6 août 1905 est modifié ainsi qu'il suit :

« Tout expéditeur de marcs de raisins, de lies sèches et de levures alcooliques sera tenu de se munir, à la recette buraliste la plus proche, d'un passavant de 10 centimes indiquant le poids expédié et l'adresse du destinataire. »

4. (*L.* 28 *juillet* 1912, *art.* 4.) Seront punis des peines prévues à l'article 1er de la loi du 1er août 1905 ceux qui fabriqueront, exposeront, mettront en vente ou vendront, connaissant leur destination, des substances ayant une quelconque des destinations suivantes :

Améliorer et bouqueter les moûts, les vins ou les eaux-de-vie naturelles, en vue de tromper l'acheteur sur leurs qualités substantielles, leur origine ou leur espèce ;

Guérir les moûts ou les vins de leurs maladies en dissimulant leur alteration ;

Fabriquer des vins, des cidres et des poirés artificiels ;

Donner à des spiritueux destinés à la consommation, sous quelque nom que ce soit, les caractères d'une eau-de-vie naturelle en faussant les résultats de l'analyse ;

Masquer la falsification d'une boisson quelconque en faussant les résuitats de l'analyse.

Les pénalités, prévues au paragraphe ci-dessus, seront applicables à ceux qui, connaissant la destination de ces substances, auront provoqué à leur emploi, par le moyen de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces ou instructions quelconques.

La détention, sans motifs légitimes, de ces mêmes substances sera punie des peines portées à l'article 4 de la loi du 1er août 1905.

5. Le premier paragraphe de l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 est complété comme suit :

« Le sucre ainsi employé sera frappé d'une taxe complémentaire de quarante francs (40 fr.) par 100 kilogrammes de sucre raffiné. Cette taxe est due au moment de l'emploi. »

6. Le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 28 janvier 1903 est modifié de la façon suivante :

« Quiconque voudra se livrer à la fabrication du vin de sucre pour sa consommation familiale est tenu d'en faire la déclaration dans le même délai. La quantité de sucre employée ne pourra pas être supérieure à 20 kilogrammes par membre de la famille et par domestique attaché à la personne, ni à 20 kilogrammes par 3 hectolitres de vendanges récoltées, ni au total à 200 kilogrammes pour l'ensemble de l'exploitation.

« La fabrication des piquettes n'est autorisée que pour la consommation familiale et jusqu à concurrence de 40 hectolitres par exploitation. »

7. Les contraventions à l'article précédent sont punies d'une amende de cinq cents francs (500 fr.) à cinq mille francs (5 000 fr.) et de la confiscation des boissons, sucres et glucoses saisis.

L'amende est doublée dans le cas de fabrication, de circulation ou de détention de vins de sucre ou de vins de marcs en vue de la vente. Dans ce cas, les contrevenants sont, en outre, punis d'une peine de six jours à six mois d'emprisonnement ; cette dernière pénalité est doublée en cas de récidive.

Les mêmes peines sont applicables aux complices des contrevenants.

8. Tout commerçant qui voudra vendre du sucre ou du glucose par quantités supérieures à 25 kilogrammes est tenu d'en faire préalablement la déclaration à l'administration des contributions indirectes.

Il devra inscrire ses réceptions de sucre et de glucose sur un carnet conforme au modèle qui sera établi par l'administration. Il mentionnera sur le même carnet les livraisons supérieures à 25 kilogrammes. Ce registre sera représenté à toute réquisition du service des contributions indirectes, qui procédera à toutes vérifications nécessaires pour le contrôle des réceptions et des livraisons.

Toute contravention aux dispositions du présent article sera punie des peines édictées par l'article 3 de la loi du 30 décembre 1873.

Est substitue le chiffre de 25 kilogrammes au chiffre de 50 kilogrammes dans les articles 2, 3 et 4 de la loi du 6 août 1905.

9. Tous syndicats, formés conformément à la loi du 21 mars 1884 pour la defense des intérêts généraux de l'agriculture ou de la viticulture, ou du commerce et du trafic des vins, pourront exercer sur tout le territoire de la France et des colonies les droits reconnus à la partie civile par les articles 182, 63, 64, 66, 67 et 68 du Code d'instruction criminelle, relativement aux faits de fraudes et falsifications des vins, prévus par les lois des 14 août 1889, 11 juillet 1891, 24 juillet 1894, 6 avril 1897, 1er août 1905, 6 août 1905 et par la présente loi, ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil, en vertu des articles 1382 et suivants du Code civil.

10. Des règlements d'administration publique détermineront les conditions de l'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies.

V. *la discussion de cette loi à la Chambre des députés et au Sénat,* **D. P.** 1907. 4. 81; — **Bull. Dalloz,** 1907, p. 177.

Loi du 15 juillet 1907,

Concernant le mouillage et la circulation des vins et le régime des spiritueux (**D. P.** 1907. 4. 87).

Art. 1er. Les marchands de vins en gros subsistant à l'intérieur de Paris, en vertu de l'article 9 de la loi du 6 août 1905, ne pourront disposer des boissons reçues par eux qu'après qu'elles auront eté verifiées par le service de la régie et reconnues entièrement conformes à l'expédition.

Les infractions aux prescriptions du present article donneront lieu à l'application des peines edictées par l'article 1er de la loi du 28 février 1872.

2. L'article 12 de la loi du 6 août 1905 est modifie ainsi qu'il suit :

« Les dispositions du premier paragraphe de l'article 8 de la loi du 16 decembre 1897 sont etendues aux chargements de vins de plus de 5 hectolitres. »

3. A partir du 1er janvier 1908, les eaux-de-vie et alcools naturels provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poires, marcs, cerises et prunes, ne pourront bénéficier du titre de mouvement sur papier blanc prevu par l'article 23 de la loi du 31 mars 1903 que s'ils sont emmagasines dans des locaux separes par la voie publique de tous locaux qui contiendraient des spiritueux n'ayant droit qu'au titre de mouvement sur papier rose prevu par le même article.

Les eaux-de-vie et alcools naturels provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises et prunes et admis au bénéfice de l'article 24 de la loi du 31 mars 1903 ne pourront, à dater du 1er janvier 1908, continuer à profiter de ce bénefice que sous la condition prévue au paragraphe précédent.

Les eaux-de-vie et alcools naturels vises au premier paragraphe du présent article et les eaux-de-vie et alcools naturels vises au deuxième paragraphe devront être emmagasinés dans des locaux distincts.

4. Pour les eaux-de-vie et alcools naturels envoyes à destination d'entrepositaires, les bulletins d'origine accompagnant les acquits-à-caution seront retirés par le service au moment de la prise en charge et détruits par ses soins.

5. En cas de faillite ou de liquidation judiciaire, le concordat ne peut être opposé à la regie des contributions indirectes en ce qui concerne la contrainte par corps exercée pour le recouvrement des amendes adjugees par les tribunaux.

6. Le troisième paragraphe de l'article 5 de la loi du 1er août 1905 est modifié ainsi qu'il suit : — V. ce texte.

V. *la discussion de cette loi à la Chambre des députés et au Sénat,* **D. P.** 1907. 4. 87 — **Bull. Dalloz,** 1907, p. 179.

V. infrà, le décret du 3 septembre 1907, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905, sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de vie et spiritueux.

Loi du 4 février 1888,

Concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais
(**D. P.** 88. 4. 9; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 286). — **V. C. civ., L. 8 juill. 1907.**

Art. 1er. Seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 50 à 2000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement :

Ceux qui, en vendant ou en mettant en vente des engrais ou amendements, auront trompé ou tenté de tromper l'acheteur, soit sur leur nature, leur composition ou le dosage des éléments utiles qu'ils contiennent, soit sur leur provenance, soit par l'emploi, pour les désigner ou les qualifier, d'un nom qui, d'après l'usage, est donne à d'autres substances fertilisantes.

En cas de recidive, dans les trois ans qui ont suivi la dernière condamnation, la peine pourra être élevée à deux mois de prison et 4000 francs d'amende.

Le tout sans préjudice de l'application du paragraphe 3 de l'article 1er de la loi du 27 mars 1851, relatif aux fraudes sur la quantité des choses livrées, et des articles 7, 8 et 9 de la loi du 23 juin 1857 concernant les marques de fabrique et de commerce.

2. Dans les cas prévus à l'article précédent, les tribunaux peuvent, en outre des peines ci-dessus portées, ordonner que les jugements de condamnation seront, par extraits ou intégralement, publiés dans les journaux qu'ils détermineront, et affichés sur les portes de la maison et des ateliers ou magasins du vendeur, et sur celles des mairies de son domicile et de celui de l'acheteur.

En cas de récidive dans les cinq ans, ces publications et affichages seront toujours prescrits.

3. Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs inclusivement :

Ceux qui, au moment de la livraison, n'auront pas fait connaître à l'acheteur, dans les conditions indiquées à l'article 4 de la presente loi, la provenance naturelle ou industrielle de l'engrais ou de l'amendement vendu et sa teneur en principes fertilisants.

En cas de récidive dans les trois ans, la peine de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus pourra être appliquée.

4. Les indications dont il est parlé à l'article 3 seront fournies, soit dans le contrat même, soit dans le double de commission délivrée à l'acheteur au moment de la vente, soit dans la facture de remise au moment de la livraison.

La teneur en principes fertilisants sera exprimée par les poids d'azote, d'acide phosphorique et de potasse contenus dans 100 kilogrammes de marchandise facturée telle qu'elle est livrée, avec l'indication de la nature ou de l'état de combinaison de ces corps, suivant les prescriptions du règlement d'administration publique dont il est parlé à l'article 6.

Toutefois, lorsque la vente aura été faite avec stipulation du règlement du prix d'après l'analyse à faire sur échantillon prelevé au moment de la livraison, l'indication préalable de la teneur exacte ne sera pas obligatoire, mais mention devra être faite du prix du kilogramme de l'azote, de l'acide phosphorique et de la potasse contenus dans l'engrais, tel qu'il est livré, et de l'état de combinaison dans lequel se trouvent ces principes fertilisants.

La justification de l'accomplissement des prescriptions qui précèdent sera fournie, s'il y a lieu, en l'absence de contrat préalable ou d'accusé de réception de l'acheteur, par la production soit du copie de lettres du vendeur, soit de son livre de factures régulièrement tenu à jour et contenant l'énoncé prescrit par le présent article

5. Les dispositions des articles 3 et 4 de la présente loi ne sont pas applicables à ceux qui auront vendu, sous leur dénomination usuelle, des fumiers, des matières fécales, des composts, des gadoues ou boues de ville, des déchets de marchés, des résidus de brasserie, des varechs et autres plantes marines pour engrais, des déchets frais d'abattoirs, de la marne, des faluns, de la tangue, des sables coquilliers, des chaux, des plâtres, des cendres ou des suies provenant des houilles ou autres combustibles.

6. Un règlement d'administration publique prescrira les procédés d'analyse à suivre pour la détermination des matières fertilisantes des engrais, et statuera sur les autres mesures à prendre pour assurer l'exécution de la présente loi.

7. La loi du 27 juillet 1867 est et demeure abrogée.

8. La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

V. *la loi du* 8 *juillet* 1907, *concernant la vente des engrais* (*action en réduction de prix et en dommages-intérêts pour lésion du plus du quart dans l'achat des engrais ou amendements*), **D. P.** 1907. 4. 173; — **Bull. Dalloz,** 1908, p. 17.

V. 1° *le décret du* 3 *mai* 1911 *portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du* 4 *février* 1888, *concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais* (**Bull. Dalloz,** 1911, p. 258; — **Dalloz des Communes,** 1911, 1re partie, p. 170; — *Journ. off. du* 20 *mai* 1911); 2° *l'arrêté ministériel du* 15 *mai* 1911 *fixant les mesures à prendre pour le prélèvement des échantillons d'engrais, amendements et produits pour la destruction des cryptogames et autres parasites, suivi d'une* circulaire ministérielle du 16 mai 1911 *aux agents du service de la répression des fraudes relative à l'application du règlement ci-dessus* (**Bull. Dalloz,** 1911, p. 261; — *Journ. off. du* 20 *mai* 1911).

Loi du 16 avril 1897,

Concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine (**D. P.** 97. 4. 57; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.** p. 288). — V. *infrà*, L. 23 juill. 1907.

TITRE PREMIER.

Art. 1er. Il est interdit de désigner, d'exposer, de mettre en vente ou de vendre, d'importer ou d'exporter, sous le nom de beurre, avec ou sans qualificatif, tout produit qui n'est pas exclusivement fait avec du lait ou de la crème provenant du lait ou avec l'un et l'autre, avec ou sans sel, avec ou sans colorant.

2. Toutes les substances alimentaires autres que le beurre, quelles que soient leur origine, leur provenance et leur composition, qui présentent l'aspect du beurre et sont préparées pour le même usage que ce dernier produit, ne peuvent être désignées que sous le nom de margarine.

La margarine ainsi définie ne pourra, dans aucun cas, être additionnée de matières colorantes.

3. Il est interdit à quiconque se livre à la fabrication ou à la préparation du beurre, de fabriquer et de détenir dans ses locaux, et dans quelque lieu que ce soit, de la margarine ou de l'oléo-margarine, ni d'en laisser fabriquer et détenir par une autre personne dans les locaux occupés par lui.

La même interdiction est faite aux entrepositaires, commerçants et débitants de beurre.

Les deux premiers paragraphes du présent article ne sont pas applicables aux sociétés coopératives d'alimentation qui ne font pas acte de commerce.

La margarine et l'oleo-margarine ne pourront être introduites sur les marchés qu'aux endroits spécialement désignés à cet effet par l'autorité municipale.

La quantité de beurre contenue dans la margarine mise en vente, que cette

quantité provienne du barattage du lait ou de la crème avec l'oléo-margarine, ou qu'elle provienne d'une addition de beurre, ne pourra dépasser 10 %.

4. Toute personne qui veut se livrer à la fabrication de la margarine ou de l'oléo-margarine est tenue d'en faire la déclaration, à Paris, à la préfecture de police, et, dans les départements, au maire de la commune où elle veut établir sa fabrique.

5. Les locaux dans lesquels on fabrique ou conserve en dépôt, et où on vend de la margarine ou de l'oléo-margarine, doivent porter une enseigne indiquant, en caractères apparents d'au moins trente centimètres (0m 30) de hauteur, les mots « fabrique, dépôt ou débit de margarine ou d'oléo-margarine ».

6. Les fabriques de margarine et d'oléo-margarine sont soumises à la surveillance d'inspecteurs nommés par le Gouvernement. Ces employés ont pour mission de veiller sur la fabrication, sur les entrées en matières premières, sur la qualité de celles-ci, et sur les sorties de margarine et d'oléo-margarine. Ils s'assurent que les règles prescrites par le Gouvernement, sur l'avis du comité d'hygiène publique, sont rigoureusement observées.

Ils ont le droit de s'opposer à l'emploi de matières corrompues ou nuisibles à la santé, et de rejeter de la fabrication les suifs avariés. Ils peuvent déferer aux tribunaux les infractions aux dispositions de la présente loi, et des décrets et arrêtés ministériels intervenus pour son exécution.

7. Les inspecteurs mentionnés à l'article 6 peuvent pénétrer, en tout temps, dans tous les locaux des fabriques de margarine et d'oléo-margarine soumises à leur surveillance, dans les magasins, caves, celliers, greniers y attenant ou en dépendant, de même que dans tous les depôts et débits de margarine et d'oléo-margarine.

8. Le traitement des inspecteurs est à la charge des établissements surveilles. Le décret rendu en Conseil d'État, pour l'exécution de la loi, en fixera le montant, ainsi que le mode de perception et de recouvrement des taxes.

9. Les fûts, caisses, boîtes et récipients quelconques, renfermant de la margarine ou de l'oléo-margarine, doivent tous porter sur toutes leurs faces, en caractères apparents et indélébiles, le mot « margarine » ou « oléo-margarine ». Les élements entrant dans la composition de la margarine devront être indiqués par des étiquettes, et par les factures des fabricants et débitants.

Dans le commerce en gros, les récipients devront, en outre, indiquer, en caractères très apparents, le nom et l'adresse du fabricant.

En ce qui concerne la margarine destinée à l'exportation, le fabricant sera autorisé à substituer à sa marque de fabrique celle de l'acheteur, à la condition que cette marque porte, en caractères apparents, le mot « margarine ».

Dans le commerce de détail, la margarine ou l'oléo-margarine doivent être livrées, sous la forme de pains cubiques, avec une empreinte portant sur une des faces, soit le mot « margarine », soit le mot « oléo-margarine », et mises dans une enveloppe portant, en caractères apparents et indélébiles, la même désignation, ainsi que le nom et l'adresse du vendeur.

Lorsque ces pains seront détaillés, la marchandise sera livrée dans une enveloppe portant lesdites inscriptions.

10. La margarine ou l'oléo-margarine importées, exportées ou expédiées doivent être, suivant les cas, mises dans des récipients de la forme, et portant les indications mentionnées à l'article qui précède.

11. Il est interdit d'exposer, de mettre en vente ou en dépôt, et de vendre dans un lieu quelconque, de la margarine ou de l'oléo-margarine, sans qu'elles soient renfermées dans les récipients indiqués à l'article 9, et portant les indications qui y sont prescrites.

L'absence de ces désignations indique que la marchandise exposée, mise en dépôt ou en vente, est du beurre;

12. Dans les comptes, factures, connaissements, reçus de chemins de fer, contrats de vente et de livraison, et autres documents relatifs à la vente, à l'expédition, au transport et à la livraison de la margarine ou de l'oléo-margarine, la marchandise doit être expressement désignée, suivant le cas, comme « margarine ou oléo-margarine ». L'absence de ces formalités indique que la marchandise est du beurre.

13. Les inspecteurs désignés à l'article 6, et au besoin des experts spéciaux nommés par le Gouvernement, ont le droit de pénétrer dans les locaux où on fabrique pour la vente, dans ceux où l'on prépare et vend du beurre, de prélever des échantillons de la marchandise fabriquée, préparée, exposée, mise en vente ou vendue comme beurre.

Ils peuvent, de même, prélever des échantillons en douane, ou dans les ports, ou dans les gares de chemins de fer.

... (V. *infrà, L.* 23 *juill.* 1907.)

14 et **15**. *Abrogés par L.* 23 *juill.* 1907.

TITRE II. — PÉNALITÉS.

16. Ceux qui auront sciemment contrevenu aux dispositions de la présente loi seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 100 francs à 5000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement. Toutefois, seront présumés avoir connu la falsification de la marchandise ceux qui ne pourront indiquer le nom du vendeur ou de l'expéditeur. Les voituriers ou compagnies de transport par terre ou par eau qui auront sciemment contrevenu aux dispositions des articles 10 et 12 ne seront passibles que d'une amende de 50 à 500 francs.

Ceux qui auront empêche les inspecteurs et experts désignés dans les articles 6 et 13 d'accomplir leurs fonctions en leur refusant l'entrée de leurs locaux de fabrication, de dépôt et de vente, et de prendre des echantillons, seront passibles d'une amende de 500 à 1000 francs.

17. Ceux qui auront sciemment employé des matières corrompues ou nuisibles à la santé publique pour la fabrication de la margarine ou de l'oléo-margarine seront passibles des peines portées à l'article 423 du Code pénal.

18. En cas de récidive dans l'année qui suivra la condamnation, le maximum de l'amende sera toujours appliqué.

19 et **20**. *Abrogés par L.* 23 *juill.* 1907.

21. Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables aux delits prévus et punis par la présente loi.

22. Un règlement d'administration publique statuera sur toutes les mesures à prendre pour l'exécution de la présente loi, et notamment sur les formalités à remplir pour l'établissement et la surveillance des fabriques de margarine et d'oléo-margarine, sur la surveillance des beurreries, des débits de beurre, de margarine et d'oléo-margarine, des halles et marchés, sur le prélèvement et la vérification des échantillons des marchandises suspectes, sur la désignation des fonctionnaires préposés à cette surveillance et sur les garanties à édicter pour assurer les secrets de fabrication. Ce règlement devra être fait dans un delai de trois mois, sans que ce délai puisse en rien arrêter l'exécution de la présente loi dans tous les cas où l'application dudit règlement n'est pas nécessaire.

23. Sont abrogées la loi du 14 mars 1887 et toutes les dispositions contraires à la présente loi.

24. La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

Sur l'article 423 *et sur les textes ci-dessus rapportés*, **V. R.** v^is^ *Matières d'or et d'argent*, 12 s, 115 s.; *Poids et mesures*, 83 s.; *Vente de substances falsifiées*, 1 s. — **S.** v^is^ *Matières d'or et d'argent*, 15 s, 90 s.; *Poids et mesures*, 46 s ; *Vente de substances falsifiées*, 1 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, p 803 s.; et son **Suppl.**, p. 277 s.

Loi du 23 juillet 1907,

Portant modification de certaines dispositions de la loi du 16 *avril* 1897 *concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine* (D. P. 1907. 4. 152).

Article unique. Les dispositions des trois derniers paragraphes de l'article 13, ainsi que celles des articles 14, 15, 19 et 20 de la loi du 16 avril 1897 concernant la repression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine sont abrogees et remplacées par celles contenues dans les articles 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 13 de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrees alimentaires et des produits agricoles.

V. *la discussion de cette loi à la Chambre des députes et au Sénat*, D. P. 1907. 4. 152 ; — **Bull. Dalloz**, 1907, p. 180.

Décret du 9 novembre 1897,

Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 *avril* 1897 *concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine* (D. P. 98. 4. 8).

TITRE Ier. — SURVEILLANCE DES FABRIQUES DE MARGARINE ET D'OLÉO-MARGARINE.

Art. 1er. La déclaration exigée par l'article 4 de la loi du 16 avril 1897, de toute personne qui veut se livrer à la fabrication de l'oléo-margarine ou de la margarine, est faite sur papier timbré et en double expédition. — Elle indique les nom, prénoms et domicile du fabricant, et la nature des matières employées dans la fabrication. — A la déclaration est joint un plan descriptif de la fabrique et de toutes ses dépendances, en simple expédition. — Il est immédiatement donné récépissé de cette déclaration et des plans annexes. — Pour les fabriques actuellement existantes, la déclaration sera faite dans les huit jours de la publication du présent décret au *Journal officiel*. — Pour les fabriques qui seront établies à l'avenir, elle sera faite un mois au moins avant le commencement de la fabrication.

2. Dans les trois jours du dépôt de la déclaration, le maire de la commune transmet au préfet du département une des expéditions de la déclaration, ainsi que des plans annexes. — Le préfet du département transmet aussitôt ces pièces au ministre de l'agriculture. — Le préfet de police transmet de même, au ministre, les déclarations qui lui sont adressées directement.

3. Aucune modification ne peut être apportée aux dispositions mentionnées dans la déclaration et les pièces qui y sont annexées sans avoir fait l'objet, huit jours au moins à l'avance, d'une déclaration dans les formes prévues à l'article 1er ci-dessus. — Le changement du fabricant doit être déclaré dans les trois jours qui suivent la transmission de la fabrique.

4. Chaque fabrique de margarine ou d'oléo-margarine est placée, d'une manière permanente, sous la surveillance d'un ou de plusieurs inspecteurs spéciaux, désignés à cet effet par le ministre de l'agriculture, conformément à l'article 17 du présent décret. — Les heures d'ouverture et de fermeture de la fabrique sont déclarées aux inspecteurs par le propriétaire ou le gerant ; toute modification dans ces heures leur est notifiée au moins quarante-huit heures à l'avance. Tout travail est interdit en dehors des heures déclarées. — Les locaux dépendant de la fabrique, ateliers, magasins, caves, celliers, greniers, etc., sont ouverts en permanence aux inspecteurs pendant la durée du travail, et doivent leur être ouverts, en dehors de cette durée, sur leur réquisition.

5. Toute entrée de matières premières destinées à la production de la margarine, doit être inscrite par le fabricant sur un registre special qui en indique la provenance. — Les inspecteurs vérifient l'exactitude des indications portées à ce registre et examinent les matières premières pour s'assurer de leur innocuité.

6. Les inspecteurs s'assurent que la proportion de beurre autorisée par l'article 3 de la loi du 16 avril 1897 n'est pas dépassée, et qu'il n'est fait aucune addition de matière colorante, soit directement, soit indirectement.

7. Toute expédition de margarine ou d'oléo-margarine faite par une fabrique, doit être inscrite sur un registre spécial. — Les inspecteurs constatent la sortie et s'assurent que les récipients et étiquettes sont conformes aux prescriptions de l'article 9 de la loi.

TITRE II. — SURVEILLANCE DES BEURRERIES INDUSTRIELLES ET DE LA VENTE DE LA MARGARINE, DE L'OLÉO-MARGARINE ET DU BEURRE.

8. Sont placés sous la surveillance des agents désignés à cet effet par l'Administration, conformément aux articles 17 et 19 ci-après, et soumis à leur inspection, les dépôts et débits de margarine ou d'oléo-margarine, les locaux où l'on fabrique pour la vente et ceux où l'on prépare et vend du beurre.

9. Dans les halles et marchés, les pavillons, comptoirs et endroits quelconques affectés au déchargement et à la vente de la margarine et de l'oléo-margarine, doivent être séparés de ceux réservés au déchargement et à la vente du beurre par une distance suffisante pour prévenir toute tentative de fraude.

TITRE III. — ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU SERVICE DES PRÉLÈVEMENTS, DES LABORATOIRES ET DES EXPERTISES CONTRADICTOIRES.

10. (*Décr.* 29 *août* 1907.) Les autorités qui ont qualité pour opérer des prélèvements en vue de l'application de la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1907, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre, sont : — Les inspecteurs des fabriques de margarine et d'oléo-margarine institués conformement à l'article 17 du présent décret ; — Les commissaires de police ; — Les commissaires de la police spéciale des chemins de fer et des ports ; — Les agents des contributions indirectes et des douanes agissant à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ou commissionnés spécialement à cet effet par le ministre de l'agriculture ; — Les inspecteurs des halles, foires, marchés et abattoirs ; — Les agents des octrois et les vetérinaires sanitaires individuellement désignés par les préfets pour concourir à l'application de la loi du 1er août 1905 et commissionnés par eux à cet effet ; — Les agents spéciaux institués par les départements ou les communes pour concourir à l'application de ladite loi, dans les conditions prévues à l'article 2 du décret susvise du 31 juillet 1906.

11. (*Décr.* 29 *août* 1907.) Des prelèvements d'échantillons peuvent, en toutes circonstances, être opéres d'office dans les magasins, boutiques, ateliers, voitures servant de commerce, ainsi que dans les entrepôts, les abattoirs et leurs dépendances, les halles, foires et marchés, et dans les gares ou ports de départ et d'arrivée. — Les prélèvements sont obligatoires dans tous les cas où les produits paraissent falsifiés, corrompus ou toxiques. — Les administrations publiques sont tenues de fournir aux agents désignés à l'article 10 tous éléments d'information nécessaires à l'exécution de la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1907. — Les entrepreneurs de transports sont tenus de n'apporter aucun obstacle aux réquisitions pour prises d'échantillons et de représenter les titres de mouvement, lettres de voiture, récépissés, connaissements et déclarations dont ils sont détenteurs.

12. (*Décr.* 29 *août* 1907.) Tout prélèvement comporte quatre échantillons, l'un destiné au laboratoire pour analyse, les trois autres éventuellement destinés aux experts.

13. (*Décr.* 29 *août* 1907.) Tout prélèvement donne lieu, séance tenante, à la rédaction sur papier libre d'un procès-verbal. — Ce procès-verbal doit porter les mentions suivantes : — 1° Les nom, prenoms, qualité et residence de l'agent verbalisateur; — 2° La date, l'heure et le lieu où le prélèvement a été effectué; — 3° Les nom, prénoms, profession, domicile ou résidence de la personne chez laquelle le prélèvement a été opéré. Si le prelèvement a eu lieu en cours de route, les noms et domiciles des personnes figurant sur les lettres de voiture ou les connaissements comme expéditeurs et destinataires; — 4° La signature de l'agent verbalisateur. — Le procès-verbal doit, en outre, contenir un exposé succinct des circonstances dans lesquelles le prelèvement a été opéré, relater les marques et étiquettes apposées sur les enveloppes ou recipients, l'importance du lot de marchandises echantillonné, ainsi que toutes les indications jugées utiles pour établir l'authenticité des échantillons prélevés et l'identité de la marchandise. — Le propriétaire ou détenteur de la marchandise ou, le cas echéant, le représentant de l'entreprise de transport peut, en outre, faire inserer au procès-verbal toutes les déclarations qu'il juge utiles.

14. Lorsque la prise d'échantillon est effectuée ailleurs que chez le propriétaire, celui entre les mains de qui elle est opérée est tenu de faire connaître le nom et la demeure de la personne dont il détient la marchandise; s'il ne veut ou ne peut indiquer ce nom et cette demeure, comme s'il refuse de signer le procès-verbal, mention en est faite audit procès-verbal.

15. (*Décr.* 29 *août* 1907.) Les formalites prescrites par le décret du 31 juillet 1906 dans ses articles 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, dans les deux premiers alineas de l'article 15 ainsi que dans l'article 16, sont applicables aux prelèvements et aux analyses effectués pour la répression des fraudes dans le commerce du beurre, en exécution de la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1907.

16. (*Décr.* 29 *août* 1907.) Les règles établies par le decret du 31 juillet 1906 dans ses articles 17, 18, 19, 20, 21 et 24 pour le fonctionnement des expertises contradictoires et pour le remboursement de la valeur des échantillons en cas de non-lieu et d'acquittement, sont applicables lorsqu'il y a lieu à poursuites pour infraction à la loi du 16 avril 1897, modifiée par la loi du 23 juillet 1907.

Décret du 29 août 1907,

Portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 16 *avril* 1897, *modifiée par la loi du* 23 *juillet* 1907, *concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine* (**D. P.** 1907. 4. 152). — V. *suprà*, Décr. 9 nov. 1897, art. 10, 11, 12, 13, 15 et 16.

V. *la loi du* 14 *août* 1889, *ayant pour objet d'indiquer au consommateur la nature du produit livré à la consommation sous le nom de vin et de prévenir les fraudes dans la vente de ce produit* (**D. P.** 89. 4. 110; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 283 s.), *la loi du* 11 *juillet* 1891, *tendant à réprimer les fraudes dans la vente des vins* (**D. P.** 91 4. 65; — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 285); *la loi du* 24 *juillet* 1894, *relative aux fraudes commises dans la vente des vins, alcoolisation et mouillage* (**D. P.** 94. 4. 105); *la loi du* 6 *avril* 1897, *concernant la fabrication, la circulation et la vente des vins artificiels* (**D. P.** 97. 4. 47); *la loi du* 28 *janvier* 1903, *relative au régime des sucres, art.* 7 (*addition de sucre à la vendange*) (**D. P.** 1903. 4. 59) *modifiée dans son art.* 7 *par la loi du* 29 *juin* 1907 (**D. P.** 1907. 4. 81; — et *suprà*, p. 476); *la loi de finances du* 31 *mars* 1903, *art.* 32 *et* 33 (*emploi de glucose dans la vinification*) (**D. P.** 1903. 4. 17); *la loi du* 6 *août* 1905, *relative à la répression de la fraude sur les vins et au régime des spiritueux* (**D. P.** 1906. 4. 35) *modifiée dans son art.* 8 *par les lois du* 17 *avril* 1906, *art.* 13 (**D. P.** 1906. 4. 81) *et du* 29 *juin* 1907, *art.* 3 (**D. P.** 1907. 4. 81; — et *suprà* p. 477), *dans son art.* 11, § 2, *par*

la loi de finances du 17 *avril* 1906, *art.* 68 (**D. P.** 1906. 1. 85), *dans son art.* 12 *par la loi du* 15 *juillet* 1907 (**D. P.** 1907. 4. 87; — et *suprà*, p. 479), *dans son art.* 14 *par la loi de finances du* 30 *janvier* 1907, *art.* 21 (**D. P.** 1907. 4. 21), *dans son art.* 9, *par la loi de finances du* 13 *juillet* 1911, *art.* 14 (**D. P.** 1911. 4 132). — V. aussi *la loi du* 25 *avril* 1895, *relative à la préparation, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues* (infrà, Appendice, v° *Médecine et pharmacie*); *la loi de finances du* 30 *mars* 1902, *art.* 49 *à* 56 (*fabrication et emploi de la saccharine ou de toute substance édulcorante artificielle*) (**D. P.** 1902 4. 61), *complétée par la loi de finances du* 26 *décembre* 1908, *art.* 19 (**D. P.** 1909. 4. 1).

V. encore, *le décret du* 3 *septembre* 1907, *portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du* 1er *août* 1905, *sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles.....*, *en ce qui concerne les vins, les vins mousseux et les eaux-de-vie et spiritueux* (**D. P.** 1907. 4. 101; — *Journ. off. du* 5 *sept.* 1907); *le décret du* 11 *mars* 1908....., *en ce qui concerne les graisses et huiles comestibles* (**D. P.** 1908. 4. 41, — *Journ. off. du* 14 *mars* 1908) *modifié dans ses art.* 3, 4 *et* 7 *par le decret du* 20 *juill.* 1910 (*Journ. off. du* 28 *juill* 1910); *les quatre décrets du* 28 *juillet* 1908....., *en ce qui concerne les bières; — les cidres et les poirés; — les vinaigres; — les liqueurs et les sirops* (**D. P.** 1908. 4. 78; — *Journ. off. du* 7 *août* 1908); *le décret du* 19 *déc.* 1910....., *en ce qui concerne les produits de la sucrerie, de la confiserie et de la chocolaterie* (*Journ. off. du* 20 *déc.* 1910); *le decret du* 2 *mai* 1911....., *en ce qui concerne les hydromels* (*Journ. off. du* 7 *mai* 1911); *l'arrêté ministeriel du* 28 *juin* 1912 *relatif a la coloration, la conservation et l'emballage des denrées alimentaires et des boissons* (*Journ. off. du* 29 *juin* 1912)

V. *la loi de finances du* 8 *avr.* 1910, *art.* 34 *à* 37, *sur la fabrication et la mise en vente des objets d'or ou d'argent* (**D. P.** 1910. 4. 105).

En ce qui concerne ... : 1° *la législation des marques de fabrique*, V. Appendice au **C. com.**, II, PROPRIETÉ INDUSTRIELLE, LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, v° *Marques de fabrique.* — V. aussi Appendice au **C. com. ann.**, v° *Propriété industrielle;* et son **Suppl.**, nos 21370 s.

... 2° *la propriété littéraire et artistique en elle-même, ainsi que le droit de reproduction et les droits d'auteur*, V. Appendice au **C. com.**, II, PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, LITTERAIRE ET ARTISTIQUE, v° *Propriété littéraire et artistique.* — V. aussi Appendice au **C. com. ann.**, v° *Propriété littéraire et artistique;* et son **Suppl.**, nos 22637 s.

Art. 424. Si le vendeur et l'acheteur se sont servis, dans leurs marchés, d'autres poids ou d'autres mesures que ceux qui ont été etablis par les lois de l'État, l'acheteur sera privé de toute action contre le vendeur qui l'aura trompé par l'usage de poids ou de mesures prohibés; sans préjudice de l'action publique pour la punition, tant de cette fraude que de l'emploi même des poids et mesures prohibés.

La peine, en cas de fraude, sera celle portée par l'article précédent.

La peine, pour l'emploi des mesures et poids prohibés, sera déterminée par le livre IV du présent Code, contenant les peines de simple police. — *Pén.* 479-6°, 480-2°, 481-1°.

R. v° *Poids et mesures*, 83 s. — **S.** *eod. v°*, 46 s.

Art. 425. Toute édition d'écrits, de composition musicale, de dessin, de peinture ou de toute autre production, imprimée ou gravée en entier ou en partie, au mépris des lois et règlements relatifs a la propriété des auteurs, est une contrefaçon; et toute contrefaçon est un délit.

Décret du 7 germinal an XIII, *concernant l'impression des livres d'église, des heures et des prières* (**R.** v° *Propriété littéraire et artistique*, p. 445). — Art. 1er. Les livres d'église, les heures et prières, ne pourront être imprimés ou reimprimes que d'après la permission donnee par les évêques diocesains, laquelle permission sera textuellement rapportée et imprimee en tête de chaque exemplaire.

2. Les imprimeurs-libraires qui feraient imprimer, réimprimer des livres d'église, des heures ou prières, sans avoir obtenu cette permission, seront poursuivis conformément à la loi du 19 juillet 1793.

Loi du 16 mai 1866, *relative aux instruments de musique mécaniques* (**D. P.** 66. 4. 49). — ARTICLE UNIQUE. La fabrication et la vente des instruments servant à reproduire mécaniquement des airs de musique qui sont du domaine privé ne constituent pas le fait de contrefaçon musicale prevu et puni par la loi du 19 juillet 1793, combinée avec les articles 425 et suivants du Code pénal.

R. v° *Propriété littéraire et artistique*, 330 s. — **S.** *eod.* v°, 104 s. — **V.** aussi **C. pén. ann.**, art. 425, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 7100 s.

En ce qui concerne la propriété littéraire en elle-même, ainsi que le droit de reproduction et les droits d'auteur, V. Appendice au **C. com.**, II, PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, v° *Propriété littéraire et artistique;* — Appendice au **C. com. ann.**, v° *Propriété littéraire et artistique;* et son **Suppl.**, nos 22286 s.

1. Il y a delit de contrefaçon dans le fait de reproduire, fût-ce dans une forme manuscrite, une œuvre musicale pour en faire, dans un intérêt mercantile, un emploi autre que celui autorisé par le propriétaire, et le fait de donner en location à plusieurs directeurs de theâtre une partition d'orchestre contrefaite en constitue le délit. — Cr. r. 28 janv. 1888, D. P. 88. 1 400

2. En matiere de propriété artistique, la contrefaçon est indépendante du moyen employé pour la fabrication ; par exemple, la reproduction non autorisée d'un tableau à l'huile par la gravure, qui est elle-même un art spécial, est punissable. — S v° *Propriété littér. et artist.*, 109.

3. Il en est de même de la reproduction par la *photographie* — Paris, 9 janv 1891, S. v° *Propriété littér. et artist.* 109.

4... Et a plus forte raison par la *chromolithographie.* — Paris, 26 janv. 1887, D. P. 88. 2. 309.

5. Le délit de contrefaçon prévu et puni par la loi du 19 juill. 1793 et par les art. 425 et 426 c. pen. est soumis, comme tous les autres délits, a la double condition d'un fait matériel causant un préjudice et d'une pensee coupable. — Nancy, 11 dec. 1890, D. P. 91. 2. 375.

6. La mauvaise foi est donc nécessaire a l'existence du delit de contrefaçon. — Riom, 13 juin 1888, D. P. 90. 2 126. — Rennes, 27 fevr. 1889, D. P 90 2. 190. — Cr. r 23 juin 1833, D. P. 93 1. 616

7. Mais la constatation de la contrefaçon fait naître contre ses auteurs une presomption de mauvaise foi qui ne peut être detruite que par la preuve contraire. — Nancy, 11 dec. 1890, precité. — Douai, 13 mai 1891, D P 92. 2. 182. — Rennes, 5 janv. 1892, S. v° *Propriété littér. et artist.*, 57.

Art. 426. Le débit d'ouvrages contrefaits, l'introduction sur le territoire français d'ouvrages qui, après avoir été imprimés en France, ont été contrefaits chez l'étranger, sont un délit de la même espèce.

Décret du 28 mars 1852, *sur la contrefaçon d'ouvrages étrangers* (**D. P.** 52. 4. 93). — Art 1er. La contrefaçon, sur le territoire français, d'ouvrages publies à l'etranger, et mentionnes en l'article 425 du Code pénal, constitue un délit.

2. Il en est de même du débit, de l'exportation et de l'expédition des ouvrages contrefaisants. L'exportation et l'expedition de ces ouvrages sont un delit de la même espèce que l'introduction, sur le territoire français, d'ouvrages qui, apres avoir été imprimes en France, ont été contrefaits chez l'étranger.

3 Les délits prevus par les articles precédents seront réprimés conformément aux articles 427 et 429 du Code penal.

L'article 463 du même Code pourra être applique.

4 Néanmoins, la poursuite ne sera admise que sous l'accomplissement des conditions exigées relativement aux ouvrages publies en France, notamment par l'article 6 de la loi du 19 juillet 1793.

R. v° *Propriété littéraire et artistique*, 330 s. — **S.** *eod.* v°, 104 s,

Art. 427. La peine contre le contrefacteur ou contre l'introducteur sera une amende de 100 francs au moins et de 2000 francs au plus, et contre le débitant une amende de 25 francs au moins et de 500 francs au plus.

La confiscation de l'édition contrefaite sera prononcée tant contre le contrefacteur que contre l'introducteur et le débitant.

Les planches, moules ou matrices des objets contrefaits, seront aussi confisqués.

R. v° *Propriété littéraire et artistique*, 481 s — **S.** *eod.* v°, 134 s.

Art. 428. Tout directeur, tout entrepreneur de spectacles, toute association d'artistes, qui aura fait représenter sur son théâtre des ouvrages dramatiques au mépris des lois et règlements relatifs à la propriété des auteurs, sera puni d'une amende de 50 francs au moins, de 500 francs au plus, et de la consfication des recettes.

R. v° *Propriété littéraire et artistique*, 160 s. — **S.** *eod.* v°, 56 s.

1. Un écrivain peut donner communication à sa famille et à ses amis, dans l'intimite, d'une œuvre qui ne lui est pas personnelle ; mais il ne peut la produire dans une assemblée où il appelle des étrangers, des personnes qui ne se connaissent pas, des representants de la presse, et en outre lorsqu'il s'agit non plus d'une distraction domestique, mais d'une véritable epreuve de l'œuvre en partie publique. — Paris, 4 nov. 1890, D. P. 91. 2. 203.

2. Les courses de chevaux données dans un hippodrome doivent être assimilees a un spectacle public ; en consequence, le directeur de la societe des courses, en laissant executer sur l'hippodrome des morceaux de musique sans le consentement de l'auteur, commet le délit puni par l'art. 428 c. pen. — Rennes, 19 févr. 1892, D. P. 93 2. 268.

3. Il en est de même de l'exécution d'avis de danse dans des bals publics. — Cr. r. 9 mai 1891, D. P. 91. 1. 494.

4. L'infraction aux droits de propriété littéraire et artistique des œuvres musicales exige comme condition nécessaire, mais suffisante, la publicite de l'exécution soit quant au lieu, soit quant aux personnes ; specialement, le local particulier et clos loue par un syndicat pour un banquet et un bal, lui est propre pendant toute la durée de la fête et ne presente pas le caractère de lieu public. — Chambery, 1er août 1901, D. P. 1902. 1. 253.

5. De même, une réunion de corps de métier ou de societaires n'ayant d'autre but que de se distraire et de se délasser entre eux presente le caractere privé à l'egal d'une reunion de famille. — Même arrêt

En ce qui concerne la représentation des œuvres dramatiques et musicales, V. Appendice au **C. com.**, II, PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE, v° *Propriété littéraire et artistique*. — V. aussi Appendice au **C. com. ann.**, v° *Propriété littéraire et artistique ;* et son **Suppl.**, nos 22644 s.

Art. 429. Dans les cas prévus par les quatre articles précédents, le produit des confiscations, ou les recettes confisquées, seront remises au propriétaire, pour l'indemniser d'autant du préjudice qu'il aura souffert; le surplus de son indemnité, ou l'entière indemnité, s'il n'y a eu ni vente d'objets confisqués, ni saisie de recettes, sera réglé par les voies ordinaires.

R. v° *Propriété littéraire et artistique*, 481 s — **S.** *eod.* v°, 136

§ 6. — Délits des fournisseurs.

Art. 430. Tous individus chargés, comme membres de compagnie ou individuellement, de fournitures, d'entreprises ou régies pour le compte des armées de terre et de mer, qui, sans y avoir été contraints par une force

majeure, auront fait manquer le service dont ils sont chargés, seront punis de la peine de la reclusion et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être au-dessous de 500 francs; le tout sans préjudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi. — *Pén.* 7-6°, 11, 21, 28, 47.

Art. 431. Lorsque la cessation du service proviendra du fait des agents des fournisseurs, les agents seront condamnés aux peines portées par le précédent article.

Les fournisseurs et leurs agents seront également condamnés, lorsque les uns et les autres auront participé au crime. — *Pén.* 59 s.

Art. 432. Si des fonctionnaires publics ou des agents, préposés ou salariés du Gouvernement, ont aidé les coupables à faire manquer le service, ils seront punis de la peine des travaux forcés à temps, sans prejudice de peines plus fortes en cas d'intelligence avec l'ennemi. — *Pén.* 7, 15, 47.

Art. 433. Quoique le service n'ait pas manqué, si, par négligence, les livraisons et les travaux ont été retardés, ou s'il y a eu fraude sur la nature, la qualité ou la quantité des travaux ou main-d'œuvre ou des choses fournies, les coupables seront punis d'un emprisonnement de six mois au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de 100 francs.

Dans les divers cas prévus par les articles composant le présent paragraphe, la poursuite ne pourra être faite que sur la dénonciation du Gouvernement. — *Pén.* 9, 24, 40.

R. v° *Marché de fournitures*, 72 s. — **S.** *eod.* v°, 56 s.

1. Le fait par le titulaire d'un marche de fournitures pour le compte de l'armee de terre de frauder sur la quantite des fournitures dont il est charge constitue, non pas le delit de tromperie sur la quantite des choses vendues, prevu et puni par les art. 1er et s. de la loi du 27 mars 1851, mais le delit dit des « fournisseurs », prevu et puni par l'art. 433 c. pen. — Paris, 9 mai 1893, D. P. 93. 2. 429.

2. Le simple retard dans la livraison de fournitures destinees au service militaire constitue un delit lorsqu'il est le resultat de la negligence, bien que le service n'ait pas manque et que l'État n'ait été exposé qu'à un dommage eventuel. — Cr. r. 22 juill 1895, D. P. 1901. 1. 116.

3 Pour l'existence du delit, une mise en demeure prealable n'est pas necessaire, les fournisseurs militaires etant constitues en demeure par cela seul qu'ils ont negligé d'effectuer les livraisons dans le délai qui leur est imparti. — Même arrêt.

4. Les agents des fournisseurs des armees de terre et de mer peuvent être declares complices des delits commis par les fournisseurs eux-mêmes, et, en cette qualité, punis des mêmes peines. — Paris, 9 mai 1893, D. P. 93. 2. 429.

5. Le délit dit « des fournisseurs », prevu et puni par l'art. 433 c. pen., ne peut être poursuivi que sur la denonciation du Gouvernement. — Paris, 9 mai 1893, D. P. 93. 2. 429. — Cr. c. 8 dec. 1899, D. P. 1902. 1. 117.

6. Mais on doit considérer comme une denonciation du Gouvernement la lettre par laquelle le ministre de la guerre denonce formellement les agissements coupables du fournisseur et prie le procureur general d'exercer des poursuites. — Paris, 9 mai 1893, precite.

SECTION III.

Destructions, dégradations, dommages.

Art. 434. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, quand ils sont habités ou servent à l'habitation, et généralement aux lieux habités ou servant

à l'habitation, qu'ils appartiennent ou n'appartiennent pas à l'auteur du crime, sera puni de mort.

Sera puni de la même peine quiconque aura volontairement mis le feu, soit à des voitures ou wagons contenant des personnes, soit à des voitures ou wagons ne contenant pas des personnes, mais faisant partie d'un convoi qui en contient.

Quiconque aura volontairement mis le feu à des édifices, navires, bateaux, magasins, chantiers, lorsqu'ils ne sont ni habités, ni servant à l'habitation, ou à des forêts, bois taillis ou récoltes sur pied, lorsque ces objets ne lui appartiennent pas, sera puni de la peine des travaux forcés à perpétuité.

Celui qui, en mettant ou en faisant mettre le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent et à lui-même appartenant aura volontairement causé un préjudice quelconque à autrui, sera puni des travaux forcés à temps.

Sera puni de la même peine celui qui aura mis le feu sur l'ordre du propriétaire.

Quiconque aura volontairement mis le feu, soit à des pailles ou récoltes en tas ou en meules, soit à des bois disposés en tas ou en stères, soit à des voitures ou wagons chargés ou non chargés de marchandises, ou autres objets mobiliers ne faisant point partie d'un convoi contenant des personnes, si ces objets ne lui appartiennent pas, sera puni des travaux forcés à temps.

Celui qui, en mettant ou en faisant mettre le feu à l'un des objets énumérés dans le paragraphe précédent, et à lui-même appartenant, aura volontairement causé un préjudice quelconque à autrui, sera puni de la reclusion.

Sera puni de la même peine celui qui aura mis le feu sur l'ordre du propriétaire.

Celui qui aura communiqué l'incendie à l'un des objets énumérés dans les précédents paragraphes, en mettant volontairement le feu à des objets quelconques appartenant soit à lui, soit à autrui, et placés de manière a communiquer ledit incendie, sera puni de la même peine que s'il avait directement mis le feu à l'un desdits objets.

Dans tous les cas, si l'incendie a occasionné la mort d'une ou de plusieurs personnes se trouvant dans les lieux incendiés au moment où il a éclaté, la peine sera la mort.

R. v° *Dommage-destruction*, 5 s. — **S.** *cod.* 1°, 14 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 434, nos 1 s ; et son **Suppl.**, nos 7190 s.

Art. 435. (*L. 2 avril* 1892.) La peine sera la même, d'après les distinctions faites en l'article précédent, contre ceux qui auront détruit volontairement en tout ou en partie ou tenté de détruire par l'effet d'une mine ou de toute substance explosible les édifices, habitations, digues, chaussées, navires, bateaux, véhicules de toutes sortes, magasins ou chantiers, ou leurs dépendances, ponts, voies publiques ou privées et généralement tous objets mobiliers ou immobiliers de quelque nature qu'ils soient.

Le dépôt, dans une intention criminelle, sur une voie publique ou privée, d'un engin explosif sera assimilé à la tentative du meurtre prémédité.

Les personnes coupables des crimes mentionnés dans le présent article seront exemptes de peine si, avant la consommation de ces crimes et avant toutes poursuites, elles en ont donné connaissance et révélé les auteurs aux

autorités constituées, ou si, même après les poursuites commencées, elles ont procuré l'arrestation des autres coupables.

Elles pourront néanmoins être frappées, pour la vie ou à temps, de l'interdiction de séjour établie par l'article 19 de la loi du 27 mai 1885. — *Pén.* 95.

Ancien art. 435. [TEXTE DE 1810.] — *La peine sera la même contre ceux qui auront détruit, par l'effet d'une mine, des édifices, navires ou bateaux.*

[TEXTE DE LA LOI DU 28 AVRIL 1832.] — *La peine sera la même, d'après les distinctions faites en l'article précédent, contre ceux qui auront détruit, par l'effet d'une mine, des édifices, navires, bateaux, magasins ou chantiers.*

R. v° *Dommage-destruction*, 112 s. — **S.** *eod. v°*, 64 s.

Art. 436. (*L.* 2 *avril* 1892.) La menace d'incendier ou de détruire, par l'effet d'une mine ou de toute substance explosible, les objets compris dans l'énumération de l'article 435 du Code pénal sera punie de la peine portée contre la menace d'assassinat, et d'après les distinctions établies par les articles 305, 306 et 307.

Ancien art. 436. — *La menace d'incendier une habitation ou toute autre propriété sera punie de la peine portée contre la menace d'assassinat, et d'après les distinctions établies par les articles* 305, 306 *et* 307.

R. v° *Dommage-destruction*, 121 s. — **S.** *cod. v°*, 70 s.

Art. 437. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque, volontairement, aura détruit ou renversé, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des édifices, des ponts, digues ou chaussées ou autres constructions qu'il savait appartenir à autrui, ou causé l'explosion d'une machine à vapeur, sera puni de la reclusion, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et indemnités, ni être au-dessous de 100 francs.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, puni de la peine des travaux forcés à temps. — *Pén.* 7, 12, 15, 28, 257, 451, 456.

Ancien art. 437. — *Quiconque aura volontairement détruit ou renversé, par quelque moyen que ce soit, en tout ou en partie, des édifices, des ponts, digues ou chaussées, ou autres constructions qu'il savait appartenir à autrui, sera puni de la reclusion, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et indemnités, ni être au-dessous de* 100 *francs. — S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, puni de la peine des travaux forcés à temps.*

R. v° *Dommage-destruction*, 162 s. — **S.** *cod. v°*, 93 s.

Art. 438. Quiconque, par des voies de fait, se sera opposé à la confection de travaux autorisés par le Gouvernement, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts ni être au-dessous de 16 francs.

Les moteurs subiront le maximum de la peine. — *Pén.* 7, 12, 15, 28, 257, 451, 456.

R. v° *Dommage-destruction*, 175 s. — **S.** *eod. v°*, 100 s.

Art. 439. Quiconque aura volontairement brûlé ou détruit, d'une manière quelconque, des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique, des titres, billets, lettres de change, effets de commerce ou de banque, contenant ou opérant obligation, disposition ou décharge, sera puni ainsi qu'il suit :

Si les pièces détruites sont des actes de l'autorité publique, ou des effets de commerce ou de banque, la peine sera la reclusion;

S'il s'agit de toute autre pièce, le coupable sera puni d'un emprisonnement de deux à cinq ans, et d'une amende de 100 francs à 300 francs. — *Pén.* 7, 9, 28, 40, 47, 173, 255, 400.

R. v° *Dommage-destruction*, 184 s. — **S.** *eod. v°*, 109 s.

Art. 440. Tout pillage, tout dégât de denrées ou marchandises, effets, propriétés mobilières, commis en réunion ou bande et à force ouverte, sera puni des travaux forcés à temps; chacun des coupables sera de plus condamné à une amende de 200 francs à 5 000 francs.

R. v° *Dommage-destruction*, 207 s. — **S.** *eod. v°*, 119 s.

Art. 441. Néanmoins, ceux qui prouveront avoir été entraînés par des provocations ou sollicitations à prendre part à ces violences, pourront n'être punis que de la peine de la reclusion.

R. v° *Dommage-destruction*, 221 s. — **S.** *eod. v°*, 121 s.

Art. 442. Si les denrées pillées ou détruites sont des grains, grenailles ou farines, substances farineuses, pain, vin ou autre boisson, la peine que subiront les chefs, instigateurs ou provocateurs seulement, sera le maximum des travaux forcés à temps, et celui de l'amende prononcée par l'article 440.

R. v° *Dommage-destruction*, 224 s. — **S.** *eod. v°*, 123.

Art. 443. (*L.* 13 *mai* 1863.) Quiconque, à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen, aura volontairement détérioré des marchandises, matières ou instruments quelconques servant à la fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de 16 francs.

Si le délit a été commis par un ouvrier de la fabrique ou par un commis de la maison de commerce, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans, sans préjudice de l'amende, ainsi qu'il vient d'être dit.

Ancien art. 443. — *Quiconque, à l'aide d'une liqueur corrosive ou par tout autre moyen, aura volontairement gâté des marchandises ou matières servant à la fabrication, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart des dommages-intérêts, ni être moindre de* 16 *francs. — Si le délit a été commis par un ouvrier de la fabrique ou par un commis de la maison de commerce, l'emprisonnement sera de deux à cinq ans, sans préjudice de l'amende ainsi qu'il vient d'être dit*

R. v° *Dommage-destruction*, 229 s. — **S.** *eod.* v°, 121 s.

Art. 444. Quiconque aura dévasté des récoltes sur pied ou des plants venus naturellement ou faits de main d'homme, sera puni d'un emprisonnement de deux ans au moins, de cinq ans au plus.

Les coupables pourront de plus être mis, par l'arrêt ou le jugement, *sous la surveillance de la haute police* pendant cinq ans au moins et dix ans au plus. — *Pén.* 9, 11, 40 s., 388, 455; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

R. v° *Dommage-destruction*, 235 s. — **S.** *eod. v°*, 129 s.

Art. 445. Quiconque aura abattu un ou plusieurs arbres qu'il savait appartenir à autrui, sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de six jours, ni au-dessus de six mois, à raison de chaque arbre, sans que la totalité puisse excéder cinq ans. — *Pén.* 9, 40, 448, 455.

Art. 446. Les peines seront les mêmes à raison de chaque arbre mutilé, coupé ou écorcé de manière à le faire périr. — *Pén.* 44, 450, 455.

R. v° *Dommage-destruction*, 241 s. — **S.** *eod. v°*, 131 s.

1. Les art. 445 et s. c. pén., qui punissent la mutilation des arbres, s'appliquent aux arbustes. — Cr. c. 27 nov. 1891, D. P. 92. 1. 250.

2. ... Et spécialement aux rosiers, surtout aux rosiers de haute tige. — Même arrêt.

3. Un cep de vigne est également un arbre dans le sens de l'art. 445 c. pen. — Paris, 6 juin 1890, D. P. 90. 2. 256.

Art. 447. S'il y a eu destruction d'une ou de plusieurs greffes, l'emprisonnement sera de six jours à deux mois, à raison de chaque greffe, sans que la totalité puisse excéder deux ans. — *Pén.* 9, 24, 40, 445, 448, 455.

R. v° *Dommage-destruction*, 241 s. — **S.** *eod. v°*, 139.

Art. 448. Le minimum de la peine sera de vingt jours dans les cas prévus par les articles 445 et 446, et de dix jours dans le cas prévu par l'article 447, si les arbres étaient plantés sur les places, routes, chemins, rues ou voies publiques ou vicinales ou de traverse. — *Pén.* 9, 24, 40, 455.

R. v° *Dommage-destruction*, 254 s. — **S.** *eod. v°*, 140 s.

Art. 449. Quiconque aura coupé des grains ou des fourrages qu'il savait appartenir à autrui, sera puni d'un emprisonnement qui ne sera pas au-dessous de six jours ni au-dessus de deux mois. — *Pén.* 9, 24, 40, 388, 444, 450, 455, 471-9°.

Art. 450. L'emprisonnement sera de vingt jours au moins et de quatre mois au plus, s'il a été coupé du grain en vert.

Dans les cas prévus par le présent article et les six précédents, si le fait a été commis en haine d'un fonctionnaire public et à raison de ses fonctions, le coupable sera puni du maximum de la peine établie par l'article auquel le cas se référera.

Il en sera de même, quoique cette circonstance n'existe point, si le fait a été commis pendant la nuit. — *Pen.* 9, 24, 40, 455, 462.

R. v° *Dommage-destruction*, 258 s. — **S.** *eod. v°*, 142 s.

Art. 451. Toute rupture, toute destruction d'instruments d'agriculture, de parcs de bestiaux, de cabanes de gardiens, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins, d'un an au plus. — *Pén.* 9, 40, 455.

R. v° *Dommage-destruction*, 265 s. — **S.** *eod* v°, 145 s.

Art. 452. Quiconque aura empoisonné des chevaux ou autres bêtes de voiture, de monture ou de charge, des bestiaux à cornes, des moutons, chèvres ou porcs, ou des poissons dans des étangs, viviers ou réservoirs, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans, et d'une amende de 16 francs à 300 francs.

Les coupables pourront être mis, par l'arrêt ou le jugement, *sous la surveillance de la haute police* pendant deux ans au moins et cinq ans au

plus. — *Pén.* 9, 11, 24, 40, 44, 52, 301, 387, 455, 479-2°; *L.* 27 *mai* 1885, *art.* 19.

Art. 453. Ceux qui, sans nécessité, auront tué l'un des animaux mentionnés au précédent article, seront punis ainsi qu'il suit :

Si le délit a été commis dans les bâtiments, enclos et dépendances ou sur les terres dont le maître de l'animal tué était propriétaire, locataire, colon ou fermier, la peine sera un emprisonnement de deux mois à six mois;

S'il a été commis dans les lieux dont le coupable était propriétaire, locataire, colon ou fermier, l'emprisonnement sera de six jours à un mois;

S'il a été commis dans tout autre lieu, l'emprisonnement sera de quinze jours à six semaines.

Le maximum de la peine sera toujours prononcé en cas de violation de clôture. — *Pén.* 9, 24, 40, 455, 479-2°.

Art. 454. Quiconque aura, sans nécessité, tué un animal domestique dans un lieu dont celui à qui cet animal appartient est propriétaire, locataire, colon ou fermier, sera puni d'un emprisonnement de six jours au moins et de six mois au plus.

S'il y a eu violation de clôture, le maximum de la peine sera prononcé. — *Pén.* 9, 40, 455.

Art. 455. Dans les cas prévus par les articles 444 et suivants jusqu'au précédent article inclusivement, il sera prononcé une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et dommages-intérêts, ni être au-dessous de 16 francs. — *Pén.* 9, 52 s.

R. v° *Dommage-destruction*, 270 s. — **S.** *cod.* v°, 147 s.

Loi du 2 juillet 1850, *relative aux mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques* (**D. P.** 50. 4. 145). — ARTICLE UNIQUE. Seront punis d'une amende de 5 à 15 francs, et pourront l'être d'un à cinq jours de prison, ceux qui auront exercé publiquement et abusivement de mauvais traitements envers les animaux domestiques.

La peine de la prison sera toujours appliquée en cas de récidive

L'article 463 du Code penal sera toujours applicable.

V. C. pén. ann., p. 907 s.; et son **Suppl.,** p. 301 s.

Art. 456. Quiconque aura, en tout ou en partie, comblé des fossés, détruit des clôtures, de quelques matériaux qu'elles soient faites, coupé ou arraché des haies vives ou sèches; quiconque aura déplacé ou supprimé des bornes ou pieds corniers, ou autres arbres plantés ou reconnus pour établir les limites entre différents héritages, sera puni d'un emprisonnement qui ne pourra être au-dessous d'un mois ni excéder une année, et d'une amende égale au quart des restitutions et des dommages-intérêts, qui, dans aucun cas, ne pourra être au-dessous de 50 francs. — *Pén.* 9, 24, 40 s., 389, 462.

R. v° *Dommage-destruction*, 297 s. — **S.** *eod.* v°, 169 s.

V. *suprà, sous l'art.* 257, *la loi du* 13 *avril* 1900, *sur la destruction, la détérioration ou le déplacement des bornes ou des signaux.*

Art. 457. Seront punis d'une amende qui ne pourra excéder le quart des restitutions et des dommages-intérêts, ni être au-dessous de 50 francs, les propriétaires ou fermiers, ou toute personne jouissant de moulins, usines ou étangs, qui, par l'élévation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la

hauteur déterminée par l'autorite compétente, auront inonde les chemins ou les propriétés d'autrui.

S'il est résulté du fait quelques dégradations, la peine scra, outre l'amende, un emprisonnement de six jours à un mois. — *Pén.* 9, 24, 40, 462.

R. v° *Dommage-destruction*, 324 s. — **S.** *cod.* v°, 187 s. — **V.** aussi **C. adm. ann.**, t. 5, v° *Eaux*, p. 134, n°s 2988 s.

Art. 458. L'incendie des propriétés mobilières ou immobilières d'autrui, qui aura éte causé par la vétusté ou le défaut soit de réparation, soit de nettoyage des fours, cheminées, forges, maisons ou usines prochaines, ou par des feux allumés dans les champs à moins de cent mètres des maisons, édifices, forêts, bruyères, bois, vergers, plantations, haies, meules, tas de grains, pailles, foins, fourrages, ou tout autre dépôt de matières combustibles, ou par des feux ou lumières portés ou laissés sans précaution suffisante, ou par des pièces d'artifice allumées ou tirées par négligence ou imprudence, sera puni d'une amende de 50 francs au moins et de 500 francs au plus. — *Pén.* 9, 52 s., 471-1°, 2°, 475-12°, 479-4°; *For.* 38, 42, 148.

R. v° *Dommage-destruction*, 132 s. — **S.** *eod* v°, 77 s

Art. 459. (Abrogé par L. 21 juillet 1881.) *Tout détenteur ou gardien d'animaux ou de bestiaux soupçonnés d'être infectés de maladie contagieuse, qui n'aura pas averti sur-le-champ le maire de la commune où ils se trouvent, et qui, même avant que le maire ait répondu à l'avertissement, ne les aura pas tenus renfermés, sera puni d'un emprisonnement de six jours à deux mois, et d'une amende de* 16 *francs à* 200 *francs.*

Art. 460. (Abrogé par L. 21 juillet 1881.) *Seront également punis d'un emprisonnement de deux mois à six mois, et d'une amende de* 100 *francs a* 500 *francs, ceux qui, au mépris des défenses de l'Administration, auront laissé leurs animaux ou bestiaux infectés communiquer avec d'autres.*

Art. 461. (Abrogé par L. 21 juillet 1881.) *Si, de la communication mentionnée au précédent article, il est résulté une contagion parmi les autres animaux, ceux qui auront contrevenu aux défenses de l'autorité administrative seront punis d'un emprisonnement de deux ans a cinq ans, et d'une amende de* 100 *francs à* 1 000 *francs; le tout sans préjudice de l'exécution des lois et règlements relatifs aux maladies épizootiques et de l'application des peines y portées.*

En ce qui concerne les dispositions relatives aux épizooties et à la police sanitaire des animaux qui faisaient l'objet des articles 459 *à* 461, *elles sont aujourd'hui reglementées par la loi du* 21 *juillet* 1881. V., pour le commentaire de cette loi, **C. adm. ann.**, t. 3, v° *Agriculture* (*Épizootie*). — V. aussi **S.** v° *Salubrité publique*, 68 s.

Art. 462. Si les délits de police correctionnelle dont il est parlé au présent chapitre ont été commis par des gardes champêtres ou forestiers, ou des officiers de police, à quelque titre que ce soit, la peine d'emprisonnement sera d'un mois au moins, et d'un tiers au plus en sus de la peine la plus forte qui serait appliquée à un autre coupable du même délit. — *Pén.* 198; *L.* 3 *mai* 1844, *art.* 12; *L.* 21 *juillet* 1881, *art.* 35.

R. vis *Dommage-destruction*, 3; *Forfaiture*, 188 s.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 463. (*L.* 13 *mai* 1863.) « Les peines prononcées par la loi contre celui ou ceux des accusés reconnus coupables, en faveur de qui le jury aura déclaré les circonstances atténuantes, seront modifiées ainsi qu'il suit :

« Si la peine prononcée par la loi est la mort, la cour appliquèra la peine des travaux forcés à perpétuité ou celle des travaux forcés à temps ;

« Si la peine est celle des travaux forcés à perpétuité, la cour appliquera la peine des travaux forcés à temps ou celle de la reclusion ;

« Si la peine est celle de la déportation dans une enceinte fortifiée, la cour appliquera celle de la déportation simple ou celle de la détention ; mais, dans les cas prévus par les articles 96 et 97, la peine de la déportation simple sera seule appliquée ;

« Si la peine est celle de la déportation, la cour appliquera la peine de la détention ou celle du bannissement ;

« Si la peine est celle des travaux forcés à temps, la cour appliquera la peine de la reclusion ou les dispositions de l'article 401, sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous de deux ans ;

« Si la peine est celle de la reclusion, de la détention, du bannissement ou de la dégradation civique, la cour appliquera les dispositions de l'article 401, sans toutefois pouvoir réduire la durée de l'emprisonnement au-dessous d'un an.

« Dans le cas où le Code prononce le *maximum* d'une peine afflictive, s'il existe des circonstances atténuantes, la cour appliquera le *minimum* de la peine ou même la peine inférieure. »

(*Décr.* 27 *novembre* 1870.) « Dans tous les cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcées par le Code pénal, si les circonstances paraissent atténuantes, les tribunaux correctionnels sont autorisés, même en cas de récidive, à réduire l'emprisonnement même au-dessous de six jours et l'amende même au-dessous de 16 francs.

« Ils pourront aussi prononcer séparément l'une ou l'autre de ces peines, et même substituer l'amende à l'emprisonnement, sans qu'en aucun cas elle puisse être au-dessous des peines de simple police. »

(*L.* 26 *octobre* 1888.) « Dans le cas où l'amende est substituée à l'emprisonnement, si la peine de l'emprisonnement est seule prononcée par l'article dont il est fait application, le maximum de cette amende sera de 3,000 francs. »

R. v° *Peine*, 508 s. — **S.** *eod. v°*, 538 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 463, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 7482 s.

Loi du 13 *mai* 1863 : **D. P.** 63. 4. 108.
Décret du 27 novembre 1870 : **D. P.** 71. 4 9.
Loi du 26 *octobre* 1888 : **D. P.** 89. 4. 3.

Loi du 26 mars 1891,

Sur l'atténuation et l'aggravation des peines [loi de sursis].
— V. le texte de cette loi, *suprà*, p. 325.

L'art. 463, § 9, c. pen, étant restreint aux cas où la peine de l'emprisonnement et celle de l'amende sont prononcees par ce code, le bénéfice des circonstances attenuantes ne peut être etendu aux delits prevus et punis par des lois spéciales qu'en vertu d'une disposition expresse de la loi. — Cr. r. 21 avr. 1904, D. P. 1904. 1. 352.

LIVRE QUATRIÈME.

CONTRAVENTIONS DE POLICE ET PEINES.

Loi décrétée le 20 février 1810, promulguée le 2 mars suivant.

CHAPITRE PREMIER.

Des peines.

Art. 464. Les peines de police sont :
L'emprisonnement,
L'amende,
Et la confiscation de certains objets saisis. — *Pén.* 465 s., 470; *Instr.* 137.

Loi du 5 avril 1884, *sur l'organisation municipale* (**D. P.** 84. 4. 25-52 ; — et **C. adm. ann.**, t. 1, v° *Commune*, p. 504 s.). — Art. 97. La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté et la salubrité publiques.
Elle comprend notamment :
1° Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places, et voies publiques, ce qui comprend le nettoiement, l'éclairage, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des édifices menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute, ou celle de rien jeter qui puisse endommager les passants, ou causer des exhalaisons nuisibles ;
2° Le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique, telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits et rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants, et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;
3° Le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics ;
4° Le mode de transport des personnes décédées, les inhumations et exhumations, le maintien du bon ordre et de la décence dans les cimetières, sans qu'il soit permis d'établir des distinctions ou des prescriptions particulières, à raison des croyances ou du culte du défunt ou des circonstances qui ont accompagné sa mort ;
5° L'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure, et sur la salubrité des comestibles exposés en vente ;
6° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et celui de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux, tels que les incendies, les inondations, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, en provoquant, s'il y a lieu, l'intervention de l'administration supérieure ;
7° Le soin de prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les aliénés, dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés ;
8° Le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces.
98. Le maire a la police des routes nationales et départementales, et des voies de communication, dans l'intérieur des agglomérations, mais seulement en ce qui touche à la circulation sur lesdites voies.

Il peut, moyennant le payement de droits fixés par un tarif dûment etabli, sous les réserves imposees par l'article 7 de la loi du 11 frimaire an VII, donner des permis de stationnement ou de dépôt temporaire sur la voie publique, sur les rivieres, ports et quais fluviaux et autres lieux publics.

Les alignements individuels, les autorisations de bâtir, les autres permissions de voirie sont delivrés par l'autorite compétente, après que le maire aura donne son avis dans le cas où il ne lui appartient pas de les delivrer lui-même.

Les permissions de voirie à titre précaire ou essentiellement révocable sur les voies publiques qui sont placees dans les attributions du maire et ayant pour objet, notamment, l'etablissement dans le sol de la voie publique des canalisations destinees au passage ou a la conduite soit de l'eau, soit du gaz, peuvent, en cas de refus du maire non justifié par l'interêt général, être accordees par le prefet.

99. Les pouvoirs qui appartiennent au maire, en vertu de l'article 91, ne font pas obstacle au droit du préfet de prendre, pour toutes les communes du departement ou plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas ou il n'y aurait pas eté pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrite, de la sûreté et de la tranquillité publiques.

Ce droit ne pourra être exerce par le préfet à l'egard d'une seule commune qu'apres une mise en demeure au maire restée sans résultat.

Art. 465. L'emprisonnement, pour contravention de police, ne pourra être moindre d'un jour, ni excéder cinq jours, selon les classes, distinctions et cas ci-après spécifiés.

Les jours d'emprisonnement sont des jours complets de vingt-quatre heures. — *Pén.* 40, 473 s.

Art. 466. Les amendes pour contravention pourront être prononcées depuis 1 franc jusqu'à 15 francs inclusivement, selon les distinctions et classes ci-après spécifiées, et seront appliquées au profit de la commune où la contravention aura été commise. — *Pén.* 467 s., 471 s.

Art. 467. La contrainte par corps a lieu pour le payement de l'amende.

Néanmoins, le condamné ne pourra être, pour cet objet, détenu plus de quinze jours, s'il justifie de son insolvabilité. — *L. 22 juillet* 1867, *art.* 2 s., 9 s.

Art. 468. En cas d'insuffisance des biens, les restitutions et les indemnités dues à la partie lésée, sont préférées a l'amende. — *Pén.* 10, 54, 469; *Instr.* 161.

Art. 469. Les restitutions, indemnités et frais entraîneront la contrainte par corps, et le condamné gardera prison jusqu'à parfait payement : néanmoins, si ces condamnations sont prononcées au profit de l'État, les condamnés pourront jouir de la faculté accordée par l'article 467, dans le cas d'insolvabilité prévu par cet article. — *Pén.* 52, 53, 467; *Décr.* 18 *juin* 1811, *art.* 175; *L.* 22 *juillet* 1867, *art.* 2 s., 9 s.; *L.* 19 *décembre* 1871.

Art. 470. Les tribunaux de police pourront aussi, dans les cas déterminés par la loi, prononcer la confiscation, soit des choses saisies en contravention, soit des choses produites par la contravention, soit des matières ou des instruments qui ont servi ou étaient destinés à la commettre. — *Pén.* 11, 52, 464, 472, 477, 481.

R. v° *Contravention-contraventions de police*, 1 s. — **S.** *cod.* v°, 1 s.

V. *la loi de finances du 26 décembre* 1890, *art.* 11 (**D. P.** 91. 4. 50), (*attribution du produit des amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les tribunaux répressifs dont le recouvrement est confié aux percepteurs par la loi du 29 déc.* 1873), *modifiée, en ce qui concerne cet article, par les lois de finances du 28 avril* 1893, *art.* 45 (**D. P.** 93. 4. 79), *et du 13 avril* 1898, *art.* 84 (**D. P.** 98. 4. 97).

CHAPITRE II.
Contraventions et peines.

SECTION PREMIÈRE.
Première classe.

Art. 471. Seront punis d'amende, depuis 1 franc jusqu'à 5 francs inclusivement:

1° Ceux qui auront négligé d'entretenir, réparer ou nettoyer les fours, cheminées ou usines où l'on fait usage du feu;

2° Ceux qui auront violé la défense de tirer, en certains lieux, des pièces d'artifice;

3° Les aubergistes et autres qui, obligés à l'éclairage, l'auront négligé; ceux qui auront négligé de nettoyer les rues ou passages, dans les communes où ce soin est laissé à la charge des habitants;

4° Ceux qui auront embarrassé la voie publique, en y déposant ou y laissant sans nécessité des matériaux ou des choses quelconques qui empêchent ou diminuent la liberté ou la sûreté du passage; ceux qui, en contravention aux lois et règlements, auront négligé d'éclairer les matériaux par eux entreposés ou les excavations par eux faites dans les rues et places;

5° Ceux qui auront négligé ou refusé d'exécuter les règlements ou arrêtés concernant la petite voirie, ou d'obeir à la sommation émanée de l'autorité administrative, de réparer ou démolir les édifices menaçant ruine;

6° Ceux qui auront jeté ou exposé au-devant de leurs édifices des choses de nature à nuire par leur chute ou par des exhalaisons insalubres;

7° Ceux qui auront laissé dans les rues, chemins, places, lieux publics, ou dans les champs, des coutres de charrue, pinces, barres, barreaux, ou autres machines, ou instruments, ou armes, dont puissent abuser les voleurs et autres malfaiteurs;

8° Ceux qui auront négligé d'écheniller dans les campagnes ou jardins où ce soin est prescrit par la loi ou les règlements (*Abrogé implicitement par L. 24 déc. 1888. art. 5*);

9° Ceux qui, sans autre circonstance prévue par les lois, auront cueilli ou mangé, sur le lieu même, des fruits appartenant à autrui;

10° Ceux qui, sans autre circonstance, auront glané, râtelé ou grappillé dans les champs non encore entièrement dépouillés et vidés de leurs récoltes, ou avant le moment du lever ou après celui du coucher du soleil;

11° Ceux qui, sans avoir été provoqués, auront proféré contre quelqu'un des injures, autres que celles prévues depuis l'article 367 jusques et y compris l'article 378 (*Sur la contravention d'injure non publique*, V. Appendice au present Code, v° *Presse, L. 29 juillet 1881, art. 29 et 33, § 3*);

12° Ceux qui imprudemment auront jeté des immondices sur quelque personne;

13° Ceux qui, n'étant ni propriétaires, ni usufruitiers, ni locataires, ni fer-

miers, ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, ou qui, n'étant agents ni préposés d'aucune de ces personnes, seront entrés et auront passé sur ce terrain, ou sur partie de ce terrain, s'il est préparé ou ensemencé;

14° Ceux qui auront laissé passer leurs bestiaux ou leurs bêtes de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, avant l'enlèvement de la récolte;

15° (*L.* 28 *avril* 1832.) « Ceux qui auront contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative, et ceux qui ne se seront pas conformés aux règlements ou arrêtés publiés par l'autorité municipale, en vertu des articles 3 et 4, titre 11, de la loi des 16-24 août 1790 (*art.* 3 *abrogé par L.* 5 *avril* 1884, *art.* 168), et de l'article 46, titre 1er, de la loi du 19-22 juillet 1791 (*remplacé par L.* 5 *avril* 1884, *art.* 94). » — *Pén.* 319, 320.

R. vis *Contravention-contraventions de police*, 23 s., 71 s.; *Peine*, 81 s. — **S.** vis *Contravention-contraventions de police*, 27 s., 52 s; *Peine*, 60 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 471, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 7604 s.

En ce qui concerne les règlements de police et les matières sur lesquelles s'exerce la police municipale, V. le commentaire très développé, **C. adm. ann.**, t. 1, vo *Commune*, p. 487, nos 1803 s.; p. 490, nos 1916 s.; p. 494, nos 2073 s.; p. 508, nos 2397 s.; p. 582, nos 4939 s.; p. 602, nos 5682 s. — V. encore **C. adm. ann.**, t. 3, vo *Voirie*, p. 1331, nos 7886 s.; p. 1352, nos 8453 s.; p. 1368, nos 8929 s.

1. L'existence, dans une porte qui joint la voie publique, de battants se développant au dehors, et formant, chaque fois que la porte est ouverte, une avance sur cette voie, constitue une saillie prohibée. — Cr. c. 31 janv. 1890 (2e espèce), D. P. 90. 1. 403.

2. Les pouvoirs de l'autorité municipale, relatifs à la police, à la sûreté et à la salubrité des voies urbaines, s'appliquent indifféremment aux rues qui font partie du domaine public communal, et à celles qui, restées à l'état de rues privées, ont été, du consentement de leurs propriétaires, ouvertes au public et assimilées ainsi à la voie publique — Cr. c. 20 mai 1892, D. P. 93. 1. 299. — Cr. r. 25 nov. 1892, *ibid.*

3. La contravention d'embarras de la voie publique n'existe qu'autant que le dépôt a été effectué sans nécessité. — Cr. r. 17 nov. 1893, D. P. 96. 1. 476.

4. Le juge de police ne peut légalement faire résulter l'excuse de la nécessité de dépôt de matériaux ou de choses quelconques sur la voie publique que d'un fait accidentel, imprévu ou de force majeure, et non de l'exercice d'un métier ou d'une profession. — Même arrêt.

5. Par suite, c'est à tort que le juge de simple police relaxe un huissier poursuivi à l'occasion du dépôt sur la voie publique du mobilier d'un locataire expulsé, par ce motif qu'il n'existe pas de fourrière publique. — Cr. r. 17 nov. 1893 (2e espèce), précité. — Cr. c. 24 févr. 1900, D. P. 1901. 1. 50.

6. Il rentre dans les attributions du juge de police d'apprécier sommairement si cette nécessité a existé et a été de nature à excuser l'embarras de la voie publique. — Cr. r. 15 déc. 1899, D. P. 1901. 1. 120. — Cr. r. 27 janv. 1900, D. P. 1902. 1. 143

7. L'art. 471, § 4, c. pen., s'applique aussi au commissaire-priseur poursuivi à l'occasion du dépôt sur la voie publique du mobilier à la vente duquel il procédait, par ce motif que la maison ne se prêtait pas à une exposition des objets et n'aurait pu contenir le public assistant à la vente, alors, d'ailleurs, qu'il n'est pas constaté que le commissaire-priseur ait fait les diligences nécessaires pour obtenir qu'il fût procédé à la vente dans un autre lieu. — Cr. r. 17 nov. 1893 (3e espèce), D. P. 96. 1. 476.

8. Au contraire, le juge de simple police peut admettre l'excuse de la nécessité, lorsqu'il constate que le stationnement d'une voiture sur la voie publique n'a pas dépassé le temps strictement nécessaire pour dételer le cheval et remiser la voiture. — Cr. r. 17 nov. 1893 (1re espèce), D. P. 96. 1. 476.

9. L'arrêté municipal qui prescrit, en cas de péril imminent, la démolition d'un édifice, est exécutoire par provision. — Civ. c. 15 juin 1891, D. P. 92 1. 557.

10. Et le juge de simple police saisi d'une contravention, pour refus d'obéissance à cet arrêté, ne peut ni contester l'imminence du péril, ni prescrire une mesure quelconque de vérification, ni même accorder un sursis. — Cr. c. 5 août 1887, D. P. 87. 1. 508.

11. On ne saurait considérer comme

constituant la contravention prévue par l'art. 471, § 6, le fait que de la poussière et des brins de paille provenant d'un vannage fait dans l'intérieur d'une grange se sont échappés à l'extérieur. — Cr. c. 9 juill. 1887, S. v° *Contravention-contraventions de police*, 105.

12. L'arrêté municipal qui fixe les heures de fermeture des « cafes, cabarets et autres débits de boissons à consommer sur place », ne distingue pas entre les cafetiers, cabaretiers et debitants de boissons qui donnent exclusivement à boire et ceux qui, dans un même local ou dans des locaux contigus, exercent soit simultanément soit à des heures differentes les deux industries de cafetier et de restaurateur ; en conséquence, doit être cassé le jugement du tribunal de simple police qui relaxe un cafetier tenant son établissement ouvert après l'heure réglementaire sous prétexte qu'à partir de cette heure le prevenu cesse d'être cafetier pour devenir restaurateur et refuse de servir les gens qui demandent seulement à boire. — Cr. c. 22 mars 1895, D. P. 99. 5. 224.

13. Les débits de boissons forains et temporaires sont assujettis aux mêmes heures de fermeture que les débits permanents. — Cr. c. 11 janv. 1895, D. P. 95. 1. 376.

14. ... Alors du moins que les arrêtés municipaux ou préfectoraux ne font aucune distinction entre ces deux catégories de débits de boissons. — Même arrêt.

15. Le deversement d'eaux fétides sur la voie publique constitue une infraction à l'art. 471, § 6, c. pén. — Req. 10 avr. 1900, D. P. 1901. 1. 34.

16. Lorsqu'un arrêté municipal sur la circulation des vélocipedes porte qu'aucun vélocipede ne pourra circuler sur les voies publiques sans être muni d'un grelot sonore, il n'est satisfait à cette prescription qu'autant que le grelot est attaché à la machine ; il ne suffit pas qu'il soit tenu à la main par celui qui monte le vélocipède. — Cr. c. 13 mars 1896, D. P. 97. 1. 207.

17. Le vélocipédiste qui veut dépasser des voitures, chevaux ou velocipèdes est tenu d'avertir spécialement le conducteur ou le cavalier en faisant resonner l'appareil par un moyen autre que celui resultant de la marche ralentie du vélocipède. — Cr. r. 19 fevr. 1897, D. P. 97. 1. 207.

18. Il n'appartient pas à l'autorité municipale d'assurer par la sanction penale de l'art. 471 c. pén. l'exécution des contrats d'ordre civil intervenus entre elle et des particuliers dans l'interêt privé de la commune. — Cr. r. 8 févr. 1900, D. P. 1902. 1. 171. — V. conf. Cr. r. 29 oct. 1896, D. P. 98. 1. 26. — Cr. r. 25 oct. 1900, D. P. 1901. 1. 206.

19. Le maire d'une commune peut, légalement, prendre, à raison des nécessités particulières de la circulation locale, un arrêté déterminant pour la commune un maximum de vitesse, inferieur à la vitesse permise par le décret du 10 mars 1899, sur la circulation des automobiles ; spécialement, le maire peut, sur le territoire de sa commune, interdire aux motocycles, tricycles et voitures automobiles de marcher à une vitesse excédant douze kilomètres à l'heure. — Cr. c. 15 janv. 1903, D. P. 1904. 1. 534. — Cr. c. 21 janv. 1905, D. P. 1905. 1. 88. — Cr. c. 9 mars 1907, D. P. 1909. 1. 432.

20. Celui qui, contrairement aux prescriptions d'un arrêté préfectoral, fait circuler sur la voie publique une bicyclette dépourvue de plaque d'identité et de contrôle, commet personnellement une contravention de police et ne saurait être relaxé par le motif qu'il n'était pas le proprietaire de la bicyclette, mais l'avait prise seulement en location. — Cr. c. 10 nov. 1889, D. P. 1900. 1. 183. — Cr. c. 24 mars 1905, D. P. 1906. 1. 301.

21. Un maire ne peut, en vertu des pouvoirs de police qu'il tient de la loi du 5 avr. 1884 sur l'organisation municipale, interdire le port du costume ecclesiastique sous la sanction de l'art. 471, n° 15, c. pén. — Cr. r. 23 mai 1901, D. P. 1901. 1. 429. — V. en note, *ibid.*, Trib. simple police de Guise, 29 mars 1901. — Sur l'interdiction du port des vêtements sacerdotaux et l'exhibition des insignes religieux, V. Cons. d'Et. 2 août 1907, D. P. 1908. 3. 81 ; Decr. en Cons. d'Et. 9 avr. 1904, D. P. 1906. 3 12 ; Cons. d'Et. 14 fevr. 1908, D. P. 1909. 3. 95.

22. Sur la légalité des arrêtes prefectoraux ou municipaux reglementant l'exhibition des drapeaux sur la voie publique, V. Cr. r. (sur ce moyen) 23 janv. 1896, D. P. 96. 1. 478, et le rapport de M. le conseiller Dupré. — Cr. r. 4 janv. 1902, D. P. 1903. 1. 558. — Cr. r. 31 oct. 1902, D. P. 1903. 1. 560.

Loi du 24 décembre 1888, *concernant la destruction des insectes, des cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture* (**D. P.** 89. 4. 32). — ART. 1er. Les préfets prescrivent les mesures nécessaires pour arrêter ou prévenir les dommages causes a l'agriculture par des insectes, des cryptogames ou autres végetaux nuisibles, lorsque ces dommages se produisent dans un ou plusieurs départements ou seulement dans une ou plusieurs communes, et prennent ou peuvent prendre un caractère envahissant ou calamiteux.

L'arrête ne sera pris par le préfet qu'après l'avis du conseil général du département, à moins qu'il ne s'agisse de mesures urgentes et temporaires.

Il déterminera l'époque à laquelle il devra être procédé à l'exécution des mesures, les localités dans lesquelles elles seront applicables ainsi que les modes spéciaux à employer.

Il n'est executoire, dans tous les cas, qu'après l'approbation du ministre de l'agriculture, qui prend, sur les procédés à appliquer, l'avis d'une commission technique instituee par décret.

2. Les propriétaires, les fermiers, les colons ou métayers, ainsi que les usufruitiers et les usagers, sont tenus d'exécuter sur les immeubles qu'ils possedent et cultivent ou dont ils ont la jouissance et l'usage, les mesures prescrites par l'arrêté préfectoral. Toutefois, dans les bois et forêts, ces mesures ne sont applicables qu'à une lisière de trente mètres.

Ils doivent ouvrir leurs terrains pour permettre la verification ou la destruction, à la réquisition des agents.

L'Etat, les communes et les établissements publics et privés sont astreints aux mêmes obligations sur les propriétés leur appartenant.

3. En cas d'inexécution dans les délais fixes, procès-verbal est dressé par le maire, l'adjoint, l'officier de gendarmerie, le commissaire de police, le garde forestier ou le garde champêtre, et le contrevenant est cite devant le juge de paix.

La citation sera donnée par lettre recommandée ou par le garde champêtre.

Les parties pourront comparaître volontairement et sur un simple avertissement du juge de paix.

Les délais fixés par l'article 146 du Code d'instruction criminelle seront observés.

Le juge de paix pourra ordonner l'exécution provisoire de son jugement, nonobstant opposition ou appel sur minute et avant l'enregistrement.

4. A défaut d'exécution dans le délai imparti par le jugement, il est procede à l'execution d'office, aux frais des contrevenants, par les soins du maire ou du commissaire de police.

Le recouvrement des dépenses ainsi faites est opéré par le percepteur, en vertu de mandatements exécutoires délivrés par les prefets et conformement aux regles suivies en matière de contributions directes.

5. Les contraventions aux dispositions des articles 1er et 2 de la présente loi sont punies d'une amende de 6 à 15 francs.

L'amende est doublée et la peine d'emprisonnement pendant cinq jours au plus peut même être prononcée, en cas de récidive, contre les contrevenants.

6. L'article 463 du Code pénal est applicable aux pénalités prononcées par la présente loi.

7. La loi du 26 ventôse an IV est abrogee Sont maintenues toutes les dispositions des lois et règlements concernant la destruction du phylloxera et celle du doryphora

8. La presente loi est applicable aux départements de l'Algérie.

V. *la discussion de cette loi à la Chambre des députes et au Sénat*, **D. P.** 89. 4 32 s.

Pour le commentaire, avec la doctrine et la jurisprudence, V. **S.** v° *Droit rural*, 41 s ; **C. adm. ann.**, t. 3, v° *Agriculture*, p. 195, nos 1377 s.

Loi du 21 juin 1898, *sur le Code rural (police rurale concernant les personnes, les animaux et les récoltes)* (**D. P.** 98. 4. 125). — ART. 76. Les prefets prescrivent les mesures nécessaires pour arrêter ou prévenir les dommages causés à l'agriculture par des insectes, des cryptogames ou autres végetaux nuisibles, lorsque ces dommages prennent ou peuvent prendre un caractère envahissant ou calamiteux.

L'arrêté n'est pris par le préfet qu'après avis du conseil général du departement et de la chambre consultative d'agriculture, à moins qu'il ne s'agisse de mesures urgentes et temporaires.

Il détermine l'epoque a laquelle il devra être procédé à l'execution des mesures, les localites dans lesquelles elles seront applicables, ainsi que les modes speciaux à employer.

L'arrêté n'est executoire, dans tous les cas, qu'apres l'approbation du ministre de l'agriculture, qui prend, sur les procedes à appliquer, l'avis de la commission technique.

77. Les proprietaires, les fermiers, les colons ou métayers, ainsi que les usufruitiers et les usagers, sont tenus d'executer, sur les immeubles qu'ils possèdent et cultivent, au dont ils ont la jouissance et l'usage, les mesures prescrites par l'arrêté préfec-

toral. Toutefois, dans les bois et forêts, ces mesures ne sont applicables qu'a une lisière de trente mètres.

Ils doivent ouvrir leurs terrains, pour permettre la vérification ou la destruction, à la requisition des agents.

L'Etat, les departements, les communes sont astreints, pour leur domaine public et prive, aux mêmes obligations que les particuliers.

Il en est de même des etablissement publics pour leurs propriétés.

78, En cas d'inexécution, par des particuliers ou des etablissements publics, dans les délais fixés, des mesures prescrites, proces-verbal est dressé par le maire, l'officier de gendarmerie, le commissaire de police, le garde forestier ou le garde champêtre, et le contrevenant est cite devant le juge de paix.

La citation sera donnee par lettre recommandée ou par le garde champêtre.

Les parties pourront comparaître volontairement et sur un simple avertissement du juge de paix.

Les delais fixes par l'article 146 du Code d'instruction criminelle seront observés.

Le juge de paix pourra ordonner l'exécution provisoire de son jugement, nonobstant opposition ou appel sur minute et avant enregistrement.

79. A defaut d'execution dans le delai impari par le jugement, il est procede a l'exécution d'office, aux frais des contrevenants, par les soins du maire ou du commissaire de police.

Le recouvrement des depenses ainsi faites est opéré comme en matière de contributions directes, sur un rôle rendu exécutoire par le prefet.

80. Lorsque l'echenillage ou la destruction des insectes nuisibles et la destruction des cryptogames et vegétaux nuisibles doivent être operes sur les biens appartenant a l'Etat, aux departements ou aux communes, et ne l'ont pas ete dans les délais imposes, il y est procédé d'office, aux frais de qui il appartient, par les ordres du prefet.

Art. 472. Seront en outre confisqués, les pièces d'artifice saisies dans le cas n° 2 de l'article 471, les coutres, les instruments et les armes mentionnés dans le n° 7 du même article. — *Pén.* 11, 464, 470, 477, 481.

R. v° *Contravention-contraventions de police*, 88, 173.

Art. 473. La peine d'emprisonnement pendant trois jours au plus pourra de plus être prononcée, selon les circonstances, contre ceux qui auront tiré des pièces d'artifice; contre ceux qui auront glané, râtelé ou grappillé en contravention au n° 10 de l'article 471. — *Pén.* 464, 476, 480.

R. v° *Contravention-contraventions de police*, 88, 178.

Art. 474. La peine d'emprisonnement contre toutes les personnes mentionnées en l'article 471 aura toujours lieu, en cas de récidive, pendant trois jours au plus. — *Pén.* 465, 478, 483.

R. v° *Contravention-contraventions de police*, 60 s.

SECTION II.

Deuxième classe.

Art. 475. Seront punis d'amende, depuis 6 francs jusqu'à 10 francs inclusivement :

1° Ceux qui auront contrevenu aux bans de vendanges ou autres bans autorisés par les règlements;

2° Les aubergistes, hôteliers, logeurs ou loueurs de maisons garnies, qui auront négligé d'inscrire de suite et sans aucun blanc, sur un registre tenu régulièrement, les noms, qualités, domicile habituel, dates d'entrée et de

sortie de toute personne qui aurait couché ou passé une nuit dans leurs maisons; ceux d'entre eux qui auraient manqué à représenter ce registre aux époques déterminées par les règlements, ou lorsqu'ils en auraient été requis, aux maires, adjoints, officiers ou commissaires de police, ou aux citoyens commis à cet effet : le tout sans préjudice des cas de responsabilité mentionnés en l'article 73 du présent Code, relativement aux crimes ou aux délits de ceux qui, ayant logé ou séjourné chez eux, n'auraient pas été régulièrement inscrits;

3° Les rouliers, charretiers, conducteurs de voitures quelconques ou de bêtes de charge, qui auraient contrevenu aux règlements par lesquels ils sont obligés de se tenir constamment à portée de leurs chevaux, bêtes de traits ou de charge et de leurs voitures, et en état de les guider et conduire; d'occuper un seul côté des rues, chemins ou voies publiques; de se détourner ou ranger devant toutes autres voitures, et, à leur approche, de leur laisser libre au moins la moitié des rues, chaussées, routes et chemins;

4° Ceux qui auront fait ou laissé courir les chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture, dans l'intérieur d'un lieu habité, ou violé les règlements contre le chargement, la rapidité ou la mauvaise direction des voitures;

(*L.* 28 *avril* 1832.) « Ceux qui contreviendront aux dispositions des ordonnances et règlements ayant pour objet :

La solidité des voitures publiques;

Leur poids;

Le mode de leur chargement;

Le nombre et la sûreté des voyageurs;

L'indication, dans l'intérieur des voitures, des places qu'elles contiennent et du prix des places;

L'indication, à l'extérieur, du nom du propriétaire; »

5° Ceux qui auront établi ou tenu dans les rues, chemins, places ou lieux publics, des jeux de loterie ou d'autres jeux de hasard;

6° (Abrogé par L. 5 mai 1855.) *Ceux qui auront vendu ou débité des boissons falsifiées; sans préjudice des peines plus sévères qui seront prononcées par les tribunaux de police correctionnelle, dans le cas où elles contiendraient des mixtions nuisibles à la santé;*

7° Ceux qui auraient laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde, ou des animaux malfaisants ou féroces; ceux qui auront excité ou n'auront pas retenu leurs chiens, lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, quand même il n'en serait résulté aucun mal ni dommage;

8° Ceux qui auraient jeté des pierres ou d'autres corps durs ou des immondices contre les maisons, édifices et clôtures d'autrui, ou dans les jardins ou enclos, et ceux aussi qui auraient volontairement jeté des corps durs ou des immondices sur quelqu'un;

9° Ceux qui, n'étant propriétaires, usufruitiers ni jouissant d'un terrain ou d'un droit de passage, y sont entrés et y ont passé dans le temps où ce terrain était chargé de grains en tuyau, de raisins ou autres fruits mûrs ou voisins de la maturité;

10° Ceux qui auraient fait ou laissé passer des bestiaux, animaux de trait, de charge ou de monture, sur le terrain d'autrui, ensemencé ou chargé d'une récolte, en quelque saison que ce soit, *ou dans un bois taillis appartenant à autrui;*

11° Ceux qui auraient refusé de recevoir les espèces et monnaies nationales, non fausses ni altérées, selon la valeur pour laquelle elles ont cours;

12° Ceux qui, le pouvant, auront refusé ou négligé de faire les travaux, le service, ou de prêter le secours dont ils auront été requis, dans les circonstances d'accidents, tumultes, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandages, pillages, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution judiciaire;

13° Les personnes désignées aux articles 284 et 288 du présent Code;

14° (Abrogé par L. 27 mars 1851.) (L. 28 avril 1832.) « *Ceux qui exposent en vente des comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles;* »

15° (*L. 28 avril* 1832.) « Ceux qui déroberont, sans aucune des circonstances prévues en l'article 388, des récoltes ou autres productions utiles de la terre, qui, avant d'être soustraites, n'étaient pas encore détachées du sol. » — *Pén.* 132, 154, 234, 318, 410, 440, 458, 471-6°, 9°, 10°, 11°, 12°, 13°, 479-2°, 10°; *Instr.* 46, 106, 376; *For.* 147, 149, 199; *L.* 1er *août* 1905.

R. v° *Contravention-contraventions de police*, 246 s. — **S.** *eod. v°*, 160 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 475, nos 1 s; et son **Suppl.**, nos 7823 s. — V. encore **C. adm. ann.**, t. 1er, v° *Commune*, p. 488, nos 1816 s.; p. 524, nos 2952 s.; p 530, nos 3178 s.; p. 540, nos 3522 s.; p. 552, nos 3932 s.; p. 565, nos 4338 s.; p. 586, nos 5086 s.; p. 593, nos 5361 s., et 5372 s.; t. 2, v° *Établissements de bienfaisance (aliénés)*, p. 990, nos 729 s.; t. 3, vis *Agriculture*, p. 180, nos 1057 s ; *Voirie*, p. 1407, nos 9838 s.

1. En l'absence d'un arrêté interdisant expressement aux voituriers de monter sur leurs voitures, le juge de police refuse à bon droit d'appliquer l'art. 475, § 3, à un voiturier, alors que celui-ci a établi que, bien que monté sur sa voiture, il était en état de guider son attelage. — Cr. r. 30 juill. 1886, S. v° *Contravention-contraventions de police*, 184.

2 Le fait de stationnement sur la voie publique, prevu par l'art. 10 du decret du 10 août 1852, doit être distingue du fait d'abandon de chevaux par leur conducteur, prévu par l'art. 475, n° 3, c. pen.; par suite, la contravention de stationnement peut exister, alors même que la voiture serait restée sous la garde d'un cocher.— Cr. c. 13 juill. 1900, D P. 1901. 1. 141.

3. Une bicyclette simple ne peut être assimilee à une voiture au point de vue de l'application des dispositions soit de l'art. 9 du decret du 10 août 1852, soit de l'art. 475, § 3, c. pen. — Cr. r. 1er juin 1894, *Bull. crim.*, n° 145.

4. Le pari à la cote constitue un jeu de hasard et tombe sous l'application de l'art. 475, n° 5, c pen , soit lorsque le donneur de paris offre la cote à tous venants, soit lorsqu'il engage un pari avec des personnes etrangères aux habitudes des courses et incapables d'apprécier les chevaux inscrits C'est au prevenu à démontrer, lorsque le procès-verbal relève ces faits, que ceux auxquels il s'adressait étaient versés dans les connaissances du sport ou preoccupés de l'amélioration de la race chevaline. — Cr. c. 8 déc 1888, D. P. 89. 1. 81, et la note de M. Garraud. — V. aussi Cr. c. 10 dec. 1887, D. P. 88. 1. 186.

5. Le fait par une personne d'en blesser une autre en ouvrant violemment devant elle le battant d'une porte ne constitue pas la contravention de jet de corps durs ou d'immondices sur les personnes, prevue et réprimee par l'art. 475, § 8, c. pen. — Cr. c. 20 févr. 1897, D. P. 97. 1. 336.

6 Le fait, par un individu, de traverser armé d'un fusil et en activite de chasse, une pièce de terre chargee de récolte et appartenant a autrui, constitue une simple contravention. — Cr. r. 9 août 1902, D. P. 1904. 1. 70.

7. Le seul fait d'avoir introduit des chevaux sur le terrain ensemence d'autrui, constitue la contravention prevue et punie par l'art. 475, n° 10, c. pén., lors même que ces animaux n'y auraient occasionne aucun dommage. — Cr. 10 nov. 1899, D. P. 1900. 5. 227.

8. Les prescriptions de l'art. 475, § 10,

c. pén., ne s'appliquent qu'au fait volontaire de l'homme qui fait ou laisse passer sur le terrain d'autrui des animaux placés sous sa conduite ou sa surveillance. — Cr. c. 11 janv. 1896, D. P. 96. 1. 477.

9. Le cours légal obligatoire des monnaies n'existe en France, dans les rapports des particuliers entre eux, qu'au regard des monnaies nationales — Trib. civ. de la Seine, 6 juill. 1894, D. P. 95. 2. 91.

10. La conduite d'un homme ivre en lieu de sûreté par mesure de police n'est pas assimilable à une arrestation en cas de flagrant delit; par suite, la requisition adressee à un habitant, pour qu'il ait à prêter son concours à cette opération, n'est pas obligatoire sous les peines prononcees par l'art. 475, nº 12, c. pen. — Cr. r. 5 nov. 1887, S. vº *Contravention-contraventions de police*, 228.

Art. 476. (*L.* 28 *avril* 1832.) Pourra, suivant les circonstances, être prononcé, outre l'amende portée en l'article précédent, l'emprisonnement pendant trois jours au plus, contre les rouliers, charretiers, voituriers et conducteurs en contravention; contre ceux qui auront contrevenu aux règlements ayant pour objet, soit la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement des voitures ou des animaux, soit la solidité des voitures publiques, leur poids, le mode de leur chargement, le nombre et la sûreté des voyageurs; *contre les vendeurs et débitants de boissons falsifiées;* contre ceux qui auraient jeté des corps durs ou des immondices. — *Pén.* 465, 475-3°, 4°, 6°, 8°, 477, 478, 483; *L.* 1er *août* 1905.

Ancien art. 476. — *Pourra, suivant les circonstances, être prononcé, outre l'amende portée en l'article précédent, l'emprisonnement pendant trois jours au plus, contre les rouliers, charretiers, voituriers et conducteurs en contravention, contre ceux qui auront contrevenu à la loi par la rapidité, la mauvaise direction ou le chargement des voitures ou des animaux; contre les vendeurs et débitants de boissons falsifiées; contre ceux qui auraient jeté des corps durs ou des immondices.*

Art. 477. (*L.* 28 *avril* 1832.) Seront saisis et confisqués, 1° les tables, instruments, appareils des jeux ou des loteries établis dans les rues, chemins et voies publiques, ainsi que les enjeux, les fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs, dans le cas de l'article 476; (Abrogé par L. 1er août 1905) 2° *les boissons falsifiées, trouvées appartenir au vendeur et débitant : ces boissons seront répandues;* 3° les écrits ou gravures contraires aux mœurs : ces objets seront mis sous le pilon; 4° les comestibles gâtés, corrompus ou nuisibles : ces comestibles seront détruits. — *Pén.* 170, 284, 287, 288, 470, 475-5°, 6°, 13°, 14°, 481; *L.* 1er *août* 1905.

Ancien art. 477. — *Seront saisis et confisqués :* 1° *les tables, instruments, appareils des jeux ou des loteries établis dans les rues, chemins et voies publiques, ainsi que les enjeux, les fonds, denrées, objets ou lots proposés aux joueurs, dans le cas de l'article* 476; 2° *les boissons falsifiées, trouvées appartenir au vendeur et débitant : ces boissons seront répandues;* 3° *les écrits ou gravures contraires aux mœurs : ces objets seront mis sous le pilon*

C'est par suite d'une erreur que le texte de l'article 477 *renvoie à l'article* 476; *il y a lieu de substituer à ce dernier article l'article* 475, § 5.

Art. 478. (*L.* 28 *avril* 1832.) La peine de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus sera toujours prononcée, en cas de récidive, contre toutes les personnes mentionnées dans l'article 475.

Les individus mentionnés au nº 5 du même article qui seraient repris pour le même fait en état de récidive, seront traduits devant le tribunal de police correctionnelle, et punis d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de 16 francs à 200 francs. — *Pén.* 9, 40, 475, 483.

Ancien art. 478. — *La peine de l'emprisonnement pendant cinq jours au plus sera toujours prononcée, en cas de récidive, contre toutes les personnes mentionnées en l'article* 475.

R. vis *Contravention-contraventions de police*, 60 s.; *Peine*, 341; *Jeu-pari*, 103.

SECTION III.

Troisième classe.

Art. 479. (*L.* 28 *avril* 1832.) Seront punis d'une amende de 11 à 15 francs inclusivement :

1° Ceux qui, hors les cas prévus depuis l'article 434 jusques et compris l'article 462, auront volontairement causé du dommage aux propriétés mobilières d'autrui ;

2° Ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation des fous ou furieux, ou d'animaux malfaisants ou féroces, ou par la rapidité ou la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture ;

3° Ceux qui auront occasionné les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution ou avec maladresse, ou par jet de pierres ou d'autres corps durs ;

4° Ceux qui auront causé les mêmes accidents par la vétusté, la dégradation, le défaut de réparation ou d'entretien des maisons ou édifices, ou par l'encombrement ou l'excavation, ou telles autres œuvres, dans ou près les rues, chemins, places ou voies publiques, sans les précautions ou signaux ordonnés ou d'usage ;

5° (Abrogé par L. 27 mars 1851.) *Ceux qui auront de faux poids ou de fausses mesures dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, sans préjudice des peines qui seront prononcées par les tribunaux de police correctionnelle contre ceux qui auraient fait usage de ces faux poids ou de ces fausses mesures ;*

6° Ceux qui emploieront des poids ou des mesures différents de ceux qui sont établis par les lois en vigueur ;

Les boulangers et bouchers qui vendront le pain ou la viande au delà du prix fixé par la taxe légalement faite et publiée ;

7° Les gens qui font métier de deviner et pronostiquer, ou d'expliquer les songes ;

8° Les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, troublant la tranquillité des habitants ;

9° (Abrogé par L. 29 juillet 1881.) *Ceux qui auront méchamment enlevé ou déchiré les affiches apposées par ordre de l'Administration ;*

10° Ceux qui mèneront sur le terrain d'autrui des bestiaux, de quelque nature qu'ils soient, et notamment dans les prairies artificielles, dans les vignes, oseraies, dans les plants de câpriers, dans ceux d'oliviers, de mûriers, de grenadiers, d'orangers, et d'arbres du même genre, dans tous les plants ou pépinières d'arbres fruitiers ou autres, faits de main d'homme ;

11° Ceux qui auront dégradé ou détérioré, de quelque manière que ce soit, les chemins publics, ou usurpé sur leur largeur ;

12° Ceux qui, sans y être dûment autorisés, auront enlevé des chemins publics les gazons, terres ou pierres, ou qui, dans les lieux appartenant aux

communes, auraient enlevé les terres ou matériaux, à moins qu'il n'existe un usage général qui l'autorise. — *Pén.* 423, 452, 458, 471-4° s., 475-7°, 8°, 10°, 480 s.

Ancien art. 479. — *Seront punis d'une amende de* 11 *à* 15 *francs inclusivement :* — 1° *Ceux qui, hors les cas prévus depuis l'article* 434 *jusques et compris l'article* 462, *auront volontairement causé du dommage aux propriétés mobilières d'autrui ;* — 2° *Ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, par l'effet de la divagation des fous ou furieux, ou d'animaux malfaisants ou féroces, ou par la rapidité ou la mauvaise direction ou le chargement excessif des voitures, chevaux, bêtes de trait, de charge ou de monture ;* — 3° *Ceux qui auront occasionné les mêmes dommages par l'emploi ou l'usage d'armes sans précaution ou avec maladresse, ou par jet de pierres ou d'autres corps durs ;* — 4° *Ceux qui auront causé les mêmes accidents par la vétusté, la dégradation, le défaut de réparation ou d'entretien des maisons ou édifices, ou par l'encombrement ou l'excavation, ou telles autres œuvres, dans ou près les rues, chemins, places ou voies publiques, sans les précautions ou signaux ordonnés ou d'usage ;* — 5° *Ceux qui auront de faux poids ou de fausses mesures dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marchés, sans préjudice des peines qui seront prononcées par les tribunaux de police correctionnelle contre ceux qui auraient fait usage de ces faux poids ou de ces fausses mesures ;* — 6° *Ceux qui emploieront des poids ou des mesures différents de ceux qui sont établis par les lois en vigueur ;* — 7° *Les gens qui font métier de deviner et pronostiquer, ou d'expliquer les songes ;* — 8° *Les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, troublant la tranquillité des habitants.*

La première disposition du paragraphe 6 *de l'article* 479 *est complétée par les articles* 3 *et* 4 *de la loi du* 4 *juillet* 1837, *relative aux poids et mesures. Ces articles sont ainsi conçus :*

Loi du 4 juillet 1837, *relative aux poids et mesures.* — Art. 3. A partir du 1er janvier 1840, tous poids et mesures autres que les poids et mesures établis par les lois des 18 germinal an III et 19 frimaire an VIII, constitutives du système métrique décimal, seront interdits sous les peines portées par l'article 479 du Code pénal.

4. Ceux qui auront des poids et mesures autres que les poids et mesures ci-dessus reconnus, dans leurs magasins, boutiques, ateliers ou maisons de commerce, ou dans les halles, foires ou marches, seront punis, comme ceux qui les emploieront, conformément à l'article 479 du Code pénal.

Le paragraphe 9 *de l'article* 479 *a été abrogé et remplacé par l'article* 17 *de la loi du* 29 *juillet* 1881, *sur la liberté de la presse.*

R. vis *Contravention-contraventions de police*, 414 s.; *Tapage et bruits injurieux et noct.*, 1 s.; *Voirie par terre*, 1064 s. 1123 s., 1160 s. — **S.** vis *Contravention-contraventions de police*, 246 s.; *Tapage et bruits injurieux et noct.*, 1 s.; *Voirie par terre*, 304 s., 308 s., 318 s. — V. aussi **C. pén. ann.**, art. 479, nos 1 s.; et son **Suppl.**, nos 7977 s. — V. encore **C. adm. ann.**, t. 1er, vo *Commune*, p. 458, nos 944 s.; p. 525, nos 2998 s.; p. 577, nos 4754 s.; t. 3, vo *Voirie*, p. 1332, nos 7886 s.; p. 1346, nos 8311 s.

1. L'eau d'un lavoir ne peut être considérée comme une chose mobilière au sens de l'art. 479, § 1er; par suite, on ne saurait appliquer la disposition de cet article a un individu qui l'aurait troublée ou corrompue. — Cr. r. 5 août 1887, S. vo *Contravention-contraventions de police*, 252.

2. Le fait par une personne de tuer la volaille d'autrui qui a pénétré dans sa propriété présente les caractères de la contravention de dommage causé volontairement à la propriété d'autrui, punie d'une amende de 11 à 15 fr. par l'art. 479, § 1, c. pén., s'il s'est produit sur une propriété urbaine. — Cr. c. 11 janv. 1896, D. P. 96. 1. 368.

3. Le chien est un animal domestique qu'il n'est permis de tuer ou de blesser qu'en cas de légitime défense. — Trib. civ. du Vigan, 20 mai 1892, D. P. 93. 2. 37. — Cr. r. 4 nov. 1899, D. P. 1901. 1. 375.

4. Et c'est a celui qui a tué ou blessé un chien à prouver qu'il était en cas de légitime défense. — Trib. civ. du Vigan, 20 mai 1892, précité.

5. Ainsi, le seul fait qu'un chien aboie ou court après une personne ne peut autoriser cette personne à le tuer ou à le blesser. — Même jugement.

6. Le conducteur d'une automobile, marchant à une allure modérée dans une rue fréquentée par les automobiles et les

véhicules de toutes sortes, n'a pas à prendre vis-à-vis d'un chien de précautions speciales, telles que usage du signal avertisseur, ralentissement, etc.; si le chien est renversé et ecrase par la voiture, la responsabilité de cet accident doit incomber au maître du chien et non pas à l'automobiliste. — Trib. civ. de Nancy, 9 juin 1905, D. P. 1905. 5. 40.

7. Le cri de « A bas X...! » (instituteur) constitue un tapage injurieux alors même qu'il est la manifestation d'une opinion politique émise pendant la période électorale. — Trib. corr. d'Amiens, 12 déc. 1888, S. v° *Tapages et bruits injurieux ou nocturnes*, 2.

8. Il suffit que la tranquillité d'une seule personne ait été troublee pour constituer une contravention de tapage injurieux. — Cr. c. 20 nov. 1897, D. P. 99. 1. 93.

9. L'auteur d'un tapage injurieux ne saurait invoquer a son profit l'excuse de la provocation, qui, au contraire, est admise lorsqu'il s'agit de la contravention d'injure non publique. — Cr. c. 11 nov. 1897, D. P. 99. 1. 93. — Cr. c. 20 nov. 1897, D. P. 99. 1. 93.

10. La disposition de l'art. 479, § 8, c. pén., qui interdit les bruits ou tapages injurieux ou nocturnes, troublant la tranquillité des habitants, ne s'applique pas au fait d'avoir, dans un concert, siffle les artistes et provoqué ainsi des protestations bruyantes. — Cr. r. 17 mai 1895, D. P. 99. 5. 561.

11. Le fait par une personne (dans l'espece, une femme) de protester bruyamment, dans une assemblée tenue à la Sorbonne a l'occasion du Centenaire du code civil, et ayant un caractère privé, contre la glorification faite à l'œuvre de Napoleon, qui a créé aux femmes une situation qu'elle juge inacceptable, ne présente point les caracteres du tapage injurieux, prevu et puni par l'art. 479, § 8, c. pén. — Trib. simple police de Paris, 12 janv. 1905, D. P. 1905. 5. 11.

12. Le fait d'avoir fait jouer le sifflet d'une machine à vapeur au moment du passage d'un convoi funèbre peut, a raison des circonstances, constituer un bruit injurieux pour la famille du defunt et de nature à troubler la tranquillité publique. — Cr. r. 6 août 1887, D. P. 88. 1. 43.

13. Il a été juge que les gardes champêtres sont sans qualité pour dresser des proces-verbaux en matiere de police urbaine, par exemple, a l'occasion d'une contravention de tapage injurieux ou nocturne. — Cr. c. 13 déc. 1890, D. P. 91. 5 432.

14. Les bruits et tapages provenant des travaux de certaines professions ne tombent pas sous l'application de l'art. 179, § 8, c. pén., et ne peuvent donner lieu qu'à une action civile. — Trib. de paix de Montereau, 6 janv. 1886, S. v° *Tapages et bruits injurieux ou nocturnes*, 9. — Cr. c. 24 nov. 1893, D. P. 97. 1. 238. — Cr. c. 3 juill. 1896, *Bull. crim.*, n° 219.

15. C'est ce qui a lieu, notamment, pour les bruits et tapages resultant du voisinage d'une imprimerie. — Trib. pol. Toulouse, 15 mars 1890, S. v° *Tapages et bruits injurieux ou nocturnes*, 9.

16. Mais il appartient à l'autorité municipale, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, de prescrire les mesures propres à empêcher que l'exercice de ces professions ne trouble le repos et la tranquillite des habitants. — Cr. c. 24 nov. 1893, D. P. 97. 1. 238.

17. Le conseil d'État est aujourd'hui d'accord avec la cour de cassation pour reconnaître que si, aux termes de la loi du 9 vent. an 13, les conseils de préfecture sont competents pour faire cesser les usurpations commises sur les chemins vicinaux, aucune disposition de loi ne leur a confére le droit de connaitre des degradations sur lesdits chemins, ni de prononcer des amendes pour le même objet. — Cons. d'Ét. 18 janv. 1889, D. P. 90. 3. 30. — Cons. d'Ét. 5 avr. 1889, D. P. 90. 3. 75. — Cr. r. 11 mars 1893, D. P. 94. 1. 198. — Cons. d'Ét. 28 avr. 1893, D. P. 94. 3. 55. — Cons. d'Ét. 19 mai 1893, *ibid.*

Art. 480. (*L.* 28 *avril* 1832.) Pourra, selon les circonstances, être prononcée la peine d'emprisonnement pendant cinq jours au plus,

1° Contre ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, dans les cas prévus par le n° 3 du précédent article;

2° (Abrogé implicitement par L. 1er août 1905.) *Contre les possesseurs de faux poids et de fausses mesures;*

3° Contre ceux qui emploient des poids ou des mesures différents de ceux que la loi en vigueur a établis; contre les boulangers et bouchers dans les cas prévus par le paragraphe 6 de l'article précédent;

4° Contre les interprètes de songes;

5° Contre les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes. — *Pén.* 423, 424, 465, 473, 476, 479-3°, 5°, 6°, 7°, 8°.

Ancien art. 480. — *Pourra, selon les circonstances, être prononcée la peine d'emprisonnement pendant cinq jours au plus,* — 1° *Contre ceux qui auront occasionné la mort ou la blessure des animaux ou bestiaux appartenant à autrui, dans les cas prévus par le* n° 3 *du précédent article;* — 2° *Contre les possesseurs de faux poids et de fausses mesures;* — 3° *Contre ceux qui emploient des poids ou des mesures différents de ceux que la loi en vigueur a établis;* — 4° *Contre les interprètes de songes;* — 5° *Contre les auteurs ou complices de bruits ou tapages injurieux ou nocturnes.*

Le paragraphe 2 de l'article 480 *du Code pénal a été implicitement abrogé et remplacé par l'article* 6 *de la loi du* 1er *août* 1905.

Art. 481. Seront, de plus, saisis et confisqués,

1° *Les faux poids, les fausses mesures*, ainsi que les poids et les mesures différents de ceux que la loi a établis;

2° Les instruments, ustensiles et costumes servant ou destinés à l'exercice du métier de devin, pronostiqueur, ou interprète de songes. — *Pén.* 11, 423, 470, 472, 477, 479-5°, 6°, 7°.

En ce qui regarde la saisie et la confiscation des faux poids et des fausses mesures, le paragraphe 1er *de l'article* 481 *du Code pénal a été remplacé par l'article* 5 *de la loi du* 27 *mars* 1851, *puis par l'art.* 4 *de la loi du* 1er *août* 1905.

Art. 482. La peine d'emprisonnement pendant cinq jours aura toujours lieu, pour récidive, contre les personnes et dans les cas mentionnés en l'article 479. — *Pén.* 474, 478, 483.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX TROIS SECTIONS CI-DESSUS.

Art. 483. (*L.* 28 *avril* 1832.) Il y a récidive dans tous les cas prévus par le présent livre, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal.

L'article 463 du présent Code sera applicable à toutes les contraventions ci-dessus indiquées. — *Pén.* 56 s., 58, 474, 478, 482.

Ancien art. 483. — *Il y a récidive dans tous les cas prévus par le présent livre, lorsqu'il a été rendu contre le contrevenant, dans les douze mois précédents, un premier jugement pour contravention de police commise dans le ressort du même tribunal.*

R. v° *Contravention-contraventions de police*, 54 s. — **S.** *eod.* v°, 41 s.

DISPOSITION GÉNÉRALE.

Art. 484. Dans toutes les matières qui n'ont pas été réglées par le présent Code et qui sont régies par des lois et règlements particuliers, les cours et les tribunaux continueront de les observer. — *Av. Cons. d'Ét.* 4-8 *févr.* 1812.

APPENDICE

AU

CODE PÉNAL.

LOIS PÉNALES SPÉCIALES.

L'Appendice général au **Code pénal** est indépendant des *Appendices particuliers* placés sous les divers articles de ce *Code* auxquels ils se rapportent, et comprend, dans l'ordre alphabétique, soit intégralement, soit par extraits, les *lois spéciales* renfermant des dispositions répressives, qui concernent des matières entièrement étrangères au Code pénal. Telles sont, notamment, les lois : ... du 29 juillet 1881, *sur la liberté de la presse*, modifiée dans plusieurs de ses dispositions ; du 7 juin 1848, *sur les attroupements* des 30 juin 1881 et 28 mars 1907, *sur les réunions publiques ;* du 3 décembre 1849 et du 8 août 1893, *sur le séjour des étrangers en France ;* du 15 février 1898, *sur le commerce de brocanteur ;* du 23 janvier 1873, *sur l'ivresse publique ;* du 17 juillet 1880, *sur les débits de boissons ;* du 30 novembre 1892 modifiée par celle du 14 avril 1910, *sur la médecine ;* du 21 germinal an XI, *sur la pharmacie ;* du 23 décembre 1874, *sur la protection des enfants du premier âge ;* du 30 mai 1851, *sur la police du roulage*, suivie des décrets du 10 mars 1899 et du 10 septembre 1901, *sur la circulation des automobiles ;* du 15 juillet 1845, suivie de l'ordonnance du 15 novembre 1846 et du décret du 1er mars 1901, *sur la police des chemins de fer ;* des 9 décembre 1905, 2 janvier 1907 et 13 avril 1908, *sur la séparation des Églises et de l'État.*

Quant aux lois relatives à la *chasse*, à la *pêche fluviale* et à la *pêche côtière*, elles sont publiées sous forme d'**Appendice au Code forestier.**

La législation rurale est rapportée au **Code rural**, dans le même volume et à la suite du **Code forestier.**

Division.

§ 1. Affiches – Afficheurs (p. 515).
§ 2. Amnistie (p. 515).
§ 3. Animaux (p. 515).
§ 4. Armes (p. 515).
§ 5. Associations (p. 516).
§ 6. Attroupements (p. 516).
§ 7. Automobiles (p. 519).
§ 8. Baraterie (p. 519).
§ 9. Beurres (Falsification) (p. 519).
§ 10. Boissons (p. 519).
§ 11. Brocanteurs (p. 519).
§ 12. Chasse (p. 520).
§ 13. Chemins de fer (p. 521).
§ 14. Crieurs publics (p. 536).
§ 15. Cultes (p. 536).
§ 16. Débits de boissons (p. 551).
§ 17. Délit rural (p. 552).
§ 18. Échenillage (p. 552).
§ 19. Émigration (p. 553).
§ 20. Enfants (Protection) (p. 553).
§ 21. Engrais (p. 556).
§ 22. Espionnage (p. 556).
§ 23. Étrangers (p. 557).
§ 24. Grâce (p. 558).
§ 25. Imprimeur (p. 558).
§ 26. Ivresse publique (p. 559).
§ 27. Librairie (p. 560).
§ 28. Loteries (p. 560).
§ 29. Margarine (p. 560).
§ 30. Médecine et Pharmacie (p. 561).
§ 31. Naturalisation (p. 569).
§ 32. Pêche fluviale (p. 569).
§ 33. Pharmacie (p. 569).
§ 34. Pigeons voyageurs (p. 570).
§ 35. Piraterie (p. 571).
§ 36. Police du roulage (p. 574).
§ 37. Police rurale (p. 590).
§ 38. Poudre de guerre (p. 590).
§ 39. Poudre dynamite (p. 590).
§ 40. Presse (p. 591).
§ 41. Prisons départementales (p. 626).
§ 42. Professions ambulantes et nomades (p. 626).
§ 43. Prostitution (p. 629).
§ 44. Protection des enfants du premier âge (p. 629).
§ 45. Récidive – récidivistes (p. 630).
§ 46. Relégation (p. 630).
§ 47. Remèdes secrets (p. 630).
§ 48. Réunions publiques (p. 630).
§ 49. Roulage (p. 630).
§ 50. Séjour (Interdiction de) (p. 630).
§ 51. Séjour des étrangers (p. 630).
§ 52. Séparation des Églises et de l'État (p. 630).
§ 53. Substances alimentaires (p. 631).
§ 54. Substances vénéneuses (p. 631).
§ 55. Surveillance de la haute police (p. 635).
§ 56. Transportation (p. 635).
§ 57. Usure (p. 635).
§ 58. Vagabondage (p. 637).
§ 59. Vente de substances falsifiées ou corrompues (p. 637).
§ 60. Vins (p. 637).
§ 61. Voitures – voitures publiques (p. 638).

AFFICHES - AFFICHEURS.

V. *infrà*, v° PRESSE.

AMNISTIE.

V. *suprà*, **C. pén.**, Appendice au livre II.

V. aussi **C. pén. ann.**, p. 179 ; et son **Suppl.**, p. 101, nos 2366 s ; **R.** v° *Amnistie*, 1 s.; **S.** *eod. v°*, 1 s ; **T.** (87-97), *eod. v°*, 1 s.

ANIMAUX.

Loi du 2 juillet 1850,

Relative aux mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques (**D. P.** 50. 4. 145). — V. *suprà*, **C. pén.**, Appendice à l'art. 454.

V. aussi **C. pén. ann.**, p 907 ; et son **Suppl.**, p. 301, nos 7384 s.

ARMES.

Loi du 24 mai 1834,

Sur les détenteurs d'armes ou de munitions de guerre (**R.** v° *Arme* p. 252). — V. *suprà*, **C. pén.**, Appendice à l'art. 314.

Loi du 14 juillet 1860,

Sur la fabrication et le commerce des armes de guerre (**D. P.** 60. 4. 81). — V. *suprà*, **C. pén.**, Appendice à l'art. 314.

Loi du 14 août 1885,

Sur la fabrication et le commerce des armes et des munitions non chargées (**D. P.** 85. 4. 77). — V. *suprà*, **C. pén.**, Appendice à l'art. 314.

Loi du 13 avril 1895,

Modifiant les conditions dans lesquelles le ministre de la guerre peut interdire l'exportation des armes, pieces d'armes et munitions de toute espèce (**D. P.** 95. 4. 71). — V. *suprà*, **C. pén.**, Appendice à l'art. 314.

Sur la doctrine et la jurisprudence concernant ces textes, V. **C. pén. ann.**, Appendice a l'art 314 ; et son **Suppl.**, nos 4693 s. — V. aussi **R.** v° *Ar e*, 1 s. **S**, *eod. v°*, 1 s.; **T.** (87-97), *eod. v°*, 1 s.

ASSOCIATIONS.

Loi du 1er juillet 1901,

Relative au contrat d'association (**D. P.** 1901. 4. 105) *modifiée par celles du 4 décembre* 1902 (**D. P.** 1903. 4. 9) *et du* 17 *juillet* 1903 (**D. P.** 1903. 4. 62). — **V. le texte de ces lois, C. civ.,** Appendice au liv. III, tit. IX (*Du contrat de société*).

V. *les deux décrets du* 16 *août* 1901, *portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du* 1er *juillet* 1901 (**C. civ.,** Appendice au liv. III, tit. IX (*Du contrat de société*)), *modifiés par le décret du* 28 *novembre* 1902 (**C. civ.,** Appendice au liv. III, tit. IX (*Du contrat de société*)) *et par les deux décrets du* 14 *février* 1905 (**C. civ.,** Appendice au liv. III, tit IX (*Du contrat de société*)).

Pour le commentaire des lois du 1er *juillet* 1901, *du* 4 *décembre* 1902 *et du* 17 *juillet* 1903, **V. N. C. civ. ann.,** Appendice au liv III, tit. IX.

V. *encore la loi du* 7 *juillet* 1904, *relative à la suppression de l'enseignement congréganiste* (**D. P.** 1905. 4. 1).

ATTROUPEMENTS.

Décret du 26 juillet 1791,

Relatif à la réquisition et à l'action de la force publique contre les attroupements (**R.** vo *Attroupements*, p. 443)

Art. 9. Sera reputé attroupement séditieux et puni comme tel, tout rassemblement de plus de quinze personnes s'opposant à l'exécution d'une loi, d'une contrainte ou d'un jugement.

. . . . . .

25. Les depositaires des forces publiques, appelés, soit pour assurer l'execution de la loi, des jugements et ordonnances ou mandements de justice ou de police, soit pour dissiper les emeutes populaires et attroupements séditieux, et saisir les chefs, auteurs et instigateurs de l'emeute ou de la sedition, ne pourront déployer la force des armes que dans trois cas :

Le premier, si des violences ou voies de fait étaient exercées contre eux-mêmes ;

Le second, s'ils ne pouvaient défendre autrement le terrain qu'ils occuperaient, ou les postes dont ils seraient chargés ;

Le troisième, s'ils y etaient expressément autorisés par un officier civil, et, dans ce troisième cas, après les formalités prescrites par les deux articles suivants.

26. Si, par les progrès d'un attroupement ou emeute populaire, ou par toute autre cause, l'usage rigoureux de la force devient nécessaire, un officier civil, soit juge de paix, soit officier municipal, procureur de la commune ou commissaire de police, soit administrateur de district ou de département, soit procureur-syndic ou procureur général-syndic, se présentera sur le lieu de l'attroupement ou du delit, prononcera à haute voix ces mots : « Obéissance à la loi ; on va faire usage de la force ; que les bons citoyens se retirent. » Le tambour battra un ban avant chaque sommation.

27. Après cette sommation trois fois réitérée, et même dans le cas où, après une première ou seconde sommation, il ne serait pas possible de faire la seconde ou la troisième, si les personnes attroupées ne se retirent pas paisiblement, et même s'il en reste plus de quinze rassemblees en etat de résistance, la force des armes sera à l'instant déployée contre les seditieux, sans aucune respon-

sabilité des événements; et ceux qui pourront être saisis ensuite, seront livrés aux officiers de police pour être jugés et punis selon la rigueur de la loi.

28. Pour l'exécution des deux articles précédents, l'obligation de se présenter au lieu de l'attroupement remontera dans l'ordre qui suit : d'abord le procureur de la commune et les commissaires de police, dans les lieux où il y en aura; à leur défaut, tous les officiers municipaux individuellement, ensuite le juge de paix du canton; si c'est dans une ville, le juge de paix de la ville; et, si elle en a plusieurs, tous les juges de paix individuellement; enfin le procureur-syndic du district, et à son défaut, tous les membres du directoire du district individuellement; le procureur-général-syndic, et à son defaut, tous les membres du directoire du département individuellement, si l'attroupement ou l'émeute populaire se passe dans le chef-lieu d'une administration de district ou de département.

Les officiers publics dénommés ci-dessus, chacun selon l'ordre de leur election; et, s'il s'agit des juges de paix, dans l'ordre de l'âge, en commençant par les plus jeunes.

29. Si aucun officier civil ne se présente pour faire les sommations, le commandant, soit des troupes de ligne, soit de la garde nationale, sera tenu d'avertir, à son choix, l'un ou l'autre des officiers civils désignés aux articles 27 et 28.

Loi du 10 avril 1831,

Contre les attroupements (**R.** v° *Attroupements*, p. 448).

Art. 1er. Toutes personnes qui formeront des attroupements sur les places ou sur la voie publique, seront tenues de se disperser à la première sommation des préfets, sous-préfets, maires, adjoints de maire, ou de tous magistrats et officiers civils charges de la police judiciaire, autres que les gardes champêtres et gardes forestiers.

Si l'attroupement ne se disperse pas, les sommations seront renouvelées trois fois. Chacune d'elles sera précédée d'un roulement de tambour ou d'un son de trompe. Si les trois sommations sont demeurées inutiles, il pourra être fait emploi de la force, conformément à la loi du 3 août 1791.

Les maires et adjoints de la ville de Paris ont le droit de requerir la force publique et de faire les sommations.

Les magistrats chargés de faire lesdites sommations seront décorés d'une écharpe tricolore.

. . . . . .

9. Toutes personnes qui auraient continué à faire partie d'un attroupement après les trois sommations, pourront, pour ce seul fait, être déclarees civilement responsables des condamnations pécuniaires qui seront prononcées pour réparation des dommages causés par l'attroupement.

. . . . . .

11. Les peines portées par la présente loi seront prononcées sans préjudice de celles qu'auraient encourues, aux termes du Code pénal, les auteurs et les complices des crimes et delits commis par l'attroupement. Dans le cas du concours de deux peines, la plus grave seule sera appliquée.

Loi du 7 juin 1848,

Sur les attroupements (**D. P.** 48. 4. 105).

Art. 1er. Tout attroupement armé formé sur la voie publique est interdit.

Est également interdit, sur la voie publique, tout attroupement non armé qui pourrait troubler la tranquillité publique.

2. L'attroupement est armé : 1° quand plusieurs des individus qui le com-

posent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées; 2° lorsqu'un seul de ces individus, porteur d'armes apparentes, n'est pas immédiatement expulsé de l'attroupement par ceux-là mêmes qui en font partie.

3. Lorsqu'un attroupement armé ou non armé se sera formé sur la voie publique, le maire ou l'un de ses adjoints, à leur défaut le commissaire de police ou tout autre agent ou dépositaire de la force publique et du pouvoir exécutif, portant l'écharpe tricolore, se rendra sur le lieu de l'attroupement.

Un roulement de tambour annoncera l'arrivée du magistrat.

Si l'attroupement est armé, le magistrat lui fera sommation de se dissoudre et de se retirer.

Cette première sommation restant sans effet, une seconde sommation, précédée d'un roulement de tambour, sera faite par le magistrat.

En cas de résistance, l'attroupement sera dissipé par la force.

Si l'attroupement est sans armes, le magistrat, après le premier roulement, exhortera les citoyens à se disperser. S'ils ne se retirent pas, trois sommations seront successivement faites.

En cas de résistance, l'attroupement sera dissipé par la force.

4. Quiconque aura fait partie d'un rassemblement armé sera puni comme il suit :

Si l'attroupement s'est dissipé après la première sommation et sans avoir fait usage de ses armes la peine sera d'un mois à un an d'emprisonnement.

Si l'attroupement est formé pendant la nuit, la peine sera d'un an à trois ans d'emprisonnement.

Néanmoins, il ne sera prononce aucune peine pour fait d'attroupement contre ceux qui, en ayant fait partie, sans être personnellement armés, se seront retirés sur la première sommation de l'autorité.

Si l'attroupement ne s'est dissipé qu'après la deuxième sommation, mais avant l'emploi de la force, et sans qu'il ait fait usage de ses armes, la peine sera de un à trois ans, et de deux à cinq ans, si l'attroupement s'est formé pendant la nuit.

Si l'attroupement ne s'est dissipé que devant la force ou après avoir fait usage de ses armes, la peine sera de cinq à dix ans de détention pour le premier cas, et de cinq à dix ans de reclusion pour le second cas. Si l'attroupement s'est formé pendant la nuit, la peine sera la reclusion.

L'aggravation de peine résultant des circonstances prévues par la disposition du paragraphe 5 qui précède ne sera applicable aux individus non armés faisant partie d'un attroupement réputé armé dans le cas d'armes cachées, que lorsqu'ils auront eu connaissance de la présence dans l'attroupement de plusieurs personnes portant des armes cachées, sauf l'application des peines portees par les autres paragraphes du présent article.

Dans tous les cas prévus par les troisième, quatrième et cinquième paragraphes du présent article, les coupables condamnés à des peines de police correctionnelle pourront être interdits, pendant un an au moins et cinq ans au plus, de tout ou partie des droits mentionnés en l'article 42 du Code pénal.

5. Quiconque faisant partie d'un attroupement non armé ne l'aura pas abandonné après le roulement de tambour precédant la deuxième sommation, sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois.

Si l'attroupement n'a pu être dissipé que par la force, la peine sera de six mois à deux ans.

6. Toute provocation directe à un attroupement armé ou non armé, par des discours proférés publiquement et par des écrits ou des imprimés, affichés ou distribués, sera punie comme le crime et le délit, selon les distinctions ci-dessus établies.

Les imprimeurs, graveurs, lithographes, afficheurs et distributeurs seront punis comme complices lorsqu'ils auront agi sciemment.

Si la provocation faite par les moyens ci-dessus n'a pas été suivie d'effet, elle sera punie, s'il s'agit d'une provocation à un attroupement nocturne et armé, d'un emprisonnement de six mois à un an; s'il s'agit d'un attroupement non armé, l'emprisonnement sera de un mois à trois mois.

7. Les poursuites dirigées pour crime ou délit d'attroupement ne font aucun obstacle à la poursuite pour crimes et délits particuliers qui auraient été commis au milieu des attroupements.

8. L'article 463 du Code pénal est applicable aux crimes et délits prévus et punis par la présente loi.

9. La mise en liberté provisoire pourra toujours être accordée avec ou sans caution.

10. (Abrogé implicitement par L. 29 décembre 1875.) *Les poursuites pour délits et crimes d'attroupement seront portées devant la cour d'assises.*

[*Les lois du 30 juin* 1881, *sur la liberté de réunion, et du 29 juillet* 1881, *sur la liberté de la presse, n'ont apporte aucune modification à la législation sur les attroupements.*]

V. Appendice au **C. pén. ann.**, p. 1 s., et son **Suppl.**, p. 336. — V. aussi **R.** et **S.** v° *Attroupements.*

AUTOMOBILES.

V. *infra*, v° POLICE DU ROULAGE.

BARATERIE.

V. *infra*, v° PIRATERIE.

BEURRES

(FALSIFICATION).

V. *les textes rapportés, suprà*, **C. pén.**, sous l'art 423.

BOISSONS.

V. *infra*, v° DÉBITS DE BOISSONS.

BROCANTEURS.

Loi du 15 février 1898,

Relative au commerce de brocanteur (**D. P.** 98. 4. 25).

Art. 1er. Tout brocanteur, revendeur de vieux meubles, linges, hardes, bijoux, livres, vaisselles, armes, métaux, ferraille et autres objets et marchandises de

hasard, ou qui achète les mêmes marchandises neuves de personnes autres que celles qui les fabriquent ou en font le commerce, est tenu :

1° De se faire préalablement inscrire sur les registres ouverts à cet effet à la préfecture de police, s'il habite Paris ou dans le ressort de la préfecture de police, ou à la préfecture du département qu'il habite. A cet effet, il sera tenu de présenter sa patente ou un certificat de décharge et un certificat d'individualité; il lui sera remis un bulletin d'inscription qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

2° D'avoir un registre coté et paraf é par le commissaire de police ou, à son défaut, par le maire, et sur lequel il inscrira, jour par jour et sans blanc ni rature, les noms, surnoms, qualités et demeures de ceux avec qui il contracte, ainsi que la nature, la qualité et le prix desdites marchandises; il devra présenter ce registre, tenu en état, à toute réquisition;

3° En cas de changement de domicile, de faire une déclaration au commissariat de police ou, à défaut, à la mairie, tant du lieu qu'il quitte qu'au commissariat et à la mairie du lieu où il va s'établir.

Toute contravention aux prescriptions ci-dessus énoncées sera punie d'une amende de 1 franc à 5 francs et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de un à cinq jours et d'une amende de 10 francs à 15 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

2. Il est spécialement défendu aux personnes visées dans l'article 1er d'acheter aucuns meubles, hardes, linges, bijoux, livres, métaux, vaisselles, en un mot tout objet mobilier quelconque, d'enfants mineurs sans le consentement exprès et écrit des père, mère et tuteurs, ni d'acheter d'aucune personne dont le nom et la demeure ne leur seraient pas connus, à moins que leur identité ne soit certifiée par deux témoins connus qui devront signer au registre, sous peine d'un emprisonnement de cinq jours à un mois, et d'une amende de 5 francs à 200 francs.

3. Le brocanteur n'ayant pas boutique est tenu aux mêmes obligations. Il doit, en outre, porter ostensiblement et présenter à toute réquisition la médaille qui lui sera délivrée et sur laquelle seront inscrits ses nom et prénoms et numéro d'inscription.

Il est, de plus, soumis à toutes les mesures de police prescrites, pour la tenue des foires et marches, par les arrêtés préfectoraux et municipaux.

En cas de contraventions aux dispositions du présent article, les pénalités prévues par l'article 1er seront appliquées.

4. Les tribunaux pourront appliquer, en cas de circonstances atténuantes, l'article 463 du Code pénal pour toutes les infractions à la présente loi.

5. La présente loi est applicable en France et en Algérie.

6. Toutes dispositions et ordonnances antérieures à la présente loi et relatives au brocantage sont et demeurent abrogées.

V. Suppl. au **C. pén. ann.**, p. 337 s.

CHASSE.

V. Appendice au **C. for.**, v° *Chasse.*

V. aussi Appendice au **C. for. ann.**, v° *Chasse;* **R.** v° *Chasse*, 1 s.; **S.** *eod. v°*, 1 s.; **T.** (87-97), *eod. v°*, 1 s ; **D. P.** 1898 et suiv., Tables, *eod. v°.*

CHEMINS DE FER.

Loi du 15 juillet 1845,

Sur la police des chemins de fer (**D. P.** 45 4. 163).

TITRE Ier. — MESURES RELATIVES A LA CONSERVATION DES CHEMINS DE FER.

Art. 1er. Les chemins de fer construits ou concédés par l'État font partie de la grande voirie.

2. Sont applicables aux chemins de fer les lois et règlements sur la grande voirie, qui ont pour objet d'assurer la conservation des fossés, talus, levées et ouvrages d'art dépendant des routes, et d'interdire, sur toute leur étendue, le pacage des bestiaux et les dépôts de terre et autres objets quelconques.

3. Sont applicables aux propriétés riveraines des chemins de fer les servitudes imposées par les lois et règlements sur la grande voirie, et qui concernent :

L'alignement;

L'écoulement des eaux;

L'occupation temporaire des terrains en cas de réparation;

La distance à observer pour les plantations et l'élagage des arbres plantés;

Le mode d'exploitation des mines, minières, tourbières, carrières et sablières, dans la zone déterminée à cet effet.

Sont également applicables à la confection et à l'entretien des chemins de fer, les lois et règlements sur l'extraction des matériaux nécessaires aux travaux publics.

4. Tout chemin de fer sera clos des deux côtés et sur toute l'etendue de la voie.

L'Administration déterminera, pour chaque ligne, le mode de cette clôture, et, pour ceux des chemins qui n'y ont pas été assujettis, l'époque à laquelle elle devra être effectuée.

Partout où les chemins de fer croiseront de niveau les routes de terre, des barrières seront établies et tenues fermées, conformément aux règlements (V. *L.* 11 *juin* 1880; *L.* 27 *déc.* 1880; *L.* 26 *mars* 1897).

5. A l'avenir, aucune construction autre qu'un mur de clôture ne pourra être établie dans une distance de deux mètres d'un chemin de fer.

Cette distance sera mesurée soit de l'arête supérieure du déblai, soit de l'arête inférieure du talus du remblai, soit du bord extérieur des fossés du chemin, et, à défaut d'une ligne tracée, à un mètre cinquante centimètres à partir des rails extérieurs de la voie de fer.

Les constructions existantes au moment de la promulgation de la présente loi, ou lors de l'établissement d'un nouveau chemin de fer, pourront être entretenues dans l'état où elles se trouveront à cette époque.

Un règlement d'administration publique déterminera les formalités à remplir par les propriétaires pour faire constater l'état desdites constructions, et fixera le délai dans lequel ces formalités devront être remplies.

6. Dans les localités où le chemin de fer se trouvera en remblai de plus de trois mètres au-dessus du terrain naturel, il est interdit aux riverains de pratiquer, sans autorisation préalable, des excavations dans une zone de largeur égale à la hauteur verticale du remblai, mesurée à partir du pied du talus.

Cette autorisation ne pourra être accordée sans que les concessionnaires ou fermiers de l'exploitation du chemin de fer aient été entendus ou dûment appeles.

7. Il est défendu d'établir, à une distance de moins de vingt mètres d'un chemin de fer desservi par des machines à feu, des couvertures en chaume, des meules de paille, de foin, et aucun autre dépôt de matières inflammables.

Cette prohibition ne s'étend pas aux dépôts de récoltes faits seulement pour le temps de la moisson.

8. Dans une distance de moins de cinq mètres d'un chemin de fer, aucun dépôt de pierres, ou objets non inflammables, ne peut être établi sans l'autorisation préalable du préfet.

Cette autorisation sera toujours révocable.

L'autorisation n'est pas nécessaire,

1° Pour former, dans les localités où le chemin de fer est en remblai, des depôts de matières non inflammables dont la hauteur n'excède pas celle du remblai du chemin;

2° Pour former des dépôts temporaires d'engrais et autres objets nécessaires à la culture des terres.

9. Lorsque la sûreté publique, la conservation du chemin et la disposition des lieux le permettront, les distances déterminées par les articles précédents pourront être diminuées en vertu d'ordonnances royales rendues après enquêtes.

10. Si, hors des cas d'urgence prévus par la loi des 16-24 août 1790, la sûreté publique ou la conservation du chemin de fer l'exige, l'Administration pourra faire supprimer, moyennant une juste indemnité, les constructions, plantations, excavations, couvertures en chaume, amas de matériaux combustibles ou autres, existant, dans les zones ci-dessus spécifiées, au moment de la promulgation de la présente loi, et, pour l'avenir, lors de l'établissement du chemin de fer.

L'indemnité sera réglée, pour la suppression des constructions, conformément aux titres IV et suivants de la loi du 3 mai 1841, et, pour tous les autres cas, conformément à la loi du 16 septembre 1807.

11. Les contraventions aux dispositions du présent titre seront constatées, poursuivies et réprimées comme en matière de grande voirie.

Elles seront punies d'une amende de 16 à 300 francs, sans préjudice, s'il y a lieu, des peines portées au Code pénal et au titre III de la présente loi. Les contrevenants seront, en outre, condamnés à supprimer, dans le délai détermine par l'arrêté du conseil de préfecture, les excavations, couvertures, meules ou depôts faits contrairement aux dispositions précédentes.

A défaut, par eux, de satisfaire à cette condamnation dans le délai fixé, la suppression aura lieu d'office, et le montant de la dépense sera recouvré contre eux par voie de contrainte, comme en matière de contributions publiques.

TITRE II. — DES CONTRAVENTIONS DE VOIRIE COMMISES PAR LES CONCESSIONNAIRES OU FERMIERS DE CHEMINS DE FER.

12. Lorsque le concessionnaire ou le fermier de l'exploitation d'un chemin de fer contreviendra aux clauses du cahier des charges, ou aux décisions rendues en exécution de ces clauses, en ce qui concerne le service de la navigation, la viabilité des routes royales, départementales et vicinales, ou le libre écoulement des eaux, procès-verbal sera dressé de la contravention, soit par les ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines, soit par les conducteurs, gardes-mines et piqueurs, dûment assermentés.

13. Les procès-verbaux, dans les quinze jours de leur date, seront notifiés administrativement au domicile élu par le concessionnaire ou le fermier, à la diligence du préfet, et transmis dans le même délai au conseil de préfecture du lieu de la contravention.

14. Les contraventions prévues à l'article 12 seront punies d'une amende de 300 francs à 3000 francs.

15. L'Administration pourra, d'ailleurs, prendre immédiatement toutes mesures provisoires pour faire cesser le dommage, ainsi qu'il est procédé en matière de grande voirie.

Les frais qu'entraînerâ l'execution de ces mesures seront recouvrés, contre le concessionnaire ou fermier, par voie de contrainte, comme en matière de contributions publiques.

TITRE III. — DES MESURES RELATIVES A LA SURETÉ DE LA CIRCULATION SUR LES CHEMINS DE FER.

16. Quiconque aura volontairement détruit ou dérangé la voie de fer, placé sur la voie un objet faisant obstacle à la circulation, ou employé un moyen quelconque pour entraver la marche des convois ou les faire sortir des rails, sera puni de la reclusion.

S'il y a eu homicide ou blessures, le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, de la peine des travaux forcés à temps.

17. Si le crime prévu par l'article 16 a été commis en reunion séditieuse, avec rébellion ou pillage, il sera imputable aux chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, qui seront punis comme coupables du crime et condamnés aux mêmes peines que ceux qui l'auront personnellement commis, lors même que la reunion séditieuse n'aurait pas eu pour but direct et principal la destruction de la voie de fer.

Toutefois, dans ce dernier cas, lorsque la peine de mort sera applicable aux auteurs du crime, elle sera remplacée, à l'égard des chefs, auteurs, instigateurs et provocateurs de ces réunions, par la peine des travaux forcés à perpétuité.

18. Quiconque aura menace, par écrit anonyme ou signé, de commettre un dès crimes prévus en l'article 16, sera puni d'un emprisonnement de trois à cinq ans, dans le cas où la menace aurait eté faite avec ordre de déposer une somme d'argent dans un lieu indiqué, ou de remplir toute autre condition.

Si la menace n'a été accompagnée d'aucun ordre ou condition, la peine sera d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 100 à 500 francs.

Si la menace avec ordre ou condition a été verbale, le coupable sera puni d'un emprisonnement de quinze jours à six mois, et d'une amende de 25 à 300 francs.

(Abroge par L. 27 mai 1885.) *Dans tous les cas, le coupable pourra être mis par le jugement sous la surveillance de la haute police, pour un temps qui ne pourra être moindre de deux ans, ni excéder cinq ans.*

19. Quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou inobservation des lois ou règlements, aura involontairement causé sur un chemin de fer, ou dans les gares ou stations, un accident qui aura occasionné des blessures, sera puni de huit jours à six mois d'emprisonnement, et d'une amende de 50 à 1 000 francs.

Si l'accident a occasionné la mort d'une ou plusieurs personnes, l'emprisonnement sera de six mois à cinq ans, et l'amende de 300 à 3 000 francs.

20. Sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans tout mécanicien ou conducteur garde-frein qui aura abandonné son poste pendant la marche du convoi.

21. Toute contravention aux ordonnances royales portant règlement d'administration publique sur la police, la sûrete et l'exploitation du chemin de fer, et aux arrêtes pris par les préfets, sous l'approbation du ministre des travaux publics, pour l'exécution desdites ordonnances, sera punie d'une amende de 16 à 3 000 francs.

En cas de récidive dans l'année, l'amende sera portée au double, et le tribunal pourra, selon les circonstances, prononcer, en outre, un emprisonnement de trois jours à un mois.

22. Les concessionnaires ou fermiers d'un chemin de fer seront responsables, soit envers l'État, soit envers les particuliers, du dommage causé par les administrateurs, directeurs ou employés à un titre quelconque au service de l'exploitation du chemin de fer.

L'État sera soumis à la même responsabilité envers les particuliers, si le chemin de fer est exploité à ses frais et pour son compte.

23. Les crimes, delits ou contraventions prévus dans les titres Ier et III de la présente loi, pourront être constatés par des procès-verbaux dressés concurremment par les officiers de police judiciaire, les ingénieurs des ponts et chaussées et des mines, les conducteurs, gardes-mine, agents de surveillance et gardes nommés ou agréés par l'Administration et dûment assermentés.

Les procès-verbaux des délits et contraventions feront foi jusqu'à preuve contraire.

Au moyen du serment prêté devant le tribunal de première instance de leur domicile, les agents de surveillance de l'Administration et des concessionnaires ou fermiers pourront verbaliser sur toute la ligne du chemin de fer auquel ils seront attachés.

24. Les procès-verbaux dressés en vertu de l'article précédent seront vises pour timbre et enregistrés en debet.

Ceux qui auront été dressés par des agents de surveillance et gardes assermentés devront être affirmés dans les trois jours, à peine de nullité, devant le juge de paix ou le maire, soit du lieu du délit ou de la contravention, soit de la résidence de l'agent.

25. Toute attaque, toute résistance avec violence et voies de fait envers les agents des chemins de fer, dans l'exercice de leurs fonctions, sera punie des peines appliquées à la rebellion, suivant les distinctions faites par le Code pénal.

26. L'article 463 du Code pénal est applicable aux condamnations qui seront prononcées en exécution de la présente loi.

27. En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente loi ou par le Code pénal, la peine la plus forte sera seule prononcée.

Les peines encourues pour des faits postérieurs à la poursuite pourront être cumulées, sans prejudice des peines de la recidive.

R. Vo *Voirie par chemin de fer*, 1 s. — **S.** *eod. vo*, 1 s. — **T.** (87-97), Vo *Chemin de fer et tramway*, 1 s. — **C. adm. ann.**, t 3, Vo *Voirie*, p. 1462, nos 11150 s.

Loi du 11 juin 1880,

Relative aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways (**D. P.** 81. 4. 20).

. . . . . .

Art. 37. La loi du 15 juillet 1845, sur la police des chemins de fer, est applicable aux tramways, à l'exception des articles 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10.

38. Un règlement d'administration publique déterminera les mesures nécessaires à l'exécution des dispositions qui précèdent et notamment :

1o Les conditions spéciales auxquelles doivent satisfaire, tant pour leur construction que pour la circulation des voitures et des trains, les voies ferrées dont l'établissement sur le sol des voies publiques aura été autorisé;

2o Les rapports entre le service de ces voies ferrées et les autres services intéressés.

V. *le décret du* 6 *août* 1881, *portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article* 38 *de la loi du* 11 *juin* 1880 (**D. P.** 83. 4. 7).

V. aussi **C. adm. ann.**, t. 3, Vo *Voirie*, p. 1517, nos 12536 s.

Ordonnance du 15 novembre 1846,

Portant règlement sur la police, la sécurité et l'exploitation des chemins de fer (D. P. 45. 3. 25).

Les titres I à IV (art. 1er à 43) sont remplacés par les titres I à IV du décret du 1er mars 1901 (V. ci-dessous).

TITRE V. — DE LA PERCEPTION DES TAXES ET DES FRAIS ACCESSOIRES.

Art. 44. Aucune taxe, de quelque nature qu'elle soit, ne pourra être perçue par la compagnie qu'en vertu d'une homologation du ministre des travaux publics.

Les taxes perçues actuellement sur les chemins dont les concessions sont antérieures à 1835, et qui ne sont pas encore régularisées, devront l'être avant le 1er avril 1847.

45. Pour l'exécution du paragraphe 1er de l'article qui précède, la compagnie devra dresser un tableau des prix qu'elle a l'intention de percevoir, dans la limite du maximum autorisé par le cahier des charges, pour le transport des voyageurs, des bestiaux, marchandises et objets divers, et en transmettre en même temps des expéditions au ministre des travaux publics, aux prefets des départements traversés par le chemin de fer et aux commissaires royaux.

46. La compagnie devra, en outre, dans le plus court délai et dans les formes énoncées en l'article précédent, soumettre ses propositions au ministre des travaux publics pour les prix de transport non déterminés par le cahier des charges, et à l'égard desquels le ministre est appelé à statuer.

47. Quant aux frais accessoires, tels que ceux de chargement, de déchargement et d'entrepôt dans les gares et magasins du chemin de fer, et quant à toutes les taxes qui doivent être réglées annuellement, la compagnie devra en soumettre le règlement à l'approbation du ministre des travaux publics, dans le dixième mois de chaque année. Jusqu'à décision, les anciens tarifs continueront à être perçus.

48. Les tableaux des taxes et des frais accessoires approuvés seront constamment affichés dans les lieux les plus apparents des gares et stations des chemins de fer.

49. Lorsque la compagnie voudra apporter quelques changements aux prix autorisés, elle en donnera avis au ministre des travaux publics, aux préfets des départements traversés et aux commissaires royaux.

Le public sera en même temps informé par des affiches des changements soumis à l'approbation du ministre.

A l'expiration du mois à partir de la date de l'affiche, lesdites taxes pourront être perçues, si, dans cet intervalle, le ministre des travaux publics les a homologuées.

Si des modifications à quelques-uns des prix affichés étaient prescrites par le ministre, les prix modifiés devront être affichés de nouveau et ne pourront être mis en perception qu'un mois après la date de ces affiches.

50. La compagnie sera tenue d'effectuer avec soin, exactitude et célérité, et sans tour de faveur, les transports des marchandises, bestiaux et objets de toute nature qui lui seront confiés.

Au fur et à mesure que des colis, des bestiaux ou des objets quelconques, arriveront au chemin de fer, enregistrement en sera fait immédiatement, avec mention du prix total dû pour le transport. Le transport s'effectuera dans l'ordre des inscriptions, à moins de délais demandés ou consentis par l'expéditeur, et qui seront mentionnés dans l'enregistrement.

Un récépissé devra être délivré à l'expéditeur, s'il le demande, sans préjudice, s'il y a lieu, de la lettre de voiture. Le récepisse énoncera la nature et le poids des colis, le prix total du transport et le délai dans lequel ce transport devra être effectué.

Les registres mentionnés au présent article seront représentés à toute requisition des fonctionnaires et agents chargés de veiller à l'exécution du présent règlement.

Les titres VI à VIII (art. 51 à 80) sont remplacés par les titres VI et VII du décret du 1er mars 1901 (V. ci-dessous).

Décret du 1er mars 1901,

Modifiant l'ordonnance du 15 novembre 1846 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer (**D. P.** 1901. 4. 23 et 97)

ART. 1er. Les titres I à IV (art. 1er à 43) et VI à VIII (art. 51 à 80) de l'ordonnance du 15 novembre 1846, portant règlement d'administration publique sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, sont modifiés de la façon suivante :

TITRE Ier. — DES GARES ET DE LA VOIE.

Art. 1er. Les mesures de police destinées à assurer le bon ordre dans les parties des gares et de leurs dépendances accessibles au public seront réglées par des arrêtés du préfet du département.

Cette disposition s'appliquera, notamment, à l'entrée, au stationnement et à la circulation des voitures publiques ou particulières, destinées soit au transport des personnes, soit au transport des marchandises dans les cours dependant des gares de chemins de fer.

Les arrêtés ainsi pris par les préfets ne seront exécutoires qu'en vertu de l'approbation du ministre des travaux publics.

2. Le chemin de fer et les ouvrages qui en dépendent seront constamment entretenus en bon état. La compagnie devra faire connaître au ministre des travaux publics, dans la forme que celui-ci jugera convenable, les mesures qu'elle aura prises pour cet entretien.

Les voies et autres installations des gares devront être convenablement disposées pour la sûreté des manœuvres et de la circulation des trains.

Dans le cas où les mesures prises seraient insuffisantes pour assurer le bon entretien du chemin de fer, la sûreté de la circulation et la sécurité publique, le ministre, après avoir entendu la compagnie, prescrira celles qu'il juge necessaires.

Dans le cas où, par suite de l'insuffisance des installations, le service ne serait pas régulièrement assuré, il sera procéde conformément aux dispositions de l'article 65.

3. Il sera placé, partout où besoin sera, des agents en nombre suffisant pour assurer la surveillance et la manœuvre des signaux, aiguilles et autres appareils de la voie; en cas d'insuffisance, le nombre de ces agents sera fixé, la compagnie entendue, par le ministre des travaux publics, qui pourra prescrire que ceux de ces agents dont le service intéressant la sécurité aurait une importance particulière ne soient employés à aucun autre travail.

4. Partout où un chemin de fer sera traversé à niveau par une voie de terre, il sera établi des barrières, sauf les exceptions autorisées par le ministre des travaux publics, conformément aux lois.

Le mode, la garde et les conditions de service des barrières seront réglés par le ministre des travaux publics, sur la proposition de la compagnie.

Lorsque le ministre autorisera la traversée à niveau du chemin de fer par un

autre chemin de fer ou par un tramway, il arrêtera, après avoir entendu les deux compagnies, les dispositions techniques à prendre pour l'établissement et l'exploitation de ces traversees.

5. Si l'établissement de contrerails est jugé nécessaire dans l'intérêt de la sûreté publique, la compagnie sera tenue d'en placer sur les points qui seront désignés par le ministre des travaux publics.

6. Les gares et leurs abords devront être éclairés la nuit pendant la durée du service.

Le ministre des travaux publics fixera, la compagnie entendue, les conditions dans lesquelles les passages à niveau et les tunnels, s'il y a lieu, devront être éclairés.

TITRE II. — DU MATÉRIEL EMPLOYÉ A L'EXPLOITATION.

7. Les locomotives, les tenders et les véhicules de toute espèce entrant dans la composition des trains seront construits, après autorisation du ministre des travaux publics, suivant les meilleurs modèles, avec des matériaux de première qualité. La compagnie devra produire, à l'appui de sa demande en autorisation, les plans, dessins et tous les documents indiqués par le ministre.

Le ministre déterminera les conditions auxquelles le matériel n'appartenant pas à la compagnie exploitante pourra être admis à circuler sur le réseau de cette compagnie.

8. Les locomotives, tenders ou vehicules de toute espèce entrant dans la composition des trains devront remplir les conditions que le ministre des travaux publics jugera nécessaires pour assurer la sécurité des voyageurs et des agents pendant la circulation des trains et pendant leur formation.

9. Il sera tenu des états de service pour toutes les locomotives. Ces états seront inscrits sur des registres qui devront être constamment à jour et indiquer, pour chaque machine, la date de sa mise en service, le travail qu'elle a accompli, les réparations ou modifications qu'elle a reçues et le renouvellement de ses diverses pièces.

Il sera tenu en outre, pour les essieux de locomotives et tenders, des registres spéciaux sur lesquels, à côté du numéro d'ordre de chaque essieu, seront inscrits sa provenance, la date de sa mise en service, l'épreuve qu'il peut avoir subie, son travail, ses accidents et ses réparations.

Les registres mentionnés aux deux paragraphes ci-dessus seront représentés, à toute réquisition, aux ingénieurs et agents chargés de la surveillance du materiel et de l'exploitation.

Les essieux des véhicules de toute espèce porteront une marque au poinçon faisant connaître la provenance et la date de la fourniture.

10. Les locomotives ne pourront être mises en service qu'en vertu de l'autorisation délivrée par le service du contrôle et après avoir été soumises à toutes les épreuves prescrites par les règlements en vigueur.

11. Les locomotives devront être pourvues, sauf exception autorisée par le ministre des travaux publics, d'appareils ayant pour objet d'arrêter les fragments de combustible tombant de la grille et d'empêcher la sortie des flammèches par la cheminée, ainsi que de diminuer la production de fumées, incommodes pour les voyageurs ou pour le voisinage.

12. Les voitures destinées au transport des voyageurs devront être commodes et présenter les dispositions que le ministre des travaux publics jugera nécessaires pour assurer la sécurité des voyageurs.

Le ministre determinera, la compagnie entendue, quelles devront être les dimensions minima de la place affectée à chaque voyageur.

Toute voiture à voyageurs portera dans l'intérieur l'indication en chiffres apparents du nombre de places.

13. Aucune voiture pour les voyageurs ne sera mise en service sans une autorisation délivrée par le service du contrôle, après qu'il aura été constaté que la voiture satisfait aux conditions de l'article précédent.

L'autorisation de mise en service n'aura d'effet qu'après que l'estampille prescrite pour les voitures publiques par l'article 117 de la loi du 25 mars 1817 aura été délivrée par le directeur des contributions indirectes.

14. Les locomotives, les tenders et les véhicules de toute espèce devront porter : 1° la désignation en toutes lettres ou par initiales du chemin de fer auquel ils appartiennent ; 2° un numéro d'ordre. Les voitures de voyageurs porteront, en outre, l'indication de la classe de chaque compartiment et l'estampille délivrée par l'administration des contributions indirectes. Ces diverses indications seront placées d'une manière apparente sur la caisse ou sur les côtés du châssis.

15. Les locomotives, tenders et véhicules de toute espèce et tout le matériel d'exploitation seront constamment maintenus dans un bon état d'entretien.

La compagnie devra faire connaître au ministre des travaux publics, dans la forme que celui-ci jugera convenable, les mesures adoptées par elle à cet égard ; en cas d'insuffisance, le ministre, après avoir entendu les observations de la compagnie, prescrira les dispositions qu'il jugera nécessaires au point de vue de la sécurité ou de l'hygiène publique.

Le ministre, la compagnie entendue, pourra faire retirer de la circulation les locomotives, tenders et autres véhicules qui ne se trouveraient pas dans des conditions suffisantes pour assurer la sécurité de l'exploitation, ou exclure d'un train déterminé les véhicules qui, pour une cause quelconque, n'offriraient pas les garanties voulues pour la sûreté de l'exploitation.

TITRE III. — DE LA COMPOSITION DES TRAINS.

16. Tout train ordinaire de voyageurs devra contenir en nombre suffisant des voitures de chaque classe, à moins d'une autorisation spéciale du ministre des travaux publics.

17. Chaque train de voyageurs, de marchandises ou mixte, devra être accompagné :

1° D'un mécanicien et d'un chauffeur par machine ; le chauffeur devra être capable d'arrêter la machine, de l'alimenter et de manœuvrer les freins ;

2° Du nombre de conducteurs et de gardes-freins qui sera déterminé, suivant le nombre de vèhicules, suivant les pentes et suivant les appareils d'arrêt ou de ralentissement, par le ministre des travaux publics, sur la proposition de la compagnie.

Sur le dernier véhicule de chaque train ou sur l'un des véhicules placés à l'arrière, il y aura toujours un frein et un conducteur chargé de le manœuvrer.

Lorsqu'il y aura plusieurs conducteurs dans un train, l'un d'entre eux devra toujours avoir autorité sur les autres.

Le maximum du nombre de véhicules pour chaque nature de trains transportant des voyageurs sera déterminé par le ministre des travaux publics, sur la proposition de la compagnie.

18. Par dérogation à l'article précédent, l'obligation d'avoir sur la machine un mécanicien et un chauffeur ne sera pas applicable aux trains légers, dont la mise en marche sera autorisée par le ministre des travaux publics, sous la réserve que le conducteur chef du train se tiendra habituellement soit sur la machine, soit dans le premier véhicule du train, qu'il pourra dans tous les cas accéder facilement à la machine et qu'il sera en état de l'arrêter en cas de besoin.

En outre, lorsque les véhicules à voyageurs et à marchandises dont se compose un train leger seront tous munis d'un frein continu, le ministre pourra autoriser la suppression de l'obligation d'avoir, sur le dernier véhicule ou sur l'un des derniers véhicules, un conducteur spécial chargé de la manœuvre du frein.

Ne pourront être considérés comme trains légers que ceux dont les véhicules sont portés sur seize essieux au plus, non compris les essieux de la locomotive, s'il y en a une, et de son tender, mais y compris les essieux de la voiture motrice, si l'appareil moteur est contenu dans un des véhicules portant des voyageurs ou des marchandises.

19. Les locomotives devront être en tête des trains. Il ne pourra être dérogé à cette disposition que pour les manœuvres à exécuter dans les gares ou dans leur voisinage, pour les trains de service et pour le cas de secours et de renfort. Dans ces cas spéciaux, la vitésse ne devra pas dépasser les limites fixées par le ministre des travaux publics.

20. Les trains de voyageurs ne devront être remorqués que par une seule locomotive, sauf les cas où l'emploi d'une machine de renfort deviendrait nécessaire, soit pour la montée d'une rampe de forte inclinaison, soit par suite d'une affluence extraordinaire de voyageurs, de l'état de l'atmosphère, d'un accident ou d'un retard exigéant l'emploi de secours, ou de tout autre cas préalablement déterminé par le ministre des travaux publics.

Il sera, dans tous les cas, sauf le cas de secours, interdit d'atteler simultanément plus de deux locomotives à un train de voyageurs.

La machine placée en tête devra régler la marche du train.

Il devra toujours y avoir en tête de chaque train, entre le tender et la première voiture de voyageurs, au moins un véhicule ne portant pas de voyageurs; cette obligation ne s'applique ni aux trains légers, ni aux trains de secours, ni aux trains de composition spéciale qui en auront été dispensés par le ministre des travaux publics.

Dans tous les cas où il sera attelé plus d'une locomotive à un train, mention en sera faite sur un registre à ce destiné, avec indication du motif de la mesure, de la gare où elle aura été jugée nécessaire et de l'heure à laquelle le train aura quitté cette gare.

Ce registre sera représenté, à toute réquisition, aux fonctionnaires et agents du contrôle.

21. Le ministre des travaux publics, la compagnie entendue, arrêtera les règles à suivre pour le transport des matières dangereuses (explosibles, inflammables, vénéneuses, etc.) et des matières infectes; il déterminera notamment les cas dans lesquels le transport de ces marchandises dans un train de voyageurs est interdit.

22. Le ministre des travaux publics déterminera, la compagnie entendue, les précautions à prendre dans la formation des trains pour éviter, soit au départ ou à l'arrivée, soit pendant la marche, toute réaction dangereuse ou incommode entre les divers véhicules.

23. Le conducteur de tête, et, sauf les exceptions autorisées par le ministre, les gardes-freins seront mis en communication avec le mécanicien pour donner, en cas d'accident, le signal d'alarme par tel moyen qui sera autorisé par le ministre des travaux publics, sur la proposition de la compagnie.

Sauf les exceptions autorisées par le ministre des travaux publics, les compartiments des voitures à voyageurs seront tous mis en communication avec le mécanicien ou le conducteur chef de train par un signal d'alarme en bon etat de fonctionnement.

24. Pendant la nuit et, pendant le jour, au passage des souterrains désignés par le ministre des travaux publics, les fanaux des trains devront être

allumés et les voitures destinées aux voyageurs devront être éclairées intérieurement.

Ces voitures devront être chauffées pendant la saison froide dans les conditions approuvées par le ministre.

En cas d'insuffisance des mesures adoptées par la compagnie en ce qui concerne l'éclairage ou le chauffage des trains et voitures, le ministre prescrira, la compagnie entendue, les dispositions qu'il jugera nécessaires.

Tout train transportant des voyageurs sera muni, sauf exception autorisée par le ministre, d'une boîte de secours dont la composition sera approuvée par le ministre.

TITRE IV. — DU DÉPART, DE LA CIRCULATION ET DE L'ARRIVÉE DES TRAINS.

25. Le ministre des travaux publics déterminera, sur la proposition de la compagnie, pour les lignes à plusieurs voies, celles de ces voies qui seront affectées à la circulation de chaque sens, et, pour les lignes à une voie, les points de croisement.

Il ne pourra être dérogé, sous aucun prétexte, aux dispositions qui auront été prescrites par le ministre, si ce n'est dans le cas où la voie serait interceptée, et, dans ce cas, le changement devra être fait avec les précautions spéciales qui seront indiquées par les règlements de la compagnie dûment homologués.

26. Avant le départ du train, le mécanicien s'assurera si toutes les parties de la locomotive et du tender sont en bon état.

En ce qui concerne les voitures et leurs freins, la même verification sera faite dans les conditions déterminées par le règlement homologué de la compagnie.

Le signal du départ ne sera donné que lorsque les portières seront fermées.

Le train ne devra être mis en marche qu'après le signal du départ.

27. Aucun train ne pourra partir d'une gare ni y arriver avant l'heure déterminée par l'horaire de la marche des trains.

Toutefois, pour l'arrivée, une tolérance pourra être accordée par le ministre.

Les mesures propres à maintenir, entre les trains qui suivent, l'intervalle de temps ou d'espace nécessaire pour assurer la sécurité de la circulation seront determinées par le ministre des travaux publics, la compagnie entendue.

Des signaux seront placés à l'entrée des gares, dans les gares et sur la voie, partout où cela sera jugé utile pour faire connaître aux mécaniciens s'ils doivent arrêter ou ralentir leur marche.

En cas d'insuffisance des signaux établis par la compagnie, le ministre prescrira, la compagnie entendue, l'établissement de ceux qu'il jugera nécessaires.

28. Sauf le cas de force majeure ou de réparation de la voie, les trains ne pourront s'arrêter qu'aux gares ou aux lieux de stationnement autorisés.

Les voies affectées à la circulation des trains devront être couvertes par des signaux, ainsi qu'il est dit à l'article 32, dans les cas où il y aura nécessite absolue d'y faire stationner momentanément des machines, des voitures ou des wagons.

29. Le ministre des travaux publics déterminera, sur la proposition de la compagnie, les mesures spéciales de précaution relatives à la circulation des trains sur les parties du chemin de fer qui offriraient un danger particulier.

Il déterminera également, sur la proposition de la compagnie, la vitesse maximum que les trains de toute nature pourront prendre sur les diverses parties de chaque ligne.

30. Le ministre des travaux publics prescrira, sur la proposition de la compagnie, les mesures spéciales de précaution à prendre pour l'expédition et la marche des trains extraordinaires.

Dès que l'expédition d'un train extraordinaire aura été decidée, déclaration devra en être faite immédiatement aux agents du contrôle et aux fonctionnaires désignés par le ministre des travaux publics, avec indication du motif de l'expedition du train et de son horaire.

31. Des agents chargés de l'entretien et de la surveillance de la voie seront placés sur la ligne en nombre suffisant pour assurer la libre circulation des trains.

Ces agents seront pourvus, le jour et la nuit, de signaux d'arrêt et de ralentissement.

Des agents seront en outre placés à des endroits déterminés pour la manœuvre des signaux fixes et, s'il y a lieu, pour l'annonce des trains de proche en proche.

En cas d'insuffisance, le ministre des travaux publics réglera le nombre des agents de ces diverses catégories, la compagnie entendue.

32. Dans le cas où soit un train, soit une machine isolée s'arrêterait accidentellement sur la voie, des signaux de protection seront faits dans les conditions determinées par les règlements de la compagnie dûment homologués.

Les mécaniciens, les conducteurs-chefs et les conducteurs devront être munis pendant leur service des signaux indiqués par ces règlements.

Des précautions spéciales seront prises pour garantir la sécurité des trains dans le cas où il deviendrait impossible de maintenir leur vitesse normale.

33. Lorsque les travaux de réparation effectués sur une voie seront de nature à en altérer momentanément la stabilité, ils devront être protégés par des signaux d'arrêt ou de ralentissement.

34. Lorsque, par suite d'un accident, de réparation ou de toute autre cause, la circulation devra s'effectuer momentanement sur une seule voie, il devra être placé un garde auprès des aiguilles de chacun des changements de voie extrêmes.

Les gardes ne laisseront les trains s'engager dans la voie unique réservée à la circulation que dans les conditions prescrites par les règlements homologués ou les ordres de service de la compagnie.

Il sera donné connaissance au service du contrôle des mesures prises pour assurer la circulation sur la voie unique.

35. La compagnie sera tenue de faire connaître au ministre des travaux publics le système de signaux qu'elle aura adopté ou qu'elle se propose d'adopter pour les cas prévus par le présent titre. Le ministre prescrira les modifications qu'il jugera nécessaires.

36. Le mécanicien devra porter constamment son attention sur l'état de la voie, arrêter ou ralentir la marche en cas d'obstacles, suivant les circonstances, se conformer aux signaux qui lui seront transmis et signaler au premier arrêt les anomalies qu'il aura remarquées; il surveillera toutes les parties de la machine, la tension de la vapeur et le niveau d'eau de la chaudière. Il veillera à ce que rien n'embarrasse la manœuvre des freins dont il a la disposition.

37. Les mesures de précaution à observer par le mécanicien aux approches et au passage des bifurcations, embranchements ou traversées de voies, seront fixees par des règlements approuvés par le ministre des travaux publics.

Aux points de bifurcation, des signaux devront indiquer le sens dans lequel les aiguilles sont placées.

A l'approche des gares où le train doit s'arrêter, le mécanicien devra prendre les dispositions convenables pour qu'il ne depasse pas le point où les voyageurs doivent descendre.

38. Avant la mise en marche, à l'approche des gares, des passages à niveau en courbe, ainsi que des autres passages à niveau et bifurcations désignés par le ministre des travaux publics, à l'entrée et à la sortie des tranchées en courbe

et des souterrains, le mécanicien devra faire jouer le sifflet pour avertir de l'approche du train.

Il se servira également du sifflet comme moyen d'avertissement, toutes les fois que la voie ne lui paraîtra pas complètement libre.

Le sifflet pourra être remplacé par un autre signal acoustique approuvé par le ministre des travaux publics.

39. Aucune personne autre que le mécanicien et le chauffeur ne pourra monter sur la locomotive ou sur le tender, à moins d'une permission spéciale et écrite du directeur du chemin de fer ou de son délégué.

Seront exceptés de cette interdiction les ingénieurs des ponts et chaussées et les ingénieurs des mines chargés du contrôle et les agents du contrôle technique. Les commissaires de surveillance administrative pourront également monter sur la locomotive ou le tender, en remettant au chef de la gare ou au conducteur du train une réquisition écrite et motivée.

40. Sur des points qui seront désignés par le ministre des travaux publics, la compagnie entendue, des machines de secours ou de réserve devront être constamment entretenues en feu et prêtes à partir.

Les règles relatives au service de ces machines seront déterminées par le ministre, sur la proposition de la compagnie.

41. Il y aura constamment, aux lieux de dépôt des machines, un wagon chargé de tous les agrès et outils nécessaires en cas d'accident.

Chaque train devra, d'ailleurs, être muni des outils les plus indispensables.

42. Aux gares qui seront désignées par le ministre des travaux publics, il sera tenu des registres sur lesquels on mentionnera les retards de trains excédant des limites déterminées par le ministre. Ces registres indiqueront la nature et la composition des trains, les points extrêmes de leur parcours, le numéro des locomotives qui les ont remorqués, les heures de départ et d'arrivée, les causes et la durée du retard.

Ces registres seront représentés, à toute réquisition, aux agents du contrôle.

43. Les horaires fixant la marche des trains ordinaires de toute nature seront soumis par la compagnie à l'approbation du ministre des travaux publics ; à cet effet, avant leur mise en vigueur et dans les délais prescrits par le ministre, la compagnie les lui communiquera, ainsi qu'aux fonctionnaires désignés par lui et au service du contrôle.

Si, à la date annoncée pour la mise en vigueur de nouveaux horaires, le ministre n'a pas notifié à la compagnie son opposition, ces horaires pourront être appliqués à titre provisoire.

A toute époque le ministre des travaux publics pourra prescrire d'apporter aux horaires des trains les modifications ou additions qu'il jugera nécessaires pour la sûreté de la circulation ou les besoins du public.

Les horaires des trains transportant des voyageurs seront portés à la connaissance du public, avant leur mise en vigueur, par des affiches placées dans les gares, dans les conditions fixées par le ministre des travaux publics. Ces affiches devront mentionner ceux des trains contenant des voitures de toutes classes pour lesquels la compagnie sera dispensée de faire le service de messageries.

TITRE V. — DE LA PERCEPTION DES TAXES ET DES FRAIS ACCESSOIRES.

44 à 50. (*Comme dans l'ordonnance du* 15 *novembre* 1846.)

TITRE VI. — POLICE ET SURVEILLANCE.

51. La surveillance de l'exploitation des chemins de fer s'exercera concurremment :

Par les ingénieurs des ponts et chaussées ou des mines, les conducteurs des ponts et chaussées, les contrôleurs des mines ;

Par les fonctionnaires du contrôle de l'exploitation commerciale ;

Par les commissaires de surveillance administrative ;

Et par les autres agents du contrôle.

52. Les attributions de ces agents et l'organisation du service du contrôle sont definies par les règlements spéciaux.

53. Les compagnies seront tenues de représenter, à toute réquisition, aux directeurs des services de contrôle ou à leurs délégués, leurs registres et pièces de dépenses et de recettes, leurs circulaires et ordres de service, les traités qu'elles ont passés avec d'autres entreprises de transport et, en général, tous les documents nécessaires à l'exercice de la mission confiée aux services de contrôle.

54. Les compagnies seront tenues de fournir des locaux convenables pour les commissaires de surveillance administrative.

55. Toutes les fois qu'il arrivera un accident sur le chemin de fer, il en sera fait immédiatement déclaration par la compagnie ou par ses agents au commissaire de surveillance administrative de la circonscription.

Lorsque l'accident aura une certaine gravité, la compagnie exploitante avisera, en outre, par la voie la plus rapide, le ministre des travaux publics, le directeur du service de contrôle, le préfet du département, les ingénieurs du contrôle de la voie et de l'exploitation.

Lorsqu'il se produira un fait de nature à donner ouverture à l'action publique, et, en tous cas, s'il y a mort ou blessure, cet avis devra être egalement transmis au procureur de la République.

56. Les compagnies devront soumettre leurs règlements relatifs au service à l'approbation du ministre des travaux publics, qui prescrira les modifications qu'il jugera nécessaires.

57. Il est défendu à toute personne étrangère au service du chemin de fer :

1° De pénétrer, sans y être autorisée régulièrement, dans l'enceinte du chemin de fer, d'y circuler ou stationner ;

2° D'y jeter ou déposer aucuns matériaux ni objets quelconques ;

3° D'y introduire des chevaux, bestiaux ou animaux d'aucune espèce ou de laisser s'y introduire ceux dont elle a la garde ;

4° D'y faire circuler ou stationner aucuns véhicules étrangers au service ;

5° De manœuvrer les appareils qui ne sont pas à la disposition du public, de les déranger ou d'en empêcher le fonctionnement ;

6° De dégrader les clôtures, barrières, talus, bâtiments et ouvrages d'art.

58. Il est défendu :

1° D'entrer dans les voitures sans avoir pris un billet, de se placer dans une voiture d'une classe supérieure à celle qui est indiquée par le billet et de prendre une place déjà régulièrement retenue par un autre voyageur ;

2° D'entrer dans les voitures ou d'en sortir autrement que par la portière qui se trouve du côté où se fait le service du train ;

3° De passer d'une voiture dans une autre autrement que par les passages disposés à cet effet, de se pencher au dehors, d'occuper une place non destinée aux voyageurs ou de se placer indûment dans les compartiments ayant une destination spéciale ;

4° De se servir sans motif plausible du signal d'alarme, mis à la disposition des voyageurs pour faire appel aux agents de la compagnie.

Les voyageurs ne devront monter dans les voitures ou en descendre qu'aux gares et lorsque le train sera complètement arrêté.

Il est défendu de fumer dans les salles d'attente, ainsi que dans les voitures, exception faite des compartiments portant la plaque indicative : fumeurs.

Il est défendu de cracher ailleurs que dans les crachoirs disposés à cet effet.

Les voyageurs sont tenus d'obtempérer aux injonctions des agents de la compagnie pour l'observation des dispositions mentionnées au paragraphe ci-dessus.

59. Il est interdit d'admettre dans les voitures plus de voyageurs que ne le comporte le nombre de places indiqué, conformément à l'article 12 ci-dessus.

60. L'entrée des voitures est interdite :

1° A toute personne en état d'ivresse ;

2° A tous individus porteurs d'armes à feu chargées ou d'objets qui, par leur nature, leur volume ou leur odeur, pourraient gêner ou incommoder les voyageurs.

Tout individu porteur d'une arme à feu doit, avant son admission sur les quais d'embarquement, faire constater que son arme n'est pas chargée.

Toutefois, lorsqu'ils y sont obligés par leur service, les agents de la force publique peuvent conserver avec eux, dans les voitures, des armes à feu chargées, à condition de prendre place dans des compartiments réservés.

Pourront être exclues des compartiments affectés au public les personnes atteintes visiblement ou notoirement de maladies dont la contagion serait à redouter pour les voyageurs. Les compartiments dans lesquels elles auraient pris place seront, dès l'arrivée, soumis à la désinfection.

61. Les personnes qui voudront expédier des matières de la nature de celles qui sont mentionnées à l'article 21 devront les déclarer au moment où elles les apporteront dans les gares du chemin de fer.

62. Aucun animal ne sera admis dans les voitures servant au transport des voyageurs.

Toutefois, la compagnie pourra placer dans des compartiments spéciaux les voyageurs qui ne voudraient pas se séparer de leurs chiens, pourvu que ces animaux soient muselés, en quelque saison que ce soit.

En outre, des exceptions pourront être autorisées pour les animaux de petite taille convenablement enfermés.

63. Les cantonniers, gardes-barrières et autres agents du chemin de fer devront faire sortir immédiatement toute personne qui se serait introduite dans l'enceinte du chemin ou dans quelque portion que ce soit de ses dépendances où elle n'aurait pas le droit d'entrer.

En cas de résistance de la part des contrevenants, tout employé du chemin de fer pourra requérir l'assistance des agents de la force publique.

Les animaux abandonnés qui seront trouvés dans l'enceinte du chemin de fer seront saisis et mis en fourrière.

TITRE VII. — DISPOSITIONS DIVERSES.

64. Dans tous les cas où, conformément aux dispositions du présent règlement, le ministre des travaux publics devra statuer sur la proposition d'une compagnie, la compagnie sera tenue de lui soumettre cette proposition dans le délai qu'il aura déterminé, faute de quoi le ministre pourra statuer directement.

Si le ministre pense qu'il y a lieu de modifier la proposition de la compagnie, il devra, sauf le cas d'urgence, entendre la compagnie avant de prescrire les modifications.

65. Si les installations de certaines gares, leur personnel ou le matériel roulant sont insuffisants pour permettre à la compagnie d'assurer dans les circonstances normales la marche régulière du service, en observant les conditions et

délais déterminés par les règlements et les tarifs, la compagnie, sur la mise en demeure qui lui sera adressée par le ministre, devra prendre les mesures nécessaires pour y pourvoir.

Faute par elle d'avoir présenté au ministre, dans le délai imparti par la mise en demeure, des propositions ou des projets suffisants, le ministre statuera directement.

66. (*Décr.* 21 *avril* 1912.) Aucun crieur, vendeur ou distributeur d'objets quelconques ne pourra être admis par les compagnies à exercer sa profession dans les cours ou bâtiments des gares qu'en vertu d'une autorisation spéciale du préfet du département, et, dans les trains qu'en vertu d'une autorisation spéciale du ministre des travaux publics.

67. Les attributions données aux préfets des départements par le présent décret seront exercées par le préfet de police dans toute l'étendue de son sresort.

68. Le ministre des travaux publics déterminera, la compagnie entendue, les dispositions relatives à la durée du travail des agents qu'il jugera nécessaires à la sécurité de l'exploitation.

69. Tout agent employé sur les chemins de fer sera revêtu d'un uniforme ou porteur d'un signe distinctif.

70. Nul ne peut être employe en qualité de mécanicien conducteur de train ou de chauffeur, s'il ne produit des certificats de capacité délivrés dans les formes qui seront déterminées par le ministre des travaux publics.

71. Aux gares désignées par le ministre, les compagnies entretiendront les médicaments et moyens de secours nécessaires en cas d'accident.

72. Il sera tenu dans chaque gare un registre destiné à recevoir les reclamations des voyageurs, expéditeurs ou destinataires qui auraient des plaintes à former soit contre la compagnie, soit contre ses agents. Ce registre sera présenté à toute réquisition des voyageurs, expéditeurs ou destinataires, et communiqué sur place aux fonctionnaires ou agents du contrôle.

Dès qu'une plainte aura été inscrite sur le registre, le chef de gare devra en envoyer copie au commissaire de surveillance administrative de la circonscription.

73. Les registres mentionnés aux articles 9, 20, 42 et 72 seront cotés et parafés par le commissaire de surveillance administrative.

74. Des exemplaires du présent décret seront constamment affichés dans les gares, à la diligence des compagnies.

Le conducteur principal d'un train en marche devra également être muni d'un exemplaire du décret.

Des extraits devront être délivrés, chacun pour ce qui le concerne, aux mécaniciens, chauffeurs, gardes-freins, cantonniers, gardes-barrières et autres agents employés sur le chemin de fer.

Des extraits, en ce qui concerne les règles à observer par les voyageurs pendant le trajet, devront être placés dans chaque compartiment.

75. Sur les lignes où il sera fait usage de l'énergie électrique pour la traction des trains, le ministre des travaux publics pourra autoriser des dérogations au présent décret, justifiées par ce mode spécial de traction.

76. Seront constatées, poursuivies et réprimées, conformément au titre III de la loi du 15 juillet 1845 sur la police des chemins de fer, les contraventions au présent décret, aux décisions rendues par le ministre des travaux publics et aux arrêtés pris sous son approbation, s'il y a lieu, par les préfets, pour l'exécution dudit décret.

77. Pour l'application du présent décret aux chemins de fer d'intérêt local les attributions conférées au ministre des travaux publics seront exercées par le préfet, si elles ne sont déjà réservées, soit au ministre, soit à d'autres autorités, par les lois et règlements.

78. Le présent décret ne sera pas applicable aux tramways, qui resteront, soumis aux règlements d'administration publique pris en exécution de la loi du 11 juin 1880.

ART. 2. Est abrogé le décret du 9 mars 1889.

Décret du 21 avril 1912,

Modifiant le décret du 1er mars 1901 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer en vue de défendre la vente des objets divers dans les trains.

Art. 1er. L'article 66 du décret du 1er mars 1901 est modifié de la manière suivante : — V. *suprà*, Décr. 1er mars 1901, art. 66.

CRIEURS PUBLICS.

V. *infrà*, Vo PRESSE.

CULTES.

Loi du 9 décembre 1905,

Concernant la séparation des Églises et de l'État (D. P. 1906 4. 1).

TITRE Ier. — PRINCIPES.

Art. 1er. La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions édictées ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

2. La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1er janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'État, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes. Pourront toutefois être inscrites auxdits budgets les dépenses relatives à des services d'aumônerie et destinées à assurer le libre exercice des cultes dans les établissements publics, tels que lycées, collèges, écoles, hospices, asiles et prisons.

Les établissements publics du culte sont supprimés, sous réserve des dispositions énoncées à l'article 3.

TITRE II. — ATTRIBUTION DES BIENS. — PENSIONS.

3. Les établissements dont la suppression est ordonnée par l'article 2 continueront provisoirement de fonctionner, conformément aux dispositions qui les régissent actuellement, jusqu'à l'attribution de leurs biens aux associations prévues par le titre IV et au plus tard jusqu'à l'expiration du délai ci-après.

Dès la promulgation de la présente loi, il sera procédé par les agents de l'administration des domaines à l'inventaire descriptif et estimatif :

1° Des biens mobiliers et immobiliers desdits établissements;

2° Des biens de l'État, des départements et des communes dont les mêmes établissements ont la jouissance.

Ce double inventaire sera dressé contradictoirement avec les représentants légaux des établissements ecclésiastiques ou eux dûment appelés par une notification faite en la forme administrative.

Les agents chargés de l'inventaire auront le droit de se faire communiquer tous titres et documents utiles à leurs opérations.

4. Dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la présente loi, les biens mobiliers et immobiliers des menses, fabriques, conseils presbytéraux, consistoires et autres établissements publics du culte seront, avec toutes les charges et obligations qui les grèvent et avec leur affectation spéciale, transférés par les représentants légaux de ces établissements aux associations, qui, en se conformant aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice, se seront légalement formées, suivant les prescriptions de l'article 19, pour l'exercice de ce culte dans les anciennes circonscriptions desdits établissements.

5. Ceux des biens désignés à l'article précédent qui proviennent de l'État et qui ne sont pas grevés d'une fondation pieuse créée postérieurement à la loi du 18 germinal an X feront retour à l'État.

Les attributions de biens ne pourront être faites par les établissements ecclésiastiques qu'un mois après la promulgation du règlement d'administration publique prevu à l'article 43. Faute de quoi la nullité pourra en être demandée devant le tribunal civil par toute partie intéressée ou par le ministère public.

En cas d'aliénation par l'association cultuelle de valeurs mobilières ou d'immeubles faisant partie du patrimoine de l'établissement public dissous, le montant du produit de la vente devra être employé en titres de rente nominatifs ou dans les conditions prévues au paragraphe 2 de l'article 22.

L'acquéreur des biens aliénés sera personnellement responsable de la régularité de cet emploi.

Les biens revendiqués par l'État, les départements ou les communes ne pourront être aliénés, transformés ni modifiés jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la revendication par les tribunaux compétents.

6. Les associations attributaires des biens des établissements ecclésiastiques supprimés seront tenues des dettes de ces établissements ainsi que de leurs emprunts sous réserve des dispositions du troisième paragraphe du présent article; tant qu'elles ne seront pas libérées de ce passif, elles auront droit à la jouissance des biens productifs de revenus qui doivent faire retour à l'État en vertu de l'article 5.

(Abrogé par L 13 avril 1908.) *Le revenu global desdits biens reste affecté au payement du reliquat des dettes régulières et légales de l'établissement public supprimé, lorsqu'il ne se sera formé aucune association cultuelle apte à recueillir le patrimoine de cet établissement.*

Les annuités des emprunts contractés pour dépenses relatives aux édifices religieux seront supportées par les associations en proportion du temps pendant lequel elles auront l'usage de ces édifices par application des dispositions du titre III.

(Abrogé par L. 13 avril 1908.) *Dans le cas où l'Etat, les départements ou les communes rentreront en possession de ceux des édifices dont ils sont propriétaires, ils seront responsables des dettes régulièrement contractées et afférentes auxdits edifices.*

7. Les biens mobiliers ou immobiliers grevés d'une affectation charitable ou de toute autre affectation etrangère à l'exercice du culte seront attribués, par les représentants légaux des établissements ecclésiastiques, aux services ou établissements publics ou d'utilité publique, dont la destination est conforme à celle desdits biens. Cette attribution devra être approuvée par le préfet du département où siège l'établissement ecclésiastique. En cas de non-approbation, il sera statué par décret en conseil d'État.

(*L.* 13 *avril* 1908.) Toute action en reprise, qu'elle soit qualifiée en revendication, en révocation ou en resolution, concernant les biens devolus en exécution du present article, est soumise aux règles prescrites par l'article 9.

8. Faute par un établissement ecclésiastique d'avoir, dans le délai fixé par l'article 4, procédé aux attributions ci-dessus prescrites, il y sera pourvu par décret.

A l'expiration dudit délai, les biens à attribuer seront, jusqu'à leur attribution, placés sous séquestre.

Dans le cas où les biens attribués en vertu de l'article 4 et du paragraphe 1er du présent article seront, soit dès l'origine, soit dans la suite, réclamés par plusieurs associations formées pour l'exercice du même culte, l'attribution qui en aura été faite par les représentants de l'établissement ou par décret pourra être contestée devant le Conseil d'État statuant au contentieux, lequel prononcera en tenant compte de toutes les circonstances de fait.

La demande sera introduite devant le Conseil d'État, dans le délai d'un an à partir de la date du décret ou à partir de la notification, à l'autorité préfectorale, par les représentants légaux des établissements publics du culte, de l'attribution effectuée par eux. Cette notification devra être faite dans le délai d'un mois.

L'attribution pourra être ultérieurement contestée en cas de scission dans l'association nantie, de création d'association nouvelle par suite d'une modification dans le territoire de la circonscription ecclésiastique et dans le cas où l'association attributaire n'est plus en mesure de remplir son objet.

9. « (*L.* 13 *avril* 1908.) § 1er. — Les biens des établissements ecclésiastiques, qui n'ont pas été réclamés par des associations cultuelles constituées dans le délai d'un an à partir de la promulgation de la loi du 9 décembre 1905, seront attribués par décret à des établissements communaux de bienfaisance ou d'assistance situés dans les limites territoriales de la circonscription ecclésiastique intéressee, ou, à défaut d'établissement de cette nature, aux communes ou sections de communes, sous la condition d'affecter aux services de bienfaisance ou d'assistance tous les revenus ou produits de ces biens, sauf les exceptions ci-après :

1° Les édifices affectés au culte lors de la promulgation de la loi du 9 décembre 1905 et les meubles les garnissant deviendront la propriété des communes sur le territoire desquelles ils sont situés, s'ils n'ont pas été restitués ni revendiqués dans le délai légal ;

2° Les meubles ayant appartenu aux établissements ecclésiastiques ci-dessus mentionnes qui garnissent les édifices désignés à l'article 12, paragraphe 2, de la loi du 9 décembre 1905, deviendront la propriété de l'État, des départements et des communes, propriétaires desdits edifices, s'ils n'ont pas été restitués ni revendiques dans le delai légal ;

3° Les immeubles bâtis, autres que les édifices affectés au culte, qui n'etaient pas productifs de revenu lors de la promulgation de la loi du 9 décembre 1905 et qui appartenaient aux menses archiépiscopales et épiscopales, aux chapitres et séminaires, ainsi que les cours et jardins y attenant, seront attribues par decret soit à des départements, soit à des communes, soit à des établissements publics pour des services d'assistance ou de bienfaisance ou des services publics ;

4° Les biens des menses archiépiscopales et épiscopales, chapitres et séminaires seront, sous réserve de l'application des dispositions du paragraphe précédent, affectés, dans la circonscription territoriale de ces anciens établissements, au payement du reliquat des dettes régulières ou légales de l'ensemble des établissements ecclésiastiques compris dans ladite circonscription, dont les biens n'ont pas été attribués à des associations cultuelles, ainsi qu'au payement de tous frais exposés et de toutes depenses effectuées relativement à ces biens par le séquestre, sauf ce qui est dit au paragraphe 13 de l'article 3 ci-après. L'actif disponible après l'acquittement de ces dettes et dépenses sera attribué par décret à des services départementaux de bienfaisance ou d'assistance.

En cas d'insuffisance d'actif, il sera pourvu au payement desdites dettes et

dépenses sur l'ensemble des biens ayant fait retour à l'État, en vertu de l'article 5 ;

5° Les documents, livres, manuscrits et œuvres d'art ayant appartenu aux etablissements ecclésiastiques et non visés au 1° du présent paragraphe pourront être réclamés par l'État, en vue de leur dépôt dans les archives, bibliothèques ou musées et lui être attribués par décret ;

6° Les biens des caisses de retraites et maisons de secours pour les prêtres âgés ou infirmes seront attribués par décret à des sociétes de secours mutuels constituées dans les departements où ces établissements ecclésiastiques avaient leur siège.

Pour être aptes à recevoir ces biens, lesdites sociétés devront être approuvées dans les conditions prevues par la loi du 1er avril 1898, avoir une destination conforme à celle desdits biens, être ouvertes à tous les intéressés et ne prévoir dans leurs statuts aucune amende ni aucun cas d'exclusion fondés sur un motif touchant à la discipline ecclésiastique.

Les biens des caisses de retraite et maisons de secours, qui n'auraient pas éte réclamés dans le délai de dix-huit mois à dater de la promulgation de la presente loi par des sociétés de secours mutuels constituées dans le délai d'un an de ladite promulgation, seront attribués par décret aux départements où ces etablissements ecclésiastiques avaient leur siège, et continueront à être administres provisoirement au profit des ecclésiastiques qui recevaient des pensions ou secours ou qui étaient hospitalisés à la date du 15 décembre 1906.

Les ressources non absorbées par le service de ces pensions ou secours seront employees au remboursement des versements que les ecclesiastiques ne recevant ni pensions ni secours justifieront avoir faits aux caisses de retraite.

Le surplus desdits biens sera affecte par les départements à des services de bienfaisance ou d'assistance fonctionnant dans les anciennes circonscriptions des caisses de retraite et maisons de secours. »

§ 2. — En cas de dissolution d'une association, les biens qui lui auront été dévolus en exécution des articles 4 et 8, seront attribués par decret rendu en conseil d'Etat, soit à des associations analogues dans la même circonscription ou, à leur defaut, dans les circonscriptions les plus voisines, soit aux etablissements visés au paragraphe 1er du présent article.

« (*L. 13 avril 1908.*) § 3. — Toute action en reprise, qu'elle soit qualifiée en revendication, en révocation ou en résolution, doit être introduite dans le délai ci-après determiné.

Elle ne peut être exercée qu'en raison de donations, de legs ou de fondations pieuses, et seulement par les auteurs et leurs héritiers en ligne directe.

Les arrérages de rentes dues aux fabriques pour fondations pieuses ou cultuelles et qui n'ont pas été rachetées cessent d'être exigibles.

Aucune action d'aucune sorte ne pourra être intentée à raison de fondations pieuses anterieures à la loi du 18 germinal an 10.

§ 4. — L'action peut être exercée contre l'attributaire ou, à defaut d'attribution, contre le directeur général des Domaines représentant l'État en qualité de sequestre.

§ 5. — Nul ne pourra introduire une action, de quelque nature qu'elle soit, s'il n'a déposé, deux mois auparavant, un mémoire préalable sur papier non timbre entre les mains du directeur général des Domaines, qui en délivrera un récépissé daté et signé.

§ 6. — Au vu de ce mémoire, et après avis du directeur des Domaines, le préfet pourra, en tout état de cause, et quel que soit l'état de la procédure, faire droit à tout ou partie de la demande par un arrêté pris en conseil de préfecture.

§ 7. — L'action sera prescrite si le mémoire préalable n'a pas été déposé dans les six mois à compter de la publication au *Journal officiel* de la liste des biens

attribués ou à attribuer avec les charges auxquelles lesdits biens seront ou demeureront soumis, et si l'assignation devant la juridiction ordinaire n'a pas été délivrée dans les trois mois de la date du récépissé.

Parmi ces charges, pourra être comprise celle de l'entretien des tombes.

§ 8. — Passé ces delais, les attributions seront définitives et ne pourront plus être attaquées de quelque manière ni pour quelque cause que ce soit.

Néanmoins, toute personne intéressée pourra poursuivre devant le conseil d'État, statuant au contentieux, l'exécution des charges imposées par les décrets d'attribution.

§ 9. — Il en sera de même pour les attributions faites après solution des litiges soulevés dans le délai.

§ 10. — Tout créancier hypothécaire, privilégié ou autre, d'un etablissement dont les biens ont été mis sous séquestre, devra, pour obtenir le payement de sa créance, déposer préalablement à toute poursuite un mémoire justificatif de sa demande, sur papier non timbré, avec pièces à l'appui, au directeur général des domaines qui en délivrera un récépissé daté et signé.

§ 11. — Au vu de ce mémoire et sur l'avis du directeur des Domaines, le préfet pourra, en tout état de cause, et quel que soit l'état de la procédure, décider, par un arrêté pris en conseil de préfecture, que le créancier sera admis, pour tout ou partie de sa créance, au passif de la liquidation de l'établissement sup-prime.

§ 12. — L'action du créancier sera définitivement éteinte si le mémoire préalable n'a pas été deposé dans les six mois qui suivront la publication au *Journal officiel* prescrite par le paragraphe 7 du présent article, et si l'assignation devant la juridiction ordinaire n'a pas été délivree dans les neuf mois de ladite publication.

§ 13. — Dans toutes les causes auxquelles s'appliquent les dispositions de la presente loi, le tribunal statue comme en matière sommaire, conformément au titre 24 du livre 2 du Code de procédure civile.

Les frais exposés par le sequestre seront, dans tous les cas, employés en frais privilégiés sur le bien séquestré, sauf recouvrement contre la partie adverse condamnée aux dépens, ou sur la masse générale des biens recueillis par l'État.

Le donateur et les héritiers en ligne directe soit du donateur, soit du testateur ayant, dès à present, intenté une action en revendication ou en révocation devant les tribunaux civils, sont dispensés des formalités de procédure prescrites par les paragraphes 5, 6 et 7 du présent article.

§ 14. L'État, les départements, les communes et les établissements publics ne peuvent remplir ni les charges pieuses ou cultuelles, afférentes aux libéralités à eux faites, ou aux contrats conclus par eux, ni les charges dont l'exécution comportait l'intervention soit d'un établissement public du culte, soit de titulaires ecclésiastiques.

Ils ne pourront remplir les charges comportant l'intervention d'ecclésiastiques, pour l'accomplissement d'actes non cultuels que s'il s'agit de libéralités autorisées antérieurement à la promulgation de la présente loi, et si, nonobstant l'intervention de ces ecclésiastiques, ils conservent un droit de contrôle sur l'emploi desdites libéralités.

Les dispositions qui précèdent s'appliquent au séquestre.

Dans les cas prévus à l'alinéa 1 du présent paragraphe, et en cas d'inexécution des charges visées à l'alinéa 2, l'action en reprise, qu'elle soit qualifiée en revendication, en révocation ou en résolution, ne peut être exercée que par les auteurs des libéralités et leurs héritiers en ligne directe.

Les paragraphes précédents s'appliquent à cette action sous les réserves ci-après :

Le depôt du mémoire est fait au préfet, et l'arrêté du prefet en conseil de préfecture est pris, s'il y a lieu, après avis de la commission départementale pour le département, du conseil municipal pour la commune et de la commission administrative pour l'établissement public intéressé.

En ce qui concerne les biens possédés par l'État, il sera statué par décret.

L'action sera prescrite si le mémoire n'a pas été déposé dans l'année qui suivra la promulgation de la présente loi, et l'assignation devant la juridiction ordinaire délivrée dans les trois mois de la date du récépissé.

§ 15. — Les biens réclamés, en vertu du paragraphe 14, à l'État, aux départements, aux communes et à tous etablissements publics ne seront restituables, lorsque la demande ou l'action sera admise, que dans la proportion correspondante aux charges non exécutées, sans qu'il y ait lieu de distinguer si lesdites charges sont ou non déterminantes de la libéralité ou du contrat de fondation pieuse, et sous déduction des frais et droits correspondants payés lors de l'acquisition des biens.

§ 16. — Sur les biens grevés de fondations de messes, l'État, les départements, les communes et les établissements publics possesseurs ou attributaires desdits biens devront, à défaut des restitutions à opérer en vertu du présent article, mettre en réserve la portion correspondant aux charges ci-dessus visées.

Cette portion sera remise aux sociétés de secours mutuels constituées conformément au paragraphe 1er, 6°, de l'article 9 de la loi du 9 décembre 1905, sous la forme de titres de rente nominatifs, à charge par celles-ci d'assurer l'exécution des fondations perpétuelles de messes.

Pour les fondations temporaires, les fonds y afférents seront versés auxdites sociétés de secours mutuels, mais ne bénéficieront pas du taux de faveur prévu par l'article 21 de la loi du 1er avril 1898.

Les titres nominatifs seront remis et les versements faits à la société de secours mutuels qui aura été constituée dans le département, ou à son défaut dans le département le plus voisin.

A l'expiration du delai de dix-huit mois prévu au paragraphe 1er, 6°, ci-dessus visé, si aucune des sociétés de secours mutuels qui viennent d'être mentionnées n'a réclamé la remise des titres ou le versement auquel elle a droit, l'État, les départements, les communes et les établissements publics seront définitivement libérés et resteront propriétaires des biens par eux possédés ou à eux attribués, sans avoir à exécuter aucune des fondations de messes grevant lesdits biens.

La portion à mettre en réserve, en vertu des dispositions précédentes, sera calculée sur la base des tarifs indiqués dans l'acte de fondation ou, à défaut, sur la base des tarifs en vigueur au 9 décembre 1905. »

10. § 1er. — Les attributions prévues par les articles précédents ne donnent lieu à aucune perception au profit du Trésor.

« (*L.* 13 *avril* 1908.) § 2. — Les transferts, transcriptions, inscriptions et mainlevées, mentions et certificats seront opérés ou délivrés par les compagnies, sociétés et autres établissements débiteurs et par les conservateurs des hypothèques, en vertu, soit d'une décision de justice devenue définitive, soit d'un arrêté pris par le préfet en conseil de préfecture, soit d'un décret d'attribution.

§ 3. — Les arrêtés et décrets, les transferts, transcriptions, inscriptions et mainlevées, mentions et certificats opérés ou délivres en vertu desdits arrêtés et décrets ou des décisions de justice susmentionnés seront affranchis de droits de timbre, d'enregistrement et de toute autre taxe.

§ 4. — Les attributaires de biens immobiliers seront, dans tous les cas, dispensés de remplir les formalités de purge des hypothèques légales. Les biens attribues seront francs et quittes de toute charge hypothécaire ou privilégiée qui n'aurait pas été inscrite avant l'expiration du délai de six mois à dater de la publication au *Journal officiel*, ordonnée par le paragraphe 7. »

11. Les ministres des cultes qui, lors de la promulgation de la présente loi, seront âgés de plus de soixante ans révolus et qui auront, pendant trente ans au moins, rempli des fonctions ecclésiastiques rémunérées par l'État, recevront une pension annuelle et viagère égale aux trois quarts de leur traitement.

Ceux qui seront âgés de plus de quarante-cinq ans et qui auront, pendant vingt ans au moins, rempli des fonctions ecclésiastiques rémunérées par l'État, recevront une pension annuelle et viagère égale à la moitié de leur traitement.

Les pensions allouées par les deux paragraphes précédents ne pourront pas dépasser 1 500 francs.

En cas de décès des titulaires, ces pensions seront réversibles, jusqu'à concurrence de la moitié de leur montant, au profit de la veuve et des orphelins mineurs laissés par le défunt et, jusqu'à concurrence du quart, au profit de la veuve sans enfants mineurs. A la majorité des orphelins, leur pension s'éteindra de plein droit.

Les ministres des cultes actuellement salariés par l'État, qui ne seront pas dans les conditions ci-dessus, recevront, pendant quatre ans à partir de la suppression du budget des cultes, une allocation égale à la totalité de leur traitement pour la première année, aux deux tiers pour la deuxième, à la moitié pour la troisième, au tiers pour la quatrième.

Toutefois, dans les communes de moins de 1 000 habitants et pour les ministres des cultes qui continueront à y remplir leurs fonctions, la durée de chacune des quatre périodes ci-dessus indiquées sera doublée.

Les départements et les communes pourront, sous les mêmes conditions que l'État, accorder aux ministres des cultes actuellement salariés par eux des pensions ou des allocations établies sur la même base et pour une égale durée.

Réserve est faite des droits acquis en matière de pensions par application de la législation antérieure, ainsi que des secours accordés, soit aux anciens ministres des différents cultes, soit à leur famille.

Les pensions prévues aux deux premiers paragraphes du présent article ne pourront se cumuler avec toute autre pension ou tout autre traitement alloué, à titre quelconque, par l'État, les départements ou les communes.

La loi du 27 juin 1885, relative au personnel des facultés de théologie catholique supprimées, est applicable aux professeurs, chargés de cours, maîtres de conférences et étudiants des facultés de théologie protestante.

Les pensions et allocations prévues ci-dessus seront incessibles et insaisissables dans les mêmes conditions que les pensions civiles. Elles cesseront de plein droit en cas de condamnation à une peine afflictive ou infamante ou en cas de condamnation pour l'un des délits prévus aux articles 34 et 35 de la présente loi.

Le droit à l'obtention ou à la jouissance d'une pension ou allocation sera suspendu par les circonstances qui font perdre la qualité de Français, durant la privation de cette qualité.

Les demandes de pension devront être, sous peine de forclusion, formées dans le délai d'un an après la promulgation de la présente loi.

TITRE III. — DES ÉDIFICES DES CULTES.

12. Les édifices qui ont été mis à la disposition de la nation et qui, en vertu de la loi du 18 germinal an X, servent à l'exercice public des cultes ou au logement de leurs ministres (cathédrales, églises, chapelles, temples, synagogues, archevêchés, évêchés, presbytères, séminaires), ainsi que leurs dépendances immobilières et les objets mobiliers qui les garnissaient au moment où lesdits édifices ont été remis aux cultes, sont et demeurent propriétés de l'État, des départements et des communes.

Pour ces édifices, comme pour ceux postérieurs à la loi du 18 germinal an X, dont l'État, les départements et les communes seraient propriétaires, y compris les facultés de théologie protestante, il sera procédé conformément aux dispositions des articles suivants.

13. Les édifices servant à l'exercice public du culte, ainsi que les objets mobiliers les garnissant, seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations appelées à les remplacer auxquelles les biens de ces établissements auront été attribués par application des dispositions du titre II.

La cessation de cette jouissance, et, s'il y a lieu, son transfert, seront prononcés par décret, sauf recours au conseil d'État statuant au contentieux :

1° Si l'association bénéficiaire est dissoute ;

2° Si, en dehors des cas de force majeure, le culte cesse d'être célébré pendant plus de six mois consécutifs ;

3° Si la conservation de l'édifice ou celle des objets mobiliers classés en vertu de la loi de 1887 et de l'article 16 de la présente loi est compromise par insuffisance d'entretien, et après mise en demeure dûment notifiée du conseil municipal ou, à son défaut, du préfet ;

4° Si l'association cesse de remplir son objet ou si les édifices sont détournés de leur destination ;

5° Si elle ne satisfait pas soit aux obligations de l'article 6 ou du dernier paragraphe du présent article, soit aux prescriptions relatives aux monuments historiques.

La désaffectation de ces immeubles pourra, dans les cas ci-dessus prévus, être prononcée par décret rendu en conseil d'État. En dehors de ces cas, elle ne pourra l'être que par une loi.

Les immeubles autrefois affectés aux cultes et dans lesquels les cérémonies du culte n'auront pas été celebrées pendant le délai d'un an antérieurement à la présente loi, ainsi que ceux qui ne seront pas réclamés par une association cultuelle dans le délai de deux ans après sa promulgation, pourront être desaffectés par décret.

Il en est de même pour les édifices dont la désaffectation aura été demandée antérieurement au 1er juin 1905.

Les établissements publics du culte, puis les associations bénéficiaires seront tenus des réparations de toute nature, ainsi que des frais d'assurance et autres charges afférentes aux édifices et aux meubles les garnissant.

(*L.* 13 *avril* 1908.) L'État, les départements et les communes pourront engager les dépenses nécessaires pour l'entretien et la conservation des édifices du culte dont la propriété leur est reconnue par la présente loi.

14. Les archevêchés, évêchés, les presbytères et leurs dépendances, les grands seminaires et facultés de théologie protestante seront laissés gratuitement à la disposition des établissements publics du culte, puis des associations prévues à l'article 13, savoir : les archevêchés et évêchés pendant une période de deux années ; les presbytères dans les communes où résidera le ministre du culte, les grands séminaires et facultés de théologie protestante pendant cinq année, à partir de la promulgation de la présente loi.

Les établissements et associations sont soumis, en ce qui concerne ces édifices, aux obligations prévues par le dernier paragraphe de l'article 13. Toutefois ils ne seront pas tenus des grosses réparations.

La cessation de la jouissance des établissements et associations sera prononcée dans les conditions et suivant les formes déterminées par l'article 13. Les dispositions des paragraphes 3 et 5 du même article sont applicables aux édifices visés par le paragraphe 1er du présent article.

La distraction des parties superflues des presbytères laissés à la disposition

des associations cultuelles pourra, pendant le délai prévu au paragraphe 1er, être prononcee pour un service public par décret rendu en conseil d'État.

A l'expiration des délais de jouissance gratuite, la libre disposition des édifices sera rendue à l'État, aux départements ou aux communes. « (*L.* 13 *avril* 1908.) Ceux de ces immeubles qui appartiennent à l'État pourront être, par décret, affectés ou concédés gratuitement, dans les formes prévues par l'ordonnance du 14 juin 1833, soit à des services publics de l'État, soit à des services publics départementaux ou communaux. »

Les indemnités de logement incombant actuellement aux communes, à défaut de presbytère, par application de l'article 136 de la loi du 5 avril 1884, resteront à leur charge pendant le délai de cinq ans. Elles cesseront de plein droit en cas de dissolution de l'association.

15. Dans les départements de la Savoie, de la Haute-Savoie et des Alpes-Maritimes, la jouissance des édifices antérieurs à la loi du 18 germinal an X, servant à l'exercice des cultes ou au logement de leurs ministres, sera attribuée par les communes sur le territoire desquelles ils se trouvent, aux associations cultuelles, dans les conditions indiquées par les articles 12 et suivants de la présente loi. En dehors de ces obligations, les communes pourront disposer librement de la propriété de ces édifices.

Dans ces mêmes départements, les cimetières resteront la propriété des communes.

16. Il sera procédé à un classement complémentaire des édifices servant à l'exercice public du culte (cathédrales, églises, chapelles, temples, synagogues, archevêchés, évêchés, presbytères, séminaires), dans lequel devront être compris tous ceux de ces édifices représentant, dans leur ensemble ou dans leurs parties, une valeur artistique ou historique.

Les objets mobiliers ou les immeubles par destination mentionnés à l'article 13, qui n'auraient pas encore été inscrits sur la liste de classement dressée en vertu de la loi du 30 mars 1887, sont, par l'effet de la présente loi, ajoutés à ladite liste. Il sera procédé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, dans le délai de trois ans, au classement définitif de ceux de ces objets dont la conservation présenterait, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt suffisant. A l'expiration de ce délai, les autres objets seront déclassés de plein droit.

En outre, les immeubles et les objets mobiliers, attribués en vertu de la presente loi aux associations, pourront être classés dans les mêmes conditions que s'ils appartenaient à des établissements publics.

Il n'est pas dérogé, pour le surplus, aux dispositions de la loi du 30 mars 1887.

Les archives ecclésiastiques et bibliothèques existant dans les archevêchés, évêchés, grands séminaires, paroisses, succursales et leurs dépendances, seront inventoriées, et celles qui seront reconnues proprieté de l'Etat lui seront restituées.

17. Les immeubles par destination classés en vertu de la loi du 30 mars 1887 ou de la présente loi sont inaliénables et imprescriptibles.

Dans le cas où la vente ou l'échange d'un objet classé serait autorisé par le ministre de l'instruction publique et des beaux-arts, un droit de préemption est accordé : 1° aux associations cultuelles ; 2° aux communes ; 3° aux départements ; 4° aux musées et sociétes d'art et d'archéologie ; 5° à l'État. Le prix sera fixe par trois experts que désigneront le vendeur, l'acquéreur et le président du tribunal civil.

Si aucun des acquéreurs visés ci-dessus ne fait usage du droit de préemption, la vente sera libre ; mais il est interdit à l'acheteur d'un objet classé de le transporter hors de France.

Nul travail de réparation, restauration ou entretien à faire aux monuments ou objets mobiliers classés ne peut être commencé sans l'autorisation du

ministre des beaux-arts, ni exécuté hors de la surveillance de son administration, sous peine, contre les propriétaires, occupants ou détenteurs qui auraient ordonné ces travaux, d'une amende de seize à quinze cents francs (16 à 1500 fr.).

Toute infraction aux dispositions ci-dessus ainsi qu'à celles de l'article 16 de la présente loi et des articles 4, 10, 11, 12 et 13 de la loi du 30 mars 1887 sera punie d'une amende de cent à dix mille francs (100 à 10000 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à trois mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La visite des édifices et l'exposition des objets mobiliers classés seront publiques; elles ne pourront donner lieu à aucune taxe ni redevance.

TITRE IV. — DES ASSOCIATIONS POUR L'EXERCICE DES CULTES.

18. Les associations formées pour subvenir aux frais, à l'entretien et à l'exercice public d'un culte devront être constituées conformément aux articles 5 et suivants du titre Ier de la loi du 1er juillet 1901. Elles seront, en outre, soumises aux prescriptions de la présente loi.

19. Ces associations devront avoir exclusivement pour objet l'exercice d'un culte et être composées au moins :

Dans les communes de moins de 1000 habitants, de sept personnes;

Dans les communes de 1000 à 20000 habitants, de quinze personnes;

Dans les communes dont le nombre des habitants est supérieur à 20000, de vingt-cinq personnes majeures, domiciliées ou résidant dans la circonscription religieuse.

Chacun de leurs membres pourra s'en retirer en tout temps, après payement des cotisations échues et de celles de l'année courante, nonobstant toute clause contraire.

Nonobstant toute clause contraire des statuts, les actes de gestion financière et d'administration légale des biens accomplis par les directeurs ou administrateurs seront, chaque année au moins, présentés au contrôle de l'assemblée générale des membres de l'association et soumis à son approbation.

Les associations pourront recevoir, en outre des cotisations prévues par l'article 6 de la loi du 1er juillet 1901, le produit des quêtes et collectes pour les frais du culte, percevoir des rétributions : pour les cérémonies et services religieux même par fondation; pour la location des bancs et sièges; pour la fourniture des objets destinés au service des funérailles dans les édifices religieux et à la décoration de ces édifices.

Elles pourront verser, sans donner lieu à perception de droits, le surplus de leurs recettes à d'autres associations constituées pour le même objet.

Elles ne pourront, sous quelque forme que ce soit, recevoir des subventions de l'État, des départements ou des communes. Ne sont pas considérées comme subventions les sommes allouées pour réparations aux monuments classés.

20. Ces associations peuvent, dans les formes déterminées par l'article 7 du décret du 16 août 1901, constituer des unions ayant une administration ou une direction centrale; ces unions seront réglées par l'article 18 et par les cinq derniers paragraphes de l'article 19 de la présente loi.

21. Les associations et les unions tiennent un état de leurs recettes et de leurs dépenses; elles dressent chaque année le compte financier de l'année écoulée et l'état inventorié de leurs biens, meubles et immeubles.

Le contrôle financier est exercé sur les associations et sur les unions par l'administration de l'enregistrement et par l'inspection générale des finances.

22. Les associations et unions peuvent employer leurs ressources disponibles à la constitution d'un fonds de réserve suffisant pour assurer les frais et l'entre-

tien du culte et ne pouvant en aucun cas recevoir une autre destination : le montant de cette réserve ne pourra jamais dépasser une somme égale, pour les unions et associations ayant plus de cinq mille francs (5000 francs) de revenu, à trois fois et, pour les autres associations, à six fois la moyenne annuelle des sommes dépensées par chacune d'elles pour les frais du culte pendant les cinq derniers exercices.

Indépendamment de cette réserve, qui devra être placée en valeurs nominatives, elles pourront constituer une réserve spéciale dont les fonds devront être déposés, en argent ou en titres nominatifs, à la Caisse des dépôts et consignations pour être exclusivement affectés, y compris les intérêts, à l'achat, à la construction, à la décoration ou à la réparation d'immeubles ou meubles destinés aux besoins de l'association ou de l'union.

23. Seront punis d'une amende de seize francs (16 fr.) à deux cents francs (200 francs) et, en cas de récidive, d'une amende double les directeurs ou administrateurs d'une association ou d'une union qui auront contrevenu aux articles 18, 19, 20, 21 et 22.

Les tribunaux pourront, dans le cas d'infraction au paragraphe 1er de l'article 22, condamner l'association ou l'union à verser l'excédent constaté aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance.

Ils pourront, en outre, dans tous les cas prévus au paragraphe 1er du présent article, prononcer la dissolution de l'association ou de l'union.

24. Les édifices affectés à l'exercice du culte appartenant à l'État, aux départements ou aux communes continueront à être exemptés de l'impôt foncier et de l'impôt des portes et fenêtres.

Les édifices servant au logement des ministres des cultes, les séminaires, les facultés de théologie protestante qui appartiennent à l'État, aux départements ou aux communes, les biens qui sont la propriété des associations et unions sont soumis aux mêmes impôts que ceux des particuliers. (*L.* 19 *juillet* 1909.) « Toutefois, les édifices affectés à l'exercice du culte qui ont été attribués aux associations ou unions en vertu des dispositions de l'article 4 de la présente loi sont, au même titre que ceux qui appartiennent à l'État, aux départements et aux communes, exonéres de l'impôt foncier et de l'impôt des portes et fenêtres. »

Les associations et unions ne sont en aucun cas assujetties à la taxe d'abonnement ni à celle imposée aux cercles par l'article 33 de la loi du 8 août 1890, pas plus qu'à l'impôt de 4 pour 100 sur le revenu établi par les lois du 28 décembre 1880 et du 29 décembre 1884.

TITRE V. — POLICE DES CULTES.

25. Les réunions pour la célébration d'un culte tenues dans les locaux appartenant à une association cultuelle ou mis à sa disposition sont publiques. Elles sont dispensées des formalités de l'article 8 de la loi du 30 juin 1881, mais restent placées sous la surveillance des autorités dans l'intérêt de l'ordre public. Elles ne peuvent avoir lieu qu'après une déclaration faite dans les formes de l'article 2 de la même loi et indiquant le local dans lequel elles seront tenues.

Une seule déclaration suffit pour l'ensemble des réunions permanentes, périodiques ou accidentelles qui auront lieu dans l'année. — V. *supra*, *L.* 28 *mars* 1907.

26. Il est interdit de tenir des réunions politiques dans les locaux servant habituellement à l'exercice d'un culte.

27. Les cérémonies, processions et autres manifestations extérieures d'un culte continueront à être réglées en conformité des articles 95 et 97 de la loi municipale du 5 avril 1884.

Les sonneries de cloches seront réglées par arrêté municipal, et, en cas de désaccord entre le maire et le président ou directeur de l'association cultuelle, par arrêté préfectoral.

Le règlement d'administration publique prévu par l'article 43 de la présente loi déterminera les conditions et les cas dans lesquels les sonneries civiles pourront avoir lieu.

28. Il est interdit, à l'avenir, d'élever ou d'apposer aucun signe ou emblème religieux sur les monuments publics ou en quelque emplacement public que ce soit, à l'exception des édifices servant au culte, des terrains de sépulture dans les cimetières, des monuments funéraires, ainsi que des musées ou expositions.

29. Les contraventions aux articles précédents sont punies des peines de simple police.

Sont passibles de ces peines, dans le cas des articles 25, 26 et 27, ceux qui ont organisé la réunion ou manifestation, ceux qui y ont participé en qualité de ministres du culte et, dans le cas des articles 25 et 26, ceux qui ont fourni le local.

30. Conformément aux dispositions de l'article 2 de la loi du 28 mars 1882, l'enseignement religieux ne peut être donné aux enfants âgés de six à treize ans, inscrits dans les écoles publiques, qu'en dehors des heures de classe.

Il sera fait application aux ministres des cultes qui enfreindraient ces prescriptions, des dispositions de l'article 14 de la loi précitée.

31. Sont punis d'une amende de seize francs (16 fr.) à deux cents francs (200 fr.) et d'un emprisonnement de six jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement, ceux qui, soit par voies de fait, violences ou menaces contre un individu, soit en lui faisant craindre de perdre son emploi ou d'exposer à un dommage sa personne, sa famille ou sa fortune, l'auront déterminé à exercer ou à s'abstenir d'exercer un culte, à faire partie ou à cesser de faire partie d'une association cultuelle, à contribuer ou à s'abstenir de contribuer aux frais d'un culte.

32. Seront punis des mêmes peines, ceux qui auront empêché, retardé ou interrompu les exercices d'un culte par des troubles ou désordres causés dans le local servant à ces exercices.

33. Les dispositions des deux articles précédents ne s'appliquent qu'aux troubles, outrages ou voies de fait, dont la nature ou les circonstances ne donneront pas lieu à de plus fortes peines d'après les dispositions du Code pénal.

34. Tout ministre d'un culte qui, dans les lieux où s'exerce ce culte, aura publiquement par des discours prononcés, des lectures faites, des écrits distribués ou des affiches apposées, outragé ou diffamé un citoyen chargé d'un service public sera puni d'une amende de cinq cents francs à trois mille francs (500 à 3000 fr.) et d'un emprisonnement de un mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

La vérité du fait diffamatoire, mais seulement s'il est relatif aux fonctions, pourra être établie devant le tribunal correctionnel dans les formes prévues par l'article 52 de la loi du 29 juillet 1881. Les prescriptions édictées par l'article 65 de la même loi s'appliquent aux délits du présent article et de l'article qui suit.

35. Si un discours prononcé ou un écrit affiché ou distribué publiquement dans les lieux où s'exerce le culte, contient une provocation directe à résister à l'exécution des lois ou aux actes légaux de l'autorité publique, ou s'il tend à soulever ou à armer une partie des citoyens contre les autres, le ministre du culte qui s'en sera rendu coupable sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, sans préjudice des peines de la complicité, dans le cas où la provocation aurait été suivie d'une sédition, révolte ou guerre civile.

36. Dans le cas de condamnation par les tribunaux de simple police ou de police correctionnelle en application des articles 25 et 26, 34 et 35, l'association

constituée pour l'exercice du culte dans l'immeuble où l'infraction a été commise sera civilement responsable.

TITRE VI. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

37. L'article 463 du Code pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables à tous les cas dans lesquels la présente loi édicte des pénalités.

38. Les congrégations religieuses demeurent soumises aux lois des 1er juillet 1901, 4 décembre 1902 et 7 juillet 1904.

39. Les jeunes gens, qui ont obtenu à titre d'élèves ecclésiastiques la dispense prévue par l'article 23 de la loi du 15 juillet 1889, continueront à en bénéficier conformément à l'article 99 de la loi du 21 mars 1905, à la condition qu'à l'âge de vingt-six ans ils soient pourvus d'un emploi de ministre du culte rétribué par une association cultuelle et sous réserve des justifications qui seront fixées par un règlement d'administration publique.

40. Pendant huit années à partir de la promulgation de la présente loi, les ministres du culte seront inéligibles au conseil municipal dans les communes où ils exerceront leur ministère ecclésiastique.

41. Les sommes rendues disponibles chaque année par la suppression du budget des cultes seront réparties entre les communes au prorata du contingent de la contribution foncière des propriétés non bâties qui leur aura été assigné pendant l'exercice qui précédera la promulgation de la présente loi.

42. Les dispositions légales relatives aux jours actuellement fériés sont maintenues.

43. Un règlement d'administration publique rendu dans les trois mois qui suivront la promulgation de la présente loi déterminera les mesures propres à assurer son application.

Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi sera applicable à l'Algérie et aux colonies.

44. Sont et demeurent abrogées toutes les dispositions relatives à l'organisation publique des cultes antérieurement reconnus par l'État, ainsi que toutes dispositions contraires à la présente loi et notamment

1° La loi du 18 germinal an X, portant que la convention passée le 26 messidor an IX entre le pape et le Gouvernement français, ensemble les articles organiques de ladite convention et des cultes protestants, seront exécutés comme des lois de la République;

2° Le décret du 26 mars 1852 et la loi du 1er août 1879 sur les cultes protestants;

3° Les décrets du 17 mars 1808, la loi du 8 février 1831 et l'ordonnance du 25 mai 1844 sur le culte israélite;

4° Les décrets des 22 décembre 1812 et 19 mars 1859;

5° Les articles 201 à 208, 260 à 264, 294 du Code pénal;

6° Les articles 100 et 101, les paragraphes 11 et 12 de l'article 136 et l'article 167 de la loi du 5 avril 1884;

7° Le décret du 30 décembre 1809 et l'article 78 de la loi du 26 janvier 1892.

V. *la discussion de cette loi à la Chambre des députés et au Sénat,* **D. P.** 1906. 4. 1 suiv. — V. aussi *le décret du* 29 *déc.* 1905 (**D. P.** 1906. 4. 28) *concernant l'inventaire prescrit par l'art.* 3 *de la loi; le décret du* 19 *janv.* 1906 (**D. P.** 1906. 4. 29), *concernant les pensions et allocations accordées aux ministres du culte; le décret du* 16 *mars* 1906 (**D. P.** 1906. 4. 31), *concernant l'attribution des biens, les édifices des cultes, les associations cultuelles, la police des cultes, modifié dans son art.* 13, § 3, *par le décret du* 12 *juill.* 1909 (*Journ. off. du* 14 *juill.* 1909); *la circulaire du ministère de la justice du* 2 *juill.* 1908 *relative à l'application de la loi du* 9 *déc.* 1905, *complétée par la loi du* 13 *avr.* 1908 (**Bull. Dalloz,** 1908, p. 306; — *Journ. off. du* 3 *juill.*)

Loi du 2 janvier 1907,

Concernant l'exercice des cultes (D. P. 1907. 4. 1).

Art. 1er. Dès la promulgation de la présente loi, l'État, les départements et les communes recouvreront à titre definitif la libre disposition des archevêchés, évêches, presbytères et séminaires qui sont leur propriété et dont la jouissance n'a pas été reclamée par une association constituee dans l'annee qui a suivi la promulgation de la loi du 9 decembre 1905, conformement aux dispositions de ladite loi.

Cesseront de même, s'il n'a pas été établi d associations de cette nature, les indemnités de logement incombant aux communes, à défaut de presbytère.

La location des edifices ci-dessus dont les départements ou les communes sont proprietaires devra être approuvée par l'administration prefectorale. En cas d'aliénation par le département, il sera procédé comme dans les cas prévus par l'article 48, paragraphe 1er, de la loi du 10 août 1871.

2. Les biens des etablissements ecclesiastiques qui n'ont pas été reclames par des associations constituées dans l'année qui a suivi la promulgation de la loi du 9 décembre 1905, conformément aux dispositions de ladite loi, seront attribues à titre définitif, dès la promulgation de la présente loi, aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance dans les conditions déterminées par l'article 9, premier paragraphe de ladite loi, sans préjudice des attributions à operer par application des articles 7 et 8, en ce qui concerne les biens greves d'une affectation étrangère à l'exercice du culte.

3. A l'expiration du délai d'un mois à partir de la promulgation de la présente loi, seront de plein droit supprimees les allocations concedées, par application de l'article 11 de la loi du 9 decembre 1905, aux ministres du culte qui continueront à exercer leurs fonctions dans les circonscriptions ecclésiastiques où n'auront pas eté remplies les conditions prévues, soit par la loi du 9 décembre 1905, soit par la présente loi, pour l'exercice public du culte, après infraction dûment réprimée.

La décheance sera constatée par arrêté du ministre des finances, rendu sur le vu d'un extrait du jugement ou de l'arrêt qui lui est adressé par les soins du ministre de la justice.

4. Independamment des associations soumises aux dispositions du titre IV de la loi du 9 décembre 1905, l'exercice public d'un culte peut être assuré tant au moyen d'associations régies par la loi du 1er juillet 1901 (art. 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 12 et 17) que par voie de réunions tenues sur initiatives individuelles en vertu de la loi du 30 juin 1881 et selon les prescriptions de l'article 25 de la loi du 9 decembre 1905 (V. *suprà, L. 28 mars* 1907).

5. A défaut d'associations cultuelles, les édifices affectés à l'exercice du culte, ainsi que les meubles les garnissant, continueront, sauf desaffectation dans les cas prévus par la loi du 9 decembre 1905, à être laissés à la disposition des fidèles et des ministres du culte pour la pratique de leur religion.

La jouissance gratuite en pourra être accordée soit à des associations cultuelles constituées conformément aux articles 18 et 19 de la loi du 9 décembre 1905, soit a des associations formées en vertu des dispositions précitées de la loi du 1er juillet 1901 pour assurer la continuation de l'exercice public du culte, soit aux ministres du culte dont les noms devront être indiqués dans les declarations prescrites par l'article 25 de la loi du 9 décembre 1905.

La jouissance ci-dessus prévue desdits édifices et des meubles les garnissant sera attribuée, sous réserve des obligations énoncees par l'article 13 de la loi du 9 décembre 1905, au moyen d'un acte administratif dresse par le préfet pour les immeubles placés sous séquestré et ceux qui appartiennent à l'État et aux

departements, par le maire pour les immeubles qui sont la proprieté des communes.

Les règles susenoncées s'appliqueront aux edifices affectés au culte qui, ayant appartenu aux etablissements ecclésiastiques, auront eté attribues par decret aux établissements communaux d'assistance ou de bienfaisance par application de l'article 9, paragraphe 1er, de la loi du 9 decembre 1905.

6. Les dispositions de la loi du 9 décembre 1905 et des decrets portant règlement d'administration publique pour son exécution sont maintenues en tout ce qu'elles n'ont pas de contraire à la presente loi.

V. *la discussion de cette loi a la Chambre des députés et au Senat*, **D. P.** 1907. 4. 1 et suiv.

Loi du 13 avril 1908,

Modifiant les articles 6, 7, 9, 10, 13 *et* 14 *de la loi du* 9 *décembre* 1905 *sur la séparation des Églises et de l'État* (**D. P.** 1908 4. 50).

Art. 1er. Les paragraphes 2 et 4 de l'article 6 de la loi du 9 décembre 1905 sont abrogés. Le paragraphe 1er de l'article 9 de ladite loi est abrogé et remplace par les dispositions suivantes : — V. *supra*, L. 9 déc. 1905, art. 6, § 2 et 4; art. 9, § 1er.

2. Le paragraphe 2 de l'article 7 de la loi du 9 décembre 1905 est abroge et remplacé par les dispositions suivantes : — V. *supra*, L. 9 déc. 1905, art. 7, § 2.

3 Le paragraphe 3 de l'article 9 de la loi du 9 décembre 1905 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes : — V. *supra*, L. 9 dec. 1905, art. 9, § 3 et suiv.

4. L'article 10 de la loi du 9 décembre 1905 est compléte ainsi qu'il suit : — V. *supra*, L. 9 déc. 1905, art. 10.

5. L'article 13 de la loi du 9 decembre 1905 est ainsi modifié : — V. *supra*, L. 9 déc. 1905, art. 13.

6. Le cinquième paragraphe de l'article 14 de la loi du 9 décembre 1905 est complété ainsi qu'il suit : — V. *supra*, L. 9 dec. 1905, art. 14.

7. Une somme de deux millions sept cent mille francs (2 700 000 fr.), y compris les fonds deja attribués par le syndicat des fabriques et consistoires de Paris, sera prélevée sur l'actif résultant de la liquidation de ce syndicat, pour garantir au personnel des pompes funèbres de Paris les retraites et les droits acquis ou en cours de formation au 31 décembre 1905, conformément au règlement de la caisse des retraites du 12 décembre 1890, avec ses additions des 12 fevrier 1892, 25 janvier 1895 et 5 février 1897.

Ces retraites, liquidées ou en cours de formation, seront constituées à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, dans les conditions et limites prévues par la loi du 20 juillet 1886 et le decret du 28 décembre suivant.

Pour le cas où les retraites dépasseraient le maximum de douze cents francs (1 200 fr.), l'excédent sera constitue dans une compagnie d'assurances.

Après le décès des titulaires des pensions liquidées avant le 31 décembre 1905, et pour celles allouées au personnel non repris par la ville de Paris, mais comptant plus de vingt ans de services au 31 décembre 1905, des pensions seront créées au bénéfice de leurs veuves, dans les conditions prévues aux règlements du syndicat des fabriques et consistoires, par prélèvement sur le reliquat disponible des fonds attribués par la présente loi, qui sera versé à la Caisse des dépôts et consignations.

8. Dans le département des Alpes-Maritimes, les revenus des chapellenies et autres établissements ayant existé avant le traite d'annexion, qui étaient affectés, à la date du 15 décembre 1906, à l'entretien de prêtres âgés ou infirmes,

recevront l'emploi prévu à l'article 1er, paragraphe 1er, numéro 6, de la présente loi.

V. *la discussion de cette loi à la Chambre des députés et au Sénat*, **D. P.** 1908. 4. 50 ; — **Bull. Dalloz,** 1908, p. 256.]

DÉBITS DE BOISSONS.

Loi du 17 juillet 1880,

Qui abroge le décret du 29 décembre 1851 sur les cafes, cabarets et débits de boissons (**D. P.** 80. 4. 93).

Art. 1er. Le décret du 29 décembre 1851 sur les cafés, cabarets et debits de boissons à consommer sur place, est abrogé.

2. A l'avenir, toute personne qui voudra ouvrir un café, cabaret ou autre débit de boissons à consommer sur place, sera tenue de faire, quinze jours au moins à l'avance et par écrit, une déclaration indiquant :

1° Ses nom, prénoms, lieu de naissance, profession et domicile ;

2° La situation du débit ;

3° A quel titre elle doit gérer le débit, et les nom, prénoms, profession et domicile du propriétaire, s'il y a lieu.

Cette déclaration sera faite à la mairie de la commune où le débit doit être etabli.

A Paris elle sera faite à la préfecture de police.

Il en sera donné immédiatement récépissé.

Dans les trois jours de cette déclaration, le maire de la commune où elle aura eté faite en transmettra copie intégrale au procureur de la République de l'arrondissement.

3. Toute mutation dans la personne du proprietaire ou du gérant devra être déclarée dans les quinze jours qui suivront.

La translation du débit d'un lieu à un autre devra être déclarée huit jours au moins à l'avance.

La transmission de ces déclarations sera faite aussi au procureur de la République de l'arrondissement, conformément aux dispositions édictées dans le précedent article 2.

4. L'infraction aux dispositions des deux précédents articles sera punie d'une amende de 16 à 100 francs.

5. Les mineurs non émancipés et les interdits ne peuvent exercer par eux-mêmes la profession de débitants de boissons.

6. Ne peuvent non plus exploiter des débits de boissons à consommer sur place :

1° Tous les individus condamnés pour crimes de droit commun ;

2° Ceux qui auront été condamnés à un emprisonnement d'un mois au moins, pour vol, recel, escroquerie, filouterie, abus de confiance, recel de malfaiteurs, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche, tenue d'une maison de jeu, vente de marchandises falsifiées et nuisibles à la santé, conformément aux articles 379, 401, 405, 406, 407, 408, 248, 330, 334, 410 du Code pénal, et à l'article 2 de la loi du 27 mars 1851.

L'incapacité sera perpétuelle à l'égard de tous les individus condamnés pour crimes. Elle cessera cinq ans après l'expiration de leur peine, à l'égard des con-

damnes pour délits, si, pendant ces cinq années, ils n'ont encouru aucune condamnation correctionnelle à l'emprisonnement.

7. Les mêmes condamnations, lorsqu'elles seront prononcées contre un debitant de boissons à consommer sur place, entraîneront de plein droit contre lui, et pendant le même délai, l'interdiction d'exploiter un débit, à partir du jour où lesdites condamnations seront devenues définitives.

La même interdiction atteindra aussi tout débitant qui viendrait à être condamné à un mois au moins d'emprisonnement, en vertu des articles 1er et 2 de la loi du 23 janvier 1873, pour la répression de l'ivresse publique.

Le débitant interdit ne pourra être employé, à quelque titre que ce soit, dans l'établissement qu'il exploitait, comme attaché au service de celui auquel il aurait vendu ou loué, ou par qui il ferait gerer ledit établissement, ni dans l'établissement qui serait exploité par son conjoint, même separé.

8. Toute infraction aux dispositions des articles 5, 6 et 7, sera punie d'une amende de 16 à 200 francs.

En cas de récidive, l'amende pourra être portée jusqu'au double, et le coupable pourra, en outre, être condamne à un emprisonnement de six jours à un mois.

9. Les maires pourront, les conseils municipaux entendus, prendre des arrêtes pour déterminer, sans préjudice des droits acquis, les distances auxquelles les cafés et débits de boissons ne pourront être établis autour des édifices consacres à un culte quelconque, des cimetières, des hospices, des écoles primaires, collèges ou autres établissements d'instruction publique.

10. Les individus qui, à l'occasion d'une foire, d'une vente ou d'une fête publique, établiraient des cafés ou débits de boissons, ne seront pas tenus à la déclaration prescrite par l'article 2; mais ils devront obtenir l'autorisation de l'autorité municipale.

En cas d'infraction à la présente disposition, le débit sera immédiatement fermé, et le contrevenant puni de la peine portée en l'article 4.

11. Les infractions ou contraventions aux règlements de police continueront à être punies des peines de simple police.

12. L'article 463 du Code pénal sera applicable à tous les délits et contraventions prévus par les articles ci-dessus.

S. vis *Commune*, 692 s ; *Industrie et commerce*, 37 s ; *Règlements administratifs et de police*, 51 s. — **C. adm. ann.**, t. 1, vo *Commune*, p. 543, nos 3604 s., 3647 s. ; t. 4, vo *Contributions indirectes* (*Boissons*) — **T.** (87-97), vo *Débit de boissons*, 1 s — V. aussi **Suppl. au C. pén. ann.**, p. 339 s.

DÉLIT RURAL.

V. notre **Code rural.**

ÉCHENILLAGE.

V. *suprà*, **C. pén.**, sous l'art. 471, *L. 24 décembre* 1888, *concernant la destruction des insectes, des cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture ; et L. 21 juin* 1898, *sur le Code rural* (*police rurale concernant les personnes, les animaux et les récoltes*) art. 76 à 80.

ÉMIGRATION.

Loi du 18 juillet 1860,

Sur l'émigration. — V. le texte de cette loi, **D. P.** 60. 4. 92.

V. 1° *le décret du 9 mars* 1861 *qui détermine les conditions auxquelles peut être accordée l'autorisation d'entreprendre les opérations d'engagement et de transport des émigrants* (**D. P.** 61. 4. 43. — et **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 350); 2° *le décret du 15 mars* 1861 *pour l'exécution de la loi du 18 juillet* 1860, *sur l'émigration* (**D. P.** 61. 4. 45. — et **Suppl.** au **C. pen. ann.**, p. 351).

R. v° *Transport des émigrants*, 1 s. — **S.** *eod. v°*, 1 s. — V., en outre, Appendice au **C. pén. ann.**, p. 29 s.; et son **Suppl.**, p. 350

ENFANTS

(PROTECTION).

Sur les conditions auxquelles est soumis l'emploi des enfants dans les usines, manufactures, chantiers, etc., et dans les professions ambulantes, V. Appendice au **C. com.**, III. LÉGISLATION INDUSTRIELLE ET OUVRIÈRE, v° *Réglementation du contrat de travail.*

En ce qui concerne les enfants maltraités ou moralement abandonnés, V. *la loi du 24 juillet* 1889 *et le décret du 12 avril* 1907, *rapportés au* **C. civ.** *sous le titre IX du livre Ier.* — V. aussi *suprà*, **C. pén.**, *art.* 312, 345 s., *et la loi du* 19 *avril* 1898 *sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants, rapportée sous ces articles*; — et **S.** v° *Protection de l'enfance*, 47 s.

En ce qui concerne la protection des enfants arrêtés et traduits en justice, V. *supra*, **C. pén.**, *art.* 66 s.; — et **S.** v° *Protection de l'enfance*, 22 s.

Loi du 23 décembre 1874,

Relative à la protection des enfants du premier âge, et en particulier des nourrissons (**D. P.** 75. 4. 79).

Art. 1er. Tout enfant, âgé de moins de deux ans, qui est placé, moyennant un salaire, en nourrice, en sevrage ou en garde hors du domicile de ses parents, devient, par ce fait, l'objet d'une surveillance de l'autorité publique, ayant pour but de protéger sa vie et sa sante.

2. La surveillance instituée par la présente loi est confiée, dans le département de la Seine, au préfet de police, et, dans les autres départements, aux préfets.

Ces fonctionnaires sont assistés d'un comité ayant pour mission d'étudier et de proposer les mesures à prendre, et composé comme il suit :

Deux membres du conseil général, désignés par ce conseil;

Dans le département de la Seine, le directeur de l'Assistance publique, et, dans les autres départements, l'inspecteur du service des enfants assistés;

Six autres membres nommés par le préfet, dont un pris parmi les médecins membres du conseil départemental d'hygiène publique et trois pris parmi les administrateurs des sociétés légalement reconnues qui s'occupent de l'enfance, notamment des sociétés protectrices de l'enfance, des sociétés de charité mater-

nelle, des crèches ou des sociétés des crèches, ou, à leur défaut, parmi les membres des commissions administratives des hospices et des bureaux de bienfaisance.

Des commissions locales sont instituées par un arrêté du prefet, après avis du comité départemental, dans les parties du département où l'utilité en sera reconnue, pour concourir à l'application des mesures de protection des enfants et de surveillance des nourrices et gardeuses d'enfants.

Deux mères de famille font partie de chaque commission locale.

Les fonctions instituées par le présent article sont gratuites.

3. Il est institué près le ministère de l'intérieur un comité supérieur de protection des enfants du premier âge, qui a pour mission de réunir et coordonner les documents transmis par les comités départementaux, d'adresser chaque année au ministre un rapport sur les travaux de ces comités, sur la mortalite des enfants et sur les mesures les plus propres à assurer et étendre les bienfaits de la loi, et de proposer, s'il y a lieu, d'accorder des récompenses honorifiques aux personnes qui se sont distinguées par leur dévouement et leurs services.

Un membre de l'Académie de médecine, désigné par cette Académie, les présidents de la Société protectrice de l'enfance de Paris, de la Société de charité maternelle et de la Société des crèches, font partie de ce comité.

Les autres membres, au nombre de sept, sont nommés par décret du président de la République.

Les fonctions de membre du comité supérieur sont gratuites.

4. Il est publié, chaque année, par les soins du ministre de l'intérieur, une statistique détaillée de la mortalité des enfants du premier âge et, spécialement, des enfants placés en nourrice, en sevrage ou en garde.

Le ministre adresse, en outre, chaque année, au président de la République, un rapport officiel sur l'exécution de la présente loi.

5. Dans les départements où l'utilité d'établir une inspection médicale des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde, est reconnue par le ministre de l'intérieur, le comité supérieur consulté, un ou plusieurs médecins sont chargés de cette inspection.

La nomination de ces inspecteurs appartient aux préfets.

6. Sont soumis à la surveillance instituée par la présente loi : toute personne ayant un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde, placés chez elle moyennant salaire; les bureaux de placement et tous les intermédiaires qui s'emploient au placement des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde.

Le refus de recevoir la visite du médecin inspecteur, du maire de la commune, ou de toutes autres personnes déléguées ou autorisées en vertu de la présente loi, est puni d'une amende de 5 francs à 15 francs.

Un emprisonnement de un à cinq jours peut être prononcé si le refus dont il s'agit est accompagné d'injures ou de violences.

7. Toute personne qui place un enfant en nourrice, en sevrage ou en garde, moyennant salaire, est tenue, sous les peines portées par l'article 346 du Code pénal, d'en faire la déclaration à la mairie de la commune où a été faite la déclaration de naissance de l'enfant, ou à la mairie de la résidence actuelle du déclarant, en indiquant, dans ce cas, le lieu de la naissance de l'enfant, et de remettre à la nourrice ou à la gardeuse un bulletin contenant un extrait de l'acte de naissance de l'enfant qui lui est confié.

8. Toute personne qui veut se procurer un nourrisson ou un ou plusieurs enfants en sevrage ou en garde, est tenue de se munir préalablement des certificats exigés par les règlements pour indiquer son état civil et justifier de son aptitude à nourrir ou à recevoir des enfants en sevrage ou en garde.

Toute personne qui veut se placer comme nourrice sur lieu est tenue de se munir d'un certificat du maire de sa résidence, indiquant si son dernier enfant

est vivant et constatant qu'il est âgé de sept mois revolus ou, s'il n'a pas atteint cet âge, qu'il est allaité par une autre femme remplissant les conditions qui seront déterminées par le règlement d'administration publique prescrit par l'article 12 de la présente loi.

Toute déclaration ou énonciation reconnue fausse dans lesdits certificats entraîne l'application au certificateur des peines portées au paragraphe 1er de l'article 155 du Code pénal.

9. Toute personne qui a reçu chez elle, moyennant salaire, un nourrisson ou un enfant en sevrage ou en garde, est tenue, sous les peines portées à l'article 346 du Code pénal :

1° D'en faire la déclaration à la mairie de la commune de son domicile dans les trois jours de l'arrivée de l'enfant, et de remettre le bulletin mentionné en l'article 7;

2° De faire, en cas de changement de residence, la même declaration à la mairie de sa nouvelle résidence;

3° De déclarer, dans le même délai, le retrait de l'enfant par ses parents ou la remise de cet enfant à une autre personne, pour quelque cause que cette remise ait lieu;

4° En cas de décès de l'enfant, de déclarer ce décès dans les vingt-quatre heures.

Après avoir inscrit ces déclarations au registre mentionné à l'article suivant, le maire en donne avis, dans le délai de trois jours, au maire de la commune où a été faite la déclaration prescrite par l'article 7.

Le maire de cette dernière commune donne avis, dans le même délai, des déclarations prescrites par les nos 2, 3, 4 ci-dessus, aux auteurs de la déclaration de mise en nourrice, en sevrage ou en garde.

10. Il est ouvert dans les mairies un registre spécial pour les déclarations ci-dessus prescrites.

Ce registre est coté, parafé et vérifié tous les ans par le juge de paix. Ce magistrat fait un rapport annuel au procureur de la République qui le transmet au préfet, sur les résultats de cette vérification.

En cas d'absence ou de tenue irrégulière du registre, le maire est passible de la peine édictée à l'article 50 du Code civil.

11. Nul ne peut ouvrir ou diriger un bureau de nourrices, ni exercer la profession d'intermédiaire pour le placement des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde, et le louage des nourrices, sans en avoir obtenu l'autorisation préalable du préfet de police, dans le département de la Seine, ou du préfet, dans les autres départements.

Toute personne qui exerce sans autorisation l'une ou l'autre de ces professions, ou qui néglige de se conformer aux conditions de l'autorisation ou aux prescriptions des règlements, est punie d'une amende de 16 francs à 100 francs. En cas de récidive, la peine d'emprisonnement prévue par l'article 480 du Code pénal peut être prononcée.

Ces mêmes peines sont applicables à toute sage-femme et à tout autre intermédiaire qui entreprend, sans autorisation, de placer des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde.

Si, par suite de la contravention ou par suite d'une négligence de la part d'une nourrice ou d'une gardeuse, il est résulté un dommage pour la santé d'un ou de plusieurs enfants, la peine d'emprisonnement de un à cinq jours peut être prononcée.

En cas de décès d'un enfant, l'application des peines portées à l'article 319 du Code pénal peut être prononcée.

12. Un règlement d'administration publique déterminera :

1° Les modes d'organisation du service de surveillance institué par la présente loi; l'organisation de l'inspection médicale, les attributions et les devoirs des

médecins inspecteurs, le traitement de ces inspecteurs, les attributions et devoirs de toutes les personnes chargées des visites;

2° Les obligations imposées aux nourrices, aux directeurs des bureaux de placement et à tous les intermédiaires du placement des enfants;

3° La forme des déclarations, registres, certificats des maires et des médecins, et autres pièces exigées par les règlements.

Le préfet peut, après avis du comité départemental, prescrire, par un règlement particulier, des dispositions en rapport avec les circonstances et les besoins locaux.

13. En dehors des pénalités spécifiées dans les articles précédents, toute infraction aux dispositions de la présente loi et des règlements d'administration publique qui s'y rattachent est punie d'une amende de 5 à 15 francs.

Sont applicables à tous les cas prévus par la présente loi le dernier paragraphe de l'article 463 du Code pénal et les articles 482, 483 du même Code.

14. Les mois de nourrice dus par les parents ou par toute autre personne font partie des créances privilégiées et prennent rang entre les nos 3 et 4 de l'article 2101 du Code civil.

15. Les dépenses auxquelles l'exécution de la présente loi donnera lieu sont mises, par moitié, à la charge de l'État et des départements intéressés.

La portion à la charge des départements est supportée par les départements d'origine des enfants et par ceux où les enfants sont placés en nourrice, en sevrage ou en garde, proportionnellement au nombre desdits enfants.

Les bases de cette répartition sont arrêtées tous les trois ans par le ministre de l'intérieur.

Pour la première fois, la répartition sera faite d'après le nombre des enfants en nourrice, en sevrage ou en garde existant dans chaque département au moment de la promulgation de la presente loi.

V. Appendice au **C. pén. ann.**, 32 s. — V. aussi **C. adm. ann.**, t. 2, v° *Établissements de bienfaisance*, p. 971, nos 226 s.

Loi du 11 avril 1908,

Concernant la prostitution des mineurs (**D. P.** 1908. 4. 43). — V. le texte de cette loi **C. civ.** Appendice au liv. Ier, tit. IX; — et **Bull. Dalloz,** 1908, p. 245).

Loi du 22 juillet 1912,

Sur les tribunaux pour enfants et adolescents et sur la liberté surveillée. — V. le texte de cette loi, *suprà*, en Appendice aux art. 66-67 du Code pénal.

ENGRAIS.

V. *suprà*, **C. pén.**, sous l'art. 423.

ESPIONNAGE.

V. *suprà*, **C. pén.**, sous les art. 80-83.

ÉTRANGERS.

Loi du 3 décembre 1849,

Sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France (D. P. 49. 4. 171).

Art. 1er à 6. [*Ces articles déterminent les conditions sous lesquelles les étrangers qui ne sont pas nés en France peuvent être naturalisés Français; ils ont eté successivement modifiés par plusieurs lois.* — V., *a cet égard*, C. civ. et N. C. civ. ann., art. 7 s.]

7. Le ministre de l'interieur pourra, par mesure de police, enjoindre à tout etranger voyageant ou résidant en France, de sortir immédiatement du territoire français, et le faire conduire à la frontière.

Il aura le même droit à l'égard de l'étranger qui aura obtenu l'autorisation d'établir son domicile en France; mais, après un délai de deux mois, la mesure cessera d'avoir effet, si l'autorisation n'a pas éte révoquée suivant la forme indiquée dans l'article 3.

Dans les départements frontières, le préfet aura le même droit à l'égard de l'etranger non résidant, à la charge d'en référer immédiatement au ministre de l'intérieur.

8. Tout étranger qui se serait soustrait à l'execution des mesures énoncées dans l'article précédent ou dans l'article 272 du Code pénal, ou qui, après être sorti de France par suite de ces mesures, y serait rentré sans la permission du Gouvernement, sera traduit devant les tribunaux et condamné à un emprisonnement d'un mois à six mois.

Après l'expiration de sa peine il sera conduit à la frontière.

9. Les peines prononcées par la présente loi pourront être réduites conformément aux dispositions de l'article 463 du Code pénal.

Loi du 8 août 1893,

Relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national (D. P. 93. 4. 110).

Art. 1er. (*L. 16 juillet* 1912, *art.* 9.) Tout étranger non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire au maire ou au commissaire de police, délegué à cet effet par le maire, une déclaration de résidence en justifiant de son identite dans les huit jours de son arrivée. Aucune déclaration ne pourra être accueillie par le maire ou le commissaire de police, si celui qui l'a faite ne justifie pas des pièces d'identité requises par le règlement d'administration publique prévu ci-après. Il sera tenu, à cet effet, un registre d'immatriculation des étrangers, suivant la forme déterminée par un arrêté ministériel.

Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant dans la forme des actes de l'etat civil, moyennant les mêmes droits.

En cas de changement de commune, l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation, dans les deux jours de son arrivee, à la mairie ou au commissariat de sa nouvelle résidence.

2. Toute personne qui emploiera sciemment un étranger non muni du certificat d'immatriculation sera passible des peines de simple police.

3. (*L.* 16 *juillet* 1912, *art.* 9.) L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé, ou qui n'aura pas fait viser son certificat d'immatriculation en cas de changement de résidence, ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition, sera passible d'une amende de 50 à 200 francs.

Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte, qui aura dissimulé ou tenté de dissimuler son identité au moyen de faux papiers, même lorsque l'usage ou la tentative d'usage de faux papiers ne sauraient avoir pour effet de porter une condamnation au casier judiciaire d'un tiers sera passible d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de 100 à 300 francs; et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français.

L'étranger expulsé du territoire français, et qui y serait rentré sans l'autorisation du Gouvernement, sera condamné à un emprisonnement de six jours à un mois. Il sera, après l'expiration de sa peine, reconduit à la frontière.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi.

4. Les produits des amendes prévues par la présente loi seront attribués à la caisse municipale de la commune de la résidence de l'étranger qui en sera frappé.

5. Il est accordé aux étrangers visés par l'article 1er, et actuellement en France, un délai d'un mois pour se conformer aux prescriptions de la loi.

Décret du 2 octobre 1888,

Relatif aux étrangers résidant en France (**D. P.** 88. 4. 51).

Art. 1er. Tout étranger non admis à domicile, qui se proposera d'etablir sa résidence en France, devra, dans le délai de quinze jours à partir de son arrivée, faire à la mairie de la commune où il voudra fixer cette résidence une déclaration énonçant :

1° Ses nom et prénoms, ceux de ses père et mère;

2° Sa nationalité;

3° Le lieu et la date de sa naissance;

4° Le lieu de son dernier domicile;

5° Sa profession ou ses moyens d'existence;

6° Le nom, l'âge et la nationalité de sa femme et de ses enfants mineurs, lorsqu'il sera accompagné par eux.

Il devra produire toutes pièces justificatives à l'appui de sa déclaration. S'il n'est pas porteur de ces pièces, le maire pourra, avec l'approbation du préfet du département, lui accorder un délai pour se les procurer.

Un récépissé de sa déclaration sera délivré gratuitement à l'intéressé.

2. Les déclarations seront faites, à Paris, au préfet de police, et à Lyon, au préfet du Rhône.

3. En cas de changement de domicile, une nouvelle déclaration sera faite devant le maire de la commune où l'étranger aura fixé sa nouvelle résidence.

4. Il est accordé aux étrangers résidant actuellement en Franceet non admis à domicileun délai d'un mois pour se conformer aux prescriptions qui précèdent.

5. Les infractions aux formalités édictées par le présent décret seront punies des peines de simple police, sans préjudice du droit d'expulsion qui appartient au ministre de l'intérieur en vertu de la loi du 3 décembre 1849, article 7.

GRACE.

V. *suprà*, **C. pén.**, Appendice au liv. II. — V. aussi **C. pén. ann.**, Appendice au liv. II, p. 186; et son **Suppl.**, p. 104 s. — **R.** Vo *Grâce et commutation de peine*, 1 s., **S.** *eod. vo*, 1 s.

IMPRIMEUR.

V. *infrà*, Vo PRESSE.

V. aussi *suprà*, **C. pén.**, art. 283.

IVRESSE PUBLIQUE.

Loi du 23 janvier 1873,

Tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme (**D. P.** 73 4. 18).

Art. 1er. Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement ceux qui seront trouvés en état d'ivresse manifeste dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics.

Les articles 474 et 483 du Code pénal seront applicables à la contravention indiquée au paragraphe précédent.

2. En cas de nouvelle récidive, conformément à l'article 483, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation, l'inculpé sera traduit devant le tribunal de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de 16 francs à 300 francs.

Quiconque ayant été condamné en police correctionnelle pour ivresse, depuis moins d'un an, se sera de nouveau rendu coupable du même délit, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être élevées jusqu'au double.

3. Toute personne qui aura été condamnée deux fois en police correctionnelle pour délit d'ivresse manifeste, conformément à l'article précédent, sera déclarée par le second jugement incapable d'exercer les droits suivants : 1° de vote et d'élection ; 2° d'éligibilité ; 3° d'être appelée ou nommée aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques ou aux emplois de l'Administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois ; 4° de port d'armes pendant deux ans, à partir du jour où la condamnation sera devenue irrévocable.

4. Seront punis d'une amende de 1 à 5 francs inclusivement les cafetiers, cabaretiers et autres débitants qui auront donné à boire à des gens manifestement ivres, ou qui les auront reçus dans leurs etablissements, ou auront servi des liqueurs alcooliques à des mineurs âgés de moins de seize ans accomplis.

Toutefois, dans le cas où le débitant sera prévenu d'avoir servi des liqueurs alcooliques à un mineur âgé de moins de seize ans accomplis, il pourra prouver qu'il a été induit en erreur sur l'âge du mineur ; s'il fait cette preuve, aucune peine ne lui sera applicable de ce chef.

Les articles 474 et 483 du Code penal seront applicables aux contraventions indiquées aux paragraphes précédents.

5. Seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs, les cafetiers, cabaretiers et autres débitants qui, dans les douze mois qui auront suivi la deuxième condamnation prononcée en vertu de l'article précédent, auront commis un des faits prévus audit article.

Quiconque, ayant été condamné en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des mêmes faits, depuis moins d'un an, se rendra de nouveau coupable de l'un ou de l'autre de ces faits, sera condamné au maximum des peines indiquées au paragraphe précédent, lesquelles pourront être portées jusqu'au double.

6. Toute personne qui aura subi deux condamnations en police correctionnelle pour l'un ou l'autre des délits prévus en l'article précédent pourra être declarée par le second jugement incapable d'exercer tout ou partie des droits indiqués en l'article 3. Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner la fermeture de l'établissement pour un temps qui ne saurait excéder un mois, sous les peines portées par l'article 3 du décret du 29 décembre 1851. Il pourra aussi, sous les mêmes peines, interdire seulement au débitant la faculté de livrer des boissons à consommer sur place.

7. Sera puni d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 francs à 300 francs, quiconque aura fait boire jusqu'à l'ivresse un mineur âgé de moins de seize ans accomplis. Sera puni des peines portées aux articles 5 et 6 tout cafetier, cabaretier ou autre debitant de boissons qui, ayant subi une condamnation en vertu du paragraphe précédent, se sera de nouveau rendu coupable soit du même fait, soit de l'un ou de l'autre des faits prévus en l'article 4-1°, dans le délai indiqué en l'article 5-2°.

8. Le tribunal correctionnel, dans les cas prévus par la présente loi, pourra ordonner que son jugement soit affiché à tel nombre d'exemplaires et en tels lieux qu'il indiquera.

9. L'article 463 du Code pénal sera applicable aux peines d'emprisonnement et d'amende portées par la présente loi. L'article 59 du même Code ne sera pas applicable aux délits prévus par la présente loi.

10. Les procès-verbaux constatant les infractions prévues dans les articles précédents seront transmis au procureur de la République dans les trois jours au plus tard, y compris celui où aura éte reconnu le fait sur lequel ils sont dressés.

11. Toute personne trouvée en état d'ivresse dans les rues, chemins, places, cafés, cabarets ou autres lieux publics, pourra être, par mesure de police, conduite à ses frais au poste le plus voisin pour y être retenue jusqu'à ce qu'elle ait recouvré sa raison.

12. Le texte de la présente loi sera affiché à la porte de toutes les mairies et dans la salle principale de tous cabarets, cafés et autres débits de boissons. Un exemplaire en sera adressé à cet effet à tous les maires et à tous les cabaretiers, cafetiers et autres débitants de boissons. Toute personne qui aura détruit ou lacére le texte affiché sera condamnée à une amende de 1 à 5 francs et aux frais du rétablissement de l'affiche. Sera puni de même tout cabaretier, cafetier ou débitant chez lequel ledit texte ne sera pas trouvé affiché.

13. Les gardes champêtres sont chargés de rechercher, concurremment avec les autres officiers de police judiciaire, chacun sur le territoire sur lequel il est assermenté, les infractions à la présente loi. Ils dressent des procès-verbaux pour constater ces infractions.

V. Appendice au **C. pén. ann.**, p. 55 s.; et son **Suppl.**, p. 356 s.

V. aussi **S.** v° *Ivresse publique*, 1 s; **T.** (87-97), *eod.* v°, 1 s.

LIBRAIRIE.

V. *infrà*, v° PRESSE.

V. aussi **C. pén. ann.**, art. 283 et 284; et son **Suppl.**, p 172, nos 4132 s — **S.** v° *Presse-outrage*, 70 s.

LOTERIES.

V. *suprà*, **C. pén.**, Appendice à l'art. 410.

MARGARINE.

V. *suprà*, **C. pén.**, sous l'art. 423.

MÉDECINE ET PHARMACIE.

I. MÉDECINE.

Loi du 30 novembre 1892,

Sur l'exercice de la médecine (D. P. 93 4. 8)

TITRE Ier. — CONDITIONS DE L'EXERCICE DE LA MÉDECINE.

Art. 1er. Nul ne peut exercer la médecine en France s'il n'est muni d'un diplôme de docteur en médecine, délivré par le Gouvernement français, à la suite d'examens subis devant un établissement d'enseignement supérieur médical de l'État (facultés, écoles de plein exercice et écoles préparatoires reorganisees conformément aux règlements rendus aprés avis du conseil supérieur de l'instruction publique).

Les inscriptions précédant les deux premiers examens probatoires pourront être prises et les deux premiers examens subis dans une école préparatoire réorganisée comme il est dit ci-dessus.

TITRE II. — CONDITIONS DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE DENTISTE.

2. Nul ne peut exercer la profession de dentiste s'il n'est muni d'un diplôme de docteur en médecine ou de chirurgien-dentiste. Le diplôme de chirurgien-dentiste sera délivré par le Gouvernement français à la suite d'études organisées suivant un règlement rendu aprés avis du conseil supérieur de l'instruction publique et d'examens subis devant un établissement d'enseignement supérieur médical de l'Etat.

TITRE III. — CONDITIONS DE L'EXERCICE DE LA PROFESSION DE SAGE-FEMME.

3. Les sages-femmes ne peuvent pratiquer l'art des accouchements que si elles sont munies d'un diplôme de première ou de deuxième classe, délivre par le Gouvernement français, à la suite d'examens subis devant une faculte de médecine, une école de plein exercice ou une école préparatoire de médecine et de pharmacie de l'État.

Un arrêté pris après avis du conseil supérieur de l'instruction publique déterminera les conditions de scolarité et le programme applicable aux élèves sages-femmes.

Les sages-femmes de première et de deuxième classe continueront à exercer leur profession dans les conditions antérieures.

4. Il est interdit aux sages-femmes d'employer des instruments. Dans les cas d'accouchement laborieux, elles feront appeler un docteur en médecine ou un officier de santé.

Il leur est également interdit de prescrire des médicaments, sauf le cas prevu par le décret du 23 juin 1873 et par les decrets qui pourraient être rendus dans es mêmes conditions, après avis de l'Académie de médecine.

Les sages-femmes sont autorisées à pratiquer les vaccinations et les revaccinations antivarioliques.

TITRE IV. — CONDITIONS COMMUNES A L'EXERCICE DE LA MÉDECINE, DE L'ART DENTAIRE ET DE LA PROFESSION DE SAGE-FEMME.

5. Les médecins, les chirurgiens-dentistes et les sages-femmes diplômés à l'étranger, quelle que soit leur nationalité, ne pourront exercer leur profession en France qu'à la condition d'y avoir obtenu le diplôme de docteur en médecine,

de dentiste ou de sage-femme, et en se conformant aux dispositions prévues par les articles précédents.

Des dispenses de scolarité et d'examens pourront être accordees par le ministre, conformément à un règlement délibéré en conseil supérieur de l'instruction publique. En aucun cas, les dispenses accordées pour l'obtention du doctorat ne pourront porter sur plus de trois épreuves.

6. Les internes des hôpitaux et hospices français, nommés au concours et munis de douze inscriptions, et les étudiants en médecine dont la scolarité est terminée, peuvent être autorisés à exercer la médecine pendant une épidémie ou à titre de remplaçants de docteurs en médecine ou d'officiers de santé.

Cette autorisation, délivrée par le préfet du département, est limitée à trois mois; elle est renouvelable dans les mêmes conditions.

7. Les étudiants étrangers qui postulent, soit le diplôme de docteur en médecine visé à l'article 1er de la présente loi, soit le diplôme de chirurgien-dentiste visé à l'article 2, et les élèves de nationalité étrangère qui postulent le diplôme de sage-femme de première ou de deuxième classe visé à l'article 3, sont soumis aux mêmes règles de scolarité et d'examens que les étudiants français.

Toutefois, il pourra leur être accordé, en vue de l'inscription dans les facultes et écoles de médecine, soit l'équivalence des diplômes ou certificats obtenus par eux à l'étranger, soit la dispense des grades français requis pour cette inscription, ainsi que des dispenses partielles de scolarité correspondant à la durée des études faites par eux à l'étranger.

8. Le grade de docteur en chirurgie est et demeure aboli.

9. (*L.* 14 *avril* 1910.) « Les docteurs en médecine, les chirurgiens-dentistes, les accoucheuses, sages-femmes sont tenus, dès leur établissement et avant d'accomplir aucun acte de leur profession, de faire enregistrer, sans frais, leur titre, à la préfecture ou sous-préfecture, au greffe du tribunal civil de leur arrondissement et de le faire viser à la mairie du lieu où ils ont leur domicile. Et, s'il s'agit de débutants n'étant pas encore en possession de leur titre ou diplôme, ils devront faire enregistrer et viser, comme il est dit ci-dessus, le certificat provisoire qui leur a été délivré par la faculté ou par l'école professionnelle dûment autorisée. »

Le fait de porter son domicile dans un autre département oblige à un nouvel enregistrement du titre dans le même délai.

Ceux ou celles qui, n'exerçant plus depuis deux ans, veulent se livrer à l'exercice de leur profession, doivent faire enregistrer leur titre dans les mêmes conditions.

Il est interdit d'exercer sous un pseudonyme les professions ci-dessus, sous les peines édictées à l'article 18.

10. Il est établi, chaque année, dans les départements, par les soins des prefets et de l'autorité judiciaire, des listes distinctes portant les noms et prénoms, la résidence, la date et la provenance du diplôme des médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes visés par la présente loi.

Ces listes sont affichées chaque année, dans le mois de janvier, dans toutes les communes du département. Des copies certifiées en sont transmises aux ministres de l'intérieur, de l'instruction publique et de la justice.

La statistique du personnel médical existant en France et aux colonies est dressée tous les ans par les soins du ministre de l'intérieur.

11. L'article 2272 du Code civil est modifié ainsi qu'il suit :

« L'action des huissiers, pour le salaire des actes qu'ils signifient et des commissions qu'ils exécutent;

« Celle des marchands, pour les marchandises qu'ils vendent aux particuliers non marchands;

« Celle des maîtres de pension, pour le prix de pension de leurs élèves; et des autres maîtres, pour le prix de l'apprentissage;

« Celle des domestiques qui se louent à l'année, pour le payement de leurs salaires,

« Se prescrivent par un an.

« L'action des médecins, chirurgiens, chirurgiens-dentistes, sages-femmes et pharmaciens, pour leurs visites, opérations et médicaments, se prescrit par deux ans. »

12. L'article 2101 du Code civil, relatif aux privilèges généraux sur les meubles, est modifié ainsi qu'il suit dans son paragraphe 3 :

« Les frais quelconques de la dernière maladie, quelle qu'en ait été la terminaison, concurremment entre ceux à qui ils sont dus. »

13. A partir de l'application de la présente loi, les médecins, chirurgiens-dentistes et sages-femmes jouiront du droit de se constituer en associations syndicales, dans les conditions de la loi du 21 mars 1884, pour la défense de leurs intérêts professionnels, à l'égard de toutes les personnes autres que l'État, les départements et les communes.

14. Les fonctions de médecins experts près les tribunaux ne peuvent être remplies que par des docteurs en médecine français.

Un règlement d'administration publique revisera les tarifs du décret du 18 juin 1811, en ce qui touche les honoraires, vacations, frais de transport et de sejour des médecins.

Le même règlement déterminera les conditions suivant lesquelles pourra être conféré le titre d'expert devant les tribunaux.

15. Tout docteur, officier de santé ou sage-femme est tenu de faire à l'autorité publique, son diagnostic établi, la declaration des cas de maladies épidémiques tombées sous son observation et visées dans le paragraphe suivant.

La liste des maladies épidémiques, dont la divulgation n'engage pas le secret professionnel, sera dressée par arrêté du ministre de l'intérieur, après avis de l'Académie de médecine et du comité consultatif d'hygiène publique de France. Le même arrêté fixera le mode de déclaration desdites maladies.

TITRE V. — EXERCICE ILLÉGAL. — PÉNALITÉS.

16. Exerce illégalement la médecine :

1° Toute personne qui, non munie d'un diplôme de docteur en médecine, d'officier de sante, de chirurgien-dentiste ou de sage-femme, ou n'étant pas dans les conditions stipulées aux articles 6, 29 et 32 de la présente loi, prend part, habituellement ou par une direction suivie, au traitement des maladies ou des affections chirurgicales ainsi qu'à la pratique de l'art dentaire ou des accouchements, sauf les cas d'urgence avérée ;

2° Toute sage-femme qui sort des limites fixées pour l'exercice de sa profession par l'article 4 de la présente loi ;

3° Toute personne qui, munie d'un titre régulier, sort des attributions que la loi lui confère, notamment en prêtant son concours aux personnes visées dans les paragraphes précedents, à l'effet de les soustraire aux prescriptions de la présente loi.

Les dispositions du paragraphe premier du présent article ne peuvent s'appliquer aux élèves en médecine qui agissent comme aides d'un docteur ou que celui-ci place auprès de ses malades, ni aux gardes-malades, ni aux personnes qui, sans prendre le titre de chirurgien-dentiste, opèrent accidentellement l'extraction des dents.

17. Les infractions prévues et punies par la présente loi seront poursuivies devant la juridiction correctionnelle.

En ce qui concerne spécialement l'exercice illégal de la médecine, de l'art dentaire ou de la pratique des accouchements, les médecins, les chirurgiens-den-

tistes, les sages-femmes, les associations de médecins regulièrement constituées, les syndicats vises dans l'article 13 pourront en saisir les tribunaux par voie de citation directe donnée dans les termes de l'article 182 du Code d'instruction criminelle, sans prejudice de la faculte de se porter, s'il y a lieu, partie civile dans toute poursuite de ces delits intentée par le ministère public.

18. Quiconque exerce illégalement la medecine est puni d'une amende de 100 à 500 francs, et, en cas de récidive, d'une amende de 500 à 1 000 francs et d'un emprisonnement de six jours à six mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'exercice illégal de l'art dentaire est puni d'une amende de 50 à 100 francs, et, en cas de récidive, d'une amende de 100 à 500 francs.

L'exercice illégal de l'art des accouchements est puni d'une amende de 50 a 100 francs, et, en cas de récidive, d'une amende de 100 à 500 francs, et d'un emprisonnement de six jours a un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

19. L'exercice illégal de la medecine ou de l'art dentaire, avec usurpation du titre de docteur ou d'officier de sante, est puni d'une amende de 1 000 à 2 000 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 2 000 à 3 000 francs et d'un emprisonnement de six mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'usurpation du titre de dentiste sera punie d'une amende de 100 à 500 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 500 à 1 000 francs, et d'un emprisonnement de six jotirs à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'usurpation du titre de sage-femme sera punie d'une amende de 100 à 500 francs et, en cas de récidive, d'une amende de 500 à 1 000 francs et d'un emprisonnement de un mois à deux mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

20. Est considéré comme ayant usurpé le titre français de docteur en médecine quiconque, sé livrant à l'exercice de la medecine, fait précéder ou suivre son nom du titre de docteur en médecine sans en indiquer l'origine étrangère. Il sera puni d'une amende de 100 à 200 francs.

21. Le docteur en médecine ou l'officier de santé qui n'aurait pas fait la declaration prescrite par l'article 15 sera puni d'une amende de 50 à 200 francs.

22. Quiconque exerce la médecine, l'art dentaire ou l'art des accouchements sans avoir fait enregistrer son diplôme dans les delais et conditions fixés à l'article 9 de la présente loi, est puni d'une amende de 25 à 100 francs.

23. Tout docteur en médecine est tenu de deférer aux réquisitions de la justice, sous les peines portées à l'article précédent.

24. Il n'y a récidive qu'autant que l'agent du délit releve a eté, dans les cinq ans qui précèdent ce delit, condamné pour une infraction de qualification identique.

25. La suspension temporaire ou l'incapacite absolue de l'exercice de leur profession peuvent être prononcées par les cours et tribunaux, accessoirement à la peine principale, contre tout medecin, officier de santé, dentiste ou sage-femme, qui est condamné :

1° A une peine afflictive et infamante;

2° A une peine correctionnelle prononcée pour crime de faux, pour vol et escroquerie, pour crimes ou délits prévus par les articles 316, 317, 331, 332, 334 et 335 du Code pénal;

3° A une peine correctionnelle prononcée par une cour d'assises pour des faits qualifiés crimes par la loi.

En cas de condamnation prononcée à l'étranger pour un des crimes et delits ci-dessus spécifiés, le coupable pourra également, à la requête du ministère public, être frappé, par les tribunaux français, de suspension temporaire ou d'incapacité absolue de l'exercice de sa profession.

Les aspirants ou aspirantes aux diplômes de docteur en médecine, d'officier

de santé, de chirurgien-dentiste et de sage-femme condamnés à l'une des peines énumérées aux paragraphes 1er, 2 et 3 du présent article, peuvent être exclus des établissements d'enseignement supérieur.

La peine de l'exclusion sera prononcée dans les conditions prévues par la loi du 27 février 1880.

En aucun cas, les crimes et délits politiques ne pourront entraîner la suspension temporaire ou l'incapacité absolue d'exercer les professions visées au présent article, ni l'exclusion des établissements d'enseignement médical.

26. L'exercice de leur profession par les personnes contre lesquelles a été prononcee la suspension temporaire ou l'incapacité absolue, dans les conditions spécifiées à l'article précédent, tombe sous le coup des articles 17, 18, 19, 20 et 21 de la presente loi.

27. L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues par la presente loi.

TITRE VI. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

28. Les médecins et sages-femmes venus de l'étranger, autorisés à exercer leur profession avant l'application de la présente loi, continueront à jouir de cette autorisation dans les conditions où elle leur a été donnee.

29. Les officiers de santé reçus antérieurement à l'application de la présente loi, et ceux reçus dans les conditions déterminées par l'article 31 ci-après, auront le droit d'exercer la médecine et l'art dentaire sur tout le territoire de la République. Ils seront soumis à toutes les obligations imposées par la loi aux docteurs en médecine.

30. Un règlement délibéré en conseil supérieur de l'instruction publique déterminera les conditions dans lesquelles : 1° un officier de santé pourra obtenir le grade de docteur en médecine ; 2° un dentiste qui bénéficie des dispositions transitoires ci-après pourra obtenir le diplôme de chirurgien-dentiste.

31. Les elèves qui, au moment de l'application de la présente loi, auront pris leur première inscription pour l'officiat de santé, pourront continuer leurs etudes médicales et obtenir le diplôme d'officier de santé.

32. Le droit d'exercer l'art dentaire est maintenu à tout dentiste justifiant qu'il est inscrit au rôle des patentes au 1er janvier 1892.

Les dentistes se trouvant dans les conditions indiquées au paragraphe précedent n'auront le droit de pratiquer l'anesthésie qu'avec l'assistance d'un docteur ou d'un officier de santé.

Les dentistes qui contreviendront aux dispositions du paragraphe précédent tomberont sous le coup des peines portées au deuxième paragraphe de l'article 19.

33. Le droit de continuer l'exercice de leur profession est maintenu aux sages-femmes de 1re et de 2e classe, reçues en vertu des articles 30, 31 et 32 de la loi du 19 ventôse an XI ou des décrets et arrêtés ministériels ultérieurs.

34. La présente loi ne sera exécutoire qu'un an après sa promulgation.

35. Des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la présente loi à l'Algérie et aux colonies et fixeront les dispositions transitoires ou speciales qu'il sera nécessaire d'edicter ou de maintenir.

Un règlement délibéré en conseil supérieur de l'instruction publique déterminera les épreuves qu'auront à subir, pour obtenir le titre de docteur, les jeunes gens des colonies françaises ayant suivi les cours d'une école de médecine existant dans une colonie.

36. Sont et demeurent abrogés, à partir du moment où la présente loi sera exécutoire, les dispositions de la loi du 19 ventôse an XI et généralement toutes les dispositions de lois et règlements contraires à la présente loi.

V. *la discussion de cette loi à la Chambre des députés et au Sénat*, **D. P.** 93. 4. 8 et suiv. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 359 s.

Arrêté du ministre de l'intérieur du 23 novembre 1893,

Sur la déclaration des maladies épidémiques.

Art. 1er. La liste des maladies épidémiques prévues par l'article 15 précité (*L. 30 nov.* 1892) est dressée de la manière suivante : — 1° La fièvre typhoïde ; — 2° Le typhus exanthématique ; — 3° La variole et la varioloïde ; — 4° La scarlatine ; — 5° La diphtérie (croup et angine couenneuse) ; — 6° La suette miliaire ; — 7° Le choléra et les maladies cholériformes ; — 8° La peste ; — 9° La fièvre jaune ; — 10° La dysenterie ; — 11° Les infections puerpérales, lorsque le secret au sujet de la grossesse n'aura pas été réclamé ; — 12° L'ophtalmie des nouveau-nés.

2. L'autorité publique qui doit, aux termes de l'article 15 susvisé, recevoir la déclaration des maladies épidémiques, est représentée par le sous-préfet et par le maire. Les praticiens mentionnés dans ledit article 15 devront faire la déclaration à l'un et à l'autre aussitôt le diagnostic établi.

3. La déclaration se fait à l'aide de cartes détachées d'un carnet à souche qui portent nécessairement la date de la déclaration, l'indication de l'habitation contaminée, la nature de la maladie désignée par un numéro d'ordre suivant la nomenclature inscrite à la première page du carnet. Elles peuvent contenir, en outre, l'indication des mesures prophylactiques jugées utiles.

Les carnets sont mis gratuitement à la disposition de tous les docteurs, officiers de santé et sages-femmes.

Loi du 14 avril 1910,

Modifiant le paragraphe 1er de l'article 9 de la loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine (**D. P.** 1911. 4. 41). — V. *suprà*, L. 30 nov. 1892, art. 9, § 1er.

II. PHARMACIE.

Loi du 21 germinal-1er floréal an XI,

Contenant organisation des écoles de pharmacie (**R.** v° *Médecine*, p. 563).

. . . . . .

TITRE IV. — DE LA POLICE DE LA PHARMACIE.

Art. 21. Dans le délai de trois mois à partir de la promulgation de la présente loi, tout pharmacien ayant officine ouverte sera tenu d'adresser copie légalisée de son titre, à Paris, au préfet de police, et, dans les autres villes, au préfet du département.

22. Ce titre sera également produit par les pharmaciens, et sous les délais indiqués, aux greffes des tribunaux de première instance dans le ressort desquels se trouve placé le lieu où ces pharmaciens sont établis.

23. Les pharmaciens reçus dans une des six écoles de pharmacie pourront s'établir et exercer leur profession dans toutes les parties du territoire de la République.

24. Les pharmaciens reçus par les jurys ne pourront s'établir que dans l'étendue du département où ils auront été reçus.

25. Nul ne pourra obtenir de patente pour exercer la profession de pharmacien, ouvrir une officine de pharmacie, préparer, vendre et débiter aucun médicament, s'il n'a été reçu suivant les formes voulues jusqu'à ce jour, ou s'il ne l'est dans l'une des écoles de pharmacie ou par l'un des jurys suivant celles qui sont établies par la présente loi, et après avoir rempli toutes les formalités qui y sont prescrites.

26. (*Disposition transitoire qui n'a plus aujourd'hui d'application.*)

27. Les officiers de santé établis dans les bourgs, villages ou communes où il n'y aurait pas de pharmaciens ayant officine ouverte pourront, nonobstant les deux articles précédents, fournir des médicaments simples ou composés aux personnes près desquelles ils seront appelés, mais sans avoir le droit de tenir une officine ouverte.

28. Les préfets feront imprimer et afficher, chaque année, les listes des pharmaciens etablis dans les différentes villes de leur département; ces listes contiendront les noms, prénoms des pharmaciens, les dates de leur réception et les lieux de leur résidence.

29. (*L.* 25 *juin* 1908.) En vue d'assurer l'application des lois et règlements en vigueur sur l'exercice de la pharmacie et sur la repression des fraudes en matière médicamenteuse, notamment de vérifier la bonne qualité des produits et de rechercher la fabrication et le débit sans autorisation légale des préparations ou compositions médicinales, il sera procédé, au moins une fois l'an, à l'inspection des officines des pharmaciens, des dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires, des magasins de droguistes, herboristes et épiciers, des coiffeurs et parfumeurs, des dépôts d'eaux minérales naturelles, des fabriques et des dépôts d'eaux minérales artificielles, généralement de tous les lieux où sont fabriqués, entreposés ou mis en vente des produits médicamentaux ou hygiéniques.

Les pharmaciens, droguistes et tous détenteurs de produits médicamenteux ou hygiéniques seront tenus de présenter les drogues et compositions qu'ils auront dans leurs magasins, officines, laboratoires et leurs dépendances.

30. (*L.* 25 *juin* 1908.) Un règlement d'administration publique désignera les autorités qualifiées pour effectuer les inspections et visites spéciales prévues à l'article 29 ci-dessus et précisera les pouvoirs qui leur seront conférés par ledit article.

L'inspection des officines de pharmaciens et des dépôts de médicaments tenus par les médecins et les vétérinaires ne pourra être confiée qu'à des agents pourvus du diplôme de pharmacien.

31. (*L.* 25 *juin* 1908.) — Un règlement d'administration publique déterminera les règles de procédure applicables aux substances médicamenteuses et hygiéniques en ce qui concerne les prélèvements d'échantillons, les analyses, les expertises et saisies nécessaires à l'exécution de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes.

32. Les pharmaciens ne pourront livrer et débiter des préparations médicinales, ou drogues composées quelconques, que d'après la prescription qui en sera faite par les docteurs en médecine ou en chirurgie, ou par des officiers de santé, et sur leur signature. Ils ne pourront vendre aucun remède secret. Ils se conformeront, pour les préparations et compositions qu'ils devront exécuter et tenir dans leurs officines, aux formules insérées et décrites dans les dispensaires ou formulaires qui ont été rédigés ou qui le seront dans la suite par les ecoles de médecine. Ils ne pourront faire, dans les mêmes lieux ou officines, aucun autre commerce ou débit que celui des drogues et préparations médicinales.

33. Les épiciers et droguistes ne pourront vendre aucune composition ou préparation pharmaceutique, sous peine de 500 francs d'amende. Ils pourront continuer de faire le commerce en gros des drogues simples, sans pouvoir néanmoins en débiter aucune au poids médicinal.

34 et **35.** (*Abrogés par L.* 19 *juillet* 1845.)

36. Tout débit au poids médicinal, toute distribution de drogues et préparations médicamenteuses sur des théâtres ou étalages, dans les places publiques, foires et marchés, toute annonce et affiche imprimée qui indiquerait des remèdes secrets, sous quelque denomination qu'ils soient présentés, sont sévèrement pro-

hibés. Les individus qui se rendraient coupables de ce délit seront poursuivis par mesure de police correctionnelle, et punis conformément à l'article 183 et suivants du Code des délits et des peines.

37. Nul ne pourra vendre, à l'avenir, des plantes ou des parties de plantes médicinales indigènes, fraiches ou sèches, ni exercer la profession d'herboriste, sans avoir subi auparavant, dans une des ecoles de pharmacie, ou par-devant un jury de médecine, un examen qui prouve qu'il connaît exactement les plantes médicinales, et sans avoir payé une rétribution qui ne pourra excéder 50 francs à Paris, et 30 francs dans les autres départements pour les frais de cet examen. Il sera delivré aux herboristes un certificat d'examen par l'école ou le jury par lesquels ils seront examinés; et ce certificat devra être enregistré à la municipalité du lieu où ils s'établiront.

38. Le Gouvernement chargera les professeurs des écoles de medecine, réunis aux membres des écoles de pharmacie, de rédiger un *Codex* ou formulaire, contenant les préparations médicinales et pharmaceutiques qui devront être tenues par les pharmaciens. Ce formulaire devra contenir des préparations assez variées pour être appropriees à la différence du climat et des productions des diverses parties du territoire français : il ne sera publié qu'avec la sanction du Gouvernement, et d'après ses ordres.

V. *le commentaire de cette loi,* Appendice au **C. pén. ann.,** p 73 s.; et son **Suppl.,** p 365 s. — V. aussi **R.** v° *Médecine,* 105 s.; **S.** *cod.* v°, 77 s.

Loi du 29 pluviôse an XIII,

Interprétative de l'article 36 *de celle du* 21 *germinal an XI, sur la pharmacie.*

Ceux qui contreviendront aux dispositions de l'article 36 de la loi du 21 germinal an XI, relatif à la police de la pharmacie, seront poursuivis par mesure de police correctionnelle, et punis d'une amende de 25 à 600 francs; et, en outre, en cas de récidive, d'une détention de trois jours au moins, de dix jours au plus.

V. *le commentaire de cette loi,* Appendice au **C. pen. ann.,** p. 90 s ; et son **Suppl.,** p. 371 s — V. aussi **R.** v° *Médecine,* 147 s.

Loi du 25 avril 1895,

Relative à la préparation, à la vente et a la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues (**D. P.** 95. 4. 73).

Art. 1er. Les virus atténués, sérums thérapeutiques, toxines modifiées et produits analogues pouvant servir à la prophylaxie et à la thérapeutique des maladies contagieuses, et les substances injectables d'origine organique non definies chimiquement, appliquées au traitement des affections aiguës ou chroniques, ne pourront être débités, à titre gratuit ou onereux, qu'autant qu'ils auront été, au point de vue soit de la fabrication, soit de la provenance, l'objet d'une autorisation du Gouvernement, rendue après avis du comite consultatif d'hygiène publique de France et de l'Académie de medecine.

Ces produits ne bénéficieront que d'une autorisation temporaire et revocable. Ils seront soumis à une inspection exercee par une commission nommée par le ministre competent.

2. Ces produits seront délivrés au public par les pharmaciens, sur ordonnances médicales. Chaque bouteille ou recipient portera la marque du lieu d'origine et la date de sa fabrication.

En cas d'urgence, les médecins sont autorisés à fournir à leur clientèle ces mêmes produits.

Lorsqu'ils seront destinés à être délivrés à titre gratuit aux indigents, les flacons contenant ces produits porteront, dans la pâte du verre, les mots : *Assistance publique — gratuit.*

Ils pourront alors être déposés, en dehors des officines de pharmacies et sous la surveillance d'un médecin, dans des établissements d'assistance désignés par l'Administration, qui auront la faculté de se procurer directement ces produits.

Toutes ces prescriptions ne s'appliquent pas au vaccin jennérien humain ou animal.

3. La livraison des substances mentionnées à l'article 1er, à quelque titre qu'elle soit faite, sera assimilée à la vente et soumise aux dispositions de l'article 423 du Code pénal et de la loi du 27 mars 1851.

En conséquence, seront punis des peines portées par l'article 423 du Code pénal et par la loi du 27 mars 1851 ceux qui auront trompé sur la nature desdites substances qu'ils sauront être falsifiees ou corrompues et ceux qui auront trompé ou tenté de tromper sur la qualité des choses livrées.

4. Toutes autres infractions aux dispositions de la présente loi seront punies d'une amende de 16 à 1 000 francs.

V. *le commentaire de cette loi*, **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 373.

V. *le décret du 5 août* 1908, *portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 21 germinal an* 11, *modifiée par la loi du 25 juin* 1908, *et désignant les autorités qualifiées pour assurer l'application des lois et règlements sur l'exercice de la pharmacie et sur la répression des fraudes en matière médicamenteuse ; et le décret du 6 août* 1908 *portant règlement d'administration publique pour la determination des règles de procedure applicables aux substances médicamenteuses et hygiéniques en ce qui concerne les prelèvements d'échantillons, les analyses, expertises et saisies nécessaires à l'exécution de la loi du 1er août* 1905 *sur la répression des fraudes* (Journ. off. du 11 août 1908).

NATURALISATION.

V. **C. civ.**, art. 1er et s. — V. aussi **N. C. civ. ann.**, art. 1er et s ; et **C. pen. ann.**, art. 272.

PÊCHE FLUVIALE.

V. Appendice au **C. for.**, Vo PÊCHE FLUVIALE.

V. aussi Appendice au **C. for. ann.**, p. 670 s.

PHARMACIE.

V. *suprà*, Vo MÉDECINE ET PHARMACIE.

PIGEONS VOYAGEURS.

Loi du 22 juillet 1896,

Relative aux pigeons voyageurs (**D. P.** 96. 4. 104).

Art. 1[er]. Toute personne voulant ouvrir un colombier de pigeons voyageurs doit en obtenir préalablement l'autorisation du préfet de son département.

2. Toute personne qui reçoit, à titre permanent ou transitoire, des pigeons voyageurs, est tenue d'en faire la déclaration, et d'en indiquer la provenance à la mairie dans un délai de deux jours.

3. Chaque année, à la date fixée par le ministre de l'intérieur, un recensement des pigeons voyageurs sera fait dans toutes les communes de France, par les soins des municipalités.

4. Sera punie d'une amende de 100 à 500 francs toute personne en contravention aux prescriptions des articles 1[er] et 2.

Sera punie, en outre, d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, toute personne qui aura employé des pigeons voyageurs à des relations nuisibles à la sûreté de l'État.

5. Le Gouvernement pourra interdire, par décret, sur la proposition des ministres de l'intérieur et de la guerre, toute importation de pigeons étrangers en France, ainsi que tout mouvement de pigeons voyageurs à l'intérieur.

Toute infraction aux prescriptions dudit décret sera punie des peines édictées au paragraphe 2 de l'article 4.

6. (*L. 4 mars* 1898.) Sera punie d'une amende de 16 à 100 francs, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts et de l'application, le cas échéant, des peines portées aux articles 454 et 401 du Code pénal, toute personne qui, en n'importe quel lieu ou quel temps, par n'importe quel moyen, aura capture ou détruit, ou tenté de capturer ou de détruire des pigeons voyageurs ne lui appartenant pas.

Lorsque, dans les douze mois qui ont précédé l'infraction, le délinquant aura été condamné en vertu du paragraphe précédent, il y aura récidive; l'amende pourra être portée au double, et la peine de l'emprisonnement de six jours à trois mois pourra être appliquée.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux infractions prévues par la présente loi.

V. *le décret du 22 juillet* 1896 *relatif aux pigeons voyageurs* (**D. P.** 96. 4. 104).

Loi du 4 mars 1898,

Modifiant l'article 6 *de la loi du* 22 *juillet* 1896 *sur les pigeons voyageurs* (**D. P.** 98. 4. 31).

Article unique. L'article 6 de la loi du 22 juillet 1896 sur les pigeons voyageurs est ainsi modifié : — V. *suprà*, L. 22 juill. 1896, art. 6.

V. **C. adm. ann.**, t. 5, v° *Organisation militaire*, p. 440, n[os] 2037 s.

PIRATERIE.

Loi du 10 avril 1825,

Pour la sûreté de la navigation et du commerce maritime
(**R.** v° *Organisation maritime*, p. 1680).

TITRE Ier. — DU CRIME DE PIRATERIE.

Art. 1er. Seront poursuivis et jugés comme pirates :

1° Tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer quelconque, armé et naviguant sans être ou avoir éte muni pour le voyage de passeport, rôle d'equipage, commission ou autres actes constatant la legitimité de l'expédition ;

2° Tout commandant d'un navire ou bâtiment de mer armé et porteur de commissions delivrees par deux ou plusieurs puissances ou États différents.

2. Seront poursuivis et jugés comme pirates :

1° Tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer français, lequel commettrait, à main armée, des actes de déprédation ou de violence, soit envers des navires français ou des navires d'une puissance avec laquelle la France ne serait pas en état de guerre, soit envers les équipages ou chargements de ces navires ;

2° Tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer étranger, lequel, hors l'état de guerre et sans être pourvu de lettres de marque ou de commissions régulières, commettrait lesdits actes envers des navires français, leurs équipages ou chargements ;

3° Le capitaine et les officiers de tout navire ou bâtiment de mer quelconque qui aurait commis des actes d'hostilité sous un pavillon autre que celui de l'État dont il aurait commission.

3. Seront également poursuivis et jugés comme pirates :

1° Tout Français ou naturalisé Français qui, sans l'autorisation du roi, prendrait commission d'une puissance etrangère pour commander un navire ou bâtiment de mer armé en course ;

2° Tout Français ou naturalisé Français qui, ayant obtenu, même avec l'autorisation du roi, commission d'une puissance étrangère pour commander un navire ou bâtiment de mer armé, commettrait des actes d'hostilité envers des navires français, leurs équipages ou chargements.

4. Seront encore poursuivis et jugés comme pirates :

1° Tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer français, qui, par fraude ou violence envers le capitaine ou commandant, s'emparerait dudit bâtiment ;

2° Tout individu faisant partie de l'équipage d'un navire ou bâtiment de mer français, qui le livrerait à des pirates ou à l'ennemi.

5. Dans le cas prévu par le paragraphe 1er de l'article 1er de la présente loi, les pirates seront punis, savoir : les commandants, chefs et officiers, de la peine des travaux forcés à perpétuité, et les autres hommes de l'équipage, de celle des travaux forcés à temps.

Tout individu coupable du crime spécifié dans le paragraphe 2 du même article sera puni des travaux forcés à perpetuité.

6. Dans les cas prévus par les paragraphes 1er et 2 de l'article 2, s'il a été commis des déprédations et violences sans homicide ni blessures, les commandants, chefs et officiers seront punis de mort, et les autres hommes de l'équipage seront punis des travaux forcés à perpétuité.

Et si ces déprédations ou violences ont été précédées, accompagnées ou suivies

d'homicide ou de blessures, la peine de mort sera indistinctement prononcée contre les officiers et les autres hommes de l'équipage.

Le crime spécifié dans le paragraphe 3 du même article sera puni des travaux forcés à perpétuité.

7. La peine du crime prévu par le paragraphe 1er de l'article 3 sera celle de la reclusion.

Quiconque aura été déclaré coupable du crime prévu par le paragraphe 2 du même article sera puni de mort.

8. Dans le cas prévu par le paragraphe 1er de l'article 4, la peine sera celle de mort contre les chefs et contre les officiers, et celle des travaux forcés à perpetuité, contre les autres hommes de l'équipage.

Et si le fait a été précédé, accompagné ou suivi d'homicide ou de blessures, la peine de mort sera indistinctement prononcée contre tous les hommes de l'équipage.

Le crime prévu par le paragraphe 2 du même article sera puni de la peine de mort.

9. Les complices des crimes spécifiés dans le paragraphe 2 de l'article 1er, le paragraphe 3 de l'article 2, le paragraphe 2 de l'article 3 et le paragraphe 2 de l'article 4, seront punis des mêmes peines que les auteurs principaux desdits crimes.

Les complices de tous autres crimes prévus par la présente loi seront punis des mêmes peines que les hommes de l'équipage.

Le tout suivant les règles déterminées par les articles 59, 60, 61, 62 et 63 du Code pénal, et sans préjudice, le cas échéant, de l'application des articles 265, 266, 267 et 268 dudit Code.

10. Le produit de la vente des navires et bâtiments de mer capturés pour cause de piraterie sera réparti conformément aux lois et règlements sur les prises maritimes. Lorsque la prise aura été faite par des navires du commerce, ces navires et leurs équipages seront, quant à l'attribution et à la répartition du produit, assimilés à des bâtiments pourvus de lettres de marque et à leurs equipages.

. . . . . .

TITRE III. — POURSUITES ET COMPÉTENCE.

16. Lorsque des bâtiments de mer auront été capturés pour cause de piraterie, la mise en jugement des prévenus sera suspendue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la validité de la prise. Cette suspension n'empêchera ni les poursuites ni l'instruction de la procédure criminelle.

17. S'il y a capture de navire ou arrestation de personnes, les prévenus de piraterie seront jugés par le tribunual maritime du chef-lieu de l'arrondissement maritime dans les ports duquel ils auront été amenés.

Dans tous les autres cas, les prévenus seront jugés par le tribunal maritime de Toulon, si le crime a été commis dans le détroit de Gibraltar, la mer Méditerranée, ou les autres mers du Levant, et par le tribunal de Brest, lorsque le crime aura été commis sur les autres mers.

Toutefois, lorsqu'un tribunal maritime aura été régulièrement saisi du jugement de l'un des prévenus, ce tribunal jugera tous les autres prévenus du même crime, à quelque époque qu'ils soient découverts, et dans quelque lieu qu'ils soient arrêtés.

Sont exceptés des dispositions du présent article les prévenus du crime spécifié au paragraphe 1er de l'article 3, lesquels seront jugés suivant les formes et par les tribunaux ordinaires.

18. Il sera procédé à l'instruction et au jugement, conformément à ce qui est prescrit par le règlement du 12 novembre 1806.

Neanmoins, si, pour quelque cause que ce soit, des témoins ne peuvent être produits aux débats, il y sera suppleé par la lecture des procès-verbaux et de toutes autres pièces qui seront jugées par le tribunal maritime être de nature à éclaircir la vérité.

19. Les complices des crimes de piraterie spécifiés au titre 1er de la présente loi seront jugés par les tribunaux maritimes, ainsi qu'il est prescrit par les deux articles précédents.

Sont exceptés et seront jugés par les tribunaux ordinaires, les prévenus de complicité, Français ou naturalises Français, autres néanmoins que ceux qui auraient aidé ou assiste les coupables dans le fait même de la consommation du crime.

Et dans le cas où des poursuites seraient exercées simultanément contre les prevenus de complicite, compris dans l'exception ci-dessus, et contre les auteurs principaux, le procès et les parties seront renvoyés devant les tribunaux ordinaires.

20. Les individus prévenus des crimes ou de complicité des crimes spécifiés au titre II de la presente loi seront poursuivis et jugés suivant les formes et par les tribunaux ordinaires.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

21. Les lois et règlements auxquels il n'est point dérogé par la présente loi, notamment ceux relatifs à la navigation, aux armements en course et aux prises maritimes, continueront d'être exécutés en ce qui n'est pas contraire à la presente loi.

V. Appendice au C. pén. ann., p. 97 s.

Décret disciplinaire et pénal du 24 mars 1852,

Pour la marine marchande (D. P. 52. 4. 127).

. . . . . .

Art. 75. Est puni de la même peine (quinze jours à trois mois de prison) tout capitaine, maître, patron ou officier qui, hors le cas de force majeure, a volontairement altéré les vivres, boissons et autres objets de consommation destines aux passagers et à l'équipage, lorsqu'il n'y a pas eu mélange de substances malfaisantes.

Une amende de 16 à 300 francs pourra, en outre, être prononcée.

. . . . . .

77. Est puni de trois mois de prison tout capitaine, maître ou patron qui, en faisant ou autorisant la contrebande, donne lieu à une amende de moins de 1000 francs à la charge de l'armement. La peine de la prison sera de trois mois a un an, indépendamment de la suspension de commandement pendant deux ans au moins et trois ans au plus, sans préjudice de l'action civile réservée à l'armateur, si la contrebande donne lieu, soit à la confiscation du navire ou de tout ou partie de la cargaison, soit à une amende de plus de 1000 francs.

. . . . . .

89. (*L. 15 avril* 1898.) Tout individu inscrit sur le rôle d'équipage qui, volontairement, et dans une intention criminelle, échoue, perd ou détruit, par quelque moyen que ce soit, autre que celui du feu ou d'une mine, prévu à l'article 434 du Code pénal, le navire sur lequel il est embarqué, ou qui en occasionne, par un refus d'obéir aux ordres donnés, l'échouage, la perte ou la destruction, est puni de dix à vingt ans de travaux forcés.

Si le coupable était, à quelque titre que ce soit, chargé de la conduite du navire, il lui sera appliqué le maximum de la peine. S'il y a eu homicide ou blessures par le fait de l'échouement, de la perte ou de la destruction du navire,

le coupable sera, dans le premier cas, puni de mort, et, dans le second, puni des travaux forcés à temps.

90. Tout capitaine, maître ou patron qui, dans une intention frauduleuse, détourne à son profit le navire dont la conduite lui est confiée, est puni de vingt ans de travaux forcés, sans préjudice de l'action civile réservée à l'armateur.

91. Est puni des travaux forcés à temps tout capitaine, maître ou patron qui, volontairement et dans une intention criminelle, fait fausse route, ou jette à la mer ou détruit sans nécessité tout ou partie du chargement, des vivres ou des effets du bord.

92. Est puni de la reclusion tout capitaine, maître ou patron qui, dans une intention frauduleuse, se rend coupable de l'un des faits énoncés à l'article 236 du Code de commerce, ou vend, hors le cas prévu par l'article 237 même Code, le navire dont il a le commandement, ou opère des déchargements en contravention à l'article 248 dudit Code.

93. (*L. 15 avril* 1898.) Les vols commis à bord de tout navire par les capitaines, officiers, subrécargues ou passagers, sont punis de la reclusion.

La même peine est prononcée contre les officiers mariniers, marins, novices et mousses, quand la valeur de l'objet volé excède 20 francs, ou quand le vol a été commis avec effraction, ou à l'aide de fausses clefs.

94. Sont punies de la même peine (la reclusion) toutes personnes embarquées, à quelque titre que ce soit, qui altèrent volontairement les vivres, boissons ou autres objets de consommation, par le mélange de substances malfaisantes.

V. C. adm. ann., t. 5, v° *Organisation maritime. — En ce qui concerne plus spécialement le crime de barateric*, **V. C. com. ann.**, art. 246 et 353; et son **Suppl.**, nos 11878 s., 14057 s. — V. aussi **R.** v° *Droit maritime*, 1918 s.; **S.** *cod.* v°, 1964 s.

POLICE DU ROULAGE.

Loi du 30 mai 1851,

Sur la police du roulage et des messageries publiques (**D. P.** 51. 4. 82).

TITRE Ier. — DES CONDITIONS DE LA CIRCULATION DES VOITURES.

Art. 1er. Les voitures suspendues ou non suspendues, servant au transport des personnes ou des marchandises, peuvent circuler sur les routes nationales, départementales et chemins vicinaux de grande communication, sans aucune condition de réglementation de poids ou de largeur de jantes.

2. Des règlements d'administration publique déterminent :

§ 1er. Pour toutes les voitures :

1° La forme des moyeux, le maximum de la longueur des essieux, et le maximum de leur saillie au delà des moyeux;

2° La forme des bandes des roues;

3° La forme des clous des bandes;

4° Les conditions à observer pour l'emplacement et les dimensions de la plaque prescrite par l'article 3;

5° Le maximum du nombre des chevaux de l'attelage que peut comporter la police ou la libre circulation des routes;

6° Les mesures à prendre pour régler momentanément la circulation pendant les jours de dégel, et les précautions à prendre pour la protection des ponts suspendus,

§ 2. Pour les voitures ne servant pas au transport des personnes :
1° La largeur du chargement ;
2° La saillie des colliers des chevaux ;
3° Les modes d'enrayage ;
4° Le nombre des voitures qui peuvent être réunies en un même convoi, l'intervalle qui doit rester libre d'un convoi à un autre, et le nombre de conducteurs exigé pour la conduite de chaque convoi ;
5° Les autres mesures de police à observer par les conducteurs, notamment en ce qui concerne le stationnement sur les routes, et les règles à suivre pour éviter ou dépasser d'autres voitures.

Sont affranchies de toute réglementation de largeur de chargement les voitures de l'agriculture servant au transport des récoltes de la ferme aux champs et des champs à la ferme, ou au marché.

§ 3. Pour les voitures de messageries :
1° Les conditions relatives à la solidité et à la stabilité des voitures ;
2° Le mode de chargement, de conduite et d'enrayage des voitures ;
3° Le nombre de personnes qu'elles peuvent porter ;
4° La police des relais ;
5° Les autres mesures de police à observer par les conducteurs, cochers ou postillons, notamment pour éviter ou dépasser d'autres voitures.

3. Toute voiture circulant sur les routes nationales, départementales et chemins vicinaux de grande communication, doit être munie d'une plaque conforme au modèle prescrit par le règlement d'administration publique rendu en vertu du n° 4 du premier paragraphe de l'article 2.

Sont exceptées de cette disposition :
1° Les voitures particulières destinées au transport des personnes, mais étrangères à un service public des messageries ;
2° Les malles-postes et autres voitures appartenant à l'administration des postes ;
3° Les voitures d'artillerie, chariots et fourgons appartenant au département de la guerre et de la marine.

Des décrets du président de la République déterminent les marques distinctives que doivent porter les voitures désignées aux paragraphes 2 et 3, et les titres dont leurs conducteurs doivent être munis ;
4° Les voitures employées à la culture des terres, au transport des récoltes, à l'exploitation des fermes, qui se rendent de la ferme aux champs ou des champs à la ferme, ou qui servent au transport des objets récoltés du lieu où ils ont été recueillis jusqu'à celui où, pour les conserver ou les manipuler, le cultivateur les dépose ou les rassemble.

TITRE II. — DE LA PÉNALITÉ.

4. Toute contravention aux règlements rendus en exécution des dispositions des numéros 1, 2, 3, 5 et 6 du premier paragraphe de l'article 2, et des numéros 1, 2 et 3 du deuxième paragraphe du même article, est punie d'une amende de à 30 francs.

5. Toute contravention aux règlements rendus en exécution des dispositions des numéros 4 et 5 du deuxième paragraphe de l'article 2 est punie d'une amende de 6 à 10 francs, et d'un emprisonnement de un à trois jours. En cas de récidive, l'amende pourra être portée à 15 francs et l'emprisonnement à cinq jours.

6. Toute contravention aux règlements rendus en vertu du troisième paragraphe de l'article 2 est punie d'une amende de 16 à 200 francs et d'un emprisonnement de six à dix jours.

7. Tout propriétaire d'une voiture circulant sur des voies publiques sans

qu'elle soit munie de la plaque prescrite par l'article 3 et par les règlements rendus en exécution du numéro 4 du premier paragraphe de l'article 2, sera puni d'une amende de 6 à 15 francs, et le conducteur d'une amende de 1 à 5 francs.

8. Tout propriétaire ou conducteur de voiture qui aura fait usage d'une plaque portant un nom ou domicile faux ou supposé sera puni d'une amende de 50 à 200 francs et d'un emprisonnement de six jours au moins et de six mois au plus.

La même peine sera applicable à celui qui, conduisant une voiture dépourvue de plaque, aura déclaré un nom ou domicile autre que le sien ou que celui du propriétaire pour le compte duquel la voiture est conduite.

9. Lorsque, par la faute, la négligence ou l'imprudence du conducteur, une voiture aura causé un dommage quelconque à une route ou à ses dépendances, le conducteur sera condamné à une amende de 3 à 50 francs.

Il sera, de plus, condamné aux frais de la réparation.

10. Sera puni d'une amende de 16 à 100 francs, indépendamment de celle qu'il pourrait avoir encourue pour toute autre cause, tout voiturier ou conducteur qui, sommé de s'arrêter par l'un des fonctionnaires ou agents chargés de constater les contraventions, refuserait d'obtempérer à cette sommation et de se soumettre aux vérifications prescrites.

11. Les dispositions du livre III, titre Ier, chapitre III, section IV, paragraphe 2, du Code pénal, sont applicables en cas d'outrages ou de violences envers les fonctionnaires ou agents chargés de constater les délits et contraventions prévus par la présente loi.

12. Lorsqu'une même contravention ou un même délit prévu aux articles 4, 7 et 8 a été constaté à plusieurs reprises, il n'est prononcé qu'une seule condamnation, pourvu qu'il ne se soit pas écoulé plus de vingt-quatre heures entre la première et la dernière constatation.

Lorsqu'une même contravention ou un même délit prévu à l'article 6 a été constaté à plusieurs reprises pendant le parcours d'un même relais, il n'est prononce qu'une seule condamnation.

Sauf les exceptions mentionnées au présent article, lorsqu'il aura été dresse plusieurs procès-verbaux de contravention, il sera prononcé autant de condamnations qu'il y aura eu de contraventions constatées.

13. Tout propriétaire de voiture est responsable des amendes, des dommages intérêts et des frais de réparation prononcés, en vertu des articles du présent titre, contre toute personne préposée par lui à la conduite de sa voiture.

Si la voiture n'a pas été conduite par ordre et pour le compte du propriétaire, la responsabilité est encourue par celui qui a préposé le conducteur.

14. Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables dans tous les cas où les tribunaux correctionnels ou de simple police prononcent en vertu de la présente loi.

TITRE III. — DE LA PROCÉDURE.

15. Sont spécialement chargés de constater les contraventions et délits prévus par la présente loi, les conducteurs, agents voyers, cantonniers, chefs et autres employés du service des ponts et chaussées ou des chemins vicinaux de grande communication, commissionnés à cet effet, les gendarmes, les gardes champêtres, les employés des contributions indirectes, agents forestiers ou des douanes, et employés des poids et mesures ayant droit de verbaliser, et les employés des octrois ayant le même droit.

Peuvent également constater les contraventions et les delits prévus par la présente loi, les maires et adjoints, les commissaires et agents assermentés de police, les ingenieurs des ponts et chaussées, les officiers et les sous-officiers de gendarmerie, et toute personne commissionnée par l'autorité départementale pour la surveillance de l'entretien des voies de communication.

Les dommages prévus à l'article 9 sont constates, pour les routes nationales et départementales, par les ingénieurs, conducteurs et autres employés des ponts et chaussées commissionnes à cet effet, et pour les chemins vicinaux de grande communication, par les agents voyers, sans préjudice du droit réserve à tous les fonctionnaires et agents mentionnés au present article de dresser procès-verbal du fait de dégradation qui aurait lieu en leur présence.

Les procès-verbaux dresses en vertu du présent article font foi jusqu'à preuve contraire.

16. Les contraventions prévues par les articles 4 et 6 ne peuvent, en ce qui concerne les voitures publiques allant au trot, être constatées qu'au lieu de départ, d'arrivée, de relais, et de stations desdites voitures, ou aux barrières d'octroi, sauf toutefois celles qui concernent le nombre des voyageurs, le mode de conduite des voitures, la police des conducteurs, cochers ou postillons, et les modes d'enrayage.

17. Les contraventions prévues par les articles 4 et 9 sont jugées par le conseil de préfecture du departement où le procès-verbal a eté dressé.

Tous les autres délits et contraventions prévus par la présente loi sont de la compétence des tribunaux.

18. Les procès-verbaux rédigés par les agents mentionnes au paragraphe 1er de l'article 15 ci-dessus doivent être affirmés (V. *quant aux gendarmes*, *L. 17 juill.* 1856), dans les trois jours, à peine de nullite, devant le juge de paix du canton ou devant le maire de la commune, soit du domicile de l'agent qui a verbalisé, soit du lieu où la contravention a été constatee.

19. Les procès-verbaux doivent être enregistrés en debet dans les trois jours de leur date ou de leur affirmation, à peine de nullité.

20. Toutes les fois que le contrevenant n'est pas domicilie en France, la voiture est provisoirement retenue, et le procès-verbal est immédiatement porte à la connaissance du maire de la commune où il a éte dresse, ou de la commune la plus proche sur la route que suit le prévenu.

Le maire arbitre provisoirement le montant de l'amende, et, s'il y a lieu, des frais de réparation, et il en ordonne la consignation immédiate, à moins qu'il ne lui soit présenté une caution solvable.

A défaut de consignation ou de caution, la voiture est retenue jusqu'à ce qu'il ait été statué sur le procès-verbal. Les frais qui en resultent sont à la charge du proprietaire.

Le contrevenant est tenu d'élire domicile dans le département du lieu où la contravention a été constatée; a défaut d'élection de domicile, toute notification lui sera valablement faite au secrétariat de la commune dont le maire aura arbitré l'amende ou les frais de réparation.

21. Lorsqu'une voiture est dépourvue de plaque, et que le propriétaire n'est pas connu, il est procédé conformément aux trois premiers paragraphes de l'article precédent.

Il en est de même dans le cas de procès-verbal dresse à raison de l'un des delits prévus à l'article 8.

Il sera procédé de la même manière à l'egard de tout conducteur de voiture de roulage ou de messageries, inconnu dans le lieu où il serait pris en contravention, et qui ne serait point régulièrement muni d'un passeport, d'un livret ou d'une feuille de route, à moins qu'il ne justifie que la voiture appartient à une entreprise de roulage ou de messageries, ou qu'il ne résulte des lettres de voiture ou des autres papiers qu'il aurait en sa possession, que la voiture appar tient à celui dont le domicile serait indique sur la plaque.

22. Le procès-verbal est adresse, dans les deux jours de l'enregistrement, au sous-préfet de l'arrondissement.

Le sous-préfet le transmet, dans les deux jours de sa réception, au préfet,

s'il s'agit d'une contravention de la compétence des conseils de préfecture, ou au procureur de la République, s'il s'agit d'une contravention de la compétence des tribunaux.

23. S'il s'agit d'une contravention de la compétence du conseil de préfecture, copie du procès-verbal, ainsi que de l'affirmation quand elle est prescrite, est notifiée avec citation, par la voie administrative, au domicile du propriétaire, tel qu'il est indiqué sur la plaque, ou tel qu'il a été déclaré par le contrevenant, et, quand il y a lieu, à celui du conducteur.

Cette notification a lieu dans le mois de l'enregistrement, à peine de déchéance.

Le délai est étendu à deux mois, lorsque le contrevenant n'est pas domicilie dans le département où la contravention a eté constatée; il est étendu à un an, lorsque le domicile du contrevenant n'a pas pu être constaté au moment du procès-verbal.

Si le domicile du conducteur est resté inconnu, toute notification qui lui est faite au domicile du propriétaire est valable.

24. Le prévenu est tenu de produire, dans le délai de trente jours, ses moyens de défense devant le conseil de préfecture.

Ce délai court à compter de la date de la notification du procès-verbal; mention en est faite dans ladite notification.

A l'expiration du délai fixé, le conseil de préfecture prononce, lors même que les moyens de défense n'auraient pas été produits.

Son arrêté est notifié au contrevenant dans la forme administrative, dix jours au moins avant toute exécution. Si la condamnation a été prononcée par défaut, la notification faite au domicile énoncé sur la plaque est valable.

L'opposition à l'arrêté rendu par défaut devra être formée dans le délai de quarante jours, à compter de la date de la notification.

25. Le recours au conseil d'État contre l'arrêté du conseil de préfecture peut avoir lieu par simple mémoire déposé au secrétariat général de la préfecture, ou à la sous-préfecture, et sans l'intervention d'un avocat au conseil d'État.

Il sera délivré au déposant récépissé du mémoire, qui devra être immédiatement transmis par le préfet.

Si le recours est formé au nom de l'Administration, il devra l'être dans les trois mois de la date de l'arrêté.

26. L'instance à raison des contraventions de la compétence des conseils de préfecture est périmée par six mois, à compter de la date du dernier acte des poursuites, et l'action publique est éteinte, à moins de fausses indications sur la plaque, ou de fausse déclaration en cas d'absence de plaque.

27. Les amendes se prescrivent par une année, à compter de la date de l'arrêté du conseil de préfecture, ou à compter de la décision du conseil d'État, si le pourvoi a eu lieu.

En cas de fausses indications sur la plaque, ou de fausses déclarations de nom ou de domicile, la prescription n'est acquise qu'après cinq années.

28. Lorsque le procès-verbal constatant le délit ou la contravention a été dressé par l'un des agents désignés au paragraphe 1 de l'article 15, le tiers de l'amende prononcée appartient audit agent, à moins qu'il ne s'agisse d'une contravention ou d'un delit prévu aux articles 10 et 11.

Les deux autres tiers sont attribués, soit au Trésor public, soit au département, soit aux communes intéressées, selon que la contravention ou le dommage concerne une route nationale, une route départementale, ou un chemin vicinal de grande communication. Il en est de même du total des frais de réparation réglés en vertu de l'article 9, ainsi que du total de l'amende, lorsqu'il n'y a pas lieu d'appliquer les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

TITRE IV.

29. Sont et demeurent abrogés, à dater de la promulgation de la présente loi :

La loi du 29 floréal an X (19 mai 1802), relative à la police du roulage ;

La loi du 7 ventôse an XII (27 février 1804) ;

Le décret du 23 juin 1806 ;

Ainsi que toutes autres dispositions contraires à celles de la présente loi.

Continueront d'être exécutées, jusqu'à la promulgation des règlements d'administration publique à établir en vertu de l'article 2, celles des dispositions aujourd'hui en vigueur que ces règlements d'administration publique ont pour objet de modifier ou de remplacer. Toutefois, en ce qui concerne les juridictions et la pénalité, les dispositions de la présente loi seront immédiatement applicables.

TITRE V.

30. Amnistie est accordée pour les peines encourues ou prononcées à raison de surcharge ou de défaut de largeur de jantes.

Cette amnistie n'est point applicable aux frais avancés par l'État, ni à la part attribuée par les lois et règlements, sur le montant des amendes prononcées, aux divers agents qui ont constaté les contraventions.

Les sommes recouvrées avant la promulgation de la présente loi, en vertu des décisions des conseils de préfecture, ne seront pas restituées.

R. v° *Voiture-voiture publique*, 1 s. — **S.** *cod.* v°, 1 s. — **C. adm. ann.**, t. 1er, v° *Commune*, p 601, nos 5677 s.; t. 3, v° *Voirie*, p. 1405, nos 9800 s. — **T.** (87-97), v° *Voitures-voitures publiques*, 1 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 102 s.; et son **Suppl.**, p. 374 s.

Décret du 10 août 1852,

Portant règlement sur la police du roulage et des messageries publiques (**D. P.** 52. 4. 192).

TITRE Ier. — DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUTES LES VOITURES.

Art. 1er. Les essieux des voitures ne pourront avoir plus de 2 mètres 50 centimètres de longueur, ni dépasser à leurs extrémités le moyeu de plus de 6 centimètres.

La saillie des moyeux, y compris celle de l'essieu, n'excédera pas de plus de 12 centimètres le plan passant par le bord extérieur des bandes. Il est accordé une tolérance de 2 centimètres sur cette saillie, pour les roues qui ont déjà fait un certain service.

2. Il est expressément défendu d'employer des clous à tête de diamant. Tout clou de bande sera rivé à plat, et ne pourra, lorsqu'il sera posé à neuf, former une saillie de plus de 5 millimètres.

3. Il ne peut être attelé :

1° Aux voitures servant au transport des marchandises, plus de cinq chevaux si elles sont à deux roues ; plus de huit si elles sont à quatre roues, sans qu'il puisse y avoir plus de cinq chevaux de file ;

2° Aux voitures servant au transport des personnes, plus de trois chevaux si elles sont à deux roues ; plus de six si elles sont à quatre roues.

4. Lorsqu'il y aura lieu de transporter des blocs de pierre, des locomotives ou d'autres objets d'un poids considérable, l'emploi d'un attelage exceptionnel pourra être autorisé, sur l'avis des ingénieurs ou des agents voyers, par les préfets des départements traversés.

5. Les prescriptions de l'article 3 ne sont pas applicables sur les parties de routes ou de chemins vicinaux de grande communication affectées de rampes d'une déclivité ou d'une longueur exceptionnelles.

Les limites de ces parties de routes ou de chemins sur lesquelles l'emploi de chevaux de renfort est autorisé sont déterminées par un arrêté du préfet, sur la proposition de l'ingenieur en chef ou de l'agent voyer en chef du département, et indiquées sur place par des poteaux portant cette inscription : *chevaux de renfort.*

Pour les voitures marchant avec relais reguliers et servant au transport des personnes ou des marchandises, la faculté d'atteler les chevaux de renfort s'étend à toute la longueur des relais dans lesquels sont placés les poteaux.

L'emploi de chevaux de renfort peut être autorisé temporairement sur les parties de routes ou de chemins de grande communication, lorsque, par suite de travaux de réparation ou d'autres circonstances accidentelles, cette mesure sera nécessaire. Dans ce cas, le préfet fera placer des poteaux provisoires.

6. En temps de neige ou de verglas, les prescriptions relatives à la limitation du nombre de chevaux demeurent suspendues.

7. (*Abrogé et remplacé par le décret du 29 août* 1863.) (V. *infrà*, ce décret.)

8. Pendant la traversée des ponts suspendus, les chevaux seront mis au pas; les voituriers ou rouliers tiendront les guides ou le cordeau; les conducteurs et postillons resteront sur leurs sièges.

Défense est faite aux rouliers et autres voituriers de dételer aucun de leurs chevaux pour le passage du pont.

Toute voiture attelée de plus de cinq chevaux ne doit pas s'engager sur le tablier d'une travée, quand il y a déjà sur cette travée une voiture d'un attelage supérieur à ce nombre de chevaux.

Pour les ponts suspendus qui n'offriraient pas toutes les garanties nécessaires pour le passage des voitures lourdement chargées, il pourra être adopté par le ministre des travaux publics ou par le ministre de l'intérieur, chacun en ce qui le concerne, telles autres dispositions qui seront jugées nécessaires.

Dans les circonstances urgentes, les préfets et les maires pourront prendre telles mesures que leur paraîtra commander la sûreté publique, sauf à rendre compte à l'autorité superieure.

Les mesures prescrites pour la protection des ponts suspendus seront, dans tous les cas, placardées à l'entrée et à la sortie de ces ponts.

9. Tout roulier ou conducteur de voiture doit se ranger à sa droite, à l'approche de toute autre voiture, de manière à lui laisser libre au moins la moitié de la chaussée.

10. Il est interdit de laisser stationner sans nécessité sur la voie publique aucune voiture attelée ou non attelée.

TITRE II. — DISPOSITIONS APPLICABLES AUX VOITURES NE SERVANT PAS AU TRANSPORT DES PERSONNES.

11. La largeur du chargement des voitures qui ne servent pas au transport des personnes ne peut excéder 2 mètres 50 centimètres. Toutefois, les préfets des départements traversés peuvent délivrer des permis de circulation pour les objets d'un grand volume qui ne seraient pas susceptibles d'être chargés dans ces conditions.

Sont affranchies, conformément à la loi du 30 mai 1851, de toute réglementation de largeur de chargement, les voitures d'agriculture lorsqu'elles sont employées au transport des récoltes de la ferme aux champs, et des champs à la ferme ou au marché.

12. La largeur des colliers des chevaux ou autres bêtes de trait ne peut

dépasser 90 centimètres, mesurés entre les points les plus saillants des pattes des attelles.

13. Lorsque plusieurs voitures marchent à la suite les unes des autres, elles doivent être distribuées en convois de quatre voitures au plus si elles sont à quatre roues et attelées d'un seul cheval; de trois voitures au plus si elles sont à deux roues et attelées d'un seul cheval, et de deux voitures au plus si l'une d'elles est attelée de plus d'un cheval.

L'intervalle d'un convoi à l'autre ne peut être moins de 50 mètres. (V. *infrà*, *Décr.* 24 *févr.* 1858, *art.* 3.)

14. Tout voiturier ou conducteur doit se tenir constamment à portée de ses chevaux ou bêtes de trait et en position de les guider.

Il est interdit de faire conduire par un seul conducteur plus de quatre voitures à un cheval si elles sont à quatre roues, et plus de trois voitures à un cheval si elles sont à deux roues.

Chaque voiture attelée de plus d'un cheval doit avoir un conducteur. Toutefois, une voiture dont le cheval est attaché derrière une voiture attelée de quatre chevaux au plus n'a pas besoin d'un conducteur particulier.

Les règlements de police municipale détermineront, en ce qui concerne la traverse des villes, bourgs et villages, les restrictions qui peuvent être apportées aux dispositions du présent article et de celui qui précède.

15. Aucune voiture marchant isolément ou en tête d'un convoi ne pourra circuler pendant la nuit sans être pourvue d'un falot ou d'une lanterne allumée.

Cette disposition pourra être appliquée aux voitures d'agriculture par des arrêtés des préfets ou des maires. (V. *infrà*, *Décr.* 24 *févr.* 1858, *art.* 2.)

16. Tout propriétaire de voiture ne servant pas au transport des personnes est tenu de faire placer, en avant des roues, et au côté gauche de sa voiture, une plaque métallique portant, en caractères apparents et lisibles ayant au moins 5 millimètres de hauteur, ses nom, prenoms et profession, le nom de la commune, du canton et du département de son domicile.

Sont exceptés de cette disposition, conformément à la loi du 30 mai 1851 :

1° Les voitures particulières destinées au transport des personnes, mais étrangères à un service public des messageries;

2° Les malles-postes et autres voitures appartenant à l'administration des postes;

3° Les voitures d'artillerie, chariots et fourgons appartenant aux départements de la guerre et de la marine.

Des décrets du président de la République détermineront les marques distinctives que doivent porter les voitures désignées aux paragraphes 2 et 3, et les titres dont leurs conducteurs doivent être munis.

4° Les voitures employées à la culture des terres, au transport des récoltes, à l'exploitation des fermes, qui se rendent de la ferme aux champs ou des champs à la ferme, ou qui servent au transport des objets récoltés du lieu où ils ont été recueillis jusqu'à celui où, pour les conserver et les manipuler, le cultivateur les dépose ou les rassemble.

TITRE III. — DISPOSITIONS APPLICABLES AUX VOITURES DES MESSAGERIES.

17. Les entrepreneurs des voitures publiques allant à destination fixe déclareront le siège principal de leur établissement, le nombre de leurs voitures, celui des places qu'elles contiennent, le lieu de destination, les jours et heures de départ et d'arrivée. Cette déclaration sera faite, dans le département de la Seine, au préfet de police, et, dans les autres départements, aux préfets ou sous-préfets.

Ces formalités ne seront obligatoires pour les entrepreneurs actuels qu'au renouvellement de leurs voitures, ou lorsqu'ils en modifieront la forme ou la contenance.

Tout changement aux dispositions arrêtées par suite du premier paragraphe du présent article donnera lieu à une déclaration nouvelle.

18. Aussitôt après les déclarations faites en vertu des paragraphes 1 et 2 de l'article précédent, le préfet ou le sous-préfet ordonne la visite des voitures, afin de constater si elles sont entièrement conformes à ce qui est prescrit par les articles ci-après, de 19 à 29 inclusivement, et si elles ne présentent aucun vice de construction qui puisse occasionner des accidents. Cette visite, qui pourra être renouvelée toutes les fois que l'autorité le jugéra nécessaire, sera faite en présence du commissaire de police, par un expert nommé par le préfet ou le sous-préfet.

L'entrepreneur a la faculté de nommer, de son côté, un expert pour opérer contradictoirement avec celui de l'Administration.

La visite des voitures ne peut être faite qu'à l'un des principaux établissements de l'entreprise; les frais sont à la charge de l'entrepreneur.

Le préfet prononce sur le vu du procès-verbal d'expertise et du rapport du commissaire de police.

Aucune voiture ne peut être mise en circulation avant la delivrance de l'autorisation du préfet.

19. Le préfet transmet au directeur des contributions indirectes copie, par extrait, des autorisations par lui accordées en vertu de l'article précédent.

L'estampille prescrite par l'article 117 de la la loi du 25 mars 1817 n'est delivree que sur le vu de cette autorisation, qui doit être inscrite sur un registre spécial.

20. La largeur de la voie pour les voitures publiques est fixée au minimum à 1 mètre 65 centimètres entre le milieu des jantes de la partie des roues reposant sur le sol.

Toutefois, si les voitures sont à quatre roues, la voie de devant pourra être réduite à 1 mètre 55 centimètres.

En pays de montagnes, les entrepreneurs peuvent être autorisés, par les préfets, sur l'avis des ingénieurs et des agents voyers, à employer des largeurs de voies moindres que celles réglées par les paragraphes precédents, mais à la condition que les voies seront au moins égales à la voie la plus large des voitures en usage dans la contrée.

21. La distance entre les axes des deux essieux, dans les voitures publiques à quatre roues, sera égale au moins à la moitié de la longueur des caisses mesurées à la hauteur de leur ceinture, sans pouvoir néanmoins descendre au-dessous de 1 mètre 55 centimètres.

22. Le maximum de la hauteur des voitures publiques, depuis le sol jusqu'à la partie la plus élevée du chargement, est fixée à 3 mètres pour les voitures à quatre roues, et à 2 mètres 60 centimètres pour les voitures à deux roues.

Il est accordé, pour les voitures à quatre roues, une augmentation de 10 centimètres, si elles sont pourvues à l'avant-train de sassoires et contre-sassoires formant chacune au moins un demi-cercle de 1 mètre 15 centimètres de diamètre, ayant la cheville ouvrière pour centre.

Lorsque, par application du troisième paragraphe de l'article 20, on autorisera une reduction dans la largeur de la voie, le rapport de la hauteur de la voiture avec la largeur de la voie sera, au maximum, de un trois quarts.

Dans tous les cas, la hauteur est réglée par une traverse en fer placée au milieu de la longueur affectée au chargement, et dont les montants, au moment de la visite prescrite par l'article 17, sont marqués d'une estampille constatant qu'ils ne dépassent pas la hauteur voulue; ils doivent, ainsi que la traverse, être constamment apparents.

La bâche qui recouvre le chargement ne peut deborder ces montants ni la hauteur de la traverse.

Il est défendu d'attacher aucun objet en dehors de la bâche.

23. Les compartiments des voitures publiques seront disposés de maniere à satisfaire aux conditions suivantes :

Largeur moyenne des places, 48 centimètres ;

Largeur des banquettes, 45 centimètres ;

Distance entre deux banquettes, 45 centimètres ;

Distance entre la banquette du coupé et le devant de la voiture, 35 centimètres ;

Hauteur du pavillon au-dessus du fond de la voiture, 1 mètre 40 centimètres ;

Hauteur des banquettes, y compris le coussin, 40 centimètres.

Pour les voitures parcourant moins de 20 kilomètres et pour les banquettes à plus de trois places, la largeur moyenne des places pourra être reduite à 40 centimètres.

24. Il peut être placé sur l'impériale une banquette destinée au conducteur et à deux voyageurs, ou à trois voyageurs lorsque le conducteur se placera sur le même siège que le cocher.

Cette banquette, dont la hauteur, y compris le coussin, ne dépassera pas 30 centimètres, ne peut être recouverte que d'une capote flexible.

Aucun paquet ne peut être chargé sur cette banquette.

25. Le coupé et l'intérieur auront une portière de chaque côte.

La caisse de derrière ou la rotonde peut n'avoir qu'une portière ouverte à l'arrière.

Chaque portière sera garnie d'un marchepied.

26. Les essieux seront en fer corroyé, de bonne qualité, et arrêtés à chaque extrémité, soit par un écrou assujetti au moyen d'une clavette, soit par une boîte à huile, fixée par quatre boulons traversant la longueur du moyeu, soit par tout autre système qui serait approuvé par le ministre des travaux publics.

27. Toute voiture publique doit être munie d'une machine à enrayer agissant sur les roues de derrière et disposée de manière à pouvoir être manœuvrée de la place assignée au conducteur.

Les voitures doivent être en outre pourvues d'un sabot et d'une chaîne d'enrayage, que le conducteur placera à chaque descente rapide.

Les préfets peuvent dispenser de l'emploi de ces appareils les voitures qui parcourent uniquement des pays de plaine.

28. Pendant la nuit, les voitures publiques seront éclairées par une lanterne à réflecteur placée à droite et à l'avant de la voiture.

29. Chaque voiture porte à l'extérieur, dans un endroit apparent, indépendamment de l'estampille délivrée par l'administration des contributions indirectes, le nom et le domicile de l'entrepreneur, et l'indication du nombre des places de chaque compartiment.

30. Elle porte à l'intérieur des compartiments :

1° Le numéro de chaque place ;

2° Le prix de la place depuis le lieu de départ jusqu'à celui d'arrivée.

L'entrepreneur ne peut admettre dans les compartiments de ses voitures un plus grand nombre de voyageurs que celui indique sur les panneaux, conformément à l'article 29.

31. Chaque entrepreneur inscrit sur un registre coté et paraſé par le maire le nom des voyageurs qu'il transporte ; il y inscrit également les ballots et paquets dont le transport lui est confié.

Il remet au conducteur, pour lui servir de feuille de route, une copie de cet enregistrement, et à chaque voyageur un extrait en ce qui le concerne, avec le numero de sa place.

32. Les conducteurs ne peuvent prendre en route aucun voyageur, ni recevoir aucun paquet, sans en faire mention sur les feuilles de route qui leur auront été remises au point de départ.

33. Toute voiture publique dont l'attelage ne présentera de front que deux rangs de chevaux pourra être conduite par un seul postillon ou un seul cocher.

Elle devra être conduite par deux postillons ou par un cocher et un postillon lorsque l'attelage comportera plus de deux rangs de chevaux.

34. Les postillons ou cochers ne pourront, sous aucun prétexte, descendre de leurs chevaux ou de leurs sièges.

Il leur est enjoint d'observer, dans la traversée des villes et des villages, les règlements de police concernant la circulation dans les rues.

Dans les haltes, le conducteur et le postillon ne peuvent quitter en même temps la voiture tant qu'elle reste attelée.

Avant de remonter sur son siège, le conducteur doit s'assurer que les portières sont exactement fermées.

35. Lorsque, contrairement à l'article 9 du présent décret, un roulier ou conducteur de voiture n'aura pas cédé la moitié de la chaussée à une voiture publique, le conducteur ou postillon qui aurait à se plaindre de cette contravention devra en faire la déclaration à l'officier de police du lieu le plus rapproché, en faisant connaître le nom du voiturier d'après la plaque de sa voiture.

Les procès-verbaux de contravention seront sur-le-champ transmis au procureur de la République, qui fera poursuivre les délinquants.

36. Les entrepreneurs de voitures publiques, autres que celles conduites par les maîtres de poste, feront, à Paris, à la préfecture de police, et, dans les départements, à la préfecture ou sous-préfecture du lieu où sont établis leurs relais, la déclaration des lieux où ces relais sont situés et du nom des relayeurs. Une déclaration semblable sera faite chaque fois que les entrepreneurs traiteront avec un nouveau relayeur.

37. Les relayeurs ou leurs préposés seront présents à l'arrivée et au départ de chaque voiture, et s'assureront par eux-mêmes, et sous leur responsabilité, que les postillons ne sont pas en état d'ivresse.

La tenue des relais, en tout ce qui intéresse la sûreté des voyageurs, est surveillée, à Paris, par le préfet de police, et, dans les départements, par les maires des communes où ces relais se trouvent établis.

38. Nul ne peut être admis comme postillon ou cocher, s'il n'est âgé de seize ans au moins et porteur d'un livret délivré par le maire de la commune de son domicile, attestant ses bonnes vie et mœurs et son aptitude pour le métier qu'il veut exercer.

39. A chaque bureau de départ et d'arrivée, et à chaque relais, il y a un registre coté et parafé par le maire, pour l'inscription des plaintes que les voyageurs peuvent avoir à former contre les conducteurs, postillons ou cochers. Ce registre est présenté aux voyageurs à toute réquisition par le chef du bureau ou par le relayeur.

Les maîtres de poste qui conduisent des voitures publiques présentent, aux voyageurs qui le requièrent, le registre qu'ils sont obligés de tenir d'après le règlement des postes.

40. Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux malles-postes destinées au transport de la correspondance du Gouvernement et du public, la forme, les dimensions, le chargement et le mode de conduite de ces voitures étant déterminés par des règlements particuliers.

Les voitures des entrepreneurs qui transportent les dépêches ne sont pas considérées comme malles-postes.

41. Les voitures publiques qui desservent les routes des pays voisins, et qui

partent des villes frontières ou qui y arrivent, ne sont pas soumises aux règles ci-dessus prescrites. Elles doivent, toutefois, être solidement construites.

42. Les articles ci-dessus, de 16 à 38, seront constamment placardés, à la diligence des entrepreneurs des voitures publiques, dans le lieu le plus apparent des bureaux et des relais.

Les articles, de 28 à 38 inclusivement, seront imprimés à part et affichés dans l'intérieur de chacun des compartiments des voitures.

TITRE IV. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

43. Il est accordé un délai de deux ans, à partir de la promulgation du présent décret, pour l'exécution de l'article 12, relatif à la saillie des colliers.

44. Les contraventions au présent règlement seront constatées, poursuivies et réprimées conformément aux titres II et III de la loi du 30 mai 1851, sans préjudice des mesures spéciales prescrites par les règlements locaux.

45. Les ordonnances des 23 décembre 1816 et 16 juillet 1828 sont et demeurent rapportées.

Décret du 24 février 1858, *qui modifie et complète quelques-unes des dispositions du décret du* 10 *août* 1852, *sur la police du roulage et des messageries publiques* (**D. P.** 58. 4. 19). — Art. 2. Les prefets pourront appliquer, par des arrêtes spéciaux, aux voitures particulières servant au transport des personnes, les dispositions du premier paragraphe de l'article 15 du décret du 10 août 1852, relatives à l'eclairage des voitures.

3. Les prefets pourront restreindre, lorsque la dimension des objets transportes donnera au convoi une longueur nuisible à la liberté ou à la sûrete de la circulation, le nombre des voitures dont l'article 13 du décret du 10 août 1852 permet la reunion en convoi. Leurs arrêtés seront affichés sur les parties de route auxquelles ils s'appliqueront.

Décret du 29 août 1863, *relatif à l'établissement sur les routes impériales et départementales, ainsi que sur les chemins de grande communication, de barrières pour restreindre la circulation pendant le dégel* (**D. P.** 63. 4. 145). — Art. 1er. Le ministre des travaux publics détermine les departements dans lesquels il pourra être établi, sur les routes imperiales et departementales, des barrières pour restreindre la circulation pendant le dégel.

Les prefets, dans chaque département, determinent les routes imperiales et départementales, ainsi que les chemins de grande communication, sur lesquels ces barrieres pourront être établies.

Ils prennent, sur l'avis des ingénieurs des ponts et chaussees ou des agents voyers, les mesures que la fermeture ou l'ouverture des barrières rendent nécessaires.

Peuvent seuls circuler pendant la fermeture des barrières de degel :

1° Les courriers de la malle ;

2° Les voitures de voyage suspendues étrangères à toute entreprise publique de messageries ;

3° Les voitures non chargées ;

4° Les voitures chargées, montees sur roues à jantes d'au moins 11 centimètres de largeur et dont l'attelage n'excedera pas le nombre de deux chevaux, qui sera fixé par le prefet, à raison du climat, du mode de construction et de l'état des chaussees, de la nature du sol, du nombre des roues de la voiture et des autres circonstances locales.

Toute voiture prise en contravention aux dispositions du present article sera arrêtee et les chevaux mis en fourrière dans l'auberge la plus rapprochee, le tout sans prejudice de l'amende stipulée à l'article 4, titre 2, de la loi du 30 mai 1851, et des frais de reparation mentionnes dans l'article 9 de ladite loi.

Sont et demeurent rapportés l'article 7 de notre decret du 10 août 1852, et l'article 1er de notre decret du 24 fevrier 1858

Les dispositions de la loi du 30 *mai* 1851 *et du décret du* 10 *août* 1852 *ne sont pas applicables aux rues de Paris* (Cons. d'Ét. 7 déc. 1888, D. P. 90. 3. 9).

L'art. 98 *de la loi du* 5 *avr.* 1884 *donne aux maires le droit de réglementer la circulation dans les rues ou passages publics ; ce pouvoir est limité aux voies purement communales.*

Décret du 10 mars 1899,

Portant reglement relatif à la circulation des automobiles (**D. P.** 99. 4. 67)

Art. 1er. Est soumise aux prescriptions du présent règlement la circulation, sur la voie publique, des véhicules à moteur mécanique autres que ceux servant à l'exploitation des voies ferrees.

SECTION Ire. — AUTOMOBILES AVEC OU SANS AVANT-TRAIN MOTEUR, A BOGGIE OU NON, CIRCULANT ISOLÉMENT.

TITRE Ier. — MESURES DE SURETÉ.

2. Les réservoirs, tuyaux et pièces quelconques destinés à contenir des produits explosifs ou inflammables seront construits de façon à ne laisser échapper ni tomber aucune matière pouvant causer une explosion ou un incendie.

3. Les appareils devront être disposés de telle manière que leur emploi ne présente aucune cause particulière de danger et ne puisse ni effrayer les chevaux ni répandre d'odeurs incommodes.

4. Les organes de manœuvre seront groupes de façon que le conducteur puisse les actionner sans cesser de surveiller sa route.

Rien ne masquera la vue du conducteur vers l'avant, et les appareils indicateurs qu'il doit consulter seront placés bien en vue et éclairés la nuit.

5. Le véhicule devra être disposé de manière à obéir sûrement à l'appareil de direction et à tourner avec facilité dans les courbes de petit rayon. Les organes de commande de la direction offriront toutes les garanties de solidité désirables.

(*Décr.* 10 *septembre* 1901.) « Les automobiles dont le poids à vide excède 350 kilogrammes seront munis de dispositifs permettant la marche en arrière. »

6. Le véhicule devra être pourvu de deux systèmes de freinage distincts suffisamment efficaces, dont chacun sera capable de supprimer automatiquement l'action motrice du moteur ou de la maîtriser.

L'un au moins de ces systèmes agira directement sur les roues ou sur des couronnes immédiatement solidaires de celles-ci et sera capable de caler instantanément les roues.

L'un de ces systèmes, ou un dispositif spécial, permettra d'arrêter toute dérive en arrière.

Dans le cas d'un véhicule à avant-train moteur à boggie, l'un des systèmes de freinage à la disposition du mécanicien devra pouvoir agir sur les roues arrière du véhicule.

7. La constatation que les voitures automobiles satisfont aux diverses prescriptions ci-dessus sera faite par le service des mines, sur la demande du constructeur ou du propriétaire. Pour les voitures construites en France, le fabricant devra demander la vérification de tous les types d'automobiles qu'il a établis ou établira. Pour les voitures de provenance étrangère, l'examen sera fait avant la mise en service en France, sur le point du territoire désigné par le propriétaire de la voiture.

Lorsque le fonctionnaire des mines délégué à cet effet aura constaté que la voiture présentée satisfait aux prescriptions réglementaires, il dressera de ses opérations un procès-verbal dont une expédition sera remise soit au constructeur, soit au propriétaire, suivant le cas.

Le constructeur aura la faculté de livrer au public un nombre quelconque de voitures suivant chacun des types qui auront été reconnus conformes au règlement. Il donnera à chacune d'elles un numéro d'ordre dans la série à laquelle elle appartient, et il devra remettre à l'acheteur une copie du procès-verbal et un certificat attestant que la voiture livrée est entièrement en conformité du type.

(*Décr.* 10 *septembre* 1901.) « Le certificat devra specifier le maximum de vitesse que l'automobile est capable d'atteindre en palier. »

Chaque voiture portera en caractères bien apparents :

1° Le nom du constructeur, l'indication du type et le numéro d'ordre dans la série du type;

2° Le nom et le domicile du propriétaire.

(*Décr.* 10 *septembre* 1901.) « Si l'automobile est capable de marcher en palier à une vitesse supérieure à 30 kilomètres à l'heure, il sera pourvu de deux plaques d'identité, portant un numéro d'ordre, qui devront toujours être placees en évidence à l'avant et à l'arrière du véhicule. Le ministre des travaux publics fixera le modèle de ces plaques, leur mode de pose et leur mode d'eclairage pendant la nuit; il fixera egalement le mode d'attribution aux intéressés des numeros d'ordre. »

En cas de refus par les ingénieurs des mines de dresser un procès-verbal constatant que le véhicule présenté satisfait aux prescriptions reglementaires, les interessés pourront faire appel au ministre des travaux publics, qui statuera après avis de la commission centrale des machines à vapeur.

TITRE II. — MISE EN CIRCULATION.

8. Tout propriétaire d'un automobile devra, avant de le mettre en circulation sur les voies publiques, adresser au préfet du département où il réside une declaration dont il lui sera remis récépisse. Cette déclaration sera communiquée sans délai au service des mines.

(*Decr.* 10 *septembre* 1901.) « Le récépissé de la déclaration indiquera le numero d'ordre assigné au véhicule ou spécifiera qu'il n'est pas assujetti à porter les plaques visées dans l'article precedent. »

9. La déclaration fera connaître le nom et le domicile du propriétaire.

Elle sera accompagnée d'une copie du procès-verbal dressé en vertu de l'article 7.

10. La déclaration faite dans un département suffira pour toute la France.

TITRE III. — CONDUITE ET CIRCULATION.

11. Nul ne pourra conduire un automobile s'il n'est pas porteur d'un certificat de capacité délivré par le préfet du département de sa résidence, sur l'avis favorable du service des mines.

Un certificat de capacité spéciale sera institué pour les conducteurs de motocycles d'un poids inférieur à 150 kilogrammes.

12. Le conducteur d'un automobile sera tenu de représenter à toutes réquisitions de l'autorité compétente :

1° Son certificat de capacité;

2° Le récepissé de déclaration du véhicule.

13. Les divers organes du mécanisme moteur, les appareils de sûreté, la commande de la direction, les freins et leurs systèmes de commande, ainsi que les transmissions de mouvement et les essieux, seront constamment entretenus en bon état. Le conducteur devra vérifier fréquemment par l'usage le bon état de fonctionnement des deux systèmes de freinage.

14. Le conducteur de l'automobile devra rester constamment maître de sa vitesse. Il ralentira ou même arrêtera le mouvement toutes les fois que le vehicule pourrait être une cause d'accident, de désordre ou de gêne pour la circulation.

La vitesse devra être ramenée à celle d'un homme au pas dans les passages étroits ou encombrés.

En aucun cas, la vitesse n'excédera celle de 30 kilomètres à l'heure en rase

campagne et de 20 kilomètres à l'heure dans les agglomérations, sauf l'exception prévue à l'article 31. — V. *infrà*, L. 17 juill. 1908.

15. L'approche du véhicule devra être signalée en cas de besoin au moyen d'une trompe.

Tout automobile sera muni à l'avant d'un feu blanc et d'un feu vert.

16. Le conducteur ne devra jamais quitter le véhicule sans avoir pris les précautions utiles pour prévenir tout accident, toute mise en route intempestive, et pour supprimer tout bruit du moteur.

SECTION II. — AUTOMOBILES REMORQUANT D'AUTRES VÉHICULES.

TITRE IV. — MESURES DE SURETÉ.

17. Les automobiles remorquant d'autres véhicules ne pourront circuler sur les voies publiques qu'autant qu'ils satisferont, en ce qui concerne les appareils moteurs, les organes de transmission, de freinage et de conduite, aux prescriptions des articles 2, 3, 4, 5, 6 du present règlement.

18. Indépendamment des freins de l'automobile prévus par l'article 6, chaque véhicule remorqué sera muni d'un système de freins suffisamment efficace et rapide, susceptible d'être actionné soit par le mécanicien à son poste sur l'automobile, soit par un conducteur spécial.

19. Les véhicules remorqués porteront en caractères bien apparents le nom et le domicile du propriétaire.

20. Aucun automobile destiné à remorquer d'autres véhicules ne pourra être mis en service qu'en vertu d'une autorisation du préfet, délivrée après avis du service des mines.

Le fonctionnaire délégué à cet effet visitera l'automobile et pourra procéder à des essais ayant pour but de constater qu'il ne présente aucune cause particulière de danger en raison du service auquel il est destiné.

L'autorisation délivrée à la suite de ces vérifications sera valable pour tous les départements.

TITRE V. — MISE EN CIRCULATION.

21. Nul ne pourra faire circuler dans un département des automobiles remorquant d'autres véhicules, sans une autorisation délivrée par le préfet de ce département, après avis soit de l'ingénieur en chef des ponts et chaussées, soit de l'agent voyer en chef, ou de ces deux chefs de service, suivant la nature des routes et chemins empruntés.

La demande devra indiquer :

1° Les routes et les chemins que le pétitionnaire a l'intention de suivre;

2° Le poids de l'automobile, celui de chacun des véhicules chargés et la charge maximum par essieu;

3° La composition habituelle des trains et leur longueur totale.

22. L'autorisation déterminera les conditions particulières de sécurité auxquelles le permissionnaire sera soumis, independamment des prescriptions générales du présent règlement.

Les intéressés pourront faire appel de la décision du préfet devant le ministre des travaux publics, qui statuera après avis de la commission centrale des machines à vapeur.

TITRE VI. — CONDUITE ET CIRCULATION.

23. Tout train portera, la nuit, un feu rouge à l'arrière, sans préjudice du feu blanc et du feu vert prévus par l'article 15.

24. La vitesse des trains en marche ne dépassera pas 20 kilomètres à l'heure en rase campagne et 10 kilomètres à l'heure dans les agglomérations.

25. Lorsque les freins des véhicules remorqués ne seront pas actionnés par le mécanicien, la manœuvre de ces freins sera confiée à des conducteurs spéciaux dont le nombre sera proportionné à l'importance du convoi, eu égard aux déclivités du parcours et à la vitesse de la marche.

Dans tous les cas, des dispositions efficaces seront prises pour empêcher toute derive en arrière des véhicules remorqués.

26. Le stationnement de trains sur la voie publique ne devra, en aucun cas, gêner la circulation ni entraver l'accès des propriétés.

Pour les services publics de voyageurs, les points de stationnement seront désignés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

27. La marche, la conduite et l'entretien des automobiles et des véhicules remorqués seront soumis aux prescriptions des articles 11, 12, 13, aux deux premiers alinéas de l'article 14, ainsi qu'aux articles 15 et 16 du présent règlement.

28. Les dispositions du present règlement, à l'exception des articles 18 à 27, seront applicables aux automobiles remorquant une voiturette dont le poids, voyageur compris, ne dépasse pas 200 kilogrammes, pourvu que les freins soient capables de servir efficacement pour l'ensemble.

SECTION III.

TITRE VII. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

29. Indépendamment des prescriptions du présent règlement, les automobiles demeureront soumis aux dispositions des règlements sur la police du roulage.

30. L'appareil d'où procède la source d'énergie sera soumis aux dispositions des règlements sur les appareils du même genre, en vigueur ou à intervenir.

31. (*Décr.* 10 *septembre* 1901.) « Les courses de voitures automobiles dont le parcours ne comprendra qu'un seul département ne pourront avoir lieu sur la voie publique sans une autorisation spéciale du préfet, sur l'avis des chefs de service de voirie et avec l'agrément des maires des communes traversées.

Lorsque le parcours d'une course comprendra plusieurs départements, l'autorisation sera delivrée par le ministre de l'intérieur, sur l'avis des préfets des départements traversés, et donnée avec les mêmes formalités que ci-dessus.

La vitesse pourra excéder celle de 30 kilomètres à l'heure en rase campagne; elle ne pourra en aucun cas dépasser celle de 20 kilomètres à l'heure dans les agglomérations.

Les frais de surveillance et autres occasionnés à l'Administration par la course seront supportés par les organisateurs de celle-ci, qui devront deposer à cet effet une consignation préalable, ».

32. Après deux contraventions dans l'année, les certificats de capacité délivrés en vertu de l'article 11 du présent règlement pourront être retirés par arrêté préfectoral, le titulaire entendu et sur l'avis du service des mines.

33. Les contraventions aux dispositions qui précèdent seront constatées par des procès-verbaux et déférées aux tribunaux compétents, conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur ou à intervenir.

34. Les attributions conférées aux préfets des départements par le présent décret sont exercées par le préfet de police dans toute l'étendue de son ressort.

V. *la circulaire de M. le ministre des travaux publics du* 10 *avril* 1899 (**D. P.** 99. 4. 68 ; — et *Journ. off.* du 11 avr. 1899).

Décret du 10 septembre 1901,

Réglementant la circulation des automobiles (**D. P.** 1902. 4. 24).

Art. 1er. Les articles 5, 7, 8 et 31 du décret du 10 mars 1899 sont modifiés ainsi qu'il suit : — V. *suprà*, Décr. 10 mars 1899, art. 5, 7, 8 et 31.

V. *l'arrêté et la circulaire de M. le ministre des travaux publics du* 11 *septembre* 1901 (*Journ. off.* du 13 sept. 1901), *modifié dans ses articles* 3 *et* 4 *par l'arrêté du ministre des travaux publics du* 12 *mars* 1908 (**D. P.** 1908 4 42 ; — **Bull. Dalloz,** 1908, p. 141 ; — *Journ. off.* du 13 mars 1908) ; *et la circulaire de M. le garde des Sceaux, ministre de la justice, du* 12 *octobre* 1909, *relative aux procès-verbaux pour « contraventions au vol »* (**Bull. Dalloz,** 1909, p. 418).

Loi du 17 juillet 1908,

Établissant, en cas d'accident, la responsabilité des conducteurs de véhicules de tout ordre (**D. P.** 1908. 4. 68).

Article unique. Tout conducteur d'un véhicule quelconque qui, sachant que ce véhicule vient de causer ou d'occasionner un accident, ne se sera pas arrêté et aura ainsi tenté d'échapper à la responsabilité pénale ou civile qu'il peut avoir encourue, sera puni de six jours à deux mois de prison et d'une amende de seize francs à cinq cents francs (16 fr. à 500 fr.), sans préjudice des peines contre les crimes ou délits qui se seraient joints à celui-ci.

Dans le cas où il y aurait lieu, en outre, à l'application des articles 319 et 320 du Code pénal, les pénalités encourues aux termes de ces articles seraient portées au double.

Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables au délit prevu par la présente loi.

V. *la loi du* 22 *juillet* 1909, *relative au recensement, au classement et à la réquisition des voitures automobiles* (**D. P.** 1909. 4. 129 ; — **Bull. Dalloz,** 1910, p. 56 ; — *Journ. off.* du 24 juill. 1910).

V. *aussi le decret du* 29 *mars* 1910, *portant promulgation de la convention internationale relative à la circulation des automobiles, signée à Paris, le* 11 *octobre* 1909 (**Bull. Dalloz,** 1910, p. 210 ; — *Journ. off.* du 7 avr 1910); *et la circulaire ministerielle du* 12 *juillet* 1910 *relative à la délivrance du certificat international de route des automobiles* (*Journ. off.* du 21 juill. 1910).

POLICE RURALE.

V. notre **Code rural.**

POUDRE DE GUERRE.

V. *supra*, **C. pén.,** sous l'art. 314. — V. aussi **C. pén. ann.,** sous l'art. 314, et son **Suppl.,** p. 194, nos 4693 s.; **C. adm. ann.,** t. 4, Vo *Contributions indirectes.*

POUDRE DYNAMITE.

V. *suprà*, **C. pén.,** sous l'art. 314. — V. aussi **C. pén. ann.,** sous l'art. 314 ; et son **Suppl.,** p. 194, nos 4693 s.; **C. adm. ann.,** t. 4, Vo *Contributions indirectes.*

PRESSE.

[*Cette matière fait l'objet d'un ouvrage special*, notre **Petit Code de la presse.**]

Loi du 29 juillet 1881,

Sur la liberté de la presse (**D. P.** 81. 4. 65)

CHAPITRE PREMIER.

DE L'IMPRIMERIE ET DE LA LIBRAIRIE.

Art. 1er. L'imprimerie et la librairie sont libres.

S. v° *Presse*, 70 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 120 s.; et son **Suppl.**, nos 9118 s.

2. Tout imprimé rendu public, à l'exception des ouvrages dits de ville ou bilboquets, portera l'indication du nom et du domicile de l'imprimeur, à peine, contre celui-ci, d'une amende de 5 francs à 15 francs.

La peine de l'emprisonnement pourra être prononcée si, dans les douze mois précédents, l'imprimeur a été condamné pour contravention de même nature.

S. v° *Presse*, 77 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 123 s.; et son **Suppl.**, nos 9151 s.

3. Au moment de la publication de tout imprime, il en sera fait, par l'imprimeur, sous peine d'amende de 16 francs à 300 francs, un dépôt de deux exemplaires, destinés aux collections nationales.

Ce depôt sera fait au ministère de l'intérieur, pour Paris; à la préfecture, pour les chefs-lieux de département; à la sous-préfecture, pour les chefs-lieux d'arrondissement, et, pour les autres villes, à la mairie.

L'acte de dépôt mentionnera le titre de l'imprimé et le chiffre du tirage.

Sont exceptes de cette disposition les bulletins de vote, les circulaires commerciales ou industrielles et les ouvrages dits de ville ou bilboquets.

S. v° *Presse*, 99 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 125 s.; et son **Suppl.**, nos 9172 s.

1. Le dépôt legal des imprimés prescrit par l'art. 3 de la loi du 29 juill. 1881 peut être effectue à toute heure et même la nuit. — Cr. r. 3 juill. 1886, D. P. 87. 1. 95.

2. L'imprimeur qui, par suite du refus de l'autorite administrative, n'a pu operer le depôt légal, peut passer outre à la publication de l'imprime, sauf à prouver par tous les moyens de droit, et notamment par témoins, les diligences qu'il a faites pour effectuer le depôt et le refus qui lui a eté opposé. — Même arrêt.

3. Il doit être delivre un recepisse au moment du depôt pour constater que ce depôt a ete effectue. — Circ. min. intér, 29 nov. 1902, *Bull. min. intér.*, 1902, p. 422.

4. Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous les genres d'imprimés ou de reproductions destinés à être publiés.

Toutefois, le dépôt prescrit par l'article précédent sera de trois exemplaires pour les estampes, la musique et en général les reproductions autres que les imprimés.

S. v° *Presse*, 77 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 126 s.; et son **Suppl.**, nos 9207 s.

CHAPITRE II.

DE LA PRESSE PÉRIODIQUE.

§ 1er. — *Du droit de publication, de la gérance, de la déclaration et du dépôt au parquet.*

5. Tout journal ou écrit périodique peut être publié, sans autorisation préalable et sans dépôt de cautionnement, après la déclaration prescrite par l'article 7.

S. v° *Presse*, 135 s. — **V.** aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 128 s.; et son **Suppl.**, nos 9236 s.

6. Tout journal ou écrit périodique aura un gérant.

Le gérant devra être Français, majeur, avoir la jouissance de ses droits civils, et n'être privé de ses droits civiques par aucune condamnation judiciaire.

S. v° *Presse*, 161 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 10 s. — **V.** aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 130 s.; et son **Suppl.**, nos 9250 s.

1. Un journal ne peut avoir plusieurs gerants. — Cr. r. 16 août 1884, D. P. 85. 1. 180.

2. La disposition de l'art. 15, § 6, du décret organique du 2 févr. 1852, en vertu de laquelle les individus condamnés pour outrages aux bonnes mœurs ne doivent pas être inscrits sur les listes électorales et sont ainsi prives de leurs droits civiques, est encore en vigueur. — Cr. r. 24 mars 1893, D. P. 95. 1. 373.

3. En conséquence, l'individu condamne pour outrages aux bonnes mœurs ne peut être gérant d'un journal. — Même arrêt

4. Les faillis sont incapables d'être gerants de journaux. — Cr. c. 17 dec. 1886, D. P. 87. 2. 282. — Ch. réun. 22 juin 1887, *ibid.*

7. Avant la publication de tout journal ou écrit périodique, il sera fait, au parquet du procureur de la République, une déclaration contenant :

1° Le titre du journal ou écrit périodique et son mode de publication ;

2° Le nom et la demeure du gérant ;

3° L'indication de l'imprimerie où il doit être imprimé.

Toute mutation dans les conditions ci-dessus énumérées sera déclarée dans les cinq jours qui suivront.

S. v° *Presse*, 189 s. — **V.** aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 132 s.; et son **Suppl.**, nos 9285 s.

8. Les déclarations seront faites par écrit, sur papier timbré, et signées des gérants. Il en sera donné récépissé.

S. v° *Presse*, 206 s.

9. En cas de contravention aux dispositions prescrites par les articles 6, 7, 8, le propriétaire, le gérant ou, à défaut, l'imprimeur, seront punis d'une amende de 50 francs à 500 francs.

Le journal ou écrit périodique ne pourra continuer sa publication qu'après avoir rempli les formalités ci-dessus prescrites, à peine, si la publication irrégulière continue, d'une amende de 100 francs, prononcée solidairement contre les mêmes personnes, pour chaque numéro publié à partir du jour de la prononciation du jugement de condamnation, si ce jugement est contradictoire, et du troisième jour qui suivra sa notification, s'il a été rendu par défaut ; et ce, nonobstant opposition ou appel, si l'exécution provisoire est ordonnée.

Le condamné, même par défaut, peut interjeter appel. Il sera statué par la cour dans le délai de trois jours.

S. v° *Presse*, 210 s. — **V.** aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p 135 s.; et son **Suppl.**, nos 9318 s.

1. Le failli non rehabilite, qui contrevient à la défense qui lui est faite d'être gerant d'un journal, est passible de l'amende établie par l'art. 9 de la loi du 29 juill. 1881. — Cr. c. 17 dec. 1886, et Ch. réun. c. 22 juin 1887, D. P. 87. 1. 281.

2. Le gérant d'un journal tenu de déposer au parquet, aux termes des art. 7 et 9 de la loi du 29 juill. 1881, une déclaration contenant l'indication de l'imprimerie où le journal doit être imprimé, contrevient aux prescriptions de ces articles lorsqu'il donne une indication mensongère relative au nom de l'imprimeur. — Lyon, ch. corr. 7 août 1884, D. P. 85. 2. 245.

3. ... Ou lorsqu'il omet de déclarer le nom de l'imprimeur. — Cr. r. 3 janv. 1884, D. P. 84. I. 371.

10. Au moment de la publication de chaque feuille ou livraison du journal ou écrit périodique, il sera remis au parquet du procureur de la République, ou à la mairie, dans les villes où il n'y a pas de tribunal de première instance, deux exemplaires signés du gérant.

Pareil dépôt sera fait au ministère de l'intérieur, pour Paris et le département de la Seine, et, pour les autres départements, à la préfecture, à la sous-préfecture, ou à la mairie, dans les villes qui ne sont ni chefs-lieux de département, ni chefs-lieux d'arrondissement.

Chacun de ces dépôts sera effectué sous peine de 50 francs d'amende contre le gérant.

S. v° *Presse*, 228 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 135 s.; et son **Suppl.**, nos 9351 s.

11. Le nom du gérant sera imprimé au bas de tous les exemplaires, à peine contre l'imprimeur de 16 francs à 100 francs d'amende par chaque numéro publié en contravention de la présente disposition.

S. v° *Presse*, 248 s.

La responsabilité de l'omission du nom du gérant au bas des exemplaires d'un journal incombe à l'imprimeur à l'exclusion de toute autre personne. — Paris, 5 nov. 1907, D. P. 1908. 2. 96.

§ 2. — *Des rectifications.*

12. Le gérant est tenu d'insérer gratuitement, en tête du plus prochain numéro du journal ou écrit périodique, toutes les rectifications qui lui seront adressées par un dépositaire de l'autorité publique, au sujet des actes de sa fonction qui auront été inexactement rapportés par ledit journal ou écrit périodique.

Toutefois, ces rectifications ne depasseront pas le double de l'article auquel elles répondront.

En cas de contravention, le gérant sera puni d'une amende de 100 francs à 1 000 francs.

13. Le gérant sera tenu d'insérer dans les trois jours de leur réception ou dans le plus prochain numéro, s'il n'en était pas publié avant l'expiration des trois jours, les réponses de toute personne nommée ou désignée dans le journal ou écrit périodique, sous peine d'une amende de 50 francs à 500 francs, sans préjudice des autres peines et dommages-intérêts auxquels l'article pourrait donner lieu.

Cette insertion devra être faite à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'aura provoquée.

Elle sera gratuite, lorsque les réponses ne dépasseront pas le double de la longueur dudit article. Si elles le dépassent, le prix d'insertion sera dû pour le surplus seulement. Il sera calculé au prix des annonces judiciaires.

S. v° *Presse*, 254 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 19 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 138 s.; et son **Suppl.**, nos 9374 s.

1. L'exercice du droit de réponse, appartenant à toute personne nommée ou désignée dans un journal, ne préjudicie pas à celui de réclamer des dommages-intérêts en raison de la diffamation qui a provoqué la réponse. — Cr. r. 18 nov. 1892, D. P. 94. 1. 139.

2. En outre du droit qui, aux termes de l'art. 12 de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, appartient aux fonctionnaires pu-

blics de faire inserer dans un journal des rectifications au sujet des articles qui concernent des actes de leurs fonctions, ils ont, comme toute personne nommée ou designee dans un journal, pour discuter ces mêmes actes, le droit de reponse consacre par l'art. 13 de la même loi. — Cr. r. 21 fevr. 1889, D. P. 90 1. 189. — Cr. r. 10 avr. 1891, D. P. 92. 1. 80. — Cr. r. 18 juill. 1896, D. P. 97. 1. 55

3. Le droit de reponse entraîne necessairement le droit de repliquer aux observations que le journaliste a cru devoir faire sur la reponse qu'il a insérée. — Cr. r. 21 fevr. 1889, D. P. 90. 1. 189.

4. Le droit de reponse consacré par l'art. 13 de la loi du 29 juill 1881 est general et absolu · celui qui l'exerce est seul juge de la forme, de la teneur et de l'utilite de sa reponse, et l'insertion n'en peut être refusee qu'autant qu'elle serait contraire aux lois, aux bonnes mœurs, à l'interêt legitime des tiers ou à l'honneur du journaliste lui-même. — Cr. c. 12 juill. 1884, D. P. 86. 1. 47. — Cr. r. 8 mai 1890, D. P. 90. 1. 452. — Cr. r. 8 janv. 1892, D P. 92. 1. 440. — Cr. r 3 août 1894, D. P. 95. 1. 80. — Cr. r. 18 juill. 1896, D. P. 97. 1. 55. — Cr. r. 6 août 1897, D. P. 98. 1. 252. — Cr. r. 21 mai 1898, D. P. 1900. 1 32. — Cr. r. 11 août 1899, D. P. 1902. 1. 301. — Cr. c. 29 juin 1900, D. P. 1902. 1. 525. — Cr. r. 8 juill. 1905, D P. 1909. 1. 407.

5. L'insertion ne peut être refusée encore que la reponse s'etende sur des details anterieurs ou concomitants au fait qui y a donne lieu, s'ils rentrent dans les nécessites de la défense de la personne nommee dans le journal. — Pau, 12 mars 1892, D. P. 92. 2. 495.

6 Mais l'exercice du droit de réponse doit se renfermer dans la mesure des besoins d'une legitime defense. — Cr. r. 6 fevr. 1886, *Bull. crim.*, n° 43. — Cr. c. 14 mai 1887, *Bull. crim.*, n° 194. — Cr. r. 8 mai 1890, D. P. 90 1. 452.

7. On ne peut considerer comme portant atteinte a l'interêt legitime d'un tiers des incriminations malveillantes qui ne contiennent ni allegations ni imputations à l'adresse de personnes déterminees. — Cr. r. 3 août 1894, D. P. 95. 1. 80.

8. On ne peut davantage considérer comme diffamatoire envers des tiers la reponse qui, tout en etant malveillante à l'égard de plusieurs administrations municipales, n'en vise aucune d'une maniere speciale, ne leur impute aucun fait precis et se refere simplement à des bruits qui ont couru — Cr. r. 18 juill. 1896, D. P 97. 1. 55.

9. On ne saurait, sans alterer la nature même du droit de reponse, exiger que l'auteur d'une reponse s'abstienne de nommer les tiers ou de les designer alors que cette designation peut être commandee par un interêt légitime de defense. — Cr. r. 17 juin 1898, D. P. 99 1. 289, et la note de M Appleton.

10. Par suite, lorsqu'un auteur dramatique, usant du droit de reponse, cite dans la lettre dont il demande l'insertion, pour les opposer au journaliste dont il réfute les critiques, les jugements divergents portés sur son œuvre par divers ecrivains qu'il nomme sans les prendre abusivement à partie, cette reponse ne peut être refusee par le gérant comme contraire à l'interêt des tiers. — Même arrêt.

11. S'il appartient aux tribunaux de limiter l'exercice du droit de reponse dans le cas où les termes de la réponse seraient contraires a la loi ou aux bonnes mœurs, a l'intérêt legitime des tiers ou a l'honneur et à la considération du journaliste, ils doivent néanmoins, dans l'appréciation des termes de la reponse, prendre en consideration la nature et la forme de l'attaque, les besoins de la defense et la legitime susceptibilite de la personne designee. — Cr. c. 3 juin 1892, D. P. 93. 1 461. — Cr. r. 3 août 1894, D. P. 95. 1. 80 — Cr. r. 6 août 1897, D. P. 98. 1. 252. — Cr. r. 31 janv. 1902, D. P. 1904. 1. 100.

12. Les juges du fond, pour repousser la demande d'insertion d'une reponse, ne peuvent se borner a dire que cette reponse contient des expressions injurieuses a l'egard des tiers; ils doivent encore citer les passages de la lettre à laquelle ils attribuent un caractere injurieux ou de nature a porter atteinte a l'honneur ou a la consideration d'un tiers. — Cr. c. 4 mars 1905, D. P. 1905. 1. 406.

13. Un journal n'est pas fondé à refuser d'insérer comme blessante pour l'honneur et la consideration du journaliste une reponse dont le ton injurieux trouve une explication et une excuse dans le ton non moins injurieux de l'attaque. — Cr. r 18 juill. 1896, D. P. 97. 1 55. — Cr. r. 17 juin 1898, precite.

14. L'insertion d'une reponse à un article de journal n'est pas subordonnee a la consignation préalable ou a l'offre de payement du prix d'insertion pour tout ce qui peut depasser le double de la longueur de l'article qui a provoque la reponse. — Cr. c. 3 juin 1892, D. P. 93. 1. 461.

15 En ce qui concerne le rachat du prix d'insertion de la reponse, pour la partie excedant le double de l'article incrimine, V Paris, 12 fevr 1908, D. P. 1909 2. 113 — V. aussi Grenoble, 10 fev. 1909, D P. 1909 2. 193.

16. Et le gérant du journal n'a qu'un droit de creance pour le prix de la partie de l'insertion qui depasse le double de la

longueur de l'article qui a provoqué la réponse. — Pau, 12 mars 1892, D. P. 92. 2. 495. — Cr. r. 4 fevr. 1905, D. P. 1906. 1. 223.

17. La réponse qu'a le droit de faire toute personne nommée ou designée dans un journal, doit être insérée à la même place et en mêmes caractères que l'article qui l'a provoquee. — Douai, 13 nov. 1895, D. P. 96. 2. 7.

18. Le journaliste n'a pas le droit de scinder la reponse qui lui est adressee, pour n'en publier que des extraits ; l'insertion doit avoir lieu d'un seul contexte, sans coupures ni morcellement. — Cr. c. 14 mai 1887, *Bull. crim.*, n° 194. — Douai, 13 nov. 1895, D. P. 96. 2. 7. — Comp. Dijon, 30 dec. 1904, D. P. 1906. 2. 393. — Paris, 22 mars 1907, D. P. 1907. 2. 191.

19. Le droit de réponse peut être exercé dans la même mesure, qu'il s'agisse d'un journal ou d'une revue periodique. — Paris, 5 avr. 1898, D. P. 99. 1. 289. — Cr c. 29 juin 1900 (sol. impl.), D. P. 1902. 1. 525,

20. La mention du nom d'une personne, même dans un *fait divers*, donne à celle-ci le droit de réponse. — Trib. de Lyon, 30 juin 1883, *Moniteur judic. de Lyon*, 19 sept. 1883.

21. Le droit de reponse, distinct de l'action nee d'un refus d'insertion, survit à l'extinction de cette action ; par suite, si le droit de réponse est exercé à nouveau, le nouveau refus d'inserer constitue un second delit, susceptible d'être poursuivi nonobstant l'amnistie qui a eteint la première action. — Cr. c. 28 déc. 1901, D. P. 1903. 1. 135.

22. Il importe peu, d'ailleurs, que la nouvelle reponse soit identique à la premiere : on soutiendrait a tort que la survivance du droit de réponse à l'extinction de l'action serait subordonnee à l'envoi d'une réponse differente de celle qui a motive le premier refus d'inserer. — Même arrêt.

23. La poursuite pour refus d'insertion d'une réponse adressee a un journal, en vertu de l'art. 13, peut être portee devant tout tribunal dans le ressort duquel a eu lieu la publication de l'ecrit incrimine, laquelle constitue le délit. — Cr. r. 14 fevr. 1889, D. P. 90. 1. 187. — Lyon, 14 déc. 1894, D. P. 97. 2. 407.

24. C'est à la cour de cassation qu'il appartient d'apprecier si le refus d'insertion est justifié ou non. — Cr. c. 3 juin 1892, D. P. 93. 1. 461.

25. Mais l'appreciation sur la designation du tiers rentre dans le domaine du juge du fait. — Cr. r. 10 fevr. 1891, D P. 92. 1 80. — Cr. r. 21 mai 1898, D. P. 1900 1. 32.

§ 3. — *Des journaux ou écrits périodiques étrangers.*

14. La circulation en France des journaux ou écrits périodiques publiés à l'etranger ne pourra être interdite que par une décision spéciale deliberee en conseil des ministres.

La circulation d'un numéro peut être interdite par une décision du ministre de l'interieur.

La mise en vente ou la distribution, faite sciemment au mépris de l'interdiction, sera punie d'une amende de 50 francs à 500 francs. (V. *infrà, L.* 22 *juill.* 1895.)

S. v° *Presse*, 316 s. — **T.** (87-97), *cod.* v°, 68 s.

L'application de l'art 14 a ete étendue, par l'article unique de la loi du 22 juill. 1895, aux journaux publiés en France en langue etrangere. — D. P. 95. 4. 126.

CHAPITRE III.

DE L'AFFICHAGE, DU COLPORTAGE ET DE LA VENTE SUR LA VOIE PUBLIQUE.

§ 1er. — *De l'affichage.*

15. Dans chaque commune, le maire désignera, par arrêté, les lieux exclusivement destinés à recevoir les affiches des lois et autres actes de l'autorite publique.

Il est interdit d'y placarder des affiches particulières.

Les affiches des actes émanes de l'autorite seront seules imprimées sur papier blanc.

Toute contravention aux dispositions du présent article, sera punie des peines portées en l'article 2 (V. *infra, L.* 30 *mars* 1902, *art.* 44).

R. v° *Affiche*, 27 s., 111 s, 121 s. — **S.** *eod.* v°, 3, 24 s., 34 s. — **T.** (87-97), *eod* v°, 4 s., 13 s. — V. aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p 144 s.; et son **Suppl.**, nos 9503 s.

1. Le maire ne peut, sans exces de pouvoir, interdire au directeur et au gérant d'un journal d'exposer, en quelque endroit que ce soit, des écrits ou affiches contenant des nouvelles politiques et autres. — Cr. r. 10 janv. 1885, D. P. 85 1. 384. — Cons. d'Ét. 2 avr. 1886, D. P. 87. 3 84. — Cons. d'Ét. 6 juill. 1888, D. P. 89. 3. 105. — Cr. 17 janv. 1891, D. P. 91. 1 396. — Cr. c. 30 juin 1892, D. P. 93. 1. 45.

2. Il semble même qu'un maire ne puisse interdire l'exposition de châssis transparents, pourvu qu'ils ne soient pas en saillie sur la voie publique. — Cr. r. 7 dec. 1889, *Bull. crim.*, nº 382. — Conf. Cons. d'Ét. 6 juill. 1888, précité.

3. Le fait de placarder une affiche particulière en un lieu réservé par l'autorité administrative n'est punissable qu'autant qu'un arrêté du maire a préalablement désigné ce lieu comme devant recevoir exclusivement les affiches des lois et autres actes de l'autorite publique. — Cr. c. 7 mars 1896 (1re espèce), D. P. 96. 1. 511.

4. Le fait d'imprimer une affiche particulière en caractères rouges sur papier blanc constitue la contravention prévue et punie par les art. 2 et 15 de la loi du 29 juill. 1881. — Trib. de simple police de Montpellier, 14 nov. 1895, D. P. 96 2. 444. — Trib. de simple police d'Avignon, 22 nov. 1895, *ibid.*

5. La cour de cassation decide que, lorsqu'une affiche émanee d'un particulier a eté imprimee sur papier blanc et placardée, ce n'est pas l'imprimeur de cette affiche, mais l'afficheur qui doit être puni par application des art. 2 et 15 de la loi du 29 juill. 1881. — Cr. c. 15 mars 1890, *Bull. crim*, nº 59 — Cr. c. 7 mars 1896 (1re espèce), D. P. 96 1. 511 — Cr r. 7 mars 1896 (2e et 3e espèces), *ibid.*

6. C'est également l'afficheur seul qui est pénalement responsable, quand une affiche privée est apposée dans un endroit reservé aux affiches de l'autorité. — Cr. c. 2 déc. 1899, *Bull. crim*, nº 317.

16. Les professions de foi, circulaires et affiches électorales pourront être placardées, à l'exception des emplacements réservés par l'article précédent, sur tous les édifices publics autres que ceux consacrés aux cultes, et particulièrement aux abords des salles de scrutin (V. *infrà, L. 27 janv. 1902*; *L. 30 janv. 1902, art. 44*).

S. vº *Affiche*, 45 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 148; et son **Suppl.**, p. 397.

Aucune sanction pénale n'a été attachee par la loi à cette prohibition. — Cr. c. 18 dec. 1885, *Bull. crim.*, nº 362.

17. Ceux qui auront enlevé, déchiré, recouvert ou altéré par un procédé quelconque, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles, des affiches apposées par ordre de l'Administration dans les emplacements à ce réservés, seront punis d'une amende de 5 francs à 15 francs.

Si le fait a été commis par un fonctionnaire ou un agent de l'autorité publique, la peine sera d'une amende de 16 francs à 100 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Seront punis d'une amende de 5 francs à 15 francs ceux qui auront enlevé, déchiré, recouvert ou altéré par un procédé quelconque, de manière à les travestir ou à les rendre illisibles, des affiches électorales émanant de simples particuliers, apposées ailleurs que sur les propriétés de ceux qui auront commis cette lacération ou altération.

La peine sera d'une amende de 16 francs à 100 francs et d'un emprisonnement de six jours à un mois, ou de l'une de ces deux peines seulement, si le fait a etc commis par un fonctionnaire ou un agent de l'autorité publique, à moins que les affiches n'aient été apposées dans les emplacements réservés par l'article 15.

R. vº *Affiche*, 139 s. — **S.** *eod. vº*, 48 s — **T.** (87-97), *eod. vº*, 25 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 148 s.; et son **Suppl.**, nos 9559 s.

1. Celui qui a collé sur des affiches électorales émanant de particuliers des carres de papier portant une inscription injurieuse pour les candidats n'encourt pas l'application de l'art. 17 de la loi du 29 juill. 1881, si, en agissant de la sorte, il n'a pas recouvert le texte des affiches de manière à les travestir, ou à les rendre illisibles. — Cr. r. 24 juill. 1896, D. P. 96. 1. 568.

2. L'art. 17 de la loi du 29 juill. 1881, qui punit la lacération des affiches electorales, n'admet aucune exception ; il s'applique, notamment, aux agents de police ayant lacéré des affiches électorales, alors même qu'elles auraient contenu des im-

putations injurieuses contre des membres du Gouvernement ou des députés, et alors que les auteurs du délit auraient été mis en mouvement par l'ordre administratif. — Trib. corr. de Reims, 13 nov. 1889, D. P. 91. 3. 31.

3. Le droit de lacérer ou d'enlever les affiches électorales, apposées contre son gré sur la maison qu'il habite, appartient au locataire qui détient en location la totalité de cette maison aussi bien qu'au propriétaire. — Cr. r. 15 nov. 1884, D. P. 85. 1. 477, et le rapport de M. le conseiller Vetelay.

4. Si le propriétaire d'une maison perd le droit de lacérer les affiches électorales apposées sur sa façade, lorsqu'il a cédé en totalité la jouissance de son immeuble à un locataire unique, il en est autrement lorsqu'il s'est réservé une partie de cette jouissance.— Cr. c. 18 janv. 1890, *Bull. crim.*, nº 15. — Cr. c. 8 août 1890, D. P. 91. 1. 191.

5. La lacération des affiches de l'Administration ou des affiches électorales ne constitue la contravention prévue et punie par l'art. 17, § 3, de la loi du 29 juill. 1881, qu'autant que cette lacération a été accomplie dans une intention malveillante. — Cr. c. 3 avr. 1886, D. P. 86. 1. 475. — Poitiers, 28 mai 1886, S. vº *Affiche*, 67.

§ 2. — *Du colportage et de la vente sur la voie publique.*

18. Quiconque voudra exercer la profession de colporteur ou de distributeur sur la voie publique, ou en tout autre lieu public ou privé, de livres, écrits, brochures, journaux, dessins, gravures, lithographies et photographies, sera tenu d'en faire la déclaration à la préfecture du département où il a son domicile.

Toutefois, en ce qui concerne les journaux et autres feuilles périodiques, la déclaration pourra être faite soit à la mairie de la commune dans laquelle doit se faire la distribution, soit à la sous-préfecture. Dans ce dernier cas, la déclaration produira son effet pour toutes les communes de l'arrondissement.

19. La déclaration contiendra les nom, prénoms, profession, domicile, âge et lieu de naissance du déclarant.

Il sera délivré immédiatement et sans frais au déclarant un récépissé de sa déclaration.

20. La distribution et le colportage accidentels ne sont assujettis à aucune déclaration (V. *infrà*, *L.* 19 *mars* 1889).

S. vº *Presse*, 364 s. — **T.** (87-97), *cod. ann.*, p. 150 s.; et son **Suppl.**, nºs 9582 s. vº, 70 s. — **V.** aussi **Appendice au C. pén.**

1. Si le paragraphe 2 de l'art. 18 de la loi du 29 juill. 1881 autorise le colporteur de journaux à faire sa déclaration à la mairie de la commune ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où il exerce sa profession, cette disposition ne l'empêche pas de la faire, s'il le préfère, comme les autres colporteurs, à la préfecture du département où il a son domicile. — Cr. r. 1er fevr. 1902, D. P. 1902. 1. 437, et la note de M. Le Poittevin.

2. Lorsque la déclaration est faite à la mairie ou à la sous-préfecture, son effet est limité au territoire de la commune ou des communes de l'arrondissement; mais lorsqu'elle est faite a la préfecture du département du domicile, le colporteur a le droit d'exercer sa profession dans toute la France. — Même arrêt et même note.

3. Le point de savoir si une personne exerce ou non la profession de colporteur ou de distributeur est une question de fait qui est appréciée souverainement par les juges du fond. — Cr. r. 12 nov. 1896, D. P. 97. 1. 268.

4. Mais l'obligation d'une déclaration n'existe qu'autant que les faits de colportage constituent l'exercice d'une profession. — Cr. c. 29 juill. 1900, *Bull. crim.*, nº 261.

5. L'arrêté municipal pris pour réglementer le criage des journaux sur la voie publique est illégal et non obligatoire. — Cr. c. 16 fevr. 1888, D. P. 88. 1. 137. — Conf. Cr. c. 21 fevr. 1889, D. P. 90. 1. 189.

6. Les colporteurs de journaux sont tenus d'exhiber à toute réquisition des agents de l'autorité le récépissé de la déclaration qu'ils ont dû faire pour l'exercice de leur profession. — Cr. c. 1er mars 1903, D. P. 1903. 1. 496.

21. L'exercice de la profession de colporteur ou de distributeur sans déclaration préalable, la fausseté de la déclaration, le défaut de présentation, à toute réquisition, du récépissé, constituent des contraventions.

Les contrevenants seront punis d'une amende de 5 à 15 francs et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement d'un à cinq jours.

En cas de récidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera nécessairement prononcé.

S. v° *Presse*, 393 s.

22. Les colporteurs et distributeurs pourront être poursuivis conformément au droit commun, s'ils ont sciemment colporté ou distribué des livres, écrits, brochures, journaux, dessins, gravures, lithographies et photographies, présentant un caractère délictueux, sans préjudice des cas prévus à l'article 42.

S. v° *Presse*, 396.

CHAPITRE IV.

DES CRIMES ET DÉLITS COMMIS PAR LA VOIE DE LA PRESSE OU PAR TOUT AUTRE MOYEN DE PUBLICATION.

§ 1er. — *Provocation aux crimes et délits*

23. Seront punis comme complices d'une action qualifiée crime ou délit ceux qui, soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publics, soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publics, soit par des placards ou affiches, exposés au regard du public, auront directement provoqué l'auteur ou les auteurs à commettre ladite action, si la provocation a été suivie d'effet.

Cette disposition sera également applicable lorsque la provocation n'aura été suivie que d'une tentative de crime prévue par l'article 2 du Code pénal.

S. v° *Presse*, 432 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 156 s.; et son **Suppl.**, nos 9646 s.

1. On doit considérer comme proférés les discours tenus dans un lieu public, sur le ton de la conversation ordinaire, de façon à pouvoir être entendus d'un certain nombre de personnes — Cr. r. 17 nov. 1883, *Bull. crim.*, n° 260.

2. Un local, ou des propos injurieux ou diffamatoires ont été proférés, peut, bien que constituant un lieu privé par sa nature et par sa destination, être considéré comme devenu accidentellement et momentanément un lieu public. — Cr. r. 1er mai 1897, D. P. 98. 1. 206.

3. On doit considérer comme tenus dans un lieu public les propos injurieux proférés dans l'escalier d'une maison privée dont la porte est toujours ouverte ou s'ouvre seulement à la demande des locataires ou des visiteurs, en sorte qu'un nombre plus ou moins important de personnes peut circuler librement dans ledit escalier.—Aix, 15 déc. 1899, D. P. 1900. 2. 399.

4. La publicité des allégations diffamatoires dirigées contre un habitant, dans le sein d'un conseil municipal, résulte suffisamment de ce que la séance était ouverte au public et de ce que les allégations diffamatoires ont été reproduites :... dans le compte rendu affiché à la porte de la mairie. — Caen, 5 janv. 1887, D. P 90. 2. 366.

5. ... Ou sur le registre des délibérations de ce conseil, qui est déposé à la mairie pour être communiqué aux habitants. — Montpellier, 2 nov. 1888, D. P. 89. 2. 255.

6. L'assemblée des actionnaires d'une société réunis conformément à ses statuts pour délibérer sur des intérêts communs, en vertu d'une convocation individuellement adressée à chacun des associés et hors la présence de toute personne étrangère, ne peut être considérée comme une réunion publique. — Paris, 13 mai 1887, D. P. 88. 2. 275.

7. La distribution d'un écrit à diverses personnes peut ne pas constituer la publication de cet écrit, mais c'est à la condition que cette distribution ait été confidentielle. — Cr. c. 22 oct. 1897, D. P 98. 1. 230. — Comp. Cr. r. 30 juin 1899, D. P. 1901. 1. 119

8. Il y a publication dans ce fait qu'un journal a été envoyé en ballots à un syndicat d'ouvriers pour être distribué à ses membres. — Lyon, 14 déc. 1894, D. P. 97. 2. 407.

24. (*L. 12 décembre* 1893.) « Ceux qui, par l'un des moyens énoncés en l'article précédent, auront directement provoqué soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, soit à l'un des crimes punis par l'article 435 du Code pénal, soit à l'un des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État, prévus par les articles 75 et suivants, jusques et y compris l'article 85 du même Code,

seront punis, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet, d'un an à cinq ans d'emprisonnement et de 100 à 3000 francs d'amende.

« Ceux qui, par les mêmes moyens, auront directement provoqué à l'un des crimes contre la sûreté intérieure de l'État prévus par les articles 86 et suivants, jusques et y compris l'article 101 du Code pénal, seront punis des mêmes peines.

« Seront punis de la même peine ceux qui, par l'un des moyens énoncés en l'article 23, auront fait l'apologie des crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie, ou de vol, ou de l'un des crimes prévus par l'article 435 du Code pénal. »

Tous cris et chants séditieux proférés dans des lieux ou réunions publics seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 16 francs à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement (V. *infrà*, *L.* 28 *juill.* 1894).

Ancien art. 24. — *Ceux qui, par les moyens énoncés en l'article précédent, auront directement provoqué à commettre les crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, ou l'un des crimes contre la sûreté de l'État prévus par les articles* 75 *et suivants, jusques et y compris l'article* 101 *du Code pénal, seront punis, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet, de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de* 100 *francs à* 3000 *francs d'amende. — Tous cris ou chants séditieux proférés dans des lieux ou réunions publics seront punis d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de* 16 *francs à* 500 *francs ou de l'une de ces deux peines seulement.*

S. v° *Presse*, 588 s. — V. aussi **Appendice au C. pén. ann.** p. 162 s.; et **Suppl.**, nos 9711 s.

Loi du 12 *décembre* 1893 ; **D. P.** 94. 4. 9.

1. Les cris de « Vive l'anarchie ! vive Ravachol ! vive Vaillant ! vive la révolution sociale ! », proferes publiquement par une personne, en vue, non de manifester ses sympathies pour une simple théorie sociale d'ordre et d'économie politique, mais de glorifier les crimes de meurtre commis au nom de l'anarchie et de la révolution sociale, par des sectaires ennemis de la societe, ne constituent pas simplement le délit de cris séditieux ; ils constituent en realité le délit d'apologie du crime de meurtre, prévu et puni par le paragraphe 3 de l'art. 24 de la loi du 29 juill. 1881, modifié par la loi du 12 déc. 1893. — Toulouse, 19 janv. 1894, D. P. 94. 2. 80.

2. Commet le délit de cris séditieux, celui qui profère pendant la nuit sur la voie publique les cris de « Vive l'empereur ! vive Napoleon ! A bas la République ! à bas Loubet ! » ; et, ce fait étant de la compétence de la cour d'assises, le juge de police doit se déclarer d'office incompétent pour en connaître, alors même que la poursuite aurait été exercée pour contravention d'injure et tapage nocturne. — Cr. c. 3 mars 1900, D. P. 1901. 1. 407.

25. (*L.* 12 *décembre* 1893.) Toute provocation par l'un des moyens énoncés en l'article 23 adressée à des militaires des armées de terre ou de mer, dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires, sera punie d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 100 francs à 3000 francs (V. *infrà*, *L.* 28 *juill.* 1894).

Ancien art. 25. — *Toute provocation par l'un des moyens énoncés en l'article* 23, *adressée à des militaires des armées de terre ou de mer, dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans tout ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires, sera puni d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de* 16 *à* 100 *francs.*

S. v° *Presse*, 608 s. — *Loi du* 12 *décembre* 1893 : **D. P.** 94. 4. 9.

§ 2. — *Délits contre la chose publique.*

26. L'offense au président de la République par l'un des moyens énoncés dans l'article 23 et dans l'article 28 est punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 francs à 3000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

S. v° *Presse*, 617 s. — V. aussi **Appence au C. pén. ann.**, p. 166 s.; et **Suppl.**, nos 9771 s.

1. Les art 222 et suiv. c. pen. n'ont pas eté abroges par la loi du 29 juill. 1881 sur la presse. — Cr. c. 15 mars 1883, D. P. 83. 1. 225, et le rapport de M. le conseiller Saint-Luc Courborieu. — Cr. 2 fevr. 1889, D. P. 90. 1. 188. — Cr. r. 20 avr. 1899 (sol. impl.), D. P. 1901. 1. 281. — Cr. c. 5 janv. 1900, D. P. 1901. 1. 406. — Cr. c. 26 juill. 1902, *Bull. crim.*, nº 263.

2. L'offense au président de la Republique doit être déferée à la cour d'assises, lorsque, commise par un des moyens enonces par les art. 23 et 28 de la loi du 29 juill. 1881, elle est réprimee par l'art. 26 de ladite loi. — Cr. c. 5 janv. 1900, precité. — Cr. c. 26 juill. 1902, précité.

3. ... Tandis que, lorsqu'elle est proférée en présence du president de la Republique, elle est réprimée par l'art. 222 c. pen., et deferee au tribunal de police correctionnelle; plus specialement, les cris de « A bas Loubet ! Demission ! » proféres sur le passage du president de la République constituent le delit d'outrage au president de la Republique, et la juridiction correctionnelle est seule compétente pour en connaître. — Mêmes arrêts.

4. Et l'on ne saurait y voir : ... ni la contravention de tapage injurieux; ... ni le delit de cris seditieux. — Cr. c. 5 janv. 1900, précite.

5 La Haute cour de justice est competente pour reprimer le delit d'offense au president de la République commis par paroles proferées par un accusé à l'audience. — Haute cour de justice, 18 nov. 1899, D. P. 1903. 2. 345 et la note de M. Sarrut.

27. La publication ou reproduction de nouvelles fausses, de pièces fabriquées, falsifiées ou mensongèrement attribuées à des tiers, sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 50 francs à 1000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, lorsque la publication ou reproduction aura troublé la paix publique et qu'elle aura été faite de mauvaise foi.

S. vº *Presse*, 636 s. — **T.** (87-97), *eod. vº*, 85 s. — V. aussi Appendice au C. pén. | **ann.**, p 168 s.; et son **Suppl.**, nos 9792 s

1. La fabrication d'une pièce portant faussement le nom d'un tiers, et publiée de mauvaise foi dans un journal, ne doit pas être considerée comme un faux en ecriture; elle ne constitue que le délit de presse réprime par l'art. 27 de la loi du 29 juill. 1881 et n'est punissable que lorsque sa publication a eu pour résultat de troubler la paix publique. — Alger, 28 janv. 1886, D. P. 87. 2. 49.

2. La publication ou reproduction d'une fausse nouvelle ne constitue un delit qu'autant que la paix publique a eté reellement troublée; il ne suffit pas qu'elle ait ete de nature à la troubler. — Bourges, 24 nov. 1881, D. P. 83. 2. 189. — Amiens, 23 juin 1892, D. P. 93. 2. 268.

28. L'outrage aux bonnes mœurs commis par l'un des moyens énoncés en l'article 23 sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 16 francs à 2000 francs.

Les mêmes peines seront applicables à la mise en vente, à la distribution ou à l'exposition de dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes. Les exemplaires de ces dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes exposés au regard du public, mis en vente, colportés ou distribués, seront saisis (V. *infrà*, *L.* 2 *août* 1882; *L.* 16 *mars* 1898 *et L.* 7 *avril* 1908).

S. vº *Presse*, 662 s. — **T.** (87-97), *eod. vº*, 93 s. — V. aussi Appendice au C. pén. | **ann.**, p 170 s.; et son **Suppl.**, nos 9818 s.

§ 3. — *Délits contre les personnes.*

29. Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé est une diffamation.

Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective qui ne renferme l'imputation d'aucun fait est une injure (V. *infrà*, *L.* 11 *juin* 1887).

S. vº *Presse*, 845 s. — **T.** (87-97), *eod. vº*, 170 s. — V. aussi Appendice au C. pén. | **ann.**, p. 174 s.; et son **Suppl.**, nos 9918 s.

1. On ne saurait voir les caracteres de la diffamation dans un ecrit qui ne contient que des appréciations des opinions politiques du plaignant. — Cr. r. 15 déc. 1892, D. P. 94. 1. 25, et la note de M. M. B.

2. L'allegation qu'une personne est le

« chef de la réaction » dans une commune, ou est « toujours en contact avec la réaction », ne contient pas l'imputation d'un fait precis et détermine de nature a porter atteinte à l'honneur ou à la consideration de cette personne et ne constitue pas le delit de diffamation qui se prescrit par trois mois. — Req. 27 dec. 1886, D. P. 87. 1. 312, et le rapport de M. le conseiller Cotelle.

3. Elle ne constitue qu'une faute quasi-délictuelle pouvant donner ouverture a une action civile en reparation du prejudice causé, soumise à la prescription ordinaire. — Même arrêt.

4. L'appréciation ,au point de vue de l'application de la loi sur la presse, des imputations dirigées contre des adversaires politiques pendant la période électorale est soumise à un double principe : d'une part, les necessités des ardeurs de la lutte ne peuvent aller jusqu'à permettre d'employer la diffamation ; d'autre part, pendant cette période, la liberte de discussion doit être entière en ce qui concerne la valeur des candidats, leurs opinions et leurs actes — Cr. r. 29 juill. 1899, D. P. 1902. 1. 118.

5. Le reproche adressé, dans un article de journal, a ses adversaires « d'être les ennemis de la religion, tout en se declarant catholiques », ne saurait être interprete comme signifiant que les personnes designees expriment des sentiments qu'elles n'ont pas ; en d'autres termes, comme leur imputant de mentir. — Cr. c. 10 avr. 1897, D. P. 98. 1. 94.

6. Par suite, l'imputation contenue dans cet article, portant, non sur un fait precis, mais sur des opinions et des tendances, ne saurait être considerée comme diffamatoire. — Cr c. 10 avr. 1897, D. P. 98. 1. 94.

7. La designation d'un tiers sous le nom « d'Alphonse » ne renferme que des imputations vagues par leur generalite, n'indique qu'une manière d'être, une habitude ; elle ne presente pas l'indication precise et determinée d'un fait. — Orléans, 22 fevr. 1887, D. P. 88. 2 286.

8. Pour avoir le droit de se plaindre d'ecrits injurieux ou diffamatoires, il n'est pas necessaire d'avoir ete expressement nomme dans les ecrits ; il suffit d'y avoir ete clairement designe pour qu'un prejudice personnel ait ete souffert par suite de l'infraction penale. — Caen, 14 nov. 1889, D. P. 90. 2. 352. — Paris, 15 nov. 1889, D. P. 90. 2. 116.

9. Le gérant d'un journal qui publie dans ce journal un article où il annonce l'arrestation immediate de nouveaux personnages impliques dans la procedure criminelle suivie contre un tiers, et la mise en cause dans cette procedure d'une personne, qu'il designe expressément, impute publiquement à cette personne un fait de nature a porter atteinte à son honneur et à sa consideration. — Alger, 11 nov. 1893, D. P. 94. 2. 128.

10. Il y a diffamation :... dans l'imputation, dirigee contre un ecrivain, d'être un mauvais Français, cupide, mangeant en Allemagne l'argent que son collaborateur lui avait gagne en France. — Paris, 9 juill. 1890, D. P. 91. 2. 62.

11. ... Dans l'imputation adressée publiquement a un commerçant, de laisser protester les traites tirées sur lui, surtout lorsqu'il les a acceptées. — Cr. r. 10 dec. 1886, D. P 87. 1. 364.

12 .. Dans le fait de traiter de « banqueroutier » un ancien banquier, alors surtout que ce banquier, à la suite de revers commerciaux, a été obligé de deposer son bilan. — Cr. r. 10 sept. 1908, D. P. 1909. 1. 463.

13. ... Dans le propos : « X.. vient d'être saisi, » tenu à la veille d'elections municipales contre un candidat adversaire politique. — Cr. r. 15 fevr. 1901, D. P. 1901. 1. 403.

14 La non-inscription d'un individu sur les listes electorales pouvant soit tenir à ce qu'il ne remplit pas les conditions d'âge, de nationalite ou de domicile, soit être le resultat d'une erreur ou d'une omission, n'implique pas que la personne visée ait perdu ses droits d'electeur par l'effet d'une condamnation criminelle ou même autrement ; il s'ensuit que la question *pourquoi un tel n'est-il pas inscrit sur les listes électorales ?* ne contenant l'allegation ni l'imputation d'un fait determine, ne saurait, quand même elle serait posee dans une intention diffamatoire, être consideree comme contenant une diffamation. — Civ. r. 9 mars 1900, D P. 1902. 1. 120.

15. Le fait de demander à quelqu'un s'il a fait son service militaire et d'ajouter : « Ou etiez-vous en 1870 ? » ne constitue pas une allegation ou imputation diffamatoire, alors qu'il n'est pas allégué que la personne ainsi interrogee se soit rendue coupable d'insoumission aux lois militaires ou qu'elle ait usé de moyens reprehensibles pour se faire exempter du service. — Cr. r. 31 janv. 1902 , D. P. 1901. 1. 100

16. Au contraire, l'imputation d'avoir deserte et manque à ses devoirs militaires constitue une diffamation. — Cr. r. 22 août 1900 (sol. impl), *Bull. crim.* n° 279. — Cr r. 6 sept. 1900, *Bull. crim*, n° 290.

17. La diffamation suppose une imputation dirigee contre *la personne*, elle n'existe pas au cas de denigrement d'un produit. — Amiens, 12 janv. 1901 , D. P. 1901. 2. 394.

18. On doit voir une injure dans l'épi-

thète de « voleur ». — Bourges, 31 mars 1892, D. P. 92. 2. 328.

19. ... Dans celle d' « imbécile, cabotin ». — Cr. r. 23 janv. 1902, D. P. 1904. 1. 333.

20. ... Dans celle de « misérable et de fille vicieuse ». — Bordeaux, 29 janv. 1892, D. P. 92. 2. 391. — V. aussi Limoges, 4 avr. 1889, D. P. 91. 2. 301. — Paris, 17 avr. 1892, D. P. 92. 2. 313.

21. ... Dans l'expression de « tenancier de banque » adressée à une personne qui a exerce la profession de banquier. — Cr. r. 10 sept. 1908, D. P. 1909. 1. 463.

22. ... Dans le fait d'avoir, au cours d'une altercation, dit au plaignant : « Tu n'es qu'un glorieux et un mauvais voisin, si tu tiens tout ce que tu as, tu ne l'as pas gagné honnêtement ! » — Bordeaux, 1er dec. 1893, D. P. 94. 2. 422.

23. ... Dans le fait de qualifier quelqu'un de judaïsant en ajoutant que les judaïsants ne sont pas de bonne foi. — Cr. r. 9 mars 1900, D. P. 1902. 1. 120.

24. ... Dans le fait de dire à quelqu'un « que lorsque l'on s'appelle X..., on n'a d'autre droit que celui de se taire ». — Même arrêt.

25. Mais il n'y a pas délit d'injures de la part de celui qui, dans un article de journal, persifle ou raille une personne ou essaye de ridiculiser ses noms et qualifications. — Angers, 19 mars 1897, D. P. 97. 2. 215.

26. Il n'y a pas délit de diffamation de la part de celui qui, tout en imputant à une personne un fait de nature à nuire à son honneur ou à sa considération, s'est livre à ces imputations sans intention malveillante. — Montpellier, 2 nov. 1888, D. P. 89. 2. 255.

27. Il n'y a pas delit de diffamation, en raison de l'absence de toute intention de nuire, dans le cas où un individu, venant de perdre un billet de banque et domine par l'intérêt sérieux, pressant et légitime qu'il avait do le recouvrer, impute publiquement à un tiers, mais à tort, de le lui avoir volé. — Aix, 25 mars 1892, D. P. 92. 2. 499.

28. Le gérant d'un ecrit périodique ne peut échapper à la responsabilité qui lui incombe à raison des imputations diffamatoires contenues dans cet écrit, en excipant de son ignorance du contenu des articles publiés sous sa signature. — Cr. c. 7 nov. 1884, D. P. 86. 1. 142. — Poitiers, 13 févr. 1885, D. P. 86. 2. 200.

29. Il n'y a pas délit de diffamation, faute d'intention de nuire, dans le fait de l'actionnaire qui, sans animosité personnelle, mais justement préoccupé de la situation de la société, révèle devant ses coassocies les antécédents commerciaux d'un administrateur. — Paris, 13 mai 1887, D. P. 88. 2. 275.

30. La rétractation ultérieure de l'auteur d'un article diffamatoire n'efface pas le délit résultant de sa publication. — Cr. r. 18 nov. 1892, D. P. 94. 1. 139.

31. Les dispositions legales qui punissent la diffamation demeurent applicables pendant la periode électorale, sauf au juge du fait à apprécier souverainement si l'auteur des imputations s'est uniquement proposé d'éclairer les électeurs sur le passé et les mérites du candidat, et a ainsi été de bonne foi. — Cr. r. 2 fevr. 1893, D. P. 95. 1. 462. — Comp. Cr. c. 25 nov. 1885, D. P. 85. 1. 479.

32. La diffamation ne cesse pas d'être délictueuse lorsqu'il y a eu provocation. — Cr. r. 18 nov. 1886, D. P. 87. 1. 189. — Cr. r. 12 juin 1896, *Bull. crim.*, n° 190.

33. La désignation de la personne visée par des imputations diffamatoires rentre dans l'appréciation souveraine des juges du fait et échappe au contrôle de la cour de cassation. — Cr. r. 10 mai 1900, D. P. 1902. 1. 240. — Cr. r. 13 juill. 1900, D. P. 1901. 1. 376. — Cr. r. 21 dec. 1900, D. P. 1902. 1. 62.

34. Le directeur d'une société anonyme a qualité pour demander la répression d'une diffamation dont la société qu'il représente a eu à souffrir, encore que la diffamation ait été plus spécialement dirigée contre les administrateurs. — Civ. r. 24 mai 1884, D. P. 86 1. 143-144.

30. La diffamation commise par l'un des moyens énoncés en l'article 23 et en l'article 28, envers les cours, les tribunaux, les armées de terre ou de mer, les corps constitués et les administrations publiques, sera punie d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 100 francs à 3000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

S. v° *Presse*, 918 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 192 s.; et son **Suppl.**, nos 10208 s.

31. Sera punie de la même peine la diffamation commise par les mêmes moyens, à raison de leurs fonctions ou de leur qualité, envers un ou plusieurs membres du ministère, un ou plusieurs membres de l'une ou de l'autre Chambre, un fonctionnaire public, un dépositaire ou agent de l'autorité publique, *un ministre de l'un des cultes salariés par l'État*, un citoyen chargé d'un service ou

d'un mandat public, temporaire ou permanent, un juré ou un témoin, à raison de sa déposition.

S. v° *Presse*, 945 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 106, s. — V. aussi Appendice au **C. pén.** | **ann.**, p. 195 s.; et son **Suppl.**, n°s 10247 s.

1. Les propos injurieux ou diffamatoires, lorsqu'ils sont adressés à des magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire, dans l'exercice ou a l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, sont qualifiés outrages par les art. 222 et suiv. c. pén, et rentrent, même lorsque la publicité vient les aggraver, dans les termes de ces articles et non dans ceux des art. 33, 31 et 23 de la loi du 29 juill. 1881. — Cr. r. 15 sept. 1898, D. P. 1900. 1. 307. — Douai, 28 mars 1899, D. P. 1900. 2. 181.

2. Par les expressions *citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public,* il faut entendre tous agents investis dans une mesure quelconque d'une portion de l'autorite publique, mais non les personnes qui ne participent pas à cette autorité, *encore bien qu'un intérêt public s'attache à leurs services.* — C. ch. reun. 29 dec. 1898, D. P. 99. 1. 493 — V. aussi Cr. c. 19 mai 1899, D. P. 1900. 5. 533. — Cr. r. 14 sept. 1899, D. P. 1900. 5 534. — Rouen, 26 juill. 1901, D. P. 1901. 2. 507. — Trib. corr. Lyon, 2 janv. 1902, D. P. 1903. 2. 91.

3. Un notaire ne peut être consideré comme un fonctionnaire public. — Cr. r. 21 juin 1884, D. P. 86. 1. 48. — Bordeaux, 8 mai 1896, D. P. 97. 2. 135.

4. Il en est de même... des avoués. — Cr. r. 29 mai 1886, D. P. 87. 1 142. — Cr. r. 3 fevr. 1888, D. P. 88. 1. 444. — Cr. r. 2 mai 1907, D. P. 1907. 1 496.

5. ... Des commissaires-priseurs. — Paris, 2 avr. 1884, D. P. 85. 2. 31, et sur pourvoi, Cr. r. 24 juill. 1884, D P. 86. 1. 93.

6. ... Des huissiers. — Cr. r. 18 juill. 1885, S. v° *Presse-outrage*, 976.

7 ... Des directeurs de theâtres subventionnes par l'État, quoique nommes par arrête ministeriel. — Cr. r. 23 oct. 1909, D. P. 1909. 1. 543.

8. Decidé, par un arrêt, en sens contraire, que le trésorier d'un conseil de fabrique est un fonctionnaire public, ou tout au moins un citoyen chargé d'un service ou d'un mandat public — Montpellier, 25 oct. 1890, D. P. 91. 2. 37. — Comp. C. cass. Luxembourg, 17 déc. 1889, D. P. 90. 1. 273 et la note.

9. Un architecte municipal ne doit être consideré ni comme un fonctionnaire public, ni comme un citoyen charge d'un service ou d'un mandat public dans le sens de l'art. 31 de la loi du 29 juill. 1881. — Poitiers, 23 juill. 1886, D. P. 87. 2 138.

10. Doivent être consideres comme des citoyens charges d'un service public au sens de l'art. 31 de la loi du 29 juill. 1881 ... les conseillers municipaux. — Pau, 11 juin 1889, D. P. 90. 2. 55.

11. ... Les delégués sénatoriaux. — Bourges, 17 oct. 1889, D. P. 91. 2. 85.

12. ... Les fonctionnaires de l'enseignement et notamment les instituteurs. — Caen, 10 mars 1886, D P. 87. 2. 462. — Cr. r. 18 mai 1893, D. P. 95. 1. 462. — Cr. r. 5 déc. 1901 (sol. impl.), D. P. 1901. 1. 372

13. ... Les inspecteurs des enfants du premier âge. — Cr. c. 19 mai 1899, D. P. 1900. 5. 533.

14. ... Les sapeurs-pompiers — Rouen, 26 juill. 1901, D. P. 1901. 2. 507.

15.. Les cantonniers. — Douai, 23 janv. 1882, S. v° *Presse-outrage*, 966.

16. ... L'adjudicataire du poids public d'une commune. — Cr. r. 6 nov. 1896, D. P. 98. 1. 203.

17. ... L'agent charge du service des eaux d'une ville. — Limoges, 12 nov. 1908, D. P. 1909 2. 172

18. On doit refuser la qualité de citoyen chargé d'un service public :... au médecin désigné par un bureau de bienfaisance pour soigner les indigents. — Paris, 16 nov. 1892, D. P. 93. 2. 239.

19. ... Au médecin chargé par un commissaire de surveillance administrative de proceder à l'examen du cadavre d'un voyageur mort dans une gare. — Cr r. 1er juin 1893, D. P. 95. 1. 404.

20. . Au directeur d'un hôpital municipal. — Cr. c 18 févr. et 29 dec. 1898, D. P. 99 1. 493.

21. ... Aux membres des commissions administratives des hospices. — Cr. r. 20 juill. 1893, D. P. 97. 1. 339. — Cr. r. 21 mai 1898, D. P. 99. 1. 428. — Paris, 13 déc. 1907, D. P. 1908. 2. 144.

22 ... Aux secretaires de mairie, simples auxiliaires du maire. — Cr. r. 5 déc. 1901, D. P. 1904. 1. 382.

23. Mais le maire, président de droit de la commission, representant, dans cette commission, la commune, est considéré comme un citoyen charge d'un service public. — Cr. c. 10 nov 1892, D. P. 93. 1. 21. — Cr. r. 20 juill. 1893, précite. — Cr. r. 21 mai 1898, précité.

24. ... Aux adjudicataires de travaux publics. — Cr. r. 12 fevr 1898, D. P. 99. 1 551.

25. ... Aux instituteurs prives. — Chambery, 16 janv. 1902, D. P. 1902. 2. 359.

26. Le temoin qui assiste un huissier pratiquant une saisie n'est pas investi d'une delegation de la puissance publique et par suite n'est pas un citoyen chargé d'un ministere de service public — Cr. c.

27 févr. 1892, D. P. 92. 1. 552, et sur renvoi, Amiens, 7 mai 1892, D. P. 92. 5. 494.

27. Les expressions *témoin* et *déposition*, employées par l'art. 31 de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, qui punit la diffamation envers un témoin à raison de sa déposition, sont générales et s'appliquent aussi bien au témoignage reçu par un juge d'instruction qu'à celui porté à l'audience; par suite, les imputations diffamatoires et injurieuses dirigées par la voie de la presse contre un temoiu à raison de sa déposition devant le juge d'instruction sont de la competence de la cour d'assises. — Cr. c. 15 mars 1906, D. P. 1906 1. 336.

28. Les experts désignés par la justice, n'etant chargés d'aucune partie de l'administration publique et ne détenant aucune portion des pouvoirs publics, ne sont ni des fonctionnaires publics, ni des dépositaires ou agents de l'autorité publique, ni des citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public au sens de l'art. 31 de la loi du 29 juill. 1881. — Cr. r. 14 mai 1898, D. P. 98. 1. 465. — V. conf. Cr. c. 5 juin 1885, S. v° *Presse-outrage*, 978. — Cr. r. 1er juin 1893, D. P. 95. 1. 404.

29. Les membres des chambres de commerce régulièrement établies en France pouvent-ils être envisagés comme des citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public? — V. la note sous Cr. r. 23 août et 8 sept. 1900, D. P. 1903. 1. 166.

30. En tout cas, les chambres de commerce françaises fonctionnant à l'etranger n'ayant point les attributions de celles qui sont légalement établies sur le territoire de la République et ne constituant que des groupements ou associations purement privés, le président d'une chambre de commerce française à l'étranger ne saurait être considéré comme investi d'un service ou d'un mandat public. — Cr. r. 23 août et 8 sept. 1900, précités.

31. La personne diffamee a la fois dans sa vie privee et dans sa vie publique peut, laissant de côté les imputations l'atteignant à ce dernier titre, ne poursuivre que celles qui se rapportent a sa vie privee, alors qu'elles ne se rattachent les unes aux autres par aucun lien d'indivisibilite. — Cr. r. 13 nov. 1902, D. P. 1904. 1. 30. — Cr. r. 12 fevr. 1903, *ibid.* — Cr. r. 5 déc. 1901, D. P. 1904. 1. 382.

32. ... Et alors que les imputations relatives à la vie publique n'ont pas été visees dans la citation, non plus que le texte qui y serait applicable. — Cr. r. 5 dec. 1901, precite.

32. La diffamation commise envers les particuliers par l'un des moyens énoncés en l'article 23 et en l'article 28 sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à six mois et d'une amende de 25 francs à 2000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

S. v° *Presse*, 1001 s.

33. L'injure commise par les mêmes moyens envers les corps ou les personnes désignés par les articles 30 et 31 de la présente loi sera punie d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 18 francs à 500 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'injure, commise de la même manière envers les particuliers, lorsqu'elle n'aura pas été précédée de provocation, sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois, et d'une amende de 16 francs à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si l'injure n'est pas publique, elle ne sera punie que de la peine prévue par l'article 471 du Code pénal.

S. v° *Presse*, 1030 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 247 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 204 s.; et son **Suppl.**, nos 10386 s.

1. La provocation ne constitue l'excuse legale édictee par l'art. 33 de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, qu'autant qu'il y a relation directe entre la provocation et l'injure. — Lyon, 19 juill. 1894, D. P. 95. 2. 51.

2. En conséquence, l'excuse de provocation n'est pas admissible lorsqu'il resulte de la nature des injures qu'elles n'ont pas eté directement provoquées par l'ecrit d'où l'on prétend faire resulter cette excuse. — Cr. c. 25 mai 1894, D. P. 95. 1. 78.

3. L'appreciation par les juges du fait des faits constitutifs de la publicité en matière de diffamation et d'injure est souveraine et échappe au contrôle de la cour de cassation. — Cr. c. 15 juill. 1898, D. P. 1900. 1. 307.

4. La diffamation non publique est assimilee a la contravention d'injure non publique prevue et punie par l'art. 471, § 11

c. pén. — Besançon, 9 juill. 1885, D. P. 88. 2. 221. — Cr. c. 18 nov. 1886, D. P. 87. 1. 189. — Cr. r. 12 mai 1887, *Bull. crim*, n° 182. — Cr. r. 3 juin 1892, D. P. 93. 1. 269. — Grenoble, 26 nov. 1892, D. P. 93. 2. 270. — Trib. de paix de Mondoubleau (Loir-et-Cher), 13 mars 1893, D. P. 95 2. 55. — Cr. c. 20 déc. 1899, D. P. 1900. 1. 157.

5. Et cette disposition n'a pas eté abrogée par l'art. 68 de la loi du 29 juill. 1881, dont l'application doit être bornee aux dispositions legislatives reprimant les injures commises par la voie de la presse et par des discours proféres dans des lieux ou réunions publics. — Cr. c. 18 nov. 1886, précité.

6. L'injure non publique est soumise, pour sa poursuite et sa répression, aux regles speciales établies par la loi de 1881, et spécialement à l'art. 65 de cette loi, qui éducte une prescription de trois mois. — Civ. r. 26 oct. 1887, D. P. 88. 1. 13. — Cr. r. 3 juin 1892, D. P. 93. 1. 269. — Cr. c. 20 dec. 1899, precite. — Req. 7 nov. 1900, D. P. 1901. 1. 13.

34. Les articles 29, 30 et 31 ne seront applicables aux diffamations ou injures dirigées contre la mémoire des morts, que dans les cas où les auteurs de ces diffamations ou injures auraient eu l'intention de porter atteinte à l'honneur ou à la considération des héritiers vivants.

Ceux-ci pourront toujours user du droit de réponse prévu par l'article 13.

S. v° *Presse*, 1014 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 210 s.; et son **Suppl.**, n°s 10440 s.

1. La disposition de l'art. 34 de la loi du 29 juill. 1881, qui n'autorise la répression pénale des diffamations ou injures dirigees contre la mémoire des morts que dans le cas où les auteurs de ces diffamations ou injures auraient eu l'intention de porter atteinte a l'honneur ou à la considération des heritiers vivants, ne saurait être entendue en ce sens que la loi de 1881 repousse entièrement la diffamation et l'injure envers les morts. — C. d'ass. de la Seine, 3 dec. 1900, D. P. 1901. 1. 284, et les conclusions de M. l'avocat général Rambaud. — V. aussi Cr. r. 29 avr. 1897, D. P. 99. 1. 25. — Cr. r. 15 nov. 1900, D. P. 1901. 1. 286.

2. La diffamation des morts, lorsqu'elle passe par-dessus leur tombe pour aller frapper des vivants, devient, sous cette condition nécessaire mais suffisante, le delit special prevu par l'art. 34 de la loi de 1881. — C. d'ass. de la Seine, 3 déc. 1900, precite.

3. L'action penale accordee par l'art. 34 de la loi de 1881 aux héritiers du mort diffamé n'est pas une action qu'ils exercent au nom du mort et comme continuateurs de la personne, mais bien une action personnelle ayant pour base la lésion eprouvee par eux et qu'ils exercent en leur qualite propre d'héritiers atteints dans leur honneur et leur considération. — Même arrêt.

4. L'intention de nuire aux vivants resulte en ce cas, comme pour les autres diffamations commises par la voie de la presse, de la connaissance certaine que le diffamateur a eue, avant l'action, du préjudice qu'il allait causer aux heritiers vivants de la personne diffamée, en portant atteinte a leur honneur ou à leur considération. — Alger, 20 févr. 1897, D. P. 99 1. 25.

5. Le droit de réponse accorde par l'art 34-2° de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse aux héritiers d'une personne decédée, dont la mémoire a été attaquee, peut s'exercer pour defendre cette memoire, sans qu'il soit necessaire que l'écrivain ait ete guide par une intention malveillante à l'egard du defunt ou de ses heritiers; ainsi, lorsqu'un publiciste, sans commettre aucun délit, a, dans son article, rappelé, pour les discuter et les apprecier selon ses vues, les actions d'un personnage historique, et impute ainsi a ce personnage un acte portant atteinte a son honneur, les héritiers peuvent user du droit de réponse prevu par l'art. 34, § 2, de la loi du 29 juill. 1881, afin de defendre leur auteur contre une imputation de nature à discréditer sa memoire et a compromettre le patrimoine moral de la famille. — Cr. r. 10 mai 1900, D. P. 1901. 1. 137, avec le rapport de M. le conseiller Le Grix et la note de M. Josserand.

35. La vérité du fait diffamatoire, mais seulement quand il est relatif aux fonctions, pourra être etablie par les voies ordinaires, dans le cas d'imputations contre les corps constitués, les armées de terre ou de mer, les administrations publiques et contre toutes les personnes énumérées dans l'article 31.

La vérité des imputations diffamatoires et injurieuses pourra être également établie contre les directeurs ou administrateurs de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière, faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit.

Dans les cas prévus aux deux paragraphes précédents, la preuve contraire est réservée. Si la preuve du fait diffamatoire est rapportée, le prévenu sera renvoyé des fins de la plainte.

Dans toute autre circonstance et envers toute autre personne non qualifiée, lorsque le fait imputé est l'objet de poursuites commencées à la requête du ministère public, ou d'une plainte de la part du prévenu, il sera, durant l'instruction qui devra avoir lieu, sursis à la poursuite et au jugement du délit de diffamation.

S. v° *Presse*, 1840 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 577 s. — **V.** aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 213 s.; et son **Suppl.**, nos 10470 s.

1. La preuve de la vérité des imputations diffamatoires et injurieuses ne peut être admise contre les directeurs ou administrateurs d'une entreprise qui, autorisée par ses statuts à faire appel au crédit public, n'use pas en fait de cette faculté. — Paris, 22 juill. 1887, D. P. 97. 1. 81, note 1 *a* — Cr. c. 3 juill. 1896, D. P. 97. 1. 81, et la note 1.

2. La preuve de la vérité des imputations diffamatoires dirigees contre les directeurs ou administrateurs d'entreprises industrielles, commerciales ou financières, faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit ne peut, à leur égard, aussi bien qu'à l'égard des fonctionnaires publics, être autorisée qu'à la condition que les faits diffamatoires soient relatifs aux fonctions; et l'indivisibilite entre les imputations diffamatoires relatives à la vie privée et d'autres imputations relatives à leurs fonctions a pour conséquences de rendre la preuve admissible pour le tout. — Cr. c. 14 mai 1898, D. P. 99. 1. 385. — Comp. Cr r. 22 fevr. 1908, D P. 1910 1 436.

3. L'art. 35, § 2, de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, qui autorise la preuve de la vérite des imputations diffamatoires à l'egard des directeurs ou administrateurs de toute entreprise industrielle, commerciale ou financière faisant publiquement appel à l'épargne ou au crédit, ne distingue pas entre les entreprises des particuliers et celles des sociétes. — Cr. c. 9 fevr. 1906, D. P. 1906. 1. 335.

4 L'art. 35, § 2, de la loi du 29 juill. 1881, qui autorise la preuve de la vérité des imputations diffamatoires et injurieuses contre les directeurs d'entreprises financières, n'a pas entendu admettre la preuve de la vérite des injures. — Rouen, 29 dec 1883, S. v° *Presse-outrage*, 1776.

5. L'imputation, formulee contre un magistrat, d'avoir trahi le secret des deliberations du tribunal auquel il appartient, implique la violation du serment et un manquement grave aux devoirs professionnels. — Cr. c. 24 août 1893, D. P. 94. 1. 421.

6. En consequence, cette imputation se rattache à sa qualité de magistrat, et, dès lors, la preuve de la verite du fait diffamatoire est recevable. — Même arrêt.

7. Le sursis à la poursuite et au jugement du délit de diffamation contre une personne non qualifiée est de droit, quand le fait impute est l'objet de poursuites de la part du ministère public; en consequence, la prescription ne court pas contre l'action en diffamation tant que dure l'instruction. — Civ. c. 29 mars 1897, D. P. 97. 1. 479.

§ 4. — *Délits contre les chefs d'États et agents diplomatiques étrangers.*

36. L'offense commise publiquement envers les chefs d'État étrangers sera punie d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de 100 francs à 3000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

S. v° *Presse*, 1070 s.

37. L'outrage commis publiquement envers les ambassadeurs et ministres plénipotentiaires, envoyés, chargés d'affaires ou autres agents diplomatiques accrédités près du Gouvernement de la Republique, sera puni d'un emprisonnement de huit jours à un an et d'une amende de 50 francs à 2000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

S. v° *Presse*, 1082 s. — **V.** aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 224 s.; et son **Suppl.**, nos 10520 s.

§ 5. — *Publications interdites, immunités de la défense.*

38. Il est interdit de publier les actes d'accusation et tous autres actes de pro-

cédure criminelle ou correctionnelle avant qu'ils aient été lus en audience publique, et ce, sous peine d'une amende de 50 francs à 1 000 francs.

S. v° *Presse*, 1103 s. — V. aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p. 225; et **Suppl.**, nos 10535 s.

Ne tombe pas sous l'application de l'art. 38 de la loi du 29 juillet 1881, le fait par un journal de publier, avant leur lecture en audience publique, des lettres missives saisies au cours d'une information judiciaire et jointes au dossier, ces lettres ne pouvant être considérées comme faisant corps avec le procès-verbal de saisie dans lequel elles ont été décrites. — Cr. r 8 janv. 1904, D. P. 1904. 1. 569.

39. Il est interdit de rendre compte des procès en diffamation où la preuve des faits diffamatoires n'est pas autorisée. La plainte seule pourra être publiée par le plaignant. Dans toute affaire civile, les cours et tribunaux pourront interdire le compte rendu du procès.

Ces interdictions ne s'appliqueront pas aux jugements, qui pourront toujours être publiés.

Il est également interdit de rendre compte des délibérations intérieures, soit des jurys, soit des cours et tribunaux.

Toute infraction à ces dispositions sera punie d'une amende de 100 francs à 2000 francs (V. *infrà*, *L. 27 juill.* 1884).

S. v° *Presse*, 1117 s. — V. aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p. 225 s.; et **Suppl.**, nos 10547 s.

Si l'art. 39 de la loi du 29 juill. 1881 autorise la publication des jugements en matière de diffamation, c'est à la condition que cette publication soit contemporaine du jugement; par suite, commet le délit de diffamation, le gérant d'un journal qui publie dans ce journal, avec la désignation de la personne condamnée, un jugement en matière de diffamation rendu depuis plus de trois ans — Trib. corr. de la Seine, 8 juin 1904, D. P. 1905, 2. 150.

40. Il est interdit d'ouvrir ou d'annoncer publiquement des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages-intérêts prononcés par des condamnations judiciaires, en matière criminelle et correctionnelle, sous peine d'un emprisonnement de huit jours à six mois, et d'une amende de 100 francs à 1 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

S. v° *Presse*, 1152 s. — V. aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p. 230 s.; et **Suppl.**, nos 10569 s.

1. La disposition de l'art. 40 de la loi du 29 juill. 1881, sur la liberté de la presse, qui interdit d'ouvrir des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais et dommages-intérêts prononcés par des condamnations judiciaires, en matière criminelle et correctionnelle, ne concerne pas les souscriptions visant des condamnations en matière de contraventions de police. — Chambéry, 4 déc. 1890, D. P. 91. 1. 445.

2. Mais elle prohibe les souscriptions destinées à indemniser des conséquences des condamnations encourues en cour d'assises ou en police correctionnelle, et dès lors elle s'applique aux condamnations encourues pour exercice illégal de la médecine sans usurpation de titre, bien que ces infractions ne constituent que des contraventions de simple police, ces condamnations étant prononcées par la juridiction correctionnelle. — Cr. r. 21 févr. 1891, D. P. 91. 1. 445.

41. Ne donneront ouverture à aucune action les discours tenus dans le sein de l'une des deux Chambres, ainsi que les rapports ou toutes autres pièces imprimés par ordre de l'une des deux Chambres.

Ne donnera lieu à aucune action le compte rendu des séances publiques des deux Chambres, fait de bonne foi dans les journaux.

Ne donneront lieu à aucune action en diffamation, injure ou outrage, ni le compte rendu fidèle fait de bonne foi des débats judiciaires, ni les discours prononcés ou les ecrits produits devant les tribunaux.

Pourront néanmoins les juges, saisis de la cause et statuant sur le fond, prononcer la suppression des discours injurieux, outrageants ou diffamatoires, et condamner qui il appartiendra à des dommages-intérêts. Les juges pourront aussi, dans le même cas, faire des injonctions aux avocats et officiers ministériels et même les suspendre de leurs fonctions. La durée de cette suspension ne pourra excéder deux mois, et six mois en cas de récidive dans l'année.

Pourront toutefois les faits diffamatoires étrangers à la cause donner ouverture, soit à l'action publique, soit à l'action civile des parties, lorsque ces actions leur auront été réservées par les tribunaux, et, dans tous les cas, à l'action civile des tiers.

S. v° *Presse*, 1339 s — **T.** (87-97), *eod. v°*, 326 s. — **V.** aussi **Appendice au C. pén.**

1. Les ecrits produits devant les tribunaux ne peuvent donner lieu a aucune action en justice ; il n'y a pas lieu de donner acte de la production de lettres versees aux debats, si elles ne sont pas étrangeres a la cause. — Grenoble, 24 mars 1908, D. P 1910. 2 135.

2. L'art 41, paragraphe 3, de la loi du 29 juill. 1881, en disposant que les comptes rendus fidèles faits de bonne foi des debats judiciaires ne donnent lieu a aucune action en diffamation, outrage ou injure, a fait de l'infidelite de la narration un des elements de ces délits. — Ch. réun. c. 7 avr. 1897, D. P. 97. 1. 595, et le rapport de M. le conseiller Denis. — Cr. r 2 mai 1901, D P. 1902. 1. 471. — V. aussi Cr. c. 30 dec. 1904 et Cr r. 9 fevr. 1906, D P 1906 1. 361.

3. Il appartient, en conséquence, a la cour de cassation de contrôler et de rectifier, s'il y a lieu, d'apres ce qui se degage de l'ecrit publie, les appreciations des juges du fait en ce qui concerne le droit à l'immunite reclamee et d'annuler les arrêts qui, en denaturant l'ecrit, seraient arrives à une violation ou à une fausse application de la loi. — Cr. c. 1er août 1896, D. P. 97. 1. 595. — Ch reun. c 7 avr. 1897, précite. — Cr. r. 2 mai 1901, precite.

4. Les dispositions de l'art. 41 de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, qui permettent aux tribunaux de reserver l'action en diffamation relative à des imputations contenues dans des discours prononces devant eux, ne concernent que les parties privees et sont inapplicables aux officiers du ministere public lorsqu'ils donnent leurs conclusions dans les poursuites criminelles, correctionnelles ou de police. — Cr. c 2 fevr. 1900, D. P. 1900. 5. 530.

ann., p. 230 s.; et son **Suppl.**, nos 10573 s.

5. Cette regle est applicable ... aux paroles prononcees par un avocat au cours de sa plaidoirie. — Req. 2 mai 1893, D. P. 93. 1. 288.

6. .. Et aux propos proferés par un plaideur. — Alger, 23 nov. 1901, D P. 1903. 5. 583

7. Mais les ecrits offensants pour sa femme, qu'un mari produit au cours d'un proces, constituent une injure suffisante pour faire prononcer la separation de corps aux torts du mari, alors que ces ecrits ont eté repandus dans le public, et n'ont pas ete destines seulement à eclairer la conscience des magistrats. — Req. 19 juill. 1894, D. P. 95. 1. 117.

8 Les juges peuvent prononcer la suppression des conclusions d'une partie presentant un caractere injurieux à l'egard de son adversaire. — Req. 14 mars 1910, D. P. 1910. 1. 272.

9 Le pouvoir de suppression dont parle l'art 41, paragraphe 3, appartient a tous les tribunaux, civils ou criminels, ordinaires ou d'exception ; et des lors .. au conseil d'État. — Cons. d'Ét. 25 fevr. 1887, D. P. 88. 5. 384. — Cons. d'Ét. 20 janv. 1888, D. P. 89. 3. 28. — Cons. d'Ét. 29 mars 1889, D. P 90. 3 69. — Cons d'Ét. 27 juill. 1889, D. P. 91. 3. 26. — Cons. d'Et. 27 mai 1892, D. P. 93. 3 82. — Cons. d'Ét. 29 dec. 1893, D. P. 94. 3. 89. — Cons. d'Ét. 13 janv. 1894, D P. 95 3. 11. — Cons d'Ét 24 mars 1899, D. P. 1900 3. 98

10. .. Au tribunal des conflits. — Trib. confl. 20 juill. 1889, D. P. 91. 3. 26.

11. ... Aux tribunaux de commerce. — Paris, 4 mars 1882, *Gaz. Pal.*, 82. 2. 472 — Comp Rennes, 25 mars 1883, 2. 181 (2e partie).

12. .. Dans les colonies, au conseil du contentieux administratif. — Cons d'Ét 13 janv. 1894, D. P. 95. 3 11.

CHAPITRE V.

DES POURSUITES ET DE LA RÉPRESSION.

§ 1er. — *Des personnes responsables des crimes et delits commis par la voie de la presse.*

42. Seront passibles, comme auteurs principaux, des peines qui constituent la répression des crimes et delits commis par la voie de la presse dans l'ordre ci-après, savoir : 1° les gérants ou éditeurs, quelles que soient leurs professions ou leurs dénominations ; 2° à leur défaut, les auteurs ; 3° à défaut des auteurs, les imprimeurs ; 4° à défaut des imprimeurs, les vendeurs, les distributeurs ou afficheurs.

S. v° *Presse*, 1268 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 269 s. — V. aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p. 246 s.; et son **Suppl.**, nos 10704 s.

1. Lorsqu'un journal est régulièrement représente par un gérant, au moment où le délit a ete commis, la responsabilité penale et civile est, dès ce moment, fixee sur la personne de son gérant, et le décès ou la fuite de celui-ci, avant les poursuites, ne saurait avoir pour effet d'operer une devolution. — Lyon, 23 janv. 1884, D. P. 84. 2. 116. — Paris, 5 mars 1884, D. P. 85. 2. 30.

2. Il n'y a de gerant, dans le sens de la loi sur la liberte de la presse, qu'autant qu'il s'agit d'un journal ou d'un écrit périodique. — Paris, 6 dec. 1889, D. P. 90. 2. 230

3. Le gérant ne peut s'affranchir de la responsabilite legale en revelant les publicateurs de fait, et il n'est pas admissible que, sur son indication, les directeurs, administrateurs, etc., en un mot, les proprietaires du journal puissent être poursuivis à sa place comme auteurs principaux du crime ou du délit de presse. — Paris, 9 janv. 1890, D. P. 91. 2. 36. — Paris, 17 fevr. 1892, D. P. 92. 2.313, et, sur pourvoi, Cr. r. 17 juin 1892, D. P. 93. 1. 130.

4. Les règles de la responsabilite pénale sont les mêmes à l'égard des editeurs d'ecrits non periodiques qu'à l'égard des gerants des journaux des écrits périodiques. — Paris, 17 fevr. 1892, et, sur pourvoi, Cr. r. 17 juin 1892, precites.

5. L'editeur d'un livre, quand il peut être mis en cause, doit seul être poursuivi comme auteur principal du delit de diffamation ou d'injure resultant de la publication de ce livre, à l'exclusion de l'écrivain lui-même, de l'imprimeur, du distributeur ou du colporteur. — Paris, 17 fevr. 1892, et, sur pourvoi, Cr. r. 17 juin 1892, précites. — V. aussi Cr. r. 2 mai 1901, D. P. 1902. 1. 471.

6. L'imprimeur d'une affiche diffamatoire, condamne en premiere instance a défaut de l'auteur de l'affiche alors inconnu, doit être acquitte en cour d'appel, s'il fait connaître l'auteur de l'affiche. — Besançon, 8 juill. 1892, D. P. 93. 2 269.

7. Les membres du comite electoral sont-ils les éditeurs des affiches, des lors les auteurs principaux des délits d'injure et de diffamation, et le candidat qui a apposé son visa et sa signature doit-il être considéré comme coauteur ou comme complice ? — V. la note de M. Sarrut sous Cr. r. 16 mai 1895, D. P. 99. 1. 577.

8. En tous cas, la poursuite du candidat n'est pas subordonnee a la mise en cause simultanée des membres du comité electoral. — Cr. r. 16 mai 1895, D. P. 99. 1. 577, et la note de M. Sarrut.

43. Lorsque les gérants ou les éditeurs seront en cause, les auteurs seront poursuivis comme complices.

Pourront l'être au même titre et dans tous les cas, toutes personnes auxquelles l'article 60 du Code pénal pourrait s'appliquer. Ledit article ne pourra s'appliquer aux imprimeurs pour faits d'impression, sauf dans le cas et les conditions prévus par l'article 6 de la loi du 7 juin 1848 sur les attroupements.

S. v° *Presse*, 1305 s. — **T.** (87-97), *cod. v°*, 269 s. — V. aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p. 249 s.; et son **Suppl.**, nos 10740 s.

1. En cas de poursuite dirigée contre l'editeur, l'ecrivain ne peut figurer dans l'instance que comme complice. — Paris, 6 dec. 1889, D. P. 90. 2. 230. — Paris, 17 fevr. 1892, D. P. 92 2. 313, et sur pourvoi, Cr. r. 17 juin 1892, D. P. 93. 1. 130.

2. Mais on ne peut en induire que le ministère public ou la partie civile ne peuvent poursuivre l'éditeur ou le gerant comme auteur principal qu'à la condition de mettre l'auteur en cause comme complice. — Mêmes arrêts.

3. De même, la poursuite du rédacteur d'un article diffamatoire comme complice n'est pas subordonnée à la mise en cause simultanee du gérant ou de l'editeur comme auteur principal, la loi du 29 juill. 1881 sur la liberte de la presse n'ayant pas, sur ce point spécial, dérogé au droit commun. — Alger, 18 nov. 1893, D. P. 94. 2. 88. — Cr. r. 26 janv. 1894, et Cr. c. 14 juin 1894, D. P. 94. 1. 457, et la note de M. Sarrut.

4. L'imprimeur, aux termes de l'art. 43 de la loi du 29 juill. 1881, ne peut, pour faits d'impression, être poursuivi comme complice en vertu de l'art. 60 c. pén.; mais la loi, en etablissant cette regle, ne statue qu'au point de vue pénal et n'apporte aucune derogation aux principes de droit civil qui rendent chacun responsable du prejudice cause par sa faute ou son imprudence; l'imprimeur peut donc être condamné à des dommages-interêts à raison du préjudice causé par un article imprimé par lui, lorsqu'il est établi qu'il s'est rendu compte du caractère délictueux de cet article. — Req. 11 janv. 1905, D. P. 1906. 1. 57, et la note de M. le Poittevin.

5. Dans le cas d'un delit de presse, toute personne autre que les imprimeurs, qui a fourni sciemment les moyens de commettre le délit, peut être condamnée comme complice. — Bordeaux, 30 dec 1891, D. P. 92. 1. 471. — V. aussi Cr. r. 24 nov. 1892, D. P. 93. 1. 463. — Cr. r. 15 nov. 1902, D. P. 1903. 1. 31. — Cr. r. 4 janv. 1908, D. P. 1910. 1. 174.

6. On doit considerer comme complices du délit de diffamation commis par la voie d'un imprimé ceux qui, connaissant le caractère diffamatoire de cet imprimé, l'ont crié, distribué ou l'ont fait afficher et répandre. — Paris, 6 déc. 1889, D. P 90. 2. 230.

7. L'art. 44 de la loi du 29 juill. 1881 ne déroge pas à ce principe que la responsabilité civile ne peut, sauf les cas où la loi en dispose autrement, s'appliquer qu'aux restitutions et dommages-intérêts, et non à l'amende. — Cr. c. 5 mai 1892, D. P. 93. 1. 270. — Cr. c. 8 juill. 1898, D. P. 1900. 1. 87.

44. Les propriétaires des journaux ou écrits périodiques sont responsables des condamnations pécuniaires prononcées au profit des tiers contre les personnes désignées dans les deux articles précédents, conformément aux dispositions des articles 1382, 1383, 1384 du Code civil.

S. v° *Presse*, 1327 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 269 s. — V. aussi Appendice au **C. pén.** | **ann.**, p. 252 s.; et son **Suppl.**, nos 10773 s

45. (*L.* 16 *mars* 1893.) Les crimes et délits prévus par la présente loi sont déférés à la cour d'assises. Sont exceptés et déférés au tribunal de police correctionnelle les delits et infractions prévus par les articles 3, 4, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 17, § 2 et 4; 28, § 2; 32, 33, § 2; 36, 37, 38, 39 et 40 de la présente loi.

Sont encore exceptées et renvoyées devant les tribunaux de simple police, les contraventions prévues par les articles 2, 15, 17, § 1 et 3; 21 et 33, § 3, de la présente loi.

S. v° *Presse*, 1572 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 422 s. — V. aussi Appendice au **C. pén.** | **ann.**, p. 253 s.; et son **Suppl.**, nos 10789 s.

1. Le caractere légal des imputations diffamatoires ne s'apprécie ni d'apres le mobile qui les a inspirees, ni d'après le but où elles tendent, mais d'après la nature du fait imputé. — Req. 19 mars 1906, D. P. 1906. 1. 478. — Cr. r. 9 mai 1908, D. P. 1909. 1. 80.

2. Il appartient à la juridiction correctionnelle de connaître des imputations diffamatoires qui ont exclusivement trait à la vie privée de la personne diffamée, alors même que cette personne serait investie d'une fonction publique. — Cr. r. 17 juill. 1886, D. P. 86. 1. 473. — Orléans, 17 janv. 1888, D. P. 89. 2. 189. — Limoges, 21 janv. 1888, *ibid.* — Cr. r. 3 févr. 1893, D. P. 95. 1. 246. — Cr. r. 23 mars 1893, D. P. 95. 1. 494.

3. Le reproche adresse à un deputé de faire de la politique un commerce, de la République un gouvernement d'oppression et du pouvoir l'instrument de son animosité et de ses vengeances, vise l'homme public et ne peut donner lieu à des poursuites que devant la cour d'assises. — Bordeaux, 11 déc. 1895, D. P. 96. 2. 425.

4. Tout citoyen diffamé ou publiquement injurié à la fois dans sa vie privée et dans sa vie publique peut, à son gre, porter son action devant le tribunal correctionnel ou devant la cour d'assises. — Cr. r. 8 nov. 1888, D. P. 89. 1. 272. — Cr. c. 28 fevr. 1889, D. P. 90. 1. 144. — Cr. c. 6 juin 1890, D. P. 90. 1. 489. — Cr. r. 19 févr. 1891, D. P. 91. 5. 414. — Cr. r. 7 janv. 1897, D. P.

97. 1. 206. — Cr. c. 10 juin 1899, D. P. 1901. 1. 532. — Cr. r. 13 nov. 1902, D. P. 1904. 1. 30.

5. ... A moins qu'il existe entre les diverses imputations incriminees une indivisibilité réelle, auquel cas la competence de la cour d'assises devrait prévaloir. — Cr. c. 28 févr. 1889, précité. — Cr. r. 19 févr. 1891, precite. — Cr. r. 7 janv. 1897, precité. — Cr. r. 13 nov. 1902, précite.

6. La cour d'assises doit être seule saisie, si les paroles visant soit la personne publique, soit le particulier, sont en quelque sorte confondues ensemble et se trouvent réunies par un lien d'indivisibilité. — Bourges, 31 mars 1892, precite.

7. L'imputation à la mémoire d'une personne morte, étant l'élement caracteristique et predominant du delit defini par l'art. 34 de la loi de 1881, c'est en contemplation de la personnalite même du mort qu'il convient en ce cas,... soit de qualifier ou de caractériser le délit, soit de déterminer la competence. — C. d'assises de la Seine, 3 dec. 1900, D. P. 1901. 1. 284, et les conclusions de M. l'avocat général Rambaud.

8. Par suite, lorsque le mort diffamé etait personne qualifiee aux termes de l'art. 31 de la loi de 1881 et si sa mémoire a été diffamée ou injuriee à raison des fonctions qu'il exerçait, ou de la qualité dont il était revêtu de son vivant, ses héritiers, même simples particuliers, s'ils exercent l'action qui leur est conférée par l'art. 34, doivent la porter devant la cour d'assises. — Même arrêt.

9. En conséquence, la cour d'assises est competente pour connaître de l'action exercee par les heritiers d'un lieutenant-colonel d'état-major, qui est un fonctionnaire public, contre les auteurs de diffamations commises envers sa mémoire a raison des fonctions qu'il occupait au ministère de la guerre, avec l'intention de porter atteinte a l'honneur et à la considération des heritiers vivants. — Même arrêt.

46. L'action civile résultant des délits de diffamation prévus et punis par les articles 30 et 31 ne pourra, sauf dans le cas de décès de l'auteur du fait incriminé ou d'amnistie, être poursuivie séparément de l'action publique.

S. v° *Presse*, 1628 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 515 s. — V. aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p. 261 s.; et son **Suppl.**, n°s 10897 s.

1. L'action civile résultant d'un délit de diffamation commis par la voie de la presse contre un membre du ministère, à raison de ses fonctions ou de sa qualité, ne peut être poursuivie separement de l'action publique, et le tribunal civil, devant lequel elle est introduite, doit, même d'office, se declarer incompétent. — Civ. c. 8 fevr. 1909, D. P. 1909. 1. 471.

2. Il en est ainsi, lors même qu'un citoyen (notamment un témoin) a été diffamé tout à la fois dans sa vie privee et dans sa vie publique, s'il y a indivisibilite entre les diverses imputations contenues dans les publications incriminees. — Civ. c. 11 juin 1898, D. P. 98. 1. 510. — Civ. c. 8 fevr. 1909, D. P. 1909. 1. 471.

§ 2. — *De la procédure.*

A. — *Cour d'assises.*

47. La poursuite des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication aura lieu d'office et à la requête du ministère public, sous les modifications suivantes :

1° Dans le cas d'injure ou de diffamation envers les cours, tribunaux et autres corps indiqués en l'article 30, la poursuite n'aura lieu que sur une délibération prise par eux en assemblée générale, et requérant les poursuites ou, si le corps n'a pas d'assemblée générale, sur la plainte du chef du corps ou du ministre duquel ce corps relève;

2° Dans le cas d'injure ou de diffamation envers un ou plusieurs membres de l'une ou de l'autre Chambre, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne ou des personnes intéressées

3° Dans le cas d'injure ou de diffamation envers les fonctionnaires publics, les depositaires ou agents de l'autorité publique autres que les ministres, envers *les ministres des cultes salariés par l'État* et les citoyens chargés d'un service ou d'un mandat public, la poursuite aura lieu, soit sur leur plainte, soit d'office, sur la plainte du ministre dont ils relèvent;

4° Dans le cas de diffamation envers un juré ou un témoin, delit prévu par l'article 31, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte du juré ou du témoin qui se pretendra diffamé;

5° (Abroge par L. 16 mars 1893.) *Dans le cas d'offense envers les chefs d'Etat ou d'outrage envers les agents diplomatiques étrangers, la poursuite aura lieu soit a leur requête, soit d'office, sur leur demande adressée au ministre des affaires etrangères et par celui-ci au ministre de la justice;*

6° Dans les oas prévus par les paragraphes 3 et 4 du présent article, le droit de citation directe devant la cour d'assises appartiendra à la partie lésée (V. *infrà*, *L. 8 fevr.* 1911).

Sur sa requête, le président de la cour d'assises fixera les jours et heures auxquels l'affaire sera appelée.

S. v° *Presse*, 1194 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 263 s. — V. aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p. 264 s.; et son **Suppl.**, n°s 10918 s.

1. Le délit de provocation adressée a des militaires par la voie de la presse pour les detourner de leurs devoirs militaires et de l'obeissance qu'ils doivent a leurs chefs peut être poursuivi directement par le ministère public sans depôt prealable d'une plainte du ministre de la guerre. — Cr. r. 8 janv. 1892, D. P. 92. 1. 629.

2. Lorsque l'injure est dirigee contre un ou plusieurs conseils de guerre determines, l'action ne peut être intentee que sur une deliberation prise par l'un d'eux ou par chacun d'eux en assemblee generale. — Cr. r. 7 avr. 1900, D. P. 1902 1. 332, et le rapport de M. le conseiller Bard.

3. Au contraire, lorsque l'injure vise tous les conseils de guerre en bloc et sans en designer aucun d'une manière quelconque, l'injure, ne s'adressant aux conseils de guerre que comme elément de l'organisation militaire et comme partie de l'armée, atteint directement l'armee elle-même, et la poursuite peut être exercee sur la plainte du ministre de la guerre. — Même arrêt.

4. L'art. 47 exige que le ministère public ait ete saisi par une deliberation du corps constitue, prise en assemblée générale, et requerant poursuites, ou par une plainte du chef du corps ou du ministre dont il relève, quand le corps diffame n'a pas d'assemblée générale; et la plainte ne saurait émaner des membres du corps constitué, agissant individuellement. — Aix, 30 janv. 1879, D. P. 91. 1. 399, en note.

5. Mais les membres d'un corps constitue (spécialement des conseillers municipaux) atteints personnellement par une diffamation qui a ete adressée a ce corps, ont le droit de poursuivre individuellement, et sans déliberation prealable du corps constitue, la reparation du delit. — Cr. r. 28 mai 1891, D. P. 91. 1. 399.

6. L'art. 47, paragraphe 6, de la loi de 1881 ne donne aux parties civiles le droit de citation directe devant la cour d'assises que dans les cas et dans les limites où elles pouvaient auparavant user de ce droit devant les tribunaux correctionnels; en conséquence, il n'appartient qu'au procureur general de poursuivre les magistrats dénommés dans les art. 479 et s. c. instr. crim, et les fonctionnaires designés dans l'art. 10 de la loi du 20 avr. 1810, pour des delits de diffamation justiciables de la cour d'assises — Limoges, 4 avr. 1889, D. P. 91. 2. 301.

7. C'est a la partie civile poursuivant par voie de citation directe en cour d'assises la reparation d'un delit de diffamation ou d'injure commis par la voie de la presse, et non au procureur general, qu'incombe l'obligation de faire au prévenu la notification de la liste des jures. — C. d'ass. du Loiret, 26 juill. 1888, D. P. 90. 2. 37.

48. Si le ministère public requiert une information, il sera tenu, dans son requisitoire, d'articuler et de qualifier les provocations, outrages, diffamations et injures à raison desquels la poursuite est intentée, avec indication des textes dont l'application est demandée, à peine de nullité du réquisitoire de ladite poursuite.

S. v° *Presse*, 1670 s. — V. aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p. 269 s.; et son **Suppl.**, n°s 10958 s.

49. (*L. 12 décembre* 1893.) Immédiatement après le réquisitoire, le juge d'instruction pourra, mais seulement en cas d'omission du dépôt prescrit par les articles 3 et 10 ci-dessus, ordonner la saisie de quatre exemplaires de l'écrit, du journal ou du dessin incriminé.

Toutefois, dans les cas prévus aux articles 24, § 1 et 3, et 25 de la présente loi,

la saisie des écrits ou imprimés, des placards ou affiches, aura lieu conformément aux règles édictées par le Code d'instruction criminelle.

Si le prévenu est domicilié en France, il ne pourra être préventivement arrêté sauf dans les cas prévus aux articles 23, 24, § 1 et 3, et 25 ci-dessus.

S'il y a condamnation, l'arrêt pourra, dans les cas prévus aux articles 24, § 1 et 3, et 25, prononcer la confiscation des écrits ou imprimés, placards ou affiches saisis, et dans tous les cas, ordonner la saisie et la suppression ou la destruction de tous les exemplaires qui seraient mis en vente, distribués ou exposes aux regards du public. Toutefois, la suppression ou la destruction pourra ne s'appliquer qu'à certaines parties des exemplaires saisis.

Ancien art. 49. — *Immédiatement après le réquisitoire, le juge d'instruction pourra, mais seulement en cas d'omission du dépôt prescrit par les articles* 3 *et* 10 *ci-dessus, ordonner la saisie de quatre exemplaires de l'écrit, du journal ou du dessin incriminé. Cette disposition ne déroge en rien à ce qui est prescrit par l'article* 28 *de la présente loi. — Si le prévenu est domicilié en France, il ne pourra être arrêté préventivement, sauf en cas de crime. — En cas de condamnation, l'arrêt pourra ordonner la saisie et la suppression ou la destruction de tous les exemplaires qui seraient mis en vente, distribués ou exposés au regard du public. — Toutefois, la suppression ou la destruction pourra ne s'appliquer qu'à certaines parties des exemplaires saisis.*

S. v° *Presse*, 1675 s. — **V.** aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 270 s.; et son **Suppl.**, nos 10983 s.

La cour de cassation a decide que l'art. 49 de la loi du 29 juill. 1881, défendant que le prevenu d'un délit de presse domicilié en France puisse être arrête préventivement, sauf en matière de crime, ne s'oppose nullement à ce que le juge d'instruction, au cas où le prévenu ne se presente pas sur mandat de comparution, decerne un mandat d'amener. — Cr. r. 24 janv. 1891, D. P. 91. 1. 187, et les conclusions de l'avocat général Baudouin.

50. La citation contiendra l'indication précise des écrits, des imprimés, placards, dessins, gravures, peintures, médailles, emblèmes, des discours ou propos publiquement proférés qui seront l'objet de la poursuite, ainsi que de la qualification des faits. Elle indiquera les textes de la loi invoquée à l'appui de la demande.

Si la citation est à la requête du plaignant, elle portera, en outre, copie de l'ordonnance du président; elle contiendra élection de domicile dans la ville où siège la cour d'assises, et sera notifiée tant au prévenu qu'au ministère public.

Toutes ces formalités seront observées à peine de nullité de la poursuite.

S. v° *Presse*, 1714 s. — **T.** (87-97), *cod.* v°, 529 s. — **V.** aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p. 273 s.; et son **Suppl.**, nos 10995 s.

1. En cas de poursuite devant la cour d'assises d'un prevenu de délit de presse, il importe peu que la citation ne soit pas rédigee conformement aux prescriptions de l'art. 50 de la loi du 29 juill. 1881, lorsque la signification de l'arrêt de renvoi et de l'acte d'accusation a porte à sa connaissance toutes les indications exigées par cette disposition. — Cr. r. 8 sept. 1892, D. P. 94 1. 29.

2. L'arrêt qui, à l'occasion d'un delit de presse, déclare que la gravité des faits régulièrement relevés justifie à elle seule la peine prononcee, ne meconnaît pas la disposition de l'art. 50 de la loi du 29 juill. 1881, aux termes de laquelle « la citation doit contenir l'indication precise des écrits, dessins, etc., objet de la poursuite », alors même qu'il aurait visé dans un considérant un dessin obscène dont il n'était pas fait etat dans la citation. — Cr. r. 2 juill. 1897, D. P. 97. 1. 504.

3. En matière de diffamation, la partie civile qui a saisi la juridiction correctionnelle, par une assignation regulière renfermant l'enonciation des propos incriminés et l'indication du texte de loi applicable, n'est pas tenue de reproduire ces mentions dans un avenir signifie au prévenu pour changer le jour de sa comparution, alors même qu'elle déclarerait, dans cet acte, donner au besoin nouvelle assignation. — Bordeaux, 30 déc. 1886, D. P. 87. 5 349

51. Le délai entre la citation et la comparution en cour d'assises sera de cinq jours francs, outre un jour par cinq myriamètres de distance.

S. v° *Presse*, 1741 s. — V. aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p. 275 s.; et son **Suppl.**, n°s 11013 s.

52. En matière de diffamation, ce délai sera de douze jours, outre un jour par cinq myriamètres.

Quand le prévenu voudra être admis à prouver la vérité des faits diffamatoires, conformément aux dispositions de l'article 35 de la présente loi, il devra, dans les cinq jours qui suivront la notification de la citation, faire signifier au ministère public près la cour d'assises, ou au plaignant, au domicile par lui élu, suivant qu'il est assigné à la requête de l'un ou de l'autre :

1° Les faits articulés et qualifies dans la citation, desquels il entend prouver la vérité;

2° La copie des pièces;

3° Les noms, professions et demeures des témoins par lesquels il entend faire sa preuve. Cette signification contiendra élection de domicile près la cour d'assises, le tout à peine d'être déchu du droit de faire la preuve.

53. Dans les cinq jours suivants, le plaignant ou le ministère public, suivant les cas, sera tenu de faire signifier au prévenu, au domicile par lui élu, la copie des pièces et les noms, professions et demeures des témoins par lesquels il entend faire la preuve contraire, sous peine d'être déchu de son droit.

S. v° *Presse*, 1775 s. — V. aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p. 276 s.; et son **Suppl.**, n°s 11019 s.

1. Le délai de cinq jours donné au prévenu par l'art. 52 commence a courir le lendemain du jour de la citation, et il est accompli le cinquième jour qui suit cette notification; mais le jour même de la citation ne compte pas dans le delai, car l'art. 52 dit que la signification doit avoir lieu dans les cinq jours qui suivront la citation, et non dans les cinq jours de la citation. — Cr. c. 18 et 24 juill. 1885 (deux arrêts), D. P. 86. 1. 432. — Cr. r. 5 janv. 1888, D. P. 88. 1. 191-192.

2. Le delai dans lequel le prévenu qui veut prouver la vérite des faits diffamatoires doit faire la signification prescrite par l'art. 52 de la loi du 29 juill. 1881, a pour point de depart la date de la première citation donnee au prévenu, c'est-à-dire la citation introductive d'instance. — Cr. r. 8 juill. 1887, D. P. 88. 1. 44. — Cr. r. 5 janv. 1888, D. P. 88. 1. 191-192. — Req. 20 oct. 1896, D. P. 97. 1. 16.

3. Il ne peut être prorogé par le defaut de comparution du prevenu à l'audience pour laquelle il a eté cité. — Cr. r. 5 janv. 1888, precité.

4. .. Même du consentement du plaignant. — Cr. r. 2 août 1894, D. P. 95. 1. 135

5. Et, à défaut de signification dans ce délai, la preuve des faits diffamatoires ne peut être administrée ni par le prévenu, ni par aucune autre personne pour lui. — Cr. r. 8 juill. 1887, precité.

6 Le prévenu qui n'a pas fait la signification a lui prescrite par l'art. 52 de la loi de 1881, ou qui l'a faite soit tardivement, soit irregulièrement au point de vue des formes auxquelles elle est assujettie ou des personnes à qui elle doit être adressee, est dechu de son droit à la preuve de la verite des faits diffamatoires. — Cr. r. 8 juill. 1887, D. P. 88. 1. 44. — C. d'ass de la Haute-Garonne, 17 nov. 1892, D. P. 93. 2. 326.

7. La decheance prononcée par l'art. 52 pour défaut de citation dans le delai légal est d'ordre public. — Bordeaux, 28 oct 1886, D. P. 88. 2. 95. — Cr. r. 8 juill. 1887, précite — Cr. r. 5 janv. 1888, D. P. 88. 1 191. — Cr. r. 2 août 1894, D. P. 95. 1. 135 — Req. 20 oct. 1896, D. P. 97. 1. 16.

54. Toute demande en renvoi, pour quelque cause que ce soit, tout incident sur la procédure suivie devront être présentés avant l'appel des jurés, à peine de forclusion.

S. v° *Presse*, 1808 s. — V. aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p. 280 s.; et son **Suppl.**, n°s 11051 s.

55. Si le prévenu a été présent à l'appel des jurés, il ne pourra plus faire défaut, quand bien même il se fût retiré pendant le tirage au sort.

En conséquence, tout arrêt qui interviendra, soit sur la forme, soit sur le fond, sera définitif, quand bien même le prévenu se retirerait de l'audience ou refuserait de se défendre. Dans ce cas, il sera procédé avec le concours du jury et comme si le prévenu était présent.

S. v° *Presse*, 1828 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 281 s.; et son **Suppl.**, nos 11067 s.

56. Si le prévenu ne comparaît pas au jour fixé par la citation, il sera jugé par défaut par la cour d'assises, sans assistance ni intervention des jurés.

La condamnation par défaut sera comme non avenue, si dans les cinq jours de la signification qui en aura été faite au prévenu ou à son domicile, outre un jour par cinq myriamètres, celui-ci forme opposition à l'exécution de l'arrêt et notifie son opposition tant au ministère public qu'au plaignant. Toutefois, si la signification n'a été faite à personne, ou s'il ne résulte pas de l'acte d'exécution de l'arrêt que le prévenu en a eu connaissance, l'opposition sera recevable jusqu'à l'expiration des délais de la prescription de la peine. L'opposition vaudra citation à la première audience utile. Les frais de l'expédition, de la signification de l'arrêt, de l'opposition et de la réassignation pourront être laissés à la charge du prévenu.

S. v° *Presse*, 1930 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 283 s.; et son **Suppl.**, nos 11071 s.

1. L'opposition à un arrêt par défaut rendu en matière de délit de presse doit, à peine de nullité, être notifiée a la partie civile dans les cinq jours de la signification de l'arrêt, alors même que le dernier jour est un jour ferié; et cette règle n'a pas eté modifiée par la loi du 13 avril 1895, d'après laquelle « toutes les fois que le dernier jour d'un délai quelconque de procedure, franc ou non, est un jour férie, ce delai sera proroge jusqu'au lendemain », cette loi visant exclusivement les delais de procédure en matière civile et commerciale. — Cr. r. 26 juill. 1895, D. P. 99. 1. 577, et la note de M. Sarrut.

2. Les citations et autres actes de procédure concernant le gerant d'un journal pris en cette qualité peuvent lui être notifies au siège même du journal. — Cr. r. 31 mai 1900, D. P. 1903. 1. 494.

57. Faute par le prévenu de former son opposition dans le délai fixé par l'article 56, et de la signifier aux personnes indiquées dans cet article, ou de comparaître par lui-même au jour fixé en l'article précédent, l'opposition sera réputee non avenue et l'arrêt par défaut sera définitif.

S. v° *Presse*, 1958 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 285 s.; et son **Suppl.**, nos 11087 s.

L'opposition à un arrêt par defaut rendu en matiere de délit de presse, nulle pour defaut de signification à la partie civile dans le délai legal, est également nulle à l'égard du ministere public, alors même que la signification aurait eté faite a ce dernier dans le delai légal. — Cr. r. 26 juill. 1895, D. P. 99. 1. 577, et la note de M. Sarrut.

58. En cas d'acquittement par le jury, s'il y a partie civile en cause, la cour ne pourra statuer que sur les dommages-intérêts reclamés par le prévenu. Ce dernier devra être renvoyé de la plainte sans dépens ni dommages-intérêts au profit du plaignant.

(*L. 3 avril* 1896.) Sont applicables, en matière de diffamation ou d'injures portées devant la cour d'assises, et dans le cas où la poursuite a eu lieu à la requête du ministère public, les dispositions de l'article 368 du Code d'instruction criminelle.

S. v° *Presse*, 1924 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 286 s.; et son **Suppl.**, nos 11090 s.

59. Si, au moment où le ministère public ou le plaignant exerce son action, la session de la cour d'assises est terminée, et s'il ne doit pas s'en ouvrir d'autre à une époque rapprochée, il pourra être formé une cour d'assises extraordinaire, par ordonnance motivée du premier président. Cette ordonnance prescrira le tirage au sort des jurés conformément à la loi.

L'article 81 du décret du 6 juillet 1810 sera applicable aux cours d'assises extraordinaires formées en exécution du paragraphe précédent.

B. — *Police correctionnelle et simple police.*

60. (*L.* 16 *mars* 1893.) « La poursuite devant les tribunaux correctionnels et de simple police aura lieu conformément aux dispositions du chapitre II, du titre Ier, du livre II, du Code d'instruction criminelle, sauf les modifications suivantes :

« 1° Dans le cas d'offense envers les chefs d'États ou d'outrages envers les agents diplomatiques étrangers, la poursuite aura lieu soit à leur requête, soit d'office, sur leur demande adressée au ministre des affaires étrangères et par celui-ci au ministre de la justice.

« En ce cas seront applicables les dispositions de l'article 49 sur le droit de saisie et d'arrestation préventive, relatives aux infractions prévues par les articles 23, 24 et 25 ;

« 2° Dans le cas de diffamation envers les particuliers, prévu par l'article 32, et dans le cas d'injure prévu par l'article 33, paragraphe 2, la poursuite n'aura lieu que sur la plainte de la personne diffamée ou injuriée ;

« 3° En cas de diffamation ou d'injure pendant la période électorale contre un candidat à une fonction électorale, le délai de la citation sera réduit à vingt-quatre heures, outre le délai de distance ;

« 4° La citation précisera et qualifiera le fait incriminé ; elle indiquera le texte de loi applicable à la poursuite, le tout à peine de nullité de ladite poursuite.

« Sont applicables au cas de poursuite et de condamnation les dispositions de l'article 48 de la présente loi.

« Le désistement du plaignant arrêtera la poursuite commencée. »

S. v° *Presse*, 1966 s. — **T.** (87-97), *eod. v°*, 562 s, — **V.** aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 287 s.; et son **Suppl.**, nos 11097 s

1. En cas de délit d'injures envers les particuliers, le désistement du plaignant, même sur l'appel du prévenu, arrête les poursuites commencées et ne permet plus à la cour de prononcer une condamnation contre l'appelant. — Cr. c. 3 juill. 1885, D. P. 86. 1. 477.

2. Mais l'art. 60 de la loi du 29 juill. 1881, en déclarant que le désistement du plaignant arrête toute poursuite en matière de presse, ne met aucun obstacle à l'exercice du droit de l'inculpé de demander à la juridiction saisie la réparation du préjudice qu'a pu lui causer une citation malveillante ou téméraire. — Rennes, 6 avr. 1892, D. P. 92. 2. 502.

3. La disposition de l'art. 60 de la loi du 29 juill. 1881, prescrivant de préciser et de qualifier dans la citation le fait incriminé et d'indiquer le texte de loi afférent à la poursuite, est applicable uniquement aux citations données devant les tribunaux correctionnels ou de simple police. — Dijon, 31 janv. 1893, D. P. 93 2 195. — Alger, 25 oct. 1893, D. P. 94. 2. 226, et sur pourvoi, Req. 8 avr. 1895, D. P. 95. 1 360, avec les conclusions de M. l'avocat général Desjardins. — *Contrà :* Trib. civ de Chalons, 2 fevr 1888, D. P. 85. 1. 167 — Trib. civ. de Dieppe, 7 mars 1895, D P. 97. 1. 419.

4. Ainsi, elle ne saurait s'étendre aux citations données devant la juridiction civile, alors que l'action civile a été intentée séparement de l'action publique ; en pareil cas, les seules formalités nécessaires à la validité de la citation sont celles exigées par l'art. 61 c. pr. civ. — Mêmes jugements et arrêts.

5. En matière de diffamation, la partie civile qui a saisi la juridiction correctionnelle par une assignation régulière renfermant l'énonciation des propos incriminés et l'indication du texte de loi applicable, n'est pas tenue de reproduire ces mentions dans un avenir signifié au prévenu pour changer le jour de sa comparution, alors même qu'elle déclarerait,

dans cet acte, donner au besoin nouvelle assignation. — Bordeaux, 30 dec. 1886, D. P. 87. 5. 349.

6. La copie de la citation délivrée au prevenu lui tient lieu d'original, et le texte de cette copie peut seul être invoque contre lui. — Lyon, 7 nov. 1894, D. P. 97. 2. 442.

7. Si l'art. 60 de la loi du 29 juill. 1881 exige que la citation precise les imputations qui motivent la poursuite, il ne s'inspire pas toutefois d'un formalisme excessif; il suffit que la citation contienne les énonciations nécessaires pour faire connaître à l'individu poursuivi l'objet de la poursuite. — Cr. r. 14 mars 1884, D. P. 85. 1. 90.

8. Ainsi, il a ete juge qu'il n'est pas necessaire d'indiquer la date du fait incriminé; il suffit que l'ensemble des circonstances énumerees dans la citation permette à l'inculpé de connaître d'une façon certaine le fait qui lui est reproché. — Paris, 23 juin 1893, D. P. 93. 2. 434. — Paris, 18 nov. 1907, D. P. 1907. 2. 312.

9. En matière d'injures, est valable et reguliere la citation qui contient : 1° l'indication précise des propos incriminés; 2° la qualification du fait poursuivi; 3° les textes invoqués a l'appui de la demande. — Bordeaux, 1er déc. 1893, D. P. 94 2. 422.

10. Peu importe que les propos servant de base à la plainte ne soient pas identiques à ceux qui sont rapportes par les temoins s'ils ont trait à la même scene et tendent les uns et les autres au même but injurieux. — Même arrêt.

11. Est nulle au contraire la citation qui vise uniquement, et sans autre indication, le délit d'injures publiques prevu et puni par les art. 29, 31 et 33 de la loi du 29 juill 1881. — Alger, 21 déc. 1895, D. P. 96. 2. 277.

12. En matiere de diffamation, par application des art. 50 et 60, § 3, de la loi du 29 juill. 1881, la citation doit, a peine de nullité, indiquer le lieu dans lequel les propos diffamatoires ont eté tenus. — Paris, 9 juin 1896, D. P. 97. 2. 267.

13. Spécialement, la citation pour diffamation par la voie d'un journal doit être declaree nulle, si elle se borne a énoncer que l'article incriminé a ete insere dans le numéro du journal portant telle date, sans indiquer ni si ce numero a ete publie, ni en quel endroit cette publication a été faite. — Montpellier, 16 janv. 1896, D. P. 97. 2. 267.

14. ... Alors, surtout, que le journal possède plusieurs éditions departementales qui diffèrent entre elles. — Même arrêt.

15. En matiere de presse, est nulle la citation delivree au prevenu dans laquelle les articles de loi visés ne sont pas ceux qui étaient applicables à la poursuite. — Cr. r. 12 nov. 1896, D. P. 97. 1. 268.

16. Ainsi, la citation en matière de presse est nulle, lorsqu'elle contient une indication erronée du millesime de la loi du 29 juill. 1881, et cette indication ne peut être suppleee par aucun équivalent. — Pau, 30 avr. 1887, D. P. 90. 2. 271. — Pau, 19 janv. 1889, *ibid.* — Rennes, 20 févr. 1889, *ibid.*

17. Cette citation serait nulle, alors même qu'elle énoncerait que la poursuite a pour objet la repression d'un delit d'injure publique et de diffamation. — Pau, 19 janv. 1889, precité.

18. Mais la citation pourrait être considérée comme valable, alors même qu'elle contiendrait une erreur quant au millesime de la loi, si elle indiquait en même temps qu'il s'agit de la loi sur la presse. — Pau, 30 avr. 1887, D. P. 90. 2. 271-272. — Pau, 19 janv. 1889, précité.

19. La copie tenant lieu d'original à l'égard de la partie citée, il importe peu que l'indication erronée du millésime de la loi sur la presse n'ait été faite que dans la copie. — Rennes, 20 fevr. 1889, D P. 90. 2. 271.

20. Les « textes de loi applicables à la poursuite » qui, en matiere de diffamation, doivent, à peine de nullité, être indiqués dans la citation, sont exclusivement ceux qui prononcent une peine. — Paris, 9 janv. 1890, D. P. 91. 2. 36. — Paris, 4 nov. 1896, D. P. 1903. 2. 89. — V. aussi Cr. c. 11 déc. 1897, D. P. 98. 1. 255. — Cr. r. 13 mai 1898, D. P. 99. 1. 208.

21. Les personnes lésées par un même délit de diffamation peuvent valablement citer le prévenu par un seul et même exploit. — Cr. r. 28 mai 1891, D. P. 91. 1. 399.

22. La nullité edictee par l'art. 60, § 3, de la loi du 29 juill. 1881, qui exige qu'en matière de diffamation la citation indique le texte de la loi applicable à la poursuite, n'est pas d'ordre public et peut être couverte par le prevenu. — Orleans, 5 août 1885, D. P. 86. 2. 46.

23. Les formes de la citation imposees à peine de nullité par l'art. 60, § 3, de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, s'appliquent aux poursuites qui sont portees en vertu de cette loi devant le tribunal de simple police, aussi bien qu'aux poursuites correctionnelles. — Cr. c. 7 avr. 1887, D. P. 88. 1. 282.

24. La citation donnee par le plaignant en police correctionnelle à raison d'injures publiques ou de diffamations doit, à peine de nullite, preciser d'une maniere suffisante la date du fait incrimine; spécialement, ne contient pas une mention suffisante de la date, la citation donnée le 25 janvier qui porte que les faits incrimi-

nes se sont accomplis « depuis le 28 octobre dernier » « ou quelques jours apres ». — Aix, 15 déc. 1899, D. P. 1900. 2. 399. — V. aussi Bourges, 7 nov. 1907, D. P. 1908. 1. 239.

25. La citation en police correctionnelle, donnee en matière de presse, qui reproduit integralement les articles juges diffamatoires, satisfait suffisamment aux prescriptions de l'art. 60 de la loi du 20 juill. 1881, alors que ces articles ne sont pas d'une telle etenduc et d'une telle obscurite que l'inculpe ne puisse y discerner de façon certaine les imputations diffamatoires qui lui sont reprochées. — Paris 19 mai 1909, D. P. 1910. 2. 91.

26. Lorsque des poursuites sont intentées pour délits de presse devant les tribunaux correctionnels et que les parties entendent faire par temoins la preuve de leur moralite, il n'y a pas lieu de faire au prevenu la notification des temoins, cette formalité n'étant exigee que pour la procedure devant la cour d'assises. — Cr. r. 22 fevr. 1908, D. P. 1910. 1. 436.

C. — *Des voies de recours.*
(L 4 juillet 1908.)

61. Le droit de se pourvoir en cassation appartiendra au prévenu et à la partie civile, quant aux dispositions relatives à ses intérêts civils. L'un et l'autre seront dispensés de consigner l'amende, et le prévenu, de se mettre en état.

(*L. 4 juillet* 1908.) La partie civile pourra user du bénéfice de l'article 424 du Code d'instruction criminelle sans le ministère d'un avocat à la cour de cassation.

62. § 1er. — Le pourvoi devra être formé, dans les trois jours, au greffe de la cour ou du tribunal qui aura rendu la décision. Dans les vingt-quatre heures qui suivront, les pièces seront envoyées à la cour de cassation, qui jugera d'urgence dans les dix jours à partir de leur réception.

« (*L. 4 juillet* 1908.) § 2. — L'appel contre les jugements ou le pourvoi contre les arrêts des cours d'appel et cours d'assises qui auront statué sur les incidents et exceptions autres que les exceptions d'incompétence ne sera formé, à peine de nullité, qu'après le jugement ou l'arrêt définitif et en même temps que l'appel ou le pourvoi contre ledit jugement ou arrêt.

« 3. — Toutes les exceptions d'incompétence devront être proposées avant toute ouverture du débat sur le fond; faute de ce, elles seront jointes au fond et il sera statué sur le tout par le même jugement ou arrêt. »

S. v° *Presse*, 2017 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 600 s. — V. aussi Appendice au **C. pén.** ann., p 299 s ; et son **Suppl.**, nos 11210 s. *Loi du 4 juillet* 1908 : **D. P.** 1908. 4. 61-62.

1. Par application de la regle qui permet au prevenu de se pourvoir contre toute decision en dernier ressort sur une exception d'incompétence, il a été juge que le prevenu, cite directement devant la cour d'assises par une partie civile qui se pretend diffamée, est recevable à se pourvoir en cassation contre l'arrêt par lequel la cour d'assises se declare incompétente — Cr. c. 10 nov. 1892, D. P. 93. 1. 21.

2. Les prévenus du délit d'outrage aux bonnes mœurs, reprimé par la loi du 2 août 1882 (aujourd'hui la loi du 16 mars 1898), qui se *pourvoient en cassation,* sont tenus, sous peine de dechéance, de la consignation de l'amende exigee par l'art. 420 c. instr. crim. — Cr. r. 21 juin 1884, D. P. 86. 1. 182.

3. Le pourvoi en cassation, en matière de presse, doit être forme dans les trois jours francs, ainsi que le détermine l'art. 373 c. instr. crim.; par suite, le pourvoi declare le quatrième jour apres celui où l'arrêt a été prononce (dans l'espèce, le 12 fevrier, l'arrêt ayant éte rendu le 8) est tardif comme n'ayant pas eté formé dans les trois jours. — Cr. non recev., 2 juin 1900, D. P. 1900. 1. 616.

4. En matière de diffamation ou d'injure commises par les correspondances postales ou telégraphiques circulant à decouvert, le recours en cassation doit être forme dans les trois jours qui suivent le prononcé de l'arrêt. — Cr. r. 23 dec 1892, D. P. 93. 1. 301.

5. De même que pour les pourvois en matière de délit de presse, ce delai n'est pas de trois jours francs. — Cr. r. 23 dec 1892, précité. — Comp. Cr. r. 13 juill. 1893, D. P. 94. 1. 251. — Cr. c. 7 mars 1896, D. P. 97. 1. 84.

6. Cette règle ne doit pas être étendue au pourvoi forme contre les arrêts de la chambre des mises en accusation : la loi du 29 juill. 1881 n'ayant pas prevu ce cas, il faut alors appliquer la disposition de

l'art. 373 c. instr. crim. — Cr. r. 21 févr. 1884, D. P. 84. 1. 479. — Cr. r. 10 mai 1889, *Bull. crim.*, n° 175.

7. Pour déterminer le délai du pourvoi, il faut s'attacher, non au titre originaire de la poursuite visant un délit de droit commun, mais à la qualification donnée au fait par l'arrêt qui a statué sur la poursuite. — Cr. r. 29 déc. 1888, D. P. 90. 1. 96.

§ 3. — *Récidive, circonstances atténuantes, prescription.*

63. L'aggravation des peines résultant de la récidive ne sera pas applicable aux infractions prévues par la présente loi.

En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits prévus par la présente loi, les peines ne se cumuleront pas, et la plus forte sera seule prononcée.

S. v° *Presse*, 1158 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 308 s.; et son **Suppl.**, n°s 11247 s.

La réparation du dommage cause à celui ou aux héritiers de celui dont les actes ont été, en connaissance de cause, rapportés inexactement par l'écrivain, peut consister dans la suppression du passage de l'ouvrage jugé inexact, dans l'allocation d'une indemnité et dans la publication du jugement de condamnation. — Trib. civ. de la Seine, 10 mars 1897, D. P. 97. 2. 135, et sur appel, Paris, 12 nov. 1897, D. P. 97. 5. 447.

64. L'article 463 du Code pénal est applicable dans tous les cas prévus par la présente loi. Lorsqu'il y aura lieu de faire cette application, la peine prononcée ne pourra excéder la moitié de la peine édictée par la loi.

S. v° *Presse*, 1179 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 311 s.; et son **Suppl.**, n°s 11266 s.

L'art. 64 de la loi du 29 juill. 1881, qui dispose que, lorsque des circonstances atténuantes sont admises dans les cas prévus par cette loi, la peine prononcée ne pourra excéder la moitié de celle édictée par ladite loi, ne doit pas être entendu en ce sens que la peine prononcée ne dépassera jamais la moitié du minimum de la peine édictée. — Cr. r. 25 avr. 1891, D. P. 91. 5. 420.

65. L'action publique et l'action civile résultant des crimes, délits et contraventions prévus par la presente loi se prescriront après trois mois révolus, à compter du jour où ils auront été commis ou du jour du dernier acte de poursuite, s'il en a été fait.

Les prescriptions commencées à l'époque de la publication de la présente loi et pour lesquelles il faudrait encore, suivant les lois existantes, plus de trois mois à compter de la même epoque, seront, par ce laps de trois mois, définitivement accomplies.

S. v° *Presse*, 1481 s. — **T.** (87-97), *eod.* v°, 366 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 313 s.; et son **Suppl.**, n°s 11272 s.

1. Les délits successifs n'existant pas en matière de diffamation, la prescription de l'action publique ne reste pas en suspens et a pour point initial le premier fait de publication; cette règle générale et absolue doit être appliquée, même dans le cas où la personne diffamée se serait trouvée dans l'impossibilité de connaître les attaques dont elle a été l'objet. — Bordeaux, 23 janv. 1900, D. P. 1900. 2. 318.

2. L'action civile en dommages-intérêts fondée sur un crime, un délit ou une contravention par la voie de la presse, est soumise à la prescription de trois mois, alors même qu'elle est portée devant le tribunal civil et exercée indépendamment de l'action publique. — Req. 21 déc. 1885, D. P. 86. 1. 317. — Trib. de Mortain, 16 avr. 1886, D. P. 89. 1. 27. — Civ. r. 26 oct. 1887, D. P. 88. 1. 13. — Bordeaux, 11 nov. 1890, D. P. 91. 2. 6. — Paris, 2 janv. 1892, D. P. 92. 2. 199. — Civ. c. 5 janv. 1892, D. P. 92. 1. 45. — Bordeaux, 29 janv. 1892, D. P. 92. 2. 391. — Grenoble, 26 nov. 1892, D. P. 93. 2. 270. — Alger, 25 oct. 1893, D. P. 94. 2. 226. — Cr. c. 20 déc. 1899, D. P. 1900. 1. 157. — Paris, 17 juin 1902, D. P. 1904. 2. 456.

3. Mais la prescription de trois mois, établie par l'art. 65 de la loi du 29 juill. 1881, sur la presse, ne s'applique aux actions civiles en responsabilité d'un dom-

mage qu'autant que ces actions ont réellement et exclusivement pour base un crime, un délit ou une contravention prévue par cette loi; par conséquent, cette prescription est inapplicable à l'action civile intentée a raison d'une imputation qui n'a aucun des caractères du délit de diffamation. — Civ. r. 17 mai 1886, D. P. 87. 1. 54. — Bordeaux, 16 avr. 1886, D. P. 87. 2. 79. — Nancy, 14 mai 1892, D. P. 92. 2. 433. — Req. 7 nov. 1900, D. P. 1901. 1. 11.

4. Spécialement elle est inapplicable a l'action civile intentée en réparation du prejudice causé par des articles de journaux qui ne renferment ni injure ni diffamation. — Paris, 16 nov. 1886, D. P. 87. 2. 171. — Nancy, 14 mai 1892, précite.

5. La signification par huissier d'actes dans lesquels la partie civile déclare conserver son droit d'agir ne peut remplacer l'acte de poursuite exigé pour interrompre la prescription de trois mois édictee par l'art. 65 de la loi de 1881 sur la presse. — Cr. r. 5 nov. 1886, D. P. 87. 1. 240.

6. Des citations successivement delivrées à la requête de la partie civile, alors qu'il n'existe entre aucune d'elles un délai de trois mois, constituent des actes interruptifs de la prescription dans les termes de l'art. 65 de la loi du 29 juill. 1881. — Cr. r. 24 mai 1884, D. P. 86. 1. 143-144.

7. Mais la prescription ne serait pas interrompue par une assignation pour diffamation ou pour une injure frappee de nullite, parce qu'elle aurait ete decernee contre l'auteur d'un article paru dans un journal, sans que le gérant du journal ait eté appele en cause. — Montpellier, 7 avr. 1892, D. P. 93. 2. 84.

8. Elle ne serait pas davantage interrompue par la citation donnée à la requête d'une personne n'ayant pas qualité pour se plaindre d'un delit de presse ou d'une personne n'ayant pas la capacite d'ester en justice. — Cr. c. 27 juin 1884, D. P. 85. 1. 135.

9. Toutefois, en matière de presse notamment, la citation donnee à la requête du prodigue seul interrompt la prescription de trois mois, alors même que son conseil judiciaire n'est intervenu dans la poursuite que plus de trois mois après le jour du délit. — Même arrêt.

10. La prescription de l'action publique est également interrompue par l'assignation donnée a la requête de la personne lésée devant le tribunal civil. — Bordeaux, 16 avr. 1886, D. P. 87. 2. 79.

11. L'appel, même formé par le prévenu, ayant pour effet de saisir la juridiction supérieure, indépendamment de toute citation à un jour determiné, a le caractère d'un acte de poursuite. — Trib. corr. de Mortain, 16 avr. 1886, D. P. 89. 1. 37, et la note. — Paris, 15 nov. 1889, D. P. 90. 2. 116.

12. La constitution d'avoue devant le tribunal n'est pas un acte interruptif de la prescription en matière de presse. — Trib. civ. de Mortain, 16 avr. 1886, precité. — Trib. corr. de Blois, 13 mars 1890, D. P. 92. 1. 45.

13. De même la constitution d'un avoue devant la cour, par la partie intimee, ne peut être assimilée à un acte de poursuite, et n'interrompt pas la prescription qui a recommencé à courir à partir de l'appel. — Req. 21 déc. 1885, D. P. 86. 1. 317. — Cr. r. 26 oct. 1887, D. P. 88. 1. 13.

14. Il en est de même des sommations de communication de pièces ou de mise au rôle. — Trib. civ. de Blois, 13 mars 1890, précité.

15. Quant à la mise de la cause au rôle de la cour, elle ne peut non plus être invoquee par l'intimé comme ayant interrompu la prescription, alors que cette mise au rôle, au lieu d'emaner de lui, est l'œuvre de l'avoue de l'appelant. — Civ. r. 26 oct. 1887, D. P. 88. 1. 13.

16. Les conclusions signifiées par l'intimé a l'appelant constituent un acte de poursuite; mais cet acte intervient tardivement, et la prescription extinctive de l'action est acquise à l'appelant, alors qu'avant la signification des conclusions de l'intimé, il s'est écoulé plus de trois mois depuis que l'appel a été interjete contre lui. — Civ. r. 26 oct. 1887, D. P. 88. 1. 13 — V. aussi Req. 18 fevr. 1908, D. P. 1908. 1 272.

17. On doit egalement considerer comme un acte de poursuite interruptif de la prescription la signification de la quittance de l'amende consignée. — Paris, 20 mars 1885, D. P. 85. 2. 264.

18. La prescription de trois mois édictee en matière de delits de presse par l'art. 65 de la loi du 29 juill. 1881 n'est pas interrompue par une remise de cause qui n'est pas mentionnee sur les feuilles d'audience. — Cr. c. 13 mars 1886, D. P. 86. 1. 474. — Orléans, 29 juin 1886, D. P. 87. 2. 24. — Comp. Cr. c. 26 avr. 1888, D. P. 88. 1. 281.

19. La prescription est interrompue par les remises de cause qui ont été prononcées à l'audience, avec le concours et sur la demande des parties, ou de leurs représentants légaux. — Civ. c. 25 juin 1888, D. P. 88. 1. 356. — Paris, 14 fevr. 1890, D. P. 90. 2. 309. — Cr. r. 12 juin 1891, D. P. 93. 1. 190. — Civ. c. 5 fevr. 1908, D. P. 1908. 1 199. — Cr. c. 19 juin 1908, D. P. 1909. 1 365. — Paris, 16 et 23 nov. 1909, D. P. 1910. 2. 341.

20. Tout acte de poursuite interrompt la prescription au profit de toutes les

parties, alors même qu'il n'emane que de l'une d'elles. — Paris, 15 nov. 1889, D. P. 90. 2. 116.

21. La défense faite au juge par l'art. 2223 c. civ., de suppléer d'office le moyen tiré de la prescription, est absolue; elle s'applique, notamment, au cas où il s'agit de l'action civile portée devant la juridiction civile pour la réparation du dommage causé par un delit en matière de presse. — Req. 23 janv. 1901, D. P. 1901. 1. 102.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

. . . . . .

68. Sont abrogés les édits, lois, décrets, ordonnances, arrêtés, règlements, declarations généralement quelconques, relatifs à l'imprimerie, à la librairie, à la presse périodique ou non périodique, au colportage, à l'affichage, à la vente sur la voie publique et aux crimes et délits prévus par les lois sur la presse et les autres moyens de publication, sans que puissent revivre les dispositions abrogées par les lois antérieures.

Est également abrogé le second paragraphe de l'article 31 de la loi du 10 août 1871 sur les conseils généraux, relatif à l'appréciation de leurs discussions par les journaux.

69. La présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies.

V. infrà, *la loi du 8 février* 1911 *ajoutant un article additionnel à la loi du 29 juillet* 1881.

Loi du 2 août 1882,

Ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes mœurs

(**D. P.** 82 4. 105).

Art. 1er. « (*L. 16 mars* 1898.) Sera puni d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 100 à 5 000 francs quiconque aura commis le délit d'outrage aux bonnes mœurs; »

« (*L. 7 avril* 1908.) Par la vente, la mise en vente ou l'offre, même non publiques, l'exposition, l'affichage ou la distribution, sur la voie publique ou dans les lieux publics, d'écrits, d'imprimés autres que le livre, d'affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, objets ou images obscènes ou contraires aux bonnes mœurs; »

(Abrogé par L. 7 avril 1908.) *Par la vente ou l'offre, même non publique, a un mineur, des mêmes écrits, imprimés, affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, objets ou images :*

« (*L. 16 mars* 1898.) Par leur distribution à domicile, par leur remise sous bande et sous enveloppe non fermée à la poste ou à tout agent de distribution ou de transport;

« Par des chants non autorisés proférés publiquement, par des annonces ou correspondances publiques contraires aux bonnes mœurs.

« Les écrits, dessins, affiches, etc., incriminés et les objets ayant servi à commettre le délit seront saisis ou arrachés. La destruction en sera ordonnée par le jugement de condamnation.

« Les peines pourront être portées au double si le délit a été commis envers des mineurs. »

2. (*Nouveau : L. 16 mars* 1898.) La prescription en matière d'outrages aux bonnes mœurs commis par la voie du livre est d'un an à partir de la publication ou de l'introduction sur le territoire français.

La vente, la mise en vente ou l'annonce de livres condamnés sera punie des peines portées par l'article 1er de la présente loi.

[*La loi du 16 mars* 1898, *en introduisant un nouvel article* 2 *dans la loi du 2 août* 1882, *enonce que les articles* 2, 3 *et* 4 *de cette dernière loi prendront les nos* 3, 4 *et* 5.]

3. Les complices de ces délits dans les conditions prévues et déterminées par l'article 60 du Code pénal seront punis de la même peine et la poursuite aura lieu devant le tribunal correctionnel, conformément au droit commun, et suivant les règles édictées par le Code d'instruction criminelle.

4. L'article 463 du Code pénal s'applique aux délits prévus par la présente loi.

5. Sont abrogées toutes les dispositions contraires à la présente loi.

« (*L. 7 avril* 1908.) Les incapacités électorales édictées par l'article 15, nº 6, du décret du 2 février 1852, ne résulteront plus d'une condamnation pour un des délits ci-dessus spécifiés, qu'autant que la peine prononcée sera supérieure à six jours d'emprisonnement.

« La durée de l'incapacité sera réduite à une période de cinq ans à compter du jour où la condamnation sera devenue définitive.

« Les incapacités électorales résultant de condamnations antérieures à la présente loi pour outrages aux bonnes mœurs ne subsisteront que dans les limites et les conditions fixées dans le paragraphe précédent. »

S. vº *Presse*, 662 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 170 s.; et son **Suppl.**, nºs 9818 s.

V. *le décret du* 27 *mars* 1911 *portant promulgation de l'arrangement relatif à la répression de la circulation des publications obscènes, conclu à Paris, le* 4 *mai* 1910 (*Journ. off. du* 2 *avr.* 1911).

Loi du 16 mars 1898,

Modifiant la loi du 2 *août* 1882 *sur la répression des outrages aux bonnes mœurs* (**D. P.** 98. 4. 22).

Art. 1er. L'article 1er de la loi du 2 août 1882 est modifié ainsi qu'il suit : — V. *suprà*, L. 2 août 1882, art. 1er.

2. L'article 2 de la loi du 2 août 1882 est remplacé par les dispositions suivantes : — V. *suprà*, L. 2 août 1882, art. 2.

3. Il n'est rien dérogé aux dispositions des articles 2, 3 et de la loi du 2 août 1882, qui prendront les nºs 3, 4 et 5.

Loi du 7 avril 1908,

Relative à la répression des outrages aux bonnes mœurs (**D. P.** 1908. 4. 42).

Art. 1er. Le paragraphe 2 de l'art. 1er de la loi du 2 août 1882, modifiée par la loi du 16 mars 1898, est modifié comme suit : — V. *suprà*, L. 2 août 1882, art. 1er, § 2.

Le paragraphe 3 du même article est abrogé.

2. L'article 5 de la loi du 2 août 1882, modifié par la loi du 16 mars 1898, est complété par les dispositions suivantes : — V. *suprà*, L. 2 août 1882, art. 5.

Loi du 27 juillet 1884,

Sur le divorce (**D. P.** 84. 4. 97).

Art. 3. La reproduction des débats sur les instances en divorce ou en séparation de corps est interdite sous peine de l'amende de 100 francs à 2000 francs, edictée par l'article 39 de la loi du 30 juillet 1881.

S. vº *Presse*, 1127 s. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, nºs 10552 s.

Loi du 11 juin 1887,

Concernant la diffamation et l'injure commises par les correspondances postales ou télégraphiques circulant à découvert (**D. P.** 87. 4. 53).

Art. 1er. Quiconque aura expédié, par l'administration des postes et des télégraphes, une correspondance à découvert, contenant une diffamation, soit envers les particuliers, soit envers les corps ou les personnes désignés par les articles 26, 30, 31, 36 et 37 de la loi du 29 juillet 1881, sera puni d'un emprisonnement de cinq jours à six mois, et d'une amende de 25 francs à 3 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

Si la correspondance contient une injure, cette expédition sera punie d'un emprisonnement de cinq jours à deux mois, et d'une amende de 16 francs à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

2. Les délits prévus par la présente loi sont de la compétence des tribunaux correctionnels.

Les dispositions des articles 35, 46, 47, 60, 61, 62, 63, 64, 65 et 69 de la loi du 29 juillet 1881 leur sont applicables.

S. V° *Presse*, 515 s. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, nos 10181 s.

1. Le fait d'expédier un telegramme contenant des imputations diffamatoires à l'encontre d'un tiers constitue le délit prevu et puni par la loi du 11 juin 1887 concernant la diffamation et l'injure commises par les correspondances circulant à découvert. — Limoges, 12 févr. 1898, D. P. 98. 2. 231 — Cr. c. 1er juill. 1911, D P. 1912. 1. 111.

2. Il importe peu que le télégramme doive parvenir fermé entre les mains du destinataire, dès l'instant qu'il a été remis à découvert a l'employe des postes et des télégraphes — Mêmes arrêts.

Loi du 19 mars 1889,

Relative aux annonces sur la voie publique (**D. P.** 89. 4. 48).

Art. 1er. Les journaux et tous les écrits ou imprimés distribués ou vendus dans les rues et lieux publics ne pourront être annoncés que par leur titre, leur prix, l'indication de leur opinion et les noms de leurs auteurs ou rédacteurs.

Aucun titre obscène ou contenant des imputations, diffamations ou expressions injurieuses pour une ou plusieurs personnes ne pourra être annoncé sur la voie publique.

2. Les infractions aux dispositions qui précèdent seront punies d'une amende de 1 franc à 15 francs et, en cas de récidive, d'un emprisonnement de un jour à cinq jours. Toutefois l'article 463 du Code pénal pourra toujours être appliqué.

S. V° *Presse*, 397 s. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, nos 9624 s.

1. La loi du 19 mars 1889 n'a en vue que les annonces par cris ; elle n'est pas applicable au fait par un marchand de journaux d'avoir signalé, au moyen d'un tableau apposé a la devanture de sa boutique, les articles contenus dans les journaux qu'il vend. — Cr r. 6 juill. 1889, D. P. 89. 5. 376.

2. Cette loi n'a pas prescrit les differentes formules par lesquelles le vendeur peut solliciter l'acheteur, à la condition qu'elles ne constituent que l'offre en vente des journaux, sans donner aucune indication sur leur contenu. — C. cass. ch. reun. r. 8 dec. 1896, D. P. 97. 1. 378.

Loi du 16 mars 1893,

Portant modification des articles 45, 47 *et* 60 *de la loi du* 29 *juillet* 1881 *sur la presse* (**D. P.** 93 4. 64). — **V.** *suprà*, **L. 29 juill. 1881, art. 45, 47 et 60.**

Loi du 12 décembre 1893,

Portant modification des articles 24, § 1er, 25 *et* 49 *de la loi du* 29 *juillet* 1881 *sur la presse* (**D. P.** 94. 4 9). — **V.** *suprà*, **L. 29 juill 1881, art. 24, 25 et 49.**

Loi du 28 juillet 1894,

Ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes
(**D. P.** 94 4. 81).

Art. 1er. Les infractions prévues par les articles 24, paragraphes 1 et 3, et 25 de la loi du 29 juillet 1881, modifiés par la loi du 12 décembre 1893, sont déférees aux tribunaux de police correctionnelle lorsque ces infractions ont pour but un acte de propagande anarchiste.

2. Sera déféré aux tribunaux de police correctionnelle et puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de 100 à 2000 francs, tout individu qui, en dehors des cas visés par l'article précédent, sera convaincu d'avoir, dans un but de propagande anarchiste :

1° Soit par provocation, soit par apologie des faits spécifiés auxdits articles, incité une ou plusieurs personnes a commettre soit un vol, soit les crimes de meurtre, de pillage, d'incendie, soit les crimes punis par l'article 435 du Code pénal ;

2° Ou adressé une provocation à des militaires des armées de terre ou de mer, dans le but de les détourner de leurs devoirs militaires et de l'obéissance qu'ils doivent à leurs chefs dans ce qu'ils leur commandent pour l'exécution des lois et règlements militaires et la défense de la Constitution républicaine.

Les pénalités prévues au paragraphe 1er seront appliquees même dans le cas où la provocation adressée à des militaires des armées de terre ou de mer n'aurait pas le caractère d'un acte de propagande anarchiste ; mais, dans ce cas, la pénalité accessoire de la relégation édictée par l'article 3 de la présente loi ne pourra être prononcée.

La condamnation ne pourra être prononcée sur l'unique déclaration d'une personne affirmant avoir été l'objet des incitations ci-dessus spécifiées, si cette déclaration n'est pas corroborée par un ensemble de charges démontrant la culpabilité et expressément visées dans le jugement de condamnation.

3. La peine accessoire de la relégation pourra être prononcée contre les individus condamnés en vertu des articles 1er et 2 de la présente loi à une peine superieure à une année d'emprisonnement et ayant encouru, dans une période de moins de dix ans, soit une condamnation à plus de trois mois d'emprisonnement pour les faits spécifiés auxdits articles, soit une condamnation à la peine des travaux forcés, de la reclusion ou de plus de trois mois d'emprisonnement pour crime ou délit de droit commun.

4. Les individus condamnés en vertu de la présente loi seront soumis à l'emprisonnement individuel, sans qu'il puisse résulter de cette mesure une diminution de la durée de la peine.

Les dispositions du présent article seront applicables pour l'exécution de la peine de la reclusion ou de l'emprisonnement prononcée en vertu des lois du 18 décembre 1893, sur les associations de malfaiteurs et la détention illégitime d'engins explosifs.

5. Dans les cas prevus par la présente loi, et dans tous ceux où le fait incriminé a un caractère anarchiste, les cours et tribunaux pourront interdire, en tout ou partie, la reproduction des débats, en tant que cette reproduction pourrait présenter un danger pour l'ordre public.

Toute infraction à cette défense sera poursuivie conformément aux prescriptions des articles 42, 43, 44 et 49 de la loi du 29 juillet 1881, et sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois, et d'une amende de 1000 à 10000 francs.

Sera poursuivie dans les mêmes conditions et passible des mêmes peines toute publication ou divulgation, dans les cas prévus au paragraphe 1er du présent

article, de documents ou actes de procédure spécifies à l'article 38 de la loi du 29 juillet 1881.

6. Les dispositions de l'article 463 du Code pénal sont applicables à la presente loi.

V. **Suppl. au C. pén. ann.**, nos 9746 s.

Loi du 22 juillet 1895,

Relative à l'application de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1881, *sur la presse.*

Article unique. L'article 14 de la loi du 29 juillet 1881, sur la presse, est applicable aux journaux publiés en France, en langue étrangère.

Loi du 3 avril 1896,

Rendant applicable, en matière de presse, l'article 368 *du Code d'instruction criminelle* (**D. P.** 96 4. 35)

Article unique. L'article 58 de la loi du 29 juillet 1881 est complété par l'addition du paragraphe suivant : — V. *suprà*, L. 29 juill. 1881, art. 58.

Loi du 27 janvier 1902,

Modifiant l'article 16 *de la loi du* 29 *juillet* 1881, *sur la presse, en ce qui concerne l'affichage sur les édifices et monuments ayant un caractère artistique* (**D. P.** 1902 4. 27).

Art. 1er. Par dérogation à l'article 16 de la loi du 29 juillet 1881, les maires et, à leur défaut, les préfets dans les départements, le préfet de la Seine à Paris, ont le droit d'interdire l'affichage, même en temps d'élection, sur les édifices et monuments ayant un caractère artistique.

Les contrevenants seront punis d'une amende de 5 à 15 francs par contravention.

Loi du 30 mars 1902,

Portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1902 (**D. P.** 1902. 4. 28)

Art. 44. Les affiches ayant un but ou un caractère électoral qui comprendraient une combinaison de trois couleurs : bleu, blanc et rouge, sont interdites à peine pour l'imprimeur d'une amende de 50 francs par contravention.

Loi du 4 juillet 1908,

Modifiant par une disposition additionnelle l'article 61 *de la loi du* 29 *juillet* 1881 *sur la liberté de la presse* (**D. P.** 1908. 4. 61). — V. *suprà*, L. 29 juill. 1881, art. 61, § 2.

Loi du 4 juillet 1908,

Complétant l'article 62 *de la loi du* 29 *juillet* 1881 *sur la liberté de la presse* (**D. P.** 1908. 4 62). — V. *suprà*, L. 29 juill. 1881, art. 62, § 2 et 3.

Loi du 20 avril 1910,

Interdisant l'affichage sur les monuments historiques et dans les sites ou sur les monuments naturels de caractère artistique (**D. P.** 1911 4. 42 ; — **Bull. Dalloz,** 1911, p. 272).

Art. 1er. L'affichage est interdit sur les immeubles et monuments historiques classés en vertu de la loi du 30 mars 1887, ainsi que sur les monuments naturels et dans les sites de caractère artistique classés en vertu de la loi du 21 avril 1906.

Il peut être également interdit autour desdits immeubles, monuments et sites dans un périmètre qui sera, pour chaque cas particulier, déterminé par arrêté préfectoral, sur avis conforme de la commission des sites et monuments naturels de caractère artistique.

2. Toute infraction aux dispositions du précédent article sera punie d'une amende de vingt-cinq francs à mille francs (25 fr. à 1 000 fr.).

L'article 463 du Code pénal est applicable.

3. La présente loi est applicable à l'Algérie.

Loi du 8 février 1911,

Ajoutant un article à la loi du 29 juillet 1881 sur la presse (**D. P.** 1911. 4. 113).

Article unique (article additionnel à la loi du 29 juillet 1881 sur la presse). Dans les affaires où l'accusé sera poursuivi directement à la requête de la partie civile, en vertu du droit conféré par l'article 47, paragraphe 6, de la loi du 29 juillet 1881, et encore dans le cas où le ministère public agira sur la plainte des intéressés par application de l'article 47, paragraphes 1 et 2 de la même loi, et quand la partie civile sera constituée avant la formation du jury, le droit de récusation appartiendra conjointement à la partie civile et au procureur général. Ils pourront se concerter pour l'exercer d'accord ; en cas de désaccord, la partie civile et le procureur général pourront exercer un nombre égal de récusations. Si les jurés sont en nombre impair, la partie civile pourra exercer une récusation de plus que le procureur général. Le droit de l'accusé n'est pas modifié.

PRISONS DÉPARTEMENTALES.

V. *suprà*, C. pén., sous l'art. 40 ; et Suppl. au C. pén. ann., nos 723 s.

PROFESSIONS AMBULANTES ET NOMADES.

Loi du 16 juillet 1912,

Sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades (**D. P.** 1912. 4e partie).

Art. 1er. Tous individus domiciliés en France ou y possédant une residence fixe, qui voudront, quelle que soit leur nationalité, exercer une profession,

une industrie ou un commerce ambulant, seront tenus d'en faire la déclaration à la préfecture ou à la sous-préfecture de l'arrondissement où ils ont leur domicile ou leur résidence fixe.

La déclaration comprendra les noms, prénoms, professions, domiciles, residences, dates et lieux de naissance des déclarants. Recepissé leur en sera delivre sur la seule justification de leur identité.

L'exercice d'une profession, d'une industrie ou d'un commerce ambulants sans déclaration préalable et le défaut de présentation du récépissé, visé au paragraphe précédent, à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique constitueront des contraventions. Les contrevenants seront punis d'une amende de cinq francs à quinze francs (5 fr. à 15 fr.) et pourront l'être, en outre, d'un emprisonnement d'un à cinq jours. En cas de recidive ou de déclaration mensongère, l'emprisonnement sera prononcé.

2. Tous individus de nationalité française qui, n'ayant en France ni domicile, ni résidence fixe, voudront circuler sur le territoire français pour exercer la profession de commerçants ou industriels forains, devront demander un carnet d'identité reproduisant leur signalement avec photographie à l'appui et énonçant leurs noms, prénoms, lieux et dates de naissance, ainsi que leur dernier domicile ou leur dernière résidence avec l'indication du genre de commerce ou d'industrie qu'ils entendront exercer.

Ce carnet sera délivré par le préfet pour l'arrondissement du chef-lieu du département, et par le sous-préfet pour les autres arrondissements.

Le carnet d'identité des commerçants et industriels forains devra être présenté à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique.

Tous individus sans domicile ni résidence fixe qui accompagneront les commerçants ou industriels forains devront, dans les mêmes conditions, être munis d'un carnet d'identité.

Les commerçants et industriels forains ne pourront employer les personnes visées au paragraphe précédent qu'après s'être assurés qu'elles sont bien pourvues du carnet d'identité.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie d'une amende de seize à cent francs (16 à 100 fr.) et d'un emprisonnement de cinq jours à un mois ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive ou de déclaration mensongère, la peine d'emprisonnement sera nécessairement prononcée.

3. Sont réputés nomades pour l'application de la présente loi, quelle que soit leur nationalité, tous individus circulant en France sans domicile ni résidence fixes et ne rentrant dans aucune des catégories ci-dessus spécifiées, même s'ils ont des ressources ou prétendent exercer une profession. Ces nomades devront être munis d'un carnet anthropométrique d'identité.

Ceux qui se trouveront en France lors de la mise à execution de la loi devront, dans un délai d'un mois, demander le carnet prévu au paragraphe precédent, soit au préfet dans l'arrondissement chef-lieu du département, soit au sous-prefet dans les autres arrondissements.

Les nomades venant de l'étranger ne seront admis à circuler en France qu'à la condition de justifier d'une identité certaine, constatée par la production de pièces authentiques, tant pour eux-mêmes que pour toutes personnes voyageant avec eux. Ils adresseront leur demande de carnet à la préfecture ou à la sous-préfecture du département ou de l'arrondissement frontière.

La délivrance du carnet anthropométrique d'identite ne sera jamais obligatoire pour l'administration. Elle ne fera pas obstacle à l'application des dispositions de la loi du 3 decembre 1849 sur le sejour des étrangers en France, non

plus qu'à l'exercice des droits reconnus aux maires sur le territoire de leurs communes par les lois et règlements relatifs au stationnement des nomades.

Tous nomades sejournant dans une commune devront, à leur arrivée et à leur départ, présenter leurs carnets, à fin de visa, au commissaire de police, s'il s'en trouve un dans la commune, sinon au commandant de gendarmerie et, à défaut de brigade de gendarmerie, au maire.

Le carnet anthropométrique d'identité devra être présenté par son titulaire à toute réquisition des officiers de police judiciaire ou des agents de la force ou de l'autorité publique.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines édictées contre le vagabondage.

4. Le carnet anthropométrique d'identité est individuel. Toutefois, le chef de famille devra se munir d'un carnet collectif comprenant tous les membres de la famille.

Les mentions à porter sur ces carnets seront déterminées par les règlements d'administration prévus à l'article 10 de la présente loi. Elles comporteront notamment :

1° L'état civil et le signalement de toutes les personnes voyageant avec le chef de famille, ainsi que les liens de droit ou de parenté les rattachant à chacune de ces personnes ;

2° La mention, au fur et à mesure qu'ils interviendront, des actes de naissance, de mariage, de divorce et de décès des personnes ci-dessus visés. Dans chacune de ces circonstances, le carnet devra être produit aux officiers de l'état civil pour l'inscription desdites mentions ;

3° Le numéro de la plaque de contrôle spécial dont devront être munis, à compter de la mise à exécution de la presente loi, les véhicules de toute nature employés par les nomades, indépendamment des plaques prévues par les articles 3 de la loi du 30 mai 1851, et 16 du décret du 10 août 1852.

Toute infraction aux dispositions du présent article sera punie des peines portées aux articles 479 et 480 du Code pénal.

5. Seront punis de deux à cinq années d'emprisonnement et d'une amende de cent francs à mille francs (100 fr. à 1 000 fr.) :

Ceux qui auront fabrique, soit un faux récépissé de la déclaration prévue à l'article 1er, soit un faux carnet d'identite, soit une fausse plaque speciale de contrôle ;

Ceux qui auront altéré ou falsifié, soit un récépissé, soit un carnet d'identite originairement véritables, soit une plaque speciale de contrôle, ou qui auront sciemment fait usage d'un récépissé de déclaration ou d'un carnet d'identite fabriqué, altéré ou falsifié, ou d'une plaque spéciale de contrôle, altérée ou falsifiée.

6. Seront punis d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs (50 fr. à 500 fr.) :

Tous individus qui, pour obtenir soit le récépissé de déclaration prévu à l'article 1er, soit le carnet d'identité prévu aux articles 2, 3 et 4, auront pris un nom supposé, quand même cette supposition de nom n'aurait pas pour effet de faire inscrire une condamnation au casier judiciaire d'un tiers réellement existant ;

Tous individus qui auront fait usage d'un carnet délivré sous un autre nom que le leur ou ne s'appliquant pas à leur personne.

7. En cas d'infraction soit à la présente loi, soit aux lois et règlements de police, les voitures et animaux des nomades pourront être provisoirement retenus, à moins de caution suffisante. Les frais de fourrière seront à la charge des délinquants ou contrevenants ; au cas de non-payement, le jugement de condamnation ordonnera la vente dans les formes prévues par l'article 617 du Code de procédure civile.

8. Les dispositions des articles 1er, 2, 3 et 4 ci-dessus ne sont pas applicables aux salariés de toute catégorie qui travaillent d'habitude dans les entreprises industrielles, commerciales ou agricoles.

9. Les articles 1er et 3 de la loi du 8 août 1893 sont modifiés et complétés comme il suit : — V. *suprà*, p. 557, v° *Étranger*.

10. La présente loi sera applicable six mois après sa promulgation.

Avant l'expiration de ce delai, des règlements d'administration publique détermineront les conditions d'application de la loi, notamment en ce qui touche la délivrance et les modalités du carnet anthropométrique d'identité pour les nomades, les mentions et les visas à porter sur ce carnet, ainsi que la nature et les indications de la plaque spéciale de contrôle prévue par l'article 4.

11. Un règlement spécial d'administration publique, rendu après avis du conseil supérieur d'hygiène publique de France, determinera les mesures de prophylaxie, notamment les vaccinations et revaccinations périodiques, auxquelles devront être soumis tous les ambulants forains et nomades, ainsi que les étrangers visés à l'article 9 assujettis à la présente loi.

Les infractions aux dispositions de ce règlement d'administration publique seront punies d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de seize francs à deux cents francs (16 fr. à 200 fr,) ou de l'une de ces deux peines seulement.

12. L'article 463 du Code penal est applicable aux cas prévus par la présente loi.

13. Toutes dispositions contraires à la presente loi sont abrogées, sans qu'il soit en rien dérogé aux lois et règlements en vigueur concernant les pouvoirs du préfet de police, des préfets des départements et des autorités municipales pour la police de la voie publique, des halles, marchés, fêtes locales et, généralement, pour la protection du bon ordre, de la sûreté et de la salubrite publiques.

14. Des règlements d'administration publique détermineront les conditions dans lesquelles la présente loi sera applicable à l'Algérie et aux colonies de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion.

V. encore *suprà*, v° ENFANTS.

PROSTITUTION.

V. *la loi du 27 mai* 1885, *art.* 4, *modifié par la loi du* 3 *avril* 1903, *suprà*, C. pén., sous les art. 57-58. — *V. aussi la loi du* 11 *avril* 1908, *concernant la prostitution des mineurs*, C. civ., Appendice au Liv. 1er, tit. IX ; — et Bull. Dalloz, 1908, p. 245.

PROTECTION DES ENFANTS DU PREMIER AGE.

V. *suprà*, v° ENFANTS.

RÉCIDIVE-RÉCIDIVISTES.

La matière de la récidive *a été l'objet de deux lois récentes :* ... 1° *l'une, en date du 27 mai* 1885, sur les récidivistes, *rapportee, supra*, **C. pén.**, sous les art. 57-58

... 2° *L'autre, en date du* 14 *août* 1885, sur les moyens de prévenir la récidive, *rapportée, suprà*, **C. pén.**, sous les art. 57-58.

V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 65 s. — **S.** V° *Récidive-relégation*, 1 s.; *Peine*, 310 s.

RELÉGATION.

V. *suprà*, V° RÉCIDIVE-RÉCIDIVISTES.

REMÈDES SECRETS.

V. *suprà*, V° MEDECINE ET PHARMACIE; et *infrà*, V° SUBSTANCES VÉNÉNEUSES.

RÉUNIONS PUBLIQUES.

V. *la loi du* 30 *juin* 1881, *sur la liberté des réunions, suprà*, **C. pén.**, sous l'art. 294.

ROULAGE.

V. *suprà*, V° POLICE DU ROULAGE.

SÉJOUR (INTERDICTION DE).

*L'*interdiction de sejour, *ou interdiction de paraître dans certains lieux désignés par le Gouvernement, est régie par l'art.* 19 *de la loi du* 27 *mai* 1885.

V. *la loi du* 27 *mai* 1885, *art.* 19, *suprà*, **C. pén.**, sous les art. 57-58.

SÉJOUR DES ÉTRANGERS.

V. *supra*, V° ÉTRANGERS.

SÉPARATION DES ÉGLISES ET DE L'ÉTAT.

V. *suprà*, V° CULTES.

SUBSTANCES ALIMENTAIRES.

V. *suprà*, **C. pén.**, sous l'art. 423.

SUBSTANCES VÉNÉNEUSES.

Loi du 19 juillet 1845,

Sur la vente des substances vénéneuses (**D. P.** 45. 3. 163).

Art. 1^er^. Les contraventions aux ordonnances royales portant règlement d'administration publique sur la vente, l'achat et l'emploi des substances vénéneuses, seront punies d'une amende de 100 francs à 3000 francs, et d'un emprisonnement de six jours à deux mois, sauf application, s'il y a lieu, de l'article 463 du Code pénal.

Dans tous les cas, les tribunaux pourront prononcer la confiscation des substances saisies en contravention.

2. Les articles 34 et 35 de la loi du 21 germinal an XI seront abrogés à partir de la promulgation de l'ordonnance qui aura statué sur la vente des substances vénéneuses.

R. v° *Substances vénéneuses*, 1 s. — **S.** *eod.* v°, 1 s. — **V.** aussi **Appendice au C. pén. ann.**, p. 349; et son **Suppl.**, p. 467 s.

Ordonnance du 29 octobre 1846,

Portant règlement sur la vente des substances vénéneuses (**D. P.** 47. 3. 8).

TITRE I^er^. — DU COMMERCE DES SUBSTANCES VÉNÉNEUSES.

Art. 1^er^. Quiconque voudra faire le commerce d'une ou de plusieurs substances comprises dans le tableau annexé à la présente ordonnance sera tenu d'en faire préalablement la déclaration devant le maire de la commune, en indiquant le lieu où est situé son établissement.

Les chimistes, fabricants ou manufacturiers, employant une ou plusieurs desdites substances, seront également tenus d'en faire la déclaration dans la même forme.

Ladite déclaration sera inscrite sur un registre à ce destiné, et dont un extrait sera remis au déclarant: elle devra être renouvelée dans le cas de déplacement de l'établissement.

2. Les substances auxquelles s'applique la présente ordonnance ne pourront être vendues ou livrées qu'aux commerçants, chimistes, fabricants ou manufacturiers qui auront fait la déclaration prescrite par l'article précédent, ou aux pharmaciens.

Lesdites substances ne devront être livrées que sur la demande ecrite et signée de l'acheteur.

3. Tous achats ou ventes de substances vénéneuses seront inscrits sur un registre spécial, coté et parafé par le maire ou par le commissaire de police.

Les inscriptions seront faites de suite et sans aucun blanc, au moment même de l'achat ou de la vente; elles indiqueront l'espèce et la quantité des substances achetées ou vendues, ainsi que les noms, professions et domiciles des vendeurs ou des acheteurs.

4. Les fabricants et manufacturiers employant des substances vénéneuses en surveilleront l'emploi dans leur établissement, et constateront cet emploi sur un registre établi conformément au premier paragraphe de l'article 3.

TITRE II. — DE LA VENTE DES SUBSTANCES VÉNÉNEUSES PAR LES PHARMACIENS.

5. La vente des substances vénéneuses ne peut être faite, pour l'usage de la médecine, que par les pharmaciens, et sur la prescription d'un médecin, chirurgien, officier de santé, ou d'un vétérinaire breveté.

Cette prescription doit être signée, datée, et énoncer en toutes lettres la dose desdites substances, ainsi que le mode d'administration du médicament.

6. Les pharmaciens transcriront lesdites prescriptions, avec les indications qui précèdent, sur un registre établi dans la forme déterminée par le paragraphe 1er de l'article 3. Ces transcriptions devront être faites de suite et sans aucun blanc.

Les pharmaciens ne rendront les prescriptions que revêtues de leur cachet, et après y avoir indiqué le jour où les substances auront été livrées, ainsi que le numéro d'ordre de la transcription sur le registre.

Ledit registre sera conservé pendant vingt ans au moins, et devra être représenté à toute réquisition de l'autorité.

7. Avant de délivrer la préparation médicale, le pharmacien y apposera une etiquette indiquant son nom et son domicile, et rappelant la destination interne ou externe du médicament.

8. L'arsenic et ses composés ne pourront être vendus, pour d'autres usages que la médecine, que combinés avec d'autres substances.

Les formules de ces préparations seront arrêtées, sous l'approbation de notre ministre secrétaire d'État de l'agriculture et du commerce, savoir :

Pour le traitement des animaux domestiques, par le conseil des professeurs de l'École *royale* vétérinaire d'Alfort ;

Pour la destruction des animaux nuisibles, et pour la conservation des peaux et objets d'histoire naturelle, par l'École de pharmacie.

9. Les préparations mentionnées dans l'article précédent ne pourront être vendues ou délivrées que par les pharmaciens, et seulement à des personnes connues et domiciliées.

Les quantités livrées, ainsi que le nom et le domicile des acheteurs, seront inscrits sur le registre spécial, dont la tenue est prescrite par l'article 6.

10. La vente et l'emploi de l'arsenic et de ses composés sont interdits pour le chaulage des grains, l'embaumement des corps et la destruction des insectes.

TITRE III. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

11. Les substances vénéneuses doivent toujours être tenues par les commerçants, fabricants, manufacturiers et pharmaciens, dans un endroit sûr et fermé à clef.

12. L'expédition, l'emballage, le transport, l'emmagasinage et l'emploi doivent être effectués par les expéditeurs, voituriers, commerçants et manufacturiers, avec les précautions nécessaires pour prévenir tout accident.

Les fûts, récipients ou enveloppes ayant servi directement à contenir les substances vénéneuses ne pourront recevoir aucune autre destination.

13. A Paris et dans l'étendue du ressort de la préfecture de police, les déclarations prescrites par l'article 1er seront faites devant le préfet de police.

14. Indépendamment des visites qui doivent être faites en vertu de la loi du 21 germinal an XI, les maires ou commissaires de police, assistés, s'il y a lieu, d'un docteur en médecine désigné par le préfet, s'assureront de l'exécution des dispositions de la présente ordonnance.

Ils visiteront, à cet effet, les officines des pharmaciens, les boutiques et magasins des commerçants et manufacturiers vendant ou employant lesdites substances.

Ils se feront représenter les registres mentionnés dans les articles 1er, 3, 4 et 6, et constateront les contraventions.

Leurs procès-verbaux seront transmis au procureur du *Roi*, pour l'application des peines prononcées par l'article 1er de la loi du 19 juillet 1845.

R. vo *Substances vénéneuses*, 1 s. — S. *eod.* vo, 1 s. — V. aussi Appendice au | C. pén. ann., p. 351 s.; et son Suppl., p. 468 s.

Décret du 8 juillet 1850,

Relatif à la vente des substances vénéneuses (D. P. 50. 4. 154).

Art. 1er. Le tableau des substances vénéneuses annexé à l'ordonnance du 29 octobre 1846 est remplacé par le tableau joint au présent décret.

2. Dans les visites spéciales prescrites par l'article 14 de l'ordonnance du 29 octobre 1846, les maires ou commissaires de police seront assistés, s'il y a lieu, soit d'un docteur en médecine, soit de deux professeurs d'une école de pharmacie, soit d'un membre du jury médical et d'un des pharmaciens adjoints à ce jury, désignés par le préfet.

Tableau des substances vénéneuses à annexer au décret du 8 juillet 1850.

Acide cyanhydrique.	Ciguë, extrait et teinture.	Opium et son extrait.
Alcaloïdes végétaux vénéneux et leurs sels.	Cyanure de mercure.	*Papaver somniferum* Lin. (capsules) (*Décr.* 14 *avr.* 1911).
Arsenic et ses préparations.	Cyanure de potassium.	Phosphore.
Belladone, extrait et teinture.	Digitale, extrait et teinture.	Seigle ergoté.
Cantharides entières, poudre et extrait.	Emétique.	Stramonium, extrait et teinture.
Chloroforme.	Jusquiame, extrait et teinture.	Sublimé corrosif.
	Nicotiane.	
	Nitrate de mercure.	

R. vo *Substances vénéneuses*, 1 s. — S. *eod.* vo, 1 s. — V. aussi Appendice au | C. pén. ann., p. 356.

Décret du 1er octobre 1864,

Qui ajoute la coque du Levant aux substances vénéneuses dont le tableau est annexé au décret du 8 juillet 1850, relatif à la vente desdites substances (D. P. 64. 4. 117).

Art. 1er. La coque du Levant est ajoutée aux substances vénéneuses dont le tableau est annexé au décret du 8 juillet 1850.

Décret du 23 juin 1873,

Relatif à la vente du seigle ergoté (D. P. 73. 4. 76).

Art. 1er. La vente du seigle ergoté, inscrit au nombre des substances vénéneuses, qui ne peut être faite, pour l'usage de la médecine, que par les pharmaciens et sur la prescription d'un médecin, chirurgien, officier de santé, vétérinaire breveté, pourra également être faite par les pharmaciens, sur la prescription d'une sage-femme pourvue d'un diplôme.

2. L'ordonnance du 29 octobre 1846 est réformée en ce qu'elle a de contraire au présent décret.

Décret du 9 juillet 1890,

Qui modifie celui du 29 octobre 1846, sur la vente des substances vénéneuses.

Art. 1er. Les pharmaciens sont autorisés à délivrer, pour l'usage de la médecine, du sublimé corrosif sur la prescription d'une sage-femme pourvue d'un diplôme.

Cette vente aura lieu exclusivement suivant les formules ci-après :

FORMULE A. —	*Sublimé corrosif*	25 centigr
	Acide tartrique.	1 gr.
	Solution alcoolique de carmin d'indigo à 5 pour 100.	1 goutte.
FORMULE B. —	*Vaseline au sublimé à 1 pour 100.* . . .	30 gr.

Chaque paquet contenant la poudre formule A, chaque flacon ou pot renfermant la pommade formule B portera l'étiquette rouge-orangé réservée aux médicaments toxiques pour l'usage externe, avec la mention suivante, écrite ou imprimée :

FORMULE A.

SUBLIMÉ CORROSIF
25 CENTIGRAMMES
pour un litre d'eau.
—
POISON.

FORMULE B.

VASELINE
AU SUBLIMÉ CORROSIF
à 1 o/o
—
POISON.

2. L'ordonnance du 29 octobre 1846 est réformée en ce qu'elle a de contraire au présent décret.

Décret du 20 août 1894,

Portant modification au tableau des substances vénéneuses annexé au décret du 8 juillet 1850.

Art. 1er. Les « nitrates de mercure » remplacent dans le tableau des substances vénéneuses annexé au décret du 8 juillet 1850, « le nitrate de mercure, » qui y était seul mentionné.

Décret du 14 avril 1911,

Ajoutant le Papaver somniferum *Lin. aux substances vénéneuses dont le tableau est annexé au décret du 8 juillet 1850.*

Art. 1er. *Papaver somniferum* Lin. (capsules) est ajouté aux substances vénéneuses dont le tableau est annexé au décret susvise du 8 juillet 1850.

SURVEILLANCE DE LA HAUTE POLICE.

V. *la loi du 27 mai* 1885, *art.* 19, *suprà*, C. pén., sous les art. 57-58.

TRANSPORTATION.

V. *les textes rapportés*, *suprà*, C. pén., sous l'art. 17.

USURE.

Loi du 3 septembre 1807,

Sur le taux de l'intérêt de l'argent (R. v° *Prêt à intérêt*, p. 805).

Art. 1er. L'intérêt conventionnel ne pourra excéder, en matière civile 5 pour 100, ni en matière de commerce, 6 pour 100, le tout sans retenue.

2 L'interêt légal sera, en matière civile, de 5 pour 100, et en matière de commerce de 6 pour 100, aussi sans retenue.

3. Lorsqu'il sera prouvé que le prêt conventionnel a été fait à un taux excédant celui qui est fixé par l'article 1er, le prêteur sera condamné, par le tribunal saisi de la contestation, à restituer cet excédent s'il l'a reçu, ou à souffrir la réduction sur le principal de la créance, et pourra même être renvoyé, s'il y a lieu, devant le tribunal correctionnel, pour y être jugé conformément à l'article suivant.

4. Tout individu qui sera prévenu de se livrer habituellement à l'usure sera traduit devant le tribunal correctionnel, et, en cas de conviction, condamné à une amende qui ne pourra excéder la moitié des capitaux qu'il aura prêtés à usure.

S'il résulte de la procédure qu'il y a eu escroquerie de la part du prêteur, il sera condamné, outre l'amende ci-dessus, à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans (modifié par L. 19 décembre 1850, art. 4).

R. v° *Prêt à intérêt*, 164 s. — S. *eod. v°*, 114 s. — V. aussi Appendice au C. pén. | ann., p. 357 s.; et son Suppl., p. 471 s.

Loi du 19 décembre 1850,

Relative au délit d'usure (D. P. 51. 4. 11).

Art. 1er. Lorsque dans une instance civile ou commerciale il sera prouvé que le prêt conventionnel a été fait à un taux supérieur à celui fixé par la loi, les perceptions excessives seront imputées de plein droit, aux époques où elles auront eu lieu, sur les intérêts légaux alors échus, et subsidiairement sur le capital de la créance.

Si la créance est éteinte en capital et intérêts, le prêteur sera condamné à la restitution des sommes indûment perçues, avec intérêts du jour où elles lui auront été payées.

Tout jugement civil ou commercial constatant un fait de cette nature sera transmis par le greffier au ministère public dans le délai d'un mois, sous peine d'une amende qui ne pourra être moindre de 16 francs, ni excéder 100 francs.

2. Le délit d'habitude d'usure sera puni d'une amende qui pourra s'élever à la moitié des capitaux prêtés à usure, et d'un emprisonnement de six jours à six mois.

3. En cas de nouveau délit d'usure, le coupable sera condamné au maximum des peines prononcées par l'article précédent, et elles pourront être élevées jusqu'au double, sans préjudice des cas généraux de récidive prévus par les articles 57 et 58 du Code pénal.

Après une première condamnation pour habitude d'usure, le nouveau délit résultera d'un fait postérieur, même unique, s'il s'est accompli dans les cinq ans, à partir du jugement ou de l'arrêt de condamnation.

4. S'il y a eu escroquerie de la part du prêteur, il sera passible des peines prononcées par l'article 405 du Code pénal, sauf l'amende, qui demeurera réglee par l'article 2 de la présente loi.

5. Dans tous les cas, et suivant la gravité des circonstances, les tribunaux pourront ordonner, aux frais du délinquant, l'affiche du jugement et son insertion par extrait dans un ou plusieurs journaux du département.

6. Ils pourront également appliquer, dans tous les cas, l'article 463 du Code pénal.

7. L'amende prévue par le dernier paragraphe de l'article 1er sera prononcée, à la requête du ministère public, par le tribunal civil.

R. v° *Prêt à intérêt*, 161 s. — **S.** *eod.* v°, 114 s. — V. aussi Appendice au **C. pén. ann.**, p. 357 s.; et son **Suppl.**, p. 471 s.

Loi du 27 août 1881,

Qui fixe le taux de l'intérêt légal en Algérie (**D. P.** 82. 4. 80).

Art. 1er. A défaut de convention, l'intérêt légal en Algérie sera, à l'avenir, de 6 pour 100, tant en matière civile qu'en matière commerciale.

2. Les acquéreurs, concessionnaires d'immeubles ou cessionnaires des droits immobiliers moyennant le payement d'une rente annuelle et perpetuelle, pourront se libérer dans le délai de cinq années à partir de la promulgation de la présente loi, en prenant pour base le taux de l'intérêt à 10 pour 100 par an; passé ce délai, ils tomberont sous l'application de l'article 12 de l'ordonnance royale du 1er octobre 1844.

S. v° *Prêt à intérêt*, 114 s. — V. aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 471 s.

Loi du 12 janvier 1886,

Relative au taux de l'intérêt de l'argent (**D. P.** 86. 4. 32).

Article unique. Les lois des 3 septembre 1807 et 19 décembre 1850, dans leurs dispositions relatives à l'intérêt conventionnel, sont abrogées en matière de commerce; elles restent en vigueur en matière civile.

S. v° *Prêt à intérêt*, 114 s. — V, aussi **Suppl.** au **C. pén. ann.**, p. 471 s

Loi du 13 avril 1898,

Portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1898 (**D. P.** 98. 4. 97).

Art. 60. L'article 1er de l'ordonnance royale du 7 décembre 1835, qui dispose qu'en Algérie la convention sur le prêt à intérêt fait la loi des parties, est abroge et remplacé par les dispositions suivantes.

61. L'intérêt conventionnel en Algérie ne peut excéder 8 pour 100 en matière civile et commerciale. L'intérêt légal en matière civile et commerciale, fixé à 6 pour 100 par la loi du 27 août 1881, est abaissé à 5 pour 100.

62. Il n'est rien innové aux stipulations d'intérêts par contrats ou actes faits jusqu'au jour de la promulgation de la présente loi.

63. La loi du 19 décembre 1850, sur l'usure, est applicable en Algérie.

Loi du 7 avril 1900,

Sur le taux de l'intérêt légal de l'argent (**D. P.** 1900. 4. 43).

Art. 1er. L'intérêt légal sera, en matière civile, de 4 pour 100, et, en matière de commerce, de 5 pour 100.

VAGABONDAGE.

V. *suprà*, **C. pén.**, art. 269 s.

V. *la loi du* 27 *mai* 1885, *art.* 4, *modifié par la loi du* 3 *avril* 1903, *suprà*, **C. pén.**, sous les art. 57-58.

VENTE DE SUBSTANCES FALSIFIÉES OU CORROMPUES.

V. *suprà*, **C. pén.**, sous l'art. 423.

VINS.

V. *suprà*, **C. pén.**, sous l'art. 423.

V. aussi **C. adm. ann.**, t. 4, v° *Contributions indirectes* (*Boissons*).

VOITURES-VOITURES PUBLIQUES.

V. *suprà*, v° POLICE DU ROULAGE.

V. aussi **C. adm. ann.**, t. 3, v° *Voirie*, p. 1407, n°s 9872 s.; t. 4, v° *Contributions indirectes* (*Voitures publiques*).

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F. IMPRIMÉS

FIN DE L'APPENDICE AU CODE PENAL.

TABLE DES MATIÈRES

DU

CODE PÉNAL.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE R.F.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES . . . . . Art. 1 à 5

LIVRE PREMIER.

DES PEINES EN MATIÈRE CRIMINELLE ET CORRECTIONNELLE, ET DE LEURS EFFETS. 6 — 58

CHAP. I. Des peines en matière criminelle. . . . . 12 — 39
— II. Des peines en matière correctionnelle. . . . . 40 — 43
— III. Des peines et des autres condamnations qui peuvent être prononcées pour crimes ou délits . . . . . 44 — 55
— IV. Des peines de la récidive pour crimes et délits. . . . . 56 — 58

LIVRE DEUXIÈME.

DES PERSONNES PUNISSABLES, EXCUSABLES OU RESPONSABLES, POUR CRIMES OU POUR DELITS.

CHAPITRE UNIQUE. . . . . 59 — 74

LIVRE TROISIÈME.

DES CRIMES, DES DÉLITS ET DE LEUR PUNITION.

TITRE I. — Crimes et délits contre la chose publique. . . . . 75 — 294

CHAP. I. Des crimes et délits contre la sûreté de l'État. . . . . 75 — 108
Sect. I. Des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État . . . . . 75 — 85

Sect.	II. Des crimes contre la sûreté interieure de l'Etat.	86 —	102
§	I. Des attentats et complots dirigés contre le roi et sa famille	86 —	90
§	II. Des crimes tendant à troubler l'État par la guerre civile, l'illégal emploi de la force armée, la dévastation et le pillage publics	91 —	101
	Disposition commune aux deux paragraphes de la présente section		102
Sect.	III. De la révélation et de la non-révélation des crimes qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat	103 —	108
CHAP.	II. Crimes et délits contre la Constitution.	109 —	131
Sect.	I. Des crimes et délits relatifs à l'exercice des droits civiques.	109 —	113
—	II. Attentats à la liberté.	114 —	122
—	III. Coalition des fonctionnaires.	123 —	126
—	IV. Empiétement des autorités administratives et judiciaires.	127 —	131
CHAP.	III. Crimes et délits contre la paix publique.	132 —	294
Sect.	I. Du faux.	132 —	165
§	I. Fausse monnaie.	132 —	138
§	II. Contrefaçon des sceaux de l'État, des billets de banque, des effets publics, et des poinçons, timbres et marques	139 —	144
§	III. Des faux en écritures publique ou authentique, et de commerce ou de banque.	145 —	149
§	IV. Du faux en écriture privée.	150 —	152
§	V. Des faux commis dans les passeports, feuilles de route et certificats.	153 —	162
	Dispositions communes.	163 —	165
Sect.	II. De la forfaiture et des crimes et délits des fonctionnaires publics dans l'exercice de leurs fonctions. . .	166 —	198
§	I. Des soustractions commises par les dépositaires publics.	169 —	173
§	II. Des concussions commises par des fonctionnaires publics.		174
§	III. Des délits de fonctionnaires qui se seront ingérés dans des affaires ou commerces incompatibles avec leur qualité	175 —	176
§	IV. De la corruption des fonctionnaires publics	177 —	183
	V. Des abus d'autorité.	184 —	191
	Ire CLASSE. Des abus d'autorité contre les particuliers.	184 —	187
	IIe CLASSE. Des abus d'autorité contre la chose publique	188 —	191
§	VI. De quelques délits relatifs à la tenue des actes de l'état civil.	192 —	195
§	VII. De l'exercice de l'autorité publique illégalement anticipé ou prolongé	196 —	197
	Dispositions particulières.		198
Sect.	III. Des troubles apportés à l'ordre public par les ministres des cultes dans l'exercice de leur ministère.	199 —	208
	I. Des contraventions propres à compromettre l'état civil des personnes.	199 —	200

§ II. Des critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un discours pastoral prononcé publiquement. . . . . 201 — 203
§ III. Des critiques, censures ou provocations dirigées contre l'autorité publique dans un écrit pastoral . . . . . 204 — 206
§ IV. De la correspondance des ministres des cultes avec des cours ou puissances étrangères, sur des matières de religion. . . . . 207 — 208
Sect. IV. Resistance, désobéissance et autres manquements envers l'autorité publique . . . . . 209 — 264
§ I. Rébellion. . . . . 209 — 221
§ II. Outrages et violences envers les dépositaires de l'autorité et de la force publique. . . . . 222 — 233
§ III. Refus d'un service dû légalement. . . . . 234 — 236
§ IV. Evasion de détenus, recèlement de criminels . . . . . 237 — 248
§ V. Bris de scellés et enlèvement de pièces dans les dépôts publics . . . . . 249 — 256
§ VI. Dégradation de monuments 257
§ VII. Usurpation de titres ou fonctions. . . . . 258 — 259
§ VIII. Entraves au libre exercice des cultes . . . . . 260 — 264
Sect. V. Associations de malfaiteurs, vagabondage et mendicité . . . . . 265 — 282
§ I. Associations de malfaiteurs . . . . . 265 — 268
§ II. Vagabondage . . . . . 269 — 273
§ III. Mendicité. . . . . 274 — 276
Dispositions communes aux vagabonds et mendiants. 277 — 282
Sect. VI. Délits commis par la voie d'écrits, images ou gravures distribués sans nom d'auteur, imprimeur ou graveur. 283 — 289
Disposition particulière. 290
— VII. Des associations ou réunions illicites . . . . . 291 — 294

TITRE II. — Crimes et délits contre les particuliers . . . . . 295 — 463

CHAP. I. Crimes et délits contre les personnes . . . . . 295 — 378
Sect. I. Meurtres et autres crimes capitaux, menaces d'attentat contre les personnes. . . . . 295 — 308
§ I. Meurtre, assassinat, parricide, infanticide, empoisonnement. . . . . 295 — 304
§ II. Menaces. . . . . 305 — 308
Sect. II. Blessures et coups volontaires non qualifiés meurtre, et autres crimes et délits volontaires . . . . . 309 — 318
— III. Homicide, blessures et coups involontaires, crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés; homicide, blessures et coups qui ne sont ni crimes ni délits. . . . . 319 — 329
§ I. Homicide, blessures et coups involontaires . . . . . 319 — 320
§ II. Crimes et délits excusables, et cas où ils ne peuvent être excusés . . . . . 321 — 326
§ III. Homicide, blessures et coups non qualifiés crimes ni délits . . . . . 327 — 329
Sect. IV. Attentats aux mœurs . . . . . 330 — 340
— V. Arrestations illégales et séquestrations de personnes. 341 — 344

Sect.	VI. Crimes et délits tendant à empêcher ou détruire la preuve de l'état civil d'un enfant, ou à compromettre son existence; enlèvement de mineurs; infractions aux lois sur les inhumations.	345 —	360
§	I. Crimes et délits envers l'enfant.	345 —	353
§	II. Enlèvement de mineurs.	354 —	357
§	III. Infractions aux lois sur les inhumations	358 —	360
Sect.	VII. Faux témoignage, calomnie, injures, révélation de secrets	361 —	378
§	I. Faux témoignage.	361 —	366
§	II. Calomnies, injures, révélation de secrets.	367 —	378
CHAP.	II. Crimes et délits contre les propriétés	379 —	463
Sect.	I. Vols.	379 —	401
—	II. Banqueroutes, escroqueries et autres espèces de fraude.	402 —	433
§	I. Banqueroute et escroquerie	402 —	405
§	II. Abus de confiance	406 —	409
§	III. Contraventions aux règlements sur les maisons de jeu, les loteries et les maisons de prêt sur gages	410 —	411
§	IV. Entraves apportées à la liberté des enchères.		412
§	V. Violation des règlements relatifs aux manufactures, au commerce et aux arts.	413 —	429
§	VI. Délits des fournisseurs	430 —	433
Sect.	III. Destructions, dégradations, dommages	434 —	462
	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.		463

LIVRE QUATRIÈME.

CONTRAVENTIONS DE POLICE ET PEINES.

CHAP.	I. Des peines.	464 —	470
—	II. Contraventions et peines.	471 —	482
Sect.	I. Première classe.	471 —	474
—	II. Deuxième classe	475 —	478
—	III. Troisième classe	479 —	482
	Dispositions communes aux trois sections ci-dessus. .		483
	DISPOSITION GÉNÉRALE.	484 —	489
Appendice au Code pénal			p. 513

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES DU CODE PÉNAL.

TABLE CHRONOLOGIQUE

DES

LOIS, DÉCRETS ET ORDONNANCES INSÉRÉS

DANS LE

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

DANS LE

CODE PÉNAL

ET DANS LEURS

APPENDICES.

1791. — 19 juill. — Décret relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, art. 9 et 10, p. 41.

— — 26 juill. — Décret relatif à la réquisition et à l'action de la force publique contre les attroupements,
Art. 9, p. 516. | Art. 25 à 29, p. 516.
Art. 22, p. 44. |

— — 28 sept. — Loi concernant les biens et usages ruraux et la police rurale, p. 42.

— — 29 sept. — Décret concernant la police de sûreté, la justice criminelle et l'établissement des jurés, tit. VII, art. 40 (*cumul des peines*), p. 169.

An II. — 2 therm. — Décret portant qu'à compter du jour de sa publication, nul acte public ne pourra, dans quelque partie que ce soit du territoire français, être écrit qu'en langue française, art. 1er et 3, p. 94.

An III. — 20 mess. — Décret qui ordonne l'établissement des gardes champêtres dans toutes les communes rurales, art. 4, p. 43.

An IV. — 3 brum. — Code des délits et des peines,
Art. 446, p. 169. | Art. 605 et 606, p. 415.

An VI. — 17 therm. — Loi contenant des mesures pour coordonner les jours de repos avec le calendrier républicain, art. 2, p. 105.

An VII. — 9 flor. — Loi sur le tarif des douanes, art. 12 (*faux incident*), p. 207.

An VIII. — 25 brum. — Loi qui autorise une adjonction de jurés et de juges pour suivre les débats dans les procès criminels d'une étendue considérable, art. 4, p. 131.

— — 22 frim. — Constitution de la République française, art. 76 s., p. 41.

— — 29 frim. — Loi qui détermine la manière dont les copies des pièces de procédure sont délivrées aux accusés, art. 2, p. 143.

— — 27 vent. — Loi sur l'organisation des tribunaux,
Art. 7, p. 97. | Art. 16, p. 97.

An XI. — 21 germ. — Loi contenant organisation des écoles de pharmacie, art. 21 s., p. 566.

— — 4e j. com. — Arrêté qui prescrit des mesures pour réprimer les délits concernant l'introduction des marchandises anglaises, art. 9 et 10 (*faux incident*), p. 207.

An XIII. — 29 pluv. — Loi interprétative de l'art. 36 de celle du 21 germinal an XI, sur la pharmacie, p. 568.

— — 1er germ. — Décret concernant les droits réunis, art. 40 à 42 (*faux incident*), p. 208.

— — 7 germ. — Décret concernant l'impression des livres d'églises, des heures et des prières, p. 489.

1806. — 29 avr. — Loi qui prescrit des mesures relatives à la procédure en matière criminelle et correctionnelle,
Art. 1er, p. 116. | Art. 2, p. 189.

— — 12 nov. — Avis du conseil d'État sur la question de savoir si, sur l'appel émis par la partie civile, les cours criminelles peuvent réformer les dispositions non attaquées de jugements rendus en matière correctionnelle, p. 110.

1807. — 11 mai. — Décret qui probibe l'introduction des monnaies de cuivre et de billon de fabrique étrangère, p. 364.

— — 3 sept. — Loi sur le taux de l'intérêt de l'argent, p. 635.

1808. — 30 mars. — Décret contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux,

Art. 3, p. 109, 122. | Art. 35, p. 114.
Art. 4, p. 108, 120. | Art. 49, p. 98, 109, 120.

1810. — 20 avr. — Loi sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice,

Art. 5, p. 119. | Art. 18, p. 213.
Art. 6, p. 99. | Art. 19, p. 132.
Art. 7, p. 97, 99, 115, 186. | Art. 20 à 22, p. 132, 133.
Art. 10, p. 212. | Art. 40 et 41, p. 97, 108.
Art. 11, p. 126. | Art. 45, p. 136.
Art. 16, p. 130. | Art. 47, p. 136.
Art. 17, p. 130, 132. | Art. 60, p. 136.
Art. 65, p. 108, 120.

— — 6 juill. — Décret contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales,

Art. 2, p. 108, 119. | Art. 79 et 80, p. 130.
Art. 3, p. 120. | Art. 81, p. 132.
Art. 4, p. 213. | Art. 82, p. 130.
Art. 9, p. 109, 121. | Art. 83 à 87, p. 132.
Art. 10 et 11, p. 212. | Art. 88 et 89, p. 130.
Art. 12, p. 119. | Art. 90, p. 132.
Art. 18, p. 213. | Art. 91, p. 139.
Art. 29, p. 119. | Art. 93, p. 130.
Art. 41, p. 121. | Art. 95 à 97, p. 131.
Art. 42, p. 137.

— — 18 août. — Décret contenant règlement sur l'organisation des tribunaux de première instance et des tribunaux de police,

Art. 1er à 5, p. 98. | Art. 38 à 40, p. 88.
Art. 17 à 22, p. 45.

1811. — 18 juin. — Décret contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police, et tarif général des frais, p. 247.

— — 15 nov. — Décret concernant le régime de l'université, art. 160, p. 213.

1812. — 4 mai. — Décret relatif au cas de citation en témoignage des ministres, des grands officiers de l'empire et autres principaux fonctionnaires de l'État, p. 219.

1813. — 7 avr. — Décret modifiant quelques dispositions de celui du 18 juin 1811, contenant règlement sur les frais de justice criminelle et de simple police, p. 268.

1815. — 25 déc. — Loi relative à la suppression des places de substituts des procureurs généraux faisant fonctions de nos procureurs criminels dans les départements, p. 139.

1818. — 21 avr. — Loi sur les douanes, art. 38 (*faux incident*), p. 207.

1819. — 17 mai. — Loi sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication (*qui abroge les art.* 102, 217, 367 *à* 372, 374 *à* 377 *c. pén.*). — V. ces articles.

— — 3 nov. — Ordonnance du roi concernant la comptabilité des frais de justice à recouvrer sur les condamnés, p. 270.

1823. — 6 août. — Ordonnance du roi fixant la taxe à laquelle donne droit la capture d'un individu condamné à un emprisonnement n'excédant pas cinq jours, p. 270.

1824. — 4 août. — Ordonnance du roi concernant les indemnités auxquelles ont droit les juges, officiers du ministère public et greffiers qui, dans le cas prévu par l'art. 496 du Code civil, se transportent à plus de cinq kilomètres de leur résidence, p. 270.

1825. — 10 mars. — Ordonnance du roi concernant les indemnités auxquelles ont droit les magistrats qui, dans les cas prévus par les ordonnances royales des 5 et 26 nov. 1823, se transporteront à plus de cinq kilomètres, p. 271.

— — 10 avr. — Loi pour la sûreté de la navigation et du commerce maritime, p. 571.

1830. — 10 déc. — Loi qui supprime les juges auditeurs, les conseillers auditeurs et statue sur les juges suppléants, art. 3, p. 45. — V. aussi art. 256 et 264 c. instr. crim.

1831. — 4 mars. — Loi relative à la composition des cours d'assises et aux déclarations du jury (*art.* 252, 253, 254, 255, 341, 347 *et* 351 *c. instr. crim.*). — V. ces articles.

— — 10 avr. — Loi contre les attroupements, art. 1er, 9 et 11, p. 517.

1832. — 21 avr. — Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1832, art. 10 (*prix de la journée de travail*), p. 415.

— — 28 juin. — Ordonnance du roi relative aux sommes consignées par les parties civiles pour frais de procédure, p. 271.

1834. — 24 mai. — Loi sur les détenteurs d'armes ou de munitions de guerre, p. 417.

1835. — 9 sept. — Loi qui rectifie les art. 341, 345, 346, 347 et 352 du Code d'instruction criminelle et l'art. 17 du Code pénal. — V. ces articles.

— — 9 sept. — Loi sur les cours d'assises,
Art. 2, p. 133. | Art. 8 à 12, p. 145.

1836. — 13 mai. — Loi sur le mode de vote du jury au scrutin secret, p. 162.

— — 21 mai. — Loi portant prohibition des loteries, p. 461.

1837. — 23 févr. — Ordonnance portant prohibition des pistolets de poche, p. 418.

— — 1er avr. — Loi relative à l'autorité des arrêts rendus par la cour de cassation après deux pourvois, p. 197.

— — 4 juill. — Loi relative aux poids et mesures, art. 3 et 4, p. 510.

1838. — 28 nov. — Ordonnance du roi relative à la liquidation et au payement des frais de justice criminelle, p. 272.

1844. — 2 mai. — Ordonnance du roi concernant les indemnités auxquelles auront droit les magistrats qui se transporteront à plus de cinq kilomètres de leur résidence pour visiter des établissements consacrés aux aliénés, p. 273.

— — 29 mai. — Ordonnance concernant les loteries d'objets mobiliers, exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, p. 461.

— — 5 août. — Ordonnance portant que les membres de la chambre des mises en accusation des cours d'appel feront, en outre, le service des autres chambres, p. 119.

1845. — 2 mars. — Ordonnance du roi sur la translation des prévenus et accusés dans les maisons d'arrêt et de justice, p. 273.

— — 5 mai. — Ordonnance du roi concernant la gratification accordée aux gendarmes et gardes qui constateront des infractions à la loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse, p. 273.

— — 15 juill. — Loi sur la police des chemins de fer, p. 521.

— — 19 juill. — Loi sur la vente des substances vénéneuses, p. 631.

1846. — 19, janv. — Ordonnance du roi concernant la taxe allouée aux gendarmes pour la capture des délinquants insolvables, condamnés à des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais en matière criminelle, correctionnelle et de police, p. 274.

1846. — 29 oct. — Ordonnance portant règlement sur la vente des substances vénéneuses, p. 628.

— — 15 nov. — Ordonnance portant règlement sur la police, la sécurité et l'exploitation des chemins de fer, art. 44 à 50, p. 525.

1848. — 19 avr. — Arrêté ministériel qui réduit l'indemnité provisoire payée annuellement aux huissiers audienciers chargés du service criminel près la cour d'appel de Paris, p. 274.

— — 7 juin. — Loi sur les attroupements, p. 517.

1849. — 16 oct. — Loi qui prononce des peines contre les individus qui feraient usage de timbres-poste ayant déjà servi à l'affranchissement des lettres, p. 367.

— — 3 déc. — Loi sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France, p. 557.

1850. — 2 janv. — Loi qui modifie l'art. 472 du Code d'instruction criminelle, p. 210.

— — 8 juin. — Loi sur la déportation, p. 304.

— — 2 juill. — Loi relative aux mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques, p. 496.

— — 8 juill. — Décret relatif à la vente des substances vénéneuses, p. 633.

— — 5 août. — Loi sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus, art. 3, 4, 9, 10, 11, 19, p. 341 et 343.

— — 19 déc. — Loi relative au délit d'usure, p. 635.

1851. — 22 janv. — Loi sur l'assistance judiciaire, p. 282.

— — 27 mars. — Loi qui abroge le n° 14 de l'art. 475 et le n° 2 de l'art. 480 du Code pénal. — V. ces articles.

— — 30 mai. — Loi sur la police du roulage et des messageries publiques, p. 574.

1852. — 2 févr. — Décret organique pour l'élection des députés au corps législatif, art. 31 à 51, p. 356.

— — 24 mars. — Décret disciplinaire et pénal pour la marine marchande, art. 75, 77, 89 à 94, p. 573.

— — 28 mars. — Décret sur les commissaires de police, art. 1, 3 et 4, p. 6.

— — 28 mars. — Décret sur la contrefaçon d'ouvrages étrangers, p. 489.

— — 3 juill. — Loi sur la réhabilitation des condamnés (*art.* 619 *à* 634 *c. instr. crim.*). — V. ces articles.

— — 4 août. — Décret qui modifie l'art. 3 de l'ordonnance du 5 mai 1845, concernant la gratification accordée aux gendarmes et gardes qui constateront des infractions à la loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse, p. 274.

1852. — 10 août. — Décret portant règlement sur la police du roulage et des messageries publiques, p. 579.

— — 24 nov. — Décret sur la discipline des membres de la Légion d'honneur, et les décorés de la médaille militaire, art. 9, p. 400.

1853. — 9 juin. — Loi sur la déclaration du jury (*art.* 341, 347 *et* 352 *c. instr. crim.*). — V. ces articles.

— — 10 juin. — Loi qui modifie les art. 86 et 87 du Code pénal. — V. ces articles.

— — 10 juin. — Loi sur les pourvois en matière criminelle (*art.* 299 et 301 *c. instr. crim.*). — V. ces articles.

— — 13 juin. — Décret relatif aux décorations étrangères, p. 400.

1854. — 30 mai. — Loi sur l'exécution de la peine des travaux forcés, p. 301.

1855. — 5 mai. — Loi qui abroge l'art. 318 et le n° 6 de l'art. 475 du Code pénal. — V. ces articles.

1856. — 13 juin. — Loi sur les appels des jugements des tribunaux correctionnels (*art.* 189, 200, 201, 202, 204, 205, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215 *et* 216 *c. instr. crim.*). — V. ces articles.

— — 17 juill. — Loi qui modifie plusieurs dispositions du Code d'instruction criminelle (*art.* 55, 56, 61, 104, 114, 127 *à* 135, 218, 219, 230, 231, 233 *et* 239). — V. ces articles.

1858. — 24 févr. — Décret qui modifie et complète quelques-unes des dispositions du décret du 10 août 1852, sur la police du roulage et des messageries publiques, art. 2 et 3, p. 585.

— — 28 mai. — Loi qui modifie l'article 259 du Code pénal. — V. cet article.

1859. — 11 juin. — Loi des finances, art. 21 (*vente de timbres mobiles ayant déjà servi*), p. 367.

1860. — 14 juill. — Loi sur la fabrication et le commerce des armes de guerre, p. 419.

— — 18 juill. — Loi sur l'émigration, p. 553.

1863. — 13 mai. — Loi portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal (*art.* 57, 58, 132, 133, 134, 135, 138, 142, 143, 149, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 164, 174, 177, 179, 222, 223, 224, 225, 228, 230, 238, 241, 251, 279, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 320, 330, 331, 333, 345, 361, 362, 363, 364, 366, 382, 385, 387, 389, 399, 400, 405, 408, 418, 423, 434, 437, 443, 463 *c. pén.*). — V. ces articles.

1863. — 20 mai. — Loi sur l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels, p. 117.

— — 29 août. — Décret relatif à l'établissement sur les routes impériales et départementales, ainsi que sur les chemins de grande communication, de barrières pour restreindre la circulation pendant le dégel, p. 585.

1864. — 19 mars. — Loi qui étend aux notaires, aux greffiers et aux officiers ministériels destitués, le bénéfice de la loi du 3 juill. 1853 sur la réhabilitation, p. 235.

— — 25 mai. — Loi qui modifie les art. 414, 415 et 416 du Code pénal. — V. ces articles.

— — 14 sept. — Décret qui abroge l'art. 2 et l'art. 6, § 2, de l'ordonnance du 30 déc. 1823, sur le recouvrement des amendes de police correctionnelle et de simple police, et sur leur répartition, p. 275.

— — 1er oct. — Décret qui ajoute la coque du Levant aux substances vénéneuses dont le tableau est annexé au décret du 8 juill. 1850, relatif à la vente desdites substances, p. 633.

1865. — 14 juill. — Loi sur la mise en liberté provisoire (*art.* 91, 94, 113 *à* 126, 206 *et* 613 *c. instr. crim.*). — V. ces articles.

1866. — 16 mai. — Loi relative aux instruments de musique mécaniques, p. 489.

— — 27 juin. — Loi concernant les crimes, les délits et les contraventions commis à l'étranger (*art.* 5, 6, 7 *et* 187 *c. instr. crim.*), et p. 4.

1867. — 22 juill. — Loi relative à la contrainte par corps, p. 322.

1870. — 25 sept. — Décret relatif au sceau de l'État, aux sceaux, timbres et cachets des cours, tribunaux, justices de paix et notaires, p. 365 et 366.

— — 24 oct. — Décret organisant le jury et les cours d'assises de l'Algérie, p. 283.

— — 25 nov. — Décret sur les exécuteurs des hautes œuvres, p. 275.

— — 27 nov. — Décret modifiant les trois derniers paragraphes de l'art. 463 du Code pénal. — V. cet article.

1871. — 17 juin. — Loi sur l'exercice du droit de grâce, art. 2 et 3, p. 348[b].

— — 19 juin. — Loi qui abroge le décret du 4 sept. 1870, sur la fabrication des armes de guerre, p. 420.

— — 19 déc. — Loi sur la contrainte par corps en matière de justice criminelle, p. 324.

1872. — 23 mars. — Loi qui désigne de nouveaux lieux de déportation, p. 305.

— — 21 nov. — Loi sur le jury, p. 178 s.

1873. — 23 janv. — Loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme, p. 559.

— — 27 janv. — Loi qui modifie et abroge divers articles du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne l'organisation des tribunaux de police (*art.* 138, 139, 140, 144, 166 *à* 171 *et* 178). — V. ces articles.

— — 25 mars. — Loi qui règle la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie, p. 305.

— — 23 juin. — Décret relatif à la vente du seigle ergoté, p. 633.

— — 26 juill. — Loi qui ajoute à l'art. 401 du Code pénal un paragraphe concernant certains délits commis au préjudice des restaurateurs, aubergistes, cabaretiers, etc. — V. cet article.

— — 29 déc. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1874, art. 25 (*recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires*), p. 276.

1874. — 23 janv. — Loi relative à la surveillance de la haute police (*art.* 44, 46, 47 *et* 48 *c. pén.*). — V. ces articles.

— — 7 déc. — Loi relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, art. 3, p. 405.

— — 23 déc. — Loi relative à la protection des enfants du premier âge, et en particulier des nourrissons, p. 553.

1875. — 25 févr. — Loi relative à l'organisation des pouvoirs publics, art. 3, p. 345.

— — 8 mars. — Loi relative à la poudre dynamite, p. 420.

— — 5 juin. — Loi sur le régime des prisons départementales, p. 315.

— — 16 juill. — Loi constitutionnelle sur les rapports des pouvoirs publics, art. 14, p. 359.

— — 31 juill. — Loi qui modifie l'art. 18 de la loi du 21 nov. 1872 sur le jury. — V. la loi du 21 nov. 1872, art. 18.

— — 2 août. — Loi organique sur les élections des sénateurs (*modifiée par L.* 9 *déc.* 1884), art. 19 et 27, p. 357.

— — 30 août. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 23 janv. 1874, sur la surveillance de la haute police, p. 321.

1875. — 30 nov. — Loi organique sur l'election des députés, art. 3, 22, p. 357.

1877. — 28 juin. — Loi tendant à modifier les art. 420 et 421 du Code d'instruction criminelle. — V. ces articles.

1880. — 11 juin. — Loi relative aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways, art. 37 et 38, p. 524.

— — 12 juin. — Décret qui modifie l'art. 1er de l'ordonnance du 5 août 1844, portant que les membres de la chambre des mises en accusation des cours d'appel feront, en outre, le service des autres chambres, p. 119.

— — 17 juill. — Loi qui abroge le décret du 29 déc. 1851, sur les cafés, cabarets et débits de boissons, p. 551.

— — 25 déc. — Loi sur la répression des crimes commis dans l'intérieur des prisons, p. 302.

1881. — 19 juin. — Loi portant modification de l'art. 336 du Code d'instruction criminelle. — V. cet article.

— — 30 juin. — Loi sur les réunions publiques, p. 409.

— — 21 juill. — Loi sur la police sanitaire des animaux (*qui abroge les art.* 459, 460 *et* 461 *c. pén.*). — V. ces articles.

— — 29 juill. — Loi sur la liberté de la presse, p. 591.

— — 30 juill. — Loi modifiant le décret du 24 oct. 1870, sur les cours d'assises et le jury en Algérie, p. 285.

— — 27 août. — Loi qui fixe le taux de l'intérêt légal en Algérie, p. 636.

1882. — 2 août. — Loi ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes mœurs, p. 621.

1883. — 30 août. — Loi sur la réforme de l'organisation judiciaire,
Art. 1er, p. 114. | Art. 4, p. 97.
Art. 2, p. 119. | Art. 5, p. 98.

1884. — 21 mars. — Loi relative à la création des syndicats professionnels (*qui abroge l'art.* 416 *c. pén.*). — V. cet article.

— — 5 avr. — Loi sur l'organisation municipale,
Art. 97 à 99, p. 499. | Art. 102, p. 43.

— — 27 juill. — Loi sur le divorce, art. 3, p. 622.

1885. — 28 mars. — Loi sur les marchés à terme (*qui abroge les art.* 421 *et* 422 *c. pén.*). — V. ces articles.

— — 27 mai. — Loi sur les récidivistes, p. 330.

— — 11 juill. — Loi qui interdit de fabriquer, vendre, colporter ou distribuer tous les imprimés ou formules simulant les billets de banque et autres valeurs fiduciaires, p. 365.

1885.	— 14 août.	— Loi sur les moyens de prévenir la récidive (libération conditionnelle, patronage, réhabilitation) (*art.* 621, 623, 624, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634 *c. instr. crim.*). — V. en outre les articles de cette loi, p. 336.
—	— 14 août.	— Loi sur la fabrication et le commerce des armes et des munitions non chargées, p. 421.
1886.	— 12 janv.	— Loi relative aux taux de l'intérêt de l'argent, p. 636.
—	— 18 avr.	— Loi établissant des pénalités contre l'espionnage, p. 349.
1887.	— 11 juin.	— Loi concernant la diffamation et l'injure commises par les correspondances postales ou télégraphiques circulant à découvert, p. 623
1888.	— 4 févr.	— Loi concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, p. 481.
—	— 25 avr.	— Décret relatif au payement des frais de délivrance des titres de perception pour le recouvrement des condamnations pécuniaires, p. 276.
—	— 2 oct.	— Décret relatif aux étrangers résidant en France, p. 558.
—	— 26 oct.	— Loi ayant pour objet d'ajouter un paragraphe à l'art. 463 du Code pénal. — V. cet article.
—	— 24 déc.	— Loi concernant la destruction des insectes, des cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture, p. 503.
1889.	— 19 mars.	— Loi relative aux annonces sur la voie publique, p. 628.
—	— 19 juin.	— Arrêté ministériel fixant le tarif d'expertise des engrais, p. 276.
—	— 4 juill.	— Loi tendant à compléter l'art. 177 du Code pénal. — V. cet article.
1890.	— 9 juill.	— Décret qui modifie celui du 29 oct. 1846 sur la vente des substances vénéneuses, p. 634.
1891.	— 26 mars.	— Loi sur l'atténuation et l'aggravation des peines, p. 325. — V., en outre. art. 57 et 58 c. pén.
—	— 2 juin.	— Loi ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, art. 4 et 5, p. 462.
—	— 30 juin.	— Décret fixant les éléments constitutifs du délit d'évasion commis par les réclusionnaires coloniaux, p. 395.
1892.	— 2 avr.	— Loi portant modification des art. 435 et 436 du Code pénal. — V. ces articles.
—	— 12 avr.	— Loi relative aux arrêtés administratifs agréant des gardes particuliers, p. 43.

1892. — 15 nov. — Loi qui impute la détention préventive sur la durée des peines prononcées (*art.* 23 *et* 24 *c. pén.*). — V. ces articles.
— — 30 nov. — Loi sur l'exercice de la médecine, p. 561.
1893. — 3 févr. — Loi ayant pour objet de compléter les art. 419 et 420 du Code pénal, p. 467.
— — 4 févr. — Loi relative à la réforme des prisons pour courtes peines, p. 316.
— — 16 mars. — Loi portant modification des art. 45, 47 et 60 de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, p. 623.
— — 13 avr. — Loi qui approuve les conventions et arrangements de l'union postale univsrselle conclue à Vienne, le 4 juill. 1891, et modifie le tarif des envois de valeurs déclarées à l'intérieur, art. 4 (*contrefaçon, altération et vente de vignettes et timbres du service des postes et télégraphes d'un pays étranger*), p. 367.
— — 25 avr. — Décret fixant les éléments constitutifs du délit d'évasion commis par les libérés des travaux forcés condamnés à l'emprisonnement ou à la réclusion, p. 396.
— — 28 avr. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893, art. 45 (*attribution des amendes et condamnations pécuniaires*), p. 277.
— — 8 août. — Loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national, p. 557.
— — 21 nov. — Décret portant règlement d'administration publique en exécution des paragraphes 2 et 3 de l'art. 14 de la loi du 3 nov. 1892 sur l'exercice de la médecine et relatif : 1° aux conditions suivant lesquelles peut être conféré le titre d'expert devant les tribunaux ; 2° à la revision des tarifs du décret du 18 juin 1811 en ce qui touche les honoraires, vacations, frais de transport et de séjour des médecins, p. 277.
— — 23 nov. — Arrêté du ministre de l'intérieur sur la déclaration des maladies épidémiques, p. 566.
— — 12 déc. — Loi portant modification des art. 24, § 1er, 25 et 49 de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, p. 623.
— — 18 déc. — Loi sur les associations de malfaiteurs (*art.* 265 *à* 268 *c. pén.*). — V. ces articles.
— — 18 déc. — Loi portant modification et addition à l'art. 3 de la loi du 19 juin 1871, sur les explosifs, p. 423.

1893. — 23 déc. — Décret relatif à la juridiction des commissaires spéciaux de police, p. 6.
1894. — 28 juill. — Loi ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes, p. 624.
— — 20 août. — Décret portant modification au tableau des substances vénéneuses annexé au décret du 8 juillet 1850, p. 634.
— — 28 déc. — Loi abrogeant les art. 226 et 227 du Code pénal. — V. ces articles.
1895. — 9 févr. — Loi modifiant l'art. 2 de la loi du 23 mars 1872, p. 308.
— — 13 avr. — Loi modifiant les conditions dans lesquelles le ministre de la guerre peut interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce, p. 423.
— — 25 avr. — Loi relative à la préparation, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues, p. 568.
— — 8 juin. — Loi sur la revision des procès criminels et correctionnels et les indemnités aux victimes des erreurs judiciaires (*modification du chap. III du liv. III c. instr. crim.*). — V. ce chapitre.
— — 22 juin. — Décret portant fixation de l'indemnité de voyage et des frais de séjour à allouer aux témoins entendus, soit dans l'instruction, soit lors du jugement des affaires criminelles, de police correctionnelle et de simple police, p. 279.
— — 22 juill. — Loi relative à l'application de l'art. 14 de la loi du 29 juill. 1881, sur la presse, p. 625.
1896. — 3 avr. — Loi rendant applicable, en matière de presse, l'art. 368 du Code d'instruction criminelle, p. 625.
— — 22 juill. — Loi relative aux pigeons voyageurs, p. 570.
— — 30 nov. — Loi complétant le décret-loi du 11 mai 1807, relatif à la prohibition des monnaies de billon étrangères, p. 364.
1897. — 6 avr. — Loi modifiant l'art. 174 du Code d'instruction criminelle, relatif à l'appel des jugements de simple police. — V. cet article.
— — 16 avr. — Loi concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, p. 482.
— — 9 nov. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1897, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, p. 485.

b — **C. instr. et C. pén.**

1897. — 8 déc. — Loi ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de crimes et de délits, p. 71. — V. aussi art. 93 et 613 c. instr. crim.

— — 10 déc. — Circulaire de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, adressée à MM. les procureurs généraux, relative à l'application de la loi du 8 déc. 1897, p. 76.

1898. — 15 févr. — Loi relative au commerce de brocanteur, p. 519.

— — 4 mars. — Loi modifiant l'art. 6 de la loi du 22 juill. 1896, sur les pigeons voyageurs, p. 570.

— — 10 mars. — Loi ayant pour objet de rendre la réhabilitation applicable aux condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de la peine (*art.* 619 *et* 634 *c. instr. crim.*). — V. ces articles.

— — 16 mars. — Loi modifiant la loi du 2 août 1882, sur la répression des outrages aux bonnes mœurs, p. 622.

— — 13 avr. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1898 :
— Art. 60 à 63 (*intérêt de l'argent en Algérie*), p. 637 ;
— Art. 84 (*indemnités aux agents verbalisateurs*), p. 279.

— — 19 avr. — Loi sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants, p. 436. — V. aussi art. 349 à 353 c. pén.

— — 21 juin. — Loi sur le Code rural (police sanitaire concernant les personnes, les animaux et les récoltes, art. 76 à 80 : dommages aux récoltes par des insectes), p. 504.

1899. — 10 mars. — Décret portant règlement relatif à la circulation des automobiles, p. 586.

— — 1er juin. — Décret relatif aux indemnités de déplacements accordées aux magistrats délégués pour remplir leurs fonctions dans un autre tribunal que celui de leurs résidences, p. 280.

— — 5 août. — Loi sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit, p. 227 s.

— — 13 nov. — Décret réglant l'allocation due aux huissiers relativement à l'application de l'art. 68 du Code de procédure civile, p. 280.

— — 12 déc. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 5 août 1899, sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit, p. 230 s.

1900. — 8 févr. — Décret rendant applicables à l'Algérie divers articles de la loi du 21 nov. 1872, sur le jury, p. 286.

— — 1er avr. — Loi modifiant le paragraphe 2 de l'art. 4 de la loi du 2 juin 1891, p. 463.

— — 7 avr. — Loi sur le taux de l'intérêt légal de l'argent, p. 637.

— — 13 avr. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1900, art. 22 (*destruction, détérioration et déplacement de bornes*), p. 399.

— — 19 avr. — Loi modifiant les art. 423, 424, 439 et 532 du Code d'instruction criminelle. — V. ces articles.

— — 7 juin. — Décret modifiant le décret du 12 déc. 1899, en ce qui concerne le coût des bulletins du casier judiciaire pour l'hospitalisation des indigents dans les établissements d'assistance publique, p. 232.

— — 11 juill. — Loi portant modifications de la loi du 5 août 1899, sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit, p. 230.

— — 13 nov. — Décret complétant le règlement d'administration publique du 12 déc. 1899, sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit, p. 232.

1901. — 25 févr. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1901 (*qui modifie les art.* 252 *et* 253 *c. instr. crim.*). — V. ces articles.

— — 1er mars. — Décret modifiant l'ordonnance du 15 nov. 1846, sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, p. 526.

— — 1er juill. — Loi relative au contrat d'association (*qui abroge les art.* 291 *à* 294 *c. pén.*). — V. ces articles. — V. aussi l'art. 12 de cette loi, p. 350.

— — 10 juill. — Loi modifiant l'art. 20 de la loi du 27 mai 1885, relative aux récidivistes, p. 434.

— — 10 sept. — Décret réglementant la circulation des automobiles, p. 590.

— — 21 nov. — Loi modifiant les art. 300 et 302 du Code pénal. — V. ces articles.

— — 5 déc. — Loi portant adjonction d'un paragraphe à l'art. 357 du Code pénal. — V. cet article.

— — 23 déc. — Loi réprimant les fraudes dans les examens et concours publics, p. 373.

1902. — 27 janv. — Loi modifiant l'art. 16 de la loi du 29 juill. 1881, sur la presse, en ce qui concerne l'affichage sur les édifices et monuments ayant un caractère artistique, p. 625.

— — 30 mars. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1902, art. 44 (*affiches coloriées*), p. 625; art. 57 (*qui modifie l'intitulé et les art.* 1er *et* 3 *de la loi du* 11 *juill.* 1885), p. 366.

— — 30 déc. — Loi relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie, p. 286.

1903. — 14 févr. — Loi ajoutant une disposition transitoire à la loi du 30 déc. 1902, sur le jury criminel en Algérie, et modifiant, dans la colonie, certaines dispositions de la loi métropolitaine du 21 nov. 1872, relative à la formation des listes du jury, p. 289.

— — 3 avr. — Loi modifiant les art. 334 et 335 du Code pénal, 4 de la loi du 27 mai 1885, et 5 et 7 du Code d'instruction criminelle. — V. ces articles.

— — 20 mai. — Décret portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie, p. 6.

— — 24 juin. — Instruction ministérielle sur les réquisitions de la force armée, p. 33.

— — 25 juill. — Décret modifiant le décret du 13 nov. 1899 pour l'application de la loi sur le secret des actes signifiés par huissiers, p. 281.

— — 9 août. — Décret relatif à l'organisation des tribunaux répressifs indigènes en Algérie, p. 289.

— — 30 déc. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904, art. 6 (*port de lettres*), p. 281.

— — 30 déc. — Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904, art. 24 (*procès-verbaux des agents des contributions indirectes et des octrois*), p. 92.

— — 30 déc. — Loi relative à la réhabilitation des faillis (*qui abroge le paragraphe* 2 *de l'art.* 634 *c. instr. crim.*).

1904. — 31 mars. — Loi modifiant la loi du 27 mai 1885, sur les récidivistes (*art.* 2), p. 334.

— — 28 juin. — Loi modifiant la loi du 26 mars 1891, sur l'atténuation et l'aggravation des peines (*loi de sursis*), p. 326.

1904. — 12 août. — Décret remplaçant par une disposition nouvelle l'art. 1er du décret du 21 nov. 1893, relatif au titre de médecin expert devant les tribunaux, p. 281.

— — 20 déc. — Addition à l'instruction du 24 juin 1903, sur les réquisitions de la force armée, p. 34.

1905. — 14 juill. — Loi relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, privés de ressources, art. 39 (*vagabondage, mendicité, poursuites correctionnelles*), p. 406.

— — 1er août. — Loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, p. 469.

— — 6 août. — Loi relative à la répression de la fraude sur les vins et au régime des spiritueux, art. 27 (*appel, procédure*), p. 111.

— — 9 déc. — Loi concernant la séparation des Églises et de l'État, p. 536.

1906. — 10 avr. — Décret modifiant le décret du 21 nov. 1893, portant règlement d'administration publique, relatif aux conditions dans lesquelles peut être conféré le titre de médecin expert devant les tribunaux, p. 281.

— — 12 avr. — Loi modifiant les art. 66, 67 du Code pénal, 340 du Code d'instruction criminelle, et fixant la majorité pénale à dix-huit ans. — V. ces articles; — et p. 343.

— — 17 avr. — Loi de finances, art. 44 (*recours contre les jugements des conseils de guerre et des tribunaux maritimes*), p. 198.

— — 31 juill. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes et des falsifications en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles, p. 474.

— — 31 déc. — Loi relative à la compétence des juges de paix en matière forestière (*modifiant les art.* 19, 144, 145, 172, 174 *et* 179 *c. instr. crim.*). — V. ces articles,

1907. — 2 janv. — Loi concernant l'exercice des cultes, p. 549.

— — 19 mars. — Loi accordant une indemnité de séjour aux jurés qui reçoivent une indemnité de déplacement, p. 282.

— — 28 mars. — Loi relative aux réunions publiques, p. 410.

1907. — 12 avr. — Décret portant fixation de l'indemnité de déplacement et de l'indemnité de séjour à allouer aux jurés criminels en France, p. 283.

— — 15 juin. — Loi réglementant le jeu dans les cercles et casinos des stations balnéaires, thermales ou climatériques, p. 463.

— — 29 juin. — Loi tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage, p. 478.

— — 15 juill. — Loi concernant le mouillage et la circulation des vins et le régime des spiritueux, p. 480.

— — 19 juill. — Loi relative à la suppression de l'envoi dans les colonies pénitentiaires de femmes récidivistes, p. 334.

— — 23 juill. — Loi portant modification de certaines dispositions de la loi du 16 avr. 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, p. 485.

— — 29 août. — Instruction relative à la participation de l'armée au maintien de l'ordre public, p. 34.

— — 29 août. — Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 16 avr. 1897, modifiée par la loi du 23 juill. 1907, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, p. 487.

1908. — 23 mars. — Loi modifiant la loi du 30 décembre 1903, relative à la réhabilitation des faillis (modification de l'art. 8, § 1er, de la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit), p. 228.

— — 7 avr. — Loi relative à la répression des outrages aux bonnes mœurs, p. 622.

— — 11 avr. — Loi concernant la prostitution des mineurs, p. 556.

— — 13 avr. — Loi modifiant les art. 6, 7, 9, 10, 13 et 14 de la loi du 9 déc. 1905, sur la séparation des Églises et de l'État, p. 550.

— — 25 juin. — Loi portant modification des art. 29, 30 et 31 de la loi du 21 germinal an XI, sur l'organisation des écoles de pharmacie. — V. la loi du 21 germ. an XI, art. 29, 30 et 31.

— — 4 juill. — Loi modifiant par une disposition additionnelle l'art. 61 de la loi du 29 juill. 1881, sur la liberté de la presse, p. 625.

1908. — 4 juill. — Loi complétant l'art. 62 de la loi du 29 juill. 1881 sur la liberté de la presse, p. 624.

— — 17 juill. — Loi allouant une indemnité aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour établie par la loi du 19 mars 1907, p. 282.

— — 17 juill. — Décret portant fixation de l'indemnité spéciale à allouer aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour, p. 282.

— — 17 juill. — Loi établissant, en cas d'accident, la responsabilité des conducteurs de véhicules de tout ordre, p. 590.

— — 5 août. — Loi modifiant l'art. 11 de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles et complétant cette loi par un article additionnel, p. 474.

— — 10 déc. — Loi modifiant l'art. 343 du Code d'instruction criminelle. — V. cet article.

1909. — 4 mars. — Loi portant abrogation de la loi du 1er mars 1899, relative à la revision des procès criminels et correctionnels (*remise en vigueur des deux premiers paragraphes de l'art.* 445 *c. instr. crim. modifié par la loi du* 8 *juin* 1895). — V. cet article.

— — 4 juin. — Loi portant modification du premier paragraphe de l'art. 4 de la loi du 2 juin 1891, ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, p. 464.

— — 28 juin. — Décret autorisant des avances aux membres du jury criminel sur leurs indemnités pour frais de déplacement, p. 283.

— — 13 juill. — Loi modifiant l'art. 206 du Code d'instruction criminelle. — V. cet article.

— — 19 juill. — Loi relative aux contributions directes et aux taxes assimilées de l'exercice 1910, art. 4 (*qui complète le* 2e *paragraphe de l'art.* 24 *de la loi du* 9 *déc.* 1905 *sur la séparation des Églises et de l'État*), p. 545.

1910. — 20 janv. — Loi fixant l'époque de la convocation des commissions chargées de dresser les listes préparatoires du jury criminel. — V. L. 21 nov. 1872, art. 7 et 10.

1910. — 26 févr. — Loi modifiant l'art. 5 du Code d'instruction criminelle. — V. cet article.

— — 1er mars. — Circulaire du ministre de l'intérieur relative aux conditions dans lesquelles des autorisations de loterie peuvent être accordées aux sociétés de secours mutuels, syndicats professionnels et autres associations ou œuvres qui n'ont pas pour objet exclusif l'assistance ou l'encouragement des arts, p. 462.

— — 8 avr. — Loi de finances, art. 52 (*timbres-poste nationaux, contrefaçon, vente*), p. 367.

— — 14 avr. — Loi modifiant le paragraphe 1er de l'art. 9 de la loi du 30 nov. 1892, sur l'exercice de la médecine, p. 566.

— — 20 avr. — Loi interdisant l'affichage sur les monuments historiques et dans les sites ou sur les monuments naturels de caractère artistique, p. 626.

— — 24 juill. — Loi modifiant et complétant les art. 1er, 2, 3 et 5 de la loi du 30 décembre 1902, relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie, p. 289.

1911. — 8 févr. — Loi ajoutant un article à la loi du 29 juill. 1881, sur la presse, p. 626.

— — 14 avr. — Décret ajoutant le *Papaver somniferum* Lin aux substances vénéneuses dont le tableau est annexé au décret du 8 juin 1850, p. 634.

— — 30 déc. — Loi modifiant l'art. 137 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et l'art. 239 du même Code pour l'armée de mer, concernant la peine de mort, p. 300.

1912. — 21 avr. — Décret modifiant le décret du 1er mars 1901 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, en vue de défendre la vente des objets divers dans les trains, p. 536.

— — 16 juill. — Loi sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades, p. 626.

— — 22 juill. — Loi sur les tribunaux pour enfants et adolescents et la liberté surveillée, p. 3á3.

— — 28 juill. — Loi tendant à modifier et à compléter la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et la loi du 29 juin 1907 sur le mouillage et le sucrage des vins, p. 474.

FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES MATIÈRES CONTENUES

DANS LE

CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE,

DANS LE

CODE PÉNAL

ET DANS LEURS

APPENDICES.

Abréviations. — *Dans la présente Table, les articles des Codes sont indiqués simplement par des nombres précedés soit de la lettre* **I** *pour le* Code d'instruction criminelle, *soit de la lettre* **P** *pour le* Code pénal. — *Pour les lois, décrets et ordonnances insérés dans cet ouvrage, nous renvoyons aux pages qui contiennent leurs textes, et nous mentionnons leurs dates et leurs articles. Ainsi,* p. 509, L. 5 avr. 1884, a. 97, *signifie :* page 509, Loi du 5 avril 1884, article 97.

A

Abandon d'instruments, d'armes ou de machines P. 471, n. 7; (confiscation) **P.** 472.
Abatage. V. Arbres.
Absolution. V. Cassation, Cour d'assises.
Abus. V. Mineur.
Abus d'autorité P. 184 s.; (contre la chose publique) **P.** 188 s. V. Force publique; (contre les particuliers) **P.** 184 s. V. Déni, Fonctionnaire public, Violation de domicile.
Abus de blanc-seing P. 407.
Abus de confiance P. 406 s.; (proprement dit) **P.** 408.
Accident. V. Secours.
Accoucheuse p. 561, L. 30 nov. 1892; p. 566, L. 14 avr. 1910.
Accusation. V. Acte d'accusation, Chambre d'accusation, Cour d'assises.
Accusé. V. Chambre d'accusation, Cour d'assises.
Acquittement. V. Appel correctionnel, Cassation, Contumace, Tribunal correctionnel.
Acte. V. Titre.
Acte d'accusation I. 241 s.; (contexte) **P.** 140; (énonciations) **I.** 241; (formes) **I.** 241; (jonction) **I.** 307; (lecture) **I.** 313; (publication prématurée) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 38; (rédaction) **I.** 241; (remise au jury) **I.** 341; (signification) **I.** 242, 243.
Acte d'état civil (feuilles volantes) **P.** 192, 195; (tenue, delit) **P.** 192 s.
Action civile I. 1 s.; (compétence) **I.** 3; (décès de l'inculpé) **I.** 2; (dommage, réparation) **I.** 1.
— exercice **I.** 1 s.; (action publique, exercice séparé) **I.** 3; (action publique, exercice simultané) **I.** 3; (contre qui) **I.** 2; (qualité) **I.** 1; (suspension) **I.** 3.
— (extinction) **I.** 2; (renonciation) **I.** 4.
— V. Prescription.

Action publique I. 1 s.; (decès de l'inculpé) I. 2.
— exercice I. 1 s.; (contre qui) I. 2; (qualité) I. 1, 21; (suspension) I. 4.
— (extinction) I. 2; (peine, application) I. 1.
— V. Action civile, Chambre d'accusation, Contravention de simple police, Cour d'appel, Cour d'assises, Délit forestier, Prescription, Procureur de la République, Souveraineté.
Adjoint. V. Maire.
Administration publique (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 30; (injure) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 33.
Adolescents (tribunaux pour) p. 343, L. 22 jnill. 1912.
Adultère P. 336 s.
— adultère de la femme P. 336 s.; (complice, peines) P. 338; (complicité, preuve) P. 338; (denonciation) P. 336; (grâce du mari) P. 337; (peine) P. 337.
— adultère du mari (concubine, entretien) P. 339; (peine) P. 339.
— (plainte) P. 336, 339.
— V. Meurtre.
Affichage p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 15 s.; (interdiction, édifices artistiques) p. 625, L. 27 janv. 1902. — V. Peine criminelle.
Affiches p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 15 s.
— affiches administratives (enlèvement ou lacération) P. 479, n. 9; L. 1881, a. 17; (lieu d'apposition), L. 1881, a. 15; (papier blanc), L. 1881, a. 15.
— affiches électorales (couleur tricolore) p. 625, L. 30 mars 1902, a. 44; (immeubles et monuments historiques) p. 626, L. 20 avr. 1910; (lacération) p. 591, L. 1881, a. 17; (lieu d'apposition), L. 1881, a. 16.
Affirmation. V. Procès-verbal.
Age. V. Mineur, Septuagénaire, Sexagénaire.
Agent de change P. 404.
Agent de l'autorité publique (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 31; (injure) L. 1881, a. 33.
Agent de la force publique (outrage) P. 224. — V. Citation, Mandat du juge, Violence à fonctionnaire public ou agent.
Agent diplomatique étranger (outrage public) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 37.
Agriculture. V. Ustensiles.
Algérie (cour d'assises), p. 283, D. 24 oct. 1870; p. 284, L. 30 juill. 1881; p. 285, D. 8 févr. 1900; p. 285, L. 30 déc. 1902; p. 289, L. 14 févr. 1903; p. 289, L. 24 juill. 1910; (tribunaux répressifs indigènes) p. 287, D. 9 août 1903.
Aliénation mentale. V. Demence.
Aliments. V. Contrainte par corps, Filouterie.
Alliance. V. Parenté.
Altération. V. Clefs, Voiturier.
Amende (attribution) P. 466; p. 277, L. 28 avr. 1893, a. 45; p. 280, L. 13 avr. 1898, a. 84; (dommages - interêts, preference) P. 54, 468; (recouvrement) p. 276, L. 29 déc. 1873, a. 25; p. 277, D. 25 avr. 1888; (restitution, préférence) P. 54, 468. — V. Cassation, Certificat médical, Contrainte par corps, Contravention de simple police, Cour d'assises, Crime, Délit, Grappillage, Jeu, Juré, Liberté provisoire, Règlement de juges, Réhabilitation, Renvoi.
Amnistie p. 345, L. 25 févr. 1875, a. 3.
Amputation. V. Coups.
Anarchiste (menées, répression) p. 624, L. 28 juill. 1894.
Animaux (dommage volontaire, délit) P. 452 s., 455; (empoisonnement) P. 452, 455; (maladie contagieuse) P. 459 s.
— mort ou blessures involontaires (animaux malfaisants ou féroces, divagation) P. 479, n. 2; (armes, emploi) P. 479, n. 3; 480; (édifices, vétusté, degradation, défaut de reparation ou d'entretien) P. 479, n. 4; (encombrement) P. 479, n. 4; (excavations) P. 479, n. 4; (fou, divagation) P. 479, n. 2; (jet de corps durs) P. 479, n. 3; 480; (voie publique, embarras) P. 479, n. 4; (voitures, rapidité, direction ou chargement) P. 479, n. 2.
— V. Passage.
Animaux de trait, de charge ou de monture (conduite) P. 475, n. 3. V. Roulage, Voitures; (course dans les lieux habités) P. 475, n. 4; (destruction) P. 453, 455; (destruction volontaire) P. 453, 455; (empoisonnement) P. 452, 455. — V. Maraudage, Récoltes.
Animaux domestiques (destruction volontaire) P. 454, 455; (mauvais traitements) p. 496, L. 2 juill. 1850.
Animaux malfaisants ou féroces (divagation) P. 475, n. 7. — V. Animaux.
Annonces. V. Journaux.
Apologie. V. Crime.
Appel correctionnel I. 199 s.; (acquittement, prononciation) I. 212.
— arrêt par défaut, opposition I. 208; (citation à première audience) I. 208; (délai) I. 208; (formes) I. 208; (voie de recours) I. 208.
— arrêt sur appel (audience) I. 209; (délai) I. 209; (formes) I. 211; (minute, signature) I. 211; (motifs) p. 115, L. 20 avr. 1810, a. 7.
— (compétence) I. 201; (contributions indirectes) p. 111, L. 6 août

Appel correction. (*suite*). 1905, art. 27; (déchéance) I. 203; (déclaration au greffe) I. 203; (délai) I. 203 s.; (dommages-intérêts, arrêt) I. 212, 213; (effets) p. 110, Avis du 12 nov. 1806; (effet suspensif) I. 203; (évocation) I. 215.
— fait incriminé (contravention) I. 213; (crime) I. 214; (fait non punissable) I. 212.
— (formes) I. 203 s.; (frais et dépens) I. 211; (instruction, ordre) I. 190, 210; (instruction, publicité) I. 190, 211; (interrogatoire) I. 210.
— jugement attaqué (annulation) I. 212 s.; p. 116, D. 29 avr. 1806, a. 1; (exécution) I. 203; (infirmation) I. 212 s.; (violation des formes) I. 215; p. 116, D. 29 avr. 1806, a. 1.
— (jugements susceptibles) I. 199; (mandats de dépôt ou d'arrêt, délivrance) I. 214; (ministère public) I. 202, 205, 210; (moyens) I. 204; (notification) I. 205.
— partie civile (appel) I. 202; (appel, effets) p. 110, Avis du 12 nov. 1806; (observations) I. 210.
— personne civilement responsable (appel) I. 202; (défense) I. 210.
— prévenu (acquittement antérieur, mise en liberté) I. 206; (appel) I. 202; (transférement) I. 207.
— procuration I. 204.
— (procureur de la République, appel) I. 202; (qualité) I. 202; (rapport) I. 209, 210; p. 114, D. 30 mars 1808, a. 35; (renvoi devant le magistrat compétent) I. 214; (requête, dépôt au greffe, délai) I. 204; (requête, transmission au greffe de la cour) I. 207.
— procureur général (appel) I. 202; (appel, effets) I. 206; (appel, délai) I. 205; (appel, formes) I. 205; (conclusions) I. 210.
— V. Chambre correctionnelle, Délit forestier, Flagrant délit.

Appel de simple police I. 172 s.; (compétence) I. 174; (délai) I. 174; (effet suspensif) I. 173; (formes) I. 174; (instruction, publicité) I. 176; (preuve, mode, admissibilité) I. 176; (procédure) I. 174; (témoin, audition) I. 175; (tribunal correctionnel, compétence) I. 174.

Arbres P. 445 s.; (abatage) P. 445, 455.
— dommage volontaire, délit P. 445 s., 455; (malveillance envers un fonctionnaire) P. 450; (nuit) P. 450; (voie publique) P. 448.
— (greffes, destruction) P. 447, 448, 455; (mutilation) P. 446, 448, 455.

Archives. V. Dépôt public.

Armée (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 30; (injure) L. 1881, a. 33. — V. Troupe.

Armes p. 417, L. 24 mai 1834; p. 419, L. 14 juill. 1860; p. 421, L. 14 août 1885, (commerce) L. 1834, a. 3, 4; L. 1860, a. 1 s., 12 s.; p. 420, L. 19 juin 1871; L. 1885, a. 1 s., 12, 13; (détention) L. 24 mai 1834, a. 3, 4; (exportation) L. 1860, a. 9 s., 15 s.; L. 14 août 1885, a. 7 s.; L. 13 avr. 1895; (fabrication) L. 1834, a. 3, 4; L. 1860, a. 1 s., 12 s.; p. 420, L. 19 juin 1871; L. 1885, a. 1 s., 12, 13; (importation) L. 1860, a. 7, 8, 11; L. 1885, a. 7 s.; (peines) L. 1834, a. 1 s.; L. 1860, a. 12 s.; L. 1885, a. 12 s.; (port) V. Interdiction de droits; (transit) L. 1860, a. 10, 11; L. 1885, a. 7, 10. — V. Abandon, Attroupement, Flagrant délit, Insurrection, Mendicité, Port d'armes, Sûreté intérieure, Vol.

Armes prohibées (commerce) P. 314, 315; p. 417, L. 24 mai 1834, a. 1, 4; (fabrication) P. 314, 315; p. 417, L 24 mai 1834, a. 1, 4; (pistolet de poche) p. 418, O. 23 févr. 1837; (port) P. 314, 315.

Arrestation. V. Flagrant délit, Mandat d'amener, Souveraineté.

Arrestation arbitraire. V. Détention arbitraire.

Arrestation provisoire. V. Garde champêtre, Garde forestier.

Artifices. V. Pièces d'artifices.

Ascendant. V. Attentat à la pudeur, Coups et blessures, Vol.

Assassinat P. 296 s.; (définition) P. 296; (guet-apens) P. 296, 298; (peines) P. 302; (peines, malfaiteur) P. 303; (préméditation) P. 296, 297.

Assises. V. Cour d'assises.

Assistance judiciaire p. 283, L. 22 janv. 1851, modifiée par L. 10 juill. 1901.

Association p. 516, L. 1er juill. 1901; L. 4 déc. 1902; L. 17 juill. 1903.

Association de malfaiteurs P. 265 s.; (auteur P. 266; (caractères) P. 265; (complicité) P. 267; (dénonciation) P. 266; (excuse légale) P. 266; (peines) P. 266 s.

Association étrangère (sûreté de l'État, péril) p. 349, L. 1er juill. 1901, a. 12.

Attentat. V. Liberté, Sûreté.

Attentat à la pudeur P. 331 s.; (aide) P. 333, (ascendant) P. 331, 333.
— attentat avec violence P. 332; (circonstances aggravantes) P. 333; (sur un enfant de moins de quinze ans) P. 332.
— attentat sans violence, par un ascendant, sur un enfant mineur non émancipé par mariage P. 331.
— attentat sans violence sur un enfant de moins de treize ans P. 331; (circonstances aggravantes) P. 333.

Attentat à la pud. (*suite*). — (autorité sur la victime) **P.** 333; (circonstances aggravantes) **P.** 333; (complicité) **P.** 333; (fonctionnaire public) **P.** 333; (instituteur) **P.** 333; (ministre du culte) **P.** 333; (serviteur) **P.** 333; (tentative) **P.** 331, 332. — V. Castration.
Attentat aux mœurs P. 330 s.
Attroupement p. 516, D. 26 juill. 1791, a. 9, 25 s.; L. 10 avr. 1831, a. 1, 9, 11; L. 7 juin 1848.
Aubergiste (criminel ou délinquant, logement, responsabilité civile) **P.** 73; (filouterie d'aliments) **P.** 401; (registre) V. Logeur. — V. Vol.
Audience. V. Flagrant délit, Infraction d'audience, Outrage, Violence à fonctionnaire public ou agent.
Automobile (circulation) p. 586, D. 10 mars 1899; p. 590, D. 10 sept. 1901; p. 590, L. 17 juill. 1908.
Autorité administrative (empiétement sur l'autorité judiciaire) **P.** 130, 131; (empiétement sur le pouvoir législatif) **P.** 130.
Autorité judiciaire. V. Cour, Magistrat, Tribunal.
Autorité publique (actes, destruction) **P.** 439; (désobéissance) **P.** 209 s.; (résistance) **P.** 209 s. — V. Agent, Dépositaire.
Avertissement. V. Cour d'assises.
Avocat. V. Défenseur.
Avocat à la cour de cassation. V. Cassation.
Avortement P. 317.
Avoué. V. Cassation-pourvoi, Contumace, Tribunal correctionnel.

B

Baisse. V. Marchandises, Travail.
Ban de vendanges ou autres P. 475, n. 1.
Bandes armées. V. Sûreté intérieure.
Bannissement P. 8; (durée) **P.** 33; (exécution, mode) **P.** 32; (infraction, peine) **P.** 33.
Banqueroute frauduleuse P. 402 s.; (complicité) **P.** 403. — V. Réhabilitation.
Banqueroute simple P. 402.
Baraterie p. 573, D. 24 mars 1852, a. 75, 77, 89 s.
Barricade. V. Insurrection.
Batelier (marchandises, altération) **P.** 387. — V. Vol.
Bestiaux (conduite sur le terrain d'autrui) **P.** 479, n. 10; (destruction volontaire) **P.** 453, 455; (empoisonnement) **P.** 452, 455; (vol dans les champs) **P.** 388.
Bêtes. V. Animaux.
Beurre (fraude) p. 482, L. 16 avr. 1897; p. 485, D. 9 nov. 1897; p. 485, L. 23 juill. 1907.
Biens ecclésiastiques (dévolution) p. 536, L. 9 déc. 1905, a. 4 s.
Bigamie P. 340.
Billet (abus de confiance) **P.** 408.
Billet de banque (contrefaçon) **P.** 139; (contrefaçon, étranger) **I.** 7. — faux billet, usage **P.** 139; (bonne foi) **P.** 163. — imitation p. 365, L. 11 juill. 1885.
Blessures. V. Coups, Violence à fonctionnaire public ou agent.
Bois (bois taillis, animaux, passage) **P.** 475, n. 10; (incendie volontaire) **P.** 434. — V. Coupe, Forêt.
Boissons. V. Débit, Vin.
Boissons falsifiées (falsification) p. 469, L. 1er août 1905, a. 3; p. 474, D. 31 juill. 1906; p. 478, L. 29 juin 1907; p. 480, L. 15 juill. 1907; p. 474, L. 28 juill. 1912; (mise en vente) L. 1er août 1905, a. 3; L. 29 juin 1907, a. 4; (vente) **P.** 475, n. 6; L. 1er août 1905, a. 3; L. 29 juin 1907, art. 4.
Bonneteau P. 405; p. 402, L. 27 mai 1885, a. 4.
Bornes (déplacement) **P.** 456; (destruction, détérioration ou déplacement des bornes ou signaux pour triangulation, arpentage ou nivellement) p. 399, L. 13 avr. 1900, a. 22; (enlèvement) V. Maraudage, Récoltes; (suppression) **P.** 456.
Bris. V. Clôture, Évasion, Scellés.
Brocanteur p. 519, L. 15 févr. 1898.
Bruit. V. Tapage.
Bulletin. V. Casier judiciaire.

C

Cabane (destruction) **P.** 451, 455.
Cadavre. V. Recel.
Caisse publique (retrait de fonds, provocation, fraude) p. 467, L. 3 févr. 1893.
Calamité publique. V. Secours.
Calomnie P. 367 s. V. Dénonciation calomnieuse, Diffamation.
Carcan P. 22 ancien texte.
Carrière (vol) **P.** 388.
Cartes postales ou télégraphiques (diffamation) p. 623, L. 11 juin 1887.
Casier judiciaire I. 600 s.; p. 227, L. 5 août 1899; p. 230, D. 12 déc. 1899. — V. Sursis.
Casinos p. 463.
Cassation - pourvoi I. 407 s.
— amende (condamnation) **I.** 436; (consignation) **I.** 419, 420; (dispense) **I.** 420; (quotité) **I.** 419, 436; (restitution) **I.** 437.
— (arrêt d'admission) **I.** 426; (arrêt sur le pourvoi, délai) **I.** 425; (avo-

Cassation-pourv. (*suite*).
cat à la cour de cassation) I. 424; (avoué) I. 417; (cas) I. 407 s.
— cassation I. 426 s.; (nouveau pourvoi, mêmes moyens procédure) I. 440; p. 197, L. 1er avr. 1837; (nouvelle cassation) p. 197, L. 1er avr. 1837, a. 2, 3.
— cassation en matière correctionnelle ou de police, renvoi I. 427.
— cassation en matière criminelle I. 428 s.; (cassation partielle) I. 434; (intérêts civils) I. 429.
— cassation en matière criminelle, renvoi I. 429 s.; (accusé, détention) I. 435; (complices) I. 433; (cour d'assises, désignation) I. 429, 432; (délibération spéciale) I. 430; (devant le juge compétent) I. 429; (devant une chambre d'accusation) I. 429, 432, 435; (devant une cour d'assises) I. 429, 433, 435; (devant un tribunal civil) I. 429; (juge d'instruction, désignation) I. 431, 433; (sans renvoi) I. 429.
— (chambres réunies) I. 440; p. 197, L. 1er avr. 1837, a. 1; (déchéance) I. 421; (décision attaquée, expédition) I. 423, 424; (décision en dernier ressort) I. 407; (décisions susceptibles) I. 407, 413; (déclaration au greffe, qualité) I. 417; (demande) I. 416 s.; (écrou, production) I. 421; (extrait) I. 417; (formes) I. 417 s.; (frais et dépens) I. 436; (incarcération) I. 421; (indemnité) I. 436; (instruction, nullité) I. 415; (instruction antérieure, nullité) I. 407 s.; (jugement antérieur, nullité) I. 407 s.; (jugement ou arrêt en dernier ressort) I. 407, 413, 416; (jugement ou arrêt préparatoire ou d'instruction, pourvoi, délai) I. 416; (jugement ou arrêt sur la compétence, pourvoi, délai) I. 416; (liberté provisoire) I. 421; (mise en état) I. 421; (moyens) I. 408 s. V. requête; (notification, délai) I. 418; (ouvertures) V. moyens; (pièces, inventaire) I. 423; (pièces, transmission) I. 423, 424; (procédure nouvelle, frais, charge) I. 415; (procuration) I. 417; (qualité) I. 408 s., 413; (recevabilité) I. 421; (registre) I. 417.
— rejet I. 426, 436; (arrêt, extrait, transmission) I. 439; (chose jugée) I. 438.
— requête I. 422 s.; (dépôt, délai) I. 422; (dépôt, greffe) I. 422, 424; (moyens, insertion) I. 422; (transmission) I. 422, 423.
— signature I. 417.
— V. Chambre d'accusation, Contumace, Cour d'assises, Identité, Presse.
Cassation-*pourvoi dans l'intérêt de la loi* I. 442. V. *pourvoi en matière criminelle.*
Cassation-*pourvoi en matière correctionnelle* I. 413 s.; (acquittement) I. 413; (arrêt en dernier ressort) I. 413; (condamnation, loi pénale, citation erronée) I. 411, 414; (condamnation, peine justifiée) I. 411, 414; (incompétence) I. 408, 413; p. 189, L. 29 avr. 1806, art. 2; (ministère public) I. 216, 413; (moyens) I. 408, 413; (moyens nouveaux) p. 189, L. 29 avr. 1806, a. 2; (omission de statuer) I. 408, 413; (partie civile) I. 216, 413; (personne civilement responsable) I. 216; (prévenu) I. 216, 413; (qualité) I. 216, 413; (violation des formes) I. 408, 413.
Cassation-*pourvoi en matière criminelle* I. 408 s.
— absolution (loi pénale, non-application, erreur de droit) I. 410; (ministère public, pourvoi) I. 410; (partie civile, pourvoi, délai) I. 374; (partie civile, pourvoi, intérêts civils) I. 412.
— acquittement, ministère public, pourvoi dans l'intérêt de la loi I. 409; (délai) I. 374.
— acquittement, partie civile, pourvoi (delai) I. 374; (intérêts civils) I. 412.
— condamnation (annulation) I. 408; (chambre d'accusation, arrêt, nullité) I. 408.
— condamnation, condamné, pourvoi I. 408, 410; (délai) I. 373.
— condamnation (incompétence) I. 408; (instruction, nullité) I. 408; (loi pénale, citation erronée) I. 411; (loi pénale, fausse application) I. 410, 429, 434.
— condamnation, ministère public, pourvoi I. 408, 410; (délai) I. 373.
— condamnation, omission de statuer I. 408.
— condamnation, partie civile, pourvoi (délai) I. 373; (intérêts civils) I. 373.
— condamnation (peine justifiée) I. 411; (procédure antérieure, annulation) I. 408; (violation des formes) I. 408.
— (délai) I. 373, 374; (effets, étendue) I. 408, 412; (effet suspensif) I. 373; (incompétence) I. 408, 429; (moyens) I. 408 s.; (qualité) I. 408 s.
Cassation-*pourvoi en matière de simple police* I. 413 s.; (acquittement) I. 413; (condamnation, loi pénale, citation erronée) I. 411, 414; (condamnation, peine justifiée) I. 411, 414; (délai) I. 177; (formes) I. 177; (incompétence) I. 408, 413; (jugement ou arrêt en dernier ressort) I. 177; (ministère public) I. 177, 413; (moyens) I. 408, 413; (omission de statuer) I. 408, 413;

Cassation-pourv. (*suite*). (partie civile) **I.** 177, 413; (prévenu) **I.** 177, 413; (qualité) **I.** 177, 413; (violation des formes) **I.** 408, 413.
Cassation - *pourvoi sur l'ordre du ministre de la justice* **I.** 441.
Castration P. 316; (attentat à la pudeur, excuse légale) **P.** 325.
Caution. V. Contrainte par corps, Liberté provisoire, Vagabondage.
Cécité. V. Coups.
Cellule. V. Prison.
Cercles p. 463.
Certificat (faux) **P.** 159 s. V. Mendicité; (faux certificat, usage, bonne foi) **P.** 163; (faux criminel) **P.** 164.
Certificat de bonne conduite (faux) **P.** 161.
Certificat d'indigence (faux) **P.** 161.
Certificat médical I. 83.
— faux **I.** 86; **P.** 159, 160; (amende) **I.** 86; (bénéficiaire, délit) **I.** 86; **P.** 159; (maladie ou infirmité supposée) **I.** 86; **P.** 160; (mandat de dépôt) **I.** 86; (médecin, délit) **I.** 86; **P.** 160.
Chambre correctionnelle de cour d'appel p. 108 s.; (composition) **I.** p. 108, D. 6 juil. 1810, a. 2; L. 20 avr. 1810, a. 40; (délibération) p. 114, D. 30 mars 1808, a. 35; (dessaisissement) **I.** 213, 214; (greffier, assistance) p. 109; (incompétence) **I.** 214.
— membres p. 108 s.; (âge) p. 108, L. 20 avr. 1810, a. 65; (assistance aux audiences) p. 109; (capacité) p. 108, L. 20 avr. 1810, a. 65; (empêchement, remplacement) p. 109, D. 30 mars 1808, a. 4, 49; D. 6 juill. 1810, a. 9; (incompatibilité) p. 109; (nombre nécessaire pour délibérer) p. 108, D. 6 juill. 1810, a. 2; L. 20 avr. 1810, a. 40; (parenté ou alliance) p. 109; (récusation ou abstention) p. 109.
— (opinions, émission) **I.** 210; p. 114, D. 30 mars 1808, a. 35; (partage d'opinions) p. 114, L. 30 août 1883, a. 1; (président, remplacement) p. 109, D. 30 mars 1808, a. 3.
— V. Appel correctionnel, Chambre d'accusation.
Chambre criminelle. V. Règlement des juges, Revision.
Chambre d'accusation I. 217 s.
— accusé **I.** 232 s., (transfèrement dans la maison de justice) **I.** 233, 239, 243.
— action publique, exercice **I.** 295.
— arrêt (délai) **I.** 219; (signature) **I.** 234. — V. mise en accusation.
— (attributions) **I.** 219 s.; (chambre correctionnelle, réunion) p. 120, D. 6 juill. 1810, a. 3.
— charges nouvelles **I.** 246 s.; (caractères) **I.** 247; (instruction nouvelle) **I.** 248; (juge d'instruction) **I.** 248; (mandat de dépôt) **I.** 248; (officier de police judiciaire) **I.** 248; (procédure) **I.** 248; (renvoi à la cour d'assises) **I.** 247.
— compétence (connexité) **I.** 226; (procédure entière) **I.** 231.
— (composition) p. 119, D. 6 juill. 1810, a. 12; L. 30 août 1883, a. 2; (connexité) **I.** 226, 227.
— conseillers (assistance aux audiences) p. 99, L. 20 avr. 1810, a. 7; (empêchement, remplacement) p. 120, D. 30 mars 1808, a. 4, 49; D. 6 juill. 1810, a. 9; (nombre nécessaire pour délibérer) **I.** 299; (service des autres chambres) p. 119, O. 5 août 1844, a. 1; D. 12 juin 1880.
— conseiller instructeur **I.** 236 s.; (attributions) **I.** 236 s.; (délégation) **I.** 237; (indices, constatation) **I.** 237; (interrogatoire) **I.** 237; (mandat d'amener) **I.** 237; (mandat d'arrêt) **I.** 237; (mandat de dépôt) **I.** 237; (preuves, constatation) **I.** 237; (témoins, audition) **I.** 236.
— (contravention, qualification) **I.** 250; (convocation) **I.** 218.
— crime (indices graves) **I.** 221; (indices insuffisants) **I.** 229; (preuves) **I.** 221, 231; (preuves ou charges suffisantes) **I.** 231, 239.
— (délibération, huis clos) **I.** 225; (délibération sans désemparer) **I.** 225; (délit, qualification) **I.** 250; (évocation) **I.** 235; (examen) **I.** 221; (fait incriminé, qualification légale, nullité) **I.** 299.
— greffier (assistance) p. 121; (attributions) **I.** 222; (délibération, non-présence) **I.** 224.
— incompétence **I.** 299.
— instruction supplémentaire **I.** 228, 235 s.; (prévenu, détention préventive) **I.** 239; (procureur général, rapport, délai) **I.** 238; (règles ordinaires) **I.** 240; (renvoi à la cour d'assises) **I.** 239; (renvoi en police correctionnelle) **I.** 239. — V. conseiller instructeur.
— magistrat (abstention) p. 121; (âge) p. 120, L. 20 avr. 1810, a. 65; (capacité) p. 120, L. 20 avr. 1810, a. 65; (incompatibilité) p. 120; (noms, mention) **I.** 234; (parenté ou alliance) p. 120; (récusation) p. 121.
— mise en accusation (arrêt) **I.** 231 s.; (arrêt, énonciations) **I.** 233, 234; (charges suffisantes) **I.** 221.
— non-lieu **I.** 229; (chose jugée) **I.** 246; (effets) **I.** 246.
— (omission de statuer) **I.** 231; (organisation) p. 119.
— partie civile (mémoire) **I.** 217, 222; (non-présence) **I.** 223.
— pièces (apport) **I.** 235; (dépôt sur le bureau)

Chambre d'accus. (*suite*). I. 222; (lecture) I. 222.
— pièces à conviction, apport I. 228.
— président p. 119, O. 5 août 1844, a. 1; (empêchement, remplacement) p. 121, D. 30 mars 1808, a. 3; D. 6 juill. 1810, a. 41.
— prévenu (mémoire) I. 217, 222; (mise en liberté) I. 229, 230, 239; (non-présence) I. 223.
— prise de corps, ordonnance (compétence) I. 232; (énonciations) I. 232; (exposé sommaire) I. 232; (insertion, arrêt, mise en accusation) I. 233; (instruction supplémentaire) I. 239.
— procureur général I. 217 s.; (action publique, exercice, injonction) I. 235; (assistance aux audiences) I. 222; p. 121; (attributions) I. 234, 235, 241, 245, 248 s.; (audition, omission) I. 299; (délibération, non-présence) I. 224; (mise en état) I. 217; (rapport, audition) I. 218, 219; p. 120, D. 6 juill. 1810, a. 3; (rapport, délai) I. 217, 238; (réquisitions) I. 218, 220, 224, 231, 234, 248, 250.
— (renvoi à la cour d'assises) V. *renvoi en cour d'assises;* (renvoi à la cour de cassation) I. 220; (renvoi à la Haute Cour) I. 220; (renvoi en police correctionnelle) I. 230, 239; (renvoi en simple police) I. 230; (séance) I. 218; (témoin, non-présence) I. 223; (vacances) p. 119, D. 6 juill. 1810, a. 29.
— V. Contumace, Juge d'instruction-renvoi, Liberté provisoire, Réhabilitation.
Chambre d'accusation-*renvoi en cour d'assises, arrêt* I. 231 s., 239; (action publique, limites) I. 271; (avis au maire) I. 245.
— cassation, pourvoi I. 296 s.; (accusé) I. 296; (déchéance) I. 296, 298; (déclaration) I. 300; (délai) I. 296, 298, 301; (effet suspensif) I. 301; (formes) I. 300; (jugement, délai) I. 300; (moyens) I. 299; (procureur général) I. 298; (qualité) I. 296, 298; (renvoi devant une autre chambre d'accusation) I. 429, 432; (transmission) I. 300, 301.
— (dispositif) p. 156; (lecture) I. 313.
— nullité, demande I. 296 s.; (avertissement) I. 296; (avertissement, omission) I. 297. — V. cassation.
— signification I. 242, 243, 465.
Chambre du conseil. V. Cour d'assises, Liberté provisoire.
Champs (vol dans les champs) P. 388. V. Maraudage, Récoltes.
Chant. V. Cri.
Chantage P. 400.
Charges. V. Chambre d'accusation.
Chasse (délit, constatation, gratification) p. 273, O. 5 mai 1845; p. 274, D. 4 août 1852. — V. Permis.
Chef d'Etat étranger (offense) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 36.
Chef de l'Etat
— attentat contre le chef de l'Etat P. 86 s.; (complot) P. 89; (résolution individuelle) P. 90.
— (attentat contre sa famille) P. 86; (offense) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 26.
Chemin de fer (police) p. 521, L. 15 juill. 1845; p. 525, O. 15 nov. 1846; p. 526, D. 1er mars 1901; p. 536, D. 14 avr. 1912.
Chemin public (dégradation ou détérioration) P. 497, n. 11; (enlèvement de gazons, terres ou pierres) P. 479, n. 12; (largeur, usurpation) P. 479, n. 11. — V. Vol.
Cheminée, four ou usine
— entretien, réparation ou nettoyage, défaut P. 471, n. 1; (incendie) P. 458.
Chevaux (destruction volontaire) P. 453, 455; (empoisonnement) P. 452, 455; (vol dans les champs) P. 388. — V. Animaux de trait, Courses.
Chiens (excitation contre les passants) P. 475, n. 7.
Chose jugée. V. Cassation, Cour d'assises, Faux, Renvoi.
Chose publique. V. Crimes.
Circonstances aggravantes. V. Jury-questions.
Circonstances atténuantes P. 463; (amende substituée à l'emprisonnement, maximum) P. 463; (matière correctionnelle) P. 463; (matière criminelle) P. 463; (matière de simple police) P. 483; (peine, sursis) p. 325, L. 26 mars 1891; (récidive, matière correctionnelle) P. 463. — V. Jury-questions.
Circulation. V. Voitures.
Citation. V. Cassation, Témoin, Tribunal correctionnel, Tribunal de simple police.
Citation directe (partie civile) I. 64, 182 s.
Citoyen chargé d'un service ou mandat public (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 31; (injure) L. 1881, a. 33; (outrage) P. 224; (violences) P. 230 s.
Clameur publique. V. Flagrant délit, Secours.
Clefs (altération ou contrefaçon) P. 399.
— fausses clefs (caractères) P. 398. — V. Vol.
Clôture (bris) P. 456.
Club p. 409, L. 30 juin 1881, a. 7.
Coalition (coalition commerciale) P. 419, 420; (coalition d'ouvriers) P. 414 s. ancien texte. V. Syndicat professionnel; (coalition industrielle) P. 414 s., ancien texte,

Coalition (*suite*).
— coalition de fonctionnaires **P.** 123 s.; (attentat à la sûreté de l'Etat) **P.** 125; (démission collective) **P.** 126; (désobéissance au Gouvernement) **P.** 124; (forfaiture) **P.** 126; (mesures contre l'exécution des lois) **P.** 124; (mesures illégales) **P.** 123.
Colonie p. 76, L. 8 déc. 1897, a. 14. V. Libération conditionnelle, Relégation, Sursis.
Colportage. V. Presse.
Comestibles. V. Substances alimentaires.
Commandant. V. Force publique.
Commandement. V. Contrainte par corps.
Commandement militaire (incompatibilité, commerce, délit) **P.** 176. — V. Troupe.
Commerce (liberté, atteinte) **P.** 419, 420; (règlement, infraction) **P.** 413. — V. Fonctionnaire.
Commissaire de police **I.** 11 s.; (compétence territoriale) **I.** 12, 13; (contravention, attributions) **I.** 11; (empêchement) **I.** 13, 14; (officier de police judiciaire, attributions) **I.** 9, 11 s.; (police judiciaire) **I.** 9, 50 s.; (procès-verbal) **I.** 11.
Commissaire général de police (police judiciaire) **I.** 9, 48, 49.
Commissaire spécial de police (compétence territoriale) p. 6, D. 23 déc. 1893.
Commission. V. Juré.
Commission rogatoire. V. Cour d'assises, Juge d'instruction, Procureur de la République, Revision.
Communication (interdiction de communiquer) **I.** 613; p. 73, L. 8 déc. 1897, a. 8; p. 76, Circ. 10 déc. 1897. — V. Renvoi.
Comparution. V. Contumace, Cour d'assises, Juge d'instruction, Tribunal correctionnel, Tribunal de simple police.
Compétence. V. Action civile, Chambre d'accusation, Contravention, Crime, Délit, Presse, Tribunal correctionnel.
Complicité **P.** 59 s.; (caractères) **P.** 60; (contravention) **P.** 479, n. 8; (crime) **P.** 59 s.; (délit) **P.** 59, 60, 62; (peines) **P.** 59, 61 s. — V. Adultère, Association, Attentat à la pudeur, Banqueroute, Cassation-pourvoi, Corruption de fonctionnaires, Détention arbitraire, Evasion, Infanticide, Recel.
Complot. V. Chef de l'Etat, Gouvernement, Sûreté intérieure.
Comptable public (concussion) **P.** 174; (soustraction ou détournement de deniers, effets publics ou titres) **P.** 169 s.
Compte rendu. V. Diffamation, Divorce.
Concours public. V. Examen public.
Concubine. V. Adultère.
Concussion **P.** 174; (tentative) **P.** 174,
Condamnation civile. V. Prescription.
Condition. V. Menaces.
Conduite. V. Animaux, Bestiaux, Voitures.
Confiance. V. Abus.
Confiscation (confiscation générale) **P.** 37 s.; (confiscation spéciale) **I.** 11, 364. — V. Abandon d'instruments, d'armes ou de machines, Contravention de simple police, Contrefaçon littéraire et artistique, Corruption de fonctionnaire, Crime, Délit.
Conflit (magistrat, forfaiture) **P.** 127, 128.
Conflit de juridictions. V. Règlement de juges.
Confrontation. V. Cour d'assises-*témoin*, Juge d'instruction, Revision.
Conjoint. V. Meurtre, Vol.
Connexité (caractères) **I.** 227; (chambre d'accusation, arrêt) **I.** 226.
Connivence. V. Evasion.
Conseil. V. Défenseur.
Conseil d'État (membre, crime ou délit) **P.** 121.
Conseil de famille (délibération, interdiction) V. Interdiction de droits.
Conseil de guerre (jugements, revision) p. 198, L. 17 avr. 1906, art. 44.
Conseil judiciaire. V. Juré.
Consistoire (président) V. Privilège.
Constitution (attentat) **P.** 114 s.; (crime ou delit) **P.** 109 s.
Contrainte. V. Liberté provisoire.
Contrainte par corps p. 322, L. 22 juill. 1867; (aliments, consignation) L. 1867, a. 6 s.; (amende) **P.** 52, 53, 467; L. 1867, a. 3; (caution) L. 1867, a. 11; (commandement) L. 1867, a. 3 s.; (conjoints) L. 1867, a. 16; (dommages-intérêts) **P.** 52, 469; L. 1867, a. 3 s.; (durée) L. 1867, a. 9; (élargissement) L. 1867, a. 6 s., 12; (frais et dépens) **P.** 52, 53, 469; L. 1867, a. 3 s., 18; p. 324, L. 19 déc. 1871; (insolvabilité) **P.** 53, 467, 469; L. 1867, a. 10; (matière criminelle ou correctionnelle) **P.** 52, 53; L. 1867, a. 2 s.; (matière de simple police) **P.** 467, 469; L. 1867, a. 2 s.; (mineur de seize ans) L. 1867, a. 13; (parent ou allié) L. 1867, a. 15; (recommandation) L. 1867, a. 3 s.; (restitution) **P.** 52, 469; L. 1867, a. 3 s.; (sexagénaire) L. 1867, a. 14; (suppression en matière commerciale, civile et contre les étrangers) L. 1867, a. 1; (sursis) L. 1867, a. 17.
— V. Cour d'assises-*témoin*, Pêche fluviale Réhabilitation.
Contravention de simple police **I.** 137 s.; **P.** 464 s.; (action publique, exercice) **I.** 21.
— amende **P.** 464; (maxi-

Cont. de simp. pol. (*suite*). mum) **I.** 137; **P.** 466; (minimum) **P.** 466.
— (caractères) **I.** 137; (compétence) **I.** 138 s., 172, 192.
— confiscation **I.** 137; **P.** 464; (cas) **P.** 472, 477, 481; (choses saisies en contravention) **P.** 470; (confiscation spéciale) **P.** 464; (instruments de la contravention) **P.** 470; (produits de la contravention) **P.** 470.
— (constatation) **I.** 11 s., 16, 154; (cour d'appel, compétence) **I.** 213; (définition) **P.** 1; (dénonciation) **I.** 11.
— emprisonnement **I.** 464; (cas) **P.** 473, 474, 476, 480; (jour, nombre d'heures) **P.** 465; (maximum) **I.** 137; **P.** 465; (minimum) **P.** 465; (récidive) **P.** 474, 478, 482.
— peines **P.** 1, 464 s.; (maximum) **I.** 137; **P.** 465, 466; (minimum) **P.** 465, 466.
— (pièces, transmission) **I.** 15, 20; (plainte) **I.** 11.
— première classe **P.** 471 s.; (amende) **P.** 471; (confiscation) **P.** 472; (emprisonnement) **P.** 473, 474; (peines) **P.** 471 s.; (récidive, emprisonnement) **P.** 474.
— preuve **I.** 154, 176; (ecrite) **I.** 154; (testimoniale) **I.** 154, 176.
— (procès-verbal) **I.** 154; (qualification, procureur général, attributions) **I.** 250; (récidive, caractères) **P.** 483; (récidive, peines) **P.** 474, 478, 483; (saisie, valeur) **I.** 137.
— seconde classe **P.** 475 s.; (amende) **P.** 475; (confiscation) **P.** 477; (emprisonnement) **P.** 476, 478; (peines) **P.** 475 s.; (récidive, emprisonnement) **P.** 478.
— tribunal correctionnel (competence) **I.** 192; (dernier ressort) **I.** 192; (dessaisissement) **I.** 193.
— troisième classe **P.** 479 s.; (amende) **P.** 479; (confiscation) **P.** 481; (emprisonnement) **P.** 480, 482; (peines) **P.** 479 s.; (récidive, emprisonnement) **P.** 482.
Contrefaçon P. 139 s.; (tentative) **P.** 142. — V. Billet de banque, Clefs, Fausse monnaie, Souveraineté.
Contrefaçon litteraire ou artistique P. 425 s.; (caractères) **P.** 425, (confiscation) **P.** 427 s; (importation) **P.** 426, 427; (instruments de musique mécaniques) p. 489, L. 16 mai 1866; (livres de prières) p. 489, D. 7 germ. an XIII; (ouvrages étrangers) p. 489, D. 28 mars 1852; (peines) **P.** 427; (representation théâtrale) **P.** 428; (vente) **P.** 426, 427.
Contributions indirectes (appel, procédure) p. 111, L. 6 août 1905, a. 27; (inscription de faux) p. 208, D. 1er germ. an XIII, a. 40 s.; (pays limitrophe, contravention) p. 4, L. 27 juin 1866, a. 2.
Contumace I. 244, 465 s.; (absence du territoire) **I.** 468; (avoué) **I.** 468; (chambre d'accusation, arrêt, lecture) **I.** 470; (coaccusés presents, instruction) **I.** 474.
— comparution **I.** 476 s.; (acquittement) **I.** 478; (coaccusés, réponses) **I.** 477; (délai) **I.** 465; (effets) **I.** 476; (pièces, lecture) **I.** 477; (procédure antérieure, annulation) **I.** 476; (procédure ordinaire, application) **I.** 476; (temoin) **I.** 477.
— condamnation **I.** 471 s; (exécution par effigie) **I.** 472; **P.** 28; (publicité) **I.** 472.
— (défenseur) **I.** 468; (effets) **I.** 465, 471; (excuse) **I.** 468, 469; (frais) **I.** 478; (greffier, amende) **I.** 474; (instruction, régularité) **I.** 470.
— jugement **I.** 467 s.; (arrêt) **I.** 470 s.; (cassation, pourvoi, qualite) **I.** 473; (délai) **I.** 467; (représentation en justice) **I.** 468; (sursis) **I.** 469.
— (jurés) **I.** 470; (ministère public, conclusions) **I.** 470; (mort civile) **I.** 476.
— ordonnance de prise de corps **I.** 465; (procédure postérieure) **I.** 476.
— ordonnance de se représenter **I.** 465 s.; (énonciations) **I.** 465; (notification) **I.** 470; (procédure postérieure) **I.** 476; (publication) **I.** 466.
— (pièces, lecture) **I.** 470; (pièces à conviction) **I.** 474; (secours à la famille) **I.** 475; (séquestre) **I.** 465, 469, 471, 475.
— V. Juré, Prescription des peines, Réhabilitation.
Corps constitué (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 30; (injure) L. 1881, a. 33.
Corps dur. V. Jet.
Correspondance (avec les sujets d'une puissance ennemie) **P.** 78. — V. Ministre du culte.
Corrosif P. 443.
Corruption. V. Évasion, Médecin.
Corruption de fonctionnaire P. 177 s.; (agent public) **P.** 177 s.; (arbitre) **P.** 177; (caractères) **P.** 177; (confiscation) **P.** 180; (corrupteur, peines) **P.** 179; (crime connexe) **P.** 178; (dons) **P.** 177; (expert) **P.** 177; (fonctionnaire administratif) **P.** 177; (juré) **P.** 181, 182.
— magistrat **P.** 177 s.; (inimitié) **P.** 183; (matière criminelle) **P.** 181, 182; (partialité) **P.** 183.
— (mandat électif) **P.** 177; (offres) **P.** 177; (peines) **P.** 177 s.; (promesse) **P.** 177; (tentative) **P.** 179.
Corruption de mineur P. 334, 335.
Costume (port illégal ou usurpation) **P.** 259. V. Vol. — V. Insurrection.
Coupe de bois (vol) **P.** 388.
Coups et blessures P. 309 s.; (causes justificatives) **P.** 327 s.
— escalade ou effraction (jour, excuse légale) **P.**

Coups et bless. (*suite*). 322; (nuit, fait justificatif) **P.** 322, 329.
— (excuse légale) **P.** 321, 323, 326; (légitime défense) **P.** 328, 329; (ordre de la loi ou de l'autorité) **P.** 327; (provocation) **P.** 321.
— V. Ministre du culte.
Coups et blessures involontaires P. 320.
Coups et blessures volontaires P. 309 s.; (amputation) **P.** 309, 310, 312; (ascendant, coups et blessures) **P.** 312; (cécité) **P.** 309, 310, 312; (coups et blessures simples) **P.** 311; (guet-apens) **P.** 310, 311, 312; (infirmité permanente) **P.** 309, 310, 312; (interdiction de séjour) **P.** 315; (maladie ou incapacité de travail de plus de vingt jours) **P.** 309, 310, 312; (membre, usage, privation) **P.** 309, 310, 312; (mineur de quinze ans, coups et blessures) **P.** 312; (mort) **P.** 309, 310, 312; (mutilation, **P.** 309, 312; (œil, perte) **P.** 309, 310, 312; (pillage) **P.** 313; (préméditation) **P.** 310, 311, 312; (rébellion) **P.** 313; (réunion séditieuse) **P.** 313.
Cour (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 30; (injure) L. 1881, a. 33.
Cour d'appel (action publique, exercice, injonction) p. 126, L. 20 avr. 1810, a. 11; (audience) V. Infraction d'audience; (membre, crime ou délit) V. Privilège. — V. Appel correctionnel, Chambre d'accusation, Liberté provisoire.
Cour d'assises I. 251 s.
— accusation (exposé) I. 315; (moyens, exposé) I. 335; (qualification légale des faits) I. 232.
— accusé (absolution) I. 364. V. cassation; (audition) I. 335 (avertissement) I. 313, 314, 371.
— accusé, comparution (formes) I. 310; (refus) p. 145, L. 9 sept. 1835, a. 8, 9; (sommation) p. 145, L. 9 sept. 1835, a. 8; (tardive) I. 261.
— accusé (conduite forcée à l'audience) p. 145, L. 9 sept. 1835, a. 9; (culpabilité, déclaration) I. 362; (débats, communication) I. 327; (défense) I. 335; (état civil, constatation) I. 310; (exhortation du président) I. 371; (expulsion) p. 145, L. 9 sept. 1835, a. 10; (identité, constatation) I. 310; (interpellation) I. 319, 329, 363; (interrogatoire préalable) I. 266, 293; p. 139, D. 6 juill. 1806, a. 91; (interrogatoire séparé) I. 327; (langue étrangère) I. 332; (non-comparution, débats, communication) p. 145, L. 9 sept. 1835, a. 9; (questions à l'accusé) I. 319; (rébellion, peines) p. 145, L. 9 sept. 1835, a. 11; (rentrée dans la salle) I. 357; (réponses) I. 328, 372; (sortie de la salle) I. 327, 341; (surdimutité) I. 333; (transfèrement à la maison de justice) I. 292, 293. — V. absolution, acquittement, condamné.
— acquittement (cassation, pourvoi, partie civile) I. 412; (chose jugée) I. 360; (compétence) I. 358; (dommages-intérêts, demande) I. 358, 359; (faits nouveaux) I. 361; (mandat de comparution, d'amener ou d'arrêt) I. 361; (mise en liberté) I. 358; (ordonnance, président) I. 358. — V. cassation.
— Algérie, p. 284 s.
— arrêt (écriture) I. 369; (exécution) V. condamnation; (exécution, sursis) I. 373; (lecture) I. 369; (minute, dépôt au greffe) I. 380; (minute, signature) I. 370; (prononciation) I. 273, 369; (publicité) p. 186, L. 20 avr. 1810, a. 7; (recours) I. 262. V. cassation.
— arrêt incident I. 276 s.; (cassation, pourvoi) I. 278; (signature) I. 277.
— assesseurs (conseillers) I. 252; (conseiller, préséance) p. 131, D. 6 juill. 1810, a. 97.
— assesseurs, désignation I. 252; (époque) p. 130, L. 20 avr. 1810, a. 16; D. 6 juill. 1810, a. 82; (publication) I. 252; p. 130, D. 6 juill. 1810, a. 88, 89; (qualité) I. 252; p. 130, L. 20 avr. 1810, a. 16; D. 6 juill. 1810, a. 82.
— assesseurs (empêchement, remplacement) I. 252, 264; (incompatibilité) I. 257; (juges) I. 252; (nombre) I. 252; (président du tribunal) I. 252; (qualite) I. 252.
— (assesseurs supplémentaires) I. 252; p. 131, L. 25 brum. an VIII, a. 4; (attributions) I. 266 s.; (audience) V. Infraction d'audience; (avocat général) I. 253.
— cassation, pourvoi I. 262; (delai et faculté, avertissement) I. 371. — V. arrêt incident. V. aussi Cassation - *pourvoi en matière criminelle.*
— (chambre civile, réunion) p. 130, D. 6 juill. 1810, a. 93; (chambre du conseil) I. 369; (chose jugée) I. 360; (compétence) I. 231, 239; p. 130, L. 20 avr. 1810, a. 17; (composition) I. 252 s.
— condamnation. V. Cassation.
— condamnation, exécution (délai) I. 375; (faits nouveaux) I. 379; (force publique) I. 376; (procès-verbal) I. 378; (procureur général) I. 376; (sursis) I. 373, 379.
— (condamné, déclaration) I. 377; (conseil) V. défenseur; (cour d'appel, installation) p. 132, D. 6 juill. 1810, a. 83 s.
— débats (clôture) I. 335 (communication) V. accusé; (interruption) I. 328, 353; (ordre, fixation) I. 267, 334, 335; (ouverture) I. 272, 405; (président, attributions) I. 267,

Cour d'assises (*suite*). 269, 270; (prolongation inutile) I. 270; (suspension) I. 353.
— défenseur I. 294 s.; (ami) I. 295; (avocat) I. 295; (avoué) I. 295; (choix) I. 294; (communication avec l'accusé) I. 302; (communication de pièces) I. 302; (copie de pièces) I. 305; p. 133, L. 29 frim. an VIII, a. 2; (désignation, constatation) I. 296; (désignation d'office) I. 294; (devoirs, président, avertissement) I. 311; (parent) I. 295; (plaidoirie) I. 335; (qualité) I. 295.
— délibération I. 369.
— dénonciateur (audition) I. 323; (dommages-intérêts, condamnation) I. 358, 359; (nom, communication) I. 358; (récompense pécuniaire) I. 322; (reproche) I. 322.
— (département) I. 251; (disjonction de poursuites) I. 308; (dommages-intérêts, compétence) I. 358, 359; (dommages-intérêts, liquidation) I. 366; (examen) I. 310 s.; (examen, interruption) I. 353; (excuse légale) I. 367; (exécution) I. 375 s. V. condamnation; (exposé) V. accusation; (exposé de l'affaire, président) I. 267; (faits nouveaux) V. acquittement, condamnation; (fonctions personnelles) I. 267 s.; (formalités, observation) I. 372; (formation) I. 251 s.; (frais et dépens) I. 368; (greffier) I. 253; (greffier, amende) I. 372, 378; (incompatibilité) I. 257; (instruction, présidence) I. 267; (instruction complémentaire) I. 303, 304.
— interprète (âge) I. 332; (incompatibilité) I. 332; (nomination) I. 332, 334; (récusation) I. 332; (serment) I. 332.
— (jugement) I. 357 s.; (loi pénale, lecture) I. 369; (ministère public, qualité) I. 253; (mise en accusation, défaut, ministère public, forfaiture) P. 122; (nullité) V. Chambre d'accusation - *renvoi*.
— partie civile (audition) I. 335; (conseil, audition) I. 335; (dommages-intérêts, condamnation) I. 358, 359.
— partie civile, dommages-intérêts, demande I. 358, 359, 362; (accuse, observations) I. 363; (compétence) I. 358, 359.
— peines, application I. 362 s.; (accusé, observations) I. 363; (competence) I. 365; (défenseur, plaidoirie) I. 363; (non-cumul) I. 365; (procureur général, réquisition) I. 273, 362.
— pièces (pièces nouvelles, apport) I. 269; (remise au jury) I. 341; (transmission au greffe) I. 291 s. — V. défenseur.
— pièces à conviction (représentation) I. 329; (transmission au greffe) I. 291 s.
— (plaidoiries, ordre) I. 335; (police de l'audience) I. 267.
— président (conseiller) I. 252; (cours d'assises multiples) p. 132, L. 20 avr. 1810, a. 19.
— président, designation I. 252; p. 130, L. 20 avr. 1810, a. 16; D. 6 juill. 1810, a. 79, 80, 88; (époque) p. 130, L. 20 avr. 1810, a. 16; D. 6 juill. 1810, a. 80; (publication) I. 252; p. 130, D. 6 juill. 1810, a. 80, 88, 89; (qualité) I. 252; p. 130, L. 20 avr. 1810, a. 16; D. 6 juill. 1810, a. 79.
— président (empêchement, remplacement) I. 263; p. 132, D. 6 juill. 1810, a. 81; (fonctions) I. 266 s.; (fonctions, délégation) I. 266, 293; (garde d'honneur) p. 131, D. 6 juill. 1810, a. 95; (incompatibilité) I. 257; (logement) p. 131, D. 6 juill. 1810, a. 96; (pouvoir discrétionnaire) I. 268 s.; (premier président) p. 130, L. 20 avr. 1810, a. 16; (qualité) I. 252; (résumé) I. 336; (session extraordinaire) p. 132, D. 6 juill. 1810, a. 81.
— (procédure) I. 291 s.; (procès-verbal) 372; (procès-verbaux, remise au jury) I. 341; (procureur de la République) I. 253.
— procureur général I. 253; (actes préliminaires) I. 272; (action publique, exercice, limite) I. 271; (assistance aux débats) I. 273; (attributions) I. 271 s., 291, 298, 300, 305 s., 315, 318 s., 354 s., 361 s., 373 s.; (conclusions) I. 335; (délégation de fonctions) I. 265; (logement) p. 131, D. 6 juill. 1810, a. 96; (pièces, réception) I. 272; (requisitions) I. 276 s.; (réquisitoire) I. 335.
— questions. V. Jury.
— renvoi à une autre session I. 406; (culpabilité, erreur) I. 352; (faux témoignage) I. 331; (liberté provisoire) p. 75, L. 8 déc. 1897, a. 11; (président) I. 306; (procedure) I. 406. — V. témoin.
— (réplique) I. 335; (restitution, compétence) I. 359; (séance, local) p. 130, L. 20 avr. 1810, a. 17; (sections) p. 133, L. 9 sept. 1835, a. 2.
— sessions I. 259 s.; (clôture) I. 260; (ouverture, débats) I. 272; (ouverture, jour) I. 280; p. 133, L. 20 avr. 1810, a. 20 s.
— (sessions extraordinaires) I. 259; (sessions trimestrielles) I. 259; p. 132, L. 20 avr. 1810, a. 19; (siège) I. 258, 393; p. 133, L. 20 avr. 1810, a. 21; D. 6 juill. 1810, a. 90; (substitut) I. 253; (substitut du procureur général) I. 253.
— V. Acte d'accusation,

Cour d'assises (*suite*).
Cassation-*pourvoienmatière criminelle*, Chambre d'accusation, Juré, Jury, Liberté provisoire, Presse.
Cour d'assises-*témoin* I. 315 s.; (accusé, connaissance) I. 317; (âge) I. 317; (arrestation) I. 330.
— audition I. 315 s.; (opposition) I. 315; (ordre) I. 317, 321; (séparée) I. 317.
— audition à titre de renseignements I. 269; (président, pouvoir discrétionnaire) I. 269, 315; (serment) I. 269.
— chambre I. 316.
— comparution, défaut (amende) I. 80, 355; (condamnation, opposition) I. 355, 356; (contrainte par corps) I. 355; (frais et dépens) I. 355, 356; (renvoi à une autre session) I. 354 s.
— (conférences) I. 316; (confrontation) I. 326; (conjoint, reproche) I. 322; (demeure) I. 317.
— déposition I. 317 s.; (accusé, reponse) I. 319; (déposition écrite antérieure) I. 324; (déposition orale) I. 317; (discussion) I. 319; (note prise) I. 328; (procès-verbal) I. 372; (refus, amende) I. 80, 355, 356; (variations) I. 318, 372.
— état civil I. 317.
— faux témoignage I. 330; (procédure) I. 330; (renvoi à une autre session) I. 331.
— (interpellation aux témoins) I. 317, 319; (interpellations réciproques) I. 325; (interruption) I. 319; (langue étrangère) I. 332.
— liste I. 315, 324; (lecture) I. 315; (notification) I. 315.
— (mandat d'amener) I. 269; (moralité, discussion) I. 319; (nom) I. 317; (notification) I. 315; (parenté ou alliance) I. 317, 322; (prénom) I. 317; (profession) I. 317; (questions aux témoins) I. 319; (reproches) I. 322; (séjour dans la salle) I. 320; (serment) I. 317; (serment, prestation, refus, amende) I. 80, 355, 356; (service domestique) I. 317; (surdi-mutité) I. 333.
— témoin à charge I. 315, 324.
— témoin à decharge I. 315, 321, 324; (citation, frais) I. 321; (citation, qualité) I. 321; (indemnité) I. 321.
— témoin de moralité I. 321.
— témoin nouveau (audition, commission rogatoire) I. 303; (citation) I. 304; (non-comparution, peine) I. 304.
Cour de cassation. V. Cassation, Chambre d'accusation, Privilège, Renvoi d'un tribunal, Revision.
Cour des comptes. V. Privilège.
Cour spéciale I. 553 à 599.
Courses de chevaux (pari) p. 462, L. 2 juin 1891, a. 4, 5.
Courtier (banqueroute) P. 404; (faillite) P. 404.
Crédit imaginaire P. 405.
Cri ou chant séditieux p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 24.
Crime P. 75 s.; (amende) P. 11.
— apologie, p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 24; (compétence) p. 623, L. 28 juill. 1894, a. 2.
— (compétence) I. 231, 239; (confiscation) P. 11.
— crimes et délits (contre la chose publique) P. 75 s.; p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 26 s.; (contre la paix publique) P. 132 s.; (contre les particuliers) P. 295 s.; (contre les personnes) P. 295 s.; p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 29 s.; (contre les propriétés) P. 379 s.
— (crime politique) V. Peine capitale, Relégation; (définition) I. 1; (peines afflictives ou infamantes) P. 1.
— V. Amende criminelle, Récidive, Tentative.
Criminalité (causes destructives) P. 64, 328.
Critique. V. Ministre du culte.
Culte (séparation des Eglises et de l'Etat) p. 536, L. 9 déc. 1905; p. 549, L. 2 janv. 1907; p. 550, L. 13 avr. 1908; P. 201 à 208, 260 à 264, 294 (*abrogés*). — V. Edifice, Ministre du culte.
Cumul des peines I. 365.
Curateur (fonctions, interdiction) P. 9, 42, 43.

D

Débats judiciaires (compte rendu, immunité) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 41. — V. Cour d'assises.
Débauche. V. Excitation, Prostitution.
Débit de boissons p. 551, L. 17 juill. 1880.
Décès. V. Action civile, Action publique, Coups-mort, Homicide, Revision.
Décharge (abus de confiance) P. 408; (destruction) P. 439. — V. Mineur.
Décoration honorifique (décoration étrangère) p. 400, D. 13 juin 1853; (port illégal ou usurpation) P. 259; p. 400, D. 24 nov. 1852, a. 9; D. 13 juin 1853, a. 3.
Défense. V. Appel correctionnel, Cour d'assises, Légitime défense.
Défenseur. V. Contumace, Cour d'assises, Juge d'instruction.
Dégel. V. Roulage.
Dégradation P. 434 s. — V. Chemin, Monument.
Dégradation civique P. 8; (durée, point de départ) P. 28; (peine accessoire) P. 28; (peine principale, emprisonnement accessoire) P. 35.

Délégation. V. Cour d'assises-président, Procureur de la République, Procureur général.
Délibération. V. Jury.
Délibération judiciaire (publication) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 39. — V. Cour, Tribunal.
Délit I. 179 s.; (action publique, exercice) I. 274.
— amende P. 9, 11; (maximum, circonstances atténuantes) P. 463; (minimum) I. 179; P. 466.
— (caractères) I. 179; (compétence) I. 179, 201; p. 97, L. 27 vent. an VIII, a. 7; (confiscation) P. 11; (constatation) I. 154; (définition) P. 1.
— emprisonnement P. 9; (jour, nombre d'heures) P. 40; (maximum) P. 40; (minimum) I. 179; P. 40; (récidive) P. 40, 57, 58.
— peines correctionnelles P. 1, 9. — V. amende, confiscation, emprisonnement.
— preuve I. 154, 189, 211; (écrite) I. 154, 189, 211; (testimoniale) I. 154, 189, 211.
— procès-verbal (force probante) I. 154, 189, 211; (preuve contraire) I. 154, 189.
— qualification, procureur général I. 250.
— V. Crime, Dommage, Flagrant délit, Infractions connexes, Infraction d'audience, Récidive, Tentative.
Délit forestier I. 16 s.; (action publique, exercice, qualité) I. 19, 182; (appel, agent forestier) I. 202; (appel, qualité) I. 202; (citation) I. 182; (compétence) I. 179; (constatation) I. 16; (contrainte par corps) p. 324, L. 22 juill. 1867, a. 18; (pays limitrophe) p. 4, L. 27 juin 1866, a. 2; (tribunal correctionnel, exposé de l'affaire) I. 190.
Délit politique (flagrant délit) I. p. 118, L. 20 mai 1863, a. 7.
Délit rural p. 552; (action publique, prescription) p. 43, L. 28 sept. 1791, a. 8; (constatation) I. 16; p. 43, L. 5 avr. 1884, a. 102; (pays limitrophe) p. 4, L. 27 juin 1866, a. 2.
Démence (criminalité, absence) P. 64. — V. Fou, Juré.
Démission. V. Fonctionnaire.
Démolition. V. Edifice.
Déni de justice P. 185.
Deniers publics. V. Comptable public.
Dénonciateur. V. Cour d'assises.
Dénonciation I. 29 s.; (cas) I. 29, 30; (copie) I. 31; (dénonciation officielle) I. 29. V. Détention arbitraire; (formes) I. 31; (mandat d'amener) I. 40; (obligation) P. 378; (officier de police auxiliaire, réception) I. 48, 50; (procuration) I. 31; (réception, qualité) I. 29, 30, 48, 50, 53, 54, 275; (rédaction) I. 31; (signature) I. 31; (transmission au juge d'instruction) I. 47, 53, 54; (transmission au parquet) I. 53. — V. Adultère, Association, Contravention de simple police, Cour d'assises, Fausse monnaie, Mine, Privilège de juridiction, Souveraineté, Sûreté intérieure, Sceau de l'Etat.
Dénonciation calomnieuse P. 373.
Denrées (baisse ou hausse, fraude) P. 419, 420. — V. Pillage, Substances.
Dentiste p. 561, L. 30 nov. 1892; p. 566, L. 14 avr. 1910.
Déplacement. V. Bornes.
Déportation P. 7; (déportation dans une enceinte fortifiée) p. 304, L. 8 juin 1850, a. 1 s.; (déportation simple) L. 8 juin 1850, a. 2; (évasion) p. 305, L. 25 mars 1873, a. 1, 3, 12; (exécution) P. 17; (interdiction légale) p. 304, L. 8 juin 1850, a. 3; (lieu) P. 17; p. 305, L. 8 juin 1850, a. 7; L. 23 mars 1872, a. 1, 2; p. 308, L. 9 févr. 1895; (régime) P. 17; p. 305, L. 23 mars 1872, a. 4 s.; L. 25 mars 1873; (septuagénaire) P. 70 s.
Dépositaire de l'autorité publique (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 31; (injure) L. 1881, a. 33.
Dépositaire public (soustraction ou détournement) P. 169 s. — V. Comptable public, Dépôt public, Faux.
Dépôt. V. Imprimerie, Journal, Mendicité.
Dépôt public (destruction ou soustraction) P. 254 s.
Député ou sénateur
— crime ou délit, autorisation parlementaire p. 359, L. 16 juill. 1875, a. 14; (défaut, magistrat, forfaiture) P. 121.
— (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 31; (immunité) L. 1881, a. 41; (injure) L. 1881, a. 33.
Descendant. V. Vol.
Désistement. V. Partie civile.
Désobéissance. V. Ministre du culte.
Dessin. V. Presse.
Destruction P. 434 s. — V. Dépôt public, Gage, Incendie, Monument, Pièces, Registre, Saisie, Titres.
Détention. V. Évasion, Prison, Revision.
Détention (*peine criminelle*) P. 7; (durée) P. 20; (exécution, lieu) P. 20; (régime) P. 20.
Détention arbitraire P. 114 s., 341 s.; (avis) I. 615 s.; (cessation) I. 616 s.; (complicité) I. 616, 618; (dénonciation officielle, refus) P. 119; (dommages-intérêts) P. 117, 119; (fonctionnaire public) P. 114; (gardien

Détention arbit. (*suite*). de prison) **P.** 120; (magistrat) **P.** 121, 122; (magistrat, attributions) **I.** 616 s.; (mesures prohibitives) **I.** 615 s.; (ministre) **P.** 115; (ordre hiérarchique) V. Liberté individuelle. — V. Mandat d'amener.
Détention préventive. V. Chambre d'accusation, Juge d'instruction, Mandat, Peine privative.
Détérioration. V. Chemin.
Détournement. V. Comptable public, Gage, Saisie, Titre.
Détournement de mineurs. V. Mineur.
Dévastation. V. Plants, Récoltes.
Diffamation p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 29 s.; (à raison de la fonction ou qualité) L. 1881, a. 31; (correspondances postales ou télégraphiques à découvert) p. 623, L. 11 juin 1887; (définition) L. 1881, a. 29; (menaces) **P.** 400; (peines) L. 1881, a. 30 s.; (personnes protégées) L. 1881, a. 30 s.; (preuve du fait diffamatoire) L. 1881, a. 35; (procès, compte rendu) L. 1881, a. 39.
Digue (destruction volontaire) **P.** 437.
Dimanche (repos) **P.** 260.
Discipline. V. Surveillance disciplinaire.
Disjonction. V. Cour d'assises.
Distribution. V. Presse.
Divagation. V. Animaux malfaisants, Fou.
Divination P. 479, n. 7; 480 s.
Divorce (procès, reproduction) p. 622, L. 27 juill. 1884, a. 3.
Domestique. V. Serviteur.
Domicile (élection) V. Liberté provisoire, Partie civile, Renvoi. — V. Insurrection, Violation.
Dommage (crime ou délit) **P.** 434 s. — V. Action civile, Animaux, Arbres, Propriété.
Dommages-intérêts P. 10; (restitution, concours) **P.** 51. — V. Amende, Appel correctionnel, Contrainte par corps, Cour d'assises, Partie civile, Réhabilitation, Tribunal de simple police.
Douanes (inscription de faux) p. 207, L. 9 flor. an VII, a. 12; Arr. 4e jour compl. an XI, a. 9, 10; L. 21 avr. 1818, a. 38; (pays limitrophe, contravention) p. 4, L. 27 juin 1866, a. 2.
Droits civils. V. Interdiction, Juré.
Droits civiques (exercice, attentat, fonctionnaire) **P.** 114 s.; (exercice, crime ou délit) **P.** 109 s.; p. 356, D. 2 févr. 1852, a. 31 s.; p. 357, L. 2 août 1875, a. 19, 27; L. 30 nov. 1875, a. 3, 22. — V. Interdiction.
Droits de famille. V. Interdiction, Juré.
Droits politiques. V. Juré.
Dynamite p. 420, L. 8 mars 1875.

E

Eaux. V. Inondation.
Échenillage P. 471, n. 8; p. 503, L. 24 déc. 1888; p. 504, L. 21 juin 1898, a. 76 s.
Éclairage (matériaux et excavations) **P.** 471, n. 4; (rues et passages) **P.** 471, n. 3.
Écrit périodique. V. Journal.
Écrou. V. Cassation, Prison, Réhabilitation.
Édifice (destruction, mine, explosion) **P.** 435; (destruction volontaire) 434 s.; (édifice consacré au culte) V. Vol; (édifice de l'Etat, destruction, mine, explosion) **P.** 95; (édifice menaçant ruine, réparation ou démolition, défaut) **P.** 471, n. 5; (incendie, menace) **P.** 436; (incendie par imprudence, négligence ou vétusté) **P.** 458; (incendie volontaire) **P.** 434; (renversement volontaire) **P.** 437. — V. Affichage, Animaux, Jet, Maison.
Effets (abus de confiance) **P.** 408.
Effets de commerce ou de banque (destruction) **P.** 439.
Effets publics (pari) **P.** 421, 422; (soustraction) V. Comptable public. — V. Trésor public.
Effigie (*exécution par*). V. Contumace.
Effraction. V. Coups, Meurtre, Vol.
Élection (assemblée, armes) p. 356, D. 2 févr. 1852, a. 37, 43; (assemblée, outrages) D. 1852, a. 45; (bulletins, falsification) **P.** 111, 112; p. 356, D. 1852, a. 35, 36; (corruption) **P.** 113; p. 356, D. 1852, a. 38 s.; p. 357, L. 2 août 1875, a. 19, 27. — crimes ou délits **P.** 109 s.; p. 356, D. 2 févr. 1852, a. 31 s.; L. 2 août 1875, a. 19, 27; L. 30 nov. 1875, a. 3, 22; (action publique, prescription) D. 1852, a. 50; (compétence) D. 1852, a. 48; (peines, non-cumul) D. 1852, a. 49.
— (liste électorale, inscription, fraude) p. 356, D. 2 févr. 1852, a. 31; (opérations, trouble) **P.** 109, 110; p. 357, D. 1852, a. 41 s.; (scrutin, violation) D. 1852, a. 47; (urne, enlèvement) D. 1852, a. 46; (vote, délit) D. 1852, a. 32 s.
Électorat. V. Interdiction de droits.
Élève (abus de confiance) **P.** 408. V. Attentat à la pudeur.
Éligibilité. V. Interdiction de droits.
Embarras de la voie publique P. 471, n. 4.
Embauchage. V. Ouvrier.
Emblème. V. Presse.
Emigration p. 553, L. 18 juill. 1860.

Employé (abus de confiance) **P.** 408.
Empoisonnement (définition) **P.** 301; (peine) **P.** 302. — V. Animaux.
Emprisonnement (exécution, mode) **P.** 40. — V. Contravention de simple police, Délit, Liberté provisoire, Prison.
Enchères (liberté, entraves) **P.** 412.
Enclos. V. Vol.
Enfant
— crimes et délits envers les enfants **P.** 345 s.; (garde de l'enfant) p. 436, L. 19 avr. 1898, a. 4, 5; L. 11 avr. 1908. — V. Mineur.
— enfants du premier âge, protection p. 553, L. 23 déc. 1874.
— enfant nouveau-né (remise à l'officier d'état civil) **P.** 347. — V. Infanticide.
— (enfant trouvé, remise à l'officier d'état civil) **P.** 347; (enlèvement) **P.** 345; (état civil, preuve, destruction) **P.** 345 s.
— exposition **P.** 349 s.; (amputation) **P.** 353; (ascendant) **P.** 350 s.; (autorité sur l'enfant) **P.** 350 s.; (infirmité permanente) **P.** 351, 353; (lieu non solitaire) **P.** 352 s.; (lieu solitaire) **P.** 349 s.; (maladie ou incapacité de plus de vingt jours) **P.** 351, 353; (mort) **P.** 351, 353; (mutilation) **P.** 351, 353.
— (hospice, dépôt) **P.** 348; (protection) p. 549; (recel) **P.** 345; (suppression) **P.** 345.
— V. Attentat à la pudeur, Naissance.
Engin explosif (fabrication ou détention) p. 420, L. 19 juin 1871, a. 3, 4.
Engrais (fraude) p. 481, L. 4 févr. 1888.
Enlèvement. V. Enfant.
Enlèvement de mineur **P.** 354 s.
— fille mineure de seize ans **P.** 355; (consentement) **P.** 357.
— (fraude) **P.** 354, 355; (mariage avec le ravisseur) **P.** 357; (ravisseur, minorité) **P.** 356; (séparation de corps ou divorce, garde du mineur, détournement) **P.** 357; (violence) **P.** 354, 355.
Enquête. V. Revision.
Entreprise fausse **P.** 405.
Entretien. V. Cheminée.
Épizootie **P.** 459 s.
Erreur de droit (cassation, pourvoi) **I.** 410, 411.
Erreur judiciaire. V. Revision.
Escalade. V. Coups, Meurtre, Vol.
Escroquerie **P.** 405.
Espionnage p. 348, L. 18 avr. 1886; (espion, recel) **P.** 83.
Étang. V. Poisson.
État civil. V. Actes d'état civil, Enfant, Juge d'instruction, Ministre du culte, Naissance.
Étranger (naturalisation) p. 557, L. 3 déc. 1849, a. 1 s.; (séjour en France) p. 557, L. 3 déc. 1849, a. 7 s.; p. 558, D. 2 oct. 1888; L. 8 août 1893 — V. Billet de banque, Contrainte par corps, Contrefaçon, Machinations, Sceau de l'État, Souveraineté territoriale, Vagabondage.
Évasion **P.** 237 s.; (commandant de force armée, peines) **P.** 237 s.; (complicité) **P.** 242, 246. V. connivence; (concierge, peines) **P.** 237 s.
— conducteur ou gardien **P.** 237 s.; (armes, transport) **P.** 243; (connivence) **P.** 238 s.; (corruption) **P.** 242; (détention, causes) **P.** 238 s.; (immunité) **P.** 247; (négligence) **P.** 238 s., 247; (peines) **P.** 237 s.; (peines, cessation) **P.** 247; (violence ou bris de prison) **P.** 243.
— connivence **P.** 238 s.; (dommages-intérêts) **P.** 244; (peines) **P.** 238 s.
— détenu (arrestation postérieure) **P.** 247; (délit, peines, exécution) **P.** 245; (reprise) **P.** 247.
— (gardien) V. conducteur; (geôlier, peines) **P.** 237 s.; (huissier, peines) **P.** 237 s.; (prisonnier de guerre) **P.** 238; (tentative) **P.** 241, 245, 246.
— tiers, connivence, peines **P.** 238 s., 246; (armes, transport) **P.** 243; (corruption de gardiens) **P.** 242; (violence ou bris de prison) **P.** 241, 243.
— V. Déportation, Identité, Mandat d'amener, Relégation, Travaux forcés.
Événement chimérique **P.** 405.
Évocation. V. Appel correctionnel, Chambre d'accusation.
Examen public (fraude ou usage de faux) p. 373, L. 23 déc. 1901.
Excavation. V. Animaux-mort.
Excitation de mineur à la débauche **P.** 334, 335.
Excuse **P.** 64 s. — V. Juge d'instruction-témoin
Excuse légale **P.** 321 s.; (criminalité, absence) **P.** 327 s.; (peine, atténuation) **P.** 65, 67, 69, 284, 285, 288, 321 s., 343, 441; (peine, exemption) **P.** 65, 66, 100, 108, 138, 144, 219, 247, 248, 266, 380. — V. Association de malfaiteurs, Cour d'assises, Jury-questions, Sceau de l'État, Sûreté intérieure de l'Etat.
Exécution. V. Peine.
Exhalaison. V. Jet.
Expert (fonctions, Interdiction) V. Interdiction de droits. — V. Corruption de fonctionnaires, Flagrant delit, Juré.
Explosion. V. Machine, Mine.
Exportation (produits fabriques) **P.** 413.
Exposition. V. Enfant, Jet.
Exposition publique (peine) **P.** 22.
Expulsion. V. Infraction d'audience.
Extorsion. V. Titre.
Extradition. V. Souveraineté.

F

Fabrique. V. Secret.
Faillite. V. Agent de change, Banqueroute, Juré.
Fait justificatif P. 64, 327 s.
Fait nouveau. V. Cour d'assises, Revision.
Falsification. V. Boissons falsifiées.
Fausse monnaie P. 132 s.; (altération) P. 132, 133; (bonne foi) P. 135, 163; (coloration) P. 134; (contrefaçon) P. 132, 133; (cours légal) P. 132 s.; (dénonciation) P. 138; (émission) P. 132 s.; (excuse légale) P. 138, 163; (introduction en France) P. 132 s.; (monnaie étrangère) P. 133 s.; (monnaie française) P. 132, 134, 135; (remise en circulation) P. 135; (visite domiciliaire) I. 464.
Fausses nouvelles (publication ou reproduction) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 27. — V. Marchandises - baisse.
Faux I. 448 s.; P. 132 s.; (amende) P. 164; (usage, bonne foi) P. 163. — V. Examen public.
Faux-*procédure criminelle* I. 448 s.; (acte authentique, rétablissement, radiation ou réformation) I. 463; (acte civil, fondement) I. 451; (chose jugée) I. 451; (corps d'écriture) I. 461; (dépositaire public, remise, décharge) I. 452, 454; (dépositaire public, signature) I. 449; (greffier, amende) I. 448, 450, 463; (inscription de faux) V. Contributions indirectes, Douanes; (instance, indices de faux) I. 462; (instance civile, fondement) I. 451; (mandat d'amener) I. 462.
— pièce arguée de faux I. 448 s.; (depôt au greffe) I. 448; (signature et parafe) I. 448 s., 457.
— pièces de comparaison I. 453 s.; (acte authentique) I. 455; (acte privé) I. 456; (copie collationnée) I. 455; (restitution) I. 463; (signature et parafe) I. 453.
— (règles générales, application) I. 464; (témoin) I. 457; (visite domiciliaire, compétence territoriale) I. 464.
— V. Faux incident criminel.
Faux en écriture P. 145 s. — V. Certificat, Feuille de route, Passeport, Permis de chasse.
Faux en écriture de commerce ou de banque (caractères) P. 147.
— usage d'acte faux P. 148; (bonne foi) P. 163.
Faux en écriture privée P. 150 s.; (caractères) P. 150; (exception) P. 152.
— usage d'acte faux P. 151; (bonne foi) P. 163.
Faux en écriture publique ou authentique P. 145 s.; (caractères) P. 145, 146; (exception) P. 149; (fonctionnaire) P. 145, 146; (officier public) P. 145, 146; (simple particulier) P. 147.
— usage d'acte faux P. 148; (bonne foi) P. 163.
Faux incident criminel I. 458 s.; (instance principale, suite) I. 459; (instance principale, sursis) I. 460; (instruction sur le faux) I. 459; (procédure criminelle) I. 460; (sommation) I. 458; (usage de la pièce, déclaration) I. 458, 459.
Faux poids p. 469, L. 1er août 1905, a. 4.
Faux témoignage P. 361 s.; (argent, réception) P. 364; (matière civile) P. 363, 364; (matière correctionnelle) P. 362, 364; (matière criminelle) P. 361, 364; (matière de simple police) P. 362, 364; (promesses, réception) P. 364; (récompense, réception) P. 364. — V. Cour d'assises-*témoin*, Revision.
Femme. V. Adultère, Conjoint, Peine capitale, Prostitution, Relégation, Travaux forcés.
Fête légale. V. Peine.
Fête religieuse (célébration, entraves) P. 260. — V. Dimanche.
Feu (distance) P. 458; (feu dans les champs, incendie) P. 458; (feu ou lumière, précautions insuffisantes) P. 458. — V. Incendie.
Feuille de route (délivrance, nom supposé) P. 157, 158; (fabrication ou falsification) P. 156; (faux) P. 156 s. V. Mendicité; (feuille d'autrui, usage) P. 157; (feuille fausse, usage) P. 156.
Filouterie P. 401; (filouterie d'aliments) P. 401.
Flagrant délit I. 32 s.; p. 117, L. 20 mai 1863; (acquittement) L. 1863, a. 6; (arrestation) I. 40, 106; L. 1863, a. 1; (caractères) I. 41; (citation, délai) L. 1863, a. 2; (clameur publique) I. 41, 106; (conduite au procureur de la République) I. 106; L. 1863, a. 1; (conduite immédiate à l'audience) L. 1863, a. 1; (délit quasi-flagrant) I. 41, 106; (expert) I. 43, 44; (information supplémentaire) L. 1863, a. 5; (instruction) L. 1863. V. *juge d'instruction;* (liberté provisoire, caution) L. 1863, a. 5; (mandat d'amener) I. 40, 45; (mandat de dépôt) L. 1863, a. 1; (matières spéciales) L. 1863, a. 7; (officier de gendarmerie, attributions) p. 14, D. 20 mai 1903, a. 121 s.
— officier de police auxiliaire, attributions I. 49, 50, 52; (procédure, transmission) I. 53; (procès-verbal) I. 49, 50; (témoins, déclarations) I. 49, 50; (visite domiciliaire) I. 49, 50.
— (pièces à conviction, détention) I. 41; (procédure spéciale) L. 20 mai 1863, (témoin, com-

Flagrant délit (*suite*).
parution) L. 1863, a. 3; (temps voisin du délit) I. 41.
— tribunal correctionnel L. 1863, a. 1 s.; (appel) L. 1863, a. 6; (audience) L. 1863, a. 1, 2; (audience, renvoi) L. 1863, a. 5; (convocation spéciale) L. 1863, a. 2; (défense, délai) L. 1863, a. 4; (liberté immédiate) L. 1863, a. 6; (témoin, réquisition) L. 1863, a. 3.
— visite domiciliaire I. 36 s., 49, 50, 59.
— V. Relégation, Secours.
Flagrant délit-*juge d'instruction* I. 59 s.; (attributions) I. 59 s.; (compétence) I. 59; (confrontation) p. 73, L. 8 déc. 1897, a. 7; (interrogatoire immédiat) L. 8 déc. 1897, a. 7.
— procureur de la République (actes d'instruction, réfection) I. 60; (présence, réquisition) I. 59; (procédure, examen) I. 60.
— visite domiciliaire I. 36 s., 59.
Flagrant délit-*procureur de la République* I. 32 s.; p. 117, L. 20 mai 1863, a. 1, 2; (actes d'instruction) I. 32 s.; (armes, saisie) I. 35; (arrestation) I. 40; (attributions) I. 32 s.; L. 1863, a. 1, 2; (attributions, délégation) I. 52; (compétence *ratione materiæ*) I. 32; (constatation) I. 32; (crimes ou délits) I. 32; (interdiction de s'éloigner, contravention, arrestation, peines) I. 34; (interrogatoire) I. 35, 40; L. 1863, a. 1; (mandat d'amener) I. 40, 45; (papiers ou effets, saisie) I. 36 s.; (peine afflictive ou infamante) I. 32.
— pièces à conviction ou à décharge I. 35 s.; (prévenu, interpellation) I. 35; (saisie) I. 35 s.; (saisie, prévenu, assistance) I. 39; (saisie, procès-verbal) I. 35, 37, 39; (scellement) I. 38; (transmission au juge d'instruction) I. 45.
— procès-verbal I. 32 s.; (formalites) I. 42; (rédaction) I. 42; (signature) I. 42; (témoins, assistance) I. 42; (transmission au juge d'instruction) I. 45.
— (témoins, déclarations) I. 32, 33; (transport sur lieux) I. 32, 52.
— visite domiciliaire I. 36 s.; (perquisition) I. 36; (prévenu, assistance) I. 39; (prévenu, domicile) I. 36; (procès-verbal) I. 39.
Fonctionnaire public (acte public, trouble) I. 509; (commerce, délit) P. 175, 176.
— crimes ou délits P. 81, 93, 114 à 131, 145, 146, 155, 158, 166 à 198, 234, 237 à 243, 333, 432, 462; (aggravation de peines) P. 198; (exercice des fonctions) P. 166 s.; (poursuite, magistrat, forfaiture) P. 127, 129.
— (démission collective) P. 126; (destitution) P. 197; (diffamation) p. 590, L. 29 juill. 1881, a. 31; (incompatibilité, délit) P. 175, 176; (injure) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 33; (révocation) P. 197; (serment préalable, défaut) P. 196; (suspension) P. 197; (témoignage) I. 510 s.; p. 219, D. 4 mai 1812; (titre, usurpation) P. 258. V. Vol; (violences envers les personnes) P. 186.
— V. Abus d'autorité, Attentat à la pudeur, Coalition, Concussion, Corruption, Costume, Forfaiture, Grains, Liberté individuelle, Privilège, Violences.
Fonctions publiques
— exercice (anticipation illégale) P. 196; (continuation illégale) P. 197. — V. Outrage.
— (immixtion délictueuse) P. 258; (interdiction) P. 197. V. Interdiction de droits; (usurpation) P. 258.
— V. Juré, Violences.
Force armée (réquisition) p. 33, Instr. 24 juin 1903; p. 34, Instr. 20 août 1907.
Force majeure (criminalite, absence) P. 64. — V. Marché de fournitures.
Force publique (agent) V. Outrage, Violences.
— commandant (concours, réquisition, refus de service) P. 234; (outrage) P. 225. — V. Evasion.
— réquisition I. 25; p. 44, D. 26 juill. 1791, a. 22.
— réquisition, abus d'autorité P. 188 s.; (ordre hiérarchique, excuse legale) P. 190; (ordre hiérarchique, supérieur, responsabilité pénale) P. 190, 191.
— V. Force armée, Insurrection, Mandat du juge, Recrutement.
Forêt (feu, distance) P. 458; (incendie volontaire) P. 434. — V. Coupe, Délit forestier, Garde forestier.
Forfaiture P. 166 s.; (caractère) P. 166, 168; (coalition) P. 126; (crime) P. 166; (délit) P. 168; (peine) P. 167; (procédure criminelle) V. Privilège. — V. Conflit, Liberté individuelle.
Fortifications. V. Plans.
Fossé (comblement) P. 456.
Fou (divagation) P. 475, n. 7. — V. Animaux-mort.
Four. V. Cheminée.
Fournitures. V. Marché de fournitures.
Frais et dépens (tarif) p. 247 s. — V. Appel correctionnel, Cassation, Contrainte par corps, Cour d'assises, Partie civile.
Français. V. Souveraineté territoriale.
Fraude. V. Substances, Vol.
Fraude électorale. V Élections.
Fruits. V. Maraudage, Passage.

Fuite [*délit de*] (conducteurs de véhicules) p. 590, L. 17 juill. 1908.

G

Gage (destruction, détournement ou recel) **P.** 400. — V. Maison de prêt.
Garde champêtre I. 16 s.; p. 42, L. 28 sept. 1791; p. 43, L. 5 avr. 1884, a; 102; (âge) L. 1791, a. 5. (agrément) L. 1884, a. 102; (armes) L. 1791, a. 4; (arrestation provisoire, droit) **I.** 16; (commission) L. 1884, a. 102, (compétence *ratione materiæ*) **I.** 16; L. 1884, a. 102; (compétence territoriale) **I.** 16; (délit contre les propriétés, circonstance aggravante) **P.** 462; (insignes) L. 1791, a. 4; (main-forte) **I.** 16; (nombre) L. 1791, a. 2; L. 1884, a. 102; (nomination) L. 1791, a. 1; L. 1884, a. 102; (officier de police judiciaire, attributions) **I.** 9, 16.
— procès-verbal **I.** 16; L. 1884, a. 102; (affirmation) L. 1791, a. 6; (énonciations) **I.** 16; (force probante) L. 1791, a. 6; (transmission) **I.** 20.
— (réquisition, commissaire de police) p. 43, D. 28 mars 1852, a. 4; (responsabilité) L. 1791, a. 7; (révocation) L. 1884, a. 102; (séquestre, droit) **I.** 16; (serment) L. 1791, a. 5; L. 1884, a. 102; (subordination) **I.** 17; (suite d'objets enlevés en délit) **I.** 16; (surveillance disciplinaire) **I.** 17; L. 1791, a. 1; L. 1884, a. 102; (suspension) L. 1884, a. 102; (traitement) L. 1791, a. 3; p. 43, D. 20 mess. an III, a. 4.
— visite domiciliaire **I.** 16; (officier public, assistance) **I.** 16; (procès-verbal) **I.** 16.
Garde forestier I. 16 s.; (arrestation provisoire, droit) **I.** 16; (compétence *ratione materiæ*) **I.** 16; (compétence territoriale) **I.** 16; (délit contre les propriétés, circonstance aggravante) **P.** 462; (main-forte) **I.** 16; (officier de police judiciaire, attributions) **I.** 9, 16.
— procès-verbal (affirmation) **I.** 18; (énonciations) **I.** 16; (transmission) **I.** 18.
— (séquestre, droit) **I.** 16; (subordination) **I.** 17; (suite d'objets enlevés en délit) **I.** 16; (surveillance disciplinaire) **I.** 17.
— visite domiciliaire **I.** 16; (officier public, assistance) **I.** 16; (procès-verbal) **I.** 16.
Garde particulier (agrément) p. 43, D. 20 mess. an III, a. 4; p. 43, L. 12 avr. 1892; (agrément, retrait) L. 1892, a. 1; (procès-verbal, transmission) **I.** 20.
Gardien. V. Evasion, Prison, Scellés.
Gazon. V. Chemin.
Gendarmerie p. 6, D. 20 mai 1903, a. 66 s.; (autorités judiciaires, rapports) D. 1903, a. 81 s.; (autorités locales, rapports) D. 1903, a. 66 s.; (commandant) V. Evasion, Force publique; (correspondance) D. 1903, a. 239; (devoirs généraux) D. 1903, a. 302 s.;
— officier (flagrant délit) D. 1903, a. 125 s.; (instruction judiciaire, formes) D. 1903, a. 138 s.; (police judiciaire) **I.** 9, 48 s.; D. 1903, a. 110 s.;
— (police des routes et campagnes) D. 1903, a. 193 s.; (police judiciaire et administrative) D. 1903, a. 110 s, 149 s.; (procès-verbal) D. 1903, a. 292 s.; (réquisition) D. 1903, a. 67 s.; (service extraordinaire des brigades) D. 1903, a. 290 s.; (service ordinaire des brigades) D. 1903, a. 149 s.; (service spécial) D. 1903, a. 147 s.
Général. V. Privilège.
Glanage (amende) **P.** 471, n. 10; (emprisonnement) **P.** 473, 474.
Gouvernement
— changement de forme (attentat) **P.** 87; (complot) **P.** 89; (tentative) **P.** 88.
Grâce p. 348[b], L. 17 juin 1871, a. 2, 3; L. 25 févr. 1875, a. 3. — V. Interdiction de séjour, Relégation, Souveraineté.
Grains
— coupe **P.** 449, 455; (grains en vert) **P.** 450, 455; (malveillance envers fonctionnaire) **P.** 450; (nuit) **P.** 450.
Grappillage (amende) **P.** 471, n. 10; (emprisonnement) **P.** 473, 474.
Gravure. V. Presse.
Greffe de cour ou de tribunal. V. Cassation, Cour d'assises, Dépôt public.
Greffe-greffage. V. Arbres.
Greffier. V. Chambre correctionnelle de cour d'appel, Chambre d'accusation, Cour d'assises, Faux, Mandat du juge, Tribunal.
Guerre (déclaration, actions hostiles) **P.** 84; (hostilités, crime) **P.** 75 s.
Guerre civile (excitation, attentat) **P.** 91, 97, 98.
Guet-apens. V. Assassinat, Coups et blessures, Violence à fonctionnaire public ou agent.

H

Habitation. V. Maison.
Haie (destruction) **P.** 456.

Hausse. V. Marchandises, Travail.
Haute Cour de justice I. 220; (compétence) p. 213, L. 20 avr. 1810, a. 18.
Homicide (involontaire) P. 319; (légitime défense) P. 328, 329; (ordre de la loi ou de l'autorité) P. 327; (volontaire) P. 295 s. — V. Revision, Violence à fonctionnaire public ou agent.
Hospice. V. Enfant.
Hôtelier (registre) V. Logeur. — V. Aubergiste.
Huissier. V. Citation, Évasion, Mandat, Tribunal de simple police.

I

Identité (constatation) I. 310; p. 72, L. 8 déc. 1897, a. 3. — V. Cour d'assises.
— identité d'individus condamnés, évadés ou repris, reconnaissance I. 518 s.; (cassation, pourvoi) I. 520; (compétence) I. 518; (peines) I. 518; (procédure) I. 519.
Illettré. V. Juré.
Image. V. Presse.
Immondices. V. Jet.
Immunité. V. Député, Evasion, Recel de criminel, Vol.
Imprimerie p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 1 s.; (dépôt administratif) L. 1881, a. 3, 4; (imprimeur, nom et domicile) L. 1881, a. 2; (liberte) L. 1881, a. 1.
Incapable (exposition) P. 349 s.
Incapacité. V. Juré.
Incapacité de travail. V. Coups, Substances nuisibles.
Incendie (imprudence, négligence ou vétusté) P. 458.
— incendie volontaire P. 434; (menace) P. 436; (mort accidentelle) P. 434.
— V. Cheminée, Feu, Secours.
Incident. V. Faux incident.
Incompatibilité. V. Cour d'assises, Fonctionnaire, Juré.
Incompétence (declinatoire, recours) I. 539. — V. Cassation.
Inconciliabilité. V. Revision.
Indemnité. V. Cassation, Dommages-intérêts.
Industrie (liberté). V. Travail; (règlement, infraction) P. 413.
Infanticide (complicité, peine) P. 302; (définition) P. 300; (peines) P. 302.
Infirmité. V. Coups, enfant, Mendicité, Vagabondage.
Information. V. Instruction.
Infraction P. 1 s.; (caractères) P. 1 s.; (infractions connexes) V. Règlement de juges. — V. Contravention, Crime, Délit.
Infraction d'audience I. 181, 504 s.
— délit quelconque I. 181; (appel) I. 181; (compétence) I. 181; (interrogatoire) I. 181; (peine, jugement immédiat) I. 181; (procès-verbal) I. 181; (témoin) I. 181.
— tumulte irrespectueux I. 504 s.; (appel) I. 505; (arrestation) I. 506; (contravention) I. 505; (cour d'appel) I. 507, 508; (cour d'assises) I. 507, 508; (cour de cassation) I. 507, 508; (crime) I. 506 s.; (defenseur) I. 507; (delit) I. 505; (expulsion) I. 504; (injures ou voies de fait) I. 505, 507; (jugement immédiat) I. 505, 507; (maison d'arrêt, detention) I. 504; (procès-verbal) I. 506; (temoin) I. 507; (tribunal correctionnel) I. 506.
— tumulte pour empêcher le cours de la justice, rébellion, peine, jugement immédiat p. 145, L. 9 sept. 1835, a. 11, 12.
Inhumation P. 358 s.
Injures p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 29, 33 s.; (definition) L. 1881, a. 29; (injure non publique) L. 1881, a. 33; (injure publique) L. 1881, a. 33; (peines) L. 1881, a. 33 s.; (preuve du fait injurieux) L. 1881, a. 35; (provocation) L. 1881, a. 33. — V. Infraction d'audience, Tapage.
Inondation (deversoir, élévation) P. 457. — V. Secours-refus.
Insalubrité. V. Jet.
Inscription de faux. V. Faux incident.
Insolvabilité. V. Contrainte.
Instituteur. V. Attentat à la pudeur, Juré.
Instruction (nullité, frais, charge) I. 415; (tumulte irrespectueux) I. 504. — V. Chambre d'accusation, Flagrant délit, Juge d'instruction, Privilège, Revision, Tribunal.
Instruments (détérioration) P. 443. — V. Abandon, Confiscation, Musique, Ustensiles.
Insurrection p. 417, L. 24 mai 1834, a. 5 s.; (armes, port) L. 1834, a. 5; (armes, soustraction) L. 1834, a. 6; (barricade) L. 1834, a. 9; (circonstances attenuantes) L. 1834, a. 11; (complicité) L. 1834, a. 8 s.; (costume, port) L. 1834, a. 5; (domicile, violation) L. 1834, a. 7; (edifices publics, occupation) L. 1834, a. 8; (force publique, désarmement) L. 1834, a. 6; (force publique, réunion, empêchement) L. 1834, a. 9; (habitation, occupation, complicité) L. 1834, a. 8; (interdiction de séjour) L. 1834, a. 11; (peines) L. 1834, a. 5 s.

Intention criminelle. V. Recel.
Interdiction de droits civiques, civils et de famille P. 9; (application, loi expresse) P. 43; (étendue) P. 42.
Interdiction de séjour p. 319, L. 27 mai 1885, a. 19; (application, cas) P. 46 s., 50; (durée) P. 46 s.; L. 1885, a. 19; (femme) L. 1885, a. 6, 8; (infraction, peine) P. 45; L. 1885, a. 19.
— peine criminelle principale (conséquence) P. 46 s.; (grâce) P. 46; (prescription) P. 48.
— (remise, grâce) P. 48; L. 1885, a. 19; (suspension) p. 321, D. 30 août 1875, a. 5; (suspension administrative) P. 48.
— V. Coups et blessures, Insurrection, Mendicite, Prescription des peines, Récidive, Relégation, Violence à fonctionnaire public ou agent.
Interdiction legale P. 29 s.; (effets) P. 29 s.; (peine accessoire) P. 29.
— V. Déportation.
Interdit légalement (subrogé tuteur) P. 29; (tuteur) P. 29, 30.
Intérêt public I. 600 s.
Interprète I. 332, 333, 392.
Interrogatoire. V. Appel correctionnel, Cour d'assises, Flagrant délit, Infraction d'audience, Juge d'instruction.
Invective p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 29.
Ivresse publique p. 559, L. 23 janv. 1873.

J

Jet (jet de corps durs) V. Animaux-morts; (jet d'immondices ou corps durs contre les édifices ou dans les enclos) P. 475, n. 8; 476; (jet imprudent d'immondices sur les personnes) P. 471, n. 12; (jet ou exposition de choses nuisibles ou insalubres devant les édifices) P. 471, n. 6; (jet volontaire d'immondices ou corps durs sur les personnes) P. 475, n. 8; 476.
Jeu
— jeu de hasard, lieu public (amende) P. 475, n. 5; (confiscation) P. 477; (visite domiciliaire) p. 41, D. 19 juill. 1791, a. 10.
— jeux illicites, profession, vagabondage, peines p. 403, L. 27 mai 1885, a. 4.
— V. Cercles, Maison de jeu.
Jonction. V. Acte d'accusation.
Jour férié. V. Fête, Tribunal correctionnel.
Journaux p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 5 s.; (annonces, voie publique) p. 628, L. 19 mars 1889; (autorisation préalable) L. 1881, a. 5; (cautionnement) L. 1881, a. 5; (declaration préalable) L. 1881, a. 5, 7 s.; (dépôt administratif et judiciaire) L. 1881, a. 10; (gérant) L. 1881, a. 6 s.; (journaux étrangers, interdiction) L. 1881, a. 14; (publication) L. 1881, a. 5 s.; (publication, langue étrangère) p. 625, L. 22 juill. 1895; (rectifications) L. 1881, a. 12, 13.
Juge. V. Magistrat, Procureur de la République, Tribunal correctionnel.
Juge d'instruction I. 55 s.; p. 71, L. 8 déc. 1897; (absence) I. 58; (affaires civiles, jugement) I. 55; (affaires correctionnelles, jugement) L. 1897, a. 1, 12; p. 76, Circ. 10 déc. 1897; (attributions) I. 59 s.; (cahier d'information, signature) I. 76; (charges, communication au prévenu) L. 1897, a. 3; (clôture) I. 127 s.; (clôture, communication au parquet) I. 127; (commission rogatoire) I. 283. V. interrogatoire, pièces, *témoin;* (communication au parquet) I. 61, 94, 113; (comparution primitive du prévenu) I. 93, 94; L. 1897, a. 3 s.; (compétence territoriale) I. 63, 69, 98; (confrontation, défenseur, assistance) L. 1897, a. 9, 12; (confrontation, urgence) L. 1897, a. 7; (déclaration du prévenu) L. 1897, a. 3, 12.
— défenseur L. 1897, a. 3, 7 s.; p. 76, Circ. 10 déc. 1897; (assistance) L. 1897, a. 9, 12; (avocat) L. 1897, a. 3; (avoué) L. 1897, a. 3; (choix) L. 1897, a. 3; (choix, déclaration) L. 1897, a. 9; (convocation, délai) L. 1897, a. 9; (désignation d'office) L. 1897, a. 3; (observations) L. 1897, a. 9; (ordonnances, communication) L. 1897, a. 10, 12; (procédure, communication) L. 1897, a. 10, 12.
— (dessaisissement) I. 69; (empêchement) I. 58; (fonctions) I. 59 s.; (fonctions, durée) I. 55; (identité du prévenu, constatation) L. 1897, a. 3; (instruction) I. 61 s.
— interrogatoire du prévenu I. 91, 93, 94; L. 1897, a. 3; (commission rogatoire) I. 103; (defenseur, assistance) L. 1897, a. 9, 12; (urgence) L. 1897, a. 7.
— (juge suppléant) I. 55; (juge titulaire) I. 56; (mise en liberté du prévenu) I. 128, 129, 131, 135; (négligence) I. 280 s.; (nombre) I. 55; (nomination) I. 55.
— non-lieu, ordonnance I. 128; (mise en liberté) I. 128, 229; (opposition) I. 129.
— ordonnance I. 127 s.; (charges suffisantes) I. 134; (communication au

Juge d'instruct. (*suite*). prévenu detenu) I. 135; (énonciations) I. 134; (exécution) I. 28; (fait incriminé, exposé et qualification légale) I. 134; (notification) I. 28.
— ordonnance, opposition I. 135 s.; (cas) I. 135; (chambre d'accusation, arrêt) I. 135, 217, 228; (compétence) I. 135; (délai) I. 135; (détention préventive) I. 135; (mise en liberté) I. 135; (partie civile) I. 135; (partie civile, dommages-intérêts) I. 136; (prevenu) I. 135; (procureur de la République) I. 135; (procureur général) I. 135.
— ordonnance (prévenu, état civil) I. 134; (rédaction) I. 134; (signification) I. 135.
— perquisition I. 87 s.; (commission rogatoire) I. 90, 102, 103.
— pièces à conviction (saisie) I. 35 s., 89; (saisie, commission rogatoire) I. 90, 102, 103; (transmission) I. 102, 103. — V. renvoi.
— (police judiciaire) I. 9; (prise à partie) I. 77, 78, 112; (procédure, nullité) L. 1897, a. 12; (règlement d'instruction) I. 127 s.; (remplacement) I. 58.
— renvoi à la chambre d'accusation, ordonnance I. 133; (dossier, transmission) I. 133, 217; (mandat d'arrêt ou de dépôt, force exécutoire) I. 134; (pièces à conviction) I. 133.
— renvoi en police correctionnelle, ordonnance I. 130, 182; (citation, délai) I. 132; (cote et transmission) I. 132; (détention préventive, maintien) I. 130; (mise en liberté) I. 131.
— renvoi en simple police, ordonnance I. 129; (dossier, cote et transmission) I. 132; (mise en liberté) I. 129; (opposition) I. 129.
— (réquisitoire définitif) I. 127; (réquisitoire d'information) I. 47, 54, 61; (surveillance, procureur général) I. 57, 279 s.
— transport sur lieux I. 88, 90; (greffier, assistance) I. 62; (procureur, assistance) I. 62.
— visite domiciliaire I. 87 s. V. Flagrant délit.
— V. Liberté provisoire, Mandat, Plainte.
Juge d'instruction *témoin* I. 71 s.; (amende) I. 80, 81, 92.
— audition I. 71 s.; (formalités, omission) I. 77, 78; (greffier, amende) I. 77, 78; (greffier, assistance) I. 73.
— audition, juge d'instruction I. 73; (prise à partie) I. 77, 78; (transport) I. 83, 84.
— audition (juge de paix) I. 83 s.; (prévenu, non-presence) I. 73; (separée) I. 73.
— citation I. 71 s.; (agent de la force publique) I. 72; (citation nouvelle) I. 80, 81; (huissier) I. 72; (procureur, requête) I. 72; (représentation) I. 74.
— comparution I. 80; (défaut) I. 80; (impossibilité) I. 83 s.
— (contrainte par corps) I. 80.
— déposition I. 76 s.; (interligne) I. 78; (lecture) I. 76; (rature) I. 78; (rédaction) I. 76 s.; (refus) I. 80; (renvoi) I. 78; (signature) I. 76; (transmission au juge) I. 85.
— empêchement I. 83 s.; (certificat médical) I. 83, 86; (commission rogatoire) I. 83, 84.
— (enfant, déclaration) I. 79; (état civil) I. 75; (excuse) I. 81; (indemnité) I. 82; (mandat d'amener) I. 80, 92; (mandat de dépôt) I. 86; (parenté ou alliance) I. 75; (qualité) I. 71; (serment) I. 75, 79.
Juge de paix (police judiciaire) I. 9, 48 s. — V. Privilège, Tribunal de simple police.
Juge suppleant
— ministère public, fonctions (aptitude) p. 45, L. 10 dec. 1830, a. 3. — V. Procureur de la République.
— V. Juge d'instruction.
Jugement. V. Cassation, Cour d'assises, Tribunal.
Juré I. 381 s.; p. 178, L. 21 nov. 1872; (absence) I. 396 s.; (abstention) I. 398; (âge) L. 1872, a. 1, 5; (amende) I. 343, 391, 396; L. 1872, a. 20; (avertissement du president) I. 336; (communication prohibée) I. 353; (condamnation, incapacité) L. 1872, a. 2; (conditions requises) L. 1872, a. 1 s.; (conseil judiciaire, nomination) L. 1872, a. 2; (contumace) L. 1872, a. 2; (convocation, notification) I 389; (décès). V. liste annuelle, liste de session; (démence) L. 1872, a. 2; (départ prematuré) I. 398; (devoirs) I. 267, 312; (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 31; (direction, président) I. 267; (discours du président) I. 312; (dispense de fonctions) L. 1872, a. 5; (droits politiques, civils et de famille, jouissance) L. 1872, a. 1; (exclusion, causes) I. 390; L. 1872, a. 4, 17.
— excuse (cause temporaire) I. 391; (compétence) I. 397; (fausseté, amende) P. 236; (fausseté, emprisonnement) P. 236.
— (expert, incompatibilité) I. 392; (faillite) L. 1872, a. 2.
— fonctions (exercice, expiration) I. 398; (fonctions antérieures, exercice) L. 1872, a. 5, 18; V. liste de session; (interdiction) I. 396; L. 1872, a. 2. V. Interdiction de droits.
— (illettré) L. 1872, a. 4; (incapacité) I. 390; L. 1872, a. 1, 2, 17; (incom-

Juré (*suite*).
patibilité) I. 390; L. 1872, a. 1, 3, 17; (indemnite de sejour et de deplacement) p. 282, L. 19 mars 1907; D. 12 avr. 1907; L. 17 juill. 1908; D. 17 juill. 1908; D. 28 juin 1909; (injure) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 33; (instituteur communal) L. 1872, a. 3; (interprète, incompatibilite) I. 392; (législation ancienne) I. 381 à 388.
— liste annuelle L. 1872, a. 6 s.; (commission cantonale) L. 1872, a. 8 s.; (commission d'arrondissement) L. 1872, a. 11 s.; (composition) L. 1872, a. 6 s.; (décès, incapacité ou incompatibilité, avis, remplacement, tirage au sort) I. 390; L. 1872, a. 17; (juge de paix, attributions) L. 1872, a. 7 s., 17; (liste d'arrondissement) L. 1872, a. 11 s.; (liste de departement) L. 1872, a. 16; (liste preparatoire) L. 1872, a. 8 s.; (nombre de jurés, répartition) L. 1872, a. 6, 7.
— liste de jugement. V. Jury de jugement.
— liste de session I. 388 s.; L. 1872, a. 18; (condamnation antérieure à l'amende) I. 391; (décès, incapacité ou incompatibilité, remplacement, tirage au sort) I. 390; (duree) 1. 391; (fonctions antérieures, exercice, remplacement, tirage au sort) I. 391; L. 1872, a 18; (jurés, report) I. 391; (jurés suppléants) L. 1872, a. 18, 19.
— liste de session, nombre de jurés I. 388; L. 1872, a. 18; (insuffisance, remplacement, jures suppléants ou jures de la ville) I. 393; L. 1872, a. 19; (maximum) I. 388, L. 1872, a. 18; (minimum) I. 393; L. 1872, a. 19.
— liste de session (notification, délai) I. 395; (session extraordinaire, fonctions, exercice) I. 391; (tirage au sort) I. 388, 393; L. 1872, a. 18, 19.
— (liste spéciale) V. Juré suppléant; (mandat d'arrêt ou de dépôt) L. 1872, a. 2; (militaire) L. 1872, a. 3; (ministre du culte) L. 1872, a. 3; (nationalité française) L. 1872, a. 1; (officier de police judiciaire, incompatibilité) I. 392; (officier ministeriel, destitution) L. 1872, a. 2; (outrage) P. 222, 223; (places) I. 309; (récusation) I. 399 s, 406; (remplacement) V. liste annuelle, liste de session. V. aussi, Jury de jugement; (septuagénaire) L. 1872, a. 5; (serment) I. 312; (service domestique) L. 1872, a. 4; (temoin, incompatibilité) I. 392.
— tirage au sort (président) I. 266. — V. liste annuelle, liste de session.
— travail manuel, nécessité L. 1872, a. 5.
— V. Corruption de fonctionnaires, Jury, Outrage.
Juré complémentaire I. 393; p. 181, L. 21 nov. 1872, a. 19.
Jure suppléant (attributions) I. 394; p. 181, L. 21 nov. 1872, a. 18, 19.
— liste speciale annuelle L. 1872, a. 15, 16; (commission d'arroudissement) L. 1872, a. 15; (nombre de jurés) L. 1872, a. 15.
Juridiction. V. Privilège.
Jury I. 381 s.; p. 178, L. 21 nov. 1872.
— Algerie, p. 284 s.
— avertissement I. 341.
— chambre (accès, autorisation) I. 343; (entrée des jurés) I. 342; (issues, garde) I. 343; (sortie des jurés) I. 343, 348.
— chef (attributions) I. 342, 343, 345, 348, 349; p. 162, L. 13 mai 1836; (designation) I. 342.
— (conviction, motifs déterminants) I. 342; (décision, majorité) I. 347.
— déclaration (énonciations) I. 347; (formule) I. 348; (lecture, accusé, présence) I. 357; (lecture, chef) I. 348; (lecture, greffier) I. 357; (recours) I. 350; (remise au président) I. 349; (signature) I. 349.
— déclaration de culpabilité I. 362; (compétence) I. 342; (erreur, renvoi à une autre session) I. 352.
— déliberation I. 342 s.; (circonstances) I. 344; (fait principal) I. 344; (gendarmerie, surveillance) I. 343; (instruction, affichage et lecture) I. 342; (ordre, fixation) I. 344; (publication) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 39; (secret, contravention, peines) I. 343. — V. vote.
— (législation ancienne) I. 381 à 388; (liste) V. Juré.
— questions au jury I. 336 s.; (circonstances aggravantes) I. 338; p. 162, L. 13 mai 1836, a. 1; (circonstances atténuantes) I. 341; L. 1836, a. 1; (circonstances du fait incriminé) I. 337; (crime, éléments constitutifs) I. 337; (culpabilité) I. 337; L. 1836, a. 1; (excuse légale) I. 339; L. 1836, a. 1; (feuille, modèle) p. 159; (feuille, remise) I. 341, 342; (formes) I. 336 s.; (lecture aux jurés) I. 345; (mineur de dix-huit ans, discernement) I. 340; L. 1836, a. 1; (position) I. 336 s.
— (rentrée à l'audience) I. 348; (vote) p. 162, L. 1836.
— vote, bulletins p. 162, L. 13 mai 1836, a. 1 s.; (bulletins écrits) L. 1836, a, 1; (destruction) L. 1836, a. 5; (écriture) L. 1836, a. 2; (vote non exprimé) L. 1836, a. 4.
— vote (ordre) p. 162, L. 13 mai 1836, a. 1; (scrutin, dépouillement) L. 1836, a. 3; (scrutins distincts) L. 1836, a. 1; (scrutin secret) I. 341, 345, 346. — V. décision.
— V. Juré.

Jury annuel. V. Juréliste annuelle.
Jury de jugement I. 393 s.; (affaire spéciale) I. 393, 399; (formation) I. 393, 399 s., 406.
— jurés (appel) I. 399; (nombre) I. 394; (remplacement) I. 394.
— (jurés suppléants, adjonction) I. 394; (renvoi à une autre session) I. 406; (tableau) I. 399, 405, 406; (tirage au sort) I. 399.
— V. Jury.
Jury de session. V. Juréliste de session.

L

Langue étrangère I. 332, 392.
Larcin P. 401.
Légion d'honneur (suspension ou privation) p. 400, D. 24 nov. 1852, a. 9. — V. Privilège.
Légitime défense (criminalité, absence) P. 328.
Lettre missive (secret, violation) P. 187; (suppression ou ouverture, abus d'autorité) P. 187.
Libération conditionnelle p. 336, L. 14 août 1885; (conditions) L. 1885, a. 1, 2; (colonie) L. 1885, a. 11; (patronage) L. 1885, a. 7 s.; (récidive) L. 1885, a. 2; (révocation) L. 1885, a. 2 s.
Liberté (mise en liberté) I. 206; V. Chambre d'accusation, Cour d'assises, Juge d'instruction.
— V. Peine privative, Travail.
Liberté individuelle
— attentat I. 93; P. 114 s., 341 s.; (dommages-intérêts) P. 117; (fonctionnaire public) P. 114; (forfaiture) P. 121, 122; (ministre) P. 115; (ordre hiérarchique, excuse légale) P. 114; (ordre hiérarchique, supérieur, responsabilité pénale) P. 114. — V. Detention arbitraire.
— protection I. 615 s.
Liberte provisoire (appel) I. 119; (caractère facultatif) I. 113; (caractère obligatoire) I. 113.
— cautionnement I. 114, 120 s.; (absolution) I. 122 s.; (acquittement) I. 122 s.; (affectation) I. 114, 122 s.; (amende, payement) I. 114, 123; (Caisse des consignations) I. 124; (caractère facultatif) I. 114; (compétence) I. 124; (condamnation, extrait) I. 124; (condamnation ultérieure) I. 122 s.; (confiscation partielle) I. 122; (distribution) I. 124; (fixation) I. 119; (frais, payement) I. 114, 123; (inculpe, absence) I. 122, 124, 125; (inculpé, présence) I. 114, 122; (mode) I. 120, 121; (numéraire) I. 120, 121; (objet) I. 114; (obligations, cessation) I. 122; (poursuites, renvoi) I. 122 s.; (realisation) I. 121; (recouvrement, contrainte) I. 124; (restitution) I. 122 s.
— cautionnement personnel I. 120, 121; (solvabilité) I. 120.
— cautionnement réel I. 120 s.
— chambre d'accusation (compétence) I. 116; (retrait) I. 115.
— (chambre du conseil) I. 117; (compétence) I. 113, 116; (condamnation antérieure) I. 113; (cour d'appel, compétence) I. 116; (cour d'assises, arrêt de renvoi) I. 126; (cour d'assises, competence) I. p. 75, L. 8 dec. 1897, a. 11.
— demande I. 116 s.; (cassation, pourvoi, admissibilité) I. 116; (domicile, élection) I. 121, (état de cause) I. 116; (notification à partie civile) I. 118, 119.
— emprisonnement, durée I. 113.
— inculpé, présence (effets) I. 122; (engagement) I. 113, 114.
— juge d'instruction (competence) I. 113; (pouvoirs) I. 113.
— (mandat d'amener, d'arrêt ou de dépôt) I. 115, 125; (observations écrites) I. 117, 118; (opposition) I. 119; (ordonnance, execution) I. 121; (prise de corps, ordonnance) I. 125, 126.
— procureur de la Republique (conclusions) I. 113, 117; (opposition) I. 119.
— (recours) I. 119; (registre) I. 119; (requête) I 117.
— retrait I. 115; (competence) I. 125.
— tribunal correctionnel, compétence, I. 116.
— V. Cassation, Flagrant délit.
Liberté surveillée (enfants) p. 343, L. 22 juill. 1912.
Librairie p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 1 s.; (liberté) L. 1881, a. 1.
Livre. V. Contrefaçon littéraire, Librairie.
Logeur (registre, inscription ou representation, defaut) P. 475, n. 2; (registre, nom supposé) P. 154.
Loi pénale (rétroactivité) P. 4. — V. Cassation.
Loi spéciale p. 513 s.; (flagrant délit) p. 117, L. 20 mai 1863, a. 7; (maintien) P. 484.
Loterie (lieu public) P. 475, n. 5; 477, 478; (loterie autorisée) p. 461, L. 21 mai 1836, a. 5; p. 461, Ord. 29 mai 1844; p. 462, Circ. min. 1er mars 1910; (loterie non autorisée) P. 410; L. 21 mai 1836, a. 1 s.; (prohibition) L. 21 mai 1836, a. 1 s.

M

Machinations ou intelligences avec l'étranger P. 76 s.

Machine a vapeur (explosion volontaire) **P.** 437.
Magasin
— destruction, mine, explosion **P.** 434; (menace) **P.** 436.
— (incendie volontaire) **P.** 434; (menace) **P.** 436.
Magistrat (déplacement, indemnite) p. 280, D. 1er juin 1899; (empiétement sur l'autorité administrative) **P.** 127 s.; (empiétement sur le pouvoir législatif) **P.** 127; (lois, exécution, suspension) **P.** 127; (outrage) **P.** 222, 223; (récusation) **I.** 210; (règlement administratif) **P.** 127; (règlement législatif) **P.** 127; (transport, indemnité) p. 259, D. 18 juin 1811, a. 87 s.; p. 270, O. 4 août 1824; p. 271, O. 10 mars 1825; p. 273, O. 2 mai 1844. — V. Corruption, Privilège, Violences.
Main-forte. V. Garde champêtre, Garde forestier.
Maire (commissaire de police, remplacement) **I.** 11, 14; (contravention, attributions) **I.** 11; (police judiciaire, attributions) **I.** 9, 11, 50 s.; (procès-verbal) **I.** 11. — V. Autorité administrative, Prison, Réhabilitation.
Maison
— crime ou délit, constatation, chef de maison, réquisition (officier de police auxiliaire) **I.** 49, 50, 52; (procureur de la République) **I.** 46.
— (destruction ou incendie) V. Edifice.
— V. Prison, Visite domiciliaire, Vol.
Maison de correction. V. Mineur.
Maison de jeu P. 410. V. Cercles.
Maison de prêt P. 411.
Maison de prostitution (rétention forcée) **P.** 334, 335.
Maladie. V. Coups, Violences.
Maladie epidémique (déclaration) p. 561, L. 30 nov. 1892, a. 15; p. 566, Arr. min. 23 nov. 1893.
Malfaiteur (crime, actes de barbarie ou tortures, emploi) **P.** 303.
— V. Association de malfaiteurs, Recel.
Mandat d'amener (accusé, acquittement) **I.** 361.
— arrestation hors de l'arrondissement **I.** 100 s.; p. 72, L. 8 déc. 1897, a. 4 s.; p. 76, Circ. 10 déc. 1897; (conduite au parquet) L. 1897, a. 4; (déclarations du prévenu) L. 1897, a. 5; (exécution obligatoire) **I.** 100; (identité, constatation) L. 1897, a. 5; (interrogatoire) L. 1897, a. 5; (juge d'instruction, attributions) L. 1897, a. 5, 6; (mandat de dépôt) **I.** 100, 101; (pièces à conviction, détention) **I.** 100; (procureur de la République, attributions) **I.** 100 s.; L. 1897, a. 5; (transférement) L. 1897, a. 5, 6.
— (conseiller instructeur) **I.** 237; (date) **I.** 100; (délégation) **I.** 283; (délivrance) **I.** 91, 92; (détention arbitraire) **I.** 93; (exécution, force publique, réquisition) **I.** 99; (exhibition au maire) **I.** 105; (interrogatoire, délai) **I.** 93; p. 76, Circ. 10 déc. 1897; (mise en liberté, procureur) **I.** 93; (notification) **I.** 97, 105.
— prévenu (comparution, refus) **I.** 99; (contrainte par corps) **I.** 99, 100; (défaut) **I.** 91; (évasion, tentative) **I.** 99; (fuite) **I.** 105.
— (procureur de la République, conclusions) **I.** 61; (témoin, comparution, refus) **I.** 80, 92; (visa) **I.** 105.
— V. Flagrant delit, Liberté provisoire.
Mandat d'arrêt (accusé, acquittement) **I.** 361; (conseiller instructeur) **I.** 237; (délégation) **I.** 283; (délivrance) **I.** 94; (exécution) **I.** 108 s.; p. 76, Circ. 10 déc. 1897; (exécution, force publique, réquisition) **I.** 108; (fait incriminé, énonciation) **I.** 96; (loi pénale, énonciation) **I.** 96; (mainlevée, opposition) **I.** 94; (notification) **I.** 97, 109; (perquisition, procès-verbal) **I.** 109.
— prévenu (fuite) **I.** 109; (incarcération) **I.** 110, 111; (remise, reconnaissance) **I.** 111; (transfèrement) **I.** 104.
— (procureur de la République, conclusions) **I.** 94; (renvoi à la chambre d'accusation) **I.** 134.
— V. Cour d'assises-*témoin*, Juré.
Mandat de comparution I. 91; (accusé, acquittement) **I.** 361; (conversion) **I.** 91; (délivrance) **I.** 91; (interrogatoire) **I.** 91, 93.
Mandat de dépôt (charges nouvelles) **I.** 248; (conseiller instructeur) **I.** 237; (délégation) **I.** 283; (délivrance) **I.** 94; (exécution) **I.** 107 s.; (exécution, force publique, réquisition) **I.** 108; (exhibition) **I.** 97, 107; (incarcération) **I.** 107, 110, 111; (mainlevée, opposition) **I.** 94; (prévenu, remise, reconnaissance) **I.** 107, 111.
— procureur de la République (conclusions) **I.** 61, 94; (délivrance) **I.** 34, 100; p. 117, L. 20 mai 1863, a. 1.
— renvoi à la chambre d'accusation **I.** 134.
— V. Appel correctionnel, Juré, Mandat d'amener.
Mandat du juge d'instruction I. 91 s.; (copie, délivrance) **I.** 97; (exécution, compétence territoriale) **I.** 98; (exhibition) **I.** 97; (force publique, réquisition) **I.** 108.
— formalités, inobservation (greffier, amende) **I.** 112; (magistrat, prise à partie) **I.** 112.

Mandat du juge (*suite*).
— (formes) **I.** 95 s.; (notification) **I.** 97; (prévenu, désignation) **I.** 95, 96; (sceau) **I.** 95, 96; (signature) **I.** 95, 96; (visa) **I.** 98.
— V. Liberté provisoire.
Mandat électif. V. Corruption.
Manœuvre frauduleuse **P.** 405. — V. Travail.
Maraudage (animaux de charge) **P.** 388; (bornes, enlèvement) **P.** 389; (contravention) **P.** 475, n. 15; (délit) **P.** 388; (panier) **P.** 388; (pluralité d'agents) **P.** 388; (voiture) **P.** 388.
Maraudage simple **P.** 471, n. 9.
Marchandises (baisse ou hausse, fraude) **P.** 419, 420; (détérioration volontaire) **P.** 443. — V. Batelier, Substances, Tromperie, Voiturier.
Marché à terme **P.** 421, 422; p. 468, L. 28 mars 1885.
Marché de fournitures ou de travaux publics pour la guerre ou la marine **P.** 430 s.; (exécution, retard) **P.** 433; (force majeure) **P.** 430; (fraude) **P.** 433; (inexécution) **P.** 430 s.
Margarine p. 482, L. 16 avr. 1897; p. 485, D. 9 nov. 1897; p. 485, L. 23 juill. 1907.
Mari. V. Adultère, Conjoint.
Mariage (consentement, production, défaut) **P.** 193, 195; (femme veuve, délai de viduité, inobservation) **P.** 194, 195. — V. Adultère, Bigamie, Enlèvement de mineur, Ministre du culte.
Marin (infractions, peines) p. 297, C. just. milit. mar. a. 258 s., 369 s.; (tentative) p. 295, C. just. milit. mar. a. 260.
Marine marchande (discipline) p. 297. — V. Baraterie, Piraterie.
Marque de l'Etat (contrefaçon) **P.** 142.
— fausse marque, usage **P.** 142; (bonne foi) **P.** 163.
— usage frauduleux **P.** 143.
Marque publique (contrefaçon) **P.** 142.
— fausse marque, usage **P.** 142; (bonne foi) **P.** 163.
— usage frauduleux **P.** 143.
Marteau de l'Etat (contrefaçon) **P.** 140.
— faux marteau, usage **P.** 140; (bonne foi) **P.** 163.
— usage frauduleux. **P.** 141.
Matériaux. V. Eclairage, Embarras, Propriété communale.
Matières d'or ou d'argent (vente, titre, tromperie) **P.** 423; p. 487, L. 8 avr. 1910, art. 34 s.; (visite domiciliaire) p. 41, D. 19 juill. 1791, a. 9.
Matière politique. V. Crime politique.
Matières servant à la fabrication (destruction) **P.** 443.
Matières spéciales. V. Flagrant délit.
Médaille militaire (suspension ou privation) p. 400, D. 24 nov. 1852, a. 9.
Médecin (corruption) **P.** 160; (expertise médicale) **I.** 44; (secret professionnel) **P.** 378. — V. Certificat médical.
Médecine (exercice) p. 561, L. 30 nov. 1892; p. 566, L. 14 avr. 1910.
Médicaments (salubrité, visite domiciliaire) p. 41, D. 19 juill. 1791, a. 9. — V. Substances alimentaires.
Mémoire des morts (diffamation ou injure) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 34.
Mémoire judiciaire (immunité) p. 590, L. 29 juill. 1881, a. 41. — V. Chambre d'accusation, Pièces, Règlement de juges, Renvoi.
Menaces **P.** 305 s.; (fait principal) **P.** 305 s.; (menaces d'attentat contre les personnes) **P.** 305 s.; (menaces écrites) **P.** 305, 306, 308; (menaces verbales) **P.** 307, 308.
— ordre ou condition **P.** 305, 307, 308; (inexistence) **P.** 306.
— V. Chantage, Mendicité, Outrage, Prison, Rébellion, Travail, Vol.
Mendicité **P.** 274 s.; (circonstances aggravantes) **P.** 275, 276.
— dépôt public (existence) **P.** 274; (inexistence) **P.** 275.
— (fait isolé) **P.** 274; (habitation ou enclos, introduction) **P.** 276; (habitude) **P.** 275; p. 405, L. 7 déc. 1874, a. 3; (infirmes et incurables privés de ressources) p. 406, L. 14 juill. 1905, a. 39; (infirmité, simulation) **P.** 276; (interdiction de séjour) **P.** 282; (lieu) **P.** 274, 275; (menaces) **P.** 276; (mineur de seize ans, emploi) p. 405, L. 7 déc. 1874, a. 3; (passeport faux) **P.** 281; (peines) **P.** 274 s., 277 s.; (résidence, canton) **P.** 275; (réunion) **P.** 276; p. 405, L. 7 déc. 1874, a. 3.; (vieillards privés de ressources) p. 406, L. 14 juill. 1905, a. 39.
Mendicité - *vagabondage* **P.** 277 s.; (armes) **P.** 277, 279; (certificat faux) **P.** 281; (feuille de route fausse) **P.** 281; (instruments de vol ou autres délits) **P.** 277, 279; (travestissement) **P.** 277, 279; (valeurs, provenance) **P.** 278; (violences) **P.** 279.
Mépris (expression) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 29.
Metier de souteneur. V. Souteneur.
Meurtre **P.** 295 s.; (adultère, excuse légale) **P.** 324; (causes justificatives) **P.** 327 s.; (conjoint, excuse légale) **P.** 324; (crime ou délit connexe) **P.** 304; (définition) **P.** 295.
— escalade ou effraction (jour, excuse légale) **P.** 322; (nuit, fait justificatif) **P.** 322, 329.
— (excuse légale) **P.** 321 s., 326; (guet-apens) **P.**

Meurtre (*suite*).
296, 298; (légitime défense) **P.** 322, 328, 329; (peines) **P.** 304; (préméditation) **P.** 296, 297; (provocation) **P.** 321.
Militaire
— désobéissance, provocation p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 25; (compétence) p. 623, L. 28 juill. 1894, a. 2 s.
— (infractions, peines) p. 297, C. just. mil. a. 204 s., 271 s.; (tentative) p. 295, C. just. milit. a. 202.
— peine de mort (execution, mode) p. 300, L. 30 déc. 1911.
— V. Juré, Sursis, Tribunal militaire, Troupe.
Mine
— explosion, dommage **P.** 95, 435; (dénonciation) **P.** 435; (excuse légale) **P.** 435; (menace) **P.** 436. — V. Propriété.
Mineur (abus des besoins, faiblesses ou passions d'un mineur) **P.** 406; (décharge, abus) **P.** 406; (déplacement ou détournement) **P.** 354 s. V. Enlèvement.
— mineur de quinze ans (aliments, privation volontaire) **P.** 312; (coups et blessures volontaires) **P.** 312. — V. Attentat à la pudeur.
— mineur de dix-huit ans **P.** 66 s.; (acquittement) **P.**66; (compétence) **P.**68; (crime) **P.** 66 s.; (délit) **P.** 66, 69; (discernement) **P.** 67. V. Jury-questions; (discernement, défaut) **P.** 66; (excuse légale) **P.** 66 s.; (maison de correction) **P.** 66; (peine, atténuation) **P.** 67, 69; (prostitution) p. 556, L. 11 avr. 1908. — V. Contrainte, Enlèvement, Vagabondage.
— mineur de treize ans. V. Attentat à la pudeur.
— (obligation, abus) **P.** 406; (prêt au mineur) **P.** 406; (quittance, abus) **P.** 406.
— tribunaux pour enfants p. 343, L. 22 juill. 1912.
— V. Enlèvement de mineur, Excitation, Mendicité, Prostitution, Relégation.
Ministère public. V. Appel correctionnel, Cassation, Contumace, Cour d'assises, Juge suppléant, Procureur de la République, Procureur général, Tribunal de simple police.
Ministre (crime ou délit, poursuites, autorisation) **P.** 121; (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 31; (injure) L. 1881, a. 33.
Ministre du culte (séparation des Eglises et de l'Etat) p. 536, L. 9 déc. 1905; p. 549, L. 2 janv. 1907; **P.** 201 à 208, 260 à 264, 294 (*abrogés*); (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 31; (état civil, intraction) **P.** 199, 200; (infractions) **P.** 199 s.; (injure) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 33; (mariage religieux, célébration, acte de mariage civil, production, défaut) **P.** 199, 200. — V. Attentat à la pudeur, Juré.
Minute (destruction ou enlèvement) **I.** 521 s.; **P.** 439. — V. Appel correctionnel.
Mise en accusation I. 217 s. V. Chambre d'accusation.
Mœurs. V. Attentat.
Monnaie (imitation) p. 365, L. 11 juill. 1885; (monnaie de billon étrangère) p. 364, D. 11 mai 1807; L. 30 nov. 1896; (monnaie nationale, contrefaçon, étranger) **I.** 7; (réception, refus) **P.** 475, n. 11. — V. Fausse monnaie.
Monument (dégradation ou destruction) **P.** 257.
Monument historique (affichage) p. 626, L. 20 avr. 1910.
Mort. V. Coups, Enfant, Incendie, Mémoire, Militaire, Peine capitale.
Mort civile P. 18.
Mort violente (expertise médicale) **I.** 44.
Moyens. V. Cassation.
Munitions (munitions de guerre, commerce, détention ou fabrication) p. 417, L. 24 mai 1834, a. 3, 4.
— munitions non chargées (commerce) p. 421, L. 14 août 1885, a. 2 s., 12, 13; (exportation) L. 1885, a. 7 s.; p. 423, L. 13 avr. 1895; (fabrication) L. 1885, a. 2 s.; 12, 14; (importation) L. 1885, a. 7 s.; (peines) L. 1885, a. 12 s.; (transit) L. 1885, a. 7, 10.
Musique. V. Contrefaçon littéraire.
Mutilation. V. Arbres, Coups.

N

Naissance (déclaration, défaut) **P.** 346.
Nantissement. V. Maison de prêt.
Naturalisation. V. Étranger.
Naufrage. V. Secours.
Navire
— destruction, mine, explosion **P.** 435; (menace) **P.** 436.
— incendie volontaire, **P.** 434; (menace) **P.** 436.
Navire de guerre (commandement illégal) **P.** 93; (destruction, mine, explosion) **P.** 95; (pillage) **P.** 96.
Négligence. V. Officier de police judiciaire.
Nettoyage (rues et passages, défaut de nettoyage) **P.** 471, n. 3. — V. Cheminée.
Nom (faux nom, escroquerie) **P.** 405; (nom d'un tiers, condamnation) p. 229, L. 5 août 1899, a. 11. — V. Feuille de route.
Nomades (circulation) p. 626, L. 16 juill. 1912.
Non-lieu. V. Chambre d'accusation, Juge d'instruction.

Notes d'audience. V. Tribunal.
Nuit. V. Récoltes, Tapage, Visite domiciliaire, Vol.
Nullité. V. Instruction, Jugement.

O

Obligation (destruction) **P.** 439. — V. Mineur.
Offense. V. Chef de l'État.
Officier. V. Gendarmerie.
Officier d'état civil (crime) **P.** 340; (delit) **P.** 192 s. — V. Enfant.
Officier de police judiciaire I. 9 s.; (acte public, trouble) **I.** 509; (commission rogatoire) **I.** 283; (délit contre les propriétes, circonstance aggravante) **P.** 462; (fonctions, délégation) **I.** 283; (force publique, réquisition) **I.** 41; p. 44, D. 26 juill. 1791, a. 22.
— négligence **I.** 280 s.; (cour, injonction) **I.** 281; (procureur général, avertissement) **I.** 280; (recidive) **I.** 281, 282.
— officier de police auxiliaire **I.** 48 s.; (attributions) **I.** 48 s.; (compétence territoriale) **I.** 48; (procureur de la République, concours) **I.** 51. — V. Flagrant délit.
— (préfet, requisition) **I.** 10; (surveillance, procureur géneral) **I.** 279; p. 136, L. 20 avr. 1810, a. 45.
— V. Juré, Privilège.
Officier ministériel (abus de confiance) **P.** 408; (destitution, réhabilitation) p. 235, L. 19 mars 1864; (outrage) **P.** 224. — V. Juré, Violence à fonctionnaire public ou agent.
Officier public (abus de confiance) **P.** 408.
Omission de statuer. V. Cassation.
Opposition. V. Appel correctionnel, Juge d'instruction - ordonnance, Tribunal.
Ordre. V. Coups, Homicide, Menaces, Vol.
Ordre hiérarchique. V. Détention arbitraire, Force publique, Liberte individuelle, Violation de domicile.
Ordre public (maintien). V. Force armee.
Outrage P. 222 s.; (audience judiciaire) **P.** 223; (dessin non public) **P.** 222; (écrit non public) **P.** 222; (exercice des fonctions) **P.** 222 s.; (gestes) **P.** 223 s.; (honneur ou delicatesse, inculpation) **P.** 222; (menaces) **P.** 223 s.; (paroles) **P.** 222, 224, 225; (paroles non publiques) **P.** 222; (réparation d'honneur) **P.** 226, 227. — V. Agent, Citoyen, Force publique, Juré, Ministre du culte, Officier ministériel.
Outrage aux bonnes mœurs p. 621, L. 2 août 1882; p. 622, L. 16 mars 1898; p. 622, L. 7 avr. 1908; (délit de presse) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 28.
Outrage public à la pudeur P. 330.
Ouvrier (abus de confiance) **P.** 408; (embauchage frauduleux pour l'étranger) **P.** 417; (salaire) V. Travail; (vol) **P.** 386.

P

Pain (taxe) **P.** 479, n. 6; 480.
Parc. V. Enclos, Vol.
Parc de bestiaux (destruction) **P.** 451, 455.
Parenté. V. Chambre d'accusation, Contrainte, Témoin, Vol.
Pari mutuel p. 462, L. 2 juin 1891, a. 4 s.
Parricide (définition) **P.** 229; (excuse légale, absence) **P.** 323; (peines) **P.** 13, 302. — V. Peine capitale.
Particulier (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 32; (injure) L. 1881, a. 33. — V. Crimes.
Partie civile
— constitution **I.** 63, 66 s.; (conclusions) **I.** 66; (époque) **I.** 67; (formes) **I.** 66; (juge d'instruction, compétence territoriale) **I.** 63, 69.
— (débats, clôture) **I.** 67; (désistement) **I.** 66, 67; (domicile, élection) **I.** 68, 118; (dommages-intérêts) **I.** 66; (frais et dépens) **I.** 66.
— V. Appel correctionnel, Cassation, Chambre d'accusation, Citation directe, Tribunal de simple police.
Passage
— passage d'animaux (avant l'enlèvement de la récolte) **P.** 471, n. 14; (bois taillis) **P.** 475, n. 10; (sur un terrain ensemencé ou chargé de récoltes sur pied) **P.** 475, n. 10.
— passage de personnes (sur un terrain chargé soit de grains en tuyau, soit de fruits mûrs ou voisins de la maturité) **P.** 475, n. 9; (sur un terrain préparé ou ensemencé) **P.** 471, n. 13.
— V. Éclairage, Nettoyage, Voie publique.
Passeport
— délivrance (nom supposé) **P.** 154, 155; (témoins d'identité) **P.** 155.
— (fabrication ou falsification) **P.** 153; (faux) **P.** 153 s. V. Mendicité; (faux passeport, usage) **P.** 153; (passeport d'autrui, usage) **P.** 154.
Passions. V. Mineur.
Patronage. V. Libération conditionnelle.
Pâturages. V. Bestiaux.
Pays etranger. V. Souveraineté.
Pays limitrophe (contraventions et délits spé-

Pays limitrophe (*suite*). ciaux, réciprocité) p. 4, L. 27 juin 1866, a. 2.
Pêche fluviale (contrainte par corps) p. 322, L. 22 juill. 1867, a. 18; (pays limitrophe, délit) p. 4, L. 27 juin 1866, a. 2.
Peine P. 1 s.; (aggravation) V. Circonstances aggravantes, Récidive; (atténuation) V. Circonstances atténuantes.
— exécution (dimanche) P. 25; (fête légale ou religieuse) P. 25; (jour) P. 25; (suspension) V. Revision. — V. Souveraineté, Sursis.
— non-cumul I. 365.
— peine privative de liberté (détention préventive, déduction) P. 24; (durée, point de départ) P. 23.
— rétroactivité P. 4.
— V. Adultère, Action publique, Cour d'assises, Prescription.
Peine capitale P. 7, 12 s.; (crime politique) p. 304, L. 8 juin 1850, a. 1.
— exécution (lieu) P. 26; (mode) P. 12; (place publique) P. 26. — V. Secours.
— (femme enceinte) P. 27; (inhumation) P. 14; (militaire) p. 300, L. 30 déc. 1911; (parricide, exécution, formes spéciales) P. 13.
Peine correctionnelle P. 1, 9 s., 40 s. — V. Délit.
Peine criminelle P. 1, 6 s.; 12 s.; (classification) P. 7, 8; (condamnation, arrêt, extrait, affichage) P. 36; (effets) P. 12 s.; (peine afflictive et infamante) P. 6, 7; (peine criminelle et correctionnelle) P. 11; (peine infamante) P. 6, 8; (septuagénaire) P. 70 s. — V. Crime.
Peine de simple police P. 464 s. — V. Contravention de simple police.
Permis de chasse (délivrance, nom supposé) P. 154; (faux) P. 153 s.; (faux permis, usage) P. 153; (permis d'autrui, usage) P. 154.
Perquisition. V. Mandat d'arrêt, Visite domiciliaire.
Personne (personne punissable) P. 59 s.; (personne responsable) V. Responsabilité. — V. Crimes.
Pharmacie (police) p. 566, L. 21 germ. an XI, a. 21 s.; p. 568, L. 29 pluv. an XIII; (sérums thérapeutiques) p. 568, L. 25 avr. 1895.
Pharmacien (secret professionnel) P. 378.
Pièces (destruction ou enlèvement) I. 521 s.; P. 439; (fausses pièces, publication ou reproduction) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 27; (pièces produites dans un procès, soustraction) P. 409. — V. Chambre d'accusation, Cour d'assises.
Pièces à conviction. V. Chambre d'accusation, Contumace, Cour d'assises, Flagrant délit, Tribunal correctionnel.
Pièces d'artifice (incendie) P. 458; (interdiction) P. 471, n. 2; 472 s.
Pierre. V. Carrière, Chemin, Corps dur.
Pierre précieuse (qualité, tromperie) P. 423.
Pigeons voyageurs p. 570, L. 22 juill. 1896.
Pillage P. 440 s.; (circonstances aggravantes) P. 442; (denrées) P. 440 s.; (force ouverte) P. 440; (provocation) P. 441 s.; (réunion) P. 440. — V. Coups, Propriété de l'État, Secours, Sûreté intérieure.
Piraterie p. 571, L. 10 avr. 1825.
Place de guerre (commandement illégal) P. 93.
Plaidoirie (immunité) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 41. — V. Cour d'assises, Défenseur.
Plainte I. 63 s.; (communication au ministère public) I. 70; (formes) I. 65; (procuration) I. 65; (procureur de la République, requisitoire) I. 70; (qualité) I. 63; (réception) I. 63, 64, 275; (renvoi au juge compétent) I. 69; (transmission au juge d'instruction) I. 64, 69. — V. Adultère, Contravention, Partie civile, Souveraineté.
Plan d'ouvrages militaires ou maritimes
— livraison à l'étranger (dépositaire) P. 81; (soustraction préalable) P. 82.
Plants
— dévastation P. 444, 455; (malveillance envers fonctionnaire) P. 450; (nuit) 450.
Plantation. V. Bestiaux-conduite.
Plaque. V. Roulage.
Pluralité d'agents, V. Réunion, Vol.
Poids et mesures
— poids et mesures faux ou inexacts P. 479, n. 5; 480 s.; (détention) p. 469, L. 1er août 1905, a. 4 s.
— (poids et mesures non réglementaires) P. 479, n. 6; 480 s.; p. 510, L. 4 juill. 1837, a. 3; (visite domiciliaire) p. 41, D. 19 juill. 1791, a. 9.
— V. Substances, Tromperie.
Poinçon de garantie (contrefaçon) P. 140.
— faux poinçon, usage P. 140; (bonne foi) P. 163.
— usage frauduleux P. 141.
Poissons d'étang, vivier ou réservoir (destruction volontaire) P. 453, 455; (empoisonnement) P. 452, 455; (vol) P. 388.
Police. V. Contravention de simple police, Cour d'assises, Roulage.
Police judiciaire I. 8 s.; (exercice, qualité) I. 9; (objet) I. 8. — V. Officier de police, Procureur général.
Police municipale
— arrêté, contravention P. 471, n. 15; (constatation) p. 43, L. 5 avr. 1884, a. 102.

Police municip. (*suite*). — objet p. 499, L. 5 avr. 1884, a. 97.
Police rurale p. 42, L. 28 sept. 1791, tit. 2, a. 1. — V. Délit rural, Garde champêtre.
Pont (destruction volontaire) P. 437. — V. Roulage.
Port d'armes (port d'armes contre la France) P. 75. — V. Permis de chasse.
Port illégal. V. Costume, Décoration.
Port maritime. V. Plans.
Poudre. V. Dynamite.
Poudre à feu (fabrication, commerce ou détention) p. 417, L. 24 mai 1834, a. 2, 4.
Pourvoi. V. Cassation.
Pouvoir discrétionnaire. V. Cour d'assises-président.
Pouvoir législatif. V. Autorité administrative, Magistrat.
Prairie artificielle. V. Bestiaux-conduite.
Préfet (acte public, trouble) I. 509; (police judiciaire) I. 10; (réquisition) I. 10. — V. Force armée, Autorité administrative.
Préfet de police (police judiciaire) I. 10.
Préméditation. V. Assassinat, Coups, Violences.
Préposé. V. Vol.
Prescription de l'action civile I. 2.
— delai (matière correctionnelle) I. 638; (matière criminelle) I. 637; (matière de simple police) I. 640.
— interruption (matière correctionnelle) I. 638; (matière criminelle) I. 637.
Prescription de l'action publique I. 2; (acte d'instruction) V. interruption.
— délai (matière correctionnelle) I. 638; (matière criminelle) I. 637; (matière de simple police) I. 640.
— interruption (matière correctionnelle) I. 638; (matière criminelle) I. 637.
Prescriptions civiles (délai) I. 642.
Prescription des peines (contumace, purge) I. 641; (défaut, purge) I. 641.
— délai (matière correctionnelle) I. 636; (matière criminelle) I. 635; (matière de simple police) I. 639.
— (interdiction de séjour, matière criminelle) I. 635; p. 319, L. 27 mai 1885, a. 19; (résidence, assignation, matière criminelle) I. 635; p. 319, L. 27 mai 1885, a. 19.
— V. Souveraineté.
Prescriptions spéciales I. 643.
President de la République. V. Chef de l'État.
Presse p. 591, L. 29 juill. 1881; (action publique, prescription) L. 1881, a. 63; (circonstances atténuantes) L. 1881, a. 64; (colportage ou distribution) L. 1881, a. 18 s.
— crimes ou délits, L. 1881, a. 23 s.; (affiches) L. 1881, a. 23 s., 30 s.; (compétence) L. 1881, a. 45; p. 624, L. 28 juill. 1894, a. 1, 2; (contre la chose publique) L. 1881, a. 26 s., (contre les personnes) L. 1881, a. 29 s.; (cris) L. 1881, a. 23 s., 30 s.; (dessin) L. 1881, a. 28, 30 s.; (discours) L. 1881, a. 23 s., 30 s.; (écrits) L. 1881, a. 23 s., 30 s.; (emblème) L. 1881, a. 28, 30 s.; (gravure) L. 1881, a. 28, 30 s.; (image) L. 1881, a. 28, 30 s.; (imprimé) L. 1881, a. 23 s., 30 s.; (lieu public) L. 1881, a. 23 s., 28, 30 s.; (menaces) L. 1881, a. 23 s., 30 s.; (peinture) L. 1881, a. 28, 30 s.
— (cumul des peines) L. 1881, a. 63; (distribution) L. 1881, a. 18 s.; (flagrant délit) P. 102; p. 117, L. 20 mai 1863, a. 7; (liberté) L. 1881, a. 1; (poursuites) L. 1881, a. 42 s.; (procédure) L. 1881, a. 47 s.; (provocation aux crimes ou delits) L. 1881, a. 23 s.; (publications interdites) L. 1881, a. 38 s.; p. 622, L. 27 juill. 1884, a. 3; (récidive) L. 1881, a. 63; (responsabilité pénale) L. 1881, a. 42 s.; (voies de recours) L. 1881, a. 61, 62.
— V. Diffamation, Imprimerie, Injure, Journaux, Librairie, Outrages aux bonnes mœurs.
Prêt. V. Maison de prêt, Mineur.
Prise à partie. V. Juge d'instruction, Privilégé, Procureur de la République, Tribunal de simple police.
Prise de corps. V. Chambre d'accusation, Contumace.
Prison I. 603 s.; (bris) V. Evasion; (crime) p. 302, L. 25 déc. 1880; (établissement) I. 603.
— gardien I. 606 s.; (détention arbitraire) I. 618; P. 120; (nomination) I. 606. — V. Evasion.
— (interdiction de communiquer) I. 613; p. 234, L. 8 déc. 1897, a. 8; (juge d'instruction, attributions) I. 611, 613; (maire, attributions) I. 612, 613; (maison centrale) I. 603 s.; (maison d'arrêt) I. 603 s.; (maison de justice) I. 603 s. V. Cour d'assises-accusé; (menaces) I. 614; (prefet, attributions) I. 605 s., 611 s.; (président de cour d'assises, attributions) I. 611, 613.
— prison départementale (charge) p. 315, L. 5 juin 1875, a. 6, 7; p. 316, L. 4 févr. 1893; (réforme) p. 316, L. 4 févr. 1893; (régime) P. 41; p. 315, L. 5 juin 1875.
— (punition disciplinaire) I. 614; (régime cellu-

Prison (*suite*).
laire) p. 315, L. 5 juin 1875; p. 302, L. 25 déc. 1880; (registre d'écrou) I. 607 s., 618; (travail des détenus) P. 41; L. 5 juin 1875, a. 5; (violences) I. 614; (visites periodiques) I. 611, 612.
— V. Libération conditionnelle.
Privilège de juridiction I. 479 s.
Privilège de juridiction-*crimes des membres des tribunaux civils ou correctionnels, des tribunaux de commerce, des membres des cours d'appel, des membres du ministère public près ces cours, dans l'exercice de leurs fonctions* I. 485 s.; (complice) I. 501.
— cour d'assises (arrêt, pourvoi en cassation) I. 503; (compétence) I. 500; p. 213, L. 20 avr. 1810, a. 18.
— cour de cassation I. 486 s.; (chambre civile) I. 492 s.; (chambre criminelle) I. 493, 494, 503; (chambre des requêtes) I. 492 s.; (chambres réunies) I. 495 s., 503; (premier president) I. 487 s.; (président de chambre) I. 496 s.; (procureur général) I. 486, 487, 491.
— (dénonciation) I. 486, 492 s.; (forfaiture) I. 485 s.; (incident) I. 486.
— instruction I. 487 s., 496 s.; (délégation) I. 487 s., 497, 498; (recours) I. 501.
— (juge d'instruction) I. 487 s., 496 s.; (mandat d'arrêt) I. 498; (mandat de dépôt) I. 490, 492; (ministre de la justice) I. 486, 487, 490; (mise en accusation) I. 492, 496, 499 s.; (mise en liberté) I. 492, 499; (pièces, transmission) I. 487, 489 s.; (prise à partie) I. 486, 494; (prise de corps) I. 500; (règles générales, application) I. 502; (renvoi) I. 492 s.; (renvoi d'office) I. 494 s.; (témoins) I. 487 s.
Privilège de juridiction-*crimes ou délits des grands officiers de la Légion d'honneur, des généraux, des membres des cours de cassation ou des comptes ou d'appel* (crime, cour d'assises, compétence) p. 213, L. 20 avr. 1810, a. 18.
— délit (citation) I. 479; p. 212, L. 20 avr. 1810, a. 10; (cour d'appel, chambre civile) p. 213, D. 6 juill. 1810, a. 4; (cour d'appel, compétence) I. 479; p. 212, L. 20 avr. 1810, a. 10; (procureur général, action publique) I. 479; L. 20 avr. 1810, a. 10.
Privilège de juridiction-*crimes ou délits des juges de paix, des membres des tribunaux civils ou correctionnels, des membres du ministère public près ces tribunaux, hors de leurs fonctions* 479, 480.
— crime (instruction) I. 480; (juge d'instruction) I. 480; (officier de police judiciaire) I. 480.
— délit, citation I. 479.
— délit, cour d'appel (chambre civile) p. 213, D. 6 juill. 1810, a. 4; (compétence) I. 479; (dernier ressort) I. 479.
— délit, procureur général, action publique I. 479.
Privilège de juridiction-*crimes ou délits des juges de paix ou de police, des officiers de police judiciaire, des membres des tribunaux civils ou correctionnels des membres du ministère public près ces tribunaux, dans l'exercice de leurs fonctions* 483, 484.
— crime (action publique) I. 484; (forfaiture) I. 484; (instruction) I. 484; (officier de police judiciaire) I. 484.
— délit, citation I. 479, 483.
— délit, cour d'appel (chambre civile) p. 213, D. 6 juill. 1810, a. 4; (compétence) I. 479, 483.
— délit, procureur général, action publique I. 479, 483.
Privilège de juridiction-*crimes ou délits des membres des cours d'appel ou des membres du ministère public près ces cours, hors de leurs fonctions,* 481, 482; (chambre d'accusation) I. 482; (cour d'appel, chambre civile) p. 213, D. 6 juill. 1810, a. 4; (cour d'appel, compétence) p. 212, L. 20 avr. 1810, a. 10; (cour d'assises) p. 213, L. 20 avr. 1810, a. 18; (cour de cassation) I. 482; (crime, compétence) p. 213, L. 20 avr. 1810, a. 18; (délit, compétence) p. 212, L. 20 avr. 1810, a. 10; p. 213, D. 6 juill. 1810, a. 4; (dénonciation) I. 481; (juge d'instruction) I. 482; (ministre de la justice) I. 481, 482; (pièces, transmission) I. 481, 482; (renvoi) I. 482; (tribunal correctionnel) I. 482.
Privilège de juridiction-*crimes ou délits des membres et étudiants de l'Université* p. 213, D. 15 nov. 1811, a. 160.
Procedure criminelle (publication prématurée) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 38. — V. Cour d'assises.
Procès (compte rendu) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 39.
Procès-verbal (affirmation) V. Garde champêtre, Garde forestier; (foi jusqu'à inscription de faux) I. 154; (force probante) I. 154, 189; (preuve contraire) I. 154, 176, 189; p. 92, L. 30 déc. 1903, a. 24. — V. Commissaire de police, Contravention, Cour d'assises, Flagrant délit, Garde champêtre, Garde forestier, Maire, Roulage, Tribunal de simple police.

Procuration. V. Appel correctionnel, Plainte.
Procureur au criminel I. 284 s.; (fonctions, suppression) p. 139, L. 25 déc. 1815, a. 1.
Procureur de la République I. 22 s.; (absence) p. 45, D. 18 août 1810, a. 20 s.; (action publique, exercice) I. 22 s.; (attributions) I. 22 s.; (commission rogatoire) I. 283; (communication) V. Juge d'instruction, Plainte.
— compétence I. 22 s.; (*ratione materiæ*) I. 22; (territoriale) I. 23, 24.
— conclusions. V. Mandat.
— crimes et délits (avis au procureur géneral) I. 27; (constatation) I. 22 s.; (recherche) I. 22.
— V. Flagrant délit, Privilège.
— délégation d'attributions (juge suppléant) p. 45, L. 10 déc. 1830, a. 3; (officier de police auxiliaire) I. 52; (substitut) p. 45, D. 18 août 1810, a. 17 s.
— (empêchement) I. 26; p. 45, D. 18 août 1810, a. 20 s.; (fonctions) I. 22 s.; (fonctions, mode de procéder) I. 29 s.; (force publique, réquisition) I. 25; p. 44, D. 26 juill. 1791, a. 22; (notice hebdomadaire) I. 249; (police judiciaire) I. 9; (prise à partie) I. 112; (procureur au criminel, fonctions) p. 139, L. 25 dec. 1815, a. 2; (procureur géneral, ordres, exécution) I. 27.
— remplacement I. 26; p. 45, D. 18 août 1810, a. 20 s.; (juge, désignation) I. 26; D. 1810, a. 20, 21; (juge suppléant, désignation) D. 1810, a. 20, 21; (substitut) I. 26; D. 1810, a. 20 s.
— (réquisitoire) V. Juge d'instruction,
— V. Dénonciation, Flagrant délit, Liberté provisoire, Maison, Prison.
Procureur général (action publique, exercice) I. 271; p. 136, L. 20 avr. 1810, a. 45, 46; D. 6 juill. 1810, a. 42; (appel, peine, effets) I. 206; (crime ou delit) V. Privilège; (empêchement, remplacement) p. 137, L. 20 avr. 1810, a. 47; (fonctions) I. 271 s.; (fonctions, delégation) I. 265; (police judiciaire, direction) I. 27; (prise à partie) I. 271; (surveillance, attributions) I. 27, 250; p. 139, L. 25 déc. 1815, a. 3.—V. Appel, Chambre d'accusation, Cour d'assises.
Produits. V. Recoltes.
Professions ambulantes (exercice) p. 626, L. 16 juill. 1912. V. Enfant.
Pronostication P. 479, n. 7; 480 s.
Propriété. V. Crimes.
Propriété communale (enlèvement de terres ou matériaux) P. 479, n. 12.
Propriété de l'État (destruction, mine, explosion) P. 95; (envahissement ou pillage, bandes armées) P. 96 s.
Proprieté immobilière
— destruction, mine, explosion P. 435; (menace) P. 436.
— incendie par imprudence, negligence ou vétusté P. 458.
Propriété litteraire ou artistique. V. Contrefaçon.
Propriété mobilière
— destruction, mine, explosion P. 435; (menace) P. 436.
— (dommage volontaire, contravention) P. 479, n. 1; 482; (incendie par imprudence, négligence ou vétusté) P. 458.
Prostitution (contrainte) P. 334, 335; (femme ou fille majeure) P. 334, 335; (femme ou fille mineure, consentement) P. 334, 335; (visite domiciliaire) p. 41, D. 19 juill. 1791, a. 10. — V. Mineur, Souteneur.
Protection. V. Enfant,
Provocation (provocation aux crimes ou délits) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 23 s. — V. Caisse publique, Coups, Meurtre, Ministre du culte.
Publicité. V. Revision, Tribunal correctionnel, Tribunal de simple police.
Pudeur. V. Attentat à la pudeur, Outrage public.
Punition. V. Prison.

Q

Qualite (fausse qualite, escroquerie) P. 405.
Question. V. Jury.
Quittance (abus de confiance) P. 408. — V. Mineur.

R

Râtelage P. 471, n. 10; 473, 474.
Rebellion P. 209 s.; (amende) P. 218; (armes) P. 210 s.; (armes cachées) P. 215; (caractères) P. 209 s.; (chef) P. 221; (crime) P. 209 s., 213 s.; (crimes ou délits connexes) P. 216; (délit) P. 209, 211, 212 s., 218; (excuse légale) P. 213; (interdiction de sejour) P. 221; (menaces) P. 219.
— peines P. 210 s.; (exécution, détenus pour autres crimes ou délits) P. 220.
— (provocateur) P. 221; (réunion) P. 210 s.; (violences ou voies de fait) P. 209, 219.
— V. Cour d'assises-accusé, Coups, Infraction d'audience.
Recel. V. Enfant, Gage, Saisie.
Recel de cadavre P. 359.
Recel de criminel (parent ou allié, immunité) P. 248; (peine) P. 248.

Recel de malfaiteur P. 61, 63.
Recel frauduleux P. 62, 63; (intention criminelle) **P.** 62, 63; (vol, auteur principal, immunité) **P.** 380.
Récidive
— matière criminelle ou correctionnelle **P.** 56 s.; (crime à crime) **P.** 56, 57; (crime à délit) **P.** 57; (délit à crime) **P.** 58; (délit à délit) **P.** 58; (emprisonnement de plus d'un an) **P.** 57, 58; (emprisonnement d'un an et moins) **P.** 58; (identité de delit) **P.** 58; (interdiction de séjour) **P.** 57; (peine, aggravation) **P.** 56 s.; (petite récidive) **P.** 58; (prévention) p. 336, L. 14 août 1885.
— matière de simple police. V. Contravention de simple police.
— V. Circonstances atténuantes, Libération conditionnelle, Officier de police judiciaire, Presse, Réhabilitation, Relégation.
Réciprocité. V. Souveraineté.
Reclusion P. 7; (durée) **P.** 21; (exécution, lieu) **P.** 21; (régime) **P.** 21.
Récoltes (incendie volontaire) **P.** 434.
— récoltes sur pied, dévastation **P.** 444, 455, (malveillance envers fonctionnaire) **P.** 450; (nuit) **P.** 450.
— vol de récoltes détachées du sol **P.** 388; (bornes, enlèvement) **P.** 389; (circonstances aggravantes) **P.** 388; (pluralité d'agents) **P.** 388; (voiture ou animaux de charge) **P.** 388.
— vol de récoltes non détachees du sol. V. Maraudage.
Reconnaissance. V. Identité.
Recrutement de l'armée (empêchement, force publique, emploi illégal) **P.** 94; (lois pénales) **P.** 235.
Récusation. V. Cour d'assises, Juré, Magistrat.
Registre (registre public, destruction) **P.** 439. V. Dépôt public. — V. Logeur, Prison.
Réglement (règlement administratif ou municipal, infraction) **P.** 471, n. 15; (règlement ancien, maintien) **P.** 484. — V. Commerce, Industrie, Magistrat, Voitures.
Règlement de juges I. 525 s.; (amende) **I.** 541.
— arrêt de conflit (notification) **I.** 532, 538; (opposition) **I.** 528, 533 s., 537.
— arrêt de soit communiqué **I.** 528 s.; (notification) **I.** 531.
— (cas) **I.** 526; (communication des pièces) **I.** 528 s.; (compétence) **I.** 526 s., 540; (conflit de juridiction) **I.** 526; (cour d'appel, compétence) **I.** 540.
— cour de cassation **I.** 526 s.; (chambre criminelle) **I.** 528; (compétence) **I.** 526, 527; (pouvoirs) **I.** 536.
— (declinatoire d'incompetence, recours) **I.** 539; (demande) **I.** 525, 528; (dessaisissement) **I.** 536; (domicile, élection) **I.** 535; (infractions connexes) **I.** 526, 527, 540; (infraction unique) **I.** 526, 527, 540; (instruction sommaire) **I.** 525; (juridictions de droit commun, conflit) **I.** 526; (juridictions ne ressortissant pas à la même juridiction supérieure) **I.** 526, 527; (juridiction ordinaire et juridiction d'exception, conflit) **I.** 527; (juridictions ressortissant à la même juridiction supérieure) **I.** 540; (mémoire) **I.** 525; (moyens) **I.** 531; (pièces, transmission) **I.** 529 s.; (procedure) **I.** 525 s.; (sursis) **I.** 531; (tribunal correctionnel, compétence) **I.** 540.
Réhabilitation I. 619 s.; (amende) **I.** 623; (banqueroute) **I.** 623, 634; (cas) **I.** 619; (casier judiciaire) **I.** 633.
— chambre d'accusation **I.** 626 s.; (arrêt) **I.** 628, 629, 633; (arrêt, extrait) **I.** 633; (compétence territoriale) **I.** 626; (rapport) **I.** 627.
— (condamnation, extrait d'arrêt) **I.** 625; (condamnations pécuniaires, payement, remise ou prescription) **I.** 623; (condamnation postérieure) **I.** 634; (conduite) **I.** 624, 625, 634; (contrainte par corps) **I.** 623; (contumace) **I.** 634; (delai d'epreuve) **I.** 620, 622, 634.
— demande (admission) **I.** 633; (énonciations) **I.** 622; (rejet) **I.** 629; (transmission) **I.** 622.
— (demande nouvelle, délai) **I.** 629; (dommages-intérêts) **I.** 623; (effets) **I.** 634; (frais de justice) **I.** 623; (incapacités, cessation) **I.** 634; (instruction) **I.** 624 s.; (instruction nouvelle) **I.** 627; (juge de paix, avis) **I.** 624; (justifications) **I.** 623 s.; (maire, attestations) **I.** 624; (moyens d'existence) **I.** 624; (partie civile, observations) **I.** 628; (peine, prescription) **I.** 634; (peine afflictive ou infamante) **I.** 619 s.; (peine correctionnelle) **I.** 619 s.; (pièces, transmission) **I.** 622, 624 s.; (prescription) **I.** 623; (procureur de la République, attributions) **I.** 622, 624, 625; (procureur général, conclusions) **I.** 627, 628; (récidive legale) **I.** 634; (registre d'écrou, extrait) **I.** 625; (résidence obligatoire) **I.** 621, 622, 624; (service militaire) **I.** 621; (sexagénaire) **L.** 1885, a. 6, 8; (sous-préfet, avis) **I.** 624.
— V. Officier ministériel, Relégation.

Réhabilitation de droit p. 241, L. 5 août 1899, a. 10.
Relégation p. 330, L. 27 mai 1885; (cas) L. 1885, a. 4 s.; p. 335, L. 28 juill. 1894, a. 3; (colonie) L. 1885, a. 20; (compétence) L. 1885, a. 2.
— condamnations antérieures L. 1885, a. 2 s.; (crime politique) L. 1885, a. 3; (grâce) L. 1885, a. 5; (nature) L. 1885, a. 4; (nombre) L. 1885, a. 4; (réhabilitation) L. 1885, a. 5; (tribunaux militaires ou maritimes) L. 1885, a. 2.
— (évasion, peine, récidive) L. 1885, a. 14; (exécution) L. 1885, a. 12 s.; (femme) L. 1885, a. 6, 8; (flagrant délit, procedure spéciale) L. 1885, a. 11; (grâce) L. 1885, a. 15; (interdiction de séjour) L. 1885, a. 8; (lieu) L. 1885, a. 1; (mineur) L. 1885, a. 6, 8; (récidive) L. 1885, a. 2 s.; (régime) L. 1885, a. 1, 12 s.; (relèvement) L. 1885, a. 16; (service militaire) L. 1885, a. 7.
— V. Anarchiste.
Remède. V. Médicament.
Renonciation. V. Action civile.
Renvoi. V. Cassation, Chambre d'accusation, Cour d'assises.
Renvoi d'un tribunal à un autre I. 542 s.; (amende) **I.** 541, 551.
— arrêt de renvoi (caractère définitif) **I.** 545, 548; (notification) **I.** 538, 548, 551.
— (arrêt de soit communiqué) **I.** 530, 545 s.; (notification) **I.** 531, 551; (chose jugée) **I.** 552; (communication des pièces) **I.** 530, 531, 545 s., 551; (competence) **I.** 542.
— cour de cassation **I.** 542 s.; (chambre criminelle) **I.** 545; (pouvoirs) **I.** 536, 551.
— (demande, qualité) **I.** 542 s.; (dessaisissement) **I.** 536, 551; (domicile, élection) **I.** 535; (fait nouveau) **I.** 543, 552; (instruction sommaire) **I.** 525, 551; (memoire) **I.** 525, 551; (moyens) **I.** 531, 551; (opposition) **I.** 534, 536 s., 545, 549, 550, 551; (pièces, transmission) **I.** 530, 544 s., 551; (procédure) **I.** 544 s.; (sûreté publique) **I.** 542; (sursis) **I.** 531, 550.
— suspicion légitime **I.** 542; (fait nouveau) **I.** 543.
Réparation (defaut, incendie) **P.** 458. — V. Cheminée, Edifice.
Réparation d'honneur P. 226, 227.
Repos. V. Dimanche.
Représailles P. 85.
Reproches. V. Témoin.
Réquisition. V. Force armee, Force publique, Maison, Préfet.
Reservoir. V. Poisson.
Résidence. V. Prescription des peines, Rehabilitation.
Responsabilité civile (Code civil) **P.** 74. — V. Aubergiste.
Restitution P. 10. — V. Amende, Contrainte par corps, Cour d'assises, Dommages-interêts, Tribunal de simple police.
Retroactivité P. 4.
Réunion. V. Coups, Mendicite, Vol.
Réunion publique P. 291 s.; p. 409, L. 30 juin 1881; p. 410, L. 28 mars 1907; (réunion électorale) L. 1881, a. 4, 5.
Réunion seditieuse (bandes armees) **P.** 96 s.
Revélation. V. Denonciation.
Revision I. 443 s.; (acte d'accusation nouveau) **I.** 445; (affaire en état) **I.** 445; (cas) **I.** 443; (cassation sans renvoi) **I.** 445; (chambre criminelle, arrêt) **I.** 445, 446; (chambre criminelle, saisine) **I.** 444; (chambres réunies, arrêt) **I.** 445; (commission rogatoire) **I.** 445; (condamnations inconciliables) **I.** 443; (confrontation) **I.** 445; (décès) **I.** 444 s.
— décision attaquée (cassation) **I.** 445; (exécution) **I.** 444.
— décision susceptible **I.** 443.
— demande **I.** 445; (delai) **I.** 444; (inscription, delai) **I.** 444; (qualité) **I.** 444.
— (detention) **I.** 444; (enquête) **I.** 445.
— erreur judiciaire **I.** 443 s.; (indemnité) **I.** 446.
— (etendue) **I.** 443; (fait nouveau, révélation) **I.** 443; (faux témoignage, condamnation) **I.** 443; (frais et depens) **I.** 446; (homicide, prétendue victime, existence) **I.** 443; (innocence, preuve) **I.** 443; (instruction) **I.** 445; (juridiction ayant rendu la décision attaquée, nature) **I.** 443; (matière correctionnelle) **I.** 443; (matière criminelle) **I.** 443; (ministre de la justice, ordre) **I.** 444; (peine, execution, suspension) **I.** 444; (peine prononcée, nature) **I.** 443; (procureur général) **I.** 444, 445; (publicité) **I.** 446; (recevabilite) **I.** 443 s.; (renvoi devant une autre juridiction) **I.** 445.
Roulage p. 574, L. 30 mai 1851; p. 579, D. 10 août 1852; (action publique, extinction) L. 1851, a. 26.
— amende L. 1851, a. 4 s.; (attribution) a. 28; (prescription) a. 27.
— (chemin vicinal de grande communication) L. 1851, a. 1, 15, 28.
— chevaux (conduite) D. 1852, a. 14; (nombre maximum) L. 1851, a. 2, § 1, n. 5; a. 4; D. 1852, a. 3 s.
— conducteur ou cocher (âge) D. 1852, a. 38; (etranger) L. 1851, a. 20; (inconnu) L. 1851, a. 21.
— Conseil d'Etat L. 1851, a. 25.
— conseil de préfecture L. 1851, a. 17, 22 s.; (arrêté) a. 24; (citation) a. 23; (compétence) a. 17; (moyens de defense) a. 24; (péremption d'instance) a. 26.

Roulage (*suite*).
— contravention L. 1851, a. 4 s.; (compétence) a. 17, 22 s.; (constatation, lieu) a. 16; (constatation, qualité) a. 16.
— (dégel) L. 1851, a. 2, § 1, n. 6; a. 4; D. 1852, a. 6; p. 585, D. 29 août 1863; (emprisonnement) L. 1851, a. 5, 6, 8; (outrage) L. 1851, a. 11.
— peines L. 1851, a. 4 s.; (circonstances atténuantes) a. 14; (cumul) a. 12; (prescription) a. 27.
— (plaque) L. 1851, a. 2, 3, 7, 8; D. 1852, a. 16, 29; (pont suspendu, protection) L. 1851, a. 2, § 1, n. 6; a. 4; D. 1852, a. 8; (procédure) L. 1851, a. 15 s.
— procès-verbal L. 1851, a. 15 s.; (affirmation) a. 18; (copie, notification) a. 23; (enregistrement) a. 19; (force probante) a. 15; (transmission) a. 22.
— (règlement) D. 1852; (responsabilité pénale) L. 1851, a. 13; (route nationale ou départementale) L. 1851, a. 1, 3, 9, 15, 28; (tribunal correctionnel) L. 1851, a. 17, 22; (tribunal de simple police) L. 1851, a. 17, 22; (vérification, refus) L. 1851, a. 10; (violences) L. 1851, a. 11.;
— (voitures) L. 1851, a 1 s.; D. 1852, a. 1 s.; (arrêt, refus) L. 1851, a. 10; (bandes de roues) L. 1851, a. 2, § 1, n. 2 et 3; a. 4; D. 1852, a. 2; (circulation) L. 1851, a. 1 s.; (essieux) L. 1851, a. 2, § 1, n. 1; a. 4; D. 1852, a. 1; (jantes) L. 1851, a. 1; (moyeux) L. 1851, a. 2, § 1, n. 1; a. 4; D. 1852, a. 1; (rétention provisoire) L. 1851, a. 20, 21; (stationnement) L. 1851, a. 2, 5, 6; D. 1852, a. 10.
— voitures de charge L. 1851, a. 2, § 2; a. 3 s.; D. 1852, a. 11 s.; (chargement, largeur) L. 1851, a. 2, § 2, n. 1; a. 4; D. 1852, a. 11; (chevaux, conduite) D. 1852, a. 14; (colliers, saillie) L. 1851, a. 2, § 2, n. 2; a. 4; D. 1852, a. 12; (conduite) L. 1851, a. 2, § 2, n. 5; D. 1852, a. 9, 14; (convois) L. 1851, a. 2, n. 4; a. 5; D. 1852, a. 13, 14; (éclairage) D. 1852, a. 15; (enrayage) L. 1851, a. 2, § 2, n. 3; a. 4.
— voitures de messagerie L. 1851, a. 2, § 3; a. 6 s.; D. 1852, a. 17 s.; (chargement, mode) L. 1851, a. 2, § 3, n. 2; D. 1852, a. 22; (conduite) L. 1851, a. 2, § 3, n. 2 et 5; D. 1852, a. 9, 33 s.; (déclaration) D. 1852, a. 17 s., 36; (éclairage) D. 1852, a. 28; (enrayage) L. 1851, a. 2, § 3, n. 2; D. 1852, a. 27; (estampille) D. 1852, a. 19, 29; (feuille de route) L. 1851, a. 31, 32; (hauteur) D. 1852, a. 22; (registre) D. 1852, a. 31; (relais) L. 1851, a. 2, § 3, n. 4; D. 1852, a. 36, 37; (solidité) L. 1851, a. 2, § 3, n. 1; D. 1852, a. 17, 18; (visite) D. 1852, a. 18; (voie, largeur) D. 1852, a. 20; (voyageurs, nombre) L. 1851, § 3, n. 3; D. 1852, a. 29, 30.
Rue. V. Eclairage, Nettoyage.

S

Sabotage P. 437, 443, 451.
Sage-femme (secret professionnel) P. 378; p. 561, L. 30 nov. 1892; p. 566, L. 14 avr. 1910.
Saisie (destruction d'objets saisis) P. 400; (détournement) P. 400; (recel d'objets saisis) P. 400.
Sceau de l'État
— contrefacon P. 139; (dénonciation, excuse légale) P. 144; (étranger) I. 7; (visite domiciliaire) I. 464.
— formes p. 365, D. 25 sept. 1870.
— sceau contrefait, usage P. 139; (bonne foi) P. 163.
— V. Mandat du juge d'instruction.
Sceau public (contrefaçon) P. 142.
— faux sceau, usage P. 142; (bonne foi) P. 163.
- (formes) p. 366, D. 25 sept. 1870; (usage frauduleux) P. 143.
Scellés
— bris P. 249 s.; (accusé ou condamne pour crime, effets ou papiers) P. 251; (bris volontaire) P. 251, 252; (gardien, bris volontaire) P. 251 s.; (gardien, négligence) P. 249, 250; (non-gardien, peines) P. 251 s.; (tentative) P. 251; (violence envers les personnes) P. 256; (vol, effraction) P. 253.
— V. Flagrant délit.
Scrutin. V. Élections.
Secours, service ou travaux requis (refus) P. 475, n. 12.
Secret. V. Lettre.
Secret d'État (révélation à l'étranger) P. 80.
Secret de fabrique (révélation) P. 418.
Secret professionnel (revélation) P. 378.
Sédition. V. Coups, Cri, Ministre du culte.
Séjour. V. Interdiction de séjour.
Sénateur. V. Député.
Séparation de corps (procès, reproduction) p. 622, L. 27 juill. 1884, a. 3.
Séparation des Eglises et de l'Etat p. 536, L. 9 déc. 1905; p. 549, L. 2 janv. 1907; p. 550, L. 13 avr. 1908.
Separation des pouvoirs P. 127 s.
Septuagénaire. V. Déportation, Juré, Travaux forcés.
Sépulture. V. Violation.

Séquestration P. 341 s. — V. Détention arbitraire, Liberté individuelle.
Séquestre. V. Contumace, Garde champêtre, Garde forestier.
Serment. V. Interprète, Juré, Témoin.
Serment décisoire ou supplétoire (faux) P. 366.
Sérum thérapeutique. V. Pharmacie.
Service (service dû légalement, refus) P. 234 s. — V. Force publique, Secours.
Service domestique. V. Cour d'assises-témoins, Juré.
Service militaire. V. Réhabilitation, Relégation.
Service public. V. Citoyen.
Serviteur à gages (abus de confiance) P. 408; (vol) P. 386. — V. Attentat à la pudeur.
Sexagénaire. V. Contrainte, Réhabilitation, Relégation, Travaux forcés.
Signature (extorsion, violence ou menaces) P. 400.
Signaux. V. Borne.
Solidarité P. 55.
Songes (explication) P. 479, n. 7; 480 s.
Soumissions (liberté, entraves) P. 412.
Sourd-muet I. 333.
Souscription (condamnation criminelle ou correctionnelle, indemnité) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 40.
Sous-prefet. V. Autorité administrative, Réhabilitation.
Soustraction. V. Comptable public, Dépositaire, Dépôt, Titre, Vol.
Souteneur p. 330 et 403, L. 27 mai 1885, a. 4 (modifie par L. 3 avr. 1903).
Souveraineté territoriale I. 5 s.; (contraventions et délits spéciaux, pays limitrophes, réciprocité) p. 4, L. 27 juin 1866, a. 2.
— étranger, crime à l'étranger I. 7; (arrestation) I. 7; (compétence) I. 7; (contrefaçon) I. 7; (extradition) I. 7; (compétence territoriale) I. 24.
— etranger, crime ou délit en France (grâce) I. 7; (jugement à l'étranger) I. 7; (peine, exécution) I. 7; (peine, prescription) I. 7.
— Français, crime ou délit à l'étranger I. 5, 6; (action publique, exercice, qualité) I. 5, 6; (compétence) I. 5, 6; (dénonciation officielle) I. 5; (grâce) I. 5; (jugement à l'étranger) I. 5; (juridictioncompétente) I. 6; (peine, exécution) I. 5; (peine, prescription) I. 5; (plainte) I. 5; (procureur de la République, compétence territoriale) I. 24; (retour en France) I. 5.
Stationnement. V. Roulage, Voiture.
Statue (degradation) P. 257.
Subornation. V. Témoin.
Subrogé tuteur. V. Interdit legalement.
Substances alimentaires ou médicamenteuses (définition et dénomination) p. 469, L. 1er août 1905, a. 11; (falsification) p. 469, L. 1er août 1905, a. 1; p. 474, D. 31 juill. 1906; (salubrité, visite domiciliaire) p. 41, D. 19 juill. 1791, a. 9; p. 474, L. 28 juill. 1912, a. 6.
— substances corrompues (confiscation) p. 469, L. 1er août 1905, a. 6; (détention) L. 1905, a. 4; (mise en vente) L. 1905, a. 3; (vente) L. 1905, a. 1.
— substances falsifiées (détention) p. 469, L. 1er août 1905, a. 4; (vente ou mise en vente) L. 1905, a. 1, 3 s.
— substances nuisibles à la santé (administration) P. 317; (falsification) p. 469, L. 1er août 1905, a. 1, 3 s.; (mise en vente) L. 1905, a. 1, 3 s.
— V. Beurre, Boissons.
Substances malfaisantes. V. Voiturier.
Substances véneneuses (vente) p. 631, L. 19 juill. 1845; O. 29 oct. 1846; D. 8 juill. 1850.
Substitut du procureur de la République (officier de police judiciaire) p. 45, D. 18 août 1810, a. 17 s.; (police judiciaire) I. 9; (procureur, remplacement) I. 26; p. 45, D. 18 août 1810, a. 20 s.
Substitut du procureur général (action publique, exercice) p. 137, L. 20 avr. 1810, a. 47; D. 6 juill. 1810, a. 42.
Suite. V. Garde champêtre, Garde forestier.
Suppression. V. Enfant.
Sûreté extérieure de l'État P. 75 s.; (attentat) P. 75 s.; (crimes et délits) P. 75 s.; (crimes et délits, révelation) P. 108; (étranger, crime) I. 7. — V. Association, Correspondance, Espionnage, Machinations, Plan, Port d'armes, Secret.
Sûrete générale I. 603 s.
Sûreté intérieure de l'État P. 86 s., 91 s.
— attentat P. 86 s., 91 s.
— attentat, bandes armées P. 96 s.; (armes, caractères) P. 101; (commandement) P. 96; (excuse légale) P. 100; (logement) P. 99; (organisation) P. 96; (participation) P. 97 s.
— attentat (dévastation) P. 91, 97, 98; (excuse légale) P. 100, 108; (massacre) P. 91, 97 s.; (pillage) P. 91, 96 s. — V. Guerre civile.
— complot P. 89, 91; (coalition de fonctionnaires) P. 125.
— crimes et délits P. 86 s.; (dénonciation) P. 108.
— étranger (crime) I. 7.
Sûreté publique I. 542 s. — V. Renvoi d'un tribunal.
Sursis. V. Contrainte par corps, Faux incident, Règlement de juges, Renvoi.

Sursis à l'exécution des peines p. 325, L. 26 mars 1891, p. 326, L. 28 juin 1904; (avertissement) L. 1891, a. 3; (casier judiciaire) L. 1891, a. 4; (colonie) L. 1891, a. 6; (conditions) L. 1891, a. 1; (effets) L. 1891, a. 2, 3; (militaire) L. 1891, a. 7; p. 326, L. 28 juin 1904, a. 1 s.
Surveillance. V. Garde champêtre, Garde-forestier, Procureur général.
Surveillance de la haute police P. 11, 44 s.; (suppression) p. 319, L. 27 mai 1885, a. 19.
Suspicion légitime I. 542 s. — V. Renvoi d'un tribunal.

T

Tapage ou bruit injurieux ou nocturne P. 479, n. 8; 480.
Tarifs criminels p. 247 s.
Taux. V. Usure.
Taxe. V. Pain, Viande.
Témoignage. V. Faux témoignage, Fonctionnaire public.
Témoin (comparution, défaut, excuse, fausseté, peines) **P.** 236; (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 31; (fonctions, interdiction) V. Interdiction de droits; (injure) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 33; (subornation) **P.** 365. — V. Chambre d'accusation, Cour d'assises, Flagrant délit, Juge d'instruction, Juré, Privilège de juridiction, Tribunal correctionnel, Tribunal de simple police.
Tentative (tentative de crime, caractères) **P.** 2; (tentative de délit, caractères) **P.** 3. — V. Attentat à la pudeur, Concussion, Contrefaçon littéraire ou artistique, Corruption de fonctionnaires, Évasion, Marin, Militaire, Scellés, Voiturier.
Terrain ensemencé. V. Passage.
Terres. V. Chemin, Propriété communale.
Théâtre. V. Contrefaçon littéraire.
Timbre mobile (usage après service) p. 367, L. 11 juin 1859, a. 21.
Timbre national (contrefaçon) **P.** 140.
— faux timbre, usage **P.** 140; (bonne foi) **P.** 163.
— usage frauduleux **P.** 141.
Timbre-poste (contrefaçon) **P.** 142; p. 367, L. 8 avr. 1910, a. 52; (timbre ayant servi, usage) p. 367, L. 16 oct. 1849.
Timbre-poste étranger (contrefaçon et altération, vente) p. 367, L. 13 avr. 1893, a. 4.
Timbre public (contrefaçon) **P.** 142.
— faux timbre, usage **P.** 142; (bonne foi) **P.** 163.
— formes p. 366, D. 25 sept. 1870.
Tirage au sort. V. Juré.
Titre (destruction, simple particulier) **P.** 439.
— destruction, soustraction ou détournement (magistrat, administrateur, fonctionnaire ou officier public) **P.** 173; (préposé) **P.** 173. — V. Dépôt public.
— extorsion, violence ou menaces **P.** 400.
— V. Matières d'or.
Titre honorifique (usurpation) **P.** 259.
Torture. V. Malfaiteur.
Transférement. V. Appel correctionnel, Cour d'assises, Mandat d'amener, Mandat d'arrêt.
Transport sur lieux. V. Flagrant délit.
Travail
— liberté, atteinte **P.** 414 s.; (amende) **P.** 416; (manœuvres frauduleuses) **P.** 414; (menaces) **P.** 414; (plan concerté) **P.** 415, 416; (salaire, baisse ou hausse) **P.** 414; (violences) **P.** 414.
— V. Secours.
Travaux forcés P. 7; p. 301, L. 30 mai 1854; (évasion) L. 1854, a. 7, 9, 10; (exécution) **P.** 15, 16; L. 1854; p. 302, L. 25 déc. 1880; (femme) **P.** 16; L. 1854, a. 4; (régime) **P.** 15; L. 1854; (sexagénaire) L. 1854, a. 5; (travaux forcés à perpétuité) **P.** 7.
— travaux forcés à temps **P.** 7; (durée) **P.** 19.
Travaux publics (exécution, opposition, violence) **P.** 438. — V. Marché.
Travestissement. V. Mendicité.
Trésor public (effets, contrefaçon) **P.** 139.
Tribunal (diffamation) p. 591, L. 29 juill. 1881, a. 30; (injure) L. 1881, a. 33.
Tribunal civil. V. Privilège.
Tribunal correctionnel I. 179 s.
— acquittement **I.** 159, 189, 191; (mise en liberté) **I.** 206.
— (audience) V. Infraction d'audience; (avoué) **I.** 185.
— citation **I.** 182 s.; (annulation) **I.** 159, 189, 191; (délai) **I.** 132, 184; (directe) **I.** 182; (énonciations) **I.** 183; (ministère public, requête) **I.** 182; (partie civile, domicile, élection) **I.** 183; (partie civile, requête) **I.** 182; (plainte, caractère) **I.** 183. — V. jugement par défaut.
— comparution, défaut **I.** 186 s.; (contrainte par corps) **I.** p. 102, L. 9 sept. 1835, a. 9, 12.
— comparution (délai) **I.** 132, 184; (personnelle) **I.** 185; (refus) p. 145, L. 9 sept. 1835, a. 8, 9, 12.
— compétence **I.** 179; p. 97, L. 27 vent. an VIII, a. 7; (*ratione materiæ*) **I.** 179. — V. Tribunal de simple police-appel.
— (composition) **I.** 180. V. juges; (dessaisissement) **I.** 193.
— dommages-intérêts **I.**

Tribunal corr. (*suite*). 161, 189, 191, 192; (jugement) I. 159, 161, 189, 191, 192.
— exposé de l'affaire I. 190.
— fait incriminé (contravention) I. 161, 189, 192; (crime) I. 160, 189, 193; (délit, constatation) I, 161, 189; (fait non punissable) I. 159, 189, 191.
— frais et dépens, condamnation, liquidation I. 194.
— greffier (assistance) p. 99; (faux) I. 196.
— instruction I. 189 s; (ordre) I. 190; (publicité) I. 190.
— (interrogatoire) I. 190; (jour férié) p. 105, L. 17 therm. an VI, a. 2.
— juges (abstention) I. p. 99; (assistance aux audiences) p. 99, L. 20 avr. 1810, a. 7; (capacité) p. 98; (empêchement, remplacement) p. 98, D. 30 mars 1808, a. 49; (incompatibilité) p. 98; (nombre) I. 180; p. 97, L. 27 vent. an VIII, a. 16; L. 20 avr. 1810, a. 7, 40; L. 30 août 1883, a. 4; (récusation) I. p. 99.
— (juge d'instruction, jugement, concours) p. 71, L. 8 déc. 1897, a. 1; (juge suppléant, voix consultative) p. 97, L. 20 avr. 1810, a. 41.
— jugement I. 159 s., 189 s.; (délai) I. 190; (exécution, ministère public) I. 197; (exécution, partie civile) I. 197; (expédition, délivrance) I. 196; (extrait, transmission) I. 198; (minute, communication au ministère public) I. 196; (minute, signature) I. 196; (notice, dépôt général) I. 600 s.; (voie de recours) I. 199 s.
— jugement de condamnation I. 194 s.; (condamnations civiles, mention) I. 195; (dernier ressort) I. 192; (dispositif) I. 161, 189, 195; (loi pénale, insertion) I. 195; (peine, mention) I, 195; (peine, prononciation) I. 161, 189.
— jugement par defaut I. 186 s.; p. 102, L. 9 sept. 1835, a. 9, 12; (appel, délai) I. 203; (exécution) I. 187; (execution, connaissance) I. 187; (expédition) I. 187; (frais) I. 187; (nullite) I, 184.
— jugement par défaut, opposition I. 187 s; (citation à première audience) I. 188; (délai) I. 187; (effets) I. 187, 188; (formes) I. 187; (frais) I. 187; (jugement, appel) I. 188; (notification) I. 187, (nullité) I, 188; (opposant, non-comparution) I. 188; (peine, prescription) I. 187; (provision) I. 188,
— (jugement par défaut, signification) I. 187, 203; (loi pénale, lecture) I. 195.
— ministère public I. p. 99, L. 20 avr. 1810, a. 6; (conclusions) I. 190.
— notes d'audience I. 155, 189.
— partie civile (observations) I. 190. — V. citation.
— personne responsable (citation) I. 182; (défense) I. 190.
— pièces à conviction, représentation I, 190.
— prévenu (détense) I. 190; (expulsion) p. 145, L. 9 sept. 1835, a. 10, 12. — V, comparution.
— (procès-verbal, lecture) I. 190; (renvoi devant le juge d'instruction) I. 193; (réplique) I. 190; (restitution, jugement) I. 161, 189.
— saisine I. 182; (citation directe) I. 182; (juge d'instruction, renvoi) I. 130, 182; (tribunal de simple police, renvoi) I. 160, 182.
— témoin I. 154 s., 189, 211; (amende) I. 157, 158, 189; (audition) I. 190; (comparution) I. 157, 158, 189; (déposition) I. 155, 189; (reproches) I. 156, 189, 190; (serment) I, 155, 189.
— V. Appel correctionnel, Cassation, Contravention, Delit forestier, Flagrant délit, Juge d'instruction-renvoi, Liberte provisoire, Privilège.
Tribunal de commerce. V. Privilège.
Tribunal de simple police I. 137 s.; (acquittement) I. 159; (amende, quotité) I. 172.
— citation I. 145 s.; (annulation) I. 159; (copie, remise) I. 145; (directe) I. 145 s.; (huissier) I. 145; (ministère public, requête) I. 145; (partie civile, requête) I. 145; (personne responsable) I. 145; (prevenu) I. 145; (urgence) I. 146. — V. jugement par defaut.
— commis greffier I. 143; p. 88, D. 18 août 1810, a. 40.
— comparution (avertissement) I. 147; (délai) I, 146; (personnelle) I. 152; (procuration) I. 152; (volontaire) I. 147. — V. jugement par defaut.
— compétence I. 138 s; (*ratione materiæ*) I. 138; (territoriale) I. 138.
— composition I. 141 s.; p. 88, D. 18 août 1810, a 38, 39.
— dommages-intérêts (estimation préalable) I. 148; (jugement) I. 159, 161.
— (emprisonnement, condamnation, extrait) I. 178; (enquête) V. témoin.
— fait incriminé (contravention, constatation) I. 161; (crime) I. 160; (delit) I. 160; (fait non punissable) I. 159
— frais et dépens (condamnation) I. 162; (liquidation) I. 162.
— greffier I. 141 s.; (amende) I. 164; (prise à partie) I. 164.
— (huissier) I. 141; (inculpé, défense) I. 158.
— instruction I. 158 s;

Trib. de simp. pol. (*suite*). (actes d'urgence) I. 148; (ordre) I. 153; (publicité) I. 153.
— juge de paix (compétence) I. 138 s.; (prise à partie) I. 164.
— jugement I. 159 s.; (délai) I. 153; (exécution, ministère public) I. 165; (exécution, partie civile) I. 165; (minute, signature) I. 164; (rédaction, langue française) p. 94, D. 2 therm. an II; (voie de recours) I. 172 s.
— jugement de condamnation I. 161 s.; (compte trimestriel) I. 178; (dispositif) I. 161; (extraits, transmission au parquet) I. 178; (loi pénale, insertion) I. 163; (motifs) I. 163; (peine, prononciation) I. 161; (peine, quotité) I. 172; (premier ou dernier ressort, mention) I. 163.
— jugement en dernier ressort I. 172, 177.
— jugement par défaut I. 149 s.; (appel, délai) I. 174; (exécution) I. 150.
— jugement par défaut, opposition (citation à première audience) I. 151; (délai) I. 151; (formes) I. 151; (notification) I. 151; (opposant, non-comparution) I. 151.
— maire, competence I. 140, 166 s.
— ministère public I. 144; (adjoint) I. 144; (commissaire de police) I. 144; (conclusions) I. 153; (conseiller municipal) I. 144; (crime ou délit) V. Privilège; (désignation) I. 144; (empêchement) I. 144; (fonctions, durée) I. 144; (maire) I. 144; (pièces, réception) I. 15; (suppléant du juge de paix) I. 144.
— notes d'audience I. 155.
— partie civile (conclusions) I. 153; (observations) I. 153.
— prise à partie I. 164.
— procès-verbal (lecture) I. 153; (rédaction préalable) I. 148.
— (renvoi devant le procureur de la République) I. 160; (réparation civile, quotité) I. 172; (restitution, jugement) I. 161; (restitution, quotité) I. 172; (sections) I. 143; p. 88, D. 18 août 1810, a. 38.
— témoin I. 153 s.; (amende) I. 157, 158; (audition) I. 153 s.; (citation) I. 153; (citation nouvelle) I. 157, 158.
— temoin, comparution (défaut) I. 157; (procuration) I. 158; (volontaire) I. 158.
— témoin (contrainte par corps) I. 157; (déposition) I. 155; (état civil) I. 155; (excuse) I. 158; (parenté ou alliance) I. 156; (reproches) I. 156; (serment) I. 155.
— V. Appel de simple police, Cassation-*pourvoi en matière de simple police*, Juge d'instruction-renvoi.
Tribunal militaire. V. Militaire, Relégation.
Tribunaux pour enfants p. 343, L. 22 juill. 1912.
Tromperie P. 423 s.; (confiscation) P. 423; (jugement, affiche) P. 423.
— tromperie sur la nature des marchandises P. 423.
— tromperie sur la quantité P. 423; (pesage ou mesurage, fraude) p. 469, L. 1er août 1905, a. 1; (poids ou mesures faux ou inexacts) L. 1er août 1905, a. 1; (poids ou mesures prohibés, emploi) P. 424.
Trouble. V. Attroupement, Infraction d'audience.
Troupe armée (armement illégal) P. 92; (commandement illégal) P. 93; (enrôlement illégal) P. 92.
Tumulte. V. Infraction d'audience, Secours-refus.
Tuteur (fonctions, interdiction) P. 9, 42, 43. — V. Interdit légalement.

U

Uniforme. V. Costume.
Université. V. Privilège.
Usage général P. 479, n. 12.
Usine (déversoir) V. Inondation. — V. Cheminee.
Ustensiles agricoles (destruction) P. 451, 455; (vol dans les champs) P. 388. — V. Abandon.
Usure p. 635, L. 3 sept. 1807; p. 635, L. 19 déc. 1850; p. 636, L. 27 août 1881; p. 636, L. 12 janv. 1886; p. 637, L. 13 avr. 1898, a. 60 s.; p. 637, L. 7 avr. 1900.
Usurpation. V. Costume, Décoration, Fonctions, Titre honorifique.

V

Vagabondage P. 269 s., 277 s.; (caractères) P. 269, 270; (caution) P. 273; (commune, réclamation) P. 273; (définition) P. 270; (délit) P. 269; (étranger, expulsion) P. 272; (infirmes et incurables privés de ressources) p. 406, L. 14 juill. 1905, a. 39; (mineur de seize ans) P. 271; (peines) P. 271, 277 s. — V. Jeu, Mendicité.
Vagabondage spécial. V. Souteneur.
Valeur fiduciaire (imitation) p. 365, L. 11 juill. 1885.
Vendanges. V. Ban.
Vente. V. Coupe.
Vente publique. V. Enchères.
Vétusté. V. Incendie.
Veuf. V. Vol.
Viande (taxe) P. 479, n. 6; 480.

Vieillards privés de ressources. V. Mendicité, Vagabondage.
Vigne. V. Bestiaux.
Vin (falsification, eau, addition) p. 469, L. 1er août 1905, a. 1; p. 474, D. 31 juill. 1906; (mouillage) L. 1905, a. 1; p. 478, L. 29 juin 1907; p. 480, L. 15 juill. 1907; p. 474, L. 28 juill. 1912; (sucrage) L. 29 juin 1907; p. 474, L. 28 juill. 1912.
Viol P. 332; (circonstances aggravantes) P. 333; (viol d'un enfant de moins de quinze ans) P. 332.
Violation de domicile.
— fonctionnaire, abus d'autorité (ordre hiérarchique, excuse légale, supérieur, responsabilité pénale) P. 114, 184; (peines) P. 184.
— particulier, menaces ou violences, peines P. 184.
— V. Insurrection.
Violation des formes. V. Cassation.
Violation de sépulture P. 360.
Violence. V. Pillage, Prison, Scellés, Titre, Travail, Travaux publics, Vol.
Violence à fonctionnaire public ou agent P. 228 s.; (agent de la force publique) P. 230 s.; (audience) P. 228; (blessures) P. 231, 233; (effusion de sang) P. 231; (eloignement temporaire) P. 229; (exercice des fonctions) P. 228, 230; (guet-apens) P. 232; (homicide) P. 233; (interdiction de séjour) P. 228; (magistrat) P. 228, 229, 231 s.; (maladie) P. 231; (officier ministériel) P. 230 s.; (préméditation) P. 232, 233. — V. Citoyen.
Violences légères p. 415, L. 3 brum. an IV, a. 605, 606.
Visite. V. Prison.
Visite domiciliaire I. 16; (abus d'autorité) P. 184. V. Violation de domicile; (lieu public) p. 41, D. 19 juill. 1791; (nuit) D. 1791, a. 9, 10; Constit. 22 frim. an VIII, a. 76; (objet special) p. 41, Constit. 22 trim. an VIII, a. 76; (officier de police judiciaire) D. 1791; (qualité) I. 16; D. 1791.
— V. Faux-*procédure*, Flagrant délit, Garde champêtre, Garde forestier, Maison, Poids et mesures, Prostitution, Sceau de l'État.
Vivier. V. Poisson.
Voies de fait. V. Coups, Infraction d'audience, Rébellion, Violences.
Voie publique
— passage (liberté) P. 471, n. 4; (sûreté) P. 471, n. 4. — V. Arbres, Chemin, Embarras, Rue.
Voirie (petite voirie, contravention) P. 471, n. 5.
Voitures (chargement) P. 475, n. 4. V. Animaux-mort.
— conduite P. 475, n. 3; (amende) P. 475, n. 3 et 4; (conducteur, proximité) P. 475, n. 3; (direction) V. Animaux-mort; (direction, possibilité) P. 475, n. 3; (direction défectueuse) P. 475, n. 4; (emprisonnement) P. 476; (possibilité) P. 475, n. 3; (rangement à l'approche des voitures) P. 475, n. 3; (rapidité) P. 475, n. 4. V. Animaux-mort; (règlement, contravention) P. 475, n. 3 et 4; (voie publique, côté) P. 475, n. 3. — V. Animaux de trait, Roulage.
— destruction, mine, explosion P. 435; (menace) P. 436.
— incendie volontaire P. 434; (menace) P. 436.
— vol dans les champs P. 388.
— V. Maraudage, Récoltes, Roulage.
Voiture publique (chargement) P. 475, n. 4; (places, indication) P. 475, n. 4; (places, prix) P. 475, n. 4; (poids) P. 475, n. 4; (propriétaire, nom, indication) P. 475, n. 4.
— règlement, contravention P. 475, n. 4; (amende) P. 475, n. 4; (emprisonnement) P. 476.
— (solidite) P. 475, n. 4; (voyageurs, nombre) P. 475, n. 4; (voyageurs, sûreté) P. 475, n. 4. — V. Roulage.
Voiturier
— marchandises, altération, substances malfaisantes ou non P. 387; (tentative) P. 387.
— V. Vol.
Vol P. 379 s.; (allié) P. 380; (armes, port) P. 381, 383, 385, 386; (ascendant) P. 380; (aubergiste) P. 386; (batelier) P. 386; (blessures ou contusions, traces) P. 382; (chemin public) P. 383; (chose d'autrui) P. 279; (circonstances aggravantes) P. 381 s.; (conjoint) P. 380; (definition) P. 279; (descendant) P. 380; (édifice consacré au culte) P. 385, 386; (effraction, caractères) P. 393 s.
— effraction extérieure (caractères) P. 395; (circonstances aggravantes) P. 381, 383.
— effraction intérieure (caractères) P. 396; (circonstances aggravantes) P. 384.
— enclos (caractères) P. 391, 392; (circonstances aggravantes) P. 384.
— escalade (caractères) P. 397; (circonstances aggravantes) P. 381, 383, 384.
— fausses clefs (caractères) P. 398; (circonstances aggravantes) P. 381, 383, 384. — V. Clefs.
— (fonctionnaire public, costume ou titre, usurpation) P. 381, 383, 384; (fraude) P. 279; (immunité) P. 380; (immunite, complicité, peines) P. 380.
— maison habitée ou servant a l'habitation (caractères) P. 390; (circonstances aggravantes) P. 381, 383 à 386; (clôture) P. 390; (dépendances) P. 381, 383, 384.

Vol (*suite*).
— (maison non habitée, circonstances aggravantes) **P.** 384, 386; (menaces d'usage d'armes) **P.** 381, 383; (nuit) **P.** 381, 383 s. V. Maraudage, Recoltes; (ordre de l'autorité, allégation fausse) **P.** 381, 383, 384; (ouvrier) **P.** 386.
— parc (caractères) **P.** 391, 392; (circonstances aggravantes) **P.** 384; (mobile) **P.** 392.
— (parent) **P.** 380; (pluralite d'agents) **P.** 381, 383, 385, 386. V. Maraudage, Récoltes; (preposé d'aubergiste ou voiturier) **P.** 386; (réunion) V. pluralité; (serviteur à gages) **P.** 386; (soustraction frauduleuse) **P.** 279; (travail habituel) **P.** 386; (veuf) **P.** 380; (violence) **P.** 381, 382; (voiturier) **P.** 386.
— V. Champ, Coupe, Filouterie, Recel frauduleux, Scellés.
Vol de récoltes détachées du sol (nuit) P. 388
Vol domestique P. 386.
Vol qualifié P. 381 s.
Vol simple P. 388, 401.

R.F.
IMPRIMÉS

FIN DE LA TABLE ALPHABETIQUE.

Imprimerie de la Jurisprudence générale Dalloz.

LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, PARIS

Recueil périodique et critique

Paraissant deux fois par mois.

Prix de l'abonnement : 30 fr. par an.

Prix des 68 années 1845 à 1912 inclusivement :

Au comptant : 625 fr. — A terme : 735 fr.

Le Recueil périodique et critique, qui est la continuation du plus ancien recueil de jurisprudence, le Journal des Audiences, constitue la base de toutes les publications Dalloz. Aucun recueil du même genre ne permet de suivre d'une façon plus exacte et plus complète le mouvement de la jurisprudence et de la législation en matière civile, commerciale, criminelle, administrative et de droit public.

Tables du Recueil périodique

Table des 22 années 1845 à 1867.

2 volumes en 4 livraisons. — Prix : 40 fr.

Table des 10 années 1867 à 1877.

1 volume en 2 livraisons. — Prix : 25 fr.

Table des 10 années 1877 à 1887.

1 volume en 2 livraisons. — Prix : 25 fr.

Table des 10 années 1887 à 1897.

1 volume en 2 livraisons. — Prix : 30 fr.

Table des 10 années 1897 à 1907.

1 volume en 2 livraisons. — Prix : 35 fr.

Collection complète des Tables 1845 à 1907

Prix : Au comptant : 130 fr. — A terme : 140 fr.

Pour la reliure : 3 fr. 50 en plus par volume.

Spécimens sur demande.

1913 — 2

LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, PARIS

Répertoire pratique

EN SOUSCRIPTION

DOUZE VOLUMES IN-4° à **30** francs l'un.

Ce Répertoire nouveau, moins étendu que l'ancien, plus sobre de controverses et d'exposés historiques, mais d'une très grande richesse documentaire, est exactement adapté aux besoins actuels. Il est aujourd'hui le seul qui offre au jurisconsulte et au praticien, sur chaque matière, une étude aussi concise et en même temps aussi sûre, aussi complète de la législation, de la jurisprudence et de la doctrine dans leur dernier état.

Pour la reliure : **3** *fr.* **50** *en plus par volume.*

Spécimens sur demande.

LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, PARIS

Traité pratique de Droit municipal

A l'usage des *Maires, Adjoints, Conseillers municipaux, Secrétaires et Employés des Mairies.*

2 VOLUMES DE PLUS DE 700 PAGES CHACUN

Prix de chaque volume cartonné : **10** francs.

Le Dalloz des Communes

RECUEIL MENSUEL DE DROIT ADMINISTRATIF

A l'usage des *Maires, Conseillers municipaux, Conseillers généraux et Conseillers d'arrondissement, Secrétaires de Mairie et Instituteurs.*

PRIX DE L'ABONNEMENT : **7** FRANCS PAR AN

Prix de chacune des années 1911 et 1912 : **6** francs.

Reliure en sus : **1** *fr.* **50** *par volume.*

Traités extraits du Code des Lois politiques et administratives

Contributions directes (1901-1905)	**15** fr.
Comptabilité publique (1904-1905)	**15** fr.
Pensions (1905).	**10** fr.
Contributions indirectes et Octrois (1904) . .	**20** fr.

Pour la reliure : **3** *fr.* **50** *en plus par volume.*

Spécimens sur demande.

LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, PARIS

Précis de Droit commercial

(non compris le Droit maritime)

Par Léon LACOUR

PROFESSEUR DE DROIT COMMERCIAL A L'UNIVERSITÉ DE LILLE

Un fort volume de plus de 1200 pages.

PRIX :

Broché : **12** fr. **50**. — Cartonné : **14** francs.

Petit Traité de Procédure civile et commerciale

Édition mise à jour au 1er avril 1911 du Manuel de procédure.

Par Paul CUCHE

PROFESSEUR DE PROCÉDURE A L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

1 beau volume (11 × 18) cartonné.

Prix net : **9** francs.

Spécimens sur demande.

LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, PARIS

Précis des voies d'exécution

Par Paul CUCHE

PROFESSEUR DE PROCÉDURE A L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE

Un volume in-8°.

PRIX :

Broché : **10** francs. — Cartonné : **11** fr. **50.**

Traité élémentaire de Droit criminel

Par C. DEGOIS

PROFESSEUR DE DROIT CRIMINEL A L'UNIVERSITÉ DE CAEN

Un volume in-8°.

PRIX :

Broché : **12** fr. **50.** — Cartonné : **14** francs.

Petits Précis Dalloz

HISTOIRE DU DROIT

Par A. BONDE

Un volume in-8°, cartonné.

PRIX NET : **5** fr. **50**

Les Lois nouvelles annotées

(In-8° 10 × 16)

Les dessins et modèles.
L'impôt sur le revenu.
Les jeux de hasard et le pari aux courses.
Les retraites ouvrières et paysannes.
La vente et le nantissement des fonds de commerce

Prix de chaque volume cartonné :
Net : **1** fr. **50**

Spécimens sur demande.

LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, PARIS

Le Bulletin Dalloz

RECUEIL

HEBDOMADAIRE DE LOIS ET DE JURISPRUDENCE

Supplément au Dictionnaire pratique

Prix de l'abonnement : **9** fr. par an.

Prix des six années 1907 à 1912 : **38** francs.

*Reliure en sus : **2** fr. par volume.*

Le Petit Dictionnaire Dalloz

ABRÉGÉ DU DICTIONNAIRE PRATIQUE DE DROIT

Avec Additions au 1er Octobre 1912

Un fort volume, format 18 × 26.

Cartonné : **15** francs. — Relié peau souple : **18** francs.

*Additions seules, brochées : **1** fr. **50***

Les Codes d'audience Dalloz

ÉDITION 1913

Un beau volume in-4° contenant tous les Codes Français et quelques Lois usuelles

PRIX :

Cartonné. . . . . **10** francs.

Relié peau souple noire. . . . . **15** francs.

Spécimens sur demande.

LIBRAIRIE DALLOZ, 11, rue Soufflot, PARIS

Les Manuels Dalloz

(In-18 jésus 13 × 19)

Manuel des Automobiles et Vélocipèdes.
Manuel des Chemins de fer.
(*Voyageurs, Marchandises, Colis postaux*).
Manuel des Cultes.
Manuel électoral.
Manuel des Impôts.
Manuel des Opérations de bourse
et des Valeurs mobilières.
Manuel du Propriétaire et du Locataire.

Prix de chaque Manuel :

Broché, net : **5** francs. — Relié peau souple, net : **6** francs.

Le Traité Dalloz
des Retraites ouvrières et paysannes

Avec Additions 1912

COMMENTAIRE DE LA LOI DU 5 AVRIL 1910
ET DES RÈGLEMENTS

(In-8° écu 13 × 21)

Un beau volume cartonné, net : **9** francs.

Spécimens sur demande.

TABLE CHRONOLOGIQUE DES LOIS, DECRETS ET ORDONNANCES INSERES DANS LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE DANS LE CODE PENAL ET DANS LEURS APPENDICES.

1791. - 19 juill. - Décret relatif à l'organisation d'une police municipale et correctionnelle, art. 9 et 10, p.
1791. - 26 juill. - Décret relatif à la réquisition et à l'action de la force publique contre les attroupements,
Art. 9, p.
Art. 22, p.
Art. 25 à 29, p.
1791. - 28 sept. - Loi concernant les biens et usages ruraux et la police rurale, p.
1791. - 29 sept. - Décret concernant la police de sûreté, la justice criminelle et l'établissement des jurés, tit. VII, art. 40 *(cumul des peines),* p.
An II. - 2 therm. - Décret portant qu'à compter du jour de sa publication, nul acte public ne pourra, dans quelque partie que ce soit du territoire français, être écrit qu'en langue française, art. 1er et 3, p.
An III. - 20 mess. - Décret qui ordonne l'établissement des gardes champêtres dans toutes les communes rurales, art. 4, p.
An IV. - 3 brum. - Code des délits et des peines, Art. 446, p.
Art. 605 et 606, p.
An VI. - 17 therm.- Loi contenant des mesures pour coordonner les jours de repos avec le calendrier républicain, art. 2, p.
An VII. - 9 flor. - Loi sur le tarif des douanes, art. 12 *(faux incident),* p.
An VIII. - 25 brum. - Loi qui autorise une adjonction de jurés et de juges pour suivre les débats dans les procès criminels d'une étendue considérable, art. 4, p.
An VIII. - 22 frim. - Constitution de la République française, art. 76 s., p.
An VIII. - 29 frim. - Loi qui détermine la manière dont les copies des pièces de procédure sont délivrées aux accusés, art. 2, p.
An VIII. - 27 vent. - Loi sur l'organisation des tribunaux, Art. 7, p.
Art. 16, p.
An XI. - 21 germ. - Loi contenant organisation des écoles de pharmacie, art. 21 s., p.
An XI. - 4e j.com. - Arrêté qui prescrit des mesures pour réprimer les délits concernant l'introduction des marchandises anglaises, art. 9 et 10 *(faux incident),* p.
An XIII. - 29 pluv. - Loi interprétative de l'art. 36 de celle du 21 germinal an XI, sur la pharmacie, p.
An XIII. - 1er germ. - Décret concernant les droits réunis, art. 40 à 42 *(faux incident)*, p.
An XIII. - 7 germ. - Décret concernant l'impression des livres d'églises, des heures et des prières, p.
1806. - 29 avr. - Loi qui prescrit des mesures relatives à la procédure en matière criminelle et correctionnelle, Art. 1er, p.
Art. 2, p.
1806. - 12 nov. - Avis du conseil d'Etat sur la question de savoir si, sur l'appel émis par la partie civile, les cours criminelles peuvent réformer les dispositions non attaquées de jugements rendus en matière correctionnelle, p.
1806. - 11 mai. - Décret qui prohibe l'introduction des monnaies de cuivre et de billon de fabrique étrangère, p.
1806. - 3 sept. - Loi sur le taux de l'intérêt de l'argent, p.
1808. - 30 mars. - Décret contenant règlement pour la police et la discipline des cours et tribunaux,
Art. 3, p.
Art. 4, p.
Art. 35, p.
Art. 49, p.
1810. - 20 avr. - Loi sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice,
Art. 5, p.
Art. 6, p.
Art. 7, p.
Art. 10, p.
Art. 11, p.
Art. 16, p.
Art. 17, p.
Art. 18, p.
Art. 19, p.
Art. 20 à 22, p.
Art. 40 et 41, p.
Art. 45, p.
Art. 47, p.
Art. 60, p.
Art. 65, p.
1810. - 6 juill. - Décret contenant règlement sur l'organisation et le service des cours impériales, des cours d'assises et des cours spéciales,
Art. 2, p.
Art. 3, p.
Art. 4, p.
Art. 9, p.
Art. 10 et 11, p.
Art. 12, p.
Art. 18, p.
Art. 29, p.
Art. 41, p.
Art. 42, p.
Art. 79 et 80, p.
Art. 81, p.
Art. 82, p.
Art. 83 à 87, p.
Art. 88 et 89, p.
Art. 90, p.
Art. 91, p.
Art. 93, p.
Art. 95 à 97, p.
1810. - 18 août. - Décret contenant règlement sur l'organisation des tribunaux de première instance et des tribunaux de police,
Art. 1er à 5, p.
Art. 17 à 22, p.
Art. 38 à 40, p.
1811. - 18 juin. - Décret contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police, et tarif général des frais, p.
1811. - 15 nov. - Décret concernant le régime de l'université, art. 160, p.
1812. - 4 mai. - Décret relatif au cas de citation en témoignage des ministres, des grands officiers de l'empire et autres principaux fonctionnaires de l'Etat, p.
1813. - 7 avr. - Décret modifiant quelques dispositions de celui du 18 juin 1811, contenant règlement sur les frais de justice criminelle et de simple police, p.
1815. - 25 déc. - Loi relative à la suppression des places de substituts des procureurs généraux faisant fonctions de nos procureurs criminels dans les départements, p.
1818. - 21 avr. - Loi sur les douanes, art. 38 (faux incident), p.
1819. - 17 mai. - Loi sur la répression des crimes et délits commis par la voie de la presse, ou par tout autre moyen de publication (*qui abroge les art. 102, 217, 367 à 372, 374 à 377 c. pén.*). - V. ces articles.
1819. - 3 nov. - Ordonnance du roi concernant la comptabilité des frais de justice à recouvrer sur les condamnés, p.
1823. - 6 août. - Ordonnance du roi fixant la taxe à laquelle donne droit la capture d'un individu condamné à un emprisonnement n'excédant pas cinq jours, p.
1824. - 4 août. - Ordonnance du roi concernant les indemnités auxquelles ont droit les juges, officiers du ministère public et greffiers qui, dans le cas prévu par l'art. 496 du Code civil, se transportent à plus de cinq kilomètres de leur résidence, p.
1825. - 10 mars. - Ordonnance du roi concernant les indemnités auxquelles ont droit les magistrats qui, dans les cas prévus par les ordonnances royales des 5 et 26 nov. 1823, se transporteront à plus de cinq kilomètres, p.
1825. - 10 avr. - Loi pour la sûreté de la navigation et du commerce maritime, p.
1830. - 10 déc. - Loi qui supprime les juges auditeurs, les conseillers auditeurs et statue sur les juges suppléants, art. 3, p.
1830. - 10 déc. - V. aussi art. 256 et 264 c. instr. crim.
1831. - 4 mars. - Loi relative à la composition des cours d'assises et aux déclarations du jury *(art. 252, 253, 254, 255, 341, 347 et 351 c. instr. crim.).* - V. ces articles.
1831. - 10 avr. - Loi contre les attroupements, art. 1er, 9 et 11, p.
1832. - 21 avr. - Loi portant fixation du budget des recettes de l'exercice 1832, art. 10 (prix de la journée de travail), p.

1832. - 28 juin. - Ordonnance du roi relative aux sommes consignées par les parties civiles pour frais de procédure, p.
1834. - 24 mai. - Loi sur les détenteurs d'armes ou de munitions de guerre, p.
1835. - 9 sept. - Loi qui rectifie les art. 341, 345, 346, 347 et 352 du Code d'instruction criminelle et l'art. 17 du Code pénal. - V. ces articles.
1835. - 9 sept. - Loi sur les cours d'assises, Art. 2, p.
Art. 8 à 12, p.
1836. - 13 mai. - Loi sur le mode de vote du jury au scrutin secret, p.
1836. - 21 mai. - Loi portant prohibition des loteries, p.
1837. - 23 févr. - Ordonnance portant prohibition des pistolets de poche, p.
1837. - 1er avr. - Loi relative à l'autorité des arrêts rendus par la cour de cassation après deux pourvois, p.
1837. - 4 juill. - Loi relative aux poids et mesures, art. 3 et 4, p.
1838. - 28 nov. - Ordonnance du roi relative à la liquidation et au payement des frais de justice criminelle, p.
1844. - 2 mai. - Ordonnance du roi concernant les indemnités auxquelles auront droit les magistrats qui se transporteront à plus de cinq kilomètres de leur résidence pour visiter des établissements consacrés aux aliénés, p.
1844. - 29 mai. - Ordonnance concernant les loteries d'objets mobiliers, exclusivement destinées à des actes de bienfaisance ou à l'encouragement des arts, p.
1844. - 5 août. - Ordonnance portant que les membres de la chambre des mises en accusation des cours d'appel feront, en outre, le service des autres chambres, p.
1845. - 2 mars. - Ordonnance du roi sur la translation des prévenus et accusés dans les maisons d'arrêt et de justice, p.
1845. - 5 mai. - Ordonnance du roi concernant la gratification accordée aux gendarmes et gardes qui constateront des infractions à la loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse, p.
1845. - 15 juill. - Loi sur la police des chemins de fer, p.
1845. - 19 juill. - Loi sur la vente des substances vénéneuses, p.
1846. - 19, janv. - Ordonnance du roi concernant la taxe allouée aux gendarmes pour la capture des délinquants insolvables, condamnés à des amendes, restitutions, dommages-intérêts et frais en matière criminelle, correctionnelle et de police, p.
1846. - 29 oct. - Ordonnance portant règlement sur la vente des substances vénéneuses, p.
1846. - 15 nov. - Ordonnance portant règlement sur la police, la sécurité et l'exploitation des chemins de fer, art. 44 à 50, p.
1848. - 19 avr. - Arrêté ministériel qui réduit l'indemnité provisoire payée annuellement aux huissiers audienciers chargés du service criminel près la cour d'appel de Paris, p.
1848. - 7 juin. - Loi sur les attroupements, p.
1849. - 16 oct. - Loi qui prononce des peines contre les individus qui feraient usage de timbres-poste ayant déjà servi à l'affranchissement des lettres, p.
1849. - 3 déc. - Loi sur la naturalisation et le séjour des étrangers en France, p.
1850. - 2 janv. - Loi qui modifie l'art. 472 du Code d'instruction criminelle, p.
1850. - 8 juin. - Loi sur la déportation, p.
1850. - 2 juill. - Loi relative aux mauvais traitements exercés envers les animaux domestiques, p.
1850. - 8 juill. - Décret relatif à la vente des substances vénéneuses, p.
1850. - 5 août. - Loi sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus, art. 3, 4, 9, 10, 11, 19, p.
1850. - 19 déc. - Loi relative au délit d'usure, p.
1851. - 22 janv. - Loi sur l'assistance judiciaire, p.
1851. - 27 mars. - Loi qui abroge le n° 14 de l'art. 475 et le n° 2 de l'art. 480 du Code pénal. - V. ces articles.
1851. - 30 mai. - Loi sur la police du roulage et des messageries publiques, p.
1852. - 2 févr. - Décret organique pour l'élection des députés au corps législatif, art. 31 à 51, p.
1852. - 24 mars. - Décret disciplinaire et pénal pour la marine marchande, art. 75, 77, 89 à 94, p.
1852. - 28 mars. - Décret sur les commissaires de police, art. 1, 3 et 4, p.
1852. - 28 mars. - Décret sur la contrefaçon d'ouvrages étrangers, p.
1852. - 3 juill. - Loi sur la réhabilitation des condamnés *(art. 619 à 634 c. instr. crim.).* - V. ces articles.
1852. - 4 août. - Décret qui modifie l'art. 3 de l'ordonnance du 5 mai 1845, concernant la gratification accordée aux gendarmes et gardes qui constateront des infractions à la loi du 3 mai 1844, sur la police de la chasse, p.
1852. - 10 août. - Décret portant règlement sur la police du roulage et des messageries publiques, p.
1852. - 24 nov. - Décret sur la discipline des membres de la Légion d'honneur, et les décorés de la médaille militaire, art. 9, p.
1853. - 9 juin. - Loi sur la déclaration du jury *(art. 341, 347 et 352 c. instr. crim.).* - V. ces articles.
1853. - 10 juin. - Loi qui modifie les art. 86 et 87 du Code pénal. - V. ces articles.
1853. - 10 juin. - Loi sur les pourvois en matière criminelle *(art. 299 et 301 c. instr. crim.).* - V. ces articles.
1853. - 13 juin. - Décret relatif aux décorations étrangères, p.
1854. - 30 mai. - Loi sur l'exécution de la peine des travaux forcés, p.
1855. - 5 mai. - Loi qui abroge l'art. 318 et le n° 6 de l'art. 475 du Code pénal. - V. ces articles.
1856. - 13 juin. - Loi sur les appels des jugements des tribunaux correctionnels (*art.* 189, 200, 201, 202, 204, 205, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215 et 216 *c. instr. crim.*). - V. ces articles.
1856. - 17 juill. - Loi qui modifie plusieurs dispositions du Code d'instruction criminelle (*art.* 55, 56, 61, 104, 114, 127 *à* 135, 218, 219, 230, 231, 233 *et* 239). - V. ces articles.
1858. - 24 févr. - Décret qui modifie et complète quelques-unes des dispositions du décret du 10 août 1852, sur la police du roulage et des messageries publiques, art. 2 et 3, p.
1858. - 28 mai. - Loi qui modifie l'article 259 du Code pénal. - V. cet article.
1859. - 11 juin. - Loi des finances, art. 21 (vente de timbres mobiles ayant déjà servi), p.
1860. - 14 juill. - Loi sur la fabrication et le commerce des armes de guerre, p.
1860. - 18 juill. - Loi sur l'émigration, p.
1863. - 13 mai. - Loi portant modification de plusieurs dispositions du Code pénal (*art.* 57, 58, 132, 133, 134, 135, 138, 142, 143, 149, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 164, 174, 177, 179, 222, 223, 224, 225, 228, 230, 238, 241, 251, 279, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 320, 330, 331, 333, 345, 361, 362, 363, 364, 366, 382, 385, 387, 389, 399, 400, 405, 408, 418, 423, 434, 437, 443, 463 *c. pén.*). - V. ces articles.
1863. - 20 mai. - Loi sur l'instruction des flagrants délits devant les tribunaux correctionnels, p.
1863. - 29 août. - Décret relatif à l'établissement sur les routes impériales et départementales, ainsi que sur les chemins de grande communication, de barrières pour restreindre la circulation pendant le dégel, p.
1864. - 19 mars. - Loi qui étend aux notaires, aux greffiers et aux officiers ministériels destitués, le bénéfice de la loi du 3 juill. 1853 sur la réhabilitation, p.
1864. - 25 mai. - Loi qui modifie les art. 414, 415 et 416 du Code pénal. - V. ces articles.
1864. - 14 sept. - Décret qui abroge l'art. 2 et l'art. 6, § 2, de l'ordonnance du 30 déc. 1823, sur le recouvrement des amendes de police correctionnelle et de simple police, et sur leur répartition, p.
1864. - 1er oct. - Décret qui ajoute la coque du Levant aux substances vénéneuses dont le tableau est annexé au décret du 8 juill. 1850, relatif à la vente desdites substances, p.
1865. - 14 juill. - Loi sur la mise en liberté provisoire (*art.* 91, 94, 113 *à* 126, 206 et 613 *c. instr. crim.*). - V. ces articles.
1866. - 16 mai. - Loi relative aux instruments de musique mécaniques, p.
1866. - 27 juin. - Loi concernant les crimes, les délits et les contraventions commis à l'étranger (*art.* 5, 6, 7 et 187 *c. instr. crim.*), et p.
1867. - 22 juill. - Loi relative à la contrainte par corps, p.
1870. - 25 sept. - Décret relatif au sceau de l'Etat, aux sceaux, timbres et cachets des cours, tribunaux, justices de paix et notaires, p.
1870. - 24 oct. - Décret organisant le jury et les cours d'assises de l'Algérie, p.
1870. - 25 nov. - Décret sur les exécuteurs des hautes oeuvres, p.
1870. - 27 nov. - Décret modifiant les trois derniers paragraphes de l'art. 463 du Code pénal. - V. cet article.
1871. - 17 juin. - Loi sur l'exercice du droit de grâce, art. 2 et 3, p. .
1871. - 19 juin. - Loi qui abroge le décret du 4 sept. 1870, sur la fabrication des armes de guerre, p.
1871. - 19 déc. - Loi sur la contrainte par corps en matière de justice criminelle, p,
1872. - 23 mars. - Loi qui désigne de nouveaux lieux de déportation, p.
1872. - 21 nov. - Loi sur le jury, p.
1873. - 23 janv. - Loi tendant à réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme, p.
1873. - 27 janv. - Loi qui modifie et abroge divers articles du Code d'instruction criminelle, en ce qui concerne l'organisation des tribunaux de police (*art.* 138, 139, 140, 144, 166 *à* 171 *et* 178). - V. ces articles.
1873. - 25 mars. - Loi qui règle la condition des déportés à la Nouvelle-Calédonie, p.
1873. - 23 juin. - Décret relatif à la vente du seigle ergoté, p.
1873. - 26 juill. - Loi qui ajoute à l'art. 401 du Code pénal un paragraphe concernant certains délits commis au préjudice des restaurateurs, aubergistes, cabaretiers, etc. - V. cet article.
1873. - 29 déc. - Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1874, art. 25 *(recouvrement des amendes et condamnations pécuniaires),* p.
1874. - 23 janv. - Loi relative à la surveillance de la haute police (*art.* 44, 46, 47 *et* 48 *c. pén.*). - V. ces articles.

1874. - 7 déc. - Loi relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes, art. 3, p.
1874. - 23 déc. - Loi relative à la protection des enfants du premier âge, et en particulier des nourrissons, p.
1875. - 25 févr. - Loi relative à l'organisation des pouvoirs publics, art. 3, p.
1875. - 8 mars. - Loi relative à la poudre dynamite, p.
1875. - 5 juin. - Loi sur le régime des prisons départementales, p.
1875. - 16 juill. - Loi constitutionnelle sur les rapports des pouvoirs publics, art. 14, p.
1875. - 31 juill. - Loi qui modifie l'art. 18 de la loi du 21 nov. 1872 sur le jury. - V. la loi du 21 nov. 1872, art. 18.
1875. - 2 août. - Loi organique sur les élections des sénateurs (*modifiee par* L. 9 *déc.* 1884), art. 19 et 27, p.
1875. - 30 août. - Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 23 janv. 1874, sur la surveillance de la haute police, p.
1875. - 30 nov. - Loi organique sur l'election des députés, art. 3, 22, p.
1877. - 28 juin. - Loi tendant à modifier les art. 420 et 421 du Code d'instruction criminelle. - V. ces articles.
1880. - 11 juin. - Loi relative aux chemins de fer d'intérêt local et aux tramways, art. 37 et 38, p.
1880. - 12 juin. - Décret qui modifie l'art. 1er de l'ordonnance du 5 août 1844, portant que les membres de la chambre des mises en accusation des cours d'appel feront, en outre, la service des autres chambres, p.
1880. - 17 juill. - Loi qui abroge le décret du 29 déc. 1851, sur les cafés, cabarets et débits de boissons, p.
1880. - 25 déc. - Loi sur la répression des crimes commis dans l'intérieur des prisons, p.
1881. - 19 juin. - Loi portant modification de l'art. 336 du Code d'instruction criminelle. - V. cet article.
1881. - 30 juin. - Loi sur les réunions publiques, p.
1881. - 21 juill. - Loi sur la police sanitaire des animaux (*qui abroge les art.* 459, 460 *et* 461 *c. pén.*). - V. ces articles.
1881. - 29 juill. - Loi sur la liberté de la presse, p.
1881. - 30 juill. - Loi modifiant le décret du 24 oct. 1870, sur les cours d'assises et le jury en Algérie, p.
1881. - 27 août. - Loi qui fixe le taux de l'intérêt légal en Algérie, p.
1882. - 2 août. - Loi ayant pour objet la répression des outrages aux bonnes moeurs, p.
1883. - 30 août. - Loi sur la réforme de l'organisation judiciaire,
Art. 1er, p.
Art. 2, p.
Art. 4, p.
Art. 5, p.
1884. - 21 mars. - Loi relative à la création des syndicats professionnels (*qui abroge l'art.* 416 *c. pén.*). - V. cet article.
1884. - 5 avr. - Loi sur l'organisation municipale,
Art. 97 à 99, p.
Art. 102, p.
1884. - 27 juill. - Loi sur le divorce, art. 3, p.
1885. - 28 mars. - Loi sur les marchés à terme (*qui abroge les art.* 421 et 422 *c. pén.*). - V. ces articles.
1885. - 27 mai. - Loi sur les récidivistes, p.
1885. - 11 juill. - Loi qui interdit de fabriquer, vendre, colporter ou distribuer tous les imprimés ou formules simulant les billets de banque et autres valeurs fiduciaires, p.
1885. - 14 août. - Loi sur les moyens de prévenir la récidive (libération conditionnelle, patronage, réhabilitation) (art. 621, 623, 624, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634 *c. instr. crim.*). - V. en outre les articles de cette loi, p.
1885. - 14 août. - Loi sur la fabrication et le commerce des armes et des munitions non chargées, p.
1886. - 12 janv. - Loi relative aux taux de l'intérêt de l'argent, p.
1886. - 18 avr. - Loi établissant des pénalités contre l'espionnage, p.
1887. - 11 juin. - Loi concernant la diffamation et l'injure commises par les correspondances postales ou télégraphiques circulant à découvert, p.
1888. - 4 févr. - Loi concernant la répression des fraudes dans le commerce des engrais, p.
1888. - 25 avr. - Décret relatif au payement des frais de délivrance des titres de perception pour le recouvrement des condamnations pécuniaires, p.
1888. - 2 oct. - Décret relatif aux étrangers résidant en France, p.
1888. - 26 oct. - Loi ayant pour objet d'ajouter un paragraphe à l'art. 463 du Code pénal. - V. cet article.
1888. - 24 déc. - Loi concernant la destruction des insectes, des cryptogames et autres végétaux nuisibles à l'agriculture, p.
1889. - 19 mars. - Loi relative aux annonces sur la voie publique, p.
1889. - 19 juin. - Arrêté ministériel fixant le tarif d'expertise des engrais, p.
1889. - 4 juill. - Loi tendant à compléter l'art. 177 du Code pénal. - V. cet article.
1890. - 9 juill. - Décret qui modifie celui du 29 oct. 1846 sur la vente des substances vénéneuses, p.
1891. - 26 mars. - Loi sur l'atténuation et l'aggravation des peines, p.
1891. - 26 mars. V., en outre, art. 57 et 58 c. pén.
1891. - 2 juin. - Loi ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, art. 4 et 5, p.
1891. - 30 juin. - Décret fixant les éléments constitutifs du délit d'évasion commis par les réclusionnaires coloniaux, p.
1892. - 2 avr. - Loi portant modification des art. 435 et 436 du Code pénal. - V. ces articles.
1892. - 12 avr. - Loi relative aux arrêtés administratifs agréant des gardes particuliers, p.
1892. - 15 nov. - Loi qui impute la détention préventive sur la durée des peines prononcées (*art.* 23 et 24 *c. pén.*). - V. ces articles.
1892. - 30 nov. - Loi sur l'exercice de la médecine, p.
1893. - 3 févr. - Loi ayant pour objet de compléter les art. 419 et 420 du Code pénal, p.
1893. - 4 févr. - Loi relative à la réforme des prisons pour courtes peines, p.
1893. - 16 mars. - Loi portant modification des art. 45, 47 et 60 de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, p.
1893. - 13 avr. - Loi qui approuve les conventions et arrangements de l'union postale univsrselle conclue à Vienne, le 4 juill. 1891, et modifie le tarif des envois de valeurs déclarées à l'intérieur, art. 4 *(contrefaçon, altération et vente de vignettes et timbres du service des postes et télégraphes d'un pays étranger),* p.
1893. - 25 avr. - Décret fixant les éléments constitutifs du délit d'évasion commis par les libérés des travaux forcés condamnés à l'emprisonnement ou à la réclusion, p.
1893. - 28 avr. - Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1893, art. 45 *(attribution des amendes et condamnations pécuniaires),* p.
1893. - 8 août. - Loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national, p.
1893. - 21 nov. - Décret portant règlement d'administration publique en exécution des paragraphes 2 et 3 de l'art. 14 de la loi du 3 nov. 1892 sur l'exercice de la médecine et relatif: 1° aux conditions suivant lesquelles peut être conféré le titre d'expert devant les tribunaux; 2° à la revision des tarifs du décret du 18 juin 1811 en ce qui touche les honoraires, vacations, frais de transport et de séjour des médecins, p.
1893. - 23 nov. - Arrêté du ministre de l'intérieur sur la déclaration des maladies épidémiques, p.
1893. - 12 déc. - Loi portant modification des art. 24, § 1er, 25 et 49 de la loi du 29 juill. 1881 sur la presse, p.
1893. - 18 déc. - Loi sur les associations de malfaiteurs (*art.* 265 à 268 *c. pén.*). - V. ces articles.
1893. - 18 déc. - Loi portant modification et addition à l'art. 3 de la loi du 19 juin 1871, sur les explosifs, p.
1893. - 23 déc. - Décret relatif à la juridiction des commissaires spéciaux de police, p.
1894. - 28 juill. - Loi ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes, p.
1894. - 20 août. - Décret portant modification au tableau des substances vénéneuses annexé au décret du 8 juillet 1850, p.
1894. - 28 déc. - Loi abrogeant les art. 226 et 227 du Code pénal. - V. ces articles.
1895. - 9 févr. - Loi modifiant l'art. 2 de la loi du 23 mars 1872, p.
1895. - 13 avr. - Loi modifiant les conditions dans lesquelles le ministre de la guerre peut interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toute espèce, p.
1895. - 25 avr. - Loi relative à la préparation, à la vente et à la distribution des sérums thérapeutiques et autres produits analogues, p.
1895. - 8 juin. - Loi sur la revision des procès criminels et correctionnels et les indemnités aux victimes des erreurs judiciaires (*modification du chap. III du liv. III c. instr. crim.*). - V. ce chapitre.
1895. - 22 juin. - Décret portant fixation de l'indemnité de voyage et des frais de séjour à allouer aux témoins entendus, soit dans l'instruction, soit lors du jugement des affaires criminelles, de police correctionnelle et de simple police, p.
1895. - 22 juill. - Loi relative à l'application de l'art. 14 de la loi du 29 juill. 1881, sur la presse, p.
1896. - 3 avr. - Loi rendant applicable, en matière de presse, l'art. 368 du Code d'instruction criminelle, p.
1896. - 22 juill. - Loi relative aux pigeons voyageurs, p.
1896. - 30 nov. - Loi complétant le décret-loi du 11 mai 1807, relatif à la prohibition des monnaies de billon étrangères, p.
1897. - 6 avr. - Loi modifiant l'art. 174 du Code d'instruction criminelle, relatif à l'appel des jugements de simple police. - V. cet article.
1897. - 16 avr. - Loi concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, p.
1897. - 9 nov. - Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 16 avril 1897, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, p.
1897. - 8 déc. - Loi ayant pour objet de modifier certaines règles de l'instruction préalable en matière de crimes et de délits, p.
1897. - 8 déc. - V. aussi art. 93 et 613 c. instr. crim.
1897. - 10 déc. - Circulaire de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, adressée à MM. les procureurs généraux, relative à l'application de la loi du 8 déc. 1897, p.
1898. - 15 févr. - Loi relative au commerce de brocanteur, p.
1898. - 4 mars. - Loi modifiant l'art. 6 de la loi du 22 juill. 1896, sur les pigeons voyageurs, p.

1898. - 10 mars. - Loi ayant pour objet de rendre la réhabilitation applicable aux condamnés qui ont prescrit contre l'exécution de la peine (*art.* 619 *et* 634 *c. instr. crim.*). - V. ces articles.
1898. - 16 mars. - Loi modifiant la loi du 2 août 1882, sur la répression des outrages aux bonnes moeurs, p.
1898. - 13 avr. - Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1898:
- Art. 60 à 63 *(intérêt de l'argent en Algérie),* p.
- Art. 84 (*indemnités aux agents verbalisateurs),* p.
1898. - 19 avr. - Loi sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté et attentats commis envers les enfants, p.
1898. - 19 avr. - V. aussi art. 349 à 353 c. pén.
1898. - 21 juin. - Loi sur le Code rural (police sanitaire concernant les personnes, les animaux et les récoltes, art. 76 à 80: dommages aux récoltes par des insectes), p.
1899. - 10 mars. - Décret portant règlement relatif à la circulation des automobiles, p.
1899. - 1er juin. - Décret relatif aux indemnités de déplacements accordées aux magistrats délégués pour remplir leurs fonctions dans un autre tribunal que celui de leurs résidences, p.
1899. - 5 août. - Loi sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit, p.
1899. - 13 nov. - Décret réglant l'allocation due aux huissiers relativement à l'application de l'art. 68 du Code de procédure civile, p.
1899. - 12 déc. - Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 5 août 1899, sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit, p.
1900. - 8 févr. - Décret rendant applicables à l'Algérie divers articles de la loi du 21 nov. 1872, sur le jury, p.
1900. - 1er avr. - Loi modifiant le paragraphe 2 de l'art. 4 de la loi du 2 juin 1891, p.
1900. - 7 avr. - Loi sur le taux de l'intérêt légal de l'argent, p.
1900. - 13 avr. - Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1900, art. 22 *(destruction, détérioration et déplacement de bornes),* p.
1900. - 19 avr. - Loi modifiant les art. 423, 424, 439 et 532 du Code d'instruction criminelle. - V. ces articles.
1900. - 7 juin. - Décret modifiant le décret du 12 déc. 1899, en ce qui concerne le coût des bulletins du casier judiciaire pour l'hospitalisation des indigents dans les établissements d'assistance publique, p.
1900. - 11 juill. - Loi portant modifications de la loi du 5 août 1899, sur le casier judiciaire et sur la réhabilitation de droit, p.
1900. - 13 nov. - Décret complétant le règlement d'administration publique du 12 déc. 1899, sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit, p.
1901. - 25 févr. - Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1901 (*qui modifie les art.* 252 et 253 *c. instr. crim.*). - V. ces articles.
1901. - 1er mars. - Décret modifiant l'ordonnance du 15 nov. 1846, sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, p.
1901. - 1er juill. - Loi relative au contrat d'association (*qui abroge les art.* 291 *à* 294 *c. pén.*). - V. ces articles. - V. aussi l'art. 12 de cette loi, p.
1901. - 10 juill. - Loi modifiant l'art. 20 de la loi du 27 mai 1885, relative aux récidivistes, p.
1901. - 10 sept. - Décret réglementant la circulation des automobiles, p.
1901. - 21 nov. - Loi modifiant les art. 300 et 302 du Code pénal. - V. ces articles.
1901. - 5 déc. - Loi portant adjonction d'un paragraphe à l'art. 357 du Code pénal. - V. cet article.
1901. - 23 déc. - Loi réprimant les fraudes dans les examens et concours publics, p.
1902. - 27 janv. - Loi modifiant l'art. 16 de la loi du 29 juill. 1881, sur la presse, en ce qui concerne l'affichage sur les édifices et monuments ayant un caractère artistique, p.
1902. - 30 mars. - Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1902, art. 44 *(affiches coloriées),* p.
1902. - 30 mars. art. 57 (*qui modifie l'intitulé et les art.* 1er *et* 3 *de la loi du* 11 *juill.* 1885), p.
1902. - 30 déc. - Loi relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie, p.
1903. - 14 févr. - Loi ajoutant une disposition transitoire à la loi du 30 déc. 1902, sur le jury criminel en Algérie, et modifiant, dans la colonie, certaines dispositions de la loi métropolitaine du 21 nov. 1872, relative à la formation des listes du jury, p.
1903. - - 3 avr. - Loi modifiant les art. 334 et 335 du Code pénal, 4 de la loi du 27 mai 1885, et 5 et 7 du Code d'instruction criminelle. - V. ces articles.
1903. - - 20 mai. - Décret portant règlement sur l'organisation et le service de la gendarmerie, p.
1903. - - 24 juin. - Instruction ministérielle sur les réquisitions de la force armée, p.
1903. - - 25 juill. - Décret modifiant le décret du 13 nov. 1899 pour l'application de la loi sur le secret des actes signifiés par huissiers, p.
1903. - - 9 août. - Décret relatif à l'organisation des tribunaux répressifs indigènes en Algérie, p.
1903. - - 30 déc. - Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904, art. 6 *(port de lettres),* p.
1903. - - 30 déc. - Loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1904, art. 24 *(procès-verbaux des agents des contributions indirectes et des octrois),* p.
1903. - - 30 déc. - Loi relative à la réhabilitation des faillis *(qui abroge le paragraphe 2 de l'art. 634 c. instr. crim.).*
1904. - 31 mars. - Loi modifiant la loi du 27 mai 1885, sur les récidivistes (*art.* 2), p.
1904. - - 28 juin. - Loi modifiant la loi du 26 mars 1891, sur l'atténuation et l'aggravation des peines *(loi de sursis),* p.
1904. - 12 août. - Décret remplaçant par une disposition nouvelle l'art. 1er du décret du 21 nov. 1893, relatif au titre de médecin expert devant les tribunaux, p.
1904. - - 20 déc. - Addition à l'instruction du 24 juin 1903, sur les réquisitions de la force armée, p.
1905. - 14 juill. - Loi relative à l'assistance obligatoire aux vieillards, aux infirmes et aux incurables, privés de ressources, art. 39 *(vagabondage, mendicité, poursuites correctionnelles),* p.
1905. - - 1er août. - Loi sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, p.
1905. - - 6 août. - Loi relative à la répression de la fraude sur les vins et au régime des spiritueux, art. 27 *(appel, procédure),* p.
1905. - - 9 déc. - Loi concernant la séparation des Eglises et de l'Etat, p.
1906. - 10 avr. - Décret modifiant le décret du 21 nov. 1893, portant règlement d'administration publique, relatif aux conditions dans lesquelles peut être conféré le titre de médecin expert devant les tribunaux, p.
1906. - - 12 avr. - Loi modifiant les art. 66, 67 du Code pénal, 340 du Code d'instruction criminelle, et fixant la majorité pénale à dix-huit ans. - V. ces articles; - et p.
1906. - - 17 avr. - Loi de finances, art. 44 *(recours contre les jugements des conseils de guerre et des tribunaux maritimes),* p.
1906. - - 31 juill. - Décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes et des falsifications en ce qui concerne les boissons, les denrées alimentaires et les produits agricoles, p.
1906. - - 31 déc. - Loi relative à la compétence des juges de paix en matière forestière (*modifiant les art.* 19, 144, 145, 172, 174 et 179 *c. instr. crim.*). - V. ces articles,
1907. - 2 janv. - Loi concernant l'exercice des cultes, p.
1907. - - 19 mars. - Loi accordant une indemnité de séjour aux jurés qui reçoivent une indemnité de déplacement, p.
1907. - - 28 mars. - Loi relative aux réunions publiques, p.
1907. - 12 avr. - Décret portant fixation de l'indemnité de déplacement et de l'indemnité de séjour à allouer aux jurés criminels en France, p.
1907. - 15 juin. - Loi réglementant le jeu dans les cercles et casinos des stations balnéaires, thermales ou climatériques, p.
1907. - 29 juin. - Loi tendant à prévenir le mouillage des vins et les abus du sucrage, p.
1907. - 15 juill. - Loi concernant le mouillage et la circulation des vins et le régime des spiritueux, p.
1907. - 19 juill. - Loi relative à la suppression de l'envoi dans les colonies pénitentiaires de femmes récidivistes, p.
1907. - 23 juill. - Loi portant modification de certaines dispositions de la loi du 16 avr. 1897 concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, p.
1907.- 29 août. - Instruction relative à la participation de l'armée au maintien de l'ordre public, p.
1907. - 29 août. - Décret portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 16 avr. 1897, modifiée par la loi du 23 juill. 1907, concernant la répression de la fraude dans le commerce du beurre et la fabrication de la margarine, p.
1908. - 23 mars. - Loi modifiant la loi du 30 décembre 1903, relative à la réhabilitation des faillis (modification de l'art. 8, § 1er, de la loi du 5 août 1899 sur le casier judiciaire et la réhabilitation de droit), p.
1908. - 7 avr. - Loi relative à la répression des outrages aux bonnes moeurs, p.
1908. - 11 avr. - Loi concernant la prostitution des mineurs, p.
1908. - 13 avr. - Loi modifiant les art. 6, 7, 9, 10, 13 et 14 de la loi du 9 déc. 1905, sur la séparation des Eglises et de l'Etat, p.
1908. - 25 juin. - Loi portant modification des art. 29, 30 et 31 de la loi du 21 germinal an XI, sur l'organisation des écoles de pharmacie. - V. la loi du 21 germ. an XI, art. 29, 30 et 31.
1908. - 4 juill. - Loi modifiant par une disposition additionnelle l'art. 61 de la loi du 29 juill. 1881, sur la liberté de la presse, p.
1908. - 4 juill. - Loi complétant l'art. 62 de la loi du 29 juill. 1881 sur la liberté de la presse, p.
1908. - 17 juill. - Loi allouant une indemnité aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour établie par la loi du 19 mars 1907, p.
1908. - 17 juill. - Décret portant fixation de l'indemnité spéciale à allouer aux membres du jury criminel qui n'ont pas droit à l'indemnité de séjour, p.
1908. - 17 juill. - Loi établissant, en cas d'accident, la responsabilité des conducteurs de véhicules de tout ordre, p.
1908. - 5 août. - Loi modifiant l'art. 11 de la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles et complétant cette loi par un article additionnel, p.
1908. - 10 déc. - Loi modifiant l'art. 343 du Code d'instruction criminelle. - V. cet article.
1909. - 4 mars. - Loi portant abrogation de la loi du 1er mars 1899, relative à la revision des procès criminels et correctionnels *(remise en vigueur des deux premiers paragraphes de l'art. 445 c. instr. crim. modifié par la loi du 8 juin 1895).* - V. cet article.
1909. - 4 juin. - Loi portant modification du premier paragraphe de l'art. 4 de la loi du 2 juin 1891, ayant pour objet de réglementer l'autorisation et le fonctionnement des courses de chevaux, p.
1909. - 28 juin. - Décret autorisant des avances aux membres du jury criminel sur leurs indemnités pour frais de déplacement, p.
1909. - 13 juill. - Loi modifiant l'art. 206 du Code d'instruction criminelle. - V. cet article.

1909. - 19 juill. - Loi relative aux contributions directes et aux taxes assimilées de l'exercice 1910, art. 4 *(qui complète le 2e paragraphe de l'art. 24 de la loi du 9 déc. 1905 sur la séparation des Eglises et de l'Etat)*, p.
1910. - 20 janv. - Loi fixant l'époque de la convocation des commissions chargées de dresser les listes préparatoires du jury criminel. - V. L. 21 nov. 1872, art. 7 et 10.
1910. - 26 févr. - Loi modifiant l'art. 5 du Code d'instruction criminelle. - V. cet article.
1910. - 1er mars. - Circulaire du ministre de l'intérieur relative aux conditions dans lesquelles des autorisations de loterie peuvent être accordées aux sociétés de secours mutuels, syndicats professionnels et autres associations ou oeuvres qui n'ont pas pour objet exclusif l'assistance ou l'encouragement des arts, p.
1910. - 8 avr. - Loi de finances, art. 52 *(timbres-poste nationaux, contrefaçon, vente),* p.
1910. - 14 avr. - Loi modifiant le paragraphe 1er de l'art. 9 de la loi du 30 nov. 1892, sur l'exercice de la médecine, p.
1910. - 20 avr. - Loi interdisant l'affichage sur les monuments historiques et dans les sites ou sur les monuments naturels de caractère artistique, p.
1910. - 24 juill. - Loi modifiant et complétant les art. 1er, 2, 3 et 5 de la loi du 30 décembre 1902, relative à l'organisation des cours d'assises et du jury criminel en Algérie, p.
1911. - 8 févr. - Loi ajoutant un article à la loi du 29 juill. 1881, sur la presse, p.
1911. - 14 avr. - Décret ajoutant le Papaver somniferum Lin aux substances vénéneuses dont le tableau est annexé au décret du 8 juin 1850, p.
1911. - 30 déc. - Loi modifiant l'art. 137 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et l'art. 239 du même Code pour l'armée de mer, concernant la peine de mort, p.
1912. - 21 avr. - Décret modifiant le décret du 1er mars 1901 sur la police, la sûreté et l'exploitation des chemins de fer, en vue de défendre la vente des objets divers dans les trains, p.
1912. - 16 juill. - Loi sur l'exercice des professions ambulantes et la réglementation de la circulation des nomades, p.
1912. - 22 juill. - Loi sur les tribunaux pour enfants et adolescents et la liberté surveillée, p.
1912. - 28 juill. - Loi tendant à modifier et à compléter la loi du 1er août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et la loi du 29 juin 1907 sur le mouillage et le sucrage des vins, p.
FIN DE LA TABLE CHRONOLOGIQUE.

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIERES CONTENUES DANS LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE, DANS LE CODE PENAL ET DANS LEURS APPENDICES.

Abréviations. - *Dans la présente Table, les articles des Codes sont indiqués simplement par des nombres précédés soit de la lettre* **I** *pour le* Code d'instruction criminelle, *soit de la lettre* **P** *pour le* Code pénal. - *Pour les lois, décrets et ordonnances insérés dans cet ouvrage, nous renvoyons aux pages qui contiennent leurs textes, et nous mentionnons leurs dates et leurs articles. Ainsi,* p. 509, L. 5 avr. 1884, a. 97, *signifie:* page 509, Loi du 5 avril 1884, article 97.

A

Abandon d'instruments, d'armes ou de machines P. 471, n. 7;
Abandon d'instruments, d'armes ou de machines (confiscation) **P.** 472.
Abatage. V. Arbres.
Absolution. V. Cassation, Cour d'assises.
Abus. V. Mineur.
Abus d'autorité P. 184 s.;
Abus d'autorité (contre la chose publique) **P.** 188 s.
Abus d'autorité V. Force publique;
Abus d'autorité (contre les particuliers) **P.** 184 s.
Abus d'autorité V. Déni, Fonctionnaire public, Violation de domicile.
Abus de blanc-seing P. 407.
Abus de confiance P. 406 s.;
Abus de confiance (proprement dit) **P.** 408.
Accident. V. Secours.
Accoucheuse p.
Accusation. V. Acte d'accusation, Chambre d'accusation, Cour d'assises.
Accusé. V. Chambre d'accusation, Cour d'assises.
Acquittement. V. Appel correctionnel, Cassation, Contumace, Tribunal correctionnel.
Acte. V. Titre.
Acte d'accusation I. 241 s.;
Acte d'accusation (contexte) **P.** 140;
Acte d'accusation (énonciations) **I.** 241;
Acte d'accusation (formes) **I.** 241;
Acte d'accusation (jonction) **I.** 307;
Acte d'accusation (lecture) **I.** 313;
Acte d'accusation (publication prématuree) p.
Acte d'accusation (rédaction) **I.** 241;
Acte d'accusation (remise au jury) **I.** 341;
Acte d'accusation (signification) **I.** 242, 243.
Acte d'état civil (feuilles volantes) **P.** 192, 195;
Acte d'état civil (tenue, delit) **P.** 192 s.
Action civile I. 1 s.;
Action civile (compétence) **I.** 3;
Action civile (décès de l'inculpé) **I.** 2;
Action civile (dommage, réparation) **I.** 1.
Action civile exercice **I.** 1 s.;
Action civile (action publique, exercice séparé) **I.** 3;
Action civile (action publique, exercice simultané) **I.** 3;
Action civile (contre qui) **I.** 2;
Action civile (qualité) **I.** 1;
Action civile (suspension) **I.** 3.
Action civile (extinction) **I.** 2;
Action civile (renonciation) **I.** 4.
Action civile V. Prescription.
Action publique **I.** 1 s.;
Action publique (decès de l'inculpé) **I.** 2.
Action publique exercice **I.** 1 s.;
Action publique (contre qui) **I.** 2;
Action publique (qualité) **I.** 1, 21;
Action publique (suspension) **I.** 4.
Action publique (extinction) **I.** 2;
Action publique (peine, application) **I.** 1.
Action publique V. Action civile, Chambre d'accusation, Contravention de simple police, Cour d'appel, Cour d'assises, Délit forestier, Prescription, Procureur de la République, Souveraineté.
Adjoint. V. Maire.
Administration publique (diffamation) p.
Administration publique (injure) p.
Adolescents (tribunaux pour) p.
Adultère P. 336 s.
Adultère adultère de la femme **P.** 336 s.;
Adultère (complice, peines) **P.** 338;
Adultère (complicité, preuve) **P.** 338;
Adultère (denonciation) **P.** 336;
Adultère (grâce du mari) **P.** 337;
Adultère (peine) **P.** 337.
Adultère adultère du mari (concubine, entretien) **P.** 339;
Adultère (peine) **P.** 339.
Adultère (plainte) **P.** 336, 339.
Adultère V. Meurtre.
Affichage p.
Affichage (interdiction, édifices artistiques) p.
Affichage V. Peine criminelle.

Affiches p.
Affiches affiches administratives (enlèvement ou lacération) **P.** 479, n. 9; L. 1881, a. 17;
Affiches (lieu d'apposition), L. 1881, a. 15;
Affiches (papier blanc), L. 1881, a. 15.
Affiches affiches électorales (couleur tricolore) p.
Affiches (immeubles et monuments historiques) p.
Affiches (lacération) p.
Affiches (lieu d'apposition), L. 1881, a. 16.
Affirmation. V. Procès-verbal,
Age. V. Mineur, Septuagénaire, Sexagénaire.
Agent de change P. 404.
Agent de l'autorité publique (diffamation) p.
Agent de l'autorité publique (injure) L. 1881, a. 33.
Agent de la force publique (outrage) **P.** 224. - V. Citation, Mandat du juge, Violence à fonctionnaire public ou agent.
Agent diplomatique étranger (outrage public) p.
Agriculture. V. Ustensiles.
Algérie (cour d'assises), p.
Algérie (tribunaux répressifs indigènes) p.
Aliénation mentale. V. Demence.
Aliments. V. Contrainte par corps, Filouterie.
Alliance. V. Parenté.
Altération. V. Clefs, Voiturier.
Amende (attribution) **P.** 466; p.
Amende (dommages - intérêts, preférence) **P.** 54, 468;
Amende (recouvrement) p.
Amende (restitution, préférence) **P.** 54, 468. - V. Cassation, Certificat médical, Contrainte par corps, Contravention de simple police, Cour d'assises, Crime, Délit, Grappillage, Jeu, Juré, Liberté provisoire, Règlement de juges, Réhabilitation, Renvoi.
Amnistie p.
Amputation. V. Coups.
Anarchiste (menées, répression) p.
Animaux (dommage volontaire, délit) **P.** 452 s., 455;
Animaux (empoisonnement) **P.** 452, 455;
Animaux (maladie contagieuse) **P.** 459 s.
Animaux mort ou blessures involontaires (animaux malfaisants ou féroces, divagation) **P.** 479, n. 2;
Animaux (armes, emploi) **P.** 479, n. 3; 480;
Animaux (édifices, vétusté, degradation, défaut de reparation ou d'entretien) **P.** 479, n. 4;
Animaux (encombrement) **P.** 479, n. 4;
Animaux (excavations) **P.** 479, n. 4;
Animaux (fou, divagation) **P.** 479, n. 2;
Animaux (jet de corps durs) **P.** 479, n. 3; 480;
Animaux (voie publique, embarras) **P.** 479, n. 4;
Animaux (voitures, rapidité, direction ou chargement) **P.** 479, n. 2.
Animaux V. Passage.
Animaux de trait, de charge ou de monture (conduite) **P.** 475, n. 3.
Animaux de trait, de charge ou de monture V. Roulage,
Animaux de trait, de charge ou de monture Voitures; (course dans les lieux habités) **P.** 475, n. 4;
Animaux de trait, de charge ou de monture (destruction) **P.** 453, 455;
Animaux de trait, de charge ou de monture (destruction volontaire) **P.** 453, 455;
Animaux de trait, de charge ou de monture (empoisonnement) **P.** 452, 455.
Animaux de trait, de charge ou de monture V. Maraudage, Récoltes.
Animaux domestiques (destruction volontaire) **P.** 454, 455;
Animaux domestiques (mauvais traitements) p.
Animaux malfaisants ou féroces (divagation) **P.** 475, n. 7.
Animaux malfaisants ou féroces - V. Animaux.
Annonces. V. Journaux.
Apologie. V. Crime.
Appel correctionnel I. 199 s.;
Appel correctionnel (acquittement, prononciation) **I.** 212.
Appel correctionnel arrêt par défaut, opposition **I.** 208;
Appel correctionnel (citation à première audience) **I.** 208;
Appel correctionnel (délai) **I.** 208;
Appel correctionnel (formes) **I.** 208;
Appel correctionnel (voie de recours) **I.** 208.
Appel correctionnel arrêt sur appel (audience) **I.** 209;
Appel correctionnel (délai) **I.** 209;
Appel correctionnel (formes) **I.** 211;
Appel correctionnel (minute, signature) **I.** 211;
Appel correctionnel (motifs) p.
Appel correctionnel (compétence) **I.** 201;
Appel correctionnel (contributions indirectes) p.
Appel correction. *(suite).* 1905, art. 27; (déchéance) **I.** 203;
Appel correction. (déclaration au greffe) **I.** 203;
Appel correction. (délai) **I.** 203 s.;
Appel correction. (dommages-intérêts, arrêt) **I.** 212, 213; (effets) p.
Appel correction. Avis du 12 nov. 1806;
Appel correction. (évocation) **I.** 215.
Appel correction. (effet suspensif) **I.** 203;
Appel correction. fait incriminé (contravention) **I.** 213;
Appel correction. (crime) **I.** 214;
Appel correction. (fait non punissable) **I.** 212.
Appel correction. (formes) **I.** 203 s.;
Appel correction. (frais et dépens) **I.** 211;
Appel correction. (instruction, ordre) **I.** 190, 210;
Appel correction. (instruction, publicité) **I.** 190, 211;
Appel correction. (interrogatoire) **I.** 210.
Appel correction. jugement attaqué (annulation) **I.** 212 s.; p.
Appel correction. (exécution) **I.** 203;
Appel correction. (infirmation) **I.** 212 s.;
Appel correction. (violation des formes) **I.** 215; p.
Appel correction. (jugements susceptibles) **I.** 199;
Appel correction. (mandats de dépôt ou d'arrêt, délivrance) **I.** 214;
Appel correction. (ministère public) **I.** 202, 205, 210;
Appel correction. (moyens) **I.** 204;
Appel correction. (notification) **I.** 205.
Appel correction. partie civile (appel) **I.** 202;
Appel correction. (appel, effets) p.
Appel correction. Avis du 12 nov. 1806; (observations) **I.** 210.
Appel correction. personne civilement responsable (appel) **I.** 202; (défense) **I.** 210.

Appel correction. prévenu (acquittement antérieur, mise en liberté) **I.** 206;
Appel correction. (appel) **I.** 202;
Appel correction. (transfèrement) **I.** 207.
Appel correction. procuration **I.** 204.
Appel correction. (procureur de la République, appel) **I.** 202;
Appel correction. (qualité) **I.** 202;
Appel correction. (rapport) **I.** 209, 210; p.
Appel correction. (renvoi devant le magistrat compétent) **I.** 214;
Appel correction. (requête, dépôt au greffe, délai) **I.** 204;
Appel correction. (requête, transmission au greffe de la cour) **I.** 207.
Appel correction. procureur général (appel) **I.** 202;
Appel correction. (appel, effets) **I.** 206;
Appel correction. (appel, délai) **I.** 205;
Appel correction. (appel, formes) **I.** 205;
Appel correction. (conclusions) **I.** 210.
Appel correction. V. Chambre correctionnelle, Délit forestier, Flagrant délit.
Appel de simple police I. 172 s.;
Appel de simple police (compétence) **I.** 174;
Appel de simple police (délai) **I.** 174;
Appel de simple police (effet suspensif) **I.** 173;
Appel de simple police (formes) **I.** 174;
Appel de simple police (instruction, publicité) **I.** 176;
Appel de simple police (preuve, mode, admissibilité) **I.** 176;
Appel de simple police (procédure) **I.** 174;
Appel de simple police (témoin, audition) **I.** 175;
Appel de simple police (tribunal correctionnel, compétence) **I.** 174.
Arbres P. 445 s.;
Arbres (abatage) **P.** 445, 455.
Arbres dommage volontaire, délit **P.** 445 s., 455;
Arbres (malveillance envers un fonctionnaire) **P.** 450;
Arbres (nuit) **P.** 450;
Arbres (voie publique) **P.** 448.
Arbres (greffes, destruction) **P.** 447, 448, 455;
Arbres (mutilation) **P.** 446, 448, 455.
Archives. V. Dépôt public.
Armée (diffamation) p.
Armée (injure) L. 1881, a. 33.
Armée V. Troupe.
Armes p.
Armes (détention) L. 24 mai 1834, a. 3, 4;
Armes (exportation) L. 1860, a. 9 s., 15 s.; L. 14 août 1885, a. 7 s.; L. 13 avr. 1895;
Armes (fabrication) L. 1834, a. 3, 4; L. 1860, a. 1 s., 12 s.; p.
Armes (importation) L. 1860, a. 7, 8, 11; L. 1885, a. 7 s.; (peines) L. 1834, a. 1 s.; L. 1860, a. 12 s.; L. 1885, a. 12 s.;
Armes (port) V. Interdiction de droits; (transit) L. 1860, a. 10, 11; L. 1885, a. 7, 10.
Armes V. Abandon, Attroupement, Flagrant délit, Insurrection, Mendicité, Port d'armes, Sûreté intérieure, Vol.
Armes prohibées (commerce) **P.** 314, 315;; p.
Armes prohibées (fabrication) **P.** 314, 315; p.
Armes prohibées (pistolet de poche) p.
Armes prohibées (port) **P.** 314, 315.
Arrestation. V. Flagrant délit, Mandat d'amener, Souveraineté.
Arrestation arbitraire. V. Détention arbitraire.
Arrestation provisoire. V. Garde champêtre, Garde forestier.
Artifices. V. Pièces d'artifices.
Ascendant. V. Attentat à la pudeur, Coups et blessures, Vol.
Assassinat P. 296 s.;
Assassinat (definition) **P.** 296;
Assassinat (guetapens) **P.** 296, 298;
Assassinat (peines) **P.** 302;
Assassinat (peines, malfaiteur) **P.** 303;
Assassinat (préméditation) **P.** 296, 297.
Assises. V. Cour d'assises.
Assistance judiciaire p.
Association p. 1er juill. 1901; L. 4 déc. 1902; L. 17 juill. 1903.
Association de malfaiteurs P. 265 s.;
Association de malfaiteurs (auteur **P.** 266;
Association de malfaiteurs (caractères) **P.** 265;
Association de malfaiteurs (complicité) **P.** 267;
Association de malfaiteurs (dénonciation) **P.** 266;
Association de malfaiteurs (excuse légale) **P.** 266;
Association de malfaiteurs (peines) **P.** 266 s.
Association étrangère (sûreté de l'Etat, péril) p. 1er juill. 1901, a. 12.
Attentat. V. Liberté, Sûreté.
Attentat à la pudeur P. 331 s.;
Attentat à la pudeur (aide) **P.** 333,
Attentat à la pudeur (ascendant) **P.** 331, 333.
Attentat à la pudeur attentat avec violence **P.** 332;
Attentat à la pudeur (circonstances aggravantes) **P.** 333;
Attentat à la pudeur (sur un enfant de moins de quinze ans) **P.** 332.
Attentat à la pudeur attentat sans violence, par un ascendant, sur un enfant mineur non émancipé par mariage **P.** 331.
Attentat à la pudeur attentat sans violence sur un enfant de moins de treize ans **P.** 331;
Attentat à la pudeur (circonstances aggravantes) **P.** 333.
Attentat à la pud. (*suite*). - (autorité sur la victime) **P.** 333;
Attentat à la pud. (circonstances aggravantes) **P.** 333;
Attentat à la pud. (complicité) **P.** 333;
Attentat à la pud. (fonctionnaire public) **P.** 333;
Attentat à la pud. (instituteur) **P.** 333;
Attentat à la pud. (ministre du culte) **P.** 333;
Attentat à la pud. (serviteur) **P.** 333;
Attentat à la pud. (tentative) **P.** 331, 332.
Attentat à la pud. V. Castration.
Attentat aux moeurs P. 330 s.
Attroupement p.
Aubergiste (criminel ou délinquant, logement, responsabilité civile) **P.** 73;
Aubergiste (filouterie d'aliments) **P.** 401;
Aubergiste (registre) V. Logeur. - V. Vol.
Audience. V. Flagrant délit, Infraction d'audience, Outrage, Violence à fonctionnaire public ou agent.
Automobile (circulation) **P.** 586,D. 10 mars 1899; p.
Autorité administrative (empiétement sur l'autorité judiciaire) **P.** 130, 131;

Autorité administrative (empiétement sur le pouvoir législatif) **P.** 130.
Autorité judiciaire. V. Cour, Magistrat, Tribunal.
Autorité publique (actes, destruction) **P.** 439;
Autorité publique (désobéissance) **P.** 209 s.;
Autorité publique (résistance) **P.** 209 s.
- **Autorité publique** V. Agent, Dépositaire.
Avertissement. V. Cour d'assises.
Avocat. V. Défenseur.
Avocat à la cour de cassation. V. Cassation.
Avortement P. 317.
Avoué. V. Cassation pourvoi, Contumace, Tribunal correctionnel.

B

Baisse. V. Marchandises, Travail.
Ban de vendanges ou autres P. 475, n. 1.
Bandes armées. V. Sûreté intérieure.
Bannissement P. 8;
Bannissement (durée) **P.** 33;
Bannissement (exécution, mode) **P.** 32;
Bannissement (infraction, peine) **P.** 33.
Banqueroute frauduleuse P. 402 s.;
Banqueroute frauduleuse (complicité) **P.** 403.
Banqueroute frauduleuse V. Réhabilitation.
Banqueroute simple P. 402.
Baraterie p.
Barricade. V. Insurrection.
Batelier (marchandises, altération) **P.** 387.
Batelier V. Vol.
Bestiaux (conduite sur le terrain d'autrui) **P.** 479, n. 10;
Bestiaux (destruction volontaire) **P.** 453, 455;
Bestiaux (empoisonnement) **P.** 452, 455;
Bestiaux (vol dans les champs) **P.** 388.
Bêtes. V. Animaux.
Beurre (fraude) p.
Biens ecclésiastiques (dévolution) p.
Bigamie P. 340.
Billet (abus de confiance) **P.** 408.
Billet de banque (contrefaçon) **P.** 139;
Billet de banque (contrefaçon, étranger) **I.** 7. - faux billet, usage **P.** 139;
Billet de banque (bonne foi) **P.** 163.
Billet de banque imitation p.
Blessures. V. Coups, Violence à fonctionnaire public ou agent.
Bois (bois taillis, animaux, passage) **P.** 475, n. 10;
Bois (incendie volontaire) **P.** 434.
Bois - V. Coupe, Forêt.
Boissons. V. Débit, Vin.
Boissons falsifiées (falsification) p. 1er août 1905, a. 3; p. **P.** 474, L. 28 juill. 1912;
Boissons falsifiées (mise en vente) L. 1er août 1905, a. 3; L. 29 juin 1907, a. 4; (vente) **P.** 475, n. 6; L. 1er août 1905, a. 3; L. 29 juin 1907, art. 4.
Bonneteau P. 405; p.
Bornes (déplacement) **P.** 456;
Bornes (destruction, détérioration ou déplacement des bornes ou signaux pour triangulation, arpentage ou nivellement) p.
Bornes (enlèvement) V. Maraudage, Récoltes; (suppression) **P.** 456.
Bris. V. Clôture, Evasion, Scellés.
Brocanteur p.
Bruit. V. Tapage.
Bulletin. V. Casier judiciaire.

C

Cabane (destruction) **P.** 451, 455.
Cadavre. V. Recel.
Caisse publique (retrait de fonds, provocation, fraude) p.
Calamité publique. V. Secours.
Calomnie P. 367 s.
Calomnie V. Denonciation calomnieuse, Diffamation.
Carcan P. 22 ancien texte.
Carrière (vol) **P.** 388.
Cartes postales ou télégraphiques (diffamation) p.
Casier judiciaire I. 600 s.; p.
Casier judiciaire V. Sursis.
Casinos p.
Cassation - pourvoi I. 407 s.
Cassation - pourvoi amende (condamnation) **I.** 436; (consignation) **I.** 419, 420;
Cassation - pourvoi (dispense) **I.** 420;
Cassation - pourvoi (quotité) **I.** 419, 436;
Cassation - pourvoi (restitution) **I.** 437.
Cassation - pourvoi (arrêt d'admission) **I.** 426; (arrêt sur le pourvoi, délai) **I.** 425;
Cassation - pourvoi (avocat à la cour de cassation) **I.** 424;
(avoué) **I.** 417;
Cassation - pourvoi (cas) **I.** 407 s.
Cassation - pourvoi cassation **I.** 426 s.;
Cassation - pourvoi (nouveau pourvoi, mêmes moyens procédure) **I.** 440; p. 1er avr. 1837;
Cassation - pourvoi (nouvelle cassation) p. 1er avr. 1837, a. 2, 3.
Cassation - pourvoi cassation en matière correctionnelle ou de police, renvoi **I.** 427.
Cassation - pourvoi cassation en matière criminelle **I.** 428 s.;
Cassation - pourvoi (cassation partielle) **I.** 434;
Cassation - pourvoi (intérêts civils) **I.** 429.
Cassation - pourvoi cassation en matière criminelle, renvoi **I.** 429 s.;
Cassation - pourvoi (accusé, détention) **I.** 435;
Cassation - pourvoi (complices) **I.** 433;
Cassation - pourvoi (cour d'assises, désignation) **I.** 429, 432;
Cassation - pourvoi (délibération spéciale) **I.** 430;
Cassation - pourvoi (devant le juge compétent) **I.** 429;
Cassation - pourvoi (devant une chambre d'accusation) **I.** 429, 432, 435;
Cassation - pourvoi (devant une cour d'assises) **I.** 429, 433, 435;
Cassation - pourvoi (devant un tribunal civil) **I.** 429;
Cassation - pourvoi (juge d'instruction, désignation) **I.** 431, 433;
Cassation - pourvoi (sans renvoi) **I.** 429.
Cassation - pourvoi (chambres réunies) **I.** 440; p. 1er avr. 1837, a. 1;
Cassation - pourvoi (déchéance) **I.** 421;
Cassation - pourvoi (décision attaquée, expédition) **I.** 423, 424;

Cassation - pourvoi (décision en dernier ressort) **I.** 407;
Cassation - pourvoi (décisions susceptibles) **I.** 407, 413;
Cassation - pourvoi (déclaration au greffe, qualité) **I.** 417;
Cassation - pourvoi (demande) **I.** 416 s.;
Cassation - pourvoi (écrou, production) **I.** 421;
Cassation - pourvoi (extrait) **I.** 417;
Cassation - pourvoi (formes) **I.** 417 s.;
Cassation - pourvoi (frais et dépens) **I.** 436;
Cassation - pourvoi (incarcération) **I.** 421;
Cassation - pourvoi (indemnité) **I.** 436;
Cassation - pourvoi (instruction, nullité) **I.** 415;
Cassation - pourvoi (instruction antérieure, nullité) **I.** 407 s.;
Cassation - pourvoi (jugement antérieur, nullité) **I.** 407 s.;
Cassation - pourvoi (jugement ou arrêt en dernier ressort) **I.** 407, 413, 416;
Cassation - pourvoi (jugement ou arrêt préparatoire ou d'instruction, pourvoi, délai) **I.** 416;
Cassation - pourvoi (jugement ou arrêt sur la compétence, pourvoi, délai) **I.** 416;
Cassation - pourvoi (liberté provisoire) **I.** 421;
Cassation - pourvoi (mise en état) **I.** 421;
Cassation - pourvoi (moyens) **I.** 408 s. V. requête;
Cassation - pourvoi (notification, délai) **I.** 418;
Cassation - pourvoi (ouvertures) V. moyens; (pièces, inventaire) **I.** 423;
Cassation - pourvoi (pièces, transmission) **I.** 423, 424;
Cassation - pourvoi (procédure nouvelle, frais, charge) **I.** 415;
Cassation - pourvoi (procuration) **I.** 417;
Cassation - pourvoi (qualité) **I.** 408 s., 413;
Cassation - pourvoi (recevabilité) **I.** 421;
Cassation - pourvoi (registre) **I.** 417.
Cassation - pourvoi rejet **I.** 426, 436;
Cassation - pourvoi (arrêt, extrait, transmission) **I.** 439;
Cassation - pourvoi (chose jugée) **I.** 438.
Cassation - pourvoi requête **I.** 422 s.;
Cassation - pourvoi (dépôt, délai) **I.** 422;
Cassation - pourvoi (dépôt, greffe) **I.** 422, 424;
Cassation - pourvoi (moyens, insertion) **I.** 422;
Cassation - pourvoi (transmission) **I.** 422, 423.
Cassation - pourvoi signature **I.** 417.
Cassation - pourvoi V. Chambre d'accusation, Contumace, Cour d'assises, Identité, Presse.
Cassation - *pourvoi dans l'intérêt de la loi* **I.** 442. V. *pourvoi en matière criminelle.*
Cassation - *pourvoi en matière correctionnelle* **I.** 413 s.;
Cassation - *pourvoi en matière correctionnelle* (acquittement) **I.** 413;
Cassation - *pourvoi en matière correctionnelle* (arrêt en dernier ressort) **I.** 413;
Cassation - *pourvoi en matière correctionnelle* (condamnation, loi pénale, citation erronée) **I.** 411, 414;
Cassation - *pourvoi en matière correctionnelle* (condamnation, peine justifiée) **I.** 411, 414;
Cassation-*pourvoi en matière correctionnelle* (incompétence) **I.** 408, 413; p.
Cassation - *pourvoi en matière correctionnelle* (ministère public) **I.** 216, 413;
Cassation - *pourvoi en matière correctionnelle* (moyens) **I.** 408, 413;
Cassation-*pourvoi en matière correctionnelle* (moyens nouveaux) p.
Cassation - *pourvoi en matière correctionnelle* (omission de statuer) **I.** 408, 413;
Cassation - *pourvoi en matière correctionnelle* (partie civile) **I.** 216, 413;
Cassation - *pourvoi en matière correctionnelle* (personne civilement responsable) **I.** 216; (prévenu) **I.** 216, 413;
Cassation - *pourvoi en matière correctionnelle* (qualité) **I.** 216, 413;
Cassation - *pourvoi en matière correctionnelle* (violation des formes) **I.** 408, 413.
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* **I.** 408 s.
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* absolution (loi pénale, non-application, erreur de droit) **I.** 410;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (ministère public, pourvoi) **I.** 410;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (partie civile, pourvoi, délai) **I.** 374;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (partie civile, pourvoi, intérêts civils) **I.** 412.
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* acquittement, ministère public, pourvoi dans l'intérêt de la loi **I.** 409;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (délai) **I.** 374.
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* acquittement, partie civile, pourvoi (delai) **I.** 374;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (intérêts civils) **I.** 412.
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* condamnation (annulation) **I.** 408;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (chambre d'accusation, arrêt, nullité) **I.** 408.
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* condamnation, condamné, pourvoi **I.** 408, 410;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (délai) **I.** 373.
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* condamnation (incompétence) **I.** 408;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (instruction, nullité) **I.** 408;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (loi pénale, citation erronée) **I.** 411;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (loi pénale, fausse application) **I.** 410, 429, 434.
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* condamnation, ministère public, pourvoi **I.** 408, 410;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (délai) **I.** 373.
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* condamnation, omission de statuer **I.** 408.
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* condamnation, partie civile, pourvoi (délai) **I.** 373;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (intérêts civils) **I.** 373.
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* condamnation (peine justifiée) **I.** 411;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (procédure antérieure, annulation) **I.** 408;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (violation des formes) **I.** 408.
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (délai) **I.** 373, 374;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (effets, étendue) **I.** 408, 412;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (effet suspensif) **I.** 373;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (incompétence) **I.** 408, 429;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (moyens) **I.** 408 s.;
Cassation - *pourvoi en matière criminelle* (qualité) **I.** 408 s.
Cassation - *pourvoi en matière de simple police* **I.** 413 s.;
Cassation - *pourvoi en matière de simple police* (acquittement) **I.** 413;
Cassation - *pourvoi en matière de simple police* (condamnation, loi pénale, citation erronée) **I.** 411, 414;
Cassation - *pourvoi en matière de simple police* (condamnation, peine justifiée) **I.** 411, 414;
Cassation - *pourvoi en matière de simple police* (délai) **I.** 177;
Cassation - *pourvoi en matière de simple police* (formes) **I.** 177;
Cassation - *pourvoi en matière de simple police* (incompétence) **I.** 408, 413;
Cassation - *pourvoi en matière de simple police* (jugement ou arrêt en dernier ressort) **I.** 177;
Cassation - *pourvoi en matière de simple police* (ministère public) **I.** 177, 413;
Cassation - *pourvoi en matière de simple police* (moyens) **I.** 408, 413;
Cassation - *pourvoi en matière de simple police* (omission de statuer) **I.** 408, 413;
Cassation-pourv. (*suite*). (partie civile) **I.** 177, 413;
Cassation - *pourvoi en matière de simple police* (prévenu) **I.** 177, 413;
Cassation - *pourvoi en matière de simple police* (qualité) **I.** 177, 413;
Cassation-pourv. (violation des formes) **I.** 408, 413.

Cassation - *pourvoi sur l'ordre du ministre de la justice* **I.** 441.
Castration P. 316;
Castration (attentat à la pudeur, excuse légale) **P.** 325.
Caution. V. Contrainte par corps, Liberté provisoire, Vagabondage.
Cécité. V. Coups.
Cellule. V. Prison.
Cercles p.
Certificat (faux) **P.** 159 s.
Certificat V. Mendicité;
Certificat (faux certificat, usage, bonne foi) **P.** 163;
Certificat (faux criminel) **P.** 164.
Certificat de bonne conduite (faux) **P.** 161.
Certificat d'indigence (faux) **P.** 161.
Certificat médical I. 83.
Certificat médical faux **I.** 86; **P.** 159, 160;
Certificat médical (amende) **I.** 86;
Certificat médical (bénéficiaire, délit) **I.** 86; **P.** 159;
Certificat médical (maladie ou infirmité supposée) **I.** 86; **P.** 160;
Certificat médical (mandat de dépôt) **I.** 86;
Certificat médical (médecin, délit) **I.** 86; **P.** 160.
Chambre correctionnelle de cour d'appel p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (composition) **I.** p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (délibération) p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (dessaisissement) **I.** 213, 214;
Chambre correctionnelle de cour d'appel (greffier, assistance) p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (incompétence) **I.** 214.
Chambre correctionnelle de cour d'appel membres p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (âge) p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (assistance aux audiences) p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (capacité) p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (empêchement, remplacement) p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (incompatibilité) p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (nombre nécessaire pour délibérer) p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (parenté ou alliance) p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (récusation ou abstention) p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (opinions, émission) **I.** 210; p. 114, D. 30 mars 1808, a. 35;
Chambre correctionnelle de cour d'appel (partage d'opinions) p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel (président, remplacement) p.
Chambre correctionnelle de cour d'appel V. Appel correctionnel, Chambre d'accusation. Chambre criminelle. V. Règlement des juges, Revision.
Chambre d'accusation I. 217 s.
Chambre d'accusation accusé **I.** 232 s.,
Chambre d'accusation (transfèrement dans la maison de justice) **I.** 233, 239, 243.
Chambre d'accusation action publique, exercice **I.** 235.
Chambre d'accusation arrêt (délai) **I.** 219;
Chambre d'accusation (signature) **I.** 234.
Chambre d'accusation V. mise en accusation.
Chambre d'accusation (attributions) **I.** 219 s.;
Chambre d'accusation (chambre correctionnelle, réunion) p.
Chambre d'accusation charges nouvelles **I.** 246 s.;
Chambre d'accusation (caractères) **I.** 247;
Chambre d'accusation (instruction nouvelle) **I.** 248;
Chambre d'accusation (juge d'instruction) **I.** 248;
Chambre d'accusation (mandat de dépôt) **I.** 248;
Chambre d'accusation (officier de police judiciaire) **I.** 248;
Chambre d'accusation (procédure) **I.** 248;
Chambre d'accusation (renvoi à la cour d'assises) **I.** 247.
Chambre d'accusation compétence (connexité) **I.** 226;
Chambre d'accusation (procédure entière) **I.** 231.
Chambre d'accusation (composition) p.
Chambre d'accusation (connexité) **I.** 226, 227.
Chambre d'accusation conseillers (assistance aux audiences) p.
Chambre d'accusation (empêchement, remplacement) p.
Chambre d'accusation (nombre nécessaire pour délibérer) **I.** 299;
Chambre d'accusation (service des autres chambres) p.
Chambre d'accusation conseiller instructeur **I.** 236 s.;
Chambre d'accusation (attributions) **I.** 236 s.;
Chambre d'accusation (délégation) **I.** 237;
Chambre d'accusation (indices, constatation) **I.** 237;
Chambre d'accusation (interrogatoire) **I.** 237;
Chambre d'accusation (mandat d'amener) **I.** 237;
Chambre d'accusation (mandat d'arrêt) **I.** 237;
Chambre d'accusation (mandat de dépôt) **I.** 237;
Chambre d'accusation (preuves, constatation) **I.** 237;
Chambre d'accusation (témoins, audition) **I.** 236.
Chambre d'accusation (contravention, qualification) **I.** 250;
Chambre d'accusation (convocation) **I.** 218.
Chambre d'accusation crime (indices graves) **I.** 221;
Chambre d'accusation (indices insuffisants) **I.** 229;
Chambre d'accusation (preuves) **I.** 221, 231;
Chambre d'accusation (preuves ou charges suffisantes) **I.** 231, 239.
Chambre d'accusation (délibération, huis clos) **I.** 225;
Chambre d'accusation (délibération sans désemparer) **I.** 225;
Chambre d'accusation (délit, qualification) **I.** 250;
Chambre d'accusation (évocation) **I.** 235;
Chambre d'accusation (examen) **I.** 221;
Chambre d'accusation (fait incriminé, qualification légale, nullité) **I.** 299.
Chambre d'accusation greffier (assistance) p.
Chambre d'accusation (attributions) **I.** 222;
Chambre d'accusation (délibération, non-présence) **I.** 224.
Chambre d'accusation incompétence **I.** 299.
Chambre d'accusation instruction supplémentaire **I.** 228, 235 s.;
Chambre d'accusation (prévenu, détention préventive) **I.** 239;
Chambre d'accusation (procureur général, rapport, délai) **I.** 238;
Chambre d'accusation (règles ordinaires) **I.** 240;
Chambre d'accusation (renvoi à la cour d'assises) **I.** 239;
Chambre d'accusation (renvoi en police correctionnelle) **I.** 239.
Chambre d'accusation V. conseiller instructeur.
Chambre d'accusation magistrat (abstention) p.

Chambre d'accusation (âge) p.
Chambre d'accusation (capacité) p.
Chambre d'accusation (incompatibilité) p.
Chambre d'accusation (noms, mention) **I.** 234;
Chambre d'accusation (parenté ou alliance) p.
Chambre d'accusation (récusation) p.
Chambre d'accusation mise en accusation (arrêt) **I.** 231 s.;
Chambre d'accusation (arrêt, énonciations) **I.** 233, 234;
Chambre d'accusation (charges suffisantes) **I.** 221.
Chambre d'accusation non-lieu **I.** 229;
Chambre d'accusation (chose jugée) **I.** 246;
Chambre d'accusation (effets) **I.** 246.
Chambre d'accusation (omission de statuer) **I.** 231;
Chambre d'accusation (organisation) p.
Chambre d'accusation partie civile (mémoire) **I.** 217, 222;
Chambre d'accusation (non-présence) **I.** 228.
Chambre d'accusation pièces (apport) **I.** 235;
Chambre d'accusation (dépôt sur le bureau)
Chambre d'accus. (suite). **I.** 222;
Chambre d'accus. (lecture) **I.** 222.
Chambre d'accus. pièces à conviction, apport **I.** 228.
- président p.
Chambre d'accus. (empêchement, remplacement) p.
Chambre d'accus. prévenu (mémoire) **I.** 217, 222;
Chambre d'accus. (mise en liberté) **I.** 229, 230, 239;
Chambre d'accus. (non-présence) **I.** 223.
Chambre d'accus. prise de corps, ordonnance (compétence) **I.** 232;
Chambre d'accus. (énonciations) **I.** 232;
Chambre d'accus. (exposé sommaire) **I.** 232;
Chambre d'accus. (insertion, arrêt, mise en accusation) **I.** 233;
Chambre d'accus. (instruction supplémentaire) **I.** 239.
Chambre d'accus. procureur général **I.** 217 s.;
Chambre d'accus. (action publique, exercice, injonction) **I.** 235;
Chambre d'accus. (assistance aux audiences) **I.** 222; p.
Chambre d'accus. (attributions) **I.** 234, 235, 241, 245, 248 s.;
Chambre d'accus. (audition, omission) **I.** 299;
Chambre d'accus. (délibération, non-présence) **I.** 224;
Chambre d'accus. (mise en état) **I.** 217;
Chambre d'accus. (rapport, audition) **I.** 218, 219; p.
Chambre d'accus. (rapport, délai) **I.** 217, 238;
Chambre d'accus. (réquisitions) **I.** 218, 220, 224, 231, 234, 248, 250.
Chambre d'accus. (renvoi à la cour d'assises) V. renvoi en cour d'assises; (renvoi à la cour de cassation) **I.** 220;
Chambre d'accus. (renvoi à la Haute Cour) **I.** 220;
Chambre d'accus. (renvoi en police correctionnelle) **I.** 230, 239;
Chambre d'accus. (renvoi en simple police) **I.** 230;
Chambre d'accus. (séance) **I.** 218;
Chambre d'accus. (témoin, non-présence) **I.** 223;
Chambre d'accus. (vacances) p.
Chambre d'accus. V. Contumace, Juge d'instruction-renvoi, Liberté provisoire, Réhabilitation.
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* arrêt **I.** 231 s., 239;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (action publique, limites) **I.** 271;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (avis au maire) **I.** 245.
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* cassation, pourvoi **I.** 296 s.;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (accusé) **I.** 296;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (déchéance) **I.** 296, 298;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (déclaration) **I.** 300;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (délai) **I.** 296, 298, 301;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (effet suspensif) **I.** 301;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (formes) **I.** 300;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (jugement, délai) **I.** 300;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (moyens) **I.** 299;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (procureur général) **I.** 298;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (qualité) **I.** 296, 298;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (renvoi devant une autre chambre d'accusation) **I.** 429, 432;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (transmission) **I.** 300, 301.
Chambre d'accusation-*renvoi en cour d'assises,* (dispositif) p.
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (lecture) **I.** 313.
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* nullité, demande **I.** 296 s.;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (avertissement) **I.** 296;
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* (avertissement, omission) **I.** 297. - V. cassation.
Chambre d'accusation - *renvoi en cour d'assises,* signification **I.** 242, 243, 465.
Chambre du conseil. V. Cour d'assises, Liberté provisoire.
Champs (vol dans les champs) **P.** 388. V. Maraudage, Récoltes.
Chant. V. Cri.
Chantage P. 400.
Charges. V. Chambre d'accusation.
Chasse (délit, constatation, gratification) p.
Chasse V. Permis.
Chef d'Etat étranger (offense) p.
Chef de l'Etat - attentat contre le che-de l'Etat **P.** 86 s.;
Chef de l'Etat (complot) **P.** 89;
Chef de l'Etat (résolution individuelle) **P.** 90.
Chef de l'Etat (attentat contre sa famille) **P.** 86;
Chef de l'Etat (offense) p.
Chemin de fer (police) p. er mars 1901; p.
Chemin public (dégradation ou détérioration) **P.** 497, n. 11;
Chemin public (enlèvement de gazons, terres ou pierres) **P.** 479, n. 12;
Chemin public (largeur, usurpation) **P.** 479, n. 11. - V. Vol.
Cheminée, four ou usine - entretien, réparation ou nettoyage, défaut **P.** 471, n. 1;
Cheminée, four ou usine - entretien, (incendie) **P.** 458.
Chevaux (destruction volontaire) **P.** 453, 455;
Chevaux (empoisonnement) **P.** 452, 455;
Chevaux (vol dans les champs) **P.** 388. -V. Animaux de trait, Courses.
Chiens (excitation contre les passants) **P.** 475, n. 7.
Chose jugée. V. Cassation, Cour d'assises, Faux, Renvoi.
Chose publique. V. Crimes.
Circonstances aggravantes. V. Jury-questions.
Circonstances atténuantes P. 463;

Circonstances atténuantes (amende substituée à l'emprisonnement, maximum) **P.** 463;
Circonstances atténuantes (matière correctionnelle) **P.** 463;
Circonstances atténuantes (matière criminelle) **P.** 463;
Circonstances atténuantes (matière de simple police) **P.** 483;
Circonstances atténuantes (peine, sursis) p.
Circonstances atténuantes (récidive, matière correctionnelle) **P.** 463. - V. Jury-questions.
Circulation. V. Voitures.
Citation. V. Cassation, Témoin, Tribunal correctionnel, Tribunal de simple police.
Citation directe (partie civile) **I.** 64, 182 s.
Citoyen chargé d'un service ou mandat public (diffamation) p.
Citoyen chargé d'un service ou mandat public (injure) L. 1881, a. 33;
Citoyen chargé d'un service ou mandat public (outrage) **P.** 224;
Citoyen chargé d'un service ou mandat public (violences) **P.** 230 s.
Clameur publique. V. Flagrant délit, Secours.
Clefs (altération ou contrefacon) **P.** 399.
Clefs fausses clefs (caractères) **P.** 398. - V. Vol.
Clôture (bris) **P.** 456.
Club p.
Coalition (coalition commerciale) **P.** 419, 420;
Coalition (coalition d'ouvriers) **P.** 414 s. ancien texte. V. Syndicat professionnel;
Coalition (coalition industrielle) **P.** 414 s., ancien texte,
Coalition coalition de fonctionnaires **P.** 123 s.;
Coalition (attentat à la sûreté de l'Etat) **P.** 125;
Coalition (démission collective) **P.** 126;
Coalition (désobéissance au Gouvernement) **P.** 124;
Coalition (forfaiture) **P.** 126;
Coalition (mesures contre l'exécution des lois) **P.** 124;
Coalition (mesures illégales) **P.** 123.
Colonie p.
Colonie V. Libération conditionnelle, Relégation, Sursis.
Colportage. V. Presse.
Comestibles. V. Substances alimentaires.
Commandant. V. Force publique.
Commandement. V. Contrainte par corps.
Commandement militaire (incompatibilité, commerce, délit) **P.** 176.
Commandement militaire V. Troupe.
Commerce (liberté, atteinte) **P.** 419, 420;
Commerce (règlement, infraction) **P.** 413.
Commerce V. Fonctionnaire.
Commissaire de police I. 11 s.;
Commissaire de police (compétence territoriale) **I.** 12, 13;
(contravention, attributions) **I.** 11;
Commissaire de police (empêchement) **I.** 13, 14;
Commissaire de police (officier de police judiciaire, attributions) **I.** 9, 11 s.;
Commissaire de police (police judiciaire) **I.** 9, 50 s.;
Commissaire de police (procès-verbal) **I.** 11.
Commissaire général de police (police judiciaire) **I.** 9, 48, 49.
Commissaire spécial de police (compétence territoriale) p.
Commission. V. Juré.
Commission rogatoire. V. Cour d'assises, Juge d'instruction, Procureur de la République, Revision.
Communication (interdiction de communiquer) **I.** 613; p. 73, L. 8 déc. 1897, a. 8; p.
Communication - V. Renvoi.
Comparution. V. Contumace, Cour d'assises, Juge d'instruction. Tribunal correctionnel, Tribunal de simple police.
Compétence. V. Action civile, Chambre d'accusation, Contravention, Crime, Délit, Presse, Tribunal correctionnel.
Complicité P. 59 s.;
Complicité (caractères) **P.** 60;
Complicité (contravention) **P.** 479, n. 8;
Complicité (crime) **P.** 59 s.;
Complicité (délit) **P.** 59, 60, 62;
Complicité (peines) **P.** 59, 61 s.
Complicité V. Adultère, Association, Attentat à la pudeur, Banqueroute, Cassation-pourvoi, Corruption de fonctionnaires, Détention arbitraire, Evasion, Infanticide, Recel.
Complot. V. Chef de l'Etat, Gouvernement, Sûreté intérieure.
Comptable public (concussion) **P.** 174;
Comptable public (soustraction ou détournement de deniers, effets publics ou titres) **P.** 169 s.
Compte rendu. V. Diffamation, Divorce.
Concours public. V. Examen public.
Concubine. V. Adultère.
Concussion P. 174;
Concussion (tentative) **P.** 174,
Condamnation civile. V. Prescription.
Condition. V. Menaces.
Conduite. V. Animaux, Bestiaux, Voitures.
Confiance. V. Abus.
Confiscation (confiscation générale) **P.** 37 s.;
Confiscation (confiscation spéciale) **I.** 11, 364. - V. Abandon d'instruments, d'armes ou de machines, Contravention de simple police, Contrefaçon littéraire et artistique, Corruption de fonctionnaire, Crime, Délit.
Conflit (magistrat, forfaiture) **P.** 127, 128.
Conflit de juridictions. V. Règlement de juges.
Confrontation. V. Cour d'assises-témoin, Juge d'instruction, Revision.
Conjoint. V. Meurtre, Vol.
Connexité (caractères) **I.** 227; (chambre d'accusation, arrêt) **I.** 226.
Connivence. V. Evasion.
Conseil. V. Défenseur.
Conseil d'Etat (membre, crime ou délit) **P.** 121.
Conseil de famille (délibération, interdiction) V. Interdiction de droits.
Conseil de guerre (jugements, revision) p.
Conseil judiciaire. V. Juré.
Consistoire (président)V. Privilège.
Constitution (attentat) **P.** 114 s.;
Constitution (crime ou delit) **P.** 109 s.
Contrainte. V. Liberté provisoire.
Contrainte par corps p.
Contrainte par corps (aliments, consignation) L. 1867, a. 6 s.;
Contrainte par corps (amende) **P.** 52, 53, 467; L. 1867, a. 3;
Contrainte par corps (caution) L. 1867, a. 11;
Contrainte par corps (commandement) L. 1867, a. 3 s.;
Contrainte par corps (conjoints) L. 1867, a. 16;
Contrainte par corps (dommages-intérêts) **P.** 52, 469; L. 1867, a. 3 s.;

Contrainte par corps (durée) L. 1867, a. 9;
Contrainte par corps (élargissement) L. 1867, a. 6 s., 12;
Contrainte par corps (frais et dépens) **P.** 52, 53, 469; L. 1867, a. 3 s., 18; p.
Contrainte par corps (insolvabilité) **P.** 53, 467, 469; L. 1867, a. 10;
Contrainte par corps (matière criminelle ou correctionnelle) **P.** 52, 53; L. 1867, a. 2 s.;
Contrainte par corps (matière de simple police) **P.** 467, 469; L. 1867, a. 2 s.;
Contrainte par corps (mineur de seize ans) L. 1867, a. 13;
Contrainte par corps (parent ou allié) L. 1867, a. 15;
Contrainte par corps (recommandation) L. 1867, a. 3 s.;
Contrainte par corps (restitution) **P.** 52, 469; L. 1867, a. 3 s.;
(sexagénaire) L. 1867, a. 14;
Contrainte par corps (suppression en matière commerciale, civile et contre les étrangers) L. 1867, a. 1; (sursis) L. 1867, a. 17.
Contrainte par corps V. Cour d'assises-témoin, Pêche fluviale Réhabilitation.
Contravention de simple police **I.** 137 s.; **P.** 464 s.;
Contravention de simple (action publique, exercice) **I.** 21.
Contravention de simple amende **P.** 464;
Contravention de simple (maximum) **I.** 137; **P.** 466;
Contravention de simple (minimum) **P.** 466.
Contravention de simple (caractères) **I.** 137;
Contravention de simple (compétence) **I.** 138 s., 172, 192.
Contravention de simple confiscation **I.** 137; **P.** 464;
Contravention de simple (cas) **P.** 472, 477, 481;
Contravention de simple (choses saisies en contravention) **P.** 470;
Contravention de simple (confiscation spéciale) **P.** 464;
Contravention de simple (instruments de la contravention) **P.** 470;
Contravention de simple (produits de la contravention) **P.** 470.
Contravention de simple (constatation) **I.** 11 s., 16, 154;
Contravention de simple (cour d'appel, compétence) **I.** 213;
Contravention de simple (définition) **P.** 1;
Contravention de simple (dénonciation) **I.** 11.
Contravention de simple emprisonnement **I.** 464;
Contravention de simple (cas) **P.** 473, 474, 476, 480;
Contravention de simple (jour, nombre d'heures) **P.** 465;
Contravention de simple (maximum) **I.** 137; **P.** 465;
Contravention de simple (minimum) **P.** 465;
Contravention de simple (récidive) **P.** 474, 478, 482.
Contravention de simple peines **P.** 1, 464 s.;
Contravention de simple (maximum) **I.** 137; P.465, 466;
Contravention de simple (minimum) **P.** 465, 466.
Contravention de simple (pièces, transmission) **I.** 15, 20;
Contravention de simple (plainte) **I.** 11.
Contravention de simple première classe **P.** 471 s.;
Contravention de simple (amende) **P.** 471;
Contravention de simple (confiscation) **P.** 472;
Contravention de simple (emprisonnement) **P.** 473, 474;
Contravention de simple (peines) **P.** 471 s.;
Contravention de simple (récidive, emprisonnement) **P.** 474.
Contravention de simple preuve **I.** 154, 176;
Contravention de simple (ecrite) **I.** 154;
Contravention de simple (testimoniale) **I.** 154, 176.
Contravention de simple (procès-verbal) **I.** 154;
Contravention de simple (qualification, procureur général, attributions) **I.** 250;
Contravention de simple (récidive, caractères) **P.** 483;
Contravention de simple (récidive, peines) **P.** 474, 478, 483;
Contravention de simple (saisie, valeur) **I.** 137.
Contravention de simple seconde classe **P.** 475 s.;
Contravention de simple (amende) **P.** 475;
Contravention de simple (confiscation) **P.** 477;
Contravention de simple (emprisonnement) **P.** 476, 478;
Contravention de simple (peines) **P.** 475 s.;
Contravention de simple (récidive, emprisonnement) **P.** 478.
Contravention de simple tribunal correctionnel (competence) **I.** 192;
Contravention de simple (dernier ressort) **I.** 192;
Contravention de simple (dessaisissement) **I.** 193.
Contravention de simple troisième classe **P.** 479 s.;
Contravention de simple (amende) **P.** 479;
Contravention de simple (confiscation) **P.** 481;
Contravention de simple (emprisonnement) **P.** 480, 482;
Contravention de simple (peines) **P.** 479 s.;
Contravention de simple (récidive, emprisonnement) **P.** 482.
Contrefaçon P. 139 s.;
Contrefaçon (tentative) **P.** 142.
Contrefaçon V. Billet de banque, Clefs, Fausse monnaie, Souveraineté.
Contrefaçon litteraire ou artistique **P.** 425 s.;
Contrefaçon litteraire (caractères) **P.** 425,
Contrefaçon litteraire (confiscation) **P.** 427 s;
Contrefaçon litteraire (importation) **P.** 426, 427;
Contrefaçon litteraire (instruments de musique mécaniques) p.
Contrefaçon litteraire (livres de prières) p.
Contrefaçon litteraire (ouvrages étrangers) p.
Contrefaçon litteraire (peines) **P.** 427;
Contrefaçon litteraire (representation théâtrale) **P.** 428;
Contrefaçon litteraire (vente) **P.** 426, 427.
Contributions indirectes (appel, procédure) p.
Contributions indirectes (inscription de faux) p. er germ. an XIII, a. 40 s.;
Contributions indirectes (pays limitrophe, contravention) p.
Contumace I. 244, 465 s.;
Contumace (absence du territoire) **I.** 468;
Contumace (avoué) **I.** 468;
Contumace (chambre d'accusation, arrêt, lecture) **I.** 470;
Contumace (coaccusés presents, instruction) **I.** 474.
Contumace comparution **I.** 476 s.;
Contumace (acquittement) **I.** 478;
Contumace (coaccusés, réponses) **I.** 477;
Contumace (délai) **I.** 465;
Contumace (effets) **I.** 476;
Contumace (pièces, lecture) **I.** 477;
Contumace (procédure antérieure, annulation) **I.** 476;

Contumace (procédure ordinaire, application) **I.** 476;
Contumace (temoin) **I.** 477.
Contumace condamnation **I.** 471 s;
Contumace (exécution par effigie) **I.** 472; **P.** 28;
Contumace (publicité) **I.** 472.
Contumace (défenseur) **I.** 468;
Contumace (effets) **I.** 465, 471;
Contumace (excuse) **I.** 468, 469;
Contumace (frais) **I.** 478;
Contumace (greffier, amende) **I.** 474;
Contumace (instruction, régularité) **I.** 470.
Contumace jugement **I.** 467 s.;
Contumace (arrêt) **I.** 470 s.;
Contumace (cassation, pourvoi, qualite) **I.** 473;
Contumace (délai) **I.** 467;
Contumace (représentation en justice) **I.** 468;
Contumace (sursis) **I.** 469.
Contumace (jurés) **I.** 470;
Contumace (ministère public, conclusions) **I.** 470;
Contumace (mort civile) **I.** 476.
Contumace ordonnance de prise de corps **I.** 465;
Contumace (procédure postérieure) **I.** 476.
Contumace ordonnance de se représenter **I.** 465 s.;
Contumace (énonciations) **I.** 465;
Contumace (notification) **I.** 470;
Contumace (procédure postérieure) **I.** 476;
Contumace (publication) **I.** 466.
Contumace (pièces, lecture) **I.** 470;
Contumace (pièces à conviction) **I.** 474;
Contumace (secours à la famille) **I.** 475;
Contumace (séquestre) **I.** 465, 469, 471, 475.
- **Contumace** - V. Juré, Prescription des peines, Réhabilitation.
Corps constitué (diffamation) p.
Corps constitué (injure) L. 1881, a. 33.
Corps dur. V. Jet.
Correspondance (avec les sujets d'une puissance ennemie) **P.** 78.
Correspondance V. Ministre du culte.
Corrosif P. 443.
Corruption. V. Evasion, Médecin.
Corruption de fonctionnaire P. 177 s.;
Corruption de fonctionnaire (agent public) **P.** 177 s.;
Corruption de fonctionnaire (arbitre) **P.** 177;
Corruption de fonctionnaire (caractères) **P.** 177;
Corruption de fonctionnaire (confiscation) **P.** 180;
Corruption de fonctionnaire (corrupteur, peines) p.
Corruption de fonctionnaire (crime connexe) **P.** 178;
Corruption de fonctionnaire (dons) **P.** 177;
Corruption de fonctionnaire (expert) **P.** 177;
Corruption de fonctionnaire (fonctionnaire administratif) **P.** 177;
Corruption de fonctionnaire (juré) **P.** 181, 182.
Corruption de fonctionnaire magistrat **P.** 177 s.;
Corruption de fonctionnaire (inimitié) **P.** 183;
Corruption de fonctionnaire (matière criminelle) **P.** 181, 182;
Corruption de fonctionnaire (partialité) **P.** 183.
Corruption de fonctionnaire (mandat électif) **P.** 177;
Corruption de fonctionnaire (offres) **P.** 177;
Corruption de fonctionnaire (peines) **P.** 177 s.;
Corruption de fonctionnaire (promesse) **P.** 177;
Corruption de fonctionnaire (tentative) **P.** 179.
Corruption de mineur P. 334, 335.
Costume (port illégal ou usurpation) **P.** 259.
Costume V. Vol. - V. Insurrection.
Coupe de bois (vol) **P.** 388.
Coups et blessures P. 309 s.;
Coups et blessures (causes justificatives) **P.** 327 s.
Coups et blessures escalade ou effraction (jour, excuse légale) **P.** 322;
Coups et blessures (nuit, fait justificatif) **P.** 322, 329.
Coups et blessures (excuse légale) **P.** 321, 323, 326;
Coups et blessures (légitime défense) **P.** 328, 329;
Coups et blessures (ordre de la loi ou de l'autorité) **P.** 327;
Coups et blessures (provocation) **P.** 321.
Coups et blessures V. Ministre du culte.
Coups et blessures involontaires P. 320.
Coups et blessures volontaires P. 309 s.;
Coups et blessures volontaires (amputation) **P.** 309, 310, 312;
Coups et blessures volontaires (ascendant, coups et blessures) **P.** 312;
Coups et blessures volontaires (cécité) **P.** 309, 310, 312;
Coups et blessures volontaires (coups et blessures simples) **P.** 311;
Coups et blessures volontaires (guetapens) **P.** 310, 311, 312;
Coups et blessures volontaires (infirmité permanente) **P.** 309, 310, 312;
Coups et blessures volontaires (interdiction de séjour) **P.** 315;
Coups et blessures volontaires (maladie ou incapacité de travail de plus de vingt jours) **P.** 309, 310, 312;
Coups et blessures volontaires (membre, usage, privation) **P.** 309, 310, 312;
Coups et blessures volontaires (mineur de quinze ans, coups et blessures) **P.** 312;
Coups et blessures volontaires (mort) **P.** 309, 310, 312;
Coups et blessures volontaires (mutilation, **P.** 309, 312;
Coups et blessures volontaires (oeil, perte) **P.** 309, 310, 312;
Coups et blessures volontaires (pillage) **P.** 313;
Coups et blessures volontaires (préméditation) **P.** 310, 311, 312;
Coups et blessures volontaires (rébellion) **P.** 313;
Coups et blessures volontaires (réunion séditieuse) **P.** 313.
Cour (diffamation) p.
Cour L. 29 juill. 1881, a. 30; (injure) L. 1881, a. 33,
Cour d'appel (action publique, exercice, injonction) p.
Cour d'appel L. 20 avr. 1810, a. 11;
Cour d'appel (audience) V. Infraction d'audience; (membre, crime ou délit) V. Privilège.
Cour d'appel V. Appel correctionnel, Chambre d'accusation, Liberté provisoire,
Cour d'assises I. 251 s.

Cour d' accusation (exposé) **I.** 315;
Cour d'assises (moyens, exposé) **I.** 335;
Cour d'assises (qualification légale des faits) **I.** 232.
Cour accusé (absolution) I, 364. V. cassation;
Cour accusé (audition) **I.** 335
Cour accusé (avertissement) **I.** 313, 314, 371.
Cour accusé, comparution (formes) **I.** 310;
Cour accusé, comparution (refus) p.
Cour accusé, comparution L. 9 sept. 1835, p.
Cour accusé, comparution (sommation) p.
Cour accusé, comparution L. 9 sept. 1835, a. 8; (tardive) **I.** 261.
Cour accusé (conduite forcée à l'audience) p.
Cour accusé L. 9 sept. 1835, a. 9; (culpabilité, déclaration) **I.** 362;
Cour accusé (débats, communication) **I.** 327;
Cour accusé (défense) **I.** 335;
Cour accusé (état civil, constatation) **I.** 310;
Cour accusé (exhortation du président) **I.** 371;
Cour accusé (expulsion) p.
Cour accusé L. 9 sept, 1835, a. 10; (identité, constatation) **I.** 310;
Cour accusé (interpellation) **I.** 319, 329, 363;
Cour accusé (interrogatoire préalable) **I.** 266, 293; p.
Cour accusé **D.** 6 juill. 1806, a. 91; (interrogatoire sépare) **I.** 327;
Cour accusé (langue étrangère) **I.** 332;
Cour accusé (non-comparution, débats, communication) p.
Cour accusé L. 9 sept. 1835, a. 9; (questions à l'accusé) **I.** 319;
Cour accusé (rébellion, peines) p.
Cour accusé L. 9 sept. 1835, a. 11;
Cour accusé (rentrée dans la salle) **I.** 357;
Cour accusé (réponses) **I.** 328, 372;
Cour accusé (sortie de la salle) **I.** 327, 341;
Cour accusé (surdimutité) **I.** 333;
Cour accusé (transfèrement à la maison de justice) **I.** 292, 293. - V. absolution, acquittement, condamné.
Cour acquittement (cassation, pourvoi, partie civile) **I.** 412;
Cour acquittement (chose jugée) **I.** 360;
Cour acquittement (compétence) **I.** 358;
Cour acquittement (dommages-intérêts, demande) **I.** 358, 359;
Cour acquittement (faits nouveaux) **I.** 361;
Cour acquittement (mandat de comparution, d'amener ou d'arrêt) **I.** 361;
Cour acquittement (mise en liberté) **I.** 358;
Cour acquittement (ordonnance, président) **I.** 358. - V. cassation.
Cour Algérie, p.
Cour arrêt (écriture) **I.** 369;
Cour arrêt (exécution) V. condamnation;
Cour arrêt (exécution, sursis) **I.** 373;
Cour arrêt (lecture) **I.** 369;
Cour arrêt (minute, dépôt au greffe) **I.** 380;
Cour arrêt (minute, signature) **I.** 370;
Cour arrêt (prononciation) **I.** 273, 369;
Cour arrêt (publicité) p.
Cour arrêt L. 20 avr. 1810, a. 7; (recours) **I.** 262. V. cassation.
Cour arrêt incident **I.** 276 s.; (cassation, pourvoi) **I.** 278;
Cour arrêt incident (signature) **I.** 277.
Cour assesseurs (conseillers) **I.** 252;
Cour assesseurs (conseiller, preséance) p.
Cour assesseurs D. 6 juill. 1810, a. 97.
Cour assesseurs, désignation **I.** 252; (époque) p.
Cour assesseurs L. 20 avr. 1810, a. 16; D. 6 juill. 1810, a. 82; (publication) **I.** 252; p.
Cour assesseurs (qualité) **I.** 252; p.
Cour assesseurs L. 20 avr. 1810, a. 16; D. 6 juill. 1810, a. 82.
Cour assesseurs (empêchement, remplacement) **I.** 252, 264;
Cour assesseurs (incompatibilité) **I.** 257;
Cour assesseurs (juges) **I.** 252;
Cour assesseurs (nombre) **I.** 252;
Cour assesseurs (président du tribunal) **I.** 252;
Cour assesseurs (qualite) **I.** 252.
Cour (assesseurs supplémentaires) **I.** 252; p.
Cour (attributions) **I.** 266 s.;
Cour (audience) V. Infraction d'audience;
Cour (avocat général) **I.** 253.
Cour cassation, pourvoi **I.** 262;
Cour (delai et faculté, avertissement) **I.** 371.
Cour V. arrêt incident. V. aussi Cassation - *pourvoi en matière criminelle.*
Cour (chambre civile, réunion) p.
Cour (chambre du conseil) **I.** 369;
Cour (chose jugée) **I.** 360;
Cour (compétence) **I.** 231, 239; p.
Cour (composition) **I.** 252 s.
Cour condamnation. V. Cassation.
Cour condamnation, exécution (délai) **I.** 375;
Cour condamnation, exécution (faits nouveaux) **I.** 379;
Cour condamnation, exécution (force publique) **I.** 376;
Cour condamnation, exécution (procès-verbal) **I.** 378;
Cour condamnation, exécution (procureur général) **I.** 376;
Cour condamnation, exécution (sursis) **I.** 373, 379.
Cour (condamné, déclaration) **I.** 377;
Cour (conseil) V. défenseur;
Cour (cour d'appel, installation) p.
Cour D. 6 juill. 1810, a. 83 s. **Cour** débats (clôture) **I.** 335
Cour débats (communication) V. accusé;
Cour débats (interruption) **I.** 328, 353;
Cour débats (ordre, fixation) **I.** 267, 334, 335;
Cour débats (ouverture) **I.** 272, 405;
Cour débats (président, attributions) **I.** 267, 269, 270;
Cour débats (prolongation inutile) **I.** 270;
Cour débats (suspension) **I.** 353.
Cour d'assises défenseur **I.** 294 s.;
Cour d'assises (ami) **I.** 295;
Cour d'assises (avocat) **I.** 295;

Cour d'assises (avoué) **I.** 295;
Cour d'assises (choix) **I.** 294;
Cour d'assises (communication avec l'accusé) **I.** 302;
Cour d'assises (communication de pièces) **I.** 302;
Cour d'assises (copie de pièces) **I.** 305; p.
Cour d'assises (désignation, constatation) **I.** 296;
Cour d'assises (désignation d'office) **I.** 294;
Cour d'assises (devoirs, président, avertissement) **I.** 311;
Cour d'assises (parent) **I.** 295;
Cour d'assises (plaidoirie) **I.** 335;
Cour d'assises (qualité) **I.** 295.
Cour d'assises délibération **I.** 369.
Cour d'assises dénonciateur (audition) **I.** 323;
Cour d'assises (dommages-interêts, condamnation) **I.** 358, 359;
Cour d'assises (nom, communication) **I.** 358;
Cour d'assises (récompense pécuniaire) **I.** 322;
Cour d'assises (reproche) **I.** 322.
Cour d'assises (département) **I.** 251;
Cour d'assises (disjonction de poursuites) **I.** 308;
Cour d'assises (dommages-intérêts, compétence) **I.** 358, 359;
Cour d'assises (dommages-intérêts, liquidation) **I.** 366;
Cour d'assises (examen) **I.** 310 s.;
Cour d'assises (examen, interruption) **I.** 353;
Cour d'assises (excuse légale) **I.** 367;
Cour d'assises (exécution) **I.** 375 s. V. condamnation;
Cour d'assises (exposé) V. accusation;
Cour d'assises (exposé de l'affaire, président) **I.** 267;
Cour d'assises (faits nouveaux) V. acquittement, condamnation;
Cour d'assises (fonctions personnelles) **I.** 267 s.;
Cour d'assises (formalités, observation) **I.** 372;
Cour d'assises (formation) **I.** 251 s.;
Cour d'assises (frais et dépens) **I.** 368;
Cour d'assises (greffier) **I.** 253;
Cour d'assises (greffier, amende) **I.** 372, 378;
Cour d'assises (incompatibilité) **I.** 257;
Cour d'assises (instruction, présidence) **I.** 267;
Cour d'assises (instruction complémentaire) **I.** 303, 304.
Cour d'assises interprète (âge) **I.** 332;
Cour d'assises (incompatibilité) **I.** 332;
Cour d'assises (nomination) **I.** 332, 334;
Cour d'assises (récusation) **I.** 332;
Cour d'assises (serment) **I.** 332.
Cour d'assises (jugement) **I.** 357 s.;
Cour d'assises (loi pénale, lecture) **I.** 369;
Cour d'assises (ministère public, qualité) **I.** 253;
Cour d'assises (mise en accusation, défaut, ministère public, forfaiture) **P.** 122;
Cour d'assises (nullité) V. Chambre d'accusation- *renvoi.*
Cour d'assises partie civile (audition) **I.** 335;
Cour d'assises (conseil, audition) **I.** 335;
Cour d'assises (dommages-intérêts, condamnation) **I.** 358, 359.
Cour d'assises partie civile, dommages-intérêts, demande **I.** 358, 359, 362;
Cour d'assises (accuse, observations) **I.** 363;
Cour d'assises (compétence) **I.** 358, 359.
Cour d'assises peines, application **I.** 362 s.;
Cour d'assises (accusé, observations) **I.** 363;
Cour d'assises (competence) **I.** 365;
Cour d'assises (défenseur, plaidoirie) **I.** 363;
Cour d'assises (non-cumul) **I.** 365;
Cour d'assises (procureur général, réquisition) **I.** 273, 362.
Cour d'assises pièces (pièces nouvelles, apport) **I.** 269;
Cour d'assises (remise au jury) **I.** 341;
Cour d'assises (transmission au greffe) **I.** 291 s. - V. défenseur.
Cour d'assises pièces à conviction (représentation) **I.** 329;
Cour d'assises (transmission au greffe) **I.** 291 s.
Cour d'assises (plaidoiries, ordre) **I.** 335;
Cour d'assises (police de l'audience) **I.** 267.
Cour d'assises président (conseiller) **I.** 252;
Cour d'assises (cours d'assises multiples) p.
Cour d'assises président, designation **I.** 252; p.
Cour d'assises D. 6 juill. 1810, a. 79, 80, 88;
Cour d'assises (époque) p.
Cour d'assises D. 6 juill. 1810, a. 80;
Cour d'assises (publication) **I.** 252; p.
Cour d'assises (qualité) **I.** 252; p.
Cour d'assises président (empêchement, remplacement) **I.** 263; p.
Cour d'assises (fonctions) **I.** 266 s.;
Cour d'assises (fonctions, délégation) **I.** 266, 293;
Cour d'assises (garde d'honneur) p.
Cour d'assises (incompatibilité) **I.** 257;
Cour d'assises (logement) p.
Cour d'assises (pouvoir discrétionnaire) **I.** 268 s.;
Cour d'assises (premier président) p.
Cour d'assises (qualité) **I.** 252;
Cour d'assises (résume) **I.** 336;
Cour d'assises (session extraordinaire) p.
Cour d'assises (procédure) **I.** 291 s.;
Cour d'assises (procès-verbal) 372;
Cour d'assises (procès-verbaux, remise au jury) **I.** 341;
Cour d'assises (procureur de la République) **I.** 253.
Cour d'assises procureur général **I.** 253;
Cour d'assises (actes préliminaires) **I.** 272;
Cour d'assises (action publique, exercice, limite) **I.** 271;
Cour d'assises (assistance aux débats) **I.** 273;
Cour d'assises (attributions) **I.** 271 s., 291, 298, 300, 305 s., 315, 318 s., 354 s., 361 s., 373 s.;
Cour d'assises (conclusions) **I.** 335;
Cour d'assises (délégation de fonctions) **I.** 265;
Cour d'assises (logement) p.
Cour d'assises (pièces, réception) **I.** 272;

Cour d'assises (requisitions) **I.** 276 s.;
Cour d'assises (réquisitoire) **I.** 335.
Cour d'assises questions. V. Jury.
Cour d'assises renvoi à une autre session **I.** 406;
Cour d'assises (culpabilité, erreur) **I.** 352;
Cour d'assises (faux témoignage) **I.** 331;
Cour d'assises (liberté provisoire) p.
Cour d'assises (président) **I.** 306;
Cour d'assises (procedure) **I.** 406. - V. témoin.
Cour d'assises (réplique) **I.** 335;
Cour d'assises (restitution, compétence) **I.** 359;
Cour d'assises (séance, local) p.
Cour d'assises (sections) p.
Cour d'assises sessions **I.** 259 s.;
Cour d'assises (clôture) **I.** 260;
Cour d'assises (ouverture, débats) **I.** 272;
Cour d'assises (ouverture, jour) **I.** 280; p.
Cour d'assises (sessions extraordinaires) **I.** 259;
Cour d'assises (sessions trimestrielles) **I.** 259; p.
Cour d'assises (siège) **I.** 258, 393; p.
Cour d'assises D. 6 juill. 1810, a. 90;
Cour d'assises (substitut) **I.** 253;
Cour d'assises (substitut du procureur général) **I.** 253.
Cour d'assises V. Acte d'accusation, Cassation- *pourvoien matière criminelle,* Chambre d'accusation, Juré, Jury, Liberté provisoire, Presse.
Cour d'assises - *témoin* **I.** 315 s.;
Cour d'assises (accusé, connaissance) **I.** 317;
Cour d'assises (âge) **I.** 317;
Cour d'assises (arrestation) **I.** 330.
Cour d'assises audition **I.** 315 s.;
Cour d'assises (opposition) **I.** 315;
Cour d'assises (ordre) **I.** 317, 321;
Cour d'assises (séparée) **I.** 317.
Cour d'assises audition à titre de renseignements **I.** 269;
Cour d'assises (président, pouvoir discrétionnaire) **I.** 269, 315;
Cour d'assises (serment) **I.** 269.
Cour d'assises chambre **I.** 316.
Cour d'assises comparution, défaut (amende) **I.** 80, 355;
Cour d'assises (condamnation, opposition) **I.** 355, 356;
Cour d'assises (contrainte par corps) **I.** 355;
(frais et dépens) **I.** 355, 356;
Cour d'assises (renvoi à une autre session) **I.** 354 s.
Cour d'assises (conférences) **I.** 316;
Cour d'assises (confrontation) **I.** 326;
Cour d'assises (conjoint, reproche) **I.** 322;
Cour d'assises (demeure) **I.** 317.
Cour d'assises déposition **I.** 317 s.;
Cour d'assises (accusé, reponse) **I.** 319;
Cour d'assises (déposition écrite antérieure) **I.** 324;
Cour d'assises (déposition orale) **I.** 317;
Cour d'assises (discussion) **I.** 319;
Cour d'assises (note prise) **I.** 328;
Cour d'assises (procès-verbal) **I.** 372;
Cour d'assises (refus, amende) **I.** 80, 355, 356;
Cour d'assises (variations) **I.** 318, 372.
Cour d'assises état civil **I.** 317.
Cour d'assises faux témoignage **I.** 330;
Cour d'assises (procédure) **I.** 330;
Cour d'assises (renvoi à une autre session) **I.** 331.
Cour d'assises (interpellation aux témoins) **I.** 317, 319;
Cour d'assises (interpellations réciproques) **I.** 325;
Cour d'assises (interruption) **I.** 319;
Cour d'assises (langue étrangère) **I.** 332.
Cour d'assises liste **I.** 315, 324;
Cour d'assises (lecture) **I.** 315;
Cour d'assises (notification) **I.** 315.
Cour d'assises (mandat d'amener) **I.** 269;
Cour d'assises (moralité, discussion) **I.** 319;
Cour d'assises (nom) **I.** 317;
Cour d'assises (notification) **I.** 315;
Cour d'assises (parenté ou alliance) **I.** 317, 322;
Cour d'assises (prénom) **I.** 317;
Cour d'assises (profession) **I.** 317;
Cour d'assises (questions aux témoins) **I.** 319;
Cour d'assises (reproches) **I.** 322;
Cour d'assises (séjour dans la salle) **I.** 320;
Cour d'assises (serment) **I.** 317;
Cour d'assises (serment, prestation, refus, amende) **I.** 80, 355, 356;
Cour d'assises (service domestique) **I.** 317;
Cour d'assises (surdi-mutité) **I.** 333.
Cour d'assises témoin à charge **I.** 315, 324.
Cour d'assises témoin à decharge **I.** 315, 321, 324;
Cour d'assises (citation, frais) **I.** 321;
Cour d'assises (citation, qualité) **I.** 321;
Cour d'assises (indemnité) **I.** 321.
Cour d'assises témoin de moralité **I.** 321.
Cour d'assises témoin nouveau (audition, commission rogatoire) **I.** 303;
Cour d'assises (citation) **I.** 304;
Cour d'assises (non-comparution, peine) **I.** 304.
Cour de cassation. V. Cassation, Chambre d'accusation, Privilège, Renvoi d'un tribunal, Revision.
Cour des comptes. V. Privilège.
Cour spéciale I. 553 à 599.
Courses de chevaux (pari) p.
Courtier (banqueroute) **P.** 404;
Courtier (faillite) **P.** 404.
Crédit imaginaire P. 405.
Cri ou chant séditieux p.
Crime P. 75 s.;

Crime (amende) **P.** 11.
Crime apologie, p.
Crime (compétence) p.
Crime (compétence) **I.** 231, 239;
Crime (confiscation) **P.** 11.
Crime crimes est délits (contre la chose publique) **P.** 75 s.; p.
Crime (contre la paix publique) **P.** 132 s.;
Crime (contre les particuliers) **P.** 295 s.;
Crime (contre les personnes) **P.** 295 s.; p.
Crime (contre les propriétés) **P.** 379 s.
Crime (crime politique) V. Peine capitale, Relégation; (définition) **I.** I;
Crime (peines afflictives ou infamantes) **P.** 1.
Crime V. Amende criminelle, Récidive, Tentative.
Criminalité (causes destructives) **P.** 64, 328.
Critique. V. Ministre du culte.
Culte (séparation des Eglises et de l'Etat) p. **P.**
Cumul des peines I. 365.
Cu rateur (fonctions, interdiction) **P.** 9, 42, 43.

D

Débats judiciaires (compte rendu, immunité) p.
Débauche. V. Excitation, Prostitution.
Débit de boissons p.
Décès. V. Action civile, Action publique, Coups-mort, Homicide, Revision.
Décharge (abus de confiance) **P.** 408;
Décharge (destruction) **P.** 439. - V. Mineur.
Décoration honorifique (décoration étrangère) p.
Décoration honorifique (port illégal ou usurpation) **P.** 259; p.
Défense. V. Appel correctionnel, Cour d'assises, Légitime défense.
Défenseur. V. Contumace, Cour d'assises, Juge d'instruction.
Dégel. V. Roulage.
Dégradation P. 434 s. - V. Chemin, Monument.
Dégradation civique P. 8;
Dégradation civique P. (durée, point de départ) **P.** 28;
Dégradation civique P. (peine accessoire) **P.** 28;
Dégradation civique P. (peine principale, emprisonnement accessoire) **P.** 35.
Délégation. V. Cour d'assises-président, Procureur de la République, Procureur général.
Délibération. V. Jury.
Délibération judiciaire (publication) p.
Délit I. 179 s.; (action publique, exercice) **I.** 274.
Délit amende **P.** 9, 11;
Délit (maximum, circonstances atténuantes) **P.** 463;
Délit (minimum) **I.** 179; **P.** 466.
Délit (caractères) **I.** 179;
Délit (compétence) **I.** 179, 201; p.
Délit (confiscation) **P.** 11;
Délit (constatation) **I.** 154;
Délit (définition) **P.** 1.
Délit emprisonnement **P.** 9;
Délit (jour, nombre d'heures) **P.** 40;
Délit (maximum) **P.** 40;
Délit (minimum) **I.** 179; **P.** 40;
Délit (récidive) **P.** 40, 57, 58.
Délit peines correctionnelles **P.** 1, 9.
Délit V. amende, confiscation, emprisonnement.
Délit preuve **I.** 154, 189, 211;
Délit (écrite) **I.** 154, 189, 211;
Délit (testimoniale) **I.** 154, 189, 211.
Délit procès - verbal (force probante) **I.** 154, 189, 211;
Délit (preuve contraire) **I.** 154, 189.
Délit qualification, procureur général **I.** 250.
Délit V. Crime, Dommage, Flagrant délit, Infractions connexes, Infraction d'audience, Récidive, Tentative.
Délit forestier I. 16 s.;
Délit forestier (action publique, exercice, qualité) **I.** 19, 182;
Délit forestier (appel, agent forestier) **I.** 202;
Délit forestier (appel, qualité) **I.** 202;
Délit forestier (citation) **I.** 182;
Délit forestier (compétence) **I.** 179;
Délit forestier (constatation) **I.** 16;
Délit forestier (contrainte par corps) p.
Délit forestier (pays limitrophe) p.
Délit forestier (tribunal correctionnel, exposé de l'affaire) **I.** 190.
Délit politique (flagrant délit) **I.** p.
Délit rural p.
Délit rural (action publique, prescription) p.
Délit rural (constatation) **I.** 16; p.
Délit rural (pays limitrophe) p.
Démence (criminalité, absence) **P.** 64. - V. Fou, Juré.
Démission. V. Fonctionnaire.
Démolition. V. Edifice.
Déni de justice P. 185.
Deniers publics. V. Comptable public.
Dénonciateur. V. Cour d'assises.
Dénonciation I. 29 s.;
Dénonciation (cas) **I.** 29, 30;
Dénonciation (copie) **I.** 31;
Dénonciation (dénonciation officielle) **I.** 29. V. Détention arbitraire;
Dénonciation (formes) **I.** 31;
Dénonciation (mandat d'amener) **I.** 40;
Dénonciation (obligation) **P.** 378;
Dénonciation (officier de police auxiliaire, réception) **I.** 48, 50;
Dénonciation (procuration)) **I.** 31;
Dénonciation (réception, qualité) **I.** 29, 30, 48, 50, 53, 54, 275;
Dénonciation (rédaction) **I.** 31;
Dénonciation (signature) **I.** 31;
Dénonciation (transmission au juge d'instruction) **I.** 47, 53, 54;
Dénonciation (transmission au parquet) **I.** 53. - V. Adultère, Association, Contravention de simple police, Cour d'assises, Fausse monnaie, Mine, Privilège de juridiction, Souveraineté, Sûreté intérieure, Sceau de l'Etat.
Dénonciation calomnieuse P. 373.

Denrées (baisse ou hausse, fraude) **P.** 419, 420.
Denrées V. Pillage, Substances.
Dentiste p.
Déplacement. V. Bornes.
Déportation P. 7;
Déportation (déportation dans une enceinte fortifiée) p.
Déportation (déportation simple) L. 8 juin 1850, a. 2; (évasion) p.
Déportation (exécution) **P.** 17;
Déportation (interdiction légale) p.
Déportation (lieu) **P.** 17; p.
Déportation (régime) **P.** 17; p.
Déportation (septuagénaire) **P.** 70 s.
Dépositaire de l'autorité publique (diffamation) p.
Dépositaire de l'autorité publique (injure) L. 1881, a. 33.
Dépositaire public (soustraction ou détournement) **P.** 169 s.
Dépositaire public - V. Comptable public, Dépôt public, Faux.
Dépôt. V. Imprimerie, Journal, Mendicite.
Dépôt public (destruction ou soustraction) **P.** 254 s.
Député ou sénateur
Député ou sénateur - crime ou délit, autorisation parlementaire p.
Député ou sénateur (défaut, magistrat, forfaiture) **P.** 121.
Député ou sénateur (diffamation) p.
Député ou sénateur (immunité) L. 1881, a. 41; (injure) L. 1881, a. 33.
Descendant. V. Vol.
Désistement. V. Partie civile.
Désobéissance. V. Ministre du culte.
Dessin. V. Presse.
Destruction P. 434 s.
Destruction V. Dépôt public, Gage, Incendie, Monument, Pièces, Registre, Saisie, Titres.
Détention. V. Evasion, Prison, Revision.
Détention (*peine criminelle*) **P.**
Détention (durée) **P.** 20;
Détention (exécution, lieu) **P.** 20;
Détention (régime) **P.** 20.
Détention arbitraire P. 114 s., 341 s.;
Détention arbitraire (avis) **I.** 615 s.;
Détention arbitraire (cessation) **I.** 616 s.;
Détention arbitraire (complicité) **I.** 616, 618;
Détention arbitraire (dénonciation officielle, refus) **P.** 119;
Détention arbitraire (dommages-intérêts) **P.** 117, 119;
Détention arbitraire (fonctionnaire public) **P.** 114;
Détention arbitraire (gardien de prison) **P.** 120;
Détention arbitraire (magistrat) **P.** 121, 122;
Détention arbitraire (magistrat, attributions) **I.** 616 s.;
Détention arbitraire (mesures prohibitives) **I.** 615 s.;
Détention arbitraire (ministre) **P.** 115;
Détention arbitraire (ordre hiérarchique) V. Liberté individuelle. - V. Mandat d'amener.
Détention préventive. V. Chambre d'accusation, Juge d'instruction, Mandat, Peine privative.
Détérioration. V. Chemin.
Détournement. V. Comptable public, Gage, Saisie, Titre.
Détournement de mineurs. V. Mineur.
Dévastation. V. Plants, Récoltes.
Diffamation p.
Diffamation (à raison de la fonction ou qualité) L. 1881, a. 31;
Diffamation (correspondances postales ou télégraphiques à découvert) p.
Diffamation (définition) L. 1881, a. 29;
Diffamation (menaces) **P.** 400;
Diffamation (peines) **L** . 1881, a. 30 s.;
Diffamation (personnes protégées) **L** . 1881, a. 30 s.;
Diffamation (preuve du fait diffamatoire) **L** . 1881, a. 35;
Diffamation (procès, compte rendu) **L** . 1881, a. 39.
Digue (destruction volontaire) **P** . 437.
Dimanche (repos) **P** . 260.
Discipline. V. Surveillance disciplinaire.
Disjonction. V. Cour d'assises.
Distribution. V. Presse.
Divagation. V. Animaux malfaisants, Fou.
Divination P . 479, n. 7; 480 s.
Divorce (procès, reproduction) p.
Domestique. V. Serviteur.
Domicile (élection) V. Liberté provisoire, Partie civile, Renvoi. - V. Insurrection, Violation.
Dommage (crime ou délit) **P** . 434 s.
Dommage V. Action civile, Animaux, Arbres, Propriété.
Dommages-intérêts P . 10;
Dommages-intérêts (restitution, concours) **P** . 51.
Dommages-intérêts V. Amende, Appel correctionnel, Contrainte par corps, Cour d'assises, Partie civile, Réhabilitation, Tribunal de simple police.
Douanes (inscription de faux) p. e jour compl. an XI, a. 9, 10; L. 21 avr. 1818, a. 38;
Douanes (pays limitrophe, contravention) p.
Droits civils. V. Interdiction, Juré.
Droits civiques (exercice, attentat, fonctionnaire) **P** . 114 s.;
Droits civiques (exercice, crime ou délit) **P**. 109 s.; p.
Droits civiques V. Interdiction.
Droits de famille. V. Interdiction, Juré.
Droits politiques. V. Juré.
Dynamite p.

E

Eaux. V. Inondation.
Echenillage P. 471, n. 8; p.
Eclairage (matériaux et excavations) **P** . 471, n. 4;
Eclairage (rues et passages) **P** . 471, n. 3.
Ecrit périodique. V. Journal.
Ecrou. V. Cassation, Prison, Réhabilitation.
Edifice (destruction, mine, explosion) **P** . 435;
Edifice (destruction volontaire) 434 s.;
Edifice (édifice consacré au culte) V. Vol;
Edifice (édifice de l'Etat, destruction, mine, explosion) **P** . 95;
Edifice (édifice menaçant ruine, réparation ou démolition, défaut) **P** . 471, n. 5;
Edifice (incendie, menace) **P** . 436;

Edifice (incendie par imprudence, négligence ou vétusté) **P** . 458;
Edifice (incendie volontaire) **P** . 434;
Edifice (renversement volontaire) **P** . 437.
Edifice V. Affichage, Animaux, Jet, Maison.
Effets (abus de confiance) **P** . 408.
Effets de commerce ou de banque (destruction) **P** . 439.
Effets publics (pari) **P** . 421, 422;
Effets publics (soustraction) V. Comptable public.
Effets publics V. Trésor public.
Effigie *(exécution par)* . V. Contumace.
Effraction. V. Coups, Meurtre, Vol.
Election (assemblée, armes) p.
Election (assemblée, outrages) **D** . 1852, a. 45;
Election (bulletins, falsification) **P**. 111, 112; p.
Election (corruption) **P**. 113; p.
Election crimes ou délits **P**. 109 s.; p.
Election (action publique, prescription) **D** . 1852, a. 50;
Election (compétence) **D** . 1852, a. 48; (peines, non-cumul) D. 1852, a. 49.
Election (liste électorale, inscription, fraude) p.
Election(opérations, trouble) **P**. 109, 110; p.
Election (scrutin, violation) **D** . 1852, a. 47;
Election (urne, enlèvement) **D** . 1852, a. 46;
Election (vote, délit) **D** . 1852, a. 32 s.
Electorat. V. Interdiction de droits.
Elève (abus de confiance) **P** . 408. V. Attentat à la pudeur.
Eligibilité. V. Interdiction de droits.
Embarras de la voie publique P . 471, n. 4.
Embauchage. V. Ouvrier.
Emblème. V. Presse.
Emigration p.
Employé (abus de confiance) **P.** 408.
Empoisonnement (définition) **P.** 301;
Empoisonnement (peine) **P.** 302. - V. Animaux.
Emprisonnement (exécution, mode) **P.** 40. - V. Contravention de simple police, Délit, Liberté provisoire, Prison.
Enchères (liberté, entraves) **P.** 412.
Enclos. V. Vol.
Enfant
Enfant crimes et délits envers les enfants **P.** 345 s.;
Enfant (garde de l'enfant) p.
Enfant L. 11 avr. 1908. - V. Mineur.
Enfant enfants du premier âge, protection p.
Enfant enfant nouveau-né (remise à l'officier d'état civil) **P.** 347. - V. Infanticide.
Enfant (enfant trouvé, remise à l'officier d'état civil) **P.** 347;
Enfant (enlèvement) **P.** 345;
Enfant (état civil, preuve, destruction) **P.** 345 s.
Enfant exposition **P.** 349 s.;
Enfant (amputation) **P.** 353;
Enfant (ascendant) **P.** 350 s.;
Enfant (autorité sur l'enfant) **P.** 350 s.;
Enfant (infirmité permanente) **P.** 351, 353;
Enfant (lieu non solitaire) **P.** 352 s.;
Enfant (lieu solitaire) **P.** 349 s.;
Enfant (maladie ou incapacité de plus de vingt jours) **P.** 351, 353;
Enfant (mort) **P.** 351, 353;
Enfant (mutilation) **P.** 351, 353.
Enfant (hospice, dépôt) **P.** 348;
Enfant (protection) p.
Enfant (recel) **P.** 345;
Enfant (suppression) **P.** 345.
Enfant V. Attentat à la pudeur, Naissance.
Engin explosif (fabrication ou détention) p.
Engrais (fraude) p.
Enlèvement. V. Enfant.
Enlèvement de mineur P. 354 s.
Enlèvement de mineur fille mineure de seize ans **P.** 355;
Enlèvement de mineur (consentement) **P.** 357.
Enlèvement de mineur (fraude) **P.** 354, 355;
Enlèvement de mineur (mariage avec le ravisseur) **P.** 357;
Enlèvement de mineur (ravisseur, minorité) **P.** 356;
Enlèvement de mineur (séparation de corps ou divorce, garde du mineur, détournement) **P.** 357;
Enlèvement de mineur (violence) **P.** 354, 355.
Enquête. V. Revision.
Entreprise fausse P. 405.
Entretien. V. Cheminée.
Epizootie P. 459 s.
Erreur de droit (cassation, pourvoi) **I.** 410, 411.
Erreur judiciaire. V. Revision.
Escalade. V. Coups, Meurtre, Vol.
Escroquerie P. 405.
Espionnage p.
Espionnage (espion, recel) **P.** 83.
Etang. V. Poisson.
Etat civil. V. Actes d'état civil, Enfant, Juge d'instruction, Ministre du culte, Naissance.
Etranger (naturalisation) p.
Etranger (séjour en France) p.
Etranger L. 8 août 1893 - V. Billet de banque, Contrainte par corps, Contrefaçon, Machinations, Sceau de l'Etat, Souveraineté territoriale, Vagabondage.
Evasion P. 237 s.;
Evasion (commandant de force armée, peines) **P.** 237 s.;
Evasion (complicité) **P.** 242, 246.
Evasion V. connivence; (concierge, peines) **P.** 237 s.
Evasion conducteur ou gardien **P.** 237 s.;
Evasion (armes, transport) **P.** 243;
Evasion (connivence) **P.** 238 s.;
Evasion (corruption) **P.** 242;
Evasion (détention, causes) **P.** 238 s.;
Evasion (immunité) **P.** 247;
Evasion (négligence) **P.** 238 s., 247;
Evasion (peines) **P.** 237 s.;

Evasion (peines, cessation) **P.** 247;
Evasion (violence ou bris de prison) **P.** 243.
Evasion connivence **P.** 238 s.;
Evasion (dommages-intérêts) **P.** 244;
Evasion (peines) **P.** 238 s.
Evasion détenu (arrestation postérieure) **P.** 247;
Evasion (délit, peines, exécution) **P.** 245;
Evasion (reprise) **P.** 247.
Evasion (gardien) V. conducteur; (geôlier, peines) **P.** 237 s.;
Evasion (huissier, peines) **P.** 237 s.;
Evasion (prisonnier de guerre) **P.** 238;
Evasion (tentative) **P.** 241, 245, 246.
Evasion tiers, connivence, peines **P.** 238 s., 246;
Evasion (armes, transport) **P.** 243;
Evasion (corruption de gardiens) **P.** 242;
Evasion (violence ou bris de prison) **P.** 241, 243.
Evasion V. Déportation, Identité, Mandat d'amener, Relégation, Travaux forcés.
Evénement chimérique P. 405.
Evocation. V. Appel correctionnel, Chambre d'accusation.
Examen public (fraude ou usage de faux) p.
Excavation. V. Animaux-mort.
Excitation de mineur à la débauche P. 334, 335.
Excuse P. 64 s. - V. Juge d'instruction - témoin
Excuse légale P. 321 s.;
Excuse légale (criminalité, absence) **P.** 327 s.;
Excuse légale (peine, atténuation) **P.** 65, 67, 69, 284, 285, 288, 321 s., 343, 441;
Excuse légale (peine, exemption) **P.** 65, 66, 100, 108, 138, 144, 213, 247, 248, 266, 380. - V. Association de malfaiteurs, Cour d'assises, Jury-questions, Sceau de l'Etat, Sûreté intérieure de l'Etat.
Exécution. V. Peine.
Exhalaison. V. Jet.
Expert (fonctions, Interdiction) V. Interdiction de droits. - V. Corruption de fonctionnaires, Flagrant delit, Juré.
Explosion. V. Machine, Mine.
Exportation (produits fabriques) **P.** 413.
Exposition. V. Enfant, Jet.
Exposition publique (peine) **P.** 22.
Expulsion. V. Infraction d'audience.
Extorsion. V. Titre.
Extradition. V. Souveraineté.

F

Fabrique. V. Secret.
Faillite. V. Agent de change, Banqueroute, Juré.
Fait justificatif P. 64, 327 s.
Fait nouveau. V. Cour d'assises, Revision.
Falsification. V. Boissons falsifiées.
Fausse monnaie P. 132 s.;
Fausse monnaie (altération) **P.** 132, 133;
Fausse monnaie (bonne foi) **P.** 135, 163;
Fausse monnaie (coloration) **P.** 134;
Fausse monnaie (contrefaçon) **P.** 132, 133;
Fausse monnaie (cours légal) **P.** 132 s.;
Fausse monnaie (dénonciation) **P.** 138;
Fausse monnaie (émission) **P.** 132 s.;
cuse légale) **P.** 138, 163;
Fausse monnaie (introduction en France) **P.** 132 s.;
Fausse monnaie (monnaie étrangère) **P.** 133 s.;
Fausse monnaie (monnaie française) **P.** 132, 134, 135;
Fausse monnaie (remise en circulation) **P.** 135;
Fausse monnaie (visite domiciliaire) **I.** 464.
Fausses nouvelles (publication ou reproduction) p.
Faux I. 448 s.; **P.** 132 s.;
Faux (amende) **P.** 164;
Faux (usage, bonne foi) **P.** 163. - V. Examen public.
Faux - *procédure criminelle* **I.** 448 s.;
Faux (acte authentique, rétablissement, radiation ou réformation) **I.** 463;
Faux (acte civil, fondement) **I.** 451;
Faux (chose jugée) **I.** 451;
Faux (corps d'écriture) **I.** 461;
Faux (dépositaire public, remise, décharge) **I.** 452, 454;
Faux (dépositaire public, signature) **I.** 449;
Faux (greffier, amende) **I.** 448, 450, 463;
Faux (inscription de faux) V. Contributions indirectes, Douanes;
Faux (instance, indices de faux) **I.** 462;
Faux (instance civile, fondement) **I.** 451;
Faux (mandat d'amener) **I.** 462.
Faux pièce arguée de faux **I.** 448 s.;
Faux (depôt au greffe) **I.** 448;
Faux (signature et parafe) **I.** 448 s., 457. - pièces de comparaison **I.** 453 s.;
Faux (acte authentique) **I.** 455;
Faux (acte privé) **I.** 456;
Faux (copie collationnée) **I.** 455;
Faux (restitution) **I.** 463;
Faux (signature et parafe) **I.** 453.
Faux (règles générales, application) **I.** 464;
Faux (témoin) **I.** 457;
Faux (visite domiciliaire, compétence territoriale) **I.** 464.
Faux V. Faux incident criminel.
Faux en écriture **P.** 145 s. - V. Certificat, Feuille de route, **P.** sseport, **P.** rmis de chasse.
Faux en écriture de commerce ou de banque (caractères) **P.** 147.
Faux usage d'acte faux **P.** 148;
Faux (bonne foi) **P.** 163.
Faux en écriture privée P. 150 s.;
Faux en écriture privée (caractères) **P.** 150;
Faux en écriture privée (exception) **P.** 152. - usage d'acte faux **P.** 151;
Faux en écriture privée (bonne foi) **P.** 163.
Faux en écriture publique ou authentique **P.** 145 s.;
Faux (caractères) **P.** 145, 146;
Faux (exception) **P.** 149;
Faux (fonctionnaire) **P.** 145, 146;

Faux (officier public) **P.** 145, 146;
Faux (simple particulier) **P.** 147.
Faux usage d'acte faux **P.** 148; (bonne foi) **P.** 163.
Faux incident criminel **I.** 458 s.;
Faux (instance principale, suite) **I.** 459;
Faux (instance principale, sursis) **I.** 460;
Faux (instruction sur le faux) **I.** 459;
Faux (procédure criminelle) **I.** 460;
Faux (sommation) **I.** 458;
Faux (usage de la pièce, déclaration) **I.** 458, 459.
Faux poids p. 1er août 1905, a. 4.
Faux témoignage P. 361 s.;
Faux témoignage (argent, réception) **P.** 364; (matière civile) **P.** 363, 364;
Faux témoignage (matière correctionnelle) **P.** 362, 364;
Faux témoignage (matière criminelle) **P.** 361, 364;
Faux témoignage (matière de simple police) **P.** 362, 364;
Faux témoignage (promesses, réception) **P.** 364;
Faux témoignage (récompense, réception) **P.** 364. - V. *Cour d'assises-témoin, Revision.*
Femme. V. Adultère, Conjoint, Peine capitale, Prostitution, Relégation, Travaux forcés.
Fête légale. V. Peine.
Fête religieuse (célébration, entraves) **P.** 260. - V. Dimanche.
Feu (distance) **P.** 458;
Feu (feu dans les champs, incendie) **P.** 458;
Feu (feu ou lumière, précautions insuffisantes) **P.** 458. - V. **I.** cendie.
Feuille de route (délivrance, nom supposé) **P.** 157, 158;
Feuille de route (fabrication ou falsification) **P.** 156;
Feuille de route (faux) **P.** 156 s. V. Mendicité;
Feuille de route (feuille d'autrui, usage) **P.** 157;
Feuille de route (feuille fausse, usage) **P.** 156.
Filouterie P. 401;
Filouterie (filouterie d'aliments) **P.** 401.
Flagrant délit I. 32 s.; p.
Flagrant délit (acquittement) L. 1863, a. 6;
Flagrant délit (arrestation) **I.** 40, 106; L. 1863, a. 1;
Flagrant délit (caractères) **I.** 41;
Flagrant délit (citation, délai) L. 1863, a. 2;
Flagrant délit (clameur publique) **I.** 41, 106;
Flagrant délit (conduite au procureur de la République) **I.** 106; L. 1863, a. 1;
Flagrant délit (conduite immédiate à l'audience) L. 1863, a. 1;
Flagrant délit (délit quasi-flagrant) **I.** 41, 106;
Flagrant délit (expert) **I.** 43, 44;
Flagrant délit (information supplémentaire) L. 1863, a. 5;
Flagrant délit (instruction) L. 1863. V. juge d'instruction;
Flagrant délit (liberté provisoire, caution) L. 1863, a. 5;
Flagrant délit (mandat d'amener) **I.** 40, 45;
Flagrant délit (mandat de dépôt) L. 1863, a. 1;
Flagrant délit (matières spéciales) L. 1863, a. 7;
Flagrant délit (officier degendarmerie, attributions) p.
Flagrant délit officier de police auxiliaire, attributions **I.** 49, 50, 52;
Flagrant délit (procédure, transmission) **I.** 53;
Flagrant délit (procès-verbal) **I.** 49, 50;
Flagrant délit (témoins, déclarations) **I.** 49, 50;
Flagrant délit (visite domiciliaire) **I.** 49, 50.
Flagrant délit (pièces à conviction, détention) **I.** 41;
Flagrant délit (procédure spéciale) L. 20 mai 1863,
Flagrant délit (temoin, comparution) L. 1863, a. 3;
Flagrant délit (temps voisin du délit) **I.** 41.
Flagrant délit tribunal correctionnel L. 1863, a. 1 s.;
Flagrant délit (appel) L. 1863, a. 6;
Flagrant délit (audience) L. 1863, a. 1, 2;
Flagrant délit (audience, renvoi) L. 1863, a. 5;
Flagrant délit (convocation spéciale) L. 1863, a. 2;
Flagrant délit (défense, délai) L. 1863, a. 4;
Flagrant délit (liberté immédiate) L. 1863, a. 6;
Flagrant délit (témoin, réquisition) L. 1863, a. 3.
Flagrant délit visite domiciliaire **I.** 36 s., 49, 50, 59.
Flagrant délit V. Relégation, Secours.
Flagrant délit - *juge d'instruction* **I.** 59 s.;
Flagrant délit (attributions) **I.** 59 s.;
Flagrant délit (compétence) **I.** 59;
Flagrant délit (confrontation) p.
Flagrant délit (interrogatoire immédiat) L. 8 déc. 1897, a. 7.
Flagrant délit procureur de la République (actes d'instruction, réfection) **I.** 60;
Flagrant délit (présence, réquisition) **I.** 59;
Flagrant délit (procédure, examen) **I.** 60.
Flagrant délit visite domiciliaire **I.** 36 s., 59.
Flagrant délit-*procureur de la République* **I.** 32 s.; p.
Flagrant délit (actes d'instruction) **I.** 32 s.;
Flagrant délit (armes, saisie) **I.** 35;
Flagrant délit (arrestation) **I.** 40;
Flagrant délit (attributions) **I.** 32 s.; L. 1863, a. 1, 2;
Flagrant délit (attributions, délégation) **I.** 52;
Flagrant délit (compétence ratione materiae) **I.** 32;
Flagrant délit (constatation) **I.** 32;
Flagrant délit (crimes ou délits) **I.** 32;
Flagrant délit (interdiction de s'éloigner, contravention, arrestation, peines) **I.** 34;
Flagrant délit (interrogatoire) **I.** 35, 40; L. 1863, a. 1;
Flagrant délit (mandat d'amener) **I.** 40, 45;
Flagrant délit (papiers ou effets, saisie) **I.** 36 s.;
Flagrant délit (peine afflictive ou infamante) **I.** 32.
Flagrant délit pièces à conviction ou à décharge **I.** 35 s.;
Flagrant délit (prévenu, interpellation) **I.** 35;
Flagrant délit (saisie) **I.** 35 s.;
Flagrant délit (saisie, prévenu, assistance) **I.** 39;
Flagrant délit (saisie, procès-verbal) **I.** 35, 37, 39;
Flagrant délit (scellement) **I.** 38;
Flagrant délit (transmission au juge d'instruction) **I.** 45.
Flagrant délit procès-verbal **I.** 32 s.;

Flagrant délit (formalites) **I.** 42;
Flagrant délit (rédaction) **I.** 42;
Flagrant délit (signature) **I.** 42;
Flagrant délit (témoins, assistance) **I.** 42;
Flagrant délit (transmission au juge d'instruction) **I.** 45.
Flagrant délit (témoins, déclarations) **I.** 32, 33;
Flagrant délit (transport sur lieux) **I.** 32, 52.
Flagrant délit visite domiciliaire **I.** 36 s.;
Flagrant délit (perquisition) **I.** 36;
Flagrant délit (prévenu, assistance) **I.** 39;
Flagrant délit (prévenu, domicile) **I.** 36;
Flagrant délit (procès-verbal) **I.** 39.
Fonctionnaire public (acte public, trouble) **I.** 509;
Fonctionnaire public (commerce, délit) **P.** 175, 176.
Fonctionnaire public crimes ou délits **P.** 81, 93, 114 à 131, 145, 146, 155, 158, 166 à 198, 234, 237 à 243, 333, 432, 462;
Fonctionnaire public (aggravation de peines) **P.** 198;
Fonctionnaire public (exercice des fonctions) **P.** 166 s.;
Fonctionnaire public (poursuite, magistrat, forfaiture) **P.** 127, 129.
Fonctionnaire public (démission collective) **P.** 126;
Fonctionnaire public (destitution) **P.** 197;
Fonctionnaire public (diffamation) p.
Fonctionnaire public (incompatibilité, délit) **P.** 175, 176;
Fonctionnaire public (injure) p.
Fonctionnaire public (révocation) **P.** 197;
Fonctionnaire public (serment préalable, défaut) **P.** 196;
Fonctionnaire public (suspension) **P.** 197;
Fonctionnaire public (témoignage) **I.** 510 s.; p.
Fonctionnaire public (titre, usurpation) **P.** 258. V. Vol;
Fonctionnaire public (violences envers les personnes) **P.** 186.
Fonctionnaire public V. Abus d'autorité, Attentat à la pudeur, Coalition, Concussion, Corruption, Costume, Forfaiture, Grains, Liberté individuelle, Privilège, Violences.
Fonctions publiques
Fonctions publiques exercice (anticipation illégale) **P.** 196;
Fonctions publiques (continuation illégale) **P.** 197. - V. Outrage.
Fonctions publiques (immixtion délictueuse) **P.** 258;
Fonctions publiques (interdiction) **P.** 197. V. **I.** terdiction de droits;
Fonctions publiques (usurpation) **P.** 258.
Fonctions publiques V. Juré, Violences.
Force armée (réquisition) p.
Force majeure (criminalite, absence) **P.** 64. - V. Marché de fournitures.
Force publique (agent) V. Outrage, Violences.
Force publique commandant(concours, réquisition, refus de service) **P.** 234;
Force publique (outrage) **P.** 225. - V. Evasion.
Force publique réquisition **I.** 25; p.
Force publique réquisition, abus d'autorité **P.** 188 s.;
Force publique (ordre hiérarchique, excuse legale) **P.** 190;
Force publique (ordre hiérarchique, supérieur, responsabilité pénale) **P.** 190, 191.
Force publique V. Force armée, Insurrection, Mandat du juge, Recrutement.
Forêt (feu, distance) **P.** 458;
Forêt (incendie volontaire) **P.** 434. - V. Coupe, Délit forestier, Garde forestier.
Forfaiture P. 166 s.;
Forfaiture (caractère) **P.** 166, 168;
Forfaiture (coalition) **P.** 126;
Forfaiture (crime) **P.** 166;
Forfaiture (délit) **P.** 168;
Forfaiture (peine) **P.** 167;
Forfaiture (procédure criminelle) V. Privilège. - V. Conflit, Liberté individuelle.
Fortifications. V. Plans.
Fossé (comblement) **P.** 456.
Fou (divagation) **P.** 475, n. 7. - V. Animaux-mort.
Four. V. Cheminée.
Fournitures. V. Marché de fournitures.
Frais et dépens (tarif) p.
Français. V. Souveraineté territoriale.
Fraude. V. Substances, Vol.
Fraude électorale. V Elections.
Fruits. V. Maraudage, Passage.
Fuite [*délit* de] (conducteurs de véhicules) p.

G

Gage (destruction, détournement ou recel) **P.** 400.
Gage V. Maison de prêt.
Garde champêtre I. 16 s.; p.
Garde champêtre (âge) L. 1791, a. 5.
Garde champêtre (agrément) L. 1884, a. 102;
Garde champêtre (armes) L. 1791, a. 4;
Garde champêtre (arrestation provisoire, droit) **I.** 16;
Garde champêtre (commission) L. 1884, a. 102,
Garde champêtre (compétence ratione materice) **I.** 16; L. 1884, a. 102;
Garde champêtre (compétence territoriale) **I.** 16;
Garde champêtre (délit contre les propriétés, circonstance aggravante) **P.** 462;
Garde champêtre (insignes) L. 1791, a. 4;
Garde champêtre (main-forte) **I.** 16;
Garde champêtre (nombre) L. 1791, a. 2; L. 1884, a. 102;
Garde champêtre (nomination) L. 1791, a. 1; L. 1884, a. 102;
Garde champêtre (officier de police judiciaire, attributions) I. 9, 16.
Garde champêtre - procès-verbal **I.** 16; L. 1884, a. 102;
Garde champêtre (affirmation) L. 1791, a. 6;
Garde champêtre (énonciations) **I.** 16;
Garde champêtre (force probante) L. 1791, a. 6;
Garde champêtre (transmission) **I.** 20.
Garde champêtre - (réquisition, commissaire de police) p.
Garde champêtre (responsabilité) L. 1791, a. 7;
Garde champêtre (révocation) L. 1884, a. 102;
Garde champêtre (séquestre, droit) I. 16;
Garde champêtre (serment) L. 1791, a. 5; L. 1884, a. 102;
Garde champêtre (subordination) **I.** 17;
Garde champêtre (suite d'objets enlevés en délit) **I.** 16;
Garde champêtre (surveillance disciplinaire) **I.** 17; L. 1791, a. 1; L. 1884, a. 102;
(suspension) L. 1884, a. 102;

Garde champêtre (traitement) L. 1791, a. 3; p.
Garde champêtre D. 20 mess. an III, a. 4.
Garde champêtre - visite domiciliaire **I.** 16;
Garde champêtre (officier public, assistance) **I.** 16;
Garde champêtre (procès-verbal) **I.** 16.
Garde forestier I. 16 s.;
Garde forestier (arrestation provisoire, droit) **I.** 16;
Garde forestier (compétence ratione materloe) **I.** 16;
Garde forestier (compétence territoriale) **I.** 16;
Garde forestier (délit contrelespropriétés, circonstance aggravante) **P.** 462;
Garde forestier (main-forte) **I.** 16;
Garde forestier (officier de police judiciaire, attributions) **I.** 9, 16.
- procès-verbal (affirmation) **I.**
Garde forestier (énonciations) **I.** 16;
Garde forestier (transmission) **I.** 18.
Garde forestier - (séquestre, droit) **I.** 16;
Garde forestier (subordination) **I.** 17;
Garde forestier (suite d'objets enlevés en délit) **I.** 16;
Garde forestier (surveillance disciplinaire) **I.** 17.
Garde forestier - visite domiciliaire **I.** 16;
Garde forestier (officier public, assistance) **I.** 16;
Garde forestier (procès-verbal) **I.** 16.
Garde particulier (agrément) p.
Garde forestier (agrément, retrait) L. 1892, a. 1;
Garde forestier (procès-verbal, transmission) **I.** 20.
Gardien. V. Evasion, Prison, Scellés.
Gazon. V. Chemin.
Gendarmerie p.
Gendarmerie (autorités judiciaires, rapports) D. 1903, a. 81 s.;
Gendarmerie (autorités locales, rapports) D. 1903, a. 66 s.;
Gendarmerie (commandant) V. Evasion, Force publique;
Gendarmerie (correspondance) D. 1903, a. 239;
Gendarmerie (devoirs généraux) D. 1903, a. 302 s.;
Gendarmerie - officier (flagrant délit) D. 1903, a. 125 s.;
Gendarmerie (instruction judiciaire, formes) D. 1903, a. 138 s.;
Gendarmerie (police judiciaire) **I.** 9, 48 s.; D. 1903, a. 110 s.;
Gendarmerie - (police des routes et campagnes) D. 1903, a. 193 s.;
Gendarmerie (police judiciaire et administrative) D. 1903, a. 110 s, 149 s.;
Gendarmerie (procès-verbal) D. 1903, a. 292 s.;
Gendarmerie (réquisition) D. 1903, a. 67 s.;
Gendarmerie (service extraordinaire des brigades) D. 1903, a. 290 s.;
Gendarmerie (service ordinaire des brigades) D. 1903, a. 149 s.;
Gendarmerie (service spécial) D. 1903, a. 147 s.
Général. V. Privilège.
Glanage (amende) **P.** 471, n. 10;
Glanage (emprisonnement) **P.** 473, 474.
Gouvernement
Gouvernement - changement de forme
Gouvernement (attentat) **P.** 87;
Gouvernement (complot) **P.** 89;
Gouvernement (tentative) **P.** 88.
Grâce p.
Grains
Grains - coupe **P.** 449, 455;
Grains (grains en vert) **P.** 450, 455;
Grains (malveillance envers fonctionnaire) **P.** 450;
Grains (nuit) **P.** 450.
Grappillage (amende) **P.** 471, n. 10;
Grappillage (emprisonnement) **P.** 473, 474.
Gravure. V. Presse.
Greffe de cour ou de tribunal. V. Cassation, Cour d'assises, Dépôt public.
Greffe-greffage. V. Arbres.
Greffier. V. Chambre correctionnelle de cour d'appel, Chambre d'accusation, Cour d'assises, Faux, Mandat du juge, Tribunal.
Guerre (déclaration, actions hostiles) **P.** 84;
Guerre (hostilités, crime) **P.** 75 s.
Guerre civile (excitation, attentat) **P.** 91, 97, 98.
Guet-apens. V. Assassinat, Coups et blessures, Violence à fonctionnaire public ou agent.

H

Habitation. V. Maison.
Haie (destruction) **P.** 456.
Hausse. V. Marchandises, Travail.
Haute Cour de justice I. 220; (compétence) p.
Homicide (involontaire) **P.** 319;
Homicide (légitime défense) **P.** 328, 329;
Homicide (ordre de la loi ou de l'autorité) **P.** 327;
Homicide (volontaire) **P.** 295 s. - V. Revision, Violence à fonctionnaire public ou agent.
Hospice. V. Enfant.
Hôtelier (registre) V. Logeur. - V. Aubergiste.
Huissier. V. Citation, Evasion, Mandat, Tribunal de simple police.

I

Identité (constatation) **I.** 310; p.
Identité identité d'individus condamnés, évadés ou repris, reconnaissance **I.** 518 s.;
Identité (cassation, pourvoi) **I.** 520;
Identité (compétence) **I.** 518;
Identité (peines) **I.** 518;
Identité (procédure) **I.** 519.
Illettré. V. Juré.
Image. V. **P.** esse.
Immondices. V. Jet.
Immunité. V. Député, Evasion, Recel de criminel, Vol.
Imprimerie p.
Imprimerie (dépôt administratif) L. 1881, a. 3, 4;
Imprimerie (imprimeur, nom et domicile) L. 1881, a. 2;
Imprimerie (liberte) L. 1881, a. 1.
Incapable (exposition) **P.** 349 s.
Incapacité. V. Juré.
Incapacité de travail. V. Coups, Substances nuisibles.
Incendie (imprudence, négligence ou vétusté) **P.** 458.

Incendie incendie volontaire **P.** 434; (menace) **P.** 436; (mort accidentelle) **P.** 434.
Incendie V. Cheminée, Feu, Secours.
Incident. V. Faux incident.
Incompatibilité. V. Cour d'assises, Fonctionnaire, Juré.
Incompétence (declinatoire, recours) **I.** 539. - V. Cassation.
Inconciliabilité. V. Revision.
Indemnité. V. Cassation, Dommages-intérêts.
Industrie (liberté). V. Travail; (règlement, infraction) **P.** 413.
Infanticide (complicité, peine) **P.** 302;
Infanticide (définition) **P.** 300;
Infanticide (peines) **P.** 302.
Infirmité. V. Coups, enfant, Mendicité, Vagabondage.
Information. V. **I.** struction.
Infraction P. 1 s.; (caractères) **P.** 1 s.;
Infraction (infractions connexes) V. Règlement de juges.
Infraction V. Contravention, Crime, Délit.
Infraction d'audience I. 181, 504 s.
Infraction d'audience délit quelconque **I.** 181; (appel) **I.** 181;
Infraction d'audience (compétence) **I.** 181;
Infraction d'audience (interrogatoire) **I.** 181;
Infraction d'audience (peine, jugement immédiat) **I.** 181;
Infraction d'audience (procès-verbal) **I.** 181;
Infraction d'audience (témoin) **I.** 181.
Infraction d'audience tumulte irrespectueux **I.** 504 s.;
Infraction d'audience (appel) **I.** 505;
Infraction d'audience (arrestation) **I.** 506;
Infraction d'audience (contravention) **I.** 505;
Infraction d'audience (cour d'appel) **I.** 507, 508;
Infraction d'audience (cour d'assises) **I.** 507, 508;
Infraction d'audience (cour de cassation) **I.** 507, 508;
Infraction d'audience (crime) **I.** 506 s.;
Infraction d'audience (defenseur) **I.** 507;
Infraction d'audience (delit) **I.** 505;
Infraction d'audience (expulsion) **I.** 504;
Infraction d'audience (injures ou voies de fait) **I.** 505, 507;
Infraction d'audience (jugement immédiat) **I.** 505, 507;
Infraction d'audience (maison d'arrêt, detention) **I.** 504;
Infraction d'audience (procès-verbal) **I.** 506;
Infraction d'audience (temoin) **I.** 507;
Infraction d'audience (tribunal correctionnel) **I.** 506.
Infraction d'audience tumulte pour empêcher le cours de la justice, rébellion, peine, jugement immédiat p.
Inhumation P. 358 s.
Injures p.
Inhumation (definition) L. 1881, a. 29;
Inhumation (injure non publique) L. 1881, a. 33;
Inhumation (injure publique) L. 1881, a. 33;
Inhumation (peines) L. 1881, a. 33 s.;
Inhumation (preuve du fait injurieux) L. 1881, a. 35;
Inhumation (provocation) L. 1881, a. 33.
Inhumation V. Infraction d'audience, Tapage.
Inondation (deversoir, élévation) **P.** 457. - V. Secours-refus.
Insalubrité. V. Jet.
Inscription de faux. V. Faux incident.
Insolvabilité. V. Contrainte.
Instituteur. V. Attentat à la pudeur, Juré.
Instruction (nullité, frais, charge) **I.** 415;
Instruction (tumulte irrespectueux) **I.** 504.
Instruction V. Chambre d'accusation, Flagrant délit, Juge d'instruction, Privilège, Revision, Tribunal.
Instruments (détérioration) **P.** 443.
Instruments V. Abandon, Confiscation, Musique, Ustensiles.
Insurrection p.
Insurrection (armes, port) L. 1834, a. 5;
Insurrection (armes, soustraction) L. 1834, a. 6;
Insurrection (barricade) L. 1834, a. 9;
Insurrection (circonstances attenuantes) L. 1834, a. 11;
Insurrection (complicité) L. 1834, a. 8 s.;
Insurrection (costume, port) L. 1834, a. 5;
Insurrection (domicile, violation) L. 1834, a. 7;
Insurrection (edifices publics, occupation) L. 1834, a. 8;
Insurrection (force publique, désarmement) L. 1834, a. 6;
Insurrection (force publique, réunion, empêchement) L. 1834, a. 9;
Insurrection (habitation, occupation, complicité) L. 1834, a. 8;
Insurrection (interdiction de séjour) L. 1834, a. 11;
Insurrection (peines) L. 1834, a. 5 s.
Intention criminelle. V. Recel.
Interdiction de droits civiques, civils et de famille P. 9;
Interdiction de droits civiques, civils et de famille (application, loi expresse) **P.** 43;
Interdiction de droits civiques, civils et de famille (étendue) **P.** 42.
Interdiction de séjour p.
Interdiction de séjour (application, cas) **P.** 46 s., 50;
Interdiction de séjour (durée) **P.** 46 s.; L. 1885, a. 19;
Interdiction de séjour (femme) L. 1885, a. 6, 8;
Interdiction de séjour (infraction, peine) **P.** 45; L. 1885, a. 19.
Interdiction peine criminelle principale (conséquence) **P.** 46 s.;
Interdiction peine criminelle principale (grâce) **P.** 46;
Interdiction peine criminelle principale (prescription) **P.** 48.
Interdiction peine criminelle principale (remise, grâce) **P.** 48;
Interdiction peine criminelle principale L. 1885, a. 19;
Interdiction peine criminelle principale (suspension) p.
Interdiction peine criminelle principale (suspension administrative) **P.** 48.
Interdiction peine criminelle principale V. Coups et blessures, Insurrection, Mendicite, Prescription des peines, Récidive, Relégation, Violence à fonctionnaire public ou agent.
Interdiction legale P. 29 s.;
Interdiction legale (effets) **P.** 29 s.;
Interdiction legale (peine accessoire) **P.** 29. - V. Déportation.
Interdit légalement (subrogé tuteur) **P.** 29;
Interdit légalement (tuteur) **P.** 29, 30.
Intérêt public I. 600 s.

Interprète I. 332, 333, 392.
Interrogatoire. V. Appel correctionnel, Courd'assises, Flagrant délit, Infraction d'audience, Juge d'instruction.
Invective p.
Ivresse publique p.

J

Jet (jet de corps durs) V. Animaux-morts; (jet d'immondices ou corps durs contre les édifices ou dans les enclos) **P.** 475, n. 8; 476;
Jet (jet imprudent d'immondices sur les personnes) **P.** 471, n. 12;
Jet (jet ou exposition de choses nuisibles ou insalubres devant les édifices) **P.** 471, n. 6;
Jet (jet volontaire d'immondices ou corps durs sur les personnes) **P.** 475, n. 8; 476.
Jeu
Jeu jeu de hasard, lieu public (amende) **P.** 475, n. 5;
Jeu (confiscation) **P.** 477;
Jeu (visite domiciliaire) p.
Jeu jeux illicites, profession, vagabondage, peines p.
Jeu V. Cercles, Maison de jeu.
Jonction. V. Acte d'accusation.
Jour férié. V. Fête, Tribunal correctionnel.
Journaux p.
Journaux (annonces, voie publique) p.
Journaux (autorisation préalable) L. 1881, a. 5;
Journaux (cautionnement) L. 1881, a. 5;
Journaux (declaration préalable) L. 1881, a. 5, 7 s.;
Journaux (dépôt administratif et judiciaire) L. 1881, a. 10;
Journaux (gérant) L. 1881, a. 6 s.;
Journaux (journaux étrangers, interdiction) L. 1881, a. 14;
Journaux (publication) L. 1881, a. 5 s.;
Journaux (publication, langue étrangère) p.
Journaux (rectifications) L. 1881, a. 12, 13.
Juge. V. Magistrat, Procureur de la République, Tribunal correctionnel.
Juge d'instruction I. 55 s.; p.
Juge d'instruction (absence) **I.** 58;
Juge d'instruction (affaires civiles, jugement) **I.** 55;
Juge d'instruction (affaires correctionnelles, jugement) L. 1897, a. 1, 12; p.
Juge d'instruction (attributions) **I.** 59 s.;
Juge d'instruction (cahier d'information, signature) **I.** 76;
Juge d'instruction (charges, communication au prévenu) L, 1897, a, 3;
Juge d'instruction (clôture) **I.** 127 s.;
Juge d'instruction (clôture, communication au parquet) **I.** 127;
Juge d'instruction (commission rogatoire) **I.** 283.
Juge d'instruction V. interrogatoire, pièces, témoin; (communication au parquet) **I.** 61, 94, 113;
Juge d'instruction (comparution primitive du prévenu) **I.** 93, 94; L. 1897, a. 3 s.;
Juge d'instruction (compétence territoriale) **I.** 63, 69, 98;
Juge d'instruction (confrontation, défenseur, assistance) L. 1897, a. 9, 12;
Juge d'instruction (confrontation, urgence) L. 1897, a. 7;
Juge d'instruction (déclaration du prévenu) L. 1897, a. 3, 12.
Juge défenseur L. 1897, a. 3, 7 s.; p.
Juge défenseur (assistance) L. 1897, a. 9, 12;
Juge défenseur (avocat) L. 1897, a. 3;
Juge défenseur (avoué) L. 1897, a. 3;
Juge défenseur (choix) L. 1897, a. 3;
Juge défenseur (choix, déclaration) L. 1897, a. 9;
Juge défenseur (convocation, délai) L. 1897, a. 9;
Juge défenseur (désignation d'office) L. 1897, a. 3;
Juge (observations) L. 1897, a. 9;
Juge (ordonnances, communication) L. 1897, a. 10, 12;
Juge (procédure, communication) L. 1897, a. 10, 12.
Juge (dessaisissement) **I.** 69;
Juge (empêchement) **I.** 58;
Juge (fonctions) **I.** 59 s.;
Juge (fonctions, durée) **I.** 55;
Juge (identité du prévenu, constatation) L. 1897, a. 3;
Juge défenseur (instruction) **I.** 61 s.
Juge interrogatoire du prévenu **I.** 91, 93, 94;
Juge L. 1897, a. 3;
Juge (commission rogatoire) **I.** 103;
Juge (defenseur, assistance) L. 1897, a. 9, 12;
Juge (urgence) L. 1897, a. 7.
Juge (juge suppléant) **I.** 55;
Juge (juge titulaire) **I.** 56;
Juge (mise en liberté du prévenu) **I.** 128, 129, 131, 135;
Juge (négligence) **I.** 280 s.;
Juge (nombre) **I.** 55;
Juge (nomination) **I.** 55.
Juge non-lieu, ordonnance **I.** 128;
Juge (mise en liberté) **I.** 128, 229;
Juge (opposition) **I.** 129.
Juge ordonnance **I.** 127 s.;
Juge (charges suffisantes) **I.** 134;
Juge (communication au prévenu detenu) **I.** 135;
Juge (énonciations) **I.** 134;
Juge (exécution) **I.** 28;
Juge (fait incriminé, exposé et qualification légale) **I.** 134;
(notification) **I.** 28.
Juge d'instruction ordonnance, opposition **I.** 135 s.;
Juge d'instruction (cas) **I.** 135;
Juge d'instruction (chambre d'accusation, arrêt) **I.** 135, 217, 228;
Juge d'instruction (compétence) **I.** 135;
Juge d'instruction (délai) **I.** 135
Juge d'instruction (détention préventive) **I.** 135;
Juge d'instruction (mise en liberté) **I.** 135;
Juge d'instruction (partie civile) **I.** 135;
Juge d'instruction (partie civile, dommages-intérêts) **I.** 136;
Juge d'instruction (prevenu) **I.** 135;
Juge d'instruction (procureur de la République) **I.** 135;
Juge d'instruction (procureur général) **I.** 135.
Juge d'instruction ordonnance (prévenu, état civil) **I.** 134;
Juge d'instruction (rédaction) **I.** 134;
Juge d'instruction (signification) **I.** 135.

Juge d'instruction perquisition **I.** 87 s.;
Juge d'instruction (commission rogatoire) **I.** 90, 102, 103.
Juge d'instruction pièces à conviction (saisie) **I.** 35 s., 89;
Juge d'instruction (saisie, commission rogatoire) **I.** 90, 102, 103;
Juge d'instruction (transmission) **I.** 102, 103. - V. renvoi.
Juge d'instruction (police judiciaire) **I.** 9;
Juge d'instruction (prise à partie) **I.** 77, 78, 112;
Juge d'instruction (procédure, nullité) L. 1897, a. 12;
Juge d'instruction (règlement d'instruction) **I.** 127 s.;
Juge d'instruction (remplacement) **I.** 58.
Juge d'instruction renvoi à la chambre d'accusation, ordonnance **I.** 133;
Juge d'instruction (dossier, transmission) **I.** 133, 217;
Juge d'instruction (mandat d'arrêt ou de dépôt, force exécutoire) **I.** 134;
Juge d'instruction (pièces à conviction) **I.** 133.
Juge d'instruction renvoi en police correctionnelle, ordonnance **I.** 130, 182;
Juge d'instruction (citation, délai) **I.** 132;
Juge d'instruction (cote et transmission) **I.** 132;
Juge d'instruction (détention préventive, maintien) **I.** 130;
Juge d'instruction (mise en liberté) **I.** 131.
Juge d'instruction renvoi en simple police, ordonnance **I.** 129;
Juge d'instruction (dossier, cote et transmission) **I.** 132;
Juge d'instruction (mise en liberté) **I.** 129;
Juge d'instruction (opposition) **I.** 129.
Juge d'instruction (réquisitoire définitif) **I.** 127;
Juge d'instruction (réquisitoire d'information) **I.** 47, 54, 61;
Juge d'instruction (surveillance, procureur genéral) **I.** 57, 279 s.
Juge d'instruction - transport sur lieux **I.** 88, 90;
Juge d'instruction (greffier, assistance) **I.** 62;
Juge d'instruction (procureur, assistance) **I.** 62.
Juge d'instruction - visite domiciliaire **I.** 87 s. V. Flagrant délit.
Juge d'instruction - V. Liberté provisoire, Mandat, Plainte.
Juge d'instruction *témoin* **I.** 71 s.;
Juge d'instruction (amende) **I.** 80, 81, 92.
Juge d'instruction - audition **I.** 71 s.;
Juge d'instruction (formalités, omission) **I.** 77, 78;
Juge d'instruction (greffier, amende) **I.** 77, 78;
Juge d'instruction (greffier, assistance) **I.** 73.
Juge d'instruction - audition, juge d'instruction **I.** 73;
Juge d'instruction (prise à partie) **I.** 77, 78;
Juge d'instruction (transport) **I.** 83, 84.
Juge d'instruction - audition (juge de paix) **I.** 83 s.;
Juge d'instruction (prévenu, non-presence) **I.** 73;
Juge d'instruction (separée) **I.** 73.
Juge d'instruction - citation **I.** 71 s.;
Juge d'instruction (agent de la force publique) **I.** 72;
Juge d'instruction (citation nouvelle) **I.** 80, 81;
Juge d'instruction (huissier) **I.** 72;
Juge d'instruction (procureur, requête) **I.** 72;
Juge d'instruction (représentation) **I.** 74.
Juge d'instruction - comparution **I.** 80;
Juge d'instruction (défaut) **I.** 80;
Juge d'instruction (impossibilité) **I.** 83 s.
Juge d'instruction - (contrainte par corps) **I.** 80.
Juge d'instruction - déposition **I.** 76 s.;
Juge d'instruction (interligne) **I.** 78;
Juge d'instruction (lecture) **I.** 76;
Juge d'instruction (rature) **I.** 78;
Juge d'instruction (rédaction) **I.** 76 s.;
Juge d'instruction (refus) **I.** 80;
Juge d'instruction (renvoi) **I.** 78;
Juge d'instruction (signature) **I.** 76;
Juge d'instruction (transmission au juge) **I.** 85.
Juge d'instruction - empêchement **I.** 83 s.;
Juge d'instruction (certificat médical) **I.** 83, 86;
Juge d'instruction (commission rogatoire) **I.** 83, 84.
Juge d'instruction - (enfant, déclaration) **I.** 79;
Juge d'instruction (état civil) **I.** 75;
Juge d'instruction (excuse) **I.** 81;
Juge d'instruction (indemnité) **I.** 82;
Juge d'instruction (mandat d'amener) **I.** 80, 92;
Juge d'instruction (mandat de dépôt) **I.** 86;
Juge d'instruction (parenté ou alliance) **I.** 75;
Juge d'instruction (qualité) **I.** 71;
Juge d'instruction (serment) **I.** 75, 79.
Juge de paix (police judiciaire) **I.** 9, 48 s. - V. Privilège, Tribunal de simple police.
Juge suppleant - ministère public, fonctions (aptitude) p.
Juge suppleant - V. Procureur de la Republique.
Juge suppleant - V. Juge d'instruction.
Jugement. V. Cassation, Cour d'assises, Tribunal.
Juré I. 381 s.; p.
Juré (absence) **I.** 396 s.;
Juré (abstention) **I.** 398;
Juré (âge) L. 1872, a. 1, 5;
Juré (amende) **I.** 343, 391, 396; L. 1872, a. 20;
Juré (avertissement du president) **I.** 336;
Juré (communication prohibée) **I.** 353;
Juré (condamnation, incapacité) L. 1872, a. 2;
Juré (conditions requises) L. 1872, a. 1 s.;
Juré (conseil judiciaire, nomination) L. 1872, a. 2;
Juré (contumace) L. 1872, a. 2;
Juré (convocation, notification) I 389;
Juré (décès). V. liste annuelle, liste de session;
Juré (démence) L. 1872, a. 2;
Juré (départ prematuré) **I.** 398;
Juré (devoirs) **I.** 267, 312;
Juré (diffamation) p.
Juré (direction, président) **I.** 267;
Juré (discours du président) **I.** 312;

Juré (dispense de fonctions) L. 1872, a. 5;
Juré (droits politiques, civils et de famille, jouissance) L. 1872, a. 1;
Juré (exclusion, causes) **I.** 390; L. 1872, a. 4, 17.
Juré - excuse (cause temporaire) **I.** 391;
Juré (compétence) **I.** 397;
Juré (fausseté, amende) **P.** 236;
Juré (fausseté, emprisonnement) **P.** 236.
Juré - (expert, incompatibilité) **I.** 392; (faillite) L. 1872, a. 2.
Juré - fonctions (exercice, expiration) **I.** 398;
Juré (fonctions antérieures, exercice) L. 1872, a. 5, 18;
Juré V. liste de session; (interdiction) **I.** 396; L. 1872, a. 2. V. Interdiction de droits.
Juré - (illettré) L. 1872, a. 4; (incapacité) **I.** 390; L. 1872, a. 1, 2, 17;
Juré (incompatibilité) **I.** 390; L. 1872, a. 1, 3, 17;
Juré (indemnite de sejour et de deplacement) p.
Juré (injure) p.
Juré (instituteur communal) L. 1872, a. 3;
Juré (interprète, incompatibilite) **I.** 392;
Juré (législation ancienne) **I.** 381 à 388.
Juré liste annuelle L. 1872, a. 6 s.;
Juré (commission cantonale) L. 1872, a. 8 s.;
Juré (commission d'arrondissement) L. 1872, a. 11 s.;
Juré (composition) L. 1872, a. 6 s.;
Juré (décès, incapacité ou incompatibilité, avis, remplacement, tirage au sort) **I.** 390; L. 1872, a. 17;
Juré (juge de paix, attributions) L. 1872, a. 7 s., 17;
Juré (liste d'arrondissement) L. 1872, a. 11 s.;
Juré (liste de departement) L. 1872, a. 16;
Juré (liste preparatoire) L. 1872, a. 8 s.;
Juré (nombre de jurés, répartition) L. 1872, a. 6, 7.
Juré liste de jugement. V. Jury de jugement.
Juré liste de session **I.** 388 s.; L. 1872, a. 18;
Juré (condamnation antérieure à l'amende) **I.** 391;
Juré (décès, incapacité ou incompatibilité, remplacement, tirage au sort) **I.** 390;
Juré (duree) **I.** 391;
Juré (fonctions antérieures, exercice, remplacement, tirage au sort) **I.** 391; L. 1872, a18;
Juré (jurés, report) **I.** 391;
Juré (jurés suppléants) L. 1872, a. 18, 19.
Juré liste de session, nombre de jurés **I.** 388; L. 1872, a. 18;
Juré (insuffisance, remplacement, jures suppléants ou jures de la ville) **I.** 393; L, 1872, a. 19;
Juré (maximum) **I.** 388, L. 1872, a. 18;
Juré (minimum) **I.** 393; L. 1872, a. 19.
Juré liste de session (notification, délai) **I.** 395;
Juré (session extraordinaire, fonctions, exercice) **I.** 391;
Juré (tirage au sort) **I.** 388, 393;L. 1872, a. 18, 19.
Juré (liste spéciale) V. Juré suppléant;
Juré (mandat d'arrêt ou de dépôt) L. 1872, a. 2;
Juré (militaire) L. 1872, a. 3;
Juré (ministre du culte)L. 1872, a. 3;
Juré (nationalité française) L. 1872, a. 1;
Juré (officier de police judiciaire, incompatibilité) **I.** 392;
Juré (officier ministériel, destitution) L. 1872, a. 2;
Juré (outrage) **P.** 222, 223;
Juré (places) **I.** 309;
Juré (récusation) **I.** 399 s, 406;
Juré (remplacement) V. liste annuelle, liste de session. V. aussi, Jury de jugement;
Juré (septuagénaire) L. 1872, a. 5;
Juré (serment) **I.** 312;
Juré (service domestique) L. 1872, a. 4;
Juré (témoin, incompatibilité) **I.** 392.
Juré tirage au sort (président) **I.** 266. - V. liste annuelle, liste de session.
Juré travail manuel, nécessité L. 1872, a. 5.
Juré V. Corruption de fonctionnaires, Jury, Outrage.
Juré complémentaire I. 393; p.
Jure suppléant (attributions) **I.** 394; p.
Jure liste speciale annuelle L. 1872, a. 15, 16;
Jure (commission d'arrondissement) L. 1872, a. 15;
Jure (nombre de jurés) L. 1872, a. 15.
Juridiction. V. Privilège.
Jury I. 381 s.; p.
Jury Algérie, p.
Jury avertissement **I.** 341.
Jury chambre (accès, autorisation) **I.** 343;
Jury chambre (entrée des jurés) **I.** 342;
Jury chambre (issues, garde) **I.** 343;
Jury chambre (sortie des jurés) **I.** 343, 348.
Jury chef (attributions) **I.** 342, 343, 345, 348, 349; p.
Jury chef (designation) **I.** 342.
Jury chef (conviction, motifs déterminants) **I.** 342;
Jury chef (décision, majorité) **I.** 347.
Jury déclaration (énonciations) **I.** 347;
Jury déclaration (formule) **I.** 348;
Jury déclaration (lecture, accusé, présence) **I.** 357;
Jury déclaration (lecture, chef) **I.** 348;
Jury déclaration (lecture, greffier) **I.** 357; (recours) **I.** 350;
Jury déclaration (remise au président) **I.** 349; (signature) **I.** 349.
Jury déclaration de culpabilité **I.** 362;
Jury (compétence) **I.** 342;
Jury (erreur, renvoi à uneautre session) **I.** 352.
Jury déliberation **I.** 342 s.;
Jury (circonstances) **I.** 344;
Jury (fait principal) **I.** 344;
Jury (gendarmerie, surveillance) **I.** 343;
Jury (instruction, affichage et lecture) **I.** 342;
Jury (ordre, fixation) **I.** 344;
Jury (publication) p.
Jury L. 29 juill. 1881, a. 39;
Jury (secret, contravention, peines) **I.** 343. - V. vote.
Jury (législation ancienne) **I.** 381 à 388;
Jury (liste)V.Juré.

Jury questions au jury **I.** 336 s.;
Jury (circonstances aggravantes) **I.** 338; p.
Jury (circonstances atténuantes) **I.** 341; L. 1836, a. 1;
Jury (circonstances du fait incriminé) **I.** 337;
Jury (crime, éléments constitutifs) **I.** 337;
Jury (culpabilité) **I.** 337; L. 1836, a. 1;
Jury (excuse légale) **I.** 339; L. 1836, a. 1;
Jury (feuille, modèle) p.
Jury (feuille, remise) **I.** 341, 342;
Jury (formes) **I.** 336 s.;
Jury (lecture aux jurés) **I.** 345;
Jury (mineur de dix-huit ans, discernement) **I.** 340; L. 1836, a. 1;
Jury (position) **I.** 336 s.
Jury (rentrée à l'audience) **I.** 348; (vote) p.
Jury vote, bulletins p.
Jury L. 13 mai 1836, a. 1 s.;
Jury (bulletins écrits) L. 1836, a. 1;
Jury (destruction) L. 1836, a. 5;
Jury (écriture) L. 1836, a. 2;
Jury (vote non exprimé) L. 1836, a. 4.
Jury vote (ordre) p.
Jury L. 13 mai 1836, a. 1;
Jury (scrutin, dépouillement) L. 1836, a. 3;
Jury (scrutins distincts) L. 1836, a.1;
Jury (scrutin secret) **I.** 341, 345, 346. - V. décision.
Jury V. Juré.
Jury annuel. V. Juréliste annuelle.
Jury de jugement I. 393 S.;
Jury de jugement (affaire spéciale) **I.** 393, 399;
Jury de jugement (formation) **I.** 393, 399 s., 406.
Jury de jugement jurés (appel) **I.** 399;
Jury de jugement (nombre) **I.** 394;
Jury de jugement (remplacement) **I.** 394.
Jury de jugement (jurés suppléants, adjonction) **I.** 394;
Jury de jugement (renvoi à une autre session) **I.** 406;
Jury de jugement (tableau) **I.** 399, 405, 406;
Jury de jugement (tirage au sort) **I.** 399.
Jury de jugement V. Jury.
Jury de session. V. Juréliste de session.

L

Langue étrangère I. 332, 392.
Larcin P. 401.
Légion d'honneur (suspension ou privation) p.
Légitime défense (criminalité, absence) **P.** 328.
Lettre missive (secret, violation) **P.** 187;
Lettre missive (suppression ou ouverture, abus d'autorité) **P.** 187.
Liberation conditionnelle p.
Liberation conditionnelle (conditions) L. 1885, a. 1, 2;
Liberation conditionnelle (colonie) L. 1885, a. 11;
Liberation conditionnelle (patronage) L. 1885, a. 7 s.;
Liberation conditionnelle (récidive) L. 1885, a. 2; (révocation) L. 1885, a. 2 s.
Liberté (mise en liberté) **I.** 206; V. Chambre d'accusation, Cour d'assises, Juge d'instruction.
Liberté V. Peine privative, Travail.
Liberté individuelle - attentat **I.** 93; **P.** 114 s., 341 s.;
Liberté individuelle (dommages-intérêts) **P.** 117;
Liberté individuelle (fonctionnaire public) **P.** 114;
Liberté individuelle (forfaiture) **P.** 121, 122;
Liberté individuelle (ministre) **P.** 115;
Liberté individuelle (ordre hiérarchique, excuse légale) **P.** 114;
Liberté individuelle (ordre hiérarchique, supérieur, responsabilité pénale) **P.** 114.
Liberté individuelle - V. Detention arbitraire.
Liberté individuelle - protection **I.** 615 s.
Liberte provisoire (appel) **I.** 119;
Liberte provisoire (caractère facultatif) **I.** 113;
Liberte provisoire (caractère obligatoire) **I.** 113.
Liberte provisoire - cautionnement **I.** 114, 120 s.;
Liberte provisoire (absolution) **I.** 122 s.;
Liberte provisoire (acquittement) **I.** 122 s.;
Liberte provisoire (affectation) **I.** 114, 122 s.;
Liberte provisoire (amende, payement) **I.** 114, 123;
Liberte provisoire (Caisse des consignations) **I.** 124;
Liberte provisoire (caractère facultatif) **I.** 114;
Liberte provisoire (compétence) **I.** 124;
Liberte provisoire (condamnation, extrait) **I.** 124;
Liberte provisoire (condamnation ultérieure) **I.** 122 s.;
Liberte provisoire (confiscation partielle) **I.** 122;
Liberte provisoire (distribution) **I.** 124;
Liberte provisoire (fixation) **I.** 119;
Liberte provisoire (frais, payement) **I.** 114, 123;
Liberte provisoire (inculpe, absence) **I.** 122, 124, 125;
Liberte provisoire (inculpé, présence) **I.** 114, 122;
Liberte provisoire (mode) **I.** 120, 121;
Liberte provisoire (numéraire) **I.** 120, 121;
Liberte provisoire (objet) **I.** 114;
Liberte provisoire (obligations, cessation) **I.** 122;
Liberte provisoire (poursuites, renvoi) **I.** 122 s.;
Liberte provisoire (realisation) **I.** 121;
Liberte provisoire (recouvrement, contrainte) **I.** 124;
Liberte provisoire (restitution) **I.** 122 s.
Liberte provisoire - cautionnement personnel **I.** 120, 121;
Liberte provisoire (solvabilité) **I.** 120.
Liberte provisoire - cautionnement réel **I.** 120 s.
Liberte provisoire - chambre d'accusation (compétence) **I.** 116;
Liberte provisoire (retrait) **I.** 115.
Liberte provisoire - (chambre du conseil) **I.** 117;
Liberte provisoire (compétence) **I.** 113, 116;
Liberte provisoire (condamnation antérieure) **I.** 113;
Liberte provisoire (cour d'appel, compétence) **I.** 116;

Liberte provisoire (cour d'assises, arrêt de renvoi) **I.** 126;
Liberte provisoire (cour d'assises, competence) I. p.
Liberte provisoire - demande **I.** 116 s.;
Liberte provisoire (cassation, pourvoi, admissibilité) **I.** 116;
Liberte provisoire (domicile, élection) **I.** 121,
Liberte provisoire (état de cause) **I.** 116;
Liberte provisoire (notification à partie civile) **I.** 118, 119.
Liberte provisoire - emprisonnement, durée **I.** 113.
Liberte provisoire - inculpé, présence (effets) **I.** 122;
Liberte provisoire (engagement) **I.** 113, 114.
Liberte provisoire - juge d'instruction (competence) **I.** 113;
Liberte provisoire (pouvoirs) **I.** 113.
Liberte provisoire - (mandat d'amener, d'arrêt ou de dépôt) **I.** 115, 125;
Liberte provisoire (observations écrites) **I.** 117, 118;
Liberte provisoire (opposition) **I.** 119;
Liberte provisoire (ordonnance, execution) **I.** 121;
Liberte provisoire (prise de corps, ordonnance) **I.** 125, 126.
Liberte provisoire - procureur de la Republique (conclusions) **I.** 113, 117;
Liberte provisoire (opposition) **I.** 119.
Liberte provisoire - (recours) **I.** 119;
Liberte provisoire (registre) **I.** 119;
Liberte provisoire (requête) I 117.
Liberte provisoire - retrait **I.** 115;
Liberte provisoire (competence) **I.** 125,
Liberte provisoire - tribunal correctionnel, compétence, **I.** 116.
Liberte provisoire - V. Cassation, Flagrant délit
Liberté surveillée (enfants) p.
Librairie p.
Librairie (liberté) L. 1881, a. 1.
Livre. V. Contrefaçon littéraire, Librairie.
Logeur (registre, inscription ou representation, defaut) **P.** 475, n. 2;
Logeur (registre, nom supposé) **P.** 154.
Loi pénale (rétroactivité) **P.** 4. - V. Cassation.
Loi spéciale p.
Loi spéciale (flagrant délit) p.
Loi spéciale (maintien) **P.** 484.
Loterie (lieu public) **P.** 475, n. 5; 477, 478;
Loterie (loterie autorisée) p. er mars 1910;
Loterie (loterie non autorisée) **P.** 410; L. 21 mai 1836, a. 1 s.;
Loterie (prohibition) L. 21 mai 1836, a. 1 s.

M

Machinations ou intelligences avec l'étranger P. 76 s.
Machine a vapeur (explosion volontaire) **P.** 437.
Magasin
Magasin - destruction, mine, explosion **P.** 434;
Magasin (menace) **P.** 436.
Magasin - (incendie volontaire) **P.** 434;
Magasin (menace) **P.** 436.
Magistrat (déplacement, indemnite) p. er juin 1899;
Magistrat (empiétement sur l'autorité administrative) **P.** 127 s.;
Magistrat (empiétement sur le pouvoir législatif) **P.** 127;
Magistrat (lois, exécution, suspension) **P.** 127;
Magistrat (outrage) **P.** 222, 223;
Magistrat (récusation) **I.** 210;
Magistrat (règlement administratif) **P.** 127;
Magistrat (règlement législatif) **P.** 127;
Magistrat (transport, indemnité) p.
Magistrat - V. Corruption, Privilège, Violences.
Main-forte. V. Garde champêtre, Garde forestier.
Maire (commissaire de police, remplacement) **I.** 11, 14;
Maire (contravention, attributions) **I.** 11;
Maire (police judiciaire, attributions) **I.** 9, 11, 50 s.;
Maire (procès-verbal) **I.** 11.
Maire - V. Autorité administrative, Prison, Réhabilitation.
Maison
Maison - crime ou délit, constatation, chef de maison, réquisition (officier de police auxiliaire) **I.** 49, 50, 52;
Maison (procureur de la République) **I.** 46.
Maison - (destruction ou incendie) V. Edifice.
Maison - V. Prison, Visite domiciliaire, Vol.
Maison de correction. V. Mineur.
Maison de jeu P. 410. V. Cercles.
Maison de prêt P. 411.
Maison de prostitution (rétention forcée) **P.** 334, 335.
Maladie. V. Coups, Violences.
Maladie epidémique (déclaration) p.
Malfaiteur (crime, actes de barbarie ou tortures, emploi) **P.** 303.
Malfaiteur - V. Association de malfaiteurs, Recel.
Mandat d'amener (accusé, acquittement) **I.** 361.
Mandat d'amener - arrestation hors de l'arrondissement **I.** 100 s.; p.
Mandat d'amener (conduite au parquet) L. 1897, a. 4;
Mandat d'amener (déclarations du prévenu) L. 1897, a. 5;
Mandat d'amener (exécution obligatoire) **I.** 100;
Mandat d'amener (identité, constatation) L. 1897, a. 5;
Mandat d'amener (interrogatoire) L. 1897, a. 5;
Mandat d'amener (juge d'instruction, attributions) L. 1897, a. 5, 6;
Mandat d'amener (mandat de dépôt) **I.** 100, 101;
Mandat d'amener (pièces à conviction, détention) **I.** 100;
Mandat d'amener (procureur de la République, attributions) **I.** 100 s.; L. 1897, a. 5;
Mandat d'amener (transférement) L. 1897, a. 5, 6.
Mandat d'amener - (conseiller instructeur) **I.** 237;
Mandat d'amener (date) **I.** 100;
Mandat d'amener (délégation) **I.** 283;
Mandat d'amener (délivrance) **I.** 91, 92;
Mandat d'amener (détention arbitraire) **I.** 93;
Mandat d'amener (exécution, force publique, réquisition) **I.** 99;
Mandat d'amener (exhibition au maire) **I.** 105;
Mandat d'amener (interrogatoire, délai) **I.** 93; p.
Mandat d'amener (mise en liberté, procureur) **I.** 93;

Mandat d'amener (notification) **I.** 97, 105.
Mandat d'amener - prévenu (comparution, refus) **I.** 99;
Mandat d'amener (contrainte par corps) **I.** 99, 100;
Mandat d'amener (défaut) **I.** 91;
Mandat d'amener (évasion, tentative) **I.** 99;
Mandat d'amener (fuite) **I.** 105.
Mandat d'amener - (procureur de la République, conclusions) **I.** 61;
Mandat d'amener (témoin, comparution, refus) **I.** 80, 92;
Mandat d'amener (visa) **I.** 105.
Mandat d'amener - V. Flagrant delit, Liberté provisoire.
Mandat d'arrêt (accusé, acquittement) **I.** 361;
Mandat d'amener (conseiller instructeur) **I.** 237;
Mandat d'amener (délégation) **I.** 283;
Mandat d'amener (délivrance) **I.** 94;
Mandat d'amener (exécution) **I.** 108 s.; p.
Mandat d'amener (exécution, force publique, réquisition) **I.** 108;
Mandat d'amener (fait incriminé, énonciation) **I.** 96;
Mandat d'amener (loi pénale, énonciation) **I.** 96;
Mandat d'amener (mainlevée, opposition) **I.** 94;
Mandat d'amener (notification) **I.** 97, 109;
Mandat d'amener (perquisition, procès-verbal) **I.** 109.
Mandat d'amener - prévenu (fuite) **I.** 109;
Mandat d'amener (incarcération) **I.** 110, 111;
Mandat d'amener (remise, reconnaissance) **I.** 111;
Mandat d'amener (transfèrement) **I.** 104.
Mandat d'amener - (procureur de la République, conclusions) **I.** 94;
Mandat d'amener (renvoi à la chambre d'accusation) **I.** 134.
Mandat d'amener - V. Cour d'assises-témoin, Juré.
Mandat de comparution I. 91;
Mandat de comparution (accusé, acquittement) **I.** 361;
Mandat de comparution (conversion) **I.** 91;
Mandat de comparution (délivrance) **I.** 91;
Mandat de comparution (interrogatoire) **I.** 91, 93.
Mandat de dépôt (charges nouvelles) **I.** 248;
Mandat de dépôt (conseiller instructeur) **I.** 237;
Mandat de dépôt (délégation) **I.** 283;
Mandat de dépôt (délivrance) **I.** 94;
Mandat de dépôt (exécution) **I.** 107 s.;
Mandat de dépôt (exécution, force publique, réquisition) **I.** 108;
Mandat de dépôt (exhibition) **I.** 97, 107;
Mandat de dépôt (incarcération) **I.** 107, 110, 111;
Mandat de dépôt (mainlevée, opposition) **I.** 94;
Mandat de dépôt (prévenu, remise, reconnaissance) **I.** 107, 111.
Mandat de dépôt - procureur de la République (conclusions) **I.** 61, 94;
Mandat de dépôt (délivrance) **I.** 34, 100; p.
Mandat de dépôt - renvoi à la chambre d'accusation **I.** 134.
Mandat de dépôt - V. Appel correctionnel, Juré, Mandat d'amener.
Mandat du juge d'instruction I. 91 s.;
Mandat du juge d'instruction (copie, délivrance) **I.** 97;
Mandat du juge d'instruction (exécution, compétence territoriale) **I.** 98;
Mandat du juge d'instruction (exhibition) **I.** 97;
Mandat du juge d'instruction (force publique, réquisition) **I.** 108.
Mandat du juge d'instruction - formalités, inobservation (greffier, amende) **I.** 112;
Mandat du juge d'instruction (magistrat, prise à partie) **I.** 112.
Mandat du juge d'instruction - (formes) **I.** 95 s.;
Mandat du juge d'instruction (notification) **I.** 97;
Mandat du juge d'instruction (prévenu, désignation) **I.**
Mandat du juge d'instruction (sceau) **I.** 95, 96;
Mandat du juge d'instruction (signature) **I.** 95, 96;
Mandat du juge d'instruction (visa) I, 98.
Mandat du juge d'instruction - V. Liberté provisoire.
Mandat électif. V. Corruption.
Manoeuvre frauduleuse P. 405.
Manoeuvre frauduleuse - V. Travail.
Maraudage (animaux de charge) **P.** 388;
Maraudage (bornes, enlèvement) **P.** 389;
Maraudage (contravention) **P.** 475, n. 15;
Maraudage (délit) **P.** 388;
Maraudage (panier) **P.** 388;
Maraudage (pluralité d'agents) **P.** 388;
Maraudage (voiture) **P.** 388.
Maraudage simple P. 471, n. 9.
Marchandises (baisse ou hausse, fraude) **P.**
Marchandises (détérioration volontaire) **P.** 443.
Marchandises - V. Batelier, Substances, Tromperie, Voiturier.
Marché à terme P. 421, 422; p.
Marché de fournitures ou de travaux publics pour la guerre ou la marine **P.** 430 s.;
Marché de fournitures (exécution, retard) **P.** 433;
Marché de fournitures (force majeure) **P.** 430;
Marché de fournitures (fraude) **P.** 433;
Marché de fournitures (inexécution) **P.** 430 s.
Margarine p.
Mari. V. Adultère, Conjoint.
Mariage (consentement, production, défaut) **P.** 193, 195;
Mariage (femme veuve, délai de viduité, inobservation) **P.** 194, 195.
Mariage - V. Adultère, Bigamie, Enlèvement de mineur, Ministre du culte.
Marin (infractions, peines) p.
Marin C. just. milit. mar. a. 258 s., 369 s.;
Marin (tentative) p.
Marin C. just. milit. mar. a. 260.
Marine marchande (discipline) p.
Marine marchande - V. Baraterie, Piraterie.
Marque de l'Etat (contrefaçon) **P.** 142.
Marque de l'Etat - fausse marque, usage **P.** 142;
Marque de l'Etat (bonne fol) **P.** 163.
Marque de l'Etat - usage frauduleux **P.** 143.
Marque publique (contrefaçon) **P.** 142.
Marque publique - fausse marque, usage **P.** 142;

Marque publique (bonne foi) **P.** 163.
Marque publique - usage frauduleux **P.** 143.
Marteau de l'Etat (contrefaçon) **P.** 140.
Marteau de l'Etat - faux marteau, usage **P.** 140;
Marteau de l'Etat (bonne foi) **P.** 163.
Marteau de l'Etat - usage frauduleux. **P.** 141.
Matériaux. V. Eclairage, Embarras, Propriété communale.
Matières d'or ou d'argent (vente, titre, tromperie) **P.** 423; p.
Matières d'or ou d'argent (visite domiciliaire) p.
Matière politique. V. Crime politique.
Matières servant à la fabrication (destruction) **P.** 443.
Matières spéciales. V. Flagrant délit.
Médaille militaire (suspension ou privation) p.
Médecin (corruption) **P.** 160;
Médecin (expertise médicale) **I.** 44;
Médecin (secret professionnel) **P.** 378.
Médecin - V. Certificat médical.
Médecine (exercice) p.
Médicaments (salubrité, visite domiciliaire) p.
Mémoire des morts (diffamation ou injure) p.
Mémoire judiciaire (immunité) p.
Menaces P. 305 s.;
Menaces (fait principal) **P.** 305 s.;
Menaces (menaces d'attentat contre les personnes) **P.** 305 s.;
Menaces (menaces écrites) **P.** 305, 306, 308;
Menaces (menaces verbales) **P.** 307, 308.
Menaces - ordre ou condition **P.** 305, 307, 308;
Menaces (inexistence) **P.** 306.
Menaces - V. Chantage, Mendicité, Outrage, Prison, Rébellion, Travail, Vol.
Mendicité P. 274 s.;
Mendicité (circonstances aggravantes) **P.** 275, 276.
Mendicité - dépôt public (existence) **P.** 274;
Mendicité (inexistence) **P.** 275.
Mendicité - (fait isolé) **P.** 274;
Mendicité (habitation ou enclos, introduction) **P.** 276;
Mendicité (habitude) **P.** 275; p.
Mendicité (infirmes et incurables privés de ressources) p.
Mendicité (infirmité, simulation) **P.** 276;
Mendicité (interdiction de sejour) **P.** 282;
Mendicité (lieu) **P.** 274, 275;
Mendicité (menaces) **P.** 276;
Mendicité (mineur de seize ans, emploi) p.
Mendicité (passeport faux) **P.** 281;
Mendicité (peines) **P.** 274 s., 277 s.;
Mendicité (résidence, canton) **P.** 275;
Mendicité (réunion) **P.** 276; p.
Mendicité (vieillards privés de ressources) p.
Mendicité-vagabondage P. 277 s.;
Mendicité-vagabondage (armes) **P.** 277, 279;
Mendicité-vagabondage (certificat faux) **P.** 281;
Mendicité-vagabondage (feuille de route fausse) **P.** 281;
Mendicité-vagabondage (instruments de vol ou autres délits) **P.** 277, 279;
Mendicité-vagabondage (travestissement) **P.** 277, 279;
Mendicité-vagabondage (valeurs, provenance) **P.** 278;
Mendicité-vagabondage (violences) **P.** 279.
Mépris (expression) p.
Metier de souteneur. V. Souteneur.
Meurtre P. 295 s.;
Meurtre (adultère, excuse légale) **P.** 324;
Meurtre (causes justificatives) **P.** 327 s.;
Meurtre (conjoint, excuse légale) **P.** 324;
Meurtre (crime ou délit connexe) **P.** 304;
Meurtre (définition) **P.** 295.
Meurtre - escalade ou effraction (jour, excuse légale) **P.** 322;
Meurtre (nuit, fait justificatif) **P.** 322, 329.
Meurtre - (excuse légale) **P.** 321 s., 326;
Meurtre (guet-apens) **P.** 296, 298;
Meurtre (légitime défense) **P.** 322, 328, 329;
Meurtre (peines) **P.** 304;
Meurtre (préméditation) **P.** 296, 297;
Meurtre (provocation) **P.** 321.
Militaire
Militaire désobéissance, provocation p.
Militaire (compétence) p.
Militaire (infractions, peines) p.
Militaire (tentative) p.
Militaire peine de mort (execution, mode) p.
Militaire V. Juré, Sursis, Tribunal militaire, Troupe.
Mine
Mine explosion, dommage **P.** 95, 435;
Mine (dénonciation) **P.** 435;
Mine (excuse légale) **P.** 435;
Mine (menace) **P.** 436. - V. Propriété.
Mineur (abus des besoins, faiblesses ou passions d'un mineur) **P.** 406;
Mineur (décharge, abus) **P.** 406;
Mineur (déplacement ou détournement) **P.** 354 s. V. Enlèvement.
Mineur mineur de quinze ans (aliments, privation volontaire) **P.** 312;
Mineur (coups et blessures volontaires) **P.** 312. - V. Attentat à la pudeur.
Mineur mineur de dix-huit ans **P.** 66 s.;
Mineur (acquittement) **P.** 66;
Mineur (compétence) **P.** 68;
Mineur (crime) **P.** 66 s.;
Mineur (délit) **P.** 66, 69;
Mineur (discernement) **P.** 67. V. Jury-questions; (discernement, défaut) **P.** 66;
Mineur (excuse légale) **P.** 66 s.;
Mineur (maison de correction) **P.** 66;
Mineur (peine, atténuation) **P.** 67, 69;
Mineur (prostitution) p.

Mineur mineur de treize ans. V. Attentat à la pudeur.
Mineur (obligation, abus) **P.** 406;
Mineur (prêt au mineur) **P.** 406;
Mineur (quittance, abus) **P.** 406.
Mineur tribunaux pour enfants p.
Mineur V. Enlèvement de mineur, Excitation, Mendicité, Prostitution, Relégation.
Ministère public. V. Appel correctionnel, Cassation, Contumace, Cour d'assises, Juge suppleant, Procureur de la République, Procureur général, Tribunal de simple police.
Ministre (crime ou délit, poursuites, autorisation) **P.** 121;
Ministre (diffamation) p.
Ministre (injure) L. 1881, a. 33.
Ministre du culte (séparation des Eglises et de l'Etat) p.
Ministre du culte P. 201 à 208, 260 à 264, 294 (*abrogés*);
Ministre du culte (diffamation) p.
Ministre du culte (état civil, infraction) **P.** 199, 200;
Ministre du culte (infractions) **P.** 199 s.;
Ministre du culte (injure) p.
Ministre du culte (mariage religieux, célébration, acte de mariage civil, production, défaut) **P.** 199, 200. - V. Attentat à la pudeur, Juré.
Minute (destruction ou enlèvement) **I.** 521 s.; **P.** 439. - V. Appel correctionnel.
Mise en accusation I. 217 s. V. Chambre d'accusation.
Moeurs. V. Attentat.
Monnaie (imitation) p.
Monnaie (monnaie de billon étrangère) p.
Monnaie (monnaie nationale, contrefaçon, étranger) **I.** 7;
Monnaie (réception, refus) **P.** 475, n. 11. - V. Fausse monnaie
Monument (dégradation ou destruction) **P.** 257.
Monument historique (affichage) p.
Mort. V. Coups, Enfant, Incendie, Mémoire, Militaire, Peine capitale.
Mort civile P. 18.
Mort violente (expertise médicale) **I.** 44.
Moyens. V. Cassation.
Munitions (munitions de guerre, commerce, détention ou fabrication) p.
Munitions munitions non chargées (commerce) p.
Munitions (exportation) L. 1885, a. 7 s.; p.
Munitions (fabrication) L. 1885, a. 2 s.; 12, 14;
Munitions (importation) L. 1885, a. 7 s.;
Munitions (peines) L. 1885, a. 12 s.;
Munitions (transit) L. 1885, a. 7, 10.
Musique. V. Contrefaçon littéraire.
Mutilation. V. Arbres, Coups.

N

Naissance (déclaration, défaut) **P.** 346.
Nantissement. V. Maison de prêt.
Naturalisation. V. Etranger.
Naufrage. V. Secours.
Navire
Navire destruction, mine, explosion **P.** 435;
Navire (menace) **P.** 436.
Navire incendie volontaire, **P.** 434;
Navire de guerre (commandement illégal) **P.** 93;
Navire de guerre (destruction, mine, explosion) **P.** 95;
Navire de guerre (pillage) **P.** 96.
Négligence. V. Officier de police judiciaire.
Nettoyage (rues et passages, défaut de nettoyage) **P.** 471, n. 3. - V. Cheminée.
Nom (taux nom, escroquerie) **P.** 405;
Nom (nom d'un tiers, condamnation) p.
Nomades (circulation) p.
Non-lieu. V. Chambre d'accusation, Juge d'instruction.
Notes d'audience. V. Tribunal.
Nuit. V. Récoltes, Tapage, Visite domiciliaire, Vol.
Nullité. V. Instruction, Jugement.

O

Obligation (destruction) **P.** 439. - V. Mineur.
Offense. V. Chef de l'Etat.
Officier. V. Gendarmerie.
Officier d'état civil (crime) **P.** 340;
Officier d'état civil (delit) **P.** 192 s. - V. Enfant.
Officier de police judiciaire I. 9 s.;
Officier de police judiciaire (acte public, trouble) **I.** 509;
Officier de police judiciaire (commission rogatoire) **I.** 283;
Officier de police judiciaire (délit contre les propriétés, circonstance aggravante) **P.** 462;
Officier de police judiciaire (fonctions, délégation) **I.** 283;
Officier de police judiciaire (force publique, réquisition) **I.** 41; p.
Officier de police judiciaire négligence **I.** 280 s.; (cour, injonction) **I.** 281;
Officier de police judiciaire (procureur général, avertissement) **I.** 280;
Officier de police judiciaire (recidive) **I.** 281, 282.
Officier de police judiciaire officier de police auxiliaire **I.** 48 s.;
Officier de police judiciaire (attributions) **I.** 48 s.;
Officier de police judiciaire (compétence territoriale) **I.** 48;
Officier de police judiciaire (procureur de la République, concours) **I.** 51. - V. Flagrant délit.
Officier de police judiciaire (préfet, requisition) **I.** 10;
Officier de police judiciaire (surveillance, procureur général) **I.** 279; p.
Officier de police judiciaire V. Juré, Privilège.
Officier ministériel (abus de confiance) **P.** 408;
Officier ministériel (destitution, réhabilitation) p.
Officier ministériel (outrage) **P.** 224.
Officier ministériel V. Juré, Violence à fonctionnaire public ou agent.
Officier public (abus de confiance) **P.** 408.
Omission de statuer. V. Cassation.
Opposition. V. Appel correctionnel, Juge d'instruction - ordonnance, Tribunal.
Ordre. V. Coups, Homicide, Menaces, Vol.
Ordre hiérarchique. V. Détention arbitraire, Force publique, Liberte individuelle, Violation de domicile.
Ordre public (maintien). V. Force armee.
Outrage P. 222 s.;
Outrage (audience judiciaire) **P.** 223;
Outrage (dessin non public) **P.** 222;
Outrage (écrit non public) **P.** 222;

Outrage (exercice des fonctions) **P.** 222 s.;
Outrage (gestes) **P.** 223 s.;
Outrage (honneur ou delicatesse, inculpation) **P.** 222;
Outrage (menaces) **P.** 223 s.;
Outrage (paroles) **P.** 222, 224, 225;
Outrage (paroles non publiques) **P.** 222;
Outrage (réparation d'honneur) **P.** 226, 227.
Outrage V. Agent, Citoyen, Force publique, Juré, Ministre du culte, Officier ministériel.
Outrage aux bonnes moeurs p.
Outrage aux bonnes moeurs (délit de presse) p.
Outrage public à la pudeur P. 330.
Ouvrier (abus de confiance) **P.** 408;
Ouvrier (embauchage frauduleux pour l'étranger) **P.** 417;
Ouvrier (salaire) V. Travail; (vol) **P.** 386.

P

Pain (taxe) **P.** 479, n. 6; 480.
Parc. V. Enclos, Vol.
Parc de bestiaux (destruction) **P.** 451, 455.
Parenté. V. Chambre d'accusation, Contrainte, Témoin, Vol.
Pari mutuel p.
Parricide (définition) **P.** 229;
Parricide (excuse légale, absence) **P.** 323;
Parricide (peines) **P.** 13, 302.
Parricide V. Peine capitale.
Particulier (diffamation) p.
Particulier (injure) L. 1881, a. 33.
Particulier V. Crimes.
Partie civile
Partie civile constitution **I.** 63, 66 s.;
Partie civile (conclusions) **I.** 66;
Partie civile (époque) **I.** 67;
Partie civile (formes) **I.** 66;
Partie civile (juge d'instruction, compétence territoriale) **I.** 63, 69.
Partie civile (débats, clôture) **I.** 67;
Partie civile (désistement) **I.** 66, 67;
Partie civile (domicile, élection) **I.** 68, 118;
Partie civile (dommages-intérêts) **I.** 66;
Partie civile (frais et dépens) **I.** 66.
Partie civile V. Appel correctionnel, Cassation, Chambre d'accusation, Citation directe, Tribunal de simple police.
Passage
Passage passage d'animaux (avant l'enlèvement de la récolte) **P.** 471, n. 14;
Passage (bois taillis) **P.** 475, n. 10;
Passage (sur un terrain ensemencé ou chargé de récoltes sur pied) **P.** 475, n. 10.
Passage passage de personnes (sur un terrain chargé soit de grains en tuyau, soit de fruits mûrs ou voisins de la maturité) **P.** 475, n. 9;
Passage (sur un terrain préparé ou ensemencé) **P.** 471, n. 13.
Passage V. Eclairage, Nettoyage, Voie publique.
Passeport
Passeport délivrance (nom supposé) **P.** 154, 155;
Passeport (têmoins d'identité) **P.** 155.
Passeport (fabrication ou falsification) **P.** 153;
Passeport (faux) **P.** 153 s. V. Mendicité;
Passeport (faux passeport, usage) **P.** 153;
Passeport (passeport d'autrui, usage) **P.** 154.
Passions. V. Mineur.
Patronage. V. Libération conditionnelle.
Pâturages. V. Bestiaux.
Pays etranger. V. Souveraineté.
Pays limitrophe (contraventions et délits spéciaux, réciprocité) p.
Pêche fluviale (contrainte par corps) p.
Pêche fluviale (pays limitrophe, délit) p.
Peine P. 1 s.;
Peine (aggravation) V. Circonstances aggravantes, Récidive;
Peine (atténuation) V. Circonstances atténuantes.
Peine exécution (dimanche) **P.** 25;
Peine exécution (fête légale ou religieuse) **P.** 25;
Peine exécution (jour) **P.** 25;
Peine exécution (suspension) V. Revision.
Peine - V, Souveraineté, Sursis.
Peine non-cumul **I.** 365.
Peine peine privative de liberté (détention préventive, déduction) **P.** 24;
Peine (durée, point de départ) **P.** 23.
Peine rétroactivé **P.** 4.
Peine V. Adultère, Action publique, Cour d'assises, Prescription.
Peine capitale P. 7, 12 s.;
Peine capitale (crime politique) p.
Peine exécution (lieu) **P.** 26;
Peine exécution (mode) **P.** 12;
Peine exécution (place publique) **P.** 26.
Peine V. Secours.
Peine (femme enceinte) **P.** 27;
Peine (inhumation) **P.** 14;
Peine (militaire) p.
Peine (parricide, exécution, formes spéciales) **P.** 13.
Peine correctionnelle P. 1, 9 s., 40 s.
Peine correctionnelle V. Délit.
Peine criminelle P. 1, 6 s.; 12 s.;
Peine criminelle (classification) **P.** 7, 8;
Peine criminelle (condamnation, arrêt, extrait, affichage) **P.** 36;
Peine criminelle (effets) **P.** 12 s.;
Peine criminelle (peine afflictive et infamante) **P.** 6, 7;
Peine criminelle (peine criminelle et correctionnelle) **P.** 11;
Peine criminelle (peine infamante) **P,** 6, 8;
Peine criminelle (septuagénaire) **P.** 70 s.
Peine criminelle V. Crime.
Peine de simple police P. 464 s,
Peine de simple police V. Contravention de simple police.
Permis de chasse (délivrance, nom supposé) **P.** 154;
Permis de chasse (faux) **P.** 153 s.;

Permis de chasse (faux permis, usage) **P.** 153;
Permis de chasse (permis d'autrui, usage) **P.** 154.
Perquisition. V. Mandat d'arrêt, Visite domiciliaire,
Personne (personne punissable) **P.** 59 s.;
Personne (personne responsable) V. Responsabilité,
Personne V. Crimes.
Pharmacie (police) p.
Pharmacie (sérums thérapeutiques) p.
Pharmacien (secret professionnel) **P.** 378.
Pièces (destruction ou enlèvement) **I.** 521 s.; **P.** 439;
Pièces (fausses pièces, publication ou reproduction) p.
Pièces (pièces produites dans un procès, soustraction) **P.** 409.
Pièces V. Chambre d'accusation, Cour d'assises,
Pièces à conviction. V. Chambre d'accusation, Contumace, Cour d'assises, Flagrant délit, Tribunal correctionnel.
Pièces d'artifice (incendie) **P.** 458;
Pièces d'artifice (interdiction) **P.** 471, n. 2; 472 s.
Pierre. V. Carrière, Chemin, Corps dur.
Pierre précieuse (qualité, tromperie) **P.** 423.
Pigeons voyageurs p.
Pillage P. 440 s.;
Pillage (circonstances aggravantes) **P.** 442;
Pillage (denrées) **P.** 440 s.;
Pillage (force ouverte) **P.** 440;
Pillage (provocation) **P.** 441 s.;
Pillage (réunion) **P.** 440.
Pillage V. Coups, Propriété de l'Etat, Secours, Sûreté intérieure.
Piraterie p.
Place de guerre (commandement illégal) **P.** 93.
Plaidoirie (immunité) p.
Plaidoirie V. Cour d'assises, Défenseur.
Plainte I. 63 s.;
Plainte (communication au ministère public) **I.** 70;
Plainte (formes) **I.** 65;
Plainte (procuration) **I.** 65;
Plainte (procureur de la République, requisitoire) **I.** 70;
Plainte (qualité) **I.** 63;
Plainte (réception) **I.** 63, 64, 275;
Plainte (renvoi au juge compétent) **I.** 69;
Plainte (transmission au juge d'instruction) **I.** 64, 69.
Plainte V. Adultère, Contravention, Partie civile, Souveraineté.
Plan d'ouvrages militaires ou maritimes
Plan d'ouvrages militaires ou maritimes livraison à l'étranger (dépositaire) **P.** 81;
Plan d'ouvrages militaires ou maritimes livraison à l'étranger (soustraction préalable) **P.** 82.
Plants
Plants dévastation **P.** 444, 455;
Plants (malveillance envers fonctionnaire) **P.** 450;
Plants (nuit) 450.
Plantation. V. Bestiaux-conduite.
Plaque. V. Roulage.
Pluralité d'agents, V. Réunion, Vol.
Poids et mesures
Poids et mesures poids et mesures faux ou inexacts **P.** 479, n. 5; 480 s.;
Poids et mesures (détention) p.
Poids et mesures (poids et mesures non réglementaires) **P.** 479, n. 6; 480 s.; p.
Poids et mesures (visite domiciliaire) p.
Poids et mesures V. Substances, Tromperie.
Poinçon de garantie (contrefaçon) **P.** 140.
Poinçon de garantie faux poinçon, usage **P.** 140;
Poinçon de garantie (bonne foi) **P.** 163.
Poinçon de garantie usage frauduleux **P.** 141.
Poissons d'étang, vivier ou réservoir (destruction volontaire) **P.** 453, 455;
Poissons d'étang, vivier ou réservoir (empoisonnement) **P.** 452, 455;
Poissons d'étang, vivier ou réservoir (vol) **P.** 388.
Police. V. Contravention de simple police, Cour d'assises, Roulage.
Police judiciaire I. 8 s.;
Police judiciaire (exercice, qualité) **I.** 9;
Police judiciaire (objet) **I.** 8.
Police judiciaire V. Officier de police, Procureur général.
Police municipale
Police municipale arrêté, contravention **P.** 471, n. 15;
Police municipale (constatation) p.
- objet p.
Police rurale p.
Pont (destruction volontaire) **P.** 437. - V. Roulage.
Port d'armes (port d'armes contre la France) **P.** 75. - V. Permis de chasse.
Port illégal. V. Costume, Décoration.
Port maritime. V. Plans.
Poudre. V. Dynamite.
Poudre à feu (fabrication, commerce ou détention) p.
Pourvoi. V. Cassation.
Pouvoir discrétionnaire. V. Cour d'assises-président.
Pouvoir législatif. V. Autorité administrative, Magistrat.
Prairie artificielle. V. Bestiaux-conduite.
Préfet (acte public, trouble) **I.** 509;
(police judiciaire) **I.** 10;
(réquisition) **I.** 10. - V. Force armée, Autorité administrative.
Préfet de police (police judiciaire) **I.** 10.
Préméditation. V. Assassinat, Coups, Violences.
Préposé. V. Vol.
Prescription de l'action civile **I.** 2.
- delai (matière correctionnelle) **I.** 638;
(matière criminelle) **I.** 637;
(matière de simple police) **I.** 640.
- interruption (matière correctionnelle) **I.** 638;
(matière criminelle) **I.** 637.
Prescription de l'action publique **I.** 2;
(acte d'instruction) V. interruption.
- délai (matière correctionnelle) **I.** 638;

(matière criminelle) **I.** 637;
(matière de simple police) **I.** 640.
- interruption (matière correctionnelle) **I.** 638;
(matière criminelle) **I.** 637.
- V. Délit rural, Presse.
Prescription des condamnations civiles (délai) **I.** 642.
Prescription des peines (contumace, purge) **I.** 641;
(défaut, purge) **I.** 641.
- délai (matière correctionnelle) **I.** 636;
(matière criminelle) **I.** 635;
(matière de simple police) **I.** 639.
- (interdiction de séjour, matière criminelle) **I.** 635; p.
(résidence, assignation, matière criminelle) **I.** 635; p.
- V. Souveraineté.
Prescriptions spéciales **I.** 643.
President de la République. V. Chef de l'Etat.
Presse p.
(action publique, prescription) L. 1881, a. 63;
(circonstances atténuantes) L. 1881, a. 64;
(colportage ou distribution) L. 1881, a. 18 s.
- crimes ou délits, L. 1881, a. 23 s.;
(affiches) L. 1881, a. 23 s., 80 s.;
(compétence) L. 1881, a. 45; p.
(contre la chose publique) L. 1881, a. 26 s.,
(contre les personnes) L. 1881, a. 29 s.;
(cris) L. 1881, a. 23 s., 30 s.;
(dessin) L. 1881, a. 28, 30 s.;
(discours) L. 1881, a. 23 s., 30 s.;
(écrits) L. 1881, a. 23 s., 30 s.;
(emblème) L. 1881, a. 28, 30 s.;
(gravure) L. 1881, a. 28, 30 s.;
(image) L. 1881, a. 28, 30 s.;
(imprimé) L. 1881, a. 23 s., 30 s.;
(lieu public) L. 1881, a. 23 s., 28, 30 s.;
(menaces) L. 1881, a. 23 s., 30 s.;
(peinture) L. 1881, a. 28, 30 s.
- (cumul des peines) L. 1881, a. 63;
(distribution) L. 1881, a. 18 s.;
(flagrant délit) **P.** 102; p.
(liberté) L. 1881, a.1;
(poursuites) L. 1881, a. 42 s.;
(procédure) L. 1881, a. 47 s.;
(provocation aux crimes ou delits) L. 1881, a. 23 s.;
(publications interdites) L. 1881, a. 38 s.; p.
(récidive) L. 1881, a. 63;
(responsabilité pénale) L. 1881, a. 42 s.;
(voies de recours) L. 1881, a. 61, 62.
- V. Diffamation, Imprimerie, Injure, Journaux, Librairie, Outrages aux bonnes moeurs.
Prêt. V. Maison de prêt, Mineur.
Prise à partie. V. Juge d'instruction, Privilègé, Procureur de la République, Tribunal de simple police.
Prise de corps. V. Chambre d'accusation, Contumace.
Prison **I.** 603 s.;
(bris) V. Evasion; (crime) p.
(établissement) **I.** 603.
- gardien **I.** 606 s.;
(détention arbitraire) **I.** 618; **P.** 120;
(nomination) **I.** 606. - V. Evasion.
- (interdiction de communiquer) **I.** 613; p.
(juge d'instruction, attributions) **I.** 611, 613;
(maire, attributions) **I.** 612, 613;
(maison centrale) **I.** 603 s.;
(maison d'arrêt) **I.** 603 s.;
(maison de justice) **I.** 603 s. V. Cour d'assises-accusé;
(menaces) **I.** 614;
(prefet, attributions) **I.** 605 s., 611 s.;
(président de cour d'assises, attributions) **I.** 611, 613.
- prison départementale (charge) p.
(réforme) p.
(régime) **P.** 41; p.
- (punition disciplinaire) **I.** 614;
(régime cellulaire) p.
(registre d'écrou) **I.** 607 s., 618;
(travail des détenus) **P.** 41; L. 5 juin 1875, a. 5;
(violences) **I.** 614;
(visites periodiques) **I.** 611, 612.
Prison V. Libération conditionnelle.
Privilège de juridiction I. 479 s.
Privilège de juridiction - *crimes des membres des tribunaux civils ou correctionnels, des tribunaux de commerce, des membres des cours d'appel, des membres du ministère public près ces cours, dans l'exercice de leurs fonctions* **I.** 485 s.;
Privilège de juridiction (complice) **I.** 501.
Privilège de juridiction cour d'assises (arrêt, pourvoi en cassation) **I.** 503;
Privilège de juridiction (compétence) **I.** 500; p.
Privilège de juridiction cour de cassation **I.** 486 s.;
Privilège de juridiction (chambre civile) **I.** 492 s.;
Privilège de juridiction (chambre criminelle) **I.** 493, 494, 503;
Privilège de juridiction (chambre des requêtes) **I.** 492 s.;
Privilège de juridiction (chambres réunies) **I.** 495 s., 503;
Privilège de juridiction (premier president) **I.** 487 s.;
Privilège de juridiction (président de chambre) **I.** 496 s.;
Privilège de juridiction (procureur général) **I.** 486, 487, 491.
Privilège de juridiction (dénonciation) **I.** 486, 492 s.;
Privilège de juridiction (forfaiture) **I.** 485 s.;
Privilège de juridiction (incident) **I.** 486.
Privilège de juridiction instruction **I.** 487 s., 496 s.;
Privilège de juridiction (délégation) **I.** 487 s., 497, 498;
Privilège de juridiction (recours) **I.** 501.
Privilège de juridiction (juge d'instruction) **I.** 487 s., 496 s.;
Privilège de juridiction (mandat d'arrêt) **I.** 498;

Privilège de juridiction (mandat de dépôt) **I.** 490, 492;
Privilège de juridiction (ministre de la justice) **I.** 486, 487, 490;
Privilège de juridiction (mise en accusation) **I.** 492, 496, 499 s.;
Privilège de juridiction (mise en liberté) **I.** 492, 499;
Privilège de juridiction (pièces, transmission) **I.** 487, 489 s.;
Privilège de juridiction (prise à partie) **I.** 486, 494;
Privilège de juridiction (prise de corps) **I.** 500;
Privilège de juridiction (règles générales, application) **I.** 502;
Privilège de juridiction (renvoi) **I.** 492 s.;
Privilège de juridiction (renvoi d'office) s.; **I.** 494
Privilège de juridiction (témoins) **I.** 487 s.
Privilège de juridiction - *crimes ou délits des grands officiers de la Légion d'honneur, des généraux, des membres des cours de cassation ou des comptes ou d'appel* (crime, cour d'assises, compétence) p.
Privilège de juridiction délit (citation) **I.** 479; p.
Privilège de juridiction (cour d'appel, chambre civile) p.
Privilège de juridiction (cour d'appel, compétence) **I.** 479; p.
Privilège de juridiction (procureur général, action publique) **I.** 479; L. 20 avr. 1810, a. 10.
Privilège de juridiction - *crimes ou délits des juges de paix, des membres des tribunaux civils ou correctionnels, des membres du ministère public près ces tribunaux, hors de leurs fonctions* 479, 480.
Privilège de juridiction crime (instruction) **I.** 480;
Privilège de juridiction (juge d'instruction) **I.** 480;
Privilège de juridiction (officier de police judiciaire) **I.** 480.
Privilège de juridiction délit, citation **I.** 479.
Privilège de juridiction délit, cour d'appel (chambre civile) p.
Privilège de juridiction (compétence) **I.** 479;
Privilège de juridiction (dernier ressort) **I.** 479.
Privilège de juridiction délit, procureur général, action publique **I.** 479.
Privilège de juridiction - *crimes ou délits des juges de paix ou de police, des officiers de police judiciaire, des membres des tribunaux civils ou correctionnels, des membres du ministère public près ces tribunaux, dans l'exercice de leurs fonctions* 483, 484.
Privilège de juridiction crime (action publique) **I.** 484;
Privilège de juridiction (forfaiture) **I.** 484;
Privilège de juridiction (instruction) **I.** 484;
Privilège de juridiction (officier de police judiciaire) **I.** 484.
Privilège de juridiction délit, citation **I.** 479, 483.
Privilège de juridiction délit, cour d'appel (chambre civile) p.
Privilège de juridiction (compétence) **I.** 479, 483.
Privilège de juridiction délit, procureur général, action publique **I.** 479, 483.
Privilège de juridiction - *crimes ou délits des membres des cours d'appel ou des membres du ministère public près ces cours, hors de leurs fonctions,* 481, 482;
Privilège de juridiction (chambre d'accusation) **I.** 482;
Privilège de juridiction (cour d'appel, chambre civile) p.
Privilège de juridiction (cour d'appel, compétence) p.
Privilège de juridiction (cour d'assises) p.
Privilège de juridiction (cour de cassation) **I.** 482;
Privilège de juridiction (crime, compétence) p.
Privilège de juridiction (délit, compétence) p.
Privilège de juridiction (dénonciation) **I.** 481;
Privilège de juridiction (juge d'instruction) **I.** 482;
Privilège de juridiction (ministre de la justice) **I.** 481, 482;
Privilège de juridiction (pièces, transmission) **I.** 481, 482;
Privilège de juridiction (renvoi) **I.** 482;
Privilège de juridiction (tribunal correctionnel) **I.** 482.
Privilège de juridiction - *crimes ou délits des membres et étudiants de l'Université* p.
Procedure criminelle (publication prématurée) p.
Procès (compte rendu) p.
Procès-verbal (affirmation) V. Garde champêtre, Garde forestier; (foi jusqu'à inscription de faux) **I.** 154;
Procès-verbal (force probante) **I.** 154, 189;
Procès-verbal (preuve contraire) **I.** 154, 176, 189; p.
Procuration . V. Appel correctionnel, Plainte.
Procureur au criminel I. 284 s.;
Procureur au criminel (fonctions, suppression) p.
Procureur de la République I. 22 s.;
Procureur de la République (absence) p.
Procureur de la République (action publique, exercice) **I.** 22 s.;
Procureur de la République (attributions) **I.** 22 s.;
Procureur de la République (commission rogatoire) **I.** 283;
Procureur de la République (communication) V. Juge d'instruction, Plainte.
Procureur de la République compétence **I.** 22 s.;
Procureur de la République (ratione materioe) **I.** 22;
Procureur de la République (territoriale) **I.** 23, 24.
Procureur de la République conclusions. V. Mandat.
Procureur de la République crimes et délits (avis au procureur géneral) **I.** 27;
Procureur de la République (constatation) **I.** 22 s.;
Procureur de la République (recherche) **I.** 22.
Procureur de la République V. Flagrant délit, Privilège.
Procureur de la République délégation d'attributions (juge suppléant) p.
Procureur de la République (officier de police auxiliaire) **I.** 52;
Procureur de la République (substitut) p.
Procureur de la République (empêchement) **I.** 26; p.
Procureur de la République (fonctions) **I.** 22 s.;
Procureur de la République (fonctions, mode de procéder) **I.** 29 s.;
Procureur de la République (force publique, réquisition) **I.** 25; p.
Procureur de la République (notice hebdomadaire) **I.** 249;
Procureur de la République (police judiciaire) **I.** 9;
Procureur de la République (prise à partie) **I.** 112;
Procureur de la République (procureur au criminel, fonctions) p.
Procureur de la République (procureur géneral, ordres, exécution) **I.** 27.
Procureur de la République remplacement **I.** 26; p.
Procureur de la République (juge, désignation) **I.** 26; D. 1810, a. 20, 21;
Procureur de la République (juge suppléant, désignation) D. 1810, a. 20, 21;
Procureur de la République (substitut) **I.** 26; D. 1810, a. 20 s.
Procureur de la République (réquisitoire) V. Juge d'instruction,
Procureur de la République V. Dénonciation, Flagrant délit, Liberté provisoire, Maison, Prison.
Procureur général (action publique, exercice) **I.** 271; p.
Procureur général (appel, peine, effets) **I.** 206;
Procureur général (crime ou delit) V. Privilège;
Procureur général (empêchement, remplacement) p.
Procureur général (fonctions) **I.** 271 s.; (fonctions, delégation) **I.** 265;
Procureur général (police judiciaire, direction) **I.** 27;

Procureur général (prise à partie) **I.** 271;
Procureur général (surveillance, attributions) **I.** 27, 250; p.
Procureur général V. Appel, Chambre d'accusation, Cour d'assises.
Produits. V. Recoltes.
Professions ambulantes (exercice) p.
Pronostication P. 479, n. 7; 480 s.
Propriété. V. Crimes.
Propriété communale (enlèvement de terres ou matériaux) **P.** 479, n. 12.
Propriété de l'Etat (destruction, mine, explosion) **P.** 95;
Propriété de l'Etat (envahissement ou pillage, bandes armées) **P.** 96 s.
Propriété immobilière - destruction, mine, explosion **P.** 435; (menace) **P.** 436.
Propriété immobilière incendie par imprudence, negligence ou vétusté **P.** 458.
Propriété litteraire ou artistique. V. Contrefaçon.
Propriété mobilière
Propriété mobilière destruction, mine, explosion **P.** 435; (menace) **P.** 436.
Propriété mobilière (dommage volontaire, contravention) **P.** 479, n. 1; 482;
Propriété mobilière (incendie par imprudence, négligence ou vétusté) **P.** 458.
Prostitution (contrainte) **P.** 334, 335;
Prostitution (femme ou fille majeure) **P.** 334, 335;
Prostitution (femme ou fille mineure, consentement) **P.** 334, 335;
Prostitution (visite domiciliaire) p.
Prostitution V. Mineur, Souteneur.
Protection. V. Enfant,
Provocation (provocation aux victimes ou délits) p.
Provocation V. Caisse publique, Coups, Meurtre, Ministre du culte.
Publicité. V. Revision, Tribunal correctionnel, Tribunal de simple police.
Pudeur. V. Attentat à la pudeur, Outrage public.
Punition. V. Prison.

Q

Qualite (fausse qualite, escroquerie) **P.** 405.
Question. V. Jury.
Quittance (abus de confiance) **P.** 408.
Quittance V. Mineur.

R

Râtelage P. 471, n. 10; 473, 474.
Rebellion P. 209 s.;
Rebellion (amende) **P.** 218;
Rebellion (armes) **P.** 210 s.;
Rebellion (armes cachées) **P.** 215;
Rebellion (caractères) **P.** 209 s.;
Rebellion (chef) **P.** 221;
Rebellion (crime) **P.** 209 s., 213 s.;
Rebellion (crimes ou délits connexes) **P.** 216;
Rebellion (délit) **P.** 209, 211, 212 s., 218;
Rebellion (excuse légale) **P.** 213;
Rebellion (interdiction de sejour) **P.** 221;
Rebellion (menaces) **P.** 219.
Rebellion peines **P.** 210 s.;
Rebellion (exécution, détenus pour autres crimes ou délits) **P.** 220.
Rebellion (provocateur) **P.** 221;
Rebellion (réunion) **P.** 210 s.;
Rebellion (violences ou voies de fait) **P.** 209, 219.
Rebellion V. Cour d'assises-accusé, Coups, Infraction d'audience.
Recel. V. Enfant, Gage, Saisie.
Recel de cadavre P. 359.
Recel de criminel (parent ou allié, immunité) **P.** 248;
Recel de criminel (peine) **P.** 248.
Recel de malfaiteur P. 61, 63.
Recel frauduleux P. 62, 63;
Recel frauduleux (intention criminelle) **P.** 62, 63;
Recel frauduleux (vol, auteur principal, immunité) **P.** 380.
Récidive
Récidive matière criminelle ou correctionnelle **P.** 56 s.;
Récidive (crime à crime) **P.** 56, 57;
Récidive (crime à délit) **P.** 57;
Récidive (délit à crime) **P.** 58;
Récidive (délit à délit) **P.** 58;
Récidive (emprisonnement de plus d'un an) **P.** 57, 58;
Récidive (emprisonnement d'un an et moins) **P.** 58;
Récidive (identité de delit) **P.** 58;
Récidive (interdiction de séjour) **P.** 57;
Récidive (peine, aggravation) **P.** 56 s.;
Récidive (petite récidive) **P.** 58;
Récidive (prévention) p.
Récidive matière de simple police. V. Contravention de simple police.
Récidive V. Circonstances atténuantes, Libération conditionnelle, Officier de police judiciaire, Presse, Réhabilitation, Relégation.
Réciprocité. V. Souveraineté.
Reclusion P. 7;
Reclusion (durée) **P.** 21;
Reclusion (exécution, lieu) **P.** 21;
Reclusion (régime) **P.** 21.
Récoltes (incendie volontaire) **P.** 434.
Récoltes récoltes sur pied, dévastation **P.** 444, 455,
Récoltes (malveillance envers fonctionnaire) **P.** 450;
Récoltes (nuit) **P.** 450.
Récoltes vol de récoltes détachées du sol **P.** 388;
Récoltes (bornes, enlèvement) **P.** 389;
Récoltes (circonstances aggravantes) **P.** 388;
(pluralité d'agents) **P.** 388;
Récoltes (voiture ou animaux de charge) **P.** 388.
Récoltes vol de récoltes non détachees du sol. V. Maraudage.
Reconnaissance. V. Identité.
Recrutement de l'armée (empêchement, force publique, emploi illégal) **P.** 94;
Recrutement de l'armée (lois pénales) **P.** 235.
Récusation. V. Cour d'assises, Juré, Magistrat.
Registre (registre public, destruction) **P.** 439. V. Dépôt public.
Registre V. Logeur, Prison.
Règlement (règlement administratif ou municipal, infraction) **P.** 471, n. 15;

Règlement (règlement ancien, maintien) **P.** 484.
Règlement V. Commerce, Industrie, Magistrat, Voitures.
Règlement de juges I. 525 s.;
Règlement de juges (amende) **I.** 541.
Règlement de juges arrêt de conflit (notification) **I.** 532, 538;
Règlement de juges (opposition) **I.** 528, 533 s., 537.
Règlement de juges arrêt de soit communiqué **I.** 528 s.;
Règlement de juges (notification) **I.** 531.
Règlement de juges (cas) **I.** 526;
Règlement de juges (communication des pièces) **I.** 528 s.;
Règlement de juges (compétence) **I.** 526 s., 540;
Règlement de juges (conflit de juridiction) **I.** 526;
Règlement de juges (cour d'appel, compétence) **I.** 540.
Règlement de juges cour de cassation **I.** 526 s.;
Règlement de juges (chambre criminelle) **I.** 528;
Règlement de juges (compétence) **I.** 526, 527;
Règlement de juges (pouvoirs) **I.** 536.
Règlement de juges (declinatoire d'incompetence, recours) **I.** 539;
Règlement de juges (demande) **I.** 525, 528;
Règlement de juges (dessaisissement) **I.** 536;
Règlement de juges (domicile, élection) **I.** 535;
Règlement de juges (infractions connexes) **I.** 526, 527, 540;
Règlement de juges (infraction unique) **I.** 526, 527, 540;
Règlement de juges (instruction sommaire) **I.** 525;
Règlement de juges (juridictions de droit commun, conflit) **I.** 526;
Règlement de juges (juridictions ne ressortissant pas à la même juridiction supérieure) **I.** 526, 527;
Règlement de juges (juridiction ordinaire et juridiction d'exception, conflit) **I.** 527;
Règlement de juges (juridictions ressortissant à la même juridiction supérieure) **I.** 540;
Règlement de juges (mémoire) **I.** 525;
Règlement de juges (moyens) **I.** 531;
Règlement de juges (pièces, transmission) **I.** 529 s.;
Règlement de juges (procedure) **I.** 525 s.;
Règlement de juges (sursis) **I.** 531;
Règlement de juges (tribunal correctionnel, compétence) **I.** 540.
Réhabilitation I. 619 s.;
Réhabilitation (amende) **I.** 623;
Réhabilitation (banqueroute) **I.** 623, 634;
Réhabilitation (cas) **I.** 619;
Réhabilitation (casier judiciaire) **I.** 633.
Réhabilitation chambre d'accusation **I.** 626 s.;
Réhabilitation (arrêt) **I.** 628, 629, 633;
Réhabilitation (arrêt, extrait) **I.** 633;
Réhabilitation (compétence territoriale) **I.** 626;
Réhabilitation (rapport) **I.** 627.
Réhabilitation (condamnation, extrait d'arrêt) **I.** 625;
Réhabilitation (condamnations pécuniaires, payement, remise ou prescription) **I.** 623;
Réhabilitation (condamnation postérieure) **I.** 634;
Réhabilitation (conduite) **I.** 624, 625, 634;
Réhabilitation (contrainte par corps) **I.** 623;
Réhabilitation (contumace) **I.** 634;
Réhabilitation (delai d'epreuve) **I.** 620, 622, 634.
Réhabilitation demande (admission) **I.** 633;
Réhabilitation (énonciations) **I.** 622;
Réhabilitation (rejet) **I.** 629;
Réhabilitation (transmission) **I.** 622.
Réhabilitation (demande nouvelle, délai) **I.** 629;
Réhabilitation (dommages-intérêts) **I.** 623;
Réhabilitation (effets) **I.** 634;
Réhabilitation (frais de justice) **I.** 623;
Réhabilitation (incapacités, cessation) **I.** 634;
Réhabilitation (instruction) **I.** 624 s.;
Réhabilitation (instruction nouvelle) **I.** 627;
Réhabilitation (juge de paix, avis) **I.** 624;
Réhabilitation (justifications) **I.** 623 s.;
Réhabilitation (maire, attestations) **I.** 624;
Réhabilitation (moyens d'existence) **I.** 624;
Réhabilitation (partie civile, observations) **I.** 628;
Réhabilitation (peine, prescription) **I.** 634;
Réhabilitation (peine afflictive ou infamante) **I.** 619 s.;
Réhabilitation (peine correctionnelle) **I.** 619 s.;
Réhabilitation (pièces, transmission) **I.** 622, 624 s.;
Réhabilitation (prescription) **I.** 623;
Réhabilitation (procureur de la République, attributions) **I.** 622, 624, 625;
Réhabilitation (procureur général, conclusions) **I.** 627, 628;
Réhabilitation (récidive legale) **I.** 634;
Réhabilitation (registre d'écrou, extrait) **I.** 625;
Réhabilitation (résidence obligatoire) **I.** 621, 622, 624;
Réhabilitation (service militaire) **I.** 621;
Réhabilitation (sexagénaire) L. 1885, a. 6, 8;
Réhabilitation (sous-préfet, avis) **I.** 624.
Réhabilitation V. Officier ministériel, Relégation.
Réhabilitation de droit p.
Relégation p.
Relégation (cas) L. 1885, a. 4 s.; p.
Relégation (colonie) L. 1885, a. 20;
Relégation (compétence) L. 1885, a. 2.
Relégation - condamnations antérieures L. 1885, a. 2 s.;
Relégation (crime politique) L. 1885, a. 3;
Relégation (grâce) L. 1885, a. 5;
Relégation (nature) L. 1885, a. 4;
Relégation (nombre) L. 1885, a. 4;
Relégation (réhabilitation) L. 1885, a. 5;
Relégation (tribunaux militaires ou maritimes) L. 1885, a. 2.
Relégation - (évasion, peine, récidive) L. 1885, a. 14;
Relégation (exécution) L. 1885, a. 12 s.;
Relégation (femme) L. 1885, a. 6, 8;
Relégation (flagrant délit, procedure spéciale) L. 1885, a. 11;
Relégation (grâce) L. 1885, a. 15;

Relégation (interdiction de séjour) L. 1885, a. 8;
Relégation (lieu) L. 1885, a. 1;
Relégation (mineur) L. 1885, a. 6, 8;
Relégation (récidive) L. 1885, a. 2 s.;
Relégation (régime) L. 1885, a. 1, 12 s.;
Relégation (relèvement) L. 1885, a. 16;
Relégation (service militaire) L. 1885, a. 7.
Relégation - V. Anarchiste.
Remède. V. Médicament.
Renonciation. V. Action civile.
Renvoi. V. Cassation, Chambre d'accusation, Cour d'assises.
Renvoi d'un tribunal à un autre I. 542 s.;
Renvoi d'un tribunal à un autre (amende) **I.** 541, 551.
Renvoi d'un tribunal à un autre - arrêt de renvoi (caractère définitif) **I.** 545, 548;
Renvoi d'un tribunal à un autre (notification) **I.** 538, 548, 551.
Renvoi d'un tribunal à un autre - (arrêt de soit communiqué) **I.** 530, 545 s.;
Renvoi d'un tribunal à un autre (notification) **I.** 531, 551;
Renvoi d'un tribunal à un autre (chose jugée) **I.** 552;
Renvoi d'un tribunal à un autre (communication des pièces) **I.** 530, 531, 545 s.,
Renvoi d'un tribunal à un autre (competence) **I.** 542.
Renvoi d'un tribunal à un autre - cour de cassation **I.** 542 s.;
Renvoi d'un tribunal à un autre (chambre criminelle) **I.** 545;
Renvoi d'un tribunal à un autre (pouvoirs) **I.** 536, 551.
Renvoi d'un tribunal à un autre - (demande, qualité) **I.** 542 s.;
Renvoi d'un tribunal à un autre (dessaisissement) **I.** 536, 551;
Renvoi d'un tribunal à un autre (domicile, élection) **I.** 535;
Renvoi d'un tribunal à un autre (fait nouveau) **I.** 543, 552;
Renvoi d'un tribunal à un autre (instruction sommaire) **I.** 525, 551;
Renvoi d'un tribunal à un autre (memoire) **I.** 525, 551;
Renvoi d'un tribunal à un autre (moyens) **I.** 531, 551;
Renvoi d'un tribunal à un autre (opposition) **I.** 534, 536 s., 545, 549, 550, 551;
Renvoi d'un tribunal à un autre (pièces, transmission) **I.** 530, 544 s., 551;
Renvoi d'un tribunal à un autre (procédure) **I.** 544 s.;
Renvoi d'un tribunal à un autre (sûreté publique) **I.** 542;
Renvoi d'un tribunal à un autre (sursis) **I.** 531, 550.
Renvoi d'un tribunal à un autre - suspicion légitime **I.** 542;
Renvoi d'un tribunal à un autre (fait nouveau) **I.** 543.
Réparation (defaut, incendie) **P.** 458. - V. Cheminée, Edifice.
Réparation d'honneur P. 226, 227.
Repos. V. Dimanche.
Représailles P. 85.
Reproches. V. Témoin.
Réquisition . V. Force armee, Force publique, Maison, Préfet.
Reservoir. V. Poisson.
Résidence. V. Prescription des peines, Rehabilitation.
Responsabilité civile (Code civil) **P.** 74. - V. Aubergiste.
Restitution P. 10. - V. Amende, Contrainte par corps, Cour d'assises, Dommages-interêts, Tribunal de simple police.
Retroactivité P. 4.
Réunion. V. Coups, Mendicite, Vol.
Réunion publique P. 291 s.; p.
Réunion publique (réunion électorale) L. 1881, a. 4, 5.
Réunion seditieuse (bandes armees) **P.** 96 s.
Revélation. V. Denonciation.
Revision I. 443 s.;
Revision (acte d'accusation nouveau) **I.** 445;
Revision (affaire en état) **I.** 445;
Revision (cas) **I.** 443;
Revision (cassation sans renvoi) **I.** 445;
Revision (chambre criminelle, arrêt) **I.** 445, 446;
Revision (chambre criminelle, saisine) **I.** 444;
Revision (chambres réunies, arrêt) **I.** 445;
Revision (commission rogatoire) **I.** 445;
Revision (condamnations inconciliables) **I.** 443;
Revision (confrontation) **I.** 445;
Revision (décès) **I.** 444 s.
Revision - décision attaquée (cassation) **I.** 445;
Revision (exécution) **I.** 444.
Revision - décision susceptible **I.** 443.
Revision - demande **I.** 445; (delai) **I.** 444;
Revision (inscription, delai) **I.** 444;
Revision (qualité) **I.** 444.
Revision - (detention) **I.** 444;
Revision (enquête) **I.** 445.
Revision - erreur judiciaire **I.** 443 s.;
Revision (indemnité) **I.** 446.
Revision - (etendue) **I.** 443;
Revision (fait nouveau, révélation) **I.** 443;
Revision (faux témoignage, condamnation) **I.** 443;
Revision (frais et depens) **I.** 446;
Revision (homicide, prétendue victime, existence) **I.** 443;
Revision (innocence, preuve) **I.** 443;
Revision (instruction) **I.** 445;
Revision (juridiction ayant rendu la décision attaquée, nature) **I.** 443;
Revision (matière correctionnelle) **I.** 443;
Revision (matière criminelle) **I.** 443;
Revision (ministre de la justice, ordre) **I.** 444;
Revision (peine, execution, suspension) **I.** 444;
Revision (peine prononcée, nature) **I.** 443;
Revision (procureur général) **I.** 444, 445;
Revision (publicité) **I.** 446;
Revision (recevabilité) **I.** 443 s.;
Revision (renvoi devant une autre juridiction) **I.** 445.
Roulage p.
Roulage (action publique, extinction) L. 1851, a. 26.
Roulage - amende L. 1851, a. 4 s.;
Roulage (attribution) a. 28;
Roulage (prescription) a. 27.
Roulage - (chemin vicinal de grande communication) L. 1851, a. I, 15, 28.

Roulage - chevaux (conduite) D. 1852, a. 14;
Roulage (nombre maximum) L. 1851, a. 2, § 1, n. 5; a. 4; D. 1852, a. 3 s.
Roulage - conducteur ou cocher (âge) D. 1852, a. 38;
Roulage (etranger) L. 1851, a. 20;
Roulage (inconnu) L. 1851, a. 21.
Roulage - Conseil d'Etat L. 1851, a. 25.
Roulage - conseil de préfecture L. 1851, a. 17, 22 s.;
Roulage (arrêté) a. 24;
Roulage (citation) a. 23;
Roulage (compétence) a. 17;
Roulage (moyens de defense) a. 24;
Roulage (péremption d'instance) a. 26.
Roulage contravention L. 1851, a. 4 s.;
Roulage (compétence) a. 17, 22 s.;
Roulage (constatation, lieu) a. 16;
Roulage (constatation, qualité) a. 16.
Roulage (dégel) L. 1851, a. 2, § 1, n. 6; a. 4; D. 1852, a. 6; p.
Roulage (emprisonnement) L. 1851, a. 5, 6, 8;
Roulage (outrage) L. 1851, a. 11.
Roulage peines L. 1851, a. 4 s.;
Roulage (circonstances atténuantes) a. 14;
Roulage (cumul) a. 12;
Roulage (prescription) a. 27.
Roulage (plaque) L. 1851, a. 2, 3, 7, 8; D. 1852, a. 16, 29;
Roulage (pont suspendu, protection) L. 1851, a. 2, § 1, n. 6; a. 4; D. 1852, a. 8;
Roulage (procédure) L. 1851, a. 15 s.
Roulage procès-verbal L. 1851, a. 15 s.;
Roulage (affirmation) a. 18;
Roulage (copie, notification) a. 23;
Roulage (enregistrement) a. 19;
Roulage (force probante) a. 15;
Roulage (transmission) a. 22.
Roulage (règlement) D. 1852;
Roulage (responsabilité pénale) L. 1851, a. 13;
Roulage (route nationale ou départementale) L. 1851, a. 1, 3, 9, 15, 28;
Roulage (tribunal correctionnel) L. 1851, a. 17, 22;
Roulage (tribunal de simple police) L. 1851, a. 17, 22;
Roulage (vérification, refus) L. 1851, a. 10;
Roulage (violences) L. 1851, a. 11.;
Roulage (voitures) L. 1851, a 1 s.; D. 1852, a. 1 s.;
Roulage (arrêt, refus) L. 1851, a. 10;
Roulage (bandes de roues) L. 1851, a. 2, § 1, n. 2 et 3; a. 4; D. 1852, a. 2;
Roulage (circulation) L. 1851, a. 1 s.;
Roulage (essieux) L. 1851, a. 2, § 1, n. 1; a. 4; D. 1852, a. 1;
Roulage (jantes) L. 1851, a. 1;
Roulage (moyeux) L. 1851, a. 2, § 1, n. 1; a. 4; D. 1852, a. 1;
Roulage (rétention provisoire) L. 1851, a. 20, 21;
Roulage (stationnement) L. 1851, a. 2, 5, 6; D. 1852, a. 10.
Roulage voitures de charge L. 1851, a. 2, § 2; a. 3 s.; D. 1852, a. 11 s.;
Roulage (chargement, largeur) L. 1851, a. 2, § 2, n. 1; a. 4; D. 1852, a. 11;
Roulage (chevaux, conduite) D. 1852, a. 14;
Roulage (colliers, saillie) L. 1851, a. 2, § 2, n. 2; a. 4; D. 1852, a. 12;
Roulage (conduite) L. 1851, a. 2, § 2, n. 5; D. 1852, a. 9, 14;
Roulage (convois) L. 1851, a. 2, n. 4; a. 5; D. 1852, a. 13, 14;
Roulage (éclairage) D. 1852, a. 15;
Roulage (enrayage) L. 1851, a. 2, § 2, n. 3; a. 4.
Roulage voitures de messagerie L. 1851, a. 2, § 3; a. 6 s.; D. 1852, a. 17 s.;
Roulage (chargement, mode) L. 1851, a. 2, § 3, n. 2; D. 1852, a. 22;
Roulage (conduite) L. 1851, a. 2, § 3, n. 2 et 5; D. 1852, a. 9, 33 s.;
Roulage (déclaration) D. 1852, a. 17 s., 36;
Roulage (éclairage) D. 1852, a. 28;
Roulage (enrayage) L. 1851, a. 2, § 3, n. 2; D. 1852, a. 27;
Roulage (estampille) D. 1852, a. 19, 29;
Roulage (feuille de route) L. 1851, a. 31, 32;
Roulage (hauteur) D. 1852, a. 22;
Roulage (registre) D. 1852, a. 31;
Roulage (relais) L. 1851, a. 2, § 3, n. 4; D. 1852, a. 36, 37;
Roulage (solidité) L. 1851, a. 2, § 3, n. 1; D. 1852, a. 17, 18;
Roulage (visite) D. 1852, a. 18;
Roulage (voie, largeur) D. 1852, a. 20;
Roulage (voyageurs, nombre) L. 1851, § 3, n. 3; D. 1852, a. 29, 30.
Rue. V. Eclairage, Nettoyage.

S

Sabotage P. 437, 443, 451.
Sage-femme (secret professionnel) **P.** 378; p.
Saisie (destruction d'objets saisis) **P.** 400;
Saisie (détournement) **P.** 400;
Saisie (recel d'objets saisis) **P.** 400.
Sceau de l'Etat - contrefacon **P.** 139;
Sceau de l'Etat (dénonciation, excuse légale) **P.** 144;
Sceau de l'Etat (étranger) **I.** 7;
Sceau de l'Etat (visite domiciliaire) **I.** 464.
Sceau de l'Etat formes p.
Sceau de l'Etat sceau contrefait, usage **P.** 139; (bonne foi) **P.** 163.
Sceau de l'Etat V. Mandat du juge d'instruction.
Sceau public (contrefaçon) **P.** 142.
Sceau public faux sceau, usage **P.** 142;
Sceau public (bonne foi) **P.** 163.
Sceau public (formes) p.
Sceau public (usage frauduleux) **P.** 143.
Scellés - bris **P.** 249 s.;
Scellés (accusé ou condamne pour crime, effets ou papiers) **P.** 251;
Scellés (bris volontaire) **P.** 251, 252;
Scellés (gardien, bris volontaire) **P.** 251 s.;
Scellés (gardien, négligence) **P.** 249, 250;
Scellés (non-gardien, peines) **P.** 251 s.;
Scellés (tentative) **P.** 251;
Scellés (violence envers les personnes) **P.** 256;

Scellés (vol, effraction) **P.** 253.
Scellés V. Flagrant délit.
Scrutin. V. Elections.
Secours, service ou travaux requis (refus) **P.** 475, n. 12.
Secret. V. Lettre.
Secret d'Etat (révélation à l'étranger) **P.** 80.
Secret de fabrique (révélation) **P.** 418.
Secret professionnel (revélation) **P.** 378.
Sédition. V. Coups, Cri, Ministre du culte.
Séjour. V. Interdiction de séjour.
Sénateur. V. Député.
Séparation de corps (procès, reproduction) p.
Séparation des Eglises et de l'Etat p.
Separation des pouvoirs P. 127 s.
Septuagénaire. V. Déportation, Juré, Travaux forcés.
Sépulture. V. Violation.
Séquestration P. 341 s. - V. Détention arbitraire, Liberté individuelle.
Séquestre. V. Contumace, Garde champêtre, Garde forestier.
Serment. V. Interprète, Juré, Témoin.
Serment décisoire ou supplétoire (faux) **P.** 366.
Sérum thérapeutique. V. Pharmacie.
Service (service dû légalement, refus) **P.** 234 s. - V. Force publique, Secours.
Service domestique. V. Cour d'assises-témoins, Juré.
Service militaire. V. Réhabilitation, Relégation.
Service public. V. Citoyen.
Serviteur à gages (abus de confiance) **P.** 408;
Serviteur à gages (vol) **P.** 386. - V. Attentat à la pudeur.
Sexagénaire. V. Contrainte, Réhabilitation, Relégation, Travaux forcés.
Signature (extorsion, violence ou menaces) **P.** 400.
Signaux. V. Borne.
Solidarité P. 55.
Songes (explication) **P.** 479, n. 7; 480 s.
Soumissions (liberté, entraves) **P.** 412.
Sourd-muet I. 333.
Souscription (condamnation criminelle ou correctionnelle, indemnité) p.
Sous-prefet. V. Autorité administrative, Réhabilitation.
Soustraction. V. Comptable public, Dépositaire, Dépôt, Titre, Vol.
Souteneur p.
Souteneur (modifie par L. 3 avr. 1903).
Souveraineté territoriale I. 5 s.;
Souveraineté territoriale (contraventions et délits spéciaux, pays limitrophes, réciprocité) p.
Souveraineté territoriale étranger, crime à l'étranger **I.** 7;
Souveraineté territoriale (arrestation) **I.** 7;
Souveraineté territoriale (compétence) **I.** 7;
Souveraineté territoriale (contrefaçon) **I.** 7;
Souveraineté territoriale (extradition) **I.** 7;
Souveraineté territoriale (compétence territoriale) **I.** 24.
Souveraineté territoriale etranger, crime ou délit en France (grâce) **I.** 7;
Souveraineté territoriale (jugement à l'étranger) **I.** 7;
Souveraineté territoriale (peine, exécution) **I.** 7;
Souveraineté territoriale (peine, prescription) **I.** 7.
Souveraineté territoriale Français, crime ou délit à l'étranger **I.** 5, 6;
Souveraineté territoriale (action publique, exercice, qualité) **I.** 5, 6;
Souveraineté territoriale (compétence) **I.** 5, 6;
Souveraineté territoriale (dénonciation officielle) **I.** 5;
Souveraineté territoriale (grâce) **I.** 5;
Souveraineté territoriale (jugement à l'étranger) **I.** 5;
Souveraineté territoriale (juridictioncompétente) **I.** 6;
Souveraineté territoriale (peine, exécution) **I.** 5;
Souveraineté territoriale (peine, prescription) **I.** 5;
Souveraineté territoriale (plainte) **I.** 5;
Souveraineté territoriale (procureur de la République, compétence territoriale) **I.** 24;
(retour en France) **I.** 5.
Stationnement. V. Roulage, Voiture.
Statue (degradation) **P.** 257.
Subornation. V. Témoin.
Subrogé tuteur. V. Interdit legalement.
Substances alimentaires ou médicamenteuses (définition et dénomination) p. 1er août 1905, a. 11;
Substances alimentaires ou médicamenteuses (falsification) p. 1er août 1905, a. 1; p.
Substances alimentaires ou médicamenteuses (salubrité, visite domiciliaire) p.
Substances alimentaires ou médicamenteuses substances corrompues (confiscation) p. 1er août 1905, a. 6;
Substances alimentaires ou médicamenteuses (détention) L. 1905, a. 4;
Substances alimentaires ou médicamenteuses (mise en vente) L. 1905, a. 3;
Substances alimentaires ou médicamenteuses (vente) L. 1905, a. 1.
Substances alimentaires ou médicamenteuses substances falsifiées (détention) p. 1er août 1905, a. 4;
Substances alimentaires ou médicamenteuses (vente ou mise en vente) L. 1905, a. 1, 3 s.
Substances alimentaires ou médicamenteuses substances nuisibles à la santé (administration) **P.** 317;
Substances alimentaires ou médicamenteuses (falsification) p. 1er août 1905, a. 1, 3 s.;
Substances alimentaires ou médicamenteuses (mise en vente) L. 1905, a. 1, 3 s.
Substances alimentaires ou médicamenteuses V. Beurre, Boissons.
Substances malfaisantes. V. Voiturier.
Substances véneneuses (vente) p.
Substitut du procureur de la République (officier de police judiciaire) p.
D. 18 août 1810, a. 17 s.;
Substitut du procureur de la République (police judiciaire) **I.** 9;
Substitut du procureur de la République (procureur, remplacement) **I.** 26; p.
Substitut du procureur général (action publique, exercice) p.
Suite. V. Garde champêtre, Garde forestier.
Suppression. V. Enfant.
Sûreté extérieure de l'Etat P. 75 s.;
Sûreté extérieure de l'Etat (attentat) **P.** 75 s.;
Sûreté extérieure de l'Etat (crimes et délits) **P.** 75 s.;
Sûreté extérieure de l'Etat (crimes et délits, révelation) **P.** 108;
Sûreté extérieure de l'Etat (étranger, crime) **I.** 7. - V. Association, Correspondance, Espionnage, Machinations, Plan, Port d'armes, Secret.
Sûrete générale I. 603 s.
Sûreté intérieure de l'Etat P. 86 s., 91 s.
Sûreté intérieure de l'Etat attentat **P.** 86 s., 91 s.
Sûreté intérieure de l'Etat attentat, bandes armées **P.** 96 s.;

Sûreté intérieure de l'Etat (armes, caractères) **P.** 101;
Sûreté intérieure de l'Etat (commandement) **P.** 96;
Sûreté intérieure de l'Etat (excuse légale) **P.** 100;
Sûreté intérieure de l'Etat (logement) **P.** 99;
Sûreté intérieure de l'Etat (organisation) **P.** 96;
Sûreté intérieure de l'Etat (participation) **P.** 97 s.
Sûreté intérieure de l'Etat attentat (dévastation) **P.** 91, 97, 98;
Sûreté intérieure de l'Etat (excuse légale) **P.** 100, 108;
Sûreté intérieure de l'Etat (massacre) **P.** 91, 97 s.;
Sûreté intérieure de l'Etat (pillage) **P.** 91, 96 s. - V. Guerre civile.
Sûreté intérieure de l'Etat complot **P.** 89, 91; (coalition de fonctionnaires) **P.** 125.
Sûreté intérieure de l'Etat crimes et délits **P.** 86 s.; (dénonciation) **P.** 108.
Sûreté intérieure de l'Etat étranger (crime) **I.** 7.
Sûreté publique I. 542 s. - V. Renvoi d'un tribunal.
Sursis. V. Contrainte par corps, Faux incident, Règlement de juges, Renvoi.
Sursis à l'exécution des peines p.
Sursis à l'exécution des peines (avertissement) L. 1891, a. 3;
Sursis à l'exécution des peines (casier judiciaire) L. 1891, a. 4; (colonie) L. 1891, a. 6; (conditions) L. 1891, a. 1;
Sursis à l'exécution des peines (effets) L. 1891, a. 2, 3;
(militaire) L. 1891, a. 7; p.
Surveillance. V. Garde champêtre, Garde-forestier, Procureur général.
Surveillance de la haute police P. 11, 44 s.;
Surveillance de la haute police (suppression) p.
Suspicion légitime I. 542 s. - V. Renvoi d'un tribunal.

T

Tapage ou bruit injurieux ou nocturne P. 479, n. 8; 480.
Tarifs criminels p.
Taux. V. Usure.
Taxe. V. Pain, Viande.
Témoignage. V. Faux témoignage, Fonctionnaire public.
Témoin (comparution, défaut, excuse, fausseté, peines) **P.** 236;
Témoin (diffamation) p.
Témoin (fonctions, interdiction) V. Interdiction de droits; (injure) p.
Témoin (subornation) **P.** 365.
Témoin V. Chambre d'accusation, Cour d'assises, Flagrant délit, Juge d'instruction, Juré, Privilège de juridiction, Tribunal correctionnel, Tribunal de simple police.
Tentative (tentative de crime, caractères) **P.** 2;
Tentative (tentative de délit, caractères) **P.** 3.
Tentative V. Attentat à la pudeur, Concussion, Contrefaçon litteraire ou artistique, Corruption de fonctionnaires, Evasion, Marin, Militaire, Scellés, Voiturier.
Terrain ensemencé. V. Passage.
Terres. V. Chemin, Propriété communale.
Théâtre. V. Contrefaçon littéraire.
Timbre mobile (usage après service) p.
Timbre national (contrefaçon) **P.** 140.
Timbre national faux timbre, usage **P.** 140;
Timbre national (bonne foi) **P.** 163.
Timbre national usage frauduleux **P.** 141.
Timbre-poste (contrefaçon) **P.** 142; p.
Timbre-poste (timbre ayant servi, usage) p.
Timbre-poste étranger (contrefaçon et alteration, vente) p.
Timbre public (contrefaçon) **P.** 142.
Timbre public faux timbre, usage **P.** 142;
Timbre public (bonne foi) **P.** 163.
Timbre public formes p.
Tirage au sort. V. Juré.
Titre (destruction, simple particulier) **P.** 439.
Titre destruction, soustraction ou détournement (magistrat, administrateur, fonctionnaire ou officier public) **P.** 173;
Titre (préposé) **P.** 173.
Titre V. Dépôt public.
Titre extorsion, violence ou menaces **P.** 400.
Titre V. Matières d'or.
Titre honorifique (usurpation) **P.** 259.
Torture. V. Malfaiteur.
Transfèrement. V. Appel correctionnel, Cour d'assises, Mandat d'amener, Mandat d'arrêt.
Transport sur lieux. V. Flagrant délit.
Travail
Travail liberté, atteinte **P.** 414 s.;
Travail (amende) **P.** 416;
Travail (manoeuvres frauduleuses) **P.** 414;
Travail (menaces) **P.** 414;
Travail (plan concerté) **P.** 415, 416;
Travail (salaire, baisse ou hausse) **P.** 414;
Travail (violences) **P.** 414.
Travail V. Secours.
Travaux forcés P. 7; p.
Travaux forcés (évasion) L. 1854, a. 7, 9, 10;
Travaux forcés (exécution) **P.** 15, 16; L. 1854; p.
Travaux forcés (femme) **P.** 16; L. 1854, a. 4;
Travaux forcés (régime) **P.** 15; L. 1854;
Travaux forcés (sexagénaire) L. 1854, a. 5;
Travaux forcés (travaux forcés à perpétuité) **P.** 7.
Travaux forcés travaux forcés à temps **P.** 7;
Travaux forcés (durée) **P.** 19.
Travaux publics (exécution, opposition, violence) **P.** 438. - V. Marché.
Travestissement. V. Mendicité.
Trésor public (effets, contrefaçon) **P.** 139.
Tribunal (diffamation) p.
Tribunal (injure) L. 1881, a. 33.
Tribunal civil. V. Privilège.
Tribunal correctionnel I. 179 s.
Tribunal correctionnel acquittement **I.** 159, 189, 191;
Tribunal correctionnel (mise en liberté) **I.** 206.
Tribunal correctionnel (audience) V. Infraction d'audience; (avoué) **I.** 185.
Tribunal correctionnel citation **I.** 182 s.;
Tribunal correctionnel (annulation) **I.** 159, 189, 191;
Tribunal correctionnel (délai) **I.** 132, 184;
Tribunal correctionnel (directe) **I.** 182;
Tribunal correctionnel (énonciations) **I.** 188;
Tribunal correctionnel (ministère public, requête) **I.** 182;

Tribunal correctionnel (partie civile, domicile, élection) **I.** 183;
Tribunal correctionnel (partie civile, requête) **I.** 182;
Tribunal correctionnel (plainte, caractère) **I.** 183.
Tribunal correctionnel V. jugement par défaut.
Tribunal correctionnel comparution, défaut **I.** 186 s.;
Tribunal correctionnel (contrainte par corps) **I.** p.
Tribunal correctionnel comparution (délai) **I.** 132, 184;
Tribunal correctionnel (personnelle) - **I.** 185;
Tribunal correctionnel (refus) p.
Tribunal correctionnel compétence **I.** 179; p.
Tribunal correctionnel (ratione materioe) **I.** 179.
Tribunal correctionnel V. Tribunal de simple police-appel.
Tribunal correctionnel (composition) **I.** 180. V. juges;
Tribunal correctionnel (dessaisissement) **I.** 193.
Tribunal correctionnel dommages-intérêts **I.** 161, 189, 191, 192;
Tribunal correctionnel (jugement) **I.** 159, 161, 189, 191, 192.
Tribunal correctionnel exposé de l'affaire **I.** 190.
Tribunal correctionnel fait incriminé (contravention) **I.** 161, 189, 192;
Tribunal correctionnel (crime) **I.** 160, 189, 193;
Tribunal correctionnel (délit, constatation) **I.** 161, 189;
Tribunal correctionnel (fait non punissable) **I.** 159, 189, 191.
Tribunal correctionnel frais et dépens, condamnation, liquidation **I.** 194.
Tribunal correctionnel greffier (assistance) p.
Tribunal correctionnel (faux) **I.** 196.
Tribunal correctionnel instruction **I.** 189 s;
Tribunal correctionnel (ordre) **I.** 190;
Tribunal correctionnel (publicité) **I.** 190.
Tribunal correctionnel (interrogatoire) **I.** 190; (jour férié) p.
Tribunal correctionnel juges (abstention) **I.** p.
Tribunal correctionnel (assistance aux audiences) p.
Tribunal correctionnel (capacité) p.
Tribunal correctionnel (empêchement, remplacement) p.
Tribunal correctionnel (incompatibilité) p.
Tribunal correctionnel (nombre) **I.** 180; p.
Tribunal correctionnel (récusation) **I.** p.
Tribunal correctionnel (juge d'instruction, jugement, concours) p.
Tribunal correctionnel (juge suppléant, voix consultative) p.
Tribunal correctionnel jugement **I.** 159 s., 189 s.;
Tribunal correctionnel (délai) **I.** 190;
Tribunal correctionnel (exécution, ministère public) **I.** 197;
Tribunal correctionnel (exécution, partie civile) **I.** 197;
Tribunal correctionnel (expédition, délivrance) **I.** 196;
Tribunal correctionnel (extrait, transmission) **I.** 198;
Tribunal correctionnel (minute, communication au ministère public) **I.** 196;
Tribunal correctionnel (minute, signature) **I.** 196;
Tribunal correctionnel (notice, dépôt général) **I.** 600 s.;
Tribunal correctionnel (voie de recours) **I.** 199 s.
Tribunal correctionnel jugement de condamnation **I.** 194 s.;
Tribunal correctionnel (condamnations civiles, mention) **I.** 195;
Tribunal correctionnel (dernier ressort) **I.** 192;
Tribunal correctionnel (dispositif) **I.** 161, 189, 195;
Tribunal correctionnel (loi pénale, insertion) **I.** 195;
Tribunal correctionnel (peine, mention) **I,** 195;
Tribunal correctionnel (peine, prononciation) **I.** 161, 189.
Tribunal correctionnel jugement par defaut **I.** 186 s.; p.
Tribunal correctionnel (appel, délai) **I.** 203;
Tribunal correctionnel (exécution) **I.** 187;
Tribunal correctionnel (execution, connaissance) **I.** 187;
Tribunal correctionnel (expédition) **I.** 187;
Tribunal correctionnel (frais) **I.** 187;
Tribunal correctionnel (nullite) **I.** 184.
Tribunal correctionnel jugement par défaut, opposition **I.** 187 s;
Tribunal correctionnel (citation à première audience) **I.** 188;
Tribunal correctionnel (délai) **I.** 187;
Tribunal correctionnel (effets) **I.** 187, 188;
Tribunal correctionnel (formes) **I.** 187;
Tribunal correctionnel (frais) **I.** 187;
Tribunal correctionnel (jugement, appel) **I.** 188;
Tribunal correctionnel (notification) **I.** 187,
Tribunal correctionnel (nullité) **I.** 188;
Tribunal correctionnel (opposant, non-comparution) **I.** 188;
Tribunal correctionnel (peine, prescription) **I.** 187;
Tribunal correctionnel (provision) **I.** 188,
Tribunal correctionnel (jugement par défaut, signification) **I.** 187, 203;
Tribunal correctionnel (loi pénale, lecture) **I.** 195.
Tribunal correctionnel ministère public **I.** p.
Tribunal correctionnel (conclusions) **I.** 190.
Tribunal correctionnel notes d'audience **I.** 155, 189.
Tribunal correctionnel partie civile (observations) **I.** 190.
Tribunal correctionnel V. citation.
Tribunal correctionnel personne responsable (citation) **I.** 182;
Tribunal correctionnel (défense) **I.** 190.
Tribunal correctionnel pièces à conviction, représentation **I.** 190.
Tribunal correctionnel prévenu (défense) **I.** 190;
Tribunal correctionnel (expulsion) p.
Tribunal correctionnel V. comparution.
Tribunal correctionnel (procès-verbal, lecture) **I.** 190;
Tribunal correctionnel (renvoi devant le juge d'instruction) **I.** 193;
Tribunal correctionnel (réplique) **I.** 190;
Tribunal correctionnel (restitution, jugement) **I.** 161, 189.
Tribunal correctionnel saisine **I.** 182;
Tribunal correctionnel (citation directe) **I.** 182;
Tribunal correctionnel (juge d'instruction, renvoi) **I.** 130, 182;
Tribunal correctionnel (tribunal de simple police, renvoi) **I.** 160, 182.
Tribunal correctionnel témoin **I.** 154 s., 189, 211;
Tribunal correctionnel (amende) **I.** 157, 158, 189;
Tribunal correctionnel (audition) **I.** 190;
Tribunal correctionnel (comparution) **I.** 157, 158, 189;

Tribunal correctionnel (déposition) **I.** 155, 189;
Tribunal correctionnel (reproches) **I.** 156, 189, 190;
Tribunal correctionnel (serment) **I.** 155, 189.
Tribunal correctionnel V. Appel correctionnel, Cassation, Contravention, Delit forestier, Flagrant délit, Juge d'instruction-renvoi, Liberte provisoire, Privilège.
Tribunal de commerce. V. Privilège.
Tribunal de simple police I. 137 s.;
Tribunal de simple police (acquittement) **I.** 159;
Tribunal de simple police (amende, quotité) **I.** 172.
Tribunal de simple police citation **I.** 145 s.;
Tribunal de simple police (annulation) **I.** 159;
Tribunal de simple police (copie, remise) **I.** 145;
Tribunal de simple police (directe) **I.** 145 s.;
Tribunal de simple police (huissier) **I.** 145;
Tribunal de simple police (ministère public, requête) **I.** 145;
Tribunal de simple police (partie civile, requête) **I.** 145;
Tribunal de simple police (personne responsable) **I.** 145;
Tribunal de simple police (prevenu) **I.** 145;
Tribunal de simple police (urgence) **I.** 146.
Tribunal de simple police V. jugement par defaut.
Tribunal de simple police commis greffier **I.** 143; p.
Tribunal de simple police comparution (avertissement) **I.** 147;
Tribunal de simple police (délai) **I.** 146;
Tribunal de simple police (personnelle) **I.** 152;
Tribunal de simple police (procuration) **I.** 152;
Tribunal de simple police (volontaire) **I.** 147.
Tribunal de simple police V. jugement par defaut.
Tribunal de simple police compétence **I.** 138 s;
Tribunal de simple police (*ratione materioe*) **I.** 138;
Tribunal de simple police (territoriale) **I.** 138.
Tribunal de simple police composition **I.** 141 s.; p.
Tribunal de simple police dommages-intérêts (estimation préalable) **I.** 148;
Tribunal de simple police (jugement) **I.** 159, 161.
Tribunal de simple police (emprisonnement, condamnation, extrait) **I.** 178;
Tribunal de simple police (enquête) V. témoin.
Tribunal de simple police fait incriminé (contravention, constatation) **I.** 161;
Tribunal de simple police (crime) **I.** 160;
Tribunal de simple police (delit) **I.** 160;
Tribunal de simple police (fait non punissable) **I.** 159
Tribunal de simple police frais et dépens (condamnation) **I.** 162;
Tribunal de simple police (liquidation) **I.** 162.
Tribunal de simple police greffier **I.** 141 s.;
Tribunal de simple police (amende) **I.** 164;
Tribunal de simple police (prise à partie) **I.** 164.
Tribunal de simple police (huissier) **I.** 141;
Tribunal de simple police (inculpé, défense) **I.** 153.
Tribunal de simple police instruction **I.** 153 s.; (actes d'urgence) **I.** 148;
Tribunal de simple police (ordre) **I.** 153;
Tribunal de simple police (publicité) **I.** 153.
Tribunal de simple police juge de paix (compétence) **I.** 138 s.;
Tribunal de simple police (prise à partie) **I.** 164.
Tribunal de simple police jugement **I.** 159 s.;
Tribunal de simple police (délai) **I.** 153;
Tribunal de simple police (exécution ministère public) **I.** 165;
Tribunal de simple police (exécution, partie civile) **I.** 165;
Tribunal de simple police (minute, signature) **I.** 164;
Tribunal de simple police (rédaction, langue française) p.
Tribunal de simple police (voie de recours) **I.** 172 s.
Tribunal de simple police jugement de condamnation **I.** 161 s.;
Tribunal de simple police (compte trimestriel) **I.** 178;
Tribunal de simple police (dispositif) **I.** 161;
Tribunal de simple police (extraits, transmission au parquet) **I.** 178;
Tribunal de simple police (loi pénale, insertion) **I.** 163;
Tribunal de simple police (motifs) **I.** 163;
Tribunal de simple police (peine, prononciation) **I.** 161;
Tribunal de simple police (peine, quotité) **I.** 172;
Tribunal de simple police (premier ou dernier ressort, mention) **I.** 163.
Tribunal de simple police jugement en dernier ressort **I.** 172, 177.
Tribunal de simple police jugement par défaut **I.** 149 s.;
Tribunal de simple police (appel, délai) **I.** 174;
Tribunal de simple police (exécution) **I.** 150.
Tribunal de simple police jugement par défaut, opposition (citation à première audience) **I.** 151;
Tribunal de simple police (délai) **I.** 151;
Tribunal de simple police (formes) **I.** 151;
Tribunal de simple police (notification) **I.** 151;
Tribunal de simple police (opposant, non-comparution) **I.** 151.
Tribunal de simple police maire, competence **I.** 140, 166 s.
Tribunal de simple police ministère public **I.** 144;
Tribunal de simple police (adjoint) **I.** 144;
Tribunal de simple police (commissaire de police) **I.** 144;
Tribunal de simple police (conclusions) **I.** 153;
Tribunal de simple police (conseiller municipal) **I.** 144;
Tribunal de simple police (crime ou délit) V. Privilège;
Tribunal de simple police (désignation) **I.** 144;
Tribunal de simple police (empêchement) **I.** 144;
Tribunal de simple police (fonctions, durée) **I.** 144;
Tribunal de simple police (maire) **I.** 144;
Tribunal de simple police (pièces, réception) **I.** 15;
Tribunal de simple police (suppléant du juge de paix) **I.** 144.
Tribunal de simple police notes d'audience **I.** 155.
Tribunal de simple police partie civile (conclusions) **I.** 153;
Tribunal de simple police (observations) **I.** 153.
Tribunal de simple police prise à partie **I.** 164.
Tribunal de simple police procès-verbal (lecture) **I.** 153;
Tribunal de simple police (rédaction préalable) **I.** 148.
Tribunal de simple police (renvoi devant le procureur de la République) **I.** 160;
Tribunal de simple police (réparation civile, quotité) **I.** 172;
Tribunal de simple police (restitution, jugement) **I.** 161;
Tribunal de simple police (restitution, quotité) **I.** 172;

Tribunal de simple police (sections) **I.** 143; p.
Tribunal de simple police témoin **I.** 153 s.;
Tribunal de simple police (amende) **I.** 157, 158;
Tribunal de simple police (audition) **I.** 153 s.;
Tribunal de simple police (citation) **I.** 153;
Tribunal de simple police (citation nouvelle) **I.** 157, 158.
Tribunal de simple police temoin, comparution (défaut) **I.** 157;
Tribunal de simple police (procuration) **I.** 158;
Tribunal de simple police (volontaire) **I.** 158.
Tribunal de simple police témoin (contrainte par corps) **I.** 157;
Tribunal de simple police (déposition) **I.** 155;
Tribunal de simple police (état civil) **I.** 155;
Tribunal de simple police (excuse) **I.** 158;
Tribunal de simple police (parenté ou alliance) **I.** 156;
Tribunal de simple police (reproches) **I.** 156;
Tribunal de simple police (serment) **I.** 155.
Tribunal de simple police V. Appel de simple police, Cassation-pourvoi en matière de simple police, Juge d'instruction-renvoi.
Tribunal militaire. V. Militaire, Relégation.
Tribunaux pour enfants p.
Tromperie P. 423 s.;
Tromperie (confiscation) **P.** 423;
Tromperie (jugement, affiche) **P.** 423.
Tromperie tromperie sur la nature des marchandises **P.** 423.
Tromperie tromperie sur la quantité **P.** 423;
Tromperie (pesage ou mesurage, fraude) p. er août 1905, a. 1;
Tromperie (poids ou mesures taux ou inexacts) L. 1 er août 1905, a. 1;
Tromperie (poids ou mesures prohibés, emploi) **P.** 424.
Trouble. V. Attroupement, Infraction d'audience.
Troupe armée (armement illégal) **P.** 92;
Troupe armée (commandement illégal) **P.** 93;
Troupe armée (enrôlement illégal) **P.** 92.
Tumulte. V. Infraction d'audience, Secours-refus.
Tuteur (fonctions, interdiction) **P.** 9, 42, 43.
Tuteur (confiscation) **P.** 423;
Tuteur (jugement, affiche) **P.** 423.
Tuteur tromperie sur la nature des marchandises **P.** 423.
Tuteur tromperie sur la quantité **P.** 423;
Tromperie (pesage ou mesurage, fraude) p. er août 1905, a. 1;
Tuteur (poids ou mesures taux ou inexacts) L. 1 er août 1905, a. 1;
Tuteur (poids ou mesures prohibés, emploi) **P.** 424.
Trouble. V. Attroupement, Infraction d'audience.
Troupe armée (armement illégal) **P.** 92;
Troupe armée (commandement illégal) **P.** 93;
Troupe armée (enrôlement illégal) **P.** 92.
Tumulte. V. Infraction d'audience, Secours-refus.
Tuteur (fonctions, interdiction) **P.** 9, 42, 43.
Tuteur V. Interdit légalement.

U

Uniforme. V. Costume.
Université. V. Privilège.
Usage général P. 479, n. 12.
Usine (déversoir) V. Inondation.
Usine V. Cheminee.
Ustensiles agricoles (destruction) **P.** 451, 455;
Ustensiles agricoles (vol dans les champs) **P.** 388.
Ustensiles agricoles V. Abandon.
Usure p.
Usurpation. V. Costume, Décoration, Fonctions, Titre honorifique.

V

Vagabondage P. 269 s., 277 s.;
Vagabondage (caractères) **P.** 269, 270;
Vagabondage (caution) **P.** 273;
Vagabondage (commune, réclamation) **P.** 273;
Vagabondage (définition) **P.** 270;
Vagabondage (délit) **P.** 269;
Vagabondage (étranger, expulsion) **P.** 272;
Vagabondage (infirmes et incurables privés de ressources) p.
Vagabondage (mineur de seize ans) **P.** 271;
Vagabondage (peines) **P.** 271, 277 s.
Vagabondage V. Jeu, Mendicité.
Vagabondage spécial. V. Souteneur.
Valeur fiduciaire (imitation) p.
Vendanges. V. Ban.
Vente. V. Coupe.
Vente publique. V. Enchères.
Vétusté. V. Incendie.
Veuf. V. Vol.
Viande (taxe) **P.** 479, n. 6; 480.
Vieillards privés de ressources. V. Mendicité, Vagabondage.
Vigne. V. Bestiaux.
Vin (falsification, eau, addition) p.
Vin (mouillage) L. 1905, a. 1; p.
Vin L. 29 juin 1907; p.
Vin L. 15 juill. 1907; p.
Vin L. 28 juill. 1912;
Vin (sucrage) L. 29 juin 1907; p.
Viol P. 332;
Viol (circonstances aggravantes) **P.** 333;
Viol (viol d'un enfant de moins de quinze ans) **P.** 332.
Violation de domicile.
Violation de domicile fonctionnaire, abus d'autorité (ordre hiérarchique, excuse légale, supérieur, responsabilité pénale) **P.** 114, 184;
Violation de domicile (peines) **P.** 184.
Violation de domicile particulier, menaces ou violences, peines **P.** 184.
Violation de domicile V. Insurrection.
Violation des formes. V. Cassation.
Violation de sépulture P. 360.
Violence. V. Pillage, Prison, Scellés, Titre, Travail, Travaux publics, Vol.
Violence à fonctionnaire public ou agent P. 228 s.;

Violence à fonctionnaire public ou agent (agent de la force publique) **P.** 230 s.;
Violence à fonctionnaire public ou agent (audience) **P.** 228;
Violence à fonctionnaire public ou agent (blessures) **P.** 231, 233;
Violence à fonctionnaire public ou agent (effusion de sang) **P.** 231;
Violence à fonctionnaire public ou agent (eloignement temporaire) **P.** 229;
Violence à fonctionnaire public ou agent (exercice des fonctions) **P.** 228, 230;
Violence à fonctionnaire public ou agent (guet-apens) **P.** 232;
Violence à fonctionnaire public ou agent (homicide) **P.** 233;
Violence à fonctionnaire public ou agent (interdiction de séjour) **P.** 228;
Violence à fonctionnaire public ou agent (magistrat) **P.** 228, 229, 231 s.;
Violence à fonctionnaire public ou agent (maladie) **P.** 231;
Violence à fonctionnaire public ou agent (officier ministériel) **P.** 230 s.;
Violence à fonctionnaire public ou agent (préméditation) **P.** 232, 233. - V. Citoyen.
Violences légères p.
Visite. V. Prison.
Visite domiciliaire I. 16;
Visite domiciliaire (abus d'autorité) **P.** 184. V. Violation de domicile;
Visite domiciliaire (lieu public) p.
Visite domiciliaire (nuit) D. 1791, a. 9, 10;
Visite domiciliaire Constit. 22 frim. an VIII, a. 76;
Visite domiciliaire (objet special) p.
Visite domiciliaire Constit. 22 trim. an VIII, a. 76;
Visite domiciliaire (officier de police judiciaire) D. 1791;
Visite domiciliaire (qualité) **I.** 16; D. 1791.
Visite domiciliaire V. Faux- *procédure,* Flagrant délit, Garde champêtre, Garde forestier, Maison, Poids et mesures, Prostitution, Sceau de l'Etat.
Vivier. V. Poisson.
Voies de fait. V. Coups, Infraction d'audience, Rébellion, Violences.
Voie publique
Voie publique passage (liberté) **P.** 471, n. 4;
Voie publique passage (sûreté) **P.** 471, n. 4. - V. Arbres, Chemin, Embarras, Rue.
Voirie (petite voirie, contravention) **P.** 471, n. 5.
Voitures (chargement) **P.** 475, n. 4. V. Animaux-mort.
Voitures conduite **P.** 475, n. 3;
Voitures (amende) **P.** 475, n. 3 et 4;
Voitures (conducteur, proximité) **P.** 475, n. 3;
Voitures (direction) V. Animaux-mort;
Voitures (direction, possibilité) **P.** 475, n. 3;
Voitures (direction défectueuse) **P.** 475, n. 4;
Voitures (emprisonnement) **P.** 476;
Voitures (possibilité) **P.** 475, n. 3;
Voitures (rangement à l'approche des voitures) **P.** 475, n. 3;
Voitures (rapidité) **P.** 475, n. 4. V. Animaux-mort;
Voitures (règlement, contravention) **P.** 475, n. 3 et 4;
Voitures (voie publique, côté) **P.** 475, n. 3. - V. Animaux de trait, Roulage.
Voitures destruction, mine, explosion **P.** 435;
Voitures (menace) **P.** 436.
Voitures incendie volontaire **P.** 434;
Voitures (menace) **P.** 436.
Voitures vol dans les champs **P.** 388.
Voitures V. Maraudage, Récoltes, Roulage.
Voiture publique (chargement) **P.** 475, n. 4;
Voitures (places, indication) **P.** 475, n. 4;
Voitures (places, prix) **P.** 475, n. 4;
Voitures (poids) **P.** 475, n. 4;
Voitures (propriétaire, nom, indication) **P.** 475, n. 4.
Voitures règlement, contravention **P.** 475, n. 4;
Voitures (amende) **P.** 475, n. 4;
Voitures (emprisonnement) **P.** 476.
Voitures (solidite) **P.** 475, n. 4;
Voitures (voyageurs, nombre) **P.** 475, n. 4;
Voitures (voyageurs, sûreté) **P.** 475, n. 4. - V. Roulage.
Voiturier
Voiturier marchandises, altération, substances malfaisantes ou non **P.** 387;
Voiturier (tentative) **P.** 387.
Voiturier V. Vol.
Vol P. 379 s.;
Vol (allié) **P.** 380;
Vol (armes, port) **P.** 381, 383, 385, 386;
Vol (ascendant) **P.** 380;
Vol (aubergiste) **P.** 386;
Vol (batelier) **P.** 386;
Vol (blessures ou contusions, traces) **P.** 382;
Vol (chemin public) **P.** 383;
Vol (chose d'autrui) **P.** 279;
Vol (circonstances aggravantes) **P.** 381 s.;
Vol (conjoint) **P.** 380;
Vol (definition) **P.** 279;
Vol (descendant) **P.** 380;
Vol (édifice consacré au culte) **P.** 385, 386;
Vol (effraction, caractères) **P.** 393 s.
Vol effraction extérieure (caractères) **P.** 395;
Vol (circonstances aggravantes) **P.** 381, 383.
Vol effraction intérieure (caractères) **P.** 396;
Vol (circonstances aggravantes) **P.** 384.
Vol enclos (caractères) **P.** 391, 392;
Vol (circonstances aggravantes) **P.** 384.
Vol escalade (caractères) **P.** 397;
Vol (circonstances aggravantes) **P.** 381, 383, 384.
Vol fausses clefs (caractères) **P.** 398;
Vol (circonstances aggravantes) **P.** 381, 383, 384. - V. Clefs.
Vol (fonctionnaire public, costume ou titre, usurpation) **P.** 381, 383, 384;
Vol (fraude) **P.** 279;
Vol (immunité) **P.** 380;
Vol (immunite, complicité, peines) **P.** 380.
Vol maison habitée ou servant a l'habitation (caractères) **P.** 390;
Vol (circonstances aggravantes) **P.** 381, 383 à 386;
Vol (clôture) **P.** 390;
Vol (dépendances) **P.** 381, 383, 384.

Vol (maison non habitée, circonstances aggravantes) **P.** 384, 386;
Vol (menaces d'usage d'armes) **P.** 381, 383;
Vol (nuit) **P.** 381, 383 s. V. Maraudage, Recoltes;
Vol (ordre de l'autorité, allégation fausse) **P.** 381, 383, 384;
Vol (ouvrier) **P.** 386.
Vol parc (caractères) **P.** 391, 392;
Vol (circonstances aggravantes) **P.** 384;
Vol (mobile) **P.** 392.
Vol (parent) **P.** 380;
Vol (pluralite d'agents) **P.** 381, 383, 385, 386. V. Maraudage, Récoltes;
Vol (preposé d'aubergiste ou voiturier) **P.** 386;
Vol (réunion) V. pluralité; (serviteur à) **P.** 86;
Vol (soustraction frauduleuse) **P.** 279;
Vol (travail habituel) **P.** 386;
Vol (veuf) **P.** 380;
Vol (violence) **P.** 381, 382;
Vol (voiturier) **P.** 386.
Vol V. Champ, Coupe, Filouterie, Recel frauduleux, Scellés.
Vol de récoltes détachées du sol (nuit) **P.** 388
Vol domestique P. 386.
Vol qualifié P. 381 s.
Vol simple P. 388, 401.
FIN DE LA TABLE ALPHABETIQUE.